

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
1.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
2.	2023-DFIN-26	Loi <i>Gesetz</i>	Loi sur la géoinformation <i>Gesetz über die Geoinformation</i>	Entrée en matière, 1re lecture <i>Eintreten, 1. Lesung</i>	Lucas Dupré Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
3.	2022-DFIN-62	Rapport <i>Bericht</i>	Engagement hors EPT : vers une régularisation (rapport sur postulat 2022-GC- 18) <i>Regularisierung von Anstellungen ausserhalb des Stellenetats (Bericht zum Postulat 2022- GC-18]</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Jean-Pierre Siggen Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		

N°	Signature Signatur	Genre Typ	Affaire Geschäft	Traitement Behandlung	Personnes Personen	Remarques Bemerkungen	Cat. Kat.
4.	2022-DIME-144	Décret Dekret	Campus Schwarzsee / Lac Noir - Octroi d'un crédit d'engagement complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants <i>Campus Schwarzsee / Lac Noir - Dekret über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude</i>	Entrée en matière, 1re et 2e lectures <i>Eintreten, 1. und 2. Lesungen</i>	Markus Stöckli Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i> Romain Collaud Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I
5.	2023-DIME-231	Rapport Bericht	Modifications du plan directeur cantonal - Information au Grand Conseil <i>Änderungen des kantonalen Richtplans - Information an der Grossen Rat</i>	Discussion <i>Diskussion</i>	Bertrand Gaillard Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Jean-François Steiert Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		
6.	2023-GC-272	Résolution Resolution	Trafic régional voyageurs : haro sur les mesures d'économies proposées par le Conseil fédéral <i>Regionaler Personenverkehr: Entrüstung über die vom Bundesrat beantragten Sparmassnahmen</i>	Prise en considération <i>Erheblicherklärung</i>	Grégoire Kubski Auteur-e / <i>Urheber/-in</i> David Bonny Auteur-e / <i>Urheber/-in</i>		

Loi sur la géoinformation (LCGéo)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **214.7.1**

Modifié(s): 150.1 | 210.1 | 214.5.1 | 262.1 | 635.1.1 | 710.1 | 780.1 | 812.1 |
 917.1

Abrogé(s): 214.6.1 | 214.7.1

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 5 octobre 2007 sur la géoinformation (LGéo) et sa réglementation d'exécution;

Vu le message 2023-DFIN-26 du Conseil d'Etat du 26 septembre 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Dispositions générales

Art. 1 Objet et but de la loi

¹ La présente loi a pour objet l'application de la législation fédérale sur la géoinformation.

² Elle vise à assurer le traitement des géodonnées de base sur l'ensemble du territoire cantonal.

³ A cet effet, elle règle:

- a) la saisie, la mise à jour, la gestion, l'utilisation des géodonnées de base ainsi que leur accès (traitement des géodonnées);
- b) la mensuration officielle;
- c) le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière;

d) le cadastre des conduites.

Art. 2 Champ d'application

¹ La présente loi s'applique aux géodonnées de base suivantes:

- a) géodonnées relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale ou communale;
- b) géodonnées relevant du droit cantonal.

2 Traitement des géodonnées

Art. 3 Saisie, mise à jour et gestion

¹ La saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base visées par la présente loi sont régies par la législation fédérale sur la géoinformation.

Art. 4 Obligations des propriétaires

¹ Les dispositions du droit fédéral régissant l'assistance lors de la saisie et de la mise à jour des géodonnées de base sont applicables par analogie lors de la saisie et de la mise à jour de géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Art. 5 Exigences qualitatives et techniques

¹ Les exigences qualitatives et techniques applicables aux géodonnées de base et aux géométadonnées qui les décrivent sont fixées dans les dispositions d'exécution de la présente loi.

Art. 6 Catalogues des géodonnées de base

¹ Les géodonnées de base visées par la présente loi sont répertoriées dans deux catalogues qui recensent les géodonnées de base relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale ou communale ainsi que les géodonnées de base relevant du droit cantonal. Les catalogues précisent en particulier les bases légales et les services ou collectivités dont relèvent la saisie, la mise à jour et la gestion des géodonnées de base.

² Pour le surplus, le contenu des catalogues des géodonnées de base est déterminé par voie d'ordonnance.

Art. 7 Accès – Données en libre accès

¹ L'accès aux géodonnées de base s'effectue en principe par l'intermédiaire de géoservices.

² Lorsque tel est le cas, l'accès aux géodonnées de base et leur utilisation ne donnent pas lieu à la perception d'émoluments. La législation spéciale est réservée.

³ Les géoservices d'intérêt cantonal, ainsi que les exigences qualitatives et techniques qui leur sont applicables, sont déterminés par voie d'ordonnance.

Art. 8 Accès – Echange entre autorités

¹ Les autorités cantonales et communales s'accordent mutuellement un accès simple et direct aux géodonnées de base.

² Les dispositions du droit fédéral régissant les échanges de géodonnées entre autorités sont applicables par analogie.

Art. 9 Protection des données

¹ Lorsque les géodonnées de base relevant du droit cantonal permettent d'obtenir des données personnelles, la législation sur la protection des données est applicable.

3 Mensuration officielle

3.1 Dispositions générales

Art. 10 Principe

¹ Sous réserve des dispositions qui suivent, les dispositions cantonales d'exécution du droit fédéral de la mensuration officielle sont adoptées par voie d'ordonnance.

² Le Conseil d'Etat règle notamment les éléments suivants:

- a) l'organisation de la mensuration officielle;
- b) les dispositions complémentaires au droit fédéral régissant le contenu de la mensuration officielle;
- c) la procédure applicable aux modifications de limites territoriales et à la mise à jour des documents cadastraux lors de fusions de communes, ainsi que la prise en charge des coûts qui en résultent;
- d) les dispositions complémentaires au droit fédéral relatives à l'exécution de la mensuration officielle (premier relevé, renouvellement et mise à jour);
- e) les dispositions d'exécution sur le financement de la mensuration officielle.

Art. 11 Attributions des communes

¹ Les communes déterminent les noms de communes, de localités et de rues ainsi que les numéros de bâtiments, par rue, en se fondant notamment sur les dispositions fédérales, sur les recommandations émises par les offices fédéraux compétents ainsi que sur la législation sur les communes.

² Les attributions des communes relatives aux limites territoriales, à la procédure de mise à l'enquête des documents de la mensuration officielle ainsi qu'à la cadastration des constructions et des installations sont précisées par voie d'ordonnance.

Art. 12 Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement – Institution et composition

¹ Il est institué une Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement (ci-après: la Commission), rattachée administrativement à la Direction en charge de la géoinformation (ci-après: la Direction) ¹⁾. La Commission adresse chaque année un rapport de gestion à la Direction.

² La Commission a son siège à Fribourg, auprès du service chargé de la géoinformation (ci-après: le Service) ²⁾.

³ La Commission est composée d'un président ou d'une présidente, d'un vice-président ou d'une vice-présidente, et de quatre assesseur-e-s, élus par le Grand Conseil.

⁴ Le ou la secrétaire ainsi que son suppléant ou sa suppléante, sont nommés pour une période administrative de cinq ans par la Direction, sur la proposition du président ou de la présidente.

⁵ Le président ou la présidente, le vice-président ou la vice-présidente, ainsi que le ou la secrétaire et son suppléant ou sa suppléante sont titulaires d'une licence ou d'un master en droit. Les assesseur-e-s sont titulaires du brevet fédéral d'ingénieur-e géomètre.

Art. 13 Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement – Indépendance et surveillance

¹ La Commission est indépendante dans l'exercice de ses attributions.

² Elle est placée sous la surveillance du Conseil de la magistrature et rend chaque année rapport à cette autorité conformément à la loi sur la justice.

Art. 14 Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement – Fonctionnement

¹ Pour siéger, la Commission est composée du président ou de la présidente ou du vice-président ou de la vice-présidente ainsi que de deux assesseur-e-s.

² La Commission statue en dernière instance cantonale.

³ La Commission assure l'information du public et la publicité de ses jugements. Les dispositions de la loi sur la justice sont applicables par analogie.

¹⁾ Actuellement: Direction des finances.

²⁾ Actuellement: Service du cadastre et de la géomatique.

⁴ Les membres des commissions sont indemnisés conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant la rémunération des membres des commissions de l'Etat.

Art. 15 Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement – Attributions

¹ La Commission statue sur les recours interjetés contre les décisions sur réclamation rendues au terme de la procédure d'enquête publique réalisée lors des entreprises de premier relevé et de renouvellement, ainsi que lors de corrections de contradictions visées à l'article 14a de l'ordonnance fédérale du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle.

² Toutefois, lorsque le recours implique la contestation d'un droit réel, la Commission tente uniquement de concilier les parties. A défaut d'entente, elle renvoie les parties devant la juridiction civile.

Art. 16 Commissions de nomenclature – Institution, composition et fonctionnement

¹ Il est institué une Commission de nomenclature pour chacune des deux langues officielles.

² Chaque commission est composée de quatre membres, nommés par le Conseil d'Etat.

³ Les commissions s'organisent elles-mêmes. Le Service assure leurs secrétariats et coordonne leurs travaux. Pour le surplus, les dispositions du règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat sont applicables.

⁴ Les membres des commissions sont indemnisés conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant la rémunération des membres des commissions de l'Etat.

Art. 17 Commissions de nomenclature – Attributions

¹ Les commissions de nomenclature ont les attributions suivantes:

- a) elles vérifient la conformité linguistique des noms géographiques de la mensuration officielle lors de leur relevé et de leur mise à jour et émettent des recommandations à l'intention du Service;
- b) elles établissent, sous réserve d'approbation par le Conseil d'Etat, les règles en matière d'orthographe des noms géographiques de la mensuration officielle.

3.2 Actes authentiques reçus par les ingénieur-e-s géomètres officiels

Art. 18 Compétence

¹ Les ingénieur-e-s géomètres officiels sont les ingénieur-e-s géomètres brevetés habilités à recevoir certains actes en la forme authentique. Ils doivent être titulaires d'une patente cantonale.

² La patente est délivrée par le Conseil d'Etat aux conditions suivantes:

- a) l'ingénieur-e géomètre breveté-e possède un bureau suffisamment équipé dans le canton, à savoir des ressources humaines, des locaux, du mobilier, des appareils, une infrastructure informatique et des logiciels permettant d'assurer dans des délais convenables le traitement adéquat de tous les documents produits, leur sécurité et l'exécution normale des tâches liées à la mensuration officielle;
- b) il ou elle est domicilié-e dans le canton;
- c) il ou elle est assuré-e contre les conséquences de sa responsabilité civile pour un montant minimal d'un million de francs;
- d) il ou elle n'est pas en faillite et ne fait pas l'objet d'un acte de défaut de biens définitif.

³ La patente est retirée lorsque les conditions d'octroi ne sont plus réalisées.

⁴ Les décisions relatives à la patente sont publiées dans la Feuille officielle du canton de Fribourg.

⁵ La loi sur le notariat est applicable par analogie aux cas d'inhabilité.

Art. 19 Champ d'application – En général

¹ Les ingénieur-e-s géomètres officiels ont la compétence d'instrumenter des actes authentiques lorsque ceux-ci ont pour objet:

- a) un transfert de propriété de minime importance (art. 23s.);
- b) la constitution ou la modification de servitudes (art. 25);
- c) la légalisation de signatures (art. 27).

² Les lois spéciales sont réservées.

Art. 20 Champ d'application – Transferts de propriété de minime importance

¹ Une opération est de minime importance au sens de l'article 19 qui précède, lorsque, pour chaque propriété concernée, la valeur totale des surfaces échangées ne dépasse pas 40'000 francs et qu'une soulte ou un prix de vente éventuels sont inférieurs à 20'000 francs et qu'elle a pour but:

- a) l'adaptation de la limite à l'état des lieux et/ou

b) le redressement de la limite en vue de diminuer le nombre de points-limites.

² En cas d'échange de terrains, il n'est pas nécessaire que les biens-fonds concernés soient contigus.

³ L'opération est soumise au Service pour approbation.

⁴ Les transferts de propriété de minime importance sont exonérés du prélèvement des droits de mutation.

Art. 21 Champ d'application – Constitution et modification de servitudes

¹ L'ingénieur-e géomètre officiel-le peut recevoir un acte constitutif ou modificatif d'une servitude:

- a) lorsque la constitution ou la modification de la servitude est liée à une opération qui repose sur un acte authentique instrumenté par l'ingénieur-e géomètre officiel-le;
- b) lorsque la constitution ou la modification de la servitude est justifiée par la modification de limites de biens-fonds prévue par un verbal de mutation foncière et que cette modification ne doit pas reposer sur un acte notarié;
- c) lorsque la servitude a pour objet le passage de conduites de toute nature et les ouvrages qui y sont liés;
- d) lorsque la servitude a pour objet un passage à pied ou pour tout véhicule;
- e) lorsque, à l'occasion d'une cadastration de construction ou installation, l'ingénieur-e géomètre breveté-e constate qu'un de ces éléments empiète sur un fonds voisin et qu'une servitude d'empiètement de minime importance doit être constituée;
- f) lorsque, en cas de premier relevé, les objets portés au nouveau plan cadastral ne coïncident pas avec l'assiette d'une servitude qui vraisemblablement s'y rapporte et qu'il y a lieu de procéder à une modification de l'assiette de cette servitude.

Art. 22 Principes

¹ L'acte authentique n'est valable que s'il est reçu par l'ingénieur-e géomètre officiel-le agissant en personne.

² Lorsqu'il a pour objet un transfert de propriété, il est reçu en la forme ordinaire. Il peut toutefois l'être en la forme simplifiée lorsqu'il s'agit d'un transfert de propriété passé lors d'un premier relevé de la mensuration officielle.

³ L'expédition peut être délivrée sous forme électronique.

Art. 23 Transferts de propriété – Eléments de la forme ordinaire

¹ L'acte authentique reçu en la forme ordinaire consiste en un verbal de mutation foncière et une convention.

² Le verbal de mutation foncière se compose:

- a) du plan et du tableau de mutation, établis en application de la législation fédérale;
- b) de l'état descriptif antérieur aux mutations intervenues et de l'état descriptif résultant de celles-ci;
- c) de l'état des servitudes, charges foncières, annotations et mentions ainsi que de propositions relatives au report de ces indications;
- d) d'éventuelles réquisitions relatives à la radiation ou à la modification de ces indications.

³ La convention précise la date, l'identité de l'ingénieur-e géomètre officiel-le et des parties et, lorsque celles-ci sont représentées, de leurs représentants ou représentantes, les immeubles concernés, l'objet de l'accord, le prix ou la soulte et le mode de paiement.

⁴ Dans le cas des groupements volontaires de parcelles, l'acte authentique comprend en outre, s'ils existent, les règlements fixant les modalités de procédure, les principes de taxation des terrains échangés et ceux de la répartition des frais.

⁵ L'acte authentique est signé par les parties ou par leurs représentants ou représentantes; l'ingénieur-e géomètre officiel-le atteste que la convention a été passée par-devant sa personne et signe l'acte.

⁶ Dans les trente jours qui suivent la date où toutes les conditions de l'inscription qui relèvent de la compétence de l'ingénieur-e géomètre officiel-le sont remplies au regard de l'article 26 de la présente loi, il ou elle requiert l'inscription de l'acte au registre foncier.

Art. 24 Transferts de propriété – Eléments de la forme simplifiée

¹ L'acte authentique reçu en la forme simplifiée consiste en un plan des modifications et une convention.

² La convention contient les éléments énoncés à l'article 23 al. 3 de la présente loi.

³ L'acte authentique est signé par les parties ou par leurs représentants ou représentantes; l'ingénieur-e géomètre officiel-le atteste que la convention a été passée en sa présence et signe l'acte.

⁴ Les mutations convenues peuvent faire l'objet d'une mise à jour des documents cadastraux et du registre foncier si les propriétaires le demandent et en supportent les frais. Le cas échéant, l'acte authentique contient une description détaillée des mutations intervenues.

Art. 25 Servitudes

¹ L'acte authentique relatif à la constitution ou à la modification d'une servitude consiste en une convention contenant les éléments mentionnés à l'article 23 al. 3 de la présente loi et, dans la mesure exigée par l'article 732 al. 2 du code civil suisse du 10 décembre 1907 (CC), en un plan.

² Le plan de servitude et la convention sont signés par les parties ou leurs représentants ou représentantes. L'ingénieur-e géomètre officiel-le atteste que la convention a été passée en sa présence et signe l'acte.

³ Dans les trente jours qui suivent la date où toutes les conditions de l'inscription sont remplies, l'ingénieur-e géomètre officiel-le requiert l'inscription de l'acte au registre foncier.

Art. 26 Consentements

¹ Lorsque des consentements au sens de l'article 964 CC sont nécessaires, leur obtention est de la compétence:

- a) de l'ingénieur-e géomètre officiel-le, lorsque l'acte est établi dans la forme ordinaire;
- b) du service chargé de la tenue du registre foncier, lorsque l'acte est établi dans la forme simplifiée.

² Le Service chargé de la tenue du registre foncier requiert, dans tous les cas, les consentements des titulaires de droits de gage et procède à une éventuelle répartition des gages.

Art. 27 Légalisations de signatures

¹ Les ingénieur-e-s géomètres officiels sont habilités à légaliser les signatures apposées sur les consentements en lien avec les verbaux de mutation foncière qu'ils ont établis, ainsi que sur les procurations qui y sont, le cas échéant, liées.

² Les dispositions de la loi sur le notariat régissant les légalisations sont applicables par analogie.

3.3 Simplifications et rectifications des limites

Art. 28

¹ Lors des entreprises de premier relevé et de renouvellement, l'ingénieur-e géomètre breveté-e bénéficiaire de l'adjudication des travaux (ci-après: l'ingénieur-e géomètre adjudicataire) peut, sous réserve de la procédure d'enquête relative aux travaux de mensuration officielle, procéder à des simplifications et à des rectifications de limites dans les cas suivants:

- a) lorsque les simplifications et les rectifications de limites concernent des portions de terrains dont la surface est inférieure ou égale à:
 1. 10 m² dans les zones de contributions I;
 2. 200 m² dans les zones de contributions II et III;
- b) lorsque des impératifs d'ordre technique le requièrent;
- c) lorsque la réunion de biens-fonds contigus appartenant au ou à la même propriétaire apparaît utile, sans présenter de désavantage pour le ou la propriétaire concerné-e.

² Les simplifications et rectifications de limites s'étendent également au domaine public et aux limites territoriales.

3.4 Financement de la mensuration officielle

Art. 29 Tarifs

¹ Le Conseil d'Etat fixe:

- a) le tarif des honoraires des ingénieur-e-s géomètres brevetés pour la rémunération des prestations de la mise à jour de la mensuration officielle; il se fonde sur les recommandations émises par la Conférence des services cantonaux de la géoinformation et du cadastre (CGC) et l'Association des ingénieurs géomètres suisses (IGS);
- b) le tarif des émoluments perçus pour le contrôle des verbaux de mutation foncière et pour la conservation des données;
- c) le tarif des frais de cadastration des constructions et installations soumises à l'obligation d'obtention d'un permis de construire.

² Le montant des frais de cadastration des constructions et installations soumises à l'obligation d'obtention d'un permis de construire est calculé, par construction ou installation, sur la base de la valeur indiquée dans la demande de permis de construire. Le montant est fixe pour les valeurs situées dans une même tranche de 100'000 francs. Il ne doit pas dépasser 3 pour mille de la valeur maximale de la tranche et est plafonné à 10'000 francs par construction ou installation.

³ Si la valeur indiquée dans la demande de permis de construire est manifestement erronée, le Service peut fixer les frais de cadastration par appréciation sur la base des données dont il dispose. Le ou la propriétaire fournit à cet effet toutes les pièces utiles. Le cas échéant, le Service peut requérir la police d'assurance auprès de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments et procéder au prélèvement des frais de cadastration sur la base de la valeur assurée.

⁴ Aucun frais n'est perçu pour la cadastration des constructions et installations dont l'Etat est propriétaire.

⁵ La taxe sur la valeur ajoutée est additionnée aux frais découlant de la mise en œuvre des tarifs visés par l'alinéa 1.

Art. 30 Débiteur – Premier relevé

¹ Sous réserve des alinéas 2 à 4 du présent article, les frais de premier relevé sont supportés, après déduction de la contribution fédérale, à parts égales par l'Etat, la commune et les propriétaires, à la date de la facturation, des immeubles compris dans le périmètre.

² Sont à la charge exclusive de la commune les frais suivants:

- a) les frais relatifs à la détermination du domaine public communal et des infrastructures de mobilité qui en font partie, ainsi que ceux qui sont nécessaires à l'éventuel traitement de conventions;
- b) les frais liés à l'adoption des noms de rues et de la numérotation des bâtiments par rues;
- c) sa participation aux frais de premier relevé en tant que propriétaire privé.

³ Chaque collectivité publique supporte ses propres frais administratifs.

⁴ Lorsque, en raison de situations particulières, la commune décide de prendre à sa charge une partie des participations des propriétaires, l'Etat peut également payer un montant équivalent.

Art. 31 Débiteur – Autres frais

¹ Les frais de renouvellement et de mise à jour périodique sont supportés par l'Etat.

² Sous réserve des alinéas 3 et 4, les frais de la mise à jour permanente et ceux de la cadastration des constructions et installations sont supportés par les personnes suivantes:

- a) pour la mise à jour permanente: la personne désignée dans le verbal de mutation;
- b) pour les frais de cadastration des constructions et installations: le ou la propriétaire de l'immeuble au moment de l'octroi du permis de construire.

³ Les frais visés par l'alinéa 2 sont toutefois supportés par la commune lorsqu'il apparaît, à l'occasion d'un renouvellement ou d'une mise à jour périodique, que la cadastration d'éléments qui aurait dû être réalisée suite à l'octroi d'un permis de construire n'a pas été effectuée. La commune peut répercuter les frais qui lui incombent, en vertu de la présente disposition, sur les propriétaires concernés.

⁴ Les frais d'établissement des points fixes de catégorie 3 sont également supportés par la commune après information préalable par l'ingénieur-e géomètre breveté-e chargé-e des travaux. La commune peut répercuter les frais qui lui incombent, en vertu de la présente disposition, sur les propriétaires concernés.

⁵ Une avance de frais peut être perçue par l'ingénieur-e géomètre breveté-e pour les travaux de mise à jour permanente.

Art. 32 Perception des frais

¹ Les frais sont payables dans les trente jours; passé ce délai, il est dû un intérêt moratoire dont le taux correspond à celui qui est fixé en application de l'article 207 al. 3 de la loi du 6 juin 2000 sur les impôts cantonaux directs. Au surplus, les frais de perception sont à la charge du débiteur ou de la débitrice.

² Le recours suspend l'exigibilité de la créance, mais non le cours de l'intérêt moratoire.

³ Les créances sont garanties par une hypothèque légale (art. 73 de la loi d'application du code civil suisse du 10 février 2012).

4 Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière

Art. 33 Institution

¹ Le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière est établi.

Art. 34 Contenu du cadastre et modalités d'inscription

¹ Le contenu du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière et les modalités d'inscription des données dans celui-ci sont définis par la législation fédérale.

² En complément des restrictions devant figurer dans le cadastre en vertu du droit fédéral, le Conseil d'Etat peut, en application de l'article 16 al. 3 LGéo, déterminer les géodonnées de base supplémentaires, liant les propriétaires, à faire figurer dans le cadastre.

Art. 35 Organe officiel de publication

¹ Les mises à l'enquête relatives aux restrictions de droit public à la propriété foncière sont publiées conformément à la législation spéciale. Lorsque celle-ci le prévoit, les géodonnées et les dispositions juridiques associées sont consultables sous forme numérique dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière, auquel renvoie la Feuille officielle du canton de Fribourg. En cas de besoin, la ou les communes et la préfecture concernées mettent à disposition, dans leurs locaux, les outils nécessaires à la consultation du dossier.

² Les restrictions de droit public à la propriété foncière sont publiées dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière dès qu'elles sont en vigueur.

5 Cadastre des conduites

Art. 36 Institution

¹ Le cadastre des conduites indique la position des conduites avec les installations y relatives, en surface et dans le sous-sol. Pour le surplus, le contenu du cadastre et les modalités d'inscription sont régis par voie d'ordonnance.

² Les propriétaires de réseau sont responsables de la saisie, de la mise à jour et de la gestion des données relatives à leur réseau.

³ Les propriétaires de réseau transmettent gratuitement aux services compétents correspondant du canton les géodonnées destinées au cadastre des conduites, après actualisation et contrôle de leur qualité. La transmission doit se faire sous forme numérique, automatisée et lors de chaque modification.

Art. 37 Obligations d'informer et de collaborer

¹ Les propriétaires des biens-fonds reliés aux conduites, les bureaux d'études qui ont participé à la direction des travaux et les entreprises qui ont participé à la pose des conduites sont tenus d'informer les propriétaires des réseaux et de collaborer avec eux.

Art. 38 Accès au cadastre

¹ L'accès aux données du cadastre est public, sous réserve de dispositions contraires de la législation spéciale.

² Les autorités cantonales et communales responsables de la gestion des conduites ainsi que les propriétaires des réseaux disposent d'un accès complet au cadastre des conduites.

6 Procédure et voies de droit

Art. 39

¹ Les décisions prises en application de la présente loi sont sujettes à recours conformément au code de procédure et de juridiction administrative.

² La possibilité de former une réclamation auprès de l'ingénieur-e géomètre adjudicataire au terme de la procédure d'enquête publique réalisée lors des entreprises de premier relevé et de renouvellement est réservée. La procédure de réclamation est réglée par voie d'ordonnance.

³ Sont par ailleurs réservées les dispositions suivantes, applicables à la procédure devant la Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement:

- a) lorsque le recours n'est pas manifestement irrecevable ou mal fondé, il est non seulement communiqué à l'ingénieur-e géomètre breveté-e responsable du premier relevé ou du renouvellement, mais également aux personnes dont les intérêts sont opposés à ceux de la personne qui recourt; un délai est imparti aux récipiendaires pour formuler leurs observations;
- b) sous réserve des cas où le recours est manifestement irrecevable ou mal fondé, la personne qui recourt, l'ingénieur-e géomètre breveté-e, les intéressé-e-s qui ont été appelés à présenter leurs observations et éventuellement les témoins sont cités, par pli recommandé, au moins dix jours avant la séance de la Commission; la Commission procède même en l'absence de la personne qui recourt ou des tierces personnes intéressées;
- c) la décision est notifiée à la personne qui recourt, à l'ingénieur-e géomètre breveté-e et aux intéressé-e-s qui ont été appelés à présenter leurs observations; elle est communiquée pour information au Service.

7 Dispositions transitoires

Art. 40 Perception des frais de cadastration des constructions

¹ Les dispositions de la loi sur la mensuration officielle (LMO) demeurent applicables à la perception des frais de cadastration des constructions lorsque les permis de construire ont été octroyés avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 41 Verbaux de mutation foncière

¹ Les verbaux visés par le Service avant l'entrée en vigueur de la présente loi demeurent régis par les dispositions de la LMO.

Art. 42 Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière
comme organe officiel de publication

¹ La mise en place du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière en tant qu'organe officiel de publication est réalisée par étapes.

² Durant la phase de mise en place des moyens informatiques permettant l'utilisation du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière comme organe officiel de publication, les procédures de mise à l'enquête publique peuvent, au besoin, être réalisées par le truchement de solutions provisoires.

Art. 43 Introduction du cadastre des conduites

¹ Les organes concernés disposent de trois années à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place le cadastre des conduites.

II.

1.

L'acte RSF [150.1](#) (Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA), du 23.05.1991) est modifié comme il suit:

Art. 117 al. 1

¹ Les commissions suivantes connaissent des recours dans les cas prévus par la loi:

- c) (*modifié*) la Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement.

2.

L'acte RSF [210.1](#) (Loi d'application du code civil suisse (LACC), du 10.02.2012) est modifié comme il suit:

Art. 30a (nouveau)

Terrains en mouvement – Définition d'office (CCS 660a)

¹ A l'occasion de l'exécution des travaux de premier relevé ou de renouvellement, l'Etat peut procéder d'office à la définition du périmètre des territoires en mouvement permanent dans les communes à mensurer.

² Les frais liés à cette définition sont inclus dans les frais de la mensuration des communes concernées.

Art. 31 al. 4 (abrogé)

Terrains en mouvement – Définition sur demande (CCS 660a) (*titre médian modifié*)

⁴ Abrogé

3.

L'acte RSF [214.5.1](#) (Loi sur le registre foncier (LRF), du 28.02.1986) est modifié comme il suit:

Art. 24 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*), **al. 3** (*modifié*)

¹ Les reconnaissances sont effectuées par le conservateur ou la conservatrice, en présence de l'ingénieur-e géomètre adjudicataire et de la personne déléguée par le conseil communal.

² Exceptionnellement et avec l'accord du service spécialisé en matière de géoinformation ³⁾, l'ingénieur-e géomètre adjudicataire peut se faire représenter.

³ Dans les cas simples ou lorsque le registre foncier fédéral est introduit sans premier relevé préalable, le conservateur ou la conservatrice dispense l'ingénieur-e géomètre adjudicataire et la personne déléguée par la commune de participer aux séances.

Art. 27 al. 1

¹ Par une décision formelle de clôture, le conservateur ou la conservatrice constate notamment que:

- c) (*modifié*) l'ingénieur-e géomètre adjudicataire a opéré sur les documents cadastraux les modifications survenues lors des reconnaissances, et

Art. 37 al. 1 (*modifié*) [DE: (*inchangé*)]

¹ Les frais relatifs à l'établissement du registre foncier fédéral sont supportés par l'Etat, sous réserve:

- d) (*modifié*) lorsque le registre foncier fédéral est établi en relation avec l'exécution d'un premier relevé, des frais liés à la présence de l'ingénieur-e géomètre adjudicataire aux séances de reconnaissances, qui sont inclus dans la répartition des frais prévue dans la législation sur la mensuration officielle.

Art. 59a al. 2

² Ne sont pas publiées, outre les acquisitions faites par voie de succession,

³⁾ Actuellement: Service de la géoinformation.

- b) (*modifié*) les acquisitions de biens-fonds opérées en vertu d'actes authentiques instrumentés par les ingénieur-e-s géomètres officiels ou les conservateurs ou conservatrices, et

Art. 64 al. 2 (*modifié*)

² Lorsque l'acte dont l'inscription est requise emporte modification, division ou réunion de biens-fonds, ou immatriculation ou modification d'un droit distinct et permanent de superficie sur un immeuble, le verbal de mutation foncière établi conformément à la législation sur la mensuration officielle est joint à l'expédition destinée au Service.

Art. 67 al. 1

¹ La personne qui recourt peut agir personnellement ou se faire représenter par:

- b) (*modifié*) les ingénieur-e-s géomètres officiels qui ont instrumenté les actes dont les réquisitions d'inscription ont été rejetées ou déclarées irrecevables.

4.

L'acte RSF [262.1](#) (Loi sur la légalisation des signatures, du 17.11.2005) est modifié comme il suit:

Art. 1 al. 1 (*modifié*)

¹ Les légalisations des signatures apposées sur les actes sous seing privé sont délivrées par les notaires, conformément à la loi sur le notariat. Demeure réservée la compétence des ingénieur-e-s géomètres officiels de légaliser certaines signatures aux conditions et dans les cas prévus par la loi sur la géoinformation.

5.

L'acte RSF [635.1.1](#) (Loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (LDMG), du 01.05.1996) est modifié comme il suit:

Art. 9 al. 1

¹ Sont exonérés des droits de mutation:

- l) (*modifié*) les transferts immobiliers déterminés par des opérations d'améliorations foncières et visés par le service qui, selon la législation sur les améliorations foncières, est compétent en la matière ⁴⁾ ainsi que les transferts de propriétés réalisés en vue d'une simplification ou d'une rectification de limites fondée sur l'article 28 de la loi du 00 mois 0000 sur la géoinformation;

⁴⁾ Actuellement: Grangeneuve ou Service des forêts et de la nature.

6.

L'acte RSF [710.1](#) (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LA-TeC), du 02.12.2008) est modifié comme il suit:

Intitulé de section après Art. 104 (modifié)

2.6 Remaniement de terrains à bâtir et modification de limites

Art. 105 al. 1 (modifié), al. 3 (modifié)

¹ Le remaniement de terrains à bâtir et la modification de limites doivent permettre de faire correspondre le parcellaire existant au plan d'aménagement local, de sorte que les immeubles se prêtent à une utilisation rationnelle et conforme au droit, du point de vue de leur situation, de leur forme et de leur grandeur.

³ Les transferts de propriété imposés par le remaniement ou la modification de limites sont exonérés des droits de mutation.

Art. 106 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 3 (modifié)

Groupement volontaire de parcelles et modification de limites volontaire (*titre médian modifié*)

¹ Plusieurs propriétaires peuvent convenir par écrit de procéder à un groupement de parcelles ou à une modification de limites. Ils désignent un ou une ingénieur-e géomètre breveté-e et, au besoin, la direction de l'entreprise et des experts ou expertes.

² Les ingénieur-e-s géomètres officiels peuvent recevoir des actes authentiques relatifs aux transferts de propriété dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle.

³ Avant de faire la réquisition d'inscription, l'ingénieur-e géomètre officiel-le soumet ces actes à l'approbation de la Direction.

Art. 109 al. 2 (modifié)

² A l'issue de la procédure d'enquête relative au nouvel état des propriétés et des servitudes, l'ingénieur-e géomètre breveté-e procède aux travaux de mensuration et à l'établissement des documents de mutation, qui forment le cadastre transitoire. Celui-ci est soumis à l'approbation du Conseil d'Etat, après avoir été mis à l'enquête publique.

Art. 111 al. 1 (modifié)

Modification de limites imposée (*titre médian modifié*)

¹ A défaut d'entente sur une modification de limites demandée par un ou une propriétaire ou le conseil communal, celui-ci charge une commission de classification de trois membres ainsi qu'un ou une ingénieur-e géomètre breveté-e d'établir un plan des modifications qui est soumis aux propriétaires.

Art. 166 al. 2 (modifié)

² Ce certificat doit être accompagné d'une déclaration d'un ou d'une ingénieur-e géomètre breveté-e attestant que l'ouvrage est construit conformément au plan de situation et que l'abornement et les points fixes de mensuration ont été, le cas échéant, remis en état.

7.

L'acte RSF [780.1](#) (Loi sur la mobilité (LMob), du 05.11.2021) est modifié comme il suit:

Art. 88 al. 1 (modifié)

¹ En vue d'assurer la libre disposition des terrains nécessaires à la construction d'une infrastructure de mobilité, la Direction, respectivement la commune sur préavis favorable de la Direction, peut déterminer des zones réservées.

Art. 89 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ La fixation des zones réservées est publiée dans la Feuille officielle du canton de Fribourg par la Direction. Les zones réservées peuvent être consultées dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière. Les propriétaires fonciers concernés sont informés par courrier séparé.

² Quiconque est touché par les zones réservées peut faire opposition auprès de l'autorité qui a édicté les plans pendant la durée de l'enquête publique.

Art. 90 al. 3 (nouveau)

³ Les zones réservées caduques sont retirées du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière.

Art. 108 al. 1 (modifié)

¹ Les actes authentiques nécessaires aux acquisitions de gré à gré peuvent être reçus par un ou une ingénieur-e géomètre officiel-le dans la forme prévue par la législation sur la mensuration officielle aux deux conditions suivantes:

... (énumération inchangée)

Art. 109 al. 3 (modifié)

³ La mention est radiée d'office par le conservateur ou la conservatrice au moment du transfert de propriété déposé par l'ingénieur-e géomètre officiel-le.

8.

L'acte RSF [812.1](#) (Loi sur les eaux (LCEaux), du 18.12.2009) est modifié comme il suit:

Art. 12 al. 1 (modifié)

¹ Chaque commune établit pour son territoire un plan général d'évacuation des eaux (art. 5 OEaux) en conformité avec le plan directeur de bassin versant. Elle veille à ce qu'il soit coordonné avec le plan d'aménagement local. En outre, elle transmet les données du PGEE au service compétent.

Art. 18 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié)

¹ La procédure d'approbation des plans d'affectation des zones et de leur réglementation est applicable par analogie au plan et au règlement des zones de protection des eaux souterraines, à l'exception de l'enquête publique au cours de laquelle les plans et les règlements des zones de protection des eaux souterraines peuvent être consultés dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière.

² Au terme de la procédure, les zones de protection des eaux souterraines sont publiées dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière et reportées à titre indicatif sur le plan d'affectation des zones.

Art. 20 al. 2 (modifié)

² La procédure d'approbation des plans d'affectation cantonaux selon l'article 22 LATeC est applicable par analogie, sous réserve des dispositions suivantes:

- a) (*nouveau*) les plans et les règlements des périmètres de protection des eaux souterraines peuvent être consultés dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière;
- b) (*nouveau*) au terme de la procédure, les périmètres de protection des eaux souterraines sont publiés dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière.

Art. 23 al. 1

¹ Les mesures de revitalisation consistent notamment à:

- d) (*modifié*) réaménager les rives afin qu'elles puissent, chaque fois que cela est techniquement possible et économiquement supportable, retrouver leurs fonctions naturelles, en tenant compte de l'espace réservé aux eaux.

Art. 25 al. 1 (modifié), **al. 2** (modifié), **al. 3** (modifié), **al. 4** (modifié), **al. 5** (modifié), **al. 6** (modifié), **al. 7** (modifié)

Espace réservé aux eaux (*titre médian modifié*)

¹ L'espace réservé aux eaux sert à la protection contre les crues et à la préservation des fonctions écologiques. Il est délimité par l'Etat.

² Si l'espace réservé aux eaux n'est pas délimité, le service compétent le détermine localement pour les projets qui lui sont soumis. A défaut d'une telle détermination, l'espace minimal nécessaire est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux.

³ La distance d'une construction à la limite de l'espace réservé aux eaux est de 4 mètres au minimum.

⁴ L'espace réservé aux eaux est classé en zone protégée par le plan d'affectation des zones; à défaut, il fait l'objet d'une mesure particulière de protection. La procédure d'approbation des plans d'affectation des zones et de leur réglementation est applicable.

⁵ Tout dépôt de matériaux et toute modification du terrain naturel sont interdits dans l'espace réservé aux eaux.

⁶ L'implantation de chemins pédestres ou de dessertes agricoles est possible dans l'espace réservé aux eaux.

⁷ Des aménagements extérieurs légers sont permis entre l'espace réservé aux eaux et la distance de construction à la condition que la circulation puisse s'y effectuer librement.

Art. 32 al. 1 (*modifié*)

¹ Les actes authentiques relatifs aux transferts de propriété nécessaires à l'aménagement de cours d'eau peuvent être reçus par un ou une ingénieur-e géomètre officiel-le dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle.

9.

L'acte RSF [917.1](#) (Loi sur les améliorations foncières (LAF), du 30.05.1990) est modifié comme il suit:

Art. 51 al. 1 (*modifié*)

¹ Lorsqu'une partie seulement d'un immeuble est incluse dans le périmètre définitif, un ingénieur géomètre breveté est habilité à établir d'office et sans la signature du propriétaire un verbal de division. Il en requiert l'inscription au registre foncier.

Art. 84 al. 1 (*modifié*), **al. 2** (*modifié*)

¹ La direction technique est assumée par un ingénieur géomètre breveté. Sa nomination est soumise à la ratification de la Direction.

² L'ingénieur géomètre breveté assume le secrétariat de la commission de classification.

Art. 91 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié), al. 4 (modifié)

¹ L'ingénieur géomètre breveté établit le document relatif à l'ancien état des propriétés, sur la base des plans et cadastres en vigueur. Ce document n'indique pas les droits de gages.

² L'ingénieur géomètre breveté contrôle les éléments cadastraux nécessaires au remaniement parcellaire, notamment les surfaces des biens-fonds. Il les rectifie au besoin.

⁴ Le conservateur communique à l'ingénieur géomètre breveté, à l'exception des droits de gages, l'ensemble des opérations effectuées au registre foncier postérieurement à l'inscription de la mention «amélioration foncière» et jusqu'à l'entrée en vigueur du registre transitoire. L'ingénieur géomètre breveté tient à jour les documents du remaniement parcellaire.

Art. 92 al. 1 (modifié)

¹ Lorsque la production d'un droit non inscrit n'est pas manifestement infondée, le conservateur, d'entente avec l'ingénieur géomètre breveté, convoque le propriétaire du fonds prétendument grevé et, au besoin, les autres intéressés, et sollicite leur consentement à l'inscription de ce droit.

Art. 116 al. 2 (modifié)

² L'ingénieur géomètre officiel établit le cadastre transitoire qui comprend:

... (énumération inchangée)

Art. 135 al. 1 (modifié), al. 2 (modifié)

¹ Les travaux techniques sont confiés à un ingénieur géomètre breveté et à un ingénieur forestier. Ils sont nommés par l'assemblée générale, sous réserve de ratification par la Direction.

² En règle générale, l'ingénieur géomètre breveté assume la direction technique.

Art. 146 al. 1 (modifié)

¹ L'inscription au registre foncier est opérée sur la base du contrat constitutif et du verbal de mutation foncière ou du cadastre transitoire, après approbation du nouvel état par le Conseil d'Etat.

Art. 148 al. 1 (modifié)

¹ Pour le groupement volontaire de parcelles, la convention indique de manière précise les immeubles visés par le projet, l'ingénieur géomètre officiel chargé des opérations et la répartition des frais.

Art. 149 al. 1 (modifié)

Actes authentiques – Ingénieur géomètre officiel (*titre médian modifié*)

¹ Les actes authentiques relatifs aux opérations visées à l'article 147 let. a et b sont reçus par l'ingénieur géomètre officiel, sous réserve de l'approbation du service compétent, dans les formes prévues par la législation sur la mensuration officielle.

III.

1.

L'acte RSF [214.6.1](#) (Loi sur la mensuration officielle (LMO), du 07.11.2003) est abrogé.

2.

L'acte RSF [214.7.1](#) (Loi sur la géoinformation (LCGéo), du 08.11.2012) est abrogé.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Gesetz über Geoinformation (KGeoIG)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **214.7.1**

Geändert: 150.1 | 210.1 | 214.5.1 | 262.1 | 635.1.1 | 710.1 | 780.1 | 812.1 |
917.1

Aufgehoben: 214.6.1 | 214.7.1

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 5. Oktober 2007 über Geoinformation (GeoIG) und seine Ausführungsbestimmungen;

nach Einsicht in die Botschaft 2023-DFIN-26 des Staatsrates vom 26. September 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 1 Gegenstand und Zweck des Gesetzes

¹ In diesem Gesetz wird der Vollzug der Bundesgesetzgebung über Geoinformation geregelt.

² Mit ihm soll die Bearbeitung von Geobasisdaten im gesamten Kantonsgebiet sichergestellt werden.

³ Dazu regelt es:

- a) das Erheben, Nachführen, Verwalten und die Nutzung von Geobasisdaten sowie den Zugang zu diesen Daten (Bearbeitung von Geodaten);
- b) die amtliche Vermessung;

- c) den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen;
- d) den Leitungskataster.

Art. 2 Geltungsbereich

¹ Dieses Gesetz gilt für die folgenden Geobasisdaten:

- a) Geobasisdaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons oder der Gemeinden;
- b) Geobasisdaten des kantonalen Rechts.

2 Geodatenbearbeitung

Art. 3 Erheben, Nachführen und Verwalten

¹ Das Erheben, Nachführen und Verwalten der Geobasisdaten, die unter dieses Gesetz fallen, richtet sich nach der Bundesgesetzgebung über Geoinformation.

Art. 4 Pflichten der Eigentümerinnen und Eigentümer

¹ Die bundesrechtlichen Bestimmungen über die Unterstützung bei der Erhebung und Nachführung von Geobasisdaten gelten beim Erheben und Nachführen von Geobasisdaten des kantonalen Rechts sinngemäss.

Art. 5 Qualitative und technische Anforderungen

¹ Die qualitativen und technischen Anforderungen an Geobasisdaten und sie beschreibende Geometadaten werden in den Ausführungsbestimmungen dieses Gesetzes festgelegt.

Art. 6 Geobasisdatenkataloge

¹ Die Geobasisdaten gemäss diesem Gesetz sind in zwei Katalogen aufgeführt, welche die Geobasisdaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons oder der Gemeinden und die Geobasisdaten des kantonalen Rechts verzeichnen. In den Katalogen wird insbesondere präzisiert, welche Rechtsgrundlagen gelten und von welchen Stellen oder Gemeinwesen die Geobasisdaten erhoben, nachgeführt und verwaltet werden.

² Im Weiteren wird der Inhalt der Geobasisdatenkataloge auf dem Verordnungsweg bestimmt.

Art. 7 Zugang – Frei zugängliche Daten

¹ Auf die Geobasisdaten kann grundsätzlich über Geodienste zugegriffen werden.

² Wenn dies der Fall ist, sind der Zugang zu den Geobasisdaten und ihre Nutzung gebührenfrei. Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten.

³ Die Geodienste von kantonalem Interesse und die an sie gestellten qualitativen und technischen Anforderungen werden auf dem Verordnungsweg bestimmt.

Art. 8 Zugang – Austausch unter Behörden

¹ Die Behörden des Kantons und der Gemeinden gewähren sich gegenseitig einfachen und direkten Zugang zu Geobasisdaten.

² Die bundesrechtlichen Bestimmungen über den Austausch von Geodaten unter Behörden gelten sinngemäss.

Art. 9 Datenschutz

¹ Wenn aus Geobasisdaten des kantonalen Rechts Personendaten gewonnen werden können, gelten die Bestimmungen der Gesetzgebung über den Datenschutz.

3 Amtliche Vermessung

3.1 Allgemeine Bestimmungen

Art. 10 Grundsatz

¹ Die kantonalen Ausführungsbestimmungen zum Bundesrecht über die amtliche Vermessung werden auf dem Verordnungsweg erlassen; folgende Bestimmungen bleiben vorbehalten.

² Der Staatsrat regelt insbesondere Folgendes:

- a) die Organisation der amtlichen Vermessung;
- b) die ergänzenden Bestimmungen zum Bundesrecht über den Inhalt der amtlichen Vermessung;
- c) das anwendbare Verfahren für Hoheitsgrenzänderungen und die Nachführung der Katasterdokumente bei Gemeindezusammenschlüssen sowie die Übernahme der entsprechenden Kosten;
- d) die ergänzenden Bestimmungen zum Bundesrecht über die Durchführung der amtlichen Vermessung (Ersterhebung, Erneuerung und Nachführung);
- e) die Ausführungsbestimmungen über die Finanzierung der amtlichen Vermessung.

Art. 11 Befugnisse der Gemeinden

¹ Die Gemeinden bestimmen die Namen von Gemeinden, Ortschaften und Strassen sowie die Gebäudenummern nach Strassen; dabei stützen sie sich insbesondere auf die bundesrechtlichen Bestimmungen, auf die Empfehlungen der zuständigen Bundesämter und auf die Gesetzgebung über die Gemeinden.

² Die Befugnisse der Gemeinden bei den Hoheitsgrenzen, beim Auflageverfahren für die Dokumente der amtlichen Vermessung und bei der Mutation von Bauten und Anlagen werden auf dem Verordnungsweg ausführlicher geregelt.

Art. 12 Rekurskommission für die Ersterhebung und Erneuerung –
Einsetzung und Zusammensetzung

¹ Es wird eine kantonale Rekurskommission für die Ersterhebung und Erneuerung eingesetzt, die der für Geoinformation zuständigen Direktion (die Direktion) administrativ zugewiesen ist. Die Kommission muss der Direktion jährlich einen Geschäftsbericht vorlegen.

² Die Kommission hat ihren Sitz beim für Geoinformation zuständigen Amt (das Amt) in Freiburg.

³ Die Kommission setzt sich zusammen aus einer Präsidentin oder einem Präsidenten, einer Vizepräsidentin oder einem Vizepräsidenten und vier Beisitzerinnen und Beisitzern, die vom Grossen Rat gewählt werden.

⁴ Die Sekretärin oder der Sekretär und deren Stellvertreterin oder Stellvertreter werden von der Direktion auf Antrag der Präsidentin oder des Präsidenten für eine Amtsperiode von fünf Jahren ernannt.

⁵ Die Präsidentin oder der Präsident, die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident sowie die Sekretärin oder der Sekretär und deren Stellvertreterin oder Stellvertreter müssen im Besitz eines Lizentiats oder Masters in Rechtswissenschaften sein. Die Beisitzerinnen und Beisitzer müssen eidgenössisch patentierte Ingenieur-Geometerinnen oder Ingenieur-Geometer sein.

Art. 13 Rekurskommission für die Ersterhebung und die Erneuerung –
Unabhängigkeit und Aufsicht

¹ Die Kommission ist in der Ausübung ihrer Befugnisse unabhängig.

² Sie untersteht der Aufsicht des Justizrates und erstattet dieser Behörde jährlich Bericht gemäss Justizgesetz.

Art. 14 Rekurskommission für die Ersterhebung und die Erneuerung –
Arbeitsweise

¹ Die Kommission tagt mit der Präsidentin oder dem Präsidenten oder der Vizepräsidentin oder dem Vizepräsidenten und zwei Beisitzerinnen und Beisitzern.

² Die Kommission entscheidet als letzte kantonale Instanz.

³ Die Kommission sorgt für die Information der Öffentlichkeit und für die Öffentlichkeit ihrer Urteile. Die Bestimmungen des Justizgesetzes gelten sinngemäss.

⁴ Die Vergütungen für die Kommissionsmitglieder richten sich nach den Bestimmungen der Verordnung über die Entschädigung der Mitglieder der Kommissionen des Staates.

Art. 15 Rekurskommission für die Ersterhebung und die Erneuerung – Befugnisse

¹ Die Kommission entscheidet über Beschwerden gegen Einspracheentscheide, die am Ende des öffentlichen Auflageverfahrens für Vermessungswerke der Ersterhebung und Erneuerung und bei der Behebung von Widersprüchen gemäss Artikel 14a der Verordnung des Bundesrats über die amtliche Vermessung vom 18. November 1992 erhoben wurden.

² Geht es bei der Beschwerde jedoch um die Anfechtung eines dinglichen Rechts, so versucht die Kommission lediglich, zwischen den Parteien zu schlichten. Wird keine Einigung erzielt, so verweist sie die Parteien an die Zivilgerichtsbarkeit.

Art. 16 Nomenklaturkommissionen – Einsetzung, Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Für beide Amtssprachen wird je eine Nomenklaturkommission eingesetzt.

² Jede Kommission besteht aus vier Mitgliedern, die vom Staatsrat ernannt werden.

³ Die Kommissionen organisieren sich selbstständig. Das Amt führt die beiden Sekretariate und koordiniert ihre Arbeiten. Im Weiteren gelten die Bestimmungen des Reglements über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates.

⁴ Die Vergütungen für die Kommissionsmitglieder richten sich nach den Bestimmungen der Verordnung über die Entschädigung der Mitglieder der Kommissionen des Staates.

Art. 17 Nomenklaturkommissionen – Befugnisse

¹ Die Nomenklaturkommissionen haben folgende Befugnisse:

- a) sie überprüfen die sprachliche Übereinstimmung der geografischen Namen der amtlichen Vermessung bei der Erhebung und der Nachführung und geben dem Amt Empfehlungen ab;
- b) sie legen die Schreibregeln für die geografischen Namen der amtlichen Vermessung fest, die vom Staatsrat genehmigt werden müssen.

3.2 Von den amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometern auszufertigte öffentliche Urkunden

Art. 18 Zuständigkeit

¹ Amtliche Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer sind eidgenössisch patentierte Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, die befugt sind, gewisse öffentliche Urkunden auszufertigen. Sie müssen über ein kantonales Patent verfügen.

² Das kantonale Patent wird vom Staatsrat unter den folgenden Voraussetzungen erteilt:

- a) Die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer verfügt über ein genügend ausgerüstetes Büro im Kanton, das heisst über das Personal, die Räumlichkeiten, das Mobiliar, die Ausrüstung, eine IT-Infrastruktur und die Software, um die fristgerechte und ordnungsgemässe Bearbeitung aller eingereichten Dokumente, ihre Sicherheit und die reguläre Ausführung der Aufgaben der amtlichen Vermessung zu gewährleisten.
- b) Sie oder er hat Wohnsitz im Kanton.
- c) Sie oder er ist gegen Haftungsansprüche in der Höhe von mindestens einer Million Franken versichert.
- d) Sie oder er steht weder in Konkurs noch besteht gegen sie oder ihn ein definitiver Verlustschein.

³ Das kantonale Patent wird entzogen, wenn die Voraussetzungen für die Gewährung nicht mehr erfüllt sind.

⁴ Entscheide über das Patent werden im Amtsblatt des Kantons Freiburg veröffentlicht.

⁵ Als Ausschlussgründe gelten sinngemäss die Gründe nach dem Gesetz über das Notariat.

Art. 19 Geltungsbereich – Allgemein

¹ Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer sind zur Ausfertigung öffentlicher Urkunden befugt, wenn diese Folgendes zum Gegenstand haben:

- a) Eigentumsübertragungen von geringer Bedeutung (Art. 23 f.);
- b) Errichtung und Änderung von Dienstbarkeiten (Art. 25);
- c) Beglaubigung von Unterschriften (Art. 27).

² Die Spezialgesetze bleiben vorbehalten.

Art. 20 Geltungsbereich – Eigentumsübertragung von geringer Bedeutung

¹ Eine Eigentumsübertragung ist von geringer Bedeutung im Sinne von Artikel 19, wenn der Gesamtwert der ausgetauschten Flächen für jedes betroffene Grundstück 40'000 Franken nicht übersteigt und die Ausgleichszahlung oder ein allfälliger Kaufpreis weniger als 20'000 Franken beträgt und ihr Zweck darin besteht:

- a) die Grenze den örtlichen Verhältnissen anzupassen und/oder
- b) die Grenze zur Verminderung der Anzahl der Grenzzeichen zu begradigen.

² Bei Austausch von Land müssen die betreffenden Liegenschaften nicht anstossend sein.

³ Die Eigentumsübertragung muss vom Amt genehmigt werden.

⁴ Eigentumsübertragungen von geringer Bedeutung sind von den Handänderungssteuern befreit.

Art. 21 Geltungsbereich – Errichtung oder Änderung von Dienstbarkeiten

¹ Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer können Urkunden zur Errichtung oder Änderung einer Dienstbarkeit ausfertigen:

- a) wenn die Errichtung oder Änderung der Dienstbarkeit in Zusammenhang mit einer Eigentumsübertragung steht, die auf einer öffentlichen Urkunde beruht, die von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer ausgestellt wurde;
- b) wenn die Errichtung oder die Änderung der Dienstbarkeit mit der Änderung von Grundstücksgrenzen gemäss einem Grenzmutationsverbal gerechtfertigt ist und diese Änderung nicht auf einer notariellen Urkunde beruhen muss;
- c) wenn die Dienstbarkeit Durchleitungen jeglicher Art und die damit verbundenen Bauwerke zum Gegenstand hat;
- d) wenn die Dienstbarkeit einen Fuss- oder Fahrweg zum Gegenstand hat;
- e) wenn die patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer bei einer Mutation von Bauten oder Anlagen feststellen, dass Bauten oder andere Vorrichtungen von einem Grundstück auf ein anderes überragen und eine Dienstbarkeit für einen Überbau von geringer Bedeutung errichtet werden muss;

- f) wenn bei einer Ersterhebung die auf dem neuen Plan dargestellten Objekte nicht mit dem Ausübungsort einer Dienstbarkeit, die sich offenbar auf diese Objekte bezieht, übereinstimmen und der Ausübungsort dieser Dienstbarkeit geändert werden muss.

Art. 22 Grundsätze

¹ Die öffentliche Urkunde ist nur gültig, wenn sie von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer persönlich ausgefertigt wird.

² Wenn sie eine Eigentumsübertragung zum Gegenstand hat, wird sie in der ordentlichen Form ausgefertigt. Sie kann in vereinfachter Form ausgefertigt werden, wenn es um eine Eigentumsübertragung bei einer Ersterhebung der amtlichen Vermessung geht.

³ Die Ausfertigung kann in elektronischer Form erfolgen.

Art. 23 Eigentumsübertragung – Bestandteile der ordentlichen Form

¹ Die in der ordentlichen Form errichtete öffentliche Urkunde besteht aus einem Grenzmutationsverbal und einer Vereinbarung.

² Das Grenzmutationsverbal besteht aus:

- a) dem Mutationsplan und der Mutationstabelle, die in Anwendung der Gesetzgebung des Bundes erstellt werden;
- b) der Grundstücksbeschreibung vor und nach einer Mutation;
- c) dem Bestand der Dienstbarkeiten, Grundlasten, Vormerkungen und Anmerkungen sowie den Vorschlägen für die Übertragung dieser Angaben;
- d) den allfälligen Anmeldungen zur Löschung oder Änderung dieser Angaben.

³ In der Vereinbarung werden das Datum, die Identität der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder des amtlichen Ingenieur-Geometers und der Parteien und gegebenenfalls ihrer Vertreterinnen und Vertreter sowie die betreffenden Grundstücke, der Gegenstand der Vereinbarung, der Preis oder die Ausgleichszahlung und die Zahlungsart angegeben.

⁴ Bei freiwilligen Flurbereinigungen sind der öffentlichen Urkunde zudem allfällige Reglemente über die Verfahrensweise, die Grundsätze für die Schätzung des ausgetauschten Landes und die Kostenverteilung beizulegen.

⁵ Die öffentliche Urkunde wird von den Parteien oder ihren Vertreterinnen und Vertretern unterzeichnet. Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer bescheinigen, dass die Vereinbarung in ihrer Anwesenheit abgeschlossen worden ist, und unterzeichnen die Urkunde.

⁶ Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer melden die Eintragung der Urkunde ins Grundbuch innerhalb von dreissig Tagen, nachdem alle Voraussetzungen gemäss Artikel 26 dieses Gesetzes, die in ihrer Zuständigkeit liegen, erfüllt sind, an.

Art. 24 Eigentumsübertragungen – Bestandteile der vereinfachten Form

¹ Die in der vereinfachten Form errichteten öffentlichen Urkunden bestehen aus einem Grenzänderungsplan und einer Vereinbarung.

² Die Vereinbarung enthält die Angaben nach Artikel 23 Abs. 3 dieses Gesetzes.

³ Die öffentliche Urkunde wird von den Parteien oder ihren Vertreterinnen und Vertreter unterzeichnet. Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer bescheinigen, dass die Vereinbarung in ihrer Anwesenheit abgeschlossen worden ist, und unterzeichnen die Urkunde.

⁴ Die vereinbarten Grenzänderungen können Gegenstand einer Nachführung der Katasterdokumente und des Grundbuches sein, wenn die Eigentümerinnen oder Eigentümer dies verlangen und die Kosten tragen. Gegebenenfalls enthält die öffentliche Urkunde eine ausführliche Beschreibung der vorgenommenen Grenzänderungen.

Art. 25 Dienstbarkeiten

¹ Die öffentliche Urkunde über die Errichtung oder Änderung einer Dienstbarkeit besteht in einer Vereinbarung mit den Angaben nach Artikel 23 Abs. 3 dieses Gesetzes und, soweit nach Artikel 732 Abs. 2 ZGB erforderlich, in einem Plan.

² Der Dienstbarkeitsplan und die Vereinbarung werden von den Parteien oder ihren Vertreterinnen und Vertreter unterzeichnet. Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer bescheinigen, dass die Vereinbarung in ihrer Anwesenheit abgeschlossen worden ist, und unterzeichnen die Urkunde.

³ Sobald die Bedingungen für einen Eintrag erfüllt sind, meldet die amtliche Ingenieur-Geometerin oder der amtliche Ingenieur-Geometer innerhalb von dreissig Tagen die Eintragung im Grundbuch an.

Art. 26 Zustimmungen

¹ Sind Zustimmungen im Sinne von Artikel 964 ZGB erforderlich, so sind sie einzuholen:

- a) von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer, wenn die Urkunde in der ordentlichen Form ausgefertigt wird;
- b) vom für die Grundbuchführung zuständigen Amt, wenn die Urkunde in der vereinfachten Form ausgefertigt wird.

² Das für die Grundbuchführung zuständige Amt holt in jedem Fall die Zustimmungen der Grundpfandgläubigerinnen und Grundpfandgläubiger ein und nimmt auch allfällige Pfandverteilungen vor.

Art. 27 Beglaubigung von Unterschriften

¹ Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer sind befugt, die Unterschriften auf den Zustimmungen in Zusammenhang mit den von ihnen ausgefertigten Grenzmutationsverbalen und allenfalls damit verbundenen Vollmachten zu beglaubigen.

² Die auf die Beglaubigungen anwendbaren Bestimmungen des Gesetzes über das Notariat gelten sinngemäss.

3.3 Grenzvereinfachungen und -berichtigungen

Art. 28

¹ Bei Vermessungswerken der Ersterhebung und Erneuerung können die patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, die den Zuschlag für die Arbeiten erhalten haben (die beauftragten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer), unter Vorbehalt des öffentlichen Auflageverfahrens der amtlichen Vermessung Grenzvereinfachungen und -berichtigungen vornehmen, wenn:

- a) die Grenzvereinfachungen und -berichtigungen Teile von Grundstücken betreffen, deren Fläche gleich oder kleiner ist als:
 - 1. 10 m² in der Beitragszone I;
 - 2. 200 m² in den Beitragszonen II und III;
- b) technische Sachzwänge dies erfordern;
- c) die Vereinigung angrenzender Grundstücke, die derselben Eigentümerin oder demselben Eigentümer gehören, sinnvoll scheint und keine Nachteile für die Eigentümerin oder den Eigentümer hat.

² Die Grenzvereinfachungen und -berichtigungen umfassen auch die öffentlichen Sachen und die Hoheitsgrenzen.

3.4 Finanzierung der amtlichen Vermessung

Art. 29 Tarife

¹ Der Staatsrat bestimmt:

- a) die Honorarordnung der patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer für die Verrechnung von Leistungen in der Nachführung der amtlichen Vermessung. Sie stützt sich auf die Empfehlungen der Konferenz der kantonalen Geoinformations- und Katasterstellen (KGK) und des Verbands der Ingenieur-Geometer-Schweiz (IGS);
- b) den Tarif der Gebühren für die Kontrolle der Grenzmutationsverbale und für die Datenaufbewahrung.
- c) den Kostentarif für die Mutation von baubewilligungspflichtigen Bauten und Anlagen.

² Die Kosten für die Mutation von baubewilligungspflichtigen Bauten und Anlagen berechnen sich nach Baute oder Anlage aufgrund des im Baubewilligungsgesuch angegebenen Werts. Für die Werte innerhalb einer Tranche von 100'000 Franken ist der Betrag gleich. Auf keinen Fall darf der Betrag der Kosten 3 ‰ des Höchstwertes der jeweiligen Tranche überschreiten. Er beträgt höchstens 10'000 Franken pro Baute oder Anlage.

³ Ist der im Baubewilligungsgesuch angegebene Wert offensichtlich falsch, so kann das Amt die Kosten für die Mutation nach Ermessen auf der Grundlage der ihm zur Verfügung stehenden Daten festlegen. Die Eigentümerin oder der Eigentümer legt zu diesem Zweck alle sachdienlichen Unterlagen vor. Gegebenenfalls kann das Amt die Versicherungspolice bei der Kantonalen Gebäudeversicherung anfordern und die Kosten für die Mutationen auf der Grundlage des Versicherungswertes erheben.

⁴ Für die Mutation von Bauten und Anlagen im Eigentum des Staates werden keine Kosten erhoben.

⁵ Die Mehrwertsteuer wird zu den Kosten hinzugerechnet, die sich aus der Anwendung der Tarife nach Absatz 1 ergeben.

Art. 30 Schuldnerinnen und Schuldner – Ersterhebung

¹ Die Kosten der Ersterhebung gehen nach Abzug des Bundesbeitrags zu gleichen Teilen zu Lasten des Staates, der Gemeinde und der Eigentümerinnen und Eigentümer der im Perimeter gelegenen Grundstücke zum Zeitpunkt der Rechnungstellung. Die Absätze 2-4 dieses Artikels bleiben vorbehalten.

² Ausschliesslich von der Gemeinde übernommen werden:

- a) die Kosten für die Bestimmung der kommunalen öffentlichen Sachen und der dazugehörenden Mobilitätsinfrastrukturanlagen sowie die Kosten für die allfällige Bearbeitung von Vereinbarungen;
- b) die Kosten für die Bestimmung der Strassennamen und der Gebäudenummerierung nach Strassen;

- c) ihr Anteil an den Ersterhebungskosten, die sie als Privateigentümerin zu tragen hat.

³ Jedes Gemeinwesen trägt seine eigenen Verwaltungskosten.

⁴ Beschliesst die Gemeinde aufgrund von besonderen Umständen einen Teil des Eigentümeranteils zu übernehmen, so kann der Staat einen gleich grossen Betrag zahlen.

Art. 31 Schuldnerinnen und Schuldner – Sonstige Kosten

¹ Die Kosten für Erneuerung und periodische Nachführung werden vom Staat übernommen.

² Unter Vorbehalt der Absätze 3 und 4 werden die Kosten der laufenden Nachführung und die Kosten für die Mutation von Bauten und Anlagen von den folgenden Personen übernommen:

- a) für die laufende Nachführung: von der im Grenzmutationsverbal bezeichneten Person;
- b) für die Mutation von Bauten und Anlagen: von der Eigentümerin oder vom Eigentümer des Grundstücks zum Zeitpunkt der Erteilung der Baubewilligung.

³ Die Gemeinde übernimmt jedoch die Kosten nach Absatz 2, wenn sich bei einer Erneuerung oder periodischen Nachführung herausstellt, dass die Mutation von Bestandteilen, die nach Erteilung einer Baubewilligung hätten aufgenommen werden sollen, nicht erfolgt ist. Die Gemeinde kann die Kosten, die ihr aufgrund dieser Bestimmung entstehen, auf die betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer abwälzen.

⁴ Die Kosten für die Erstellung der Fixpunkte der Kategorie 3 werden ebenfalls von der Gemeinde übernommen. Die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer, die oder der mit den Arbeiten beauftragt wurde, muss die Gemeinde im Voraus über die Arbeiten informieren. Die Gemeinde kann die Kosten, die ihr aufgrund dieser Bestimmung entstehen, auf die betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümer abwälzen.

⁵ Für die Arbeiten der laufenden Nachführung kann die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer einen Kostenvorschuss einfordern.

Art. 32 Forderungsbezug

¹ Die Rechnungen sind innerhalb von dreissig Tagen zu bezahlen. Nach Ablauf dieser Frist wird ein Verzugszins geschuldet, dessen Satz demjenigen nach Artikel 207 Abs. 3 des Gesetzes vom 6. Juni 2000 über die direkten Kantonssteuern entspricht. Die Inkassokosten gehen ebenfalls zu Lasten der Schuldnerin oder des Schuldners.

² Die Beschwerde schiebt die Fälligkeit der Forderung, jedoch nicht den Lauf des Verzugszinses auf.

³ Die Forderungen werden durch ein gesetzliches Grundpfandrecht sichergestellt (Art. 73 des Einführungsgesetzes zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch).

4 Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen

Art. 33 Erstellung

¹ Der Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen wird erstellt.

Art. 34 Inhalt des Katasters und Eintragungsmodalitäten

¹ Der Inhalt des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen und die Modalitäten für die Eintragung der Daten richten sich nach der Bundesgesetzgebung.

² Zusätzlich zu Beschränkungen, die nach Bundesrecht Gegenstand des Katasters sind, kann der Staatsrat in Anwendung von Artikel 16 Abs. 3 GeoIG zusätzliche eigentümergebundene Geobasisdaten bezeichnen, die zum Bestand des Katasters gehören.

Art. 35 Amtliches Publikationsorgan

¹ Die öffentliche Auflage von öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen wird gemäss Spezialgesetzgebung bekannt gemacht. Wenn diese es vorsieht, können die Geodaten und die damit verbundenen rechtlichen Bestimmungen in digitaler Form im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen, auf den das Amtsblatt des Kantons Freiburg verweist, abgerufen werden. Bei Bedarf stellen die betroffenen Gemeinden und Oberämter in ihren Räumlichkeiten die für die Einsichtnahme in das Dossier notwendigen Hilfsmittel zur Verfügung.

² Die öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen werden im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen veröffentlicht, sobald sie in Kraft getreten sind.

5 Leitungskataster

Art. 36 Erstellung

¹ Der Leitungskataster gibt die Lage der ober- und unterirdischen Leitungen und entsprechenden Anlagen an. Im Weiteren werden der Inhalt des Katasters und die Eintragungsmodalitäten auf dem Verordnungsweg geregelt.

² Die Werkeigentümerinnen und Werkeigentümer sind für die Erhebung, Nachführung und Verwaltung ihrer Geodaten für den Leitungskataster verantwortlich.

³ Sie übermitteln ihre aktualisierten und qualitätsgeprüften Geodaten für den Leitungskataster unentgeltlich an die entsprechenden zuständigen Stellen des Kantons. Die Daten werden bei jeder Änderung in digitaler Form automatisiert übermittelt.

Art. 37 Informations- und Mitwirkungspflicht

¹ Die Eigentümerinnen und Eigentümer der an die Leitungen angeschlossenen Grundstücke, die mit der Leitung der Arbeiten beauftragten Planungsbüros und die an der Verlegung der Leitungen beteiligten Unternehmen sind verpflichtet, die Werkeigentümerinnen und Werkeigentümer zu informieren und mit ihnen zusammenzuarbeiten.

Art. 38 Zugang zum Kataster

¹ Die Daten des Katasters sind öffentlich zugänglich; anders lautende Bestimmungen in der Spezialgesetzgebung bleiben vorbehalten.

² Die für die Verwaltung der Leitungen zuständigen kantonalen und kommunalen Behörden sowie die Werkeigentümerinnen und Werkeigentümer haben uneingeschränkten Zugang zum Leitungskataster.

6 Verfahren und Rechtsmittel

Art. 39

¹ Die in Anwendung dieses Gesetzes getroffenen Entscheide können mit Beschwerde gemäss Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege angefochten werden.

² Die Möglichkeit, bei der beauftragten Ingenieur-Geometerin oder beim beauftragten Ingenieur-Geometer nach dem öffentlichen Auflageverfahren für Ersterhebungen und Erneuerungen eine Einsprache einzureichen, bleibt vorbehalten. Das Einspracheverfahren wird auf dem Verordnungsweg geregelt.

³ Vorbehalten bleiben im Übrigen die folgenden Bestimmungen, die für das Verfahren vor der Rekurskommission für die Ersterhebung und Erneuerung gelten:

- a) Ist die Beschwerde nicht offensichtlich unzulässig oder unbegründet, so wird sie nicht nur der patentierten Ingenieur-Geometerin oder dem patentierten Ingenieur-Geometer, die oder der für die Ersterhebung oder die Erneuerung zuständig war, zugestellt, sondern ebenfalls den Personen, deren Interessen denjenigen der Beschwerdeführerin oder des Beschwerdeführers entgegenstehen. Den Empfängerinnen und Empfängern wird eine Frist zur Stellungnahme gesetzt.
- b) Die Beschwerdeführerin oder der Beschwerdeführer, die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer, die Betroffenen, die zur Stellungnahme aufgefordert worden sind, und allfällige Zeugen werden mindestens 10 Tage vor der Verhandlung mit eingeschriebenem Brief vorgeladen; vorbehalten sind Fälle, in denen die Beschwerde offensichtlich unzulässig oder unbegründet ist. Die Kommission verhandelt auch in Abwesenheit der Beschwerdeführerinnen und -führer oder betroffener Drittpersonen.
- c) Der Entscheid wird der Beschwerdeführerin oder dem Beschwerdeführer, der patentierten Ingenieur-Geometerin oder dem patentierten Ingenieur-Geometer und den Betroffenen, die zur Stellungnahme aufgefordert worden sind, eröffnet. Er wird dem Amt zur Kenntnisnahme zugestellt.

7 Übergangsbestimmungen

Art. 40 Bezug der Kosten für die Mutation von Bauten

¹ Die Bestimmungen des Gesetzes über die amtliche Vermessung (AVG) gelten weiterhin für den Bezug der Kosten für die Mutationen von Bauten, wenn die Baubewilligung vor Inkrafttreten dieses Gesetzes erteilt wurde.

Art. 41 Grenzmutationsverbale

¹ Für Verbale, die vor Inkrafttreten dieses Gesetzes vom Amt mit einem Visum versehen wurden, gelten weiterhin die Bestimmungen des AVG.

Art. 42 Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen als amtliches Publikationsorgan

¹ Die Einsetzung des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen als amtliches Publikationsorgan erfolgt etappenweise.

² Während der Einführungsphase der IT-Tools zur Einsetzung des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen als amtliches Publikationsorgan kann das öffentliche Auflageverfahren falls nötig mit provisorischen Lösungen durchgeführt werden.

Art. 43 Einführung des Leitungskatasters

¹ Die betroffenen Organe haben ab Inkrafttreten dieses Gesetzes drei Jahre Zeit für die Einführung des Leitungskatasters.

II.

1.

Der Erlass SGF [150.1](#) (Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG), vom 23.05.1991) wird wie folgt geändert:

Art. 117 Abs. 1

¹ Folgende Kommissionen beurteilen Beschwerden in den im Gesetz vorgesehenen Fällen:

c) (*geändert*) die Rekurskommission für die Ersterhebung und Erneuerung.

2.

Der Erlass SGF [210.1](#) (Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB), vom 10.02.2012) wird wie folgt geändert:

Art. 30a (*neu*)

Bodenverschiebungen – Bestimmung von Amtes wegen (ZGB 660a)

¹ Bei der Ausführung der Ersterhebungs- oder Erneuerungsarbeiten kann der Staat für die neu zu vermessenden Gemeinden den Perimeter der Gebiete mit dauernden Bodenverschiebungen von Amtes wegen festlegen.

² Die Kosten dieser Festlegung sind in den Gesamtkosten der Vermessung der betroffenen Gemeinden inbegriffen.

Art. 31 Abs. 4 (*aufgehoben*)

Bodenverschiebungen – Bestimmung auf Antrag (ZGB 660a) (*Artikelüberschrift geändert*)

⁴ *Aufgehoben*

3.

Der Erlass SGF [214.5.1](#) (Gesetz über das Grundbuch (GBG), vom 28.02.1986) wird wie folgt geändert:

Art. 24 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 3** (geändert)

¹ Die Anerkennungen werden von der Grundbuchverwalterin oder vom Grundbuchverwalter durchgeführt. Die beauftragte Ingenieur-Geometerin oder der beauftragte Ingenieur-Geometer und eine vom Gemeinderat delegierte Person sind ebenfalls anwesend.

² Ausnahmsweise und mit dem Einverständnis des Amtes, das für die Geoinformation zuständig ist ¹⁾, kann sich die beauftragte Ingenieur-Geometerin oder der beauftragte Ingenieur-Geometer vertreten lassen.

³ In einfachen Fällen und wenn das eidgenössische Grundbuch ohne vorherige neue Ersterhebung eingeführt wird, kann die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter die beauftragte Ingenieur-Geometerin oder den beauftragten Ingenieur-Geometer und die von der Gemeinde delegierte Person von der Teilnahme an den Anerkennungssitzungen dispensieren.

Art. 27 Abs. 1

¹ Die Grundbuchverwalterin oder der Grundbuchverwalter hält in der Schlussverfügung insbesondere fest, dass:

- c) (geändert) die beauftragte Ingenieur-Geometerin oder der beauftragte Ingenieur-Geometer auf den Vermessungsdokumenten alle Änderungen nachgeführt hat, die während den Anerkennungen vorgenommen wurden, und

Art. 37 Abs. 1 (unverändert) [FR: (geändert)]

¹ Die Kosten für die Anlegung des eidgenössischen Grundbuches werden vom Staat übernommen. Ausgenommen sind die Kosten für

- d) (geändert) die Anwesenheit der beauftragten Ingenieur-Geometerin oder des beauftragten Ingenieur-Geometers an den Anerkennungssitzungen für die Anlegung des eidgenössischen Grundbuches im Zusammenhang mit der neuen Ersterhebung; diese sind in der Kostenverteilung gemäss Gesetzgebung über die amtliche Vermessung inbegriffen.

Art. 59a Abs. 2

² Nicht veröffentlicht werden, nebst den Erwerbsgeschäften aus Erbschaften:

¹⁾ Heute: Amt für Geoinformation.

- b) (*geändert*) der Erwerb von Liegenschaften, der von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer beziehungsweise von der Grundbuchverwalterin oder vom Grundbuchverwalter beurkundet wird;

Art. 64 Abs. 2 (*geändert*)

² Werden durch Urkunden Liegenschaften abgeändert, geteilt oder vereinigt oder wird ein selbständiges und dauerndes Baurecht auf einem Grundstück aufgenommen oder abgeändert, so ist der für das Amt bestimmten Ausfertigung ein Grenzmutationsverbal beizulegen; dieses muss gemäss der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung erstellt werden.

Art. 67 Abs. 1

¹ Die Beschwerde führende Person kann selbst Beschwerde einreichen oder sich vertreten lassen von:

- b) (*geändert*) einer amtlichen Ingenieur-Geometerin oder einem amtlichen Ingenieur-Geometer, wenn diese oder dieser eine für unzulässig erklärte oder abgewiesene Urkunde ausgefertigt hat.

4.

Der Erlass SGF [262.1](#) (Gesetz über die Beglaubigung von Unterschriften, vom 17.11.2005) wird wie folgt geändert:

Art. 1 Abs. 1 (*geändert*)

¹ Die Beglaubigungen von Unterschriften auf Privaturkunden werden gemäss Notariatsgesetz durch die Notare erteilt. Die Zuständigkeit der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer für die Beglaubigung bestimmter Unterschriften unter den Bedingungen und in den Fällen, die das Gesetz über Geoinformation vorsieht, bleibt vorbehalten.

5.

Der Erlass SGF [635.1.1](#) (Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG), vom 01.05.1996) wird wie folgt geändert:

Art. 9 Abs. 1

¹ Von den Handänderungssteuern befreit sind:

- 1) (*geändert*) Grundstücksübertragungen im Zusammenhang mit Bodenverbesserungen, die vom gemäss Gesetzgebung für die Bodenverbesserungen zuständigen Amt ²⁾ visitiert wurden, und Eigentumsübertragungen für Grenzvereinfachungen oder -berichtigungen gestützt auf Artikel 28 des Gesetzes vom ... über Geoinformation;

6.

Der Erlass SGF [710.1](#) (Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG), vom 02.12.2008) wird wie folgt geändert:

Abschnittsüberschrift nach Art. 104 (*geändert*)

2.6 Baulandumlegung und Grenzänderung

Art. 105 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*)

¹ Mit der Baulandumlegung und der Grenzänderung soll die bestehende Parzellenordnung so auf den Ortsplan abgestimmt werden, dass sich die Grundstücke in Lage, Form und Grösse für eine recht- und zweckmässige bauliche Nutzung eignen.

³ Die für die Baulandumlegung oder Grenzänderung erforderlichen Grundstücksübertragungen sind von den Handänderungssteuern befreit.

Art. 106 Abs. 1 (*geändert*), **Abs. 2** (*geändert*), **Abs. 3** (*geändert*)

Freiwillige Parzellenumlegung und Grenzänderung (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Mehrere Grundeigentümerinnen und -eigentümer können schriftlich vereinbaren, eine Parzellenumlegung oder eine Grenzänderung vorzunehmen. Sie bezeichnen eine patentierte Ingenieur-Geometerin bzw. einen patentierten Ingenieur-Geometer und, wenn nötig, die Unternehmensdirektion sowie Fachpersonen.

² Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer können die öffentlichen Urkunden über die Eigentumsübertragung in den Formen gemäss der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung ausfertigen.

³ Die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen oder Ingenieur-Geometer unterbreiten diese Urkunden der Direktion zur Genehmigung, bevor sie sie zur Eintragung anmelden.

²⁾ Heute: Grangeneuve oder Amt für Wald und Natur.

Art. 109 Abs. 2 (geändert)

² Am Ende des Auflageverfahrens über den neuen Besitzstand und die Dienstbarkeiten nimmt die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer die Vermessungsarbeiten vor und erstellt die Handänderungsakten, die den Übergangskataster bilden. Dieser muss nach der öffentlichen Auflage dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitet werden.

Art. 111 Abs. 1 (geändert)

Angeordnete Grenzänderung (Artikelüberschrift geändert)

¹ Kommt für eine Grenzänderung, welche die Grundeigentümerschaft oder der Gemeinderat beantragt hat, keine Einigung zustande, so beauftragt der Gemeinderat eine Schätzungskommission von drei Mitgliedern und eine patentierte Ingenieur-Geometerin oder einen patentierten Ingenieur-Geometer mit der Ausarbeitung eines Grenzänderungsplans, welcher der Eigentümerschaft unterbreitet wird.

Art. 166 Abs. 2 (geändert)

² Dieser Bescheinigung ist eine Erklärung einer patentierten Ingenieur-Geometerin bzw. eines patentierten Ingenieur-Geometers beizufügen, in der bestätigt wird, dass das Bauwerk gemäss Situationsplan erstellt und die Vermarkung sowie gegebenenfalls die Vermessungsfixpunkte wiederhergestellt worden sind.

7.

Der Erlass SGF [780.1](#) (Mobilitätsgesetz (MobG), vom 05.11.2021) wird wie folgt geändert:

Art. 88 Abs. 1 (geändert)

¹ Um die freie Verfügung über den benötigten Boden für den Bau einer Mobilitätsinfrastruktur zu sichern, kann die Direktion beziehungsweise die Gemeinde nach positiver Stellungnahme der Direktion Planungszonen erlassen.

Art. 89 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die Festlegung der Planungszonen wird von der Direktion im Amtsblatt des Kantons Freiburg veröffentlicht. Die Planungszonen können im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen eingesehen werden. Die betroffenen Grundstückseigentümerischaften werden mit separatem Schreiben benachrichtigt.

² Wer von den Planungszonen betroffen ist, kann während der öffentlichen Auflage bei der Behörde, welche die Planungszonen erlassen hat, Einsprache erheben.

Art. 90 Abs. 3 (neu)

³ Hinfällige Planungszonen werden aus dem Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen entfernt.

Art. 108 Abs. 1 (geändert)

¹ Die für den freihändigen Landerwerb erforderlichen öffentlichen Urkunden können von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer in der Form gemäss der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung ausgefertigt werden, wenn die folgenden beiden Bedingungen erfüllt sind:

... (Aufzählung unverändert)

Art. 109 Abs. 3 (geändert)

³ Die Anmerkung wird von der Grundbuchverwalterin oder vom Grundbuchverwalter von Amtes wegen zum Zeitpunkt des von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer beantragten Eigentumsübergangs gelöscht.

8.

Der Erlass SGF [812.1](#) (Gewässergesetz (GewG), vom 18.12.2009) wird wie folgt geändert:

Art. 12 Abs. 1 (geändert)

¹ Jede Gemeinde erstellt für ihr Gebiet – in Übereinstimmung mit dem Richtplan des Einzugsgebiets – einen generellen Entwässerungsplan (Art. 5 GSchV). Sie sorgt dafür, dass dieser auf den Ortsplan abgestimmt ist. Sie leitet zudem die Daten des GEP an die zuständige Dienststelle weiter.

Art. 18 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Das Genehmigungsverfahren für die Zonennutzungspläne und deren Reglemente gilt sinngemäss für den Plan und das Reglement der Grundwasserschutzzonen, mit Ausnahme der öffentlichen Auflage, während der die Pläne und Reglemente der Grundwasserschutzzonen im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen eingesehen werden können.

² Nach Abschluss des Verfahrens werden die Grundwasserschutzzonen im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen publiziert und zur Information in den Zonennutzungsplan übertragen.

Art. 20 Abs. 2 (geändert)

² Das Genehmigungsverfahren für die kantonalen Nutzungspläne nach Artikel 22 RPBG gilt sinngemäss für die Grundwasserschutzzonen. Folgende Bestimmungen bleiben vorbehalten:

- a) *(neu)* die Pläne und Reglemente der Grundwasserschutzareale können im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen eingesehen werden;
- b) *(neu)* nach Abschluss des Verfahrens werden die Grundwasserschutzareale im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen publiziert.

Art. 23 Abs. 1

¹ Revitalisieren heisst im Besondern:

- d) *(geändert)* Wo immer es technisch möglich und wirtschaftlich tragbar ist, werden die Ufer so umgestaltet, dass sie ihre natürlichen Funktionen wieder erfüllen können; dabei wird der Gewässerraum berücksichtigt.

Art. 25 Abs. 1 *(geändert)*, **Abs. 2** *(geändert)*, **Abs. 3** *(geändert)*, **Abs. 4** *(geändert)*, **Abs. 5** *(geändert)*, **Abs. 6** *(geändert)*, **Abs. 7** *(geändert)*

Gewässerraum *(Artikelüberschrift geändert)*

¹ Der Gewässerraum dient dem Schutz vor Hochwasser und der Gewährleistung der natürlichen Funktionen des Gewässers. Er wird vom Staat festgelegt.

² Ist der Gewässerraum nicht festgelegt, so wird er von der zuständigen Dienststelle fallweise für die ihr unterbreiteten Projekte bestimmt. Wird er nicht festgelegt, so beträgt er 20 Meter ab dem mittleren Hochwasserstand.

³ Bauten müssen einen Mindestabstand von 4 Metern zur Grenzlinie des Gewässerraums einhalten.

⁴ Der Gewässerraum wird über den Zonennutzungsplan als Schutzzone definiert. Andernfalls ist er Gegenstand einer besonderen Schutzmassnahme. Es gilt das Genehmigungsverfahren für die Zonennutzungspläne und deren Reglemente.

⁵ Innerhalb des Gewässerraums sind weder Materiallagerungen noch Änderungen des natürlichen Geländes zulässig.

⁶ Wanderwege und Zufahrten für die Landwirtschaft sind innerhalb des Gewässerraums zulässig.

⁷ Zwischen der Grenzlinie des Gewässerraums und dem Bauabstand sind leichte Umgebungsarbeiten erlaubt, sofern der Durchgang nicht behindert wird.

Art. 32 Abs. 1 (geändert)

¹ Die öffentlichen Urkunden über Eigentumsübertragungen, die für Wasserbauarbeiten an Fließgewässern nötig sind, können von der amtlichen Ingenieur-Geometerin oder vom amtlichen Ingenieur-Geometer in der von der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgesehenen Form angefertigt werden.

9.

Der Erlass SGF [917.1](#) (Gesetz über die Bodenverbesserungen (BVG), vom 30.05.1990) wird wie folgt geändert:

Art. 51 Abs. 1 (geändert)

¹ Befindet sich nur ein Teil eines Grundstückes innerhalb des endgültigen Perimeters, so ist der patentierte Ingenieur-Geometer befugt, von Amtes wegen und ohne Unterschrift des Eigentümers ein Teilungsverbal zu erstellen. Er meldet dessen Eintragung im Grundbuch an.

Art. 84 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die technische Leitung wird durch einen patentierten Ingenieur-Geometer wahrgenommen. Seine Wahl bedarf der Bestätigung durch die Direktion.

² Der patentierte Ingenieur-Geometer versieht das Sekretariat der Schätzungskommission.

Art. 91 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert), **Abs. 4** (geändert)

¹ Der patentierte Ingenieur-Geometer erstellt auf der Grundlage der in Kraft stehenden Pläne und Kataster das den alten Zustand des Eigentums betreffende Dokument. Dieses Dokument führt die Grundpfandrechte nicht auf.

² Der patentierte Ingenieur-Geometer prüft die für die Güterzusammenlegung notwendigen Katasterelemente, namentlich die Grundstückflächen. Nötigenfalls berichtigt er sie.

⁴ Mit Ausnahme der Grundpfandrechte teilt der Grundbuchverwalter sämtliche Operationen mit, die zwischen dem Eintrag der Anmerkung «Bodenverbesserung» und der Inkraftsetzung des Übergangsregisters im Grundbuch vorgenommen wurden. Der patentierte Ingenieur-Geometer hält die Dokumente der Güterzusammenlegung auf dem neuesten Stand.

Art. 92 Abs. 1 (geändert)

¹ Ist die Geltendmachung eines nicht eingetragenen Rechtes nicht offensichtlich unbegründet, so lädt der Grundbuchverwalter, im Einvernehmen mit dem patentierten Ingenieur-Geometer, den Eigentümer des angeblich belasteten Grundstückes und, wenn notwendig, die übrigen Betroffenen vor und ersucht um ihre Zustimmung zur Eintragung dieses Rechts

Art. 116 Abs. 2 (geändert)

² Der Übergangskataster wird vom amtlichen Ingenieur-Geometer erstellt und umfasst:

... (Aufzählung unverändert)

Art. 135 Abs. 1 (geändert), **Abs. 2** (geändert)

¹ Die technischen Arbeiten sind einem patentierten Ingenieur-Geometer und einem Forstingenieur anzuvertrauen. Sie werden, unter Vorbehalt der Bestätigung durch die Direktion, von der Generalversammlung ernannt.

² In der Regel übernimmt der patentierte Ingenieur-Geometer die technische Leitung.

Art. 146 Abs. 1 (geändert)

¹ Die Eintragung im Grundbuch erfolgt auf der Grundlage des Begründungsvertrages und des Grenzmutationsverbals oder des Übergangskatasters, nach der Genehmigung des neuen Zustandes durch den Staatsrat.

Art. 148 Abs. 1 (geändert)

¹ Im Falle einer freiwilligen Flurbereinigung bestimmt die Vereinbarung genau die in das Projekt einbezogenen Grundstücke, den mit den Operationen beauftragten amtlichen Ingenieur-Geometer und die Kostenverteilung.

Art. 149 Abs. 1 (geändert)

Öffentliche Urkunden – amtlicher Ingenieur-Geometer (*Artikelüberschrift geändert*)

¹ Der amtliche Ingenieur-Geometer fertigt die öffentliche Urkunde für die im Artikel 147 Bst. a und b vorgesehenen Operationen aus, unter Vorbehalt der Genehmigung des zuständigen Amtes und in den gemäss der Gesetzgebung über die amtliche Vermessung vorgeschriebenen Formen.

III.

1.

Der Erlass SGF [214.6.1](#) (Gesetz über die amtliche Vermessung (AVG), vom 07.11.2003) wird aufgehoben.

2.

Der Erlass SGF [214.7.1](#) (Gesetz über Geoinformation (kGeoIG), vom 08.11.2012) wird aufgehoben.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat setzt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



Message 2023-DFIN-26

26 septembre 2023

Projet de loi sur la géoinformation

Nous avons l'honneur de vous soumettre le projet de loi sur la géoinformation. Ce projet vise à simplifier la structure des actes législatifs régissant la mensuration officielle et la géoinformation, à en améliorer la compréhension ainsi qu'à actualiser les dispositions en vigueur pour tenir compte des évolutions récentes de la législation fédérale et de la pratique cantonale.

Table des matières

1	Origine et nécessité du projet	3
1.1	Cadre général	3
1.2	Travaux préparatoires	3
2	Principales propositions	4
3	Conséquences du projet	5
3.1	Conséquences financières	5
3.2	Conséquences en personnel	5
3.3	Autres incidences	6
4	Commentaire par articles	6
4.1	Dispositions générales (art. 1 et 2)	6
4.2	Traitement des géodonnées (art. 3 à 9)	8
4.3	Mensuration officielle (art. 10 à 32)	9
4.4	Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (articles 33 à 35)	15
4.5	Cadastre des conduites (art. 36 à 38)	16
4.6	Procédure et voies de droit (art. 39)	17
4.7	Dispositions transitoires (art. 40 à 43)	17
5	Modifications ponctuelles d'autres lois	18
5.1	Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA ; RSF150.1)	18
5.2	Loi d'application du code civil suisse (LACC ; RSF 210.1)	18
5.3	Loi sur le registre foncier (LRF ; RSF 214.5.1)	18
5.4	Loi sur la légalisation des signatures (RSF 262.1)	18
5.5	Loi sur les droits de mutation et les droits de gage immobiliers (LDMG ; RSF 635.1.1)	18

5.6	Loi sur l'aménagement du territoire et les construction (LATEC ; RSF 710.1)	19
5.7	Loi sur la mobilité (LMob ; RSF 780.1)	19
5.8	Loi sur les eaux (LCEaux ; RSF 812.1)	19
5.9	Loi sur les améliorations foncières (LAF ; RSF 917.1)	19

1 Origine et nécessité du projet

1.1 Cadre général

Le projet de loi sur la géoinformation a pour objectif de simplifier la structure des actes législatifs régissant la mensuration officielle et la géoinformation, d'en améliorer la compréhension ainsi que de les actualiser pour tenir compte des évolutions récentes de la législation fédérale et de la pratique cantonale. Il permet non seulement de dégager des synergies supplémentaires, mais également de renforcer la voix, le poids ainsi que le niveau de compréhension des services entre eux pour les tâches importantes de coordination, de création, de mise à jour et de publication des géodonnées de base. La mise en œuvre de la loi fédérale sur la géoinformation est par ailleurs poursuivie à un rythme soutenu et rend le présent projet indispensable.

A noter à cet égard que des travaux de mise à jour sont en cours au niveau fédéral. Ces travaux devraient durer jusqu'à la fin de la décennie. Ils concernent notamment le modèle fédéral de géodonnées de la mensuration officielle, la géologie et le cadastre des conduites. Ces modifications du droit fédéral entraîneront vraisemblablement de nouvelles adaptations de la législation, complémentaires à celles qui sont proposées en lien avec le présent projet. Ces modifications ne concerneront cependant vraisemblablement que les actes de rang réglementaire ; la loi cantonale sur la géoinformation ne devrait pas être concernée.

Actuellement, au niveau cantonal, les domaines de la mensuration officielle et de la géoinformation sont régis par deux lois indépendantes, à savoir la loi du 7 novembre 2003 sur la mensuration officielle (LMO ; RSF 214.6.1) et la loi du 8 novembre 2012 sur la géoinformation (LCGéo ; RSF 214.7.1) ainsi que par des dispositions d'exécution, notamment ancrées dans le règlement du 22 mars 2005 sur la mensuration officielle (RMO ; RSF 214.6.11). Les dispositions d'exécution de la loi sur la géoinformation n'ont pas encore été adoptées.

Sur le plan fédéral, le législateur a, le 5 octobre 2007, adopté la loi sur la géoinformation (LGéo ; RS 510.62), qui régit également les domaines de la mensuration officielle et du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière. Le Conseil fédéral ainsi que les autorités administratives subordonnées compétentes ont adopté les dispositions d'exécution applicables aux divers domaines spécifiques (ordonnance du 18 novembre 1992 sur la mensuration officielle [OMO ; RS 211.432.2], ordonnance du 21 mai 2008 sur la géoinformation [OGéo ; RS 510.620], ordonnance du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière [OCRDP ; RS 510.622.4], ordonnance du 21 mai 2008 sur les noms géographiques [ONGéo ; RS 510.625], etc.).

Le projet de loi sur la géoinformation qui vous est soumis propose de calquer l'architecture des dispositions cantonales sur la structure du droit fédéral. La loi cantonale actuelle sur la mensuration officielle sera abrogée et la nouvelle loi sur la géoinformation énoncera les dispositions de rang légal régissant les domaines suivants :

- > géoinformation ;
- > mensuration officielle ;
- > cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière ;
- > cadastre des conduites.

Les dispositions d'exécution, de nature administratives et techniques, relatives aux divers domaines de la géoinformation feront l'objet de deux ordonnances distinctes qui seront adoptées par le Conseil d'Etat, voire de directives du Service de la géoinformation (actuellement, Service du cadastre et de la géomatique).

1.2 Travaux préparatoires

Le projet de loi sur la géoinformation a été élaboré par un groupe de travail composé de collaborateurs et collaboratrices internes à l'administration cantonale et de personnes représentant l'Association des communes fribourgeoises et l'Association fribourgeoise des géomètres. Le groupe de travail a réalisé un examen global de la législation actuelle. Les travaux ont permis de procéder à une répartition des dispositions existantes selon le niveau hiérarchique (légal ou réglementaire) qui doit être le leur.

En date du 2 novembre 2022, le Conseil d'Etat a autorisé la Direction des finances à mettre en consultation l'avant-projet de loi sur la géoinformation et les projets d'ordonnances qui l'accompagnent auprès des Directions du Conseil d'Etat, des partis politiques et des milieux concernés. Ces projets ont dans l'ensemble été bien accueillis. Le projet qui vous est soumis tient compte dans la mesure du possible des remarques formulées.

2 Principales propositions

Sur le fond, et sous réserve de la gratuité de l'accès aux géodonnées de base et de leur utilisation, du rôle d'organe officiel de publication qui pourra être accordé au cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF) et de l'institution du cadastre des conduites, le projet ne modifie pas les dispositions de la loi actuelle sur la géoinformation.

Le projet de loi prévoit que le cadastre RDPPF pourra être utilisé comme organe officiel de publication pour les restrictions de droit public à la propriété foncière. Concrètement, il est prévu que, lorsque la législation spéciale le prévoit, l'organe de publication officielle (la Feuille officielle du canton de Fribourg) contiendra un renvoi au cadastre RDPPF où les informations concernées, à savoir les géodonnées et les dispositions juridiques qui leur sont associées, pourront être consultées lors des procédures de mise à l'enquête publique.

En ce qui concerne le cadastre des conduites, il est précisé ici que les dispositions proposées doivent permettre de rassembler les géodonnées déjà existantes et d'anticiper la mise en place de ce cadastre à l'échelon national. Plusieurs cantons disposent déjà d'un tel cadastre et les bases légales fédérales sont en cours d'élaboration.

Dans le domaine de la mensuration officielle, les propositions nouvelles suivantes méritent d'être signalées ici :

Financement de la mensuration officielle

En pratique, l'accès aux géodonnées de la mensuration officielle est gratuit depuis le 1^{er} janvier 2021. Par souci de transparence, cette gratuité est inscrite dans le projet de loi ; ainsi, les dispositions de la loi sur la mensuration officielle qui contenaient les émoluments de diffusion des données ne sont pas reprises.

Par ailleurs, la pratique actuelle de facturation des prestations de la mise à jour de la mensuration officielle est également ancrée dans la loi. L'application du tarif d'honoraires 33 (TH33), version 2018, adopté par la Conférence des services cantonaux du cadastre et l'Association des ingénieurs géomètres suisses, remplacera celle des dispositions actuelles qui, pour certaines, datent de 1974.

Dans le but de garantir l'exhaustivité et l'actualité du contenu des géodonnées de la mensuration officielle, conformément au guide des constructions et aux directives fédérales sur le degré de spécification en mensuration officielle, on étend finalement le tarif des frais de cadastration aux constructions et installations soumises à l'obligation d'obtention d'un permis de construire ; ainsi, ces derniers ne se limitent plus aux bâtiments. L'extension touche principalement les ouvrages d'art, les routes, les places, les piscines privées ainsi que certains aménagements extérieurs. Elle est facilitée grâce aux synergies développées avec l'application informatique FRIAC permettant la saisie, le suivi et la gestion électronique des demandes de permis de construire.

Accélération des procédures

Plusieurs dispositions du projet ont pour but d'accélérer le traitement de certaines tâches ou d'en réduire la durée, l'objectif étant de mettre à disposition des personnes intéressées les géodonnées les plus actuelles. Est principalement visée la problématique des verbaux de mutation non déposés au registre foncier.

Les délais pour requérir une inscription au registre foncier lors des opérations de mise à jour permanente de la mensuration officielle sont réduits. Actuellement, la mise à jour doit être requise dans un délai de trois ans, qui peut être prolongé de trois années supplémentaires (art. 94 LMO). Il est prévu de réduire ce délai à dix-huit mois à compter de l'établissement du verbal de mutation foncière, avec une prolongation possible de six mois au plus. A

noter que, compte tenu de sa nature administrative, la disposition correspondante sera ancrée dans l'ordonnance sur la mensuration officielle, et non plus dans la loi.

Pour la cadastration des constructions, le projet d'ordonnance sur la mensuration officielle prévoit que ladite cadastration doit intervenir dans un délai de trois mois à compter de la fin des travaux de construction, alors que le droit actuel (art. 86 LMO) prescrit simplement qu'elle doit intervenir dans un délai raisonnable.

Compétence des géomètres de légaliser les signatures apposées sur les consentements liés aux verbaux de mutation foncière

Par souci de simplification de la procédure, le projet donne la possibilité aux ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s de légaliser les signatures apposées sur les consentements en lien avec les verbaux de mutation foncière qu'ils élaborent, ainsi que, au besoin, sur les procurations qui les accompagnent.

Toilettage des dispositions obsolètes

Il convient de saisir l'opportunité du projet de révision en cours pour procéder au toilettage des dispositions obsolètes. Sont notamment concernées certaines dispositions sur les entreprises de premier relevé et des règles de droit transitoires devenues sans objet.

Clarification de la répartition des compétences

Le projet de révision a été l'occasion d'opérer une analyse de la répartition des compétences entre les divers organes intervenant dans le domaine de la géoinformation. Il est apparu que les dispositions actuelles donnent satisfaction. Aucune modification significative n'a été jugée nécessaire. En particulier, il n'a été considéré ni nécessaire ni utile de confier davantage de tâches aux communes.

3 Conséquences du projet

3.1 Conséquences financières

Certaines conséquences financières sont attendues. Elles sont toutefois peu significatives et difficiles à estimer.

La gratuité des géodonnées et les pertes de recettes qui en résultent sont compensées par l'économie de la main d'œuvre affectée précédemment à des tâches de diffusion des géodonnées, de facturation et de suivi administratif. Les conséquences financières sont même positives si on tient compte du fait que l'adoption d'une stratégie d'Open Government Data a permis de renoncer à la mise en place d'un extracteur de géodonnées doté d'un module de facturation qui était estimée à 200 000 francs et au moins 20 000 francs de maintenance annuelle.

L'extension du tarif des frais de la cadastration des bâtiments à l'ensemble des constructions et installations devrait pour sa part conduire à une opération comptable nulle. En effet, les rares chiffres disponibles et extrapolés laissent entrevoir une augmentation des recettes de l'ordre de 50 000 francs qui sera contrebalancée par la rémunération des ingénieur-e-s géomètres brevetés qui auront exécuté les travaux.

3.2 Conséquences en personnel

La loi révisée peut avoir une certaine incidence en matière de personnel. En principe les collaborateurs et collaboratrices du Service de la géoinformation pourront se départir de quelques tâches à faible valeur ajoutée pour se concentrer sur des projets d'envergure qui amélioreront l'offre et la qualité des géodonnées mises à disposition des citoyens et citoyennes. Il peut y avoir une certaine augmentation des besoins en personnel dans des entités, mais une estimation est difficilement faisable et ce besoin devrait être de peu d'importance.

3.3 Autres incidences

Le projet n'a pas d'incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Les dispositions qui concernent les communes, à savoir celles sur la répartition des coûts de la mensuration officielle et sur les compétences en matière de noms de communes, de localités et de rues, clarifient la situation, mais n'ont pas d'incidence sur la pratique actuelle.

Il n'a pas d'effet direct sur le développement durable ; à noter toutefois que les géodonnées permettent de cartographier certains phénomènes et sont ainsi utiles lorsque des décisions liées à la question du développement durable doivent être prises.

Il est conforme à la Constitution cantonale et au droit fédéral et ne pose aucun problème sous l'angle de son eurocompatibilité.

4 Commentaire par articles

Le projet de loi est structuré en sept sections :

- > Dispositions générales (art. 1 et 2)
- > Traitement des géodonnées (art. 3 à 9)
- > Mensuration officielle (art. 10 à 32)
- > Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (art. 33 à 35)
- > Cadastre des conduites (art. 36 à 38)
- > Procédure et voies de droit (art. 39)
- > Dispositions transitoires (art. 40 à 43)

4.1 Dispositions générales (art. 1 et 2)

Article 1

Cette disposition énonce l'objet et le but de la loi.

L'alinéa 1 précise que le projet constitue une loi d'application de la législation fédérale sur la géoinformation. Le droit fédéral énonce les dispositions « fondamentales ». Il laisse toutefois une marge de manœuvre aux cantons en matière d'organisation de l'exécution (structures organisationnelles et méthodes). Le projet s'inscrit dans ce cadre limité ; la loi et ses ordonnances d'exécution précisent, lorsque c'est nécessaire et en application du principe de subsidiarité, les dispositions fédérales (autorités compétentes, procédures, normes techniques, etc.).

En indiquant que la loi « vise à assurer le traitement des géodonnées de base sur l'ensemble du territoire cantonal », l'alinéa 2 pose le but de la loi.

Ce but est précisé à l'alinéa 3. Le traitement des géodonnées de base sur l'ensemble du territoire cantonal suppose l'adoption de dispositions régissant la saisie, la mise à jour, la gestion, l'accès et l'utilisation des géodonnées de base (let. a), la mensuration officielle (let. b), le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (RDPPF) (let. c) et le cadastre des conduites (let. d).

Comme déjà indiqué ci-dessus, ces quatre domaines font l'objet de chapitres distincts de la loi. Au niveau réglementaire, deux ordonnances sont prévues. L'ordonnance sur la géoinformation contiendra des règles sur le traitement des géodonnées de base, sur le cadastre RDPPF ainsi que sur le cadastre des conduites ; elle sera complétée par deux annexes recensant la liste des géodonnées de base. Les dispositions d'exécution relatives à la mensuration officielle feront quant à elles l'objet d'une ordonnance distincte, soit l'ordonnance sur la mensuration officielle.

Article 2

L'article 2 définit le champ d'application de la loi. Celle-ci s'applique aux géodonnées de base relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale ou communale, ainsi qu'aux géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Les géodonnées relevant du droit fédéral qui sont de compétence fédérale et les géodonnées relevant du droit communal ne sont pas visées. Il n'en demeure pas moins que les communes, si elles le jugent opportun et utile, peuvent appliquer, sur une base volontaire, les principes posés par la législation cantonale.

La notion de géodonnée est définie à l'article 3 al. 1 let. a LGéo. Il s'agit des « données à référence spatiale qui décrivent l'étendue et les propriétés d'espaces et d'objets donnés à un instant donné, en particulier la position, la nature, l'utilisation et le statut juridique de ces éléments ». Selon l'article 3 al. 1 let. c LGéo, les géodonnées de base sont celles qui « se fondent sur un acte législatif fédéral, cantonal ou communal ». A titre d'exemples, on peut mentionner :

- > pour les géodonnées relevant du droit fédéral qui sont de compétence fédérale (avec mention du service compétent de la Confédération) (cf. tableau ci-dessous case I) : « Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale » (OFEV), « Cadastre des antennes des réseaux publics de téléphonie mobile » (OFCOM) ;
- > pour les géodonnées relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale (avec mention du service compétent du canton [et de la Confédération]) (cf. tableau ci-dessous case II) : « Cadastre des sites pollués » (SEn [OFEV]), « Surfaces agricoles cultivées » (Gn [OFAG]) ;
- > pour les géodonnées relevant du droit fédéral qui sont de compétence communale (avec mention du service compétent correspondant du canton [et de la Confédération]) (cf. tableau ci-dessous case III) : « Plans d'affectation communaux » (SeCA [ARE]), « Planification communale de l'évacuation des eaux PGEE » (SEn [OFEV]) ;
- > pour les géodonnées relevant du droit cantonal qui sont de compétence cantonale (avec mention du service compétent) (cf. tableau ci-dessous case IV) : « Inventaire des installations sportives » (SSpo), « Triages forestiers » (SFN) ;
- > pour les géodonnées relevant du droit cantonal qui sont de compétence communale (avec mention du service compétent correspondant du canton) (cf. tableau ci-dessous case V) : « Géodonnées des plans directeurs de bassins versants » (SEn), « Espaces interdits aux chiens et zones de tenue en laisse » (SAAV) ;
- > pour les géodonnées relevant du droit communal (exemples pour la commune de Fribourg) (cf. tableau ci-dessous case VI) : « Zones à stationnement réglementé », « Emplacements destinés aux food trucks ».

	Bundesrecht droit fédéral diritto federale dirig federal	Kantonsrecht droit cantonal diritto cantonale dirig cantonale	Gemeinderecht droit communal diritto comunale dirig comunale
Zuständigkeit Bund compétence fédérale competenza federale competenza federale	I	X	X
Zuständigkeit Kanton compétence cantonale competenza cantonale competenza cantonale	II	IV	X
Zuständigkeit Gemeinde compétence communale competenza comunale competenza comunale	III	V	VI

4.2 Traitement des géodonnées (art. 3 à 9)

Les articles 3 à 9 du projet reprennent, avec des adaptations formelles, les articles 1 à 8 LCGéo actuellement en vigueur. Une seule modification de fond est apportée par les nouvelles règles. Actuellement, l'accès aux géodonnées de base et leur utilisation sont soumis au prélèvement d'émoluments. A l'avenir, conformément à l'article 7, ces opérations seront en principe gratuites.

Article 3

Le droit fédéral règle de manière détaillée le traitement des géodonnées de base. Dès lors que les cantons n'ont pas de marge de manœuvre en la matière, il suffit de renvoyer à la réglementation fédérale topique (cf. actes colloqués sous rubrique 510.62 ss du RS, soit en particulier la LGéo et l'OGéo).

Article 4

Le droit fédéral prévoit un droit d'accès sur les fonds privés pour la saisie et la mise à jour des géodonnées de base relevant du droit fédéral, notamment celles de la mensuration officielle (art. 20 LGéo). Afin de combler une lacune, l'article 4 prescrit que l'article 20 LGéo est applicable par analogie pour la saisie et la mise à jour des géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Article 5

Les dispositions fédérales, en particulier celles de l'OGéo, auxquelles renvoie l'article 3 appellent certaines dispositions d'exécution d'ordre technique. Conformément au principe de la hiérarchie des normes, le projet délègue au Conseil d'Etat et à l'administration la compétence d'adopter ces dispositions dans un/des acte/s de rang inférieur. Lors de l'adoption des dispositions en question, les autorités feront preuve de mesure. Il conviendra en particulier de renoncer à certaines exigences, même si elles sont souhaitables dans l'absolu, si le rapport coûts/bénéfice n'est pas convaincant.

Article 6

A l'image du droit fédéral (cf. annexe de l'OGéo), les géodonnées de base visées par la loi seront répertoriées dans deux catalogues, le premier recensant les géodonnées de base relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale ou communale et le second, les géodonnées de base relevant du droit cantonal.

Il appartiendra au Conseil d'Etat de déterminer précisément quel devra être le contenu des catalogues. Le projet de loi en fixe néanmoins le contenu minimal. Les bases légales correspondantes aux données ainsi que les services compétents devront obligatoirement être mentionnés.

Article 7

Contrairement à ce que prévoit le droit actuel, l'article 7 du projet prescrit que l'accès aux géodonnées de base et leur utilisation sont gratuits. Il est en effet prévu que les géodonnées seront uniquement mises à disposition par l'intermédiaire de géoservices. Ce procédé n'entraîne aucun coût supplémentaire pour l'Etat et ne justifie pas le versement d'émoluments. En effet, selon l'article 3 al. 1 let. j LGéo, les géoservices sont des applications aptes à être mises en réseau et simplifiant l'utilisation des géodonnées par des prestations de services informatisées y donnant accès sous une forme structurée. Ils offrent en permanence la version actuelle des géodonnées. Les utilisateurs et utilisatrices obtiennent ainsi des géodonnées fiables et précises à chaque connexion. La mise à jour des géodonnées est effectuée par le fournisseur sur le serveur de diffusion. Le recours aux géoservices valorise les compétences des collaborateurs et collaboratrices et les décharge des tâches de diffusion rébarbatives pour leur permettre de se consacrer pleinement à leurs tâches principales.

L'Open Government Data offre notamment les avantages suivants :

- > accès facilité et utilisation accrue des géodonnées de base ;
- > adéquation avec les attentes des utilisateurs et utilisatrices, stimulation de l'économie au travers de nouveaux produits, usages et services ;
- > bureaucratie réduite et économies des ressources dans les tâches de diffusion des géodonnées ;
- > harmonisation des principes de gestion et de diffusion au sein de l'administration cantonale.

Cela étant, le principe de la gratuité ne s'applique pas aux géodonnées qui ne sont pas publiées par le biais d'un géoservice, mais qui sont fournies, sur demande particulière des personnes intéressées, par un service donné, lorsqu'une disposition spéciale prévoit la perception d'émoluments. Tel est par exemple le cas des données du registre foncier. Il en va de même lorsque les données demandées doivent être remises dans un format qui n'est pas prévu par la réglementation. La conversion entre formats de données peut être sujette à la perception de frais.

L'alinéa 3 reprend l'article 5 LCGéo actuelle.

Article 8

L'article 8 du projet ne modifie pas les dispositions actuelles concernant l'échange de données entre autorités. Les dispositions fédérales auxquelles il renvoie sont les articles 37 ss OGéo.

A noter que, en application de l'article 14 LGéo et de la convention du 1^{er} octobre 2016 entre la Confédération et les cantons sur l'indemnisation et les modalités de l'échange entre autorités de géodonnées de base relevant du droit fédéral (RS 510.620.3), appliquée par analogie (cf. art. 8 al. 2), il n'est plus nécessaire de prévoir expressément que l'échange de géodonnées entre autorités est gratuit.

Article 9

En raison des moyens technologiques à disposition, il n'est pas exclu que le traitement de certaines géodonnées figurant dans le système d'information du territoire puisse soulever des questions sous l'angle de la protection des données. S'inspirant de la formulation adoptée par le législateur fédéral (cf. art. 11 LGéo), l'article 9 rappelle que, dans de telles situations, les dispositions sur la protection des données sont applicables.

4.3 Mensuration officielle (art. 10 à 32)

Cette section énonce les dispositions légales régissant spécifiquement la mensuration officielle. Il est précisé ici que les dispositions générales en matière de géoinformation (subdivisions 1 et 6 du projet de loi) sont également applicables au domaine de la mensuration officielle, les données de la mensuration officielle constituant des géodonnées de base relevant du droit fédéral qui sont de compétence cantonale.

La section du projet spécifiquement consacrée à la mensuration officielle est divisée en quatre sous-sections :

- > dispositions générales ;
- > actes authentiques reçus par les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s ;
- > simplifications et rectifications de limites ;
- > financement de la mensuration officielle.

Article 10

A l'image de la systématique adoptée par la Confédération, l'alinéa 1 prévoit que les dispositions sur la mensuration officielle, qui sont en principe de rang réglementaire, seront ancrées dans une ordonnance adoptée par le Conseil Etat. A la différence de la LMO actuelle, qui contient nombre de dispositions de nature technique et administrative, le projet se limite ainsi à énoncer les dispositions qui sont réellement de rang légal et doivent, pour des raisons de légitimité démocratique, être adoptées par le Grand Conseil.

L'alinéa 2 dresse la liste des principaux objets qui devront être réglés par voie d'ordonnance. Il s'agit :

- > des dispositions régissant l'organisation de la mensuration officielle ;
- > des dispositions complémentaires au droit fédéral régissant le contenu de la mensuration officielle ;
- > des dispositions régissant la procédure applicable en cas de modification de limites territoriales et à la mise à jour des documents cadastraux lors de fusions de communes, ainsi que la prise en charge des coûts qui en résultent ;
- > des dispositions complémentaires au droit fédéral relatives à l'exécution de la mensuration officielle (premier relevé, renouvellement et mise à jour) ;
- > des dispositions d'exécution sur le financement de la mensuration officielle.

Article 11

L'article 11 règle les attributions des communes dans le domaine de la mensuration officielle.

L'alinéa 1 attribue aux communes la compétence de déterminer les noms de communes (cpr art. 7 de la loi du 25 septembre 1980 sur les communes ; RSF 140.1), de localités, de rues, ainsi que les numéros de bâtiments.

Lorsqu'elles déterminent ces noms, les communes ne sont pas libres. Elles doivent respecter les dispositions de l'ONGéo et, en particulier, des recommandations émises par l'Office fédéral de topographie et l'Office fédéral de la statistique (cf. art. 5 ONGéo).

Selon le droit actuel (art. 25a LMO), le Service du cadastre et de la géomatique ainsi que la Commission de nomenclature peuvent recourir auprès du Conseil d'Etat contre la décision de la commune. Ces voies de recours ne sont pas reprises dans le projet.

Il se justifie d'abroger le droit de recours du Service précité dès lors que swisstopo (Office fédéral de topographie) dispose d'un droit de recours en la matière et que la législation sur les communes (art. 7 LCo) définit la procédure applicable.

Le projet propose également d'abroger le droit de recours des commissions de nomenclature contre les décisions des communes. Cette proposition d'abrogation est fondée sur l'article 9 ONGéo qui prescrit que la « commission de nomenclature constitue l'organe spécialisé du canton pour les noms géographiques de la mensuration officielle ». Les noms géographiques de la mensuration officielle sont du domaine de compétence du Service de la géoinformation (art. 8 ONGéo). Le droit fédéral ne confère en revanche pas de compétence aux commissions de nomenclature en relation avec les attributions communales (noms de communes, de localités, de rues et numéros de bâtiments). Par ailleurs, selon l'article 9 ONGéo précité, les compétences des commissions de nomenclature se limitent à émettre des recommandations. Le pouvoir accordé aux commissions de nomenclature par le droit actuel va au-delà des attributions prévues par le droit fédéral. Il convient de profiter de la présente révision pour adapter la législation cantonale aux prescriptions fédérales.

Cf. également ci-dessous commentaire relatif aux articles 16 et 17.

L'alinéa 2 délègue au Conseil d'Etat la compétence de régler les autres attributions des communes dans le domaine de la mensuration officielle. Les domaines suivants sont visés :

- > convention de modification des limites territoriales ;
- > matérialisation de la limite territoriale par des bornes spéciales ;
- > fusion des cadastres des communes fusionnées et prise en charge des frais y relatifs ;
- > appui à l'ingénieur-e géomètre adjudicataire pour la procédure d'enquête publique (avis au propriétaire, renseignements au guichet, réception des réclamations et remise à l'ingénieur-e géomètre adjudicataire, ...) ;
- > faculté des communes et des tiers de faire exécuter les mandats de cadastration des constructions et installations.

Articles 12 à 15

Les articles 12 à 15 énoncent les règles sur l'institution, la composition, l'indépendance, la surveillance et le fonctionnement de la Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement. Les dispositions du projet reprennent matériellement, en les synthétisant, les dispositions du droit actuel, avec toutefois les précisions qui suivent.

A l'heure actuelle, cette commission est nommée « Commission de recours en matière de premier relevé ». Pour des raisons de transparence, il est proposé de compléter cette dénomination en ajoutant la notion de « renouvellement ». En effet, du fait de l'avancement des travaux de la mensuration officielle dans le canton de Fribourg, les dossiers traités par la Commission relèveront à moyen terme majoritairement d'entreprises de renouvellement.

Par rapport au droit actuel, la composition de la Commission est allégée. Actuellement, l'article 6 al. 2 LMO prévoit que la Commission compte six assesseur-e-s. A l'usage, il apparaît que ce nombre de membres ne se justifie pas. L'article 12 al. 3 du projet propose de le réduire à quatre.

Le droit actuel ne précise pas les modalités de la nomination du ou de la secrétaire de la Commission et du suppléant ou de la suppléante. Le projet comble cette lacune en attribuant à la Direction des finances la compétence de désigner ces personnes. La nomination est prévue pour une période administrative de cinq ans. Faute d'indication contraire dans la loi, elle est renouvelable.

Les dispositions régissant la procédure et les voies de droit ont pour leur part également été simplifiées, cf. article 39 du projet et le commentaire y relatif.

Articles 16 et 17

Les articles 16 et 17 régissent les Commissions de nomenclature. Ils reprennent les principes du droit actuel. Les modifications suivantes sont toutefois à signaler.

Article 16 al. 2 : La composition des Commissions de nomenclature est simplifiée : quatre membres au lieu de trois membres et deux suppléants ou suppléantes.

Article 17 : Les dispositions régissant les attributions de ces Commissions sont également simplifiées et mises en conformité avec le droit fédéral. A cet égard, on rappelle que, selon l'article 9 al. 3 ONGéo, les commissions de nomenclature ont pour attribution de vérifier la conformité linguistique des noms géographiques de la mensuration officielle lors de leur relevé et de leur mise à jour, de s'assurer du respect des règles d'exécution édictées par l'Office fédéral de topographie et de transmettre leurs conclusions et recommandations au service compétent.

Les attributions des commissions de nomenclature sont ainsi, de par le droit fédéral, limitées à l'adoption de recommandations. Par ailleurs, leur domaine de compétence est celui des « noms géographiques de la mensuration officielle ». Cette notion recouvre des éléments bien particuliers de la mensuration officielle qui sont exclusivement du ressort du Service de la géoinformation et se distinguent des éléments qui relèvent de la compétence des communes (cf. art. 3 ONGéo). Il résulte d'une interprétation rigoureuse du droit fédéral que les recommandations des Commissions de nomenclature n'ont pas pour destinataires les communes, mais uniquement le Service de la géoinformation.

La législation sur les communes confère certains droits, non repris dans le présent projet, aux commissions de nomenclature (cf. art. 7 LCo et art. 11ss de l'ordonnance du 24 novembre 2015 indiquant les noms des communes et leur rattachement aux districts administratifs [RSF 112.51]).

En conformité avec le droit fédéral, le projet clarifie la situation : il abroge le pouvoir des Commissions de nomenclature de rendre des décisions et d'interjeter des recours et limite leur champ de compétence aux « noms géographiques de la mensuration officielle », soit les noms des objets topographiques utilisés dans les couches d'information de la nomenclature (noms locaux, noms de lieux et lieux-dits), de la couverture du sol et des objets divers (cf. art. 3 let. b ONGéo).

Cf. également ci-dessus commentaire relatif à l'article 11.

Articles 18 à 27

Les articles 18 à 27 fixent les conditions auxquelles les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s sont habilités à recevoir des actes en la forme authentique. Cette compétence des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s existe déjà en droit actuel (cf. art. 32 ss LMO). Le projet restructure les dispositions correspondantes, mais n'apporte pas de modification de fond.

L'article 18 précise que seuls les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s, soit les ingénieur-e-s géomètres brevetés disposant d'une patente délivrée par le Conseil d'Etat, sont habilités à instrumenter des actes en la forme authentique.

L'article 19 al. 1 et 2 limite la compétence des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s d'instrumenter de tels actes aux cas prévus par la législation spéciale (cf. l'art. 108 de la loi du 5 novembre 2021 sur la mobilité [LMob ; RSF 780.1], l'art. 32 de la loi du 18 décembre 2009 sur les eaux [LCEaux ; RSF 812.1], l'art. 106 de la loi du 2 décembre 2008 sur l'aménagement du territoire et les constructions [LATeC ; RSF 710.1] et l'art. 149 de la loi du 30 mai 1990 sur les améliorations foncières [LAF ; RSF 917.1]) ainsi qu'aux trois cas de figure suivants :

-
- > transferts de propriété de minime importance ;
 - > actes constitutifs ou modificateurs de certaines servitudes et
 - > légalisations de signatures.

Les deux premières notions sont précisées aux articles 20 sv. du projet. La légalisation des signatures fait l'objet de l'article 27 du projet.

L'article 20 définit les transferts de minime importance. Il correspond à l'article 33 LMO, sous réserve de la suppression de la notion de « régularisation de limites ». Cette notion sous-entend que la compétence des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s doit être limitée aux cas dans lesquels les limites ne sont pas conformes. Ce qui n'est pas l'objet de l'article 20. Les conditions de réalisation de cette opération sont cumulatives ou alternatives. Les opérations peuvent être réalisées soit en relation avec un état des lieux qui n'est pas correct et nécessite une adaptation, soit en vue d'un projet. On notera par ailleurs que, par rapport au droit actuel, les seuils ont été actualisés : pour être considérée de minime importance, une opération doit concerner des surfaces échangées dont la valeur totale n'excède pas 40'000 francs et les soultes ou le prix de vente éventuels doivent être inférieurs à 20'000 francs (en droit actuel, les montants déterminants sont fixés à 26'000 frs et 13'000 frs).

L'article 21 reprend l'article 33a LMO. Il précise les cas dans lesquels les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s ont la compétence de constituer ou de modifier des servitudes.

La compétence des ingénieur-e-s géomètres d'instrumenter des actes en la forme authentique, dont l'utilité pratique a fait ses preuves, demeure marginale.

En effet, les transferts de propriété de minime importance instrumentés en la forme ordinaire par les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s correspondent à 5,5% des actes fonciers inscrits au cours des six dernières années. Cela correspond à une moyenne annuelle de 38 actes sur 695. Une tendance légèrement haussière est constatée ces deux dernières années.

Les données chiffrées relatives aux actes instrumentés conformément à la législation spéciale, indépendants de la condition de la minime importance, sont les suivantes : les actes réalisés sur la base de l'article 41^{bis} LR (remplacé par l'art. 108 LMob) et de l'article 32 LCEaux représentent pour leur part 12,2% des actes fonciers de ces six dernières années, soit une moyenne annuelle de 84 actes sur les 695 précités. Le nombre des actes authentiques instrumentés conformément aux articles 147 LAF et 106 LATeC est insignifiant.

L'article 22 énonce les principes de la procédure à suivre par les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s lorsqu'ils instrumentent des actes en la forme authentique. Le droit actuel distingue la forme authentique ordinaire et la forme authentique simplifiée. L'article 34 al. 2 LMO prescrit que l'acte peut être reçu en la forme simplifiée lorsqu'il est passé dans le cadre de la nouvelle mensuration parcellaire. En pratique, la distinction entre forme ordinaire et forme simplifiée n'est pertinente que pour les transferts de propriété. De plus, la forme simplifiée n'est utilisée que lors des premiers relevés. L'article 22 al. 2 du projet limite dès lors le champ d'application de la forme simplifiée aux cas de transferts de propriété passés lors d'entreprises de premier relevé. Pour des motifs de sécurité du droit, la forme simplifiée est de facto exclue dans le contexte des entreprises de renouvellement de la mensuration officielle.

Les articles suivants énoncent quant à eux les exigences de procédure posées dans les différents cas de figure. Ils n'apportent pas de modifications matérielles par rapport aux dispositions et à la pratique actuelles ; ils ne font dès lors pas l'objet de commentaires détaillés. Il est simplement signalé ici que, pour écarter tout risque de mauvaise interprétation, les articles 23 al. 5, 24 al. 3 et 25 al. 2 rappellent, à des fins didactiques, que les parties peuvent se faire représenter pour la signature de l'acte authentique. L'article 23 al. 6 permet à l'ingénieur-e géomètre officiel-le de déposer un verbal de mutation foncière en la forme authentique sans avoir à obtenir les consentements écrits des titulaires de droits de gage, à savoir les dégrèvements de numéros bleus, tâche qui échoit au Registre foncier selon l'article 26 al. 2 du projet.

On notera par ailleurs l'insertion d'un nouvel article étendant les compétences des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s de recevoir des actes authentiques. L'article 27 leur confère la compétence de légaliser les signatures apposées sur les consentements en lien avec les verbaux de mutation foncière qu'ils ont établis, ainsi que sur les procurations

accompagnant lesdits verbaux. Lorsqu'ils procéderont à de tels actes, les ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s seront tenus de respecter les exigences imposées aux notaires pour le même type d'actes.

Article 28

Remarque préalable

L'article 28 du projet LCGéo confère aux ingénieur-e-s géomètres breveté-e-s bénéficiaires de l'adjudication (ci-après les ingénieur-e-s géomètres adjudicataires) la compétence de procéder à des simplifications et à des rectifications de limites. Cette compétence est fondée sur le droit public, en particulier sur l'article 14 OMO (dans la version adoptée par le Conseil fédéral le 23 août 2023) qui prescrit à son alinéa 2 qu'« une simplification du tracé des limites doit être visée lors du premier relevé, du renouvellement et de la mise à jour permanente. Le tracé des limites existantes doit si possible être rectifié ». Cette compétence doit être clairement distinguée de celle, prévue aux articles 18 ss du projet LCGéo, des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s d'instrumenter certains actes en la forme authentique (compétence qui, elle, relève donc du droit privé).

Commentaire de l'article 28

L'article 28 du projet LCGéo précise l'application de l'article 14 OMO. Il repose sur l'intérêt des professionnel-le-s et du public de disposer d'un cadastre actuel et exact. Cette disposition est applicable à des corrections minimales qui, sans intervention d'office des ingénieur-e-s géomètres adjudicataires, ne seraient pas réalisées compte tenu du manque d'intérêt du ou de la propriétaire actuel-le à les financer. Sans cette intervention d'office, le cadastre serait lacunaire ou erroné.

A noter qu'afin d'harmoniser la terminologie de la législation cantonale avec celle utilisée dans le droit fédéral, la notion d'« amélioration » des limites est désormais remplacée par celle de « simplification » des limites. La notion de « régularisation » des limites est quant à elle remplacée par celle de « rectification » des limites.

Les simplifications et rectifications de limites concernées sont opérées sans forme particulière, hormis celles découlant de la procédure de mise à l'enquête publique. Aucune convention n'est signée par les propriétaires des biens-fonds concernés ; aucun acte authentique n'est instrumenté. L'information des propriétaires est assurée par la mise à l'enquête publique du dossier de l'entreprise de mensuration officielle. Dans ces conditions, il importe que le législateur définisse précisément les conditions dans lesquelles ce type d'opération peut être réalisé. L'alinéa 1 de l'article 28 du projet énonce ainsi exhaustivement les cas dans lesquels les ingénieur-e-s géomètres adjudicataires sont habilités à procéder à des simplifications et à des rectifications de limite. Il s'agit des cas, alternatifs, suivants : 1° les simplifications et les rectifications de limites concernent des portions de terrains dont la surface est inférieure ou égale à 10 m² dans les zones de contributions I et à 200 m² dans les zones de contributions II et III ; 2° des impératifs d'ordre technique le requièrent ; et 3° il y a lieu de réunir des biens-fonds contigus appartenant au ou à la même propriétaire.

En ce qui concerne plus particulièrement la réunion de biens-fonds contigus qui appartiennent à un ou une même propriétaire, l'ingénieur-e géomètre adjudicataire ne peut intervenir que lorsqu'une éventuelle réunion n'est pas susceptible de causer un préjudice au ou à la propriétaire concerné-e. Sont ainsi notamment exclus les cas dans lesquels la réunion entraînerait une aggravation de la charge pour un fonds servant, une augmentation de la charge liée à l'existence d'un droit de gage ou certains cas de figure liés à l'assujettissement de biens-fonds à la législation sur le droit foncier rural.

Il est encore précisé ici que, suivant la pratique existante, la compétence d'intervenir d'office est octroyée aux ingénieur-e-s géomètres adjudicataires pour les entreprises de premier relevé, ainsi que pour les renouvellements.

L'article 28 sera détaillé dans l'ordonnance cantonale sur la mensuration officielle.

Articles 29 à 32

Les articles 29 à 32 énoncent les dispositions légales applicables au financement de la mensuration officielle. Ils regroupent des dispositions éparses de la LMO, notamment les articles 56, 72 ss, 85a, 87 sv., 90 sv., 103 LMO.

Sont réglées aux articles 29 à 32 la question des tarifs applicables (par le biais d'une délégation au Conseil d'Etat), celles de la qualité de débiteur ou de débitrices des divers types de frais et les règles applicables à la perception de ces frais.

Article 29

L'article 29 délègue au Conseil d'Etat la compétence d'adopter les tarifs suivants (al. 1) :

- > tarif des honoraires des ingénieur-e-s géomètres breveté-e-s pour la rémunération des prestations de la mise à jour de la mensuration officielle ;
- > tarif des frais de cadastration des constructions et installations soumises à l'obligation d'obtention d'un permis de construire ;
- > tarif des émoluments perçus pour le contrôle des verbaux de mutation foncière et pour la conservation des données.

Cette délégation est complétée, s'agissant des frais de cadastration des constructions et installations, par des prescriptions fixant le cadre à respecter dans la réglementation d'exécution. Ces exigences correspondent au droit actuel (art. 87 LMO).

Article 30

L'article 30 règle la répartition des frais découlant des entreprises de premier relevé entre l'Etat, les communes et les propriétaires. Les modalités de répartition prévues correspondent à celles du droit actuel (art. 72 ss LMO) : répartition égale des frais entre l'Etat, les communes et les propriétaires, après déduction de la participation versée par la Confédération (al. 1) et sous réserve des frais administratifs supportés par chaque collectivité publique (al. 4) et de certains frais particuliers mis à la charge de l'Etat ou des communes (al. 2 et 3).

L'alinéa 4 est également repris de la loi actuelle (cf. art. 72 al. 4 LMO). Il vise des cas où la participation financière des propriétaires est faible et où la commune préfère, plutôt que d'engager des frais de recouvrement, prendre à sa charge cette participation. L'Etat peut alors faire de même, sans toutefois y être tenu.

On notera que le projet ne prévoit plus de participation financière de la part des titulaires de servitudes immatriculées (cpr art. 72 al. 2 let. c LMO). Il est renoncé à cette participation dès lors que celles-ci, comparées au nombre de biens-fonds, ne représentent qu'une part marginale et qu'elles coïncident bien souvent avec les limites de biens-fonds.

Par ailleurs, la répartition des frais entre les propriétaires, qui fait actuellement l'objet de l'article 73 LMO, sera à l'avenir réglée dans l'ordonnance sur la mensuration officielle. Il en va de même des dispositions sur la facturation. Quant à l'article 75 LMO, qui régit la perception des frais, il est repris à l'article 32 du projet.

Article 31

L'article 31 règle la prise en charge des autres frais de la mensuration officielle.

Comme en droit actuel (art. 91 al. 2 et 103 al. 2 LMO), le projet prescrit que les frais de renouvellement et de mise à jour périodique sont supportés par l'Etat (al. 1). L'article 104 LMO prévoit que les communes financent les renouvellements dont elles décident l'exécution. A l'avenir, cette compétence des communes ne sera pas reprise. Il n'y a dès lors plus lieu de prévoir d'exception au principe de la prise en charge des frais par l'Etat. La mention figurant dans les deux dispositions de la loi sur la mensuration officielle précitées selon laquelle la prise en charge des frais en question intervient « après déduction d'une éventuelle participation fédérale » n'est pas reprise dans le projet, car les contributions fédérales sont versées à l'Etat en fonction de l'avancement des travaux et du contenu de la convention-programme de la mensuration officielle. L'Etat assume seul la prise en charge des frais de l'ingénieur-e géomètre adjudicataire conformément au contrat signé entre les parties.

L'alinéa 2 règle la prise en charge des frais liés à la mise à jour permanente ainsi que ceux découlant de la cadastration des constructions et installations.

En ce qui concerne les frais liés à la mise à jour permanente, l'article 31 al. 2 du projet reprend le principe de l'article 40a al. 1 et 2 RMO et met ces frais à la charge de la personne désignée dans le verbal de mutation par l'ingénieur-e géomètre breveté-e.

Les frais découlant de la cadastration des constructions et installations sont pour leur part mis à la charge du propriétaire foncier ou de la propriétaire foncière au moment de l'octroi du permis de construire. Cette dernière disposition contient une nouveauté par rapport au droit actuel qui prescrit que le « bordereau des frais [est adressé] aux propriétaires actuels des bâtiments » (cf. art. 88 al. 1 LMO). Cette nouvelle formulation résulte d'un changement dans la procédure : à l'avenir, le Service de la géoinformation facturera les travaux de cadastration des constructions et installations lors de l'octroi du permis de construire et non plus au moment de l'obtention du certificat de conformité (cpr art. 86 LMO). Ce changement de la procédure est nécessaire eu égard à l'article 23 OMO qui prescrit que la mise à jour permanente de la mensuration officielle doit être réalisée dans un délai de six mois à compter des modifications survenues.

L'alinéa 3 énonce une exception à l'alinéa 2. Cette exception existe déjà en droit actuel (cf. 88 al. 2 et 91 al. 3 LMO). Lorsqu'il apparaît, lors d'un renouvellement ou d'une mise à jour périodique, que la cadastration de certains éléments, qui auraient dû être cadastrés suite à l'octroi d'un permis de construire, a été omise, les frais sont mis à la charge de la commune.

L'alinéa 4 recentre les compétences et responsabilités de chaque intervenant ou intervenante de la mensuration officielle en prescrivant également que la commune assume les frais de rétablissement des points fixes de catégorie 3 pour lesquels elle est compétente, lorsque ceux-ci sont endommagés, ont été déplacés ou ont disparu (cpr. art. 56 LMO). Il est prévu que l'ingénieur-e géomètre breveté-e qui est appelé-e à réaliser les travaux en informe préalablement la commune, le but étant d'éviter des contestations intempestives une fois les travaux réalisés.

Dans les deux cas (al. 3 et 4), la commune a la possibilité de se retourner vers les propriétaires concernés pour obtenir le remboursement des frais engagés.

Finalement, l'alinéa 5 autorise les ingénieur-e-s géomètres brevetés à prélever une avance de frais pour les mandats qui leur sont confiés dans le cadre de la mise à jour permanente. Il s'agit ici principalement d'assurer le rétablissement des points limites dont la matérialisation est différée à la suite d'une mutation de projet ou d'une mutation de bureau. Accessoirement, l'application de cette disposition vise à alléger les tâches administratives de l'ingénieur-e géomètre breveté-e et à accroître la transparence vis-à-vis de la personne qui supporte les frais. Ceci évite également qu'un acquéreur subséquent ou une acquéreuse subséquente reçoive une note d'honoraires pour des travaux qu'il ou elle n'a pas commandés.

Article 32

En matière de perception des frais, l'article 32 se limite à énoncer les dispositions de rang légal : perception d'un intérêt moratoire en cas de retard de paiement et existence d'une hypothèque légale de droit public pour les créances relatives à la mensuration officielle. Ces dispositions sont reprises de la LMO (art. 75, ainsi que le renvoi de l'art. 88).

4.4 Cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (articles 33 à 35)

Les articles 33 à 35 régissent le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (cadastre RDPPF). Ils reprennent les articles 9 à 12 de la loi du 8 novembre 2012 sur la géoinformation (RSF 214.7.1).

L'article 33 institue le cadastre RDPPF. Les dispositions de détail nécessaires feront l'objet de la réglementation cantonale d'exécution. Celle-ci attribuera également la responsabilité de la tenue du cadastre RDPPF au Service de la géoinformation.

Selon l'article 34, le contenu du cadastre RDPPF est déterminé par la législation fédérale (cf. art. 16 ss LGéo et dispositions de l'ordonnance fédérale du 2 septembre 2009 sur le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière [OCRDP ; RS 510.622.4]). Le Conseil d'Etat a la possibilité de déterminer des géodonnées supplémentaires qui doivent figurer dans le cadastre RDPPF. Il peut s'agir notamment de géodonnées relevant du droit cantonal telle que les zones réservées des routes cantonales.

L'article 35 introduit une nouveauté importante par rapport au droit actuel. Il met à profit la possibilité offerte par l'article 2 al. 3 OCRDP, qui prescrit que le cadastre RDPPF « peut être utilisé par les cantons comme organe officiel de publication dans le domaine des restrictions de droit public à la propriété foncière ». Le projet ne vise pas à révolutionner les systèmes de publication des restrictions de droit public de la propriété foncière qui ont actuellement

cours. Il entend toutefois aller de l'avant avec le cadastre RDPPF et en utiliser les potentialités dans le but de renforcer la transparence.

S'agissant de l'utilisation du cadastre RDPPF comme organe officiel de publication, il convient de distinguer deux temps, le premier concernant les procédures de mise à l'enquête et le second, l'entrée en force (ou l'abrogation) des restrictions.

Selon l'article 35 al. 1 du projet, lors de mises à l'enquête, la publication est réalisée selon les dispositions de la législation spéciale. Le projet précise que, lorsque cette législation le prévoit, l'organe de publication officielle (en principe la Feuille officielle du canton de Fribourg) renvoie au cadastre RDPPF. Les informations publiées, à savoir les géodonnées et les dispositions juridiques qui leur sont associées (bases légales et décisions administratives), peuvent alors être consultées dans le cadastre RDPPF, et non plus dans les communes et préfectures. A noter que, à l'instar de la pratique mise en place dans le domaine de la mensuration officielle, il est prévu que les communes et les préfectures concernées par les restrictions envisagées mettent à disposition, dans leurs locaux, les outils nécessaires à la consultation. Cette prestation donne la possibilité aux personnes ne disposant pas d'accès à internet de pouvoir néanmoins prendre connaissance des documents mis à l'enquête.

Dès leur entrée en force, le cadastre RDPPF publie les restrictions de droit public à la propriété foncière en vigueur (al. 2) tandis que les restrictions abrogées sont retirées du cadastre.

Cette façon de procéder présente plusieurs avantages :

- > elle offre un accès facilité aux publications officielles concernant les restrictions de droit public à la propriété foncière, partout et en tout lieu, à tout moment, librement et en toute sécurité ;
- > elle fournit une information complète sur les restrictions de droit public à la propriété foncière en vigueur ainsi que sur les modifications prévues ou en cours de ces restrictions ; elle renseigne sur les prépublications éventuelles ainsi que sur les publications concernant une enquête publique, avec ou sans effets anticipés, les entrées en force ou les abrogations ;
- > en garantissant que les données numériques du cadastre RDPPF font foi, elle contribue à l'amélioration de la qualité des données (précision, mise à jour, etc.) et ouvre de nouvelles possibilités en matière de traitement informatisé de l'information.

La possibilité offerte par l'article 35 d'utiliser le cadastre RDPPF comme organe officiel de publication est mise en œuvre dans le projet de modification de l'article 89 de la loi du 5 novembre 2021 sur la mobilité (RSF 780.1) et des articles 18 et 20 de la loi cantonale du 18 décembre 2009 sur les eaux (RSF 812.1), cf. projet de loi, subdivision II, chiffres 7 et 8. Il est par ailleurs prévu que le règlement du 11 décembre 2001 sur les forêts et la protection contre les catastrophes naturelles (RSF 921.11) prescrive également que la mise à l'enquête des limites forestières soit publiée dans le cadastre RDPPF.

4.5 Cadastre des conduites (art. 36 à 38)

Les articles 36 à 38 constituent la base légale nécessaire à l'introduction du cadastre des conduites. Un tel cadastre documente les infrastructures souterraines de différents réseaux (notamment eau potable, eaux usées, électricité, gaz, chauffage à distance de plus de 300 kW, communication et irrigation). Sachant que le sous-sol est très sollicité et le sera toujours plus à l'avenir, il est indispensable de disposer d'une vue d'ensemble de la situation existante pour assurer la coordination de son utilisation et pour prévenir et résoudre les conflits susceptibles de se présenter. Les autorités fédérales travaillent actuellement sur la thématique du cadastre des conduites. Des dispositions légales fédérales devraient être prochainement mises en consultation. Dans l'attente de la base légale fédérale, les dispositions cantonales de la législation sur la géoinformation permettront, comme c'est le cas dans plusieurs autres cantons, l'établissement du cadastre des conduites.

Dès lors, l'article 36 institue le cadastre des conduites et en définit le contenu général (position des conduites avec les installations y relatives, en surface et dans le sous-sol).

Il attribue aux propriétaires de réseau la responsabilité de la saisie, de la mise à jour et de la gestion des données et les charge de transmettre ces données aux services compétents correspondants du canton pour les différents types de réseaux. Il s'agit du Service de l'environnement pour l'eau potable et les eaux usées, du Service de l'énergie pour l'électricité, le gaz et le chauffage à distance, du Service de la géoinformation pour la communication (téléphone, fibre optique, réseau internet, câble, etc.) et enfin de Grangeneuve pour l'irrigation. Les coûts inhérents à ces tâches sont assumés par les propriétaires des réseaux concernés. La transmission aux services de l'Etat s'effectuera idéalement par le biais de géoservices standardisés afin de réduire la charge de travail et les coûts.

L'article 37 impose pour sa part aux propriétaires fonciers et aux intervenants dans les travaux relatifs aux conduites de collaborer avec les propriétaires de réseaux.

Afin de souligner la volonté du canton, qui consiste à établir un cadastre des conduites pour qu'il soit accessible aux intéressé-e-s de la façon la plus simple possible, l'article 38 précise que le cadastre des conduites est public lorsque c'est possible et que des restrictions d'accès ne sont appliquées que lorsque la législation spéciale l'exige (cf. p. ex., art. 58 al. 2 de la loi fédérale du 24 janvier 1991 sur la protection des eaux [RS 814.20], pour des installations servant à l'approvisionnement en eau, lorsque les intérêts de la défense nationale requièrent le secret). En dérogation à la restriction d'accès prévue au premier alinéa, le second alinéa de la disposition prévoit que les organes qui contribuent au cadastre des conduites bénéficient d'un accès complet aux données dudit cadastre.

La mise en place et l'exploitation du cadastre des conduites étant de la compétence du canton, la mise à disposition du public des données qui le composent relève exclusivement de l'Etat, qui prendra à sa charge les frais liés aux mesures techniques résultant de la publicité du registre. Aucune obligation à cet égard ne sera imposée aux différents propriétaires des réseaux inventoriés.

Les dispositions d'exécution seront insérées dans l'ordonnance sur la géoinformation.

4.6 Procédure et voies de droit (art. 39)

L'article 39 règle la procédure et les voies de droit.

Contrairement au droit actuel, très descriptif en matière procédurale (art. 62 ss LMO) et qui déroge sur plusieurs points au Code de procédure et de juridiction administratives (CPJA), le projet se borne à renvoyer aux dispositions générales du CPJA.

Demeurent toutefois réservées :

- > les dispositions sur la possibilité de déposer une réclamation au terme des procédures d'enquêtes publiques réalisées lors des entreprises de premier relevé et de renouvellement (cf. art. 28 OMO) ;
- > les règles particulières applicables à la procédure devant la Commission de premier relevé et de renouvellement ; ces règles n'ont toutefois pas une portée fondamentale : elles étendent uniquement le droit d'intervenir dans la procédure aux personnes dont les intérêts sont opposés à ceux des recourants et recourantes. Elles prévoient en outre que la Commission communique au Service de la géoinformation les décisions qu'elle rend.

4.7 Dispositions transitoires (art. 40 à 43)

Les articles 40 et 41 prévoient les cas dans lesquels les dispositions de l'ancien droit sur la cadastration des constructions et sur les verbaux de mutation foncière demeurent applicables après l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

L'article 42 précise que la mise en œuvre du cadastre RDPPF en tant qu'organe officiel de publication se fera de manière progressive, « par étapes ». Cette précision découle de l'article 35 du projet qui renvoie à la législation spéciale pour les modalités de la publication. Le cadastre RDPPF fonctionnera comme organe officiel de publication uniquement lorsque les lois spéciales régissant les diverses restrictions le prescriront, et ce de manière individuelle pour chaque restriction concernée.

Par ailleurs, l'entrée en vigueur « par étapes » vise également la mise en place du cadastre sous l'angle opérationnel. Les travaux de développement et de mise en place de l'outil de publication prendront un certain temps. Le cadastre RDPPF sera mis en œuvre, comme organe officiel de publication, de manière progressive en fonction des possibilités

offertes par les moyens informatiques et budgétaires disponibles. En l'état actuel des travaux, on ne peut pas exclure qu'il puisse être nécessaire de publier certaines restrictions en utilisant des solutions provisoires. Cette notion de « solution provisoire » pourrait également être comprise comme autorisant, si nécessaire, la réalisation de l'une ou l'autre procédure de mise à l'enquête publique selon les dispositions prévalant actuellement pour chacune des restrictions de droit public concernées.

L'article 43 prescrit pour sa part que la mise en place du cadastre des conduites devra intervenir dans un délai de trois années à compter de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la géoinformation. Sont concernés par cette disposition l'ensemble des organes disposant des données qui devront figurer dans le cadastre, soit les propriétaires de réseaux, les communes et les services étatiques compétents, ainsi que le service chargé de la tenue du cadastre, soit le Service de la géoinformation.

5 Modifications ponctuelles d'autres lois

5.1 Code de procédure et de juridiction administrative (CPJA ; RSF150.1)

La modification proposée n'a pas de portée juridique. Elle adapte simplement le nom de la Commission de recours en matière de premier relevé à la nouvelle dénomination (Commission de recours en matière de premier relevé et de renouvellement).

5.2 Loi d'application du code civil suisse (LACC ; RSF 210.1)

Actuellement, les terrains en mouvement permanent sont régis par l'article 31 LACC, complété par l'article 16 LMO. La première de ces dispositions est applicable en cas de définition du périmètre des biens-fonds concernés sur demande des propriétaires, la seconde lorsque cette définition est décidée d'office par l'Etat. Cette dispersion des dispositions dans deux actes législatifs ne se justifie pas. Il convient de regrouper les dispositions relatives à ces terrains dans la loi d'application du Code civil, puisqu'elles se réfèrent à l'article 660a CC.

Il est proposé d'insérer dans un nouvel article 30a LACC les règles énoncées à l'article 16 LMO et d'abroger l'article 31 al. 4 LACC, qui renvoie précisément à l'article 16 LMO.

5.3 Loi sur le registre foncier (LRF ; RSF 214.5.1)

Les modifications apportées sont de nature terminologique (ajout du mot « ingénieur-e » et remplacement de l'expression « service spécialisé en matière de mensuration officielle » par « service spécialisé en matière de géoinformation » pour tenir compte de l'adaptation de l'article 7 al. 1 let. k de l'ordonnance fixant les attributions des Directions du Conseil d'Etat et de la Chancellerie d'Etat [RSF 122.0.12] qui entrera en vigueur en même temps que le projet LCGéo).

5.4 Loi sur la légalisation des signatures (RSF 262.1)

Le complément apporté à l'article 1 al. 1 de la loi sur la légalisation des signature (réserve de la compétence des ingénieur-e-s géomètres officiel-le-s) résulte de la compétence nouvelle conférée par le projet LCGéo aux ingénieur-e-s géomètres brevetés de légaliser les signatures apposées sur les consentements liés aux verbaux qu'ils établissent (cf. art. 25 et le commentaire y relatif).

5.5 Loi sur les droits de mutation et les droits de gage immobiliers (LDMG ; RSF 635.1.1)

L'article 9 let. 1 de la loi du 1^{er} mai 1996 sur les droits de mutation et les droits de gage immobiliers (LDMG ; RSF 635.1.1) exonère des droits de mutation les transferts de propriétés réalisés en vue d'une régularisation peu importante de limites dictée par des raisons cadastrales. La formulation de cette disposition est adaptée à la nouvelle terminologie (cpr ci-dessus commentaire ad art. 28).

5.6 Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC ; RSF 710.1)

Les modifications apportées sont de nature terminologique (ajout du mot « ingénieur-e » et remplacement des termes « régularisation de limites » par « modification des limites »).

5.7 Loi sur la mobilité (LMob ; RSF 780.1)

Les modifications apportées visent à permettre l'utilisation du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière comme organe officiel de publication, sur des bases similaires à ce qui est prévu dans la modification des articles 18 et 20 LCEaux (art. 88 à 90) ou sont de nature terminologique (ajout du mot « ingénieur-e ») (art. 108 sv.).

5.8 Loi sur les eaux (LCEaux ; RSF 812.1)

Les modifications proposées de la loi sur les eaux sont de plusieurs ordres.

La modification de l'article 12, accompagnée d'une nouvelle disposition à insérer dans le règlement cantonal sur les eaux habilitant le Service de l'environnement à définir le format dans lequel doit être élaboré le plan général d'évacuation des eaux, vise à donner une base légale à la mise à disposition des réseaux d'évacuation des eaux sous forme de géodonnées.

La modification des articles 18 et 20 LCEaux est liée à la nouvelle fonction d'organe officiel de publication du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière. Conformément à l'article 35 du projet LCGéo, ce cadastre peut en effet, lorsque la législation spéciale le prévoit, être utilisé comme organe officiel de publication. En application de cette disposition, les articles 18 et 20 LCEaux, tels que modifiés, permettront de simplifier la procédure de mise à l'enquête publique s'agissant des zones de protection des eaux souterraines (art. 18) et des périmètres de protection des eaux souterraines (art. 20). En pratique, les seuls changements par rapport à la situation actuelle résident dans le fait que les plans et règlements pourront être consultés dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété (en lieu et place du secrétariat communal et de la préfecture), et que, une fois entrées en force, les restrictions seront publiées dans le cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière (au lieu d'être reportées sur les plans d'affectation des zones, à titre indicatif). Pour rappel, le projet prend en compte la situation particulière des personnes qui n'auraient pas d'accès à internet pour consulter les documents faisant l'objet d'une procédure de mise à l'enquête publique, dans la mesure où l'article 35 al. 1 du projet LCGéo prévoit dans sa dernière phrase que « en cas de besoin, la ou les communes concernées mettent à disposition, dans leurs locaux, les outils nécessaires à la consultation du dossier ».

La modification des articles 23 et 25 est purement formelle. Le remplacement de l'expression « espace minimal nécessaire aux cours d'eau » par « espace réservé aux eaux » consiste en une adaptation de la législation cantonale à la terminologie utilisée dans la législation fédérale.

La modification de l'article 32 est purement terminologique (ajout du mot « ingénieur-e »).

5.9 Loi sur les améliorations foncières (LAF ; RSF 917.1)

Les modifications apportées sont de nature terminologique (ajout du mot « ingénieur-e »).

Botschaft 2023-DFIN-26

26. September 2023

Entwurf des Gesetzes über Geoinformation

Wir unterbreiten Ihnen einen Entwurf des Gesetzes über Geoinformation. Mit dem Entwurf des Geoinformationsgesetzes sollen die Gesetzgebungsstruktur im Bereich der amtlichen Vermessung und der Geoinformation vereinfacht und die Erlasse verständlicher gemacht sowie aktualisiert werden, um den jüngsten bundesrechtlichen Entwicklungen und der kantonalen Praxis Rechnung zu tragen.

Inhalt

1	Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs	3
1.1	Ausgangslage	3
1.2	Vorarbeiten	3
2	Die wichtigsten Vorschläge der Vorlage	4
3	Auswirkungen der Vorlage	5
3.1	Finanzielle Folgen	5
3.2	Personelle Folgen	6
3.3	Weitere Auswirkungen	6
4	Kommentar zu den einzelnen Artikeln	6
4.1	Allgemeine Bestimmungen (Art. 1 und 2)	6
4.2	Geodatenbearbeitung (Art. 3-9)	8
4.3	Amtliche Vermessung (Art. 10-32)	9
4.4	Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (Artikel 33-35)	16
4.5	Leitungskataster (Art. 36-38)	17
4.6	Verfahren und Rechtsmittel (Art. 39)	17
4.7	Übergangsbestimmungen (Art. 40-43)	18
5	Punktuelle Änderungen anderer Gesetze	18
5.1	Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG;SGF 150.1)	18
5.2	Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB;SGF 210.1):	18
5.3	Gesetz über das Grundbuch (GBG; SGF 214.5.1)	19
5.4	Gesetz über die Beglaubigung von Unterschriften (SGF 262.1)	19
5.5	Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG; SGF 635.1.1)	19

5.6	Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG; SGF 710.1)	19
5.7	Mobilitätsgesetz (MobG, SGF 780.1)	19
5.8	Gewässergesetz (GewG; SGF 812.1)	19
5.9	Gesetz über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1)	20

1 Ausgangslage und Notwendigkeit des Entwurfs

1.1 Ausgangslage

Mit dem Entwurf des Geoinformationsgesetzes sollen die Gesetzgebungsstruktur im Bereich der amtlichen Vermessung und der Geoinformation vereinfacht und die Erlasse verständlicher gemacht sowie aktualisiert werden, um den jüngsten bundesrechtlichen Entwicklungen und der kantonalen Praxis Rechnung zu tragen. Es werden nicht nur zusätzliche Synergien geschaffen, sondern auch die Mitsprache, das Einflussvermögen sowie das Verständnis der Dienststellen untereinander bei den wichtigen Aufgaben der Koordination, Erstellung, Nachführung und Veröffentlichung von Geobasisdaten gestärkt. Die Umsetzung des Bundesgesetzes über Geoinformation wird zudem mit hohem Tempo vorangetrieben und macht das vorliegende Projekt unumgänglich.

Allerdings sind diesbezüglich auch auf Bundesebene immer noch Aktualisierungen im Gang. Diese Arbeiten dürften noch bis Ende dieses Jahrzehnts dauern. Sie betreffen insbesondere das eidgenössische Geodatenmodell der amtlichen Vermessung, die Geologie und den Leitungskataster. Diese bundesrechtlichen Änderungen werden wahrscheinlich zu weiteren, über den vorliegenden Entwurf hinausgehenden zusätzlichen Gesetzgebungsanpassungen führen, die allerdings das kantonale Geoinformationsgesetz nicht berühren, sondern nur die Erlasse auf Reglementsstufe betreffen dürften.

Derzeit sind auf kantonaler Ebene die Bereiche amtliche Vermessung und Geoinformation in zwei voneinander unabhängigen Gesetzen geregelt, und zwar im Gesetz vom 7. November 2003 über die amtliche Vermessung (AVG; SGF 214.6.1) und im Gesetz vom 8. November 2012 über Geoinformation (KGeoIG; SGF 214.7.1) sowie in Ausführungsbestimmungen, die insbesondere im Reglement vom 22. März 2005 über die amtliche Vermessung verankert sind (AVR; SGF 214.6.11). Die Ausführungsbestimmungen des Gesetzes über Geoinformation sind noch nicht verabschiedet worden.

Auf Bundesebene hat der Gesetzgeber am 5. Oktober 2007 das Gesetz über Geoinformation verabschiedet (GeoIG; SR 510.62), das auch die amtliche Vermessung und den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen regelt. Der Bundesrat sowie die zuständigen ihm untergeordneten Verwaltungsbehörden haben die für die verschiedenen Spezialbereiche geltenden Bestimmungen verabschiedet (Verordnung vom 18. November 1992 über die amtliche Vermessung [VAV; SR 211.432.2], Verordnung vom 21. Mai 2008 über Geoinformation [GeoIV; SR 510.620], Verordnung vom 2. September 2009 über den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen [ÖREBKV; SR 510.622.4], Verordnung vom 21. Mai 2008 über die geografischen Namen [GeoNV; RS 510.625] usw.).

Im Ihnen unterbreiteten Entwurf des Gesetzes über Geoinformation wird vorgeschlagen, die Struktur der kantonalen Bestimmungen an die Struktur des Bundesrechts anzulehnen. Das geltende kantonale Gesetz über die amtliche Vermessung soll aufgehoben werden, und im neuen Geoinformationsgesetz werden die allgemeinen gesetzlichen Bestimmungen für die folgenden Bereiche verankert sein:

- > Geoinformation,
- > amtliche Vermessung,
- > Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen,
- > Leitungskataster.

Die administrativen und technischen Ausführungsbestimmungen für die verschiedenen Bereiche der Geoinformation werden Gegenstand von zwei separaten Verordnungen des Staatsrates oder auch von Richtlinien des Amtes für Geoinformation (jetziges Amt für Vermessung und Geomatik) sein.

1.2 Vorarbeiten

Der Entwurf des Gesetzes über Geoinformation wurde von einer Arbeitsgruppe bestehend aus internen Mitarbeitenden der Kantonsverwaltung, Vertreterinnen und Vertretern des Freiburger Gemeindeverbands und der Vereinigung der Freiburger Geometer erarbeitet. Die Arbeitsgruppe hat eine umfassende Überprüfung der geltenden

Gesetzgebung vorgenommen. Dabei konnten die bestehenden Bestimmungen nach der hierarchischen (gesetzlichen oder reglementarischen) Ebene, auf der sie stehen sollten, eingeteilt werden.

Der Staatsrat ermächtigte die Finanzdirektion am 2. November 2022, den Vorentwurf des Gesetzes über Geoinformation und die dazugehörigen Verordnungsentwürfe bei den Direktionen des Staatsrats, den politischen Parteien und den betroffenen Kreisen in die Vernehmlassung zu schicken. Diese Entwürfe stiessen insgesamt auf ein positives Echo. Der Ihnen unterbreitete Entwurf trägt den Vernehmlassungsbemerkungen so weit wie möglich Rechnung.

2 Die wichtigsten Vorschläge der Vorlage

Materiell ändert die Vernehmlassungsvorlage nichts an den Bestimmungen des geltenden Geoinformationsgesetzes, abgesehen davon, dass die Geobasisdaten frei zugänglich und nutzbar sein sollen, der Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB) amtliches Publikationsorgan sein kann und der Leitungskataster eingeführt wird.

Nach dem Gesetzesentwurf kann der ÖREB-Kataster als amtliches Publikationsorgan für die öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen genutzt werden. Konkret soll das amtliche Publikationsorgan (das Amtsblatt des Kantons Freiburg) auf den ÖREB-Kataster verweisen, in dem die betreffenden Informationen, nämlich die Geodaten und die entsprechenden rechtlichen Bestimmungen im öffentlichen Auflageverfahren konsultiert werden können.

Was den Leitungskataster betrifft, so sollen es die vorgeschlagenen Bestimmungen ermöglichen, die schon vorhandenen Geodaten zusammenzuführen und die Einführung dieses Katasters auf gesamtschweizerischer Ebene zu beschleunigen. Mehrere Kantone verfügen bereits über einen solchen Kataster, und die bundesrechtlichen Grundlagen sind in Arbeit.

Im Bereich amtliche Vermessung sind die folgenden neuen Punkte zu erwähnen:

Finanzierung der amtlichen Vermessung

In der Praxis sind die Geodaten der amtlichen Vermessung seit dem 1. Januar 2021 frei zugänglich. Aus Gründen der Transparenz ist diese Kostenfreiheit in den Gesetzesentwurf aufgenommen worden; die Bestimmungen des Gesetzes über die amtliche Vermessung, die Gebühren für die Weitergabe von Daten vorsahen, sind also nicht mehr enthalten.

Darüber hinaus ist die derzeitige Praxis der Verrechnung von Leistungen in der Nachführung der amtlichen Vermessung ebenfalls gesetzlich verankert. Die Anwendung der Honorarordnung 33 (HO33), Version 2018, genehmigt von der Konferenz der kantonalen Geoinformations- und Katasterstellen (KGK) und vom Verband der Ingenieur-Geometer Schweiz (IGS), wird die Anwendung der geltenden Bestimmungen ersetzen, die zum Teil noch auf das Jahr 1974 zurückgehen.

Um die Vollständigkeit und Aktualität des Inhalts der Geodaten der amtlichen Vermessung gemäss dem Bauhandbuch und den eidgenössischen Richtlinien über den Detaillierungsgrad in der amtlichen Vermessung zu gewährleisten, wird der bisherige Tarif für die Katasterkosten schliesslich auch auf baubewilligungspflichtige Bauten und Anlagen ausgedehnt, die damit nicht mehr auf Gebäude beschränkt sind (neu: Kostentarif für die Mutation von baubewilligungspflichtigen Bauten und Anlagen). Diese Erweiterung betrifft vor allem Kunstbauten, Strassen, Plätze, private Swimmingpools sowie gewisse Aussenanlagen. Sie wird erleichtert dank der Synergien, die mit der Informatikanwendung FRIAC für die Erfassung, die Nachbearbeitung und die elektronische Verwaltung der Baubewilligungsgesuche geschaffen wurden.

Beschleunigung der Verfahren

Mehrere Bestimmungen des Entwurfs zielen darauf ab, die Bearbeitung bestimmter Aufgaben zu beschleunigen oder die Bearbeitungszeit zu verkürzen, mit dem Ziel, den interessierten Personen die aktuellsten Geodaten zur Verfügung zu stellen. Im Fokus steht vor allem die Problematik der nicht beim Grundbuch angemeldeten Mutationsverbale.

Die Fristen für die Grundbuchanmeldung laufender Nachführungen der amtlichen Vermessung werden verkürzt. Derzeit muss die Nachführung innerhalb einer Frist von drei Jahren im Grundbuch verlangt werden, die um drei weitere Jahre verlängert werden kann (Art. 94 AVG). Diese Frist soll auf 18 Monate nach Erstellung des Grenzmutationsverbals verkürzt werden, mit einer möglichen Verlängerung um höchstens sechs Monate. Da dies eine administrative Bestimmung ist, wird sie in der Verordnung über die amtliche Vermessung verankert und nicht im Gesetz.

Die Mutation von Bauten muss gemäss Entwurf der Verordnung über die amtliche Vermessung innerhalb einer Frist von sechs Monaten nach Abschluss der Bauarbeiten erfolgen, während sie nach geltendem Recht (Art. 86 AVG) lediglich innert nützlicher Frist durchgeführt werden muss.

Befugnis der Geometerinnen und Geometer, die Unterschriften auf den Zustimmungen in Zusammenhang mit den Grenzmutationsverbalen zu beglaubigen

Im Bestreben um Vereinfachung des Verfahrens verleiht der Entwurf den amtlichen Geometerinnen und Geometern die Befugnis, die Unterschriften auf den Zustimmungen in Zusammenhang mit den von ihnen ausgefertigten Grenzmutationsverbalen sowie falls nötig die entsprechenden Vollmachten zu beglaubigen.

Bereinigung überholter Bestimmungen

Mit dieser Revision soll auch die Gelegenheit genutzt werden, überholte Bestimmungen zu bereinigen. Dies betrifft insbesondere gewisse Bestimmungen über Ersterhebungen sowie übergangsrechtliche Bestimmungen, die gegenstandslos geworden sind.

Klärung der Aufgabenteilung

Das Revisionsvorhaben hat die Gelegenheit geboten, die Aufgabenverteilung zwischen den verschiedenen im Bereich der Geoinformation tätigen Stellen zu analysieren. Es hat sich gezeigt, dass die geltenden Bestimmungen zufriedenstellend sind, und es wurde keine wesentliche Änderung für notwendig befunden. Insbesondere wurde es nicht als notwendig oder sinnvoll erachtet, den Gemeinden mehr Aufgaben zu übertragen.

3 Auswirkungen der Vorlage

—

3.1 Finanzielle Folgen

Es ist mit gewissen finanziellen Folgen zu rechnen. Sie fallen jedoch kaum ins Gewicht und lassen sich nur schwer abschätzen.

Die Unentgeltlichkeit der Geodaten und die daraus resultierenden Einnahmeherausfälle werden durch die Einsparung von Arbeitskräften ausgeglichen, die zuvor für Aufgaben wie die Bereitstellung von Geodaten, Rechnungstellung und administrative Nachbearbeitung eingesetzt wurden. Die finanziellen Auswirkungen sind sogar positiv, wenn man berücksichtigt, dass durch die Wahl einer «Open Government Data»-Strategie auf die Einrichtung eines Geodatenextraktors mit Rechnungsmodul verzichtet werden konnte, was schätzungsweise 200 000 Franken und mindestens 20 000 Franken für die jährliche Wartung gekostet hätte.

Die Ausdehnung des Tarifs der Kosten für die Mutation der Gebäude auf sämtliche Bauten und Anlagen dürfte ihrerseits ein Nullsummenspiel sein. Die wenigen verfügbaren und hochgerechneten Zahlen deuten nämlich auf Mehreinnahmen von etwa 50 000 Franken hin, die durch die Vergütung der patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, die die Arbeiten durchgeführt haben, wieder absorbiert werden.

3.2 Personelle Folgen

Das revidierte Gesetz kann gewisse personelle Folgen haben. Grundsätzlich können die Mitarbeitenden des Amts für Geoinformation jedoch von einigen Aufgaben von geringer Wertschöpfung befreit werden und sich auf grössere Projekte konzentrieren, die das Angebot und die Qualität der den Bürgerinnen und Bürgern bereitgestellten Geodaten verbessern werden. In den Fachämtern kann eine gewisse Erhöhung des Personalaufwandes entstehen. Dieser lässt sich nur schwer abschätzen, sollte jedoch kaum ins Gewicht fallen.

3.3 Weitere Auswirkungen

Der Entwurf hat keine Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Die Bestimmungen über die Gemeinden, d.h. über die Verteilung der Kosten der amtlichen Vermessung und über die Zuständigkeit für die Benennung von Gemeinden, Ortschaften und Strassen, bringen Klarheit, haben aber keinen Einfluss auf die heutige Praxis.

Der Entwurf hat keine direkten Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass Geodaten es ermöglichen, bestimmte Phänomene zu kartografieren, und daher nützlich sind, wenn Entscheidungen im Zusammenhang mit der Frage der nachhaltigen Entwicklung getroffen werden müssen.

Der Entwurf entspricht der Kantonsverfassung und dem Bundesrecht und ist hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem EU-Recht unproblematisch.

4 Kommentar zu den einzelnen Artikeln

Der Gesetzesentwurf ist in sieben Abschnitte gegliedert:

- > Allgemeine Bestimmungen (Art. 1 und 2)
- > Geodatenbearbeitung (Art. 3-9)
- > Amtliche Vermessung (Art. 10-32)
- > Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (Art. 33-35)
- > Leitungskataster (Art. 36-38)
- > Verfahren und Rechtsmittel (Art. 39)
- > Übergangsbestimmungen (Art. 40-43)

4.1 Allgemeine Bestimmungen (Art. 1 und 2)

Artikel 1

In dieser Bestimmung werden Gegenstand und Zweck des Gesetzes genannt.

In Absatz 1 wird festgestellt, dass der Entwurf ein Ausführungsgesetz zur Bundesgesetzgebung über die Geoinformation ist. Im Bundesrecht sind die «grundlegenden» Bestimmungen verankert, den Kantonen wird jedoch ein gewisser Spielraum bezüglich Organisation und Umsetzung eingeräumt (organisatorische Strukturen und Methoden). Die Vorlage bewegt sich in diesem beschränkten Rahmen. Das Gesetz und seine Ausführungsverordnungen führen soweit nötig und unter Beachtung des Subsidiaritätsprinzips die bundesrechtlichen Bestimmungen weiter aus (zuständige Behörden, Verfahren, technische Normen usw.).

Nach Absatz 2 bezweckt das Gesetz, die Bearbeitung von Geobasisdaten im gesamten Kantonsgebiet sicherzustellen.

Dieser Zweck wird in Absatz 3 konkretisiert. Die Bearbeitung von Geobasisdaten im gesamten Kantonsgebiet setzt die Annahme von Bestimmungen über das Erheben, Nachführen, Verwalten und die Nutzung von Geobasisdaten (Bst. a), die amtliche Vermessung (Bst. b), den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (Bst. c) und den Leitungskataster (Bst. d) voraus.

Wie schon gesagt sind diese vier Bereiche Gegenstand verschiedener Kapitel des Gesetzes. Auf reglementarischer Ebene sind zwei Verordnungen vorgesehen. Die Verordnung über Geoinformation wird Vorschriften über die Bearbeitung der Geobasisdaten, über den ÖREB-Kataster und über den Leitungskataster sowie zwei ergänzende Anhänge mit der Liste der Geobasisdaten enthalten. Die Ausführungsbestimmungen zur amtlichen Vermessung werden in einer separaten Verordnung geregelt, nämlich in der Verordnung über die amtliche Vermessung.

Artikel 2

Artikel 2 definiert den Geltungsbereich des Gesetzes. Das Gesetz gilt für die Geobasisdaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons oder der Gemeinden und für die Geobasisdaten des kantonalen Rechts.

Die Geodaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Bundes und die Geodaten des kommunalen Rechts fallen nicht darunter. Die Gemeinden können jedoch auf freiwilliger Basis die in der kantonalen Gesetzgebung festgelegten Grundsätze anwenden, wenn sie dies für zweckmässig und nützlich erachten.

Der Begriff der Geodaten wird in Artikel 3 Abs. 1 Bst. a GeoIG definiert. Es sind «raumbezogene Daten, die mit einem bestimmten Zeitbezug die Ausdehnung und Eigenschaften bestimmter Räume und Objekte beschreiben, insbesondere deren Lage, Beschaffenheit, Nutzung und Rechtsverhältnisse». Nach Artikel 3 Abs. 1 Bst. c GeoIG sind Geobasisdaten «Geodaten, die auf einem rechtsetzenden Erlass des Bundes, eines Kantons oder einer Gemeinde beruhen». Dazu gehören beispielsweise:

- > für die Geodaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Bundes (mit Angabe der zuständigen Stelle des Bundes) (s. Tabelle unten, Feld I): «Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung» (BAFU), «Antennenkataster der Anlagen der öffentlichen Mobilfunknetze» (BAKOM);
- > für die Geodaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons (mit Angabe der zuständigen Stelle des Kantons [und des Bundes]) (s. Tabelle unten, Feld II): «Kataster der belasteten Standorte» (AfU [BAFU]), «Landwirtschaftliche Kulturflächen» (Gn [BLW]);
- > für die Geodaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit der Gemeinden (mit Angabe der zuständigen Stelle des Kantons [und des Bundes]) (s. Tabelle unten, Feld III): «Kommunale Nutzungsplanung» (BRPA [ARE]), «Kommunale Entwässerungsplanung GEP» (AfU [BAFU]);
- > für die Geodaten des kantonalen Rechts in der Zuständigkeit des Kantons (mit Angabe der zuständigen Stelle) (s. Tabelle unten, Feld IV): «Inventar der Sportanlagen» (SpA), «Forstreviere» (WNA);
- > für die Geodaten des kantonalen Rechts in der Zuständigkeit der Gemeinden (mit Angabe der zuständigen kantonalen Stelle) (s. Tabelle unten, Feld V): «Geodaten der Richtpläne der Einzugsgebiete» (AfU), «Hundeverbotszonen und Zonen mit Leinenzwang» (LSVW);
- > für die Geodaten des kommunalen Rechts (Beispiele für die Gemeinde Freiburg) (s. Tabelle unten, Feld VI): «Zonen mit beschränkter Parkierzeit», «Foodtruck-Standorte».

	Bundesrecht droit fédéral diritto federale drejt federal	Kantonsrecht droit cantonal diritto cantonale drejt kantonal	Gemeinderecht droit communal diritto comunale drejt communal
Zuständigkeit Bund compétence fédérale competenza federale competența federală	I	X	X
Zuständigkeit Kanton compétence cantonale competenza cantonale competența cantonală	II	IV	X
Zuständigkeit Gemeinde compétence communale competenza comunale competența comunală	III	V	VI

4.2 Geodatenbearbeitung (Art. 3-9)

Die Artikel 3-9 des Entwurfs greifen mit formalen Anpassungen die Artikel 1-8 des gegenwärtig geltenden KGeoIG auf. Die neuen Vorschriften enthalten nur eine grundlegende Änderung. Derzeit sind Zugang und Nutzung der Geobasisdaten gebührenpflichtig. Künftig wird dies gemäss Artikel 7 grundsätzlich nicht mehr der Fall sein.

Artikel 3

Im Bundesrecht ist die Bearbeitung der Geobasisdaten im Detail geregelt. Da die Kantone hier keinen Handlungsspielraum haben, genügt der Verweis auf die einschlägigen bundesrechtlichen Vorschriften (s. Erlasse unter SR 510.62 ff.), insbesondere GeoIG und GeoIV.

Artikel 4

Nach Bundesrecht besteht ein Zutrittsrecht zu privaten Grundstücken für die Erfassung und Nachführung von Geobasisdaten des Bundesrechts, insbesondere der Daten der amtlichen Vermessung (Art. 20 GeoIG). Um eine Lücke zu schliessen, wird in Artikel 4 festgelegt, dass Artikel 20 GeoIG für die Erhebung und Nachführung der Geobasisdaten des kantonalen Rechts sinngemäss gilt.

Artikel 5

Die bundesrechtlichen Bestimmungen, insbesondere jene der GeoIV, auf die Artikel 3 verweist, erfordern gewisse technische Ausführungsbestimmungen. Gemäss dem Grundsatz der Normenhierarchie überträgt der Entwurf dem Staatsrat und der Verwaltung die Befugnis, diese Bestimmungen in einem oder mehreren nachrangigen Rechtsakten zu erlassen. Bei der Verabschiedung dieser Bestimmungen werden die Behörden zurückhaltend sein. Insbesondere sollte auf bestimmte Anforderungen verzichtet werden, auch wenn sie absolut gesehen wünschenswert sind, wenn das Kosten-Nutzen-Verhältnis nicht überzeugend ist.

Artikel 6

Wie im Bundesrecht (s. Anhang GeoIV) werden die Geobasisdaten gemäss diesem Gesetz in zwei Katalogen aufgeführt, wobei der erste die Geobasisdaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons oder der Gemeinden beinhaltet und der zweite die Geobasisdaten des kantonalen Rechts.

Es wird Sache des Staatsrats sein, den genauen Inhalt dieser Kataloge zu bestimmen. Der Gesetzesentwurf legt allerdings den Mindestinhalt fest. Die den Daten entsprechenden Rechtsgrundlagen sowie die zuständigen Stellen sind zwingend anzugeben.

Artikel 7

Im Gegensatz zum geltenden Recht sieht Artikel 7 des Entwurfs vor, dass der Zugang zu den Geobasisdaten und deren Nutzung unentgeltlich sind. Die Geodaten sollen tatsächlich nur noch über Geodienste zur Verfügung gestellt werden, was den Staat nicht mehr kostet und keine Gebührenzahlungen rechtfertigt. Nach Artikel 3 Abs. 1 Bst. j GeoIG sind Geodienste vernetzbare Anwendungen, welche die Nutzung von elektronischen Leistungen im Bereich der Geodaten vereinfachen und Geodaten in strukturierter Form zugänglich machen. Sie bieten stets die aktuelle Version der Geodaten an. So erhalten die Benutzerinnen und Benutzer bei jeder Verbindung verlässliche und genaue Geodaten. Die Aktualisierung der Geodaten wird vom Anbieter auf dem Server, der diese bereitstellt, durchgeführt. Der Einsatz von Geodiensten wertet die Kompetenzen der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter auf und entlastet sie von mühsamen Datenabgaben, so dass sie sich auf ihre Hauptaufgaben konzentrieren können.

Open Government Data (offene öffentliche Daten) haben insbesondere folgende Vorteile:

- > Einfacherer Zugang und vermehrte Nutzung von Geobasisdaten;
- > Erfüllung der Erwartungen der Benutzerinnen und Benutzer, Ankurbelung der Wirtschaft durch neue Produkte, Anwendungen und Dienstleistungen;
- > weniger Bürokratie und Ressourceneinsparungen bei der Datenabgabe;
- > Harmonisierung der Verwaltungs- und Verbreitungsgrundsätze innerhalb der kantonalen Verwaltung.

Die grundsätzliche Gebührenbefreiung gilt jedoch nicht für Geodaten, die nicht über einen Geodienst veröffentlicht werden, sondern auf Einzelanfrage der interessierten Personen über einen bestimmten Dienst bereitgestellt werden, wenn eine besondere Bestimmung die Erhebung von Gebühren vorsieht. Dies ist beispielsweise bei den Grundbuchdaten der Fall. Dies gilt auch, wenn die angeforderten Daten in einem Format abgegeben werden müssen, das nicht in den Vorschriften vorgesehen ist. Für die Konvertierung zwischen Datenformaten können Gebühren erhoben werden.

Absatz 3 übernimmt Artikel 5 des geltenden KGeoIG.

Artikel 8

Artikel 8 des Entwurfs ändert nichts an den geltenden Bestimmungen über den Datenaustausch zwischen Behörden. Die bundesrechtlichen Bestimmungen, auf die verwiesen wird, sind die Artikel 37 ff. GeoIV.

Übrigens braucht in Anwendung von Artikel 14 GeoIG und dem Vertrag vom 1. Oktober 2016 zwischen dem Bund und den Kantonen betreffend die Abgeltung und die Modalitäten des Austauschs von Geobasisdaten des Bundesrechts unter Behörden (SR 510.620.3), die sinngemäss gilt (s. Art. 8 Abs. 2), nicht mehr ausdrücklich darauf hingewiesen zu werden, dass der Austausch von Geodaten zwischen Behörden unentgeltlich ist.

Artikel 9

Angesichts der technischen Möglichkeiten ist nicht auszuschliessen, dass die Bearbeitung bestimmter Geodaten im Geoinformationssystem Datenschutzfragen aufwirft. In Anlehnung an die Formulierung des eidgenössischen Gesetzgebers (s. Art. 11 GeoIG) weist Artikel 9 darauf hin, dass in solchen Fällen die Datenschutzbestimmungen gelten.

4.3 Amtliche Vermessung (Art. 10-32)

In diesem Abschnitt sind die besonderen gesetzlichen Bestimmungen für die amtliche Vermessung verankert. Dabei ist zu beachten, dass die allgemeinen Bestimmungen über die Geoinformation (Kapitel 1 und 6 des Gesetzesentwurfs) auch für den Bereich der amtlichen Vermessung gelten, da die Daten der amtlichen Vermessung Geobasisdaten des Bundesrechts in der Zuständigkeit des Kantons sind.

Der speziell der amtlichen Vermessung gewidmete Abschnitt des Entwurfs ist in vier Unterabschnitte unterteilt:

- > Allgemeine Bestimmungen,
- > Von den amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometern ausgefertigte öffentliche Urkunden,
- > Grenzvereinfachungen und -berichtigungen,
- > Finanzierung der amtlichen Vermessung.

Artikel 10

Absatz 1 sieht entsprechend der Systematik des Bundes vor, dass die Bestimmungen über die amtliche Vermessung, die grundsätzlich Verordnungscharakter haben, in einer vom Staatsrat erlassenen Verordnung verankert werden. Anders als das derzeitige AVG, das eine Reihe von Bestimmungen technischer und administrativer Art enthält, beschränkt sich der Entwurf also auf die Bestimmungen, die wirklich rechtlicher Natur sind und aus Gründen der demokratischen Legitimation vom Grossen Rat verabschiedet werden müssen.

Absatz 2 listet die wichtigsten Punkte auf, die auf dem Verordnungsweg geregelt werden müssen, und zwar:

- > Bestimmungen über die Organisation der amtlichen Vermessung,
- > zusätzliche Bestimmungen zum Bundesrecht über den Inhalt der amtlichen Vermessung,
- > Bestimmungen über das anwendbare Verfahren für Hoheitsgrenzänderungen und die Nachführung der Katasterdokumente bei Gemeindezusammenschlüssen sowie die Übernahme der entsprechenden Kosten,
- > Bestimmungen zusätzlich zum Bundesrecht über die Durchführung der amtlichen Vermessung (Ersterhebung, Erneuerung und Nachführung),
- > Ausführungsbestimmungen über die Finanzierung der amtlichen Vermessung.

Artikel 11

Artikel 11 regelt die Befugnisse der Gemeinden im Bereich der amtlichen Vermessung.

Absatz 1 erteilt den Gemeinden die Befugnis, die Namen von Gemeinden (vgl. Art. 7 des Gesetzes vom 25. September 1980 über die Gemeinden; SGF 140.1), Ortschaften und Strassen sowie die Gebäudenummern zu bestimmen.

Die Gemeinden können diese Namen nicht frei bestimmen, sondern müssen sich an die Bestimmungen der GeoNV und insbesondere an die Empfehlungen des Bundesamts für Landestopografie und des Bundesamts für Statistik halten (s. Art. 5 GeoNV).

Nach geltendem Recht (Art. 25a AVG) können das Amt für Vermessung und Geomatik und die Nomenklaturkommission gegen den Entscheid der Gemeinde beim Staatsrat Einsprache erheben. Diese Rechtsmittel werden im Entwurf nicht aufgenommen.

Das Einspracherecht des Amts für Vermessung und Geomatik ist aufzuheben, da swisstopo (Bundesamt für Landestopografie) ein entsprechendes Einspracherecht hat und die Gesetzgebung über die Gemeinden (Art. 7 GG) das geltende Verfahren bestimmt.

Der Entwurf schlägt auch die Aufhebung des Einspracherechts der Nomenklaturkommission gegen Entscheide der Gemeinde vor. Der Vorschlag, dieses Recht aufzuheben, beruht auf Artikel 9 GeoNV, wonach die Nomenklaturkommission Fachstelle des Kantons für die geografischen Namen der amtlichen Vermessung ist. Für die geografischen Namen der amtlichen Vermessung ist das Amt für Geoinformation zuständig (Art. 8 GeoNV). Das Bundesrecht überträgt den Nomenklaturkommissionen jedoch keine Kompetenzen in Bezug auf kommunale Aufgaben (Gemeinde- und Ortsnamen, Strassen- und Gebäudenummern usw.). Ausserdem können die Nomenklaturkommissionen nach besagtem Artikel 9 GeoNV lediglich Empfehlungen abgeben. Die Befugnisse, die den Nomenklaturkommissionen durch das geltende Gesetz eingeräumt werden, gehen über die im Bundesrecht vorgesehenen Befugnisse hinaus. Diese Revision soll genutzt werden, um die kantonale Gesetzgebung an die bundesrechtlichen Vorschriften anzupassen.

Siehe auch Kommentar zu Artikel 16 und 17 weiter unten.

Absatz 2 überträgt dem Staatsrat die Kompetenz, die weiteren Befugnisse der Gemeinden im Bereich amtliche Vermessung zu regeln. Es geht um folgende Bereiche:

- > Hoheitsgrenzänderungsvereinbarung,
- > Grenzmaterialisierung mit besonderen Grenzzeichen,
- > Zusammenführung der Kataster der zusammengeschlossenen Gemeinden und Übernahme der entsprechenden Kosten,
- > Unterstützung der beauftragten Ingenieur-Geometer/innen für das Auflageverfahren (Mitteilung an die Eigentümerinnen und Eigentümer, Auskunft am Schalter, Entgegennahme von Beschwerden und Weiterleitung an die beauftragten Ingenieur-Geometer/innen, ...),
- > Möglichkeit der Gemeinden und Dritter, die Mutation von Bauten und Anlagen in Auftrag zu geben.

Artikel 12-15

In Artikel 12-15 sind die Vorschriften über die Einsetzung, die Zusammensetzung, die Unabhängigkeit, die Aufsicht und die Arbeitsweise der Rekurskommission für die Ersterhebung und die Erneuerung aufgeführt. Die Bestimmungen des Gesetzentwurfs sind materiell eine Synthese der Bestimmungen des geltenden Gesetzes, jedoch mit folgenden Präzisierungen.

Derzeit nennt sich diese Kommission «Rekurskommission für die Ersterhebung». Aus Gründen der Transparenz wird vorgeschlagen, diese Bezeichnung mit dem Zusatz «Erneuerung» zu ergänzen. Aufgrund des Fortschritts der Vermessungsarbeiten im Kanton Freiburg werden die von der Kommission bearbeiteten Fälle mittelfristig hauptsächlich mit Erneuerungswerken verbunden sein.

Im Vergleich zum geltenden Gesetz wird die Mitgliederzahl der Kommission verringert. Gegenwärtig besteht die Kommission nach Artikel 6 Abs. 2 AVG aus sechs Beisitzerinnen und Beisitzern. In der Praxis hat sich gezeigt, dass diese Anzahl von Mitgliedern nicht gerechtfertigt ist. Artikel 12 Abs. 3 des Entwurfs sieht nur noch vier Beisitzerinnen und Beisitzer vor.

Das geltende Gesetz legt nicht fest, wie die Sekretärin oder der Sekretär der Kommission und die Stellvertreterin oder der Stellvertreter zu ernennen sind. Der Entwurf schliesst diese Lücke und verleiht der Finanzdirektion die Zuständigkeit, diese Personen zu bestimmen. Die Ernennung ist für eine Amtsperiode von fünf Jahren vorgesehen. Ohne anderslautende Bestimmung im Gesetz ist sie erneuerbar.

Die Bestimmungen über das Verfahren und die Rechtsmittel sind ebenfalls vereinfacht worden (s. Artikel 39 des Entwurfs mit entsprechendem Kommentar).

Artikel 16 und 17

Artikel 16 und 17 enthalten Bestimmungen über die Nomenklaturkommissionen. Sie greifen die Grundsätze des geltenden Rechts auf, allerdings mit den folgenden Änderungen.

Artikel 16 Abs. 2: Die Zusammensetzung der Nomenklaturkommissionen wird vereinfacht: vier Mitglieder statt drei Mitglieder und zwei Ersatzmitglieder.

Artikel 17: Die Bestimmungen über die Befugnisse dieser Kommissionen werden ebenfalls vereinfacht und mit dem Bundesrecht in Übereinstimmung gebracht. Diesbezüglich ist auch darauf hinzuweisen, dass es nach Artikel 9 Abs. 3 GeoNV Aufgabe der Nomenklaturkommissionen ist, die geografischen Namen der amtlichen Vermessung beim Erheben und Nachführen auf ihre sprachliche Richtigkeit und Übereinstimmung mit den vom Bundesamt für Landestopografie erlassenen Vollzugsregelungen zu überprüfen und ihren Befund und ihre Empfehlungen der zuständigen Stelle mitzuteilen.

Die Befugnisse der Nomenklaturkommissionen sind damit nach Bundesrecht auf die Abgabe von Empfehlungen beschränkt. Ausserdem ist ihr Zuständigkeitsbereich jener der «geografischen Namen der amtlichen Vermessung». Dieser Begriff deckt ganz besondere Elemente der amtlichen Vermessung ab, die ausschliesslich in die Zuständigkeit des Amtes für Geoinformation fallen und sich von den Elementen in der Zuständigkeit der Gemeinden unterscheiden (s. Art. 3 GeoNV). Aus einer strengen Auslegung des Bundesrechts ergibt sich, dass die Empfehlungen der Nomenklaturkommissionen nicht an die Gemeinden, sondern nur ans Amt für Geoinformation gerichtet sind.

Die Gesetzgebung über die Gemeinden verleiht den Nomenklaturkommissionen gewisse Rechte, die nicht in diesen Entwurf aufgenommen worden sind (s. Art. 7 GG und Art. 11ff. der Verordnung vom 24. November 2015 über die Namen der Gemeinden und deren Zugehörigkeit zu den Verwaltungsbezirken [SGF 112.51]).

Im Einklang mit dem Bundesrecht schafft der Entwurf Klarheit: Er hebt die Entscheidungs- und Beschwerdebefugnis der Nomenklaturkommissionen auf und beschränkt ihren Zuständigkeitsbereich auf die «geografischen Namen der amtlichen Vermessung», das heisst die Namen der topografischen Objekte, die in den Informationsebenen Nomenklatur (Flurnamen, Ortsnamen und Geländenamen), Bodenbedeckung und Einzelobjekte verwendet werden (s. Art. 3 Bst. b GeoNV).

Siehe auch Kommentar zu Artikel 11 weiter oben.

Artikel 18-27

In den Artikeln 18-27 sind die Voraussetzungen festgeschrieben, unter denen die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer öffentliche Urkunden ausfertigen können. Dieses Befugnis für die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer besteht schon jetzt nach geltendem Recht (s. Art. 32 ff. AVG). Der Entwurf restrukturiert die entsprechenden Bestimmungen, ohne materielle Änderungen.

Nach Artikel 18 sind nur amtliche Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, also die Ingenieur-Geometerinnen und -Geometer mit einem vom Staatsrat ausgestellten kantonalen Patent zur Ausfertigung öffentlicher Urkunden befugt.

Artikel 19 Abs. 1 und 2 beschränkt die Befugnis der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer für die Ausfertigung solcher Urkunden auf die von der Spezialgesetzgebung vorgesehen Fälle (s. Art. 108 des Mobilitätsgesetzes vom 5. November 2021 [MobG; ASF 2021_147] und Art. 32 des Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 [GewG; SGF 812.1], Art. 106 des Raumplanungs- und Baugesetzes vom 2. Dezember 2008 [(RPBG; SGF 710.1] und Art. 149 des Gesetz vom 30. Mai 1990 über die Bodenverbesserungen [BVG; SGF 917.1]) und auf die folgenden drei Fälle:

- > Eigentumsübertragungen von geringer Bedeutung,
- > Errichtung und Änderung gewisser Dienstbarkeiten und
- > Beglaubigung von Unterschriften

Die ersten beiden Begriffe werden in den Artikeln 20 f. des Entwurfs präzisiert. Die Beglaubigung der Unterschriften ist Gegenstand von Artikel 27 des Entwurfs.

Artikel 20 definiert die Eigentumsübertragungen von geringer Bedeutung. Er entspricht Artikel 33 AVG, allerdings ohne den Begriff «Grenzberichtigung». Dieser Begriff impliziert, dass die Zuständigkeit der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer auf Fälle beschränkt werden sollte, in denen die Grenzen nicht konform sind, was nicht Sinn und Zweck von Artikel 20 ist. Die Voraussetzungen dafür müssen kumulativ oder alternativ erfüllt sein. Möglich ist dies bei nicht korrekten örtlichen Verhältnissen, die eine Anpassung erfordern, oder im Hinblick auf ein Projekt. Im Übrigen ist zu beachten, dass im Vergleich zum geltenden Recht die Grenzwerte aktualisiert wurden: Um als von geringer Bedeutung zu gelten, darf der Gesamtwert der ausgetauschten Flächen bei der Eigentumsübertragung 40'000 Franken nicht übersteigen, und allfällige Ausgleichszahlungen oder der Verkaufspreis müssen unter 20'000 Franken liegen (nach geltendem Recht liegen die massgeblichen Beträge bei 26'000 Fr. bzw. 13'000 Fr.).

Artikel 21 greift Artikel 33a AVG auf. Er nennt die Fälle, in denen die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer Dienstbarkeiten errichten oder ändern können.

Die Befugnis der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer zur öffentlichen Beurkundung, die sich in der Praxis bewährt hat, bleibt marginal.

So machen Eigentumsübertragungen von geringer Bedeutung, die von den amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometern in der ordentlichen Form ausgefertigt werden, 5,5 % der Grundstücksurkunden der letzten sechs Jahre aus, was einem Jahresdurchschnitt von 38 Urkunden von 695 entspricht. In den letzten zwei Jahren ist eine leicht steigende Tendenz festzustellen.

Die Zahlen zu den gemäss Spezialgesetzgebung ausgefertigten Urkunden, unabhängig ob von geringer Bedeutung, sind folgende: Grundstücksurkunden gemäss Artikel 41bis StrG (ersetzt durch Art. 108 MobG) und Artikel 32 GewG machen 12,2 % der Grundstücksurkunden der letzten sechs Jahre aus, was einem Jahresdurchschnitt von 84 dieser 695 Urkunden entspricht. Die Zahl der gemäss den Artikeln 147 BVG und 106 RPBG ausgefertigten Urkunden ist vernachlässigbar.

Artikel 22 nennt die Grundsätze, nach denen die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer bei der Ausfertigung von öffentlichen Urkunden vorgehen müssen. Nach geltendem Recht wird zwischen Ausfertigung in der ordentlichen und in der vereinfachten Form unterschieden. Nach Artikel 34 Abs. 2 AVG kann die öffentliche Urkunde in vereinfachter Form ausgefertigt werden, wenn sie im Rahmen der neuen Parzellarvermessung erstellt wird. In der Praxis ist die Unterscheidung zwischen ordentlicher und vereinfachter Form nur für Eigentumsübertragungen relevant. Ausserdem kommt die vereinfachte Form nur bei Ersterhebungen zur Anwendung. Artikel 22 Abs. 2 des Entwurfs beschränkt daher den Anwendungsbereich der vereinfachten Form auf die Fälle von Eigentumsübertragungen bei Ersterhebungen. Aus Gründen der Rechtssicherheit ist die vereinfachte Form im Kontext der Erneuerungen der amtlichen Vermessung faktisch ausgeschlossen.

Die folgenden Artikel befassen sich mit den Verfahrensvorschriften in den verschiedenen jeweiligen Sachverhalten. Sie führen zu keinen materiellen Änderungen gegenüber den geltenden Bestimmungen und der derzeitigen Praxis und werden deshalb nicht kommentiert. Es wird lediglich darauf hingewiesen, dass in Artikel 23 Abs. 5, 24 Abs. 3 und 25 Abs. 2 um Fehlinterpretationen auszuschliessen zu didaktischen Zwecken daran erinnert wird, dass sich die

Parteien bei der Unterzeichnung der öffentlichen Urkunde vertreten lassen können. Nach Artikel 23 Abs. 6 können die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer ein beurkundetes Grenzmutationsverbal beim Grundbuch anmelden, ohne die schriftliche Zustimmung der Inhaberinnen und Inhaber der Grundpfandrechte einholen zu müssen, das heisst die Pfandentlassungen blauer Nummern, eine Aufgabe, die nach Artikel 26 Abs. 2 des Entwurfs dem Grundbuchamt zufällt.

Zu erwähnen ist auch die Einfügung eines neuen Artikels, der die Befugnisse der amtlichen Ingenieur-Geometer/innen zur Ausfertigung öffentlicher Urkunden erweitert. Artikel 27 überträgt ihnen die Befugnis zur Beglaubigung der Unterschriften auf den Zustimmungen in Zusammenhang mit den von ihnen ausgefertigten Grenzmutationsverbalen sowie auf den diesen Verbalen beigefügten Vollmachten. Bei der Vornahme dieser Handlungen müssen die amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer den Anforderungen genügen, die an Notarinnen und Notare für die gleiche Art von Handlungen gestellt werden.

Artikel 28

Einleitende Bemerkung

Artikel 28 KGeoIG-Entwurf verleiht den patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometern, denen der Zuschlag für die Arbeiten erteilt wurde (die beauftragten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer), die Befugnis, Grenzvereinfachungen und Grenzberichtigungen vorzunehmen. Diese Befugnis gründet auf dem öffentlichen Recht, insbesondere auf Artikel 14 VAV (in der vom Bundesrat am 23. August 2023 verabschiedeten Fassung), wonach laut Absatz 2 Folgendes gilt: «Bei der Ersterhebung, Erneuerung oder laufenden Nachführung ist ein einfacher Grenzverlauf anzustreben. Bestehende Grenzlinien sind nach Möglichkeit zu bereinigen». Diese Befugnis ist klar von der Befugnis der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer nach Artikel 18 ff. des KGeoIG-Entwurfs zu unterscheiden, gewisse Urkunden amtlich zu beglaubigen (auf Privatrecht gründende Befugnis).

Kommentar zu Artikel 28

Artikel 28 KGeoIG präzisiert die Anwendung von Artikel 14 VAV. Dies beruht auf dem Interesse der Fachleute und der Öffentlichkeit an einem aktuellen und genauen Kataster. Diese Bestimmung gilt für minimale Korrekturen, die ohne ein Eingreifen der beauftragten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer von Amtes wegen aufgrund des mangelnden Interesses der aktuellen Eigentümerinnen und Eigentümer an ihrer Finanzierung nicht vorgenommen würden. Ohne dieses Eingreifen vom Amtes wegen wäre der Kataster lückenhaft oder fehlerhaft.

Zur Harmonisierung der Terminologie der kantonalen Gesetzgebung mit der im Bundesrecht verwendeten Terminologie wird der Begriff «Grenzverbesserung» nun durch den Begriff «Grenzvereinfachung» ersetzt. Der Begriff «Grenzberichtigungen» wird durch den Begriff «Grenzberichtigungen» ersetzt.

Die Grenzvereinfachungen und -berichtigungen werden ohne besondere Form vorgenommen, ausser den sich aus der öffentlichen Auflage ergebenden formalen Anforderungen. Es werden keine Vereinbarungen von den Eigentümerinnen und Eigentümern der betroffenen Grundstücke unterzeichnet; es werden keine öffentlichen Urkunden beurkundet. Die Information der Eigentümerinnen und Eigentümer erfolgt über die öffentliche Auflage des amtlichen Vermessungswerks. Unter diesen Umständen ist es wichtig, dass der Gesetzgeber die Bedingungen, unter denen diese Art von Transaktion durchgeführt werden kann, genau definiert. Absatz 1 von Artikel 28 des Entwurfs zählt die Fälle, in denen beauftragte Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer befugt sind, Grenzvereinfachungen und Grenzberichtigungen vorzunehmen, abschliessend auf. Es handelt sich um folgende Fälle: 1° Grenzvereinfachungen und -berichtigungen betreffen Landabschnitte mit einer Fläche von weniger oder gleich 10 m² in der Beitragszone I und 200 m² in den Beitragszonen II und III, und 2° technische Sachzwänge erfordern es, und 3° es sind angrenzende Grundstücke derselben Eigentümerin oder desselben Eigentümers zu vereinen.

Was die Zusammenlegung angrenzender Grundstücke derselben Eigentümerin oder desselben Eigentümers betrifft, so darf diese keine Nachteile für die Eigentümerin oder den Eigentümer haben. So sind insbesondere Fälle ausgeschlossen, in denen die Zusammenlegung zu einer höheren Belastung eines dienenden Grundstücks führen würde, zu einer höheren Belastung aufgrund des Bestehens eines Pfandrechts oder bestimmte Fälle, die mit der Unterstellung von Grundstücken unter die Gesetzgebung über das bürgerliche Bodenrecht zusammenhängen.

Es sei nochmals klargestellt, dass nach bestehender Praxis die Befugnis, von Amts wegen einzugreifen, den beauftragten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometern für Ersterhebungs- sowie Erneuerungsarbeiten eingeräumt wird.

Auf Artikel 28 wird in der kantonalen Verordnung über die amtliche Vermessung detaillierter eingegangen.

Artikel 29-32

In den Artikeln 29-32 sind die für die Finanzierung der amtlichen Vermessung geltenden Gesetzesbestimmungen aufgeführt. Sie führen verstreute Bestimmungen des AVG zusammen, insbesondere die Artikel 56, 72 ff., 85a, 87 f., 90 f., 103 AVG.

In den Artikeln 29-32 sind die Frage der geltenden Tarife (delegiert an den Staatsrat), die Frage, wer Schuldner/in der verschiedenen Arten von Kosten ist, und die Vorschriften für die Erhebung dieser Kosten geregelt.

Artikel 29

Artikel 29 überträgt dem Staatsrat die Befugnis, die folgenden Tarife zu beschliessen (Abs. 1) :

- > die Honorarordnung der patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer für die Verrechnung von Leistungen in der Nachführung der amtlichen Vermessung,
- > den Kostentarif für die Mutation von baubewilligungspflichtigen Bauten und Anlagen,
- > den Tarif der Gebühren für die Kontrolle der Grenzmutationsverbale und für die Datenaufbewahrung.

Diese Kompetenzdelegation wird in Bezug auf die Kosten für die Mutation der Bauten und Anlagen durch Vorschriften ergänzt, die den Rahmen vorgeben, der in den Ausführungsbestimmungen einzuhalten ist. Diese Vorschriften entsprechen denen des geltenden Gesetzes (Art. 87 AVG).

Artikel 30

Artikel 30 regelt die Aufteilung der Kosten aus den Vermessungswerken der Ersterhebung zwischen Staat, Gemeinden und Eigentümerinnen und Eigentümern. Die vorgesehenen Aufteilungsmodalitäten entsprechen denen des geltenden Gesetzes (Art. 72 ff. AVG): gleichmässige Aufteilung der Kosten auf den Staat, die Gemeinden und die Eigentümerinnen und Eigentümer, nach Abzug des vom Bund gezahlten Beitrags (Abs. 1) und vorbehaltlich der von jedem Gemeinwesen getragenen Verwaltungskosten (Abs. 4) und gewisser besonderer Kosten zulasten der Gemeinden (Abs. 2 und 3).

Absatz 4 ist ebenfalls aus dem geltenden Gesetz übernommen worden (s. Art. 72 Abs. 4 AVG). Er bezieht sich auf die Fälle, in denen die finanzielle Beteiligung der Eigentümerinnen und Eigentümer gering ist und die Gemeinde es vorzieht, diese Beteiligung zu übernehmen, anstatt Inkassokosten aufzuwenden. Der Staat kann dann das Gleiche tun, ist aber nicht dazu verpflichtet.

Im Entwurf ist keine finanzielle Beteiligung der Berechtigten der als Grundstücke aufgenommenen Dienstbarkeiten mehr vorgesehen (vgl. Art. 72 Abs. 2 Bst. c AVG). Auf diese Beteiligungen wird verzichtet, da diese im Vergleich zur Anzahl der Grundstücke nur einen marginalen Anteil ausmachen und häufig mit den Grundstücksgrenzen übereinstimmen.

Die Kostenaufteilung zwischen den Eigentümerinnen und Eigentümern, die aktuell Gegenstand von Artikel 73 AVG ist, soll künftig in der Verordnung über die amtliche Vermessung geregelt werden. Dies gilt auch für die Bestimmungen über die Rechnungstellung. Artikel 75 AVG über den Forderungsbezug wird in Artikel 32 des Entwurfs aufgegriffen.

Artikel 31

Artikel 31 regelt die Übernahme der übrigen Kosten der amtlichen Vermessung.

Wie nach geltendem Recht (Art. 91 Abs. 2 und 103 Abs. 2 AVG) wird im Entwurf bestimmt, dass die Kosten für Erneuerung und periodische Nachführung vom Staat übernommen werden (Abs. 1). Nach Artikel 104 AVG finanzieren die Gemeinden die von ihnen beschlossenen Erneuerungen. Die Gemeinden werden das in Zukunft nicht mehr können, weshalb keine Ausnahme von der grundsätzlichen Kostenübernahme durch den Staat mehr vorgesehen werden muss. Die Anmerkung in diesen beiden Bestimmungen des Gesetzes über die amtliche Vermessung, wonach

diese Kosten «nach Abzug eines allfälligen Bundesbeitrags» übernommen werden, wird im Entwurf nicht übernommen, da die Bundesbeiträge dem Staat nach Massgabe der Arbeitsfortschritte und des Inhalts der Programmvereinbarung der amtlichen Vermessung ausgerichtet werden. Der Staat übernimmt allein die Kosten der beauftragten Ingenieur-Geometerin oder des beauftragten Ingenieur-Geometers gemäss dem zwischen den Parteien abgeschlossenen Vertrag.

Absatz 2 regelt die Übernahme der Kosten für die laufende Nachführung und der aus der Mutation der Bauten und Anlagen entstehenden Kosten.

Was die Kosten der laufenden Nachführung betrifft, so greift Artikel 31 Abs. 2 des Entwurfs den Grundsatz von Artikel 40a Abs. 1 und 2 AVR auf und überträgt die Kosten der von der patentierten Ingenieur-Geometerin oder vom patentierten Ingenieur-Geometer im Grenzmutationsverbal bezeichneten Person.

Die Kosten, die sich aus der Mutation der Bauten und Anlagen ergeben, werden ihrerseits der Grundeigentümerin oder dem Grundeigentümer zum Zeitpunkt der Erteilung der Baubewilligung belastet. Letztere Bestimmung enthält eine Neuerung gegenüber dem geltenden Recht, das vorschreibt, dass das Amt die Kostenrechnung den Gebäudeeigentümerinnen und -eigentümern zustellt (s. Art. 88 Abs. 1 AVG). Diese neue Formulierung ergibt sich aus einer Änderung im Verfahren: Künftig wird das Amt für Geoinformation die Mutation von Bauten und Anlagen bei der Erteilung der Baubewilligung in Rechnung stellen und nicht mehr beim Erhalt des Übereinstimmungsnachweises (vgl. Art. 86 AVG). Diese Verfahrensänderung ist mit Blick auf Artikel 23 VAV erforderlich, wonach die Bestandteile der amtlichen Vermessung innerhalb von sechs Monaten nach Eintreten einer Veränderung nachgeführt werden müssen.

Absatz 3 enthält eine Ausnahme zu Absatz 2, die schon im geltenden Recht vorgesehen ist (s. 88 Abs. 2 und 91 Abs. 3 AVG). Wenn sich bei einer Erneuerung oder periodischen Nachführung herausstellt, dass die Mutation gewisser Elemente, die nach Erteilung einer Baubewilligung hätten aufgenommen werden sollen, nicht erfolgt ist, so werden die Kosten zulasten der Gemeinde in Rechnung gestellt.

In Absatz 4 werden die Kompetenzen und Verantwortlichkeiten aller Beteiligten der amtlichen Vermessung neu ausgerichtet, indem auch vorgeschrieben wird, dass die Gemeinde die Kosten für die Wiederherstellung der Fixpunkte der Kategorie 3, für die sie zuständig ist, übernimmt, wenn diese beschädigt sind, verschoben wurden oder verschwunden sind (vgl. Art. 56 AVG). Die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer, die oder der die Arbeiten ausführt, soll die Gemeinde vorab darüber informieren, um ungelegene Einsprüche nach Abschluss der Arbeiten zu vermeiden.

In beiden Fällen (Abs. 3 und 4) kann sich die Gemeinde die entstandenen Kosten von den betroffenen Eigentümerinnen und Eigentümern zurückerstatten lassen.

Absatz 5 berechtigt schliesslich die patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, für die ihnen erteilten Aufträge im Rahmen der laufenden Nachführung einen Kostenvorschuss einzufordern. Es geht hauptsächlich um die Gewährleistung der Wiederherstellung von Grenzpunkten, deren Materialisierung sich aufgrund einer Projektmutation oder einer Büromutation verzögert hat. Gleichzeitig sollen mit dieser Bestimmung auch der administrative Aufwand der patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer verringert und die Transparenz gegenüber der Person, die die Kosten übernimmt, erhöht werden. Dies verhindert auch, dass eine nachfolgende Käuferin oder ein nachfolgender Käufer eine Honorarrechnung für Arbeiten erhält, die sie oder er nicht selbst in Auftrag gegeben hat.

Artikel 32

Was den Forderungsbezug betrifft, enthält Artikel 32 lediglich die gesetzlichen Bestimmungen: die Erhebung von Verzugszinsen bei Zahlungsverzug und das Bestehen eines gesetzlichen Grundpfandrechts für Forderungen aus der amtlichen Vermessung. Diese Bestimmungen sind aus dem AVG übernommen worden (Art. 75 sowie Verweis von Art. 88).

4.4 Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (Artikel 33-35)

Die Artikel 33-35 regeln den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREB-Kataster). Sie greifen die Artikel 9-12 des Gesetzes vom 8. November 2012 über Geoinformation (SGF 214.7.1) auf.

Artikel 33 führt den ÖREB-Kataster ein. Die notwendigen Detailbestimmungen werden Gegenstand der kantonalen Ausführungsreglementierung sein, in der auch dem Amt für Geoinformation die Zuständigkeit für die Führung des ÖREB-Katasters erteilt werden wird.

Nach Artikel 34 bestimmt sich der Inhalt des ÖREB-Katasters nach der Bundesgesetzgebung (s. Art. 16 ff GeoIG und Bestimmungen der eidgenössischen Verordnung vom 2. September 2009 über den Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen [ÖREBKV, SR 510.622.4]). Der Staatsrat kann bestimmen, welche weiteren Geodaten in den ÖREB-Kataster aufgenommen werden sollen. Dabei kann es sich namentlich um Geodaten des kantonalen Rechts handeln, wie etwa die Projektierungszonen der Kantonsstrassen.

Artikel 35 führt eine wichtige Neuerung gegenüber dem geltenden Recht ein. Er macht sich die Möglichkeit nach Artikel 2 Abs. 3 ÖREBKV zunutze, wonach der ÖREB-Kataster «von den Kantonen als amtliches Publikationsorgan im Bereich der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen verwendet werden» kann. Der Entwurf will das System für die Veröffentlichung der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen, die derzeit im Gang sind, nicht revolutionieren, aber mit dem ÖREB-Kataster voranschreiten und die Möglichkeiten für mehr Transparenz ausschöpfen.

Bei der Nutzung des ÖREB-Katasters als amtliches Publikationsorgan ist zwischen zwei Phasen zu unterscheiden, und zwar der Phase des Auflageverfahrens und der Phase des Inkrafttretens (oder der Aufhebung) der Beschränkungen.

Nach Artikel 35 Abs. 1 des Entwurfs erfolgt bei der Auflage die Veröffentlichung nach den Bestimmungen der Spezialgesetzgebung. Der Entwurf präzisiert, dass das amtliche Publikationsorgan (im Prinzip das Amtsblatt des Kantons Freiburg) auf den ÖREB-Kataster verweist, wenn diese Spezialgesetzgebung es vorsieht. Die veröffentlichten Informationen, das heisst die Geodaten und die entsprechenden rechtlichen Bestimmungen (Rechtsgrundlagen und Verwaltungsentscheide) können dann im ÖREB-Kataster abgerufen und nicht mehr bei den Gemeinden und Oberämtern eingesehen werden. Wie nach der im Bereich amtliche Vermessung gängigen Praxis sollen die von den geplanten Beschränkungen betroffenen Gemeinden und Oberämter in ihren Räumlichkeiten die für die Einsichtnahme notwendigen Hilfsmittel zur Verfügung stellen. Damit sollen auch die Personen, die über keinen Internetanschluss verfügen, die Möglichkeit erhalten, trotzdem von den aufgelegten Dokumenten Kenntnis zu nehmen.

Sobald die öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen in Kraft gesetzt sind, werden die geltenden Beschränkungen im ÖREB-Kataster veröffentlicht (Abs. 2), während die aufgehobenen Beschränkungen aus dem Kataster entfernt werden.

Dieses Vorgehen hat einige Vorteile:

- > es bietet einen erleichterten Zugang zu amtlichen Veröffentlichungen über öffentlich-rechtliche Eigentumsbeschränkungen, überall und an jedem Ort, zu jeder Zeit, frei und sicher;
- > es liefert umfassende Informationen über bestehende öffentlich-rechtliche Eigentumsbeschränkungen sowie über geplante oder laufende Änderungen dieser Beschränkungen; es informiert über allfällige Vorveröffentlichungen sowie über Veröffentlichungen, die eine öffentliche Auflage, mit oder ohne Vorwirkungen, das Inkrafttreten oder die Aufhebung betreffen;
- > indem sichergestellt wird, dass die digitalen Daten des ÖREB-Katasters verbindlich sind, wird zur Verbesserung der Datenqualität (Genauigkeit, Aktualität usw.) beigetragen, und es werden neue Möglichkeiten für die computergestützte Informationsverarbeitung eröffnet.

Die Möglichkeit nach Artikel 35, den ÖREB-Kataster als amtliches Publikationsorgan zu nutzen, wird umgesetzt mit dem Änderungsentwurf von Artikel 89 des Mobilitätsgesetzes vom 5. November 2021 (SGF 780.1) und den Artikeln 18 und 20 des kantonalen Gewässergesetzes vom 18. Dezember 2009 (SGF 812.1), siehe Gesetzesentwurf,

Unterkapitel II, Ziffern 7 und 8. Weiter soll auch im Reglement vom 11. Dezember 2001 über den Wald und den Schutz vor Naturereignissen (SGF 921.11) die Publikation der öffentlichen Auflage der Waldgrenzen im ÖREB-Kataster vorgesehen werden.

4.5 Leitungskataster (Art. 36-38)

Artikel 36-38 bilden die für die Einführung des Leitungskatasters notwendige Rechtsgrundlage. Ein solcher Kataster dokumentiert die unterirdischen Infrastrukturen verschiedener Werke (namentlich Trinkwasser, Abwasser, Strom, Gas, Fernwärme für Installationen mit einer Leistung von über 300 kW, Kommunikation und Bewässerung). Im Wissen darum, dass der Untergrund stark beansprucht ist und dies in Zukunft immer stärker sein wird, muss unbedingt ein Überblick über die bestehende Situation geschaffen werden, um ihn koordiniert nutzen zu können und möglichen Konflikten zuvorzukommen oder sie zu lösen. Die Bundesbehörden arbeiten derzeit an der Leitungskataster-Thematik. Demnächst dürften eidgenössische Gesetzesbestimmungen in die Vernehmlassung geschickt werden. In Erwartung einer eidgenössischen Rechtsgrundlage ermöglichen die kantonalen Bestimmungen der Geoinformationsgesetzgebung wie in einigen anderen Kantonen den Aufbau des Leitungskatasters.

So begründet Artikel 36 den Leitungskataster und definiert den allgemeinen Inhalt (Lage der ober- und unterirdischen Leitungen und entsprechenden Anlagen).

Er überträgt den Werkeigentümerinnen und Werkeigentümern die Verantwortung für die Erhebung, Nachführung und Verwaltung ihrer Geodaten und beauftragt sie mit der Weitergabe dieser Daten an die für die verschiedenen Leitungsarten zuständigen entsprechenden kantonalen Stellen. Für die verschiedenen betroffenen Bereiche sind dies aktuell das Amt für Umwelt für Trinkwasser und Abwasser, das Amt für Energie für Strom, Gas und Fernwärme, das Amt für Geoinformation für die Kommunikation (Telefonie, Glasfaser, Internet, Kabel usw.) sowie Grangeneuve für die Bewässerung. Die entsprechenden Kosten werden von den betroffenen Werkeigentümerinnen und Werkeigentümern übernommen. Die Datenübertragung an die kantonalen Stellen erfolgt idealerweise über standardisierte Geodienste, um den Arbeitsaufwand und die Kosten zu verringern.

Nach Artikel 37 sind die Eigentümerinnen und Eigentümer der an die Leitungen angeschlossenen Grundstücke und an der Verlegung der Leitungen Beteiligten zur Zusammenarbeit mit den Werkeigentümerinnen und Werkeigentümern verpflichtet.

Im Sinne des Bestrebens des Kantons, einen Leitungskataster einzuführen, der für alle Interessierten möglichst einfach zugänglich ist, bestimmt Artikel 38, dass der Leitungskataster soweit möglich öffentlich ist, und Zugangsbeschränkungen nur zur Anwendung kommen, wenn es die Spezialgesetzgebung erfordert (s Art. 58 Abs. 2 des Bundesgesetzes vom 24. Januar 1991 über den Schutz der Gewässer [SR 814.20], für Wasserversorgungsanlagen, wenn Interessen der Landesverteidigung die Geheimhaltung erfordern). In Abweichung von der Zugangsbeschränkung nach Absatz 1, bestimmt Absatz 2, dass die Organe, die zum Leitungskataster beitragen, uneingeschränkter Zugang dazu haben.

Da die Einrichtung und der Betrieb des Leitungskatasters in der Zuständigkeit des Kantons liegen, fällt die öffentliche Bereitstellung der Daten, aus denen er besteht, ausschliesslich in den Zuständigkeitsbereich des Staates, der die Kosten für die technischen Massnahmen, die sich aus der Öffentlichkeit des Registers ergeben, übernimmt. Den verschiedenen Werkeigentümerinnen und Werkeigentümern der inventarisierten Leitungen wird keine diesbezügliche Pflicht auferlegt.

Die Ausführungsbestimmungen sind in der Verordnung über Geoinformation verankert.

4.6 Verfahren und Rechtsmittel (Art. 39)

Artikel 39 regelt das Verfahren und die Rechtsmittel.

Im Gegensatz zum geltenden Recht, das in Verfahrensfragen äusserst deskriptiv ist (Art. 62 ff. AVG) und in mehreren Punkten vom Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG) abweicht, verweist der Entwurf lediglich auf die allgemeinen Bestimmungen des VRG.

Vorbehalten bleiben jedoch:

- > die Bestimmungen über die Einsprachemöglichkeit nach Abschluss der öffentlichen Auflageverfahren bei Ersterhebungen und Erneuerungen (S. Art. 28 VAV), und
- > die Sonderregeln für das Verfahren vor der Kommission für die Ersterhebung und die Erneuerung; diese Regeln sind jedoch nicht von grundlegender Bedeutung: Sie erweitern nur das Recht, in das Verfahren einzugreifen, auf Personen, deren Interessen denen der Beschwerdeführenden entgegenstehen. Sie sehen ausserdem vor, dass die Kommission die von ihr getroffenen Entscheide dem Amt für Geoinformation mitteilt.

4.7 Übergangsbestimmungen (Art. 40-43)

Die Artikel 40 und 41 sehen die Fälle vor, in denen die altrechtlichen Bestimmungen über die Mutation von Bauten und über die Grenzmutationsverbale nach Inkrafttreten der neuen Bestimmungen anwendbar bleiben.

Artikel 42 bestimmt, dass die Einsetzung des ÖREB-Katasters als amtliches Publikationsorgan schrittweise erfolgen soll. Diese Präzisierung folgt aus Artikel 35 des Entwurfs, der für die Publikationsmodalitäten auf die Spezialgesetzgebung verweist. Der ÖREB-Kataster wird nur dann amtliches Publikationsorgan sein, wenn die Spezialgesetze, die die verschiedenen Beschränkungen regeln, es vorschreiben, und zwar individuell für jede betroffene Beschränkung.

Ausserdem wird mit der etappenweisen Inkraftsetzung auch operationellen Aspekten der Inbetriebnahme des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen Rechnung getragen. Die Arbeiten zur Entwicklung und Einrichtung des Publikationsinstruments werden einige Zeit in Anspruch nehmen. Der ÖREB-Kataster wird schrittweise entsprechend den Möglichkeiten der verfügbaren Informatik- und Budgetmittel als amtliches Publikationsorgan implementiert. Beim gegenwärtigen Stand der Arbeiten lässt sich nicht ausschliessen, dass gewisse Eigentumsbeschränkungen mittels provisorischer Lösungen publiziert werden müssen. Der Begriff der «provisorischen Lösung» könnte auch so verstanden werden, dass bei Bedarf das eine oder andere öffentliche Auflageverfahren nach den Bestimmungen durchgeführt werden kann, die derzeit für sämtliche betroffenen öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen gelten.

Artikel 43 schreibt vor, dass der Leitungskataster innerhalb von drei Jahren ab Inkrafttreten des neuen Gesetzes über Geoinformation eingeführt werden muss. Von dieser Bestimmung sind alle Organe betroffen, die über Daten verfügen, die in diesem Kataster aufgeführt sein müssen, das heisst die Werkeigentümerinnen und Werkeigentümer, die Gemeinden und die zuständigen staatlichen Stellen sowie das mit der Katasterführung beauftragte Amt, also das Amt für Geoinformation.

5 Punktuelle Änderungen anderer Gesetze

—

5.1 Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG;SGF 150.1)

Die vorgeschlagene Änderung hat keine Rechtswirkung. Sie besteht lediglich in einer Anpassung der Bezeichnung der Rekurskommission für die Ersterhebung an die neue Bezeichnung (Kommission für die Ersterhebung und der Erneuerung).

5.2 Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch (EGZGB;SGF 210.1):

Derzeit sind die dauernden Bodenverschiebungen nach Artikel 31 EGZGB geregelt, ergänzt durch Artikel 16 AVG. Die erste dieser Bestimmungen kommt zur Anwendung, wenn die Bestimmung des Perimeters der betroffenen Grundstücke auf Antrag der Eigentümer/innen erfolgt, die zweite, wenn der Perimeter vom Staat von Amtes wegen festgelegt wird. Diese Aufspaltung der Bestimmungen auf zwei Erlasse ist nicht gerechtfertigt. Die Bestimmungen über diese Grundstücke sollten im Einführungsgesetz zum Schweizerischen Zivilgesetzbuch verankert werden, da sie sich auf Artikel 660a ZGB beziehen.

Es wird vorgeschlagen, in einem neuen Artikel 30a EGZGB die Bestimmungen von Artikel 16 AVG einzufügen und Artikel 31 Abs. 4 EGZGB aufzuheben, der auf Artikel 16 AVG verweist.

5.3 Gesetz über das Grundbuch (GBG; SGF 214.5.1)

Die Änderungen sind terminologischer Art (Beifügen der Wortergänzung «Ingenieur-» und Ersetzen des Ausdrucks «des Amtes, das für die amtliche Vermessung zuständig ist» durch «des Amtes, das für die Geoinformation zuständig ist» im Hinblick auf die Anpassung von Artikel 7 Abs. 1 Bst. k der Verordnung über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei [SGF 122.0.12], die zeitgleich mit dem KGeoIG-Entwurf in Kraft treten wird.

5.4 Gesetz über die Beglaubigung von Unterschriften (SGF 262.1)

Die neue Ergänzung zu Artikel 1 Abs. 1 des Gesetzes über die Beglaubigung von Unterschriften (Vorbehalt der Zuständigkeit der amtlichen Ingenieur-Geometerinnen und -Geometer) ergibt sich aus der den patentierten Ingenieur-Geometerinnen und -Geometern im KGeoIG-Entwurf neu übertragenen Befugnis, die Unterschriften auf den Zustimmungserklärungen in Zusammenhang mit den von ihnen angefertigten Mutationsverbalen zu beglaubigen (s. Art. 25 und der entsprechende Kommentar).

5.5 Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG; SGF 635.1.1)

Mit Artikel 9 Bst. 1 des Gesetzes vom 1. Mai 1996 über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG; SGF 635.1.1) werden Eigentumsübertragungen im Zusammenhang mit vermessungstechnisch bedingten Grenzberichtigungen von geringer Bedeutung von den Handänderungssteuern befreit. Die Formulierung dieser Bestimmung wird an die neue Terminologie angepasst (vgl. oben Kommentar zu Art. 28).

5.6 Raumplanungs- und Baugesetz (RPBG; SGF 710.1)

Die Änderungen sind terminologischer Art (Beifügen der Wortergänzung «Ingenieur-» und Ersetzen des Ausdrucks «Grenzbereinigung» durch «Grenzänderung»).

5.7 Mobilitätsgesetz (MobG, SGF 780.1)

Die Änderungen sollen die Verwendung des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen als amtliches Publikationsorgan ermöglichen, und zwar auf einer ähnlichen Grundlage wie bei der Änderung der Artikel 18 und 20 GewG (Art. 88-90), oder sie sind terminologischer Art (Beifügen der Wortergänzung «Ingenieur-») (Art. 108 ff.).

5.8 Gewässergesetz (GewG; SGF 812.1)

Es ergeben sich verschiedene Änderungsvorschläge für das Gewässergesetz.

Die Änderung von Artikel 12, die einhergeht mit einer neuen ins kantonale Gewässerreglement einzufügenden Bestimmung, die das Amt für Umwelt ermächtigt, das Format für den generellen Entwässerungsplan festzulegen, soll eine gesetzliche Grundlage für die Bereitstellung der Entwässerungsnetze in Form von Geodaten schaffen.

Die Änderung der Artikel 18 und 20 GewG steht im Zusammenhang mit der neuen Funktion des Katasters der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen als amtliches Publikationsorgan. Gemäss Artikel 35 des Entwurfs des KGeoIG kann dieser Kataster als amtliches Publikationsorgan verwendet werden, wenn die Spezialgesetzgebung dies vorsieht. In Anwendung dieser Bestimmung ermöglichen die geänderten Artikel 18 und 20 GewG eine Vereinfachung des öffentlichen Auflageverfahrens für Grundwasserschutzzonen (Art. 18) und Grundwasserschutzzonareale (Art. 20). Die einzigen konkreten Änderungen gegenüber heute bestehen darin, dass die Pläne und Reglemente im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen eingesehen werden können (statt bei der Gemeindekanzlei und beim Oberamt) und dass die Beschränkungen, sobald sie rechtskräftig sind, im Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen veröffentlicht (statt auf die Zonennutzungspläne übertragen) werden. Der Entwurf berücksichtigt die besondere Situation von Personen, die keinen Internetzugang haben, um die Dokumente, die Gegenstand eines öffentlichen Auflageverfahrens sind, einzusehen, insofern als Artikel 35 Abs. 1 des Entwurfs

KGeoIG in seinem letzten Satz vorsieht, dass die betroffenen Gemeinden bei Bedarf in ihren Räumlichkeiten die für die Einsichtnahme in das Dossier notwendigen Hilfsmittel zur Verfügung stellen.

Die Änderung der Artikel 23 und 25 ist rein formaler Art. Bei der Ersetzung des Ausdrucks «minimaler Raumbedarf der Fliessgewässer» durch «Gewässerraum» handelt es sich um eine Anpassung der kantonalen Gesetzgebung an die Terminologie der Bundesgesetzgebung.

Die Änderungen in Artikel 32 sind rein terminologischer Art (Beifügen der Wortergänzung «Ingenieur-»).

5.9 Gesetz über die Bodenverbesserungen (BVG; SGF 917.1)

Die Änderungen sind terminologischer Art (Beifügen der Wortergänzung «Ingenieur-»).

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DFIN-26

Projet de loi : Loi sur la géoinformation

Propositions de la commission ordinaire CAH-2023-022

Présidence : Lucas Dupré

Membres : Alexandre Berset, Jean-Daniel Chardonnens, Sébastien Dorthe, Catherine Esseiva, Pierre-André Grandgirard, Urs Hauswirth, Christine Jakob, Markus Julmy, Daphné Roulin, Pierre Vial

Entrée en matière

Par décision tacite, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

I. Acte principal : loi sur la géoinformation LCGéo

Art. 18 al. 2 let. c

[² La patente est délivrée par le Conseil d'Etat aux conditions suivantes:]

- c) il ou elle est assuré e contre les conséquences de sa responsabilité civile pour un montant minimal ~~d'un million~~ de cinq millions de francs;

Titre de subdivision avant l'article 28

Ne concerne que le texte allemand.

Anhang

GROSSER RAT

2023-DFIN-26

Gesetzesentwurf: Gesetz über die Geoinformation

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2023-022

Präsidium: Lucas Dupré

Mitglieder: Alexandre Berset, Jean-Daniel Chardonnens, Sébastien Dorthe, Catherine Esseiva, Pierre-André Grandgirard, Urs Hauswirth, Christine Jakob, Markus Julmy, Daphné Roulin, Pierre Vial

Eintreten

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat stillschweigend, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

I. Haupterlass : Gesetz über die Geoinformation (KGeoIG)

Art. 18 Abs. 2 Bst. c

[² Das kantonale Patent wird vom Staatsrat unter den folgenden Voraussetzungen erteilt:]

- c) Sie oder er ist gegen Haftungsansprüche in der Höhe von mindestens ~~einer Million~~ fünf Millionen Franken versichert.

Abschnittsüberschrift vor Artikel 28

A2 3.3 Grenzvereinfachungen und ~~berichtigungen~~ berichtigungen

Art. 28 al. 1, phr. intr. et let. a et al. 2

Ne concerne que le texte allemand.

II. Modifications accessoires : 5. Loi sur les droits de mutation et les droits sur les gages immobiliers (LDMG)

Art. 18 al. 2 let. c

Ne concerne que le texte allemand.

Vote final

A l'unanimité de ses membres, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Art. 28 Abs. 1, einl. Satz und Bst. a und Abs. 2

A2

¹ Bei Vermessungswerken der Ersterhebung und Erneuerung können die patentierten Ingenieur-Geometerinnen und Ingenieur-Geometer, [...], unter Vorbehalt des öffentlichen Auflageverfahrens der amtlichen Vermessung Grenzvereinfachungen und ~~berichtigungen~~ bereinigungen vornehmen, wenn:

a) die Grenzvereinfachungen und ~~berichtigungen~~ bereinigungen Teile von Grundstücken betreffen, deren Fläche gleich oder kleiner ist als:

...

² Die Grenzvereinfachungen und ~~berichtigungen~~ bereinigungen umfassen auch die öffentlichen Sachen und die Hoheitsgrenzen.

II. Nebenänderungen : 5. Gesetz über die Handänderungs- und Grundpfandrechtssteuern (HGStG)

Art. 9 Abs. 1 Bst. 1

A2

[¹ Von den Handänderungssteuern befreit sind:]

1) (*geändert*) Grundstücksübertragungen im Zusammenhang mit Bodenverbesserungen, [...], und Eigentumsübertragungen für Grenzvereinfachungen oder ~~berichtigungen~~ bereinigungen gestützt auf Artikel 28 des Gesetzes vom ... über Geoinformation;

Schlussabstimmung

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat einstimmig, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

I. Acte principal : loi sur la géoinformation LCGéo

Art. 18 al. 2 let. a

[² La patente est délivrée par le Conseil d'Etat aux conditions suivantes:]

- a) l'ingénieur-e géomètre breveté-e possède un bureau suffisamment équipé ~~dans le canton~~, à savoir [...];

Art. 18 al. 2 let. b

Biffer.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A90, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La proposition initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition A91, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention.

Deuxième lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.

Troisième lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 8 voix contre 1 et 2 abstentions.

Le 27 octobre 2023

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen:

Änderungsanträge

I. Haupterlass : Gesetz über die Geoinformation (KGeoIG)

Art. 18 Abs. 2 Bst. a

[² Das kantonale Patent wird vom Staatsrat unter den folgenden Voraussetzungen erteilt:]

- a) Die patentierte Ingenieur-Geometerin oder der patentierte Ingenieur-Geometer verfügt über ein genügend ausgerüstetes Büro ~~im Kanton~~, das heisst [...].

Art. 18 Abs. 2 Bst. b

Streichen.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A90
A90 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag A91
A91 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltungen.

Zweite Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats
CE mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Dritte Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats
CE mit 8 zu 1 Stimmen bei 2 Enthaltungen.

Den 27. Oktober 2023



Rapport 2022-DFIN-62

9 octobre 2023

Engagement hors EPT : vers une régularisation

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport sur le postulat 2022-GC-18 Ingold François / Kolly Gabriel.

Table des matières

1	Introduction	2
1.1	Postulat	2
1.2	Réponse du Conseil d'Etat	2
2	Méthodologie	2
2.1	Aspects budgétaires et gestion opérationnelle du personnel de l'Etat	2
2.2	Classification des montants forfaitaires	2
2.3	Conversion de montants forfaitaires en EPT	3
3	Résultats	3
4	Conclusion	4

1 Introduction

1.1 Postulat

Le 4 février 2022, les députés François Ingold et Gabriel Kolly ont déposé et développé un postulat s'intéressant à l'engagement de personnel sur des montants forfaitaires. Selon eux, cette pratique « permet aux directions de trouver une solution transitoire à la pénurie de personnel », mais pose en même temps « plusieurs problèmes réels ». Ils ont demandé au Conseil d'Etat de « se saisir de ce dossier et [de] trouver rapidement une solution à ce problème systémique ».

Les deux députés ont relevé d'abord que les employé-e-s engagé-e-s sur des montants forfaitaires le sont généralement sous forme de contrats à durée déterminée (CDD). Selon eux, cette pratique met les employé-e-s concerné-e-s dans « des situations professionnelles précaires » et favorise un « turnover systématique », qui induit « une perte des compétences » et « une certaine lenteur administrative ».

Les députés François Ingold et Gabriel Kolly estiment par ailleurs que « l'engagement de collaborateurs hors inventaire des postes de travail donne une vision tronquée de la réalité de l'emploi au sein des différentes directions ». Ils y voient une « politique d'engagement à deux vitesses », selon que les employé-e-s sont engagé-e-s sur un poste à l'inventaire de l'Etat ou sur un montant forfaitaire. Ils ont rappelé enfin l'enquête menée en 2016 par le Service du personnel et d'organisation (ci-après : SPO), qui avait conduit au transfert dans l'inventaire des postes de travail de 139 EPT comptabilisés sous montants forfaitaires. Ils suggèrent au Conseil d'Etat de réitérer cette démarche.

1.2 Réponse du Conseil d'Etat

Suite à l'acceptation du postulat par le Grand Conseil le 8 septembre 2022, le Conseil d'Etat a mandaté le Service du personnel et d'organisation (SPO) afin qu'il examine le caractère éventuellement pérenne de montants forfaitaires, respectivement des tâches et missions y-liées, ainsi que des engagements en personnel qu'ils financent. Le présent rapport consigne le résultat de cette enquête et ses conséquences.

2 Méthodologie

2.1 Aspects budgétaires et gestion opérationnelle du personnel de l'Etat

Les montants en lien avec les postes à l'effectif (EPT) et les montants forfaitaires permettent l'engagement de personnel. Ces éléments figurent dans le budget proposé par le Conseil d'Etat et voté par le Grand Conseil.

L'engagement d'un collaborateur ou d'une collaboratrice avec un contrat à durée déterminée (CDD) ou indéterminée (CDI) relève de la gestion opérationnelle. Il s'agit d'une décision des autorités d'engagement, dans l'application des bases légales, notamment de la loi sur le personnel de l'Etat (LPers) et du règlement sur le personnel de l'Etat (RPers).

Parce que les montants forfaitaires sont, par nature, destinés à l'engagement temporaire de personnel, les collaborateurs et collaboratrices engagé-e-s sur ces budgets le sont *essentiellement* en CDD. Inversement, les collaborateurs et collaboratrices engagé-e-s sur des postes à l'effectif, pérennes, le sont en CDI. Pour des raisons opérationnelles, des personnes sont exceptionnellement engagées en CDD sur des postes à l'effectif.

2.2 Classification des montants forfaitaires

Par principe, les montants forfaitaires sont octroyés pour permettre l'engagement de personnes en lien avec un poste de travail qui ne peut pas être garanti. Concrètement, cela recouvre trois types de situations :

-
- > engagements pour des tâches ponctuelles ou d'appoint, payées à l'heure ou sur de courtes périodes ;
 - > engagements pour des missions spécifiques dont la fin est prévue à court ou moyen terme ;
 - > engagements liés à des conditions de financement particulières, desquelles ils dépendent.

Il arrive cependant que des activités au départ évaluées comme temporaires se prolongent sur le long terme, jusqu'à devenir pérennes.

L'enquête réalisée par le SPO a consisté à passer en revue tous les montants forfaitaires afin de vérifier que les activités qu'ils financent entrent toujours dans une des trois catégories ci-dessus.

2.3 Conversion de montants forfaitaires en EPT

Le Conseil d'Etat est d'avis que seuls les montants forfaitaires d'un des trois types de situations décrit au point 2.2 ci-dessus peuvent être inscrits au budget en lien, les autres devant soit s'éteindre soit être inscrits comme postes à l'effectif. Par conséquent, le projet de budget 2024 soumis au Grand Conseil fait apparaître de nouveaux postes à l'effectif en remplacement de certains montants forfaitaires ne remplissant plus les conditions.

Ainsi les nouveaux postes à l'effectif, dont la création est proposée au budget 2024, ont été définis, en termes de nombre d'EPT et de fonctions, d'après l'utilisation actuelle des montants forfaitaires qu'ils remplaceront. Par exemple, un montant forfaitaire actuellement utilisé pour financer l'engagement d'un/e juriste à 80% sera converti en un poste à l'effectif de 0.8 EPT de juriste.

Il est cependant à remarquer qu'il n'y a pas une stricte équivalence budgétaire entre un poste à l'effectif et un montant forfaitaire. La valeur au budget d'un poste à l'effectif est établie d'après le traitement spécifique (classe et palier) de la personne qui l'occupe. En cas de vacance du poste, on considère une valeur moyenne, liée à la fonction de référence rattachée au poste (classe de traitement médiane et palier 10). Au contraire, la valeur au budget d'un montant forfaitaire est fixée indépendamment du collaborateur ou de la collaboratrice qui y est affecté(e). Ce montant n'augmente pas automatiquement avec les augmentations annuelles de salaire (paliers) ni avec les variations éventuelles de l'indice, des promotions ou avec des changements de fonctions. Pour toutes ces raisons, la conversion de montants forfaitaires en postes à l'effectif laisse apparaître un impact budgétaire. Aux comptes, bien entendu, aucune différence n'est à attendre, puisque les traitements des collaborateurs et collaboratrices ne changent pas du fait de la conversion, les dépassements étant déjà effectifs.

3 Résultats

Sur l'ensemble de l'administration cantonale, hors hôpital fribourgeois (HFR), Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM), Université, Haute Ecole pédagogique (HEP), et institutions hors budget de l'Etat, le SPO a analysé 176 montants forfaitaires représentant un total de 33.0 millions de francs au budget 2023. Sur ces 176 montants forfaitaires, 8 concernent la Haute école spécialisée de Suisse occidentale de Fribourg (ci-après HES-SO//FR), pour un total de 17.0 millions de francs.

Les résultats sont donnés dans le tableau ci-dessous. Sur les 176 montants forfaitaires examinés, 36 ont été identifiés comme correspondant à des activités pérennes justifiant la conversion (totale ou partielle) de ces montants en postes à l'effectif, ce qui représente un total de 4.73 millions de francs et 42.5 EPT.

Tableau 1 – Inventaire des montants forfaitaires à transformer en EPT

	Montants forfaitaires examinés (valeur 2023)	Valeurs 2023 des montants forfaitaires convertis en postes au budget 2024	Nombre d'EPT à créés au budget 2024 résultant de la conversion	Valeur budgétaire des EPT créés, salaire et charges sociales (2024), d'après les conditions d'engagement des titulaires actuels
Pouvoir Législatif	CHF 36 000	-	-	-
Pouvoir Judiciaire	CHF 761 000	CHF 400 000	3,00	CHF 428 239
Chancellerie d'Etat	CHF 60 000	-	-	-
DFAC	CHF 3 909 010	CHF 325 000	2,60	CHF 385 208
DSJS	CHF 2 226 600	CHF 952 700	9,50	CHF 1 091 125
DEEF	CHF 17 654 000	CHF 1 750 000	14,45	CHF 1 796 648
DIAF	CHF 3 596 149	CHF 25 155	0,20	CHF 27 431
DSAS	CHF 1 097 916	CHF 439 916	4,05	CHF 597 598
DFIN	CHF 1 052 780	CHF 269 450	3,05	CHF 360 691
DIME	CHF 2 598 850	CHF 566 800	5,65	CHF 712 872
TOTAL	CHF 32 992 305	CHF 4 729 021	42,50	CHF 5 399 812

Ainsi, conformément à la méthodologie décrite au paragraphe 2.3, le Conseil d'Etat a inscrit 42.50 EPT supplémentaires au budget 2024, en supprimant 4.73 millions de francs de montants forfaitaires.

La valeur budgétaire de ces 42.50 EPT, convertis en postes à l'effectif, est chiffrée à 5.4 millions de francs (selon le calcul de la masse salariale au budget 2024). La différence (CHF 670'791) par rapport au montant des montants forfaitaires est une conséquence du mode de calcul expliqué au paragraphe 2.3.

4 Conclusion

Le cadre dans lequel des montants forfaitaires sont inscrits au budget pour engager du personnel auxiliaire est clairement fixé et ne change pas. Les activités correspondant à ces engagements les distinguent clairement de celles couvertes par des postes à l'effectif de l'Etat. Pour cette raison, le Conseil d'Etat estime qu'il n'est pas souhaitable d'intégrer le détail des montants forfaitaires dans la statistique annuelle des postes de travail présentée avec le budget et les comptes.

Pour autant, le Conseil d'Etat est attentif à la réalité de certaines situations et est conscient que des activités initialement prévues pour être temporaires ou d'appoint évoluent parfois vers des prestations pérennes de l'Etat. Toutefois, compte tenu des précédents exercices de pérennisation et de celui-ci, la création de nouveaux montants forfaitaires devrait être limitée au strict minimum.

Conformément aux demandes formulées dans le postulat 2022-GC-18, le Conseil d'Etat :

1. A mené une enquête sur l'utilisation des montants forfaitaires par les différentes entités ;
2. A converti 4.73 millions de francs de montants forfaitaires en 42.50 EPT pour un montant de 5.4 millions de francs dans le projet de budget 2024 soumis au Grand Conseil.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du présent rapport.



Bericht 2022-DFIN-62

9. Oktober 2023

Regularisierung von Anstellungen ausserhalb des Stellenetats

Wir unterbreiten Ihnen hiermit den Bericht zum Postulat 2022-GC-18 Ingold François / Kolly Gabriel.

Inhalt

1	Einleitung	2
1.1	Postulat	2
1.2	Antwort des Staatsrats	2
2	Methodik	2
2.1	Budgetäre Aspekte und operatives Personalmanagement beim Staat	2
2.2	Klassifizierung der Pauschalbeträge	3
2.3	Umwandlung von Pauschalbeträgen in VZÄ	3
3	Ergebnisse	3
4	Fazit	4

1 Einleitung

1.1 Postulat

Mit einem am 4. Februar 2022 eingereichten und begründeten Postulat setzen sich die Grossräte François Ingold und Gabriel Kolly mit der Anstellung von Personal über Pauschalkredite auseinander. Ihrer Meinung nach ermöglicht diese Praxis den Direktionen, eine Übergangslösung für den Personalmangel zu finden, bringt aber gleichzeitig einige ernsthafte Probleme mit sich. Sie verlangen vom Staatsrat, sich damit zu befassen und rasch eine Lösung für dieses systemische Problem zu finden.

Die beiden Grossräte geben zu bedenken, dass Mitarbeitende über Pauschalkredite in der Regel mit befristetem Arbeitsvertrag angestellt werden. Ihrer Ansicht nach bringt dies die betroffenen Angestellten in eine prekäre berufliche Situation und bewirkt eine ständige Personalfluktuations, die zu einem Know-how-Verlust und zu einer gewissen administrativen Schwerfälligkeit führt.

Die Grossräte François Ingold und Gabriel Kolly finden ausserdem, dass die Anstellung von Mitarbeitenden ausserhalb des Stelleninventars ein verzerrtes Bild der Beschäftigungsrealität in den verschiedenen Direktionen vermittelt. Sie sehen darin eine «Zwei-Klassen-Anstellungspolitik», je nachdem, ob die betreffenden Personen für eine Etatstelle oder über einen Pauschalkredit angestellt werden. Weiter erinnern sie an die 2016 vom Amt für Personal und Organisation (POA) durchgeführte Umfrage, die dazu geführt hatte, dass 139 unter Pauschalkrediten verbuchte VZÄ (Vollzeitstellenäquivalente) ins Stelleninventar überführt wurden. Sie schlagen dem Staatsrat vor, dies erneut zu tun.

1.2 Antwort des Staatsrats

Nach der Annahme des Postulats durch den Grossen Rat am 8. September 2022 beauftragte der Staatsrat das Amt für Personal und Organisation (POA) mit der Prüfung, ob Pauschalbeträge bzw. die entsprechenden Aufgaben und Aufträge sowie die Anstellung des darüber finanzieren Personals allenfalls dauerhaft sind. Der vorliegende Bericht gibt Auskunft über das Ergebnis dieser Prüfung und die Konsequenzen daraus.

2 Methodik

2.1 Budgetäre Aspekte und operatives Personalmanagement beim Staat

Die Beträge in Zusammenhang mit den Etatstellen (VZÄ) und die Pauschalbeträge ermöglichen die Anstellung von Personal. Diese Budgetpositionen sind im vom Staatsrat aufgestellten Voranschlag eingestellt, der vom Grossen Rat verabschiedet wird.

Die Anstellung einer Mitarbeiterin oder eines Mitarbeiters mit einem befristeten oder einem unbefristeten Vertrag fällt unter das operative Personalmanagement. Es handelt sich um eine Entscheidung der Anstellungsbehörden bei der Anwendung der gesetzlichen Grundlagen, insbesondere des Gesetzes über das Staatspersonal (StPG) und des Reglements über das Staatspersonal (StPR).

Weil die Pauschalbeträge naturgemäss für die befristete Anstellung von Personal gedacht sind, werden die über diese Budgets angestellten Mitarbeitenden *überwiegend* mit befristetem Vertrag angestellt. Die über den Stellenetat fest angestellten Mitarbeitenden haben hingegen einen unbefristeten Vertrag. Es kann vorkommen, dass Mitarbeitende aus betriebstechnischen Gründen ausnahmsweise mit befristetem Vertrag in einer Etatstelle angestellt werden.

2.2 Klassifizierung der Pauschalbeträge

Pauschalbeträge werden grundsätzlich für die Anstellung von Personen für Arbeitsstellen gewährt, die nicht garantiert werden können. Konkret gibt es drei Fälle:

- > Anstellungen für punktuelle Einsätze oder Hilfsarbeiten, die stundenweise oder über einen kürzeren Zeitraum bezahlt werden;
- > Anstellungen für besondere, voraussichtlich kurz- oder mittelfristig endende Aufträge;
- > Anstellungen, die an bestimmte Finanzierungsbedingungen geknüpft sind, von denen sie abhängen.

Es kann aber auch sein, dass anfänglich als zeitlich begrenzt eingestufte Tätigkeiten langfristig verlängert und schliesslich dauerhaft werden.

Die vom POA durchgeführte Untersuchung bestand genau darin, alle Pauschalbeträge darauf hin zu überprüfen, ob die damit finanzierten Aktivitäten immer in eine dieser drei Kategorien fallen.

2.3 Umwandlung von Pauschalbeträgen in VZÄ

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass nur Pauschalbeträge in einem der drei unter Punkt 2.2. oben beschriebenen Fälle in den entsprechenden Voranschlag aufgenommen werden können, während die anderen entweder verfallen oder als Etatstellen ausgewiesen werden müssen. Somit weist der Voranschlagsentwurf für 2024, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, neue Etatstellen aus, die bestimmte Pauschalbeträge ersetzen, die die Bedingungen nicht mehr erfüllen.

Die neuen Stellen, deren Schaffung im Voranschlag 2024 beantragt wird, wurden hinsichtlich der Anzahl der VZÄ und der Funktionen auf der Grundlage der aktuellen Verwendung der Pauschalbeträge, die sie ersetzen werden, definiert. So soll beispielsweise ein Pauschalbetrag, über den derzeit die Anstellung einer Juristin oder eines Juristen zu 80% finanziert wird, in eine Juristen-Etatstelle von 0,8 VZÄ umgewandelt werden.

Es ist allerdings zu beachten, dass es keine strikte Budgetäquivalenz zwischen einer Etatstelle und einem Pauschalbetrag gibt. Der Budgetwert einer Planstelle wird auf der Grundlage des spezifischen Gehalts (Klasse und Stufe) der Person, die die Stelle innehat, festgelegt. Wenn die Stelle nicht besetzt ist, wird ein Durchschnittswert zugrunde gelegt, der sich auf die Referenzfunktion der Stelle bezieht (Median-Gehaltsklasse und Stufe 10). Im Gegensatz dazu handelt es sich beim Budgetwert eines Pauschalbetrags um einen festen Betrag, unabhängig davon, welche Mitarbeiterin oder welcher Mitarbeiter ihm zugeordnet ist. Dieser Betrag steigt nicht automatisch mit den jährlichen Lohnerhöhungen (Stufen), mit eventuellen Änderungen des Konsumentenpreisindex oder bei Beförderungen mit oder ohne Funktionswechsel. Aus all diesen Gründen macht sich die Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen im Voranschlag bemerkbar. In der Rechnung ist natürlich kein Unterschied zu erwarten, da sich die Gehälter der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter durch die Umwandlung nicht ändern, da die Überschreitungen bereits wirksam sind.

3 Ergebnisse

Über die gesamte Kantonsverwaltung, ohne freiburger spital (HFR, Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG), Universität, Pädagogische Hochschule (PH) und Einrichtungen ausserhalb des Staatshaushalts, hat das POA 176 Pauschalbeträge im Umfang von insgesamt 33,0 Millionen Franken im Voranschlag 2023 unter die Lupe genommen. Von diesen 176 Pauschalbeträgen entfallen 8 auf die Fachhochschule Westschweiz//Freiburg (HES-SO//FR), im Umfang von insgesamt 17,0 Millionen Franken.

Die Ergebnisse sind der folgenden Tabelle zu entnehmen. Von den 176 geprüften Pauschalbeträgen erwiesen sich 36 als dauerhaften Tätigkeiten entsprechend, die eine (vollständige oder teilweise) Umwandlung dieser Pauschalbeträge in Etatstellen rechtfertigen, was insgesamt einem Gesamtbetrag von 4,73 Millionen Franken und 42,5 VZÄ entspricht.

Tabelle 1 – Inventar der in VZÄ umzuwandelnden Pauschalbeträge

	Geprüfte Pauschalbeträge (Wert 2023)	Wert 2023 der im Voranschlag 2024 in Etatstellen umgewandelten Pauschalbeträge	Anzahl im Voranschlag 2024 aufgrund der Umwandlung geschaffene VZÄ	Budgetwert der geschaffenen VZÄ, Gehalt und Sozialversicherungsbeiträge (2024), gemäss Anstellungsbedingungen der aktuellen Stelleninhaber/innen
Gesetzgebende Behörde	CHF 36 000	-	-	-
Gerichtsbehörden	CHF 761 000	CHF 400 000	3,00	CHF 428 239
Staatskanzlei	CHF 60 000	-	-	-
BAKD	CHF 3 909 010	CHF 325 000	2,60	CHF 385 208
SJSD	CHF 2 226 600	CHF 952 700	9,50	CHF 1 091 125
VWBD	CHF 17 654 000	CHF 1 750 000	14,45	CHF 1 796 648
ILFD	CHF 3 596 149	CHF 25 155	0,20	CHF 27 431
GSD	CHF 1 097 916	CHF 439 916	4,05	CHF 597 598
FIND	CHF 1 052 780	CHF 269 450	3,05	CHF 360 691
RIMU	CHF 2 598 850	CHF 566 800	5,65	CHF 712 872
TOTAL	CHF 32 992 305	CHF 4 729 021	42,50	CHF 5 399 812

So hat der Staatsrat gemäss der unter Punkt 2.3 beschriebenen Vorgehen 42,50 zusätzliche VZÄ in den Voranschlag 2024 aufgenommen und gleichzeitig 4,73 Millionen Franken an Pauschalbeträgen gestrichen.

Der Budgetwert dieser 42,50 VZÄ, umgewandelt in Etatstellen, beziffert sich auf 5,4 Millionen Franken (gemäss Lohnsummenberechnung im Voranschlag 2024). Die Differenz (Fr. 670 791) zum Betrag der Pauschalbeträge ist eine Folge der Berechnungsweise, die in Punkt 2.3 erläutert wird.

4 Fazit

Der Rahmen, in dem Pauschalbeträge in den Voranschlag eingestellt werden, um Hilfspersonal anzustellen, ist klar festgelegt und bleibt unverändert. Die Tätigkeiten, die diesen Anstellungen entsprechen, unterscheiden sie klar von denjenigen, die durch Etatstellen abgedeckt werden. Aus diesem Grund hält es der Staatsrat nicht für angebracht, die Detaillierung der Pauschalbeträge in die jährliche Stellenstatistik aufzunehmen, die mit dem Voranschlag und der Staatsrechnung vorgelegt wird.

Dennoch behält der Staatsrat gewisse Situationen im Auge und ist sich bewusst, dass sich Tätigkeiten, die ursprünglich als vorübergehend oder aushilfsweise vorgesehen waren, manchmal zu dauerhaften staatlichen Dienstleistungen entwickeln. Mit der früheren und dieser Umwandlung von Pauschalbeträgen in Etatstellen sollte jedoch die Schaffung neuer Pauschalbeträge auf das absolute Minimum beschränkt werden.

Gemäss den im Postulat 2022-GC-18 formulierten Forderungen

1. hat der Staatsrat die Verwendung der Pauschalbeträge in den verschiedenen Einheiten geprüft;
2. hat er im dem Grossen Rat unterbreiteten Staatsvoranschlag 2024 Pauschalbeträge in Höhe von 4,73 Millionen Franken in 42,50 VZÄ umgewandelt, die einem Betrag von 5,4 Millionen Franken entsprechen.

Der Staatsrat lädt den Grossen Rat ein, von diesem Bericht Kenntnis zu nehmen.

Décret relatif à l'octroi d'un crédit complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –

Modifié(s): –

Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la Constitution du canton de Fribourg du 16 mai 2004 (Cst.);

Vu la loi du 25 novembre 1994 sur les finances de l'Etat (LFE);

Vu le crédit d'engagement d'un montant de 7'690'000 francs alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 pour la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee / Lac-Noir (ROF 2016_145);

Vu le message 2022-DAEC-144 du Conseil d'Etat du 6 juillet 2023;

Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

Art. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 (ROF 2016_145) d'un montant de 7'520'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires à la construction d'une salle de sport triple.

Art. 2

¹ Un nouveau crédit d'engagement d'un montant de 10'800'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir.

Art. 3

¹ Les crédits de paiement nécessaires seront portés aux budgets financiers annuels, sous le centre de charges 3394 / 5040.000 «Construction d'immeubles», et utilisés conformément aux dispositions de la LFE.

Art. 4

¹ Les dépenses prévues aux l'articles 1 et 2 seront activées au bilan de l'Etat, puis amorties conformément à l'article 27 LFE.

Art. 5

¹ Le coût global est estimé sur la base de l'indice suisse des prix de la construction (ISPC) arrêté au 1^{er} avril 2023 et établi à 114.5 points dans la catégorie «Nouvelles construction» - Espace Mittelland et à 111.3 points dans la catégorie «Rénovation de bâtiment administratif» - Espace Mittelland (base octobre 2020 = 100 pts).

² Le coût des travaux de construction sera majoré ou réduit en fonction:

- a) de l'évolution de l'indice ci-dessus survenue entre la date de l'établissement du devis et celle de l'offre;
- b) des augmentations ou des diminutions officielles des prix survenues entre la date de l'offre et celle de l'exécution des travaux.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

Le présent décret est soumis au referendum financier facultatif.

Il entre en vigueur dès sa promulgation.

Dekret über einen zusätzlichen Verpflichtungskredit für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: –
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf die Verfassung des Kantons Freiburg vom 16. Mai 2004 (KV);
gestützt auf das Gesetz vom 25. November 1994 über den Finanzhaushalt des Staates (FHG);

gestützt auf den vom Grossen Rat am 4. November 2016 bewilligten Verpflichtungskredit in der Höhe von 7'690'000 Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle im Campus Schwarzsee / Lac Noir (ASF 2016_145);

nach Einsicht in die Botschaft 2022-DAEC-144 des Staatsrates vom 6. Juli 2023;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Art. 1

¹ Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für den Bau einer Dreifachsporthalle wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit in der Höhe von 7'520'000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 4. November 2016 (ASF 2016_145) eröffnet.

Art. 2

¹ Zur Finanzierung der Erneuerung der bestehenden Gebäude im Campus Schwarzsee / Lac Noir wird ein neuer Verpflichtungskredit in der Höhe von 10'800'000 Franken bei der Finanzverwaltung eröffnet.

Art. 3

¹ Die erforderlichen Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge unter der Kostenstelle 3394 / 5040.000 «Bau von Gebäuden» aufgenommen und entsprechend dem FHG verwendet.

Art. 4

¹ Die Ausgaben gemäss den Artikeln 1 und 2 werden in der Staatsbilanz aktiviert und nach Artikel 27 FHG beschrieben.

Art. 5

¹ Die Schätzung der Gesamtkosten beruht auf dem Stand des Schweizerischen Baupreisindex (SBI) vom 1. April 2023 von 114,5 Punkten für die Kategorie «Neubau – Espace Mittelland» und von 111,3 Punkten für die Kategorie «Renovation Bürogebäude – Espace Mittelland» (Basis Oktober 2020 = 100 Pkte.).

² Die Kosten für diese Arbeiten werden erhöht oder herabgesetzt entsprechend:

- a) der Entwicklung des oben erwähnten Baupreisindex zwischen der Ausarbeitung des Kostenvoranschlags und der Einreichung der Offerte;
- b) den offiziellen Preiserhöhungen oder -senkungen, die zwischen der Einreichung der Offerte und der Ausführung der Arbeiten eintreten.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Dekret untersteht dem fakultativen Finanzreferendum.

Es tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Message 2022-DAEC-144

6 juillet 2023

Projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit d'engagement complémentaire en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants au Campus Schwarzsee / Lac Noir

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif à l'octroi d'un crédit complémentaire de 18 210 000 francs en vue de la construction d'une salle de sport triple et de la rénovation des bâtiments existants sur le Campus Schwarzsee / Lac-Noir. Ce crédit complémentaire est composé d'un crédit additionnel de 7,52 millions de francs au crédit 2016-DSJS-135 ainsi que d'un nouveau crédit de 10,8 millions de francs.

Table des matières

1	Introduction	2
2	Description des projets	3
2.1	Construction de la salle de sport triple	3
2.2	Construction de la place de sport extérieure couverte	3
2.3	Rénovation des bâtiments existants et équipement	4
3	Coûts	4
3.1	Construction de la salle de sport triple	4
3.2	Travaux de rénovation et assainissement des bâtiments existants	5
4	Montant du crédit complémentaire	5
5	Coûts d'exploitation estimés	6
6	Durabilité	6
7	Planning	7
8	Conclusion	7

1 Introduction

Le 4 novembre 2016, le Grand Conseil a approuvé un crédit de 7,69 millions de francs pour la construction d'une salle de sport triple au Campus Schwarzsee / Lac-Noir (Décret 2016-DSJ-135) sur une partie de la place de parc du Campus. Par la suite, les discussions menées entre l'Etat et la commune de Planfayon quant à l'emplacement de la salle et notamment l'opposition de la commune à l'emplacement sur la place de parc ont retardé la mise en route du projet et ont amené à l'élaboration d'un second projet, de nouvelles analyses et d'une nouvelle procédure, pour la salle triple et une place de sport extérieure couverte sur un nouvel emplacement. Le concours de prestations globales a été lancé en été 2019 (10 projets ont été déposés).

A l'unanimité, le jury a choisi le projet de la société Blumer-Lehmann de Gossau, pour le développement et la réalisation de la salle triple uniquement, la place de sport extérieure couverte ayant été dissociée du concours par le jury lors des délibérés pour des raisons économiques. Ce projet est certes celui dont les coûts sont les plus élevés au moment du dépôt de l'offre, mais c'est aussi le plus abouti et le plus fonctionnel. C'est celui qui correspond le mieux aux exigences qualitatives et architecturales, répondant le mieux aux besoins des utilisateurs. Il n'a ainsi demandé que des adaptations mineures lors des phases de développement du projet, ce qui a permis de retrouver une partie de la différence (14.49% par rapport à l'offre la moins cher des quatre finalistes).

Le mode de construction est celui appelé « en entreprise totale », c'est-à-dire que la construction de la halle triple constitue un seul marché (public) permettant ainsi la sous-traitance simple à des entreprises actives sur le marché local ou régional, notamment par les pratiques à livres ouverts et une réserve spécifique permettant de tenir compte de l'intérêt de l'emploi local comme cela est testé actuellement sur le projet EDFR (Bellechasse). Le contrat signé avec l'entreprise Blumer-Lehmann accorde ainsi au Maître d'ouvrage un droit de regard sur les entreprises invitées à soumissionner et sur les propositions d'adjudications.

A la suite de la remise en question de l'emplacement du projet, il a été décidé d'implanter la nouvelle salle à l'emplacement de la halle existante qui sera, par conséquent, détruite avant la construction de la nouvelle salle. Pour pallier le manque de salle de sport pendant le chantier, un lieu de pratique transitoire doit être réalisé.

Par ailleurs, les utilisateurs, y compris le service civil, par l'intermédiaire du Service du Sport (SSpo), ont fait part de plusieurs demandes supplémentaires, dont certaines avaient déjà été émises au moment du lancement du projet de Campus et de l'acceptation du premier crédit de transformation (la rénovation partielle et profonde du bâtiment A, la rénovation partielle et transformation des bâtiments B et D, le raccordement au chauffage à distance, les travaux sur les alentours, l'achat d'équipements et de mobilier extérieur, un nouveau terrain de sport en plein air, un nouveau ponton et l'équipement des salles de théorie, etc.).

L'étude systématique et méthodique des bâtiments existants, réalisée par le cabinet d'architecture Brühlhart Ducret, donne des résultats quantifiés et rationalisés selon la typologie des locaux, des fonctionnalités et des besoins des utilisateurs.

Il en résulte que plusieurs éléments d'assainissement des bâtiments A et B, plus anciens et sous-entretenus, n'ont pas été réalisés à ce jour et font état des mesures qui devraient être mises en place afin de répondre aux normes notamment énergétiques, de renforcer l'attractivité du site et d'optimiser, notamment d'un point de vue écologique, le fonctionnement de l'ensemble du Campus. Il convient en particulier d'améliorer l'enveloppe des deux bâtiments les plus vétustes et les moins performants en matière isolation thermique, notamment en vue d'une optimisation des coûts sur le plan énergétique.

C'est dans une logique de rationalisation et d'effet de synergies qu'il est proposé de réaliser les travaux de rénovation et de transformation en même temps que les travaux de construction de la halle triple. Réalisés de manière différée et séparée, ces travaux seraient notablement plus coûteux et ne pourraient pas apporter de bénéfices immédiats sur les coûts d'exploitation, notamment dans la perspective du raccordement du chauffage à distance (CAD) planifié dans le temps pour concorder avec la mise en exploitation de la halle triple.

2 Description des projets

2.1 Construction de la salle de sport triple

Le projet prévoit la construction de la salle triple sur la parcelle n°1803 du Registre foncier de la commune de Planfayon, sur l'emplacement de la salle de sport existante, qui sera démolie. Le bâtiment aura une hauteur de 12 m avec une hauteur de salle de 9 m, ce qui représente le standard d'une salle de sport. Le bâtiment couvre une surface d'une largeur d'env. 40 m et d'une longueur de 64 m, soit d'environ 2560 m². Comme son nom l'indique, la salle triple pourra être divisée en 3 salles simples séparées par des parois mobiles. Toutes les caractéristiques d'une telle salle seront présentes, y compris vestiaires, locaux de matériel, locaux techniques. En revanche, aucune tribune n'est prévue (mais seulement une coursive), le Campus fonctionnant essentiellement comme centre d'entraînement et de loisirs (camps). La construction respectera les critères énergétiques Minergie P. L'enveloppe est très performante et garantit une bonne inertie thermique indépendamment des conditions météorologiques extérieures. La nouvelle salle sera raccordée au réseau de chauffage à distance mis en place dans la commune.

La construction de cette salle triple permettra d'accueillir plusieurs grands groupes simultanément. Actuellement, avec les infrastructures à disposition et la météo que nous connaissons, le Campus doit se limiter à n'accueillir, en plus de la formation du service, qu'un groupe d'environ une centaine de personnes au maximum. Avec ces infrastructures supplémentaires, le Campus pourra accueillir plusieurs groupes allant jusqu'à un total de 250 à 300 personnes pour le domaine sport-loisirs. De plus, alors que les 9000 nuitées actuelles sont principalement, dans ce contexte restreint, réparties sur les mois de janvier à mars et de mai à août, la construction de cette nouvelle salle devrait augmenter cette fenêtre d'accueil sur l'ensemble de l'année et ainsi significativement augmenter aussi les nuitées.

Ce projet a déjà fait l'objet du crédit d'engagement 2016-DSJ-135 (7,69 millions de francs), qui s'est avéré largement insuffisant au moment de la concrétisation du projet et en lien aussi avec l'opposition de la commune concernée au site prévu, ce qui a nécessité une relocalisation du projet initial.

En effet, la totalité des prix déposés par les 8 entreprises générales était supérieure de beaucoup à l'estimation du coût de construction figurant dans le message accompagnant le crédit d'engagement. Les projets similaires de salles triples, réalisés ou devisés (en plaine et non en altitude) entre 2010 et 2020 prenaient en compte un coût situé entre 3,5 et 3,8 Mios par salle de sport « simple », soit un investissement total situé entre 10,5 et 11,4 Mios, la pratique montrant que le coût d'une halle triple, de par sa multifonctionnalité et sa flexibilité, dépasse généralement la somme du coût de trois halles simples.

Le développement du projet durant ces derniers mois a confirmé le montant de l'investissement à consentir pour doter le campus Lac Noir d'une installation sportive moderne et adaptée au site, et qui débouche sur un crédit additionnel de 7,52 millions de francs.

2.2 Construction de la place de sport extérieure couverte

Pour l'optimisation des coûts, et selon l'étude de faisabilité réalisée, la place de sport extérieure couverte fera office de salle de remplacement pendant la durée des travaux. Cette salle sera préservée par la suite au vu des besoins avérés des utilisatrices et des utilisateurs.

Cette construction transitoire a fait l'objet d'un appel d'offres indépendant et sera réalisée séparément par une autre entreprise, en entreprise totale, pour un budget de construction, indépendant de ce message et déjà octroyé par le Conseil d'Etat pour éviter des retards supplémentaires dans le projet, d'un montant de 1 775 000 francs.

2.3 Rénovation des bâtiments existants et équipement

La liste suivante fait état des travaux et installations à réaliser sur les bâtiments (le Bat. A date de 1971 et le Bat. B date de 1980), afin de remettre en état (notamment en rattrapant des travaux d'entretien) et aux normes ces bâtiments et de renforcer l'attractivité du site, respectivement d'optimiser le fonctionnement de l'ensemble du Campus par une utilisation complète de celui-ci. Elle s'inscrit également dans les attentes formulées, de longue date, par les utilisateurs. En effet, plusieurs éléments d'assainissement des bâtiments existants n'ont pas encore été réalisés (changements des fenêtres et des portes, isolation, etc.). De la même manière, certaines infrastructures sportives ont été provisoirement mises en attente.

- > Réparation et isolation thermique des façades (Bat. A)
- > Assainissement, remplacement des fenêtres et portes (Bat. A et Bat. B)
- > Réfection et isolation des toitures (Bat. A)
- > Installation de panneaux photovoltaïques
- > Assainissement des sanitaires et sous-sols (Bat. A)
- > Raccordement au chauffage à distance pour tous les bâtiments du Campus
- > Rénovation de la maison du concierge
- > Assainissement du carrelage dans les 2 cuisines (Bat. A)
- > Rénovation des peintures intérieures
- > Modification et aménagement de la zone d'accueil du Service du Sport (Bat. A)
- > Equipement multimédia dans les salles de théories (Bat. B)
- > Assainissement des douches (Bat. D).

Cette partie de rénovation et assainissement fera l'objet d'un projet et d'un planning indépendants pour ne pas retarder le projet de la salle triple. Il a cependant été décidé de la présenter dans le cadre du même message, pour permettre de disposer d'une vision d'ensemble sur les travaux à entreprendre sur le site. Il fait l'objet d'un nouveau crédit de 10,8 millions de francs.

3 Coûts

3.1 Construction de la salle de sport triple

Le résultat du concours de prestations globales pour la construction de la salle triple, montre que le crédit initial, à l'époque où il a été élaboré, c'est-à-dire développé à un autre emplacement, a été sous-estimé, comme nombre de crédits de construction de l'époque. Le montant global des coûts du projet de construction et d'équipement de la salle triple s'établit comme suit :

Halle de sport triple	Montants TTC
Etudes préliminaires, procédures, frais de raccordement chauffage à distance et couverture étendue de la toiture par des panneaux solaires	1 120 000
Coûts de réalisation selon concours [contrat d'entreprise totale (ET)]	12 350 000
Honoraires de l'entreprise totale	Inclus
Equipements sportifs mobiles	380 000
Sous-total	13 850 000
Divers et imprévus du CFC 583 (env. 5 % du montant de l'offre en ET). En phase SIA 41	625 000
Total construction salle triple	14 475 000
Réserve d'approximation du devis (env. 5% du montant des études et des travaux en phase SIA 41)	735 000
Total salle de sport triple	15 210 000

Le coût de construction de la halle de sport triple est basé sur l'offre de l'entreprise totale et de divers frais engagés jusqu'à ce jour, ce qui couvre environ 85 % des 15,211 millions constituant le coût total de la halle triple. Ce taux de couverture élevé permet de réduire à 5 % le pourcentage de la réserve pour divers et imprévus et celle de l'approximation du devis.

Le montant de 12,35 millions consacrée à la seule réalisation de la salle triple en ET est constitué de l'offre de l'entreprise totale de 2020 et d'un montant qui correspond à l'indexation des prix entre avril 2020 et avril 2023.

3.2 Travaux de rénovation et assainissement des bâtiments existants

Le montant global des coûts d'assainissement, de rénovation, complémentaires et d'équipement s'établit comme suit :

Rénovation et assainissement des bâtiments existants	Montants TTC
Travaux d'assainissement et de rénovation	7 360 000
Travaux complémentaires et d'équipement	285 000
Honoraires – Etudes et planification	500 000
Total	8 145 000
Divers et imprévus du CFC 583 (env. 15 % du montant des études et travaux en phase SIA 31)	1 230 000
Total travaux supplémentaires	9 375 000
Montant d'approximation du devis (env. 15 % en phase SIA 31)	1 425 000
Total	10 800 000

Les travaux d'assainissement et de rénovation de 7,36 millions de francs sont composés de la rénovation partielle et l'assainissement du bâtiment A (5,225 millions de francs) et du bâtiment D (1,23 millions de francs), de travaux sur les alentours (563 000 francs) et de la rénovation de la maison du concierge (342 000 francs).

Les travaux complémentaires et d'équipement de 285 000 francs sont composés d'un nouveau ponton sur le lac (115 000 francs), de l'achat d'équipements et de mobilier extérieur (115 000 francs) et de l'équipement de salles de théories (55 000 francs).

Les travaux ont été estimés en phase SIA 31 partielle et ne sont confirmés par aucune offre et à ces titres non conformes à l'OPIC. Il y a lieu cependant de préciser que le devis de ces travaux a été élaboré au début de l'année 2021 (réactualisés sur la base de l'indice d'avril 2023), avant l'entrée en vigueur de l'OPIC, et cela sans disposer d'un crédit d'étude spécifique qui aurait permis de procéder à des études plus complètes. Les pourcentages appliqués aux divers et imprévus du CFC 583, de même qu'à la réserve d'approximation reflètent cette situation.

4 Montant du crédit complémentaire

Le projet de décret porte sur l'octroi d'un crédit complémentaire de 18 210 000 francs, composé du crédit additionnel et du nouveau crédit ci-dessous.

Au vu du résultat du concours de prestations globales pour la construction de la salle triple un crédit additionnel, venant s'ajouter au crédit initial, est nécessaire :

Crédit additionnel	Montants TTC
Salle de sport triple	15 210 000
Crédit octroyé par décret 2016-DSJ-135 (ROF 2016_145)	-7 690 000
Solde nécessaire total TTC	7 520 000

Le résultat du concours de prestations globales démontre également que des travaux d'assainissement importants sont nécessaires pour les bâtiments existants :

Nouveau crédit	Montant TTC
Travaux de rénovation et équipement	10 800 000

Pour le financement un crédit complémentaire de 18 210 000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances.

Il est rappelé qu'un montant de 1 775 000 francs a été octroyé de manière indépendante par le Conseil d'Etat pour la construction de la place sport extérieure couverte qui servira de solution transitoire durant le chantier.

5 Coûts d'exploitation estimés

Le projet présente un bon rapport qualité / investissement avec intégration des solutions techniques et architecturales simples pour satisfaire les exigences du point de vue énergétique et d'entretien / maintenance modéré.

Coûts d'exploitation estimés de la salle triple (en francs)

		Maintenance (annuelle)	Taxe de base (annuelle)	Estimation consommation d'énergie (annuelle)
Chauffage	Les coûts d'exploitation liés à la production d'énergie sont quasi inexistantes étant donné que la production de chaleur est assurée par le fournisseur de chauffage à distance (prix du kWh = 11,12 cts.)	1 000	4 800	18 750
	Distribution et émission de chaleur			1 200
Electricité	Eclairage, Appareillage, etc.			25 000
	Installation photovoltaïque	2 000		-20 500
Ventilation	Distribution d'air hygiénique	10 000		16 000
Ascenseurs	Entretien pour un ascenseur	1 200		
Eau	Consommation pour nettoyage, douches, etc., 15 m ³ /jour			23 000
	Epuration, taxes			
ECAB			6 000	
Entretien	Nettoyage et entretien courant	30 000		
	Totaux	44 200	10 800	63 450
	TOTAL – Montant TTC		118 450	

6 Durabilité

Les principes du développement durable décrits dans la norme SIA 112/1 sont pris en considération. Les bâtiments devront aussi satisfaire les recommandations KBOB en matière de constructions durables. Le standard de construction de la Halle triple est MINERGIE-P-Eco. Ces notions visent à prendre en compte, outre l'économie, les aspects environnementaux et sociaux qui sont liés à des enjeux de long terme. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.

Pour répondre aux objectifs d'exemplarité qui correspondent à la stratégie immobilière adoptée par le Conseil d'Etat, les constructions répondront aux critères de durabilité ci-après :

Economie	Respecter les budgets alloués et assurer des frais d'exploitation minimum, en cherchant un équilibre cohérent du projet de construction.
Société	Offrir des qualités spatiales mettant en exergue le confort de l'utilisateur (fonctionnalité, lumière, chaleur et acoustique), selon les exigences des normes actuelles. Il s'agit aussi de privilégier des systèmes passifs garantissant un confort hivernal et estival optimum en favorisant l'aération et la lumière naturelle.
Environnement	Respect des exigences en matière d'isolation et augmentation de celles qui concerne la production d'énergie électrique. La surface minimum légale de panneaux solaires a été augmentée et adaptée à la capacité de la toiture principale par un facteur de 2,7 (env. 1125 m ²). Utilisation et provenance des matériaux locaux (bois suisse, etc.).

7 Planning

Après la décision du Conseil d'Etat, et sous réserve d'éventuels recours, les prochaines étapes prévues pour la construction de la salle de sport triple sont les suivantes :

Mai 2022 – avril 2023	Exécution travaux préparatoires et construction du couvert extérieur
Juin 2022	Permis de construire octroyé - salle de sport triple
Mars 2023 – septembre 2023	Message crédit complémentaire et présentation au Grand Conseil
Mars. 2024 – juin 2024	Début des travaux de démolition + fondations
Juillet 2024 septembre 2024	Montage de la structure
Septembre 2024	Exécution des travaux techniques
Octobre 2024 mars 2025	Exécution des travaux d'aménagements intérieurs
Avril 2025	Installation des équipements d'exploitation
Mai-juin 2025	Mise en service

Les appels d'offre et travaux de rénovation et d'assainissement des bâtiments existants se dérouleront en parallèle selon un planning non arrêté à ce jour.

8 Conclusion

La construction de la salle de sport triple ainsi que les rénovations répondent à un besoin reconnu par les autorités et à une nécessité tant sur le plan de la mise à niveau générale des infrastructures sportives, de formation et d'hébergement que sur le plan de l'énergie et de la rentabilité du Campus.

Le Conseil d'Etat a exprimé la volonté de maintenir un équilibre entre l'utilisation par les civilistes et l'exploitation d'un centre cantonal de sport et loisirs, tout en ouvrant l'installation et notamment les hébergements au public lorsque les utilisations principales en laissent la possibilité. Grâce à ce développement, le Campus Schwarzsee / Lac-Noir peut devenir plus attractif pour nos jeunes, nos écoles, nos clubs sportifs régionaux et interrégionaux, les cours et camps J+S, les sociétés et groupes particuliers.

Dans l'optique d'attirer une clientèle plus diversifiée, et donc finalement de renforcer le potentiel d'exploitation du Campus, il paraît non seulement opportun, mais aussi nécessaire et complémentaire de réaliser la salle triple et les

travaux de rénovation des anciens bâtiments. Pour les cours et camps J+S en particulier, qui représentent pour le seul canton de Fribourg un grand potentiel d'occupation, la salle triple constitue une condition sine qua non pour garantir une formation adéquate dans des conditions adaptées correspondant aux standards des autres centres sportifs de Suisse.

Cette réalisation est également nécessaire pour être concurrentielle par rapport à d'autres et pour être pleinement attractive sur le marché des centres de sport et de loisirs. Ainsi, le Conseil d'Etat sollicite du Grand Conseil l'octroi d'un crédit complémentaire d'un montant total de 18 210 000 francs.

Le décret proposé n'a pas de conséquence directe en matière de personnel. Il n'influence pas la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne pose pas de problème sous l'angle de la conformité au droit fédéral et de l'eurocompatibilité.

Ce décret est soumis au référendum financier facultatif et entrera en vigueur dès la promulgation du décret.

En conséquence, nous vous invitons à adopter le présent décret.

Botschaft 2022-DAEC-144

6. Juli 2023

Dekretsentwurf über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir

Hiermit unterbreiten wir Ihnen die Botschaft zum Dekretsentwurf über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungskredits von 18 210 000 Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle und die Erneuerung der bestehenden Gebäude auf dem Campus Schwarzsee / Lac-Noir. Dieser Kredit setzt sich aus einem Zusatzkredit von 7,52 Millionen Franken zum Kredit 2016-DSJS-135 sowie einem neuen Kredit von 10,8 Millionen Franken zusammen.

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	2
2	Beschreibung der Projekte	3
2.1	Bau der Dreifachsporthalle	3
2.2	Bau eines überdachten Sportplatzes	3
2.3	Erneuerung der bestehenden Gebäude und Ausrüstung	3
3	Kosten	4
3.1	Bau der Dreifachsporthalle	4
3.2	Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude	5
4	Höhe des beantragten Kredits	5
5	Geschätzte Betriebskosten	6
6	Nachhaltigkeit	6
7	Planung	7
8	Schlussfolgerung	7

1 Einleitung

Am 4. November 2016 bewilligte der Grosse Rat einen Kredit von 7,69 Millionen Franken für den Bau einer Dreifachsporthalle auf einem Teil des Parkplatzes des Campus Schwarzsee / Lac-Noir (Dekret 2016-DSJ-135). In der Folge verzögerten die zwischen dem Staat und der Gemeinde Plaffeien geführten Diskussionen über den genauen Standort der Halle und insbesondere der Widerstand der Gemeinde gegen den Standort auf dem Parkplatz den Projektstart und führten zur Ausarbeitung eines zweiten Projekts, neuen Analysen und einem neuen Verfahren für die Dreifachsporthalle und einen überdachten Sportplatz an einem neuen Standort. Der Gesamtleistungswettbewerb wurde im Sommer 2019 ausgeschrieben (in diesem Rahmen wurden 10 Projekte eingereicht).

Die Jury sprach sich einstimmig für das Projekt des Unternehmens Blumer-Lehmann aus Gossau mit dem Namen Pick & Roll aus. Dieser Entscheid betraf einzig die Entwicklung und Realisierung der Dreifachsporthalle, da der gedeckte Aussensportplatz von der Jury in den Beratungen aus wirtschaftlichen Gründen vom Wettbewerb dissoziiert wurde. Das ausgewählte Projekt ist zwar zum Zeitpunkt der Offerteingabe dasjenige mit den höchsten Kosten, doch ist es auch das ausgereifteste und funktionellste Projekt. Es entspricht am besten den qualitativen und architektonischen Anforderungen und erfüllt die Bedürfnisse der Nutzer am besten. So waren in den Entwicklungsphasen des Projekts nur geringfügige Anpassungen nötig, wodurch zumindest ein Teil der Kostendifferenz wettgemacht werden konnte (14,49 % im Vergleich zum günstigsten Angebot der vier Finalisten).

Der Auftrag erfolgt in Totalunternehmerschaft. Das heisst, der Bau der Dreifachsporthalle wird in einem einzigen (öffentlichen) Auftrag ausgeschrieben, der entsprechend einfache Untervergaben an Unternehmen, die auf dem lokalen oder regionalen Markt tätig sind, zulässt. Wie beim FRSA-Projekt (Bellechasse) folgt die Zusammenarbeit mit dem Totalunternehmer hierfür dem Open-Book-Prinzip. Es kann auch eine spezifische Reserve vorgesehen werden, die es ermöglicht, das Interesse an lokaler Beschäftigung zu berücksichtigen. Der mit dem Unternehmen Blumer-Lehmann unterzeichnete Vertrag räumt dem Bauherrn ein Einsichtsrecht bei den zur Angebotsabgabe eingeladenen Unternehmen und den Vergabevorschlägen ein.

Nachdem der Standort des Projekts in Frage gestellt worden war, wurde beschlossen, die neue Halle an der Stelle der bestehenden Halle zu errichten, die folglich vor dem Bau der neuen Halle abgerissen werden wird. Dies bedeutet auch, dass während der Bauarbeiten ein provisorischer Ort für die sportlichen Tätigkeiten bereitgestellt werden muss.

Darüber hinaus haben die Nutzer, darunter auch der Zivildienst, über das Amt für Sport (SpA) zusätzliche Wünsche geäußert, von denen einige bereits bei der Lancierung des Campus-Projekts und der Annahme des ersten Umbaukredits vorlagen (tiefergreifende Teilrenovierung des Gebäudes A, Teilrenovierung und Umbau der Gebäude B und D, Anschluss an die Fernheizung, Umgebungsarbeiten, Kauf von Geräten und Mobiliar für den Aussenbereich, neuer Sportplatz im Freien, neuer Steg, Ausstattung der Theorieräume usw.).

Die systematische und methodische Untersuchung der bestehenden Gebäude durch das Architekturbüro Brühlhart Ducret lieferte quantifizierte und gestraffte Ergebnisse entsprechend der Typologie der Räumlichkeiten, der Funktionalität und der Bedürfnisse der Nutzer.

So ergab die Studie, dass mehrere Massnahmen für die Sanierung der älteren und ungenügend unterhaltenen Gebäude A und B bis heute nicht durchgeführt wurden. Weiter zählt sie die Massnahmen auf, die durchgeführt werden sollten, um die Attraktivität des Standorts zu steigern und den Betrieb des gesamten Campus zur Erfüllung der Energie- und anderen Standards zu optimieren. Insbesondere muss die Gebäudehülle der beiden ältesten und am schlechtesten isolierten Gebäude verbessert werden, auch um die Energiekosten zu senken.

Aus Gründen der Rationalisierung und der Synergien wird vorgeschlagen, die Renovierungs- und Umbauarbeiten gleichzeitig mit den Bauarbeiten für die Dreifachsporthalle durchzuführen. Wenn diese Arbeiten zeitversetzt und separat durchgeführt würden, wären sie nämlich wesentlich teurer und würden keine unmittelbaren Vorteile bei den Betriebskosten bringen. Dies gilt insbesondere mit Blick auf den Fernwärmeanschluss, der mit der Inbetriebnahme der Dreifachsporthalle synchronisiert werden soll.

2 Beschreibung der Projekte

2.1 Bau der Dreifachsporthalle

Das Projekt sieht den Bau der Dreifachsporthalle auf der Parzelle Nr. 1803 des Grundbuchs der Gemeinde Plaffeien vor, an der Stelle der bestehenden Sporthalle, die abgerissen wird. Das Gebäude wird eine Höhe von 12 m mit einer Hallenhöhe von 9 m aufweisen, was dem Standard für Sporthallen entspricht. Es wird rund 40 m breit und 64 m lang sein, was eine Fläche von etwa 2560 m² ergibt. Wie der Name schon sagt, kann die Sporthalle mit beweglichen Wänden in drei Einzelhallen unterteilt werden. Die Halle wird die üblichen Ausstattungsmerkmale wie Umkleieräume, Materialräume, technische Räume usw. haben. Eine Tribüne ist hingegen nicht vorgesehen (es gibt lediglich einen Gang), da der Campus hauptsächlich als Trainings- und Freizeitzentrum (Lager) gedacht ist. Der Bau wird den Energiestandard Minergie P erfüllen. Die Gebäudehülle ist äusserst effizient und garantiert eine gute thermische Trägheit unabhängig von den äusseren Wetterbedingungen. Der neue Saal wird an das Fernwärmenetz der Gemeinde angeschlossen.

Der Bau dieser Dreifachsporthalle wird es ermöglichen, mehrere grosse Gruppen gleichzeitig aufzunehmen. Mit der zur Verfügung stehenden Infrastruktur und den in dieser Region herrschenden Wetterverhältnisse kann der Campus derzeit neben der Zivildienstausbildung nur eine Gruppe von maximal 100 Personen aufnehmen. Mit den zusätzlichen Infrastrukturen wird der Campus mehrere Gruppen mit insgesamt 250 bis 300 Personen für Sport und Freizeit aufnehmen können. Die 9000 Übernachtungen, die derzeit in diesem begrenzten Rahmen hauptsächlich in den Monaten Januar bis März und Mai bis August stattfinden, sollen durch den Bau einer neuen Halle auf das ganze Jahr ausgedehnt werden, wodurch auch die Übernachtungszahlen deutlich zunehmen dürften.

Dieses Projekt war bereits Gegenstand des Verpflichtungskredits 2016-DSJ-135 (7,69 Millionen Franken), der sich bei der Konkretisierung des Projekts als bei weitem nicht ausreichend erwies. Zum einen lehnte die betroffene Gemeinde den ursprünglich vorgesehenen Standort ab, weshalb er verlegt wurde.

Zum anderen lagen alle von den acht Generalunternehmern offerierten Preise weit über den geschätzten Baukosten, die in der Botschaft zum Verpflichtungskredit aufgeführt waren. Ähnliche Projekte für Dreifachsporthallen, die zwischen 2010 und 2020 realisiert oder geplant wurden (in tiefen, nicht in hohen Lagen), gingen von Kosten zwischen 3,5 und 3,8 Millionen Franken je Einzelhalle aus, was eine Gesamtinvestition von 10,5 bis 11,4 Millionen Franken ergibt. Die Erfahrung zeigt, dass die Kosten einer Dreifachsporthalle aufgrund ihrer Multifunktionalität und Flexibilität in der Regel die Summe der Kosten von drei Einzelhallen übersteigen.

Im Verlaufe der Projektentwicklung in den letzten Monaten hat sich bestätigt, dass die Investition, die nötig ist, um den Campus Schwarzsee mit einer modernen und standortgerechten Sportanlage auszustatten, einen Zusatzkredit von 7,52 Millionen Franken erfordert.

2.2 Bau eines überdachten Sportplatzes

Zur Kostenoptimierung und gestützt auf die durchgeführte Machbarkeitsstudie wird der überdachte Sportplatz während der Bauzeit als provisorische Halle dienen und danach beibehalten werden, um angesichts der anerkannten Bedürfnisse der Nutzer als überdachter Platz zur Verfügung zu stehen.

Der überdachte Sportplatz wurde unabhängig von der Dreifachsporthalle ausgeschrieben und wird separat von einem anderen Totalunternehmer verwirklicht. Das Baubudget, das von dieser Botschaft unabhängig ist und vom Staatsrat bereits bewilligt wurde, um weitere Verzögerungen des Projekts zu vermeiden, beläuft sich auf 1 775 000 Franken.

2.3 Erneuerung der bestehenden Gebäude und Ausrüstung

In der folgenden Liste sind die Arbeiten und Installationen aufgeführt, die an den Gebäuden (das Gebäude A stammt aus dem Jahr 1971, das Gebäude B aus dem Jahr 1980) durchgeführt werden müssen, um sie instand zu setzen (namentlich durch das Nachholen von Unterhaltsarbeiten) und zu sanieren sowie um die Attraktivität des Standorts zu steigern bzw. den Betrieb des gesamten Campus dank dessen vollständigen Nutzung zu optimieren. Die Erneuerung

entspricht auch den seit langem bestehenden Erwartungen der Nutzer. Tatsächlich wurden mehrere Elemente der Sanierung der bestehenden Gebäude noch nicht durchgeführt (Austausch von Fenstern und Türen, Isolierung usw.). Ebenso wurden einige Sporteinrichtungen vorübergehend auf Eis gelegt.

- > Reparatur und Wärmedämmung der Fassaden (Geb. A)
- > Sanierung, Austausch der Fenster und Türen (Geb. A und Geb. B)
- > Dachreparatur und -isolierung (Geb. A)
- > Installation von Fotovoltaikanlagen
- > Sanierung der Sanitärräume und der Räume im Untergeschoss (Geb. A)
- > Anschluss aller Gebäude auf dem Campus an das Fernwärmenetz
- > Renovierung des Hauses des Hauswarts
- > Sanierung der Fliesen in den beiden Küchen (Geb. A)
- > Auffrischung der Innenanstriche
- > Anpassung und Ausstattung des Empfangsbereichs des Amts für Sport (Geb. A)
- > Multimedia-Ausstattung in den Theorieräumen (Geb. B)
- > Sanierung der Duschen (Geb. D).

Dieser Teil der Renovierung und Sanierung wird Gegenstand eines eigenständigen Projekts und einer eigenständigen Planung sein, um das Projekt der Dreifachsporthalle nicht zu verzögern. Trotzdem soll er im Rahmen derselben Botschaft präsentiert werden, um einen Gesamtüberblick über die Arbeiten an diesem Standort zu ermöglichen. Es ist Gegenstand eines neuen Kredits in Höhe von 10,8 Millionen Franken.

3 Kosten

3.1 Bau der Dreifachsporthalle

Das Ergebnis des Gesamtleistungswettbewerbs für den Bau der Dreifachsporthalle zeigt, dass der ursprüngliche Kredit zum Zeitpunkt seiner Festlegung, als noch ein anderer Standort vorgesehen war, zu niedrig angesetzt war, wie es in jener Zeit oft vorkam bei Baukrediten. Die Gesamtkosten für das Projekt zum Bau und zur Ausstattung der Dreifachsporthalle lassen sich wie folgt aufschlüsseln:

Dreifachsporthalle	Beträge inkl. MWST
Vorstudien, Verfahren und Anschluss an das Fernwärmenetz, umfassende Dachabdeckung mit Sonnenkollektoren	1 120 000
Realisierung gemäss Wettbewerb (Totalunternehmervertrag [TU])	12 350 000
Honorare Totalunternehmer	Enthalten
Mobile Sportausrüstungen	380 000
Zwischentotal	13 850 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes für BKP 583 (ca. 5 % der Offerte in TU). SIA-Teilphase 41	625 000
Total Bau Dreifachsporthalle	14 475 000
Genauigkeitsreserve des Voranschlags (ca. 5 % der Arbeiten in der SIA-Teilphase 41)	735 000
Total Dreifachsporthalle	15 210 000

Die Baukosten für die Dreifachsporthalle basieren auf dem Angebot des Totalunternehmers und verschiedenen bisher angefallenen Kosten. Damit sind rund 85 % der Gesamtkosten der Dreifachsporthalle, die 15,211 Millionen Franken ausmachen, gedeckt. Diese hohe Deckungsquote ermöglicht es auch, den Prozentsatz der Reserve für Verschiedenes und Unvorhergesehenes und den Prozentsatz der Genauigkeitsreserve auf 5 % zu senken.

Der Betrag von 12,35 Millionen Franken, der allein für die Fertigstellung der Dreifachsporthalle in Totalunternehmerschaft aufgewendet wird, ergibt sich aus der Offerte des Totalunternehmers von 2020 und der Preisindexierung zwischen April 2020 und April 2023.

3.2 Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude

Der Gesamtbetrag der Kosten für Sanierung, Renovierung, Ergänzung und Ausstattung stellt sich wie folgt dar:

Erneuerung und Sanierung der bestehenden Gebäude	Beträge inkl. MWST
Sanierungsarbeiten und Renovierung	7 360 000
Zusatz- und Ausrüstungsarbeiten	285 000
Honorare – Studien und Planung	500 000
Total	8 145 000
Verschiedenes und Unvorhergesehenes für BKP 583 (ca. 15 % des Betrags für Studien und Arbeiten in der SIA-Teilphase 31).	1 230 000
Total Zusätzliche Arbeiten	9 375 000
Genauigkeitsreserve des Voranschlags (ca. 15 % in der SIA-Teilphase 31)	1 425 000
Total	10 800 000

Die Sanierungs- und Renovierungsarbeiten in Höhe von 7,36 Millionen Franken setzen sich aus der Teilrenovierung und Sanierung der Gebäude A (5,225 Millionen Franken) und D (1,23 Millionen Franken), den Umgebungsarbeiten (563 000 Franken) und der Renovierung des Hauses des Hauswarts (342 000 Franken) zusammen.

Die Zusatz- und Ausrüstungsarbeiten in Höhe von 285 000 Franken setzen sich aus einem neuen Steg auf dem See (115 000 Franken), dem Kauf von Geräten und Mobiliar für den Aussenbereich (115 000 Franken) und der Ausstattung von Theorieräumen (55 000 Franken) zusammen.

Die Kosten wurden in der SIA-Teilphase 31 geschätzt und sind noch durch keine Offerte bestätigt worden. Sie erfüllen daher die Vorgaben der Verordnung über die bedeutenden Immobilienvorhaben des Staates und über die Kommission für die Bewertung der Immobilienvorhaben des Staates (ImmoV) nicht. Der Kostenvoranschlag für diese Arbeiten, der auf der Grundlage des Indexes vom April 2023 aktualisiert wurde, wurde indessen Anfang 2021 und somit vor Inkrafttreten der ImmoV erstellt, und zwar ohne über einen spezifischen Studienkredit zu verfügen, der umfassendere Studien ermöglicht hätte. Die Prozentsätze für Verschiedenes und Unvorhergesehenes im BKP 583 sowie für die Genauigkeitsreserve spiegeln dies wider.

4 Höhe des beantragten Kredits

Der Dekretsentwurf hat einen Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken zum Gegenstand, der sich aus dem Zusatzkredit und dem unten aufgeführten neuen Kredit zusammensetzt.

In Anbetracht des Ergebnisses des Gesamtleistungswettbewerbs für den Bau der Dreifachsporthalle ist ein Zusatzkredit erforderlich, der zum ursprünglichen Kredit hinzukommt:

Zusatzkredit	Beträge inkl. MWST
Dreifachsporthalle	15 210 000
Kredit gewährt durch Dekret 2016-DSJ-135 (ASF 2016_145)	-7 690 000
Saldo inkl. MWST	7 520 000

Das Ergebnis des Gesamtleistungswettbewerbs zeigt auch, dass bei den bestehenden Gebäuden umfangreiche Sanierungsarbeiten notwendig sind:

Neuer Kredit	Betrag inkl. MWST
Renovierungsarbeiten und Ausrüstung	10 800 000

Bei der Finanzverwaltung wird ein zusätzlicher Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken eröffnet.

Es sei daran erinnert, dass der Staatsrat unabhängig davon einen Betrag von 1 775 000 Franken für den Bau des überdachten Sportplatzes bewilligt hat, der während der Bauzeit als Übergangslösung dienen wird.

5 Geschätzte Betriebskosten

Das Projekt bietet ein gutes Preis-Leistungs-Verhältnis und integriert einfache technische und architektonische Lösungen, die den Anforderungen in Bezug auf Energieverbrauch und geringen Wartungs- und Instandhaltungsaufwand gerecht werden.

Geschätzte Betriebskosten der Dreifachsporthalle (in Franken)

		Wartung (jährlich)	Grundgebühr (jährlich)	Geschätzter Energieverbrauch (jährlich)
Heizung	Betriebskosten für die Energieerzeugung gibt es so gut wie keine, da die Wärmeerzeugung durch den Fernwärmelieferanten erfolgt (Preis pro kWh = 11,12 Rp.).	1 000	4 800	18 750
	Wärmeverteilung und -emission			1 200
Strom	Beleuchtung, Geräte usw.			25 000
	Photovoltaikanlage	2 000		-20 500
Belüftung	Hygienisches Luftverteilsystem	10 000		16 000
Aufzüge	Wartung eines Lifts	1 200		
Wasser	Verbrauch für Reinigung, Duschen usw., 15 m³/Tag			23 000
	Abwasserreinigung, Gebühren			
KGV			6 000	
Unterhalt	Reinigung und laufender Unterhalt	30 000		
	Total	44 200	10 800	63 450
	TOTAL – Betrag inkl. MWST		118 450	

6 Nachhaltigkeit

Die in der SIA-Empfehlung 112/1 beschriebenen Grundsätze der nachhaltigen Entwicklung werden berücksichtigt. Die Gebäude werden auch die KBOB-Empfehlungen für nachhaltiges Bauen erfüllen müssen. Die Dreifachsporthalle erfüllt den Standard Minergie-P-ECO. Neben den ökonomischen Aspekten werden mit anderen Worten auch die ökologische und die soziale Dimension berücksichtigt, die mit langfristigen Herausforderungen verbunden sind. Die nachhaltige Entwicklung ist eine Entwicklung, die die Bedürfnisse der Gegenwart befriedigt, ohne zu riskieren, dass künftige Generationen ihre eigenen Bedürfnisse nicht befriedigen können.

Um den Zielen der Vorbildfunktion gemäss Immobilienstrategie des Staats gerecht zu werden, werden die Bauten die folgenden Nachhaltigkeitsvorgaben erfüllen:

Wirtschaft	Die bereitgestellten Budgets einhalten und minimale Betriebskosten sicherstellen, indem ein kohärentes Gleichgewicht des Bauprojekts angestrebt wird.
Gesellschaft	Räumliche Qualitäten bieten, die den Komfort der Nutzer hervorheben (Funktionalität, Licht, Wärme und Akustik), entsprechend den Anforderungen der aktuellen Normen. Es geht auch darum, passive Systeme zu bevorzugen, die einen optimalen Komfort im Winter und Sommer garantieren, indem sie die Belüftung und das natürliche Licht fördern.
Umwelt	Die Vorgaben zur Isolierung einhalten und die Anforderungen an die Stromerzeugung erhöhen. In diesem Sinne wurde die gesetzlich vorgeschriebene Mindestfläche für Sonnenkollektoren erhöht und um den Faktor 2,7 an die Kapazität des Hauptdachs angepasst (ca. 1125 m ²). Lokale Materialien (Schweizer Holz etc.) verwenden.

7 Planung

Nach dem Entscheid des Staatsrats und vorbehaltlich allfälliger Einsprachen sind folgende Schritte für den Bau der Dreifachsporthalle geplant:

Mai 2022 bis April 2023	Vorbereitungsarbeiten und Bau des überdachten Sportplatzes
Juni 2022	Erhalt der Baubewilligung – Dreifachsporthalle
März bis September 2023	Botschaft Zusatzkredit und Präsentation zuhanden des Grossen Rats
März bis Juni 2024	Beginn der Abbrucharbeiten + Erstellung der Fundamente
Juli bis September 2024	Einrichtung der Struktur
September 2024	Technische Bauausführung
Oktober 2024 bis März 2025	Ausführung von Innenausbauarbeiten
April 2025	Installation der Betriebsausstattung
Mai bis Juni 2025	Inbetriebnahme

Die Ausschreibungen wie auch die Renovierungs- und Sanierungsarbeiten an den bestehenden Gebäuden werden parallel dazu nach einem noch nicht festgelegten Zeitplan durchgeführt.

8 Schlussfolgerung

Der Bau der Sporthalle entspricht einem von den Behörden anerkannten Bedürfnis und einer Notwendigkeit sowohl für die allgemeine Aufwertung der Infrastrukturen für Sport, Ausbildung und Unterbringung als auch im Hinblick auf den Energieverbrauch und die Rentabilität des Campus.

Der Staatsrat will das Gleichgewicht zwischen der Nutzung durch Zivildienstleistende und dem Betrieb eines kantonalen Sport- und Freizeitzentrums wahren und gleichzeitig die Anlage und insbesondere die Unterkünfte für die Öffentlichkeit öffnen, wenn die Hauptnutzungen die Möglichkeit dazu bieten. So kann der Campus Schwarzsee / Lac-Noir für Jugendliche, Schulen, regionale und überregionale Sportvereine, J+S-Kurse und -Lager, Unternehmen und Gruppen von Einzelpersonen attraktiver werden.

Im Hinblick auf die Anziehung einer vielfältigeren Kundschaft und damit letztlich auf die Stärkung des Nutzungspotenzials des Campus erscheint es nicht nur angebracht, sondern auch notwendig und komplementär, die Dreifachsporthalle zu bauen und die bestehenden Gebäude zu erneuern. Insbesondere für die J+S-Kurse und -Lager,

die allein für den Kanton Freiburg ein grosses Beschäftigungspotenzial darstellen, ist die Dreifachsporthalle eine unabdingbare Voraussetzung, um eine angemessene Ausbildung unter adäquaten Bedingungen zu gewährleisten, die den Standards der anderen Sportzentren der Schweiz entsprechen.

Das Projekt ist zudem nötig, um im Vergleich zu anderen Standorten wettbewerbsfähig zu sein und auf dem Markt der Sport- und Freizeitzentren attraktiv zu bleiben. So schlägt der Staatsrat dem Grossen Rat vor, einen zusätzlichen Verpflichtungskredit von 18 210 000 Franken zu genehmigen.

Das Dekret hat keinen direkten Einfluss auf den Personalbestand des Staats. Es hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden. Es steht im Einklang mit dem Bundesrecht und ist eurokompatibel.

Es untersteht dem fakultativen Finanzreferendum und tritt mit der Promulgierung in Kraft.

Aus den dargelegten Gründen ersuchen wir Sie abschliessend, den vorliegenden Dekretsentwurf gutzuheissen.

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DIME-144

**Projet de décret:
Campus Schwarzsee / Lac Noir - Octroi d'un crédit
d'engagement complémentaire en vue de la construction
d'une salle de sport triple et de la rénovation des
bâtiments existants**

Propositions de la commission ordinaire CO-2022-014

Présidence : Markus Stöckli

Membres : Carole Baschung, David Bonny, Daniel Bürdel, Pascal Lauber, Brice Repond, Benoît Rey, Bruno Riedo, Achim Schneuwly, Susanne Schwander, Julia Senti

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit :

Art. 1 al. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 (ROF 2016_145) d'un montant de ~~7'520'000~~ 8'820'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires à la construction d'une salle de sport triple et d'un terrain de sport, type terrain de football d'une dimension minimum juniors, sur la grande place de parc actuelle ou à proximité immédiate du Campus Schwarzsee / Lac-Noir.

Vote final

Par 10 voix contre 0 et 1 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Anhang

GROSSER RAT

2022-DIME-144

**Dekretsentwurf: Campus Schwarzsee / Lac Noir - Dekret
über die Gewährung eines zusätzlichen Verpflichtungs-
kredits für den Bau einer Dreifachsporthalle und die
Erneuerung der bestehenden Gebäude**

Antrag der ordentlichen Kommission OK-2022-014

Präsidium: Markus Stöckli

Mitglieder: Carole Baschung, David Bonny, Daniel Bürdel, Pascal Lauber, Brice Repond, Benoît Rey, Bruno Riedo, Achim Schneuwly, Susanne Schwander, Julia Senti

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1 Abs. 1

A1

¹ Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für den Bau einer Dreifachsporthalle und eines Sportplatzes wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit in der Höhe von ~~7'520'000~~ 8'820'000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 4. November 2016 (ASF 2016_145) eröffnet. Der Sportplatz ist vom Typ Fussballfeld, weist im Minimum die Mindestmasse für Juniorenfussball auf und wird auf dem bestehenden grossen Parkplatz oder in unmittelbarer Nähe des Campus Schwarzsee / Lac Noir geschaffen.

Schlussabstimmung

Mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Troisième lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 9 voix contre 1 et 1 abstention.

Le 31 octobre 2023

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Dritte Lesung

A1	Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 9 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung.
CE	

Den 31. Oktober 2023

Annexe

GRAND CONSEIL

2022-DIME-144

**Projet de décret : Campus Schwarzsee / Lac Noir -
Octroi d'un crédit d'engagement complémentaire
en vue de la construction d'une salle de sport triple
et de la rénovation des bâtiments existants**

Propositions de la Commission des finances et de gestion CFG

Présidence : Claude Brodard

Vice-présidence : Bruno Boschung

Membres : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de décret comme suit :

Art. 1 al. 1

¹ Un crédit d'engagement additionnel au crédit alloué par le Grand Conseil le 4 novembre 2016 (ROF 2016_145) d'un montant de ~~7'520'000~~ 8'820'000 francs est ouvert auprès de l'Administration des finances en vue du financement des travaux complémentaires nécessaires à la construction d'une salle de sport triple et d'un terrain de sport, type terrain de football d'une dimension minimum juniors, sur la grande place de parc actuelle ou à proximité immédiate du Campus Schwarzsee / Lac-Noir.

Vote final

Par 7 voix contre 0 et 5 abstentions, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de décret tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Anhang

GROSSER RAT

2022-DIME-144

**Dekretsentwurf: Campus Schwarzsee / Lac Noir -
Dekret über die Gewährung eines zusätzlichen
Verpflichtungskredits für den Bau einer Dreifachsporthalle
und die Erneuerung der bestehenden Gebäude**

Antrag der Finanz- und Geschäftsprüfungskommission FGK

Präsidium : Claude Brodard

Vize-Präsidium : Bruno Boschung

Mitglieder : Christel Berset, Laurent Dietrich, Andreas Freiburghaus, Benoît Glasson, Nadine Gobet, François Ingold, Armand Jaquier, Gabriel Kolly, Marie Levrat, Luana Menoud-Baldi, Stéphane Peiry, Benoît Rey, Bruno Riedo

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 1 Abs. 1

A1

¹ Zur Finanzierung der zusätzlichen Arbeiten für den Bau einer Dreifachsporthalle und eines Sportplatzes wird bei der Finanzverwaltung ein zusätzlicher Verpflichtungskredit in der Höhe von ~~7'520'000~~ 8'820'000 Franken zum Kredit des Grossen Rats vom 4. November 2016 (ASF 2016_145) eröffnet. Der Sportplatz ist vom Typ Fussballfeld, weist im Minimum die Mindestmasse für Juniorenfussball auf und wird auf dem bestehenden grossen Parkplatz oder in unmittelbarer Nähe des Campus Schwarzsee / Lac Noir geschaffen.

Schlussabstimmung

Mit 7 zu 0 Stimmen bei 5 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Dekretsentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projet bis), anzunehmen.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Troisième lecture

La proposition A1, opposée à la proposition initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 5 et 1 abstention.

Le 3 novembre 2023

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Dritte Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats
CE mit 6 zu 5 Stimmen bei 1 Enthaltung.

Den 3. November 2023

Rapport 2023-DIME-231

29 août 2023

— Modifications du plan directeur cantonal

Nous avons l'honneur de vous soumettre, conformément à l'article 17 al. 1 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATEC), à titre consultatif, un rapport sur les modifications du plan directeur cantonal.

Comme le prévoit la procédure régissant les modifications du plan directeur cantonal, le Grand Conseil est informé de toute modification majeure du plan directeur cantonal avant son adoption par le Conseil d'Etat.

Le plan directeur est un instrument dynamique qui doit être mis à jour régulièrement en fonction de l'évolution du contexte et des enjeux. La présente modification est la première depuis l'approbation du plan directeur cantonal par la Confédération. Le principal enjeu est l'intégration des paysages d'importance cantonale (PIC) ainsi que la thématique des géotopes.

De nouvelles fiches de projet ainsi que la modification de fiches existantes font également partie du dossier. Selon la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée en 2014, tout projet ayant un fort impact sur le territoire et l'environnement doit avoir été traité préalablement dans le plan directeur cantonal et approuvé par la Confédération avant de pouvoir être planifié et réalisé au niveau local. Seuls les projets soumis par des instances ou autorités cantonales, régionales et locales sont pris en considération.

Table des matières

1	Documents transmis au Grand Conseil	2
2	Historique des travaux	2
3	Contenu des modifications du plan directeur cantonal	2
4	Résumé du rapport de consultation	5
5	Principales modifications suite à la consultation publique	10
6	Suite des travaux	10

1 Documents transmis au Grand Conseil

Afin de permettre une prise de connaissance complète du dossier, les documents suivants sont annexés à ce rapport :

- > les projets des thèmes « Paysage » et « Géotopes ». Les textes modifiés, par rapport au contenu actuel du plan directeur cantonal, sont mis en évidence par des caractères soulignés (ajouts) ou barrés (suppression) de couleur bleue (ou violette pour les adaptations proposées suites à la consultation publique). La partie explicative de ces textes, identifiable par la lettre R dans la partie supérieure gauche des pages concernées, n'est pas liante pour les autorités ;
- > les 32 projets de fiches de projet (nouvelles fiches, fiches modifiées et fiches supprimées). Les textes modifiés, par rapport au contenu actuel du plan directeur cantonal, sont mis en évidence par des caractères soulignés (ajouts) ou barrés (suppression) de couleur bleue (ou violette pour les adaptations proposées suites à la consultation publique)
- > le rapport sur la consultation publique, document établi suite à la consultation publique. Ce rapport présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat.

Les annexes suivantes sont également transmises afin de comprendre les modifications du plan directeur cantonal :

- > l'étude de base « Inventaire des paysages d'importance cantonale » ;
- > le projet d'aide à l'exécution de la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat) afin de faciliter la compréhension de la mise en œuvre des paysages d'importance cantonale.

2 Historique des travaux

Conformément à l'avis paru dans la Feuille d'avis officielle n°50 du 14 décembre 2021, la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) a mis en consultation publique durant deux mois, les modifications relatives aux thèmes « Paysage » et « Géotopes », ainsi qu'à 32 fiches de projet.

3 Contenu des modifications du plan directeur cantonal

Les projets de thèmes ou de fiches de projet modifiées présentent les enjeux suivants :

3.1 Thème modifié T311 « Paysage »

Il s'agit d'une profonde modification du thème existant visant à inscrire 12 paysages d'importance cantonale (PIC) dans le plan directeur cantonal de manière à leur donner une valeur liante. Le thème est accompagné de 12 fiches de projets relatives aux 12 PIC définis.

3.2 Nouveau thème T313 « Géotopes »

Il s'agit d'un nouveau thème annonciateur de l'inventaire des géotopes d'importance cantonale qui est encore en cours de d'élaboration. La thématique des géotopes était englobée précédemment dans le thème « Paysage » du plan directeur cantonal. Une fois l'inventaire finalisé, une modification du plan directeur cantonal sera effectuée et le projet sera soumis à consultation publique. A ce stade, le contenu du plan directeur cantonal n'a pas de conséquences pour l'aménagement local.

3.3 Fiche de projet modifiée P0107 « Secteur stratégique « Rose de la Broye » »

L'enjeu principal est la réduction du périmètre du secteur stratégique du fait de la localisation du projet de « Centre logistique ferroviaire de la Broye » dans le même secteur. La fiche passe ainsi de l'état de « coordination en cours » à « coordination réglée ».

3.4 Nouvelle fiche de projet P0212 « STEP régionale de Saint-Aubin »

Il s'agit d'un projet régional d'épuration qui s'inscrit dans le projet de regroupement des STEP de la région Basse-Broye/Vully afin d'améliorer le rendement global de l'épuration et de rationaliser ses coûts. La localisation n'est pas encore définitive. La fiche de projet est donc classée sous « Information préalable ».

3.5 Fiche de projet modifiée P0404 « Projets de routes de contournement à étudier »

Cette fiche est mise à jour en raison des trois routes de contournement qui font désormais l'objet de fiches de projet spécifiques.

3.6 Fiche de projet modifiée P0406 « Route de contournement de Düdingen »

Cette fiche est modifiée afin d'assurer la cohérence avec la fiche générale « Routes de contournement à étudier » en changeant l'état de coordination de « coordination en cours » à « information préalable ». En effet, les travaux actuels se concentrent sur la l'optimisation des variantes de la liaison Birch-Luggiwil ou d'une autre solution permettant d'assurer l'accès à la zone stratégique et de fluidifier le trafic lié à la jonction autoroutière de Düdingen ainsi que sur le projet de tunnel de contournement dit « Chrummatt » à Flamatt, qui pourrait contribuer à désengorger la commune de Düdingen.

3.7 Nouvelle fiche de projet P0410 « Route de contournement de Kerzers »

Le projet de route fait désormais l'objet d'une fiche spécifique en raison de l'avancement de sa planification. L'état de coordination est « coordination réglée ».

3.8 Nouvelle fiche de projet P0411 « Route de contournement de Prez-vers-Noréaz »

Le projet fait désormais l'objet d'une fiche spécifique en raison de l'avancement de sa planification. L'état de coordination est « coordination réglée ».

3.9 Nouvelle fiche de projet P0412 « Route de contournement de Romont »

Le projet fait désormais l'objet d'une fiche spécifique en raison de l'avancement de sa planification. L'état de coordination est « coordination réglée ».

3.10 Nouvelle fiche de projet P0413 « Jonction de Bulle »

Cette nouvelle fiche vise à transposer dans le plan directeur cantonal la feuille de route établie par l'Office fédéral des routes, le canton et la Ville de Bulle au sujet de la jonction autoroutières de Bulle. Elle comprend le plan d'action et la vision partagée des interventions à entreprendre aux différents horizons temporels. L'état de coordination est « information préalable ».

3.11 Nouvelle fiche de projet P0414 « Centre logistique ferroviaire de la Broye »

Cette nouvelle fiche est créée en vue de la planification du centre logistique ferroviaire qui était initialement prévu dans le secteur de La Guérite vers celui de la Rose de la Broye. Il permet une reconnaissance de ce projet par les instances fédérales. L'état de coordination est « coordination en cours ».

3.12 Fiche de projet supprimée P0501 « Parc VTT Hapfere à Plaffeien »

Cette fiche est supprimée étant donné que le parc VTT concerné est désormais traité dans la fiche « Développement du domaine sportif 4 saisons du site de Schwarzsee » qui est modifiée en conséquence.

3.13 Fiche de projet modifiée P0502 « Extension du domaine skiable, sentiers VTT et Via Ferrata de Moléson-sur-Gruyères »

Selon les résultats de l'examen fédéral du plan directeur cantonal en 2020, les installations et pistes skiabiles prévues du côté Est sont supprimées afin d'assurer un passage de l'état de coordination en « coordination réglée » conformément aux remarques émises par la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020.

3.14 Fiche de projet modifiée P0503 « Développement du domaine sportif 4 saisons de Schwarzsee »

La fiche est modifiée en vue d'attribuer des états de coordination multiples aux différents projets prévus dans ce secteur. Le parc VTT Hapfere à Plaffeien est intégré à la fiche.

3.15 Fiche de projet modifiée P0504 « Développement des infrastructures à la Berra et liaison la Berra-Plan des gouilles »

La fiche est modifiée en vue d'attribuer des états de coordination multiples aux différents projets prévus dans ce secteur et de tenir compte des remarques émises par la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020.

3.16 Fiche de projet modifiée P0507 « Développement du site de Jaun/Gastlosen »

La fiche est modifiée en vue d'attribuer des états de coordination multiples aux différents projets prévus dans ce secteur.

3.17 Fiche de projet modifiée P0508 « Centre Schwarzsee »

Le contenu de la fiche est adapté en fonction de l'avancement de la planification du projet. L'état de coordination est « information préalable ».

3.18 Fiche de projet modifiée P0509 « Développement touristique du secteur Bad à Schwarzsee »

Le contenu de la fiche est adapté en fonction de l'avancement de la planification du projet. L'état de coordination est « information préalable ».

3.19 Nouvelle fiche de projet P0513 « Goya Onda »

Une fiche est créée en vue de la planification d'un projet de vague artificielle sur lac de la Gruyère. L'état de coordination est « coordination en cours ». Suite aux résultats de l'examen fédéral, le Conseil d'Etat a cependant décidé de retirer cette fiche du plan directeur cantonal (voir 4.8 ci-dessous).

3.20 Fiche de projet modifiée P0708 « Couverture de Chamblieux »

Le contenu de la fiche est adapté en fonction de l'avancement de la planification du projet et notamment des précisions son apportées par rapport à la variante retenue. La fiche passe de l'état de coordination « coordination en cours » à « coordination réglée ».

3.21 Fiche de projet modifiée P0709 « Densification et requalification du Plateau d'Agy »

Le contenu de la fiche est adapté en fonction de l'avancement de la planification du projet. La mention d'un possible plan d'affectation cantonal est notamment supprimée. L'état de coordination est « coordination en cours ».

3.22 Fiche de projet modifiée P0801 Centre sportif régional d'Estavayer-le-Lac

Le contenu de la fiche est adapté en fonction de l'avancement de la planification du projet et notamment la réduction du périmètre y relatif. La fiche passe de l'état de coordination « coordination en cours » à « coordination réglée ».

3.23 Nouvelles fiches de projet P1101-P1112 Paysages d'importance cantonale (PIC)

12 fiches de projet relatives aux paysages d'importance cantonale sont créées : Vallée de l'Intyamou, Massif du Moléson et Teysachaux, Gruyères et alentours, Chaînes des Gastlosen et Hochmatt, Lac Noir, Massif de la Berra et Cousimbart, Lac de la Gruyère, Gorges de la Sarine, Sarine en ville de Fribourg, Campagne de Pierrafortscha, Rive Nord du lac de Morat, Terrasses de Cheyres-Châbles-Font.

Chaque fiche fait l'objet d'une description relative aux caractéristiques du paysage auquel il se rapporte et développe des objectifs spécifiques à atteindre.

4 Résumé du rapport de consultation

Le rapport de consultation présentant de façon exhaustive les remarques formulées lors de la consultation est joint au présent rapport.

Pour chacun des contenus modifiés du plan directeur cantonal, les éléments principaux sont présentés ci-dessous. Les textes en italique présentent de manière synthétique, les réponses apportées aux remarques et les éventuelles adaptations apportées. Il y a lieu de préciser que seuls les points principaux et les remarques portant sur les modifications ont été retenus dans cette synthèse.

En ce qui concerne la remise en question du volet éolien, il y a lieu de se référer à la réponse du 26 juin 2023 du Conseil d'Etat au mandat Antoinette de Weck/David Fattebert 2022-GC-63 « Révision du volet éolien du Plan directeur cantonal ».

4.1 Remarques générales

Différentes remarques portent sur l'ambiguïté du vocabulaire utilisé relatif aux différents états de coordination des fiches de projet et sur la portée juridique de ces fiches.

L'inscription d'un projet dans le plan directeur cantonal permet de définir quel est le chemin à suivre pour sa planification/réalisation et la prise en compte des différentes contraintes en présence. En outre, les projets relevant du plan directeur cantonal sont soumis à l'approbation de la fiche y relative par la Confédération dans l'état de « coordination réglée ». Aucune garantie de réalisation d'un projet n'est donc donnée par le canton à travers le plan directeur cantonal. L'inscription au plan directeur cantonal permet d'indiquer que le projet peut être étudié dans un contexte donné et que le développement de ce projet n'est pas contraire à la stratégie cantonale d'aménagement du territoire définie dans la planification directrice cantonale. Les procédures de légalisation nécessaires, en matière d'aménagement du territoire et/ou d'autorisation de construire, doivent encore être menées.

Aux yeux de plusieurs intervenants, et en particulier de la Confédération, un certain nombre d'éléments de justification pour l'inscription d'un projet dans le plan directeur cantonal, ou pour des modifications résultant de changement d'état de coordination, sont absents ou insuffisants.

En vue de l'approbation fédérale des modifications du plan directeur cantonal, un rapport explicatif complémentaire comprenant toutes les justifications attendues sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final. Pour les futures modifications du plan directeur, un tel document sera élaboré au préalable et accompagnera les documents lors de la consultation publique et l'examen préalable fédéral. En outre, un travail d'amélioration de la forme et de la structure des fiches de projet est en cours. Cette nouvelle structure devrait pouvoir être appliquée lors des prochaines modifications du plan directeur cantonal.

4.2 Paysage

4.2.1 Concept paysager cantonal

La Confédération ainsi que certaines communes notent l'absence d'un concept de « paysage cantonal » afin de préciser et étoffer sur cette base le contenu du plan directeur cantonal.

Le concept paysager cantonal n'est en aucun cas abandonné, mais il arrive à sa phase d'aboutissement puisqu'il avait pour principal but la désignation de paysages et de géotopes d'importance cantonale conformément à la LPNat. Le Conseil d'Etat rappelle que le canton travaille actuellement à la rédaction d'une directive sur l'analyse de l'intégration paysagère des constructions et aménagements. L'objectif de ce document sera d'accompagner les « acteurs du paysage » dans l'évaluation de l'intégration paysagère d'un projet (installations, infrastructures, constructions, aménagements extérieurs).

4.2.2 Portée des objectifs paysagers à prendre en compte

L'inventorisation de 12 paysages d'importance cantonale, tout comme celle des géotopes est globalement appréciée par les divers intervenants. Toutefois, les prises de position sont contrastées en ce qui concerne la formulation des objectifs paysagers. D'aucuns les trouvent trop détaillés et restrictifs alors que d'autres les considèrent comme approximatifs et sujets à interprétation.

La rédaction du plan directeur cantonal doit en effet trouver une formulation ni trop circonstanciée, ni trop globale. Il s'agit d'un document liant pour les autorités, mais dont le but est d'établir les grandes directions de l'aménagement du territoire à une échelle cantonale. Dans les domaines où cela est possible, il doit laisser une marge d'interprétation pour les planifications régionales et locales, ce qui est le cas pour les questions de paysage.

Nombre d'intervenants, notamment certaines communes, redoutent que le canton établisse des planifications trop contraignantes pour les autorités subordonnées, cela surtout relativement aux droits à bâtir. Les communes craignent que leur autonomie dans la planification locale ne soit diminuée par l'établissement d'un périmètre de protection. Les questions sont finalement de savoir quels sont les rôles des autorités communales et régionales, avec quelle marge de manœuvre, quel est le rôle du canton et en particulier celui du Service des forêts et de la nature dans le cadre de l'examen des plans d'aménagement local.

Les communes, respectivement les régions, gardent leur autonomie dans la conception de leur planification locale et régionale en matière de paysage. Les objectifs inscrits dans le plan directeur cantonal sont certes contraignants, mais les voies et moyens pour les concrétiser sur le terrain ne sont pas imposés par l'autorité cantonale. De plus, les paysages d'importance cantonale n'ont pas pour vocation d'empêcher le développement territorial. Les principes de densification et d'extension de la zone à bâtir ne sont donc pas remis en cause par cet inventaire. Quant au Service des forêts et de la nature, il préavisera les plans d'aménagement local en évaluant la prise en compte des objectifs spécifiques des paysages d'importance cantonale. En tant que service de référence pour les questions paysagères, ce service se tiendra également à disposition pour conseiller les communes et leurs mandataires.

Certains intervenants redoutent un conflit entre le développement touristique et la protection des paysages sélectionnés, illustré par la crainte d'une « mise sous cloche » de leur territoire. La crainte est aussi que des domaines alpestres ou agricoles soient entravés dans leur exploitation et développement.

L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à restreindre, ni à promouvoir l'essor économique des pôles touristiques désignés par le plan directeur cantonal. Il vise avant tout à « garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères ». Le but est d'accompagner la réalisation de projets touristiques en respectant au mieux les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui rendent ces paysages si attractifs et particuliers. Dans le même sens, la mise sous protection des périmètres des paysages d'importance cantonale n'est pas censé augmenter les contraintes et entraves au développement des activités alpestres qui doivent pouvoir subsister en s'adaptant aux réalités économiques et à l'évolution sociétale. Il s'agit plutôt de soutenir le maintien de la qualité paysagère au sein de ces secteurs géographiques.

Des craintes ont été exprimées quant aux conséquences de la mise en œuvre des paysages d'importance cantonale dans les communes en fonction du statut ou de l'état d'avancement du plan d'aménagement local. En effet, selon le plan directeur cantonal, l'intégration des périmètres d'importance cantonale se fait au moment d'une révision générale du plan d'aménagement local et aucunes dispositions « transitoires » n'ont été définies dans l'intervalle de ce processus qui a lieu en principe tous les 15 ans. Cette crainte a aussi été exprimée pour l'établissement des projets d'agglomération.

La mise en œuvre des paysages d'importance cantonale n'aura pas d'impact sur les procédures en cours de révision des plans d'aménagement local. Si l'examen préalable a déjà été réalisé, la référence aux paysages d'importance cantonale ne sera pas exigée à l'examen final. C'est seulement à l'occasion de modifications ou d'une révision du plan d'aménagement local que des dispositions et des mesures devront être intégrées.

4.2.3 Méthode de sélection des paysages d'importance cantonale

Des questions ont été émises sur la méthode de sélection des paysages d'importance cantonale et son rapport à d'autres inventaires paysagers, en particulier l'inventaire de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, servant de base aux études du canton. Plusieurs demandes d'ajout de paysages ont été faites, les districts de la Glâne et de la Veveyse se sentant insuffisamment représentés par cet inventaire.

Les paysages décrits par l'étude de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage étaient trop nombreux pour être tous désignés de manière pertinente comme paysage d'importance cantonale. La méthode de sélection est définie dans le rapport explicatif qui accompagne l'étude de base jointe au plan directeur cantonal. Les critères fondamentaux de sélection sont la typicité et la rareté à l'échelle du canton. Les paysages doivent aussi répondre à cinq fonctions : une fonction productive, une fonction écologique, une fonction patrimoniale, une fonction touristique et une fonction cadre de vie. Ce qui démontre suffisamment que l'approche n'est ni naturaliste, ni culturaliste. Il s'agissait de définir des paysages d'importance cantonale et non de couvrir l'ensemble du territoire.

4.2.4 Financement des plans et mesures en lien avec les paysages d'importance cantonale

Cette question a fait l'objet de nombreuses prises de position. En particulier, le soutien du Service des forêts et de la nature aux communes, le financement d'études locales, des mesures de préservation ou encore de l'aide financière aux teneurs d'alpage ou à l'agriculture, ont fait l'objet de questionnements.

Le canton peut contribuer à deux types de projets : l'élaboration du programme paysage et la mise en œuvre de mesures concrètes. La subvention cantonale peut s'élever à 20% maximum des coûts effectifs. Le programme paysage correspond à un plan de gestion du paysage à l'échelle communale et/ou intercommunale. Concernant la mise en œuvre concrète, selon LPNat (art. 42), sont notamment subventionnables les mesures de compensation écologique, les prestations fournies et restrictions d'exploitation subies par les tiers, les mesures de protection relatives aux biotopes d'importance locale ou encore les activités d'information, de formation, de sensibilisation et de recherche. Les conditions de financement sont explicitées dans l'Aide à l'exécution de la LPNat.

4.3 Fiches de projets touristiques

Des intervenants demandent que les installations ou équipements de tourisme et loisirs ne soient possibles que dans les pôles touristiques afin de préserver les milieux naturels et paysagers ; d'autres intervenants demandent que des installations ou équipements de tourisme et de loisirs soient possibles hors des pôles touristiques. L'une des craintes des intervenants est que les projets touristiques n'entrent en contradiction avec les enjeux écologiques auxquels le canton est confronté en termes de biodiversité et de climat. Il a en outre souvent été question de l'absence de stratégie touristique cantonale.

Le développement du tourisme doit justement se concentrer sur des zones précises afin de préserver le reste du territoire, conformément aux principes du plan directeur cantonal (thème T110 « Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs »). Inscire plusieurs projets touristiques dans le plan directeur cantonal n'implique pas un développement démesuré du tourisme. Au contraire, cela permet d'assurer une coordination et d'envisager très en amont les contraintes potentielles et d'aider à la pesée des intérêts dans le cadre de la planification locale. La stratégie touristique cantonale est en cours de finalisation et sera déposée pour validation auprès du Conseil d'Etat en automne 2023. Sur cette base, le besoin de mise à jour du plan directeur cantonal devra être évalué.

Plusieurs groupes ayant des intérêts dans le développement touristique contestent le retrait de certaines parties des projets d'extension du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères et de La Berra.

Le retrait des extensions du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères se justifie par l'évaluation négative de la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020. Dans ce contexte, la Confédération a estimé que ces extensions ne pouvaient pas être approuvées selon les bases légales en vigueur (Ordonnance sur les

installations à câbles, Conception Paysage Suisse, Inventaire des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale et Inventaire des marais d'importance régionale).

En ce qui concerne le site de la Berra, la fiche a été actualisée afin de tenir compte de l'examen fédéral et en particulier de la conformité de certains aspects du projet à la loi sur l'aménagement du territoire.

La Confédération demande des explications en lien avec les études effectuées dans les différents projets touristiques afin de justifier les changements d'état de coordination.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

4.4 Secteur stratégique « Rose de la Broye »

Plusieurs intervenants s'inquiètent de la coordination de ce secteur avec le projet de Centre Logistique de la Broye en relation notamment avec les installations ferroviaires dont bénéficie la commune de Payerne. Compte-tenu de l'intention de concentrer les activités logistiques actuellement assumées par les gares d'Estavayer et de Payerne, des doutes relatifs à la densité d'emplois prévue sur le secteur et au sous-dimensionnement des installations ferroviaires son émis.

La coordination avec le centre logistique ferroviaire de la Broye (fiche P0414) est justement assurée au niveau du plan directeur cantonal : le périmètre de la fiche résulte d'un accord de 2020 entre le canton, les instances régionales concernées et les CFF. S'agissant d'un secteur stratégique, Rose de la Broye est dédié prioritairement à des activités à forte valeur ajoutée, mais des activités logistiques peuvent également s'y développer en raison de la proximité du pôle ferroviaire. La diversité des types d'activités justifie la densité d'emplois prévue (75 emplois/ha).

La Confédération demande de développer les problématiques d'utilisation mesurée du sol et d'accessibilité en transports publics sur ce secteur.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

4.5 STEP régionale de Saint-Aubin

La Confédération demande de préciser les aspects relatifs aux surfaces d'assolement et à la forêt.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

4.6 Couverture de Chamblieux

Certains acteurs s'opposent à ce qu'un plan d'affectation cantonal (PAC) puisse être établi sans leur consentement sur le périmètre concerné.

L'élaboration éventuelle d'un plan d'affectation cantonal n'a pas pour but de couvrir l'ensemble du périmètre concerné, mais d'y recourir pour le périmètre qui sera dédié au nouvel hôpital cantonal qui doit répondre, dans un délai court, à un besoin cantonal d'utilité publique afin d'obtenir les affectations nécessaires sur une surface définie. Pour les autres périmètres, une modification du plan d'affectation des zones au niveau communal sera requise et se fera sous l'égide des communes concernées.

La Confédération demande au canton de fournir des informations sur les contraintes spécifiques liées à la variante finalement choisie, notamment en matière de surfaces d'assolement et de coordination avec le secteur stratégique Sortie d'autoroute Fribourg Sud (P0102) et le projet de jonction de Fribourg Sud (P0408).

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

4.7 Projets d'infrastructures routières

Plusieurs prises de position évoquent la minorisation de la mobilité douce et des transports publics dans le plan directeur cantonal avec un grand nombre de projets d'infrastructures routières.

Le Conseil d'Etat rappelle que les modifications de thèmes et de fiches de projet ne sont pas représentatives de la considération de la biodiversité, de l'environnement et du climat dans la politique cantonale. Les mesures de mobilité douce ou liées au plan climat ne répondent généralement pas à la nécessité d'établir une fiche de projet. Ces projets sont la résultante de décisions ou de réflexions qui sont menées dans un autre contexte que celui du plan directeur cantonal.

Plusieurs organisations non gouvernementales sont critiques quant à l'utilisation des surfaces d'assolement et des terres agricoles, notamment par rapport aux routes de contournement de Prez-vers-Noréaz et de Romont. La Confédération demande que les indications relatives à la justification de l'utilisation des surfaces d'assolement soit davantage développée dans les fiches relatives à ces projets routiers : elle souligne que cet aspect ne peut pas être entièrement repoussé à la procédure de planification ultérieure.

Le Conseil d'Etat précise que l'axe sud-est du territoire cantonal est majoritairement constitué de surfaces d'assolement et qu'une emprise sur celles-ci peut difficilement être évitée si l'on veut réaliser les projets routiers demandés par le Grand Conseil. Selon l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire, les surfaces d'assolement peuvent néanmoins être affectées à la zone à bâtir « lorsqu'un objectif que le canton estime également important ne peut pas être atteint judicieusement sans recourir aux surfaces d'assolement ». Afin de limiter l'impact sur celles-ci, le projet de Prez-vers-Noréaz intègre un concept de gestion des sols en collaboration avec les propriétaires de terrains agricoles du secteur. Quant au contournement de Romont et sa variante enterrée permettant de limiter au maximum les différentes nuisances (pollution, bruit, impact paysager, etc.), une étude d'impact sur l'environnement est en cours de réalisation et sera joint au dossier au moment de la mise à l'enquête.

Les raisons de la priorisation des routes de contournement ne sont pas toujours comprises par les parties prenantes. En outre, autant pour la route de contournement de Düdingen que celle de Romont, les tracés retenus font l'objet de nombreuses objections.

Le Grand Conseil a voté en septembre 2016 un crédit d'engagement pour les études de 7 projets de routes de contournement. Ces projets ont été priorisés par un COPIL. Sur cette base, mais aussi en tenant compte des conditions de réalisation (terrain en mains de l'Etat, remaniement effectué, route en partie déjà existante, etc.) et de la répartition régionale et linguistique, le Conseil d'Etat a décidé le 10 décembre 2018 de débiter les études d'avant-projet et, si nécessaire, les acquisitions de terrain des contournements de Romont, Kerzers et Prez-vers-Noréaz. Les tracés répondent à des exigences économiques, topographiques et sociales déterminées par les critères suivants : bénéfices directs pour tous les usagers de la route, amélioration de la sécurité du trafic, atteintes environnementales et consommation des ressources, qualité de vie en milieu urbains et espaces et structures économiques nécessaires au développement.

Les différents éléments de justification et de clarification du contexte seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

4.8 Projet Goya Onda

Le projet est fortement contesté et son retrait du plan directeur cantonal est demandé. La Confédération estime dans son rapport d'examen que le projet Goya Onda n'est pas conforme à la loi sur l'aménagement du territoire.

Le projet n'étant pas compatible avec les principes de l'aménagement du territoire selon l'avis de la Confédération, le Conseil d'Etat va retirer le projet du plan directeur cantonal.

4.9 Centre sportif régional d'Estavayer-le-Lac

La Confédération, ainsi que différents autres intervenants, demandent de justifier la localisation du projet, en particulier sous l'angle de l'emprise prévue sur des surfaces d'assolement.

Ces éléments seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

5 Principales modifications suite à la consultation publique

Sur la base des résultats de l'examen préalable de la Confédération et de la consultation publique, la fiche de projet Goya Onda sera retirée du plan directeur cantonal.

Afin d'assurer une égalité de traitement entre les différentes fiches de projet qui sont en lien avec un domaine skiable, la fiche P0503 « Développement du domaine skiable de Schwarzsee » sera adaptée afin de retirer l'extension prévue du côté de Geissalp après coordination avec les instances concernées et dans le cadre d'une prochaine modification du plan directeur cantonal.

Différentes adaptations mineures d'ordre formel ou cartographique ont été apportées aux contenus modifiés. Toutes les demandes de clarifications et de précisions aux acteurs concernés sont visibles dans le rapport sur la consultation publique annexé et publié sur le site Internet du plan directeur cantonal.


6 Suite des travaux

Les modifications du plan directeur cantonal seront adoptées par le Conseil d'Etat, puis transmis pour approbation au Conseil fédéral. Dès leur adoption, les contenus seront publiés sur le site internet du plan directeur cantonal et mis à disposition sur l'application interactive en ligne geo.fr.ch/PDCantC.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du dossier de modification du plan directeur cantonal.

Annexes

Mentionnées



Inventaire des paysages d'importance cantonale

Etude de base

Service des forêts et de la
nature

—

Boîte à outils



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIAF
Direktion der Institutionen und der Land- und
Forstwirtschaft ILFD

Service des forêts et de la nature – décembre 2019

Cadre légal

La politique cantonale pour le domaine du paysage est définie dans la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNat).

L'art. 33 de la LPNat confie aux autorités cantonales la tâche d'inventorier et de désigner les paysages d'importance cantonale et de définir les lignes directrices nécessaires aux communes pour leur planification locale en matière de protection, de gestion et d'aménagement des paysages. Les paysages d'importance cantonale (PIC), désignés par le Conseil d'Etat, sont inscrits dans le plan directeur cantonal.

Objectif de l'inventaire

L'objectif est d'établir une reconnaissance des qualités paysagères d'espaces importants à l'échelle du canton, et d'initier la mise en œuvre d'actions pour protéger, gérer et valoriser les éléments spécifiques ou les caractéristiques générales qui contribuent à la qualité de ces paysages inventoriés.

Concrètement, l'inventaire sélectionne des paysages qui ont un intérêt reconnu pour le canton et formule des objectifs spécifiques pour chacun d'entre eux en matière de protection, de gestion et d'aménagement du paysage, au sein d'un périmètre précis.

Objectif du document «Boîte à outils»

La mise en œuvre des objectifs spécifiques de chaque paysage d'importance cantonale (selon les fiches d'objets PIC) est du ressort des communes mais aussi des acteurs locaux dont les activités ont un impact sur le paysage. La concrétisation de ces objectifs sur le terrain peut prendre des formes très diverses et s'appuie non seulement sur les instruments d'aménagement du territoire mais également sur d'autres leviers issus de politiques publiques d'autres domaines (agriculture, tourisme, forêt, transport et mobilité, gestion des eaux, etc.).

Ces différents moyens d'intervention, contraignants ou volontaires, apportent ainsi des solutions variées et pluridisciplinaires dans la gestion des paysages et permettent des réponses adaptées à chaque contexte local.

Des actions possibles pour chaque PIC sont proposées ci-après. Il faut comprendre ces actions comme des suggestions concrètes destinées à accompagner les communes dans la tâche qui leur incombe de mettre en œuvre les objectifs spécifiques paysagers.

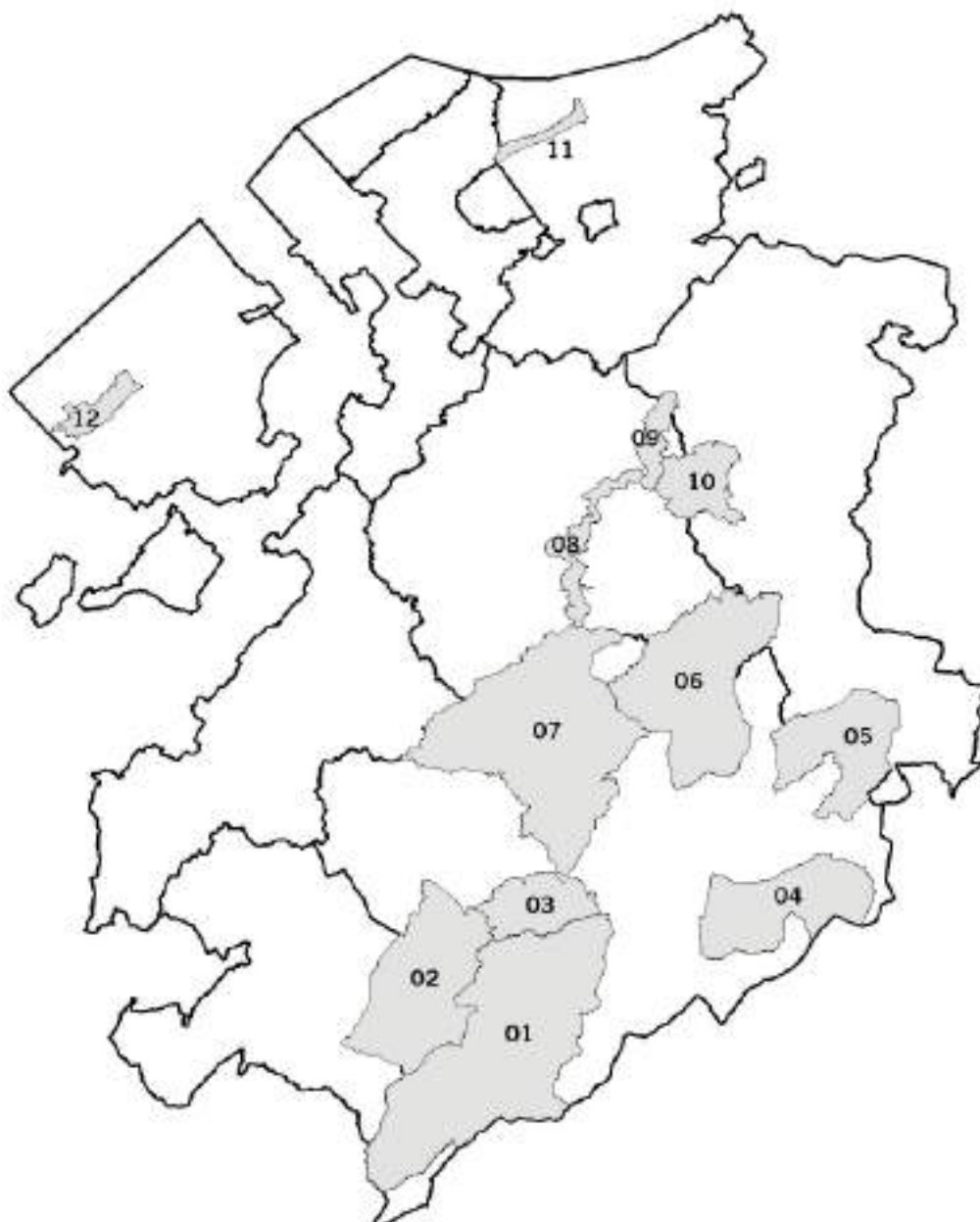
Ces propositions ont été récoltées à l'issue des ateliers participatifs menés pour chacun des PIC fin 2018 – début 2019. En effet, ces réflexions très fructueuses ont permis aux communes concernées mais aussi à de nombreux acteurs locaux d'échanger sur le paysage dans lequel ils vivent et sur ses perspectives d'évolution et de formuler des pistes d'actions pour ces paysages.

La mise en œuvre des objectifs vise trois types d'actions, avec des niveaux d'opérationnalité différents :

- > **Protection** = action qui vise à conserver, maintenir, préserver les aspects significatifs ou caractéristiques du paysage;
- > **Gestion** = action qui vise à entretenir le paysage, à le guider, à orienter son évolution afin d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales. On agit ici surtout via les outils de la planification territoriale;
- > **Aménagement** = action prospective et proactive : mettre en valeur, restaurer, restituer, renaturer, recréer, créer.

Un rapport explicatif (document à part) rassemble les éléments complémentaires à la compréhension du processus d'élaboration de cet inventaire et donne des informations supplémentaires. Le SFN se tient à disposition pour accompagner et conseiller les communes ou toute autre partie ayant la volonté d'agir dans le sens des actions proposées.

Localisation des périmètres



- | | |
|---|---|
| 01 - Vallée de l'Intyamon | 07 - Lac de la Gruyère |
| 02 - Massif du Moléson et Teysachaux | 08 - Gorges de la Sarine |
| 03 - Gruyères et alentours | 09 - Sarine en ville de Fribourg |
| 04 - Chaîne des Gantlosen et Hochmatt | 10 - Campagne de Pierrafortscha |
| 05 - Lac Noir | 11 - Rive nord du lac de Morat |
| 06 - Massif de la Berra et du Cousimbert | 12 - Terrasses de Cheyres-Châbles-Font |

01 Vallée de l'Intyamon

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Grandvillard, Bas-Intyamon, Haut-Intyamon

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages > Favoriser une exploitation extensive des prairies sèches et prendre les mesures pour limiter la déprise agricole
Valoriser les milieux naturels du site	<ul style="list-style-type: none"> > Recréer des structures pérennes (haies, vergers) surtout dans la plaine > Revitaliser la Sarine et ses affluents > Entretenir les milieux naturels de manière adéquate > Mettre en valeur le patrimoine géologique et géomorphologique de la vallée > Élaborer un plan lumière pour l'ensemble de la vallée
Ménager la qualité des grands espaces agricoles	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une intégration paysagère qualitative (choix des emplacements, dimensions, matériaux utilisés, etc.) pour les projets de rénovation et de constructions et lors d'aménagement d'infrastructures situées dans les grands espaces agricoles de la plaine
Veiller à minimiser les atteintes lors de l'exploitation des gravières et carrières avant et après exploitation	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration des gravières et des carrières durant les phases d'exploitation, notamment par une arborisation des abords > Remettre en état la topographie après la fin de l'exploitation
Mettre en valeur le patrimoine bâti	<ul style="list-style-type: none"> > Intégrer des prescriptions architecturales pour les secteurs qui jouxtent les périmètres ISOS afin de veiller à une intégration harmonieuse des nouvelles constructions/rénovations > Porter une attention particulière aux aménagements extérieurs, en veillant notamment à maintenir un minimum de surface verte non minéralisée > Aménager les ouvrages ferroviaires pour répondre aux exigences en matière d'accessibilité en portant une attention particulière à leur intégration paysagère > Améliorer l'offre découverte du patrimoine religieux et historique (itinéraire pédestre, visite guidée, etc) et de circulation (pont couvert, chemin IVS)
Améliorer la mobilité douce	<ul style="list-style-type: none"> > Améliorer les liaisons piétonnes entre les villages et en direction des sommets > Améliorer le réseau cyclable sur la rive gauche de la Sarine, propice pour les déplacements quotidiens (écoliers, travailleurs) > Prévoir quelques petites structures (banc, table de pique-nique) le long de l'itinéraire vélo officiel > Définir un tracé officiel pour le VTT > Mettre en valeur le paysage du Lac de Lessoc par un sentier pédestre

02 Massif du Moléson et Teysachaux

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Bas-Intyamon, Haut-Intyamon, Semsales, Châtel-Saint-Denis, Gruyères, Bulle, Le Pâquier

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
Identifier et préserver certains points de vue majeurs sur le grand paysage du massif Moléson - Teysachaux	<ul style="list-style-type: none"> > Identifier, préserver et valoriser les points de vue sur le Moléson depuis les principaux axes de circulation (ex: autoroute A12)
Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages > Favoriser une exploitation extensive des prairies sèches et prendre les mesures pour limiter la déprise agricole
Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration (emplacement, dimension, choix des matériaux) des installations touristiques (télésiège, via ferrata, piste de luge, etc.) et les concentrer pour préserver d'autres secteurs moins anthropisés, notamment le Teysachaux et la Tremetta > Améliorer si c'est judicieux et faisable, la qualité paysagère des espaces liés aux installations touristiques (aires de stationnement, arrivées du funiculaire et télésiège) > Maintenir dans des dimensions raisonnables l'offre touristique en matière de restauration et d'hébergement > Améliorer la gestion du flux touristique (accès, places de stationnement) en évitant de recréer de nouvelles routes d'accès > Prioriser les usages afin de permettre une bonne cohabitation entre les différents usagers (cyclistes, agriculteurs, etc.)
Valoriser les milieux naturels du site	<ul style="list-style-type: none"> > Garantir l'exploitation extensive des prairies sèches > Maintenir et recréer, lorsque c'est judicieux et faisable, les pierriers et les murs en pierres sèches > Identifier certains secteurs de nature sauvage et préserver leurs caractéristiques biologiques ainsi que la quiétude et l'obscurité nocturne de ces sites > Lutter contre la progression des forêts sur les alpages
Mettre en valeur le patrimoine sacré	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti sacré (croix, chapelles, Chartreuse de La Part-Dieu)

03 Gruyères et alentours

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Le Pâquier, Bulle, Gruyères, Broc

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Identifier et préserver les points de vue majeurs sur le château de Gruyères et ses collines</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Recenser les points de vue majeurs sur le grand paysage, le château et la ville médiévale de Gruyères, de ses collines et du Moléson > Mettre en valeur avec des aménagements légers les points de vue majeurs qui ont un intérêt > Chercher un compromis entre le besoin de masquer des éléments disgracieux du paysage et la perte de vue engendrée depuis les sites historiques
<p>Préserver et valoriser le patrimoine historique et archéologique visible dans le paysage</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver le patrimoine bâti et archéologique constituant des éléments marquant du paysage > Sensibiliser le public à la détérioration du patrimoine historique et archéologique > Valoriser les vues sur certains éléments du patrimoine > Promouvoir la richesse du patrimoine historique et archéologique
<p>Ménager la qualité des espaces agricoles de la plaine</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Conserver et reconstituer des structures paysagères pérennes (haies, arbres, vergers, ripisylve,...) > Revitaliser les cours d'eau et les rendre accessibles pour les piétons et les cyclistes > Veiller à une bonne intégration paysagère notamment des bâtiments agricoles (choix des matériaux,...)
<p>Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Renforcer et uniformiser les règles de construction > Viser une cohérence et une qualité des typologies bâties au sein des villages et des hameaux > Proposer un processus de qualité des projets architecturaux de grande envergure, notamment pour l'intégration de bâtiments à fort impact paysager > Améliorer la qualité paysagère des franges urbaines des villages > Valoriser les espaces publics dans un souci de qualité paysagère > Chercher un équilibre entre l'éclairage visant à mettre en valeur le patrimoine et une atténuation de l'intensité lumineuse pour limiter la pollution nocturne
<p>Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Élaborer une étude de mobilité > Mettre en oeuvre un concept de stationnement déjà réalisé > Développer les réseaux de mobilité douce pour permettre de profiter du paysage
<p>Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maîtriser la lisière forestière dans ses limites actuelles > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages > Favoriser une exploitation extensive des prairies sèches et prendre les mesures pour limiter la déprise agricole

04 Chaîne des Gastlosen et Hochmatt

Communes concernées : Jaun, Val-de-Charmey

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages > Favoriser une exploitation extensive des prairies sèches et prendre les mesures pour limiter la déprise agricole
<p>Préserver l'harmonie architecturale des villages et y maintenir l'activité économique</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver l'harmonie architecturale des villages de Jaun et Im Fang par des dispositions d'harmonisation dans le RCU, notamment pour les secteurs hors périmètre ISOS > Veiller à des aménagements extérieurs de qualité (choix des essences à planter, choix des revêtements autour des maisons, etc.) > Maintenir l'activité économique dans la vallée (notamment au fond de la vallée) tout en veillant à une bonne intégration paysagère de toute nouvelle construction ou transformation
<p>Valoriser les milieux naturels du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Garantir l'exploitation extensive des prairies sèches > Maintenir et recréer, lorsque c'est judicieux et faisable, les pierriers et les murs en pierres sèches > Identifier certains secteurs de nature sauvage et préserver leurs caractéristiques biologiques ainsi que la quiétude et l'obscurité nocturne de ces sites > Lutter contre la progression des forêts sur les alpages
<p>Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration (emplacement, dimension, choix des matériaux) des installations touristiques (télésiège, via ferrata, piste de luge, etc.) et les concentrer pour préserver d'autres secteurs moins anthropisés > Améliorer si c'est judicieux et faisable, la qualité paysagère des espaces liés aux installations touristiques > Maintenir dans des dimensions raisonnables l'offre touristique en matière de restauration et d'hébergement > Améliorer la gestion du flux touristique (accès, places de stationnement) en évitant de recréer des nouveaux réseaux de dessertes > Prioriser les usages afin de permettre une bonne cohabitation entre les différents utilisateurs (promeneurs, cyclistes, agriculteurs, etc.)

05 Lac Noir

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Val-de-Charmey, Plasselb, Plaffeien, Jaun

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration (emplacement, dimension, choix des matériaux) des installations touristiques et les concentrer pour préserver d'autres secteurs moins anthropisés > Améliorer, si c'est judicieux et faisable, la qualité paysagère des espaces liés aux installations touristiques (aires de stationnement, etc.) > Maintenir dans des dimensions raisonnables l'offre touristique en matière de restauration et d'hébergement > Améliorer la gestion du flux touristique (accès, places de stationnement) en évitant de recréer des nouveaux réseaux de dessertes > Prioriser les usages afin de permettre une bonne cohabitation entre les différents utilisateurs (promeneurs, cyclistes, agriculteurs, etc.) > Améliorer la gestion du trafic (bus navette, transport public, etc.) et promouvoir leur utilisation
<p>Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les milieux naturels autour du lac</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Permettre un accès au lac dans certains secteurs > Maintenir certains points de vue sur le lac > Définir les usages et fonctions des différents espaces des rives du lac > Préserver les rives des installations et constructions
<p>Valoriser les milieux naturels du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver et renforcer la densité des érables sycomores > Favoriser l'obscurité nocturne > Préserver le régime des eaux et du charriage de la Singine (coordination avec assainissement des débits résiduel et de charriage) > Maintenir les biotopes en bon état > Aménager des éléments naturels sur les rives du lac
<p>Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages
<p>Viser une qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration paysagère pour tout projet de construction ou aménagement de grande envergure > Adapter les dispositions du RCU pour garantir une bonne intégration paysagère des constructions > Améliorer l'intégration paysagère du Campus > Améliorer la qualité paysagère des espaces collectifs ou publics proches des infrastructures touristiques (Gypsera, Campus, Bad)

06 Massif de la Berra et du Cousimbert

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Val-de-Charmey, La Roche, Treyvaux, Le Mouret, Plasselb, St. Silvester

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Préserver la lisibilité de la crête du massif de la Berra et du Cousimbert</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Éviter les constructions et installations qui péjorent la ligne de crête > Maintenir le dégagement autour de la crête (absence de végétation et de constructions)
<p>Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir l'accès aux alpages et porter une attention particulière à leur intégration paysagère > Viser une exploitation adéquate des alpages (bilan de fumure, charge en bétail, etc.) > Préserver et entretenir dans les règles de l'art (savoir-faire artisanal local) le patrimoine alpestre bâti traditionnel (tavillons, cave à fromage, etc.) > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (savoir-faire artisanal local) et alpestre immatériel (fabrication du fromage, désalpe, etc.) > Créer des plus-values pour l'économie alpestre (fromagerie, etc.) > Soutenir les propriétaires et les exploitants pour l'entretien des alpages
<p>Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller à une bonne intégration (emplacement, dimension, choix des matériaux) des installations touristiques (télésiège, pistes VTT, etc.) et les concentrer pour préserver d'autres secteurs moins anthropisés > Améliorer si c'est judicieux et faisable, la qualité paysagère des espaces liés aux installations touristiques (aires de stationnement, arrivées du funiculaire et télésiège) > Maintenir dans des dimensions raisonnables l'offre touristique en matière de restauration et d'hébergement > Améliorer la gestion du flux touristique (accès, places de stationnement) en évitant de recréer de nouveaux réseaux de dessertes > Prioriser les usages afin de permettre une bonne cohabitation entre les différents utilisateurs (promeneurs, cyclistes, agriculteurs, etc.)
<p>Valoriser les milieux naturels du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Veiller au respect de la zone de tranquillité > Veiller à une gestion sylvicole et agricole appropriée > Maintenir la qualité des milieux naturels par un entretien approprié > Sensibiliser les usagers à la fragilité et la rareté des milieux > Préserver les arbres et groupes d'arbres isolés
<p>Mettre en valeur le patrimoine sacré</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti sacré (croix, chapelles, Chartrouse de La Valsainte)

07 Lac de la Gruyère

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Broc, Morlon, Botterens, Echarlens, Corbières, Marsens, Sorens, Pont-en-Ogoz, Hauteville, Gibloux, La Roche, Pont-la-Ville, Treyvaux

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Identifier et préserver les vues emblématiques sur le grand paysage du lac et des Préalpes</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver et valoriser les points de vue sur les deux rives du Lac de la Gruyère et la chaîne des Préalpes depuis les principaux axes de circulation, notamment depuis l'autoroute et des axes de mobilité douce
<p>Préserver le patrimoine historique et archéologique et valoriser les vues sur ces éléments</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver le patrimoine bâti et les vestiges archéologiques constituant des éléments marquant du paysage > Sensibiliser le public à la détérioration des vestiges historiques et archéologiques > Valoriser les vues sur certains éléments du patrimoine
<p>Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Renforcer et uniformiser les règles de construction afin d'améliorer l'intégration des bâtiments dans le paysage, veiller à une harmonie des règles de construction des communes concernées > Traiter de manière qualitative les quartiers des franges urbaines pour assurer une transition harmonieuse entre les espaces bâtis et les espaces agricoles > Exiger une étude d'intégration paysagère pour tout projet de grande envergure
<p>Valoriser les milieux naturels du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Conserver des secteurs sauvages le long des rives et des îles peu fréquentées > Préserver et recréer des structures boisées (haies, groupes d'arbres, etc.) > Veiller à une remise en état des gravières en harmonie avec la topographie du site
<p>Concilier les usages récréatifs, agricoles et de production énergétique aux abords du lac</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Identifier et prioriser les usages et fonctions des différents espaces des rives > Favoriser les synergies entre agriculture, tourisme et/ou production hydraulique, par exemple, dans tout projet > S'appuyer sur un concept global des accès et des stationnements afin d'améliorer la gestion des flux touristiques

08 Gorges de la Sarine

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Pont-la-Ville, Treyvaux, Gibloux, Arconciel, Hauterive, Marly, Villars-sur-Glâne, Fribourg

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Préserver la lisibilité et les caractéristiques géomorphologiques des gorges de la Sarine</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Éviter de péjorer davantage le régime des eaux et du charriage et l'améliorer pour autant que cela soit judicieux et faisable (coordination avec l'assainissement des débits résiduels et de charriage) > Veiller à une remise en état des sites d'exploitation de matériaux en cohérence avec la topographie du site > Maintenir la vocation agricole des grandes terrasses (La Souche, La Cua, Planafaye)
<p>Valoriser les milieux naturels du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver du dérangement la partie amont des gorges de la Sarine > Veiller à la préservation des roselières de pente > Favoriser une gestion durable des forêts et mettre en valeur les stations forestières rares
<p>Conserver et mettre en valeur le patrimoine historique et archéologique</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Ouvrir par des interventions sylvicoles ciblées des vues sur le patrimoine bâti et archéologique > Promouvoir la richesse du patrimoine historique et archéologique présent ponctuellement tout au long des gorges de la Sarine > Sensibiliser le public à la détérioration des vestiges historiques et archéologiques
<p>Améliorer l'accueil du public et la cohabitation des différents usagers</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Élaborer une étude de mobilité et un concept de stationnement, en particulier aux abords de l'Abbaye d'Hauterive, du pont de la Tuffière et du Port (à la confluence de la Gérine) > Concentrer les infrastructures d'accueil aux endroits-clés (Abbaye d'Hauterive, le Port, etc.) > Canaliser les visiteurs, fermer certains cheminements piétons moins fréquentés et entretenus dans les secteurs plus sensibles > Sensibiliser les usagers au respect des lieux (déchets, stationnement sauvage, etc.)

Communes concernées : Marly, Pierrafortscha, Fribourg, Granges-Paccot, Düdingen

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les espaces naturels du lac de Pérolles et de la Sarine</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Renaturer la Sarine et ses rives, en tenant compte des usagers et fonctions des différents espaces des rives de la Sarine, par la préservation des zones naturelles existantes, par l'aménagement d'oasis de calme et par l'aménagement d'infrastructures d'accueil ciblées dans les secteurs dédiés aux activités de détente et de loisirs > Maintenir la couverture forestière sur les sommets du canyon > Gérer de manière appropriée les aménagements de sécurité et la fréquentation du public en lien avec les dangers naturels tout en respectant les qualités paysagères du site > Maintien des secteurs sauvages des rives peu fréquentées > Améliorer la biodiversité de la Sarine et la qualité des berges
<p>Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Conserver et mettre en valeur les vues sur la Vieille-Ville, la colline du Schönberg et les ouvrages d'art et bâtiments patrimoniaux > Assurer la qualité architecturale du bâti des franges urbaines et dans les surfaces ouvertes (Plaine des Neigles, par exemple)
<p>Améliorer les liaisons de mobilité douce</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Assurer une liaison piétonne continue au fil de l'eau du Lac de Pérolles à Grandfey > Améliorer et mieux définir les accès aux berges de la Sarine dans les secteurs de détente et de loisirs > Concentrer l'offre en infrastructures de détente de qualité le long des chemins piétons > Favoriser des accès aux rives et à l'eau dans les secteurs urbains, et prévoir des aménagements spécifiques sur certains lieux prédéfinis pour les usages de loisirs et sportifs

Communes concernées : Tentlingen, Pierrafortscha, St. Ursen, Fribourg

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Maintenir le caractère rural et agricole typique du site</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Maintenir une agriculture contemporaine qui respecte les exigences paysagères du site > Conserver les espaces ouverts agricoles > Exiger une bonne intégration paysagère de tout projet de construction (choix de l'emplacement, volumétrie, formes, matériaux, etc.) > Valoriser les produits agricoles locaux (vente directe, ...)
<p>Préserver et compléter les structures paysagères pérennes</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Élaborer un concept de gestion des boisements hors-forêt > Conserver et compléter les structures paysagères pérennes, notamment les allées d'arbres le long des voies de circulation et les arbres isolés majestueux > Favoriser la plantation de nouveaux arbres (notamment les chênes), compléter les structures paysagères existantes
<p>Mettre en valeur le patrimoine architectural bâti, ses jardins et vergers, et les arbres attenants</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Préserver le patrimoine architectural bâti et ses abords (dont jardins, vergers,...) > Planter de nouveaux vergers et améliorer les vergers existants (privilégier les variétés locales) > Intégrer des dispositions d'harmonisation dans le RCU (matériaux, toitures, typologie,...) > Analyser le potentiel d'utilisation futur des granges agricoles désaffectées
<p>Améliorer la gestion des promeneurs occasionnels</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Élaborer une étude de mobilité et un concept de stationnement > Améliorer le réseau de mobilité douce > Améliorer la cohabitation entre les visiteurs et les habitants

11 Rive nord du lac de Morat


Commune concernée : Mont-Vully

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Préserver l'organisation territoriale linéaire et parallèle au lac</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Favoriser le maintien des espaces verts situés entre le lac et les villages et derrière les villages > Densifier la zone à bâtir avec une qualité architecturale et paysagère (dimension, choix de matériaux, etc.) de façon à garder une harmonie avec le bâti existant > Préserver la superficie du vignoble
<p>Veiller à maintenir le charme et l'aspect pittoresque de la région</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Identifier formellement et aménager/conservé les points de vue majeurs sur le grand paysage et le lac > Améliorer la gestion des boisements hors-forêt sur les rives du lac et du canal de la Broye > Mettre en valeur le vignoble et le patrimoine viticole (capites, vignes) > Améliorer la qualité paysagère des franges urbaines des quartiers villageois et résidentiels saisonniers > Valoriser les espaces publics et les centres des villages dans un souci de qualité paysagère > Permettre les transformations des bâtiments afin de maintenir les activités au cœur des villages sans péjorer la qualité du bâti > Mettre en valeur les secteurs d'activités traditionnelles (viticole, agricole) notamment via une labellisation > Préserver et valoriser le patrimoine culturel (fête des vigneron, confection du gâteau du Vully, etc.)
<p>Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Élaborer une étude de mobilité et un concept de stationnement > Aménager et prolonger le sentier des rives > Sensibiliser les usagers au respect des lieux (déchets, nuisances sonores, etc.) > Aménager de petites structures (banc, table pique-nique, etc.) dans le vignoble et le long du sentier des rives
<p>Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les milieux naturels liés au lac</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Aménager une plage publique > Regrouper les amarrages dans les ports selon la planification régionale > Veiller au maintien des milieux naturels de qualité > Définir les différents secteurs et leur usage le long du lac

12 Terrasses de Cheyres-Châbles-Font

Communes concernées : Cheyres-Châbles, Estavayer, Châtillon

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES	ACTIONS
<p>Mettre en valeur les points de vue sur le grand paysage et les relier par des itinéraires de mobilité douce</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Recenser les points de vue et leur intérêt > Entretien et si nécessaire aménager les points de vue majeurs sur le grand paysage et sur le lac > Mettre en évidence les traces archéologiques visibles dans le paysage et les rendre accessibles. Valoriser les vues sur le patrimoine caractéristique du site > Développer le réseau de mobilité douce et les accès ponctuels au lac permettant de profiter de ce paysage, par exemple dans le cadre des itinéraires touristiques. Renforcer les liaisons notamment entre les bas et les hauts du territoire > Dédier des lieux balisés à l'observation de la faune
<p>Préserver la mosaïque territoriale des différentes entités paysagères</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Valoriser les espaces publics et les centres de villages dans un souci de qualité paysagère, par exemple dans le cadre de projet de traversée de localité VALTRALOC, ou de rénovation de place publique... > Promouvoir la lisibilité des éléments patrimoniaux et traditionnels, promouvoir l'histoire et le savoir-faire local > Concentrer le développement de quartiers résidentiels de manière à éviter l'étalement urbain, notamment par une planification locale adaptée > Améliorer la qualité paysagère des quartiers villageois et résidentiels saisonniers en particulier dans les secteurs d'interfaces avec les terres agricoles > Reconstituer et planter des haies et des arbres qui structurent le paysage agricole, dans les secteurs faiblement arborisés > Prendre des mesures pour éviter l'érosion des rives (ouvrage de protection, plantations...)
<p>Conserver et renforcer la présence des vergers</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Recenser et mettre sous protection les vergers existants au niveau de la planification locale > Reconstituer des vergers en favorisant la plantation de variétés locales
<p>Maintenir la culture du vignoble en terrasses</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Entretien des pieds de vignes et remettre en état les vignobles qui nécessitent une intervention > Entretien des terrasses de culture de vignes (par l'édification de murs en pierres sèches, de talus structurants) pour qu'elles soient encore visibles



Inventaire des paysages d'importance cantonale

Etude de base

Service des forêts et de la
nature

—
Fiches d'objets



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIAF
**Direktion der Institutionen und der Land- und
Forstwirtschaft ILFD**

Service des forêts et de la nature – décembre 2019

Cadre légal

La politique cantonale pour le domaine du paysage est définie dans la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNat).

L'art. 33 LPNat confie aux autorités cantonales la tâche d'inventorier et de désigner les paysages d'importance cantonale (PIC) et de définir les lignes directrices nécessaires aux communes pour leur planification locale en matière de protection, de gestion et d'aménagement des paysages. Les PIC, désignés par le Conseil d'Etat, sont inscrits dans le plan directeur cantonal (PDCant.). La thématique « paysage » du PDCant doit aussi être adaptée afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'État doivent tenir compte des PIC.

Objectif de l'inventaire

L'objectif est d'établir une reconnaissance des qualités paysagères d'espaces importants à l'échelle du canton, et d'initier la mise en œuvre d'actions pour protéger, gérer et valoriser les éléments spécifiques ou les caractéristiques générales qui contribuent à la qualité de ces paysages inventoriés.

Concrètement, l'inventaire sélectionne des paysages qui ont un intérêt reconnu pour le canton et formule des objectifs spécifiques pour chacun d'entre eux en matière de protection, de gestion et d'aménagement du paysage, au sein d'un périmètre précis.

Statut de l'inventaire

Les PIC seront formellement désignés par le Conseil d'État par leur inscription dans le PDCant. La thématique « Paysage » du PDCant sera aussi adaptée afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'État doivent prendre en compte les PIC dans les tâches qui leur incombent et les considérer dans une pesée des intérêts globale.

Les fiches d'objet de l'inventaire des PIC fixent deux éléments qui seront de nature liante dans le PDCant:

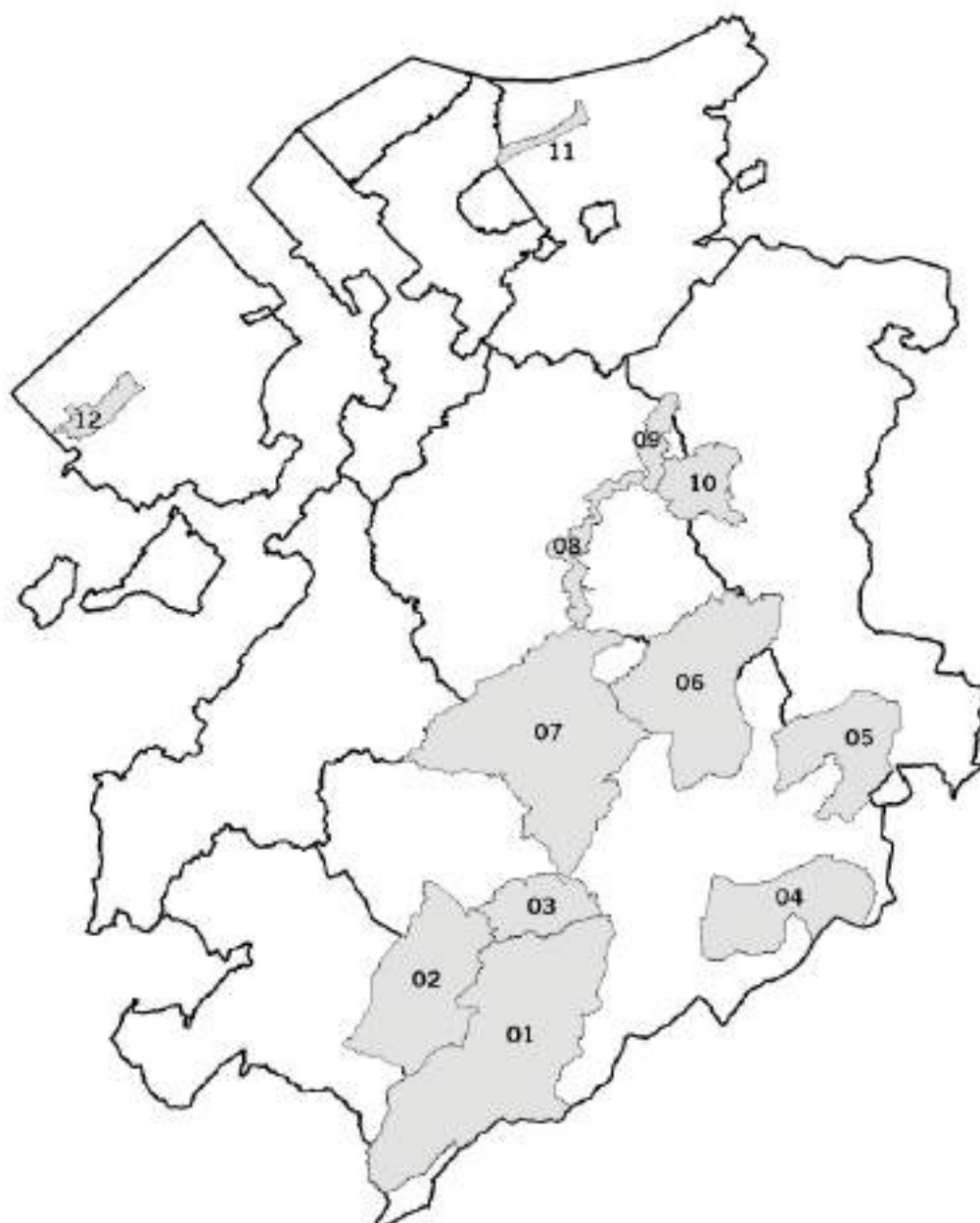
- > les objectifs spécifiques liés aux caractéristiques paysagères propres à chaque paysage
- > le périmètre de chaque PIC

Un rapport explicatif (document à part) rassemble les éléments complémentaires à la compréhension du processus d'élaboration de cet inventaire et donne des informations supplémentaires.

Le document complémentaire « Boîte à outils » propose des pistes d'actions pour chacun des 12 objets.

Le SFN se tient à disposition pour accompagner et conseiller les communes ou toute autre partie ayant la volonté d'agir dans le sens des actions proposées.

Localisation des périmètres



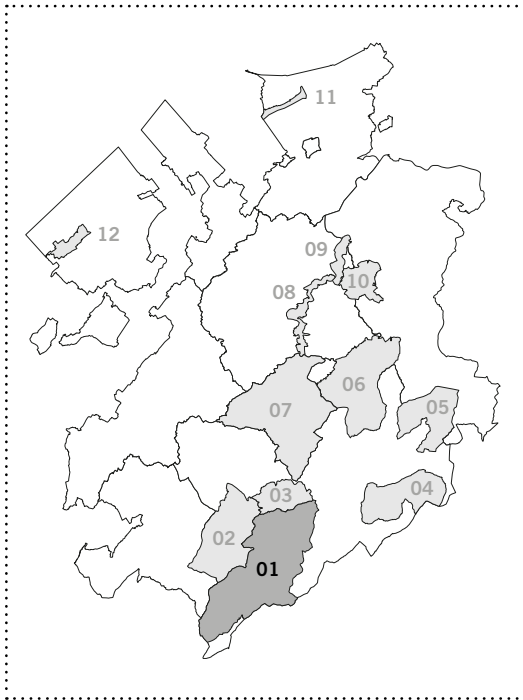
- | | |
|---|---|
| 01 - Vallée de l'Intyamon | 07 - Lac de la Gruyère |
| 02 - Massif du Moléson et Teysachaux | 08 - Gorges de la Sarine |
| 03 - Gruyères et alentours | 09 - Sarine en ville de Fribourg |
| 04 - Chaîne des Gantlosen et Hochmatt | 10 - Campagne de Pierrafortscha |
| 05 - Lac Noir | 11 - Rive nord du lac de Morat |
| 06 - Massif de la Berra et du Cousimbert | 12 - Terrasses de Cheyres-Châbles-Font |

01 Vallée de l'Intyamon

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Grandvillard, Bas-Intyamon, Haut-Intyamon

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



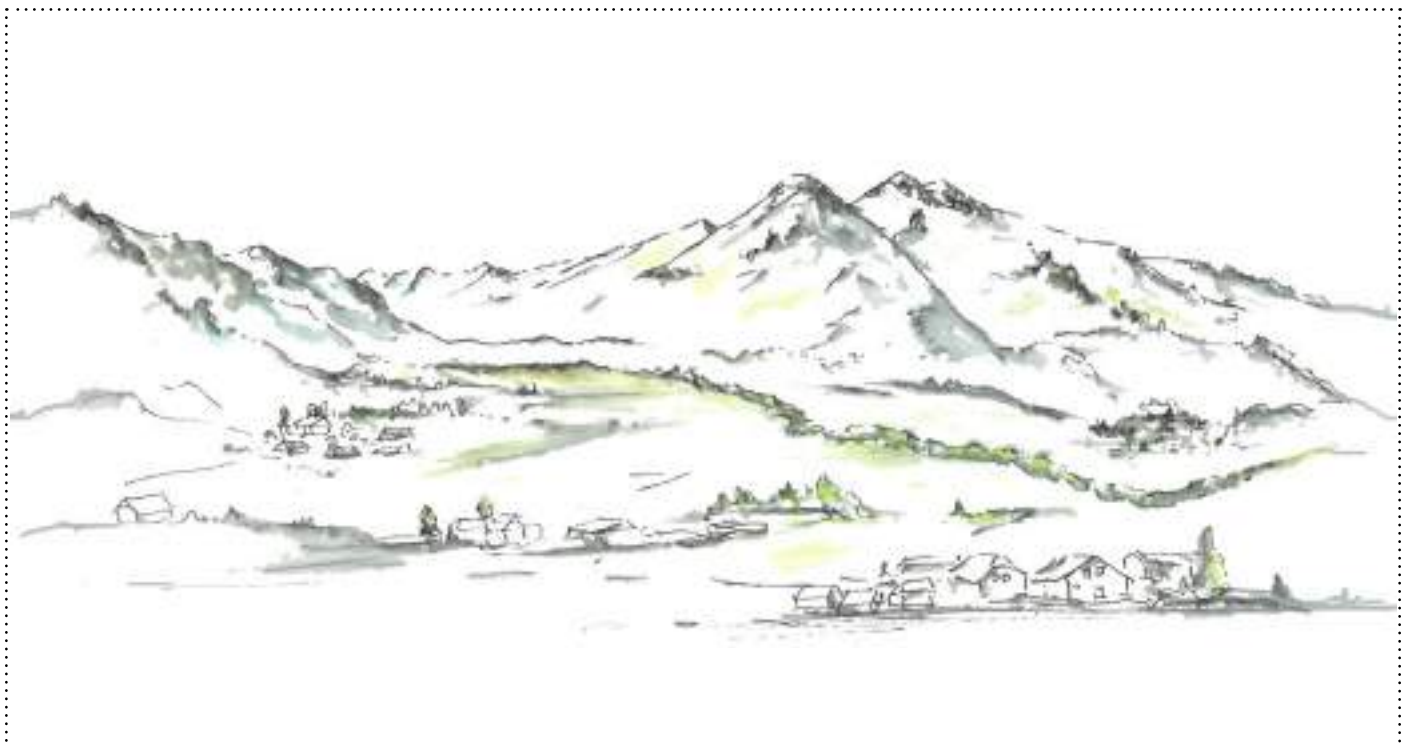
TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce paysage est très lisible en raison de son relief simple de vallée à fond plat (« en U »), d'origine glaciaire. Il se caractérise par trois grandes sous-unités paysagères distinctes et très contrastées :

Le fond plat de la vallée est structuré par la Sarine, les villages à valeur patrimoniale et culturelle forte (villages recensés à l'inventaire national ISOS) et **les exploitations agricoles intensives**. Les secteurs d'exploitation de matériaux ainsi que des zones d'activités viennent par endroits trancher avec l'ambiance montagnarde globale et rappellent la proximité du réseau de transport national. Les réseaux routier et ferroviaire qui relient la plaine au Pays d'Enhaut renforcent la linéarité de la vallée, marquée en son centre par la Sarine, parfois canalisée, **parfois plus naturelle à la ripisylve fournie**, et présentant des largeurs variables. Le Lac de Lessoc (lac de retenue) et les collines de Cressets animent localement **le paysage par un relief doux et longiligne**.

Le versant Est de la chaîne des Vanils possède de nombreuses structures géomorphologiques (terrasses fluvio-glaciaires, traces d'érosion glaciaire, cônes de déjection) qui lui confèrent une ambiance paysagère de montagne marquée avec des sommets supérieurs à 2'000 m. Ce versant est segmenté par l'érosion des différents ruisseaux (des Marais, de Plan Rion, du Jorat) et les Gorges de Mury. Plusieurs **secteurs de paysages d'estivage**, avec des vues panoramiques sur la vallée et les Préalpes, composent des images archétypiques dans l'imaginaire collectif.

Le versant Ouest est marqué par un relief majoritairement plus boisé. Les ruisseaux et petits cours d'eau, tels que l'Hongrin et le Flon, sont identifiables grâce à leurs cordons boisés. Les hauteurs accueillent des conditions favorables pour la faune et la flore.

La vallée de l'Intyamon est incluse dans le périmètre du Parc naturel régional Gruyère-Pays d'Enhaut.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site
- > Étalement urbain, dispersion de l'habitat et des bâtiments agricoles impliquant une fermeture des espaces ouverts
- > Canalisation des cours d'eau, avec perte de la qualité paysagère
- > Sites d'extraction, de manutention ou de stockage de matériaux mal intégrés dans le paysage

MENACES ÉVENTUELLES

- > Raréfaction des vergers et des haies dans le fond de la vallée
- > Avancée de l'aire forestière sur les espaces ouverts, en particulier dans les aires d'estivage
- > Perte de typicité des villages et des espaces publics
- > Augmentation des activités d'extraction, de manutention ou de stockage de matériaux et/ou absence d'intégration paysagère des infrastructures ou éléments liés à ces activités

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre
- > Valoriser les milieux naturels du site
- > Ménager la qualité des grands espaces agricoles
- > Veiller à minimiser les atteintes lors de l'exploitation des gravières et carrières avant et après exploitation
- > Mettre en valeur le patrimoine bâti
- > Améliorer la mobilité douce

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

L'économie alpestre a modelé ce paysage et lui a conféré sa typicité. Il est donc primordial de maintenir et de mettre en valeur ce type d'exploitation des alpages par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (prairies sèches, par exemple).

> Valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et valoriser, par exemple par la revitalisation de la Sarine ou par la préservation et le renforcement du maillage des structures paysagères telles que les arbres, les haies ou les murs en pierres sèches.

> Ménager la qualité des grands espaces agricoles de la plaine

Les grandes surfaces agricoles situées dans la plaine de la Sarine sont une des caractéristiques majeures de ce paysage. Il convient de garder les espaces agricoles ouverts tout en permettant un développement agricole et de veiller à une intégration paysagère qualitative des projets de rénovation et de construction, ou lors d'aménagement d'infrastructures (routes, lignes électriques, etc.). Cela peut se traduire, par exemple, par des choix judicieux en matière d'emprises, de dimensions, de végétalisation ou de matériaux.

> Veiller à minimiser les atteintes lors de l'exploitation des gravières et carrières avant et après exploitation

La vallée de l'Intyamon comporte de nombreux sites d'exploitation de matériaux dont le potentiel de développement est important. La mise en place de mesures d'intégration paysagère (intégration des installations, arborisation des abords, par exemple) permet d'atténuer l'impact visuel des sites durant leur phase d'exploitation. La prise en compte des caractéristiques géomorphologiques et paysagères des contextes dans lesquels ils s'implantent est également indispensable à une bonne remise en état des lieux à la fin de l'exploitation.

> Mettre en valeur le patrimoine bâti

Le patrimoine bâti historique de la vallée de l'Intyamon est d'une très grande richesse (maisons villageoises, monuments religieux, voies de circulation, notamment). A proximité et au sein des périmètres construits et environnants identifiés par l'ISOS, les spécificités de construction (choix des matériaux, dimensions, aménagements extérieurs) méritent une attention toute particulière afin que les villages conservent leur typicité et leur lisibilité. Il convient également de valoriser le patrimoine religieux ainsi que certaines voies de communication historiques (IVS).

> Améliorer la mobilité douce

Le réseau cyclable est bien développé sur la rive droite de la Sarine, mais une amélioration sur la rive gauche serait souhaitable afin de favoriser ce type de déplacement. De même, l'optimisation des sentiers pédestres par un réseau plus dense pourrait être bénéfique afin de relier les différents villages entre eux, ainsi que la plaine avec les sommets. Le lac de Lessoc pourrait être plus accessible.

01 Vallée de l'Intyamon

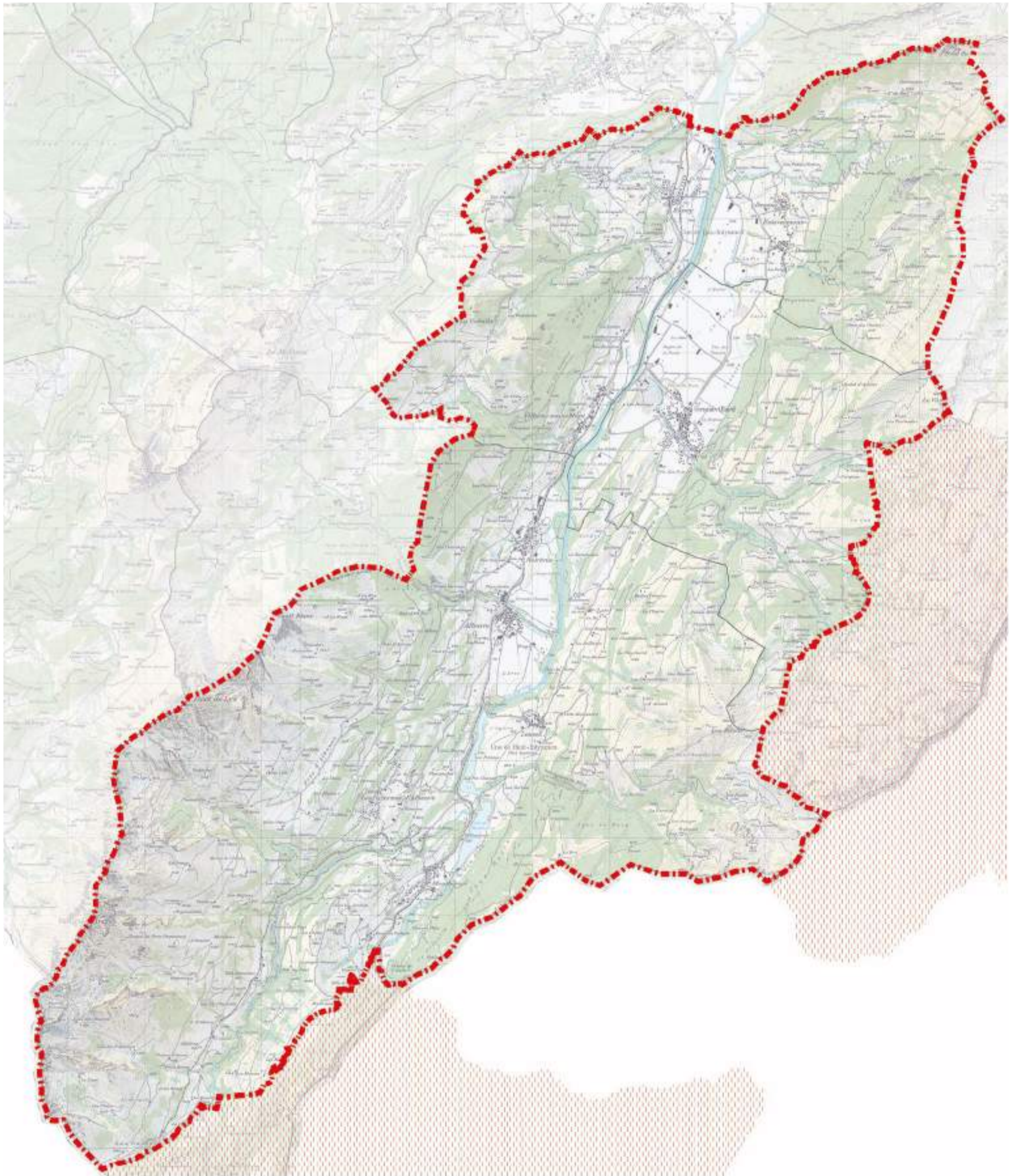
0 1'000m



----- Périmètre du paysage d'importance cantonale



Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)

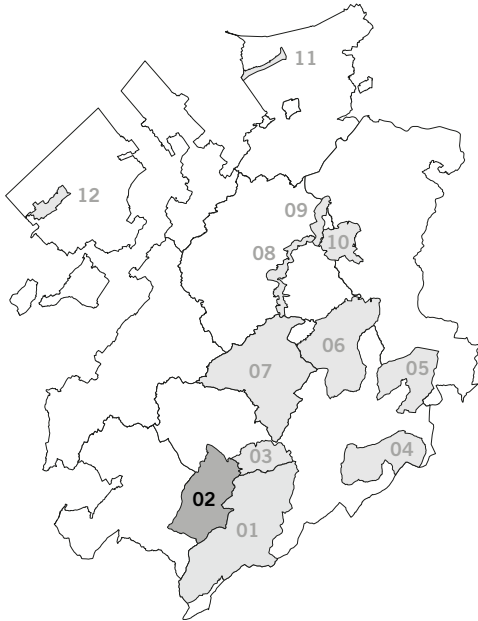


02 Massif du Moléson et Teysachaux

Inventaire des paysages d'importance cantonale

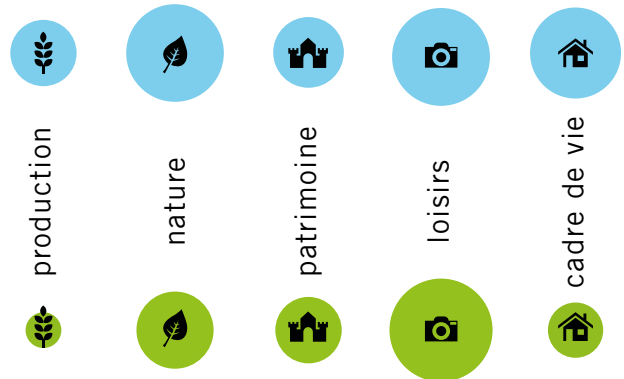
Communes concernées : Bas-Intyamon, Haut-Intyamon, Semsales, Châtel-Saint-Denis, Gruyères, Bulle, Le Pâquier

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Le Moléson, sommet mythique de 2'002 m d'altitude, est un symbole pour la Gruyère et le canton de Fribourg.

Il est particulièrement lisible en raison de sa silhouette caractéristique, visible même des cantons voisins. Celle-ci se découpe à l'extrémité septentrionale d'une ligne de crêtes axée nord-sud, entre le sommet de Teysachaux et le sommet de Moléson, qui sépare la vallée de l'Intyamon (PIC n°01) du Niremout et les Alpettes, qui descendent vers le plateau de la Broye.

Le sentiment de calme et d'éloignement notamment dans la vallée de la Trême, le silence et les vues panoramiques sur le grand paysage alpin, sur le plateau lémanique et celui de La Broye font partie de l'identité de ce périmètre.

Les vastes pâturages, qui alternent avec des massifs forestiers et des zones rocheuses aux caractéristiques géologiques et géomorphologiques variées, offrent une grande diversité paysagère et une richesse faunistique et floristique alpine. Le périmètre est relativement dépourvu de pollution lumineuse.

Le patrimoine architectural alpestre se compose de chalets d'alpages dont la plupart sont recouverts de tavillons. S'y ajoutent des annexes typiques liées

à la transformation de produits du terroir et aux activités d'estivage, des objets du patrimoine religieux (chapelles, oratoires, croix) ou encore des murs en pierres sèches.

C'est dès le XVIII^e siècle que le massif du Moléson-Teysachaux est devenu attractif pour le tourisme. Un téléphérique et des remontées mécaniques ont été construits en 1960, puis le village de vacances de Moléson-sur-Gruyères s'est développé dans les années 1980.

Les activités touristiques sont relativement denses en été et en hiver en raison de la qualité et de la densité des accès (réseau routier, funiculaire, remontées mécaniques), de la présence d'équipements attractifs et de la complémentarité de ce site avec le Château de Gruyères et son village (PIC n°03).



ATTEINTES CONSTATÉES

- > Perte de certains points de vue sur le grand paysage, notamment le Moléson, depuis les grands axes routiers
- > Mise en valeur insuffisante des espaces publics proches des infrastructures touristiques (aires de stationnement, arrivées du funiculaire et télésièges)
- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site, visibles depuis les points de vue panoramiques majeurs

MENACES ÉVENTUELLES

- > Multiplication des buvettes d'alpage et de leurs accès
- > Surfréquentation des dessertes agricoles, stationnement sauvage
- > Cohabitation problématique entre les différents usagers (agriculteurs, forestiers, promeneurs, cyclistes, etc.)
- > Avancée de l'aire forestière sur les espaces ouverts, en particulier dans les aires d'estivage
- > Perte de typicité des constructions patrimoniales traditionnelles

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

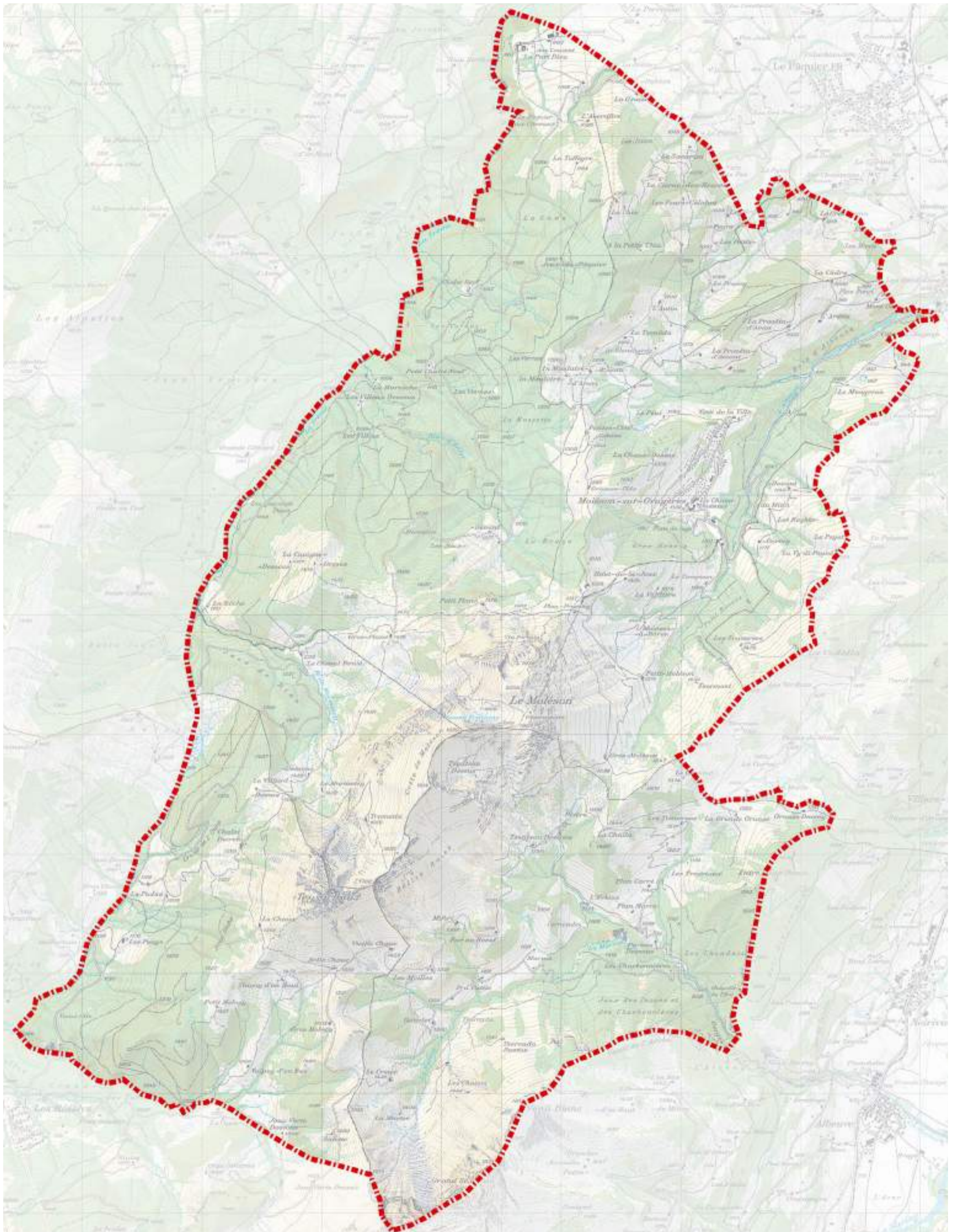
- > Identifier et préserver certains points de vue majeurs sur le grand paysage du massif du Moléson - Teysachaux
- > Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre
- > Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères
- > Valoriser les milieux naturels du site
- > Mettre en valeur le patrimoine sacré

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Identifier et préserver certains points de vue majeurs sur le grand paysage du massif du Moléson- Teysachaux**
Le massif du Moléson-Teyssachaux domine le paysage fribourgeois : il est visible de loin et est particulièrement lisible en raison de sa silhouette caractéristique. Il représente l'une des principales vitrines touristiques du canton. Il y a donc lieu d'être attentif à la préservation de sa visibilité depuis les principaux axes de circulation. Un choix judicieux quant à l'emplacement et aux dimensions de futures constructions permettra de préserver des échappées et des points de vue majeurs sur ce paysage.
- > **Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre**
L'économie alpestre a modelé ce paysage et lui a conféré sa typicité. Il est donc primordial de maintenir et de mettre en valeur ce type d'exploitation des alpages par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage, et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (prairies sèches, par exemple).
- > **Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères**
Le massif Moléson-Teyssachaux est un lieu touristique majeur du canton qui doit son attrait à un équilibre entre le développement des offres touristiques et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques et patrimoniales. La gestion et la cohabitation des différents usagers (agriculteurs, randonneurs, vététéristes, etc.) doivent être améliorées afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.
- > **Valoriser les milieux naturels du site**
Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et valoriser (les prairies sèches, les arbres et les haies, les murs en pierre sèche, par exemple). Le maillage des différents milieux naturels contribue à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne.
- > **Mettre en valeur le patrimoine sacré**
Le patrimoine sacré est une composante importante de ce paysage. Les nombreuses croix et chapelles, ainsi que la Chartreuse de la Part-Dieu, méritent d'être préservées et valorisées.

02 Massif du Moléson et Teysachaux

0 1'000m  Périmètre du paysage d'importance cantonale

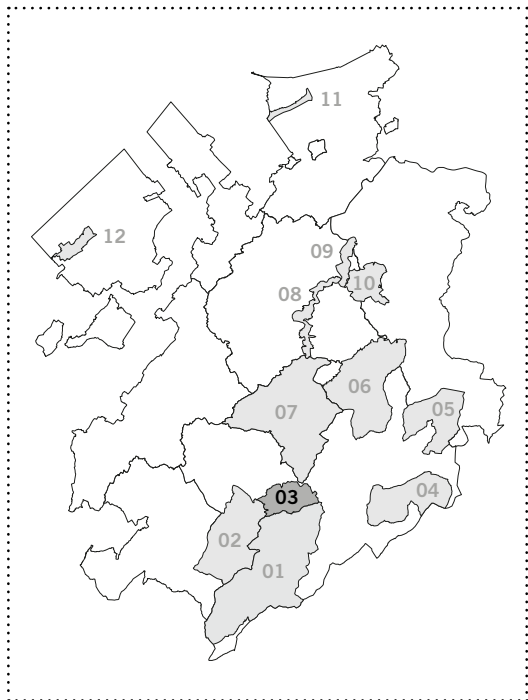


03 Gruyères et alentours

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Le Pâquier, Bulle, Gruyères, Broc

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

La ville médiévale de Gruyères, qui surplombe la plaine agricole, est l'élément emblématique de ce paysage. **Sa silhouette caractéristique, formée par un groupe de collines rehaussées par leurs murs d'enceinte, leurs tours et le château, puise sa force dans le contraste qu'elle offre avec la plaine environnante, et l'arrière-plan composé des Préalpes et du massif du Moléson.** Les collines de Gruyères constituent un pivot aisément reconnaissable dans la mosaïque des sous-entités paysagères de la région (plaines agricoles, rivières, forêts, alpages, sommets). Elles marquent l'entrée de la vallée glaciaire de l'Intyamon ainsi que celle du massif du Moléson et de la région du lac de la Gruyère.

L'évolution historique du lieu est lisible à travers l'organisation de l'habitat en plusieurs villages dispersés (noyaux villageois d'Epagny et de Pringy, et leurs extensions plus contemporaines).

La plaine agricole qui s'étend aux abords de la colline de Gruyères est fortement marquée par les cultures fourragères qui forment de vastes espaces ouverts parfois interrompus par des constructions de gros gabarits ou des éléments boisés. Sa valeur naturelle n'est pas remarquable, de même que les ripisylves de l'Albeuve, de la Sarine ou de la Trême, actuellement

peu valorisées. Plusieurs infrastructures sportives ou de transports (voies TPF et champ d'aviation) présentent des hauteurs faibles, leur impact à l'échelle des grands paysages est donc limité.

Quelques prairies maigres, en alterance avec des haies en plaine et des secteurs boisés sur les coteaux ou aux abords des collines, complètent ce paysage. Les alpages jouent un rôle majeur dans le maintien d'ouvertures dans les massifs forestiers.

L'attrait touristique de la région, en particulier la ville de Gruyères, Broc et la fromagerie de Pringy est notable à l'échelle nationale. Les échappées depuis ces points de vue confèrent à ce paysage une valeur identitaire favorable au tourisme qui contribue à l'économie de la région.



ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site et/ou mal intégrées dans le paysage
- > Canalisation des cours d'eau avec perte de leur qualité paysagère
- > Incidence des franges urbaines sur les espaces ouverts et depuis les points de vue touristiques
- > Fermeture des espaces ouverts par l'avancée de la forêt et embroussaillage des alpages

MENACES ÉVENTUELLES

- > Étalement urbain et mitage du territoire, dispersion de l'habitat avec fermeture des espaces ouverts depuis les points de vue panoramiques de la colline de Gruyères
- > Suppression de structures paysagères pérennes ayant un impact significatif sur le paysage
- > Croissance des activités agricoles indépendantes du sol avec emprise sur les espaces ouverts et impact visuel important
- > Nouvelles infrastructures ou équipements touristiques proches ou sur les versants de la colline de Gruyères
- > Intégration peu adéquate des constructions avec fermeture des vues à l'échelle du grand paysage

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Identifier et préserver les points de vue majeurs sur le château de Gruyères et ses collines
- > Préserver et valoriser le patrimoine historique et archéologique visible dans le paysage
- > Ménager la qualité des espaces agricoles de la plaine
- > Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement
- > Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme
- > Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> Identifier et préserver les points de vue majeurs sur le château de Gruyères et ses collines

La ville médiévale de Gruyères, qui surplombe la plaine agricole avec en arrière-plan les Préalpes et le massif du Moléson, constitue l'un des paysages emblématiques du canton de Fribourg et l'une de ses principales vitrines touristiques. Il est donc primordial de préserver la vue sur ce site notamment depuis les axes de circulation et les espaces publics des villages alentours. Un choix judicieux concernant l'emplacement et les dimensions des nouvelles constructions permettra de préserver des échappées et des points de vue majeurs sur ce site.

> Préserver et valoriser le patrimoine historique et archéologique visible dans le paysage

Le patrimoine historique et archéologique est une composante importante de la colline de Gruyères et de ses alentours. La ville médiévale et le château, éléments emblématiques du site, doivent être autant préservés que mis en valeur.

> Ménager la qualité des espaces agricoles de la plaine

La plaine agricole se compose d'espaces agricoles ouverts, entrecoupés de constructions massives, qu'il convient de conserver en veillant à une intégration paysagère qualitative des futurs projets de rénovation, de transformation ou de nouvelles constructions par des choix judicieux en matière d'emplacement, de dimensionnement, de matériaux, etc. Le maillage des structures paysagères pérennes (haies, arbres, cordons boisés...), qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé.

> Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles, par leur position (les franges urbaines des villages, par exemple), leur vocation (les espaces publics, par exemple) ou leur superficie (les aires de stationnement, les halles agricoles, par exemple), méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Il y a également lieu de veiller à une bonne intégration paysagère des projets de construction de grande envergure existants ou futurs.

> Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme

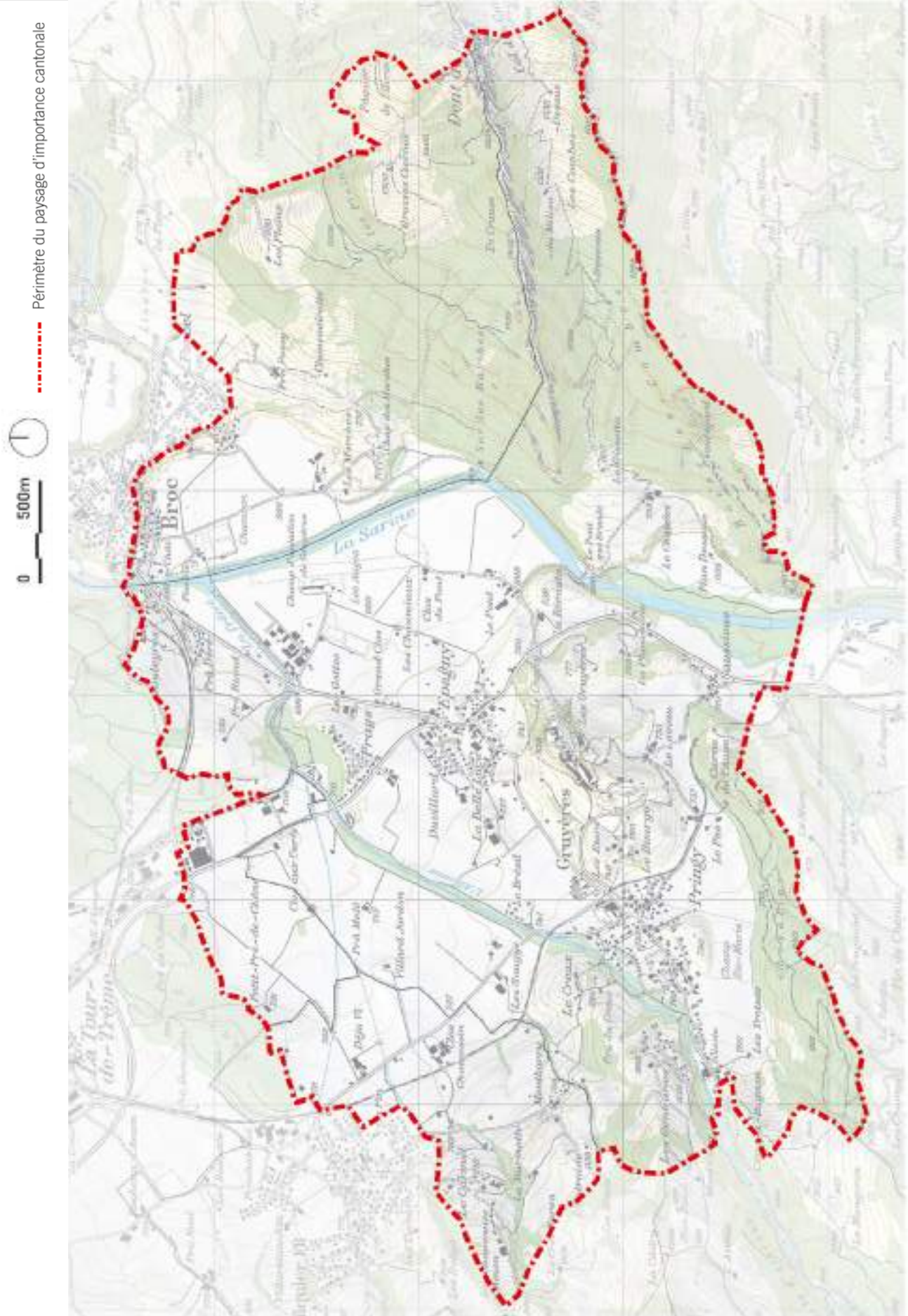
Le village de Gruyères et son musée, par leur importance touristique, génèrent une forte fréquentation de visiteurs qui constitue un défi majeur en matière de gestion des flux. Des améliorations du réseau de mobilité douce et des stationnements doivent être étudiées.

> Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

Les contreforts des versants préalpins qui dominent la plaine de Gruyères accueillent des activités alpestres. Il est primordial de maintenir et mettre en valeur ces activités, notamment pour maintenir les clairières ouvertes qui constituent l'arrière-plan de la colline de Gruyères. Cela se traduit notamment par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage, et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (prairies maigres, par exemple).

03 Gruyères et alentours

Inventaire des paysages d'importance cantonale

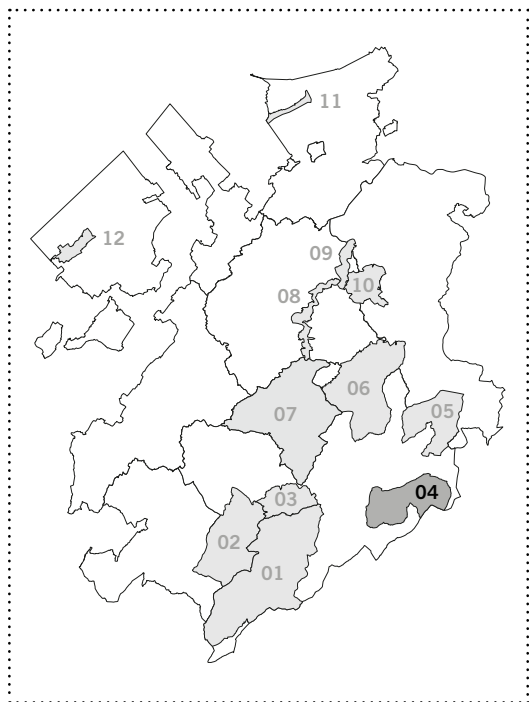


04 Chaîne des Gastlosen et Hochmatt

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Jaun, Val-de-Charmey

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce paysage inclut la Hochmatt et la chaîne des Gastlosen, dont les sommets sont parmi les plus reconnaissables et emblématiques, et parmi les plus élevés du canton (ils avoisinent les 2000m d'altitude). Les vues panoramiques, accessibles aux randonneurs depuis les points hauts, sont exceptionnelles.

Ce périmètre complète l'IFP du Vanil Noir qui le borde au sud.

Il est caractérisé, à une altitude médiane, par son utilisation comme **zone d'estivage composée de vastes pâturages ponctués d'arbres isolés et de bosquets, en alternance avec des espaces forestiers**. Cette strate est surplombée par **des zones escarpées de roches à nu très imposantes**. Ce relief est fortement marqué par les processus karstiques, glaciaires et gravitaires.

La richesse floristique et la diversité des milieux de vie présents dans la région est remarquable.

Le patrimoine alpestre est composé d'une **multitude de chalets d'alpage encore souvent couverts de**

tavillons et de quelques objets du patrimoine religieux (croix, chapelles, oratoires, etc.). L'authenticité d'une tradition vivante liée à l'économie alpestre est recherchée et son maintien contribue à la valeur de ce paysage.

L'activité anthropique, en-dehors des villages, y est généralement faible et essentiellement concentrée le long des sentiers de randonnées et auprès des constructions isolées. **Certains secteurs sont moins exploités et les surfaces forestières ou les zones naturelles y prédominent. Elles confèrent à ce paysage un caractère et une ambiance fondamentalement naturelle et préservée.** Très calmes et silencieuses, ces zones naturelles sont également préservées de la pollution lumineuse.

Le fond de vallée qui relie Im Fang à Jaun concentre la majeure partie des habitations et des activités économiques de la région. Les infrastructures touristiques (station de ski, notamment) sont présentes sur le versant nord des Gastlosen.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site, visibles depuis les points de vue majeurs
- > Croissance du tourisme (stationnement, impact sur la faune et la flore, multiplication des voies d'escalade, etc.)
- > Surpâturation engendrant une dégradation des milieux
- > Transformations de chalets qui s'affranchissent des traditions

MENACES ÉVENTUELLES

- > Recul des exploitations pastorales dans certains secteurs et risque d'embaumement et de déprise
- > Avancée de l'aire forestière sur les espaces ouverts, en particulier dans les zones d'estivage
- > Perte de typicité des constructions à caractère patrimonial
- > Dégradation et ruine de chalets ou constructions alpestres par manque d'entretien
- > Développement touristique et infrastructures liées peu intégrées dans le paysage

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre
- > Assurer l'harmonie architecturale des villages et y maintenir l'activité économique
- > Valoriser les milieux naturels du site
- > Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

L'économie alpestre a modelé ce paysage et lui a conféré sa typicité. Il est donc primordial de maintenir et de mettre en valeur ce type d'exploitation des alpages par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (ex : prairie sèche).

> Assurer l'harmonie architecturale des villages et y maintenir l'activité économique

Le patrimoine bâti historique des villages de Jaun et d'Im Fang est d'une très grande richesse. La qualité des constructions (choix des matériaux, dimensions, aménagements extérieurs) qui se trouvent à proximité des périmètres ISOS mérite une attention toute particulière afin que les villages gardent leur typicité et leur lisibilité. L'activité économique doit rester possible dans les villages tout en respectant une bonne intégration paysagère de nouvelles constructions ou de transformation.

> Valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et de valoriser, comme la Jogne, par exemple. Des actions de protection contre les crues ou de renforcement des arbres, des haies ou des murs en pierres sèches pourraient être mises en œuvre. Le maillage des différents milieux naturels contribue à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus et préservés de la pollution lumineuse.

> Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

Le massif des Gastlosen est un lieu touristique majeur du canton. Un équilibre doit être conservé entre le développement d'une offre touristique et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques, patrimoniales, etc. qui font la qualité de ce paysage. La gestion des différents usagers (agriculteurs, randonneurs, vétérinaires, grimpeurs, etc.) doit être améliorée afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.



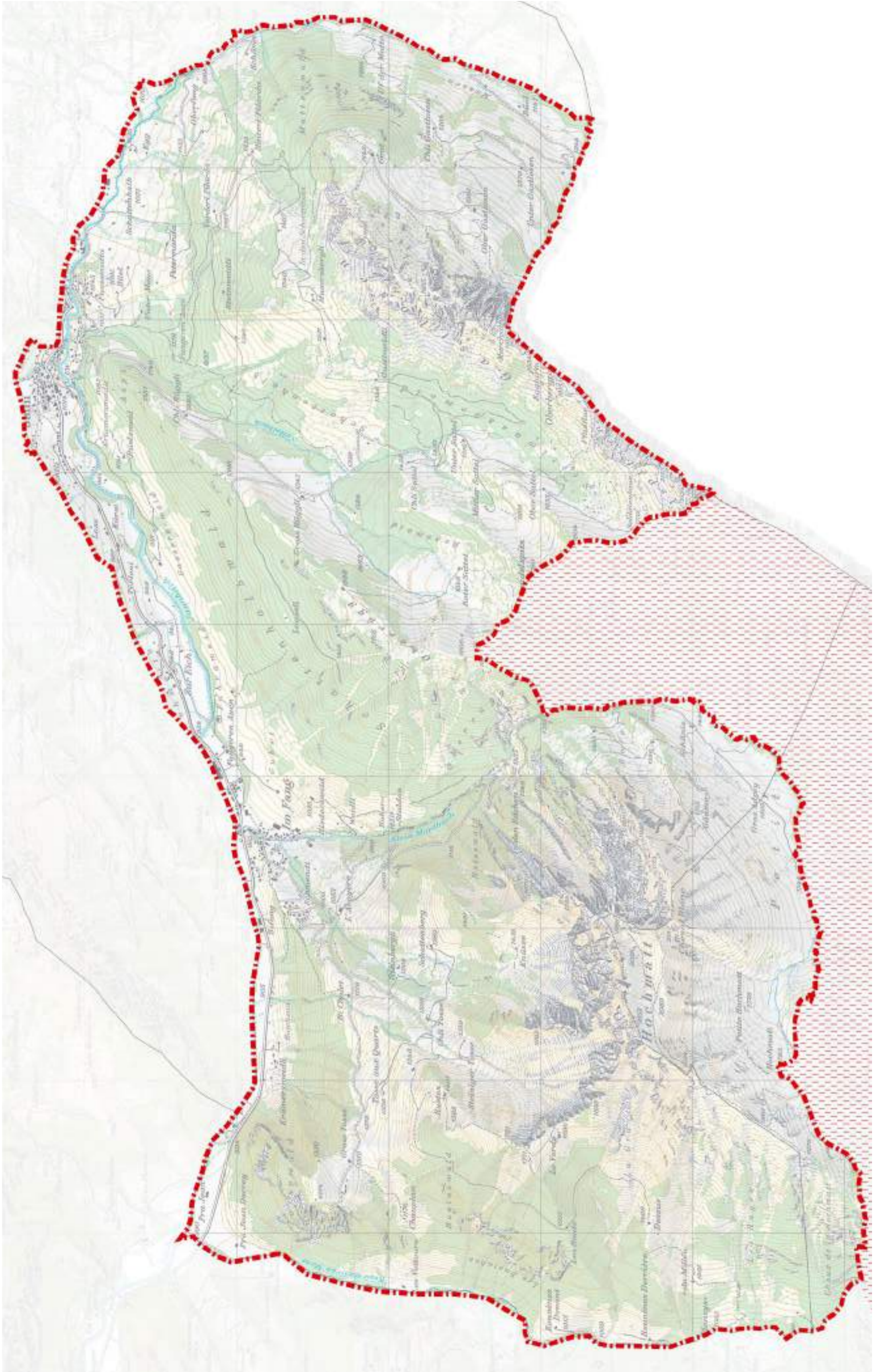
Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)



Périmètre du paysage d'importance cantonale



0 1'000m

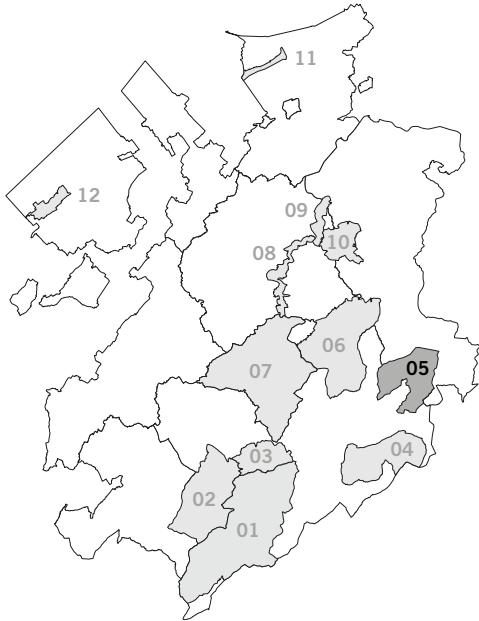


05 Lac Noir

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Val-de-Charmey, Plasselb, Plaffeien, Jaun

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Le paysage du lac Noir se caractérise par la présence de cette **vaste étendue d'eau au milieu de hautes montagnes. Des prairies et des arbres bordent ses rives, principalement planes, à l'exception d'une petite portion de berges escarpées au sud. Le lac, qui marque une ligne horizontale calme, contraste avec le contexte montagneux**: entouré par le Schwyberg à l'ouest, par les crêtes des Reccardets et de la Spitzfluh au sud, ainsi que par le Kaiseregg à l'est. La présence du Breccaschlund au sud, paysage d'importance nationale, renforce la valeur paysagère du Lac Noir.

Sur ses flancs, **le patrimoine architectural alpestre se compose de chalets d'alpages** de construction fonctionnelle, en grande partie recouverts de tavillons. S'y adjoignent des annexes typiques liées à la transformation de produits du terroir et aux activités d'estivage (granges et fenils). **Les murs en pierres sèches et les objets du patrimoine religieux (chapelles, oratoires, croix) marquent une ambiance rurale et authentique affirmée.**

Les **installations touristiques (téléphériques, luge d'été grand parking, etc.)** rappellent que ce paysage est un lieu d'excursion apprécié. Il est possible de

randonner dans les montagnes environnantes en été, ou de faire du ski ou du patinage sur le lac gelé en hiver.

De vastes **pâturages** en alternance avec des **massifs forestiers** et des **zones rocheuses** vers les sommets escarpés donnent une diversité paysagère intéressante.

Des **marques de processus karstiques, glaciaires et gravitaires**, ainsi qu'une **grande diversité faunistique et floristique** (prairies et pâturages secs de qualité) composent un paysage riche en contrastes. De nombreux **marais** sont inventoriés dans la région (**importance nationale**).

Un sentiment de calme et d'éloignement confère au lieu une grande sérénité. La **diversité géologique et géomorphologique**, de même que le **caractère authentique et l'aspect naturel de la région**, méritent d'être préservés.

La tradition vivante liée à l'économie alpestre et à la fabrication de produits du terroir représente une valeur culturelle à l'échelle régionale, voire cantonale, et influence l'art pictural et musical en relayant une image populaire d'un paysage « idéal » paradisiaque liée à l'économie pastorale.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Qualité faible de l'agencement des espaces collectifs ou publics proches des infrastructures touristiques (aires de stationnement, arrivées des pistes, abords nord du lac)
- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site, visibles depuis les points de vue majeurs panoramiques
- > Surfréquentation touristique et charges de trafic générées trop importantes
- > Extensions de la zone à bâtir, mitage du territoire
- > Impact visuel des lignes à haute tension

MENACES ÉVENTUELLES

- > Avancée de l'aire forestière sur les espaces ouverts, en particulier dans les zones d'estivage
- > Perte de typicité des constructions à caractère patrimonial
- > Extension de la zone à bâtir, en particulier des quartiers résidentiels
- > Perte de l'obscurité nocturne
- > Extension physique et temporelle des activités touristiques (impact visuel et environnemental des infrastructures, augmentation de la fréquentation, diminution des périodes de calme)
- > Raréfaction et perturbation des roselières (activités nautiques)
- > Baisse de la qualité des milieux naturels

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères
- > Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les milieux naturels autour du lac
- > Valoriser les milieux naturels du site
- > Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre
- > Viser une qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères**
Le site du Lac Noir est un lieu touristique majeur du canton. Un équilibre doit être recherché entre le développement d'une offre touristique et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques, patrimoniales, etc. qui font la qualité de ce paysage. La gestion des différents usagers (agriculteurs, randonneurs, vététéistes, skieurs, randonneurs à ski, patineurs, etc.) doit être améliorée afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.
- > **Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les milieux naturels autour du lac**
Ce paysage s'articule autour du lac, qui constitue un pôle d'attraction et génère une forte fréquentation et pression sur ses rives. Il convient de permettre l'accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs afin d'en préserver d'autres et de ne pas détruire des milieux naturels de qualité. Il y a lieu de bien définir les différents secteurs et leurs usages autour du lac.
- > **Valoriser les milieux naturels du site**
Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et valoriser, comme, par exemple, par les érables sycomores typiques de la région. L'obscurité nocturne des milieux naturels du site représente un point fort de ce paysage : elle doit également être maintenue.
- > **Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre**
L'économie alpestre a modelé ce paysage et lui a conféré sa typicité. Il est donc primordial de maintenir et de mettre en valeur ce type d'exploitation des alpages par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage, et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (prairies sèches, par exemple).
- > **Viser une qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement**
Certains secteurs sensibles par leur exposition et leur grande taille (par exemple, Gypsera, Campus, grandes places de parc, etc.) méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Il y a lieu de veiller à une bonne intégration paysagère de tout futur projet de grande envergure.



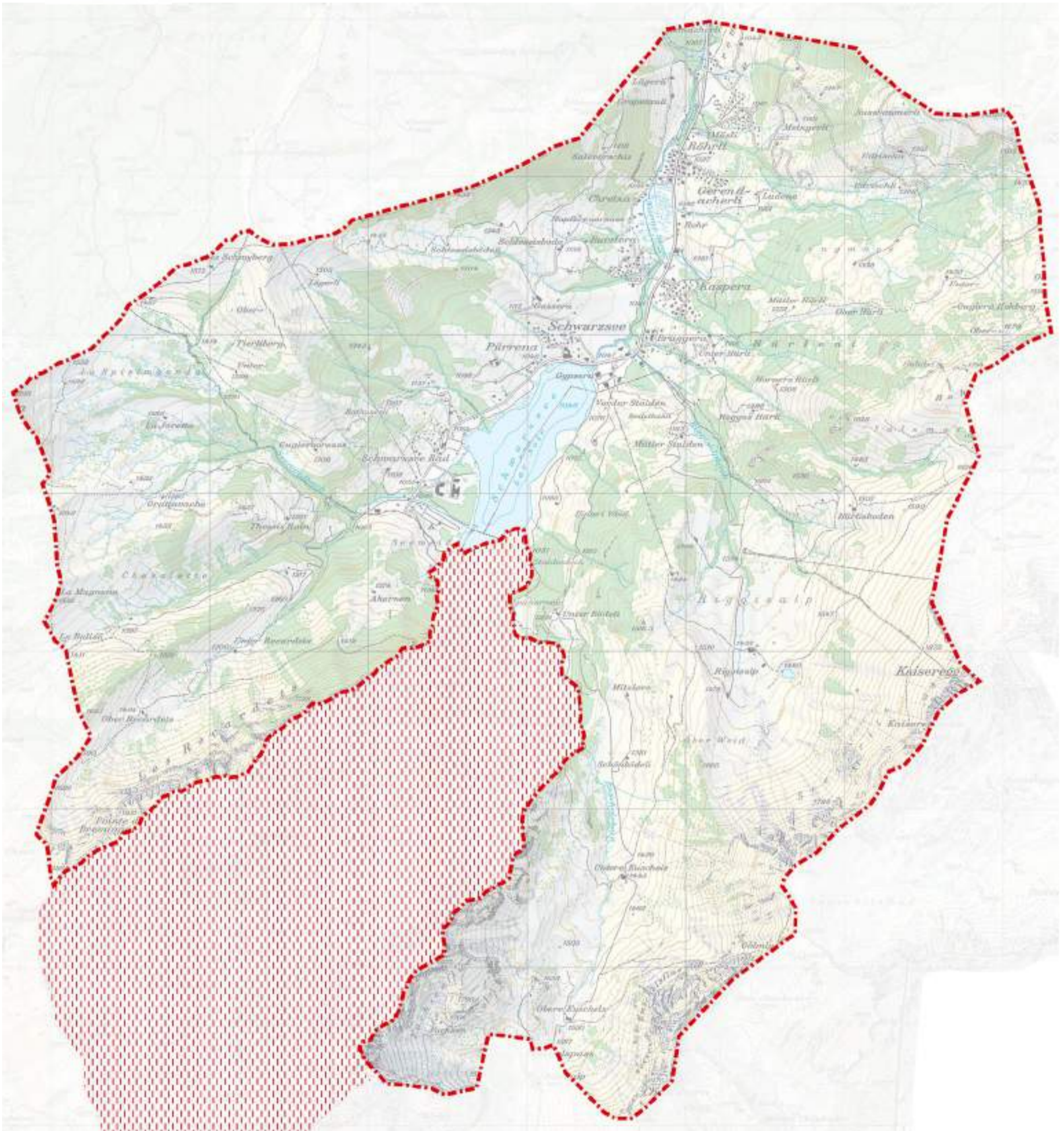
0 1'000m



----- Périmètre du paysage d'importance cantonale



Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)

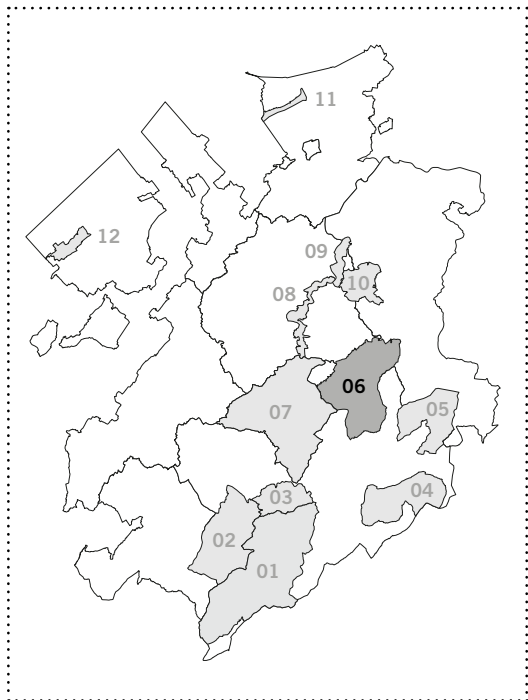


06 Massif de la Berra et du Cousimbert

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Val-de-Charmey, La Roche, Treyvaux, Le Mouret, Plasselb, St. Silvester

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Paysage archétypique de moyenne montagne, ce périmètre se distingue par un relief et une ligne de crête marqués et identitaires qui se détachent de la plaine de manière nette. Ce massif présente une silhouette assez uniforme et lisible qui marque l'arrière-plan paysager depuis les points de vue du lac de La Gruyère, de l'autoroute et des villages de la plaine. Il joue un **rôle important dans l'identité régionale** en tant que lien entre les districts de la Gruyère, de la Sarine et de la Singine.

Les vues panoramiques, depuis la crête Berra-Cousimbert, sur les lacs de La Gruyère, de Neuchâtel, de Morat et du Léman, et les crêtes emblématiques des Alpes fribourgeoises et bernoises, appartiennent à l'imaginaire collectif et sont porteuses d'un attachement culturel et social notable. Ces vues sont valorisées par la **grande accessibilité du sommet de la Berra** par la route et les télécabines.

En-dehors des lieux prévus pour le tourisme et fréquenté de manière saisonnière, la présence humaine reste peu importante, en particulier dans la zone de tranquillité (accès autorisés uniquement

sur les pistes ou les chemins et itinéraires indiqués, obligation de tenir les chiens en laisse). Cette zone contribue à une ambiance sonore calme et à une très faible pollution lumineuse.

Ce paysage, vallonné sur les flancs **de la crête et façonné par des processus fluvio-glaciaires** (richesse géomorphologique de la région), présente une **ambiance naturelle marquée grâce aux vastes espaces boisés**, où l'activité pastorale est présente par :

- > les **chalets d'alpage dispersés**, d'architecture simple et fonctionnelle, parfois encore utilisés pour des activités d'estivage et de transformation de produits du terroir.
- > les **zones d'estivage** où le bétail évolue de manière libre et participe à la typicité du lieu et à l'ambiance visuelle et sonore.

La présence de **cours d'eau, de zones humides et de prairies sèches et maigres** sont favorables à la faune et à la flore typiques des Préalpes. Des marais et des pâturages marécageux sont fréquents dans les dépressions et procurent une ambiance paysagère spécifique.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Qualité faible de l'agencement de certains espaces collectifs ou publics proches des infrastructures touristiques (aires de stationnement proches du départ des télésièges - arrivée des infrastructures)
- > Présence de la ligne haute tension et son couloir déboisé rectiligne
- > Surfréquentation de la crête par beau temps
- > Augmentation et diversification du type d'utilisateurs

MENACES ÉVENTUELLES

- > Avancée de l'aire forestière sur les espaces ouverts, en particulier dans les zones d'estivage
- > Perte de typicité des constructions à caractère patrimonial
- > Pression croissante des activités de loisirs toute saison

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Préserver la lisibilité de la crête du massif de la Berra et du Cousimbert**
- > **Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre**
- > **Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères**
- > **Valoriser les milieux naturels du site**
- > **Mettre en valeur le patrimoine sacré**

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> **Préserver la lisibilité de la crête du massif de la Berra et du Cousimbert**

La crête du massif de la Berra et du Cousimbert est très lisible et porteuse d'une identité. Il convient donc de la préserver libre d'éléments pouvant perturber sa silhouette (grandes installations ou constructions, par exemple). Une gestion forestière appropriée contribue également au maintien du paysage ouvert de la crête.

> **Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre**

L'économie alpestre a modelé ce paysage et lui a conféré sa typicité. Il est donc primordial de maintenir et de mettre en valeur ce type d'exploitation des alpages par un entretien et une rénovation dans les règles de l'art des bâtiments, par la réalisation d'accès bien intégrés dans le paysage et par une exploitation adaptée des surfaces à haute valeur écologique (marais, par exemple).

> **Trouver un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères**

Le site de la Berra est un haut lieu touristique du canton. Un équilibre entre le développement d'une offre touristique et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques, patrimoniales, etc. qui font la qualité de ce paysage doit être recherché. La gestion des différents usagers (agriculteurs, randonneurs, vététéristes, forestiers, etc.) doit être améliorée afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.

> **Valoriser les milieux naturels du site**

Le site comporte de grandes valeurs naturelles et il convient de les valoriser par une exploitation agricole et forestière adaptées. La zone de tranquillité est aussi un élément important de ce paysage, il y a donc lieu de sensibiliser ses visiteurs sur les comportements appropriés à adopter.

> **Mettre en valeur le patrimoine sacré**

Le patrimoine sacré est une composante importante de ce paysage. Les nombreuses croix et chapelles, ainsi que la Chartreuse de la Valsainte, méritent d'être préservées et valorisées.



06 Massif de la Berra et du Cousimbert

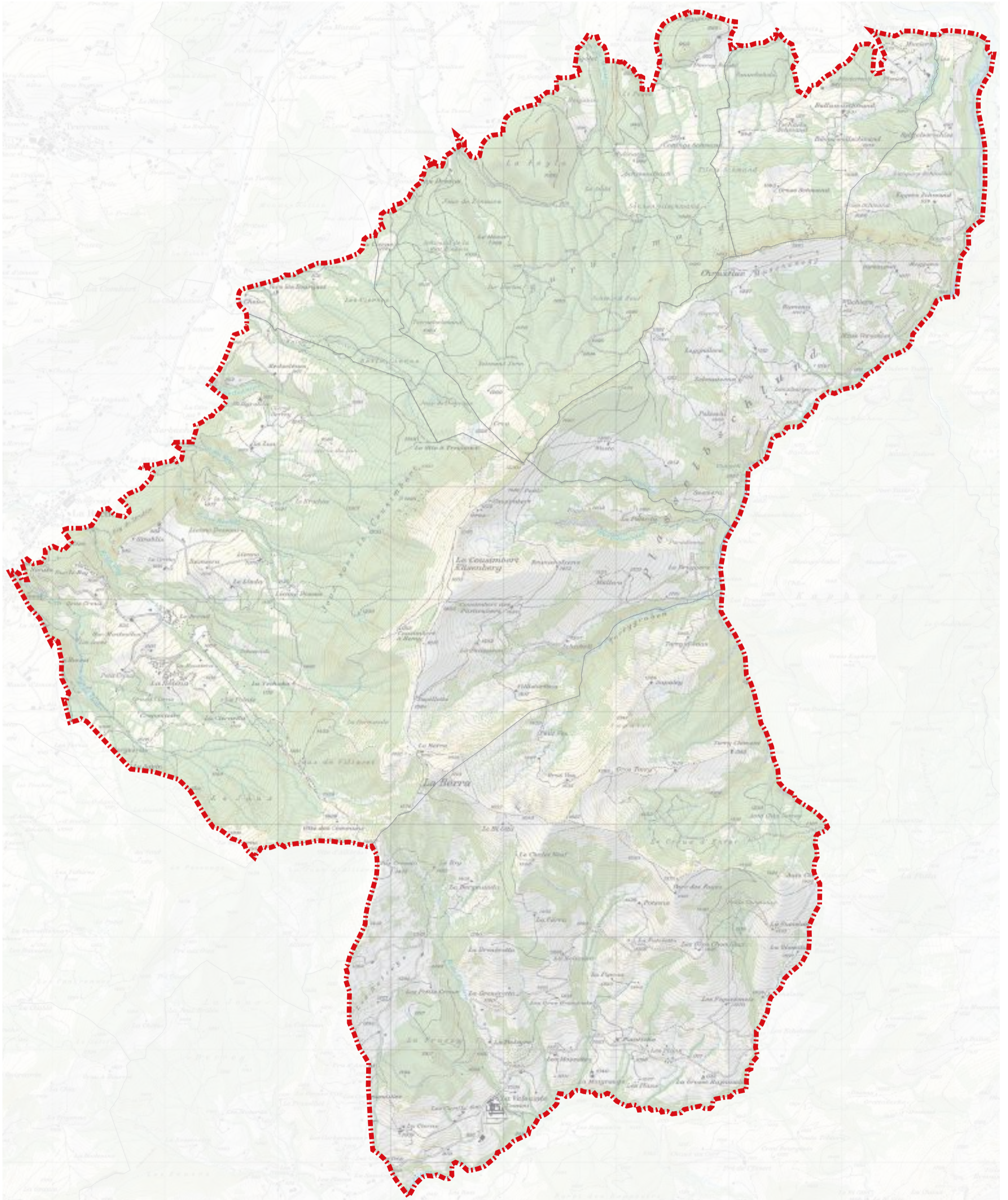
0 1'000m



----- Périètre du paysage d'importance cantonale



Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)

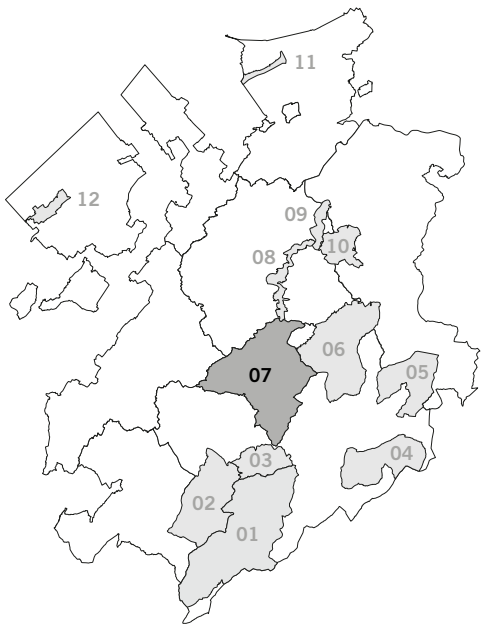


07 Lac de la Gruyère

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Broc, Morlon, Botterens, Echarlens, Corbières, Marsens, Sorens, Pont-en-Ogoz, Hauteville, Gibloux, La Roche, Pont-la-Ville, Treyvaux

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce vaste paysage s'articule principalement autour du lac de retenue de la Gruyère, plus grand lac artificiel de plaine en Suisse dont la construction du barrage de Rossens, achevée en 1948, est à l'origine. **Son régime artificiel, évolutif au gré de la gestion du débit de la Sarine, est lisible en particulier au niveau de ses berges abruptes.** En basses eaux, ce lac présente une ambiance «lunaire» très particulière. **La végétation rivulaire et la topographie peu naturelle des berges sont également caractéristiques.**

La plupart des rives du lac sont boisées, en alternance avec des prairies et des versants plus abrupts. De nombreux ruisseaux marquent les rives régulièrement.

Une grande variété de cultures, de structures pérennes et de milieux naturels offrent des habitats très divers pour la faune et la flore. La linéarité du lac et ses variations de profondeurs et de couleurs représentent un atout paysager notable qui **offre un cadre idyllique pour le tourisme.** Les accès publics à l'eau aménagés, les sentiers pédestres linéaires qui suivent les rives, le golf et les sports nautiques sont très attractifs. L'île d'Ogoz, ornée de ses vestiges des châteaux médiévaux, notamment des tours, est singulière. Les abords du lac sont particulièrement fréquentés de Gumefens à Morlon durant la belle saison.

La rive droite et sa campagne en arrière-plan présentent un aspect rural bien préservé, parsemé de villages encore marqués par des activités agricoles. Les corps de fermes typiques généralement bien

intégrés, et le réseau de haies, d'arbres isolés, de vergers et de jardins traditionnels, constituent un paysage archétypique et harmonieux. **Les villages, tant par leur structure que par les bâtiments qui les composent, sont porteurs d'une valeur patrimoniale et identitaire remarquables.** Les fermes ornées de poyas et de cloches marquent ce paysage et soulignent une certaine ambiance liée à un mode de vie rural traditionnel.

L'héritage historique de l'ancienne ville médiévale de Corbières, les ruines du château d'Everdes, les églises d'Hauteville et de Villarvolard, qui témoignent d'une **pratique religieuse ancrée,** ainsi que l'ancienne tuilerie de Corbières ou les constructions plus récentes Electrobroc ou la chocolaterie Cailler **participent à l'identité de ce paysage.**

La rive gauche présente des caractéristiques similaires à la rive droite, bien qu'elle soit globalement moins préservée des nouvelles constructions et transformations, ce qui lui confère **un aspect plus ordinaire à l'exception des deux châteaux (la Maison de Sorens et le Château de Vuippens).** Les améliorations foncières ont brouillé la lisibilité de la topographie locale et réduit les structures paysagères pérennes et les habitats pour la faune et la flore.

Depuis cette rive, de nombreuses vues panoramiques offrent des **paysages bucoliques vers le lac et les Préalpes; le Moléson ou la Dent de Broc sont ponctuellement visibles en arrière-plan.**

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Urbanisation étalée perceptible depuis le lac et les rives
- > Quelques aménagements et infrastructures peu intégrées
- > Cohabitation difficile des différents usages dans certains espaces, entre exploitation agricole et fréquentation touristique notamment
- > Importante fréquentation de loisirs et de tourisme de certains secteurs (notamment atteinte aux vestiges archéologiques)

MENACES ÉVENTUELLES

- > Étalement urbain sur les rives, notamment au sud-ouest du périmètre
- > Développement d'activités bruyantes dans un paysage actuellement très calme sur la rive droite
- > Mauvaise intégration des constructions, tissu bâti hétéroclite
- > Mauvaise intégration de nouvelles installations touristiques ou sportives

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Identifier et préserver les vues emblématiques sur le grand paysage du lac et des Préalpes
- > Préserver le patrimoine historique et archéologique et valoriser les vues sur ces éléments
- > Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement
- > Valoriser les milieux naturels du site
- > Concilier les usages récréatifs, agricoles et de production énergétique aux abords du lac

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> Identifier et préserver les vues emblématiques sur le grand paysage du lac et des Préalpes

La valeur paysagère du lac de la Gruyère est entre autre attribuable aux vastes vues panoramiques qui mettent en scène le lac dans son écrin préalpin, créant ainsi une vision pittoresque très identitaire. Il y a donc lieu d'être attentif à la préservation et à la valorisation des points de vue sur les deux rives du lac de la Gruyère et sur la chaîne des Préalpes depuis les principaux axes de circulation (autoroute et aires touristiques) et de mobilité douce. Un choix judicieux en matière d'emplacement et de dimensions des futurs bâtiments permettra de préserver des échappées et des points de vue majeurs sur ce paysage.

> Préserver le patrimoine historique et archéologique et valoriser les vues sur ces éléments

Le patrimoine historique et archéologique est une composante importante du lac de la Gruyère et de ses alentours. L'île d'Ogoz et ses châteaux médiévaux constituent des éléments emblématiques du paysage. Il s'agit donc de veiller à la préservation de ces vestiges. Il est également judicieux de valoriser les vues sur certains éléments du patrimoine (les châteaux médiévaux de l'île d'Ogoz, mais aussi l'ancienne ville médiévale de Corbières et le Château de Vuippens).

> Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles par leur position (franges urbaines des villages, par exemple), leur vocation (espaces publics, par exemple) ou leur superficie (aires de stationnement, halles agricoles, par exemple) méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Il y a lieu de veiller à une bonne intégration paysagère de tout autre projet de construction de grande envergure existant ou futur.

> Valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles, notamment dans la partie sud du lac (zone alluviale, site OROEM...) qu'il convient de maintenir et valoriser en recherchant l'équilibre avec les différents usages existants. En particulier, il est judicieux de conserver des secteurs sauvages le long des rives et des îles peu fréquentées, de préserver et de recréer des structures paysagères pérennes telles que des haies, des vergers, des arbres isolés...

> Concilier les usages récréatifs, agricoles et de production énergétique aux abords du lac

Ce paysage s'articule autour du lac, qui constitue un pôle d'attraction et génère une forte fréquentation et pression sur ses rives, sur lesquelles se concurrencent les différentes activités (agricoles, touristiques, de production hydroélectrique, etc). Il s'agit donc d'identifier et de prioriser les usages et les fonctions des différents espaces des abords du lac. La recherche de synergies entre les diverses activités et l'amélioration des accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs en évitant d'atteindre des milieux naturels de qualité doivent être privilégiés.

07 Lac de la Gruyère

0 1'500m



----- Périmètre du paysage d'importance cantonale



Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)

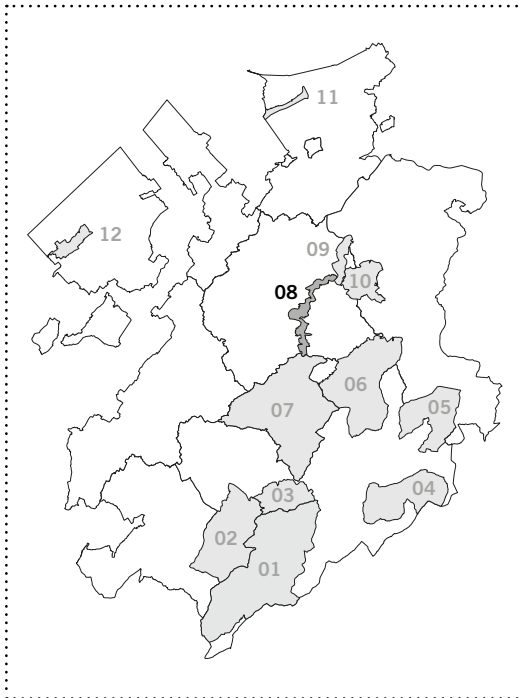


08 Gorges de la Sarine

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Pont-la-Ville, Treyvaux, Gibloux, Arconciel, Hauterive, Marly, Villars-sur-Glâne, Fribourg

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ces gorges sinueuses sont formées des méandres du lit de la Sarine, profondément creusés dans le socle molassique. Avec ses canyons et ses berges difficiles d'accès, particulièrement en amont, la rivière présente un **caractère assez naturel, renforcé par des coteaux abrupts boisés et de hautes falaises** qui soulignent la sensation d'encaissement. Les grandes variations d'ensoleillement d'une berge à l'autre diversifient leur typologie.

Certains méandres sont composés de **replats alluviaux ouverts et cultivés, parfois utilisés à des fins industrielles ou artisanales.** Ces replats sont également un lieu de détente apprécié. Dans les falaises de molasse, **des abris naturels ont été occupés à diverses époques (pré-/protohistoriques et médiévale).** Le site archéologique de La Souche

(qui date du mésolithique final) constitue un site d'importance nationale, voire européenne, et révèle l'importance de ce cours d'eau encaissé pour les hommes.

Les éperons et plateaux au sommet des falaises recèlent également les **vestiges d'occupations antiques** (habitat fortifié et nécropole tumulaire de Châtillon-sur-Glâne, châteaux d'Arconciel et d'Illens) présentant **une forte valeur patrimoniale et archéologique.** **L'Abbaye d'Hauterive, joyau cistercien, est un lieu calme et silencieux** qui dialogue avec la Sarine. **La chapelle Saint-Pierre** contribue à l'aspect bucolique de ce paysage et au patrimoine sacré de ce site. **Quelques influences anthropiques ponctuelles (barrage de Rossens et ponts, gravières, pour l'essentiel) tranchent avec le caractère très naturel de ce périmètre.**

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Débit résiduel et charriage perturbé de la Sarine
- > Fréquentation touristique importante en période estivale (accès et stationnement sauvage, impact sur la faune, etc.)
- > Sites d'exploitation de matériaux en activité

MENACES ÉVENTUELLES

- > Augmentation de la fréquentation de loisirs et de tourisme de certains secteurs (déchets, atteinte à la végétation, à la faune et aux vestiges archéologiques)
- > Perte du caractère sauvage de la partie amont des gorges de la Sarine
- > Remise en état de sites d'exploitation de matériaux peu intégrés dans le paysage

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Préserver la lisibilité et les caractéristiques géomorphologiques des gorges de la Sarine**
- > **Valoriser les milieux naturels du site**
- > **Conserver et mettre en valeur le patrimoine historique et archéologique**
- > **Améliorer l'accueil du public et la cohabitation entre les différents usagers**

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> **Préserver la lisibilité et les caractéristiques géomorphologiques des gorges de la Sarine**

Il y a lieu de veiller à ce que le processus géomorphologique à l'origine de la formation des gorges de la Sarine se poursuive en évitant de péjorer davantage le régime des eaux et du charriage. La lisibilité des grandes terrasses alluviales à vocation agricole (La Souche, La Cua, Planafaye) mérite d'être préservée. Il importe également de porter une attention toute particulière à la remise en état des sites d'exploitation de matériaux en cohérence avec la topographie initiale des lieux.

> **Valoriser les milieux naturels du site**

Ce site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et valoriser, comme par exemple la zone alluviale de la Sarine ('Rossens-Fribourg') et le site de reproduction de batraciens «Petite Sarine». Il est également judicieux de limiter les dérangements sur la partie amont des gorges de la Sarine car il s'agit d'une réserve forestière.

> **Conserver et mettre en valeur le patrimoine historique et archéologique**

Ce paysage comporte des sites patrimoniaux bâtis et archéologiques de grande valeur qu'il a lieu de préserver et qui pourraient être mis en valeur par l'aménagement de points de vue dans le respect du site. Il serait également judicieux de promouvoir la richesse de ce patrimoine le long des sentiers pédestres des gorges de la Sarine.

> **Améliorer l'accueil du public et la cohabitation entre les différents usagers**

Un équilibre doit être recherché entre un accueil de qualité du public et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques, patrimoniales, archéologiques, etc. qui font la qualité de ce paysage. La gestion des différents usagers (forestiers, agriculteurs, randonneurs, pêcheurs, etc.) doit être améliorée afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.

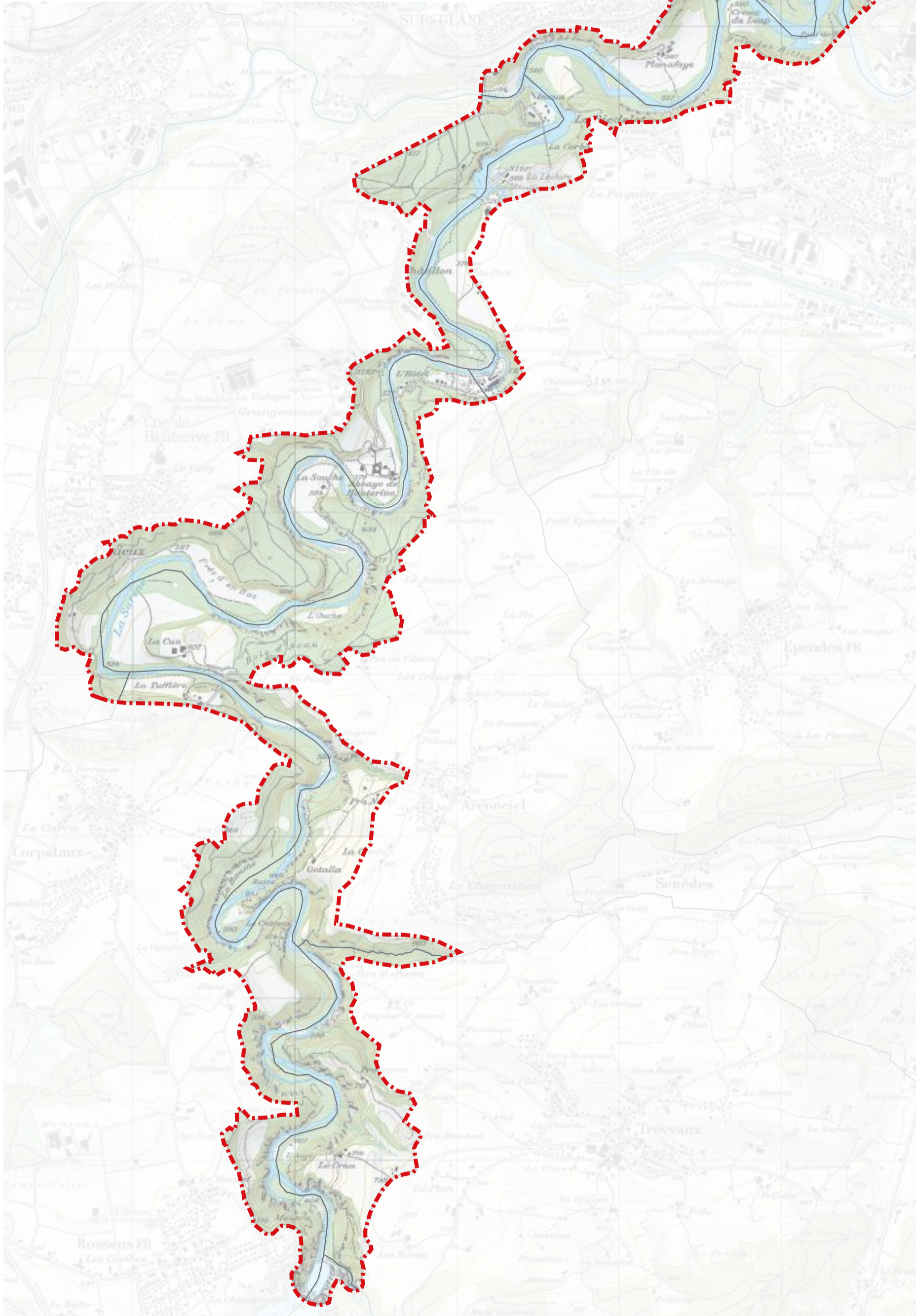
08 Gorges de la Sarine

0 500m



----- Périimètre du paysage d'importance cantonale

▨ Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)

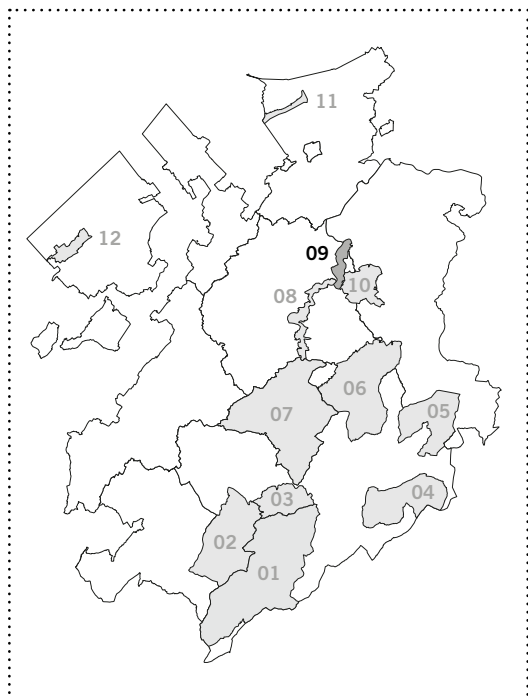


09 Sarine en ville de Fribourg

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Marly, Pierrafortscha, Fribourg, Granges-Paccot, Düdingen

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.



RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce paysage à caractère majoritairement urbain est marqué par la Sarine, encaissée dans un relief abrupt en plein cœur de la ville de Fribourg. Cette rivière, large et au caractère encore par endroits naturel (bancs de graviers, falaises de molasse et rives boisées), contraste avec son contexte très urbanisé, allant du plus contemporain (Pont de la Poya, STEP) au plus patrimonial (cathédrale et ville médiévale, Abbaye de la Maigrauge, Pont du Milieu, de Berne, de Saint-Jean...).

Le contraste entre une ville vivante, riche d'un patrimoine historique et d'une nature préservée, est un phénomène rare en Suisse. Cette dualité est également renforcée du point de vue linguistique et culturel, puisque la Sarine constitue une frontière et un lien, souligné par les nombreux ponts qui la jalonnent, entre les parties francophones et germanophones du canton.

La Sarine est fortement marquée par la production d'énergie hydraulique: au barrage de la Maigrauge l'eau de la Sarine est déviée en souterrain vers l'usine hydroélectrique de l'Oelberg. Cette retenue sur la Sarine crée le Lac de Pérolles, paysage au caractère plus sauvage et préservé, qui héberge des milieux de vie riches pour de nombreuses espèces animales et végétales.

La revitalisation de la Sarine planifiée permettra de retrouver un cours d'eau plus naturel, dans les secteurs où des travaux de canalisation ont été réalisés au cours des XIX^e et XX^e siècles, encore visibles aux abords de la Motta et en aval du Pont de Berne.

Ce paysage se perçoit depuis le fond du canyon, le long du cours d'eau, mais aussi depuis **plusieurs points de vue panoramiques dominants (les tours des anciens remparts et les hauteurs de la ville, le pont de Zaehringen et celui de la Poya notamment).**

Il est fortement fréquenté du fait de sa situation urbaine centrale et de son attractivité touristique et de détente pour ses habitants. De nombreux usages y sont présents: promenade, pêche, sports nautiques et récréatifs. Des curiosités, comme le funiculaire ou des oeuvres d'art renforcent l'attractivité des abords de la Sarine.

Les fronts bâtis (quartier de l'Hôtel de Ville, flanc du Schönberg) contribuent à la qualité de ce paysage. La richesse du patrimoine arboré, historique et culturel, tant au niveau de la densité que de la qualité, doit être soulignée.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Infrastructures peu intégrées (STEP, ouvrages, bâtiments industriels)
- > Dynamique artificielle des eaux et du charriage de la Sarine

MENACES ÉVENTUELLES

- > Mauvaise intégration de certaines constructions et aménagements
- > Forte fréquentation du public avec impact environnemental (bruit, déchets, stationnement sauvage, etc.)
- > Stabilisation des falaises de molasse par des mesures de gestion des dangers naturels qui modifient la qualité paysagère du site

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les espaces naturels du lac de Pérolles et de la Sarine
- > Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement
- > Améliorer les liaisons de mobilité douce

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les espaces naturels du lac de Pérolles et de la Sarine

La Sarine et ses rives naturelles constituent la colonne vertébrale de ce paysage. Elles sont exposées à une forte pression urbaine. La gestion et le développement de ce site doivent viser à maintenir l'équilibre entre une nature au caractère sauvage encore bien présent et les divers usages existants, par exemple à travers le projet de renaturation de la Sarine et de ses rives, mais également lors de tout projet d'aménagement ou de construction aux abords.

> Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles par leur position (par exemple les franges urbaines et les surfaces agricoles ouvertes) nécessitent une attention spécifique quant à l'intégration du bâti dans ce paysage et aux vues à préserver vers les bâtiments patrimoniaux et les ouvrages d'art. Dès lors, il y a lieu de veiller à la bonne qualité architecturale et paysagère de tout projet de construction en relation visuelle ou fonctionnelle avec le cours d'eau.

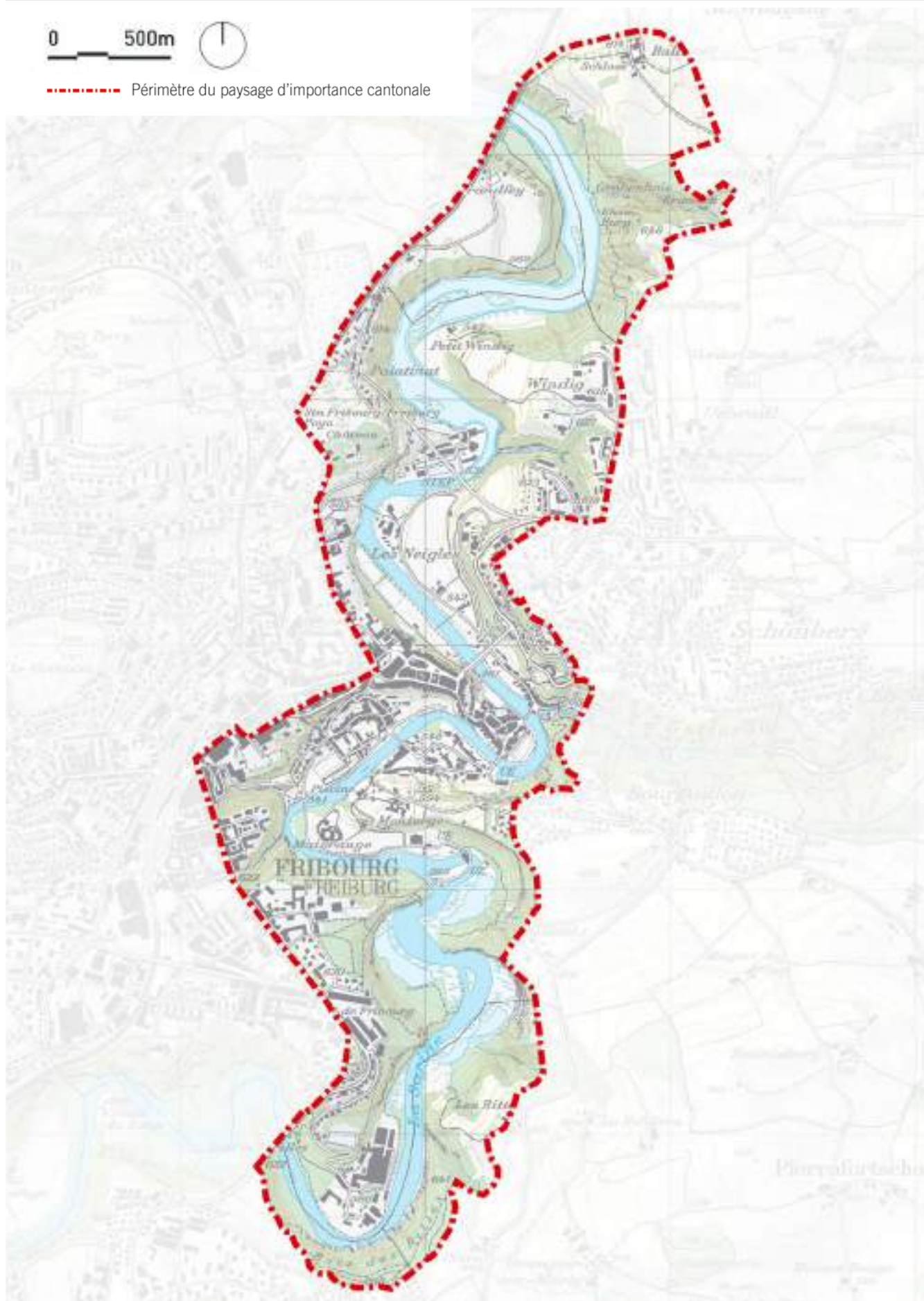
> Améliorer les liaisons de mobilité douce

Les connexions le long du cours d'eau entre amont et aval, ainsi qu'entre le haut et le bas du canyon de la Sarine permettent de profiter pleinement de ce site exceptionnel. Mais, dans certains secteurs, les cheminements de mobilité douce méritent des améliorations fonctionnelles ou de nouvelles connexions. En particulier, les accès aux berges de la Sarine et les aménagements de détente et de loisirs doivent être mieux définis et organisés.

09 Sarine en ville de Fribourg



----- Périètre du paysage d'importance cantonale

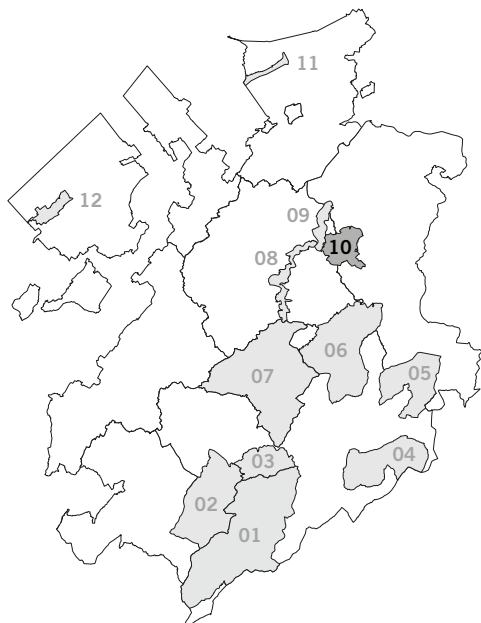


10 Campagne de Pierrafortscha

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Tentlingen, Pierrafortscha, St. Ursen, Fribourg

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

La commune de Pierrafortscha (en patois fribourgeois : « la pierre fourchue ») doit son nom à un bloc erratique transporté par le glacier du Rhône du Valais jusqu'à sa position actuelle. **Cet endroit correspond probablement à un lieu de cultes anciens.** Initialement, ce bloc possédait trois pointes qui lui valurent son nom. Mais, au début du XX^e siècle, on tailla partiellement la pierre pour en extraire des matériaux de constructions.

Ce paysage agricole se caractérise par un aspect rural très bien conservé et entretenu. L'utilisation agricole et fourragère et les cultures extensives et intensives relativement épargnées par les améliorations foncières confèrent à ce lieu une atmosphère campagnarde archétypique. **Le relief se compose de petites collines dont les sommets sont souvent rehaussés de massifs boisés** (Bois de Morvin, le Croquelet, Chantemerle...). Ces collines permettent **des vues dégagées ponctuelles sur la Ville de Fribourg et les Préalpes.** Les champs sont eux-mêmes d'un relief doux et ondoyant. Les haies, allées et rangées d'arbres, par endroits majestueuses, soulignent les chemins et les petites routes qui relient les hameaux dispersés, fermes, domaines et maisons de maître. Les chemins, parfois en revêtement terreux, offrent un lieu propice au ressourcement et aux balades.

Les hameaux de Granges-sur-Marly et Villars-sur-Marly, avec leurs jardins aux traces historiques, leurs vergers et leurs parcs privés, présentent des ensembles architecturaux et paysagers de grande qualité.

Plusieurs domaines patriciens et châteaux résidentiels construits à partir du XVIII^e siècle par la noblesse fribourgeoise marquent significativement le paysage : manoir de Weck, châteaux Von der Weid, Gottrau, Diesbach... Les valeurs historique, patrimoniale et architecturale fortes qui les caractérisent, permettent de retracer l'histoire du développement de l'agglomération fribourgeoise. **Les jardins des fermes et des maisons de maître présentent souvent des arbres anciens et des vergers haute-tiges traditionnels** qui offrent un caractère patrimonial authentique et des milieux de vie variés pour la faune et la flore.



ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation (couleur, matérialité) avec le caractère des hameaux
- > Étalement urbain et dispersion de l'habitat impliquant une fermeture des espaces ouverts
- > Impact visuel des lignes électriques

MENACES ÉVENTUELLES

- > Raréfaction des vergers, entretien inapproprié et coupe illégale des vergers, des alignements d'arbres, des arbres isolés et des haies
- > Obstruction des vues sur la ville de Fribourg, les Préalpes et le grand paysage environnant
- > Perte de typicité des hameaux, diminution de la qualité par une trop large gamme de signatures architecturales (couleurs, matériaux, formes des toitures, etc.)
- > Étalement de quartiers résidentiels périurbains (Bourguillon, Tentlingen, Marly)
- > Nouvelles constructions agricoles mal intégrées au paysage local (dimensions, couleurs, matériaux)

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Maintenir le caractère rural et agricole typique du périmètre**
- > **Préserver et compléter les structures paysagères pérennes**
- > **Mettre en valeur le patrimoine architectural bâti, ses jardins et vergers et les arbres attenants**
- > **Améliorer la gestion des promeneurs occasionnels**

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> **Maintenir le caractère rural et agricole typique du périmètre**

Le paysage est caractérisé par des espaces agricoles ouverts qu'il convient de maintenir dans le contexte d'une agriculture moderne. Il s'agit aussi de veiller à une intégration paysagère qualitative des projets de rénovation et de construction. Cela se traduit par des choix judicieux en matière d'emprises, de dimensionnement, de matériaux, d'aménagements extérieurs, etc.

> **Préserver et compléter les structures paysagères pérennes**

Les structures paysagères pérennes comme les haies, les allées d'arbres, les arbres isolés et les vergers contribuent fortement à la valeur paysagère de ce site. Il convient de maintenir, de renouveler et de compléter les structures existantes, notamment les allées d'arbres le long du réseau viaire et les arbres isolés marquants.

> **Mettre en valeur le patrimoine architectural bâti, ses jardins et vergers et les arbres attenants**

La rareté de ce paysage est attribuable à la densité des domaines patriciens et des châteaux résidentiels avec leurs jardins et leurs vergers attenants. Il y a lieu de faire perdurer ces éléments et, notamment, leurs aménagements extérieurs (renouvellement ou renforcement des vergers).

> **Améliorer la gestion des promeneurs occasionnels**

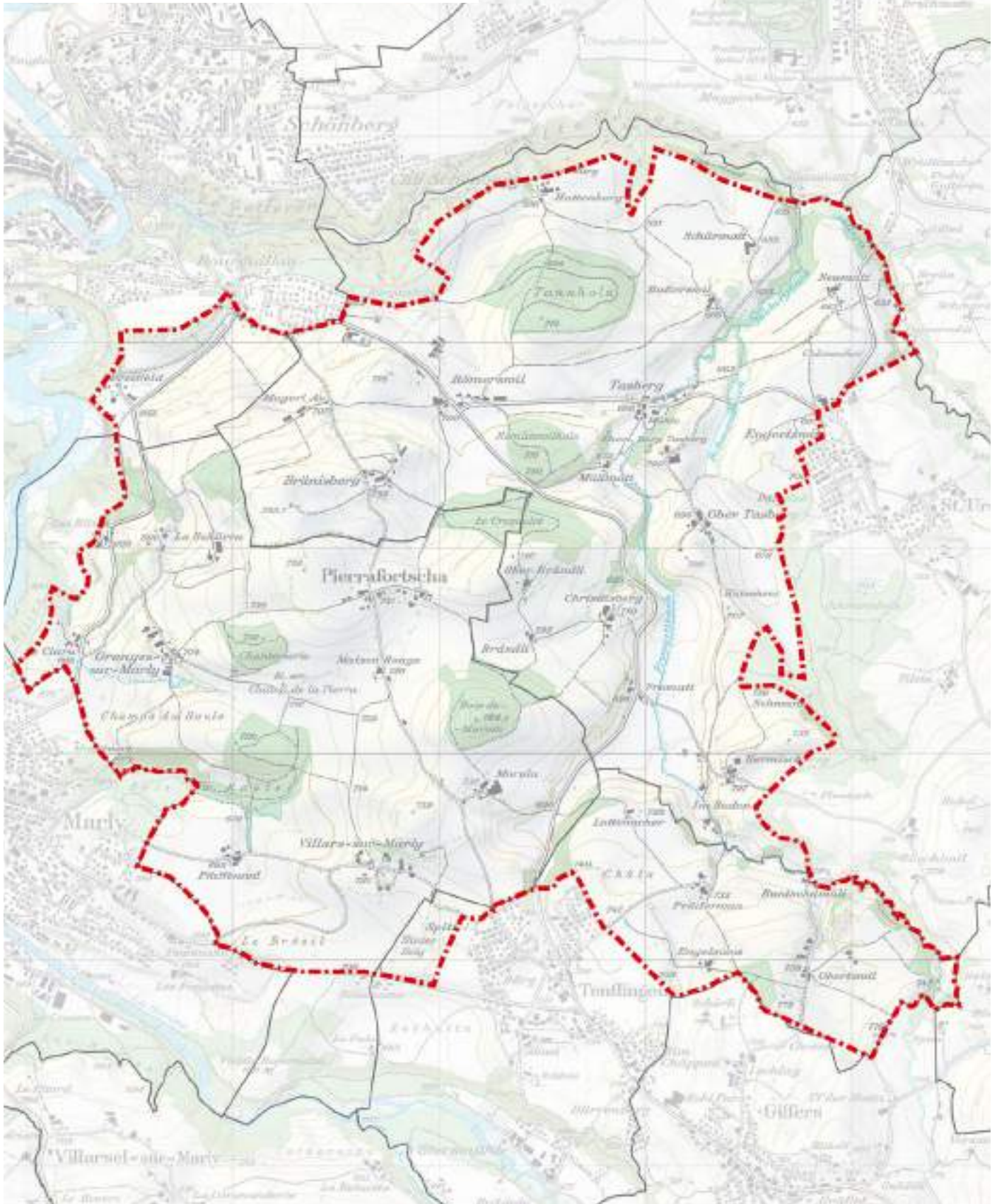
Pierrafortscha est une destination privilégiée pour des visiteurs journaliers, notamment le weekend. Afin d'être en mesure d'accueillir et de bien gérer le flux des visiteurs, il y a lieu d'étudier des améliorations à apporter au niveau des réseaux de mobilité et aux stationnements, ainsi que des compléments en petites infrastructures d'accueil (place de pique-nique, par exemple).

10 Campagne de Pierrafortscha

Inventaire des paysages d'importance cantonale



----- Périimètre du paysage d'importance cantonale

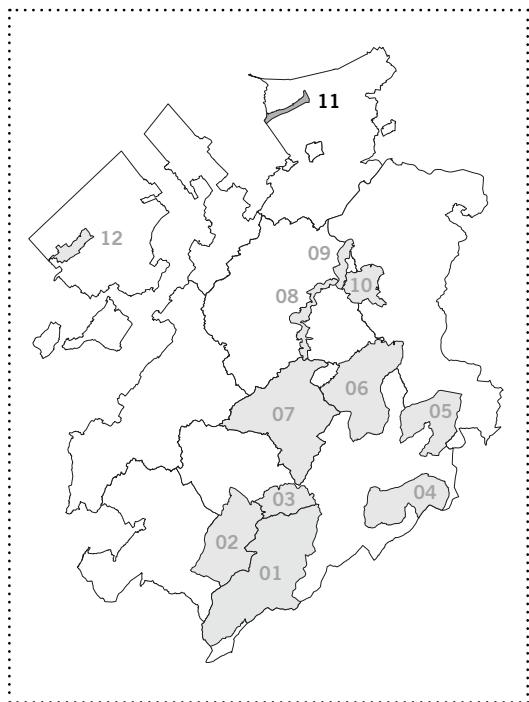


11 Rive nord du lac de Morat

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Commune concernée : Mont-Vully

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



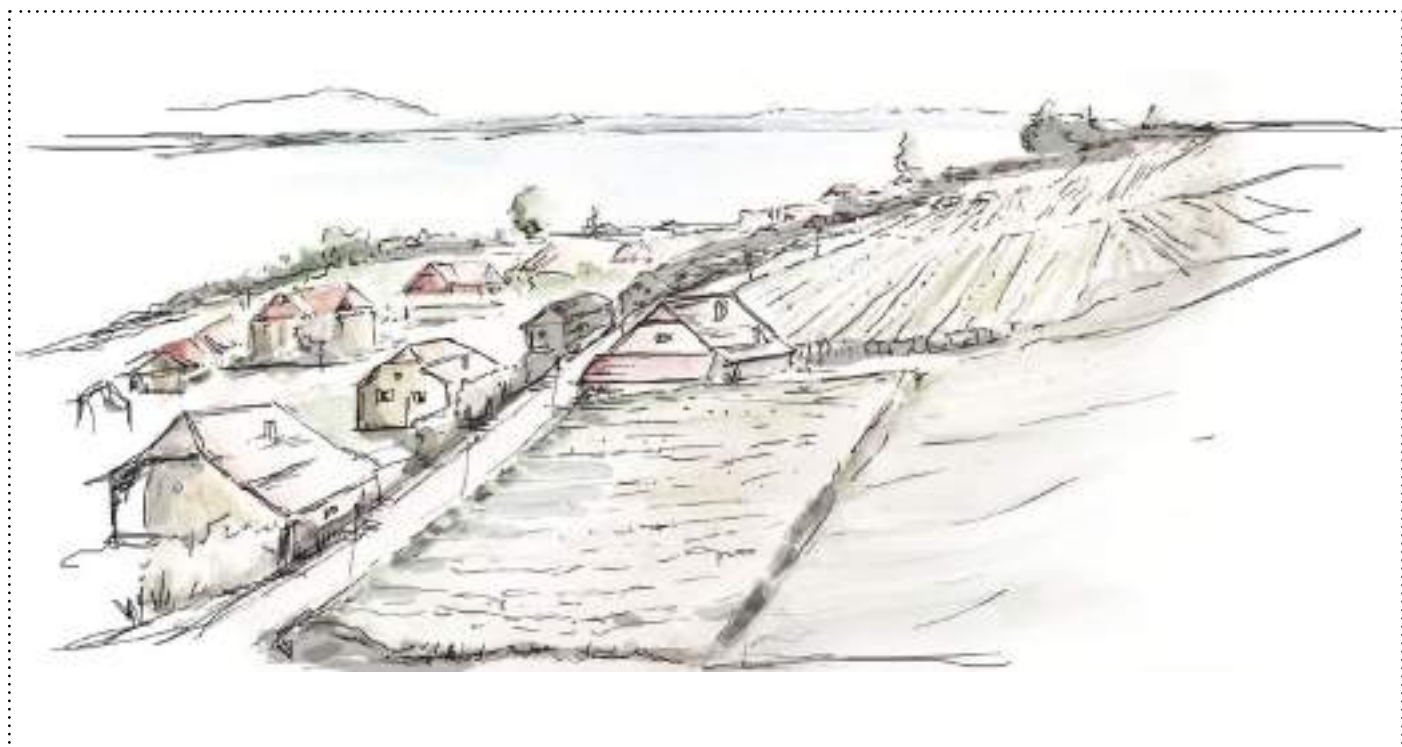
TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce paysage s'organise le long du lac de Morat qui, situé en arrière-plan, lui confère une identité particulière. **Les vues ouvertes et dégagées sur le lac de Morat apportent un calme et une horizontalité qui tranchent avec le relief alentour. Ce périmètre d'importance cantonale complète l'IFP du Vully (n°1209), qui préserve le sommet du Mont Vully et ses coteaux viticoles.**

La région offre **de nombreuses possibilités d'activités de loisirs et de tourisme** (activités sportives, nautiques et de pêche liées au lac, ainsi qu'au patrimoine historique, culturel ou naturel). Les multiples itinéraires de mobilité douce permettent de profiter de ce cadre de vie.

Ce paysage est constitué de **quatre grandes composantes successives: les rives du lac, les quartiers résidentiels et leurs jardins, les villages-rue et les vignobles.**

Les rives du lac alternent entre des secteurs aménagés pour des activités touristiques (navigation, baignade, promenade) et des tronçons naturels qui comportent de nombreux milieux de vie pour la faune. La rive est arborisée sur une grande longueur.

Un espace de transition, composé de **quartiers résidentiels à faible densité et de leurs jardins**, ainsi que de vignes et de cultures agricoles, sépare la rive des villages-rues.

Ces villages-rue sont d'une qualité particulière due tant à leur structure propre qu'à la présence de nombreux bâtiments protégés au titre du recensement des biens culturels.

Les vignobles situés sur les pentes du mont Vully se composent de nombreux éléments caractéristiques (murs en pierres sèches et maçonneries, escaliers en pierres, clos et maisons patriciennes vigneronnes) qui sont porteurs d'un sentiment d'appartenance et d'identification notable à la région.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site et/ou mal intégrées dans le paysage, en particulier dans les quartiers résidentiels d'habitat secondaire en bordure du lac
- > Faible qualité architecturale et constructions hétéroclites de certaines franges de villages
- > Dispersion des amarrages sur les rives du lac
- > Pression touristique très importante en période estivale

MENACES ÉVENTUELLES

- > Raréfaction et perturbation des roselières (activités nautiques)
- > Étalement urbain et dispersion de l'habitat, avec fermeture des espaces ouverts et formation d'un continuum bâti le long des rives du lac, en particulier par les résidences et installations d'habitat secondaire ou saisonnière en bord de rive
- > Perte de typicité des villages, diminution de la qualité et de la typicité des espaces publics

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Préserver l'organisation territoriale linéaire et parallèle au lac**
- > **Veiller à maintenir le charme et l'aspect pittoresque de la région**
- > **Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme**
- > **Trouver un équilibre entre les usages récréatifs liés au lac et les milieux naturels du site**

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> **Préserver l'organisation territoriale linéaire et parallèle au lac**

Le Vully se présente en composantes linéaires et parallèles (rives, espaces verts, villages, coteaux viticoles, sommet) très distinctes et bien lisibles. Cette configuration mérite une attention toute particulière afin d'en préserver l'organisation, par exemple en maintenant des espaces verts entre rive et villages ou la forme des villages-rue.

> **Veiller à maintenir le charme et l'aspect pittoresque de la région**

Le charme de ce paysage se retrouve dans les villages à caractère viticole, le vignoble et aux abords du lac. Les franges urbaines sont les portes d'entrées de ce paysage bucolique, c'est pourquoi il convient de veiller à la qualité paysagère de ces secteurs. Un aménagement adéquat des espaces publics permet également de maintenir le charme des lieux. Le caractère des villages est attribuable également à la présence en leur sein de caves et d'autres activités artisanales traditionnelles : le maintien de ces activités au cœur des villages est à rechercher.

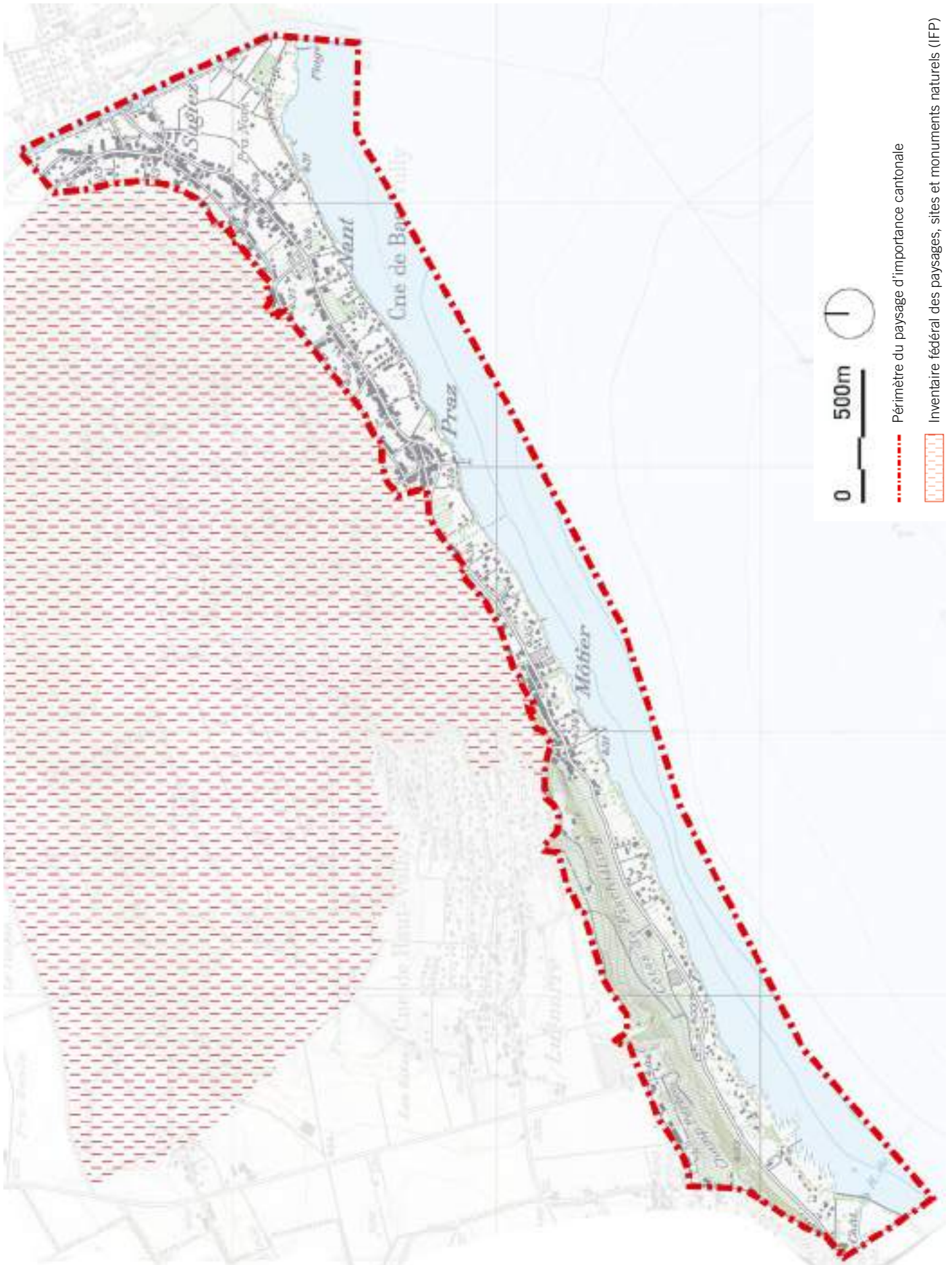
> **Améliorer la gestion des loisirs et du tourisme**

En période estivale, le Vully est une destination privilégiée. Afin d'être en mesure d'accueillir et de bien gérer le flux des visiteurs, il y a lieu d'étudier les améliorations à apporter au niveau du réseau de mobilité et des stationnements ainsi que des petites infrastructures (place pique-nique, etc.) notamment vers les points de vue majeurs.

> **Trouver un équilibre entre les usages récréatifs liés au lac et les milieux naturels du site**

Ce paysage s'articule autour du lac, qui constitue un pôle d'attraction et génère une forte fréquentation et pression sur ses rives. Il convient de permettre un accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs afin d'en préserver d'autres et de ne pas détruire des milieux naturels de qualité. Il y a lieu de bien définir les différents secteurs et leurs usages le long du lac.

11 Rive nord du lac de Morat

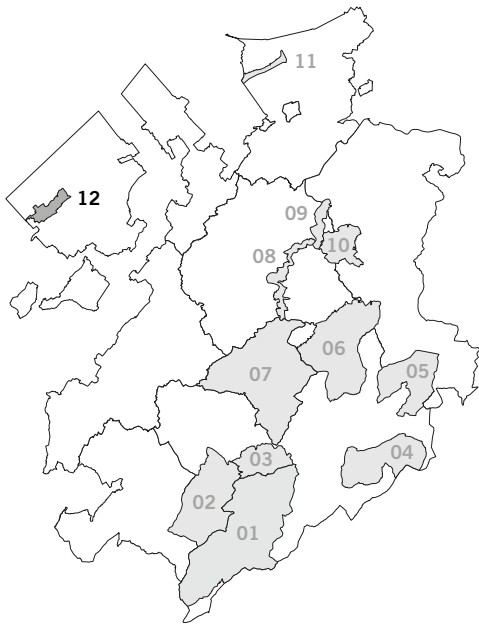


12 Terrasses de Cheyres-Châbles-Font

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Communes concernées : Cheyres-Châbles, Estavayer, Châtillon

LOCALISATION



JUSTIFICATION DE L'IMPORTANCE

FONCTIONS PAYSAGÈRES



production



nature



patrimoine



loisirs



cadre de vie



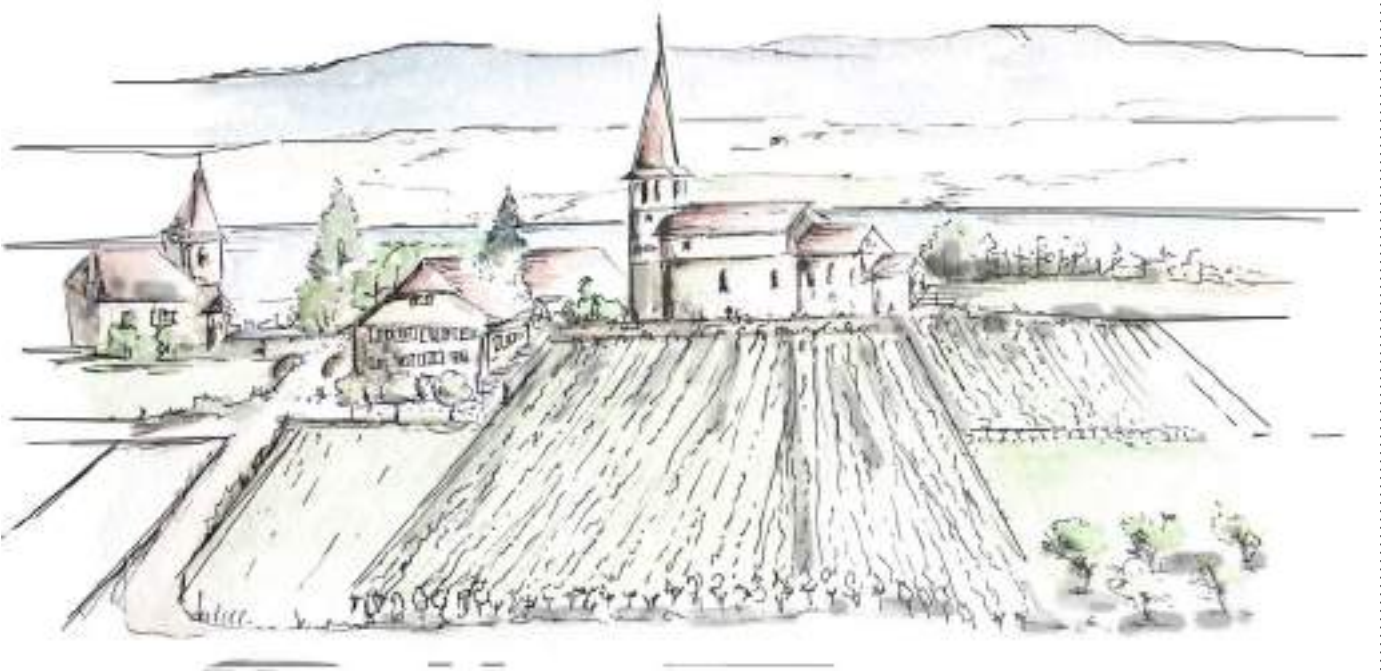
TYPICITE

Élément qui caractérise un paysage d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.

RARETE

Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original, et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou transformation.

AMBIANCE PAYSAGÈRE



CARACTÉRISTIQUES PAYSAGÈRES DU PÉRIMÈTRE

Ce paysage est intimement **lié au lac, dont les rives et les roselières sont protégées par l'IFP et le site marécageux de la Grande Cariçaie**. Ce site écologique d'importance internationale est protégé en raison de la variété et de la rareté des milieux naturels qui le composent.

Ce paysage d'importance cantonale complète l'IFP en incluant les localités de Cheyres-Châbles-Font, dont les **vergers hautes-tiges, les arbres isolés et les terrasses de culture viticole** prolongent l'IFP et contribuent à la qualité de son arrière-plan.

Ce périmètre est visible depuis les rives et depuis le lac de Neuchâtel. La diversité des entités qui composent ce paysage en font une **mosaïque aux multiples facettes tant naturelles qu'agricoles ou bâties**.

Les terrasses de cultures et de vignes, formées par des processus fluvio-glaciaires et anthropiques alternent avec des secteurs boisés, des haies et de

petites surfaces agricoles. Cette mosaïque crée une atmosphère rare à l'échelle cantonale. La topographie irrégulière de ce secteur, formée par des terrasses viticoles ponctuellement interrompues par des cours d'eau, génère des conditions microclimatiques spécifiques à chaque exposition des pentes et des **habitats favorables à tout un panel d'espèces animales et végétales**.

Le **paysage agricole situé au sud du secteur Châbles** est, en revanche, marqué par les améliorations foncières et modelé par une exploitation uniforme aux cultures peu diversifiées. Seuls quelques éléments pérennes, haies et boisements, ont été conservés.

Font est inclus dans ce périmètre car il offre un dégagement sur le lac et constitue la porte d'entrée de ce site. **Le château de Font et son église romane du XII^{ème} siècle**, au sommet d'une colline viticole font partie des éléments paysagers notables du périmètre.

ATTEINTES CONSTATÉES

- > Nouvelles constructions, transformations et infrastructures en inadéquation avec le caractère du site et/ou peu intégrées dans le paysage, en particulier dans les quartiers résidentiels d'habitat secondaire en bordure du lac
- > Qualité paysagère faible et hétéroclite des franges urbaines des quartiers d'habitations et mauvaise articulation entre les quartiers périphériques et le cœur des villages
- > Infrastructures agricoles à fort impact visuel

MENACES ÉVENTUELLES

- > Raréfaction des vergers, haies, arbres isolés, murs en pierres sèches et cultures viticoles emblématiques du site, manque d'entretien garantissant leur pérennité
- > Étalement urbain et dispersion de l'habitat, avec fermeture des espaces ouverts et formation d'un continuum bâti, constitué en particulier par des résidences, campings et autres installations d'habitat secondaire ou saisonnier
- > Perte de typicité des villages, diminution de la qualité et de la typicité des espaces publics

OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

- > **Mettre en valeur les points de vue sur le grand paysage et les relier par des itinéraires de mobilités douces**
- > **Préserver la mosaïque territoriale des différentes entités paysagères**
- > **Conserver et renforcer la présence des vergers**
- > **Maintenir la culture du vignoble en terrasses**

DESCRIPTION DES OBJECTIFS SPÉCIFIQUES

> **Mettre en valeur les points de vue sur le grand paysage et les relier par des itinéraires de mobilité douce**

Les terrasses de Cheyres-Châbles-Font constituent un balcon panoramique privilégié sur le lac de Neuchâtel et sur la Grande Cariçaie. Les points de vue existants sur ce paysage et sur le patrimoine caractéristique de ses villages méritent d'être valorisés ou complétés par des itinéraires de mobilité douce et de petites infrastructures d'accueil.

> **Préserver la mosaïque territoriale des différentes entités paysagères**

Ce paysage se caractérise par une mosaïque aux multiples facettes, tant naturelles, qu'agricoles ou bâties. Il convient par conséquent de rechercher un équilibre harmonieux lors du développement de ces différentes utilisations et faire des choix d'aménagements territoriaux judicieux garantissant une qualité d'intégration paysagère des nouvelles constructions et le maintien ou le renforcement des structures paysagères pérennes.

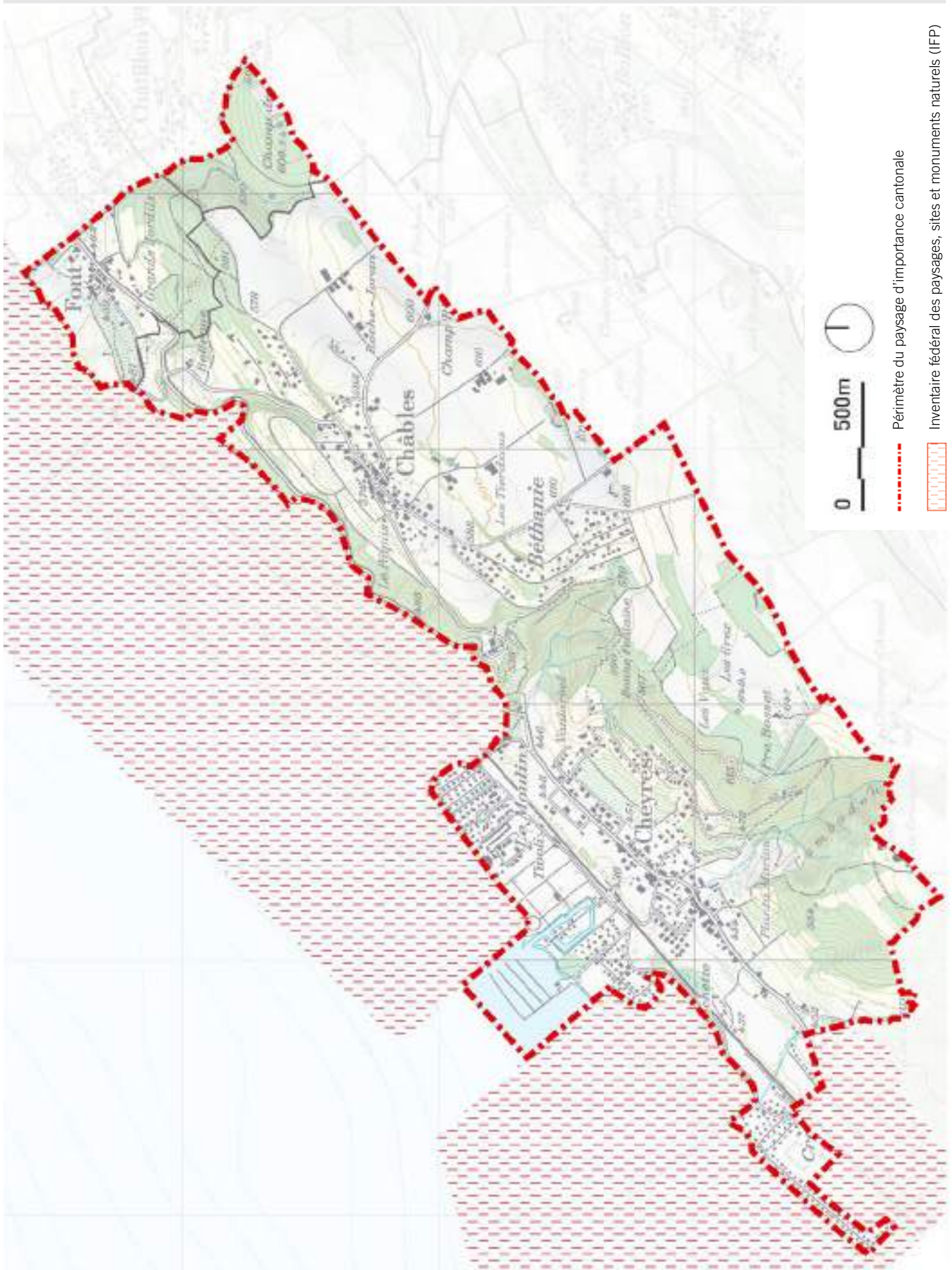
> **Conserver et renforcer la présence des vergers**

La culture des vergers constitue une composante historique majeure des coteaux surplombant le lac de Neuchâtel. Ces vergers structurent l'organisation territoriale et témoignent d'une activité agricole endémique de la région. Dès lors, il est nécessaire de tout mettre en œuvre pour préserver ce patrimoine d'arboriculture, mais aussi de le renouveler ou de le reconstituer dans les secteurs où il n'existe plus.

> **Maintenir la culture du vignoble en terrasses**


Seule zone viticole sur la rive sud du lac de Neuchâtel, le vignoble occupe les terrasses soutenues par des murs de pierre dominant la Grande Cariçaie. Cette forme d'exploitation ancestrale est adaptée aux spécificités de la région et nécessite un entretien dans les règles de l'art, voire une remise en état, pour maintenir sur le long terme la vigne mais aussi la structure des terrasses (talus structurants et murs de pierres sèches).

12 Terrasses de Cheyres-Châbles-Font



Périmètre du paysage d'importance cantonale

Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP)



Inventaire des paysages d'importance cantonale

Etude de base

Service des forêts et de la
nature

—
Rapport explicatif



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIAF
Direktion der Institutionen und der Land- und
Forstwirtschaft ILFD

Inventaire des paysages d'importance cantonale

Groupe de travail

—

Chantal Baudassé, Regula Binggeli, Michelle Schneuwly

Service des forêts et de la nature – secteur nature et paysage – SFN

Pilotage du projet

Pierre Cothereau

Service des forêts et de la nature – secteur forêt – SFN

Sophie Ortner

Service de l'agriculture – SAgri

Katia Meier

Service des constructions et de l'aménagement – SeCA

Cynthia Nussbaumer

Service de l'environnement – SEn

Emmanuelle Sauteur

Service archéologique – SAEF

Stanislas Rück

Service des biens culturels – SBC

Pierre-Alain Morard

Union Fribourgeoise du Tourisme – UFT

Emanuel Egger

Délégué pour les ONG actives dans le domaine nature et paysage dans le canton de Fribourg (WWF, Pro Natura, KUND)

Alfons Piller

Délégué pour l'Association des communes fribourgeoises (ACF)

Mandataire pour l'accompagnement de l'étude

—

Urbaplan

Elise Riedo, Marie Davet

Boulevard de Pérolles 31

1700 Fribourg

www.urbaplan.ch

certifié iso 9001:2015

Impressum

—

Image du titre : @ Urbaplan

Edition / Diffusion : Service des forêts et de la nature, Rte de Bourguillon 3, 1700 Fribourg

Données graphiques : @ 2019, Service des forêts et de la nature

Source de données géographiques : @ 2019 Swisstopo

Renseignements

—

Service des forêts et de la nature (SFN)

Secteur nature et paysage

Route de Bourguillon 3, 1700 Fribourg

T +26 305 51 86

sfn@fr.ch , www.fr.ch/sfn

Décembre 2019

Ce texte est la propriété intellectuelle du Service des forêts et de la nature. Tous les droits sont réservés.
Toute reproduction, même partielle, de tout genre et mémorisation au format numérique peut être autorisée
uniquement par le mandant.

Table des matières

1	Contexte légal et acteurs impliqués	4
2	Objectif et statut de l'inventaire	5
2.1	Objectif de l'inventaire	5
2.2	Statut de l'inventaire	5
2.3	Définition d'un paysage d'importance cantonale	5
3	Processus de détermination des PIC	8
3.1	Données de base	8
3.2	Identification de paysages d'importance cantonale potentiels	8
3.3	Ateliers participatifs	9
4	Objets PIC	10
4.1	Liste des PIC	10
4.2	Contenu des fiches d'objet PIC	11
4.3	Mise en œuvre de l'inventaire	12
5	Références bibliographiques	13
6	Abréviations	14
7	Annexes	15

1 Contexte légal et acteurs impliqués

Si le paysage relève de la compétence originaire des cantons (art.78 al.1 Cst.féd), la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage fixe des principes fondamentaux pour ménager et protéger les paysages et précise le devoir de la Confédération de soutenir les cantons dans ses tâches de protection du paysage (article 1 LPN).

La politique cantonale pour le domaine du paysage est définie par la loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNat).

L'art. 33 LPNat confie aux autorités cantonales la tâche d'inventorier et de désigner les paysages d'importance cantonale (PIC) et de définir les lignes directrices nécessaires aux communes pour leur planification locale en matière de protection, de gestion et d'aménagement des paysages. Les PIC, désignés par le Conseil d'Etat, sont inscrits au plan directeur cantonal (PDCant). La thématique « paysage » du PDCant doit ainsi être adaptée afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'État doivent tenir compte des PIC.

L'art. 34 LPNat précise les tâches qui incombent aux communes dans le domaine du paysages en vue, notamment, de traduire dans leur plan d'aménagement local (PAL) les principes fixés par la LPNat (art. 34 al.1 let. b) en prenant des mesures de protection pour les objets menacés ou spécialement vulnérables (art. 34 al.1 let. c) et en mettant en valeur les objets (art. 34 al.1 let. d). Ces principes sont également repris dans le PDCant.

Entre 2016 et 2019, le Service des forêts et de la nature (SFN) (anciennement Service de la nature et du paysage, SNP), chargé de ce mandat légal, a procédé à l'élaboration de « l'inventaire des paysages d'importance cantonale » en collaboration avec les représentants des autres services cantonaux concernés et le bureau Urbaplan, en tant qu'assistant à la maîtrise d'ouvrage.

Un groupe de travail a donc été constitué pour prendre en compte la diversité des composantes paysagères. Il était composé des représentants du Service des constructions et de l'aménagement (SeCA), du Service de l'environnement (SEn), du Service de l'agriculture (SAgri), du Service des biens culturels (SBC), du Service archéologique (SAEF), de l'Union fribourgeoise du Tourisme (UFT), d'un délégué pour les ONG nature et paysage (Pro Natura, WWF et Kultur und Natur Deutschfreiburg KUND) et d'un délégué de l'Association des communes fribourgeoises (ACF). Le groupe de travail était piloté par le SFN, secteur nature et paysage.

Le contenu de ce travail nécessitait d'être confronté à la réalité du terrain, c'est pourquoi une démarche participative a été menée pour identifier au mieux les visions des acteurs impliqués dans la gestion et le développement de ces paysages, notamment avec les communes concernées par les PIC. La liste des instances invitées à cette démarche est jointe au présent rapport (Annexe 1).

2 Objectif et statut de l'inventaire

2.1 Objectif de l'inventaire

L'objectif de cet inventaire est de reconnaître les qualités paysagères d'espaces représentatifs à l'échelle du canton et d'initier la mise en œuvre d'actions pour protéger, gérer et valoriser les éléments spécifiques ou les caractéristiques générales qui contribuent à la qualité des paysages inventoriés.

Concrètement, l'inventaire sélectionne des paysages qui ont un intérêt reconnu pour le canton et formule des objectifs spécifiques pour chacun d'entre eux en matière de protection, de gestion et d'aménagement.

2.2 Statut de l'inventaire

Les PIC seront formellement désignés par le Conseil d'État par leur inscription dans le PDCant. La thématique « Paysage » du PDCant sera aussi adaptée afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'État doivent prendre en compte les PIC dans les tâches qui leur incombent et les considérer dans une pesée des intérêts globale.

Les fiches d'objet de l'inventaire des PIC fixent deux éléments qui seront de nature liante dans le PDCant:

- > les objectifs spécifiques liés aux caractéristiques paysagères propres à chaque paysage
- > le périmètre de chaque PIC

Le périmètre de chaque PIC sera transposé dans les PAL des communes concernées et dans les autres planifications d'aménagement du territoire.

Les fiches des PIC renseignent également sur d'autres informations : leur localisation, la justification de leur importance, leur ambiance paysagère, leurs caractéristiques paysagères, les atteintes constatées à leurs caractéristiques, les menaces éventuelles pouvant générer de futures atteintes et finalement la description d'objectifs spécifiques visant à conserver et à valoriser les caractéristiques paysagères, à remédier à des atteintes constatées ou à prévenir de futures atteintes. Ces informations sont indicatives et non contraignantes.

En outre, les communes peuvent également s'appuyer sur les propositions d'actions et d'outils propres à chacun des PIC suggérées dans le document « Boîte à outils », à titre informatif et non exhaustif.

2.3 Définition d'un paysage d'importance cantonale

Il existe de multiples définitions du paysage :

- > « ... le paysage est une partie du territoire tel que perçu par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leur interrelations ¹ » ;

1 Conseil de l'Europe (2000). Convention européenne sur le paysage. Florence

- > «... il est le produit d'une dynamique de développement d'une communauté humaine sur le territoire. Il est à la fois la résultante du développement passé, le cadre du développement présent et une réserve de choix pour le futur »²
- > « Le paysage reflète l'évolution naturelle, historique et culturelle d'une région. Il évolue en permanence, en raison des processus naturels, des activités humaines, mais aussi des changements de perception. »³
- > « Les paysages constituent l'environnement spatial du vécu et du ressenti de l'homme et permettent à l'individu comme à la société de satisfaire leurs besoins physiques et psychiques. Ils sont une ressource aux fonctions multiples. Lieux d'habitation, de travail, de détente et d'identification pour l'être humain, espaces de vie pour les animaux et les plantes, ils sont aussi l'expression spatiale du patrimoine culturel. Les paysages représentent en outre une valeur économique. Ce sont des structures dynamiques qui évoluent constamment à partir de facteurs naturels en interaction avec l'utilisation et l'aménagement par l'homme »⁴.

Cette dernière définition a été utilisée dans le cadre des ateliers participatifs.

Ces définitions mettent en évidence les critères fondamentaux suivants :

Tab. 1 : Critères fondamentaux de définition d'un PIC

Typicité	Élément qui caractérise un paysage et le différencie d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.
Rareté	Élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou de transformation.

D'autres critères, couramment utilisés en analyse paysagère, comme la lisibilité – soit la clarté avec laquelle un paysage est « lu » par ses usagers – et la diversité ont été mobilisés ultérieurement à des fins de vérification de la pertinence des PIC désignés.

Le critère de durabilité a été jugé inapplicable dans ce contexte, car il présuppose une garantie future de l'état actuel – ce qui n'est pas l'objectif des PIC – sur la base d'évaluations complexes et souvent subjectives.

Conformément aux prescriptions de la LPNat, ces critères ont permis d'établir la définition suivante qui intègre les objectifs de protection, gestion et valorisation d'un paysage vécu, dynamique et évolutif :

DEFINITION

Un **paysage d'importance cantonale** est une portion de territoire dont la typicité et la rareté lui confèrent une qualité particulière et importante à l'échelle cantonale et qu'il convient de maintenir, de préserver ou de valoriser.

2 Plottu, E., Plottu, B. (2010). La multidimensionnalité des enjeux du paysage : de l'évaluation à la décision. Revue d'économie régionale et urbaine, 2010(2), 293-311.






3 Conserver et améliorer la qualité du paysage – OFEV - 2016

4 Stratégie paysage de l'OFEV - 2011

Un paysage a des **fonctions** qui sont intimement liées à sa qualité, laquelle est évaluée sur ses caractéristiques, sa diversité et son harmonie – à un moment donné et intègre les besoins et les attentes de la société en matière de paysage. La qualité d'un paysage peut être définie au moyen de valeurs et d'éléments écologiques, esthétiques, culturels, économiques et émotionnels.

Pour définir la qualité d'un paysage tout en se soustrayant aux éléments subjectifs (émotionnel, esthétisme, etc.) qui lui sont propres, les **fonctions** suivantes ont été retenues afin de caractériser et d'évaluer les périmètres sélectionnés :

Tab. 2 : Fonctions permettant de caractériser et d'évaluer les PIC

	Productive	qui se rattache à l'exploitation des ressources primaires d'un paysage, comme l'agriculture ou l'exploitation des matériaux, ou qui se rattache à une activité économique visible à l'échelle territoriale
	Écologique	qui prend en compte la richesse de la faune, de la flore, de leurs intérêts ainsi que de leur bien-être sur le plan biologique
	Patrimoniale	qui se réfère aux éléments culturels historiques construits ou archéologiques visibles
	Touristique	qui exprime la capacité d'un paysage à être le cadre d'activités de loisirs qu'il s'agisse d'activités à forte pression paysagère (ex. ski) ou tout simplement de l'appréciation de l'environnement lors d'une promenade
	Cadre de vie	qui envisage le paysage comme un cadre de vie qui s'articule autour de la qualité de son habitat et de ses espaces publics. Qui se réfère au processus d'identification et d'appropriation d'un paysage par des acteurs de manière collective et/ou individuelle

3 Processus de détermination des PIC

3.1 Données de base

Plusieurs études cantonales portant directement ou indirectement sur le paysage ont précédé la présente démarche et alimenté les réflexions :

- > L'**Inventaire des sites naturels du canton de Fribourg** a été effectué par la Commission cantonale pour la protection de la nature et du paysage (CCPNP 1978). Il est constitué d'un rapport, d'une carte de synthèse et d'une fiche par objet inventorié ;
- > L'avant-projet d'un « **Plan sectoriel des paysages et des sites** » (Team+, Tüscher Urbanisme SA, 1995), qui comprenait le paysage comme un domaine de l'aménagement du territoire, a proposé des principes à appliquer lors des prises de décision impliquant des intérêts paysagers, ce projet n'a pas été concrétisé ;
- > Le « **Concept des paysages du canton de Fribourg** » (Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire SL-FP, 2015⁵) a été établi sur la même base légale que l'étude du présent rapport (art. 32 et 33 LPNat). A partir du catalogue des paysages culturels caractéristiques de Suisse (SL/FP), cette étude a réalisé une typologie des paysages culturels caractéristiques pour le canton de Fribourg et a mis en évidence 45 paysages dignes d'intérêt pour le canton. Ce recensement des types de paysages fribourgeois est également utile aux communes pour évaluer les paysages d'intérêt local.

3.2 Identification de paysages d'importance cantonale potentiels

Les études susmentionnées constituaient une base d'informations très utile et variée dans la recherche des paysages d'importance cantonale. La liste des 45 paysages décrits par l'étude du SL-FP mettait notamment en évidence un choix de PIC potentiels. Ces paysages étant trop nombreux pour être tous désignés de manière pertinente comme PIC, il s'agissait dans un premier temps de déterminer des critères de sélection et d'établir une définition validée par le groupe de travail (cf. chapitre 2.3).

Des périmètres absents de l'étude du SL-FP ont été aussi envisagés à condition qu'ils respectent les critères de sélection des PIC et répondent à la définition énoncée au chapitre 2.3.

Les périmètres des paysages inscrits à l'inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) ont été exclus du choix des paysages candidats à l'importance cantonale puisqu'ils présentent déjà une reconnaissance et une protection suffisantes.

Une première liste de paysages répondant à la définition de paysages d'importance cantonale a été établie. Cette étape a également constitué les prémisses d'une analyse plus fine du sens donné à la qualification de « paysage d'importance cantonale » et des implications pour la portion de territoire ainsi distinguée. Ces paysages ont été évalués par une grille de notation remplie par l'ensemble des membres du groupe de travail en utilisant les critères de typicité et rareté appliqués aux différentes fonctions des paysages (voir chapitre 2.3).

Au terme de ce travail de sélection au sein du groupe de travail, douze PIC ont finalement été retenus en vue de rédiger les fiches d'objet pour chacun des paysages.

⁵ <https://www.sl-fp.ch/fr>

Les périmètres paysagers des PIC ont ensuite été délimités, dans un premier temps au 1:50'000 (sur la base des périmètres du SL-FP et d'analyses de terrain) puis au 1:10'000 pour être compatibles avec le fond cadastral et pouvoir se superposer au plus proche avec les plans d'affectation des zones communales, selon les critères de délimitation paysagère suivants :

- > l'homogénéité paysagère à l'échelle concernée : présence d'une combinaison de marqueurs paysagers récurrents sur l'ensemble du périmètre;
- > la visibilité sur un élément phare de l'unité paysagère (château, cours d'eau, lac...);
- > la topographie (bassin versant, lignes de crêtes, rupture topographique...);
- > la lisière forestière, qui marque le passage entre un paysage ouvert et fermé;
- > la limite construite d'une zone habitée;
- > une différence d'usages du sol visible et durable;
- > une limite anthropique franche dans le paysage (grande infrastructure).

D'autres critères rationnels et non visibles ont été nécessaires par endroits : limite parcellaire, frontière communale, changement de zones. Pour certains objets jouxtant un IFP, la limite s'est alignée sur le périmètre de l'IFP, en le complétant.

Ces PIC potentiels et leur caractérisation respective ont été travaillés avec les participants du groupe de travail lors de plusieurs séances de novembre 2016 à mai 2019.

3.3 Ateliers participatifs

Le SFN a organisé un atelier participatif durant le dernier trimestre 2018 et début 2019 pour chacun des PIC avec l'ensemble des communes concernées et d'autres acteurs qui connaissent, vivent et façonnent ces paysages. Ces ateliers avaient pour objectif d'échanger sur les valeurs et les qualités de ces paysages mais également sur leurs menaces et leurs atteintes. Il s'agissait aussi de mettre en évidence avec les acteurs présents les leviers d'actions et sujets devant être traités du point de vue paysager. Les limites des périmètres ont également été discutées.

Les discussions de ces ateliers ont été consignées sous forme d'une synthèse par PIC (annexe 2). Ces ateliers visaient à compléter le contenu de l'inventaire et n'avaient pas la valeur d'une consultation officielle.



Fig 1: Exemple de réflexions des ateliers participatifs

4 Objets PIC

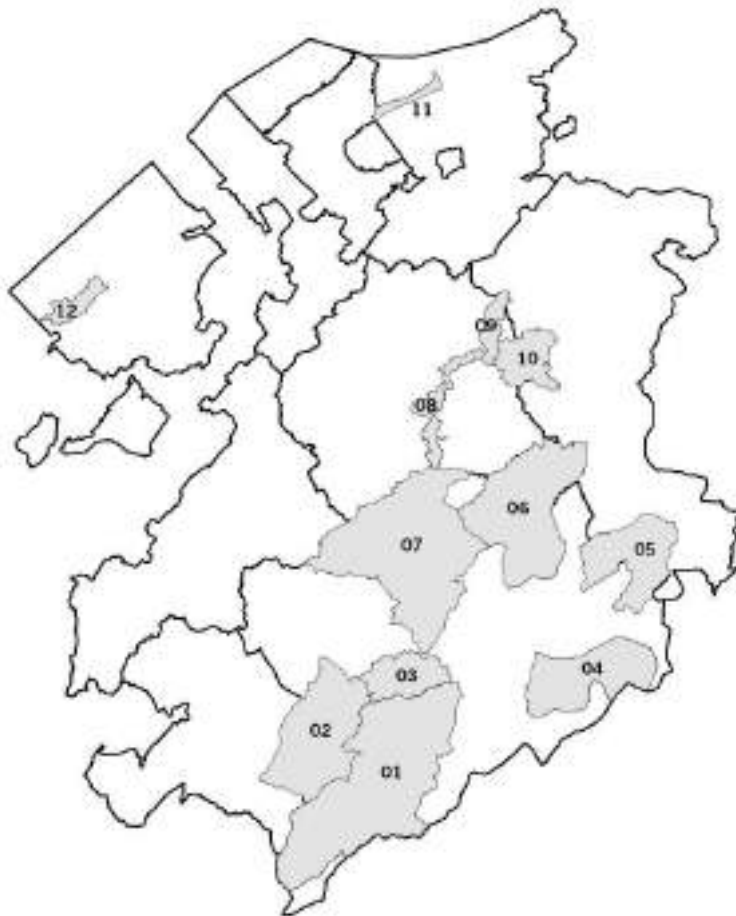
Suite aux travaux du groupe de travail et avec l'expérience des ateliers participatifs décrits au précédent chapitre, les objets PIC ont été sélectionnés. A chaque paysage est associée une fiche à la fois descriptive et prospective. L'ensemble de ces fiches d'objets constitue l'inventaire des PIC.

4.1 Liste des PIC

Les objets retenus pour l'inventaire des PIC sont les suivants :

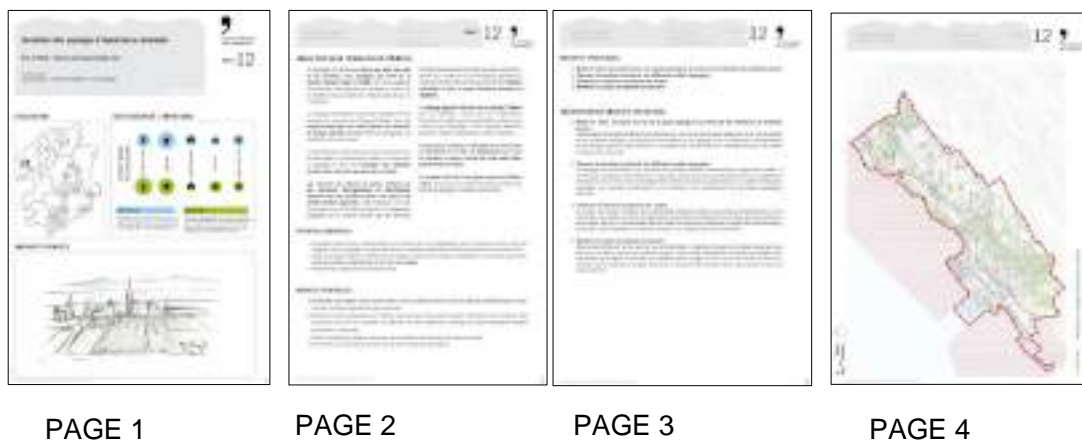
- | | |
|--|---------------------------------------|
| 1. Vallée de l'Intyamon | 7. Lac de la Gruyère |
| 2. Massif du Moléson et Teysachaux | 8. Gorges de la Sarine |
| 3. Gruyères et alentours | 9. Sarine en Ville de Fribourg |
| 4. Chaîne des Gastlosen et Hochmatt | 10. Campagne de Pierrafortscha |
| 5. Lac Noir | 11. Rive nord du Lac de Morat |
| 6. Massif de la Berra et du Cousimbert | 12. Terrasses de Cheyres-Châbles-Font |

Fig. 2 : Localisation des PIC



4.2 Contenu des fiches d'objet PIC

Les 12 fiches sont composées de 4 pages.



PAGE 1 :

- > Localisation
- > Justification de l'importance
- > Ambiance paysagère

PAGE 2 :

- > **Caractéristiques paysagères du périmètre** : cette rubrique décrit les éléments typiques et rares qui justifient l'inscription de ce paysage dans l'inventaire. Elle rend compte de l'ambiance du lieu et de ses qualités.
- > **Atteintes constatées** : cette rubrique relève les atteintes constatées aux qualités qui caractérisent ce paysage.
- > **Menaces éventuelles** : cette rubrique identifie les menaces qui pourraient porter atteinte, dans le futur, aux qualités de ce paysage.

PAGE 3 :

- > **Objectifs spécifiques** : cette rubrique désigne les objectifs à atteindre pour protéger, ou valoriser les qualités paysagères identifiées, pour pallier les atteintes déjà portées à ce paysage et pour prévenir la concrétisation des menaces pressenties. **Ces objectifs seront liants dans le PDCant pour les autorités.**
- > **Description des objectifs spécifiques** : cette rubrique n'est pas liante et permet d'orienter les acteurs impliqués dans la mise en œuvre des objectifs.

PAGE 4 :

- > **Périmètre du PIC** : Le périmètre sera liant dans le PDCant pour les autorités.

4.3 Mise en œuvre de l'inventaire

Selon la LPNat, la réalisation concrète de l'inventaire des PIC est de la compétence communale, cas échéant intercommunale.

Il revient donc à chaque commune concernée, en collaboration avec les acteurs qu'elle souhaite impliquer, de mettre en œuvre les objectifs en s'appuyant sur les instruments adéquats qui peuvent être ceux de l'aménagement du territoire, mais aussi sur des leviers relevant d'autres politiques publiques.

Les communes sont incitées à contacter les services cantonaux ou fédéraux, les autres instances ou propriétaires privés, lorsqu'elles ne sont pas seules détentrices des moyens et des compétences pour recourir à certains outils.

Il est conseillé, dans tous les cas, d'impliquer toutes les parties intéressées et en particulier les propriétaires privés, pour mettre en œuvre l'une ou l'autre action.

Dans un document indépendant « Boîte à outils », plusieurs pistes d'actions sont suggérées pour chacun des 12 objets.

Ces recommandations listent les actions identifiées permettant d'atteindre chaque objectif spécifique défini précédemment.

Le SFN se tient à disposition pour accompagner et conseiller les communes ou toute autre partie ayant la volonté d'agir dans le sens des actions proposées.

5 Références bibliographiques

- > Loi sur la protection de la nature et du paysage du 9 mai 2016, (LPNat), 721.0.1.
- > Règlement sur la protection de la nature et du paysage, (RPNat), 721.0.11.
- > Plottu, E., Plottu, B. (2010). La multidimensionnalité des enjeux du paysage: de l'évaluation à la décision. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2010(2), 293-311.
- > Bertrand, G. (2000). Le paysage et la géographie : un nouveau rendez-vous. *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, 50, 57-68.
- > Gumuchian H. (1991). « Représentations et Aménagement du Territoire », Collection Géographie, Anthropos, Paris.
- > Conseil de l'Europe (2000). Convention européenne sur le paysage. Florence.
- > Droz, Y., Miéville-Ott, V., Spichiger, R., Forney, J. (2006). Le champ du paysage, représentation paysagères et processus de légitimation des usages sociaux du paysage : de la Vue-des-Alpes au Pays-d'Enhaut. Université de Neuchâtel.
- > Grandgirard, V. (1997). Géomorphologie et gestion du patrimoine naturel. La mémoire de la Terre est notre mémoire. *Geographica Helvetica*, 52, 47-56.
- > Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (2015). Concepts des paysages du canton de Fribourg : Paysages d'importance cantonale, propositions. Berne.
- > Commission cantonale pour la protection de la nature et du paysage, Office cantonal de l'aménagement du territoire (1978). Inventaire des sites naturels du canton de Fribourg. Berne.
- > Office cantonal de l'aménagement du territoire (1995). Plan sectoriel des paysages et des sites. Fribourg : TEAM+, Tüscher Urbanisme SA.
- > Office fédéral de l'environnement (2016). Conserver et améliorer la qualité du paysage. Vue d'ensemble des instruments de politique paysagère. Berne.
- > Office fédéral de l'environnement (2015). Paysage cantonale et cohérence des objectifs de qualité paysagère, fiche d'information. Berne.

6 Abréviations

- > Association des communes fribourgeoises **ACF**
- > Inventaire des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale **IFP**
- > Loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage **LPN**
- > Loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage **LPNat**
- > Plan d'aménagement local **PAL**
- > Plan directeur cantonal **PDCant**
- > Paysage d'importance cantonale **PIC**
- > Service archéologique **SAEF**
- > Service de l'agriculture **SAgri**
- > Service des biens culturels **SBC**
- > Service des constructions et de l'aménagement **SeCA**
- > Service de l'environnement **SEn**
- > Service des forêts et de la nature **SFN**
- > Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire **SL-FP**
- > Union fribourgeoise du Tourisme **UFT**

7 Annexes

Annexe 1 : Liste des instances invitées aux ateliers participatifs

Annexe 2 : Synthèse des ateliers participatifs

Annexe 1 : Liste des instances invitées aux ateliers participatifs

—



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 1 « Vallée de l'Intyamon »
Jeudi 17 janvier 2019**

- > Commune de Bas-Intyamon
- > Commune de Grandvillard
- > Commune de Haut-Intyamon
- > Association agricole pour la qualité du paysage des vallées de l'Intyamon et de la Jogne
- > Association Régionale la Gruyère ARG
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Groupe E
- > Association fribourgeoise de l'industrie des graviers et du béton
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Mouvement agricole de l'Intyamon
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de l'Intyamon
- > Transport public fribourgeois
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste :

**Objet 2 « Campagne de Pierrafortscha » / Objekt 2 „Pierrafortscha und Umgebung“
Jeudi 10 janvier 2019 / Donnerstag 10. Januar 2019**

- > Commune de Fribourg
- > Commune de Pierrafortscha
- > Gemeinde St-Ursen
- > Gemeinde Tentlingen
- > Agglomération de Fribourg
- > Bourgeoisie de Fribourg
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Gemeindeverband Region Sense
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Patrimoine suisse Fribourg
- > Pro Fribourg
- > Société de Développement de Marly et Environs
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Ste-Claire
- > Vernetzungsprojekte Pierrafortscha + St-Ursen



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 3 « Gruyères »
Jeudi 13 décembre 2018**

- > Commune de Broc
- > Commune de Bulle
- > Commune de Gruyères
- > Commune de Le Pâquier
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Association des commerçants
- > Association Régionale la Gruyère
- > Fondation du Château de Gruyères
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > La Maison du Gruyère
- > Les Amis du Château de Gruyères
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de Gruyères - Moléson
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 4 « Terrasses de Cheyres-Châbles »
Jeudi 8 novembre 2018**

- > Commune de Cheyres-Châbles
- > Commune d'Estavayer
- > Association de la Grande Cariçaie
- > Association des vigneron·ne·s broyard·e·s
- > Cheyres-Châbles Tourisme
- > Estavayer-le-Lac / Payerne Tourisme
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Le port de Cheyres-Châbles
- > Réseau écologique de La Molière
- > Projet qualité du paysage Broye / Lac
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Laurent



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 5 « Rive nord du lac de Morat »
Jeudi 4 octobre 2018**

- > Commune de Mont-Vully
- > Association interprofessionnelle des vins du Vully
- > Association régionale du Lac
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Patrimoine suisse Fribourg
- > Réseau écologique du Mont-Vully
- > Projet qualité du paysage Broye / Lac
- > Pro Fribourg
- > Société de Navigation sur les lacs de Neuchâtel et Morat
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Urbain
- > Vully Tourisme



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 6 « Gorges de la Sarine »
Jeudi 15 novembre 2018**

- > Commune d'Arconciel
- > Commune de Fribourg
- > Commune de Gibloux
- > Commune de Hauterive
- > Commune de Marly
- > Commune de Treyvaux
- > Commune de Villars-sur-Glâne
- > Abbaye d'Hauterive
- > Agglomération de Fribourg
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association Arconciacum
- > Association du Château d'Illens
- > Association fribourgeoise de l'industrie des graviers et du béton
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Groupe E
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Plan de gestion de la Petite Sarine
- > Société de développement de Marly et Environs
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Joseph
- > Unité pastorale St-Protais
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 7 « Lac de la Gruyère »
Jeudi 6 décembre 2018**

- > Commune de Botterens
- > Commune de Broc
- > Commune de Corbières
- > Commune d'Echarlens
- > Commune de Gibloux
- > Commune de Hauteville
- > Commune de La Roche
- > Commune de Marsens
- > Commune de Morlon
- > Commune de Pont-en-Ogoz
- > Commune de Pont-la-Ville
- > Commune de Treyvaux
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Association Ile d'Ogoz
- > Association Régionale la Gruyère
- > Golf de la Gruyère
- > Groupe E
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Réseau écologique Hauteville-Corbière
- > Société de développement de Broc, Botterens, Villarbeney et Morlon
- > Société de développement du lac de la Gruyère
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi
- > Unité pastorale Notre-Dame de la compassion
- > Unité pastorale St-Protais
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste :

**Objet 8 « Sarine en ville de Fribourg » / Objekt 8 „Saane in der Stadt Freiburg“
Jeudi 15 novembre 2018 / Donnerstag 15. November 2018**

- > Commune de Fribourg
- > Commune de Granges-Paccot
- > Commune de Marly
- > Commune de Pierrafortscha
- > Gemeinde Düringen
- > Abbaye de la Maigrange
- > Agglomération de Fribourg
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association des commerçants de la Basse-Ville de Fribourg
- > Association des intérêts de l'Auge
- > Association des intérêts du quartier du Bourg
- > Association pour la défense des Intérêts du Quartier de la Neuveville
- > Association REPER
- > Bourgeoisie de Fribourg
- > Couvent des Cordeliers
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Gemeindeverband Region Sense
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Le Port de Fribourg
- > Monastère de la Visitation
- > Monastère de Montorge
- > Pro Fribourg
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste:

Objet 9 « Berra et Cousimbert » / Objekt 9 „Berra und Chäseberg“

Jeudi 6 décembre 2018 / Donnerstag 6. Dezember 2018

- > Commune de La Roche
- > Commune de Le Mouret
- > Commune de Treyvaux
- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Plasselb
- > Gemeinde St. Silvester
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Gemeindeverband Region Sense
- > IBS Sense Oberland
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société des remontées mécaniques de La Berra
- > Syndicat des Flancs du Cousimbert
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame des Marches
- > Unité pastorale Sense-Oberland
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités // Einladungsliste:
Objet 10 « Lac Noir » / Objekt 10 „Schwarzsee“
Jeudi 22 novembre 2018 / Donnerstag 22. November 2018

- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Jaun
- > Gemeinde Plaffeien
- > Gemeinde Plasselb
- > Centre de formation ZIVI
- > Gemeindeverband Region Sense
- > IBS Sense Oberland
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Kaisereggbahnen Schwarzsee AG
- > Naturpark Gantrisch
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Vernetzungsprojekt Naturpark Gantrisch- Teilgebiet Freiburg
- > Schwarzsee Tourismus Senseland
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Sense-Oberland
- > Talschaft Schwarzsee



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 11 « Moléson »
Jeudi 13 décembre 2018**

- > Commune de Bas-Intyamon
- > Commune de Bulle
- > Commune de Châtel-Saint-Denis
- > Commune de Gruyères
- > Commune de Haut-Intyamon
- > Commune de Le Pâquier
- > Commune de Semsales
- > Association des communes de la Veveyse
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Club Alpin Suisse section Dent de Lys
- > Club Alpin Suisse section la Gruyère
- > Club Alpin Suisse section Moléson
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Office du Tourisme Châtel-St-Denis/Les Paccots
- > Office du tourisme de Moléson
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Domaine de Bellechasse
- > Remontées mécaniques de Moléson
- > Remontées mécaniques de Rathvel
- > Société de développement de Gruyères - Moléson
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Évi
- > Unité pastorale St-Denis



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste:
Objet 12 « Gastlosen » / Objekt 12 „Gastlosen“
Jeudi 22 novembre 2018 / Donnerstag 22. November 2018

- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Jaun
- > Association agricole pour la qualité du paysage des vallées de l'Intyamon et de la Jogne
- > Charmey Tourisme
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Jaun-Gastlosen Bergbahnen AG
- > Jaun Tourismus
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de Jaun - Im Fang
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi

Annexe 2 : Synthèse des ateliers participatifs





—






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Homogénéité, intégrité, lisibilité du paysage :**
 - Délimitation claire de l'unité paysagère.

- **Cohabitation / harmonie / variété / ratio / mosaïque / relation des différentes entités paysagères :**
 - Contraste entre le plat du fond de vallée et la verticalité des montagnes.
 - Paysage naturel / paysage construit.
 - Paysage en partie façonné par l'homme mais de manière harmonieuse.

- **Perception, ressenti :**
 - Une des plus grandes et belles vallées du canton, à dimension humaine.

- **Interaction** entre le paysage, les ressources qui le constituent et le mode de vie ainsi que la typologie du bâti.

- **Paysage vivant** avec maintien d'activités ancestrales :
 - **Traditions vivantes :**
 - Forte dévotion religieuse
 - Entretien et fréquentation des petits sanctuaires religieux.
 - Patrimoine culturel préservé (matériel et immatériel)
 - Traditions liées à l'activité alpestre.
 - Poya, désalpes, travail du bois, tavillonnage, etc...

- **Forte diversité géologique et géomorphologique :**
 - Voir rubrique concernée.

- **Caractère rural** du paysage :
 - Fond de vallée dédié à l'agriculture.
 - Coteaux avec économie alpestre.

- **Caractère préservé** du paysage :
 - Faible industrialisation.
 - Bon état, « naturel ».

- **Qualité des points de vue** :
 - Différents en fonction du site d'observation.

Atteintes, menaces :

- **Perte de la vie locale** :
 - Exode des jeunes.
 - L'arrêt des activités (agricoles, économiques et de vie de tous les jours).
 - Mort de la vallée.
 - Perte de la vie sociale.
 - Perte d'identification et du caractère authentique de la vallée.

- **Atteinte à l'échelle du grand paysage** :
 - Pollution lumineuse augmente.
 - Mitage du territoire, extension de nouvelles zones d'activité.
 - Emprise des gravières et carrières.

Mesures, actions possibles :

- Valoriser l'existant :
 - Amélioration, aménagement des points de vue.
 - Mise en valeur du patrimoine.
 - Sensibiliser les communes et la population à la qualité et au potentiel à tous les niveaux.

- Maintenir le paysage vivant (activité économique, agricole, vie de tous les jours) :
 - Ne pas mettre la/les commune/s sous cloche.

- Favoriser une approche globale (mise en œuvre concrète du projet) :
 - Vision concertée au niveau des trois communes.

Commentaires :

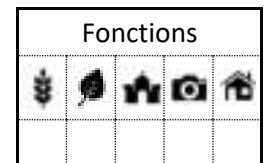
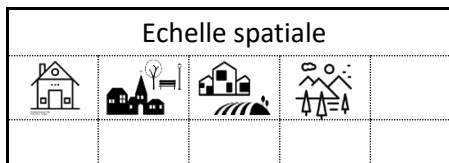
Prospection

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Délimitation globalement cohérente (ligne de crête, limite avec les IFP).
- Extension dans la cluse de l'Evi :
 - o Pour intégrer les possibles secteurs d'extension de la carrière.
- Extension jusqu'à la Vudalla (en passant par le chalet du Milieu).
- Prendre les limites communales côté Moléson.

Géo(morpho)logie



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité géo(morpho)logique** qui façonne la vallée et en détermine l'aspect général :
 - o La vallée est fermée au Nord par un resserrement (cluse, défilé) et un verrou glaciaire (Gruyères)
 - o Accès par la cluse de la Sarine (Creux de l'Enfer) depuis le Pays d'Enhaut.
 - Deuxième porte d'entrée sur ce paysage.
 - o Contribue à l'impression d'entité paysagère bien lisible.
- Détermine les **ressources** disponibles et exploitées :
 - o Graviers, pierres de taille, etc.
 - o Nappes phréatiques.
- Verrous glaciaires des Cressets (Couches Rouges du Crétacé).

Atteintes, menaces :

- **Exploitation de matériaux** qui artificialise le **relief naturel** (géomorphologie).
- **Méconnaissance** de ce patrimoine géologique.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Valoriser le patrimoine géo(morpho)logique exceptionnel de la région :
 - o Transmettre / Vulgariser pour la population locale et les touristes.

Commentaires :

Exploitation des ressources : Gravières et carrière

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Gravière = quelque chose de **temporaire** :
 - o Bonne gestion ouverture-fermeture.
 - Les surfaces ouvertes n'augmentent pas.
- **Ressource économique** pour la région.
- Les gravières peuvent constituer une **plus-value pour la biodiversité**.
- **Bon contact** entre les communes et les exploitants de graviers.
- Bonne **convention de remise en état** des gravières.

Atteintes, menaces :

- **Carrière de l'Evi** :
 - o Fort impact visuel depuis le sud du PIC.
- Trop de **décharges, remblais, gravières**.
 - o Décharge technique pas sûre.
- **Cohabitation gravières / habitations** :
 - o Nuisances sonores.
 - o Trafic de camions.

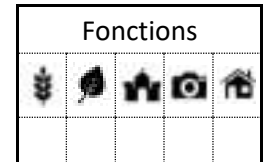
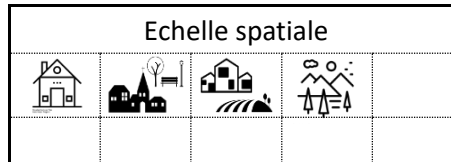
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Limiter l'extension et le nombre de carrières ouvertes.
- Créer des écrans visuels pour masquer les zones ouvertes.
- Assurer une remise en état qualitative (sur le plan paysager et de la biodiversité).
- Tenir compte et préserver les formes géomorphologiques naturelles (terrasses alluviales, cônes de déjection).

Commentaires :

Villages



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Authenticité** des villages (et du mode de vie).
 - o En grande partie classés dans l'ISOS.
- Villages **compacts / concentrés / homogènes** sans développement excessif :
 - o Densité des villages.
 - o Pas d'urbanisation démesurée comme dans d'autres régions.
 - o Bâtiments anciens à l'architecture caractéristique.
- Patrimoine bâti particulièrement important en **rive droite** et à bonne distance de la route cantonale.

Atteintes, menaces :

- **Dispositions trop strictes :**
 - o Peut provoquer l'exode vers d'autres régions.
 - o Difficulté de rénover l'ancien (coût, démarches administratives), ce qui mène à l'abandon de structures.
- **Incohérence des règlements de construction :**
 - o ex. : tuiles rouges obligatoire à Grandvillard mais possibilité de mettre des panneaux solaires par-dessus.
- **Quartiers de villas :**
 - o Aménagements extérieurs de certaines villas (jardins secs, etc.).

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **RCU, législation, restrictions :**
 - o Ne pas faire du paysage un musée à cause d'excès de contraintes.
 - o Favoriser/inciter les constructions de qualité dans les nouveaux quartiers de villas.
 - o Indentification ISOS à valoriser dans le RCU.
- **Encadrer l'urbanisation, améliorer l'existant :**
 - o Densification des zones à bâtir, impliquant toutefois des extensions.
 - o Améliorer les espaces publics.
 - o Rendre possible un retour des jeunes dans la vallée.
- **Favoriser l'intégration paysagère du bâti**
 - o Promouvoir la construction avec des matériaux nobles.

- **Préserver et valoriser le patrimoine bâti :**
 - o Assurer le maintien des anciennes fermes et granges en les réaffectant.
 - o Favoriser l'utilisation des granges (p.ex. pour le tourisme).

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale			
			
	X		X

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Beaux **villages** homogènes classés à l'ISOS.
- **Bâtiments agricoles** anciens (fermes, granges, fenils).
- Patrimoine religieux très présent.
- Patrimoine lié aux voies de communication :
 - o Gares TPF (bâtiments en bois).
 - o Voies ferrées, ponts, gares, etc.
 - o Architecture variée des ponts.
 - Pont couvert en bois de Lessoc (1667).
 - Pont en pierre sur l'Hongrin (1574).

Atteintes, menaces :

- **Manque de mise en valeur** et de volonté d'attirer les visiteurs.
- **Disparition des constructions agricoles isolées** (fermes, granges, fenils).
 - o Parfois liée à des restrictions trop strictes pour les rénovations, réaffectations.
 - o ISOS : forte contrainte pour les rénovations d'anciennes fermes, ce qui mène à leur abandon.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Mise en valeur diffuse :
 - o Plaisir de découvrir sans diriger le flux des visiteurs (inverse du sentier didactique).
 - o Le PNR est en train de réaliser une carte qui recense les centres d'intérêt patrimoniaux : outil de valorisation de ce type de tourisme qui incite à la flânerie.
- Favoriser l'utilisation des granges à l'abandon :
 - o Préserver et empêcher que ces dernières ne tombent en ruine.
 - o Limiter les contraintes trop importantes et soutenir financièrement les projets de réaffectation.

Commentaires :

Zones d'activités, grands bâtiments ou infrastructures agricoles

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
X				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Pas d'industrie** dans la vallée.
- Zone industrielle d'Enney située dans un secteur peu visible.

Atteintes :

- **Zones industrielles / d'activités :**
 - o Friche industrielle de Neirivue et Montbovon :
 - « lugubre ».
 - o Zone industrielle d'Enney.
 - Heureusement, dans un secteur plutôt caché.
 - Mais visibilité depuis Gruyères.
- **Gros bâtiments :**
 - o Nouvelles constructions agricoles plus faciles à mettre en œuvre que la rénovation d'anciens bâtiments (coût, contraintes administratives et légales).
 - o Poulaillers (grandes halles).
 - o Pisciculture couverte planifiée (Neirivue).
 - o Bâtiments au lieu-dit Afflon.

Menaces futures:

- Industrialisation, nouvelles zones d'activités, grands projets de construction, mitage.
- **Mauvaise intégration paysagère** des nouvelles constructions.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Réhabiliter la friche industrielle de Neirivue.
- Arboriser les alentours des grands bâtiments.
- Soigner l'architecture et sélectionner des revêtements de façade ou de toiture bien intégrés :
 - o Privilégier le bois local aux dépens de matériaux d'imitation moins chers.
 - o Réglementation plus stricte sur la forme usuelle des nouvelles constructions.
 - o Construire « dans l'esprit de la vallée ».
 - o Subvention pour soutenir l'intégration paysagère des bâtiments.

Commentaires :

Forêt et structures boisées (arbres isolés, haies)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Quelques **structures boisées** malgré une tendance à la disparition :
 - o Beaux arbres isolés et remarquables (chênes notamment).
 - o Haies de chênes (n°3 sur la carte G3).
- **Forêts de hêtres** (couleurs automnales).
- **Bois-énergie** bien utilisé au niveau local.

Atteintes, menaces :

- **Arbres anciens en mauvaise santé.**
- **Disparition** des arbres (maladies, vieillesse) sans remplacement.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Maintenir les structures boisées existantes :
 - o Rajeunissement des arbres.
 - o Sensibilisation des communes, agriculteurs, propriétaires à l'importance paysagère des arbres isolés et promouvoir leur maintien.
 - o Replanter des vergers haute-tige (très présents par le passé).
- Actions actuelles du PNR :
 - o Inventaire participatif des arbres isolés.
 - o Soutien pour la plantation d'arbres fruitiers (très présents par le passé).
- Favoriser les hêtres en forêt.

Commentaires :

Agriculture en plaine

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Caractère rural** du paysage : vastes surfaces agricoles.

Atteintes, menaces :

- **Modèle agricole :**
 - o **Intensification** de l'agriculture en plaine.
 - o **Uniformisation** agricole = homogénéisation du paysage :
 - Destruction des structures boisées dans une optique d'optimisation du sol.
 - o Grande parcelle pour **l'élevage bovin**.
- **Bâtiments, infrastructures agricoles :**
 - o Utilisation de **matériaux synthétiques** bon marché plutôt que le bois pour les façades des bâtiments.
 - o **Disparition des anciennes constructions** agricoles isolées.
 - Il est plus facile de faire de nouvelles constructions agricoles plutôt que de rénover d'anciens bâtiments.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **Modèle agricole :**
 - o Préservation des surfaces agricoles maigres.
- **Bâtiments, infrastructures agricoles :**
 - o Privilégier l'usage du bois local comme matériau de revêtement plutôt que des imitations synthétiques.
 - Aide financière dans ce sens.

Commentaires :

- « L'agriculteur doit rester le jardinier de notre terroir ».

Alpages, économie alpestre, routes d'accès

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Alpages et structure paysagère qui en résulte :**
 - o Économie alpestre.
 - o Exploitation des alpages.
 - o Equilibre entre la forêt et les surfaces agricoles.
- **Chalets d'alpage :**
 - o Beaux chalets.
 - o Toits en tavillons.
- Les **paiements directs** actuels favorisent l'exploitation des alpages.

Atteintes, menaces :

- Forte **déprise agricole**.
- **Progression de la forêt**.
- **Perte de la fonction agricole** des chalets d'alpages.
- Problème de **récolte d'eau** lié aux toits en tavillons.
- **Routes alpestres** mal intégrées.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **Maintien de l'activité alpestre et entretien/réaffectation des chalets d'alpage :**
 - o Maintenir l'activité sur les alpages et contrer la tendance à l'abandon.
 - o Analyse et choix des chalets à rénover, réaffecter ou détruire.
 - Garantir la pérennité des chalets de plus grande valeur.
 - Avoir le courage de détruire les chalets inutilisés et de moindre intérêt.
 - o Renforcer/valoriser la production de fromage.
 - o Soutenir l'entretien et favoriser le tavillonnage (financement).
- **Accès aux alpages :**
 - o Viser la bonne intégration des routes d'accès.
 - Petits chemins carrossables non goudronnés.
 - o Favoriser l'accès aux alpages pour faciliter l'activité alpestre.

Commentaires :

Sarine :

exploitation hydroélectrique et dynamique alluviale

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Exploitation hydroélectrique** de la Sarine.
- La Sarine est la **colonne vertébrale** du PIC.

Atteintes, menaces :

- **Perte du caractère et de la dynamique naturelle de la rivière :**
 - o Endiguement de la Sarine, artificialisation des berges.
 - o Eclusées, marnage.
 - o Déficit de sédiments.






Prospection






Mesures, actions possibles :

- Renaturation.
- Amélioration de la dynamique alluviale.
 - o Le Groupe E doit trouver des mesures pour limiter l'impact de ses barrages (demande de la Confédération) :
 - Espace de vie pour la faune piscicole.
 - Dépôt de graviers pour contrer la retenue des sédiments par les barrages.
 - Eclusées : meilleure gestion des lâchés d'eau.
 - Elargissement du cours d'eau.
- Entretien des Auges (chardons).

Commentaires :

Nature

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité de la flore :**
 - o PPS et narcisses.
- **Grande faune.**
- **Sarine** comme colonne vertébrale.
- Paysages **montagneux** préservés (Vanils, Chaîne de la Dent de Lys).

Atteintes, menaces :

- Disparition des **narcisses**.
- Peu de verdure dans la plaine (perte des **structures boisées**).
- **Restrictions sur les fumures** trop strictes en zone de PPS.
 - o Flexibilisation au niveau de la fumure car ne porte pas préjudice à la qualité floristique.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Maintenir une certaine **proximité avec la nature** (flore et faune) :
 - o Limitation du trafic, de la pollution lumineuse, etc.
- Faire preuve d'une certaine souplesse pour l'exploitation en zone de PPS.

Commentaires :

Tourisme, loisirs

Cf. rubrique « Patrimoine »

Echelle spatiale				
				
	X		X	

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Grand potentiel (mais sous-exploité).
- Sentiers le long de la Sarine (Bas-Intyamou).

Atteintes, menaces :

- Tourisme sous-exploité.
- Manque de signalisation et de promotion du réseau VTT.
- Déficit de logements pour les touristes.



Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Mettre en valeur l'existant.**
 - o Mise en valeur du lac de Lessoc.
 - o Cf. rubrique « Patrimoine ».
 - o « *Faire connaître et vendre le paysage avec son patrimoine c'est promouvoir et développer le tourisme doux sans nouvelles infrastructures (visites guidées, balisage et entretien des sentiers de randonnée ou de vtt, etc.).* »
 - o « *La mesure la plus importante est la valorisation (préservation / signalétique) de ses très nombreuses valeurs et typicités (géomorphologie, patrimoine bâti, etc.).* »
- **Communiquer sur le paysage :**
 - o Améliorer la communication aux touristes.
 - o « *Le faire connaître (potentiel touristique, historique, pédagogique, géologique).* »
- **Améliorer le réseau de randonnée et l'accès à ce dernier.**
 - o Signalisation, entretien.
 - o Améliorer l'accès pour les randonnées dans le secteur Grandvillard - Merlas.
 - o Installation de panneaux panoramiques
- **VTT, vélos :**
 - o Enlever les verrous pour les vélos
 - o Favoriser la mobilité douce en fond de vallée.
- **Créer des logements pour les touristes :**
 - o ex. : chalets d'alpage, granges et fermes réhabilités.

Commentaires :

Transport, trafic, circulation

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Région bien desservie** par les transports publics.
- Nœud de communication pour le **chemin de fer**.
- Réduction du bruit des trains.

Atteintes, menaces :

- **Circulation le long de la route cantonale :**
 - o Bruit routier.
 - o Problème de sécurité dans les villages.
 - o Réfection de la gare de Montbovon pour personnes à mobilité réduite.
 - Mesures excessives, démesurées.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Réfection des gares avec des PME locales en promouvant la filière du bois.
- Ralentir le trafic dans les localités.
- Promouvoir la mobilité douce en fond de vallée.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- **Diversité, harmonie, mosaïque paysagère**
 - **Mixité : forêts, alpages, montagnes.**
 - **Alternance de couleurs**
 - Nuances de vert entre les pâturages et les forêts, le bleu du ciel et le gris des rochers.
 - Importance du vert et de ses nuances (« la verte Gruyère »).
 - **Contraste géologique / géomorphologique :**
 - Secteurs calcaires (roches affleurantes, parois rocheuses) VS paysages doux, humides et boisés de flysch.
 - Influence la végétation et l'utilisation de la terre par l'homme.
 - Contribue à la valeur esthétique du paysage.
- Valeur **emblématique/symbolique/mythique/identitaire** du Moléson et de Teysachaux
 - **Visibilité** depuis une grande partie du plateau.
 - Situation géographique : massif calcaire le plus excentré des Préalpes.
 - L'ensemble Moléson-Teysachaux se détache du reste des Préalpes.
 - La chaîne Moléson-Teysachaux émerge d'un paysage alpestre doux.
 - **Changement de forme** en fonction de l'endroit de leur observation :
 - Moléson comme une pyramide (aspect carré) depuis la région de Bulle.
 - Depuis la Veveyse : grande échine (longue crête herbeuse) entre les sommets du Moléson et de Teysachaux qui domine les massifs boisés de flysch.
 - Paysage à **valeur commerciale**, marchande : publicité, marketing.
 - « Le paysage est une valeur qui ne peut pas être délocalisée ».

Diagnostic

- **Sommets :**

○ **Moléson :**

- Identité du canton de Fribourg, présent dans les musiques et poyas locales.
- « Image d'Epinal », « un phare », « un avant-poste », « un lion sur un trésor », « c'est notre jardin ».
- Point de vue exceptionnel sur le plateau, les Préalpes et les Alpes.

○ **Teysachaux :**

- « Le Cervin de chez nous ».
- LE sommet des Veveysans.

○ **Crête de la Vudalla**

- **Montagne vivante**

- Activités et économie alpestres actives.
- Forte identité liée aux loisirs (il faut composer avec cet état de fait).

Atteintes, menaces :

- Une trop forte présence d'activités de sport-loisir et du tourisme.

Mesures, actions possibles :

- Trouver un juste milieu entre la préservation de la valeur paysagère et son exploitation touristique/économique.

Prospection

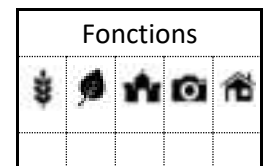
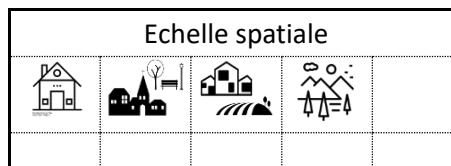
Commentaires :

Périmètre et nom

Remarques/commentaires :

- **Extension** jusqu'au
 - o **Col de Lys**
 - Intégrer le versant NO de la Dent de Lys avec l'alpage de Joux Vertes Dessus et Grand Praz.
 - Pour d'autres : exclure le secteur de la Dent de Lys et l'inclure dans l'Intyamou.
 - o **Massif du Niremou et des Alpettes**
 - Englober les tourbières.
 - Intégrer les secteurs avec des narcisses (besoin de préservation).
 - Jusqu'à la ligne de crête ou jusqu'à l'autoroute ?
 - o **Veveysse de Fégère**
 - o Etoffer le périmètre autour de la Part Dieu (extension au nord).
- Le périmètre du PIC peut avoir une influence sur le périmètre du PNR.
- **Changement de nom en « Moléson-Teysachaux » :**
 - o Meilleure prise en compte de l'identité veveysane du PIC.
 - o Changement de nom voulu par la plupart des participants.

Forêt



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Massif forestier de la Trême** de de la Chia :
 - o La vallée de la Trême constitue le plus grand bassin versant d'Europe couvert d'épicéas.
- **Petites cabanes forestières** maintenues grâce à leur réaffectation :
 - o Petites résidences de vacances.
 - o Marqueur de l'exploitation forestière (patrimoine).

Atteintes, menaces :

- **Progression de la forêt** sur les alpages à partir de 1200m.

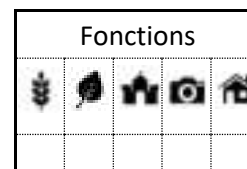
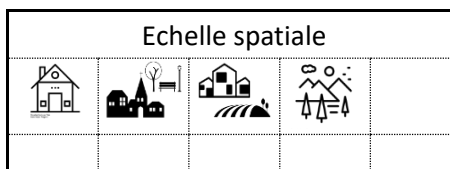
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver le massif forestier de la Trême tout en maintenant une accessibilité qui garantit son entretien.

Commentaires :

Nature



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bonne gestion des **dangers naturels**.
- **Projet écologique** de la Trême.

Atteintes, menaces :

- **Tourisme de masse**.

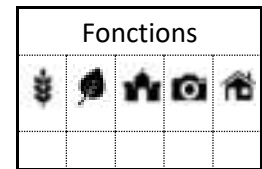
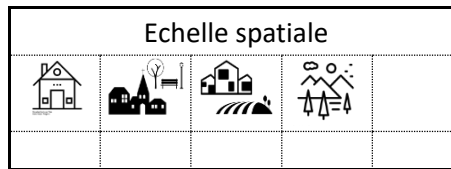
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Protection des **narcisses** qui justifie l'extension du PIC vers le Niremont.
- Concilier dangers naturels et sentiers.
- Maintenir un bon entretien du lit des torrents.
- Concerter les zones de tranquillité avec tous les acteurs.

Commentaires :

Station du Moléson, activités sportives, tourisme



Valeurs, atouts :

- **Intégration paysagère de certaines infrastructures :**
 - o Parking peu esthétique mais situé dans un secteur peu visible.
 - o Bonne intégration du funiculaire.
- **La région vit beaucoup du tourisme :**
 - o La vie vient des activités et de l'exploitation de ce paysage.
 - o Le PIC est en partie un paysage touristique.
 - o Haut-lieu de loisirs.
 - o 1^{ère} source de revenu pour la région.
- **Diversité de l'offre touristique et des activités sportives, (culturelles, scientifiques) :**
 - o Ski, ski de randonnée, sentiers de raquettes.
 - o Piste de luge et autres activités à Moléson-sur-Gruyères.
 - o Sentier botanique, excursion géologique (Swisstopo), sentier des fromageries.
 - o Via ferrata : bien intégrée dans le paysage (peu visible).

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Infrastructures qui « défigurent » le paysage :**
 - o Station sommitale imposante.
 - o Un télésiège va être construit pour remplacer l'actuel téléski qui remonte à Plan-Françey.
 - Obligation liée aux nouvelles normes de sécurité.
- **Impacts liés à la (sur)fréquentation touristique :**
 - o Tourisme de masse disproportionné par rapport à la capacité de la station.
 - o Nombreux déchets abandonnés (volontairement ou non) sur les pistes de ski ou le long des chemins pédestres en été.
 - Danger pour le bétail et travail supplémentaire pour les tenants des alpages.
 - Organisation de trails avec remise en état insuffisante après manifestation.
 - o VTT qui emploie des passages non adaptés.
 - Conflit possible avec les piétons.
 - o Trafic automobile.
 - o Camping sauvage (Le Villard-dessus).
- **Manque de synergies entre les stations (Rathvel – Moléson).**
- **Développement de sports « extrêmes » : parapente, speedflying, etc.**

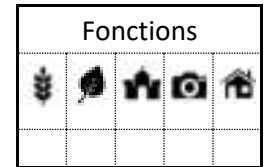
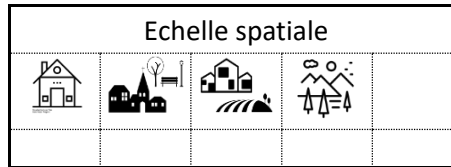
Mesures, actions possibles :

- Contenir les activités touristiques dans le secteur actuellement utilisé par l'homme.
 - o Veiller à l'intégration paysagère du nouveau télésiège.
 - o Composer (faire avec) les usages de loisirs liés aux remontées mécaniques.
 - o Conserver les infrastructures sans en développer davantage.
 - Valorisation de l'existant sans chercher l'extension.
 - Eviter le développement d'infrastructures qui défigurent le paysage :
 - Via ferrata, canons à neige, nouvelles routes, etc.
 - o Autoriser un certain développement touristique dans les secteurs où les infrastructures existent déjà.
 - Ne pas scléroser la région et faire régresser l'identité de « montagne de loisir ».
- Canaliser, sensibiliser et informer les visiteurs :
 - o Rappeler les règles à respecter avec les troupeaux (barrière à refermer, etc.).
- Assurer la transition vers un climat plus doux en hiver :
 - o Lorsqu'il n'y aura plus de neige, c'est le paysage qui va attirer les gens.
 - o Aller vers un tourisme 4 saisons.
 - o Valorisation du paysage par un tourisme doux.
- Développer les synergies et complémentarités entre les stations de la région.
 - o Créer une liaison entre les deux stations de ski (Moléson et Rathvel).
- Développer l'offre de VTT en proposant des circuits balisés.
 - o Secteur du Gros-Plané.

Commentaires :

« Il y a lieu de se poser la question de la nécessité ou de l'utilité de « protéger » cet objet, dans une logique de bonne gestion du territoire. Les objectifs de développement fixés semblent incompatibles avec les objectifs figurants dans la LPN. »

Sentiers de randonnée, mobilité douce



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Actuellement, **bonne cohabitation** entre VTT et piétons.
- **Parking** où laisser la voiture et infrastructures (funiculaire, télécabine) qui permettent l'accès aux hauteurs.
- **Randonnées** faciles ou plus engageantes.
 - o Sentier pédestre entre Moléson et Teysachaux exceptionnel.
 - o Sentier jusqu'aux Clés.
 - o Sentiers didactiques : sentier botanique / excursions géologiques organisées par Swisstopo (panneau explicatif à Plan-Françey).
 - o Accessibilité et facilité des sentiers en font un secteur apprécié des familles.

Atteintes, menaces :

- **Abandon ou manque d'entretien des chemins qui relient la plaine à la montagne** notamment dans le massif forestier qui domine Semsales (hors PIC).
 - o Chemins moins fréquentés car les gens préfèrent accéder aux secteurs montagneux en véhicule.
- Problématique des **déchets** et des **chiens** non tenus en laisse.
 - o Dangereux à cause des chiens de troupeau et du bétail.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Revaloriser les chemins historiques/ancestraux qui reliaient la plaine à la montagne.
- Entretien des chemins pédestres (aussi dans les secteurs moins fréquentés comme le massif forestier).
- Développer la mobilité douce en respectant la nature et les gens qui y vivent (harmonie).
- Etendre le sentier botanique jusqu'au sommet du Moléson.
- Mieux conduire et informer les touristes.
 - o Fournir des dépliants informant les visiteurs des règles à respecter.
 - o Améliorer le balisage des sentiers en raquettes.
- Améliorer les parcours pédestres en lien avec les chalets d'alpage (et les traditions, activités alpestres affiliées).

Commentaires :

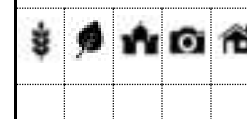
Route d'accès

(aux alpages, buvettes, etc.)

Echelle spatiale



Fonctions



Valeurs, atouts :

- **Facilité d'accès à la montagne :**
 - o Nombreuses routes ouvertes aux véhicules.
 - o Accès rapide depuis les sorties d'autoroutes (Bulle, Châtel Saint-Denis).
 - o Favorise l'attrait du secteur pour les familles.
 - o Accès aisé aux alpages qui favorise l'activité alpestre.
- **Transit interdit entre Rathvel et la vallée de la Trême :**
 - o Evite un trafic de passage entre Bulle et les Paccots.
- Les routes d'accès servent à l'**entretien des forêts** et alpages et font partie intégrante du paysage.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Interdiction de circuler non respectée** entre Rathvel et la vallée de la Trême.
- **Limitation de l'accès en voiture** (menace) :
 - o Perte d'une accessibilité appréciée par les familles et un grand nombre de promeneurs.
- **Potentiel prolongement des routes** pour créer des liaisons/jonctions/relais entre les différents secteurs :
 - o ex. entre le Vuipey et les Moilles qui permettrait un passage entre l'Intyamon et Châtel-St-Denis.
 - o Cela provoquerait une augmentation significative du trafic.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Interdire les liaisons routières entre les différents secteurs du PIC.
- Veiller à l'intégration paysagère des routes lors de rénovation (choix du revêtement).

Commentaires :

Buvettes

Echelle spatiale				

Fonctions				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses buvettes.

Atteintes, menaces :

- **Circulation importante** liée au nombre de buvettes accessibles en voiture.
 - o Problématique du **parcage** :
 - Parking plein lors des pics de fréquentation (Cf. Salette, Incrota p.ex.).
 - Parcage sauvage qui entrave la circulation.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Limiter l'ouverture de nouvelles buvettes (saturation).

Commentaires :

Espaces bâtis, infrastructures

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bonne intégration du **funiculaire**.

Atteintes, menaces :

- **Installations existantes** : le paysage est déjà atteint :
 - o Station sommitale et antenne de l'armée.
 - o En cas de nouveaux projets, il faut les réaliser dans le secteur déjà aménagé.
 - o Eviter à tout prix l'installation d'infrastructures « lourdes » dans le secteur de la Teysachaux.
- **Routes d'accès** :
 - o Indispensables pour l'exploitation des alpages et donc la pérennité du paysage actuel.

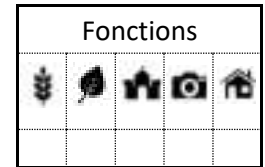
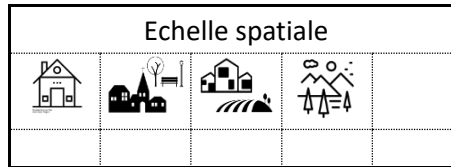
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Veiller à l'intégration paysagère (localisation, dimensionnement, architecture, matériaux) des futures installations.

Commentaires :

Patrimoine bâti



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Patrimoine religieux**
 - o Chapelles de l'Evi et des Clés.
 - o Croix sommitales.
 - o Source de Bonne fontaine (lieu de pèlerinage).
 - o Part-Dieu.
- **Saloir** de Mormotey (1795) avec mur en pierres et toit en tavillon. (Patrimoine Gruyère-Veveyse).
- **Chalets d'alpage** en bon état.

Atteintes, menaces :

- Abandon, réaffectation, rénovation des chalets d'alpage.

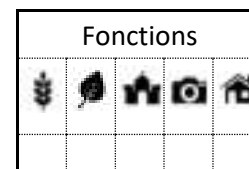
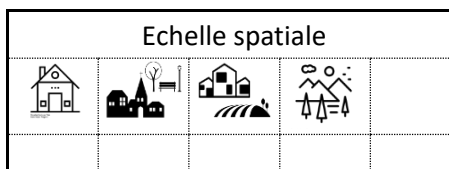
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Entretien et valoriser le patrimoine bâti de la région.

Commentaires :

Activité alpestre, chalets d'alpage



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Chaudières** dans les chalets pour la **fabrication *in situ* du fromage**.
 - o Valorisation par le *Sentier des fromageries*.
 - o Production locale.
- Les **exploitants** tiennent au paysage et contribuent à sa typicité.
 - o Paysage vivant grâce au bétail, clôture en bois, bassin en bois, etc.
 - o Exploitation des alpages au gré des saisons.
- **Chalets d'alpage avec toits en tavillons** :
 - o En grand nombre (150-200) et de taille assez limitée (forte densité).
 - o En bon état par rapport à d'autres régions.

Atteintes, menaces :

- Déprise agricole et **progression de la forêt**.
- Perte de fonction, **désassujettissement**.
 - o Rénovation qui ne tient pas compte de l'usage originel du chalet.
 - o Volonté de confort moderne qui nuit à l'authenticité.
 - o Trop de chalets d'alpage, ce qui pose problème avec la nouvelle loi hors ZAB.
 - o Compromis, conflit : chalet pour faire vivre l'activité alpestre vs vie familiale avec confort de 2018 ou transformation plus rentable en buvette.
- **Manque d'entretien**, notamment si l'exploitant n'est pas le propriétaire du chalet.
 - o Entretien faible et rénovation douteuse.
- **Tourisme de masse** qui rend la cohabitation difficile avec les armaillis.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintien de la vie, de l'activité alpestre.
- Entretien des pâturages pour éviter la déprise agricole.
 - o Paiement direct pour limiter l'avancée de la forêt.
 - o Entretien des haies.

- Conserver l'aspect originel et typique des chalets d'alpage :
 - o Soutenir le tavillonnage.
 - o Travailler en collaboration avec l'Association agricole régionale pour la qualité du paysage qui soutien déjà :
 - Les bassins et clôtures en bois, les arbres isolés, les chemins en gravier avec bande herbeuse, etc.

- Veiller à une cohabitation harmonieuse entre tourisme et agriculture :
 - o Améliorer la coordination entre acteurs du tourisme et agriculture sur les alpages.
 - o Visites de chalets, démonstration de fabrication du fromage.
 - o Valoriser/simplifier les démarches de valorisation agricole pour le tourisme.

Commentaires :

Station Moléson-sur-Gruyère

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Station touristique mais avec de l'habitat à l'année.
- Bonne intégration paysagère du village :
 - o Masqué par la topographie et la forêt environnante.
- Village charmant.
- PAD et PAL avec des contraintes suffisantes pour l'architecture.

Atteintes, menaces :

- Village qui ne fait pas rêver.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Veiller à un développement qualitatif de la station à l'avenir (architecture, intégration paysagère).
 - o Aménagement extérieur pour améliorer la qualité paysagère de la station.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Acteurs locaux sensibles au paysage avec une volonté de le préserver sans le scléroser.

Atteintes, menaces :

- **Multiplicité des « couches » paysage** (échelle fédérale, cantonale et communale).
 - o « *Attention, beaucoup de couches : Plan directeur cantonal, le district, la région, les zones de protection de la Trême, les divers services cantonaux (SFF, SEN, LPN, ...), la commune, le PNR, ... Comment le citoyen s'y retrouve ?* »
 - o « *Qu'est-ce qu'il manque dans les autres lois qui ne protègent pas encore suffisamment le paysage ?* »
- Beaucoup d'études décidées au canton **font payer les communes !**

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Attente communale : aide financière pour la mise en œuvre.
 - o Besoin d'aides financières et d'expertises plutôt que nouvelles restrictions et réglementations.
- Déléguer des tâches aux communes.
- Vigilance par rapport à ce qui est vu même en dehors du PIC.
- Mettre en place une collaboration entre les différents acteurs et viser une concertation entre tous les intervenants.

Commentaires :





« *Je m'interroge sur les implications d'un PIC : quelles seront les conséquences d'un PIC sur le développement touristique/routier/économique de la région incriminée ? En particulier, est-ce qu'on peut imaginer des restrictions au niveau du libre accès (cf. zone de tranquillité de la Berra) ?* »






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Point central (hot spot) : **colline/village/château de Gruyères** :
 - o Pôle culturel, nœud historique.
 - o « Seule ville romantique du monde », « magique », « emblématique », « beauté unique », « carte postale mais avec une authenticité », « un condensé de la Suisse »
 - o Émotions liées à l'histoire.
 - o Identité, image de carte postale.
 - o Peu de constructions parasites au pied et sur la colline (contrairement à Romont p. ex.).

- **Diversité / variété / richesse / mixité / mosaïque / patchwork / alternance** :
 - o Patrimoine – agriculture – montagne.
 - o Paysage relativement préservé et protégé.
 - o Importance des grandes plaines ouvertes : « respiration » :
 - Grands espaces verts et ouverts (surfaces agricoles).
 - Depuis Broc : grande ouverture (Plaine des Marches) peu construite au premier plan grâce à l'aérodrome et la nappe phréatique sous-jacente.
 - o Partie montagnarde avec la Dent de Broc qui domine le PIC.

- Notion de **porte d'entrée** :
 - o Du PNR, du PIC.
 - o Sur l'Intyamon, le Moléson, le Lac de la Gruyère.

- Le paysage et les vues sur ce dernier constituent une **ressource économique** importante pour la région.

Atteintes, menaces :

- Risque de mise sous cloche alors que le paysage doit vivre.
- Perte de l'identité et de la spécificité du paysage.
- Manque de coordination régionale pour créer des règles harmonisées.

Prospéctif

Mesures, actions possibles :

Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Intégrer le **château et prieuré de Broc**.
- Intégrer également la **frange urbaine de Broc** sur le versant sud de la terrasse.
- Intégrer le **pâturage « Pâquier de l'Herse »** adjacent à celui des Grosses Ciernes.
- Intégrer le **haut du Pâquier** tout en excluant la ZAB.
- Intégrer les **secteurs de forêt**.
 - o Avoir un œil sur la zone de la déchetterie près de la Migros.

Vue et points de vue

Echelle spatiale				
X	X	X	X	X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Ressource économique** importante.
- **Vue sur :**
 - o La colline de Gruyères (éclairage nocturne), les Dents de Broc et du Chamois, le Moléson, le Pâquier (premier village visible depuis la H189).
- **Vue depuis :**
 - o La colline de Gruyères, la terrasse de Broc, le Mongeron, Carmel, Bulle, Saussivue.

Atteintes, menaces :

- **Perte de vue** depuis certain site à cause d'une volonté de masquer (mieux intégrer) l'élément en question.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Préserver, valoriser les points de vue sur le grand paysage.
- Ne pas masquer/cacher la vue sur le paysage (p. ex. depuis la Migros).
 - o Compromis à trouver entre le besoin de masquer les éléments disgracieux du paysage et la perte de vue que cela entraîne depuis ces sites.

Commentaires :

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Importance des **plaines ouvertes** : respiration dans le paysage.
- **Paysage rural et forestier**.
- Bon **entretien des surfaces agricoles** sur le flanc de la colline.
- **Vergers** haute-tige (soutiens financiers qui aident à la replantation).

Atteintes, menaces :

- **Fermeture de ces espaces agricoles** ouverts au profit de l'urbanisation.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Sauver/maintenir/garder les grandes parcelles agricoles entre les grands axes de communication.
- Constituer une liste des essences locales autorisées pour le boisement.
- Favoriser les petites structures (haies, bosquets, cordons boisés, arbres isolés).

Commentaires :

Activité alpestre : alpage vs forêt

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Secteur particulier des versants et de la **combe de la Dent de Broc**.
- **Alpages** qui créent des ouvertures dans le massif forestier.
- **Croix en mélèze** dans le massif forestier au-dessus des Marches.

Atteintes, menaces :

- **Embossaillement, avancée de la forêt** sur les alpages et dans les combes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'activité alpestre :
 - o Garantir l'entretien des pâturages.
 - o Contenir la progression de la forêt.
 - o Soutenir les propriétaires et inciter (contractuellement) les locataires à entretenir les alpages.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Sites naturels : plaine agricole – montagne – colline.
- Projet de **passage à faune** au sud du PIC.

Atteintes, menaces :





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Revitaliser le ruisseau en dessous du village du Pâquier.
- Viser l'intégration paysagère du futur passage à faune au-dessus de la route cantonale.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Valeurs, atouts :

- **Villages :**
 - o Noyau villageois de qualité.
 - o Village-rue de Pringy.
 - o Dispositions sur les lumières/éclairages de Noël qui visent l'harmonie.
- **Zones industrielles et d'activités :**
 - o Aéroport « en vert » (pas de piste goudronnée).
- **Autres espaces construits isolés (grands bâtiments, parking, etc.) :**
 - o Le Carmel et sa position retirée.

Atteintes, menaces :

Diagnostic

- Globalement : **mitage du territoire.**
- **Villages :**
 - o Expansion rapide et disharmonieuse du bâti liée à une croissance trop rapide (le Pâquier).
 - o Quartiers aux constructions trop hétéroclites.
 - o Talus construits à Broc.
 - o Manque de règlements communaux suffisamment contraignants (cf. le bon exemple du Simmental).
 - o Densification peu qualitative et mal ciblée.
- **Zones industrielles et d'activités / espaces construits isolés:**
 - o Migros.
 - o Site industriel d'Enney et zone d'activité d'Epagny.
 - o Futur grand projet de clinique et d'hôtel à Pringy (les Prays).
 - o Grandes places de stationnement goudronnées ou en gravier à proximité de Gruyères.
 - o Lumière des terrains de foot.

Mesures, actions possibles :

Prospection

- **Mesures générales :**
 - o Harmonisation entre les PAL des différentes communes.
 - o Améliorer les règles de construction.
 - o Garantir une transition douce entre l'espace bâti et l'espace naturel.
 - o Réussir à éduquer les gens à l'harmonie.

- **Villages :**
 - Préserver un tissu bâti cohérent.
 - Densifier les secteurs les moins visibles.
 - Garantir la typologie du bâti :
 - Des villas bien intégrées sont mieux que des immeubles ou plusieurs villas jumelées appondues.
 - Viser l'harmonie architecturale (toitures, matériaux).
 - Surtout dans les secteurs les plus préservés.
 - Restrictions d'illumination (gare/bâtiments).

- **Zones industrielles et d'activités / espaces construits isolés:**
 - Plantation de cordons boisés et d'arbres isolés pour masquer les éléments disharmonieux.
 - Dégager les éléments qui ont une valeur patrimoniale ou esthétique.
 - Réaliser une charte paysagère à respecter pour tous les grands bâtiments.
 - Mieux intégrer la Migros.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Bourg et château de Gruyères** connus à l'international.
 - Château de Gruyères et sa mise en valeur par les éclairages nocturnes.
- **Chapelle des Marches.**

Atteintes, menaces :

- Absence de mise en valeur et **masquage par la végétation.**





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Manque une vision d'ensemble du patrimoine bâti.
- Maintenir la typologie de hameau sur les secteurs concernés.
- Organisation de visite patrimoniale.

Commentaires :

Sentiers, chemins pédestres, mobilité douce

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bon réseau de **chemins pédestres**.
- Chemin le **long de la Sarine** jusqu'au Pont-qui-Branle.
- Sentier depuis Bulle via Montbarry avec une vue haute de la plaine de Bulle et de la colline.
- Accès facile en **transports publics**.

Atteintes, menaces :

- Offre en mobilité douce pas suffisante (**vélo**).
- Manque un **itinéraire sur le pourtour de la colline** pour admirer le bourg et le château depuis le bas.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Améliorer l'offre en mobilité douce.
- Développement d'un tourisme doux.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
	X		X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- L'un des sites les **plus visités de Suisse** avec une **offre touristique riche et variée** à proximité :
 - o Chocolaterie de Broc, Maison du Gruyère, Bourg et château de Gruyères, Moléson, etc.
- **Accès en transports publics**
 - o Noyau ferroviaire important est un atout du PIC.
 - o Gare de Pringy-Gruyères et le train qui continue vers l'Intyamon.
 - Projet de requalification en cours.
- Espaces de détente le long de la Sarine plutôt fréquentés par des visiteurs locaux ou régionaux.

Atteintes, menaces :

- **Tourisme de masse** mal géré : afflux excessif par rapport à la capacité d'accueil.
- Impacts, **nuisances** liés au tourisme de masse :
 - o Déchets, littering sur les places.
 - o Parking sauvage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Améliorer la gestion du tourisme de masse.
- Canaliser les visiteurs.
- Améliorer les transports publics.
- Elaborer un concept global de mobilité : mélange d'accès en voiture et transport public : arrivée en voiture en périphérie et derniers kilomètres en bus navette.
- Organiser des bus-navettes pour éloigner les parkings peu intégrés de la colline de Gruyères.
- Sensibilisation et communication : rendre attentif les gens et faire respecter les dispositions (éducation du citoyen).





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Trois secteurs assez différents :
 - o Hochmatt : économie/agriculture alpestre.
 - o Gastlosen : pôle touristique avec de nombreuses activités.
 - o Vallée de la Jogne : habitations, vie économique.
- Harmonie, contraste, variété entre :
 - o Espaces naturels sauvages :
 - La chaîne des Gastlosen et son imposante paroi rocheuse.
 - Forêts avec forte biodiversité.
 - o Espace utilisé par l'homme :
 - Paysage plus doux de flysch.
 - L'équilibre forêt/pâturage est un reflet de l'économie alpestre.

Atteintes, menaces :

- Une modification de l'utilisation du sol conduira inexorablement à un changement du paysage :
 - o Perte des espaces ouverts au profit de la forêt.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir à tout prix les **espaces ouverts**.
- Maintenir l'**économie alpestre traditionnelle** à l'origine de ce paysage.
- Viser une **cohabitation harmonieuse** entre l'activité humaine et la nature.





Commentaires :






Périmètre

Remarques/commentaires :

- Intégrer le village de Jaun.
 - o Prendre l'entier du village en s'arrêtant à la lisière de la forêt qui domine le village.
- Vallée de la Jogne : prendre en compte tout le champ de vision : les deux versants de la vallée constituent un tout
- Intérêt d'avoir deux zones paysagères différentes :
 - o Vallée de la Jogne (avec ses deux versants).
 - o Secteur Gastlosen.
- Coordination avec Berne pour une gestion cohérente des deux côtés de la ligne de crête.

Points de vue

Echelle spatiale				
				
				x

Fonctions				
				
			x	x

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Un grand nombre de points de vue exceptionnels sur le grand paysage :
 - o Depuis la Hochmatt et le Cheval Blanc.
 - o Depuis le point d'altitude 1804 entre le Chalet du Soldat et la Brendelpitz.
- Vue sur des éléments plus ponctuels :
 - o Cascades du Petit Mont, à proximité de la route qui monte depuis Im Fang.
 - o Cascade des escaliers du Gros Mont.
- Vue sur les Gastlosen à l'extérieur du PIC notamment depuis le village de Grandfey où la paroi des Sattelspitzen est bien visible.
 - o Rayonnement/visibilité au-delà de la zone du PIC.

Atteintes, menaces :

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Signalisation et mise en valeur des différents points de vue.

Commentaires :

Nature sauvage

Géo(morpho)logie, faune, flore.

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Aspect de **nature sauvage** en opposition avec le **paysage anthropisé** des alpages :
 - o **Paroi des Gastlosen** connu jusqu'à l'étranger
 - « Les Inhospitalières », dimension symbolique voire mythique.
 - o Richesse et diversité **géo(morpho)logiques** :
 - Contraste paysager entre les rochers massifs et verticaux qui dominant un relief beaucoup plus doux et exploité par l'homme.
 - Brendelpitz : éminence/promontoire dans un paysage plus doux de flysch.
 - Hot spots : les Gastlosen, la Hochmatt, la cascade de Jaun.
 - Région karstique « in den Löchern ».
 - o Sentier géologique des Gastlosen constitue une mise en valeur géoscientifique.
- Diversité **floristique**.
- **Biodiversitätsprojekt** (*keine Einschränkungen*): Schattenwald.

Atteintes, menaces :

- **Dérangement de la faune** à cause des activités humaines : escalade, ski de randonnée, etc.
- **Chasseurs** : certains ont tendance à monopoliser le territoire ce qui mène à des conflits avec les autres usagers.
- Destruction de la flore par les **moutons**.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Définir des secteurs de **tranquillité** pour la faune et faire respecter ces restrictions.
- Promouvoir et sensibiliser à la **richesse naturelle** de la région.

Commentaires :

Tourisme, loisirs, Activités sportives

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Multiples offres touristiques et activités sportives possibles dans la région (**été/hiver**).
- Massif des Gastlosen est un haut lieu de l'**escalade** avec une réputation au-delà des frontières nationales.
- *Wanderwege + **Buvetten**.*
- ***Mountainbike Angebot auf bestehenden Strassen**.*
- **Chemins pédestres** et de VTT dans le fond de la vallée.
- **Sports d'hiver** avec une bonne garantie d'enneigement :
 - o Piste de **ski de fond** dans la vallée de la Jogne.
 - o **Station de ski** et piste de luges bien intégrées (exemple réussi d'intégration paysagère).

Atteintes, menaces :

- **Cohabitation** homme/nature.
- ***Buvette** -> *landwirtschaftliche Doppelbelastung, Finanzen. Verpflegung im Winter schlecht gelöst.**
- Développement excessif de l'**escalade** (MAIS a peut-être déjà atteint un pic aujourd'hui).
 - o A différencier de l'installation future d'une **via ferrata** qui pourrait apporter un certain nombre de nouveaux visiteurs moins spécialisés et connaisseurs du milieu.
 - o Dérangement de la faune.
- **Ski de randonnée** (MAIS itinéraires bien maîtrisés dans la région selon le CAS).
 - o Problématique du dérangement de la faune.
- Mauvaises signalisations des parcours **VTT**.
- Multiplication des **remontées mécaniques** et enneigement artificiel*.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Viser une **cohabitation harmonieuse** entre l'activité humaine et la nature.
 - o Développer un Tourisme doux (*sanft*) de manière raisonnée et ciblée.
 - o Définir des zones de tranquillité (interdiction du ski de randonnée et de l'escalade).
 - o Sensibilisation des organisateurs de courses aux enjeux environnementaux.
 - o Mise en valeur de l'escalade accompagnée d'une sensibilisation sur le milieu fréquenté.
- Distinguer les usages des sentiers entre chemins de randonnées et pistes de **VTT**.
- Bien **entretenir** les sentiers pédestres existants.

Commentaires :

* L'éclairage des pistes de ski du Jaun n'a pas été perçu comme une problématique car elle n'a lieu qu'une fois par semaine durant quelques heures.

Mobilité, accessibilité, fréquentation

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Accès** en voiture sans interdiction de circuler permettant un accès à la montagne pour tous.
- **Liaison** en bus dans la vallée de la Jogne.

Atteintes, menaces :

- Trop de voitures sur les hauteurs :
 - o Particulièrement au Gros Mont, Petit Mont, Sattels.
 - o Pics de **fréquentation** durant les week-ends et en automne (saison de la brame).
 - o Problématique du **parking** sauvage et des parkings officiels pleins.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développer des **aménagements et infrastructures** permettant d'informer, de gérer et de canaliser **le flux de visiteurs**.
 - o Mettre en place un service de **bus-navettes** pour que les visiteurs parquent dans la vallée et non plus sur les hauteurs.
 - o Trouver un bon **équilibre** entre l'**accessibilité** à tous et le besoin de **restriction du flux** de visiteurs.
 - o Promouvoir l'accès au secteur Gastlosen par les remontées mécaniques.

Commentaires :

Chemins, routes d'accès, sentiers pédestres

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Chemins globalement **bien intégrés** dans le paysage (comme structure paysagère).

Atteintes, menaces :

- **Mise en dur** (goudronnage, bétonnage) de chemins pour faciliter l'accès aux alpages : mauvaise intégration paysagère.
- Chemin pas complètement continu le long de la Jogne.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- En montagne :
 - o Choisir avec attention un type de revêtement qui s'intègre dans le paysage.
 - S'inspirer du Breccaschlund pour les projets de requalification paysagère et notamment pour les routes de dessertes vers les alpages (cf. route vers le chalet du soldat).
 - o Créer des sentiers pédestres hors des routes bétonnées.
 - o Bien **entretenir** les sentiers pédestres existants.
- Dans la **vallée de la Jogne** :
 - o Revaloriser les **chemins IVS** entre Jaun et Im Fang (cf. *Gasserenweid*).
 - o Favoriser la **mobilité douce** dans la vallée de la Jogne (pistes cyclables).
 - o En rive gauche de la Jogne, sous le stand de tir 300m :
 - Prolonger le **sentier le long de la Jogne** pour avoir un sentier continu, au fil de l'eau, entre Im Fang et Jaun.

Commentaires :

Alpages vs forêts

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X	X	X		

Valeurs, atouts :

- **Mosaïque** entre espaces ouverts et forêt.
Paysage typique de la Gruyère qui est bien exprimé ici :
 - o Besoin du maintien de l'utilisation des alpages.
 - o « Ouverture à maintenir à tout prix ! »
- **Estivage** : utilisation du sol et patrimoine culturel local.
 - o Pâturages soignés.
- *Sektor Hochmatt : Landwirtschaftliche Nutzung.*
- **Schutzwald.**

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Sous-exploitation** et abandon des alpages :
 - o Plus de fauchage et donc embroussaillage.
 - o Expansion de la forêt / Ausbreitung des Waldes.
 - o Fermeture dans le paysage.
- **Abandon de l'exploitation ancienne et traditionnelle** des alpages :
 - o Exploitation trop intensive de certaines surfaces.
 - o Avec le changement de pratiques agricoles, le bétail exerce une plus forte pression sur les pâturages qui conduit à la dégradation du relief.
 - o Modification locale des espaces ouverts (pieds de vaches, terrassettes, etc.).
- Pâturages occupés par les **moutons** :
 - o Dégradation plus importante qu'avec des bovins.
 - o Destruction de la flore des crêtes.
- **Murs en pierres sèches** dégradés.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Remettre en état les **murs en pierres sèches**.
- Favoriser localement la **filière du bois** (construction, chauffage).
- Entretenir la **forêt** pour limiter sa progression sur les espaces ouverts.
- Préserver une **économie alpestre fonctionnelle/active/vivante**.
funktionierende Alpwirtschaft erhalten.

Commentaires :

Chalets d'alpage

Echelle spatiale				
				
X			X	

Fonctions				
				
X		X	X	

Valeurs, atouts :

- Forte **densité** de beaux chalets d'alpage dans cette région.
- Toits en **tavillons**.
- Témoins de l'**économie alpestre**.

Atteintes, menaces :

- **Abandon**, manque d'entretien, dégradation des chalets d'alpage sous-exploités voire abandonnés :
 - o ex. : Le Verdy, Knüsse, etc.
- L'**entretien** de ces bâtiments constitue une forte contrainte pour les propriétaires.
- **Transformations** de chalets mal intégrées dans le paysage et peu respectueuses des traditions architecturales locales.
 - o Toits en tôle.
- Trop de chalets transformés en **buvettes** (positif pour le tourisme mais négatif pour le paysage)
- *Bergkäserei fehlt.*
- **Zu strenge Umsetzung/Bestimmungen:**
 - o *Unbewilligter Umbau der Berghütten -> Bewilligung nicht möglich.*
 - o *Einsprachen bei Projekten.*

Diagnostic

Mesures, actions possibles :





- Préserver une **économie alpestre fonctionnelle/active/vivante**.
 - o Maintenir et favoriser la **production locale** et encourager la transformation directement à l'alpage (p. ex. fromages).
- Maintenir les chalets qui ne sont plus utilisés en les **réaffectant** au besoin.
- **Préservation** des chalets et **rénovation** dans un style qui respecte le patrimoine architectural alpestre local.
 - o Attention : de trop fortes restrictions peuvent être contre-productives en bloquant des projets et empêchant la remise en état des chalets, nécessité de trouver un juste milieu.
- La fondation **Patrimoine suisse** a mis en œuvre des mesures pour préserver ce patrimoine : aides financières, sondages, inventaires de l'état de ces constructions, etc.
 - o Collaboration avec le canton dans le cadre des PIC.
- **Accompagner et financer** les projets de rénovation et de réaffectation des chalets d'alpage.






Prospection

Commentaires :

Patrimoine, espace bâti (villages)

cf. aussi chalets d'alpage

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Patrimoine **militaire** important à l'échelle du canton.
- Village d'**Im fang** et de **Jaun** qui font partie des beaux villages du canton.
- **Chalet du Soldat**.
- **Patrimoine religieux** bien présent dans la vallée de la Jogne.
- Im Fang : disposition dans le RCU qui régule le développement du quartier du **Schwendi** MAIS il n'y a pas de règle pour le revêtement des toits (*architektonische Einheit vorgeschrieben ausser Dachdeckung*).

Atteintes, menaces :

- Beau **bâtiment agricole** abandonné près d'Im Fang.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Projet patrimonial en cours à l'initiative des 4 communes : **sentier thématique** avec mise en valeur et signalisation d'un certain nombre de sites marquants.

Commentaires :

Autre

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Disparition des arbres et des haies.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Favoriser les vergers.
- Favoriser l'extension des règles et leur respect.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- **Dualité lac / montagnes :**
 - Lac comme élément central (« effet miroir »).
 - Lac gelé en hiver.
 - *See mit umliegender Berglandschaft.*
 - « Le lac et son cadre », « le lac dans son écrin montagneux ».
 - *Talkessel mit Bergen, offenes Tal.*

- **Mosaik, Diversität:**
 - *Wald / Weide.*
 - *Ursprünglichkeit der Landschaft und Alpwirtschaft.*
 - *See und Talkessel mit diversen Landschaftselementen.*
 - *Kombination See – Hügel – Berge – Fels*
 - Contraste paysager entre les zones de flysch et calcaire :
 - *Die Vielfalt der Landschaft, vom Kalksteingebiet zum Flysch grosse Variierung.*

- **Aspect naturel et préservé – Ursprünglichkeit:**
 - *Nicht zu stark überbaute Flächen.*
 - *See mit ungebautem Seeufer.*
 - *Einerseits gut entwickelt und anderseits urlandschaftlich erhalten.*

- **Vue sur le paysage**
 - Vue depuis la Gypsera :
 - *Sicht vom See Richtung Voralpen,*
 - Vue sur l'Euschelspass avec le Kaiseregg et les montagnes à l'arrière.
 - Vue depuis les hauteurs (station de ski, Riggisalp, Schwyberg, La Patta).

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Projet **éolien** :
 - o Une influence négative sur le paysage.
 - o Mais avec d'autres points positifs à considérer (énergie renouvelable).
- Lignes à haute tension :
 - o Traversent le PIC du Seeschlund à l'Euschelsspass en passant par Riggisalp.

Prospection

Mesures, actions possibles :**Commentaires :**

Périmètre

Remarques/commentaires :

- *Perimeter bis Gurli und Stoss.*
- *Muscherental integrieren.*
- Lien avec les nouvelles limites du PIC Gastlosen (si extension en rive droite de la Jogne).

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les communes et les locaux s'occupent déjà de la préservation du paysage.

Atteintes, menaces :

- **Restrictions trop fortes :**
 - o La réglementation des constructions est déjà très restrictive.
 - o Dans la vallée : trop de restrictions qui empêchent les possibilités de développement.
 - o La classification en tant que PIC ne doit pas être un poids pour le développement de la région.
 - o *Bereits genügend Reglementierung.*
 - o *Entwicklung für touristische Zwecke darf dadurch nicht verhindert werden.*
 - o *Lockerung Bestimmungen + Reglement.*
 - o *Bitte keine „Käseglocken-Politik“ betreiben*
- Ne pas **restreindre l'accès** à ce paysage pour cause de protection.
- **Gefahr Eigenständigkeit (Autonomie) zu verlieren.**
 - o Rôle de la commune et non du canton de s'occuper du paysage :
 - « *Gemeinde dafür (Landschaftsschutz)* ».

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Coordination entre les acteurs (association, PNR, propriétaires).
 - o *Wir wünschen uns mehr pragmatische Lösungen mit dem Kanton.*
- Mettre en place des échanges réguliers entre les parties prenantes.
 - o *Miteinander reden und gemeinsame Lösungen finden.*
 - o *Regelmässige Austausche Anspruchsgruppen etablieren.*
- *Der Kanton muss Massnahmen finanziell unterstützen.*
 - o *Finanzierungsmöglichkeiten zu den Verbesserungen.*
 - o *Förderung der kantonalen, finanziellen Unterstützung.*
- *Zusicherung des Kantons, dass keine untragbaren Einschränkungen auferlegt werden.*

Commentaires :

- *Ich persönlich sehe das Projekt eher kritisch, und zwar in dem Sinne wenn der Kanton Geld gibt ... sicher mitbestimmen und die Leute von Ort werden nicht miteinbezogen. Das heute war ein Schritt in die richtige Richtung um die „Einheimischen“ miteinzubeziehen.*

Nature

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Faune :**
 - o *Seltene Fauna: Mauersegler, Fledermäuse, Biber.*
- **Flore :**
 - o *Bergahorn (érable sycomore)*
 - o *Diversität des Pflanzen und Flora aufgrund Flysch/Kalkgebiet.*
 - o Roselière sur les rives du lac.
- **Biotope :**
 - o Le lac et ses rives sauvages avec des roselières.
 - o Terrains marécageux de la Spielmanda.
- **Géologie / géomorphologie :**
 - o Intérêt géologique : contraste entre les terrains calcaires et de flysch.
 - o Glissement du Hohberg.
 - o Sommets emblématiques (Spitzflue, Kaiseregg).

Atteintes, menaces :

- *Verlust der **Nachtdunkelheit.***
- **Atterrissement**, comblement du lac à l'embouchure du Seeweidbach.
*Kieseintrag / **Verlandung** (Seeweid)*
- **Schäden durch Wildtiere** (Biber, Wolf).
- **Naturgefahren** (Bäche, Murgänge, Erosion).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Autoriser l'extraction des graviers du delta du Seeweidbach.
Kies befreien, Kiesentnahme, Massnahmen gegen Verlandung See.
- Revitalisation/renaturation du Seeweidbach entre le camping et le campus.
- Singine : maintenir le cours d'eau dans son état naturel.
 - o *Sense schützen (bestehende Dimension, kein WKW).*
- Plantation d'arbres isolés :
 - o Erables sycomores emblématiques du Breccaschlund à multiplier dans d'autres secteurs.
- *Wasser/Strom in Brecca sichern.*
- *Naturreichtum besser in Wert setzen.*

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
				
			X	X

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Général (répartition des activités) :**
 - o **Accessibilité** été comme hiver.
 - o **Lac gelé** en hiver.
 - o Beaucoup d'activités possibles mais **centralisées** sur des secteurs spécifiques.
 - Bon **équilibre** entre les centres actifs et les zones périphériques moins fréquentées.
 - o Bonne relation/**cohabitation entre touristes et habitants**.
 - *Gutes Nebeneinander aller Nutzers.*
 - *Interessenskonflikte Tourismus / Einheimische.*
- **Rives, sentier du lac**
 - o Bonne **préservation** des rives qui sont **peu bâties**.
- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - o Aménagement : *Badesteg*, plage et jetée sur le lac.
- **Station de ski :**
 - o Sport d'hiver.
 - o *Touristisch wichtige Nutzung (Bergbahnen, Skibetrieb).*
 - o Activités sportives et de loisirs diversifiées (VTT, randonnées, drone, parapente, etc.)
- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone, etc.) :**
 - o *Kaiseregg Wanderwege*
 - o *Sense Wanderwege*

Atteintes, menaces :

- **Général (répartition des activités) :**
 - o *Grenzen des Tourismus bald erreicht.*
 - o Comportement des touristes (détritus, chiens non tenus en laisse).
 - o Augmentation de la navigation sur le lac.
 - o « Atterrissage » d'avions sur le lac, drones, etc.
- **Rives, sentier du lac :**
 - o Ensablement de la base nautique à l'embouchure du Seeweidbach.

- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - o Problématique du parcage.
 - o Mauvaise intégration paysagère et manque d'attrait (grande place bétonnée).

- **Station de ski :**
 - o Réchauffement climatique et déficit d'enneigement.

- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone etc.) :**
 - o *Tourenski, Schneeschuhläufer überall.*

Mesures, actions possibles :

- **Général (répartition des activités) :**
 - o Canaliser le flux de touristes sur les zones déjà exploitées actuellement.
 - *Beibehaltung der gezielten Nutzung wichtig.*
 - o Améliorer l'offre touristique en cas de mauvais temps (inexistante actuellement).
 - Développer des offres touristiques alternatives ou diriger les touristes vers d'autres centres d'intérêts régionaux.
 - *Schlechtwetter-Tourismus entwickeln.*
 - o Ne plus développer le tourisme ou favoriser le tourisme doux.

- **Rives, sentier du lac :**
 - o Maintenir dans son état actuel.
 - o *Aussichtspunkte auf See zu verbessern (Schilf).*





- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - o *Einkaufsmöglichkeiten verbessern -> Lokale Produkte fördern/verkaufen.*






- **Station de ski :**
 - o Se tourner vers un tourisme estival (réchauffement climatique).
 - o *Wintertourismus nicht weiter entwickeln.*
 - o *Weiterentwicklung Bergbahnen muss möglich bleiben.*

- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone, etc.) :**
 - o Pas de VTT dans le Breccaschlund.
 - o Canaliser la pratique du VTT.
 - o Créer des liens avec Charmey et Jaun (itinéraire de VTT).

Commentaires :

Fréquentation, flux de visiteurs, trafic, parcage

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Accessibilité** facile été comme hiver.

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation ponctuelle :**
 - o Trop de personnes le dimanche / tourisme journalier important.
 - o Conflit d'intérêt entre les habitants et les touristes.
- **Trafic, circulation :**
 - o Dans la vallée et autour du lac.
- **Problématiques du parcage :**
 - o Places de parc mal intégrées.
 - Secteur de la Gypsera.
 - Schwarzsee Bad.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Résoudre les problèmes de parcage (capacité d'accueil, impact paysager) :
 - o Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir peu attrayante.
 - Envisager la requalification paysagère de ce secteur (parking bétonné).
 - *Parkhaus, Dorfkern aufwerten.*
 - Améliorer l'espace et les aménagements publics.

Commentaires :

Alpages, forêt et économie alpestre

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Economie alpestre** (*Alpwirtschaft*) à l'origine de la mosaïque paysagère forêt / pâturages.
 - o Culture alpestre (patrimoine matériel et immatériel) - *Wertschöpfung*.
- **Chalets d'alpage** (*Alphütten*) bien utilisés et habités pendant la saison estivale.
- **Production à l'alpage** (Balisa Alp, Alpkäse Seeweid).
- **Trockensteinmauern**.
- Dualité pâturage/forêt avec fonction protectrice.

Atteintes, menaces :

- **Manque de valorisation** de la **production de lait** dans les alpages.
- *Wald im Talboden zu stark geschützt*.
- *Verbuschung der Weiden* / déprise agricole.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- *Alphütten erhalten und pflegen*.
- Maintien de l'activité pastorale et alpestre :
 - o Entretien des drainages.
 - o Favoriser la production locale de produits d'alpages (fromages).
- Mise en valeur et vente de produits locaux (fromages d'alpage, produits laitiers) aux touristes et visiteurs.
 - o Fromagerie visible à l'entrée du Lac Noir.
- Réfection soignée de routes alpestres dans un souci d'harmonie paysagère (choix du revêtement).
 - o *Zufahrten erhalten, begrünen, gut integrieren*.

Commentaires :

Espaces bâtis et cadre de vie

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les **quartiers d'habitation** sont localisés dans la vallée et non visibles depuis le lac.
 - o *Quartiere am richtigen Ort / gut integriert.*
- Lac Noir est aussi un lieu de vie pour les locaux :
 - o Places de travail liées au tourisme.
- **Religiöses Kulturgut**
 - o *Weg + Bergkreuze*
 - o *Kulturerbe (Bergkreuze, Kirchen, etc,...)*
- **Bestimmungen im GBR sind restriktiv.**

Atteintes, menaces :

- Quartiers de **résidences secondaires** (état de fait).
- Certaines résidences secondaires dispersées.
- **Panneaux solaires** sur le campus.
- **Illumination** du village (attrait touristique VS dérangement de la nature).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Viser une meilleure intégration paysagère :
 - o Mieux intégrer le campus en le cachant par la forêt.
 - o *Standard erhöhen (Quartiere).*
- Laisser des possibilités de développement de l'espace bâti :
 - o *Gassera soll sich entwickeln dürfen (bis zur Strasse).*
- Protéger le bâti contre les dangers naturels :
 - o *Quartiere erhalten (Rutschung)*
- *Lebenswertes Lebensgebiet erhalten und entwickeln.*
 - o *Erhaltung Arbeitsplätze wichtig.*
- Améliorer les aménagements et espaces publics :
 - o Renforcer l'attrait du secteur de la Gypsera pour en faire le véritable cœur de la station et du village.
 - o Promouvoir la production et la vente de produits locaux en provenance des alpages.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité**/patchwork/mosaïque/maillage/mixité/hétérogénéité des composantes paysagères :
 - o Pelouses/**alp**ages/pâturages (ouverts ou boisés avec zones humides)
 - o **Forêt** dominante avec quelques rares trouées.
 - ➔ Proportion inverse par rapport aux restes des zones préalpines.
 - Paysage bien **sauvegardé** :
 - o Nature préservée.
 - o Alp
ages bien visibles.
 - o Infrastructures touristiques qui ne défigurent pas le paysage.
 - o Paysage peu habité et construit.
- **Proximité** de la ville, accessibilité pour tous : dépaysement rapide.
- Jonction entre **trois districts** et **deux zones linguistiques** :
 - o Forte **identification, attachement** régional.
 - o **Typicité fribourgeoise**.
- **Position géographique** au front des Préalpes bien visible depuis le Plateau.
 - o Paysage de **crête** qui forme une belle ligne.
- **Diversité des activités** (agricoles, forestières, touristiques, ludiques).
- Paysage bien entretenu et protégé par les privés : **Herzblut**.

Atteintes, menaces :

- Fréquentation excessive et atteinte à la tranquillité du secteur.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'équilibre entre les différentes composantes de ce paysage.

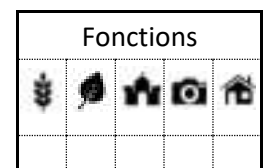
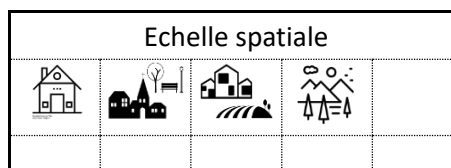
Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Vision trop nordiste avec peu de prise en compte du versant Javro et Valsainte.
 - o Il faut prolonger le PIC vers la commune du Val-de-Charmey.
- Ne pas intégrer les villages au-dessus du Mouret (Montécu, Oberied, Zénauva, Bonnefontaine).
 - o Trop de contraintes si ces secteurs sont inclus dans le PIC.
 - o Exclure la partie basse, habitée et utilisée par l'agriculture.
 - Le cœur de ce paysage ce sont la forêt et les alpages.
- Avoir une zone tampon autour du périmètre.

Points de vue



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Plus beau point de vue du canton depuis la **crête** :
 - o **Balcon** du canton de Fribourg.
 - o Visibilité sur 7 lacs.
 - o **Panorama 360°** avec vue sur le Plateau et le Jura et les Préalpes de l'autre côté.
- **Trouées forestières** aménagées dans la forêt du **Bürgerwald** (le long de la route qui monte au Crau Rappo) pour dégager la vue.

Atteintes, menaces :





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Installer une table panoramique directement à l'arrivée du Télémixte.

Commentaires :

Crête Müschenegg – Cousimbart – La Berra

Echelle spatiale				
				
			X	X

Fonctions				
				
X	X		X	X

Valeurs, atouts :

- **Vue** spectaculaire (cf. rubrique apparentée).
- **Accessibilité** et **facilité** de la marche.

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation** qui entraîne la **destruction** des alpages et le **piétinement** des pâturages.
- Difficulté de faire changer le **comportement des gens** (fermeture de sentiers, respect de la zone de tranquillité), surtout lorsqu'il s'agit d'indigènes qui sont souvent les plus réfractaires.
- Secteur **Crau Rappo** :
 - o Manque de **places de stationnement** lors des pics de fréquentation.
 - o Flux important de voiture qui emprunte la **route du Bürgerwald**.
- Secteur **Cousimbart** :
 - o **Piétinement** du pâturage car il n'y a pas de chemin clairement défini pour monter à la croix sommitale.

Diagnostic





Mesures, actions possibles :






- **Informers, sensibiliser** les visiteurs :
 - o Création d'un **sentier thématique**.
 - o Organisation de **visites guidées** avec des naturalistes ou associations de protection de la nature afin de sensibiliser le public (classes, petits groupes).
 - Projet initié par les remontées mécaniques mais en *standby* car manque de réponse du côté de Pro Natura et du WWF.
 - Collaboration possible avec le PNR Gruyère-Pays d'Enhaut.
- **Canaliser le flux de visiteurs** et **cibler la fréquentation** sur des secteurs spécifiques :
 - o **Prioriser/cibler l'entretien** de certains sentiers.
 - Réduire le nombre de sentiers en les entretenant et délimitant mieux.
 - o Former et mettre en place des *Rangers* pour **guider** et **informer** les visiteurs et les **verbaliser** dans le pire des cas.
 - Des Rangers distribuent déjà des amendes dans la zone de tranquillité en période de restriction.
 - o Favoriser le développement touristique et l'attractivité du côté de La Berra mais ne pas augmenter la fréquentation du côté de Crau Rappo.

Prospection

Commentaires :

Route d'accès, sentiers, chemins pédestres

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Valeurs, atouts :

- Crau Rappo accessible en voiture.
- Bon réseau de sentiers pédestres plutôt bien entretenus.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Pas d'accès au Crau Rappo par la route en hiver.
- Flux de voitures important et problématique de parcage sur la route du Bürgerwald.
- Qualité de l'aménagement et du revêtement des routes d'accès dans les alpages.
- Accessibilité restreinte depuis Plasselb avec les voitures.
- Conflits entre VTT et randonneurs.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Eviter le goudronnage des sentiers et chemins fréquentés par les promeneurs.
- Ouvrir la route vers le Crau Rappo en hiver.
- Faire des pistes distinctes pour les VTT et les promeneurs.
- Favoriser les accès aux véhicules motorisés pour l'entretien de la forêt et le maintien des alpages.
- Améliorer la possibilité d'accès aux buvettes.
- Trouver un consensus entre le besoin de circuler pour l'entretien des alpages et forêts et la qualité d'aménagement des chemins pour les promeneurs.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X				

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Patrimoine **religieux** :
 - o Croix.
- **Chalets d'alpage** : cf. rubrique spécifique.
- Petits **hameaux** avec **fermes isolées**.

Atteintes, menaces :

- Manque d'explications/**informations/communication** aux touristes et à la population locale sur ce patrimoine.
- **Fermes peu entretenues** à causes des dispositions trop fortes :
 - o Contraintes légales et financières trop importantes pour les propriétaires.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Soutenir** davantage les propriétaires des chalets d'alpage pour un entretien et des rénovations bien intégrées dans le paysage.
 - o La protection ne doit pas représenter un coût supplémentaire pour les propriétaires.
- Donner la possibilité de **rénover les fermes** en évitant les dispositions trop strictes.
- Eviter les **toits en tôle** en couleurs « vives » sur les chalets d'alpage.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Harmonisation** des constructions.
- Chalets d'alpage.
- La **Holena** : harmonie de construction grâce au RCU.
 - o Construction de type chalet.

Atteintes, menaces :

- **Quartier sans harmonie** sur les hauts du Mouret.
- Dispositions pas assez contraignantes dans le **RCU**.
- Certaines constructions sont à l'**abandon** ou pas valorisées.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- **Améliorer les dispositions RCU** « constructions et paysage ».
- **Eviter les toits en tôle** en couleurs « vives » sur les chalets d'alpages.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Activités diversifiées :**
 - o **Bonne séparation des utilisateurs** VTT et promeneurs (cf. nouvelles pistes Berrabike).
 - o Activités estivales et hivernales bien développées.
 - **Canons à neige** qui assurent un certain enneigement.
 - o Attrait des **remontées mécaniques**.
 - o Nombreuses **buvettes** (valeur ajoutée).
 - o **Place de jeux**.
- **Accessibilité** situation géographique :
 - o **Dépaysement** « rapide d'accès » à proximité d'un grand bassin de population.
- **Sentiers pédestres :**
 - o Bon réseau de sentiers pédestres plutôt **bien entretenus** et **bien signalisés**.
 - o Accès pour les **personnes à mobilité réduite**.
 - o Accès aux **sommets** depuis les remontées très facile.

Atteintes, menaces :

- Cheminements **VTT sauvages**.
- Tracé **VTT** « agressif » (trop visible) sur le tronçon du haut.
- **Parking** du Crau Rappo complet quelques jours par année.
- *Grottes als Kraftort* plus accessibles en voiture et pour les handicapés.
- **Randonneurs à ski** récalcitrants ou mal informés qui sortent des itinéraires autorisés et entrent dans la zone de tranquillité.
- **Ski de randonnée** trop limité à cause de la zone de tranquillité.
- *Schneeschuhlaufen auf Berra beschränken*.
- Mauvais accès à la **Gérine**.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Travailler à un **concept VTT** au niveau cantonal (Bikekonzept).
- Améliorer l'**accessibilité aux buvettes**.
 - o Ouvrir la Filistorfena.
- Promouvoir le **tourisme d'été**.
- Développer et **concentrer l'offre touristique** sur le secteur la Berra.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité écologique** mène à une qualité esthétique.
- Paysage de **marais**.
- **Zone de tranquillité**.
- **Grand massif forestier** « sauvage ».
- **Belles lisières forestières**.
- **Alternance** massif forestier agricole et cordons boisés.

Atteintes, menaces :

- Dérangement lié à la pratique du **VTT**.
- **Dangers naturels** sur les versants qui menacent les villages en aval (crues, glissements).
- Avancée, **fermeture** de la forêt.
- **Néophytes** au bord de la Gérine.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Ne pas trop développer l'accès à la **zone de tranquillité**.
- Sanctionner le non-respect des règles de la **zone de tranquillité**.
- Entretien des **cours d'eau** dans la zone à l'aval.
- Lutter contre les **néophytes** au bord de la Gérine.

Commentaires :

Agriculture, économie alpestre

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Economie alpestre** importante et active.
- **Chalets d'alpage en bon état.**
- Qualité des **haies** qui forment de belles structures dans les zones basses du PIC (hauts du Mouret et de St-Sylvestre).

Atteintes, menaces :

- Avancée de la forêt et **déprise agricole.**





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Conserver la bonne collaboration entre tourisme et agriculture.
- Lutter contre l'avancée de la forêt, la fermeture des trouées forestières et la déprise agricole.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les privés prennent déjà soin du paysage.
- Actuellement : **consensus** pour contenter chacun. Bon **compromis** pour **concilier** les différents intérêts.

Atteintes, menaces :

- Manque de **coordination** des différents acteurs : Qui agit ? Qui paie ?
 - o Propriétaires fonciers.
 - o Communes.
 - o District.
 - o Canton, etc.
- **Trop de restrictions**/règlements/interdictions stricts (« bâton dans les roues », « mise sous cloche ») et manque de possibilités d'actions :
 - o Pour les propriétaires.
 - o Pour les paysans, exploitants.
 - o Pour les gestionnaires de la station.
- Une **surprotection** peut se révéler contreproductive :
 - o Rejet de la part de ceux qui vivent dans ce paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Veiller à ne pas imposer trop de restrictions pour les propriétaires et usagers du paysage.
- Coordination avec l'Association agricole pour la qualité du paysage (3 régions différentes).
- Laisser une certaine liberté d'action sur le secteur des pistes de ski actuelles.
- Ne pas reproduire ce qui a été fait avec la zone de tranquillité :
 - o Sentiment d'une différence entre la mise en œuvre et ce qui avait été dit auparavant.
- Impliquer les propriétaires terriens dans les projets.
- Viser une synergie entre les acteurs publics et privés.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Harmonie** / rapport / mélange / diversité du paysage :
 - o Nature / culture / patrimoine / tourisme.
 - o Lac avec montagnes en arrière-plan.
 - o Patrimoine naturel, historique, religieux, etc.
 - o Bon rapport construit/vert avec une urbanisation peu visible et un aspect naturel et vert dominant.
 - o Calme, tranquillité, sérénité, cadre magnifique, carte de visite.
 - o Aspect sauvage, changeant, magique.

- Le **lac artificiel** comme élément central :
 - o **Artificialité** : « *le fruit d'un mur* ».
 - Paysage, tel qu'il est, est récent (70 ans) mais déjà une forte **identification**.
 - Intérêt/valeur paysagère artificielle qui **s'apparente à un élément naturel**.
 - Fluctuation du niveau d'eau : paysage changeant qui constitue sa rareté.
 - Permet l'accès pédestre à l'Ile d'Ogoz.
 - o **Ouverture** : le lac offre un recul et une vue large sur les Préalpes.
 - Arrière-plan montagneux qui contraste avec l'horizontalité du lac.

- **Points de vue** :
 - o Le Biffé, colline en Simon, viaduc, Pont-la-Ville, Echarlens.

Atteintes, menaces :

- **Fluctuation du niveau du lac** qui est moins attrayant en hiver.
- **Modification** significative du fragile **équilibre** typique de ce paysage.

Prospectio
n

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'harmonie entre espaces bâtis, naturels et agricoles.

Commentaires :





Périmètre






Remarques/commentaires :

- Extension jusqu'au Gibloux.
- Intégrer le Gibloux et les Monts-de-Riaz.
- Monter jusqu'à Avry-devant-Pont.
- Ne pas intégrer l'est d'Echarlens.

Nature

(écologie, biodiversité, dangers naturels)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Rives boisées.**
- Partie nord **sauvage** (resserrement entre l'île d'Ogoz et le barrage de Rossens).
- **Réserve forestière** « En Biffé ».
- **Réserve OROEM** de Broc.

Atteintes, menaces :

- **Dangers naturels** : rives instables à proximité de Villarbeney.
 - o Instabilités des rives du lac.
- Présence de **moustiques** dans la région de Broc.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Veiller à une bonne remise en état des gravières.
- Replanter des saules dans la région de Broc (vieillessement des arbres).
- Protéger l'île des oiseaux (Gumefens).
- Préserver les boisements le long des ruisseaux.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

Diagnostic





- **Etagement urbain, mitage du territoire :**
 - o Explosion/extension du bâti au SO du PIC.
 - o Terrasse d'Ogoz (Riond Bosson) est une faute, cas similaire à éviter.
 - o Construction trop proches des rives.
- **Mauvaises intégrations paysagères des constructions** (franges urbaines et rurales).
 - o Volonté d'avoir de la vue depuis les habitations VS boisements pour assurer une meilleure transition entre zones bâties et espace rural.
 - o Quartiers trop exposés à la vue.
 - o Rive droite au niveau du pont de Corbières : secteur moins attrayant :
 - Zone bétonnée ou de graviers avec grands bâtiments peu esthétiques.
- **Densification**, augmentation des indices :
 - o Densification des campagnes.
 - o Disproportion des différentes constructions dans les villages, disharmonie.
- **Manque d'harmonie du tissu bâti :**
 - o Type d'habitat (villas) très mal intégré en rive droite.
- Villages avec un fort **trafic** de passage en rive droite.






Mesures, actions possibles :

Prospection

- **Contraintes fortes et harmonisation des RCU :**
 - o Les communes doivent agir pour imposer des règles de constructions dans leur RCU.
 - o Dispositions d'harmonisation dans les RCU.
 - o Imposer plus de contraintes pour chercher l'intégration et l'harmonie paysagère :
 - Pour le développement de quartiers de villa.
 - Vision de l'architecte : « *des contraintes naît la créativité* ».
 - o Empêcher les constructions isolées.
 - o Volonté et courage de corriger les erreurs du passé.
- **Amélioration des franges urbaines et intégration paysagère du bâti :**
 - o Planter des arbres pour assurer une meilleure transition entre les quartiers de villas et l'espace environnant (cf. quartier de Corbières).

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Valeurs, atouts :

- **Environnement largement agricole :**
 - o Le **paysage verdoyant** est lié à la pratique de l'agriculture autour du lac.
 - o Agriculture comme acteur **majeur du paysage** : le travail des paysans doit être respecté et soutenu.

- **Haies, arbres isolés** encore bien présents en rive droite.
 - o Recensés et protégés par l'association agricole pour la qualité du paysage :
 - Les communes doivent dénoncer ceux qui détériorent ces structures.
 - Equilibre retrouvé et abandon progressif de mauvaises pratiques qui ont eu lieu durant des années.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Cohabitation avec le tourisme de masse :**
 - o Déchets dans les pâturages.
 - o Surfréquentation des chemins qui limitent/compliquent l'accès aux parcelles.

- Dégâts des **sangliers** dans la zone agricole.

- **Déversement de désherbant** sur les rives du lac pour faciliter l'accès et l'entreposage de bateaux.





Mesures, actions possibles :






- Préserver les surfaces agricoles entre les villages.
- Replanter des haies et des structures boisées en collaborant entre les associations agricoles et les communes.

Prospection

Commentaires :

Fluctuation du niveau du lac, production hydroélectrique

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Le **lac artificiel** comme élément central :
 - o **Artificialité** : « *le fruit d'un mur* ».
 - Paysage, tel qu'il est, est récent (70 ans) mais déjà une forte **identification**.
 - Intérêt/valeur paysagère artificielle qui **s'apparente à un élément naturel**.
 - **Fluctuation du niveau d'eau** : paysage changeant qui constitue sa rareté.
 - Permet l'accès pédestre à l'Ile d'Ogoz.
 - Paysage « désertique » apprécié par certains.
 - Lac avec différentes facettes.
 - o **Ouverture** : le lac offre un recul et une vue large sur les Préalpes.
 - o Arrière-plan montagneux qui contraste avec l'horizontalité du lac.
- **Production d'énergie renouvelable.**

Atteintes, menaces :

- **Niveau du lac en hiver** : paysage moins attrayant/attractif pour le tourisme.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Concilier au mieux production hydroélectrique et attrait touristique du lac fortement lié à son niveau de remplissage.
- Défi du dérèglement climatique et du changement de gestion hydraulique et énergétique qui en découle.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir / accès au lac

Echelle spatiale				
	X		X	

Fonctions				
			X	X

Valeurs, atouts :

- **Bonnes infrastructures touristiques actuelles :**
 - o Chocolaterie de Broc, camping de Gumefens, plage des Laviaux, Golf de Pont-la-Ville.
 - o Accès possible au lac sans coupure (voie de chemin de fer ou urbanisation).
 - o Activités touristiques liées au lac :
 - Activités nautiques.
 - Port de la Serbache.
- Bon réseau de **sentiers pédestres** notamment le **sentier du lac de la Gruyère**.
 - o Projet Novilé en cours (valorisation, sensibilisation).
- **Vues** depuis les voies de communication.
 - o Cf. viaduc et motel de la Gruyère.

Atteintes, menaces :

- Problématique du **parcage** :
 - o Parkings pleins et parcage sauvage le long des routes.
 - o Mauvaise utilisation des parkings par les promeneurs liés à un manque d'information.
 - o Concept régional de gestion des flux et du parcage.
 - Concept proposé par l'ARG avec parkings payants mais manque d'action et de synchronisation au niveau des communes.
 - o Accès aux parcelles difficile pour les agriculteurs.
- **Surfréquentation** des rives :
 - o Grand changement en 10 ans :
 - Forte envie de développement touristique et d'exploitation du lac pour les loisirs.
 - « Les Gruyériens se tournent vers le lac et plus seulement vers les montagnes ».
 - o Manque d'information aux visiteurs de la part des communes :
 - Pas d'informations aux visiteurs ni de canalisation des usagers.
 - o Problèmes de sécurité : accès impossible aux ambulances sur certains secteurs, notamment les Laviaux.
- **Comportement** inadéquats des usagers :
 - o Camping sauvage.
 - o Dégâts au niveau de la forêt par les campeurs.
 - o Déchets malgré des points de collectes et nombreuses poubelles.

Diagnostic

- **Cohabitation utilisateurs/paysans :**
 - o Flux important de voitures et stationnement sauvage :
 - Empêchent les machines agricoles de circuler librement.
 - o Dégâts et déchets sur les surfaces agricoles.

- **Offres et aménagements touristiques insuffisants :**
 - o Manque de **structures d'accueil**.
 - o Manque d'accès pour les baigneurs et de véritables **plages**.
 - o Peu d'offres d'**hébergements** et de **restauration** à proximité du lac.

- **Fluctuations saisonnières du niveau d'eau :** contrainte (courte période) pour le tourisme.
- **Goya Onda** ou autre projet disproportionné.

Mesures, actions possibles :

- **Parcage :**
 - o Aménager des places de stationnement provisoires en été.
 - o Créer un réel concept de stationnement autour du lac à l'échelle régionale en lien avec une offre globale d'activités touristiques liées au lac (cf. les propositions de l'ARG).
 - o Parkings payants.
 - o Grand parking dans la plaine de Broc pour concentrer le parcage.

- **Mobilité douce :**
 - o Améliorer la mobilité douce (vélo).
 - o Développement d'infrastructures pour le vélo et d'offres pour les cyclistes.
 - o Navettes lacustres électriques ou solaires pour relier les rives gauche et droite :
 - Nécessite l'installation de bornes et de quais sur les rives.

- **Infrastructures / aménagements :**
 - o Améliorer les aménagements et accès au lac.
 - Concept global d'accès à l'eau.
 - Bien maîtriser les installations.
 - Favoriser l'accès au lac pour la « plage ».
 - o Concentrer / ordonner les activités (cf. Gumefens).
 - Maintenir une difficulté d'accès au lac (au moins dans les secteurs aujourd'hui peu fréquentés).
 - Canaliser les visiteurs.
 - o Elargir les offres d'hébergements et de restauration (*food trucks*).
 - o Favoriser la consommation locale par les utilisateurs du sentier du lac.
 - Les villages alentours ne profitent pas suffisamment des retombées de l'attrait touristique qu'offre le lac.

Commentaires : Tension entre la préservation (« mise sous cloche ») et le partage (« exploitation touristique ») de ce paysage : il faut trouver un compromis, un juste milieu.

Secteur montagnard

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Chalets d'alpage à l'abandon.
- Peu d'accès aux secteurs montagneux en rive droite (routes interdites à la circulation).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver les alpages.
- Maintenir les toits en tavillons.
- Soutenir la rénovation des chalets d'alpage.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Ile d'Ogoz.
- Bâtiment d'Electrobroc : patrimoine architectural et industriel.
- Pont de Thusy.
- Viaduc de l'autoroute.
- Chocolaterie Cailler (Patrimoine industrielle).

Atteintes, menaces :

- Absence de mise en valeur et masquage par la végétation.

Prospection

Mesures, actions possibles :





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Aspect **sauvage, brut, naturel, exceptionnel, spectaculaire, majestueux, intact, unique** de ce paysage.
- **Contraste, harmonie, diversité**, dialogue entre :
 - o La **rivière** et ses méandres.
 - o Les **forêts**.
 - o Les **falaises**.
 - o Les **espaces ouverts** et cultivés.
- A grande échelle : **coupure verte** et secteur sauvage sur le plateau fribourgeois fortement urbanisée.
- Paysage parsemé d'**éléments bâtis à forte valeur patrimoniale** (architecturale, culturelle, religieuse, historique et archéologique) et bien intégrés dans cet écrin, ce décor.
- **Calme**, tranquillité sonore.
- **Terrasses agricoles** dans les méandres :
 - o Marqueur d'une activité humaine qui contribue à l'intérêt (contraste) du paysage.

Atteintes, menaces :

- **Perte de l'équilibre** entre les différentes composantes qui font la qualité et la spécificité de ce paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Bien gérer les zones à bâtir à proximité du PIC.
- Cf. mesures plus spécifiques des autres catégories thématiques.





Commentaires :






Périmètre

Remarques/commentaires :

- Exclure le camp de gitans de Châtillon.
- Proposition : Intégration d'une partie de la Gérine

Points de vue

Echelle spatiale				
				
			X	X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vue depuis le château d'Illens grâce au déboisement qui a créé un dégagement sur la Sarine.
- Vue depuis les falaises qui dominant la centrale hydroélectrique.

Atteintes, menaces :

- Peu de points de vue sur le canyon et la Sarine depuis les hauteurs.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Aménager des points de vue et des trouées forestières.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage au **caractère sauvage et naturel**.
- **Habitats** pour la faune et la flore :
 - o Nombreux **petits biotopes** et **niches écologiques**.
 - Cf. Planafaye ou La Souche (rive gauche) où des biotopes ont été créés.
 - o **Faune diversifiée** :
 - Colonie de Chamois.
- **Canyon** avec ses **méandres** :
 - o **Falaises** :
 - Roche intacte.
 - Intérêt géologique (roche sédimentaire, géotope).
 - Habitat spécifique pour l'avifaune.
- **Forêt** « intacte » :
 - o Réserves forestières de la Souche et de la Petite Sarine.
- Les graviers aux abords du PIC sont importants pour la **nappe phréatique** et la zone de captage pour la ville de Fribourg.

Atteintes, menaces :

- Pollution du site de la **Pila**.
- **Augmentation de la pression anthropique** sur des secteurs aujourd'hui très peu fréquentés.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Canaliser le flux de visiteurs sur des secteurs déjà fréquentés actuellement.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage parsemé d'**éléments bâtis à forte valeur patrimoniale** (architecturale, culturelle, religieuse, historique et archéologique) qui constituent des traces ou des vestiges du passé bien intégrés dans cet écrin, ce décor naturel.
 - o **Abbaye d'Hauterive** :
 - Joyau, « hotspot » patrimonial du PIC.
 - o **Ruines d'Arconciel.**
 - o **Château d'Illens.**
 - o Site archéologique de **Châtillon-sur-Glâne.**
 - o Site archéologique de **la Souche.**
 - o **Barrage de Rossens** :
 - Panneau explicatif sur l'ouvrage et la production hydroélectrique.
 - Possibilité de visites guidées.
 - o Bâtiment « **l'Hôtel** » le long de la route d'Hauterive.

Atteintes, menaces :

- Projet d'extension de la **décharge de Châtillon** qui risque de détruire une zone d'intérêt archéologique.
- Désagrégation, déprédation des ruines (érosion, altération chimique, racines des arbres).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Préserver les sites historiques.
- Gérer la forêt pour mettre en valeur le patrimoine historique et en limiter la désagrégation.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
				
X			X	

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Espace de **loisir**, de **délassément** et de **repos**.
- Espace **gratuit**.
- **Calme, tranquillité**, « Tourisme doux ».
- Attractivité de l'**Abbaye d'Hauterive**.

Atteintes, menaces :

- Coexistence/cohabitation entre les **piétons**, **VTT** et **chevaux**.
- **Paddle** interdit mais pratiqué sur la Sarine.
- **Fréquentation excessive** du site de l'Abbaye.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Mieux gérer et aménager les espaces de détente.

Commentaires :

Sentiers, chemins pédestres

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Valeurs, atouts :

- Chemin entre la Tuffière et Hauterive.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Sentier Hauterive – La Tuffière :**
 - o Impossibilité de rester au bord de l'eau car il manque une **passerelle**.
- Un certain nombre de sentiers finissent en **cul-de-sac**.
- Coexistence/**cohabitation** entre les piétons, VTT et chevaux.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Refaire le pont de la Souche en visant une meilleure intégration paysagère.
- Assurer la continuité du sentier Hauterive – La Tuffière en construisant une passerelle au niveau de la Souche.
- Créer, prolonger des sentiers didactiques et historiques.
 - o Relier les points forts des gorges par un sentier continu, au fil de l'eau.
- Créer des liaisons entre les différents sentiers pédestres au sud du PIC : boucle pédestre plus sauvage.
- Empêcher l'accès en véhicule au sud du PIC est en statu quo.

Commentaires :

Accès à la Sarine

(parcage, fréquentation, aménagement)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les rives de la Sarine sont **peu accessibles et fréquentées** au sud du PIC (Petite Sarine).
 - o La difficulté d'accès est perçue comme un point positif, garant de la tranquillité et de la préservation du site.

Atteintes, menaces :

- La **surfréquentation** est cantonnée à deux secteurs accessibles en voiture :
 - o **Hauterive** (rive droite et gauche) :
 - Surfréquentation : déprédations, déchets, nuisances, chiens sans laisse, etc.
 - Très important trafic automobile aux heures de pointes.
 - Problématique du parcage avec saturation des places existantes lors des pics de fréquentation (weekends estivaux).
 - o Le **Port de Marly** :
 - Accessibilité et proximité de Marly.
 - Surfréquentation : déprédations, déchets, nuisances, chiens sans laisse, etc.
 - Problématique du parcage avec saturation des places existantes lors des pics de fréquentation (weekends et soirées d'été).

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Maintenir le flux de visiteurs sur les secteurs déjà accessibles actuellement.
- Canaliser le flux et organiser les rives très fréquentées avec des aménagements bien établis :
 - o Places de pique-nique.
 - o Zones de grillade pour éviter la multiplication des foyers sauvages.
- ➔ Vision contraire également exprimée : plus d'aménagement attireraient plus de monde.
- Désengorger l'axe via Hauterive en déviant le trafic vers le futur viaduc Marly-Matran.
 - o Réaménagement du secteur après la mise en service du viaduc.
- Réorienter le parcage sur le site de Grangeneuve pour accéder à l'Abbaye d'Hauterive et aux rives adjacentes (chemin déjà existant).
- Ne pas créer de nouveaux sentiers dans les zones aujourd'hui peu fréquentées.
- Favoriser l'accès en transport en commun.

Commentaires :

Exploitation

(Agriculture, hydroélectricité, gravières, décharge)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage exploité par l'homme pour l'agriculture, l'énergie et les matériaux de construction. (interaction homme-nature).

Atteintes, menaces :

- **Exploitation hydroélectrique :**
 - o Centrale hydroélectrique d'Hauterive et lignes à haute tension.
 - o Lâché d'eau et fort marnage :
 - Problème de sécurité sur les rives.
 - Problématique écologique.
- Centrale à béton d'Invua.
- **Décharge de Châtillon.**
- **Gravières**, extraction de matériaux :
 - o Bruit, impact paysager.
 - o Durée d'exploitation plus réduite.
- **STEPS** mal intégrées sur le plan paysager (Marly).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Remise en état qualitative et bien intégrée dans le paysage des gravières (retour en ZA).
- Maintien de l'activité agricole dans les replats des méandres.

Commentaires :

Future liaison et viaduc Marly-Matran

Echelle spatiale				
				
	X		X	

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Désengorgement, réduction du trafic de la route d'Hauterive.

Atteintes, menaces :

- Nuisance sonore.
- Impact visuel lié à une mauvaise intégration paysagère.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Fermeture du pont de la Pila aux voitures après la mise en service du viaduc.

Commentaires :

Autres mesures envisagées :





- Encourager mais ne pas interdire certains types de revêtement des chemins.
- Planter des arbres isolés ou des lignées d'arbres.






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Dualité, dialogue, cohabitation et équilibre entre la nature majestueuse (parfois sauvage) et la ville riche d'un patrimoine bâti historique exceptionnel, ce qui est rare en Suisse.
- Sarine comme lien/jonction/union/cordon ombilical plus qu'une frontière entre :
 - o Ville et nature.
 - o Deux zones linguistiques et culturelles.
- Importance symbolique des ponts comme marqueurs paysagers de ce lien.
- « Fribourg comme ville dans la nature et nature dans la ville ».
- Paysage surprenant et pas visible au premier regard.
- Site préservé avec beaucoup de caractère.
- Cheminement qui passe du naturel vers l'urbain (et inversement).

Atteintes, menaces :

- Sous-utilisation de la Sarine par l'homme.
- Chemin en cul-de-sac.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Identifier/cibler/déterminer clairement les différents usages et fonctions des espaces (tronçons) qui bordent la Sarine :
 - o Zones dédiées aux activités humaines (détente, pique-nique, loisirs, promenades, activités sportives) **VS** zones gardées à l' « état sauvage » à l'écart du flux de promeneurs.
- Renforcer la dualité entre la Sarine en tant qu'élément naturel (renaturation, revitalisation) et l'espace bâti et historique.

Commentaires :

Le PIC peut être divisé en trois secteurs assez différents :

1. Le lac de Pérolles
2. La Sarine en Ville de Fribourg à proprement parler.
3. Le Secteur entre la STEP et le Pont de Grandfey.

La connexion entre la Sarine en ville de Fribourg et le secteur du lac de Pérolles est assurée par le barrage de la Maigrauge et le sentier Ritter. Il n'y a par contre pas de continuité entre le secteur des Neigles et la zone de Grandfey : malgré la passerelle des Neigles, il faut quitter les abords de la Sarine pour atteindre le viaduc ferroviaire.

Périmètre

Echelle spatiale			

Fonctions				

Remarques/commentaires :

- Intégrer le château de Balliswil.
- Fin du PIC au niveau du Pont de Grandfey qui marque le début d'un nouveau paysage (Lac de Schiffenen).
- Intégrer les ponts de Pérolles et de Grandfey dans le PIC.
- Intérêt de garder le secteur de la pisciculture dans le périmètre du PIC afin de promouvoir son intégration paysagère à l'avenir.

Dangers naturels

Echelle spatiale			
X	X	X	X

Fonctions				
	X			X

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Diagnostic
- Rive droite du lac de Pérolles : sentier interdit mais fréquenté qui croise des couloirs dangereux.
 - Erosion, altération de la molasse qui mène à des chutes de blocs et éboulements.
 - o Enjeu sécuritaire pour les promeneurs.
 - o Coordination et répartition claire des responsabilités.
 - Augmentation de la fréquence et de l'intensité des crues avec le changement climatique.
 - o Risque d'anéantissement des nouveaux aménagements le long de la Sarine.





Mesures, actions possibles :






- Prospection
- Renaturation de la Sarine : plus d'espace au cours d'eau.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Atterrissement des lacs de Schiffenen et de Pérolles.

Atteintes, menaces :

- Pollutions des sols liées à d'anciennes pratiques et exploitations (cf. l'éboulement qui a détruit un réservoir de fuel dans les années 70 dans le secteur de la Maigrauge).
- Néophytes (espèces invasives) de plus en plus problématiques avec le réchauffement climatique.
- Artificialité du lit de la Sarine (barrage) :
 - o Dynamique artificielle avec manque de sédiments en aval du barrage.
 - o Lâchés d'eau à la centrale hydroélectrique de l'Oelberg qui mènent à une grande fluctuation du régime hydrologique.
- Manque de connaissance des valeurs écologiques, de la faune et de la flore.
- Une modification de la manière d'entretenir et de gérer les forêts aura un fort impact sur le paysage, notamment dans les zones avec falaises.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Choisir un mode de gestion forestière lié à des objectifs paysagers précis.
- Ménager les oasis de tranquillité.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Funiculaire (lien haute et basse ville).
- Densité et qualité patrimoniale exceptionnelle :
 - o Fribourg découle de la Sarine (cf. fondation historique dans un cadre naturel spécifique).
- Patrimoine religieux omniprésent :
 - o Ouverture des Cordeliers au public.
- Frange urbaine qui surplombe la basse-ville.

Atteintes, menaces :

- L'Equilibre (salle de spectacle).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Salle de l'Equilibre : végétaliser les surfaces alentours.

Commentaires :

Points de vue

Echelle spatiale				
	X		X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Points de vue depuis les ponts (Grandfey, Poya, Zaehringen, du Milieu, de Saint-Jean, de la Motta).
- Point de vue sur la basse-ville depuis la route des Alpes (funiculaire).
- Vue sur la frange bâtie à forte valeur patrimoniale et les spectaculaires falaises depuis la basse ville.
 - o ex. depuis les Neigles, le Pont du Milieu, les Planches Supérieures, La Motta.





Atteintes, menaces :






Prospection

Mesures, actions possibles :

Commentaires :

Tourisme / loisirs / mobilité

Echelle spatiale				
				
X	X		X	X

Fonctions				
				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Fort potentiel (patrimoine, nature).

Atteintes, menaces :

- Surfréquentation touristique avec les nuisances qui y sont liées (bruit, déprédations, déchets).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Visite de la ville en naviguant sur la Sarine (canoë, kayak).
 - o Permet de faire la jonction entre le secteur ville et celle de Grandfey.
- Canaliser le flux de visiteurs et offrir des infrastructures/aménagements d'accueil.
- Créer des infrastructures le long des sentiers pédestres (bancs, places de pique-nique).
- Créer un sentier continu le long de la Sarine.
- Améliorer les sentiers pédestres en proposant des boucles.
- Ménager les oasis de tranquillité.

Commentaires :

Lac de Pérolles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- Atterrissement : forte valeur écologique.
- Secteur naturel exceptionnel avec présence humaine très faible.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Atterrissement : comblement et disparition du lac sur le long terme.
- Modification du paysage en fonction du type de gestion, notamment forestière, exercée sur ce milieu.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Entretien forestier : choix du mode de gestion en fonction du type de paysage voulu.
 - o « Laisser-faire » / actions ponctuelles ou volonté de maintien du paysage actuel

Commentaires :

Berge de la Sarine en ville (Maigrauge – les Neigles)

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
	X		X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses petites oasis (de calme, tranquillité, nature) au bord de la Sarine (p. ex. Le Port)
 - o Fragile équilibre entre zones urbaines et naturelles.
- Vue sur les hauteurs (voir « points de vue »).

Atteintes, menaces :

- **Entre le Pont de Zaehringen et les Neigles :**
 - o Zone à fort potentiel avec une magnifique vue sur le Bourg MAIS :
 - o Endiguement de la Sarine (ligne droite) entre le pont de Berne et les Neigles.
 - o Secteur non attractif/attractif en lui-même :
 - Absence de sentier piéton ou piste cyclable en rive droite.
 - Zone de port (centre nautique) et boudrome peu attractif et manque de lisibilité et de convivialité.
- **En Basse-ville :**
 - o Augmentation du flux de visiteurs (accompagnée de nuisances, déchets et incivilités).
 - Recherche de la fraîcheur en été (cf. réchauffement climatique).
 - o Créer un sentier continu le long du cours d'eau (projet de passerelle aux Grandes-Rames).
- **Secteur de la Maigrauge :**
 - o Entretien des talus (fauchage, prairie naturelle)

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Ménager les oasis de tranquillité.
- Identifier/cibler/déterminer clairement les différents usages et fonctions des espaces (tronçons) qui bordent la Sarine :
 - o Zones dédiées aux activités humaines (détente, pique-nique, loisirs, promenades, activités sportives).
 - o Zones gardées à l'« état sauvage » à l'écart du flux de promeneurs.
- Canaliser le flux de visiteurs et offrir des infrastructures/aménagements d'accueil.
- Prendre en considération les sensibilités et traditions locales ainsi que les intérêts des habitants :
 - o ex. attachement des habitants au terrain de foot de l'Auge.
- Les Neigles :
 - o Projet de « vrai » port avec des nouveaux amarrages : véritable zone nautique avec possibilité de naviguer vers Grandfey ou vers la ville.
 - o Veiller au maintien de la plaine agricole des Neigles.

Commentaires :

Secteur Grandfey

(les Neigles – viaduc de Grandfey)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X		X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Allée de tilleuls et château de Balliswil.
- Forêt de qualité au niveau de la biodiversité (Grabenholz).
- Magnifiques sentiers pédestres de Grabenholz et du bois de Grandfey.

Atteintes, menaces :

- Rive droite à proximité du viaduc de l'autoroute (Räsch) :
 - o Manque d'aménagements en bord de lac (pontons d'amarrage, etc.).
- Peu de traversées de la Sarine dans la partie aval (entre les Neigles et le viaduc de Grandfey).
- Peu de points de vue sur la Sarine.
- Peu d'accès à la rivière et de sentiers.
- Rives peu naturelles surtout dans le secteur de la STEP.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Construction d'une passerelle et d'un sentier dans le vallon de la Plotscha.
 - o Nouvelle proximité avec la Sarine et vue sur le pont de la Poya.
- Lien avec le sud par la rivière (canoë).
 - o Développement d'un tourisme doux sur la Sarine en direction de la ville et non plus seulement vers le lac de Schiffenen.
- Trouver des solutions pour les amarrages (Räsch).
- Permettre l'accès aux ruines de Burgstelle Kastels.
- Créer des infrastructures le long des sentiers pédestres (bancs, places de pique-nique).
- Améliorer les sentiers pédestres en proposant des boucles.
- Créer des liaisons entre le Grabenholz, le nouveau quartier du Windig et le Pont de la Poya.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Paysage intact avec peu d'atteintes et préservé de l'étalement urbain :**
 - Havre de paix, espace de délasserment, sentiment de paix et de tranquillité.
 - Côté authentique, caractère rural.

- **Diversité, harmonie, alternance entre :**
 - **Surfaces agricoles :**
 - Champs cultivés : paysage fonctionnel, actif, vivant.
 - Paysage façonné par l'agriculture.

 - **Maillage vert :**
 - Petites parcelles forestières.
 - Arbres isolés notamment de grands chênes.
 - Haies, cordons boisés, allées d'arbres, *Naturnahe Bachläufe*.
 - Grands chênes.

 - **Secteurs bâtis de qualité et isolés :**
 - Hameaux et fermes isolées.
 - **Kulturgüter:**
 - Maisons de maître, patrimoine religieux (croix, chapelles, etc.).

 - **Réseau de petites routes et de chemins d'exploitation agricole ou forestière.**

- **Situation géographique :**
 - « La campagne aux portes de la ville ».
 - Entité assez visible car entourée de secteurs densément construits.

- **Point de vue sur le PIC et au-delà.**
 - Points hauts : Pierrafortscha, Bois de Morvin, etc.

Atteintes, menaces :

- **Mise sous cloche**, réserve d'Indiens : perte du caractère vivant du paysage.
- Ouverture à **l'urbanisation**.
- **Ligne à haute tension aérienne**.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver l'existant.
- Dans la mesure du possible, enterrer la ligne à haute tension aérienne.

Commentaires :





- Pierrafortscha doit pouvoir rester un endroit où il fait bon se promener et vivre. C'est à préserver pour les générations futures.
- Paysage enchanteur, petite enclave témoin intact d'un passé proche et d'un façonnement par l'homme du paysage naturel. Fonctionnement orienté vers la promotion de la biodiversité.






Périmètre

Remarques/commentaires :

- Voir la carte.
- Intégration des **gorges du Gottéron** :
 - o Mais les gorges du Gottéron n'ont pas la même typologie que le PIC Pierrafortscha, ou celui de la Sarine en ville de Fribourg.
 - o Paysage d'importance mais de taille restreinte : se poser la question de son intégration.
- Prolonger au sud jusqu'à la **Gérine**.
- Revoir le secteur à l'est de la **Schürra**.
- Potentiel extension à l'Est **d'Obertswil**.
- Attention aux « *bugs* » des limites qui ne se superposent pas bien aux lisières.

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Grandes surfaces agricoles :**
 - o *Landwirtschaftliche Flächen sind grosszügig.*
- Exploitation agricole **fonctionnelle, vivante, active**, etc.
 - o Le paysage résulte d'une activité agricole (paysage anthropique).
 - o *Landwirtschaftliche und forstwirtschaftliche **Nutzung**.*
 - o *Die **aktive Landwirtschaft**.*
- **Vente directe** de produits agricoles au Claru et à Morvin.

Atteintes, menaces :

- Développement ou **agriculture intensive**.
- **Restrictions** trop fortes pour les agriculteurs.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Laisser un potentiel d'adaptation pour l'agriculture :
 - o *Landwirtschaftliche Entwicklung muss möglich sein.*
 - o *„Die Landschaft ist so weil sie sich entwickeln konnte, der grösste Fehler wäre sie in ihrer zukünftigen Entwicklung zu bremsen“*
 - o *„Landwirte sind nicht nur Privatpersonen, sie leben von ihren Betrieben“*
- Maintenir une activité agricole à échelle humaine.
- Favoriser les exploitations agricoles qui apportent une plus-value importante au produit :
 - o Vente directe, culture de légumes, bio (attractivité, mise en valeur du terroir).
 - o Exploitation rentable qui utilise moins de machines et de terrain.
- Préserver les structures paysagères.

Commentaires :

Espace et patrimoine bâti, construction

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Urbanisation sous forme de hameaux isolés et peu étendus :**
 - o Développement urbain limité :
 - Bonne préservation grâce aux périmètres ISOS.
- **Harmonie, intégration paysagère du bâti :**
 - o Bonne intégration des bâtiments agricoles.
 - o *Harmonie alte + neue Gebäude.*
- **Patrimoine :**
 - o Religieux : bien marqué et dense :
 - Croix, oratoires, chapelles.
 - o Historique, *Kulturgüter* :
 - Maisons patriciennes, de maître (*Herrenhäuser*).
 - o Rural : bâtiments agricoles anciens :
 - *Qualitativ hochstehende Scheunen, Alte Bauernhäuser.*
 - Architecture pittoresque.

Atteintes, menaces :

- **Constructions peu intégrées :**
 - o Manège de Villars-sur-Marly : exemple à ne pas reproduire.
 - o *Moderne Gebäude integrieren sich schlecht (Karosserie Buntschumüli).*
- **Difficultés d'entretien :**
 - o Coûts des rénovations, réaffectation.
 - o Restrictions trop strictes, *Einschränkung der Privatbesitzer (Private, oder Landwirte).*
 - Fermes ou granges sans futur.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- *Schutz vor industriellen Anlagen, Windrädern, Photovoltaik auf Feldern.*
- Veiller à l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments.
- Permettre le maintien des bâtiments qui n'ont plus de vocation agricole.
 - o Eviter les restrictions trop strictes :
 - Laisser une certaine marge de manœuvre.
 - o Soutien financier :
 - *Finanzielle Unterstützung für Bauten.*

Commentaires :

Fréquentation du PIC, mobilité douce, promeneurs

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Valeurs, atouts :

- **Espace de délasserement, Rückzugsort :**
 - o Havre pour les promeneurs, « espace détente ».
 - o Sentiment de paix et de tranquillité.
- **Secteurs attractifs et particulièrement fréquentés :**
 - o Carrière de Chantemerle, alentours du bloc erratique, Tannholz.
 - o Mais globalement une assez bonne répartition des gens sur tout le territoire.
 - Avec quand même des inconvénients liés à la surfréquentation.
- **Situation à proximité de Fribourg, Marly, Tentlingen, St-Ursen.**

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation :**
 - o Suroccupation, Menschenmenge, Bevölkerung Druck, Übersättigung von Spaziergänger.
 - o Problématiques de trafic et de parcage apparentés (cf. rubrique suivante).
- **Cohabitation entre les différents usagers :**
 - o Promeneurs, vélos, chevaux, agriculteurs, etc.
 - Bonne actuellement mais peut se détériorer.
 - o *Biker nicht klar geregelt -> Konflikte mit Wanderern (Tannholz).*
- **Problématique des déchets (Abfall).**
- Manque d'infrastructures d'accueil (p. ex. bancs, places de parc disponibles) :
 - o MAIS pas de volonté d'en développer plus car attirerait plus de monde.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Limiter au maximum les aménagements et structures d'accueil pour ne pas attirer plus de monde.
- *Besucher sensibilisieren -> Schäden an Landwirtschaft.*
 - o *Keine Tafeln korrektes Verhalten.*
 - o *Nicht noch mehr Leute anziehen*
- Créer des cheminements réservés aux promeneurs dans le Bois du Roule.

Commentaires :

Trafic routier, parcage

Routes et chemins

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Réseau important de **petites routes** parfois non goudronnées (structure paysagère).
- **Pas de grands axes routiers.**

Atteintes, menaces :

- **Problèmes de stationnement :**
 - o Lors des pics de fréquentation (weekends).
 - o Le Brésil, Maison Rouge, Granges-sur-Marly.
 - o *Parkplatzsituation v.a. Pierrafortscha.*
- **Problèmes de Trafic :**
 - o *Zu viele Autos.*
 - o Beaucoup de véhicules qui traversent les villages lors des pics de fréquentation.
 - o Verkehr in Tentlingen (Zone 30 in Planung).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Mieux gérer la problématique du stationnement :**
 - o *Keine neuen Parkplätze schaffen.* Ne pas augmenter la capacité d'accueil.
 - o Places de parcs à l'extérieur, en périphérie du PIC.
- **Maintenir le réseau routier en l'état actuel :**
 - o Pas d'élargissement.
 - o Limiter le goudronnage.
- **Réduire/Ralentir le trafic :**
 - o *Langsamverkehrsachsen gestalten.*
 - Difficile de mettre en place des zones 30.
 - Mieux vaut limiter la capacité des places de parc pour attirer moins de monde.
 - Parkplatz besser ausschliessen an Langsamverkehr.
 - o Limiter l'accès en véhicule privé (auto, moto, VTT) pour les « touristes ».
 - o Proposer des itinéraires (*Rundwege*) entre des secteurs en périphérie du PIC avec places de parc ou accès en transport public.
- **Mieux séparer les différents usages :**
 - o *Nutzungen entflechten Auto/Fussgänger*

Commentaires :

Maillage vert : Arbres isolés, haies, vergers, forêt

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses **petites structures vertes**:
 - o Haies, allées d'arbres, arbres isolés, rives boisées.
 - o Vergers.
 - o Grands chênes (*mächtige Eichen*).
 - o *Naturnahe Bachläufe*.
- **Petits massifs forestiers** qui contrastent avec le paysage ouvert environnant.
- Bon **réseau écologique** sur le territoire.

Atteintes, menaces :

- **Maintien à long terme de ces structures paysagères** :
 - o Forte pression sur les haies et les vergers.
- **Mauvais état des arbres** :
 - o *Eichen sind z.T. in schlechten Zustand, nur wenige junger Bäume.*





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Rajeunir les arbres - *Verjüngung starten*.
 - o Anticiper le vieillissement des allées d'arbres : ne pas seulement remplacer, mais planter déjà maintenant pour les générations futures, par exemple en bordure de chemin ou routes où cela n'existe pas encore.
 - o *Förderung der Pflanzung von jungen Bäumen.*
- Assurer la compensation en cas de suppression d'arbre ou de structures boisées.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- La **coopération** (*Miteinander*) entre les différents acteurs fonctionne bien.
 - o Habitants, communes, hameaux, etc.
 - o Bon fonctionnement interne et local.
- Co-habitation - *Miteinander*.
- **Mechanismen funktionieren aktuell.**

Atteintes, menaces :

- *Angst vor Einschränkungen -> keine zusätzliche Schicht.*
- **Einschränkung des Privatbesitzer** (*Private oder Landwirte*).
- *Ein Indianerreservat für die Stadt Freiburg zu gestalten.*
 - o Mise sous cloche : perte du caractère vivant du paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Bonne information de la population.
- Soutien financier du canton.

Commentaires :





- Quel est l'outil pour préserver, voir développer les structures paysagères et leur qualité écologique ?
Payements directs cantonaux ?






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage bien structuré entre lac, villages et vignes.
- Paysage anthropique, évolutif et vivant.
- Vue sur les villages depuis le lac et la colline.

Atteintes, menaces :

- Séparation du secteur IFP et PIC.
- Non-respect de la nature et du paysage.
- Trop peu d'exigences (laisser-faire).
- **Trop de prescriptions, restrictions, de contraintes ou de complications administratives (impossibilité d'agir).**

Prospection

Mesures, actions possibles :

- 3 axes de développement : lac, villages, vignes.
- Viser l'harmonie, le charme et la tranquillité des paysages tout en garantissant une vie économique active (tourisme, viticulture).

URBAPLAN :

« Les PIC doivent soutenir, compléter et conforter les règlements existants actuellement dans la ou les communes concernées, pour apporter une cohérence globale, une harmonie d'ensemble dans les différentes politiques publiques et peut-être quelques mesures privées, afin de garantir l'authenticité et la vivacité de ces paysages. Le but est de renforcer le poids de la part sensible et subjective du « paysage » dans la pesée d'intérêts. »

Commentaires :

- Deux sous-unités distinctes :
 - Les villages à l'est.
 - Le vignoble et la rive plus naturelle à l'ouest.
- Le PIC est perçu depuis les espaces privés (habitations/jardins), publics (rue) et depuis le lac ou la rive sud.
- L'ambiance générale est qualifiée ainsi : « charme, bucolique, paisible, préservé, qualité de vie ».
- Le paysage peut être perçu comme « touristique » (carte postale / réserve d'indiens) mais en réalité il est vivant. Il est actif grâce aux habitants, emplois, et au tourisme.

Points de vue

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vue sur les villages préservée depuis le lac et la colline.
- Le lac offre un grand dégagement vers le sud.

Atteintes, menaces :

- **Arbres et bâtiments trop hauts qui masquent ou pourraient masquer la vue sur le lac.**
- **Densification et hauteur excessive du bâti :**
 - o Absence de dégagement/trouée entre les maisons qui limite la vue sur le lac.
- Pas de vue sur le lac pour les automobilistes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Dégager des vues sur le lac.
- Limiter la hauteur des arbres pour maintenir la vue depuis et sur le lac.
 - o Gérer le boisement et retravailler la lisière au bord des rives.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Beaucoup de belles maisons.
- Villages aux valeurs patrimoniales fortes (reconnues et entretenues).
- Clochers des églises.

Atteintes, menaces :

- Môtier : « écrasement » du vieux village médiéval





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Soutenir financièrement la rénovation.

Commentaires :

Vignoble

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vignes en terrasses bien entretenues.
- Activité viticole essentielle comme témoin de l'activité humaine.
- Vignoble permet de protéger l'aspect naturel du paysage.

Atteintes, menaces :

- Sentier viticole très fréquenté par les touristes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Conserver les **activités en lien avec les vignes** dans les villages.
- Maintenir l'activité viticole.
- Mettre en valeur le vignoble entre Môtier et Guévaux.
- Préserver les **rosiers** dans les vignes (typiques de la région).
- Favoriser le maintien des **capites** qui ne sont plus fonctionnelles aujourd'hui. Transformation/reconversion de ces cabanons.

Commentaires :

Mobilité

Echelle spatiale				
	X	X	X	X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Sécurité des piétons et cyclistes (Môtier, Mur).
- Trop de places dédiées au **parcage** des véhicules.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développement de la mobilité douce (vélos).
- Amélioration de la sécurité des piétons et cyclistes (Môtier, Mur).
- Le maillage de modes doux et les accès à la région (bateau, TIM, TP et modes doux) sont à améliorer et coordonner

Commentaires :

Tourisme/loisirs

(voir aussi les thématiques « mobilité » et « aménagement du bord de lac »)

Echelle spatiale				
X	X	X	X	X

Fonctions				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Diversité des offres touristiques.
- Sentier viticole prisé des touristes.

Atteintes, menaces :

- **Pression touristique** / développement excessif du tourisme :
 - o Pas de « villages-musées » comme Gruyères.
- Saleté en bordure du lac liée à la fréquentation touristique.

Prospection





Mesures, actions possibles :






Commentaires :

-

Espaces publics et cadre de vie

(hors-bord de lac)

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Zones libres au milieu des villages et de la ZAB : jardins, vergers comme poumons verts.
 - o Pérennité garantie par les règles communales actuelles.
- Structure de l'espace liée aux axes de communication.
- Villages rues.

Atteintes, menaces :

- Densification du bâti : absence de dégagement/trouée entre les maisons qui limite la vue sur le lac.
- Urbanisation et extension du bâti sur les hauts de Môtier (quartier de villas de Lugnorre) et dans le secteur de Grévaux.
- **Quartiers de villas** récents qui dénaturent la typicité du paysage.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Prioriser le cadre de vie :
 - o Développement des espaces publics (places).
 - o Développement de l'espace public aux abords de la route Guévaux-Môtiers.
 - o Trouver un bon milieu entre l'espace construit et les zones vertes (jardins, vergers, vignes).
- Développement du bâti :
 - o Maintien des activités et des résidences principales.
 - o Maintien et entretien de la typicité des villages de Praz et Môtier (bâtisses, rues, etc).
 - o **Limiter/stopper l'urbanisation, la densification et les constructions au-dessus de Môtier (Lugnorre) et dans le secteur Guévaux.**
 - o Eviter le développement de quartiers de villas.
 - o **Ne pas augmenter les contraintes au niveau constructif.**
- Solutionner le **parking** des véhicules (tourismes et habitants).
- Recréer des vergers.

Commentaires :

Aménagement du bord de lac

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Pontons individuels :**
 - o Structurent la rive (séquence).
- Sables des rives et roselières entre les pontons marquant la présence de la nature.

Atteintes, menaces :

- Saleté en bordure du lac liée à la fréquentation touristique.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- **Aménager une vraie plage.**
- **Créer / prolonger le sentier le long du lac entre Praz et Guévaux.**
- Préserver l'état actuel des berges en assurant un passage piéton continu (limiter le béton).
- **Développer (améliorer, agrandir) les espaces publics bien intégrés à proximité du lac pour offrir des lieux de détente et de loisir et renforcer l'attractivité (tourisme, cadre de vie).**
- Améliorer, valoriser l'accès aux rives du lac (sentier, plage, activité).

Commentaires :

- URBAPLAN : l'accès à l'eau : les lieux de baignade et points d'amarrage sont à aborder. Ils peuvent être résolus dans le plan directeur des rives (en cours).

Thématiques non abordées :

Nature :

La nature est toujours mentionnée dans son rapport à l'homme (vignes, jardins, vergers, haies). Peu de mentions des espaces naturels *stricto sensu*.

Pêche :

Aucune mention du rôle local de la pêche mise à part l'intérêt esthétique des nombreux pontons individuels caractéristiques de la région.

Secteur nord avec le **village de Mur** non abordé.





Personne n'a parlé de la **colline**.






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Diversité / mosaïque / proximité / harmonie entre les espaces naturels (lac, forêt, falaise), terres exploités (vigne, vergers, terre agricole) et espaces bâtis de qualité.
- Un petit territoire qui concentre une très forte diversité.

Atteintes, menaces :

- Urbanisation / constructions / densification mal contrôlées et peu harmonisées.
- Manque de ressources financières.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Définir une vision cohérente et partagée.
- Maîtriser l'urbanisation.
- Etablir une charte qualité du paysage et la faire respecter.

Commentaires :

Points de vue

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Dégagements spectaculaires sur le lac
 - o Multitudes de sites : Le Crêt, Les Vergers, Réservoir, Pra Bosset, Bellevue, etc.
 - o Depuis les Crottes : écran avec vue uniquement sur l'espace naturelle (Grande Cariçaie).
 - Dépaysement (« on ne se croirait pas en Suisse »).
 - o Depuis l'arrière-pays (plateau agricole), la vue est caractérisée par le front formée par la lisière de la forêt, puis le lac et le Jura en arrière-plan. La forêt masque un peu l'impact humain sur le paysage.
- Vue sur le plateau (terres agricoles) et les Préalpes au sud.
 - o Depuis le Champ de la Pierre notamment.
- Vue depuis le lac en direction du sud :
 - o Falaise comme point de repère (unique sur le lac de Neuchâtel).
 - o Vignes et village de Cheyres au premier-plan.
- Préalpes en arrière-plan.

Atteintes, menaces :

- Difficulté voire impossibilité de s'arrêter en voiture pour profiter de la vue entre Font et Cheyres.
- Manque de structures d'accueil et de signalisation des points de vue.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Signaliser et mettre en valeur les points de vue.
- Mettre en place des structures d'accueil pour profiter de la vue et attirer les gens vers le haut du PIC : buvettes, bancs, places de piquenique).

Commentaires :

Vergers

Echelle spatiale				
				
X		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Valeurs, atouts :

- Composante essentielle et typique de ce paysage.
- Cerisier et autres arbres fruitiers en fleurs au printemps.
- Variétés locales de fruits.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Régression de ces vergers depuis le début du 20^{ème} siècle et qui se poursuit aujourd'hui :
 - o Plus de rentabilité économique, difficulté d'entretien et dangerosité de la récolte.
 - o Parfois remplacés par des courtes-tiges plus facilement exploitables.
 - o Difficile de trouver des solutions lorsque la production n'est plus viable et l'entretien devient une contrainte.
 - o Le paysage reflète une évolution de pratique, « dans l'ordre des choses ».





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Le RCU prévoit déjà que chaque maison plante un arbre fruitier sur son terrain :
 - o Mesure difficile à imposer aux citoyens.
- Aménager des secteurs où les vergers sont réhabilités et entretenus, « coin carte postale ».
- Encourager la sauvegarde des vergers existants (aide financière, intervention de la commune).
- Planter de nouveaux cerisiers (p. ex. sur les terrains communaux).
- Maintenir et favoriser les variétés locales.

Commentaires :

Vignoble

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Valeurs, atouts :

- Beauté : « paysage de carte postale », « le Lavaux fribourgeois ».
- Dimension culturelle et patrimoniale : identité de la région avec la fête des vendanges.
- Murs en pierres sèches récemment remis en état.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Abandon de l'activité viticole pour des raisons économiques.
- Extension des surfaces bâties sur les espaces aujourd'hui occupés par la vigne.
- Changement du type de production de la vigne (de gobelet à gayot).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Favoriser le maintien de l'activité viticole.

Commentaires :

Surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Valeurs, atouts :

- Espaces verts encore préservés de l'urbanisation.
- Petites structures : haies, arbres isolés, bandes herbeuses, etc.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Disparition des structures paysagères.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Développer un marché avec des produits agricoles locaux à Cheyres.
- Développer la vente directe à la ferme.
- Recréer, diversifier les structures paysagères agricoles (haies, allées d'arbres, bandes herbeuses).
- Planter des cerisiers.

Commentaires :

Nature

(faune, flore, dangers naturels)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Valeurs, atouts :

- Faune abondante et diversifiée : chamois, sangliers, tortues, multiples oiseaux.
- Vallons-ravines avec pentes boisées, échancrures dans le paysage.
- Forêts de pente entre le haut et le bas du PIC.
- IFP à proximité, lieu unique.

Atteintes, menaces :





- Destruction d'habitats ou de zones de repos de certains oiseaux (vergers p. ex.).
- Erosion des berges du lac et des falaises :
 - o Enjeux sécuritaires et de changement rapide du paysage à une échelle locale.
- Erosion dans le lit des ruisseaux qui parcourent les différentes ravines :
 - o Manque d'entretien de la forêt peut conduire à des dégâts en aval en cas de crue.
 - o Problématique de danger naturel pour la région de Cheyres.
- Décharge sauvage, *littering*.
- Forte présence de néophytes.






Mesures, actions possibles :

- Création de nichoirs ou d'autres aménagements pour les oiseaux.
- Installation de postes d'observation pour admirer cette faune sauvage.
- Mesures actives (seuils, digues de protection) et entretien des forêts pour limiter l'action érosive et le potentiel de dégâts que représentent les cours d'eau des différentes ravines.
- Mesures pour limiter l'érosion des berges (cf. castor) et sécuriser les falaises de molasse.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Château et église de Font sont l'emblème de ce paysage.
- Lieu de pèlerinage de Bonnefontaine et son chemin de Croix avec trouée sur le lac.
- Chapelle St-Joseph.
- Pont du Diable : bel ouvrage.
- Belles fermes rénovées à Châbles.

Atteintes, menaces :

- Patrimoine (religieux, anciennes carrières) peu connu en dehors des habitants.
- Contraintes de protection des biens culturels trop contraignantes.
 - o Effet contreproductif car rénovation trop compliquée et chère, ce qui conduit à un manque d'entretien de ce patrimoine.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Relier les différents éléments du patrimoine pour créer plus de cohérence.
- Informer, valoriser ces différents objets.
- Valoriser les Croix de mission et les intégrer dans des sentiers bien balisés voire thématiques.
- ex. Chemin de Croix de Bonnefontaine.

Commentaires :

Mobilité

Echelle spatiale				
				
	X	X	X	X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Cheyres bien desservi par les transports publics (gare CFF).

Atteintes, menaces :

- Sentier viticole actuel mal conçu (non continu, pas à flanc de coteau).
- Trop de sentiers « en cul-de-sac ».
- En voiture, peu de possibilité de s'arrêter pour observer la vue sur la route Font-Cheyres.
- Les trajets Cheyres-Châbles se font principalement en voiture.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Amélioration, création de **sentiers piétons** :
 - o Changer l'itinéraire du sentier viticole pour qu'il épouse mieux la topographie du terrain et reste dans les vignes (itinéraire à flanc de coteau).
 - o Mieux baliser et signaler le **chemin de Croix** qui mène à Bonnefontaine.
 - o **Relier** les éléments forts du patrimoine et les différents points de vue par un sentier.
 - o Créer des sentiers didactiques et panoramiques.
 - Mieux communiquer/informer sur l'existence de ces sentiers afin de mettre en avant leurs qualités.
- Gérer le **flux de promeneurs** et la fréquentation du PIC :
 - o Canaliser le flux de promeneurs.
 - o Aménager des places de **parcs**.
- Créer des accès de mobilité douce à Châbles (liaison plus forte et régulière avec Cheyres).
- Valorisation de la **zone haute** du PIC :
 - o Tirer les gens vers les hauteurs en déviant le **point d'attrait** qui se situe aujourd'hui uniquement en bord de lac.
- Valoriser les hauteurs pour en faire un **but de randonnée** : restaurant, buvette, place de pique-nique, points de vue aménagés, etc.

Commentaires :

Tourisme/loisirs

(cf. aussi mobilité)

Echelle spatiale				
				
X	X	X	X	X

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Le lac a un fort pouvoir d'attraction.

Atteintes, menaces :

- Les parties hautes du paysage ont un fort potentiel mais sont peu fréquentées.
 - o Le tourisme se concentre en bord de lac.
- La zone entre la gare et la plage du lac est peu attrayante.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développer le tourisme sur Châbles avec des structures d'accueil adéquates.
- Etablir des liens entre les deux parties du PIC :
 - o Transport public permettant de faire la jonction.
 - o Sentiers/parcours/itinéraires attrayants reliant le haut et le bas.
- But de randonnée sur les hauteurs (belvédère, buvette, place de pique-nique, vente à la ferme, etc.).

Commentaires :

Espaces publics et cadre de vie

Echelle spatiale				
	X			

Fonctions				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- 2 styles de villages : village-croix et village-rue.
- Place des villages avec centralisation des activités.
- Constructions harmonieuses dans le village de Châbles.
- Quartier de En Crével comme témoin d'une époque : « coin de paradis » dans les années 60.
- 2 ports de Cheyres (témoins de leur époque) :
 - o Ancien port à l'intérieur des terres.
 - o Nouveau port sur l'eau.

Atteintes, menaces :

- Quartier de En Crével : mal conçu et excentré.
- Grandes villas au-dessus de Cheyres et de ses vignes.
 - o Constructions peu harmonieuses et exposées à la vue.
- Villas et immeubles trop hauts qui masquent le vignoble (Cheyres).
- Quartier de Tivoli qui se termine en cul-de-sac.
- Cheyres : manque de lien entre le village et le lac.
- Châbles : Quartier isolé de Béthanie (dès les années 1990).
- Parcage dans les villages.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Amélioration au travers de projets déjà en cours dans le village de Cheyres.
 - o Espace au-dessus de la gare pour développement des bâtiments communaux.
- Solutionner le parcage dans les villages.
- Ne pas augmenter l'indice IBUS pour garder des zones de verdure et des potagers à l'intérieur de l'espace bâti.

Commentaires :

Botschaft 2023-DIME-231

29. August 2023

Änderungen des kantonalen Richtplans

Wir unterbreiten Ihnen, gemäss Artikel 17 Abs. 1 des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG), den Bericht über die Änderungen des kantonalen Richtplans zur Information.

Das Verfahren für die Änderungen des kantonalen Richtplans sieht vor, dass der Grosse Rat über alle wesentlichen Änderungen des kantonalen Richtplans vor seiner Annahme durch den Staatsrat informiert wird.

Der Richtplan ist ein dynamisches Instrument, das je nach Entwicklung des Umfelds und der Herausforderungen regelmässig aktualisiert werden muss. Diese Änderung ist die erste seit der Genehmigung des kantonalen Richtplans durch den Bund. Die wichtigsten Herausforderungen sind die Integration der Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) sowie das Thema der Geotope.

Neue Projektblätter sowie die Änderung bestehender Projektblätter sind ebenfalls Teil des Dossiers. Laut dem 2014 revidierten Bundesgesetz über die Raumplanung (RPG) muss jedes Projekt mit starker Raum- und Umweltwirkung vorgängig im kantonalen Richtplan behandelt und durch den Bund genehmigt werden, bevor es auf lokaler Ebene geplant und realisiert werden kann. Nur durch kantonale, regionale und lokale Stellen oder Behörden eingereichte Projekte werden berücksichtigt.

Inhaltsverzeichnis

1	Dem Grossen Rat vorgelegte Dokumente	2
2	Chronologie der Arbeiten	2
3	Inhalt der Änderungen des kantonalen Richtplans	2
4	Zusammenfassung der Vernehmlassungsberichts	5
5	Wichtigste aufgrund der öffentlichen Vernehmlassung vorgenommene Änderungen	10
6	Weiteres Vorgehen	10

1 Dem Grossen Rat vorgelegte Dokumente

Um eine vollständige Kenntnisnahme des Dossiers zu ermöglichen, werden diesem Bericht die folgenden Dokumente beigelegt:

- > die Projekte der Themen «Landschaft» und «Geotope». Die im Vergleich zum aktuellen Inhalt des kantonalen Richtplans geänderten Texte werden durch Unterstreichungen (Ergänzungen) und Durchstreichungen (Löschungen) in blauer Farbe (oder violett für Anpassungen, die nach der öffentlichen Vernehmlassung vorgeschlagen wurden) hervorgehoben. Der erläuternde Teil dieser Texte, der durch den Buchstaben R oben links auf den betroffenen Seiten gekennzeichnet ist, ist für die Behörden nicht verbindlich;
- > die 32 Projektblätter (neue Projektblätter, geänderte Projektblätter und gelöschte Projektblätter). Die im Vergleich zum aktuellen Inhalt des kantonalen Richtplans geänderten Texte werden durch Unterstreichungen (Ergänzungen) und Durchstreichungen (Löschungen) in blauer Farbe (oder violett für Anpassungen, die nach der öffentlichen Vernehmlassung vorgeschlagen wurden) hervorgehoben;
- > der Vernehmlassungsbericht, ein im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung verfasstes Dokument. Dieser Bericht enthält sämtliche Bemerkungen, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung formuliert wurden, sowie die Antworten des Staatsrates.

Für ein besseres Verständnis der Änderungen des kantonalen Richtplans werden folgende Beilagen ebenfalls unterbreitet:

- > die Grundlagenstudie «Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung»;
- > die Vollzugshilfe zum Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), um das Verständnis der Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung zu vereinfachen.

2 Chronologie der Arbeiten

Gemäss der im Amtsblatt Nr. 50 vom 14. Dezember 2021 veröffentlichten Anzeige hat die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) die Änderungen zu den Themen «Landschaft» und «Geotope» sowie zu 32 Projektblättern während zwei Monaten in die Vernehmlassung gegeben.

3 Inhalt der Änderungen des kantonalen Richtplans

Mit den Entwürfen der abgeänderten Texte werden für die einzelnen Themen und Projektblätter folgende Ziele verfolgt:

3.1 Geändertes Thema T311 «Landschaft»

Hier geht es um eine tiefgreifende Änderung des bestehenden Themas mit dem Ziel, 12 Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) in den kantonalen Richtplan aufzunehmen, um ihnen einen verbindlichen Charakter zu verleihen. Das Thema wird durch 12 Projektblätter zu den 12 festgelegten LKB ergänzt.

3.2 Neues Thema T313 «Geotope»

Es handelt sich um ein neues Thema, welches das Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung ankündigt, das zurzeit noch in Erarbeitung ist. Das Thema der Geotope war bisher im Thema «Landschaft» des kantonalen Richtplans enthalten. Sobald das Inventar fertiggestellt ist, wird eine Änderung des kantonalen Richtplans

vorgenommen und der Entwurf zur öffentlichen Vernehmlassung freigegeben. Zum jetzigen Zeitpunkt hat der Inhalt des kantonalen Richtplans keine Auswirkungen auf die Ortsplanung.

3.3 Geändertes Projektblatt P0107 «Strategischer Sektor «Rose de la Broye»»

Die hauptsächliche Änderung ist die Reduktion des Perimeters des strategischen Sektors, da das Projekt «Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye» im gleichen Sektor angesiedelt ist. Das Projektblatt wechselt somit vom Stand der Koordination «Zwischenergebnis» zu «Festsetzung».

3.4 Neues Projektblatt P0212 «Regionale Abwasserreinigungsanlage St. Aubin»

Dieses regionale Vorhaben einer ARA ist Teil des Projekts der Zusammenlegung der ARA der Region Basse Broye/Vully und soll die Gesamtleistung der Abwasserreinigung verbessern und deren Kosten rationalisieren. Der Standort ist noch nicht endgültig festgelegt. Das Projektsteckblatt wird daher unter «Vororientierung» eingestuft.

3.5 Geändertes Projektblatt P0404 «Zu prüfende Umfahrungsstrassenprojekte»

Dies Blatt wird aufgrund der drei Umgehungsstrassen aktualisiert, die nun Gegenstand eines separaten Projektblatts sind.

3.6 Geändertes Projektblatt P0406 « Umfahrungsstrasse Düdingen »

Dieses Projektblatt wird angepasst, um die Kohärenz mit dem allgemeinen Projektblatt «Zu prüfende Umfahrungsstrassenprojekte» sicherzustellen, indem der Stand der Koordination von «Zwischenergebnis» auf «Vororientierung» geändert wird. Tatsächlich konzentrieren sich die aktuellen Arbeiten auf die Begründung der Verbindungsstrasse Birch–Luggiwil.

3.7 Neues Projektblatt P0410 «Umfahrungsstrasse Kerzers»

Aufgrund der fortgeschrittenen Planung ist dieses Strassenprojekt nun Gegenstand eines separaten Projektblatts. Der Stand der Koordination ist «Festsetzung».

3.8 Neues Projektblatt P0411 «Umfahrungsstrasse Prez-vers-Noréaz»

Aufgrund der fortgeschrittenen Planung ist dieses Projekt nun Gegenstand eines separaten Projektblatts. Der Stand der Koordination ist «Festsetzung».

3.9 Neues Projektblatt P0412 «Umfahrungsstrasse Romont»

Aufgrund der fortgeschrittenen Planung ist dieses Projekt nun Gegenstand eines separaten Projektblatts. Der Stand der Koordination ist «Festsetzung».

3.10 Neues Projektblatt P0413 «Autobahnanschluss Bulle»

Mit diesem neuen Projektblatt soll die vom Bundesamt für Strassen, dem Kanton und der Stadt Bulle vereinbarte Roadmap zum Autobahnanschluss Bulle in den kantonalen Richtplan übertragen werden. Es umfasst den Aktionsplan und die gemeinsame Vision der nötigen Massnahmen in den verschiedenen Zeithorizonten. Der Stand der Koordination ist «Vororientierung».

3.11 Neues Projektblatt P0414 «Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye»

Dieses neue Projektblatt dient der Planung des ursprünglich im Sektor La Guérite vorgesehenen Logistikzentrums für Schienenverkehr im Sektor Rose de la Broye. Er ermöglicht eine Anerkennung dieses Projekts durch die Bundesbehörden. Der Stand der Koordination ist «Zwischenergebnis».

3.12 Gelöschtes Projektblatt P0501 «Mountainbike-Farm Hapfere Plaffeien»

Dieses Projektblatt wird gelöscht, da die betroffene Mountainbike-Farm nun im Projektblatt «Entwicklung Ganzjahressportgebiet Schwarzsee» behandelt wird, das entsprechend angepasst wird.

3.13 Geändertes Projektblatt P0502 «Erweiterung des Skigebiets, der MTB-Strecken und Klettersteige von Moléson-sur-Gruyères»

Gemäss den Ergebnissen der Prüfung des kantonalen Richtplans durch den Bund im Jahr 2020 wurden die auf der Ostseite geplanten Skianlagen und -pisten gelöscht, um den Übergang zum Stand der Koordination «Festsetzung» zu gewährleisten, entsprechend den durch den Bund bei der Genehmigung des revidierten kantonalen Richtplans 2020 gemachten Bemerkungen.

3.14 Geändertes Projektblatt P0503 «Entwicklung Ganzjahressportgebiet Schwarzsee»

Das Projektblatt wird angepasst, um den verschiedenen in diesem Sektor geplanten Projekten unterschiedliche Koordinationsstände zuzuweisen. Die Mountainbike-Farm Hapfere Plaffeien wird in das Projektblatt integriert.

3.15 Geändertes Projektblatt P0504 «Entwicklung der Infrastruktur in La Berra und Verbindung zwischen La Berra und Plan des gouilles»

Das Projektblatt wird angepasst, um den verschiedenen in diesem Sektor geplanten Projekten unterschiedliche Koordinationsstände zuzuweisen und den vom Bund bei der Genehmigung des revidierten kantonalen Richtplans 2020 gemachten Bemerkungen Rechnung zu tragen.

3.16 Geändertes Projektblatt P0507 «Entwicklung des Standortes Jaun/Gastlosen»

Das Projektblatt wird angepasst, um den verschiedenen in diesem Sektor geplanten Projekten unterschiedliche Koordinationsstände zuzuweisen.

3.17 Geändertes Projektblatt P0508 «Zentrum Schwarzsee»

Der Inhalt des Projektblatts wird anhand des Fortschrittsstands der Planung des Projekts angepasst. Der Stand der Koordination ist «Vororientierung».

3.18 Geändertes Projektblatt P0509 «Touristische Entwicklung Raum Bad Schwarzsee»

Der Inhalt des Projektblatts wird anhand des Fortschrittsstands der Planung des Projekts angepasst. Der Stand der Koordination ist «Vororientierung».

3.19 Neues Projektblatt P0513 «Goya Onda»

Ein Projektblatt für die Planung eines Projekts einer künstlichen Welle auf dem Greyerzersee wird erstellt. Der Stand der Koordination ist «Zwischenergebnis». Aufgrund der Ergebnisse der eidgenössischen Prüfung beschloss der Staatsrat jedoch, dieses Projektblatt aus dem kantonalen Richtplan zu streichen (siehe 4.8 unten).

3.20 Geändertes Projektblatt P0708 «Überdeckung Chamblieux»

Der Inhalt des Projektblatts wird anhand des Fortschrittsstands der Planung des Projekts angepasst. Insbesondere werden Präzisierungen hinsichtlich der gewählten Variante angebracht. Das Projektblatt wechselt vom Stand der Koordination «Zwischenergebnis» zu «Festsetzung».

3.21 Geändertes Projektblatt P0709 «Verdichtung und Aufwertung der Agy-Ebene»

Der Inhalt des Projektblatts wird anhand des Fortschrittsstands der Planung des Projekts angepasst. Insbesondere die Erwähnung eines möglichen kantonalen Nutzungsplans wird gestrichen. Der Stand der Koordination ist «Zwischenergebnis».

3.22 Geändertes Projektblatt P0801 «Regionales Sportzentrum von Estavayer-le-Lac»

Der Inhalt des Projektblatts wird anhand des Fortschrittsstands der Planung des Projekts und insbesondere der Reduktion des dafür vorgesehenen Perimeters angepasst. Das Projektblatt wechselt vom Stand der Koordination «Zwischenergebnis» zu «Festsetzung».

3.23 Neue Projektblätter P1101–P1112 Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB)

Es werden 12 Projektblätter zu den Landschaften von kantonaler Bedeutung erstellt: Intyamon, Massiv du Moléson und Teysachaux, Greyerz und Umgebung, Gastlosen und Hochmatt, Schwarzsee, Berra-Chäseberg, Greyerzersee, Saaneschlucht, Saane in der Stadt Freiburg, Pierrafortscha und Umgebung, Nordufer des Murtensees, Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font.

Jedes Projektblatt enthält eine Beschreibung der Eigenschaften der betreffenden Landschaft und legt spezifische zu erreichende Ziele fest.

4 Zusammenfassung der Vernehmlassungsberichts

Der Vernehmlassungsbericht, in dem sämtliche Bemerkungen wiedergegeben sind, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung eingereicht wurden, ist diesem Bericht beigelegt.

Für alle geänderten Inhalte des kantonalen Richtplans werden die wichtigsten Elemente im Folgenden präsentiert. Die kursiv gedruckten Texte enthalten eine Zusammenfassung der Antworten auf die Bemerkungen und die eventuell vorgenommenen Anpassungen. Es ist zu präzisieren, dass nur die wichtigsten Punkte und die Bemerkungen zu den Änderungen in dieser Zusammenfassung aufgeführt sind.

Betreffend die Infragestellung des Kapitels Windenergie wird auf die Antwort des Staatsrates vom 26. Juni 2023 auf den Auftrag Antoinette de Weck/David Fattebert 2022-GC-63 «Revision des Kapitels «Windenergie» des kantonalen Richtplans (KantRP)» verwiesen.

4.1 Allgemeine Bemerkungen

Verschiedene Bemerkungen betreffen die Mehrdeutigkeit der verwendeten Begriffe für die verschiedenen Koordinationsstände der Projektblätter sowie die rechtliche Tragweite der Projektblätter.

Mit der Aufnahme eines Projekts in den kantonalen Richtplans können der für seine Planung/Realisierung zu verfolgende Weg festgelegt und die vorliegenden Beschränkungen berücksichtigt werden. Ausserdem werden die im kantonalen Richtplan enthaltenen Projekte im Stand der Koordination «Festsetzung» der Genehmigung des entsprechenden Projektblatts durch den Bund unterbreitet. Durch den kantonalen Richtplan gibt der Kanton somit keinerlei Garantie für die Realisierung eines Projekts. Mit der Aufnahme in den kantonalen Richtplan kann angegeben werden, dass das Projekt in einem bestimmten Kontext untersucht werden kann und dass die Entwicklung dieses Projekts nicht im Widerspruch zur kantonalen Raumplanungsstrategie steht, die in der kantonalen Richtplanung festgelegt ist. Die erforderlichen Legalisierungsverfahren im Bereich der Raumplanung und/oder der Baubewilligung müssen noch durchgeführt werden

Aus Sicht mehrerer Vernehmlassungsadressaten und insbesondere des Bundes fehlen gewisse Elemente zur Rechtfertigung der Aufnahme eines Projekts in den kantonalen Richtplan oder für Anpassungen, die aus einer Änderung des Stands der Koordination hervorgehen, oder sind ungenügend.

Im Hinblick auf die Genehmigung der Änderungen des kantonalen Richtplans durch den Bund wird ein ergänzender erläuternder Bericht, der alle erwarteten Rechtfertigungen enthält, dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung zugestellt werden. Für die künftigen Änderungen des kantonalen Richtplans wird ein solches Dokument vorgängig erstellt und den Dokumenten bei der öffentlichen Vernehmlassung und der Vorprüfung des Bundes beigelegt werden. Ausserdem sind Arbeiten zur Verbesserung der Form und der Struktur der Projektblätter im Gang. Diese neue Struktur sollte bei den nächsten Änderungen des kantonalen Richtplans zur Anwendung kommen.

4.2 Landschaft

4.2.1 Kantonales Landschaftskonzept

Der Bund sowie einige Gemeinden erwähnen das Fehlen eines «kantonalen Landschaftskonzepts», um auf dieser Grundlage den Inhalt des kantonalen Richtplans zu präzisieren und zu konkretisieren.

Das kantonale Landschaftskonzept wird keinesfalls aufgegeben. Es hat jedoch langsam seinen Zweck erfüllt, da sein hauptsächliches Ziel darin bestand, die Landschaften und Geotope von kantonalen Bedeutung gemäss NatG zu bestimmen. Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass der Kanton derzeit an der Verfassung einer Richtlinie zur Analyse der landschaftlichen Integration von Bauten und Anlagen arbeitet. Das Ziel dieses Dokuments wird darin bestehen, die «Landschaftsakteure» bei der Beurteilung der Integration eines Projekts (Anlagen, Infrastrukturen, Bauten, Aussengestaltungen) in die Landschaft zu unterstützen.

4.2.2 Tragweite der zu berücksichtigenden Landschaftsziele

Die Inventarisierung von 12 Landschaften von kantonalen Bedeutung wie auch jene der Geotope wird von den Vernehmlassungsadressaten insgesamt begrüsst. Was die Formulierung der Landschaftsziele angeht, liegen allerdings gegensätzliche Stellungnahmen vor. Manche halten sie für zu detailliert und einschränkend, während andere sie für approximativ und auslegungsbedürftig erachten.

Die Verfassung des kantonalen Richtplans muss in der Tat eine Formulierung finden, die weder zu ausführlich noch zu allgemein ist. Es handelt sich um ein verbindliches Dokument für die Behörden, dessen Ziel jedoch darin besteht, die Hauptstossrichtungen der Raumplanung auf kantonalen Ebene festzulegen, und dies informativ und öffentlich. In Bereichen, in denen dies möglich ist, etwa bei Landschaftsfragen, muss er Auslegungsspielraum für die regionale und lokale Planungen lassen.

Zahlreiche Vernehmlassungsadressaten, insbesondere einige Gemeinden, befürchten, dass der Kanton zu einschränkende Planungen für die nachgeordneten Behörden erstellt, vor allem hinsichtlich der Baurechte. Die Gemeinden befürchten zudem, dass ihre Autonomie bei der Ortsplanung durch die Festlegung eines Schutzperimeters eingeschränkt wird. Schliesslich wird gefragt, welche Rolle den Gemeinde- und Regionalbehörden zukommt und mit welchem Handlungsspielraum und was die Rolle des Kantons und insbesondere des Amtes für Wald und Natur bei der Prüfung der Ortsplanungen ist.

Die Gemeinden bzw. Regionen behalten ihre Autonomie bei der Gestaltung ihrer lokalen und regionalen Landschaftsplanung. Die im kantonalen Richtplan enthaltenen Ziele sind zwar verbindlich, die Mittel und Wege, um diese vor Ort zu erreichen, werden jedoch von der kantonalen Behörde nicht vorgegeben. Ausserdem sind die Landschaften von kantonalen Bedeutung nicht dazu bestimmt, die Raumentwicklung zu verhindern. Die Grundsätze der Verdichtung und der Erweiterung der Bauzone werden durch dieses Inventar somit nicht in Frage gestellt. Das Amt für Wald und Natur reicht ein Gutachten zu den Ortsplanungen ein und beurteilt dabei die Berücksichtigung der spezifischen Ziele der Landschaften von kantonalen Bedeutung. Als Fachstelle für Landschaftsfragen steht das Amt auch für die Beratung der Gemeinden und ihrer Auftragnehmer zur Verfügung.

Manche Vernehmlassungsadressaten befürchten einen Konflikt zwischen der Tourismusentwicklung und dem Schutz der ausgewählten Landschaften, etwa, dass ihr Gebiet unter eine Glasglocke gestellt wird. Weiter wird befürchtet, dass Alp- oder Landwirtschaftsbetriebe in ihrem Betrieb und ihrer Entwicklung eingeschränkt werden.

Das Inventar der Landschaften von kantonalen Bedeutung ist weder dazu bestimmt, den wirtschaftlichen Aufschwung der im kantonalen Richtplan bezeichneten touristischen Entwicklungsschwerpunkte einzuschränken, noch diesen zu fördern. Es soll in erster Linie «für ein Gleichgewicht zwischen einem hochwertigen Tourismusangebot und dem Erhalt der landschaftlichen Eigenschaften sorgen». Das Ziel besteht darin, die Realisierung von Tourismusprojekten zu begleiten, indem die natürlichen und kulturellen Eigenschaften, welche diese Landschaften so attraktiv und besonders machen, bestmöglich gewahrt werden. Im gleichen Sinn soll die Unterschutzstellung der Perimeter der Landschaften von kantonalen Bedeutung nicht zu einer Erhöhung der Beschränkungen und Hindernisse für die Entwicklung der alpinen Tätigkeiten führen, die weiterbestehen sollen, indem sie sich an die wirtschaftlichen

Realitäten und gesellschaftlichen Entwicklungen anpassen. Es geht vielmehr darum, den Erhalt der landschaftlichen Qualität innerhalb dieser geographischen Gebiete zu unterstützen.

Befürchtungen wurden geäußert hinsichtlich der Folgen der Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung in den Gemeinden in Funktion des Status oder des Fortschrittsstandes der Ortsplanung. Gemäss kantonalem Richtplan erfolgt die Integration der Perimeter von kantonaler Bedeutung nämlich zum Zeitpunkt einer Gesamtrevision der Ortsplanung und es wurden keine «Übergangsbestimmungen» für die Zeit bis zu diesem Prozess festgelegt, der grundsätzlich alle 15 Jahre stattfindet. Diese Befürchtung wurde auch bei der Erstellung der Agglomerationsprogramme geäußert.

Die Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung hat keine Auswirkungen auf die laufenden Verfahren für die Revision der Ortsplanungen. Falls die Vorprüfung bereits erfolgt ist, wird die Bezugnahme auf die Landschaften von kantonaler Bedeutung bei der Schlussprüfung nicht verlangt. Erst bei der Änderung oder Revision einer Ortsplanung müssen Bestimmungen und Massnahmen darin aufgenommen werden.

4.2.3 Methode für die Auswahl der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Verschiedene Fragen wurden zur Methode für die Auswahl der Landschaften von kantonaler Bedeutung gestellt sowie zu deren Verhältnis zu anderen Landschaftsinventaren, insbesondere zu jenem der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, das als Grundlage für die Studien des Kantons dient. Zudem wurden mehrere Anträge zur Ergänzung von Landschaften gestellt, insbesondere die Bezirke Glâne und Vivisbach fühlen sich in diesem Inventar ungenügend vertreten.

Die in der Studie der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz beschriebenen Landschaften waren zu zahlreich, um alle sinnvoll als Landschaften von kantonaler Bedeutung bezeichnen zu können. Die Auswahlmethode wird im erläuternden Bericht zur Grundlagenstudie definiert, welche dem kantonalen Richtplan beiliegt. Die grundlegenden Auswahlkriterien sind die Typizität und die Seltenheit auf Kantonsebene. Die Landschaften müssen zudem fünf Funktionen erfüllen: eine produktive Funktion, eine ökologische Funktion, eine kulturelbliche Funktion, eine touristische Funktion sowie eine Funktion hinsichtlich des Lebensraumes. Dies zeigt deutlich, dass das Vorgehen weder naturalistisch noch kulturalistisch ist. Es ging darum, Landschaften von kantonaler Bedeutung zu definieren, und nicht darum, den gesamten Raum abzudecken.

4.2.4 Finanzierung der Pläne und Massnahmen im Zusammenhang mit den Landschaften von kantonaler Bedeutung

Diese Frage war Gegenstand zahlreicher Stellungnahmen. So wurden insbesondere Fragen zur Unterstützung der Gemeinden durch das Amt für Wald und Natur, zur Finanzierung lokaler Studien, zu Schutzmassnahmen oder auch zur Finanzhilfe für Alpwirte oder für die Landwirtschaft gestellt.

Der Kanton kann Beiträge zu zwei Arten von Projekten leisten: zur Erarbeitung des Landschaftsprogramms und zur Umsetzung konkreter Massnahmen. Die Subvention durch den Kanton kann höchstens 20 % der effektiven Kosten betragen. Das Landschaftsprogramm entspricht einem Plan zur Bewirtschaftung der Landschaft auf kommunaler und/oder interkommunaler Ebene. Hinsichtlich der konkreten Umsetzung können laut NatG (Art. 42) unter anderem folgende Arten von Massnahmen subventioniert werden: ökologische Ausgleichsmassnahmen, Leistungen und Nutzungseinschränkungen Dritter, Massnahmen zum Schutz der Biotope von lokaler Bedeutung oder auch Massnahmen zugunsten der Bildung, Sensibilisierung und Forschung. Die Bedingungen für die Finanzierung werden in der Vollzugshilfe zum NatG erläutert.

4.3 Projektblätter zu Tourismusprojekten

Einige Vernehmlassungsadressaten fordern, dass Tourismus- und Freizeitanlagen nur in den touristischen Entwicklungsschwerpunkten möglich sind, um die natürlichen und landschaftlichen Milieus zu erhalten; andere verlangen hingegen, dass solche Anlagen auch ausserhalb der touristischen Entwicklungsschwerpunkte möglich sind. Eine Befürchtung der Vernehmlassungsadressaten war, dass Tourismusprojekte in Widerspruch zu den ökologischen Herausforderungen des Kantons hinsichtlich Biodiversität und Klima treten könnten. Auch das Fehlen einer kantonalen Tourismusstrategie wurde mehrfach thematisiert.

Gemäss den Grundsätzen des kantonalen Richtplans (Thema T110 «Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen» muss sich die Entwicklung des Tourismus auf bestimmte Zonen konzentrieren, um das übrige Gebiet zu erhalten. Die Eintragung mehrerer Tourismusprojekte in den kantonalen Richtplan bedeutet nicht eine übermässige Entwicklung des Tourismus. Im Gegenteil. Dies erlaubt eine Koordination zu gewährleisten, mögliche Beschränkungen früh zu erkennen und zur Interessenabwägung im Rahmen der Ortsplanung beizutragen. Die kantonale Tourismusstrategie steht kurz vor dem Abschluss und wird im Herbst 2023 dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt werden. Auf dieser Grundlage wird der Aktualisierungsbedarf des kantonalen Richtplans zu beurteilen sein.

Mehrere Gruppen mit Interessen in der Tourismusentwicklung wehren sich gegen den Rückzug gewisser Teile der Erweiterungsprojekte der Skigebiete Moléson-sur-Gruyères und La Berra.

Die Aufgabe der Erweiterungen des Skigebiets Moléson-sur-Gruyères rechtfertigt sich durch die negative Beurteilung des Bundes bei der Genehmigung des revidierten kantonalen Richtplans 2020. In diesem Zusammenhang kam der Bund zum Schluss, dass diese Erweiterungen aufgrund der geltenden gesetzlichen Grundlagen (Seilbahnverordnung, Landschaftskonzept Schweiz, Inventar der Amphibienlaichgebiete von nationaler Bedeutung, Inventar der Moorlandschaften von regionaler Bedeutung) nicht genehmigt werden konnten.

Für den Standort La Berra wurde das Projektblatt aktualisiert, um der Prüfung durch den Bund und insbesondere der Konformität gewisser Aspekte des Projekts mit dem Raumplanungsgesetz Rechnung zu tragen.

Der Bund fordert Erläuterungen im Zusammenhang mit den bei den verschiedenen Tourismusprojekten durchgeführten Studien, um die Änderungen der Koordinationsstände zu rechtfertigen.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

4.4 Strategischer Sektor «Rose de la Broye»

Mehrere Vernehmlassungsadressaten machen sich Sorgen betreffend die Koordination dieses Sektors mit dem Projekt des Logistikzentrums Broye im Zusammenhang mit den Bahnanlagen, von denen die Gemeinde Payerne profitiert. In Anbetracht der Absicht, die heute von den Bahnhöfen Estavayer und Payerne wahrgenommenen Logistikaktivitäten zu konzentrieren, werden Zweifel hinsichtlich der Dichte der für diesen Sektor geplanten Arbeitsplätze und der Unterdimensionierung der Bahnanlagen geäussert.

Die Koordination mit dem Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye (Projektblatt P0414) wird gerade auf der Ebene des kantonalen Richtplans gewährleistet: der Perimeter des Projektblatts geht aus einer 2020 zwischen dem Kanton, den betroffenen regionalen Instanzen und der SBB getroffenen Vereinbarung hervor. Da es sich um einen strategischen Sektor handelt, ist der Sektor Rose de la Broye in erster Linie für Tätigkeiten mit hoher Wertschöpfung bestimmt, aufgrund der Nähe des Eisenbahnknotenpunktes können sich dort jedoch auch Logistikaktivitäten entwickeln. Die Vielfalt der Tätigkeitsarten rechtfertigt die geplante Dichte der Arbeitsplätze (75 Arbeitsplätze/ha).

Der Bund verlangt die Erläuterung der Problematiken der haushälterischen Bodennutzung und des Zugangs mit öffentlichen Verkehrsmitteln für diesen Sektor.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

4.5 Regionale Abwasserreinigungsanlage St. Aubin

Der Bund verlangt die Präzisierung der Aspekte zu den Fruchtfolgeflächen und zum Wald.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

4.6 Überdeckung von Chamblieux

Einige Akteure widersetzen sich der Tatsache, dass ein kantonaler Nutzungsplan (KNP) für den betroffenen Perimeter ohne ihre Zustimmung erstellt werden kann.

Die Erarbeitung eines kantonalen Nutzungsplanes soll nicht den gesamten betroffenen Perimeter abdecken, er wird jedoch für den Perimeter gebraucht, der für das neue Kantonsspital bestimmt ist, der innert kurzer Frist einen kantonalen gemeinnützigen Bedarf erfüllen muss, um die benötigten Nutzungen auf einer bestimmten Fläche zu ermöglichen. Für die anderen Perimeter ist eine Änderung des Zonennutzungsplans auf Gemeindeebene erforderlich und die Umsetzung erfolgt unter der Federführung der betroffenen Gemeinden.

Der Bund fordert den Kanton auf, Informationen zu den spezifischen Beschränkungen im Zusammenhang mit der schliesslich gewählten Variante zu liefern, insbesondere hinsichtlich der Fruchtfolgefleichen und der Koordination mit dem Strategischen Sektor Autobahnausfahrt Freiburg Süd (P0102) und dem Projekt Autobahnanschluss Freiburg Süd (P0408).

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

4.7 Strasseninfrastrukturprojekte

Mehrere Stellungnahmen erwähnen die Benachteiligung des Langsamverkehrs und des öffentlichen Verkehrs im kantonalen Richtplan, der eine grosse Anzahl von Strasseninfrastrukturprojekten enthält.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die Änderungen der Themen und Projektblätter nicht repräsentativ für die Berücksichtigung der Biodiversität, der Umwelt und des Klimas in der kantonalen Politik sind. Massnahmen des Langsamverkehrs oder im Zusammenhang mit dem Klimaplan erfordern in der Regel keine Erstellung eines Projektblatts. Solche Projekte sind das Ergebnis von Beschlüssen oder Überlegungen, die in einem anderen Kontext als jenem des kantonalen Richtplans erfolgen.

Mehrere Nichtregierungsorganisationen äussern sich kritisch zur Verwendung von Fruchtfolgefleichen und landwirtschaftlichen Böden, insbesondere im Zusammenhang mit den Umfahrungsstrassen Prez-vers-Noréaz und Romont. Der Bund fordert, dass die Angaben zur Rechtfertigung der Verwendung von Fruchtfolgefleichen in den Projektblättern zu diesen Strassenprojekten weiter ausgeführt werden, und unterstreicht, dass diese nicht auf das spätere Planungsverfahren verschoben werden kann.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die ganze Süd-Ost-Achse des Kantonsgebiets mehrheitlich aus Fruchtfolgefleichen besteht und dass deren Beanspruchung schwerlich vermieden werden kann. Laut Raumplanungsverordnung dürfen Fruchtfolgefleichen allerdings der Bauzone zugewiesen werden, «wenn ein auch aus der Sicht des Kantons wichtiges Ziel ohne die Beanspruchung von Fruchtfolgefleichen nicht sinnvoll erreicht werden kann». Um die Auswirkungen auf die Fruchtfolgefleichen zu beschränken, enthält das Projekt Prez-vers-Noréaz ein Bodenschutzkonzept in Zusammenarbeit mit den Eigentümern der landwirtschaftlichen Grundstücke des Sektors. Für die Umfahrungsstrasse Romont und ihre unterirdische Variante, mit der die verschiedenen Belastungen (Umweltverschmutzung, Lärm, Auswirkung auf die Landschaft usw.) so weit wie möglich begrenzt werden können, wird zurzeit eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt, die dem Dossier zum Zeitpunkt der öffentlichen Auflage beigelegt werden wird.

Die Gründe für die Priorisierung der Umfahrungsstrassen werden von den beteiligten Parteien nicht immer verstanden. Ausserdem bestehen sowohl bei der Umfahrungsstrasse Düdingen als auch bei jener von Romont zahlreiche Einsprüche zu den gewählten Streckenführungen.

Der Grosse Rat hat im September 2016 einen Verpflichtungskredit für die Studien für 7 Umfahrungsstrassenprojekte gutgeheissen. Diese Projekte wurden durch einen Lenkungsausschuss (COPIL) priorisiert. Auf dieser Grundlage und unter Berücksichtigung der Bedingungen für die Verwirklichung (Grundstücke im Eigentum des Staates, bereits verwirklichte Güterzusammenlegungen, teilweise bereits bestehende Strassen usw.) sowie der regionalen und sprachlichen Verteilung beschloss der Staatsrat am 10. Dezember 2018 für die Umfahrungsstrassen Romont, Kerzers und Prez-vers-Noréaz die Vorprojektstudien zu beginnen und bei Bedarf den Erwerb der nötigen Grundstücke einzuleiten. Die Streckenführungen entsprechen wirtschaftlichen, topografischen und sozialen Anforderungen, die anhand der folgenden Kriterien bestimmt wurden: direkten Nutzen für die Verkehrsteilnehmenden, Verbesserung der Verkehrssicherheit, Umweltbelastungen und Ressourcenverbrauch, Lebensqualität im städtischen Umfeld sowie für die Entwicklung erforderliche wirtschaftliche Räume und Strukturen.

Diese verschiedenen Aspekte der Rechtfertigung und der Klärung des Kontextes werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

4.8 Projekt Goya Onda

Eine Mehrheit der Vernehmlassungsadressaten widersetzt sich diesem Projekt und fordert seinen Rückzug aus dem kantonalen Richtplan. Der Bund vertritt in seinem Prüfbericht die Ansicht, dass das Projekt Goya Onda dem Raumplanungsgesetz widerspricht.

Da das Projekt nach Ansicht des Bundes nicht mit den Grundsätzen der Raumplanung vereinbar ist, wird der Staatsrat dieses aus dem kantonalen Richtplan zurückziehen.

4.9 Regionales Sportzentrum von Estavayer-le-Lac

Der Bund sowie verschiedene andere Vernehmlassungsadressaten verlangen eine Rechtfertigung des Standorts dieses Projekts, insbesondere unter dem Gesichtspunkt der vorgesehenen Beanspruchung von Fruchtfolgeflächen.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

5 Wichtigste aufgrund der öffentlichen Vernehmlassung vorgenommene Änderungen

—

Auf der Grundlage der Ergebnisse der Vorprüfung des Bundes und der öffentlichen Vernehmlassung wird das Projektblatt Goya Onda vom kantonalen Richtplan zurückgezogen.

Um die Gleichbehandlung zwischen den verschiedenen Projektblättern im Zusammenhang mit Skigebieten zu gewährleisten, wird das Projektblatt P0503 «Entwicklung Skigebiet Schwarzsee» angepasst, um die geplante Erweiterung im Geissalgebiet zurückzuziehen nach Koordination mit den betroffenen Instanzen und im Rahmen einer nächsten Änderung des kantonalen Richtplans.

Verschiedene kleinere formelle oder kartografische Anpassungen wurden bei den geänderten Inhalten angebracht. Alle Anfragen für Klärungen und Präzisierungen an die betroffenen Akteure sind im Bericht zur öffentlichen Vernehmlassung ersichtlich, der diesem Bericht beigelegt ist, und auf der Webseite des kantonalen Richtplans veröffentlicht wird.

6 Weiteres Vorgehen

—

Die Änderungen des kantonalen Richtplans werden vom Staatsrat verabschiedet und danach dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet werden. Ab ihrer Genehmigung werden die Inhalte auf der Webseite des kantonalen Richtplans veröffentlicht und auf der interaktiven Online-Applikation geo.fr.ch/PDCantC zur Verfügung gestellt.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, vom Dossier zur Änderung des kantonalen Richtplans Kenntnis zu nehmen.

Beilagen

—
Erwähnt



Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Grundlagenstudie

Amt für Wald und Natur

Ideenbox



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des Institutions, de l'agriculture et des forêts DIAF
Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft
ILFD

Amt für Wald und Natur – Dezember 2019

Gesetzlicher Rahmen

Die kantonale Landschaftspolitik wird im Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) definiert.

Gemäss Art. 33 NatG hat der Kanton die Aufgabe, die Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) zu inventarisieren und zu bezeichnen. Ausserdem legt er Leitlinien für den Schutz, die Pflege und die Gestaltung dieser Landschaften fest. Diese Grundsätze sind von den Gemeinden im Rahmen ihrer Ortsplanung umzusetzen. Die vom Staatsrat bezeichneten LKB werden in den kantonalen Richtplan aufgenommen.

Ziel des Inventars

Die Ziele des Inventars sind es, die landschaftlichen Werte von auf kantonaler Ebene bedeutenden Gebieten zu erkennen, sowie Massnahmen zum Schutz, zur Gestaltung und für die Inwertsetzung von spezifischen Elementen oder allgemeinen Merkmalen, die den Wert der inventarisierten Landschaften ausmachen, vorzuschlagen.

Das Inventar umfasst Landschaften, die für den Kanton von besonderem Interesse sind und formuliert für jede dieser Landschaften objektspezifische Ziele bezüglich des Schutzes, des Unterhalts und der künftigen Gestaltung / Entwicklung.

Ziel der «Ideenbox»

Die Umsetzung der objektspezifischen Ziele (gemäss Objektblättern für jede LKB) ist grundsätzlich die Aufgabe der Gemeinden. Aber auch andere lokale Akteure, deren Tätigkeit die Landschaft prägen, können daran beteiligt sein. Die Konkretisierung der definierten Ziele kann sehr verschiedenartige Formen annehmen. Sie beschränkt sich nicht auf die Instrumente der Raumplanung, sondern kann auch auf solche anderer Politikbereiche (Landwirtschaft, Tourismus, Forst, Mobilität, Wasserwirtschaft, usw.) zurückgreifen.

Die verschiedenen, teils obligatorischen, teils freiwilligen Massnahmen bieten pluridisziplinäre Ansätze für die Gestaltung der Landschaften und erlauben an die lokalen Verhältnisse angepasste, differenzierte Lösungen. Nachfolgend werden für jede LKB mögliche Massnahmen skizziert. Sie sind als konkrete Vorschläge und Arbeitshilfen gedacht, die den Gemeinden helfen sollen, ihre Aufgabe bei der Realisierung der objektspezifischen Ziele zu erfüllen.

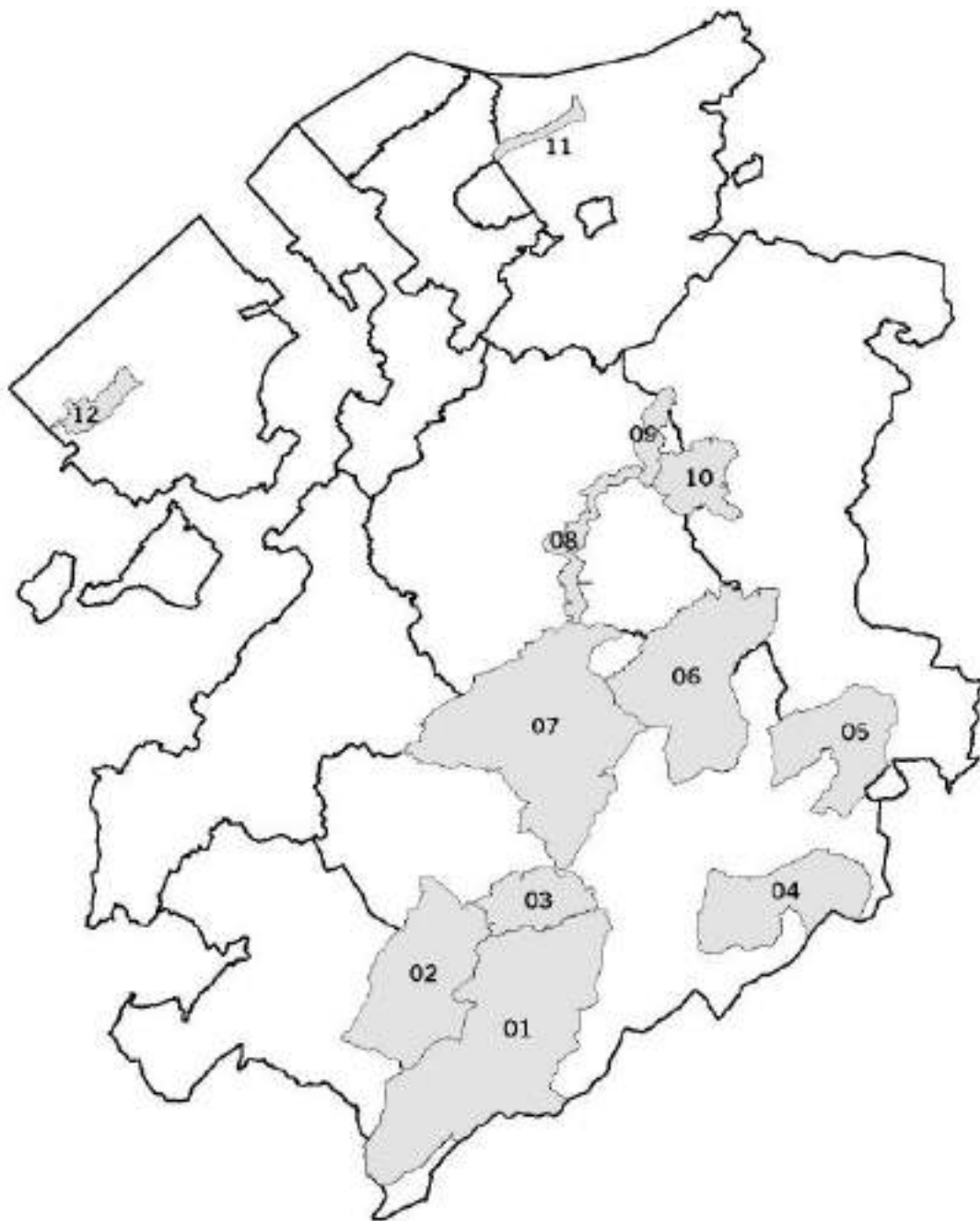
Die Vorschläge wurden im Rahmen der zwischen Ende 2018 und Anfang 2019 organisierten partizipativen Workshops für jede einzelne LKB zusammengetragen. Diese Veranstaltungen erlaubten den Gemeinden und anderen lokalen Akteuren einen Meinungsaustausch über die Landschaft, in der sie leben, über mögliche Entwicklungsperspektiven und über hierfür zielführende Aktionen und Massnahmen.

Bei der Umsetzung werden drei verschiedene Aktionstypen differenziert, die sich auch bezüglich ihrer operationellen Ebenen unterscheiden:

- > **Schutz** = Aktion mit dem Ziel, die bedeutenden oder charakteristischen Aspekte der Landschaft zu erhalten, zu bewahren und Beeinträchtigungen zu verhindern;
- > **Unterhalt** = Pflege der Landschaft in der Absicht, ihre Entwicklung zu beeinflussen und die durch soziale, wirtschaftliche und ökologische Entwicklungen bewirkten Veränderungen miteinander zu harmonisieren. Hier kommen vor allem Instrumente der Raumplanung zur Anwendung;
- > **Gestaltung** = vorausschauende, proaktive Massnahmen: in Wert setzen, wiederherstellen, renaturieren, neu schaffen.

Der erläuternde Bericht (separates Dokument) enthält zusätzliche, für das Verständnis des Inventars wichtige Informationen über die Methoden und die Arbeitsschritte, die bei der Inventarisierung angewandt wurden. Das WNA steht den Gemeinden und allen anderen an der Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen interessierten Kreisen projektbegleitend und beratend zur Seite.

Lokalisierung der Perimeter



- | | |
|-----------------------------|---|
| 01 - Intyamon | 07 - Greizersee |
| 02 - Moléson und Taysachaux | 08 - Saaneschlucht |
| 03 - Greyerz und Umgebung | 09 - Saane in der Stadt Freiburg |
| 04 - Gastlosen und Hochmatt | 10 - Pierrafortscha und Umgebung |
| 05 - Schwarzsee | 11 - Nordufer des Murtensees |
| 06 - Berra-Chäseberg | 12 - Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font |

01 Intyamon

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Grandvillard, Bas-Intyamon, Haut-Intyamon

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter	<ul style="list-style-type: none"> > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpabzug usw.) bewahren und in Wert setzen > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen > Die extensive Bewirtschaftung der Magerstandorte begünstigen und Massnahmen gegen die Aufgabe der landwirtschaftlichen Nutzung ergreifen
Aufwertung der Naturobjekte	<ul style="list-style-type: none"> > Hecken und Obstgärten wiederherstellen, insbesondere im Talgrund > Die Saane und ihre Zuflüsse revitalisieren > Die Naturobjekte sachgerecht pflegen > Die Geologie und Geomorphologie des Tals in Wert setzen > Einen Aktionsplan gegen Lichtverschmutzung für das gesamte Tal erarbeiten
Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen	<ul style="list-style-type: none"> > Bei Neu- und Umbauten von Gebäuden oder bei der Realisierung von Infrastrukturanlagen in der landwirtschaftlich geprägten Ebene auf eine gute Integration in die Landschaft achten (Standortwahl, Dimensionierung, Umgebungsgestaltung, Wahl der Baumaterialien usw.)
Sicherstellung, dass Beeinträchtigungen während und nach dem Abbau minimiert werden	<ul style="list-style-type: none"> > Auf eine gute landschaftliche Integration der Kiesgruben und Steinbrüche während der Abbauphase achten, insbesondere durch Bepflanzung der Umgebung der Abbauareale > Die ursprüngliche Topographie nach dem Ende des Abbaus wiederherstellen
Inwertsetzung des baulichen Kulturgutes	<ul style="list-style-type: none"> > Architektonische Vorgaben für die nähere Umgebung der ISOS-Perimeter erlassen, um eine harmonischere Integration von Neu- und Umbauten zu erreichen > Der Umgebungsgestaltung ein besonderes Augenmerk schenken, insbesondere ein Minimum an Grünflächen fordern > Die Bahnanlagen so planen, dass sie die Anforderungen an die Zugänglichkeit erfüllen und gleichzeitig auf eine gute Integration in die Landschaft achten > Die Möglichkeiten verbessern, um die historischen und religiösen Kulturgüter der Region zu entdecken (Fusswege, geführte Wanderungen, IVS-Wege, gedeckte Holzbrücke usw.)
Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen	<ul style="list-style-type: none"> > Die Verbindungen der Fusswege zwischen den Dörfern und auf die Höhen verbessern > Das Radwegnetz auf der linken Talseite verbessern, um auch den Ansprüchen der Anwohner (Schüler, Berufsverkehr) gerecht zu werden > Bänke und Picknick-Plätze längs des offiziellen Radwegs aufstellen > Eine offizielle VTT-Strecke bezeichnen > Den See von Lessoc mit einem Fussweg besser zugänglich machen und in Wert setzen

02 Moléson und Teysachaux

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Bas-Intyamon, Haut-Intyamon, Semsales, Châtel-Saint-Denis, Gruyères, Bulle, Le Pâquier

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf Moléson und Teysachaux	<ul style="list-style-type: none"> > Den Blick auf den Moléson entlang der wichtigsten Verkehrsachsen (z.B. Autobahn A12) freihalten: die entsprechenden Standorte identifizieren, erhalten und in Wert setzen
Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter	<ul style="list-style-type: none"> > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpabzug usw.) bewahren und in Wert setzen > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen > Die extensive Bewirtschaftung der Magerstandorte begünstigen und Massnahmen gegen die Aufgabe der landwirtschaftlichen Nutzung ergreifen
Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale	<ul style="list-style-type: none"> > Auf eine gute Integration (bezüglich Standortwahl, Dimensionierung, Wahl der Baumaterialien) der touristischen Anlagen (Skillifte, Via Ferrata, Schlittel piste) achten und sie gruppieren, damit gleichzeitig andere Sektoren (wie z.B. Tremetta und Teysachaux) vor Störungen bewahrt werden können > Die Umgebung rund um die touristischen Anlagen (Parkplätze, Bergstationen der Standseil- und Sesselbahn) qualitativ aufwerten, soweit dies angemessen und möglich ist > Das touristische Angebot bezüglich Verpflegungsmöglichkeiten und Beherbergung in einem angemessenen Rahmen halten > Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkierungsmöglichkeiten) verbessern, ohne neue Zufahrtsstrassen zu bauen > Die Nutzungen priorisieren, um ein harmonischeres Zusammenleben zwischen den verschiedenen Nutzern der Landschaft (Fahrradfahrer, Landwirte, ...) zu erreichen
Aufwertung der Naturobjekte	<ul style="list-style-type: none"> > Die extensive Nutzung der Magerstandorte garantieren > Trockensteinmauern und Steinhaufen erhalten und, wo dies sinnvoll und machbar ist, neu anlegen > Wildnisgebiete identifizieren, in denen die biologische Vielfalt, die Ruhe und die Nachtdunkelheit bewahrt und erhalten werden sollen > Die Verwaldung der Alpweiden verhindern
Inwertsetzung der Sakralbauten	<ul style="list-style-type: none"> > Die Sakralbauten (Wegkreuze, Kapellen, Kartause Part-Dieu) erhalten und in Wert setzen

03 Greyerz und Umgebung

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Le Pâquier, Bulle, Gruyères, Broc

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf das Schloss Greyerz und seine Hügel	<ul style="list-style-type: none"> > Die wichtigsten Standorte mit Blick auf die Landschaft, das mittelalterliche Städtchen, seine Hügel und den Moléson erheben > Die interessanten Aussichtspunkte mit einfachen Massnahmen in Wert setzen > Einen Kompromiss finden zwischen der Notwendigkeit, landschaftlich schlecht integrierte Elemente zu verbergen und der Gefahr, die Aussicht von und auf die historischen Sehenswürdigkeiten zu beeinträchtigen
Erhaltung und Inwertsetzung des landschaftsprägenden kulturhistorischen und archäologischen Erbes	<ul style="list-style-type: none"> > Die kulturhistorischen und archäologischen Elemente, die die Landschaft prägen, erhalten > Die Besucher auf die Gefahren, welchen die historischen und archäologischen Kulturgüter ausgesetzt sind aufmerksam machen > Bestimmte Kulturgüter besser zur Geltung bringen und in Wert setzen > Die Mannigfaltigkeit der historischen und archäologischen Kulturgüter fördern
Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen in der Ebene	<ul style="list-style-type: none"> > Die natürlichen Landschaftselemente (Hecken, Baumreihen und Waldstreifen), die der Landschaft Struktur geben, erhalten, pflegen und erneuern > Die Gewässer revitalisieren und sie für Besucher (Fussgänger, Velofahrer) zugänglich machen > Insbesondere bei Landwirtschaftsgebäuden auf eine gute Integration in die Landschaft achten (Standort, Baumaterialien)
Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten	<ul style="list-style-type: none"> > Die Bauvorschriften verstärken und vereinheitlichen > Innerhalb der Dörfer und Weiler bei Neu- und Umbauten Kohärenz und Qualität im Baustil anstreben > Insbesondere bei stark exponierten Vorhaben auf qualitativ hochwertige Architektur achten > Die landschaftliche Qualität der Dorfränder verbessern > Den öffentlichen Raum landschaftlich aufwerten > Einen Kompromiss finden zwischen der Beleuchtung von Denkmälern und der Reduktion der nächtlichen Lichtverschmutzung
Verbesserung des Freizeit- und Tourismusmanagements	<ul style="list-style-type: none"> > Eine Mobilitätsstudie erstellen > Das bestehende Parkplatzkonzept umsetzen > Das Langsamverkehrsnetz entwickeln, um von der Landschaft profitieren zu können
Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter	<ul style="list-style-type: none"> > Die Waldlichtungen in ihrer aktuellen Ausdehnung erhalten > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpbzug usw.) bewahren und in Wert setzen > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen > Die extensive Bewirtschaftung der Magerstandorte begünstigen und Massnahmen gegen die Aufgabe der landwirtschaftlichen Nutzung ergreifen

04 Gastlosen und Hochmatt

Betroffene Gemeinden: Jaun, Val-de-Charmey

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpabzug usw.) bewahren und in Wert setzen > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen > Die extensive Bewirtschaftung der Magerstandorte begünstigen und Massnahmen gegen die Aufgabe der landwirtschaftlichen Nutzung ergreifen
<p>Bewahrung der architektonischen Harmonie der Dörfer und Beibehalten der wirtschaftlichen Aktivitäten</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die architektonische Harmonie der Dörfer Jaun und Im Fang durch die Harmonisierung der Bestimmungen des Baureglementes erhalten, insbesondere auch für die Sektoren ausserhalb des ISOS > Eine Umgebungsgestaltung von hoher Qualität (bezüglich Bepflanzung, Wahl des Belags der Hartflächen usw.) anstreben > Die Wirtschaft im Tal (insbesondere im Talgrund) erhalten, wobei bei Neu- und Umbauten auf eine gute landschaftliche Integration zu achten ist
<p>Aufwertung der Naturobjekte</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die extensive Nutzung der Magerstandorte garantieren > Trockensteinmauern und Steinhaufen erhalten und, wo dies sinnvoll und machbar ist, neu anlegen > Wildnisgebiete identifizieren, in denen die biologischen Vielfalt, die Ruhe und die Nachtdunkelheit bewahrt und erhalten werden sollen > Die Verwaldung der Alpweiden verhindern
<p>Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Auf eine gute Integration (bezüglich Standortwahl, Dimensionierung, Wahl der Baumaterialien) der touristischen Anlagen (Skillifte, Via Ferrata, Schlittelpiste) achten und sie gruppieren, damit gleichzeitig andere Sektoren vor Störungen bewahrt werden können > Die Umgebung rund um die touristischen Anlagen qualitativ aufwerten, soweit dies angemessen und möglich ist > Das touristische Angebot bezüglich Verpflegungsmöglichkeiten und Beherbergung in einem angemessenen Rahmen halten > Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkierungsmöglichkeiten) verbessern, ohne neue Infrastrukturen zu bauen > Die Nutzungen priorisieren, um ein harmonischeres Zusammenleben zwischen den verschiedenen Nutzern der Landschaft (Spaziergänger, Velofahrer, Landwirte) zu erreichen

Betroffene Gemeinden: Val-de-Charmey, Plasselb, Plaffeien, Jaun

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Auf eine gute Integration (bezüglich Standortwahl, Dimensionierung, Wahl der Baumaterialien) der touristischen Anlagen achten und sie gruppieren, damit gleichzeitig andere Sektoren vor Störungen bewahrt werden können > Die Umgebung rund um die touristischen Anlagen (insbesondere die Parkplätze) qualitativ aufwerten, soweit dies angemessen und möglich ist > Das touristische Angebot bezüglich Verpflegungsmöglichkeiten und Beherbergung in einem angemessenen Rahmen halten > Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkierungsmöglichkeiten) verbessern, ohne neue Infrastrukturen zu bauen > Die Nutzungen priorisieren, um ein harmonischeres Zusammenleben zwischen den verschiedenen Nutzern der Landschaft (Spaziergänger, Velofahrer, Landwirte) zu erreichen > Den Zugangsverkehr mittels Pendelbussen, ÖV usw. besser kontrollieren und deren Benutzung fördern
<p>Finden eines Kompromisses zwischen der Freizeitnutzung und den Naturobjekten rund um den See</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Den Zugang zum See zu Erholungszwecken abschnittsweise erleichtern > Den Blick auf den See erhalten > Die verschiedenen Sektoren und ihre Nutzung rund um den See präzise definieren > Das Seeufer von Anlagen und Bauten freihalten
<p>Aufwertung der Naturobjekte</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Bergahorne erhalten und fördern > Die Nachtdunkelheit fördern > Das Geschiebe- und Abfluss-Regime der Sense bewahren (Koordination mit der Sanierung der Restwassermenge und des Geschiebehaushalts) > Die bestehenden Biotope erhalten > Naturflächen im Seeuferbereich schaffen
<p>Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpbzug usw.) bewahren und aufwerten > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen
<p>Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Bei allen grösseren Vorhaben auf eine gute Integration in die Landschaft achten > Die Bestimmungen des Baureglementes anpassen, um eine optimale Integration der Bauten und Anlagen in die Landschaft sicherstellen zu können > Den Campus besser in die Landschaft integrieren > Die landschaftliche Qualität der öffentlichen Flächen bei den Tourismusanlagen (Gypsera, Campus, Bad) verbessern

06 Berra - Chäseberg

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Val-de-Charmey, La Roche, Treyvaux, Le Mouret, Plasselb, St. Silvester

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Erhaltung der Sichtbarkeit der Kammlinie zwischen Berra und Chäseberg</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Bauten und Anlagen, die sich störend auf die Kammlinie auswirken könnten, vermeiden > Die offene Landschaft im Bereich der Kammlinie erhalten (keine Vegetation oder Bauten)
<p>Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Zufahrten zu den Alpbetrieben erhalten und insbesondere deren Integration in die Landschaft beachten > Eine nachhaltige Bewirtschaftung der Alpweiden anstreben (Nährstoffbilanz, Bestossung usw.) > Die traditionellen, alpwirtschaftlich genutzten Gebäude erhalten und sachgerecht renovieren (Schindeldächer, Käsekeller usw.) > Das lokale Handwerk und das immaterielle kulturelle Erbe (Käseproduktion, Alpabzug usw.) bewahren und in Wert setzen > Mehrwert in der Alpwirtschaft schaffen (Käseproduktion usw.) > Die Eigentümer und Bewirtschafter beim Unterhalt der Alpweiden unterstützen > Die extensive Bewirtschaftung der Magerstandorte begünstigen und Massnahmen gegen die Aufgabe der landwirtschaftlichen Nutzung ergreifen
<p>Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Auf eine gute Integration (bezüglich Standortwahl, Dimensionierung, Wahl der Baumaterialien) der touristischen Anlagen (Sesselbahn, Mountainbike-Pisten) achten und sie gruppieren, damit gleichzeitig andere Sektoren vor Störungen verschont bleiben > Die Umgebung rund um die touristischen Anlagen (insbesondere die Parkplätze und den Bereich bei der Berg- und Talstation der Sesselbahn) qualitativ aufwerten, soweit dies angemessen und möglich ist > Das touristische Angebot bezüglich Verpflegungsmöglichkeiten und Beherbergung in einem angemessenen Rahmen halten > Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkmöglichkeiten) verbessern, ohne neue Infrastrukturen zu bauen > Die Nutzungen priorisieren, um ein harmonischeres Zusammenleben zwischen den verschiedenen Nutzern der Landschaft (Spaziergänger, Velofahrer, Landwirte usw.) zu erreichen
<p>Aufwertung der Naturobjekte</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Dafür sorgen, dass die Wildruhezone respektiert wird > Eine angemessene Alp- und Forstwirtschaft anstreben > Die Naturwerte durch sachgerechten Unterhalt bewahren > Die Besucher für die Empfindlichkeit und Seltenheit der vorhandenen Naturwerte sensibilisieren > Einzelbäume und Baumgruppen erhalten
<p>Inwertsetzung der Sakrallandschaft</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die zahlreichen Landschaftselemente religiösen Ursprungs (Wegkreuze, Kapellen, Kartause der Valsainte) erhalten und in Wert setzen

07 Greyerzersee

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Broc, Morlon, Botterens, Echarlens, Corbières, Marsens, Sorens, Pont-en-Ogoz, Hauteville, Gibloux, La Roche, Pont-la-Ville, Treyvaux

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf den See und die Voralpen	<ul style="list-style-type: none"> > Die markanten Aussichtspunkte auf den See, seine Ufer und die Voralpen längs der Hauptverkehrsachsen, insbesondere der Autobahn und den Langsamverkehrsachsen erhalten und aufwerten
Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes	<ul style="list-style-type: none"> > Die archäologischen Fundstätten und das kulturhistorische Erbe als wichtige Bestandteile der Landschaft erhalten > Die Besucher auf die Gefahr der Beschädigung der Fundstätten aufmerksam machen > Den Ausblick auf gewisse historische Kulturgüter in Wert setzen
Anstreben hoher Qualitätsziele in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten	<ul style="list-style-type: none"> > Die Bauvorschriften der Gemeinden strenger gestalten und untereinander harmonisieren, um die Integration der Bauten in die Landschaft zu verbessern > Höhere Qualitätsansprüche an die Quartiere an den Dorfrändern stellen, um den Übergang vom Bau- zum Landwirtschaftsgebiet harmonischer zu gestalten > Für alle grösseren Bauvorhaben eine Studie zur Integration in die Landschaft verlangen
Aufwertung der Naturobjekte	<ul style="list-style-type: none"> > Unberührte Abschnitte an den Ufern und auf den wenig besuchten Inseln erhalten > Landschaftsgestalterische Strukturen wie Hecken und Baumgruppen erhalten und neu anlegen > Auf eine der Topographie angepasste Wiederinstandstellung der Kiesgrubenareale achten
Verbesserung der Vereinbarkeit von Freizeit-, Landwirtschafts- und Energienutzung um den See	<ul style="list-style-type: none"> > Die Nutzungen und Funktionen der verschiedenen Uferbereiche definieren und priorisieren > Bei allen Projekten die Synergien zwischen Landwirtschaft, Tourismus und/oder Wasserkraftnutzung suchen und nutzen > Sich auf ein Gesamtkonzept der Zufahrts- und Parkierungsmöglichkeiten abstützen, um die Besucherflüsse besser kontrollieren zu können

08 Saaneschlucht

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden : Pont-la-Ville, Treyvaux, Gibloux, Arconciel, Hauterive, Marly, Villars-sur-Glâne, Freiburg

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Erhaltung der geomorphologischen Merkmale der Saaneschlucht und ihrer Lesbarkeit</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Keine zusätzlichen Störungen des Gewässer- und Geschiebehaushalts der Saane zulassen und die aktuelle Situation verbessern, wo dies angemessen und machbar ist (Koordination mit der Sanierung der Restwassermenge und des Geschiebehaushalts) > Auf eine der Topographie angepasste Wiederinstandstellung der Kiesgruben-areale achten > Die landwirtschaftliche Nutzung auf den grossen Alluvialterrassen (La Souche, La Cua, Planafaye) erhalten
<p>Aufwertung der Naturobjekte</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Den oberen Teil der Saaneschlucht vor zusätzlichen Störungen bewahren > Die Schilfröhrichte an den Talflanken erhalten > Eine nachhaltige Waldwirtschaft garantieren und die seltenen Waldstandorte in Wert setzen
<p>Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Durch gezielte forstwirtschaftliche Interventionen den Blick auf archäologische und kulturhistorische Sehenswürdigkeiten ermöglichen > Das reichhaltige archäologische und kulturhistorische Erbe längs der Saaneschlucht fördern > Die Besucher auf die Gefahr der Beschädigung von historischen und archäologischen Fundstätten sensibilisieren
<p>Verbesserung der Besucherlenkung und der Kohabitation zwischen den verschiedenen Nutzern</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Eine Mobilitätsstudie und ein Parkplatzkonzept erarbeiten, insbesondere bei der Abtei von Hauterive, der Brücke bei La Tuffière und beim Zusammenfluss mit der Aegera (Le Port unterhalb von Marly) > Die Infrastrukturanlagen für die Naherholung an einige wenige, strategische Orte konzentrieren (Hauterive, Le Port usw.) > Die Besucherlenkung verbessern, gewisse weniger begangene und weniger gut unterhaltene Wege in den empfindlicheren Sektoren schliessen > Die Nutzer für einen respektvolleren Umgang mit der Natur sensibilisieren (Abfallproblematik, wildes Parkieren usw.)

09 Saane in der Stadt Freiburg

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Marly, Pierrafortscha, Freiburg, Granges-Paccot, Düdingen

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Finden eines Gleichgewichts zwischen der Freizeitnutzung und den Naturwerten rund um den Pérolles-See und längs der Saane</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Saane und ihre Ufer renaturieren unter Berücksichtigung der verschiedenen Nutzer und Funktionen entlang der Saane durch den Erhalt der vorhandenen Naturwerte, die Schaffung einer Oase der Ruhe, und durch das Anlegen von Infrastrukturanlagen in den für die Naherholungsnutzung vorgesehenen Sektoren > Den Wald an der Obergrenze der Schlucht erhalten > Die Massnahmen zum Schutz vor Naturgefahren und zur Besucherlenkung so anlegen, dass die landschaftliche Qualität nicht beeinträchtigt wird > Wenig begangene Uferbereiche als naturnahe Sektoren erhalten > Die Biodiversität der Saane und ihrer Uferbereiche verbessern
<p>Anstreben hoher Qualitätsziele in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Den Blick auf die Altstadt, den Schönberg, markante Kunstbauten und historische Gebäude und Sehenswürdigkeiten bewahren und in Wert setzen > Hohe Qualitätsanforderungen für Vorhaben an den Stadträndern und auf den landwirtschaftlichen Restflächen (z.B. die Ebene der Neigles) stellen
<p>Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Für Fussgänger eine durchgehende Verbindung zwischen dem Pérolles-See und Grandfey schaffen > Den Zugang zum Saaneufer in den für die Naherholung vorgesehenen Sektoren besser definieren und organisieren > Die Einrichtungen für die Naherholung entlang der Fusswege konzentrieren > Im Stadtgebiet den Zugang zum Wasser vereinfachen und spezifische Infrastrukturen für Freizeit- und Sportaktivitäten in festgelegten Bereichen vorsehen

10 Pierrafortscha und Umgebung

Betroffene Gemeinden: Tentlingen, Pierrafortscha, St. Ursen, Freiburg

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Beibehalten des ländlichen und durch die Landwirtschaft geprägten Charakters der Landschaft</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Eine moderne Landwirtschaft, die den Charakter der Landschaft respektiert, erhalten > Die offenen Landwirtschaftsflächen erhalten > Bei sämtlichen Bauvorhaben auf eine gute Integration in die Landschaft achten (Standortwahl, Dimensionierung, Formen, Baumaterialien usw.) > Die landwirtschaftliche Produktion vor Ort aufwerten (Hofläden, Direktverkauf)
<p>Erhaltung und Ergänzung der dauerhaften Landschaftsstrukturen</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Ein Konzept zur Erhaltung, Pflege und Aufwertung der Gehölze ausserhalb des Waldareals erarbeiten > Die dauerhaften Landschaftsstrukturen erhalten und ergänzen, insbesondere die Baumalleen entlang der Wege und die markanten Einzelbäume > Die Neupflanzung von Einzelbäumen (insbesondere Eichen) fördern und die bestehenden Landschaftsstrukturen ergänzen
<p>Inwertsetzung der historischen Bausubstanz, ihrer Gärten und Hochstammobstgärten, und der zugehörigen Bäume</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die kulturhistorisch wertvollen Bauten und ihre Gärten (Zier-, Gemüse- und Obstgärten) erhalten > Neue Obstgärten anlegen und die bestehenden Obstgärten aufwerten > Bestimmungen zur Harmonisierung der Bauten ins Baureglement aufnehmen (Materialwahl, Dachform, Typologie der Bauten) > Die künftige Nutzung nicht mehr genutzter landwirtschaftlicher Bauten analysieren
<p>Verbesserung der Besucherlenkung</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Eine Mobilitätsstudie und ein Parkplatzkonzept erarbeiten > Das Langsamverkehrsnetz verbessern > Das Zusammenleben zwischen Anwohnern und Spaziergängern verbessern

11 Nordufer des Murtensees

Betroffene Gemeinde: Mont-Vully

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Beibehalten der linearen, parallel zum See artikulierten räumlichen Struktur</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Erhaltung der Grünflächen zwischen dem See und den Dörfern, sowie hinter den Dörfern in Richtung Vully fördern > Die Bauzone unter Bewahrung einer Harmonie mit den bestehenden Bauten verdichten (Dimension, Materialwahl usw.) > Die Weinbergfläche erhalten
<p>Erhaltung des Charmes und des idyllischen Charakters der Gegend</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Markante Aussichtspunkte auf See und Umgebung formell identifizieren, erhalten und gestalten > Den Umgang mit den Gehölzen ausserhalb des Waldareals im Uferbereich des Sees und längs des Broyekanal verbessern > Die Weinberge und den Weinbau als solchen in Wert setzen (Winzerhäuschen usw.) > Die landschaftliche Qualität der Dorfränder, der Neubauquartiere und der Sektoren mit saisonal genutzten Zweitwohnsitzen verbessern > Den öffentlichen Raum und die Dorfzentren durch qualitativ hochwertige Gestaltung in Wert setzen > Umbauten und Umnutzungen bestehender Bauten erlauben, um wirtschaftliche Aktivitäten in den Dorfzentren zu erhalten > Traditionelle Aktivitäten (Landwirtschaft, Weinbau) in Wert setzen, z.B. durch Label-Vergabe > Das kulturelle Erbe erhalten (Winzerfest, Vully-Kuchen usw.)
<p>Verbesserung des Managements der Freizeit- und Fremdenverkehrsaktivitäten</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Eine Mobilitätsstudie und ein Parkplatzkonzept erstellen > Den Uferweg erstellen und verlängern > Die Besucher zu respektvollem Umgang mit der Umwelt animieren (Abfallproblematik, Lärm usw.) > Kleine Infrastrukturanlagen (Bänke, Tische für Picknick usw.) in den Weinbergen und längs des Uferwegs anlegen
<p>Finden eines Gleichgewichts zwischen der Erholungsnutzung auf und rund um den See und dem Schutz der vorhandenen Naturwerte</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Einen öffentlichen Strand anlegen > Die Bootsanlegestellen wie in der regionalen Planung vorgesehen in Bootshäfen gruppieren > Die qualitativ hochwertigen Naturschutzflächen erhalten > Die verschiedenen Sektoren und deren Nutzung am Seeufer definieren

12 Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font

Betroffene Gemeinden: Cheyres-Châbles, Estavayer, Châtillon

SPEZIFISCHE ZIELE	MASSNAHMEN
<p>Inwertsetzung der charakteristischen Aussichtspunkte auf die Landschaft und deren Verbindung durch Wege für den Langsamverkehr</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die charakteristischen Aussichtspunkte erheben > Die Aussichtspunkte auf den See und die Grande Cariçaie unterhalten und falls nötig neu anlegen > Die sichtbaren archäologischen Spuren in der Landschaft zur Geltung bringen und zugänglich machen > Den Blick auf kulturhistorisch wertvolle Objekte der Gegend in Wert setzen > Das Langsamverkehrsnetz entwickeln und punktuell Zugänge zum See schaffen, um die Landschaft geniessen zu können (z.B. im Rahmen von touristischen Angeboten). Insbesondere die Verbindung zwischen dem Seeufer und dem Hinterland verbessern > Markierte Orte für die Tierbeobachtung schaffen
<p>Erhaltung des vielfältigen Mosaiks von unterschiedlichen Landschaftstypen</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Den öffentlichen Raum und die Dorfzentren durch qualitativ hochwertige Gestaltung in Wert setzen, z.B. im Rahmen von VALTRALOC-Projekten oder anlässlich von grösseren Arbeiten in den Dorfzentren > Die Lesbarkeit der Kulturgüter und Traditionen verbessern, die regionale Geschichte und das lokale «Savoir-Faire» in Wert setzen > Um die Zersiedelung zu vermeiden, die Entwicklung der Wohnquartiere durch eine angepasste Ortsplanung konzentrieren > Die landschaftliche Qualität der Quartiere in den Dörfern und der Ferienwohnsiedlungen verbessern, insbesondere dort, wo diese an Landwirtschaftsflächen angrenzen > In den ausgeräumten Landwirtschaftsgebieten Hecken und Einzelbäumen pflanzen > Massnahmen gegen die Erosion des Seeufers (Schutzbauten, Bepflanzungen) ergreifen
<p>Erhaltung und Förderung der Hochstammobstgärten</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Im Rahmen der Ortsplanung die bestehenden Hochstammobstgärten erheben und unter Schutz stellen > Streuobstkulturen wiederherstellen, möglichst mit lokalen Sorten
<p>Beibehaltung des Weinbaus auf Terrassen</p>	<ul style="list-style-type: none"> > Die Reben artgerecht unterhalten und die Weinberge in Stand setzen > Den Weinbau auf Terrassen weiterführen; die Terrassen (durch Renovation bzw. Neubau von Trockensteinmauern und Geländekanten) unterhalten, damit sie sichtbar bleiben



Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Grundlagenstudie

Amt für Wald und Natur

Objektblätter



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des Institutions, de l'agriculture et des forêts
DIAF
**Direktion der Institutionen und der Land- und
Forstwirtschaft ILFD**

Amt für Wald und Natur – Dezember 2019

Gesetzlicher Rahmen

Die kantonale Landschaftspolitik wird im Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) definiert.

Gemäss Art. 33 NatG hat der Kanton die Aufgabe, die Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) zu inventarisieren und zu bezeichnen. Ausserdem legt er Leitlinien für den Schutz, die Pflege und die Gestaltung dieser Landschaften fest. Diese Grundsätze sind von den Gemeinden im Rahmen ihrer Ortsplanung umzusetzen. Die vom Staatsrat bezeichneten LKB werden in den kantonalen Richtplan aufgenommen.

Ziel des Inventars

Die Ziele des Inventars sind es, die landschaftlichen Werte von auf kantonaler Ebene bedeutenden Gebieten zu erkennen, sowie Massnahmen zum Schutz, zur Gestaltung und für die Inwertsetzung von spezifischen Elementen oder allgemeinen Merkmalen, die den Wert der inventarisierten Landschaften ausmachen, vorzuschlagen.

Das Inventar umfasst Landschaften, die für den Kanton von besonderem Interesse sind und formuliert für jede dieser Landschaften objektspezifische Ziele bezüglich des Schutzes, des Unterhalts und der künftigen Gestaltung / Entwicklung.

Status des Inventars

Die Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) werden vom Staatsrat bezeichnet und im kantonalen Richtplan festgesetzt. Das Kapitel « Landschaft » des Richtplans wird mit Angaben über die Art und Weise, mit welcher die Gemeinden und kantonalen Instanzen die LKB bei der Erfüllung ihrer Aufgaben im Rahmen einer allgemeinen Interessenabwägung zu berücksichtigen haben ergänzt.

Die Objektblätter der LKB legen zwei Elemente fest, die durch den kantonalen Richtplan verbindlich werden:

- > die für jede LKB aufgrund ihrer landschaftlichen Merkmale spezifischen Ziele;
- > den Perimeter jeder LKB.

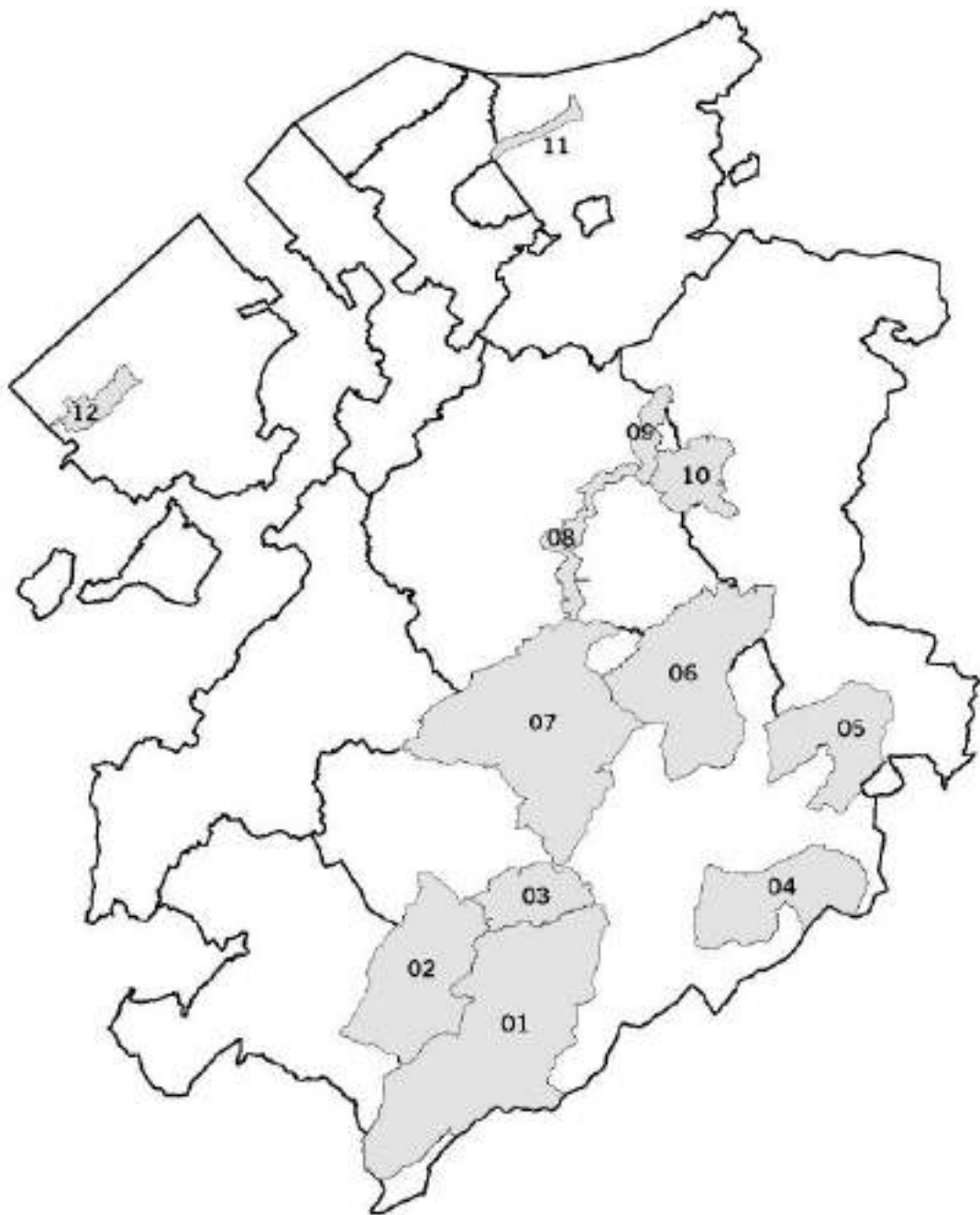
Die übrigen Informationen auf den Objektblättern (Standortangaben, die Begründung ihrer Bedeutung, die Landschaftsatmosphäre, die landschaftlichen Eigenartigkeiten, festgestellte Beeinträchtigungen, mögliche Gefährdungen, die Beschreibung spezifische Massnahmen) sind als Hinweise formuliert und sind nicht verbindlich.

Der erläuternde Bericht (separates Dokument) enthält zusätzliche, für das Verständnis des Inventars wichtige Informationen über die Methoden und die Arbeitsschritte, die bei der Erstellung des Inventars angewandt wurden.

Für die Umsetzung des Inventars beschreibt die « Ideenbox » beispielhaft und nicht abschliessend für jede einzelne LKB Aktions- und Massnahmen-Vorschläge.

Das WNA steht den Gemeinden und allen anderen an der Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen interessierten Kreisen projektbegleitend und beratend zur Seite.

Lokalisierung der Perimeter



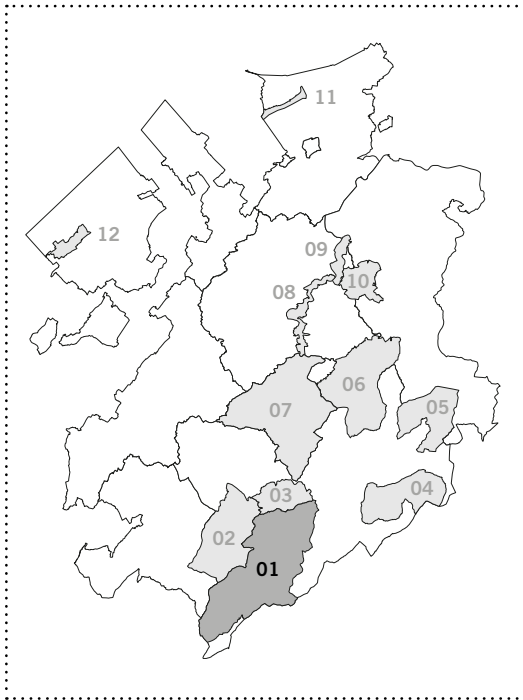
- | | |
|-----------------------------|---|
| 01 - Intyamon | 07 - Greyerzersee |
| 02 - Moléson und Taysachaux | 08 - Saaneschlucht |
| 03 - Greyerz und Umgebung | 09 - Saane in der Stadt Freiburg |
| 04 - Gastlosen und Hochmatt | 10 - Pierrafortscha und Umgebung |
| 05 - Schwarzsee | 11 - Nordufer des Murtensees |
| 06 - Berra-Chäseberg | 12 - Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font |

01 Intyamon

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Grandvillard, Bas-Intyamon, Haut-Intyamon

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



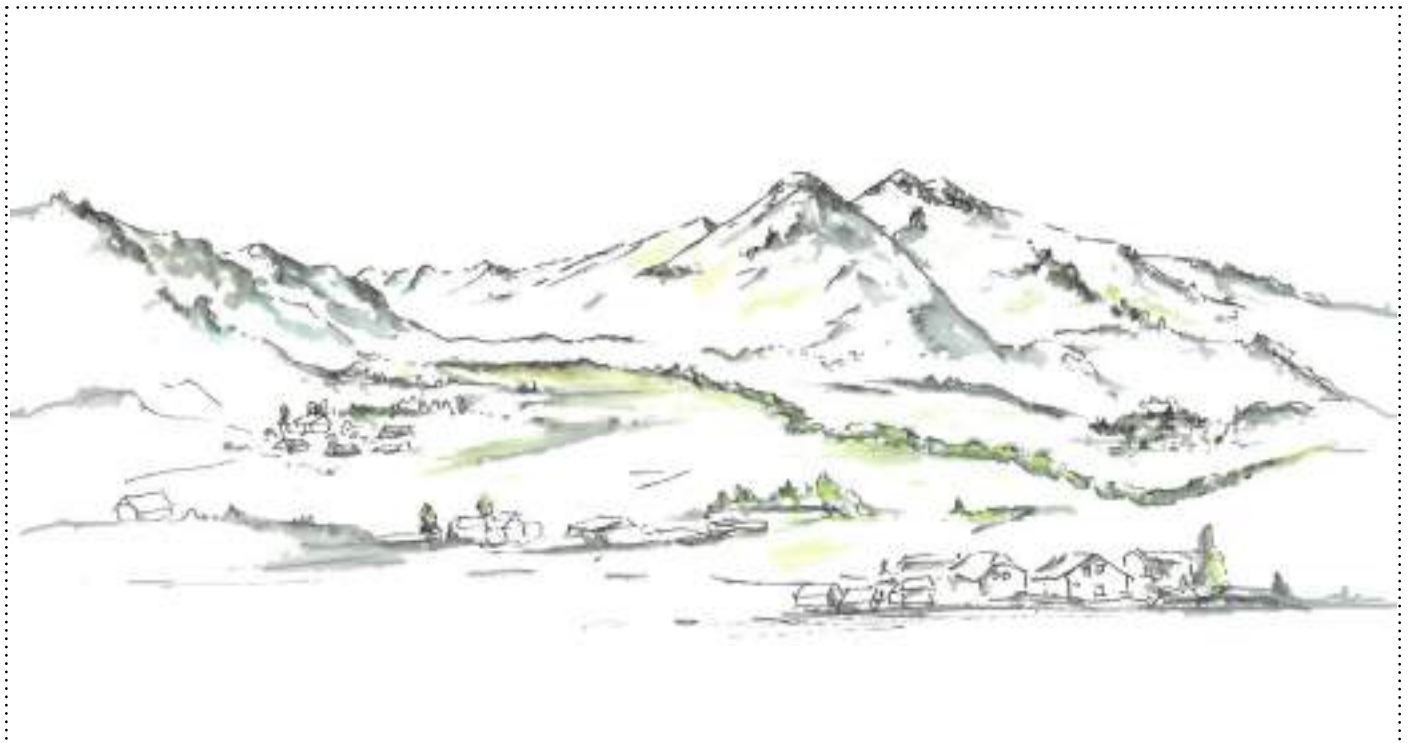
EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Aufgrund ihrer einfachen Topographie (glaziales U-Tal mit flachem Talgrund und relativ steilen Flanken) ist diese Landschaft sehr gut lesbar. Die drei sie konstituierenden Einheiten sind einfach zu erkennen:

Der flache Talgrund ist geprägt durch die Saane, die kulturhistorisch interessanten Dörfer (sie figurieren im nationalen ISOS-Inventar) und eine relativ intensive landwirtschaftliche Nutzung. Kiesgruben, Steinbrüche und Gewerbezone kontrastieren mit dem Gebirgscharakter des Tals und rufen in Erinnerung, dass die Hauptverkehrsachsen des Landes nicht sehr weit entfernt liegen. Kantonalstrasse und Bahnlinie, die das Mittelland mit dem Pays d'Enhaut verbinden, akzentuieren die Linearität des Tals. Die Saane ist zum Teil kanalisiert, **sie weist aber auch noch einige grössere naturnahe Auenwälder auf**. Der Stausee von Lessoc und die langgezogenen Hügel von Les Cressets **beleben die Landschaft mit einem sanften, langgezogenen Relief**.

Die von der Bergkette der Vanils dominierte östliche Talflanke präsentiert eine Vielzahl von geomorphologischen Strukturen: die fluvioglazialen Terrassen, Erosionsspuren der Gletscher und Schutt-fächer geben zusammen mit den über 2000m hohen Gipfeln der Landschaft einen eindeutig alpinen Charakter. Die Zuflüsse der Saane (Rio des Marais, Rio du Plan Rion, Rio du Jorat, Schlucht von Mury) zerschneiden die Talflanke auf markante Art. **Die Sömmerungsgebiete** mit Blick auf das Tal und die Voralpen spielen eine wichtige Rolle im kollektiven Bewusstsein.

Die westliche Talflanke ist generell stärker bewaldet. Die Zuflüsse wie der Hongrin oder der Flon sind an ihrer **dichten Ufervegetation** erkennbar. Auf den Anhöhen befinden sich interessante Lebensräume für Fauna und Flora.

Das Intyamon ist Bestandteil des regionalen Naturparks Gruyère-Pays d'Enhaut.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Nicht dem Charakter der Landschaft entsprechende neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen
- > Ausufernde Ortschaften, Streuung von Wohn- und Landwirtschaftsgebäuden führen zur Schliessung der vormals offenen Landschaft
- > Verlust an Landschaftsqualität als Folge der Begradigung von Fliessgewässern
- > Schlecht in die Landschaft integrierte Anlagen und Betriebe für Materialgewinnung, -verarbeitung und -ablagerung

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Abnahme der Obstgärten und Hecken im Talboden
- > Zunahme der Verwaldung, insbesondere von Sömmerungsweiden
- > Verlust der Eigenartigkeit der Dörfer und des öffentlichen Raumes
- > Zunahme der Materialgewinnungs-, Verarbeitungs- und Ablagerungsstandorte und/oder schlechte Integration der hierfür benötigten Infrastrukturen und Anlagen

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen**
- > **Sicherstellung, dass Beeinträchtigungen während und nach dem Materialabbau minimiert werden**
- > **Inwertsetzung des baulichen Kulturgutes**
- > **Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter**

Die Alpwirtschaft hat diese Landschaft geformt und ihr ihre Eigenartigkeit gegeben. Es ist von grosser Bedeutung, dass diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und die korrekte Bewirtschaftung der naturnahen Flächen (wie z.B. der Magerstandorte) erhalten und zur Geltung gebracht wird.

> **Aufwertung der Naturobjekte**

Die Landschaft weist noch grosse Naturwerte auf, die zu erhalten und aufzuwerten sind, beispielsweise durch die Renaturierung der Saane oder die Wiederherstellung bzw. Verstärkung linearer Landschaftsstrukturen wie Hecken, Baumreihen oder Trockensteinmauern.

> **Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen**

Die landwirtschaftlichen Flächen sollten offen gehalten werden, indem bei Neu- und Umbauten von Gebäuden oder bei der Realisierungen von Infrastrukturanlagen ihrer Integration ins Landschaftsbild besondere Beachtung geschenkt wird, sei dies durch eine wohldurchdachte Standortwahl, eine korrekte Dimensionierung, die Umgebungsgestaltung durch Bepflanzungen oder die Wahl der Baumaterialien. Die landwirtschaftliche Entwicklung soll jedoch möglich bleiben.

> **Sicherstellung, dass Beeinträchtigungen während und nach dem Materialabbau minimiert werden**

Das Intyamon verfügt über viele Materialabbaugebiete mit erheblichem Entwicklungspotenzial. Die Umsetzung von Begleitmassnahmen zur landschaftlichen Integration (z.B. Integration von Anlagen, Bepflanzung der Umgebung) ermöglicht es, die visuellen Auswirkungen der Standorte während ihrer Betriebsphase zu reduzieren. Die Berücksichtigung der geomorphologischen und landschaftlichen Merkmale ihrer Umgebung ist unerlässlich für eine gute Wiederherstellung nach dem Ende des Abbaus.

> **Inwertsetzung des baulichen Kulturgutes**

Mit seinen Ortsbildern und der Vielzahl an markanten Gebäuden religiösen oder weltlichen Ursprungs und seinen historischen Verkehrswegen weist das Intyamon eine bemerkenswerte Bausubstanz auf. Damit die Dörfer ihren spezifischen Charakter nicht verlieren, muss bei Vorhaben in und um die im ISOS-Inventar figurierenden Örtlichkeiten der Wahl der Baumaterialien, der Dimensionierung der Bauten sowie deren Umgebungsgestaltung besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden. Die historischen Verkehrswege (IVS) und die vielen Landschaftselemente religiösen Ursprung (Kapellen, Wegkreuze) könnten ebenfalls vermehrt zur Geltung gebracht werden.

> **Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen**

Das Radwegnetz auf der rechten Seite der Saane ist relativ gut entwickelt, auf der linken Seite wären jedoch Verbesserungen wünschenswert. Auch das Wanderwegnetz könnte ergänzt werden, z.B. durch bessere Verbindungen zwischen den verschiedenen Dörfern oder durch vermehrte Verbindungen zwischen dem Talboden und den Anhöhen. Der (Stau)-See von Lessoc könnte besser zugänglich gemacht werden.

01 Intyamon

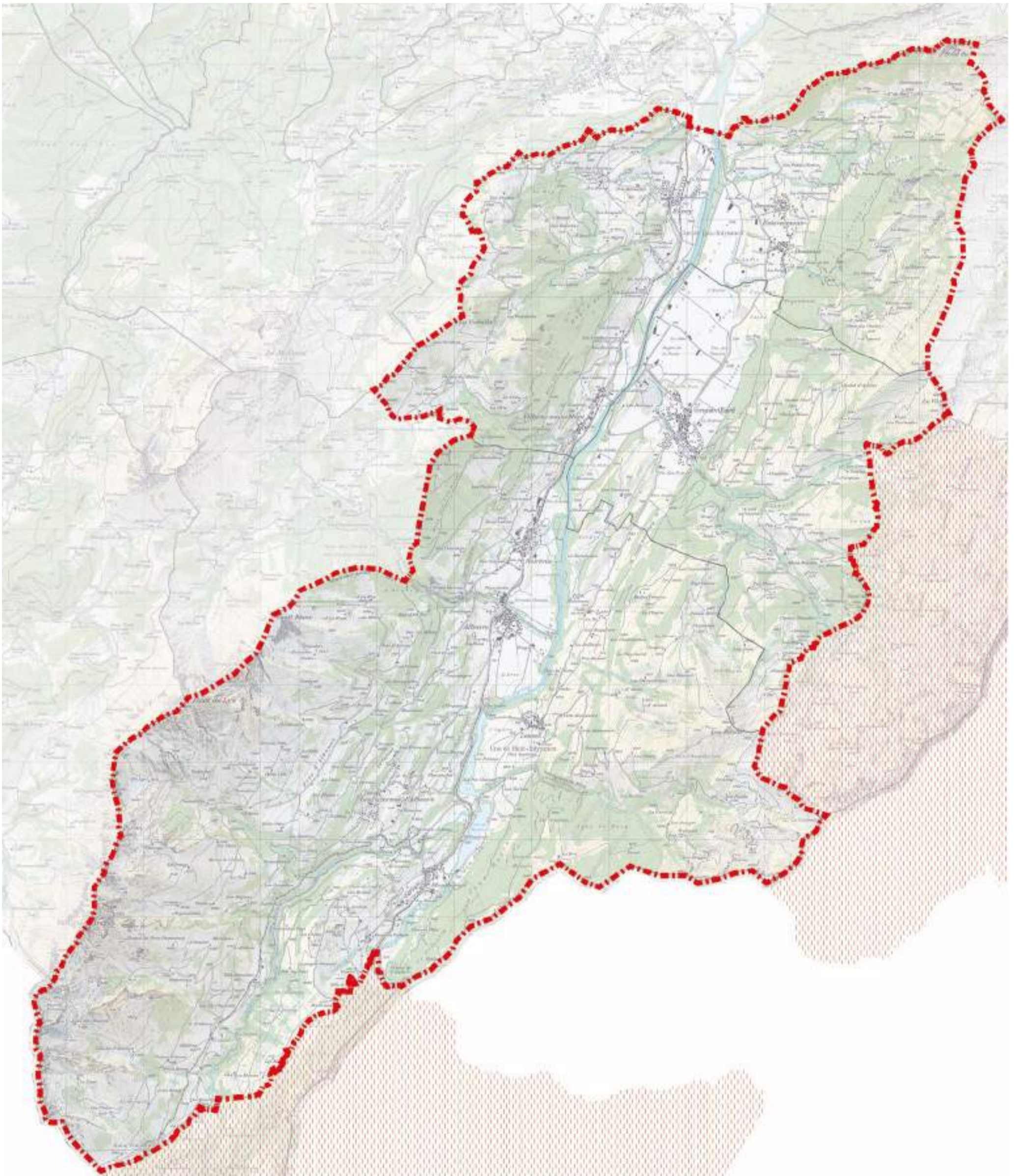
0 1'000m



----- Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



Perimeter des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)

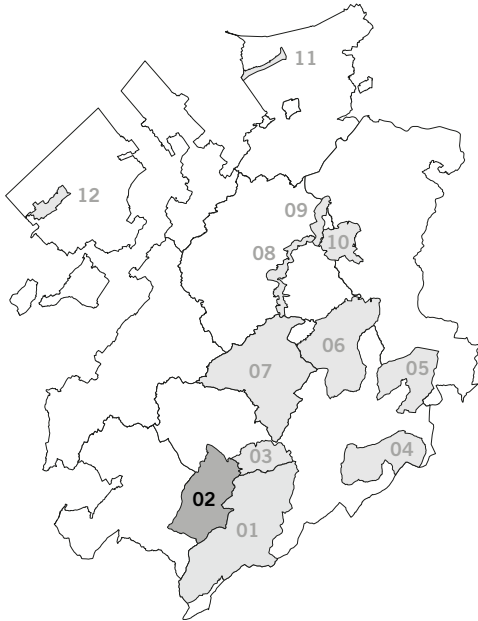


02 Moléson und Teysachaux

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Bas-Intyamon, Haut-Intyamon, Semsales, Châtel-Saint-Denis, Gruyères, Bulle, Le Pâquier

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS-FUNKTIONEN



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Der auf 2'002m kumulierende **Moléson ist ein Symbol für den Greyerzbezirk und den Kanton Freiburg.**

Mit seiner charakteristischen Silhouette ist er leicht identifizierbar und von weither sichtbar. Er bildet den nördlichen Abschluss der zwischen Moléson und Teysachaux von Norden nach Süden verlaufenden Kammlinie, die das Intyamou (LKB Nr. 01) klar von den in Richtung Broye-Ebene gelegenen Hügelzügen des Niremou und der Alpettes trennt.

Das Gefühl der Ruhe und der Abgeschiedenheit, insbesondere im Tal der Trême, **die Stille und der Rundblick** auf die Hochalpen, die Genferseeregion und die Broyeebene sind ein wesentliche Bestandteile der Identität dieser LKB.

Die weitläufigen, von Wäldern und geologisch und geomorphologisch interessanten Felsformationen durchzogenen Sömmerungsweiden bilden eine sehr abwechslungsreiche Landschaft und bieten der alpinen **Fauna und Flora ideale Lebensräume**. Das Gebiet ist von Lichtverschmutzung noch weitgehend verschont.

Viele Almhütten haben noch Dächer aus Holzschindeln, die zusammen mit den für die Käseproduktion im Sömmerungsgebiet notwendigen Nebengebäuden, den Kapellen, Wegkreuzen und Trockensteinmauern ein **vielfältiges architektonisches Kulturerbe** bilden.

Ab dem 18. Jahrhundert wurde das Gebiet auch für den **Tourismus** interessant. 1960 wurden die ersten Seilbahnen und Skilifte gebaut, und in den 1980-er Jahren entstand das Feriendorf Moléson-sur-Gruyère.

Dank der guten Erschliessung (Strassennetz, Standseilbahn, Skilifte), einem attraktiven Angebot und der Nähe des Städtchens Greyerz (LKB Nr. 03) ist das Gebiet sowohl im Winter wie auch im Sommer **stark frequentiert**.



BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Verlust des Blicks auf den Moléson, insbesondere entlang der Verkehrsachsen
- > Ungenügende Inwertsetzung des öffentlichen Raumes bei den touristischen Infrastrukturanlagen (Parkplätze, Bergstationen der Standseilbahn und der Sessellifte)
- > Von wichtigen Aussichtspunkten aus gut einsehbare Hoch- und Tiefbauten neueren Datums, die sich nicht ins Landschaftsgefüge integrieren

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunahme der Alpbuvetten mit Getränkeausschank und der damit verbundenen Zufahrten
- > Überhandnahme des Verkehrs im Sömmerungsgebiet, ungeordnetes Parkieren
- > Schwierig werdende Kohabitation der verschiedenen Nutzer des Gebiets (Alp- und Forstwirtschaft, Wanderer, Mountainbike, usw.)
- > Zunehmende Verbuschung und Verwaldung, insbesondere im Sömmerungsgebiet
- > Verlust der gebietstypischen, traditionellen Baukunst

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf den Moléson und Teysachaux
- > Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter
- > Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale
- > Aufwertung der Naturobjekte
- > Inwertsetzung der Sakralbauten

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf Moléson und Teysachaux

Der Moléson und sein südlicher Nachbar Teysachaux dominieren die Freiburger Landschaft: das Ensemble ist von weither sichtbar und dank seiner charakteristischen Silhouette auch gut identifizierbar. Der Blick auf eines der wichtigsten Aushängeschilder für den Tourismus des Kantons zumindest von den grossen Verkehrsachsen sollte frei gehalten werden. Diesem Anliegen muss daher bereits bei der Standortwahl und der Dimensionierung neuer Bauten und Anlagen Rechnung getragen werden.

> Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Alpwirtschaft hat diese Landschaft geformt und ihr ihre Eigenartigkeit gegeben. Es ist von grosser Bedeutung, diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und die korrekte Bewirtschaftung der naturnahen Flächen (wie z.B. der Magerstandorte) zu erhalten und zur Geltung zu bringen.

> Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale

Das Gebiet Moléson - Teysachaux ist eine der Tourismushochburgen des Kantons. Es verdankt seine Attraktivität der Ausgewogenheit zwischen dem touristischem Angebot und der Erhaltung der ökologischen, geologischen und kulturellen Merkmale der Region. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer dieser Landschaft (Landwirte, Wanderer, Mountainbiker, usw.) müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.

> Aufwertung der Naturobjekte

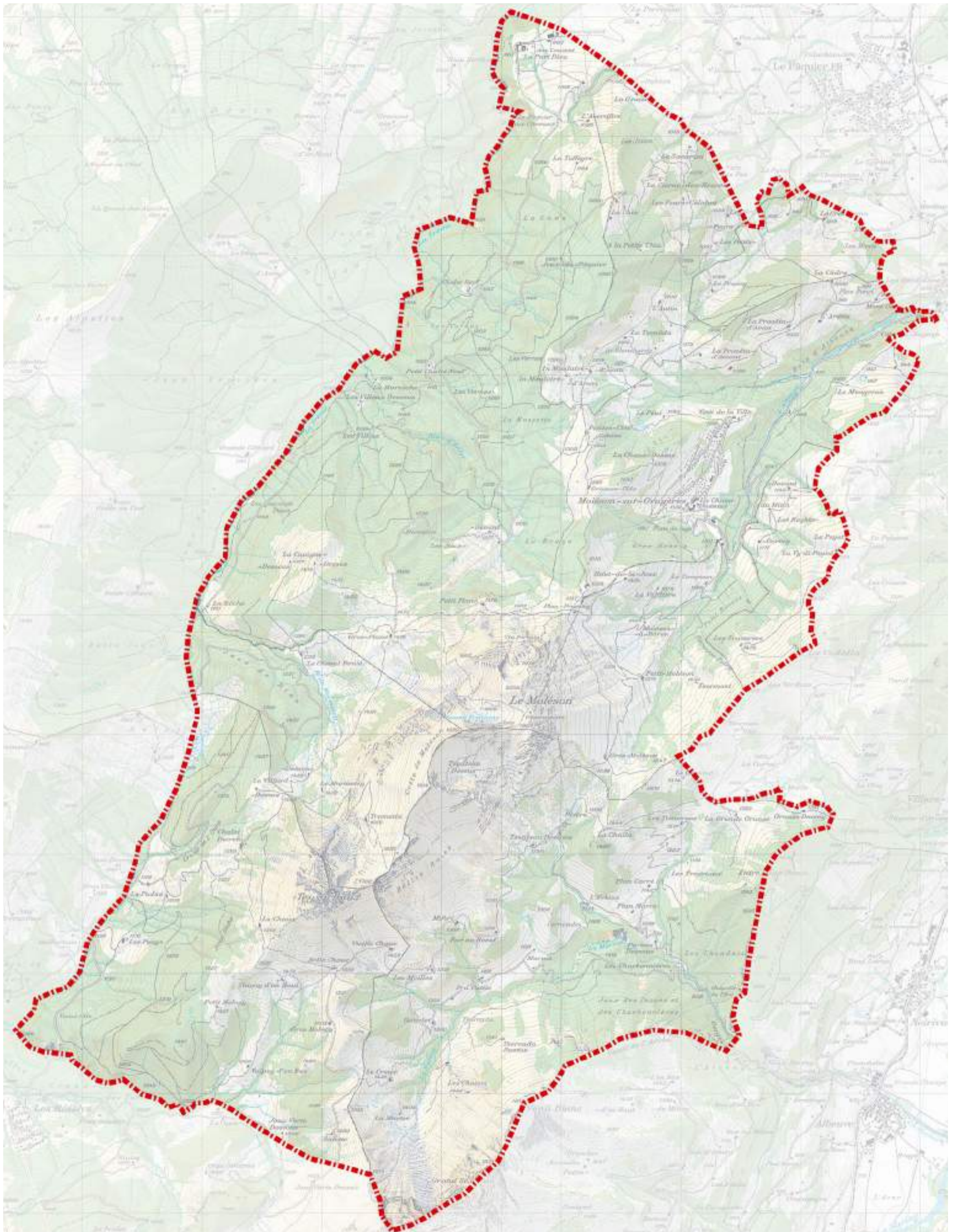
Das Gebiet hat viele Naturwerte (wie Magerwiesen, Einzelbäume, Hecken, Trockensteinmauern, usw.), die es zu erhalten und aufzuwerten gilt. Die gute Vernetzung der Naturobjekte trägt wesentlich zur hohen Landschaftsqualität bei. Die naturnahen Gebiete und insbesondere ihre Ruhe und Nachtdunkelheit müssen erhalten bleiben.

> Inwertsetzung der Sakralbauten

Die Sakralbauten sind ein wichtiger Bestandteil dieser Landschaft. Die vielen Kapellen, Wegkreuze, aber auch grössere Komplexe wie z.B. die Kartause Part-Dieu sollen erhalten und besser zur Geltung gebracht werden.

02 Moléson und Teysachaux

0 1'000m  Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung

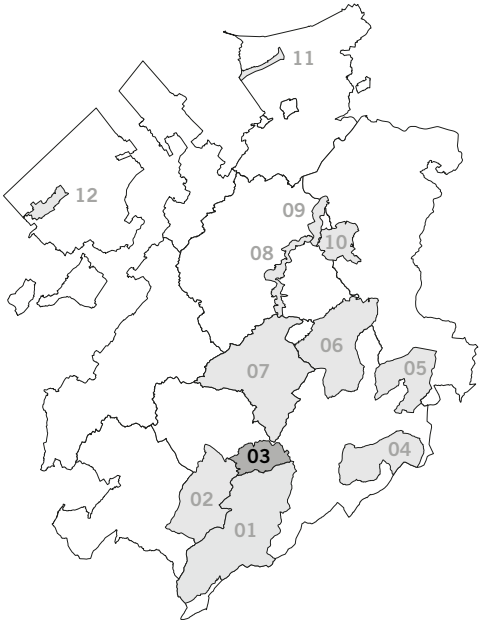


03 Greyerz und Umgebung

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Le Pâquier, Bulle, Gruyères, Broc

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS-FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-qualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.



SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Das mittelalterliche Städtchen Greyerz, hoch über der Schwemmebene der Saane gelegen, ist das Symbol dieser Landschaft. **Seine charakteristische Silhouette mit dem Schloss, seinen Wehrtürmen und Ringmauern auf den Hügeln vor dem Hintergrund der Voralpen und des Moléson-Massivs kontrastiert mit der umliegenden Ebene.** Die Hügel von Greyerz bilden eine Einheit, die sich deutlich von den übrigen landschaftlichen Merkmalen der Region (landwirtschaftlich genutzte Ebenen, Flüsse, Sömmerungsweiden, Berge) abhebt. Sie bilden den Eingang zum Intyamon und zum Moléson-Massiv, sind gleichzeitig aber auch der Abschluss der vom Greyerzersee geprägten Region.

Die historische Entwicklung des Gebiets lässt sich an der Organisation des Wohnraums in mehreren verstreuten Dörfern ablesen (Dorfkerne von Epagny und Pringy mit ihren zeitgenössischen Erweiterungen).

Die landwirtschaftliche Ebene, die sich um den Hügel von Greyerz erstreckt, ist weitgehend dem Futterbau gewidmet und bildet grosse offene Flächen, die teilweise von grossflächigen Gebäude oder Waldflächen unterbrochen sind. Sie weist keine besonderen Naturwerte auf. Dies gilt auch für die Wälder entlang der Albeuve, der Trême und der Saane,

welche momentan kaum in Wert gesetzt werden. Die Infrastrukturanlagen in der Ebene (Sportanlagen, Eisenbahnlinien, Flugfeld) kommen ohne hohe Gebäude aus und haben deshalb nur geringen Einfluss auf die Landschaft.

Von Hecken und Wäldchen durchzogene Magerwiesen an den Hängen ergänzen die Landschaft. Die Alpweiden sind von grosser Bedeutung für den Erhalt offener Flächen inmitten der ausgedehnten Wälder der Region.

Das Städtchen Greyerz, Broc und die Schaukäserei von Pringy sind **Touristenattraktionen von nationaler Bedeutung.** Die Sicht auf diese Elemente verleiht der Landschaft einen für den Tourismus hohen Identitätswert, der zur Wirtschaft der Region beiträgt.



BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Nicht dem Charakter der Landschaft entsprechende und/oder schlecht in die Landschaft integrierte neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen
- > Flussverbauungen, die zu Verlust an Landschaftsqualität geführt haben
- > Von den Aussichtspunkten aus gut sichtbares Ausufernd der Ortsränder auf die offene Landschaft
- > Verlust an offenen Flächen durch Verwaldung und Verbuschung der Sömmerungsweiden

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunahme der Urbanisierung und Zersiedelung mit Verlust von offenen Flächen, gut einsehbar von den Aussichtspunkten von Greyerz
- > Entfernung von für die Landschaftsqualität wichtigen Strukturelementen
- > Nicht in die Landschaft passende landwirtschaftliche und industrielle Bauten
- > Zunahme von stark sichtbaren bodenunabhängigen landwirtschaftlichen Produktionstypen mit negativem Einfluss auf die offene Landschaft
- > Neue touristische Infrastrukturen und Anlagen in der Nähe oder an den Flanken des Hügel von Greyerz
- > Schlechte Integration von Neubauten mit dem Verbau von Aussichten

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf das Schloss Greyerz und seine Hügel**
- > **Erhaltung und Inwertsetzung des landschaftsprägenden kulturhistorischen und archäologischen Erbes**
- > **Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen der Ebene**
- > **Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**
- > **Verbesserung des Freizeit- und Tourismusmanagements**
- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf das Schloss Greyerz und seine Hügel**

Das mittelalterliche Städtchen vor der Kulisse des Moléson und der Voralpen ist eines der symbolträchtigsten Bilder des Kantons und ein wichtiges Aushängeschild für den Tourismus. Insbesondere von den grossen Verkehrsachsen und den öffentlichen Plätzen der Dörfer in der Umgebung aus soll der Blick darauf daher freigehalten bleiben. Diesem Anliegen ist bereits bei der Standortwahl und der Dimensionierung neuer Bauten und Anlagen Rechnung zu tragen.

> **Erhaltung und Inwertsetzung des landschaftsprägenden kulturhistorischen und archäologischen Erbes**

Das archäologische und kulturhistorische Erbe ist von grosser Bedeutung für Greyerz und seine Umgebung. Das mittelalterliche Städtchen und das Schloss als markanteste Elemente sind sowohl zu erhalten als auch in Wert zu setzen.

> **Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen der Ebene**

Die von nur wenigen grossen Gebäuden unterbrochene, offene landwirtschaftlich genutzte Ebene soll in ihren Merkmalen erhalten bleiben, indem bei künftigen Renovationen, Neu- und Umbauten ein besonderes Augenmerk auf Standort, Dimensionen, Baumaterialien, usw. gelegt wird. Die natürlichen Landschaftselemente wie Hecken, Baumreihen und Waldstreifen, die der Landschaft Struktur geben, sollen erhalten, gepflegt, erneuert und verstärkt werden.

> **Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**

Für gewisse Gebiete müssten aufgrund ihrer Lage (z.B. Dorfränder), ihrer Funktion (z.B. öffentliche Plätze), oder ihrer Dimensionen (z.B. Parkplätze oder neue Landwirtschaftsbetriebe) Überlegungen bezüglich einer Verbesserung ihrer Integration in die Landschaft initiiert werden. Bei künftigen Vorhaben und Bauprojekten ist diesem Aspekt vermehrt Rechnung zu tragen.

> **Verbesserung des Freizeit- und Tourismusmanagements**

Das Städtchen Greyerz und sein Museum verzeichnen sehr hohe Besucherzahlen, die eine grosse Herausforderung bezüglich des Managements der Besucherströme darstellen. Verbesserungen hinsichtlich der Parkplätze und des Fussgänger- und Langsamverkehrs sind zu prüfen.

> **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter**

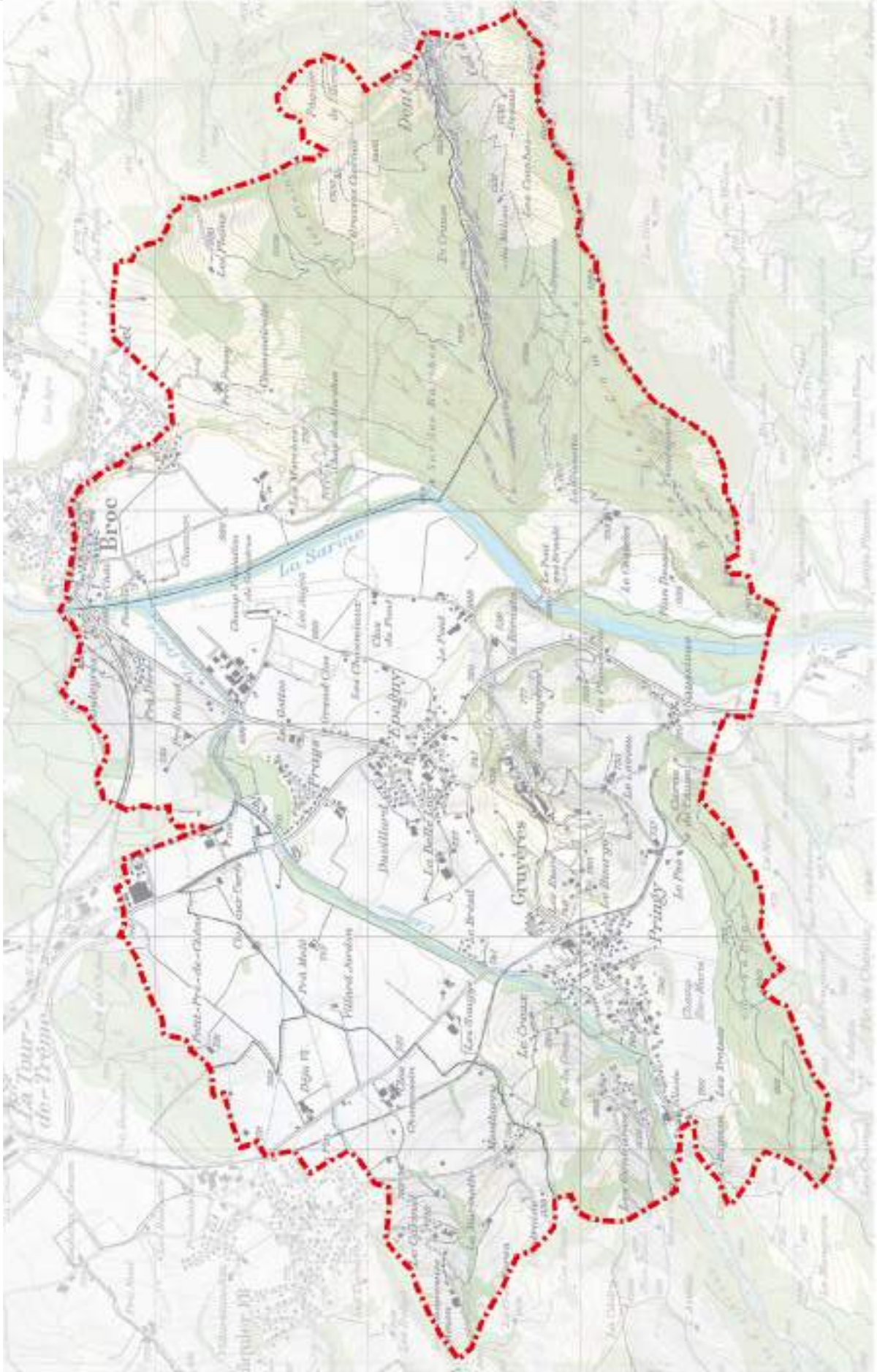
Die Ausläufer der Voralpen oberhalb der Ebene von Greyerz werden alpwirtschaftlich genutzt. Insbesondere um die markanten Waldlichtungen offen halten zu können, ist es von grosser Bedeutung, diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und die korrekte Bewirtschaftung der naturnahen Flächen (wie z.B. der Magerstandorte) zu erhalten und zur Geltung zu bringen.

03 Greyerz und Umgebung

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

0 500m

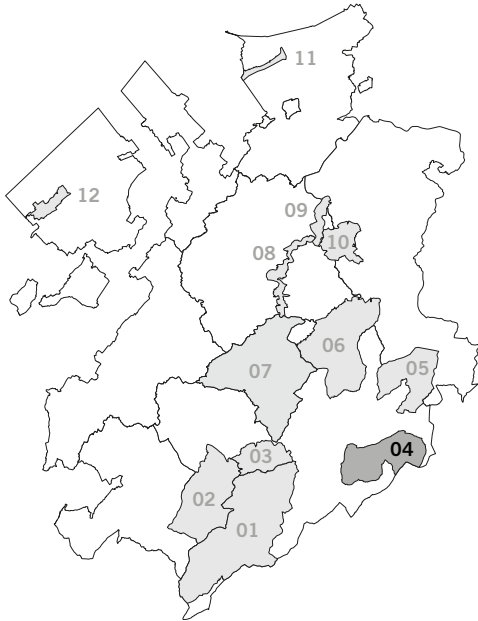
Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



04 Gastlosen und Hochmatt

Betroffene Gemeinden: Jaun, Val-de-Charmey

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Die Hochmatt und die Gastlosenkette gehören mit ihren markanten Profilen nicht nur zu den am leichtesten erkennbaren und symbolträchtigsten Gipfeln, mit fast 2000m Metern zählen sie auch zu den höchsten Bergen des Kantons. Wanderern und Alpinisten bieten sie ausserordentliche Rundsichten. **Dieser Perimeter ergänzt das südlich davon gelegene BLN-Gebiet Vanil Noir.**

Die Landschaft ist geprägt durch ihre Nutzung **als Sömmerungsgebiet: weitläufige, von Einzelbäumen und Baumgruppen durchsetzte Weiden wechseln sich ab mit grösseren Waldflächen. Darüber finden sich imposante, schroff emporragende Felsformationen.** Das Relief ist das Resultat des Zusammenwirkens von Karst- und Gravitationsprozessen und der Arbeit der Gletscher.

Die Vielfalt der Flora und der natürlichen Lebensräume in der Region ist bemerkenswert.

Das bauliche Kulturgut besteht aus **zahlreichen Alphütten, von denen viele noch Schindeldächer haben, sowie aus Elementen religiösen Ursprungs (Kapellen, Wegkreuze, usw.).** Die Authentizität der von der Alpwirtschaft geprägten, gelebten Traditionen wird bewusst gesucht, sie trägt wesentlich zur Qualität der Landschaft bei.

Ausserhalb der Ortschaften beschränken sich die menschlichen Aktivitäten weitgehend auf das direkte Umfeld der Wanderwege und der abgelegenen Gehöfte. Die eingeschränkte Nutzung lässt Platz für ausgedehnte Wälder und naturbelassene Flächen, die der Landschaft einen Charakter von noch erhaltener Natürlichkeit und Ruhe geben. Das Gebiet ist auch noch weitgehend vor Lichtimmissionen verschont geblieben.

Der Grossteil der Wohnhäuser und wirtschaftlichen Aktivitäten konzentrieren sich auf den Talboden zwischen Im Fang und Jaun. Die touristischen Anlagen (insbesondere Skistation) befinden sich am Nordhang der Gastlosen.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Von den Aussichtspunkten aus gut einsehbare, nicht dem Charakter der Landschaft entsprechende neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen
- > Zunahme des Tourismus (Parkplatzprobleme, Auswirkungen auf Fauna und Flora, Zunahme der mit Aufstiegshilfen versehenen Kletterrouten)
- > Zerstörung von Magerstandorten als Folge von Überweidung
- > Umbauten von Alpgebäuden ohne Rücksicht auf die Tradition

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Rückgang bzw. Aufgabe der Weidenutzung mit Verbuschung als Folge davon
- > Zunahme des Waldes auf Kosten der offenen Flächen, insbesondere bei Alpweiden
- > Verlust der gebietstypischen, traditionellen Baukunst
- > Verschlechterung des Zustands der Alphütten wegen mangelndem Unterhalt
- > Touristische Entwicklung und schlecht in die Landschaft integrierte Infrastrukturen

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**
- > **Bewahrung der architektonischen Harmonie der Dörfer und Beibehalten der wirtschaftlichen Aktivitäten**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**

Die Alpwirtschaft hat diese Landschaft geformt und ihr ihre Eigenartigkeit gegeben. Es ist von grosser Bedeutung, diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und eine angepasste Nutzung der naturnahen Flächen (wie z.B. der Magerstandorte) zu erhalten und in Wert zu setzen.

> **Bewahrung der architektonischen Harmonie der Dörfer und Beibehalten der wirtschaftlichen Aktivitäten**

Die Dörfer von Im Fang und Jaun sind reich an kulturhistorisch wertvollen Bauten. Damit sie ihren spezifischen Charakter nicht verlieren, ist bei Vorhaben in der Nähe der ISOS-Perimeter der Wahl der Baumaterialien, der Dimensionierung der Bauten sowie deren Umgebungsgestaltung besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Die wirtschaftliche Aktivität in den Dörfern muss weiterhin möglich bleiben, wobei bei Neu- und Umbauten auf eine gute landschaftliche Integration zu achten ist.

> **Aufwertung der Naturobjekte**

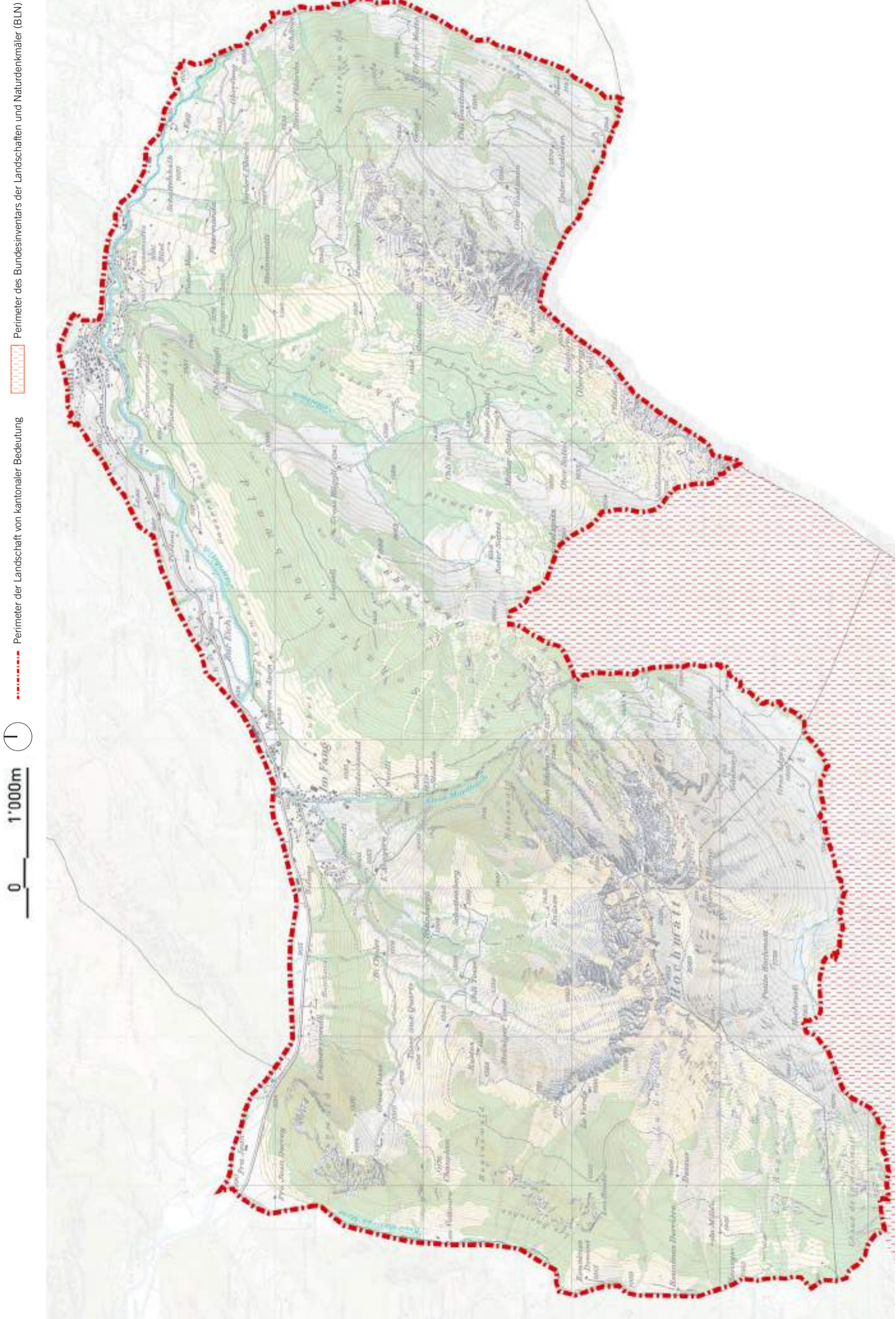
Die Landschaft weist noch grosse Naturwerte auf, die es zu erhalten und aufzuwerten, beispielsweise den Jaunbauch, gilt. Dies kann im Rahmen eines Hochwasserschutzprojektes realisiert werden. Weitere Aufwertungsmöglichkeiten wären z.B. die Wiederherstellung bzw. Verstärkung von Landschaftsstrukturen wie Hecken, Baumreihen oder Trockensteinmauern. Die gute Vernetzung der verschiedenen Naturobjekte trägt zur Qualität dieser Landschaft bei. Die naturnahen Flächen sollen erhalten und vor Lichtimmissionen bewahrt werden.

> **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**

Das Gebiet der Gastlosen ist eine der Tourismushochburgen des Kantons. Die Ausgewogenheit zwischen dem touristischem Angebot und der Erhaltung der ökologischen, geologischen und kulturellen Merkmale macht den Wert dieser Landschaft aus und soll beibehalten werden. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer dieser Landschaft (Landwirte, Wanderer, Mountainbiker, Alpinisten, usw.) müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.



04 Gastlosen und Hochmatt

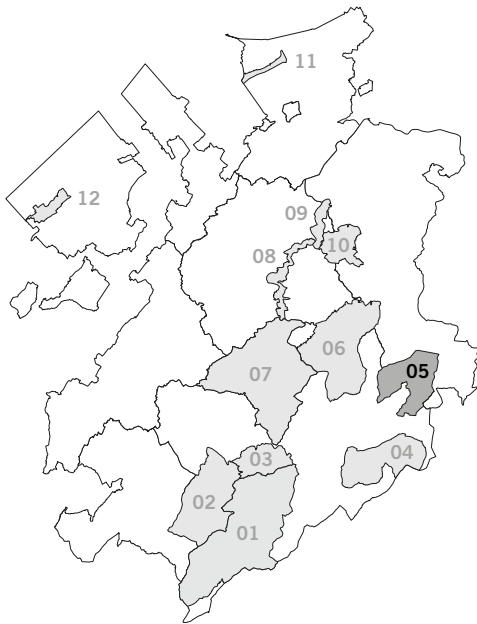


05 Schwarzsee

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Val-de-Charmey, Plasselb, Plaffeien, Jaun

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHERE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Das Schwarzseegebiet ist geprägt von der **ausgedehnten, Ruhe ausstrahlenden ebenen Fläche des Sees**. Die von **Wäldern, Wiesen und Weiden gesäumten Ufer** sind mit Ausnahme eines kleinen **Steiluferabschnitts im Süden weitgehend flach und akzentuieren das Gefühl von Weite inmitten relativ hoher, markanter Berge**: im Westen der Schwyberg, Spitzfluh und Reccardets im Süden, und die Kaiseregg im Osten.

Der Breccaschlund im Süden, eine Landschaft von nationaler Bedeutung, verstärkt den landschaftlichen Wert des Schwarzsees.

Die Talflanken werden alpwirtschaftlich genutzt. Die zum Teil noch **mit Holzschindeln bedeckten Alphütten** mit ihren für die Käseproduktion im Sömmerungsgebiet typischen Nebengebäuden (Scheunen und Heuschöber) bilden ein **vielfältiges architektonisches Kulturerbe**. **Trockensteinmauern, Kapellen, Schreine und Wegkreuze** verstärken den Eindruck von ländlicher Authentizität.

Die **touristischen Anlagen (Bergbahnen, Sommerrodelbahn, Parkplätze)** rufen in Erinnerung, dass es sich hier um ein beliebtes Naherholungsgebiet handelt. Die ausgedehnten Wandermöglichkeiten im Sommer, Skifahren und Eislaufen im Winter ziehen zahlreiche Besucher an den Schwarzsee.

Ausgedehnte **Weiden** wechseln sich ab mit grösseren **Waldflächen** und schroffen **Felsformationen** und geben dem Gebiet eine interessante **landschaftliche Vielfalt**, Resultat des Zusammenwirkens von **Karst- und Gravitationsprozessen** sowie der Arbeit der Gletscher. Die kontrastreiche Landschaft (nebst Trockenstandorten finden sich auch zahlreiche Moore und Feuchtgebiete von nationaler Bedeutung) wirkt sich auch auf Fauna und Flora aus: sie erfreuen sich einer hohen Artenvielfalt.

Ein Gefühl von **Ruhe und Distanz** verleihen dem Ort eine grosse Ausgeglichenheit.

Die **geologische und geomorphologische Vielfalt, der unverfälschte Charakter** und die noch **weitgehend intakten Naturwerte** der Region verdienen es, erhalten zu bleiben.

Die von der Alpwirtschaft und der Herstellung regionaler Erzeugnisse geprägten, gelebten Traditionen sind von hoher kultureller Bedeutung für die Region und den Kanton. Sie beeinflussen auch die bildliche Kunst und die Musik, indem sie ein paradiesisches, idealisiertes Bild des Hirtendaseins vermitteln.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Qualitativ dürrtige Gestaltung des öffentlichen Raumes bei den touristischen Infrastrukturen (Parkplätze, Gebiet am Nordufer des Sees)
- > Von wichtigen Aussichtspunkten aus gut einsehbare, nicht dem Charakter der Landschaft entsprechende neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen
- > Grosser Andrang an Besuchern mit entsprechend hohem Verkehrsaufkommen
- > Ausdehnung der Bauzonen, Zersiedelung
- > Negativer visueller Einfluss der Hochspannungsleitungen

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunahme des Waldes auf Kosten der offenen Flächen, insbesondere auf Alpweiden
- > Verlust der gebietstypischen, traditionellen Baukunst
- > Ausdehnung der Bauzonen, insbesondere der Wohnquartiere
- > Lichtverschmutzung, Verlust der Nachtdunkelheit
- > Räumliche und zeitliche Ausbreitung der touristischen Aktivitäten (Auswirkung der Infrastrukturanlagen auf Natur und Landschaft, Zunahme der Besucherzahlen, Abnahme der Perioden der Ruhe)
- > Abnahme und Störungen der Schilfflächen (infolge der Freizeitaktivitäten auf und um dem See)
- > Verschlechterung des Zustandes der natürlichen Lebensräume

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**
- > **Finden eines Kompromisses zwischen der Freizeitnutzung und den Naturobjekten rund um den See**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**
- > **Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

- > **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**

Das Schwarzseegebiet gehört zu den wichtigsten Tourismushochburgen des Kantons. Die Ausgewogenheit zwischen dem touristischem Angebot und der Erhaltung der ökologischen, geologischen und kulturellen Merkmale macht den Wert dieser Landschaft aus und soll beibehalten werden. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer (Landwirte, Wanderer, Mountainbiker, Alpin- und Tourenskifahrer, Schlittschuhläufer, usw.) müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.

- > **Finden eines Kompromisses zwischen der Freizeitnutzung und den Naturobjekten rund um den See**

Die Landschaft ist rund um den See angelegt, der eine hohe Anziehungskraft hat. Entsprechend hoch sind die Besucherzahlen und der Druck auf die Seeufer. Der Zugang zum See zu Erholungszwecken soll abschnittsweise vereinfacht, die Sektoren mit hohen Naturwerten im Gegenzug besser vor Störungen geschützt werden. Die diversen Sektoren und ihre Nutzung rund um den See sollen präzise definiert werden.

- > **Aufwertung der Naturobjekte**

Die Landschaft weist noch grosse Naturwerte auf, die es zu erhalten und aufzuwerten gilt. Die markanten Bergahorne sind nur eines von vielen Beispielen. Die Nachtdunkelheit ist ein weiterer Trumpf der Region: auch sie ist zu erhalten und in Wert zu setzen.

- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**

Die Alpwirtschaft hat diese Landschaft geformt und ihr ihre Eigenartigkeit gegeben. Es ist von grosser Bedeutung, diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und eine angepasste Nutzung der naturnahen Flächen (wie z.B. der Magerstandorte) zu erhalten und in Wert zu setzen.

- > **Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**

Gewisse durch ihre Lage und/oder ihre Grösse landschaftlich heiklen Gebiete (z.B. Gypsera, Campus, die grossen Parkplätze) würden es verdienen, bezüglich ihrer Integration in die Landschaft optimiert zu werden. Bei künftigen grösseren Projekten ist diesem Aspekt vermehrt Rechnung zu tragen.



05 Schwarzsee

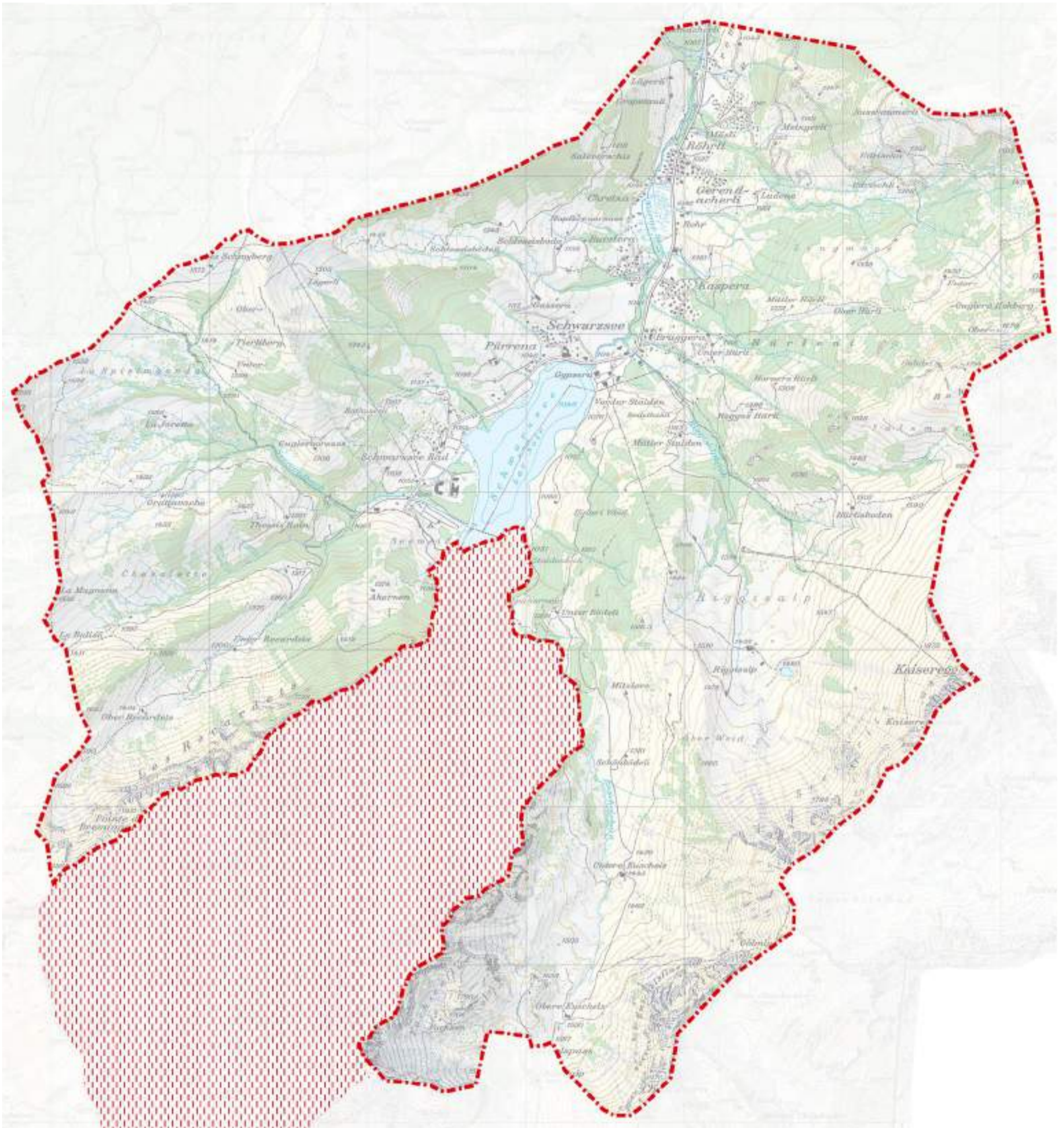
0 1'000m



----- Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



Perimeter des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)

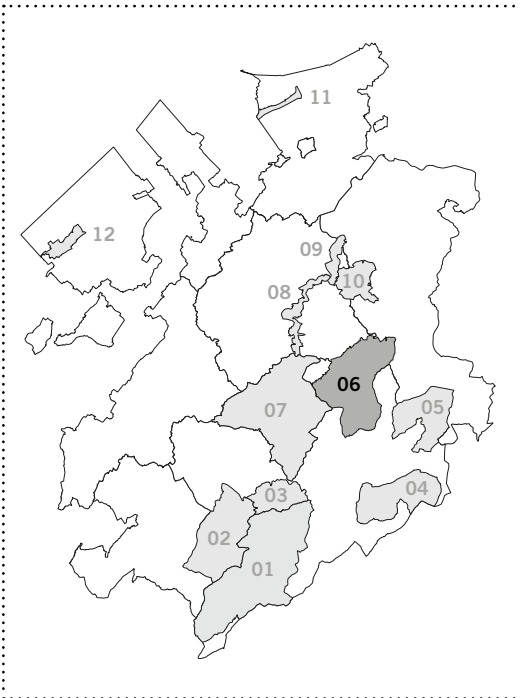


06 Berra - Chäseberg

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Val-de-Charmey, La Roche, Treyvaux, Le Mouret, Plasselb, St. Silvester

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.



SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.



LANDSCHAFTSATMOSPHERE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Als **typische Mittelgebirgslandschaft** zeichnet sich diese Landschaft durch ein markantes Relief und eine klare Kammlinie aus, die sie deutlich vom Flachland abheben. Das Massiv hat eine ziemlich einheitliche und lesbare Silhouette, die den Landschaftshintergrund von den Aussichtspunkten am Greyerzersee, auf der Autobahn oder in den Dörfern des Mittellandes markiert. Im Schnittpunkt von drei Bezirken gelegen, spielt die Gegend eine **wichtige Rolle im regionalen Bewusstsein** als Bindeglied zwischen Greyerz-, Saane- und Sensebezirk.

Die Kammlinie zwischen Berra und dem Cousimbert (Chäseberg) bietet beeindruckende Rundblicke auf die Mittellandseen (Greyerzersee, Neuenburgersee, Murtensee, Genfersee) und die symbolträchtigen Gipfel der Berner und Freiburger Alpen. Sie sind Bestandteile der kollektiven Wahrnehmung und verkörpern die starke soziale und kulturelle Bindung an das Gebiet. Diese wird durch die **gute Zugänglichkeit zum Gipfel** der Berra (Bergbahn) noch verstärkt.

Ausserhalb der dem Tourismus gewidmeten und saisonal stark frequentierten Gebiete bleibt die

menschliche Präsenz relativ diskret. Dies gilt insbesondere für die Wildruhezone, die nur auf den hierfür bezeichneten Wegen betreten werden darf und in der Leinenzwang für Hunde herrscht. Dieses auch von Lichtimmissionen weitgehend verschonte Gebiet strahlt eine Atmosphäre der Ruhe aus.

Die hügelige, von **fluvio-glazialen Prozessen geformte Landschaft** präsentiert sich dank der ausgedehnten Wälder sehr naturnah. Die Behirtung ist allgegenwärtig:

- > Die **funktionsgerechten, einfachen Alphütten** werden teilweise noch für die Sömmerung und die Herstellung regionaler Produkte benutzt.
- > Die **gesömmerten Tiere** weiden weitgehend frei und sind mit ihrem Glockengeläut Bestandteil der Eigenartigkeit der Landschaft.

Die zahlreichen **Gewässer, Feuchtgebiete und Magerstandorte** tragen zum Artenreichtum der für die Voralpen typischen Fauna und Flora bei. Die Moore und feuchten Weiden in den Senken verleihen dem Gebiet eine ganz spezielle Atmosphäre.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Qualitativ dürftige Gestaltung des öffentlichen Raumes bei den touristischen Infrastrukturen (Parkplatz bei der Talstation, Umgebung der Bergstation)
- > Störung des Landschaftsbildes durch die Hochspannungsleitung und ihre geradlinige Schneise quer durch den Wald
- > Hoher Besucherdruck bei schönem Wetter
- > Zunahme der Nutzer und Nutzungstypen

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunahme des Waldes auf Kosten der offenen Flächen, insbesondere auf Alpweiden
- > Verlust der gebietstypischen, traditionellen Baukunst
- > Zunahme des Drucks auf die Landschaft durch die Ganzjahres-Freizeitnutzung

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Erhaltung der Sichtbarkeit der Kammlinie zwischen Berra und Chäseberg**
- > **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**
- > **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Inwertsetzung der Sakrallandschaft**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Erhaltung der Sichtbarkeit der Kammlinie zwischen Berra und Chäseberg**

Die Kammlinie zwischen Berra und Chäseberg ist ausgesprochen charakteristisch und von grosser Bedeutung für die regionale Identität. Sie sollte daher von Elementen, die ihre Silhouette beeinträchtigen könnten (grosse Bauten und Anlagen), freigehalten werden. Eine angemessene Forstwirtschaft trägt ebenfalls zur Erhaltung der offenen Landschaft längs der Kammlinie bei.

> **Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihres kulturellen Erbes**

Die Alpwirtschaft hat diese Landschaft geformt und ihr ihre Eigenartigkeit gegeben. Es ist von grosser Bedeutung, diese Bewirtschaftungsform durch sachgerechte Renovationen der Gebäude, gut in die Landschaft integrierte Zufahrten und eine angepasste Nutzung der ökologisch wertvollen naturnahen Flächen (wie z.B. der Moore) zu erhalten und in Wert zu setzen.

> **Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale**

Das Gebiet rund um die Berra ist von grosser Bedeutung für den Tourismus im Kanton. Die Ausgewogenheit zwischen dem touristischem Angebot und der Erhaltung der ökologischen, geologischen und kulturellen Merkmale macht den Wert dieser Landschaft aus und soll beibehalten werden. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer dieser Landschaft (Landwirte, Wanderer, Mountainbiker, Förster, usw.) müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.

> **Aufwertung der Naturobjekte**

Die Landschaft weist noch grosse Naturwerte auf, die es durch eine sachgerechte alp- und forstwirtschaftliche Nutzung zu erhalten und aufzuwerten gilt. Die Wildruhezone ist ein wichtiger Bestandteil der Landschaft; die Besucher sollen darüber informiert und für ein angemessenes Verhalten sensibilisiert werden.

> **Inwertsetzung der Sakrallandschaft**

Die Landschaftselemente religiösen Ursprungs sind in dieser Landschaft allgegenwärtig. Die zahlreichen Kapellen und Wegkreuze wie auch die Kartause der Valsainte sind zu erhalten und besser zur Geltung zu bringen.



06 Berra - Chäseberg

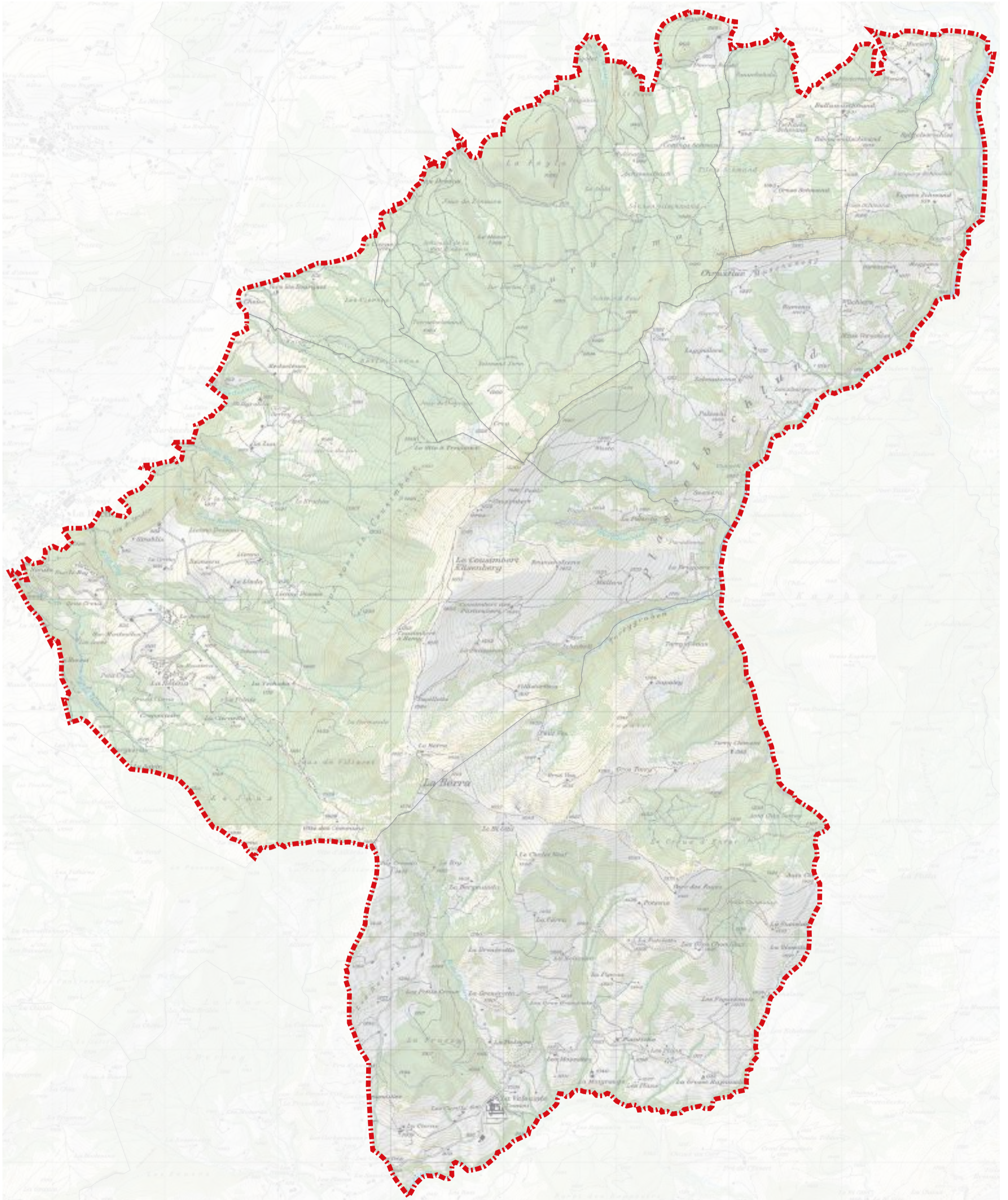
0 1'000m



Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



Perimeter des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)

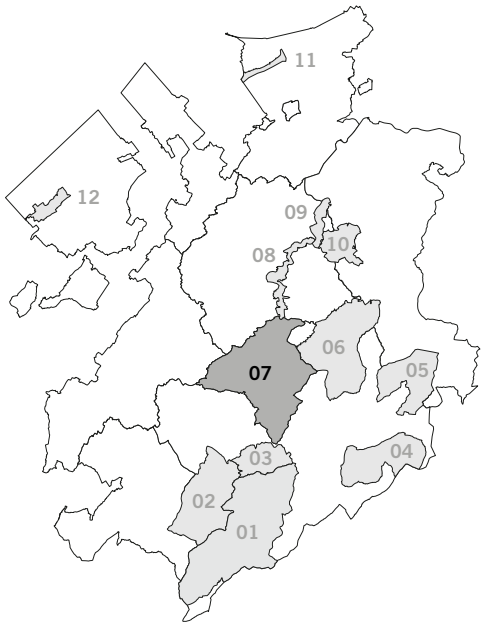


07 Greyerzersee

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Broc, Morlon, Botterens, Echarlens, Corbières, Marsens, Sorens, Pont-en-Ogoz, Hauteville, Gibloux, La Roche, Pont-la-Ville, Treyvaux

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHERE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Die Landschaft artikuliert sich rund um den Greyerzersee, dem grössten Stausee im Schweizer Mittelland. Die Staumauer bei Rossens wurde 1948 fertiggestellt. Der Seespiegel schwankt in Abhängigkeit der Stromproduktion und der von der Saane geführten Wassermenge. **Die starken Pegelschwankungen sind an den nur stellenweise zugänglichen Ufern gut sichtbar** und führen bei Niedrigwasser zu einer sehr speziellen «Mondlandschaft». **Die Vegetation und die über weite Strecken unnatürliche Steilheit der Ufer sind ebenfalls charakteristisch und weisen darauf hin, dass es sich hier nicht um einen natürlichen See handelt.**

Ein Grossteil der Uferbereiche ist bewaldet, man findet jedoch auch Wiesen und einige Steilufer. Eine Vielzahl kleiner Bäche mündet in regelmässigen Abständen in den See. Die grosse Anzahl an verschiedenen Lebensräumen bietet einer vielfältigen Fauna und Flora Unterschlupf.

Der langgezogene, stellenweise sehr unterschiedlich tiefe See stellt mit seinem wechselnden Farbenspiel einen wesentlichen Bestandteil der Landschaft dar und bildet einen idyllischen Rahmen für den Tourismus. Die öffentlichen Seezugänge, die zahlreichen Wanderwege rund um den See, ein Golfplatz und die Wassersportmöglichkeiten sind äusserst attraktiv. Die Insel von Ogoz mit ihrer mittelalterlichen Ruine, insbesondere den Türmen ist einzigartig. Der relativ gut zugängliche Uferbereich zwischen Gumefens und Morlon zieht im Sommerhalbjahr sehr viele Besucher an.

Das rechte Ufer und sein Hinterland haben ihren ländlichen, von der Landwirtschaft geprägten Charakter noch weitgehend bewahrt.

Die zumeist gut in die Landschaft integrierten traditionellen Bauernhöfe und die vielen, die Landschaft strukturierenden Elemente (Hecken, Einzelbäume, Obst- und Gemüsegärten) bilden eine harmonische, archetypische Landschaft. **Auch die Dörfer mit ihren markanten Gebäuden und ihrer Ursprünglichkeit tragen zu einer starken regionalen Identität bei.** Die an vielen Bauerhäusern zur Schau gestellten Kuhglocken und Alpaufzüge (Poyas) sind für die Gegend charakteristisch und unterstreichen die noch gelebte traditionelle, ländliche Lebensweise.

Das mittelalterliche Städtchen Corbières und die Schlossruine von Everdes als **Zeugen der Vergangenheit**, die Kirchen von Hauteville und Villarvolard, als Beispiele für die Bedeutung der **Religion**, aber auch Bauten neueren Datums wie Electrobroc oder die Schokoladefabrik Cailler sind ebenfalls Ausdruck und Teil der starken regionalen Identität.

Das linke Ufer weist ähnliche Eigenschaften wie das rechte Ufer auf, ist aber im Allgemeinen und bis auf zwei Ausnahmen (Herrenhaus in Sorens und Schloss Vuippens) **weniger gut vor Neu- und Umbauten bewahrt worden.** Die landwirtschaftlichen Meliorationen haben viele Landschaftsstrukturen zum Verschwinden gebracht und die Anzahl interessanter Lebensräume für Fauna und Flora reduziert.

Dafür bietet der **Blick von dieser Seeseite in Richtung der Voralpen reizvolle, idyllische Landschaften mit markanten Erhebungen (Molésou, Dent de Broc) im Hintergrund.**

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Vom See und den Uferbereichen aus gut sichtbare Zersiedelung
- > Einige schlecht in die Landschaft integrierte Infrastrukturen und Anlagen
- > An bestimmten Orten schwierige Kohabitation zwischen den verschiedenen Nutzern, insbesondere zwischen Landwirtschaft und Freizeitaktivitäten
- > Hohes Besucheraufkommen in einigen Sektoren (Beeinträchtigung von archäologischen Fundstätten)

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunehmende Überbauung der Uferbereiche, insbesondere im Südwesten
- > Entwicklung von viel Lärm produzierenden Aktivitäten in heute noch weitgehend ruhigen Gebieten am rechten Ufer
- > Ungenügende Integration von Neubauten, uneinheitliche Siedlungen
- > Schlecht in die Landschaft integrierte neue Tourismus- und Sportanlagen

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf den See und die Voralpen**
- > **Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes**
- > **Anstreben hoher Qualitätsziele in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Verbesserung der Vereinbarkeit von Freizeit-, Landwirtschafts- und Energienutzung um den See**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf den See und die Voralpen**

Der landschaftliche Wert des Gebietes rund um den Greyerzersee ergibt sich unter anderem aus den Panoramansichten auf den See und die Voralpen, die beim Betrachter ein sehr idyllisches, malerisches Bild generieren. Es ist wichtig, z.B. längs der Autobahn, der Langsamverkehrsachsen oder bei den von Touristen frequentierten Orten, markante Aussichtspunkte auf See und Voralpen freizuhalten. Eine intelligente Standortwahl und die korrekte Dimensionierung neuer Bauten und Anlagen erlauben es, diesem Anliegen Rechnung zu tragen und solche Aussichtspunkte zu sichern.

> **Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes**

Die archäologischen Fundstätten und das kulturhistorische Erbe sind wichtige Bestandteile der Landschaft. Die île d'Ogoz und die Schlösser sind für die Region typische, identitäre Elemente. Es geht darum, diese Überreste vergangener Zeiten zu erhalten. Es wäre auch angebracht, den Blick auf bestimmte historische Kulturgüter (wie z.B. das mittelalterliche Städtchen Corbières oder das Schloss Vuippens) in Wert zu setzen und besser zur Geltung zu bringen.

> **Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**

Für gewisse Gebiete müssten aufgrund ihrer Lage (z.B. die Dorfränder), ihrer Funktion (z.B. die öffentlichen Plätze), oder ihrer Dimensionen (z.B. die Parkplätze oder die Landwirtschaftsbetriebe) Überlegungen bezüglich einer Verbesserung ihrer Integration in die Landschaft gemacht werden. Bei künftigen Vorhaben und Bauprojekten ist diesem Aspekt vermehrt Rechnung zu tragen.

> **Aufwertung der Naturobjekte**

Die Landschaft weist insbesondere im Süden (Auenlandschaft, Wasser- und Zugvogelreservat) noch grosse Naturwerte auf, die es zu erhalten und aufzuwerten gilt. Die Interessen der verschiedenen Nutzergruppen sind aufeinander abzustimmen. So sind insbesondere genügend grosse, ungestörte Sektoren (Ruhezonen) im Uferbereich und auf den kaum besuchten Inseln auszuscheiden, und landschaftsgestalterische Strukturelemente wie Hecken, Hochstammobstgärten, Einzelbäume, usw. sind gezielt zu fördern.

> **Verbesserung der Vereinbarkeit von Freizeit-, Landwirtschafts- und Energienutzung um den See**

In dieser Landschaft dreht sich alles um den See, der eine hohe Anziehungskraft ausübt und viele Leute anzieht. Daraus ergeben sich zwischen den verschiedenen Nutzern (insbesondere zwischen Landwirtschaft, Tourismus und Energieproduktion) zwangsläufig Konflikte, die in den Uferbereichen noch verschärft auftreten. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzerkreise sind zu identifizieren, zu priorisieren und aufeinander abzustimmen. So könnte der Zugang zum See zu Erholungszwecken an gewissen Orten vereinfacht werden, im Gegenzug werden Bereiche mit hohen Naturwerten besser vor Beeinträchtigungen bewahrt.

07 Greizersee

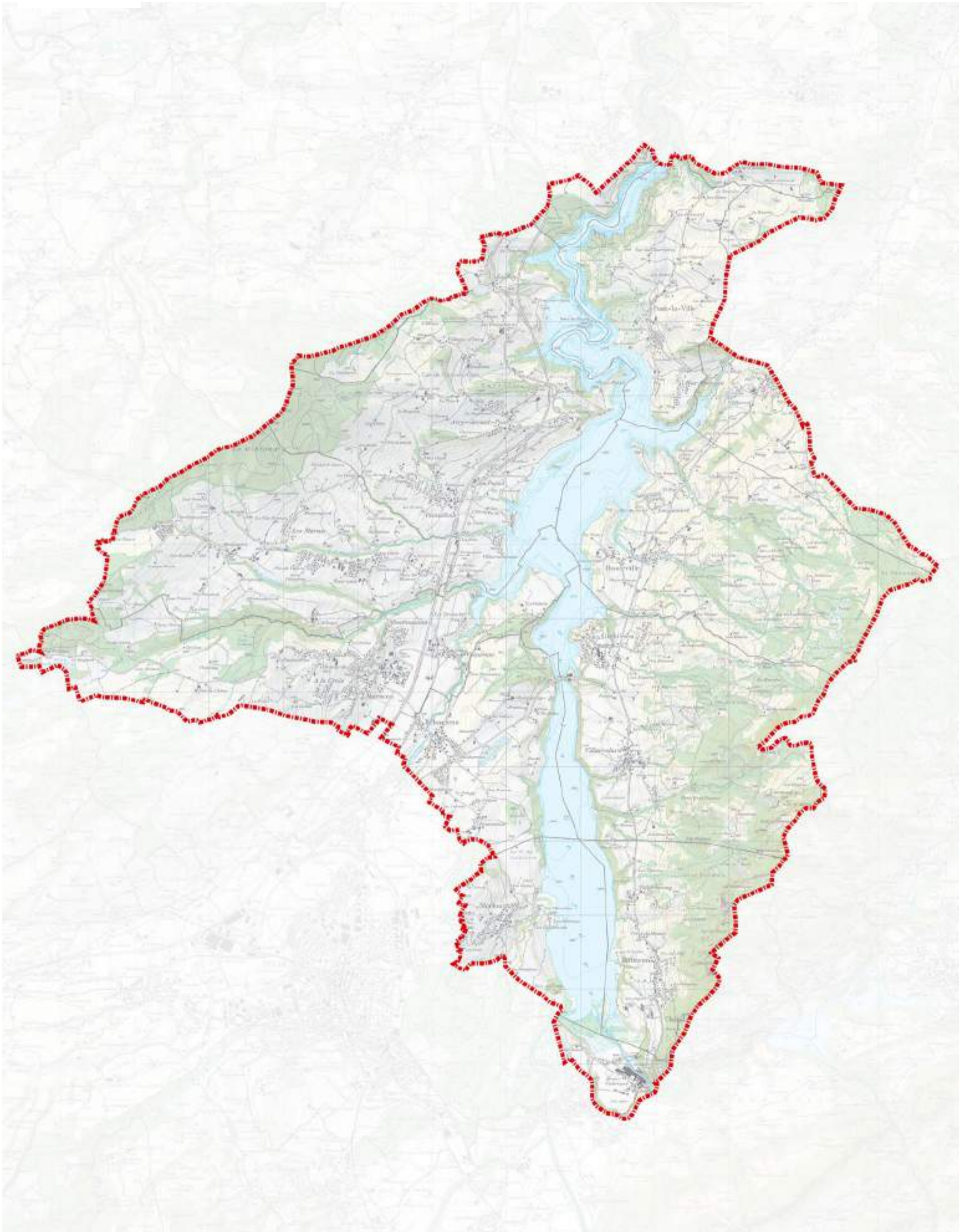
0 1500m



Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



Perimeter des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)

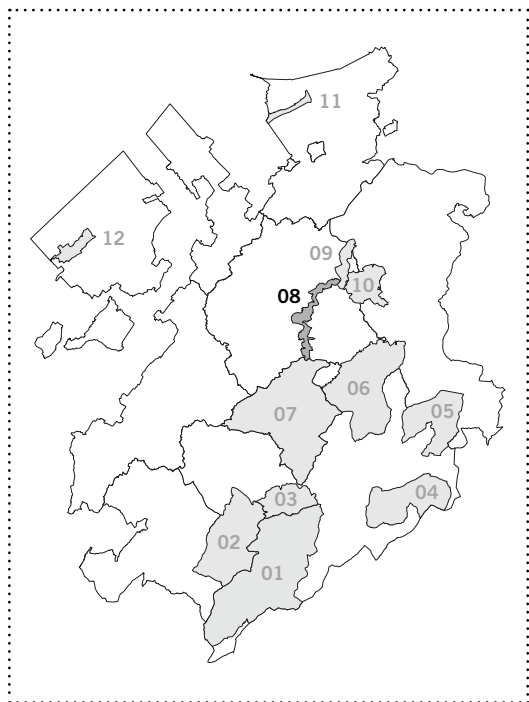


08 Saaneschlucht

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden : Pont-la-Ville, Treyvaux, Gibloux, Arconciel, Hauterive, Marly, Villars-sur-Glâne, Freiburg

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Diese kurvenreiche Schlucht wurde von den Mäandern des Flussbettes der Saane gebildet, die sich tief in den Molassegrund gegraben hat. Vor allem in ihrem oberen Abschnitt verleihen die tiefen Schluchten und nur schwer zugänglichen Flussufer der Gegend einen **ursprünglichen, wilden Charakter, der durch die dicht bewaldeten Hänge und die schroffen Felswände noch verstärkt wird**. Die von einem Ufer zum anderen markant unterschiedliche Sonneneinstrahlung hat grossen Einfluss auf die Lebensräume und trägt zur Diversität der Landschaft bei.

Bei einigen Mäandern laufen die Gleithänge auf der Innenseite der Krümmung flach aus. Diese **Terrassen aus Schwemmgut (Alluvialterrassen) werden landwirtschaftlich und gelegentlich auch von Industrie und Gewerbe genutzt**. Sie sind auch beliebte Naherholungsgebiete.

Die **Höhlen und natürlichen Unterstände (Felsüberhänge) in den Molassefelsen wurden seit der Vorgeschichte bis ins Mittelalter immer wieder**

benutzt. Die archäologische **Fundstelle von La Souche** (datiert vom Ende des Mesolithikums) ist von nationaler, wenn nicht europäischer Bedeutung und zeugt von der Bedeutung dieses Standorts für die Besiedlung durch den Menschen.

Die Felssporne und Plateaus hoch über der Saane bergen ebenfalls **archäologisch und kulturhistorisch wertvolle Zeugen** früherer Besiedlungen wie die Nekropole von Châtillon-sur-Glâne oder die Burgen von Illens und Arconciel.

Die in einer Saaneschleife erbaute Zisterzienserabtei von Hauterive, ein Juwel sakraler Baukunst, strahlt Ruhe und Besonnenheit aus. Die Kapelle Saint-Pierre als weiteres Beispiel sakraler Baukunst trägt ebenfalls zum idyllischen Charakter der Landschaft bei.

Einige Zeugen menschlichen Handelns wie die Staumauer von Rossens, die Brücken und die Kiesgruben stehen im Gegensatz zu der ansonsten sehr naturnahen Landschaft.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Gestörte Gewässer- und Geschiebedynamik der Saane
- > Im Sommer sehr hohe Besucherzahlen (wildes Parkieren, Störung der Fauna, usw.)
- > Bestehende Kiesgruben

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Zunahme der Besucherströme führt zu Problemen (Littering, Schäden an der Vegetation, Störung der Tierwelt, Beschädigung der archäologischen Fundstätten)
- > Verlust des ursprünglichen, wilden Charakters des oberen Abschnitts der Schlucht
- > Schlecht in die Landschaft integrierte Wiederinstandstellung der Kiesgrubenareale

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Erhaltung der geomorphologischen Merkmale der Saaneschlucht und ihrer Lesbarkeit**
- > **Aufwertung der Naturobjekte**
- > **Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes**
- > **Verbesserung der Besucherlenkung und der Kohabitation zwischen den verschiedenen Nutzern**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Erhaltung der geomorphologischen Merkmale der Saaneschlucht und ihrer Lesbarkeit**

Es ist darauf zu achten, dass der geomorphologische Prozess, der zur Bildung der Saaneschlucht geführt hat, weiterhin aktiv bleiben kann und nicht durch weitere Eingriffe in den Gewässer- und Geschiebehalt noch zusätzlich gestört wird. Die Lesbarkeit der landwirtschaftlich genutzten Alluvialterrassen (La Souche, La Cua, Planafaye) soll bewahrt werden. Ein spezielles Augenmerk ist auch darauf zu werfen, dass die Wiederinstandstellungsprogramme der Kiesgruben sich vermehrt an der ursprünglichen Topografie orientieren.

> **Aufwertung der Naturobjekte**

Die Saaneschlucht birgt hohe Naturwerte wie die Auenlandschaft von nationaler Bedeutung zwischen Rossens und Freiburg und das Amphibienlaichgebiet «Petite Sarine», die es wert sind, erhalten und aufgewertet zu werden. Der obere Teil der Saaneschlucht ist ein Waldreservat, in welchem zusätzliche Störungen zu vermeiden sind.

> **Erhaltung und Inwertsetzung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes**



Die Landschaft rund um die Saaneschlucht ist reich an wertvollen archäologischen und kulturhistorischen Elementen, die es zu erhalten gilt und die z.B. mittels gut in die Umgebung integrierten Aussichtspunkten zur Geltung gebracht werden könnten. Auch die zahlreichen längs der Saane verlaufenden Fusswege könnten vermehrt dazu benutzt werden, den Besuchern die Sehenswürdigkeiten des Gebietes näher zu bringen.

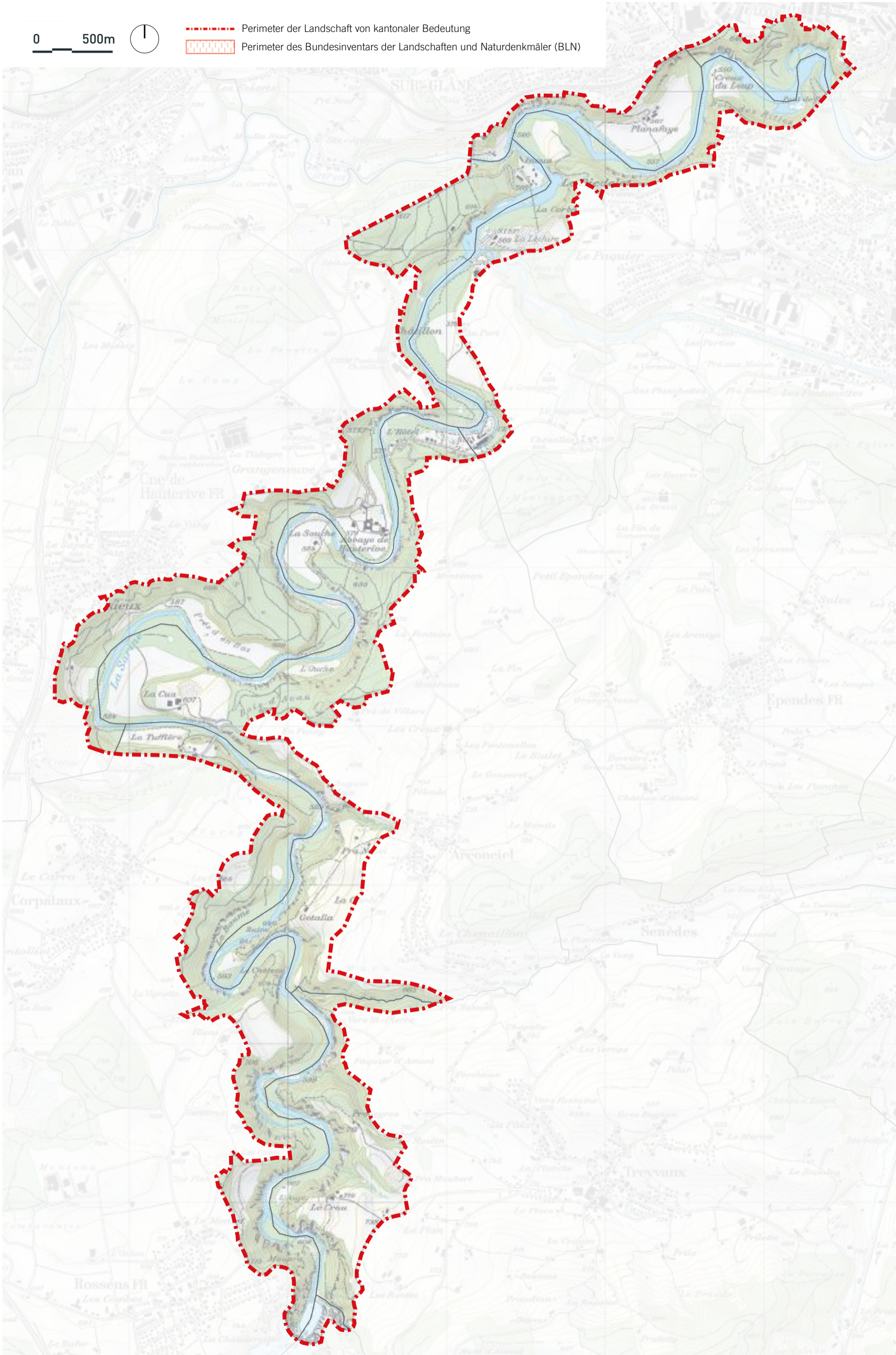
> **Verbesserung der Besucherlenkung und der Kohabitation zwischen den verschiedenen Nutzern**

Es muss ein Gleichgewicht gefunden werden zwischen dem Angebot für die zahlreichen Besucher auf der Suche nach Naherholung und der Erhaltung der ökologischen, geologischen, kulturhistorischen und archäologischen Merkmale, die den Wert dieser Landschaft ausmachen. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer (Förster, Landwirte, Wanderer, Fischer, usw.) müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.

0 500m



-  Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung
-  Perimeter des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)

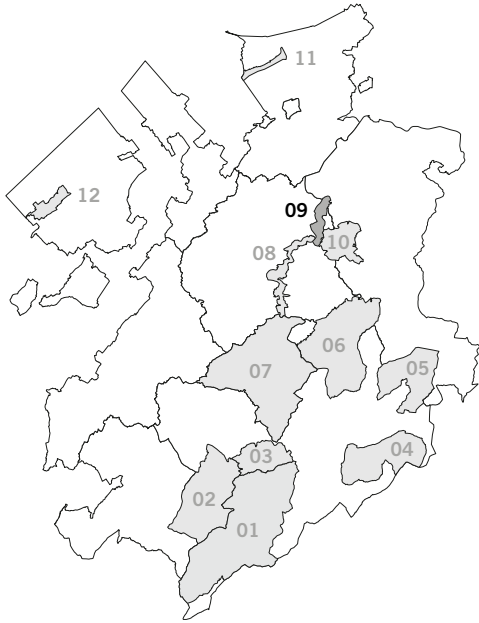


09 Saane in der Stadt Freiburg

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Marly, Pierrafortscha, Freiburg, Granges-Paccot, Düdingen

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS-FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebensqualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Diese weitgehend urbane Landschaft ist geprägt von der **Saane und ihrem tief eingeschnittenen, mitten in der Stadt gelegenen Canyon. Der breite und mit seinen Kiesbänken und der dichten Ufervegetation zwischen den hohen Molassewänden streckenweise naturnah anmutende Fluss kontrastiert mit dem stark urban geprägten Umfeld, das sowohl moderne Elemente (wie die Poyabrücke, die ARA) als auch kulturhistorische Bauten (Altstadt mit Kathedrale, Abtei Magere Au, historische Brücken, usw.) aufweist.**

Der Kontrast zwischen einer Stadt mit reichem Kulturerbe und weitgehend intakter Natur ist in der Schweiz nicht sehr häufig. Er wird noch verstärkt durch die kulturellen und sprachlichen Unterschiede beidseits der Saane, die gleichzeitig Grenze und Bindeglied zwischen der französischsprachigen und der deutschsprachigen Bevölkerung ist, was die zahlreichen Brücken über die Saane eindrücklich unterstreichen.

Die Saane selber ist geprägt von der Stromproduktion: bei der Staumauer in der Mageren Au wird ihr Wasser durch einen Tunnel zum E-Werk Ölberg abgeleitet. Der Rückstau der Saane bildet den **wild und natürlich wirkenden Pérolles-See**, der einer Vielzahl von Tier- und Pflanzenarten interessante Lebensräume bietet.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Schlecht in die Landschaft integrierte Infrastrukturanlagen (ARA, Schutz- und Industriebauten)
- > Künstliche Gewässer- und Geschiebedynamik der Saane

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Ungenügende Integration neuer Bauten und Anlagen in die Landschaft
- > Grosser Besucherdruck mit negativen Auswirkungen auf die Umwelt (Lärm, Abfälle, wildes Parkieren, usw.)
- > Stabilisierung der Molassefelsen mittels technischer Mittel und landschaftsverändernde Massnahmen gegen die Naturgefahren

Die geplante **Revitalisierung der Saane** dort, wo die im 19. und 20. Jahrhundert realisierten Hochwasserschutzmassnahmen auf der Höhe des Freibades La Motta und unterhalb der Bernbrücke noch gut sichtbar sind, wird der Saane wieder zu einem naturnahen Flusslauf verhelfen.

Diese Landschaft kann vom Grund des Canyons entlang des Flusses, aber auch von mehreren **dominanten Aussichtspunkten** (Türme der Stau-mauer, Zähringer- und Poyabrücke) aus betrachtet werden.

Aufgrund ihrer zentralen Lage inmitten der Stadt ist diese Landschaft sowohl bei den Einheimischen als Naherholungsgebiet wie auch bei den Touristen sehr beliebt. Sie bietet Spaziergängern, Fischern, Wasser- und Freizeitsportlern ideale Bedingungen, ihrer Lieblingsbeschäftigung nachzugehen. Sehenswürdigkeiten wie das Funiculaire oder die längs der Saane aufgestellten Skulpturen runden das Angebot ab.

Die Häuserfronten oberhalb des Saanegrabens (Altstadtquartier beim Rathaus, modernere Bauten auf der Flanke des Schönbergs) tragen zur Landschaftsqualität bei. Anzahl wie auch Qualität der Stadtbäume sind bemerkenswert.

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > Finden eines Gleichgewichts zwischen der Freizeitnutzung und den Naturwerten rund um den Pérolles-See und längs der Saane
- > Anstreben hoher Qualitätsziele in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten
- > Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen

BESCHREIBUNG DER ZIELE

- > **Finden eines Gleichgewichts zwischen der Freizeitnutzung und den Naturwerten rund um den Pérolles-See und längs der Saane**

Die Saane und ihre Ufer sind das Rückgrat dieser Landschaft. Die Stadt übt aber einen hohen Druck auf das Gebiet aus. Die künftige Gestaltung muss ein Gleichgewicht anstreben zwischen der noch sehr präsenten Natur und den anderen vorhandenen Nutzungsansprüchen, sei dies im Rahmen der Renaturierungsprojektes der Saane, aber auch bei sämtlichen Planungs- und Bauvorhaben.

- > **Anstreben hoher Qualitätsziele in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten**

Gewisse Gebiete (z.B. die Stadtränder oder die landwirtschaftlichen Restflächen im Siedlungsgebiet) erfordern aufgrund ihrer speziellen Lage besondere Aufmerksamkeit bezüglich der Integration der dort geplanten Bauten in die Landschaft und/oder die zu erhaltende Sicht auf denkmalgeschützte Gebäude und Kunstbauten. Daher ist es wichtig, dass für Vorhaben in visueller oder funktionaler Beziehung zur Saane hohe Anforderungen an Architektur und Landschaftsintegration gestellt werden.

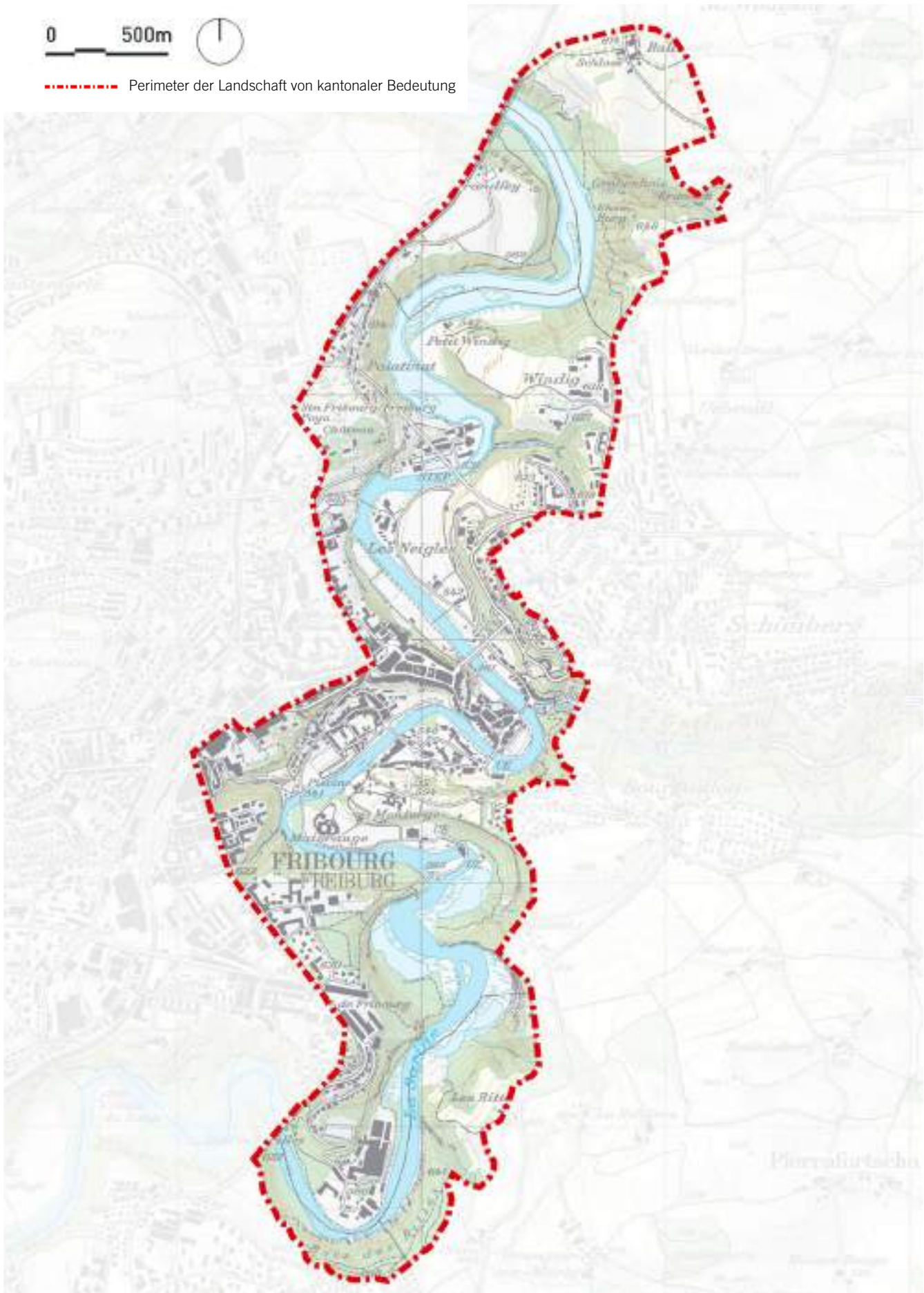
- > **Verbesserung der Langsamverkehrsverbindungen**

Die bestehenden Wege für den Langsamverkehr längs der Saane sowie zwischen dem Saanegraben und den Anhöhen erlauben es, diese Landschaft in vollen Zügen zu geniessen. An gewissen Stellen müssten diese Verbindungen jedoch verbessert bzw. ergänzt werden. Insbesondere der Zugang zum Saaneufer und zu den Erholungs- und Freizeiteinrichtungen müsste besser definiert und organisiert werden.

09 Saane in der Stadt Freiburg



----- Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



10 Pierrafortscha und Umgebung

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Betroffene Gemeinden: Tentlingen, Pierrafortscha, St. Ursen, Freiburg

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS-FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-qualität



EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Die Gemeinde Pierrafortscha (im Freiburger Dialekt «gegabelter Stein») verdankt ihren Namen einem vom Rhonegletscher aus dem Wallis bis an den heutigen Standort transportierten Findling. **Der Ort war früher vermutlich Schauplatz heidnischer Kulte.** Ursprünglich hatte der Findling drei Spitzen, was ihm seinen Namen gab. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts wurden jedoch Teile herausgemeisselt und als Baumaterial verwendet.

Die landwirtschaftlich geprägte Landschaft hat ihren ländlichen Charakter weitgehend bewahren und erhalten können. Die Nutzung (Mischwirtschaft) ist von Meliorationen und Güterzusammenlegungen verschont geblieben und verleiht der Gegend einen Hauch von ländlicher Ursprünglichkeit. **Das Relief besteht aus kleinen Hügeln, deren Kuppen häufig bewaldet sind** (Bois de Morvin, le Croquelet, Chantemerle, usw.). Von den Hügeln bieten sich dem Besucher **eindrückliche Ausblicke auf die Stadt Freiburg und die Voralpen.** Die Felder gleichen sich dem sanften, wellenförmigen Relief an. Hecken, Alleen und z.T. **imposante Baumreihen** begleiten und unterstreichen die Wege und Strassen, die zu den weit verstreuten und entlegenen Weilern, Bauernhöfen und Herrschaftshäusern führen. Die mancherorts noch unbefestigten Wege laden zum Spazieren und zur Besinnung ein.

Die Weiler von Granges-sur-Marly und Villars-sur-Marly mit ihren geschichtsträchtigen Gemüse- und Obstgärten und den Pärken rund um die Herrschaftshäuser sind architektonisch und landschaftlich von hoher Qualität.

Die Patrizierhäuser und Wohnschlösser, die von Freiburger Adelsfamilien ab dem 18. Jahrhundert gebaut wurden (u.a. das Herrenhaus de Weck und die Schlösser von der Weid, de Gottrau und de Diesbach), prägen die Landschaft nachhaltig. **Dank ihren historischen, heimatkundlichen und architektonischen Eigenarten kann die Geschichte des Ballungsraumes Freiburg nachvollzogen werden.**

In den Gärten der Bauernbetriebe und Herrenhäuser stehen häufig alte Bäume und Hochstammobstgärten, die nicht nur den ursprünglichen Charakter der Landschaft unterstreichen, sondern auch wertvolle Lebensräume für Fauna und Flora bieten.



BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > In der Wahl der Farben und Baumaterialien nicht dem Charakter der Weiler entsprechende neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen
- > Zersiedelung, Verlust der offenen Landschaft
- > Beeinträchtigung der Landschaft durch Hochspannungsleitungen

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Abnahme, unsachgemässer Unterhalt und unerlaubtes Entfernen von Obstgärten, Baumreihen, Einzelbäumen und Hecken
- > Verlust der Aussicht auf die Stadt Freiburg, die Voralpen und die Umgebung allgemein
- > Verlust der Authentizität der Ortschaften infolge des Gebrauchs zu vieler unterschiedlicher Baustile (Farben, Materialien, Dachformen, usw.)
- > Ausufern der periurbanen Villenquartier von Bürglen, Tentlingen und Marly
- > Neue landwirtschaftliche Bauten, die bezüglich Dimensionen, Farben und Baumaterialien nicht in die Landschaft passen

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Beibehalten des ländlichen und durch die Landwirtschaft geprägten Charakters der Landschaft**
- > **Erhaltung und Ergänzung der dauerhaften Landschaftsstrukturen**
- > **Inwertsetzung der historischen Bausubstanz, ihrer Gärten und Hochstammobstgärten, und der zugehörigen Bäume**
- > **Verbesserung der Besucherlenkung**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Beibehalten des ländlichen und durch die Landwirtschaft geprägten Charakters der Landschaft**

Die Landschaft ist stark von offenen landwirtschaftlichen Flächen geprägt, die im Rahmen einer modernen Landwirtschaft zu bewahren sind. Bei Neu- und Umbauten ist der Integration in die Landschaft grosse Beachtung zu schenken. Standortwahl, Dimensionierung, Baumaterialien, Umgebungsgestaltung usw. sind diesbezüglich zu optimieren.

> **Erhaltung und Ergänzung der dauerhaften Landschaftsstrukturen**

Dauerhafte Landschaftsstrukturen wie Hecken, Alleen, Einzelbäume und Obstgärten tragen wesentlich zur Qualität dieser Landschaft bei. Die bestehenden Strukturen sind zu erhalten und zu ergänzen, insbesondere die Alleen und Baumreihen längs der Wege und die markanten Einzelbäume.

> **Inwertsetzung der historischen Bausubstanz, ihrer Gärten und Hochstammobstgärten, und der zugehörigen Bäume**

Die Seltenheit dieser Landschaft liegt in der hohen Anzahl an Patrizierhäusern und Wohnschlössern mit ihren Gärten und Parks. Nicht nur die Gebäude, sondern auch deren Umgebung gilt es zu erhalten (Erneuerung und Stärkung der bestehenden Hochstammobstgärten).

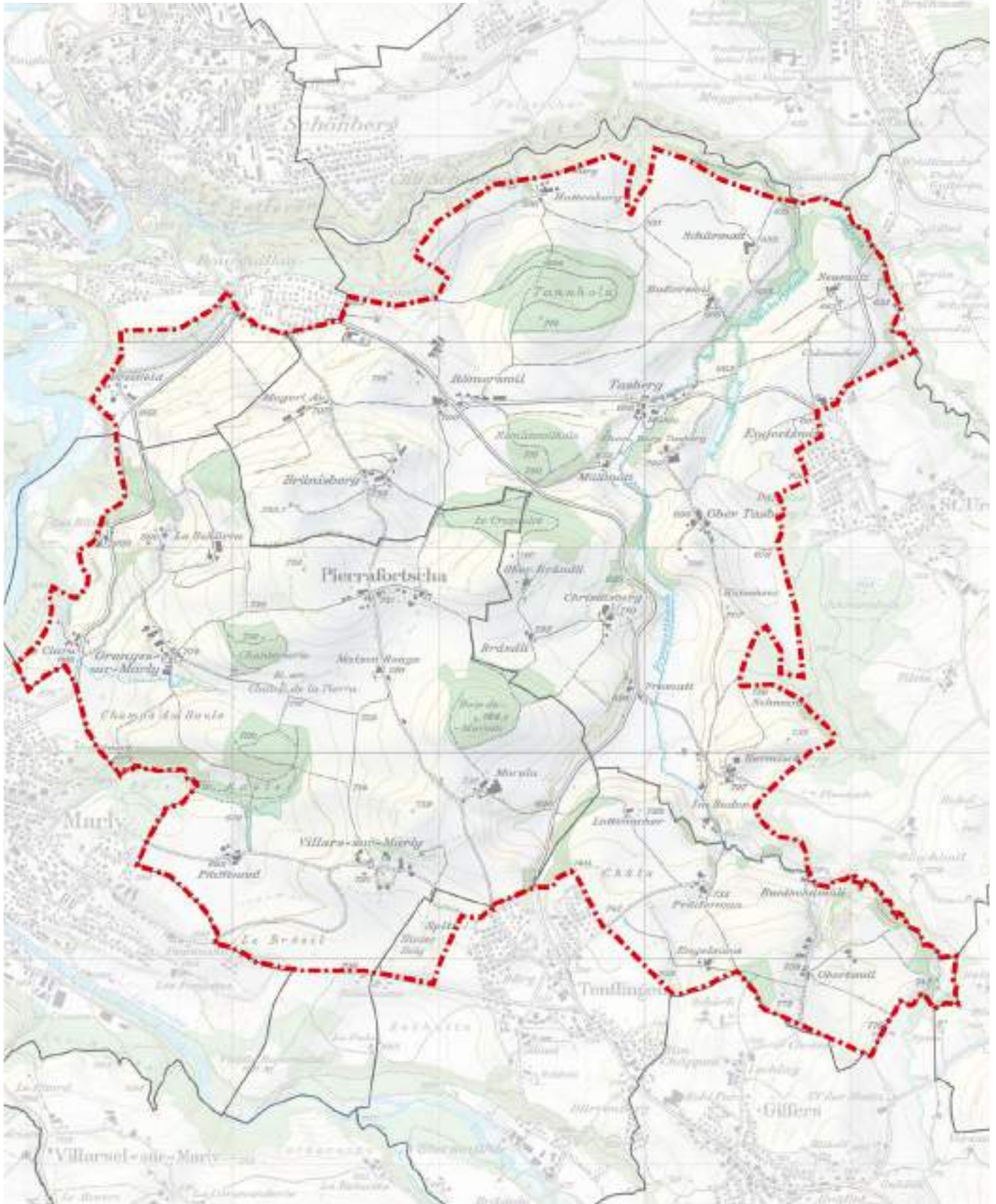
> **Verbesserung der Besucherlenkung**

Pierrafortscha ist insbesondere an Wochenenden ein äusserst beliebtes Ziel für Spaziergänger. Um der immer grösser werdenden Anzahl Besucher besser gerecht zu werden, muss eine verbesserte Besucherlenkung in Betracht gezogen werden. Es sind Überlegungen anzustellen bezüglich der Wander- und Spazierwege, der Parkmöglichkeiten, sowie der Zurverfügungstellung von zusätzlichen Anlagen wie z.B. Picknick-Plätzen.

10 Pierrafortscha und Umgebung



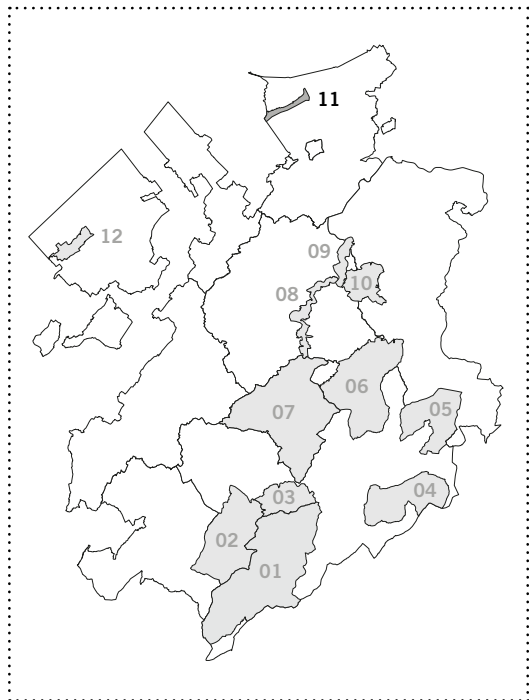
----- Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung



11 Nordufer des Murtensees

Betroffene Gemeinde: Mont-Vully

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



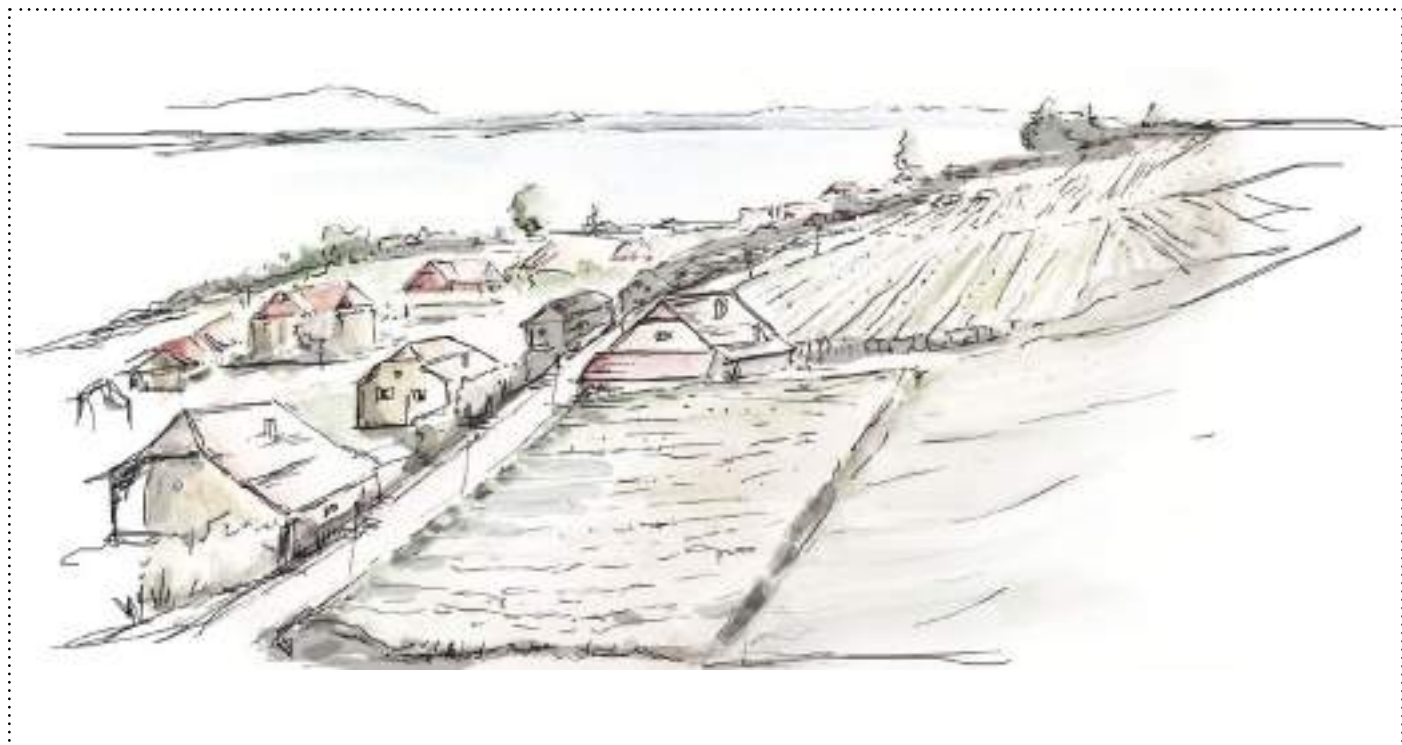
EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



11 Nordufer des Murtensees

LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Die Landschaft erstreckt sich längs des Murtensees, der ihr als Hintergrund dient und einen ganz speziellen Charakter gibt. **Die freie Sicht auf den Murtensee verleiht der Gegend einen Hauch von Ruhe und Horizontalität, die mit der umgebenden Landschaft kontrastiert. Die Landschaft von kantonaler Bedeutung ergänzt das BLN-Objekt Vully (Objekt Nr. 1209), dessen Perimeter die Gipfelregion des Wistenlacherberges und die Rebberge auf seinen Flanken umfasst.**

Die Region bietet eine **Vielzahl an Freizeitaktivitäten im, am und rund um den See und ist reich an historischen, kulturellen und natürlichen Sehenswürdigkeiten.** Die Infrastruktur für den Langsamverkehr ist gut entwickelt und erlaubt es, die Landschaft zu geniessen.

Die Landschaft besteht aus **vier Komponenten: dem Seeufer, den Wohnquartieren mit ihren Gärten, den Strassendörfern und den Rebbergen.**

Längs des Seeufers finden sich sowohl dem Tourismus (Schifffahrt, Baden, Spazieren) gewidmete Abschnitte wie auch weitgehend natürlich gebliebene Uferabschnitte, die einer vielfältigen Fauna und Flora Lebensraum bietet. Das Ufer ist über weite Strecken bestockt.

Ein Übergangsbereich aus **Wohnquartieren schwacher Dichte mit ihren Vorgärten,** Reben und anderweitig landwirtschaftlich genutzten Restflächen grenzt das Seeufer von den Strassendörfern ab.

Die Strassendörfer selber weisen eine hohe Qualität auf, sowohl wegen ihrer speziellen Struktur als auch wegen der Vielzahl an Gebäuden, die aus kulturhistorischen Gründen unter Denkmalschutz stehen.

Die Weinberge am Wistenlacherberg sind durchsetzt von charakteristischen Elementen (Trockensteinmauern, Steintreppen, Einfriedungen, Weinbauer- und Patrizierhäuser), die ein starkes Gefühl der Zugehörigkeit und Identifikation mit der Region vermitteln.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen, die nicht dem Charakter der Landschaft entsprechen und/oder sich schlecht in die Landschaft eingliedern, insbesondere in den Ferienhausquartieren in Seenähe
- > Bauten von schwacher architektonischer Qualität an den Dorfrändern
- > Über den Uferbereich verstreute Bootsanlegestellen
- > Sehr hoher Besucherdruck im Sommerhalbjahr

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Rückgang und Störung der Schilfgürtel (Schifffahrt)
- > Zunehmende Urbanisierung mit Verlust von offenen Freiflächen und Entstehung einer durchgehenden, vorwiegend aus Zweitwohnungen und Ferienhäusern bestehenden Überbauung längs des Sees
- > Verlust der Authentizität der Dörfer, Verringerung der Qualität und Eigenartigkeit des öffentlichen Raumes

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Beibehalten der linearen, parallel zum See ausgerichteten räumlichen Struktur**
- > **Erhaltung des Charmes und des idyllischen Charakters der Gegend**
- > **Verbesserung des Managements der Freizeit- und Fremdenverkehrsaktivitäten**
- > **Finden eines Gleichgewichts zwischen der Erholungsnutzung auf und rund um den See und dem Schutz der vorhandenen Naturwerte**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

> **Beibehalten der linearen, parallel zum See artikulierten räumlichen Struktur**

Die für die Gegend des Wistenlacherberges typischen linearen Strukturen, die parallel zum See verlaufen (Abfolge von Seeufer, Grüngürtel, Dörfer, Weinberge, Gipfelinie) verdienen besondere Beachtung und sollen ersichtlich bleiben, z.B. durch die Offenhaltung eines nicht überbauten Gürtels zwischen dem See und den Dörfern oder durch die Beibehaltung der typischen Strassendorfstruktur.

> **Erhaltung des Charmes und des idyllischen Charakters der Gegend**

Die Winzerdörfer, die Weinberge und das Seeufer machen den Reiz der Landschaft aus. Den Dorfrändern als Eingangstüren zu diesen Idyllen ist besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Auch eine an das traditionelle Ortsbild angepasste Gestaltung des öffentlichen Raumes trägt zur Erhaltung des Charmes bei, der durch die Präsenz von Weinkellern und anderen traditionellen Handwerksbetrieben in den Dorfzentren noch erhöht wird. Diese traditionellen Aktivitäten in den Dorfzentren sollen beibehalten werden.

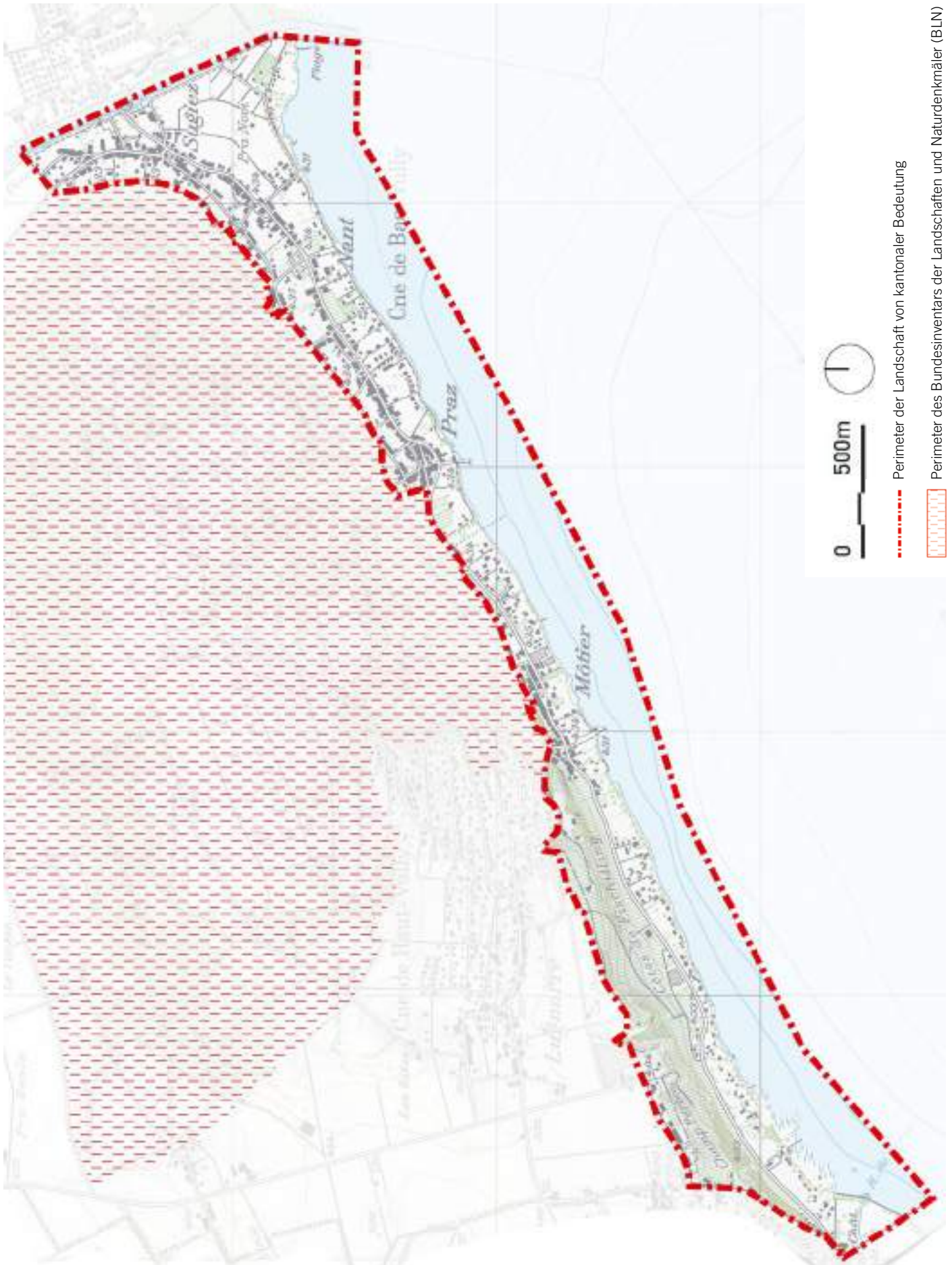
> **Verbesserung des Managements der Freizeit- und Fremdenverkehrsaktivitäten**

Im Sommer ist das Gebiet des Wistenlacherberges ein sehr beliebtes Ausflugsziel. Damit die Region in der Lage ist, die zahlreichen Besucher korrekt zu empfangen, sind Überlegungen zur Verbesserung der Verkehrssituation, des Parkplatzangebotes und der kleinen Infrastrukturen wie z.B. von Picknick-Plätzen notwendig, insbesondere in der Nähe der Aussichtspunkte.

> **Finden eines Gleichgewichts zwischen der Erholungsnutzung auf und rund um den See und dem Schutz der vorhandenen Naturwerte**

Die Landschaft ist auf den See ausgerichtet, der eine starke Anziehungskraft ausstrahlt. Entsprechend hoch sind die Besucherzahlen und der Druck auf die Seeufer. Der Zugang zum See zu Erholungszwecken soll örtlich vereinfacht werden, damit Sektoren mit hohen Naturwerten im Gegenzug besser vor Störungen geschützt werden können. Die diversen Sektoren und ihre Nutzung rund um den See sollen präzise definiert werden.

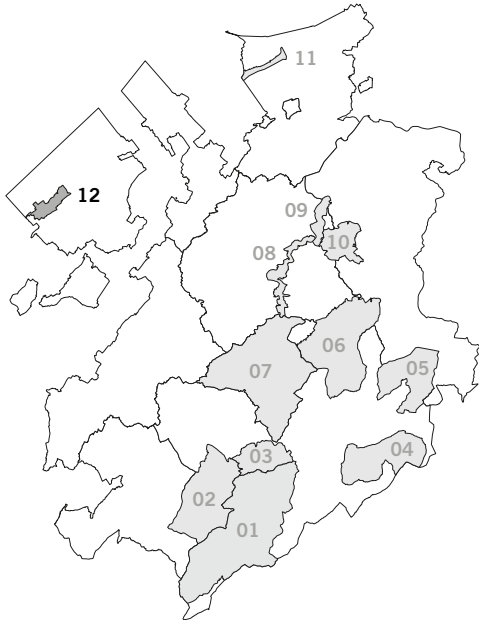
11 Nordufer des Murtensees



12 Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font

Betroffene Gemeinden: Cheyres-Châbles, Estavayer, Châtillon

LOKALISIERUNG



BEGRÜNDUNG DER BEDEUTUNG

LANDSCHAFTS- FUNKTIONEN



Produktion



Ökologie



Kulturerbe



Tourismus



Lebens-
qualität



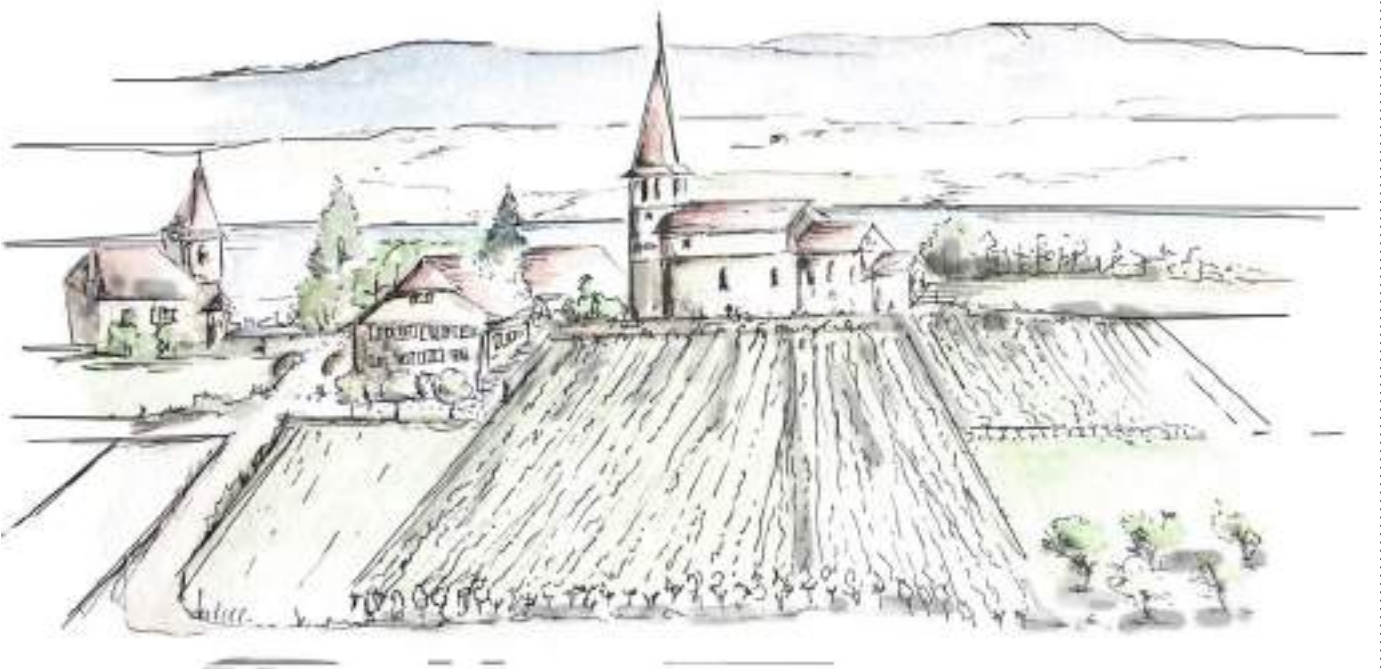
EIGENARTIGKEIT

Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.

SELTENHEIT

Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

LANDSCHAFTSATMOSPHÄRE



LANDSCHAFTLICHE MERKMALE

Diese Landschaft ist **eng mit dem See verbunden, dessen Uferbereiche seit langem durch das BLN-Inventar und die Moorlandschaft der Grande Caricaie geschützt sind.** Das Südufer des Neuenburgersees mit seinen vielfältigen und seltenen Lebensräumen ist ein Feuchtgebiet von internationaler Bedeutung.

Die Landschaft von kantonaler Bedeutung ergänzt das BLN-Gebiet und umfasst die Ortschaften von Cheyres, Châbles und Font und deren Umgebung. Sie bildet mit den für die **Gegend typischen Hochstammobstgärten, markanten Einzelbäumen und den Weinbergterrassen** ein qualitativ hochwertiges Hintergrundbild als Ergänzung zum BLN-Gebiet.

Die Landschaft ist vom Ufer, aber insbesondere vom Neuenburgersee aus gut einsehbar. Ihre verschiedenen Komponenten bilden **ein facettenreiches Mosaik**, in welchem sowohl ökologische wie auch landwirtschaftliche und bauliche Elemente eine Rolle spielen.

Die Acker- und Weinberg-Terrassen teils fluvio-glazialen, teils anthropogenen Ursprungs wechseln

ab mit Gehölzen, Hecken und kleinen landwirtschaftlich genutzten Restflächen. Das dadurch entstehende Mosaik schafft eine im Kanton nur selten vorkommende spezielle Atmosphäre. Die unregelmässige Topographie bestehend aus Weinbergterrassen, die teilweise durch Bäche unterbrochen sind, führt zu für jede Hangexposition spezifischen mikroklimatischen Bedingungen, die dadurch einer **Vielzahl von Pflanzen und Tieren willkommene Lebensräume** bieten.

Das hauptsächlich landwirtschaftlich genutzte Landschaft südlich von Châbles zeigt hingegen deutliche Spuren der Flurbereinigungen: sie ist geprägt von eintönigen, wenig diversifizierten Kulturen, und die Landschaftsstrukturen wie Hecken, Einzelbäume und Feldgehölze sind weitgehend verschwunden.

Das Gebiet von Font ist Bestandteil der Landschaft, denn es bietet einen guten Blick auf den See und bildet das Eingangstor zu dieser Landschaft. Das Schloss Font und die romanische Kirche aus dem 12. Jahrhundert thronen auf den Weinbergen und tragen zum Wert dieser Landschaft bei.

BESTEHENDE BEEINTRÄCHTIGUNGEN

- > Neue Gebäude, Umbauten und Infrastrukturanlagen, die nicht dem Charakter der Landschaft entsprechen und/oder sich schlecht in die Landschaft eingliedern, insbesondere in den Wohn- und Ferienhausquartieren in Seenähe
- > Bauten von geringer architektonischer Qualität an den Dorfrändern; die Bauten neueren Datums an der Peripherie der Dörfer stehen oft in keinerlei Beziehung zu den (historischen) Dorfkernen
- > Landwirtschaftliche Bauten mit negativem Einfluss auf die Landschaft

MÖGLICHE GEFAHREN

- > Rückgang der für die Region typischen Hochstammobstgärten, Einzelbäume, Trockensteinmauern und Weinberg-Terrassen infolge mangelnden Unterhalts, der ihren Fortbestand nicht sicherstellt
- > Zunehmende Urbanisierung mit Verlust von offenen Freiflächen und Entstehung einer durchgehenden Überbauung aus Ferienhäusern, Campinganlagen und anderen saisonalen Bauten
- > Verlust der Authentizität der Dörfer, insbesondere der Qualität des öffentlichen Raumes

OBJEKTSPEZIFISCHE ZIELE

- > **Inwertsetzung der charakteristischen Aussichtspunkte auf die Landschaft und deren Verbindung durch Wege für den Langsamverkehr**
- > **Erhaltung des vielfältigen Mosaiks von unterschiedlichen Landschaftstypen**
- > **Erhaltung und Förderung der Hochstammobstgärten**
- > **Beibehaltung des Weinbaus auf Terrassen**

BESCHREIBUNG DER ZIELE

- > **Inwertsetzung der charakteristischen Aussichtspunkte auf die Landschaft und deren Verbindung durch Wege für den Langsamverkehr**

Die Terrassen im Gebiet von Cheyres-Châbles-Font bieten eindruckliche Panoramablicke auf den Neuenburgersee und die Grande Cariçaie. Die bestehenden Aussichtspunkte auf die Landschaft und ihre kulturhistorisch wertvollen Ortschaften verdienen es, in Wert gesetzt und durch Langsamverkehrsverbindungen und kleine touristische Infrastrukturen ergänzt zu werden.

- > **Erhaltung des vielfältigen Mosaiks von unterschiedlichen Landschaftstypen**

Die Landschaft präsentiert ein facettenreiches Mosaik von Elementen ökologischer, landwirtschaftlicher und kulturhistorischer Natur. Bei der Planung und künftigen Entwicklung ist auf ein harmonisches Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Nutzungen zu achten. Die Eingliederung der neuen Gebäude in die Landschaft und die Erhaltung und Förderung der bestehenden Strukturelemente sollen sichergestellt werden.

- > **Erhaltung und Förderung der Hochstammobstgärten**

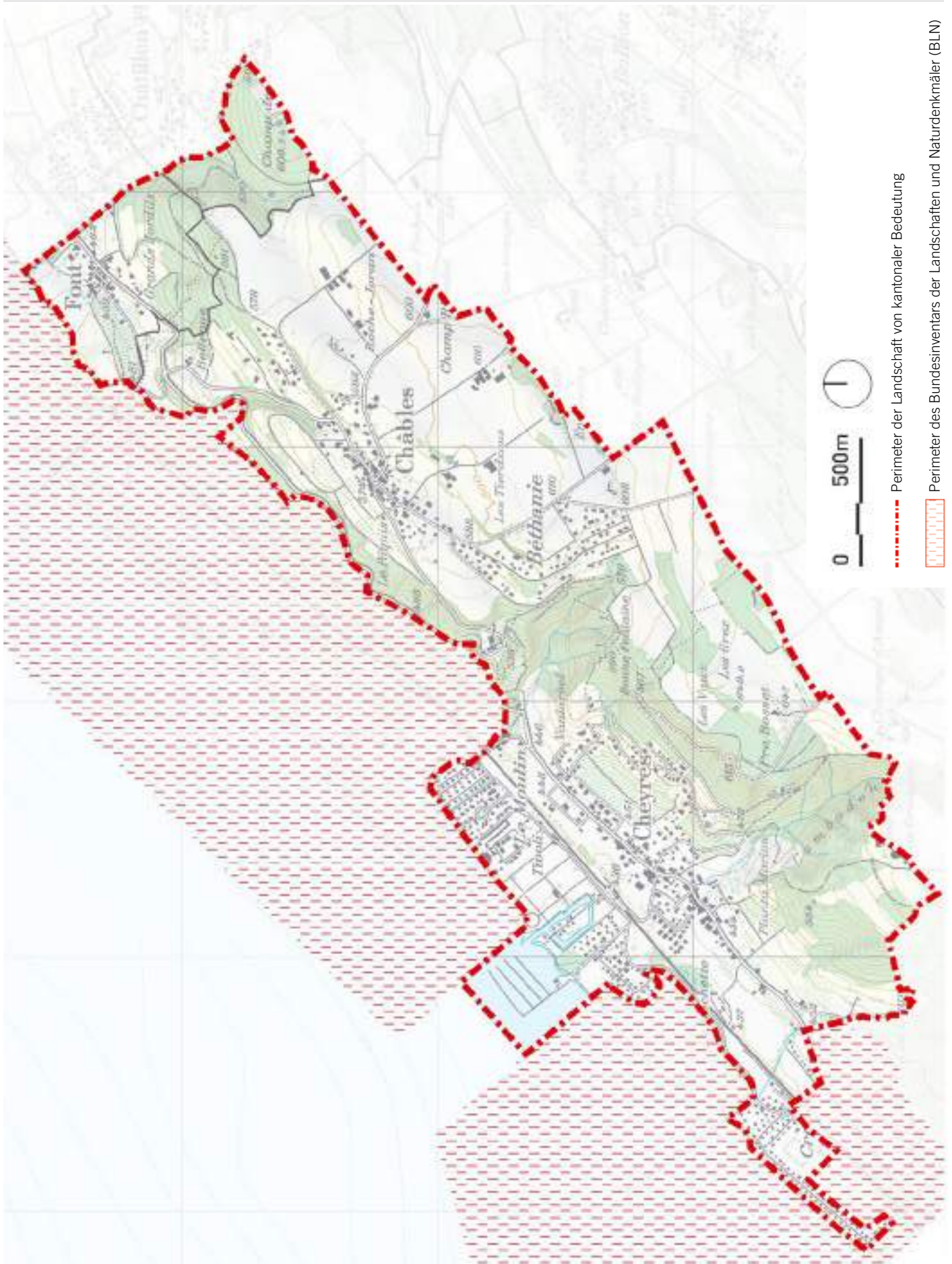
Der Obstbau hatte auf den Hängen über dem Neuenburgersee immer grosse Bedeutung. Die Obstgärten und Streuobstwiesen strukturieren die Landschaft und sind wertvolle Zeugen dieses ortstypischen Produktionszweiges. Es muss alles daran gesetzt werden, den kulturhistorisch wertvollen Obstanbau aufrecht zu erhalten, zu erneuern und dort, wo er nicht mehr vorhanden ist, wieder aufzubauen.

- > **Beibehaltung des Weinbaus auf Terrassen**

Die Terrassenweinberge auf Trockensteinmauern zwischen Cheyres und Font sind das einzige Weinbaugebiet auf am Südufer des Neuenburgersees. Diese altüberlieferte Nutzungsart ist den lokalen Bedingungen angepasst, bedingt jedoch regelmässigen, sachgerechten Unterhalt, bzw. Wiederinstandstellungen, um den Weinbau, aber auch die Terrassenlandschaft langfristig sicherstellen zu können.

12 Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung





Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Grundlagenstudie

Amt für Wald und Natur

Erläuternder Bericht



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
DIAF
Direktion der Institutionen und der Land- und
Forstwirtschaft ILFD

Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Arbeitsgruppe

—

Chantal Baudassé, Regula Binggeli, Michelle Schneuwly

Amt für Wald und Natur – Sektor Natur und Landschaft - WNA

Projektleitung

Pierre Cothereau

Amt für Wald und Natur – Sektor Wald – WNA

Sophie Ortner

Amt für Landwirtschaft – LwA

Katia Meier

Bau- und Raumplanungsamt – BRPA

Cynthia Nussbaumer

Amt für Umwelt – AfU

Emmanuelle Sauteur

Amt für Archäologie – AAFP

Stanislas Rück

Amt für Kulturgüter – KGA

Pierre-Alain Morard

Freiburger Tourismusverband – FTV

Emanuel Egger

Vertreter der im Kanton Freiburg im Bereich Natur und Landschaft aktiven NGOs (WWF, Pro Natura, KUND)

Alfons Piller

Vertreter des Freiburger Gemeindeverbandes – FGV

Auftragnehmer für die Begleitung der Studie

—

Urbaplan

Elise Riedo, Marie Davet

Boulevard de Pérolles 31

1700 Freiburg

www.urbaplan.ch

Zertifikat ISO 9001:2015

Impressum

—

Titelbild : @ Urbaplan

Herausgeber: Amt für Wald und Natur, Rte de Bourguillon 3, 1700 Freiburg

Grafik : @ 2019, Amt für Wald und Natur

Geografische Daten: @ 2019 Swisstopo

Auskünfte

—

Amt für Wald und Natur (WNA)

Sektor Natur und Landschaft

Route de Bourguillon 3, 1700 Freiburg

T +26 305 51 86

sfn@fr.ch , www.fr.ch/sfn

Dezember 2019

Dieser Bericht ist geistiges Eigentum des Amtes für Wald und Natur (WNA). Alle Rechte sind vorbehalten.
Die (auch teilweise) Wiedergabe jeglicher Art, sowie die numerische Aufzeichnung ist nur mit seiner ausdrücklichen Bewilligung gestattet.

Inhaltsverzeichnis

1	Gesetzlicher Rahmen und beteiligte Instanzen	4
2	Ziel und Status des Inventars	5
2.1	Ziel des Inventars	5
2.2	Status des Inventars	5
2.3	Definition einer Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)	5
3	Vorgehen zur Bestimmung der LKB	8
3.1	Grundlagen.....	8
3.2	Identifizierung möglicher Landschaften von kantonaler Bedeutung	8
3.3	Workshops	9
4	LKB-Objekte.....	10
4.1	Liste der LKB	10
4.2	Inhalt der LKB-Objektblätter	11
4.3	Umsetzung des Inventars	12
5	Bibliografie	13
6	Abkürzungen.....	14
7	Anhang	15

1 Gesetzlicher Rahmen und beteiligte Instanzen

Für den Natur- und Landschaftsschutz sind gemäss Artikel 78 Abs. 1 der Bundesverfassung (BV) primär die Kantone zuständig. Artikel 1 des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz (NHG) besagt, dass das heimatliche Landschaftsbild zu schonen und zu schützen ist und verpflichtet den Bund, die Kantone in der Erfüllung ihrer landschaftsschützerischen Aufgaben zu unterstützen.

Auf kantonaler Ebene wird die Landschaft im Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) thematisiert.

Gemäss Art. 33 NatG hat der Kanton die Aufgabe, die Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) zu inventarisieren und zu bezeichnen. Ausserdem legt er Leitlinien für deren Schutz, die Pflege und die Gestaltung fest. Diese Grundsätze sind von den Gemeinden im Rahmen ihrer Ortsplanung umzusetzen. Die vom Staatsrat bezeichneten LKB werden in den kantonalen Richtplan integriert. Das Thema « Landschaft » des Richtplanes wird deshalb durch Angaben ergänzt, welche es den Gemeinden und kantonalen Instanzen erlauben, die bezeichneten Landschaften gebührend zu berücksichtigen.

Art. 34 NatG präzisiert die Aufgaben der Gemeinden: diese stellen über ihre Ortsplanung sicher, dass die bezeichneten Objekte gemäss den definierten Grundsätzen geschützt und gepflegt werden (Art. 34 Abs. 1 lit b), treffen Massnahmen zugunsten der besonders gefährdeten und/oder empfindlichen Objekte (Art. 34 Abs. 1 lit c) und fördern die Inwertsetzung der Objekte (Art. 34 Abs. 1 lit d). Auch diese Grundsätze werden vom kantonalen Richtplan übernommen.

Zwischen 2016 und 2019 hat das mit dieser Aufgabe beauftragte Amt für Wald und Natur (WNA, bis zu dessen Integration ins WNA war es das Amt für Natur und Landschaft, ANL), in Zusammenarbeit mit Vertretern der betroffenen kantonalen Ämter und mit Unterstützung durch das Büro Urbaplan das «Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung» erstellt.

Um die Vielfalt der Einflussfaktoren auf die Landschaft miteinzubeziehen, wurde eine begleitende Arbeitsgruppe eingesetzt mit Vertretern des Bau- und Raumplanungsamtes (BRPA), des Amtes für Umwelt (AfU), des Amtes für Landwirtschaft (LWA), des Amtes für Kulturgüter (KGA), des Amtes für Archäologie (AAFF), des Freiburger Tourismusverbandes (FTV), einem Vertreter der im Kanton im Bereich Natur und Landschaft aktiven NGOs (Pro Natura, WWF sowie Kultur und Natur Deutschfreiburg KUND), sowie einem Vertreter des Freiburger Gemeindeverbandes (FGV). Geleitet wurde die Arbeitsgruppe vom Amt für Wald und Natur (WNA), Sektor Natur und Landschaft.

Die Ergebnisse dieser Arbeit wurden mit der Realität abgeglichen, indem für die ausgewählten Landschaften die Akteure, die die Landschaft verwalten und gestalten, insbesondere die Gemeinden, eingeladen wurden, ihre Vorstellungen und Gedanken zu den Beschrieben zu äussern. Die an diesem partizipativen Ansatz beteiligten Instanzen können dem Anhang 1 dieses Berichtes entnommen werden.

2 Ziel und Status des Inventars

2.1 Ziel des Inventars

Ziel des vorliegenden Inventars ist es, die landschaftlichen Werte von auf kantonaler Ebene repräsentativen Gebieten zu erkennen, sowie Massnahmen zum Schutz, zur Gestaltung und für die Inwertsetzung von spezifischen Elementen oder allgemeinen Merkmalen, die den Wert der inventarisierten Landschaften ausmachen, vorzuschlagen.

Das Inventar umfasst Landschaften, die für den Kanton von besonderem Interesse sind und formuliert für jede dieser Landschaften spezifische Ziele bezüglich ihrem Schutz, ihrem Unterhalt und ihrer künftigen Gestaltung/Entwicklung.

2.2 Status des Inventars

Die Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) werden vom Staatsrat bezeichnet und im kantonalen Richtplan festgesetzt. Das Kapitel « Landschaft » des Richtplans wird mit Angaben über die Art und Weise, mit welcher die Gemeinden und kantonalen Instanzen die LKB bei der Erfüllung ihrer Aufgaben im Rahmen einer allgemeinen Interessenabwägung zu berücksichtigen haben ergänzt.

Die Objektblätter der LKB legen zwei Elemente fest, die durch den kantonalen Richtplan verbindlich werden:

- > die für jede LKB aufgrund ihrer landschaftlichen Merkmale spezifischen Ziele;
- > den Perimeter jeder LKB.

Der Perimeter der LKB wird in den Ortsplanungen der betroffenen Gemeinden und in den übrigen raumplanerischen Dokumenten umgesetzt werden.

Die Objektblätter der einzelnen LKB informieren darüber hinaus über den genauen Standort, die Begründung ihrer Bedeutung, die Landschaftsatmosphäre, die landschaftlichen Eigenartigkeiten, festgestellte Beeinträchtigungen, Entwicklungen, die in Zukunft möglicherweise zu Beeinträchtigungen führen könnten, sowie über spezifische Massnahmen zur Erhaltung und Inwertsetzung der landschaftlichen Merkmale, zur Minderung bestehender und zur Verhinderung künftiger Beeinträchtigungen. Diese Informationen sind als Hinweise formuliert, sie sind nicht verbindlich.

Die Gemeinden können sich ausserdem auf die in der «Ideenbox» beispielhaft und nicht abschliessend für jede einzelne LKB gemachten Aktions- und Massnahmen-Vorschläge abstützen.

2.3 Definition einer Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)

Es gibt eine Vielzahl von Definitionen für den Begriff Landschaft:

- > *«Landschaft» ist ein Gebiet, wie es vom Menschen wahrgenommen wird, dessen Charakter das Ergebnis der Wirkung und Wechselwirkung von natürlichen und/oder menschlichen Faktoren ist.»¹*

¹ Europarat (2000). Europäisches Landschaftsübereinkommen. Florenz

- > «Die Landschaft ist das Produkt der dynamischen Entwicklung einer Gesellschaft in der Umwelt. Sie ist gleichzeitig das Resultat der vergangenen Entwicklungen, der Rahmen für die heutige Entwicklung und das Reservoir für die künftigen Entwicklungen.» (übersetzt nach Plottu) ²
- > «In Landschaften widerspiegelt sich die naturgeschichtliche und kulturelle Entwicklung eines Gebietes. Entsprechend verändern sie sich stetig – durch die natürlichen Prozesse, die Aktivitäten der Menschen, aber auch durch die Veränderung der Wahrnehmung.» ³
- > «Landschaften bilden räumlich die gelebte und erlebte Umwelt des Menschen, welche ihm als Individuum sowie der Gesellschaft die Erfüllung physischer und psychischer Bedürfnisse ermöglicht. Landschaften haben dabei als Ressource vielfältige Funktionen. Sie sind Wohn-, Arbeits-, Erholungs- und Identifikationsraum für den Menschen, Lebensraum für Tiere und Pflanzen, sowie räumlicher Ausdruck des kulturellen Erbes. Zudem leisten sie einen Beitrag zur Wertschöpfung. Landschaften sind dynamische Wirkungsgefüge und entwickeln sich aufgrund natürlicher Faktoren und durch die menschliche Nutzung und Gestaltung stetig weiter.» ⁴

Im Rahmen der Workshops wurde die letzte Definition der Landschaft verwendet.

Aus diesen Definitionen lassen sich grundlegende Kriterien für die Beschreibung von Landschaften ableiten:

Tab. 1: Grundlegende Kriterien für die Definition einer LKB

Eigenartigkeit	Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.
Seltenheit	Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

Andere in der Landschaftsanalyse häufig benutzte Kriterien wie die Lesbarkeit (d.h. die Eindeutigkeit, mit welcher eine Landschaft von ihren Nutzern wahrgenommen wird), sowie die Diversität wurden in einer zweiten Phase zur Verifizierung der Relevanz der bezeichneten LKB verwendet.

Das Kriterium der Nachhaltigkeit ist in diesem Zusammenhang nicht anwendbar, denn es setzt die Beibehaltung des Ist-Zustandes voraus. Gerade dieses sehr konservative Ziel ist jedoch einerseits das Resultat komplexer und häufig subjektiver Bewertungen und widerspricht zudem der im Rahmen der Erarbeitung des Inventars benutzten dynamischen Landschaftsdefinition.

Mit Hilfe dieser Kriterien wurde wie im NatG vorgesehen eine umfassende Landschaftsdefinition abgeleitet, welche sowohl Schutz-, Nutzungs- und Aufwertungsziele umfasst, die Landschaft aber auch als eine gelebte, dynamische und sich entwickelnde Realität versteht.

—
2 Plottu, E., Plottu, B. (2010). La multidimensionnalité des enjeux du paysage : de l'évaluation à la décision. Revue d'économie régionale et urbaine, 2010(2), 293-311.

3 Den Landschaftswandel gestalten – BAFU - 2016

4 Landschaftsstrategie BAFU - 2011






DEFINITION

Eine **Landschaft von kantonaler Bedeutung** ist ein Teil des Kantonsgebietes, das auf kantonaler Ebene typisch und selten ist und darum über besondere und wichtige Qualitäten verfügt, die es zu erhalten, zu bewahren oder aufzuwerten gilt.

Die **Funktionen** einer Landschaft stehen in engem Zusammenhang mit ihrer Qualität, welche ihrerseits aufgrund ihrer Eigenschaften, ihrer Diversität und ihrer Harmonie zu einem bestimmten Zeitpunkt bewertet wird. Sie beinhalten auch die Erwartungen und Bedürfnisse der Gesellschaft an die Landschaft. Die Qualität einer Landschaft kann mittels ökologischer, ästhetischer, kultureller, wirtschaftlicher und emotioneller Werte und Elemente bestimmt werden.

Um bei der Bestimmung der Qualität einer Landschaft subjektive Elemente wie Emotionen, Ästhetik, etc. zu vermeiden, wurden folgende **Funktionen** benutzt, um die ausgewählten Perimeter zu charakterisieren und zu bewerten:

Tab 2: Funktionen, die es erlauben, eine LKB zu charakterisieren und zu bewerten

	Produktionsfunktion	Bezieht sich auf die Nutzung der Primär-Ressourcen einer Landschaft (wie z.B. die Landwirtschaft oder die Materialgewinnung), bzw. auf die sichtbaren wirtschaftlichen Aktivitäten.
	Ökologische Funktion	Berücksichtigt die Vielfalt von Fauna und Flora, ihre Bedürfnisse und ihr Wohlbefinden.
	Heimatschutzfunktion	Bezieht sich auf sichtbare kulturhistorische und archäologische Elemente (Bauten, Fundstätten).
	Tourismusfunktion	Bezeichnet die Möglichkeit einer Landschaft, Schauplatz von Freizeitaktivitäten zu sein, unabhängig davon, ob diese grossen Druck auf die Landschaft ausüben (wie z.B. Skifahren) oder nicht (z.B. Spazieren, Wandern).
	Lebensqualitätsfunktion	Die Landschaft als Alltags-Lebensraum. Wohnqualität und Gestaltung des öffentlichen Raumes wirken sich stark auf die individuelle und/oder kollektive Identifikation der Akteure mit der Landschaft aus.

3 Vorgehen zur Bestimmung der LKB

3.1 Grundlagen

Mehrere kantonale Studien, welche direkt oder indirekt die Landschaft zum Thema hatten, haben die vorliegende Studie beeinflusst:

- > Das **Landschaftsinventar des Kantons Freiburg** wurde durch die kantonale Kommission für Natur- und Landschaftsschutz 1978 erstellt. Es besteht aus einem Bericht, einer Synthesekarte im Massstab 1:50'000 und einem Objektblatt für jedes inventarisierte Objekt.
- > Das Vorprojekt für einen «**Sachplan Landschaft**» (Team+, Tüscher Urbanisme SA, 1995) verstand die Landschaft als Bestandteil der Raumplanung und schlug Regeln für die Entscheidungsfindung bei landschaftlich relevanten Fragen vor; das Projekt wurde nicht weitergeführt.
- > Das «**Landschaftskonzept des Kantons Freiburg**» (Stiftung Landschaftsschutz Schweiz SL-FP, 2015⁵) wurde wie der vorliegende Bericht gestützt auf die Art. 32 und 33 NatG erstellt. Ausgehend vom Katalog der charakteristischen Kulturlandschaften der Schweiz wurde eine Typologie der charakteristischen Kulturlandschaften des Kantons erarbeitet und 45 für den Kanton interessante Landschaften erhoben. Die in der Studie verwendete Typologie kann auch von den Gemeinden bei der Bezeichnung der Landschaften von lokaler Bedeutung verwendet werden.

3.2 Identifizierung möglicher Landschaften von kantonaler Bedeutung

Die oben erwähnten Studien boten interessante Grundlagen bei der Suche nach den Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB). Die in der Studie der Stiftung Landschaftsschutz beschriebenen 45 Landschaften wurden als potentielle LKB-Kandidaten behandelt. Da nicht alle 45 Objekte als von kantonaler Bedeutung bezeichnet werden konnten, wurden in einem ersten Schritt Selektionskriterien definiert und eine von der begleitenden Arbeitsgruppe anerkannte Definition einer LKB festgelegt (siehe Kapitel 2.3).

Nicht in der SL-FP-Studie figurierende Gebiete wurden ebenfalls in Betracht gezogen, sofern sie die definierten Selektionskriterien erfüllten und der in Kapitel 2.3 beschriebenen Definition entsprachen.

Die bereits im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) figurierenden Gebiete kamen als Objekte von kantonaler Bedeutung hingegen nicht mehr in Frage: einerseits gilt die entsprechende Bundesverordnung als übergeordnetes Recht, und andererseits verfügen diese Objekte bereits über die nötige Bekanntheit und den erforderlichen Schutz.

Gestützt auf diese Vorgaben wurde eine erste Liste von LKB erstellt. Parallel dazu wurden auch Überlegungen darüber angestellt, was «von kantonaler Bedeutung» genau bedeutet und welche Auswirkungen dieses Prädikat auf die damit ausgezeichneten Gebiete haben soll. Die Landschaften wurden sodann von den Mitgliedern der Arbeitsgruppe nach einem einheitlichen Raster bewertet (siehe Kapitel 2.3), indem die Kriterien von Eigenartigkeit und Seltenheit auf die verschiedenen Landschaftsfunktionen projiziert wurden.

Aus diesem Ausleseverfahren in der Arbeitsgruppe resultierten schliesslich zwölf LKB, für welche individuelle Objektblätter redigiert wurden.

Als Nächstes wurden die Perimeter der LKB festgelegt: in einem ersten Schritt (auf der Basis der SL-FP-Studie und mit Hilfe ergänzender Feldaufnahmen) im Massstab 1:50'000, und dann im Massstab 1:10'000,

⁵ <https://www.sl-fp.ch>

um eine bestmögliche Abgleichung mit den Katasterplänen und den kommunalen Nutzungsplänen sicherzustellen. Dabei wurden die folgenden landschaftsrelevanten Kriterien angewandt:

- > die landschaftliche Einheit im entsprechenden Massstab: die Präsenz bestimmter landschaftlicher Merkmale im gesamten Perimeter;
- > der Blick auf ein wesentliches Element der Landschaft (Schloss, Fluss, See usw.);
- > die Topografie (Einzugsgebiete, Kammlinien, Geländestufen usw.);
- > der Waldrand als Abgrenzung zwischen einer offenen und einer geschlossenen Landschaft;
- > das (mit der Bauzonengrenze übereinstimmende) Ende einer Überbauung;
- > sichtbare und auf Dauer bestehende unterschiedliche Bodennutzungen;
- > eine in der Landschaft markante durch den Menschen geschaffene Linie oder Grenze (z.B. eine grosse Infrastrukturanlage).

An gewissen Orten mussten nicht sichtbare, aber rationelle Kriterien wie Parzellen-, Gemeinde- oder Nutzungszonengrenzen angewandt werden.

Für an BLN-Objekte angrenzende Objekte wurde der Perimeter des LKB als Ergänzung auf denjenigen des BLN-Objektes abgestimmt.

Die auf diese Weise definierten LKB und deren Charakteristika wurden in mehreren Sitzungen mit den Mitgliedern der Arbeitsgruppe besprochen und verfeinert.

3.3 Workshops

Für jede LKB organisierte das WNA zwischen Herbst 2018 und Anfang 2019 einen Workshop. Dazu eingeladen wurden die betroffenen Gemeinden sowie weitere Akteure, die diese Gebiete kennen, in ihnen leben und sie gestalten. Ziel der Workshops war ein Austausch über die Werte und Qualitäten der Landschaften, aber auch über Beeinträchtigungen und mögliche Gefährdungen. Ausserdem wurden gemeinsam mit den Teilnehmern landschaftsrelevante Themen und Handlungsschwerpunkte definiert. Die Grenzen der Perimeter wurden ebenfalls diskutiert.

Die im Rahmen dieser Workshops geführten Diskussionen wurden für jede LKB einzeln zusammengefasst (siehe Anhang 2). Sie dienten dazu, den Inhalt des Inventars zu ergänzen und hatten nicht den Wert einer offiziellen Konsultation.



Abb.1: Beispiel der im Rahmen der Workshops angestellten Überlegungen

4 LKB-Objekte

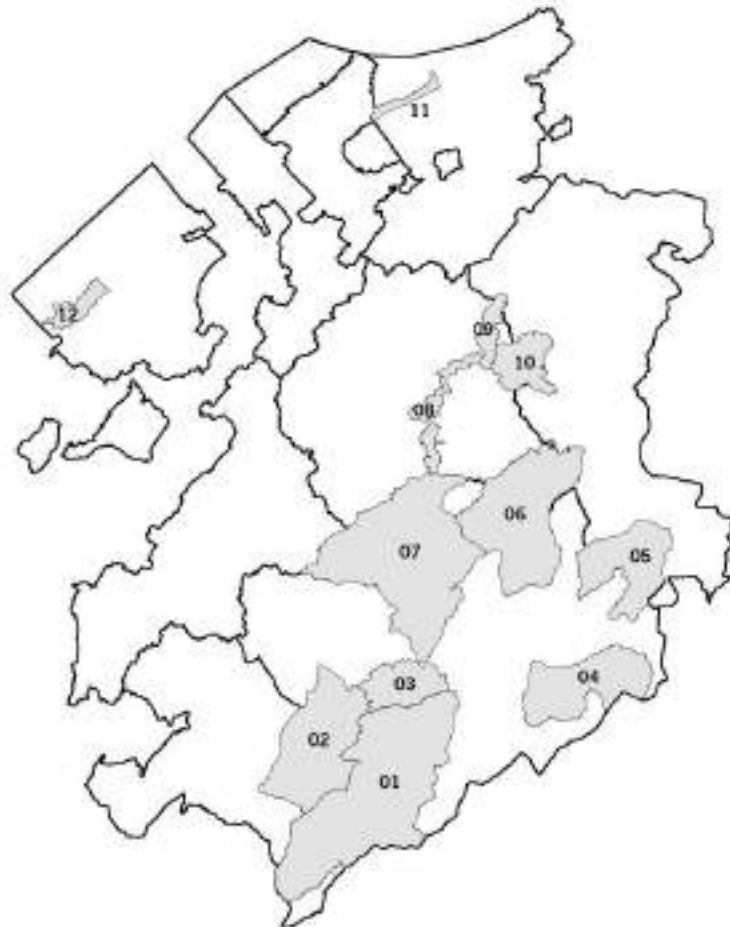
Gestützt auf die Resultate der Sitzungen der Arbeitsgruppe und der Workshops wurden die LKB ausgewählt. Für jede Landschaft gibt es ein Objektblatt, das sowohl die Landschaft beschreibt, als auch die anzustrebende künftige Entwicklung definiert. Die verschiedenen Objektblätter bilden das Inventar der LKB.

4.1 Liste der LKB

Das Inventar der LKB umfasst folgende Objekte:

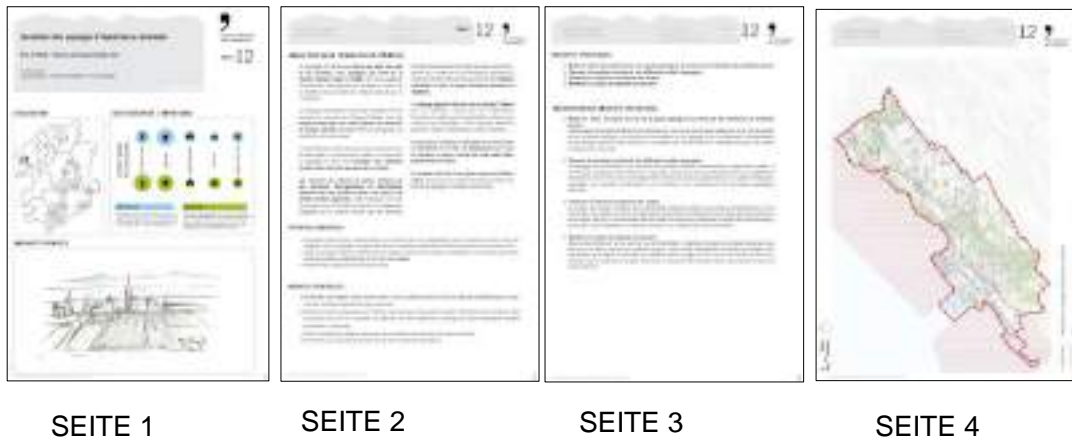
- | | |
|---------------------------|--|
| 1. Intyamon | 7. Greyerzersee |
| 2. Moléson und Teysachaux | 8. Saaneschlucht |
| 3. Gruyères und Umgebung | 9. Saane in der Stadt Freiburg |
| 4. Gastlosen und Hochmatt | 10. Pierrafortscha und Umgebung |
| 5. Schwarzsee | 11. Nordufer des Murtensees |
| 6. Berra und Chäseberg | 12. Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font |

Abb. 2: Lokalisierung der LKB



4.2 Inhalt der LKB-Objektblätter

Die 12 Objektblätter umfassen je 4 Seiten.



SEITE 1:

- > Lokalisierung
- > Begründung der Bedeutung
- > Landschaftsatmosphäre

SEITE 2:

- > **Landschaftliche Merkmale des Perimeters:** diese Rubrik beschreibt die typischen und seltenen Landschaftselemente, welche den Eintrag der Landschaft ins Inventar begründen. Sie gibt die Landschaftsatmosphäre wieder und umschreibt die besondere Landschaftsqualität.
- > **Bestehende Beeinträchtigungen:** dieses Kapitel beschreibt bestehende Beeinträchtigungen von Elementen, die für die betreffende Landschaft charakteristisch sind.
- > **Mögliche Gefahren:** diese Rubrik bezieht sich auf mögliche Entwicklungen, welche die Landschaftsqualität in Zukunft beeinträchtigen könnten.

SEITE 3:

- > **Objektspezifische Ziele:** dieser Abschnitt umschreibt die Ziele, die es zu erreichen gilt, um die identifizierten Landschaftsqualitäten zu erhalten und aufzuwerten, die bereits bestehenden Beeinträchtigungen zu korrigieren und möglichen künftigen Gefährdungen vorzubeugen. **Diese Ziele werden durch die Integration in den Richtplan behördenverbindlich werden.**
- > **Beschreibung der Ziele:** dieses Kapitel ist nicht verbindlich; es gibt den an der Umsetzung beteiligten Akteuren Orientierungshilfen.

SEITE 4:

- > **Perimeter der LKB:** Der Perimeter wird durch die Integration in den Richtplan behördenverbindlich werden.

4.3 Umsetzung des Inventars

Gemäss NatG soll die Umsetzung des Inventars der LKB auf kommunaler, gegebenenfalls interkommunaler Ebene erfolgen.

Es obliegt daher den betroffenen Gemeinden, die festgelegten Ziele in Zusammenarbeit mit Akteuren ihrer Wahl umzusetzen. Die hierfür benutzten Instrumente können, müssen jedoch nicht unbedingt jene der Raumplanung sein; es können auch Instrumente anderer raumwirksamer Politikbereiche benutzt werden.

Wenn sie für die gewählten Instrumente nicht zuständig sind oder diese nicht zur Genüge beherrschen, sind die Gemeinden aufgefordert, mit den zuständigen Ämtern bei Bund und Kanton, den anderen Instanzen und den Grundeigentümern Kontakt aufzunehmen.

Für die sachgerechte Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen ist es wichtig, dass alle interessierten Kreise, und insbesondere die Grundeigentümer, begrüsst werden.

In der «Ideenbox» werden für alle 12 Objekte mögliche Massnahmen vorgeschlagen.

Diese Empfehlungen zeigen Massnahmen auf, mit welchen die objektspezifischen Ziele erreicht werden können.

Das WNA steht den Gemeinden und allen anderen an der Umsetzung der vorgeschlagenen Massnahmen interessierten Kreisen projektbegleitend und beratend zur Seite.

5 Bibliografie

- > Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), 721.0.1.
- > Reglement über den Natur- und Landschaftsschutz, (NatR), 721.0.11
- > Plottu, E., Plottu, B. (2010). La multidimensionnalité des enjeux du paysage: de l'évaluation à la décision. *Revue d'économie régionale et urbaine*, 2010(2), 293-311.
- > Bertrand, G. (2000). Le paysage et la géographie : un nouveau rendez-vous. *Treballs de la Societat Catalana de Geografia*, 50, 57-68.
- > Gumuchian H. (1991). « Représentations et Aménagement du Territoire », Collection Géographie, Anthropos, Paris.
- > Europarat (2000). *Europäisches Landschaftsübereinkommen*. Florenz.
- > Droz, Y., Miéville-Ott, V., Spichiger, R., Forney, J. (2006). *Le champ du paysage, représentation paysagères et processus de légitimation des usages sociaux du paysage : de la Vue-des-Alpes au Pays-d'Enhaut*. Université de Neuchâtel.
- > Grandgirard, V. (1997). Géomorphologie et gestion du patrimoine naturel. *La mémoire de la Terre est notre mémoire*. *Geographica Helvetica*, 52, 47-56.
- > Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (2015). *Landschaftskonzept des Kantons Freiburg: Landschaften von kantonaler Bedeutung: Vorschläge*. Bern.
- > Kantonale Kommission für Natur- und Landschaftsschutz, kantonales Amt für Raumplanung (1978). *Landschaftsinventar des Kantons Freiburg*.
- > Kantonales Amt für Raumplanung (1995). *Sachplan Landschaft*. Freiburg: TEAM+, Tüscher Urbanisme SA.
- > BAFU (2016). *Den Landschaftswandel gestalten. Überblick über landschaftspolitische Instrumente*. Bern.
- > BAFU (2015). *Kantonale Landschaftskonzeption und kohärente Landschaftsqualitätsziele*. Merkblatt. Bern.

6 Abkürzungen

- > Amt für Archäologie **AAFF**
- > Amt für Kulturgüter **KGA**
- > Amt für Landwirtschaft **LwA**
- > Amt für Umwelt **AfU**
- > Amt für Wald und Natur **WNA**
- > Bau- und Raumplanungsamt **BRPA**
- > Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung **BLN**
- > Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz **NHG**
- > Freiburger Gemeindeverband **FGV**
- > Freiburger Tourismusverband **FTV**
- > Kantonaler Richtplan **KRP**
- > Kantonales Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz **NatG**
- > Landschaft von kantonaler Bedeutung **LKB**
- > Ortsplanung **OP**
- > Stiftung Landschaftsschutz Schweiz **SL-FP**

7 Anhang

Anhang 1: Liste der an die Workshops eingeladenen Instanzen

Anhang 2: Zusammenfassung der Workshops

Anhang 1: Liste der an die Workshops eingeladenen Instanzen

—



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 1 « Vallée de l'Intyamon »
Jeudi 17 janvier 2019**

- > Commune de Bas-Intyamon
- > Commune de Grandvillard
- > Commune de Haut-Intyamon
- > Association agricole pour la qualité du paysage des vallées de l'Intyamon et de la Jogne
- > Association Régionale la Gruyère ARG
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Groupe E
- > Association fribourgeoise de l'industrie des graviers et du béton
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Mouvement agricole de l'Intyamon
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de l'Intyamon
- > Transport public fribourgeois
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste :

Objet 2 « Campagne de Pierrafortscha » / Objekt 2 „Pierrafortscha und Umgebung“

Jeudi 10 janvier 2019 / Donnerstag 10. Januar 2019

- > Commune de Fribourg
- > Commune de Pierrafortscha
- > Gemeinde St-Ursen
- > Gemeinde Tentlingen
- > Agglomération de Fribourg
- > Bourgeoisie de Fribourg
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Gemeindeverband Region Sense
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Patrimoine suisse Fribourg
- > Pro Fribourg
- > Société de Développement de Marly et Environs
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Ste-Claire
- > Vernetzungsprojekte Pierrafortscha + St-Ursen



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 3 « Gruyères »
Jeudi 13 décembre 2018**

- > Commune de Broc
- > Commune de Bulle
- > Commune de Gruyères
- > Commune de Le Pâquier
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Association des commerçants
- > Association Régionale la Gruyère
- > Fondation du Château de Gruyères
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > La Maison du Gruyère
- > Les Amis du Château de Gruyères
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de Gruyères - Moléson
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 4 « Terrasses de Cheyres-Châbles »
Jeudi 8 novembre 2018**

- > Commune de Cheyres-Châbles
- > Commune d'Estavayer
- > Association de la Grande Cariçaie
- > Association des vigneron·ne·s broyards
- > Cheyres-Châbles Tourisme
- > Estavayer-le-Lac / Payerne Tourisme
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Le port de Cheyres-Châbles
- > Réseau écologique de La Molière
- > Projet qualité du paysage Broye / Lac
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Laurent



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 5 « Rive nord du lac de Morat »
Jeudi 4 octobre 2018**

- > Commune de Mont-Vully
- > Association interprofessionnelle des vins du Vully
- > Association régionale du Lac
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Patrimoine suisse Fribourg
- > Réseau écologique du Mont-Vully
- > Projet qualité du paysage Broye / Lac
- > Pro Fribourg
- > Société de Navigation sur les lacs de Neuchâtel et Morat
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Urbain
- > Vully Tourisme



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 6 « Gorges de la Sarine »
Jeudi 15 novembre 2018**

- > Commune d'Arconciel
- > Commune de Fribourg
- > Commune de Gibloux
- > Commune de Hauterive
- > Commune de Marly
- > Commune de Treyvaux
- > Commune de Villars-sur-Glâne
- > Abbaye d'Hauterive
- > Agglomération de Fribourg
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association Arconciacum
- > Association du Château d'Illens
- > Association fribourgeoise de l'industrie des graviers et du béton
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Groupe E
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Plan de gestion de la Petite Sarine
- > Société de développement de Marly et Environs
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale St-Joseph
- > Unité pastorale St-Protais
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 7 « Lac de la Gruyère »
Jeudi 6 décembre 2018**

- > Commune de Botterens
- > Commune de Broc
- > Commune de Corbières
- > Commune d'Echarlens
- > Commune de Gibloux
- > Commune de Hauteville
- > Commune de La Roche
- > Commune de Marsens
- > Commune de Morlon
- > Commune de Pont-en-Ogoz
- > Commune de Pont-la-Ville
- > Commune de Treyvaux
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Association Ile d'Ogoz
- > Association Régionale la Gruyère
- > Golf de la Gruyère
- > Groupe E
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Réseau écologique Hauteville-Corbière
- > Société de développement de Broc, Botterens, Villarbeney et Morlon
- > Société de développement du lac de la Gruyère
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi
- > Unité pastorale Notre-Dame de la compassion
- > Unité pastorale St-Protais
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste :

**Objet 8 « Sarine en ville de Fribourg » / Objekt 8 „Saane in der Stadt Freiburg“
Jeudi 15 novembre 2018 / Donnerstag 15. November 2018**

- > Commune de Fribourg
- > Commune de Granges-Paccot
- > Commune de Marly
- > Commune de Pierrafortscha
- > Gemeinde Düringen
- > Abbaye de la Maigrange
- > Agglomération de Fribourg
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association des commerçants de la Basse-Ville de Fribourg
- > Association des intérêts de l'Auge
- > Association des intérêts du quartier du Bourg
- > Association pour la défense des Intérêts du Quartier de la Neuveville
- > Association REPER
- > Bourgeoisie de Fribourg
- > Couvent des Cordeliers
- > Fribourg Tourisme et Région
- > Gemeindeverband Region Sense
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Le Port de Fribourg
- > Monastère de la Visitation
- > Monastère de Montorge
- > Pro Fribourg
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste:

Objet 9 « Berra et Cousimbert » / Objekt 9 „Berra und Chäseberg“

Jeudi 6 décembre 2018 / Donnerstag 6. Dezember 2018

- > Commune de La Roche
- > Commune de Le Mouret
- > Commune de Treyvaux
- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Plasselb
- > Gemeinde St. Silvester
- > Association agricole pour la qualité du paysage Glâne - Sarine - Lac
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Gemeindeverband Region Sense
- > IBS Sense Oberland
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Landwirtschaftsverein Sense-See für die Landschaftsqualität
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société des remontées mécaniques de La Berra
- > Syndicat des Flancs du Cousimbert
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame des Marches
- > Unité pastorale Sense-Oberland
- > Unité pastorale Ste-Claire



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités // Einladungsliste:
Objet 10 « Lac Noir » / Objekt 10 „Schwarzsee“
Jeudi 22 novembre 2018 / Donnerstag 22. November 2018

- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Jaun
- > Gemeinde Plaffeien
- > Gemeinde Plasselb
- > Centre de formation ZIVI
- > Gemeindeverband Region Sense
- > IBS Sense Oberland
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Kaisereggbahnen Schwarzsee AG
- > Naturpark Gantrisch
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Vernetzungsprojekt Naturpark Gantrisch- Teilgebiet Freiburg
- > Schwarzsee Tourismus Senseland
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Sense-Oberland
- > Talschaft Schwarzsee



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

**Liste des invités : Objet 11 « Moléson »
Jeudi 13 décembre 2018**

- > Commune de Bas-Intyamon
- > Commune de Bulle
- > Commune de Châtel-Saint-Denis
- > Commune de Gruyères
- > Commune de Haut-Intyamon
- > Commune de Le Pâquier
- > Commune de Semsales
- > Association des communes de la Veveyse
- > Association agricole pour la qualité du paysage Gruyère - Veveyse
- > Club Alpin Suisse section Dent de Lys
- > Club Alpin Suisse section la Gruyère
- > Club Alpin Suisse section Moléson
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > La Gruyère Tourisme
- > Office du Tourisme Châtel-St-Denis/Les Paccots
- > Office du tourisme de Moléson
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Domaine de Bellechasse
- > Remontées mécaniques de Moléson
- > Remontées mécaniques de Rathvel
- > Société de développement de Gruyères - Moléson
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Évi
- > Unité pastorale St-Denis



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de la nature et du paysage SNP
Amt für Natur und Landschaft ANL

Liste des invités / Einladungsliste:
Objet 12 « Gastlosen » / Objekt 12 „Gastlosen“
Jeudi 22 novembre 2018 / Donnerstag 22. November 2018

- > Commune de Val-de-Charmey
- > Gemeinde Jaun
- > Association agricole pour la qualité du paysage des vallées de l'Intyamon et de la Jogne
- > Charmey Tourisme
- > Club Alpin Suisse, section la Gruyère
- > Institut agricole de Grangeneuve
- > Jaun-Gastlosen Bergbahnen AG
- > Jaun Tourismus
- > Parc naturel régional Gruyères Pays D'Enhaut
- > Patrimoine suisse, section Gruyère - Veveyse
- > Société de développement de Jaun - Im Fang
- > Union fribourgeoise du Tourisme
- > Unité pastorale Notre-Dame de l'Evi

Anhang 2: Zusammenfassung der Workshops





—






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Homogénéité, intégrité, lisibilité du paysage :**
 - Délimitation claire de l'unité paysagère.

- **Cohabitation / harmonie / variété / ratio / mosaïque / relation des différentes entités paysagères :**
 - Contraste entre le plat du fond de vallée et la verticalité des montagnes.
 - Paysage naturel / paysage construit.
 - Paysage en partie façonné par l'homme mais de manière harmonieuse.

- **Perception, ressenti :**
 - Une des plus grandes et belles vallées du canton, à dimension humaine.

- **Interaction** entre le paysage, les ressources qui le constituent et le mode de vie ainsi que la typologie du bâti.

- **Paysage vivant** avec maintien d'activités ancestrales :
 - **Traditions vivantes :**
 - Forte dévotion religieuse
 - Entretien et fréquentation des petits sanctuaires religieux.
 - Patrimoine culturel préservé (matériel et immatériel)
 - Traditions liées à l'activité alpestre.
 - Poya, désalpes, travail du bois, tavillonnage, etc...

- **Forte diversité géologique et géomorphologique :**
 - Voir rubrique concernée.

- **Caractère rural** du paysage :
 - Fond de vallée dédié à l'agriculture.
 - Coteaux avec économie alpestre.

- **Caractère préservé** du paysage :
 - Faible industrialisation.
 - Bon état, « naturel ».

- **Qualité des points de vue** :
 - Différents en fonction du site d'observation.

Atteintes, menaces :

- **Perte de la vie locale** :
 - Exode des jeunes.
 - L'arrêt des activités (agricoles, économiques et de vie de tous les jours).
 - Mort de la vallée.
 - Perte de la vie sociale.
 - Perte d'identification et du caractère authentique de la vallée.

- **Atteinte à l'échelle du grand paysage** :
 - Pollution lumineuse augmente.
 - Mitage du territoire, extension de nouvelles zones d'activité.
 - Emprise des gravières et carrières.

Mesures, actions possibles :

- Valoriser l'existant :
 - Amélioration, aménagement des points de vue.
 - Mise en valeur du patrimoine.
 - Sensibiliser les communes et la population à la qualité et au potentiel à tous les niveaux.

- Maintenir le paysage vivant (activité économique, agricole, vie de tous les jours) :
 - Ne pas mettre la/les commune/s sous cloche.

- Favoriser une approche globale (mise en œuvre concrète du projet) :
 - Vision concertée au niveau des trois communes.

Commentaires :

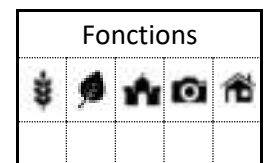
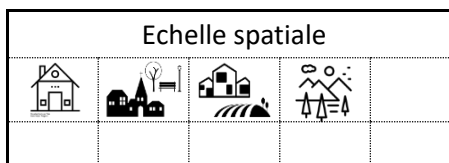
Prospection

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Délimitation globalement cohérente (ligne de crête, limite avec les IFP).
- Extension dans la cluse de l'Evi :
 - o Pour intégrer les possibles secteurs d'extension de la carrière.
- Extension jusqu'à la Vudalla (en passant par le chalet du Milieu).
- Prendre les limites communales côté Moléson.

Géo(morpho)logie



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité géo(morpho)logique** qui façonne la vallée et en détermine l'aspect général :
 - o La vallée est fermée au Nord par un resserrement (cluse, défilé) et un verrou glaciaire (Gruyères)
 - o Accès par la cluse de la Sarine (Creux de l'Enfer) depuis le Pays d'Enhaut.
 - Deuxième porte d'entrée sur ce paysage.
 - o Contribue à l'impression d'entité paysagère bien lisible.
- Détermine les **ressources** disponibles et exploitées :
 - o Graviers, pierres de taille, etc.
 - o Nappes phréatiques.
- Verrous glaciaires des Cressets (Couches Rouges du Crétacé).

Atteintes, menaces :

- **Exploitation de matériaux** qui artificialise le **relief naturel** (géomorphologie).
- **Méconnaissance** de ce patrimoine géologique.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Valoriser le patrimoine géo(morpho)logique exceptionnel de la région :
 - o Transmettre / Vulgariser pour la population locale et les touristes.

Commentaires :

Exploitation des ressources : Gravières et carrière

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Gravière = quelque chose de **temporaire** :
 - o Bonne gestion ouverture-fermeture.
 - Les surfaces ouvertes n'augmentent pas.
- **Ressource économique** pour la région.
- Les gravières peuvent constituer une **plus-value pour la biodiversité**.
- **Bon contact** entre les communes et les exploitants de graviers.
- Bonne **convention de remise en état** des gravières.

Atteintes, menaces :

- **Carrière de l'Evi** :
 - o Fort impact visuel depuis le sud du PIC.
- Trop de **décharges, remblais, gravières**.
 - o Décharge technique pas sûre.
- **Cohabitation gravières / habitations** :
 - o Nuisances sonores.
 - o Trafic de camions.

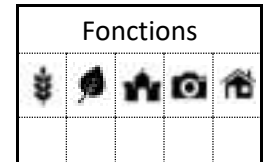
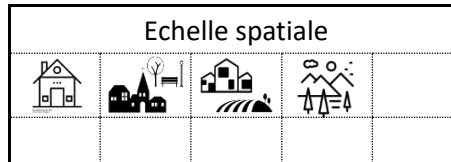
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Limiter l'extension et le nombre de carrières ouvertes.
- Créer des écrans visuels pour masquer les zones ouvertes.
- Assurer une remise en état qualitative (sur le plan paysager et de la biodiversité).
- Tenir compte et préserver les formes géomorphologiques naturelles (terrasses alluviales, cônes de déjection).

Commentaires :

Villages



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Authenticité** des villages (et du mode de vie).
 - o En grande partie classés dans l'ISOS.
- Villages **compacts / concentrés / homogènes** sans développement excessif :
 - o Densité des villages.
 - o Pas d'urbanisation démesurée comme dans d'autres régions.
 - o Bâtiments anciens à l'architecture caractéristique.
- Patrimoine bâti particulièrement important en **rive droite** et à bonne distance de la route cantonale.

Atteintes, menaces :

- **Dispositions trop strictes :**
 - o Peut provoquer l'exode vers d'autres régions.
 - o Difficulté de rénover l'ancien (coût, démarches administratives), ce qui mène à l'abandon de structures.
- **Incohérence des règlements de construction :**
 - o ex. : tuiles rouges obligatoire à Grandvillard mais possibilité de mettre des panneaux solaires par-dessus.
- **Quartiers de villas :**
 - o Aménagements extérieurs de certaines villas (jardins secs, etc.).

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **RCU, législation, restrictions :**
 - o Ne pas faire du paysage un musée à cause d'excès de contraintes.
 - o Favoriser/inciter les constructions de qualité dans les nouveaux quartiers de villas.
 - o Indentification ISOS à valoriser dans le RCU.
- **Encadrer l'urbanisation, améliorer l'existant :**
 - o Densification des zones à bâtir, impliquant toutefois des extensions.
 - o Améliorer les espaces publics.
 - o Rendre possible un retour des jeunes dans la vallée.
- **Favoriser l'intégration paysagère du bâti**
 - o Promouvoir la construction avec des matériaux nobles.

- **Préserver et valoriser le patrimoine bâti :**
 - o Assurer le maintien des anciennes fermes et granges en les réaffectant.
 - o Favoriser l'utilisation des granges (p.ex. pour le tourisme).

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale			
			
	X		X

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Beaux **villages** homogènes classés à l'ISOS.
- **Bâtiments agricoles** anciens (fermes, granges, fenils).
- Patrimoine religieux très présent.
- Patrimoine lié aux voies de communication :
 - o Gares TPF (bâtiments en bois).
 - o Voies ferrées, ponts, gares, etc.
 - o Architecture variée des ponts.
 - Pont couvert en bois de Lessoc (1667).
 - Pont en pierre sur l'Hongrin (1574).

Atteintes, menaces :

- **Manque de mise en valeur** et de volonté d'attirer les visiteurs.
- **Disparition des constructions agricoles isolées** (fermes, granges, fenils).
 - o Parfois liée à des restrictions trop strictes pour les rénovations, réaffectations.
 - o ISOS : forte contrainte pour les rénovations d'anciennes fermes, ce qui mène à leur abandon.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Mise en valeur diffuse :
 - o Plaisir de découvrir sans diriger le flux des visiteurs (inverse du sentier didactique).
 - o Le PNR est en train de réaliser une carte qui recense les centres d'intérêt patrimoniaux : outil de valorisation de ce type de tourisme qui incite à la flânerie.
- Favoriser l'utilisation des granges à l'abandon :
 - o Préserver et empêcher que ces dernières ne tombent en ruine.
 - o Limiter les contraintes trop importantes et soutenir financièrement les projets de réaffectation.

Commentaires :

Zones d'activités, grands bâtiments ou infrastructures agricoles

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
X				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Pas d'industrie** dans la vallée.
- Zone industrielle d'Enney située dans un secteur peu visible.

Atteintes :

- **Zones industrielles / d'activités :**
 - o Friche industrielle de Neirivue et Montbovon :
 - « lugubre ».
 - o Zone industrielle d'Enney.
 - Heureusement, dans un secteur plutôt caché.
 - Mais visibilité depuis Gruyères.
- **Gros bâtiments :**
 - o Nouvelles constructions agricoles plus faciles à mettre en œuvre que la rénovation d'anciens bâtiments (coût, contraintes administratives et légales).
 - o Poulailleurs (grandes halles).
 - o Pisciculture couverte planifiée (Neirivue).
 - o Bâtiments au lieu-dit Afflon.

Menaces futures:

- Industrialisation, nouvelles zones d'activités, grands projets de construction, mitage.
- **Mauvaise intégration paysagère** des nouvelles constructions.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Réhabiliter la friche industrielle de Neirivue.
- Arboriser les alentours des grands bâtiments.
- Soigner l'architecture et sélectionner des revêtements de façade ou de toiture bien intégrés :
 - o Privilégier le bois local aux dépens de matériaux d'imitation moins chers.
 - o Réglementation plus stricte sur la forme usuelle des nouvelles constructions.
 - o Construire « dans l'esprit de la vallée ».
 - o Subvention pour soutenir l'intégration paysagère des bâtiments.

Commentaires :

Forêt et structures boisées (arbres isolés, haies)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Quelques **structures boisées** malgré une tendance à la disparition :
 - o Beaux arbres isolés et remarquables (chênes notamment).
 - o Haies de chênes (n°3 sur la carte G3).
- **Forêts de hêtres** (couleurs automnales).
- **Bois-énergie** bien utilisé au niveau local.

Atteintes, menaces :

- **Arbres anciens en mauvaise santé.**
- **Disparition** des arbres (maladies, vieillesse) sans remplacement.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Maintenir les structures boisées existantes :
 - o Rajeunissement des arbres.
 - o Sensibilisation des communes, agriculteurs, propriétaires à l'importance paysagère des arbres isolés et promouvoir leur maintien.
 - o Replanter des vergers haute-tige (très présents par le passé).
- Actions actuelles du PNR :
 - o Inventaire participatif des arbres isolés.
 - o Soutien pour la plantation d'arbres fruitiers (très présents par le passé).
- Favoriser les hêtres en forêt.

Commentaires :

Agriculture en plaine

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Caractère rural** du paysage : vastes surfaces agricoles.

Atteintes, menaces :

- **Modèle agricole :**
 - o **Intensification** de l'agriculture en plaine.
 - o **Uniformisation** agricole = homogénéisation du paysage :
 - Destruction des structures boisées dans une optique d'optimisation du sol.
 - o Grande parcelle pour **l'élevage bovin**.
- **Bâtiments, infrastructures agricoles :**
 - o Utilisation de **matériaux synthétiques** bon marché plutôt que le bois pour les façades des bâtiments.
 - o **Disparition des anciennes constructions** agricoles isolées.
 - Il est plus facile de faire de nouvelles constructions agricoles plutôt que de rénover d'anciens bâtiments.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **Modèle agricole :**
 - o Préservation des surfaces agricoles maigres.
- **Bâtiments, infrastructures agricoles :**
 - o Privilégier l'usage du bois local comme matériau de revêtement plutôt que des imitations synthétiques.
 - Aide financière dans ce sens.

Commentaires :

- « L'agriculteur doit rester le jardinier de notre terroir ».

Alpages, économie alpestre, routes d'accès

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Alpages et structure paysagère qui en résulte :**
 - o Économie alpestre.
 - o Exploitation des alpages.
 - o Equilibre entre la forêt et les surfaces agricoles.
- **Chalets d'alpage :**
 - o Beaux chalets.
 - o Toits en tavillons.
- Les **paiements directs** actuels favorisent l'exploitation des alpages.

Atteintes, menaces :

- Forte **déprise agricole**.
- **Progression de la forêt**.
- **Perte de la fonction agricole** des chalets d'alpages.
- Problème de **récolte d'eau** lié aux toits en tavillons.
- **Routes alpestres** mal intégrées.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- **Maintien de l'activité alpestre et entretien/réaffectation des chalets d'alpage :**
 - o Maintenir l'activité sur les alpages et contrer la tendance à l'abandon.
 - o Analyse et choix des chalets à rénover, réaffecter ou détruire.
 - Garantir la pérennité des chalets de plus grande valeur.
 - Avoir le courage de détruire les chalets inutilisés et de moindre intérêt.
 - o Renforcer/valoriser la production de fromage.
 - o Soutenir l'entretien et favoriser le tavillonnage (financement).
- **Accès aux alpages :**
 - o Viser la bonne intégration des routes d'accès.
 - Petits chemins carrossables non goudronnés.
 - o Favoriser l'accès aux alpages pour faciliter l'activité alpestre.

Commentaires :

Sarine :

exploitation hydroélectrique et dynamique alluviale

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Exploitation hydroélectrique** de la Sarine.
- La Sarine est la **colonne vertébrale** du PIC.

Atteintes, menaces :

- **Perte du caractère et de la dynamique naturelle de la rivière :**
 - o Endiguement de la Sarine, artificialisation des berges.
 - o Eclusées, marnage.
 - o Déficit de sédiments.






Prospection






Mesures, actions possibles :

- Renaturation.
- Amélioration de la dynamique alluviale.
 - o Le Groupe E doit trouver des mesures pour limiter l'impact de ses barrages (demande de la Confédération) :
 - Espace de vie pour la faune piscicole.
 - Dépôt de graviers pour contrer la retenue des sédiments par les barrages.
 - Eclusées : meilleure gestion des lâchés d'eau.
 - Elargissement du cours d'eau.
- Entretien des Auges (chardons).

Commentaires :

Nature

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité de la flore :**
 - o PPS et narcisses.
- **Grande faune.**
- **Sarine** comme colonne vertébrale.
- Paysages **montagneux** préservés (Vanils, Chaîne de la Dent de Lys).

Atteintes, menaces :

- Disparition des **narcisses**.
- Peu de verdure dans la plaine (perte des **structures boisées**).
- **Restrictions sur les fumures** trop strictes en zone de PPS.
 - o Flexibilisation au niveau de la fumure car ne porte pas préjudice à la qualité floristique.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Maintenir une certaine **proximité avec la nature** (flore et faune) :
 - o Limitation du trafic, de la pollution lumineuse, etc.
- Faire preuve d'une certaine souplesse pour l'exploitation en zone de PPS.

Commentaires :

Tourisme, loisirs

Cf. rubrique « Patrimoine »

Echelle spatiale				
				
	X		X	

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Grand potentiel (mais sous-exploité).
- Sentiers le long de la Sarine (Bas-Intyamou).

Atteintes, menaces :

- Tourisme sous-exploité.
- Manque de signalisation et de promotion du réseau VTT.
- Déficit de logements pour les touristes.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Mettre en valeur l'existant.**
 - o Mise en valeur du lac de Lessoc.
 - o Cf. rubrique « Patrimoine ».
 - o « *Faire connaître et vendre le paysage avec son patrimoine c'est promouvoir et développer le tourisme doux sans nouvelles infrastructures (visites guidées, balisage et entretien des sentiers de randonnée ou de vtt, etc.).* »
 - o « *La mesure la plus importante est la valorisation (préservation / signalétique) de ses très nombreuses valeurs et typicités (géomorphologie, patrimoine bâti, etc.).* »
- **Communiquer sur le paysage :**
 - o Améliorer la communication aux touristes.
 - o « *Le faire connaître (potentiel touristique, historique, pédagogique, géologique).* »
- **Améliorer le réseau de randonnée et l'accès à ce dernier.**
 - o Signalisation, entretien.
 - o Améliorer l'accès pour les randonnées dans le secteur Grandvillard - Merlas.
 - o Installation de panneaux panoramiques
- **VTT, vélos :**
 - o Enlever les verrous pour les vélos
 - o Favoriser la mobilité douce en fond de vallée.
- **Créer des logements pour les touristes :**
 - o ex. : chalets d'alpage, granges et fermes réhabilités.

Commentaires :

Transport, trafic, circulation

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Région bien desservie** par les transports publics.
- Nœud de communication pour le **chemin de fer**.
- Réduction du bruit des trains.

Atteintes, menaces :

- **Circulation le long de la route cantonale :**
 - o Bruit routier.
 - o Problème de sécurité dans les villages.
 - o Réfection de la gare de Montbovon pour personnes à mobilité réduite.
 - Mesures excessives, démesurées.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Réfection des gares avec des PME locales en promouvant la filière du bois.
- Ralentir le trafic dans les localités.
- Promouvoir la mobilité douce en fond de vallée.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- **Diversité, harmonie, mosaïque paysagère**
 - **Mixité : forêts, alpages, montagnes.**
 - **Alternance de couleurs**
 - Nuances de vert entre les pâturages et les forêts, le bleu du ciel et le gris des rochers.
 - Importance du vert et de ses nuances (« la verte Gruyère »).
 - **Contraste géologique / géomorphologique :**
 - Secteurs calcaires (roches affleurantes, parois rocheuses) VS paysages doux, humides et boisés de flysch.
 - Influence la végétation et l'utilisation de la terre par l'homme.
 - Contribue à la valeur esthétique du paysage.
- Valeur **emblématique/symbolique/mythique/identitaire** du Moléson et de Teysachaux
 - **Visibilité** depuis une grande partie du plateau.
 - Situation géographique : massif calcaire le plus excentré des Préalpes.
 - L'ensemble Moléson-Teysachaux se détache du reste des Préalpes.
 - La chaîne Moléson-Teysachaux émerge d'un paysage alpestre doux.
 - **Changement de forme** en fonction de l'endroit de leur observation :
 - Moléson comme une pyramide (aspect carré) depuis la région de Bulle.
 - Depuis la Veveyse : grande échine (longue crête herbeuse) entre les sommets du Moléson et de Teysachaux qui domine les massifs boisés de flysch.
 - Paysage à **valeur commerciale**, marchande : publicité, marketing.
 - « Le paysage est une valeur qui ne peut pas être délocalisée ».

Diagnostic

- **Sommets :**

○ **Moléson :**

- Identité du canton de Fribourg, présent dans les musiques et poyas locales.
- « Image d'Epinal », « un phare », « un avant-poste », « un lion sur un trésor », « c'est notre jardin ».
- Point de vue exceptionnel sur le plateau, les Préalpes et les Alpes.

○ **Teysachaux :**

- « Le Cervin de chez nous ».
- LE sommet des Veveysans.

○ **Crête de la Vudalla**

- **Montagne vivante**

- Activités et économie alpestres actives.
- Forte identité liée aux loisirs (il faut composer avec cet état de fait).

Atteintes, menaces :

- Une trop forte présence d'activités de sport-loisir et du tourisme.

Mesures, actions possibles :

- Trouver un juste milieu entre la préservation de la valeur paysagère et son exploitation touristique/économique.

Prospection

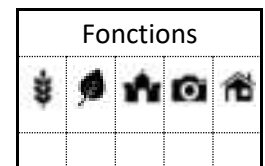
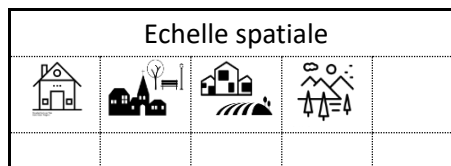
Commentaires :

Périmètre et nom

Remarques/commentaires :

- **Extension** jusqu'au
 - o **Col de Lys**
 - Intégrer le versant NO de la Dent de Lys avec l'alpage de Joux Vertes Dessus et Grand Praz.
 - Pour d'autres : exclure le secteur de la Dent de Lys et l'inclure dans l'Intyamou.
 - o **Massif du Niremou et des Alpettes**
 - Englober les tourbières.
 - Intégrer les secteurs avec des narcisses (besoin de préservation).
 - Jusqu'à la ligne de crête ou jusqu'à l'autoroute ?
 - o **Veveysse de Fégire**
 - o Etoffer le périmètre autour de la Part Dieu (extension au nord).
- Le périmètre du PIC peut avoir une influence sur le périmètre du PNR.
- **Changement de nom en « Moléson-Teysachaux » :**
 - o Meilleure prise en compte de l'identité veveysane du PIC.
 - o Changement de nom voulu par la plupart des participants.

Forêt



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Massif forestier de la Trême** de de la Chia :
 - o La vallée de la Trême constitue le plus grand bassin versant d'Europe couvert d'épicéas.
- **Petites cabanes forestières** maintenues grâce à leur réaffectation :
 - o Petites résidences de vacances.
 - o Marqueur de l'exploitation forestière (patrimoine).

Atteintes, menaces :

- **Progression de la forêt** sur les alpages à partir de 1200m.

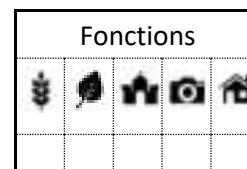
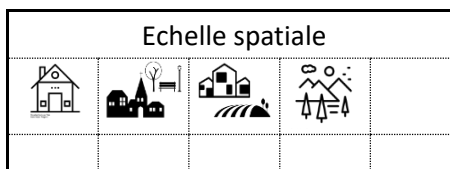
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver le massif forestier de la Trême tout en maintenant une accessibilité qui garantit son entretien.

Commentaires :

Nature



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bonne gestion des **dangers naturels**.
- **Projet écologique** de la Trême.

Atteintes, menaces :

- **Tourisme de masse**.

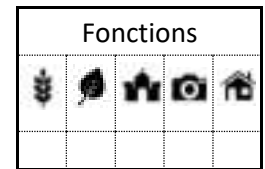
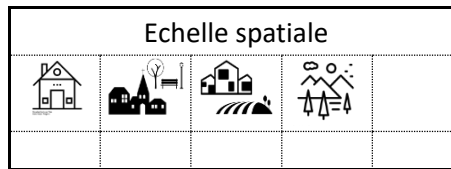
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Protection des **narcisses** qui justifie l'extension du PIC vers le Niremont.
- Concilier dangers naturels et sentiers.
- Maintenir un bon entretien du lit des torrents.
- Concerter les zones de tranquillité avec tous les acteurs.

Commentaires :

Station du Moléson, activités sportives, tourisme



Valeurs, atouts :

- **Intégration paysagère de certaines infrastructures :**
 - o Parking peu esthétique mais situé dans un secteur peu visible.
 - o Bonne intégration du funiculaire.
- **La région vit beaucoup du tourisme :**
 - o La vie vient des activités et de l'exploitation de ce paysage.
 - o Le PIC est en partie un paysage touristique.
 - o Haut-lieu de loisirs.
 - o 1^{ère} source de revenu pour la région.
- **Diversité de l'offre touristique et des activités sportives, (culturelles, scientifiques) :**
 - o Ski, ski de randonnée, sentiers de raquettes.
 - o Piste de luge et autres activités à Moléson-sur-Gruyères.
 - o Sentier botanique, excursion géologique (Swisstopo), sentier des fromageries.
 - o Via ferrata : bien intégrée dans le paysage (peu visible).

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Infrastructures qui « défigurent » le paysage :**
 - o Station sommitale imposante.
 - o Un télésiège va être construit pour remplacer l'actuel téléski qui remonte à Plan-Françey.
 - Obligation liée aux nouvelles normes de sécurité.
- **Impacts liés à la (sur)fréquentation touristique :**
 - o Tourisme de masse disproportionné par rapport à la capacité de la station.
 - o Nombreux déchets abandonnés (volontairement ou non) sur les pistes de ski ou le long des chemins pédestres en été.
 - Danger pour le bétail et travail supplémentaire pour les tenants des alpages.
 - Organisation de trails avec remise en état insuffisante après manifestation.
 - o VTT qui emploie des passages non adaptés.
 - Conflit possible avec les piétons.
 - o Trafic automobile.
 - o Camping sauvage (Le Villard-dessus).
- **Manque de synergies entre les stations (Rathvel – Moléson).**
- **Développement de sports « extrêmes » : parapente, speedflying, etc.**

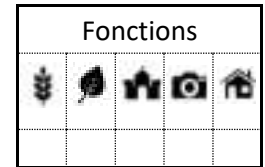
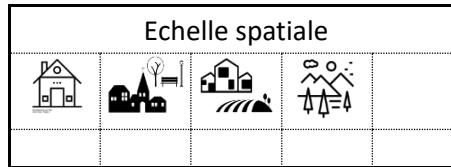
Mesures, actions possibles :

- Contenir les activités touristiques dans le secteur actuellement utilisé par l'homme.
 - o Veiller à l'intégration paysagère du nouveau télésiège.
 - o Composer (faire avec) les usages de loisirs liés aux remontées mécaniques.
 - o Conserver les infrastructures sans en développer davantage.
 - Valorisation de l'existant sans chercher l'extension.
 - Eviter le développement d'infrastructures qui défigurent le paysage :
 - Via ferrata, canons à neige, nouvelles routes, etc.
 - o Autoriser un certain développement touristique dans les secteurs où les infrastructures existent déjà.
 - Ne pas scléroser la région et faire régresser l'identité de « montagne de loisir ».
- Canaliser, sensibiliser et informer les visiteurs :
 - o Rappeler les règles à respecter avec les troupeaux (barrière à refermer, etc.).
- Assurer la transition vers un climat plus doux en hiver :
 - o Lorsqu'il n'y aura plus de neige, c'est le paysage qui va attirer les gens.
 - o Aller vers un tourisme 4 saisons.
 - o Valorisation du paysage par un tourisme doux.
- Développer les synergies et complémentarités entre les stations de la région.
 - o Créer une liaison entre les deux stations de ski (Moléson et Rathvel).
- Développer l'offre de VTT en proposant des circuits balisés.
 - o Secteur du Gros-Plané.

Commentaires :

« Il y a lieu de se poser la question de la nécessité ou de l'utilité de « protéger » cet objet, dans une logique de bonne gestion du territoire. Les objectifs de développement fixés semblent incompatibles avec les objectifs figurants dans la LPN. »

Sentiers de randonnée, mobilité douce



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Actuellement, **bonne cohabitation** entre VTT et piétons.
- **Parking** où laisser la voiture et infrastructures (funiculaire, télécabine) qui permettent l'accès aux hauteurs.
- **Randonnées** faciles ou plus engageantes.
 - o Sentier pédestre entre Moléson et Teysachaux exceptionnel.
 - o Sentier jusqu'aux Clés.
 - o Sentiers didactiques : sentier botanique / excursions géologiques organisées par Swisstopo (panneau explicatif à Plan-Françey).
 - o Accessibilité et facilité des sentiers en font un secteur apprécié des familles.

Atteintes, menaces :

- **Abandon ou manque d'entretien des chemins qui relient la plaine à la montagne** notamment dans le massif forestier qui domine Semsales (hors PIC).
 - o Chemins moins fréquentés car les gens préfèrent accéder aux secteurs montagneux en véhicule.
- Problématique des **déchets** et des **chiens** non tenus en laisse.
 - o Dangereux à cause des chiens de troupeau et du bétail.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Revaloriser les chemins historiques/ancestraux qui reliaient la plaine à la montagne.
- Entretien des chemins pédestres (aussi dans les secteurs moins fréquentés comme le massif forestier).
- Développer la mobilité douce en respectant la nature et les gens qui y vivent (harmonie).
- Etendre le sentier botanique jusqu'au sommet du Moléson.
- Mieux conduire et informer les touristes.
 - o Fournir des dépliants informant les visiteurs des règles à respecter.
 - o Améliorer le balisage des sentiers en raquettes.
- Améliorer les parcours pédestres en lien avec les chalets d'alpage (et les traditions, activités alpestres affiliées).

Commentaires :

Route d'accès

(aux alpages, buvettes, etc.)

Echelle spatiale



Fonctions



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Facilité d'accès à la montagne :**
 - o Nombreuses routes ouvertes aux véhicules.
 - o Accès rapide depuis les sorties d'autoroutes (Bulle, Châtel Saint-Denis).
 - o Favorise l'attrait du secteur pour les familles.
 - o Accès aisé aux alpages qui favorise l'activité alpestre.
- **Transit interdit entre Rathvel et la vallée de la Trême :**
 - o Evite un trafic de passage entre Bulle et les Paccots.
- Les routes d'accès servent à l'**entretien des forêts** et alpages et font partie intégrante du paysage.

Atteintes, menaces :

- **Interdiction de circuler non respectée** entre Rathvel et la vallée de la Trême.
- **Limitation de l'accès en voiture** (menace) :
 - o Perte d'une accessibilité appréciée par les familles et un grand nombre de promeneurs.
- **Potentiel prolongement des routes** pour créer des liaisons/jonctions/relais entre les différents secteurs :
 - o ex. entre le Vuipey et les Moilles qui permettrait un passage entre l'Intyamon et Châtel-St-Denis.
 - o Cela provoquerait une augmentation significative du trafic.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Interdire les liaisons routières entre les différents secteurs du PIC.
- Veiller à l'intégration paysagère des routes lors de rénovation (choix du revêtement).

Commentaires :

Buvettes

Echelle spatiale				

Fonctions				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses buvettes.

Atteintes, menaces :

- **Circulation importante** liée au nombre de buvettes accessibles en voiture.
 - o Problématique du **parcage** :
 - Parking plein lors des pics de fréquentation (Cf. Salette, Incrota p.ex.).
 - Parcage sauvage qui entrave la circulation.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Limiter l'ouverture de nouvelles buvettes (saturation).

Commentaires :

Espaces bâtis, infrastructures

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bonne intégration du **funiculaire**.

Atteintes, menaces :

- **Installations existantes** : le paysage est déjà atteint :
 - o Station sommitale et antenne de l'armée.
 - o En cas de nouveaux projets, il faut les réaliser dans le secteur déjà aménagé.
 - o Eviter à tout prix l'installation d'infrastructures « lourdes » dans le secteur de la Teysachaux.
- **Routes d'accès** :
 - o Indispensables pour l'exploitation des alpages et donc la pérennité du paysage actuel.

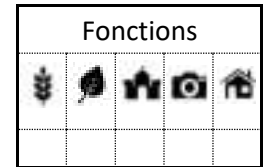
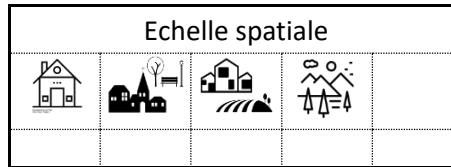
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Veiller à l'intégration paysagère (localisation, dimensionnement, architecture, matériaux) des futures installations.

Commentaires :

Patrimoine bâti



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Patrimoine religieux**
 - o Chapelles de l'Evi et des Clés.
 - o Croix sommitales.
 - o Source de Bonne fontaine (lieu de pèlerinage).
 - o Part-Dieu.
- **Saloir** de Mormotey (1795) avec mur en pierres et toit en tavillon. (Patrimoine Gruyère-Veveyse).
- **Chalets d'alpage** en bon état.

Atteintes, menaces :

- Abandon, réaffectation, rénovation des chalets d'alpage.

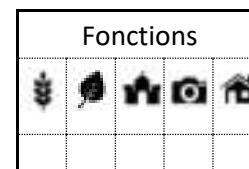
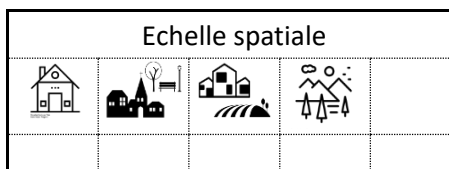
Prospection

Mesures, actions possibles :

- Entretien et valoriser le patrimoine bâti de la région.

Commentaires :

Activité alpestre, chalets d'alpage



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Chaudières** dans les chalets pour la **fabrication *in situ* du fromage**.
 - o Valorisation par le *Sentier des fromageries*.
 - o Production locale.
- Les **exploitants** tiennent au paysage et contribuent à sa typicité.
 - o Paysage vivant grâce au bétail, clôture en bois, bassin en bois, etc.
 - o Exploitation des alpages au gré des saisons.
- **Chalets d'alpage avec toits en tavillons** :
 - o En grand nombre (150-200) et de taille assez limitée (forte densité).
 - o En bon état par rapport à d'autres régions.

Atteintes, menaces :

- Déprise agricole et **progression de la forêt**.
- Perte de fonction, **désassujettissement**.
 - o Rénovation qui ne tient pas compte de l'usage originel du chalet.
 - o Volonté de confort moderne qui nuit à l'authenticité.
 - o Trop de chalets d'alpage, ce qui pose problème avec la nouvelle loi hors ZAB.
 - o Compromis, conflit : chalet pour faire vivre l'activité alpestre vs vie familiale avec confort de 2018 ou transformation plus rentable en buvette.
- **Manque d'entretien**, notamment si l'exploitant n'est pas le propriétaire du chalet.
 - o Entretien faible et rénovation douteuse.
- **Tourisme de masse** qui rend la cohabitation difficile avec les armaillis.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintien de la vie, de l'activité alpestre.
- Entretien des pâturages pour éviter la déprise agricole.
 - o Paiement direct pour limiter l'avancée de la forêt.
 - o Entretien des haies.

- Conserver l'aspect originel et typique des chalets d'alpage :
 - o Soutenir le tavillonnage.
 - o Travailler en collaboration avec l'Association agricole régionale pour la qualité du paysage qui soutien déjà :
 - Les bassins et clôtures en bois, les arbres isolés, les chemins en gravier avec bande herbeuse, etc.

- Veiller à une cohabitation harmonieuse entre tourisme et agriculture :
 - o Améliorer la coordination entre acteurs du tourisme et agriculture sur les alpages.
 - o Visites de chalets, démonstration de fabrication du fromage.
 - o Valoriser/simplifier les démarches de valorisation agricole pour le tourisme.

Commentaires :

Station Moléson-sur-Gruyère

Echelle spatiale				
				x

Fonctions				
x	x	x	x	x

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Station touristique mais avec de l'habitat à l'année.
- Bonne intégration paysagère du village :
 - o Masqué par la topographie et la forêt environnante.
- Village charmant.
- PAD et PAL avec des contraintes suffisantes pour l'architecture.

Atteintes, menaces :

- Village qui ne fait pas rêver.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Veiller à un développement qualitatif de la station à l'avenir (architecture, intégration paysagère).
 - o Aménagement extérieur pour améliorer la qualité paysagère de la station.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Acteurs locaux sensibles au paysage avec une volonté de le préserver sans le scléroser.

Atteintes, menaces :

- **Multiplicité des « couches » paysage** (échelle fédérale, cantonale et communale).
 - o « Attention, beaucoup de couches : Plan directeur cantonal, le district, la région, les zones de protection de la Trême, les divers services cantonaux (SFF, SEN, LPN, ...), la commune, le PNR, ... Comment le citoyen s'y retrouve ? »
 - o « Qu'est-ce qu'il manque dans les autres lois qui ne protègent pas encore suffisamment le paysage ? »
- Beaucoup d'études décidées au canton **font payer les communes !**

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Attente communale : aide financière pour la mise en œuvre.
 - o Besoin d'aides financières et d'expertises plutôt que nouvelles restrictions et réglementations.
- Déléguer des tâches aux communes.
- Vigilance par rapport à ce qui est vu même en dehors du PIC.
- Mettre en place une collaboration entre les différents acteurs et viser une concertation entre tous les intervenants.

Commentaires :

« Je m'interroge sur les implications d'un PIC : quelles seront les conséquences d'un PIC sur le développement touristique/routier/économique de la région incriminée ? En particulier, est-ce qu'on peut imaginer des restrictions au niveau du libre accès (cf. zone de tranquillité de la Berra) ? »

Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Point central (hot spot) : **colline/village/château de Gruyères** :
 - o Pôle culturel, nœud historique.
 - o « Seule ville romantique du monde », « magique », « emblématique », « beauté unique », « carte postale mais avec une authenticité », « un condensé de la Suisse »
 - o Émotions liées à l'histoire.
 - o Identité, image de carte postale.
 - o Peu de constructions parasites au pied et sur la colline (contrairement à Romont p. ex.).

- **Diversité / variété / richesse / mixité / mosaïque / patchwork / alternance** :
 - o Patrimoine – agriculture – montagne.
 - o Paysage relativement préservé et protégé.
 - o Importance des grandes plaines ouvertes : « respiration » :
 - Grands espaces verts et ouverts (surfaces agricoles).
 - Depuis Broc : grande ouverture (Plaine des Marches) peu construite au premier plan grâce à l'aérodrome et la nappe phréatique sous-jacente.
 - o Partie montagnarde avec la Dent de Broc qui domine le PIC.

- Notion de **porte d'entrée** :
 - o Du PNR, du PIC.
 - o Sur l'Intyamon, le Moléson, le Lac de la Gruyère.

- Le paysage et les vues sur ce dernier constituent une **ressource économique** importante pour la région.

Atteintes, menaces :

- Risque de mise sous cloche alors que le paysage doit vivre.
- Perte de l'identité et de la spécificité du paysage.
- Manque de coordination régionale pour créer des règles harmonisées.

Prospéctif

Mesures, actions possibles :

Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Intégrer le **château et prieuré de Broc**.
- Intégrer également la **frange urbaine de Broc** sur le versant sud de la terrasse.
- Intégrer le **pâturage « Pâquier de l'Herse »** adjacent à celui des Grosses Ciernes.
- Intégrer le **haut du Pâquier** tout en excluant la ZAB.
- Intégrer les **secteurs de forêt**.
 - o Avoir un œil sur la zone de la déchetterie près de la Migros.

Vue et points de vue

Echelle spatiale				
X	X	X	X	X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Ressource économique** importante.
- **Vue sur :**
 - o La colline de Gruyères (éclairage nocturne), les Dents de Broc et du Chamois, le Moléson, le Pâquier (premier village visible depuis la H189).
- **Vue depuis :**
 - o La colline de Gruyères, la terrasse de Broc, le Mongeron, Carmel, Bulle, Saussivue.

Atteintes, menaces :

- **Perte de vue** depuis certain site à cause d'une volonté de masquer (mieux intégrer) l'élément en question.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Préserver, valoriser les points de vue sur le grand paysage.
- Ne pas masquer/cacher la vue sur le paysage (p. ex. depuis la Migros).
 - o Compromis à trouver entre le besoin de masquer les éléments disgracieux du paysage et la perte de vue que cela entraîne depuis ces sites.

Commentaires :

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Importance des **plaines ouvertes** : respiration dans le paysage.
- **Paysage rural et forestier**.
- Bon **entretien des surfaces agricoles** sur le flanc de la colline.
- **Vergers** haute-tige (soutiens financiers qui aident à la replantation).

Atteintes, menaces :

- **Fermeture de ces espaces agricoles** ouverts au profit de l'urbanisation.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Sauver/maintenir/garder les grandes parcelles agricoles entre les grands axes de communication.
- Constituer une liste des essences locales autorisées pour le boisement.
- Favoriser les petites structures (haies, bosquets, cordons boisés, arbres isolés).

Commentaires :

Activité alpestre : alpage vs forêt

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Secteur particulier des versants et de la **combe de la Dent de Broc**.
- **Alpages** qui créent des ouvertures dans le massif forestier.
- **Croix en mélèze** dans le massif forestier au-dessus des Marches.

Atteintes, menaces :

- **Embossaillement, avancée de la forêt** sur les alpages et dans les combes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'activité alpestre :
 - o Garantir l'entretien des pâturages.
 - o Contenir la progression de la forêt.
 - o Soutenir les propriétaires et inciter (contractuellement) les locataires à entretenir les alpages.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Sites naturels : plaine agricole – montagne – colline.
- Projet de **passage à faune** au sud du PIC.

Atteintes, menaces :





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Revitaliser le ruisseau en dessous du village du Pâquier.
- Viser l'intégration paysagère du futur passage à faune au-dessus de la route cantonale.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Valeurs, atouts :

- **Villages :**
 - o Noyau villageois de qualité.
 - o Village-rue de Pringy.
 - o Dispositions sur les lumières/éclairages de Noël qui visent l'harmonie.
- **Zones industrielles et d'activités :**
 - o Aéroport « en vert » (pas de piste goudronnée).
- **Autres espaces construits isolés (grands bâtiments, parking, etc.) :**
 - o Le Carmel et sa position retirée.

Atteintes, menaces :

- Globalement : **mitage du territoire.**
- **Villages :**
 - o Expansion rapide et disharmonieuse du bâti liée à une croissance trop rapide (le Pâquier).
 - o Quartiers aux constructions trop hétéroclites.
 - o Talus construits à Broc.
 - o Manque de règlements communaux suffisamment contraignants (cf. le bon exemple du Simmental).
 - o Densification peu qualitative et mal ciblée.
- **Zones industrielles et d'activités / espaces construits isolés:**
 - o Migros.
 - o Site industriel d'Enney et zone d'activité d'Epagny.
 - o Futur grand projet de clinique et d'hôtel à Pringy (les Prays).
 - o Grandes places de stationnement goudronnées ou en gravier à proximité de Gruyères.
 - o Lumière des terrains de foot.

Mesures, actions possibles :

- **Mesures générales :**
 - o Harmonisation entre les PAL des différentes communes.
 - o Améliorer les règles de construction.
 - o Garantir une transition douce entre l'espace bâti et l'espace naturel.
 - o Réussir à éduquer les gens à l'harmonie.

- **Villages :**
 - Préserver un tissu bâti cohérent.
 - Densifier les secteurs les moins visibles.
 - Garantir la typologie du bâti :
 - Des villas bien intégrées sont mieux que des immeubles ou plusieurs villas jumelées appondues.
 - Viser l'harmonie architecturale (toitures, matériaux).
 - Surtout dans les secteurs les plus préservés.
 - Restrictions d'illumination (gare/bâtiments).

- **Zones industrielles et d'activités / espaces construits isolés:**
 - Plantation de cordons boisés et d'arbres isolés pour masquer les éléments disharmonieux.
 - Dégager les éléments qui ont une valeur patrimoniale ou esthétique.
 - Réaliser une charte paysagère à respecter pour tous les grands bâtiments.
 - Mieux intégrer la Migros.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Bourg et château de Gruyères** connus à l'international.
 - Château de Gruyères et sa mise en valeur par les éclairages nocturnes.
- **Chapelle des Marches.**

Atteintes, menaces :

- Absence de mise en valeur et **masquage par la végétation.**





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Manque une vision d'ensemble du patrimoine bâti.
- Maintenir la typologie de hameau sur les secteurs concernés.
- Organisation de visite patrimoniale.

Commentaires :

Sentiers, chemins pédestres, mobilité douce

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Bon réseau de **chemins pédestres**.
- Chemin le **long de la Sarine** jusqu'au Pont-qui-Branle.
- Sentier depuis Bulle via Montbarry avec une vue haute de la plaine de Bulle et de la colline.
- Accès facile en **transports publics**.

Atteintes, menaces :

- Offre en mobilité douce pas suffisante (**vélo**).
- Manque un **itinéraire sur le pourtour de la colline** pour admirer le bourg et le château depuis le bas.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Améliorer l'offre en mobilité douce.
- Développement d'un tourisme doux.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
	X		X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- L'un des sites les **plus visités de Suisse** avec une **offre touristique riche et variée** à proximité :
 - o Chocolaterie de Broc, Maison du Gruyère, Bourg et château de Gruyères, Moléson, etc.
- **Accès en transports publics**
 - o Noyau ferroviaire important est un atout du PIC.
 - o Gare de Pringy-Gruyères et le train qui continue vers l'Intyamon.
 - Projet de requalification en cours.
- Espaces de détente le long de la Sarine plutôt fréquentés par des visiteurs locaux ou régionaux.

Atteintes, menaces :

- **Tourisme de masse** mal géré : afflux excessif par rapport à la capacité d'accueil.
- Impacts, **nuisances** liés au tourisme de masse :
 - o Déchets, littering sur les places.
 - o Parking sauvage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Améliorer la gestion du tourisme de masse.
- Canaliser les visiteurs.
- Améliorer les transports publics.
- Elaborer un concept global de mobilité : mélange d'accès en voiture et transport public : arrivée en voiture en périphérie et derniers kilomètres en bus navette.
- Organiser des bus-navettes pour éloigner les parkings peu intégrés de la colline de Gruyères.
- Sensibilisation et communication : rendre attentif les gens et faire respecter les dispositions (éducation du citoyen).





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Trois secteurs assez différents :
 - o Hochmatt : économie/agriculture alpestre.
 - o Gastlosen : pôle touristique avec de nombreuses activités.
 - o Vallée de la Jogne : habitations, vie économique.
- Harmonie, contraste, variété entre :
 - o Espaces naturels sauvages :
 - La chaîne des Gastlosen et son imposante paroi rocheuse.
 - Forêts avec forte biodiversité.
 - o Espace utilisé par l'homme :
 - Paysage plus doux de flysch.
 - L'équilibre forêt/pâturage est un reflet de l'économie alpestre.

Atteintes, menaces :

- Une modification de l'utilisation du sol conduira inexorablement à un changement du paysage :
 - o Perte des espaces ouverts au profit de la forêt.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir à tout prix les **espaces ouverts**.
- Maintenir l'**économie alpestre traditionnelle** à l'origine de ce paysage.
- Viser une **cohabitation harmonieuse** entre l'activité humaine et la nature.

Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Intégrer le village de Jaun.
 - o Prendre l'entier du village en s'arrêtant à la lisière de la forêt qui domine le village.
- Vallée de la Jogne : prendre en compte tout le champ de vision : les deux versants de la vallée constituent un tout
- Intérêt d'avoir deux zones paysagères différentes :
 - o Vallée de la Jogne (avec ses deux versants).
 - o Secteur Gastlosen.
- Coordination avec Berne pour une gestion cohérente des deux côtés de la ligne de crête.

Points de vue

Echelle spatiale				
				x

Fonctions				
			x	x

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Un grand nombre de points de vue exceptionnels sur le grand paysage :
 - o Depuis la Hochmatt et le Cheval Blanc.
 - o Depuis le point d'altitude 1804 entre le Chalet du Soldat et la Brendelpitz.
- Vue sur des éléments plus ponctuels :
 - o Cascades du Petit Mont, à proximité de la route qui monte depuis Im Fang.
 - o Cascade des escaliers du Gros Mont.
- Vue sur les Gastlosen à l'extérieur du PIC notamment depuis le village de Grandfey où la paroi des Sattelspitzen est bien visible.
 - o Rayonnement/visibilité au-delà de la zone du PIC.

Atteintes, menaces :

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Signalisation et mise en valeur des différents points de vue.

Commentaires :

Nature sauvage

Géo(morpho)logie, faune, flore.

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Aspect de **nature sauvage** en opposition avec le **paysage anthropisé** des alpages :
 - o **Paroi des Gastlosen** connu jusqu'à l'étranger
 - « Les Inhospitalières », dimension symbolique voire mythique.
 - o Richesse et diversité **géo(morpho)logiques** :
 - Contraste paysager entre les rochers massifs et verticaux qui dominant un relief beaucoup plus doux et exploité par l'homme.
 - Brendelpitz : éminence/promontoire dans un paysage plus doux de flysch.
 - Hot spots : les Gastlosen, la Hochmatt, la cascade de Jaun.
 - Région karstique « in den Löchern ».
 - o Sentier géologique des Gastlosen constitue une mise en valeur géoscientifique.
- Diversité **floristique**.
- **Biodiversitätsprojekt** (*keine Einschränkungen*): Schattenwald.

Atteintes, menaces :

- **Dérangement de la faune** à cause des activités humaines : escalade, ski de randonnée, etc.
- **Chasseurs** : certains ont tendance à monopoliser le territoire ce qui mène à des conflits avec les autres usagers.
- Destruction de la flore par les **moutons**.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Définir des secteurs de **tranquillité** pour la faune et faire respecter ces restrictions.
- Promouvoir et sensibiliser à la **richesse naturelle** de la région.

Commentaires :

Tourisme, loisirs, Activités sportives

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Multiples offres touristiques et activités sportives possibles dans la région (**été/hiver**).
- Massif des Gastlosen est un haut lieu de l'**escalade** avec une réputation au-delà des frontières nationales.
- *Wanderwege + **Buветten**.*
- ***Mountainbike Angebot auf bestehenden Strassen**.*
- **Chemins pédestres** et de VTT dans le fond de la vallée.
- **Sports d'hiver** avec une bonne garantie d'enneigement :
 - o Piste de **ski de fond** dans la vallée de la Jogne.
 - o **Station de ski** et piste de luges bien intégrées (exemple réussi d'intégration paysagère).

Atteintes, menaces :

- **Cohabitation** homme/nature.
- ***Buvette** -> *landwirtschaftliche Doppelbelastung, Finanzen. Verpflegung im Winter schlecht gelöst.**
- Développement excessif de l'**escalade** (MAIS a peut-être déjà atteint un pic aujourd'hui).
 - o A différencier de l'installation future d'une **via ferrata** qui pourrait apporter un certain nombre de nouveaux visiteurs moins spécialisés et connaisseurs du milieu.
 - o Dérangement de la faune.
- **Ski de randonnée** (MAIS itinéraires bien maîtrisés dans la région selon le CAS).
 - o Problématique du dérangement de la faune.
- Mauvaises signalisations des parcours **VTT**.
- Multiplication des **remontées mécaniques** et enneigement artificiel*.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Viser une **cohabitation harmonieuse** entre l'activité humaine et la nature.
 - o Développer un Tourisme doux (*sanft*) de manière raisonnée et ciblée.
 - o Définir des zones de tranquillité (interdiction du ski de randonnée et de l'escalade).
 - o Sensibilisation des organisateurs de courses aux enjeux environnementaux.
 - o Mise en valeur de l'escalade accompagnée d'une sensibilisation sur le milieu fréquenté.
- Distinguer les usages des sentiers entre chemins de randonnées et pistes de **VTT**.
- Bien **entretenir** les sentiers pédestres existants.

Commentaires :

* L'éclairage des pistes de ski du Jaun n'a pas été perçu comme une problématique car elle n'a lieu qu'une fois par semaine durant quelques heures.

Mobilité, accessibilité, fréquentation

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Accès** en voiture sans interdiction de circuler permettant un accès à la montagne pour tous.
- **Liaison** en bus dans la vallée de la Jogne.

Atteintes, menaces :

- Trop de voitures sur les hauteurs :
 - o Particulièrement au Gros Mont, Petit Mont, Sattels.
 - o Pics de **fréquentation** durant les week-ends et en automne (saison de la brame).
 - o Problématique du **parking** sauvage et des parkings officiels pleins.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développer des **aménagements et infrastructures** permettant d'informer, de gérer et de canaliser **le flux de visiteurs**.
 - o Mettre en place un service de **bus-navettes** pour que les visiteurs parquent dans la vallée et non plus sur les hauteurs.
 - o Trouver un bon **équilibre** entre l'**accessibilité** à tous et le besoin de **restriction du flux** de visiteurs.
 - o Promouvoir l'accès au secteur Gastlosen par les remontées mécaniques.

Commentaires :

Chemins, routes d'accès, sentiers pédestres

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Chemins globalement **bien intégrés** dans le paysage (comme structure paysagère).

Atteintes, menaces :

- **Mise en dur** (goudronnage, bétonnage) de chemins pour faciliter l'accès aux alpages : mauvaise intégration paysagère.
- Chemin pas complètement continu le long de la Jogne.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- En montagne :
 - o Choisir avec attention un type de revêtement qui s'intègre dans le paysage.
 - S'inspirer du Breccaschlund pour les projets de requalification paysagère et notamment pour les routes de dessertes vers les alpages (cf. route vers le chalet du soldat).
 - o Créer des sentiers pédestres hors des routes bétonnées.
 - o Bien **entretenir** les sentiers pédestres existants.
- Dans la **vallée de la Jogne** :
 - o Revaloriser les **chemins IVS** entre Jaun et Im Fang (cf. *Gasserenweid*).
 - o Favoriser la **mobilité douce** dans la vallée de la Jogne (pistes cyclables).
 - o En rive gauche de la Jogne, sous le stand de tir 300m :
 - Prolonger le **sentier le long de la Jogne** pour avoir un sentier continu, au fil de l'eau, entre Im Fang et Jaun.

Commentaires :

Alpages vs forêts

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X	X	X		

Valeurs, atouts :

- **Mosaïque** entre espaces ouverts et forêt.
Paysage typique de la Gruyère qui est bien exprimé ici :
 - o Besoin du maintien de l'utilisation des alpages.
 - o « Ouverture à maintenir à tout prix ! »
- **Estivage** : utilisation du sol et patrimoine culturel local.
 - o Pâturages soignés.
- *Sektor Hochmatt : Landwirtschaftliche Nutzung.*
- **Schutzwald.**

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Sous-exploitation** et abandon des alpages :
 - o Plus de fauchage et donc embroussaillage.
 - o Expansion de la forêt / Ausbreitung des Waldes.
 - o Fermeture dans le paysage.
- **Abandon de l'exploitation ancienne et traditionnelle** des alpages :
 - o Exploitation trop intensive de certaines surfaces.
 - o Avec le changement de pratiques agricoles, le bétail exerce une plus forte pression sur les pâturages qui conduit à la dégradation du relief.
 - o Modification locale des espaces ouverts (pieds de vaches, terrassettes, etc.).
- Pâturages occupés par les **moutons** :
 - o Dégradation plus importante qu'avec des bovins.
 - o Destruction de la flore des crêtes.
- **Murs en pierres sèches** dégradés.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Remettre en état les **murs en pierres sèches**.
- Favoriser localement la **filière du bois** (construction, chauffage).
- Entretenir la **forêt** pour limiter sa progression sur les espaces ouverts.
- Préserver une **économie alpestre fonctionnelle/active/vivante**.
funktionierende Alpwirtschaft erhalten.

Commentaires :

Chalets d'alpage

Echelle spatiale				
				
X			X	

Fonctions				
				
X		X	X	

Valeurs, atouts :

- Forte **densité** de beaux chalets d'alpage dans cette région.
- Toits en **tavillons**.
- Témoins de l'**économie alpestre**.

Atteintes, menaces :

- **Abandon**, manque d'entretien, dégradation des chalets d'alpage sous-exploités voire abandonnés :
 - o ex. : Le Verdy, Knüsse, etc.
- L'**entretien** de ces bâtiments constitue une forte contrainte pour les propriétaires.
- **Transformations** de chalets mal intégrées dans le paysage et peu respectueuses des traditions architecturales locales.
 - o Toits en tôle.
- Trop de chalets transformés en **buvettes** (positif pour le tourisme mais négatif pour le paysage)
- *Bergkäserei fehlt.*
- **Zu strenge Umsetzung/Bestimmungen:**
 - o *Unbewilligter Umbau der Berghütten -> Bewilligung nicht möglich.*
 - o *Einsprachen bei Projekten.*

Diagnostic

Mesures, actions possibles :

- Préserver une **économie alpestre fonctionnelle/active/vivante**.
 - o Maintenir et favoriser la **production locale** et encourager la transformation directement à l'alpage (p. ex. fromages).
- Maintenir les chalets qui ne sont plus utilisés en les **réaffectant** au besoin.
- **Préservation** des chalets et **rénovation** dans un style qui respecte le patrimoine architectural alpestre local.
 - o Attention : de trop fortes restrictions peuvent être contre-productives en bloquant des projets et empêchant la remise en état des chalets, nécessité de trouver un juste milieu.
- La fondation **Patrimoine suisse** a mis en œuvre des mesures pour préserver ce patrimoine : aides financières, sondages, inventaires de l'état de ces constructions, etc.
 - o Collaboration avec le canton dans le cadre des PIC.
- **Accompagner et financer** les projets de rénovation et de réaffectation des chalets d'alpage.

Prospection

Commentaires :

Patrimoine, espace bâti (villages)

cf. aussi chalets d'alpage

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Patrimoine **militaire** important à l'échelle du canton.
- Village d'**Im fang** et de **Jaun** qui font partie des beaux villages du canton.
- **Chalet du Soldat**.
- **Patrimoine religieux** bien présent dans la vallée de la Jogne.
- Im Fang : disposition dans le RCU qui régule le développement du quartier du **Schwendi** MAIS il n'y a pas de règle pour le revêtement des toits (*architektonische Einheit vorgeschrieben ausser Dachdeckung*).

Atteintes, menaces :

- Beau **bâtiment agricole** abandonné près d'Im Fang.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Projet patrimonial en cours à l'initiative des 4 communes : **sentier thématique** avec mise en valeur et signalisation d'un certain nombre de sites marquants.

Commentaires :

Autre

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Disparition des arbres et des haies.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Favoriser les vergers.
- Favoriser l'extension des règles et leur respect.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- Dualité lac / montagnes :

- Lac comme élément central (« effet miroir »).
- Lac gelé en hiver.
- *See mit umliegender Berglandschaft.*
- « Le lac et son cadre », « le lac dans son écrin montagneux ».
- *Talkessel mit Bergen, offenes Tal.*

- Mosaik, Diversität:

- *Wald / Weide.*
- *Ursprünglichkeit der Landschaft und Alpwirtschaft.*
- *See und Talkessel mit diversen Landschaftselementen.*
- *Kombination See – Hügel – Berge – Fels*
- Contraste paysager entre les zones de flysch et calcaire :
 - *Die Vielfalt der Landschaft, vom Kalksteingebiet zum Flysch grosse Variierung.*

- Aspect naturel et préservé – *Ursprünglichkeit:*

- *Nicht zu stark überbaute Flächen.*
- *See mit ungebautem Seeufer.*
- *Einerseits gut entwickelt und anderseits urlandschaftlich erhalten.*

- Vue sur le paysage

- Vue depuis la Gypsera :
 - *Sicht vom See Richtung Voralpen,*
 - Vue sur l'Euschelspass avec le Kaiseregg et les montagnes à l'arrière.
- Vue depuis les hauteurs (station de ski, Riggisalp, Schwyberg, La Patta).

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Projet **éolien** :
 - o Une influence négative sur le paysage.
 - o Mais avec d'autres points positifs à considérer (énergie renouvelable).
- Lignes à haute tension :
 - o Traversent le PIC du Seeschlund à l'Euschelsspass en passant par Riggisalp.

Prospection

Mesures, actions possibles :**Commentaires :**

Périmètre

Remarques/commentaires :

- *Perimeter bis Gurli und Stoss.*
- *Muscherental integrieren.*
- Lien avec les nouvelles limites du PIC Gastlosen (si extension en rive droite de la Jogne).

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les communes et les locaux s'occupent déjà de la préservation du paysage.

Atteintes, menaces :

- **Restrictions trop fortes :**
 - o La réglementation des constructions est déjà très restrictive.
 - o Dans la vallée : trop de restrictions qui empêchent les possibilités de développement.
 - o La classification en tant que PIC ne doit pas être un poids pour le développement de la région.
 - o *Bereits genügend Reglementierung.*
 - o *Entwicklung für touristische Zwecke darf dadurch nicht verhindert werden.*
 - o *Lockerung Bestimmungen + Reglement.*
 - o *Bitte keine „Käseglocken-Politik“ betreiben*
- Ne pas **restreindre l'accès** à ce paysage pour cause de protection.
- **Gefahr Eigenständigkeit (Autonomie) zu verlieren.**
 - o Rôle de la commune et non du canton de s'occuper du paysage :
 - « *Gemeinde dafür (Landschaftsschutz)* ».

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Coordination entre les acteurs (association, PNR, propriétaires).
 - o *Wir wünschen uns mehr pragmatische Lösungen mit dem Kanton.*
- Mettre en place des échanges réguliers entre les parties prenantes.
 - o *Miteinander reden und gemeinsame Lösungen finden.*
 - o *Regelmässige Austausche Anspruchsgruppen etablieren.*
- *Der Kanton muss Massnahmen finanziell unterstützen.*
 - o *Finanzierungsmöglichkeiten zu den Verbesserungen.*
 - o *Förderung der kantonalen, finanziellen Unterstützung.*
- *Zusicherung des Kantons, dass keine untragbaren Einschränkungen auferlegt werden.*

Commentaires :

- *Ich persönlich sehe das Projekt eher kritisch, und zwar in dem Sinne wenn der Kanton Geld gibt ... sicher mitbestimmen und die Leute von Ort werden nicht miteinbezogen. Das heute war ein Schritt in die richtige Richtung um die „Einheimischen“ miteinzubeziehen.*

Nature

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Faune :**
 - o *Seltene Fauna: Mauersegler, Fledermäuse, Biber.*
- **Flore :**
 - o *Bergahorn (érable sycomore)*
 - o *Diversität des Pflanzen und Flora aufgrund Flysch/Kalkgebiet.*
 - o Roselière sur les rives du lac.
- **Biotope :**
 - o Le lac et ses rives sauvages avec des roselières.
 - o Terrains marécageux de la Spielmanda.
- **Géologie / géomorphologie :**
 - o Intérêt géologique : contraste entre les terrains calcaires et de flysch.
 - o Glissement du Hohberg.
 - o Sommets emblématiques (Spitzflue, Kaiseregg).

Atteintes, menaces :

- *Verlust der **Nachtdunkelheit.***
- **Atterrissement**, comblement du lac à l'embouchure du Seeweidbach.
*Kieseintrag / **Verlandung** (Seeweid)*
- **Schäden durch Wildtiere** (Biber, Wolf).
- **Naturgefahren** (Bäche, Murgänge, Erosion).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Autoriser l'extraction des graviers du delta du Seeweidbach.
Kies befreien, Kiesentnahme, Massnahmen gegen Verlandung See.
- Revitalisation/renaturation du Seeweidbach entre le camping et le campus.
- Singine : maintenir le cours d'eau dans son état naturel.
 - o *Sense schützen (bestehende Dimension, kein WKW).*
- Plantation d'arbres isolés :
 - o Erables sycomores emblématiques du Breccaschlund à multiplier dans d'autres secteurs.
- *Wasser/Strom in Brecca sichern.*
- *Naturreichtum besser in Wert setzen.*

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
			X	X

Fonctions				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Général (répartition des activités) :**
 - **Accessibilité** été comme hiver.
 - **Lac gelé** en hiver.
 - Beaucoup d'activités possibles mais **centralisées** sur des secteurs spécifiques.
 - Bon **équilibre** entre les centres actifs et les zones périphériques moins fréquentées.
 - Bonne relation/**cohabitation entre touristes et habitants**.
 - *Gutes Nebeneinander aller Nutzers.*
 - *Interessenskonflikte Tourismus / Einheimische.*
- **Rives, sentier du lac**
 - Bonne **préservation** des rives qui sont **peu bâties**.
- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - Aménagement : *Badesteg*, plage et jetée sur le lac.
- **Station de ski :**
 - Sport d'hiver.
 - *Touristisch wichtige Nutzung (Bergbahnen, Skibetrieb).*
 - Activités sportives et de loisirs diversifiées (VTT, randonnées, drone, parapente, etc.)
- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone, etc.) :**
 - *Kaiseregg Wanderwege*
 - *Sense Wanderwege*

Atteintes, menaces :

- **Général (répartition des activités) :**
 - *Grenzen des Tourismus bald erreicht.*
 - Comportement des touristes (détritus, chiens non tenus en laisse).
 - Augmentation de la navigation sur le lac.
 - « Atterrissage » d'avions sur le lac, drones, etc.
- **Rives, sentier du lac :**
 - Ensablement de la base nautique à l'embouchure du Seeweidbach.

- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - o Problématique du parcage.
 - o Mauvaise intégration paysagère et manque d'attrait (grande place bétonnée).

- **Station de ski :**
 - o Réchauffement climatique et déficit d'enneigement.

- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone etc.) :**
 - o *Tourenski, Schneeschuhläufer überall.*

Mesures, actions possibles :

- **Général (répartition des activités) :**
 - o Canaliser le flux de touristes sur les zones déjà exploitées actuellement.
 - *Beibehaltung der gezielten Nutzung wichtig.*
 - o Améliorer l'offre touristique en cas de mauvais temps (inexistante actuellement).
 - Développer des offres touristiques alternatives ou diriger les touristes vers d'autres centres d'intérêts régionaux.
 - *Schlechtwetter-Tourismus entwickeln.*
 - o Ne plus développer le tourisme ou favoriser le tourisme doux.

- **Rives, sentier du lac :**
 - o Maintenir dans son état actuel.
 - o *Aussichtspunkte auf See zu verbessern (Schilf).*





- **Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir.**
 - o *Einkaufsmöglichkeiten verbessern -> Lokale Produkte fördern/verkaufen.*






- **Station de ski :**
 - o Se tourner vers un tourisme estival (réchauffement climatique).
 - o *Wintertourismus nicht weiter entwickeln.*
 - o *Weiterentwicklung Bergbahnen muss möglich bleiben.*

- **Activités sportives et de loisirs (VTT, randonnées, drone, etc.) :**
 - o Pas de VTT dans le Breccaschlund.
 - o Canaliser la pratique du VTT.
 - o Créer des liens avec Charmey et Jaun (itinéraire de VTT).

Commentaires :

Fréquentation, flux de visiteurs, trafic, parcage

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Accessibilité** facile été comme hiver.

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation ponctuelle :**
 - o Trop de personnes le dimanche / tourisme journalier important.
 - o Conflit d'intérêt entre les habitants et les touristes.
- **Trafic, circulation :**
 - o Dans la vallée et autour du lac.
- **Problématiques du parcage :**
 - o Places de parc mal intégrées.
 - Secteur de la Gypsera.
 - Schwarzsee Bad.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Résoudre les problèmes de parcage (capacité d'accueil, impact paysager) :
 - o Secteur de la Gypsera : porte d'entrée du Lac Noir peu attrayante.
 - Envisager la requalification paysagère de ce secteur (parking bétonné).
 - *Parkhaus, Dorfkern aufwerten.*
 - Améliorer l'espace et les aménagements publics.

Commentaires :

Alpages, forêt et économie alpestre

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Economie alpestre** (*Alpwirtschaft*) à l'origine de la mosaïque paysagère forêt / pâturages.
 - o Culture alpestre (patrimoine matériel et immatériel) - *Wertschöpfung*.
- **Chalets d'alpage** (*Alphütten*) bien utilisés et habités pendant la saison estivale.
- **Production à l'alpage** (Balisa Alp, Alpkäse Seeweid).
- **Trockensteinmauern**.
- Dualité pâturage/forêt avec fonction protectrice.

Atteintes, menaces :

- **Manque de valorisation** de la **production de lait** dans les alpages.
- *Wald im Talboden zu stark geschützt*.
- *Verbuschung der Weiden* / déprise agricole.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- *Alphütten erhalten und pflegen*.
- Maintien de l'activité pastorale et alpestre :
 - o Entretien des drainages.
 - o Favoriser la production locale de produits d'alpages (fromages).
- Mise en valeur et vente de produits locaux (fromages d'alpage, produits laitiers) aux touristes et visiteurs.
 - o Fromagerie visible à l'entrée du Lac Noir.
- Réfection soignée de routes alpestres dans un souci d'harmonie paysagère (choix du revêtement).
 - o *Zufahrten erhalten, begrünen, gut integrieren*.

Commentaires :

Espaces bâtis et cadre de vie

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les **quartiers d'habitation** sont localisés dans la vallée et non visibles depuis le lac.
 - o *Quartiere am richtigen Ort / gut integriert.*
- Lac Noir est aussi un lieu de vie pour les locaux :
 - o Places de travail liées au tourisme.
- **Religiöses Kulturgut**
 - o *Weg + Bergkreuze*
 - o *Kulturerbe (Bergkreuze, Kirchen, etc,...)*
- **Bestimmungen im GBR sind restriktiv.**

Atteintes, menaces :

- Quartiers de **résidences secondaires** (état de fait).
- Certaines résidences secondaires dispersées.
- **Panneaux solaires** sur le campus.
- **Illumination** du village (attrait touristique VS dérangement de la nature).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Viser une meilleure intégration paysagère :
 - o Mieux intégrer le campus en le cachant par la forêt.
 - o *Standard erhöhen (Quartiere).*
- Laisser des possibilités de développement de l'espace bâti :
 - o *Gassera soll sich entwickeln dürfen (bis zur Strasse).*
- Protéger le bâti contre les dangers naturels :
 - o *Quartiere erhalten (Rutschung)*
- *Lebenswertes Lebensgebiet erhalten und entwickeln.*
 - o *Erhaltung Arbeitsplätze wichtig.*
- Améliorer les aménagements et espaces publics :
 - o Renforcer l'attrait du secteur de la Gypsera pour en faire le véritable cœur de la station et du village.
 - o Promouvoir la production et la vente de produits locaux en provenance des alpages.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité**/patchwork/mosaïque/maillage/mixité/hétérogénéité des composantes paysagères :
 - o Pelouses/**alp**ages/pâturages (ouverts ou boisés avec zones humides)
 - o **Forêt** dominante avec quelques rares trouées.
 - ➔ Proportion inverse par rapport aux restes des zones préalpines.
 - Paysage bien **sauvegardé** :
 - o Nature préservée.
 - o Alp
ages bien visibles.
 - o Infrastructures touristiques qui ne défigurent pas le paysage.
 - o Paysage peu habité et construit.
- **Proximité** de la ville, accessibilité pour tous : dépaysement rapide.
- Jonction entre **trois districts** et **deux zones linguistiques** :
 - o Forte **identification, attachement** régional.
 - o **Typicité fribourgeoise**.
- **Position géographique** au front des Préalpes bien visible depuis le Plateau.
 - o Paysage de **crête** qui forme une belle ligne.
- **Diversité des activités** (agricoles, forestières, touristiques, ludiques).
- Paysage bien entretenu et protégé par les privés : **Herzblut**.

Atteintes, menaces :

- Fréquentation excessive et atteinte à la tranquillité du secteur.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'équilibre entre les différentes composantes de ce paysage.

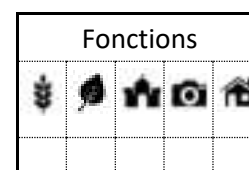
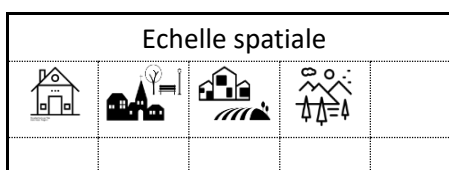
Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Vision trop nordiste avec peu de prise en compte du versant Javro et Valsainte.
 - o Il faut prolonger le PIC vers la commune du Val-de-Charmey.
- Ne pas intégrer les villages au-dessus du Mouret (Montécu, Oberied, Zénauva, Bonnefontaine).
 - o Trop de contraintes si ces secteurs sont inclus dans le PIC.
 - o Exclure la partie basse, habitée et utilisée par l'agriculture.
 - Le cœur de ce paysage ce sont la forêt et les alpages.
- Avoir une zone tampon autour du périmètre.

Points de vue



Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Plus beau point de vue du canton depuis la **crête** :
 - o **Balcon** du canton de Fribourg.
 - o Visibilité sur 7 lacs.
 - o **Panorama 360°** avec vue sur le Plateau et le Jura et les Préalpes de l'autre côté.
- **Trouées forestières** aménagées dans la forêt du **Bürgerwald** (le long de la route qui monte au Crau Rappo) pour dégager la vue.

Atteintes, menaces :





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Installer une table panoramique directement à l'arrivée du Télémixte.

Commentaires :

Crête Müschenegg – Cousimbert – La Berra

Echelle spatiale				
				
			X	X

Fonctions				
				
X	X		X	X

Valeurs, atouts :

- **Vue** spectaculaire (cf. rubrique apparentée).
- **Accessibilité** et **facilité** de la marche.

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation** qui entraîne la **destruction** des alpages et le **piétinement** des pâturages.
- Difficulté de faire changer le **comportement des gens** (fermeture de sentiers, respect de la zone de tranquillité), surtout lorsqu'il s'agit d'indigènes qui sont souvent les plus réfractaires.
- Secteur **Crau Rappo** :
 - o Manque de **places de stationnement** lors des pics de fréquentation.
 - o Flux important de voiture qui emprunte la **route du Bürgerwald**.
- Secteur **Cousimbert** :
 - o **Piétinement** du pâturage car il n'y a pas de chemin clairement défini pour monter à la croix sommitale.

Diagnostic





Mesures, actions possibles :






- **Informers, sensibiliser** les visiteurs :
 - o Création d'un **sentier thématique**.
 - o Organisation de **visites guidées** avec des naturalistes ou associations de protection de la nature afin de sensibiliser le public (classes, petits groupes).
 - Projet initié par les remontées mécaniques mais en *standby* car manque de réponse du côté de Pro Natura et du WWF.
 - Collaboration possible avec le PNR Gruyère-Pays d'Enhaut.
- **Canaliser le flux de visiteurs** et **cibler la fréquentation** sur des secteurs spécifiques :
 - o **Prioriser/cibler l'entretien** de certains sentiers.
 - Réduire le nombre de sentiers en les entretenant et délimitant mieux.
 - o Former et mettre en place des *Rangers* pour **guider** et **informer** les visiteurs et les **verbaliser** dans le pire des cas.
 - Des Rangers distribuent déjà des amendes dans la zone de tranquillité en période de restriction.
 - o Favoriser le développement touristique et l'attractivité du côté de La Berra mais ne pas augmenter la fréquentation du côté de Crau Rappo.

Prospection

Commentaires :

Route d'accès, sentiers, chemins pédestres

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Valeurs, atouts :

- Crau Rappo accessible en voiture.
- Bon réseau de sentiers pédestres plutôt bien entretenus.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Pas d'accès au Crau Rappo par la route en hiver.
- Flux de voitures important et problématique de parcage sur la route du Bürgerwald.
- Qualité de l'aménagement et du revêtement des routes d'accès dans les alpages.
- Accessibilité restreinte depuis Plasselb avec les voitures.
- Conflits entre VTT et randonneurs.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Eviter le goudronnage des sentiers et chemins fréquentés par les promeneurs.
- Ouvrir la route vers le Crau Rappo en hiver.
- Faire des pistes distinctes pour les VTT et les promeneurs.
- Favoriser les accès aux véhicules motorisés pour l'entretien de la forêt et le maintien des alpages.
- Améliorer la possibilité d'accès aux buvettes.
- Trouver un consensus entre le besoin de circuler pour l'entretien des alpages et forêts et la qualité d'aménagement des chemins pour les promeneurs.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X				

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Patrimoine **religieux** :
 - o Croix.
- **Chalets d'alpage** : cf. rubrique spécifique.
- Petits **hameaux** avec **fermes isolées**.

Atteintes, menaces :

- Manque d'explications/**informations/communication** aux touristes et à la population locale sur ce patrimoine.
- **Fermes peu entretenues** à causes des dispositions trop fortes :
 - o Contraintes légales et financières trop importantes pour les propriétaires.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Soutenir** davantage les propriétaires des chalets d'alpage pour un entretien et des rénovations bien intégrées dans le paysage.
 - o La protection ne doit pas représenter un coût supplémentaire pour les propriétaires.
- Donner la possibilité de **rénover les fermes** en évitant les dispositions trop strictes.
- Eviter les **toits en tôle** en couleurs « vives » sur les chalets d'alpage.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Harmonisation** des constructions.
- Chalets d'alpage.
- La **Holena** : harmonie de construction grâce au RCU.
 - o Construction de type chalet.

Atteintes, menaces :

- **Quartier sans harmonie** sur les hauts du Mouret.
- Dispositions pas assez contraignantes dans le **RCU**.
- Certaines constructions sont à l'**abandon** ou pas valorisées.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- **Améliorer les dispositions RCU** « constructions et paysage ».
- **Eviter les toits en tôle** en couleurs « vives » sur les chalets d'alpages.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Activités diversifiées :**
 - o **Bonne séparation des utilisateurs** VTT et promeneurs (cf. nouvelles pistes Berrabike).
 - o Activités estivales et hivernales bien développées.
 - **Canons à neige** qui assurent un certain enneigement.
 - o Attrait des **remontées mécaniques**.
 - o Nombreuses **buvettes** (valeur ajoutée).
 - o **Place de jeux**.
- **Accessibilité** situation géographique :
 - o **Dépayement** « rapide d'accès » à proximité d'un grand bassin de population.
- **Sentiers pédestres :**
 - o Bon réseau de sentiers pédestres plutôt **bien entretenus** et **bien signalisés**.
 - o Accès pour les **personnes à mobilité réduite**.
 - o Accès aux **sommets** depuis les remontées très facile.

Atteintes, menaces :

- Cheminements **VTT sauvages**.
- Tracé **VTT** « agressif » (trop visible) sur le tronçon du haut.
- **Parking** du Crau Rappo complet quelques jours par année.
- *Grottes als Kraftort* plus accessibles en voiture et pour les handicapés.
- **Randonneurs à ski** récalcitrants ou mal informés qui sortent des itinéraires autorisés et entrent dans la zone de tranquillité.
- **Ski de randonnée** trop limité à cause de la zone de tranquillité.
- *Schneeschuhlaufen auf Berra beschränken*.
- Mauvais accès à la **Gérine**.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Travailler à un **concept VTT** au niveau cantonal (Bikekonzept).
- Améliorer l'**accessibilité aux buvettes**.
 - o Ouvrir la Filistorfena.
- Promouvoir le **tourisme d'été**.
- Développer et **concentrer l'offre touristique** sur le secteur la Berra.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Diversité écologique** mène à une qualité esthétique.
- Paysage de **marais**.
- **Zone de tranquillité**.
- **Grand massif forestier** « sauvage ».
- **Belles lisières forestières**.
- **Alternance** massif forestier agricole et cordons boisés.

Atteintes, menaces :

- Dérangement lié à la pratique du **VTT**.
- **Dangers naturels** sur les versants qui menacent les villages en aval (crues, glissements).
- Avancée, **fermeture** de la forêt.
- **Néophytes** au bord de la Gérine.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Ne pas trop développer l'accès à la **zone de tranquillité**.
- Sanctionner le non-respect des règles de la **zone de tranquillité**.
- Entretien des **cours d'eau** dans la zone à l'aval.
- Lutter contre les **néophytes** au bord de la Gérine.

Commentaires :

Agriculture, économie alpestre

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Economie alpestre** importante et active.
- **Chalets d'alpage en bon état.**
- Qualité des **haies** qui forment de belles structures dans les zones basses du PIC (hauts du Mouret et de St-Sylvestre).

Atteintes, menaces :

- Avancée de la forêt et **déprise agricole.**





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Conserver la bonne collaboration entre tourisme et agriculture.
- Lutter contre l'avancée de la forêt, la fermeture des trouées forestières et la déprise agricole.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les privés prennent déjà soin du paysage.
- Actuellement : **consensus** pour contenter chacun. Bon **compromis** pour **concilier** les différents intérêts.

Atteintes, menaces :

- Manque de **coordination** des différents acteurs : Qui agit ? Qui paie ?
 - o Propriétaires fonciers.
 - o Communes.
 - o District.
 - o Canton, etc.
- **Trop de restrictions**/règlements/interdictions stricts (« bâton dans les roues », « mise sous cloche ») et manque de possibilités d'actions :
 - o Pour les propriétaires.
 - o Pour les paysans, exploitants.
 - o Pour les gestionnaires de la station.
- Une **surprotection** peut se révéler contreproductive :
 - o Rejet de la part de ceux qui vivent dans ce paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Veiller à ne pas imposer trop de restrictions pour les propriétaires et usagers du paysage.
- Coordination avec l'Association agricole pour la qualité du paysage (3 régions différentes).
- Laisser une certaine liberté d'action sur le secteur des pistes de ski actuelles.
- Ne pas reproduire ce qui a été fait avec la zone de tranquillité :
 - o Sentiment d'une différence entre la mise en œuvre et ce qui avait été dit auparavant.
- Impliquer les propriétaires terriens dans les projets.
- Viser une synergie entre les acteurs publics et privés.

Commentaires :

Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Harmonie** / rapport / mélange / diversité du paysage :
 - o Nature / culture / patrimoine / tourisme.
 - o Lac avec montagnes en arrière-plan.
 - o Patrimoine naturel, historique, religieux, etc.
 - o Bon rapport construit/vert avec une urbanisation peu visible et un aspect naturel et vert dominant.
 - o Calme, tranquillité, sérénité, cadre magnifique, carte de visite.
 - o Aspect sauvage, changeant, magique.

- Le **lac artificiel** comme élément central :
 - o **Artificialité** : « *le fruit d'un mur* ».
 - Paysage, tel qu'il est, est récent (70 ans) mais déjà une forte **identification**.
 - Intérêt/valeur paysagère artificielle qui **s'apparente à un élément naturel**.
 - Fluctuation du niveau d'eau : paysage changeant qui constitue sa rareté.
 - Permet l'accès pédestre à l'île d'Ogoz.
 - o **Ouverture** : le lac offre un recul et une vue large sur les Préalpes.
 - Arrière-plan montagneux qui contraste avec l'horizontalité du lac.

- **Points de vue** :
 - o Le Biffé, colline en Simon, viaduc, Pont-la-Ville, Echarlens.

Atteintes, menaces :

- **Fluctuation du niveau du lac** qui est moins attrayant en hiver.
- **Modification** significative du fragile **équilibre** typique de ce paysage.

Prospectio
n

Mesures, actions possibles :

- Maintenir l'harmonie entre espaces bâtis, naturels et agricoles.

Commentaires :





Périmètre






Remarques/commentaires :

- Extension jusqu'au Gibloux.
- Intégrer le Gibloux et les Monts-de-Riaz.
- Monter jusqu'à Avry-devant-Pont.
- Ne pas intégrer l'est d'Echarlens.

Nature

(écologie, biodiversité, dangers naturels)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Rives boisées.**
- Partie nord **sauvage** (resserrement entre l'île d'Ogoz et le barrage de Rossens).
- **Réserve forestière** « En Biffé ».
- **Réserve OROEM** de Broc.

Atteintes, menaces :

- **Dangers naturels** : rives instables à proximité de Villarbeney.
 - o Instabilités des rives du lac.
- Présence de **moustiques** dans la région de Broc.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Veiller à une bonne remise en état des gravières.
- Replanter des saules dans la région de Broc (vieillessement des arbres).
- Protéger l'île des oiseaux (Gumefens).
- Préserver les boisements le long des ruisseaux.

Commentaires :

Espaces bâtis et constructions

Echelle spatiale				
				
X	X	X		

Fonctions				
				
				X

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

Diagnostic





- **Etagement urbain, mitage du territoire :**
 - o Explosion/extension du bâti au SO du PIC.
 - o Terrasse d'Ogoz (Riond Bosson) est une faute, cas similaire à éviter.
 - o Construction trop proches des rives.
- **Mauvaises intégrations paysagères des constructions** (franges urbaines et rurales).
 - o Volonté d'avoir de la vue depuis les habitations VS boisements pour assurer une meilleure transition entre zones bâties et espace rural.
 - o Quartiers trop exposés à la vue.
 - o Rive droite au niveau du pont de Corbières : secteur moins attrayant :
 - Zone bétonnée ou de graviers avec grands bâtiments peu esthétiques.
- **Densification**, augmentation des indices :
 - o Densification des campagnes.
 - o Disproportion des différentes constructions dans les villages, disharmonie.
- **Manque d'harmonie du tissu bâti :**
 - o Type d'habitat (villas) très mal intégré en rive droite.
- Villages avec un fort **trafic** de passage en rive droite.






Mesures, actions possibles :

Prospection

- **Contraintes fortes et harmonisation des RCU :**
 - o Les communes doivent agir pour imposer des règles de constructions dans leur RCU.
 - o Dispositions d'harmonisation dans les RCU.
 - o Imposer plus de contraintes pour chercher l'intégration et l'harmonie paysagère :
 - Pour le développement de quartiers de villa.
 - Vision de l'architecte : « *des contraintes naît la créativité* ».
 - o Empêcher les constructions isolées.
 - o Volonté et courage de corriger les erreurs du passé.
- **Amélioration des franges urbaines et intégration paysagère du bâti :**
 - o Planter des arbres pour assurer une meilleure transition entre les quartiers de villas et l'espace environnant (cf. quartier de Corbières).

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Valeurs, atouts :

- **Environnement largement agricole :**
 - o Le **paysage verdoyant** est lié à la pratique de l'agriculture autour du lac.
 - o Agriculture comme acteur **majeur du paysage** : le travail des paysans doit être respecté et soutenu.

- **Haies, arbres isolés** encore bien présents en rive droite.
 - o Recensés et protégés par l'association agricole pour la qualité du paysage :
 - Les communes doivent dénoncer ceux qui détériorent ces structures.
 - Equilibre retrouvé et abandon progressif de mauvaises pratiques qui ont eu lieu durant des années.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Cohabitation avec le tourisme de masse :**
 - o Déchets dans les pâturages.
 - o Surfréquentation des chemins qui limitent/compliquent l'accès aux parcelles.

- Dégâts des **sangliers** dans la zone agricole.

- **Déversement de désherbant** sur les rives du lac pour faciliter l'accès et l'entreposage de bateaux.





Mesures, actions possibles :






- Préserver les surfaces agricoles entre les villages.
- Replanter des haies et des structures boisées en collaborant entre les associations agricoles et les communes.

Prospection

Commentaires :

Fluctuation du niveau du lac, production hydroélectrique

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Le **lac artificiel** comme élément central :
 - o **Artificialité** : « *le fruit d'un mur* ».
 - Paysage, tel qu'il est, est récent (70 ans) mais déjà une forte **identification**.
 - Intérêt/valeur paysagère artificielle qui **s'apparente à un élément naturel**.
 - **Fluctuation du niveau d'eau** : paysage changeant qui constitue sa rareté.
 - Permet l'accès pédestre à l'Ile d'Ogoz.
 - Paysage « désertique » apprécié par certains.
 - Lac avec différentes facettes.
 - o **Ouverture** : le lac offre un recul et une vue large sur les Préalpes.
 - o Arrière-plan montagneux qui contraste avec l'horizontalité du lac.
- **Production d'énergie renouvelable.**

Atteintes, menaces :

- **Niveau du lac en hiver** : paysage moins attrayant/attractif pour le tourisme.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Concilier au mieux production hydroélectrique et attrait touristique du lac fortement lié à son niveau de remplissage.
- Défi du dérèglement climatique et du changement de gestion hydraulique et énergétique qui en découle.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir / accès au lac

Echelle spatiale				
	X		X	

Fonctions				
			X	X

Valeurs, atouts :

- **Bonnes infrastructures touristiques actuelles :**
 - o Chocolaterie de Broc, camping de Gumefens, plage des Laviaux, Golf de Pont-la-Ville.
 - o Accès possible au lac sans coupure (voie de chemin de fer ou urbanisation).
 - o Activités touristiques liées au lac :
 - Activités nautiques.
 - Port de la Serbache.
- Bon réseau de **sentiers pédestres** notamment le **sentier du lac de la Gruyère**.
 - o Projet Novilé en cours (valorisation, sensibilisation).
- **Vues** depuis les voies de communication.
 - o Cf. viaduc et motel de la Gruyère.

Atteintes, menaces :

- Problématique du **parcage** :
 - o Parkings pleins et parcage sauvage le long des routes.
 - o Mauvaise utilisation des parkings par les promeneurs liés à un manque d'information.
 - o Concept régional de gestion des flux et du parcage.
 - Concept proposé par l'ARG avec parkings payants mais manque d'action et de synchronisation au niveau des communes.
 - o Accès aux parcelles difficile pour les agriculteurs.
- **Surfréquentation** des rives :
 - o Grand changement en 10 ans :
 - Forte envie de développement touristique et d'exploitation du lac pour les loisirs.
 - « Les Gruyériens se tournent vers le lac et plus seulement vers les montagnes ».
 - o Manque d'information aux visiteurs de la part des communes :
 - Pas d'informations aux visiteurs ni de canalisation des usagers.
 - o Problèmes de sécurité : accès impossible aux ambulances sur certains secteurs, notamment les Laviaux.
- **Comportement** inadéquats des usagers :
 - o Camping sauvage.
 - o Dégâts au niveau de la forêt par les campeurs.
 - o Déchets malgré des points de collectes et nombreuses poubelles.

Diagnostic

- **Cohabitation utilisateurs/paysans :**
 - o Flux important de voitures et stationnement sauvage :
 - Empêchent les machines agricoles de circuler librement.
 - o Dégâts et déchets sur les surfaces agricoles.

- **Offres et aménagements touristiques insuffisants :**
 - o Manque de **structures d'accueil**.
 - o Manque d'accès pour les baigneurs et de véritables **plages**.
 - o Peu d'offres d'**hébergements** et de **restauration** à proximité du lac.

- **Fluctuations saisonnières du niveau d'eau :** contrainte (courte période) pour le tourisme.
- **Goya Onda** ou autre projet disproportionné.

Mesures, actions possibles :

- **Parcage :**
 - o Aménager des places de stationnement provisoires en été.
 - o Créer un réel concept de stationnement autour du lac à l'échelle régionale en lien avec une offre globale d'activités touristiques liées au lac (cf. les propositions de l'ARG).
 - o Parkings payants.
 - o Grand parking dans la plaine de Broc pour concentrer le parcage.

- **Mobilité douce :**
 - o Améliorer la mobilité douce (vélo).
 - o Développement d'infrastructures pour le vélo et d'offres pour les cyclistes.
 - o Navettes lacustres électriques ou solaires pour relier les rives gauche et droite :
 - Nécessite l'installation de bornes et de quais sur les rives.

- **Infrastructures / aménagements :**
 - o Améliorer les aménagements et accès au lac.
 - Concept global d'accès à l'eau.
 - Bien maîtriser les installations.
 - Favoriser l'accès au lac pour la « plage ».
 - o Concentrer / ordonner les activités (cf. Gumefens).
 - Maintenir une difficulté d'accès au lac (au moins dans les secteurs aujourd'hui peu fréquentés).
 - Canaliser les visiteurs.
 - o Elargir les offres d'hébergements et de restauration (*food trucks*).
 - o Favoriser la consommation locale par les utilisateurs du sentier du lac.
 - Les villages alentours ne profitent pas suffisamment des retombées de l'attrait touristique qu'offre le lac.

Commentaires : Tension entre la préservation (« mise sous cloche ») et le partage (« exploitation touristique ») de ce paysage : il faut trouver un compromis, un juste milieu.

Secteur montagnard

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
X	X	X		

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Chalets d'alpage à l'abandon.
- Peu d'accès aux secteurs montagneux en rive droite (routes interdites à la circulation).

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver les alpages.
- Maintenir les toits en tavillons.
- Soutenir la rénovation des chalets d'alpage.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Ile d'Ogoz.
- Bâtiment d'Electrobroc : patrimoine architectural et industriel.
- Pont de Thusy.
- Viaduc de l'autoroute.
- Chocolaterie Cailler (Patrimoine industrielle).

Atteintes, menaces :

- Absence de mise en valeur et masquage par la végétation.

Prospection

Mesures, actions possibles :





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Aspect **sauvage, brut, naturel, exceptionnel, spectaculaire, majestueux, intact, unique** de ce paysage.
- **Contraste, harmonie, diversité**, dialogue entre :
 - o La **rivière** et ses méandres.
 - o Les **forêts**.
 - o Les **falaises**.
 - o Les **espaces ouverts** et cultivés.
- A grande échelle : **coupure verte** et secteur sauvage sur le plateau fribourgeois fortement urbanisée.
- Paysage parsemé d'**éléments bâtis à forte valeur patrimoniale** (architecturale, culturelle, religieuse, historique et archéologique) et bien intégrés dans cet écrin, ce décor.
- **Calme**, tranquillité sonore.
- **Terrasses agricoles** dans les méandres :
 - o Marqueur d'une activité humaine qui contribue à l'intérêt (contraste) du paysage.

Atteintes, menaces :

- **Perte de l'équilibre** entre les différentes composantes qui font la qualité et la spécificité de ce paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Bien gérer les zones à bâtir à proximité du PIC.
- Cf. mesures plus spécifiques des autres catégories thématiques.

Commentaires :

Périmètre

Remarques/commentaires :

- Exclure le camp de gitans de Châtillon.
- Proposition : Intégration d'une partie de la Gérine

Points de vue

Echelle spatiale				
			X	X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vue depuis le château d'Illens grâce au déboisement qui a créé un dégagement sur la Sarine.
- Vue depuis les falaises qui dominant la centrale hydroélectrique.

Atteintes, menaces :

- Peu de points de vue sur le canyon et la Sarine depuis les hauteurs.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Aménager des points de vue et des trouées forestières.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage au **caractère sauvage et naturel**.
- **Habitats** pour la faune et la flore :
 - o Nombreux **petits biotopes** et **niches écologiques**.
 - Cf. Planafaye ou La Souche (rive gauche) où des biotopes ont été créés.
 - o **Faune diversifiée** :
 - Colonie de Chamois.
- **Canyon** avec ses **méandres** :
 - o **Falaises** :
 - Roche intacte.
 - Intérêt géologique (roche sédimentaire, géotope).
 - Habitat spécifique pour l'avifaune.
- **Forêt** « intacte » :
 - o Réserves forestières de la Souche et de la Petite Sarine.
- Les graviers aux abords du PIC sont importants pour la **nappe phréatique** et la zone de captage pour la ville de Fribourg.

Atteintes, menaces :

- Pollution du site de la **Pila**.
- **Augmentation de la pression anthropique** sur des secteurs aujourd'hui très peu fréquentés.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Canaliser le flux de visiteurs sur des secteurs déjà fréquentés actuellement.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage parsemé d'**éléments bâtis à forte valeur patrimoniale** (architecturale, culturelle, religieuse, historique et archéologique) qui constituent des traces ou des vestiges du passé bien intégrés dans cet écrin, ce décor naturel.
 - o **Abbaye d'Hauterive** :
 - Joyau, « hotspot » patrimonial du PIC.
 - o **Ruines d'Arconciel.**
 - o **Château d'Illens.**
 - o Site archéologique de **Châtillon-sur-Glâne.**
 - o Site archéologique de **la Souche.**
 - o **Barrage de Rossens** :
 - Panneau explicatif sur l'ouvrage et la production hydroélectrique.
 - Possibilité de visites guidées.
 - o Bâtiment « **l'Hôtel** » le long de la route d'Hauterive.

Atteintes, menaces :

- Projet d'extension de la **décharge de Châtillon** qui risque de détruire une zone d'intérêt archéologique.
- Désagrégation, déprédation des ruines (érosion, altération chimique, racines des arbres).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Préserver les sites historiques.
- Gérer la forêt pour mettre en valeur le patrimoine historique et en limiter la désagrégation.

Commentaires :

Tourisme / activités de loisir

Echelle spatiale				
				
X			X	

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Espace de **loisir**, de **délassement** et de **repos**.
- Espace **gratuit**.
- **Calme, tranquillité**, « Tourisme doux ».
- Attractivité de l'**Abbaye d'Hauterive**.

Atteintes, menaces :

- Coexistence/cohabitation entre les **piétons**, **VTT** et **chevaux**.
- **Paddle** interdit mais pratiqué sur la Sarine.
- **Fréquentation excessive** du site de l'Abbaye.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Mieux gérer et aménager les espaces de détente.

Commentaires :

Sentiers, chemins pédestres

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Valeurs, atouts :

- Chemin entre la Tuffière et Hauterive.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Sentier Hauterive – La Tuffière :**
 - o Impossibilité de rester au bord de l'eau car il manque une **passerelle**.
- Un certain nombre de sentiers finissent en **cul-de-sac**.
- Coexistence/**cohabitation** entre les piétons, VTT et chevaux.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Refaire le pont de la Souche en visant une meilleure intégration paysagère.
- Assurer la continuité du sentier Hauterive – La Tuffière en construisant une passerelle au niveau de la Souche.
- Créer, prolonger des sentiers didactiques et historiques.
 - o Relier les points forts des gorges par un sentier continu, au fil de l'eau.
- Créer des liaisons entre les différents sentiers pédestres au sud du PIC : boucle pédestre plus sauvage.
- Empêcher l'accès en véhicule au sud du PIC est en statu quo.

Commentaires :

Accès à la Sarine

(parcage, fréquentation, aménagement)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Les rives de la Sarine sont **peu accessibles et fréquentées** au sud du PIC (Petite Sarine).
 - o La difficulté d'accès est perçue comme un point positif, garant de la tranquillité et de la préservation du site.

Atteintes, menaces :

- La **surfréquentation** est cantonnée à deux secteurs accessibles en voiture :
 - o **Hauterive** (rive droite et gauche) :
 - Surfréquentation : déprédations, déchets, nuisances, chiens sans laisse, etc.
 - Très important trafic automobile aux heures de pointes.
 - Problématique du parcage avec saturation des places existantes lors des pics de fréquentation (weekends estivaux).
 - o Le **Port de Marly** :
 - Accessibilité et proximité de Marly.
 - Surfréquentation : déprédations, déchets, nuisances, chiens sans laisse, etc.
 - Problématique du parcage avec saturation des places existantes lors des pics de fréquentation (weekends et soirées d'été).

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Maintenir le flux de visiteurs sur les secteurs déjà accessibles actuellement.
- Canaliser le flux et organiser les rives très fréquentées avec des aménagements bien établis :
 - o Places de pique-nique.
 - o Zones de grillade pour éviter la multiplication des foyers sauvages.
- ➔ Vision contraire également exprimée : plus d'aménagement attireraient plus de monde.
- Désengorger l'axe via Hauterive en déviant le trafic vers le futur viaduc Marly-Matran.
 - o Réaménagement du secteur après la mise en service du viaduc.
- Réorienter le parcage sur le site de Grangeneuve pour accéder à l'Abbaye d'Hauterive et aux rives adjacentes (chemin déjà existant).
- Ne pas créer de nouveaux sentiers dans les zones aujourd'hui peu fréquentées.
- Favoriser l'accès en transport en commun.

Commentaires :

Exploitation

(Agriculture, hydroélectricité, gravières, décharge)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage exploité par l'homme pour l'agriculture, l'énergie et les matériaux de construction. (interaction homme-nature).

Atteintes, menaces :

- **Exploitation hydroélectrique :**
 - o Centrale hydroélectrique d'Hauterive et lignes à haute tension.
 - o Lâché d'eau et fort marnage :
 - Problème de sécurité sur les rives.
 - Problématique écologique.
- Centrale à béton d'Invua.
- **Décharge de Châtillon.**
- **Gravières**, extraction de matériaux :
 - o Bruit, impact paysager.
 - o Durée d'exploitation plus réduite.
- **STEPS** mal intégrées sur le plan paysager (Marly).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Remise en état qualitative et bien intégrée dans le paysage des gravières (retour en ZA).
- Maintien de l'activité agricole dans les replats des méandres.

Commentaires :

Future liaison et viaduc Marly-Matran

Echelle spatiale				
				
	X		X	

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Désengorgement, réduction du trafic de la route d'Hauterive.

Atteintes, menaces :

- Nuisance sonore.
- Impact visuel lié à une mauvaise intégration paysagère.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Fermeture du pont de la Pila aux voitures après la mise en service du viaduc.

Commentaires :

Autres mesures envisagées :





- Encourager mais ne pas interdire certains types de revêtement des chemins.
- Planter des arbres isolés ou des lignées d'arbres.






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Dualité, dialogue, cohabitation et équilibre entre la nature majestueuse (parfois sauvage) et la ville riche d'un patrimoine bâti historique exceptionnel, ce qui est rare en Suisse.
- Sarine comme lien/jonction/union/cordon ombilical plus qu'une frontière entre :
 - o Ville et nature.
 - o Deux zones linguistiques et culturelles.
- Importance symbolique des ponts comme marqueurs paysagers de ce lien.
- « Fribourg comme ville dans la nature et nature dans la ville ».
- Paysage surprenant et pas visible au premier regard.
- Site préservé avec beaucoup de caractère.
- Cheminement qui passe du naturel vers l'urbain (et inversement).

Atteintes, menaces :

- Sous-utilisation de la Sarine par l'homme.
- Chemin en cul-de-sac.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Identifier/cibler/déterminer clairement les différents usages et fonctions des espaces (tronçons) qui bordent la Sarine :
 - o Zones dédiées aux activités humaines (détente, pique-nique, loisirs, promenades, activités sportives) **VS** zones gardées à l' « état sauvage » à l'écart du flux de promeneurs.
- Renforcer la dualité entre la Sarine en tant qu'élément naturel (renaturation, revitalisation) et l'espace bâti et historique.

Commentaires :

Le PIC peut être divisé en trois secteurs assez différents :

1. Le lac de Pérolles
2. La Sarine en Ville de Fribourg à proprement parler.
3. Le Secteur entre la STEP et le Pont de Grandfey.

La connexion entre la Sarine en ville de Fribourg et le secteur du lac de Pérolles est assurée par le barrage de la Maigrauge et le sentier Ritter. Il n'y a par contre pas de continuité entre le secteur des Neigles et la zone de Grandfey : malgré la passerelle des Neigles, il faut quitter les abords de la Sarine pour atteindre le viaduc ferroviaire.

Périmètre

Echelle spatiale			

Fonctions				

Remarques/commentaires :

- Intégrer le château de Balliswil.
- Fin du PIC au niveau du Pont de Grandfey qui marque le début d'un nouveau paysage (Lac de Schiffenen).
- Intégrer les ponts de Pérolles et de Grandfey dans le PIC.
- Intérêt de garder le secteur de la pisciculture dans le périmètre du PIC afin de promouvoir son intégration paysagère à l'avenir.

Dangers naturels

Echelle spatiale			
X	X	X	X

Fonctions				
	X			X

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Diagnostic
- Rive droite du lac de Pérolles : sentier interdit mais fréquenté qui croise des couloirs dangereux.
 - Erosion, altération de la molasse qui mène à des chutes de blocs et éboulements.
 - o Enjeu sécuritaire pour les promeneurs.
 - o Coordination et répartition claire des responsabilités.
 - Augmentation de la fréquence et de l'intensité des crues avec le changement climatique.
 - o Risque d'anéantissement des nouveaux aménagements le long de la Sarine.





Mesures, actions possibles :






- Prospection
- Renaturation de la Sarine : plus d'espace au cours d'eau.

Commentaires :

Nature

(écologie, biodiversité, forêt)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Atterrissement des lacs de Schiffenen et de Pérolles.

Atteintes, menaces :

- Pollutions des sols liées à d'anciennes pratiques et exploitations (cf. l'éboulement qui a détruit un réservoir de fuel dans les années 70 dans le secteur de la Maigrauge).
- Néophytes (espèces invasives) de plus en plus problématiques avec le réchauffement climatique.
- Artificialité du lit de la Sarine (barrage) :
 - o Dynamique artificielle avec manque de sédiments en aval du barrage.
 - o Lâchés d'eau à la centrale hydroélectrique de l'Oelberg qui mènent à une grande fluctuation du régime hydrologique.
- Manque de connaissance des valeurs écologiques, de la faune et de la flore.
- Une modification de la manière d'entretenir et de gérer les forêts aura un fort impact sur le paysage, notamment dans les zones avec falaises.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Choisir un mode de gestion forestière lié à des objectifs paysagers précis.
- Ménager les oasis de tranquillité.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Funiculaire (lien haute et basse ville).
- Densité et qualité patrimoniale exceptionnelle :
 - o Fribourg découle de la Sarine (cf. fondation historique dans un cadre naturel spécifique).
- Patrimoine religieux omniprésent :
 - o Ouverture des Cordeliers au public.
- Frange urbaine qui surplombe la basse-ville.

Atteintes, menaces :

- L'Equilibre (salle de spectacle).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Salle de l'Equilibre : végétaliser les surfaces alentours.

Commentaires :

Points de vue

Echelle spatiale				
				
	X		X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Points de vue depuis les ponts (Grandfey, Poya, Zaehringen, du Milieu, de Saint-Jean, de la Motta).
- Point de vue sur la basse-ville depuis la route des Alpes (funiculaire).
- Vue sur la frange bâtie à forte valeur patrimoniale et les spectaculaires falaises depuis la basse ville.
 - o ex. depuis les Neigles, le Pont du Milieu, les Planches Supérieures, La Motta.





Atteintes, menaces :






Prospection

Mesures, actions possibles :

Commentaires :

Tourisme / loisirs / mobilité

Echelle spatiale				
				
X	X		X	X

Fonctions				
				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Fort potentiel (patrimoine, nature).

Atteintes, menaces :

- Surfréquentation touristique avec les nuisances qui y sont liées (bruit, déprédations, déchets).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Visite de la ville en naviguant sur la Sarine (canoë, kayak).
 - o Permet de faire la jonction entre le secteur ville et celle de Grandfey.
- Canaliser le flux de visiteurs et offrir des infrastructures/aménagements d'accueil.
- Créer des infrastructures le long des sentiers pédestres (bancs, places de pique-nique).
- Créer un sentier continu le long de la Sarine.
- Améliorer les sentiers pédestres en proposant des boucles.
- Ménager les oasis de tranquillité.

Commentaires :

Lac de Pérolles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X	X	X	X

Valeurs, atouts :

- Atterrissement : forte valeur écologique.
- Secteur naturel exceptionnel avec présence humaine très faible.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Atterrissement : comblement et disparition du lac sur le long terme.
- Modification du paysage en fonction du type de gestion, notamment forestière, exercée sur ce milieu.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Entretien forestier : choix du mode de gestion en fonction du type de paysage voulu.
 - o « Laisser-faire » / actions ponctuelles ou volonté de maintien du paysage actuel

Commentaires :

Berge de la Sarine en ville (Maigrauge – les Neigles)

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
	X		X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses petites oasis (de calme, tranquillité, nature) au bord de la Sarine (p. ex. Le Port)
 - o Fragile équilibre entre zones urbaines et naturelles.
- Vue sur les hauteurs (voir « points de vue »).

Atteintes, menaces :

- **Entre le Pont de Zaehringen et les Neigles :**
 - o Zone à fort potentiel avec une magnifique vue sur le Bourg MAIS :
 - o Endiguement de la Sarine (ligne droite) entre le pont de Berne et les Neigles.
 - o Secteur non attractif/attractif en lui-même :
 - Absence de sentier piéton ou piste cyclable en rive droite.
 - Zone de port (centre nautique) et boudrome peu attractif et manque de lisibilité et de convivialité.
- **En Basse-ville :**
 - o Augmentation du flux de visiteurs (accompagnée de nuisances, déchets et incivilités).
 - Recherche de la fraîcheur en été (cf. réchauffement climatique).
 - o Créer un sentier continu le long du cours d'eau (projet de passerelle aux Grandes-Rames).
- **Secteur de la Maigrauge :**
 - o Entretien des talus (fauchage, prairie naturelle)

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Ménager les oasis de tranquillité.
- Identifier/cibler/déterminer clairement les différents usages et fonctions des espaces (tronçons) qui bordent la Sarine :
 - o Zones dédiées aux activités humaines (détente, pique-nique, loisirs, promenades, activités sportives).
 - o Zones gardées à l'« état sauvage » à l'écart du flux de promeneurs.
- Canaliser le flux de visiteurs et offrir des infrastructures/aménagements d'accueil.
- Prendre en considération les sensibilités et traditions locales ainsi que les intérêts des habitants :
 - o ex. attachement des habitants au terrain de foot de l'Auge.
- Les Neigles :
 - o Projet de « vrai » port avec des nouveaux amarrages : véritable zone nautique avec possibilité de naviguer vers Grandfey ou vers la ville.
 - o Veiller au maintien de la plaine agricole des Neigles.

Commentaires :

Secteur Grandfey

(les Neigles – viaduc de Grandfey)

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
	X		X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Allée de tilleuls et château de Balliswil.
- Forêt de qualité au niveau de la biodiversité (Grabenholz).
- Magnifiques sentiers pédestres de Grabenholz et du bois de Grandfey.

Atteintes, menaces :

- Rive droite à proximité du viaduc de l'autoroute (Räsch) :
 - o Manque d'aménagements en bord de lac (pontons d'amarrage, etc.).
- Peu de traversées de la Sarine dans la partie aval (entre les Neigles et le viaduc de Grandfey).
- Peu de points de vue sur la Sarine.
- Peu d'accès à la rivière et de sentiers.
- Rives peu naturelles surtout dans le secteur de la STEP.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Construction d'une passerelle et d'un sentier dans le vallon de la Plotscha.
 - o Nouvelle proximité avec la Sarine et vue sur le pont de la Poya.
- Lien avec le sud par la rivière (canoë).
 - o Développement d'un tourisme doux sur la Sarine en direction de la ville et non plus seulement vers le lac de Schiffenen.
- Trouver des solutions pour les amarrages (Räsch).
- Permettre l'accès aux ruines de Burgstelle Kastels.
- Créer des infrastructures le long des sentiers pédestres (bancs, places de pique-nique).
- Améliorer les sentiers pédestres en proposant des boucles.
- Créer des liaisons entre le Grabenholz, le nouveau quartier du Windig et le Pont de la Poya.





Commentaires :






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères. Thématiques et problématiques globales.

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Paysage intact avec peu d'atteintes et préservé de l'étalement urbain :**
 - Havre de paix, espace de délasserement, sentiment de paix et de tranquillité.
 - Côté authentique, caractère rural.

- **Diversité, harmonie, alternance entre :**
 - **Surfaces agricoles :**
 - Champs cultivés : paysage fonctionnel, actif, vivant.
 - Paysage façonné par l'agriculture.

 - **Maillage vert :**
 - Petites parcelles forestières.
 - Arbres isolés notamment de grands chênes.
 - Haies, cordons boisés, allées d'arbres, *Naturnahe Bachläufe*.
 - Grands chênes.

 - **Secteurs bâtis de qualité et isolés :**
 - Hameaux et fermes isolées.
 - **Kulturgüter:**
 - Maisons de maître, patrimoine religieux (croix, chapelles, etc.).

 - **Réseau de petites routes et de chemins d'exploitation agricole ou forestière.**

- **Situation géographique :**
 - « La campagne aux portes de la ville ».
 - Entité assez visible car entourée de secteurs densément construits.

- **Point de vue sur le PIC et au-delà.**
 - Points hauts : Pierrafortscha, Bois de Morvin, etc.

Atteintes, menaces :

- **Mise sous cloche**, réserve d'Indiens : perte du caractère vivant du paysage.
- Ouverture à **l'urbanisation**.
- **Ligne à haute tension aérienne**.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Préserver l'existant.
- Dans la mesure du possible, enterrer la ligne à haute tension aérienne.

Commentaires :





- Pierrafortscha doit pouvoir rester un endroit où il fait bon se promener et vivre. C'est à préserver pour les générations futures.
- Paysage enchanteur, petite enclave témoin intact d'un passé proche et d'un façonnement par l'homme du paysage naturel. Fonctionnement orienté vers la promotion de la biodiversité.






Périmètre

Remarques/commentaires :

- Voir la carte.
- Intégration des **gorges du Gottéron** :
 - o Mais les gorges du Gottéron n'ont pas la même typologie que le PIC Pierrafortscha, ou celui de la Sarine en ville de Fribourg.
 - o Paysage d'importance mais de taille restreinte : se poser la question de son intégration.
- Prolonger au sud jusqu'à la **Gérine**.
- Revoir le secteur à l'est de la **Schürra**.
- Potentiel extension à l'Est **d'Obertswil**.
- Attention aux « *bugs* » des limites qui ne se superposent pas bien aux lisières.

Agriculture, surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Grandes surfaces agricoles :**
 - o *Landwirtschaftliche Flächen sind grosszügig.*
- Exploitation agricole **fonctionnelle, vivante, active**, etc.
 - o Le paysage résulte d'une activité agricole (paysage anthropique).
 - o *Landwirtschaftliche und forstwirtschaftliche **Nutzung**.*
 - o *Die **aktive Landwirtschaft**.*
- **Vente directe** de produits agricoles au Claru et à Morvin.

Atteintes, menaces :

- Développement ou **agriculture intensive**.
- **Restrictions** trop fortes pour les agriculteurs.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Laisser un potentiel d'adaptation pour l'agriculture :
 - o *Landwirtschaftliche Entwicklung muss möglich sein.*
 - o *„Die Landschaft ist so weil sie sich entwickeln konnte, der grösste Fehler wäre sie in ihrer zukünftigen Entwicklung zu bremsen“*
 - o *„Landwirte sind nicht nur Privatpersonen, sie leben von ihren Betrieben“*
- Maintenir une activité agricole à échelle humaine.
- Favoriser les exploitations agricoles qui apportent une plus-value importante au produit :
 - o Vente directe, culture de légumes, bio (attractivité, mise en valeur du terroir).
 - o Exploitation rentable qui utilise moins de machines et de terrain.
- Préserver les structures paysagères.

Commentaires :

Espace et patrimoine bâti, construction

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Urbanisation sous forme de hameaux isolés et peu étendus :**
 - o Développement urbain limité :
 - Bonne préservation grâce aux périmètres ISOS.
- **Harmonie, intégration paysagère du bâti :**
 - o Bonne intégration des bâtiments agricoles.
 - o *Harmonie alte + neue Gebäude.*
- **Patrimoine :**
 - o Religieux : bien marqué et dense :
 - Croix, oratoires, chapelles.
 - o Historique, *Kulturgüter* :
 - Maisons patriciennes, de maître (*Herrenhäuser*).
 - o Rural : bâtiments agricoles anciens :
 - *Qualitativ hochstehende Scheunen, Alte Bauernhäuser.*
 - Architecture pittoresque.

Atteintes, menaces :

- **Constructions peu intégrées :**
 - o Manège de Villars-sur-Marly : exemple à ne pas reproduire.
 - o *Moderne Gebäude integrieren sich schlecht (Karosserie Buntschumüli).*
- **Difficultés d'entretien :**
 - o Coûts des rénovations, réaffectation.
 - o Restrictions trop strictes, *Einschränkung der Privatbesitzer (Private, oder Landwirte).*
 - Fermes ou granges sans futur.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- *Schutz vor industriellen Anlagen, Windrädern, Photovoltaik auf Feldern.*
- Veiller à l'intégration paysagère des nouveaux bâtiments.
- Permettre le maintien des bâtiments qui n'ont plus de vocation agricole.
 - o Eviter les restrictions trop strictes :
 - Laisser une certaine marge de manœuvre.
 - o Soutien financier :
 - *Finanzielle Unterstützung für Bauten.*

Commentaires :

Fréquentation du PIC, mobilité douce, promeneurs

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	

Valeurs, atouts :

- **Espace de délasserement, Rückzugsort :**
 - o Havre pour les promeneurs, « espace détente ».
 - o Sentiment de paix et de tranquillité.
- **Secteurs attractifs et particulièrement fréquentés :**
 - o Carrière de Chantemerle, alentours du bloc erratique, Tannholz.
 - o Mais globalement une assez bonne répartition des gens sur tout le territoire.
 - Avec quand même des inconvénients liés à la surfréquentation.
- **Situation à proximité de Fribourg, Marly, Tentlingen, St-Ursen.**

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- **Surfréquentation :**
 - o Suroccupation, Menschenmenge, Bevölkerung Druck, Übersättigung von Spaziergänger.
 - o Problématiques de trafic et de parcage apparentés (cf. rubrique suivante).
- **Cohabitation entre les différents usagers :**
 - o Promeneurs, vélos, chevaux, agriculteurs, etc.
 - Bonne actuellement mais peut se détériorer.
 - o *Biker nicht klar geregelt -> Konflikte mit Wanderern (Tannholz).*
- **Problématique des déchets (Abfall).**
- Manque d'infrastructures d'accueil (p. ex. bancs, places de parc disponibles) :
 - o MAIS pas de volonté d'en développer plus car attirerait plus de monde.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Limiter au maximum les aménagements et structures d'accueil pour ne pas attirer plus de monde.
- *Besucher sensibilisieren -> Schäden an Landwirtschaft.*
 - o *Keine Tafeln korrektes Verhalten.*
 - o *Nicht noch mehr Leute anziehen*
- Créer des cheminements réservés aux promeneurs dans le Bois du Roule.

Commentaires :

Trafic routier, parcage

Routes et chemins

Echelle spatiale				
			X	

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Réseau important de **petites routes** parfois non goudronnées (structure paysagère).
- **Pas de grands axes routiers.**

Atteintes, menaces :

- **Problèmes de stationnement :**
 - o Lors des pics de fréquentation (weekends).
 - o Le Brésil, Maison Rouge, Granges-sur-Marly.
 - o *Parkplatzsituation v.a. Pierrafortscha.*
- **Problèmes de Trafic :**
 - o *Zu viele Autos.*
 - o Beaucoup de véhicules qui traversent les villages lors des pics de fréquentation.
 - o Verkehr in Tentlingen (Zone 30 in Planung).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- **Mieux gérer la problématique du stationnement :**
 - o *Keine neuen Parkplätze schaffen.* Ne pas augmenter la capacité d'accueil.
 - o Places de parc à l'extérieur, en périphérie du PIC.
- **Maintenir le réseau routier en l'état actuel :**
 - o Pas d'élargissement.
 - o Limiter le goudronnage.
- **Réduire/Ralentir le trafic :**
 - o *Langsamverkehrsachsen gestalten.*
 - Difficile de mettre en place des zones 30.
 - Mieux vaut limiter la capacité des places de parc pour attirer moins de monde.
 - Parkplatz besser ausschliessen an Langsamverkehr.
 - o Limiter l'accès en véhicule privé (auto, moto, VTT) pour les « touristes ».
 - o Proposer des itinéraires (*Rundwege*) entre des secteurs en périphérie du PIC avec places de parc ou accès en transport public.
- **Mieux séparer les différents usages :**
 - o *Nutzungen entflechten Auto/Fussgänger*

Commentaires :

Maillage vert : Arbres isolés, haies, vergers, forêt

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Nombreuses **petites structures vertes**:
 - o Haies, allées d'arbres, arbres isolés, rives boisées.
 - o Vergers.
 - o Grands chênes (*mächtige Eichen*).
 - o *Naturnahe Bachläufe*.
- **Petits massifs forestiers** qui contrastent avec le paysage ouvert environnant.
- Bon **réseau écologique** sur le territoire.

Atteintes, menaces :

- **Maintien à long terme de ces structures paysagères** :
 - o Forte pression sur les haies et les vergers.
- **Mauvais état des arbres** :
 - o *Eichen sind z.T. in schlechten Zustand, nur wenige junger Bäume.*





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Rajeunir les arbres - *Verjüngung starten*.
 - o Anticiper le vieillissement des allées d'arbres : ne pas seulement remplacer, mais planter déjà maintenant pour les générations futures, par exemple en bordure de chemin ou routes où cela n'existe pas encore.
 - o *Förderung der Pflanzung von jungen Bäumen.*
- Assurer la compensation en cas de suppression d'arbre ou de structures boisées.

Commentaires :

Gestion, coordination, application concrète

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- La **coopération** (*Miteinander*) entre les différents acteurs fonctionne bien.
 - o Habitants, communes, hameaux, etc.
 - o Bon fonctionnement interne et local.
- Co-habitation - *Miteinander*.
- **Mechanismen funktionieren aktuell.**

Atteintes, menaces :

- *Angst vor Einschränkungen -> keine zusätzliche Schicht.*
- **Einschränkung des Privatbesitzer** (*Private oder Landwirte*).
- *Ein Indianerreservat für die Stadt Freiburg zu gestalten.*
 - o Mise sous cloche : perte du caractère vivant du paysage.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Bonne information de la population.
- Soutien financier du canton.

Commentaires :





- Quel est l'outil pour préserver, voir développer les structures paysagères et leur qualité écologique ?
Payements directs cantonaux ?






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Paysage bien structuré entre lac, villages et vignes.
- Paysage anthropique, évolutif et vivant.
- Vue sur les villages depuis le lac et la colline.

Atteintes, menaces :

- Séparation du secteur IFP et PIC.
- Non-respect de la nature et du paysage.
- Trop peu d'exigences (laisser-faire).
- **Trop de prescriptions, restrictions, de contraintes ou de complications administratives (impossibilité d'agir).**

Prospection

Mesures, actions possibles :

- 3 axes de développement : lac, villages, vignes.
- Viser l'harmonie, le charme et la tranquillité des paysages tout en garantissant une vie économique active (tourisme, viticulture).

URBAPLAN :

« Les PIC doivent soutenir, compléter et conforter les règlements existants actuellement dans la ou les communes concernées, pour apporter une cohérence globale, une harmonie d'ensemble dans les différentes politiques publiques et peut-être quelques mesures privées, afin de garantir l'authenticité et la vivacité de ces paysages. Le but est de renforcer le poids de la part sensible et subjective du « paysage » dans la pesée d'intérêts. »

Commentaires :

- Deux sous-unités distinctes :
 - Les villages à l'est.
 - Le vignoble et la rive plus naturelle à l'ouest.
- Le PIC est perçu depuis les espaces privés (habitations/jardins), publics (rue) et depuis le lac ou la rive sud.
- L'ambiance générale est qualifiée ainsi : « charme, bucolique, paisible, préservé, qualité de vie ».
- Le paysage peut être perçu comme « touristique » (carte postale / réserve d'indiens) mais en réalité il est vivant. Il est actif grâce aux habitants, emplois, et au tourisme.

Points de vue

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vue sur les villages préservée depuis le lac et la colline.
- Le lac offre un grand dégagement vers le sud.

Atteintes, menaces :

- **Arbres et bâtiments trop hauts qui masquent ou pourraient masquer la vue sur le lac.**
- **Densification et hauteur excessive du bâti :**
 - o Absence de dégagement/trouée entre les maisons qui limite la vue sur le lac.
- Pas de vue sur le lac pour les automobilistes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Dégager des vues sur le lac.
- Limiter la hauteur des arbres pour maintenir la vue depuis et sur le lac.
 - o Gérer le boisement et retravailler la lisière au bord des rives.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
X	X			

Fonctions				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Beaucoup de belles maisons.
- Villages aux valeurs patrimoniales fortes (reconnues et entretenues).
- Clochers des églises.

Atteintes, menaces :

- Môtier : « écrasement » du vieux village médiéval





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Soutenir financièrement la rénovation.

Commentaires :

Vignoble

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Vignes en terrasses bien entretenues.
- Activité viticole essentielle comme témoin de l'activité humaine.
- Vignoble permet de protéger l'aspect naturel du paysage.

Atteintes, menaces :

- Sentier viticole très fréquenté par les touristes.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Conserver les **activités en lien avec les vignes** dans les villages.
- Maintenir l'activité viticole.
- Mettre en valeur le vignoble entre Môtier et Guévaux.
- Préserver les **rosiers** dans les vignes (typiques de la région).
- Favoriser le maintien des **capites** qui ne sont plus fonctionnelles aujourd'hui.
Transformation/reconversion de ces cabanons.

Commentaires :

Mobilité

Echelle spatiale				
	X	X	X	X

Fonctions				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

Atteintes, menaces :

- Sécurité des piétons et cyclistes (Môtier, Mur).
- Trop de places dédiées au **parcage** des véhicules.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développement de la mobilité douce (vélos).
- Amélioration de la sécurité des piétons et cyclistes (Môtier, Mur).
- Le maillage de modes doux et les accès à la région (bateau, TIM, TP et modes doux) sont à améliorer et coordonner

Commentaires :

Tourisme/loisirs

(voir aussi les thématiques « mobilité » et « aménagement du bord de lac »)

Echelle spatiale				
X	X	X	X	X

Fonctions				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Diversité des offres touristiques.
- Sentier viticole prisé des touristes.

Atteintes, menaces :

- **Pression touristique** / développement excessif du tourisme :
 - o Pas de « villages-musées » comme Gruyères.
- Saleté en bordure du lac liée à la fréquentation touristique.

Prospection





Mesures, actions possibles :






Commentaires :

-

Espaces publics et cadre de vie

(hors-bord de lac)

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Zones libres au milieu des villages et de la ZAB : jardins, vergers comme poumons verts.
 - o Pérennité garantie par les règles communales actuelles.
- Structure de l'espace liée aux axes de communication.
- Villages rues.

Atteintes, menaces :

- Densification du bâti : absence de dégagement/trouée entre les maisons qui limite la vue sur le lac.
- Urbanisation et extension du bâti sur les hauts de Môtier (quartier de villas de Lugnorre) et dans le secteur de Grévaux.
- **Quartiers de villas** récents qui dénaturent la typicité du paysage.






Prospection






Mesures, actions possibles :

- Prioriser le cadre de vie :
 - o Développement des espaces publics (places).
 - o Développement de l'espace public aux abords de la route Guévaux-Môtiers.
 - o Trouver un bon milieu entre l'espace construit et les zones vertes (jardins, vergers, vignes).
- Développement du bâti :
 - o Maintien des activités et des résidences principales.
 - o Maintien et entretien de la typicité des villages de Praz et Môtier (bâtisses, rues, etc).
 - o **Limiter/stopper l'urbanisation, la densification et les constructions au-dessus de Môtier (Lugnorre) et dans le secteur Guévaux.**
 - o Eviter le développement de quartiers de villas.
 - o **Ne pas augmenter les contraintes au niveau constructif.**
- Solutionner le **parkage** des véhicules (tourismes et habitants).
- Recréer des vergers.

Commentaires :

Aménagement du bord de lac

Echelle spatiale				
				
	X			

Fonctions				
				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- **Pontons individuels :**
 - o Structurent la rive (séquence).
- Sables des rives et roselières entre les pontons marquant la présence de la nature.

Atteintes, menaces :

- Saleté en bordure du lac liée à la fréquentation touristique.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- **Aménager une vraie plage.**
- **Créer / prolonger le sentier le long du lac entre Praz et Guévaux.**
- Préserver l'état actuel des berges en assurant un passage piéton continu (limiter le béton).
- **Développer (améliorer, agrandir) les espaces publics bien intégrés à proximité du lac pour offrir des lieux de détente et de loisir et renforcer l'attractivité (tourisme, cadre de vie).**
- Améliorer, valoriser l'accès aux rives du lac (sentier, plage, activité).

Commentaires :

- URBAPLAN : l'accès à l'eau : les lieux de baignade et points d'amarrage sont à aborder. Ils peuvent être résolus dans le plan directeur des rives (en cours).

Thématiques non abordées :

Nature :

La nature est toujours mentionnée dans son rapport à l'homme (vignes, jardins, vergers, haies). Peu de mentions des espaces naturels *stricto sensu*.

Pêche :

Aucune mention du rôle local de la pêche mise à part l'intérêt esthétique des nombreux pontons individuels caractéristiques de la région.

Secteur nord avec le **village de Mur** non abordé.





Personne n'a parlé de la **colline**.






Synthèse des apports des participants

(Travaux de groupe, échanges et questionnaires individuels)

Grand paysage

Agencement (harmonie/discordance, variété/monotonie) des différentes composantes paysagères

Echelle spatiale				
				
				X

Fonctions				
				
X	X	X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Diversité / mosaïque / proximité / harmonie entre les espaces naturels (lac, forêt, falaise), terres exploités (vigne, vergers, terre agricole) et espaces bâtis de qualité.
- Un petit territoire qui concentre une très forte diversité.

Atteintes, menaces :

- Urbanisation / constructions / densification mal contrôlées et peu harmonisées.
- Manque de ressources financières.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Définir une vision cohérente et partagée.
- Maîtriser l'urbanisation.
- Etablir une charte qualité du paysage et la faire respecter.

Commentaires :

Points de vue

Echelle spatiale				
				X

Fonctions				
			X	X

Valeurs, atouts :

- Dégagements spectaculaires sur le lac
 - o Multitudes de sites : Le Crêt, Les Vergers, Réservoir, Pra Bosset, Bellevue, etc.
 - o Depuis les Crottes : écran avec vue uniquement sur l'espace naturelle (Grande Cariçaie).
 - Dépaysement (« on ne se croirait pas en Suisse »).
 - o Depuis l'arrière-pays (plateau agricole), la vue est caractérisée par le front formée par la lisière de la forêt, puis le lac et le Jura en arrière-plan. La forêt masque un peu l'impact humain sur le paysage.
- Vue sur le plateau (terres agricoles) et les Préalpes au sud.
 - o Depuis le Champ de la Pierre notamment.
- Vue depuis le lac en direction du sud :
 - o Falaise comme point de repère (unique sur le lac de Neuchâtel).
 - o Vignes et village de Cheyres au premier-plan.
- Préalpes en arrière-plan.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Difficulté voire impossibilité de s'arrêter en voiture pour profiter de la vue entre Font et Cheyres.
- Manque de structures d'accueil et de signalisation des points de vue.





Mesures, actions possibles :






- Signaliser et mettre en valeur les points de vue.
- Mettre en place des structures d'accueil pour profiter de la vue et attirer les gens vers le haut du PIC : buvettes, bancs, places de piquenique).

Prospection

Commentaires :

Vergers

Echelle spatiale				
				
X		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Valeurs, atouts :

- Composante essentielle et typique de ce paysage.
- Cerisier et autres arbres fruitiers en fleurs au printemps.
- Variétés locales de fruits.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Régression de ces vergers depuis le début du 20^{ème} siècle et qui se poursuit aujourd'hui :
 - o Plus de rentabilité économique, difficulté d'entretien et dangerosité de la récolte.
 - o Parfois remplacés par des courtes-tiges plus facilement exploitables.
 - o Difficile de trouver des solutions lorsque la production n'est plus viable et l'entretien devient une contrainte.
 - o Le paysage reflète une évolution de pratique, « dans l'ordre des choses ».





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Le RCU prévoit déjà que chaque maison plante un arbre fruitier sur son terrain :
 - o Mesure difficile à imposer aux citoyens.
- Aménager des secteurs où les vergers sont réhabilités et entretenus, « coin carte postale ».
- Encourager la sauvegarde des vergers existants (aide financière, intervention de la commune).
- Planter de nouveaux cerisiers (p. ex. sur les terrains communaux).
- Maintenir et favoriser les variétés locales.

Commentaires :

Vignoble

Echelle spatiale				
				
		X	X	

Fonctions				
				
X		X	X	X

Valeurs, atouts :

- Beauté : « paysage de carte postale », « le Lavaux fribourgeois ».
- Dimension culturelle et patrimoniale : identité de la région avec la fête des vendanges.
- Murs en pierres sèches récemment remis en état.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Abandon de l'activité viticole pour des raisons économiques.
- Extension des surfaces bâties sur les espaces aujourd'hui occupés par la vigne.
- Changement du type de production de la vigne (de gobelet à gayot).





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Favoriser le maintien de l'activité viticole.

Commentaires :

Surfaces agricoles

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
X				

Valeurs, atouts :

- Espaces verts encore préservés de l'urbanisation.
- Petites structures : haies, arbres isolés, bandes herbeuses, etc.

Diagnostic

Atteintes, menaces :

- Disparition des structures paysagères.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Développer un marché avec des produits agricoles locaux à Cheyres.
- Développer la vente directe à la ferme.
- Recréer, diversifier les structures paysagères agricoles (haies, allées d'arbres, bandes herbeuses).
- Planter des cerisiers.

Commentaires :

Nature

(faune, flore, dangers naturels)

Echelle spatiale				
				
			X	

Fonctions				
				
	X			

Valeurs, atouts :

- Faune abondante et diversifiée : chamois, sangliers, tortues, multiples oiseaux.
- Vallons-ravines avec pentes boisées, échancrures dans le paysage.
- Forêts de pente entre le haut et le bas du PIC.
- IFP à proximité, lieu unique.

Atteintes, menaces :





- Destruction d'habitats ou de zones de repos de certains oiseaux (vergers p. ex.).
- Erosion des berges du lac et des falaises :
 - o Enjeux sécuritaires et de changement rapide du paysage à une échelle locale.
- Erosion dans le lit des ruisseaux qui parcourent les différentes ravines :
 - o Manque d'entretien de la forêt peut conduire à des dégâts en aval en cas de crue.
 - o Problématique de danger naturel pour la région de Cheyres.
- Décharge sauvage, *littering*.
- Forte présence de néophytes.






Mesures, actions possibles :

- Création de nichoirs ou d'autres aménagements pour les oiseaux.
- Installation de postes d'observation pour admirer cette faune sauvage.
- Mesures actives (seuils, digues de protection) et entretien des forêts pour limiter l'action érosive et le potentiel de dégâts que représentent les cours d'eau des différentes ravines.
- Mesures pour limiter l'érosion des berges (cf. castor) et sécuriser les falaises de molasse.

Commentaires :

Patrimoine bâti

Echelle spatiale				
				
X	X			

Fonctions				
				
		X	X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Château et église de Font sont l'emblème de ce paysage.
- Lieu de pèlerinage de Bonnefontaine et son chemin de Croix avec trouée sur le lac.
- Chapelle St-Joseph.
- Pont du Diable : bel ouvrage.
- Belles fermes rénovées à Châbles.

Atteintes, menaces :

- Patrimoine (religieux, anciennes carrières) peu connu en dehors des habitants.
- Contraintes de protection des biens culturels trop contraignantes.
 - o Effet contreproductif car rénovation trop compliquée et chère, ce qui conduit à un manque d'entretien de ce patrimoine.





Prospection






Mesures, actions possibles :

- Relier les différents éléments du patrimoine pour créer plus de cohérence.
- Informer, valoriser ces différents objets.
- Valoriser les Croix de mission et les intégrer dans des sentiers bien balisés voire thématiques.
- ex. Chemin de Croix de Bonnefontaine.

Commentaires :

Mobilité

Echelle spatiale				
				
	X	X	X	X

Fonctions				
				
			X	X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Cheyres bien desservi par les transports publics (gare CFF).

Atteintes, menaces :

- Sentier viticole actuel mal conçu (non continu, pas à flanc de coteau).
- Trop de sentiers « en cul-de-sac ».
- En voiture, peu de possibilité de s'arrêter pour observer la vue sur la route Font-Cheyres.
- Les trajets Cheyres-Châbles se font principalement en voiture.

Prospection





Mesures, actions possibles :






- Amélioration, création de **sentiers piétons** :
 - o Changer l'itinéraire du sentier viticole pour qu'il épouse mieux la topographie du terrain et reste dans les vignes (itinéraire à flanc de coteau).
 - o Mieux baliser et signaler le **chemin de Croix** qui mène à Bonnefontaine.
 - o **Relier** les éléments forts du patrimoine et les différents points de vue par un sentier.
 - o Créer des sentiers didactiques et panoramiques.
 - Mieux communiquer/informer sur l'existence de ces sentiers afin de mettre en avant leurs qualités.
- Gérer le **flux de promeneurs** et la fréquentation du PIC :
 - o Canaliser le flux de promeneurs.
 - o Aménager des places de **parcs**.
- Créer des accès de mobilité douce à Châbles (liaison plus forte et régulière avec Cheyres).
- Valorisation de la **zone haute** du PIC :
 - o Tirer les gens vers les hauteurs en déviant le **point d'attrait** qui se situe aujourd'hui uniquement en bord de lac.
- Valoriser les hauteurs pour en faire un **but de randonnée** : restaurant, buvette, place de pique-nique, points de vue aménagés, etc.

Commentaires :

Tourisme/loisirs

(cf. aussi mobilité)

Echelle spatiale				
				
X	X	X	X	X

Fonctions				
				
			X	

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- Le lac a un fort pouvoir d'attraction.

Atteintes, menaces :

- Les parties hautes du paysage ont un fort potentiel mais sont peu fréquentées.
 - o Le tourisme se concentre en bord de lac.
- La zone entre la gare et la plage du lac est peu attrayante.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Développer le tourisme sur Châbles avec des structures d'accueil adéquates.
- Etablir des liens entre les deux parties du PIC :
 - o Transport public permettant de faire la jonction.
 - o Sentiers/parcours/itinéraires attrayants reliant le haut et le bas.
- But de randonnée sur les hauteurs (belvédère, buvette, place de pique-nique, vente à la ferme, etc.).

Commentaires :

Espaces publics et cadre de vie

Echelle spatiale				
	X			

Fonctions				
				X

Diagnostic

Valeurs, atouts :

- 2 styles de villages : village-croix et village-rue.
- Place des villages avec centralisation des activités.
- Constructions harmonieuses dans le village de Châbles.
- Quartier de En Crével comme témoin d'une époque : « coin de paradis » dans les années 60.
- 2 ports de Cheyres (témoins de leur époque) :
 - o Ancien port à l'intérieur des terres.
 - o Nouveau port sur l'eau.

Atteintes, menaces :

- Quartier de En Crével : mal conçu et excentré.
- Grandes villas au-dessus de Cheyres et de ses vignes.
 - o Constructions peu harmonieuses et exposées à la vue.
- Villas et immeubles trop hauts qui masquent le vignoble (Cheyres).
- Quartier de Tivoli qui se termine en cul-de-sac.
- Cheyres : manque de lien entre le village et le lac.
- Châbles : Quartier isolé de Béthanie (dès les années 1990).
- Parcage dans les villages.

Prospection

Mesures, actions possibles :

- Amélioration au travers de projets déjà en cours dans le village de Cheyres.
 - o Espace au-dessus de la gare pour développement des bâtiments communaux.
- Solutionner le parcage dans les villages.
- Ne pas augmenter l'indice IBUS pour garder des zones de verdure et des potagers à l'intérieur de l'espace bâti.

Commentaires :

Modifications du plan directeur cantonal - Information au Grand Conseil

T311. Paysage

T313. Géotopes (nouveau)

P0107	Secteur stratégique « Rose de la Broye »	P0702	Réaménagement du secteur de la gare de Fribourg
P0212	STEP régionale de Saint-Aubin (nouveau)	P0708	Couverture de Chamblieux
P0302	Densification de la zone d'activités de Givisiez	P0709	Densification et requalification du Plateau d'Agy
P0404	Projets de routes de contournement à étudier	P0801	Centre sportif régional d'Estavayer-le-Lac
P0406	Route de contournement de Düdingen	P1101	Paysage d'importance cantonale : Vallée de l'Intyamon (nouveau)
P0410	Route de contournement de Kerzers (nouveau)	P1102	Paysage d'importance cantonale : Massif du Moléson et Teysachaux (nouveau)
P0411	Route de contournement de Prez-vers-Noréaz (nouveau)	P1103	Paysage d'importance cantonale : Gruyères et alentours (nouveau)
P0412	Route de contournement de Romont (nouveau)	P1104	Paysage d'importance cantonale : Chaînes des Gastlosen et Hochmatt (nouveau)
P0413	Jonction de Bulle (nouveau)	P1105	Paysage d'importance cantonale : Lac Noir (nouveau)
P0414	Centre logistique ferroviaire de la Broye (nouveau)	P1106	Paysage d'importance cantonale : Massif de la Berra et Cousimbert (nouveau)
P0501	Parc VTT Hapfere à Plaffeien (suppression)	P1107	Paysage d'importance cantonale : Lac de la Gruyère (nouveau)
P0502	Extension du domaine skiable, sentiers VTT et Via Ferrata de Moléson-sur-Gruyères	P1108	Paysage d'importance cantonale : Gorges de la Sarine (nouveau)
P0503	Développement du domaine sportif 4 saisons de Schwarzsee	P1109	Paysage d'importance cantonale : Sarine en Ville de Fribourg (nouveau)
P0504	Développement des infrastructures à La Berra et liaison la Berra-Plan des gouilles	P1110	Paysage d'importance cantonale : Campagne de Pierrafortscha (nouveau)
P0507	Développement du site de Jaun/Gastlosen	P1111	Paysage d'importance cantonale : Rive Nord du lac de Morat (nouveau)
P0508	Centre Schwarzsee	P1112	Paysage d'importance cantonale : Terrasses de Cheyres-Châbles-Font (nouveau)
P0509	Développement touristique du secteur Bad à Schwarzsee		
P0513	Goya Onda (suppression)		
P0701	Requalification du quartier du Bourg (ville de Fribourg)		

T311. Paysage

Voir aussi

—

Thèmes :

Sites construits protégés et chemins historiques

Energie éolienne

Energie hydraulique

Surfaces d'assolement

Biotopes

Fiches de projet :

Fiches de projet relatives aux paysages d'importance cantonale

Instances concernées

—

Instance de coordination : SFN

Instances cantonales : SAgri, ~~SeE~~, SeCA, SEn, SAEF, SBC

Confédération : OFEV

Autre instance : UFT

› Voir thème « Sites construits protégés et chemins historiques »

› Voir thème « Energie éolienne »

1. Objectifs

- › Protéger et conserver les paysages dignes d'intérêt au niveau national et cantonal.
- › Préserver, entretenir et valoriser les paysages caractéristiques du canton.
- › Mettre en valeur les paysages d'importance locale.
- › Protéger et conserver les géotopes dignes d'intérêt.
- › Conserver intacts les paysages des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale.
- › Protéger les paysages inscrits dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale.
- › Protéger les paysages d'importance cantonale.
- › Protéger les paysages dignes d'intérêt au niveau régional ou local.
- › Viser une gestion et un aménagement qualitatif de tous les paysages en tant qu'élément important de la qualité de vie.

2. Principes

- › Coordonner les mesures de protection et de gestion des paysages avec les prescriptions liées à l'inventaire fédéral des sites construits d'importance nationale à protéger en Suisse (IFP).
- › Tenir compte des éléments caractéristiques des paysages d'importance nationale dans les mesures agricoles dans les projets de qualité du paysage et les projets de réseaux agroécologiques.
- › Planifier les installations à fort impact visuel (en particulier les installations de production énergétiques) hors de l'IFP.

Paysages d'importance nationale

- › Considérer comme d'importance nationale les paysages inscrits dans l'inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale et dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP).



> Voir thèmes « [Energie éolienne](#) » et « [Energie hydraulique](#) »

> [Prendre des mesures de protection en se référant aux objectifs de protection propres à chaque site marécageux et de l'IFP.](#)

> [Planifier les installations à fort impact visuel en dehors des paysages d'importance nationale.](#)

[Paysages d'importance cantonale \(PIC\)](#)

> [Considérer comme d'importance cantonale une entité territoriale dont la typicité et la rareté lui confère une qualité particulière et importante à l'échelle cantonale et qu'il convient de protéger, de gérer et d'aménager.](#)

> [Les 12 paysages reconnus comme d'importance cantonale sont les suivants :](#)

- > [1. Vallée de l'Intyamon](#)
- > [2. Massif du Moléson et Teysachaux](#)
- > [3. Gruyères et alentours](#)
- > [4. Chaîne des Gastlosen et Hochmatt](#)
- > [5. Lac Noir](#)
- > [6. Massif de la Berra et du Cousimbert](#)
- > [7. Lac de la Gruyère](#)
- > [8. Gorges de la Sarine](#)
- > [9. Sarine en Ville de Fribourg](#)
- > [10. Campagne de Pierrafortscha](#)
- > [11. Rive nord du Lac de Morat](#)
- > [12. Terrasses de Cheyres-Châbles-Font](#)

> Voir fiches de projet [relatives aux paysages d'importance cantonale](#)

> [Prendre des mesures de protection, de gestion et d'aménagement en se référant aux objectifs spécifiques propres à chaque paysage d'importance cantonale.](#)

[Paysages d'importance régionale ou locale](#)

> [Considérer comme étant d'intérêt régional ou local une entité spatiale présentant une identité et une unité en raison de ses caractéristiques spécifiques reconnues, en particulier sur les plans esthétique, typologique, scientifique ou éducatif.](#)

- › Prendre des mesures de protection, de gestion et d'aménagement en relation avec les intérêts particuliers de ces paysages.

Paysages non inventoriés

- › Pour tous ces paysages, prendre en compte leurs caractéristiques dans les planifications.

Vues sur le grand paysage

- › Pour tout projet à fort impact visuel, évaluer l'atteinte depuis les points de vue majeurs situés à l'extérieur des paysages d'importance nationale et cantonale. Si nécessaire, prendre des mesures pour limiter l'impact visuel.

- › Pour les projets à fort impact visuel à l'intérieur des PIC ou des IFP, évaluer leur impact sur la visibilité des éléments caractéristiques de ces paysages.

› Voir thème «Sites construits protégés et chemins historiques»

Coordination

- › Tenir compte des éléments caractéristiques des paysages d'importance nationale, cantonale, régionale et locale dans toutes les activités qui ont un impact territorial.

- › Assurer l'intégration paysagère des installations, infrastructures et constructions dans tous les paysages.

› Voir thème «Sites construits protégés et chemins historiques»

- › Coordonner les mesures de protection et de gestion et d'aménagement des paysages avec les prescriptions liées à l'ISOS.

› Voir thème «Améliorations foncières», «Diversification des activités agricoles» et «Réseaux écologiques»

- › Coordonner les mesures de protection, de gestion et d'aménagement des paysages avec les projets agricoles.

- › Promouvoir un aménagement de qualité des paysages dans les projets d'agglomérations.

- › Les CFF doivent être consultés en cas de nouvelles signalétiques aux gares dans le cadre de la mise en valeur des sites naturels et de la mobilité douce.

3. Mise en œuvre

3.1. Tâches cantonales

- › Le Conseil d'Etat :

- › se dote d'un concept paysager cantonal ;

- › désigne les paysages et les géotopes d'importance cantonale ;
- › veille à la mise sous protection des paysages d'importance nationale et cantonale.
- › Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME):
 - › veille à la mise sous protection des paysages figurant dans les inventaires fédéraux.
- › Le Service des forêts et de la nature (SFN) :
 - › pilote, en collaboration avec les services concernés, un groupe de travail pour identifier les paysages dignes de protection au niveau cantonal;
 - › met en œuvre les mesures de protection, de gestion et d'aménagement des paysages d'importance nationale ;
 - › conseille les communes pour le recensement des éléments paysagers d'importance communale et les accompagne dans leurs démarches pour préserver, valoriser et reconstituer les valeurs caractéristiques de leurs paysages.
 - › soutient la mise en œuvre des mesures de protection, de gestion et d'aménagement des paysages d'importance cantonale ;
 - › soutient les communes dans la protection, la gestion et l'aménagement des paysages d'importance régionale et locale.

3.2. Tâches régionales

- › Les régions :
 - › peuvent désigner des paysages d'importance régionale sur la base d'une étude paysagère régionale.

Conséquences sur le plan directeur régional

- › Carte de synthèse
 - › Reporter les paysages nationaux, cantonaux à titre indicatif.
 - › Si des paysages d'importance régionale sont définis, les représenter sur la carte de synthèse.

› Rapport explicatif

- › Justifier le choix des paysages d'importance régionale.
- › Indiquer les conséquences du paysage d'importance régionale dans le plan d'aménagement local.

3.3. Tâches communales

› Les communes :

- › mettent sous protection les paysages nationaux, cantonaux et régionaux inventoriés dans leur planification ;
- › peuvent définir des paysages d'importance locale ;
- › prennent en compte les paysages non inventoriés dans leur planification et dans les tâches qui leur incombent.

Conséquences sur le plan d'aménagement local

› Plan directeur communal :

- › Intégrer des objectifs et mesures visant à préserver l'état existant des paysages encore bien conservés, à remédier à la dégradation des paysages et à revaloriser les paysages banalisés.
- › Définir des mesures en faveur des paysages inventoriés aux niveaux national, cantonal, régional et local.

› Plan d'affectation des zones :

- › Inscrire les périmètres des paysages d'importance nationale ainsi que les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale en périmètre superposé de protection du paysage.
- › Inscrire les périmètres des paysages d'importance nationale et cantonale en périmètre de protection du paysage.
- › Inscrire les éventuels paysages d'importance régionale et/ou locale en périmètre de protection du paysage.
- › Définir des périmètres à prescription particulière dans les secteurs où une mesure de préservation (vues, arborisation, typologie architecturale, etc.) est identifiée et dans le cadre des planifications projetées (PAD obligatoire dans la zone à bâtir, etc.).

› Reporter les vues caractéristiques à préserver à l'extérieur / intérieur des périmètres de protection du paysage.

› Règlement communal d'urbanisme :

› Intégrer des mesures de protection, de gestion et d'aménagement basées sur les objectifs de protection des paysages d'importance nationale ainsi que des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale.

› Définir des dispositions de protection liées aux objectifs spécifiques définis pour les paysages d'importance nationale et cantonale.

› Définir des éventuelles dispositions de protection pour les paysages d'importance régionale et/ou locale.

› Définir des prescriptions particulières dans les secteurs où une mesure de préservation (par exemple vues, arborisation, typologie architecturale, etc.) est identifiée et dans le cadre des planifications projetées (PAD obligatoire dans la zone à bâtir, etc.).

› Définir des dispositions qui permettent de garder la vue libre de végétation, de construction, d'éléments perturbateurs dans les champs de vision des vues caractéristiques.

› Rapport explicatif :

› Justifier la prise en compte adéquate des exigences légales en matière de protection du paysage.

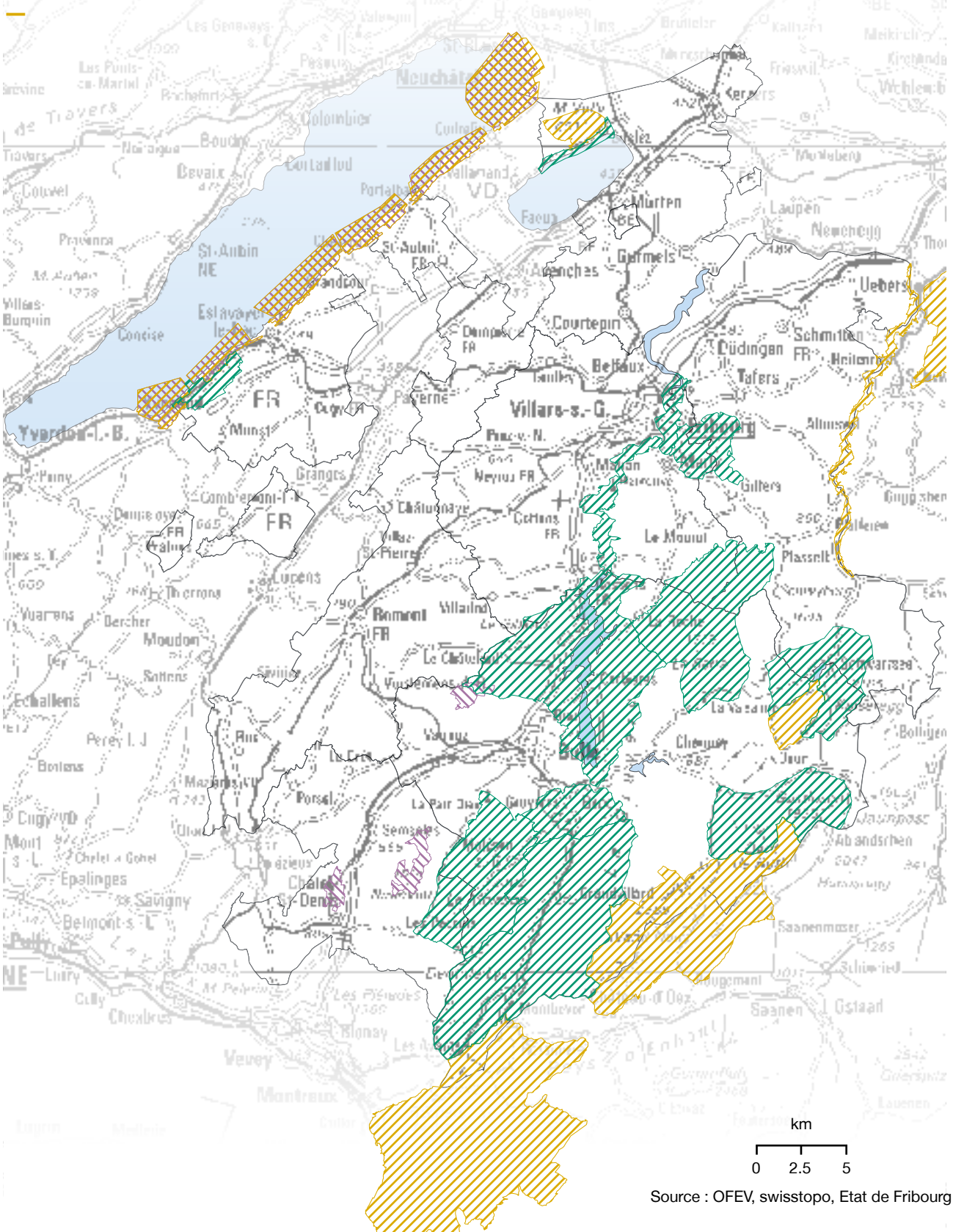
› Démontrer la prise en compte adéquate des paysages nationaux, cantonaux et régionaux inventoriés.

› Démontrer la prise en compte de la thématique paysage dans les documents de planification territoriale.

› Justifier le choix des paysages d'importance locale.



Délimitation des paysages d'importance cantonale et nationale



Légende

— Périmètre des paysages d'importance cantonale (PIC)

Données de base

▨ Secteur inscrit à l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP)

▨ Secteur inscrit à l'inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale

1. Objectifs

La Convention européenne du paysage de Florence définit le paysage comme étant « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Elle consacre une vision dynamique et évolutive des paysages qui n'a pas uniquement pour objet de promouvoir leur protection mais aussi leur gestion et leur aménagement.

› Voir thème « Biotopes »

Références

Conseil fédéral (1996). Ordonnance sur la protection des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, RS 451.35.

Conseil fédéral (2017). Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels, RS 451.11.

Service des forêts et de la nature, section nature et paysage (2019). Inventaire des paysages d'importance cantonale.

Fondation suisse pour la protection et l'aménagement des paysages (2015). Concept des paysages du canton de Fribourg.

Participants à l'élaboration

IAG, LCE, SAEF, SAgri, SBC, SEn, SFN, DIME, SeCA, UFT

Dans cette perspective, le paysage ne se limite pas à la protection des valeurs naturelles et culturelles mais il est aussi considéré comme un milieu aménagé et modelé par l'homme. Ainsi, si pour certains paysages, la protection prime sur l'utilisation (p.ex. les objets de l'inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale), d'autres paysages en revanche sont clairement considérés comme des milieux habités qui constituent des éléments importants de la qualité de vie des habitant-e-s et qui doivent donc être gérés et aménagés en fonction.

La loi cantonale sur la protection de la nature et du paysage (LPNat) se base sur cette perspective fonctionnelle et évolutive du paysage pour l'inventaire des paysages dignes d'intérêt au niveau cantonal et local, ce pour protéger, gérer et aménager les paysages par le biais des instruments d'aménagement du territoire :

- › La protection vise en priorité à maintenir et préserver les éléments qui composent l'identité de ces paysages.
- › La gestion a pour objectif non seulement d'entretenir les paysages, mais aussi de prévenir les altérations et de ménager les sites faiblement anthropisés.
- › L'aménagement s'effectue par des actions de valorisation, de restauration, voire de création des paysages.

Afin de mettre en œuvre la LPNat, le canton a entamé des travaux de recensement des principaux paysages et géotopes caractéristiques du canton. L'objectif consiste à désigner les paysages et géotopes d'importance cantonale et à établir pour ceux-ci des lignes directrices claires en matière de protection, de gestion et d'aménagement à l'attention des communes. Celles-ci devront être fixées dans le présent thème du plan directeur cantonal, qui fera l'objet d'une modification en temps opportun.

La notion générique de « géotope » est comprise comme une portion de la géosphère délimitée dans l'espace et d'une importance géologique, géomorphologique ou géoécologique particulière (p. ex. formations karstiques, lapiés, blocs erratiques, gouffres, grottes, abris sous roche et cavernes, moraines, polis et marmites glaciaires, dolines, falaises, sites fossilifères).

En tant que témoins importants de l'histoire de la terre, donnant notamment un aperçu sur l'évolution du paysage et du climat, les géotopes caractéristiques sont à conserver pour la postérité ; ils doivent dès lors être protégés des actions qui portent préjudice à leur contenu, leur structure, leur forme ou leur future évolution naturelle.

Par son étendue jusqu'aux chaînes préalpines et sa position de transition entre les régions lacustres, le territoire fribourgeois présente une diversité paysagère très marquée. Une étude de la Fondation suisse pour la protection des paysages (2016) a par ailleurs mis en évidence, pour le canton de Fribourg, l'existence de nombreux types de paysages culturels caractéristiques différents, qui concernent l'entier du territoire et englobent non seulement les vastes espaces ruraux mais aussi les zones urbaines et périurbaines.

Cette vision globale du paysage se fonde sur la définition de la Convention européenne du paysage de Florence considérée comme étant « une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations ». Elle promeut une vision dynamique et évolutive des paysages. Dans cette perspective, le paysage ne se limite pas à la protection des valeurs naturelles et culturelles mais il est aussi considéré comme un territoire aménagé et modelé par l'homme en constant développement.

Le plan directeur cantonal distingue quatre niveaux de paysages différents aux buts et modalités de protection distincts : les paysages d'importance nationale, cantonale, régionale/locale et les paysages non inventoriés.

Paysages d'importance nationale

Les paysages d'importance nationale sont désignés au niveau fédéral par l'inventaire des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale et par l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP).

Pour les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale, la conservation de leur intégrité prime sur l'utilisation du sol. La protection est absolue et exclut toute atteinte à l'objet protégé indépendamment de toute autre considération dans une approche de protection défensive.

Les paysages inscrits dans l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) représentent les paysages suisses les plus précieux et contribuent à maintenir la diversité des paysages du pays. Leur protection est relative et s'évalue en fonction des buts de protection propre à chaque IFP : les caractères particuliers de ces paysages ne doivent pas être altérés.

Paysages d'importance cantonal (PIC)

Les paysages d'importance cantonale, en tant que paysage revêtant un intérêt particulier selon la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat), sont définis par le canton et désignés directement dans le plan directeur cantonal. Les critères de sélection des paysages d'importance cantonale sont définis dans l'étude de base.

Un paysage d'importance cantonale est une portion de territoire dont la typicité et la rareté lui confèrent une qualité particulière et importante à l'échelle cantonale et qu'il convient de maintenir, de préserver ou de valoriser.

Les critères fondamentaux de définition d'un PIC sont les suivants :

- Typicité : élément qui caractérise un paysage et le différencie d'un autre, qui est distinctif. Il est souvent lié à un usage ou à une tradition particulière.
- Rareté : élément paysager qui n'existe qu'à peu d'exemplaires, qui est original et peut augmenter la sensibilité d'un paysage au changement en cas de disparition ou de transformation.

Le SFN a réalisé l'inventaire des PIC en collaboration avec un groupe de travail constitué de représentants des services cantonaux concernés, de l'UFT, des ONG et de l'Association des communes fribourgeoises. Pour identifier les PIC et réaliser leur inventaire, le SFN a d'abord repris la liste de 45 paysages décrits par l'étude de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (2015), établie sur la même base légale (LPNat). La détermination des critères de sélection et la définition de ce qu'est un paysage d'importance cantonale ont ensuite permis de réduire le nombre de PIC potentiels. Des paysages absents de l'étude de 2015 ont aussi été envisagés pour autant qu'ils répondent aux critères de sélection et à la définition établie. Les périmètres des paysages inscrits à l'IFP ont été exclus du choix des PIC potentiels puisqu'ils présentent déjà une reconnaissance et une protection suffisantes.

Une fois la première liste de paysages répondant à la définition de PIC établie, une analyse plus fine a été réalisée et les paysages retenus ont été évalués selon les critères de définition des PIC par le groupe de travail. Au terme de ce travail de sélection, 12 PIC ont finalement été retenus. Un atelier participatif a été organisé pour chacun des PIC avec l'ensemble des communes concernées et d'autres acteurs impliqués dans la gestion et le développement de ces paysages, afin de recueillir leurs visions et d'améliorer le contenu de l'étude. Des rencontres avec les communes concernées ont également eu lieu en 2020 afin d'affiner, si nécessaire, les périmètres et objectifs proposés pour les PIC. La démarche suivie pour l'établissement de l'inventaire des PIC est décrite dans l'étude de base.

Leur protection est relative et consiste à les préserver, à l'issue d'une pesée des intérêts, des atteintes qui en altèrent leur caractère. Elle vise à maintenir visibles les éléments qui composent l'identité et la singularité de ces paysages. L'admissibilité d'une atteinte dépend de la pesée des intérêts qui doit évaluer la compatibilité de l'atteinte avec les buts de protection du paysage concerné.

La protection du paysage est dite relative lorsqu'il est possible de porter atteinte à ce dernier à certaines conditions. Autrement dit, les atteintes aux paysages ne sont pas exclues d'emblée. Dans ce cadre, l'admissibilité d'une atteinte à un paysage protégé dépendra du résultat d'une pesée des intérêts dans laquelle il faudra évaluer la compatibilité de l'atteinte avec les buts de protections qui sont en jeu. L'atteinte est ainsi en principe exclue si ces buts sont respectés, et inversement.

Par opposition on parle de protection du paysage absolue lorsque celle-ci exclut toute atteinte à l'objet protégé, indépendamment de toute autre considération. Ce régime de protection est le plus sévère. Son champ d'application est d'ailleurs fortement limité. Au niveau fédéral, il ne comprend que le régime de protection des sites marécageux d'importance nationale et d'une beauté particulière selon la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage.

Paysages d'importance régionale et locale

Les paysages d'importance régionale et locale peuvent compléter les inventaires nationaux et cantonal. Conformément à la LPNat, les régions et les communes ont la possibilité d'identifier des paysages dont la qualité contribue notamment à créer un cadre de vie favorable au bien-être et à la santé des habitants. Leur protection est relative et vise à maintenir les qualités particulières qui les ont distinguées.

Paysages non inventoriés

Les territoires avec des paysages non inventoriés doivent aussi viser une forte qualité paysagère conformément à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire.

2. Principes

Les paysages d'importance nationale concernés sont ceux de l'IFP ainsi que ceux de l'inventaire fédéral des sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale.

Dans le canton de Fribourg sont recensés 6 paysages d'importance nationale (Rive sud du lac de Neuchâtel, Mont Vully, Schwarzenburgerland mit Sense- und Schwarzwasser-Schluchten, Vanil noir, Breccaschlund et Tour d'Aï — Dent de Corjon) ainsi que 4 sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale (Les Gurles, Lac de Lussy, Le Niremont et Grande Cariçaie).

- › Les actions de protection ont pour objectif de préserver en priorité les éléments qui composent l'identité et le caractère des paysages pour les maintenir visibles/lisibles.
- › Les actions de gestion ont pour objectif d'entretenir les paysages, de prévenir les altérations et de ménager les sites faiblement anthropisés, mais également d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques, environnementales.
- › Les actions d'aménagement se concrétisent par des mesures de valorisation, de restauration, voire de création des paysages et impliquent une intervention proactive en faveur du paysage.

L'intégration systématique de la réflexion paysagère dans toutes les activités ayant des effets sur le territoire permet de susciter une évolution qualitative du paysage sur l'ensemble du territoire.

Des outils pour évaluer l'intégration paysagère et sa qualité seront proposés dans l'aide à l'exécution de la LPNat.

Les projets de qualité du paysage et les projets de réseaux agro-écologiques sont des instruments particulièrement pertinents pour la mise en œuvre des objectifs de qualité paysagère

3. Mise en œuvre

3.1. Tâches cantonales

Afin de répondre au mandat légal, le SFN développe un concept cantonal du paysage qui vise à identifier, en complément aux paysages d'importance nationale, les paysages et géotopes d'importance cantonale et les paysages d'importance locale. Le Service se base pour ce faire sur un recensement des principaux paysages et géotopes caractéristiques du canton.

L'objectif est de fixer des lignes directrices claires pour protéger, aménager et gérer les différents types de paysage identifiés sur l'ensemble du canton. Les paysages et les géotopes d'importance cantonale seront désignés par le Conseil d'Etat dans les 5 ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LPNat, alors que les paysages d'importance locale seront identifiés par les communes. Celles-ci seront alors tenues de prévoir des dispositions propres aux différentes typicités des paysages. Afin de les accompagner dans ce travail, le SFN complètera l'aide à l'exécution de la LPNat pour la prise en compte de paysages au niveau local et proposera une méthode de mise en œuvre.

Le présent thème du plan directeur cantonal sera adapté une fois le concept paysager cantonal établi, afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'Etat devront en tenir compte dans leur aménagement local, respectivement dans l'accomplissement de leurs tâches.

Le SFN se tient à disposition des communes et des régions pour les accompagner dans la mise en œuvre des principes de protection, de gestion et d'aménagement des paysages. Il leur accorde un soutien technique (rôle de conseil) et financier.

3.2. Tâches régionales

Les régions ont la possibilité de définir des paysages d'importance régionale dans le cadre de leur plan directeur régional, sur la base d'une étude paysagère régionale, au nom de paysages régionaux à protéger dans l'aménagement local.

3.3. Tâches communales

Afin de définir des secteurs paysagers à préserver et valoriser, les communes ont la possibilité d'identifier dans leur plan d'aménagement local les secteurs qu'il est souhaité de préserver et de définir les dispositions y relatives dans le règlement communal d'urbanisme (p. ex. des secteurs libres de toute construction ou des secteurs dans lesquels elles souhaitent définir des mesures de construction).

Les communes ont pour tâche de mettre sous protection, dans leurs planifications, des paysages inventoriés aux niveaux national, cantonal et éventuellement régional. Elles ont également la possibilité d'identifier des paysages d'importance locale.

In fine, elles doivent tenir compte des paysages dans leur planification et dans toutes les tâches qui ont un impact spatial.

L'aide à l'exécution de la LPNat soutient les communes dans la mise en œuvre de ces travaux. Elle les accompagne dans la transposition des inventaires nationaux, cantonaux et éventuellement régionaux dans leur plan d'aménagement local ainsi que dans l'éventuelle définition des paysages d'importance locale.

T313. Géotopes

Voir aussi

—

Thèmes :

Paysage

1. Objectifs

› Protéger et conserver les géotopes caractéristiques du canton et leur dynamique.

› Entretien et mettre en valeur les géotopes atteints.

2. Principes

› Tenir compte des géotopes caractéristiques du canton dans tous les projets ayant un impact sur la topographie du sol.

› Coordonner les actions de valorisation des géotopes caractéristiques du canton avec les actions de valorisation du paysage.

› Permettre des relevés scientifiques systématiques des géotopes caractéristiques du canton avant leur destruction si celle-ci est inévitable.

› Voir thème « Paysage »

Instances concernées

—

Instance de coordination :

SFN

3. Mise en œuvre

3.1. Tâches cantonales

› Le Conseil d'Etat :

› désigne les géotopes d'importance cantonale.

› Le Service des forêts et de la nature (SFN) :

› veille à la mise en œuvre des mesures de protection, de gestion et de valorisation des géotopes caractéristiques du canton ;

› initie et soutient des projets de valorisation et de sensibilisation en lien avec les géotopes.

Références

Strasser, A., Heitzmann, P., Jordan, P., Stapfer, A., Stürm, B., Vogel, A., et Weidmann, M. (1995). *Géotopes et la protection des objets géologiques en Suisse : un rapport stratégique*. Fribourg : Groupe de travail suisse pour la protection des géotopes.

Vonlanthen (2019). *Géotopes fribourgeois d'importance cantonale : approche méthodologique et inventaire*. Travail de Master. Université de Fribourg, Institut de Géographie.

Participants à l'élaboration

SFN, SeCA

1. Objectifs

Les géotopes sont des portions du territoire d'une importance géologique, géomorphologique ou géoécologique particulière. Ils sont des témoins importants de l'histoire de la Terre et donnent un aperçu sur l'évolution passée et actuelle du paysage, du climat et de la vie. Certains géotopes ont une étendue très limitée (p. ex. : blocs erratiques, gisements fossilifères, affleurements rocheux, carrières, gravières, dolines) alors que d'autres occupent une surface plus importante (p. ex. : glissements de terrain, gorges, lits de rivière, montagnes, collines, vallées).

Dans tous les cas, les géotopes constituent des éléments remarquables du patrimoine géologique. En tant qu'objets d'étude des sciences de la Terre, ils contribuent à une meilleure compréhension des processus géologiques et géomorphologiques à l'origine des reliefs et du paysage. Ils représentent ainsi des lieux d'un grand intérêt didactique, propices à la transmission des connaissances scientifiques au plus grand nombre.

Les géotopes font partie intégrante de nos paysages et caractérisent leurs traits principaux. Ils constituent quelquefois des lieux singuliers, de véritables « curiosités ou monuments naturels » dotés d'une valeur esthétique indéniable. Leur sauvegarde s'inscrit donc dans une démarche de protection du paysage.

Bon nombre de géotopes cumulent également des qualités additionnelles qui dépassent le strict cadre des géosciences : intérêts culturel, religieux, historique, archéologique, socio-économique ou touristique. De plus, les géotopes remplissent souvent une fonction importante pour la biodiversité en offrant des conditions de vie particulières susceptibles d'accueillir une flore et une faune spécifiques.

La conservation des géotopes dépasse donc le seul intérêt des sciences de la Terre et la préservation de ces objets bénéficie à la société toute entière. Dès lors, les géotopes caractéristiques sont à conserver pour la postérité. Ils doivent être protégés des actions qui portent préjudice à leur intégrité, leur structure, leur forme ou leur dynamique naturelle, d'autant plus qu'ils représentent des vestiges de l'histoire de la Terre qui ne peuvent être reconstitués en cas de destruction.

2. Principes

Les organes de l'Etat ainsi que les communes prennent en compte les intérêts de la protection des géotopes dans l'exercice de leurs activités susceptibles d'avoir un impact sur ces objets. Les projets doivent prioritairement être réalisés de façon à éviter les atteintes aux géotopes. L'inventaire des géotopes d'importance cantonale est en cours d'élaboration. D'ici son établissement, il convient de prendre en compte les géotopes du canton qui figurent sur la liste nationale. Ils sont représentés sur le portail cartographique sous forme de points. Si un projet devait se situer à proximité d'un géotope, un contact doit être pris avec le SFN pour déterminer les enjeux et impacts sur celui-ci.

Au niveau cantonal, les catégories de géotopes suivantes sont en cours d'identification :

- › Grands ensembles structuraux et géotopes d'intérêt tectonique ;
- › Affleurements rocheux :
 - › Sites fossilifères ;
 - › Structures sédimentaires, faciès pétrographiques, coupes-types et succession ;
 - › Stratigraphies remarquables ;
 - › Géotopes résultant de l'exploitation humaine.
- › Géotopes gravitaires :
 - › Glissements actifs ;
 - › Éboulis, dépôts d'éboulement ;
- › Géotopes karstiques :
 - › Formes karstiques de surface ;
 - › Cavités et réseaux souterrains ;
 - › Pertes et sources karstiques.
- › Géotopes glaciaires et périglaciaires :
 - › Blocs erratiques ;
 - › Formes glaciaires (de dépôt et d'érosion) ;
 - › Formes périglaciaires.
- › Géotopes fluviales :
 - › Formes actives ;
 - › Formes héritées (d'érosion et d'accumulation).
- › Géotopes lacustres et palustres.

La modification de la topographie du sol (p.ex. : exploitation de matériaux, décharges, remblais, déblais) peut présenter un fort impact négatif sur les géotopes. Une extraction de matériaux peut conduire à l'altération partielle ou à la destruction complète d'un site d'intérêt tandis que des remblais peuvent faire disparaître les éléments remarquables d'un géotope. Les géotopes caractéristiques du canton doivent donc être intégrés dans la planification de tout projet ou aménagement qui modifie la topographie du sol.

Les géotopes sont également une composante de notre paysage. Lors de projets de valorisation du paysage, des synergies avec ceux-ci sont à rechercher.

En cas d'atteinte inévitable à un géotope, le site doit faire l'objet d'une analyse scientifique avant sa destruction pour permettre de relever les données scientifiques de cet objet.

3. Mise en œuvre

3.1. Tâches cantonales

Afin de répondre aux exigences de la loi sur la protection de la nature et du paysage, le SFN est en train d'établir un inventaire des géotopes d'importance cantonale. Des dispositions spécifiques de protection seront fixées pour chaque catégorie de géotopes identifiée comme digne d'importance cantonale.

La désignation formelle des géotopes d'importance cantonale nécessitera leur inscription dans le plan directeur cantonal. Ainsi, le présent thème « Géotopes » sera adapté une fois l'inventaire des géotopes d'importance cantonale établi, afin de spécifier la manière dont les communes et les services de l'Etat devront en tenir compte dans leur aménagement local, respectivement dans l'accomplissement de leurs tâches.

Les géotopes ne présentent pas les mêmes enjeux selon leur catégorie et leur situation et nécessitent des principes de protection et de gestion spécifiques. Certains objets peuvent être rendus accessibles au tourisme par exemple ; dans ce cas, des aménagements, des chemins pédestres ou des sentiers didactiques pourront être envisagés. En revanche, certains objets, de par leur rareté et leur originalité, seront soumis à des dispositions de protection contraignantes. Ces aspects sont communiqués par le SFN qui initie et soutient l'information du public relative aux géotopes.

P0107

Secteur stratégique « Rose de la Broye »

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours
réglée

THÈMES RATTACHÉS

Typologie et dimensionnement des zones d'activités

Gestion des zones d'activités

Surfaces d'assolement

Territoire d'urbanisation

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Estavayer

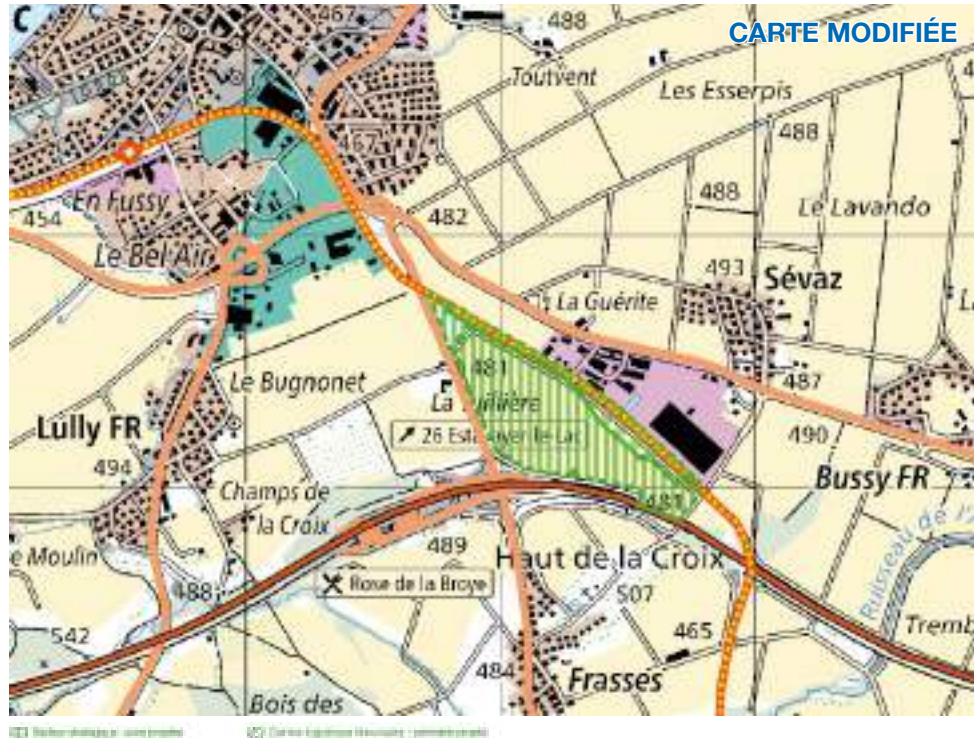
Sévaz

Les Montets

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

COREB

Commune de Lully



1. Description du projet

Le secteur « Rose de la Broye » constitue l'un des secteurs stratégiques du canton. Situé dans le centre régional de la Broye, à cheval sur le territoire des communes d'Estavayer, Sévaz et Les Montets, il jouit d'une proximité directe par rapport à l'autoroute et à la ligne ferroviaire. Cette double desserte, rare à l'échelle romande, est mise à profit pour développer une polarité destinée aux entreprises productives pouvant profiter de cette plate-forme. Il Ce périmètre est géré par l'Entente intercommunale pour la mise en valeur du secteur stratégique Rose de la Broye. Celle-ci est composée des communes d'Estavayer, Les Montets, Sévaz et Lully, du préfet de la Broye, de la Communauté régionale de la Broye (COREB), ainsi que de représentants de la Promotion économique et du Service des constructions et de l'aménagement (SeCA).

Le secteur stratégique ne comprend actuellement aucune zone d'activités légalisée. Le périmètre de la zone projetée, qui représente est actuellement entièrement affecté en zone agricole. Représentant une surface de 33 ha, son périmètre résulte d'un accord entre le SeCA et l'Entente intercommunale en 2012 l'Entente intercommunale et les CFF en 2020.

› Voir thèmes «Typologie et dimensionnement des zones d'activités» et «Gestion des zones d'activités»

L'extension projetée se situe à l'intérieur du territoire d'urbanisation et est comprise dans les chiffres annoncés y relatif. Elle représente le périmètre sur lequel une zone d'activités peut être étudiée, mais la mise en zone du secteur stratégique devra se faire dans le respect des principes de dimensionnement et de gestion définis dans

le plan directeur cantonal. Cette extension représente une emprise d'environ 31 de 27.8 ha sur des surfaces d'assolement. Le canton estime cependant que l'objectif visé est important et qu'il permet de justifier cette emprise, compte tenu notamment de son caractère suprarégional des installations et de leur emplacement à l'intérieur du territoire d'urbanisation.

Le développement du secteur stratégique Rose de la Broye est à coordonner avec celui du centre logistique ferroviaire de la Broye.

Etat des travaux

En phase préliminaire, la COREB, l'Entente intercommunale et le canton ont mené depuis 2008 de larges réflexions et conduit différentes études spécifiques afin de déterminer le potentiel de développement du secteur stratégique. L'ensemble de ces études définissent de nombreuses opportunités et contraintes de développement en suggérant des mesures et principes d'aménagement à respecter pour la mise en œuvre.

L'étude de mobilité établie en 2014 visait à déterminer si le développement souhaité du secteur est compatible avec les réseaux de transports individuels motorisés, de transports publics (TP) et de mobilité douce. Cette étude propose des variantes d'accessibilité au secteur stratégique et des mesures d'aménagement.

En 2016, une étude de faisabilité a été lancée, visant à identifier les contraintes majeures de planification afin de proposer un concept urbanistique pour le développement de la zone projetée qui permette de les solutionner.

De 2018 à 2020, des études complémentaires ont permis d'analyser les contraintes potentielles du site et de proposer le cas échéant des solutions. Une étude de faisabilité économique a démontré que les mesures nécessaires étaient financables sans remettre en cause la rentabilité de l'opération, notamment pour les contraintes hydrographiques, géologiques, hydrogéologiques ou liées au bruit.

Le concept d'urbanisation a été revu pour tenir compte du déplacement du centre logistique de la Broye. Il propose des solutions urbanistiques de qualité et établit les principes à prendre en compte pour la réglementation. Le concept résout la compatibilité du projet avec le passage du corridor à faune au sud-est du périmètre.

La vocation du secteur stratégique a été précisée afin de profiter de la présence du centre logistique de la Broye au nord du périmètre.

La maîtrise foncière sera assurée par les collectivités, et en coordination avec les CFF pour le centre logistique ferroviaire de la Broye, au plus tard lors de la procédure de planification. Les communes concernées se sont engagées à entamer des négociations avec les propriétaires fonciers afin de déterminer les outils les plus adéquats : syndicats d'améliorations foncières, terres de remplacement à proposer aux agriculteurs qui seront encore en activité à ce moment-là, etc. La stratégie foncière sera ainsi coordonnée sur l'ensemble du périmètre. L'établissement cantonal de promotion foncière, dont un représentant participe aux séances de l'Entente, est associé aux démarches pour le secteur stratégique.

2. Justification de la localisation

Le secteur stratégique présente les atouts suivants :

- accessibilité à la jonction autoroutière d'Estavayer-le-Lac sur l'A1 qui garantit les relations avec Yverdon-les-Bains/Lausanne ainsi que Berne, sans traversée de localité (zone d'habitation) ;
- visibilité directe depuis l'autoroute ;
- accessibilité en TP par la ligne de bus des TPF qui permet de rejoindre avec une cadence horaire les gares d'Estavayer-le-Lac et de Cugy, desservies par la ligne ferroviaire du réseau express régional Fribourg | Freiburg (cadence semi-horaire);
- proximité directe à long terme avec le futur centre de logistique ferroviaire de la Broye ~~prévu à Sévaz~~, offrant à l'horizon 2030 la possibilité d'un raccordement ferroviaire idéal pour tout le secteur ;
- localisation entre la route cantonale, l'autoroute et la voie ferrée bordant la zone d'activités de la Guérite, ne jouxtant aucune zone d'habitation et ne présente donc aucune contrainte par rapport au bruit généré.

Potentiels du secteur

Au vu de la qualité de desserte en TP du secteur et de sa taille (actuellement niveau E seulement), il faudrait assurer au minimum une desserte de niveau D pour développer cette zone, par le biais par exemple d'un nouveau réseau de bus urbain dans le centre régional qui, combiné à la desserte régionale, permettra d'assurer une desserte du secteur à la demi-heure. Néanmoins, le niveau de desserte restera en deçà de ce qui est nécessaire pour une densité élevée d'emplois (niveau C).

A l'horizon 2030, avec le déplacement de la gare de marchandises d'Estavayer à Sévaz dans le centre logistique de la Broye, le secteur ~~pourrait offrir~~ offrira des possibilités de raccordement ferroviaire pour des marchandises.

En conséquence, ce secteur présente des atouts pour des entreprises ~~générant un fort trafic ou nécessitant un raccordement ferroviaire pour marchandises~~ nécessitant ce type de service.

Selon les premières études, le nombre d'emplois envisageable pour la zone projetée serait de 2'500 emplois.

3. Contraintes à prendre en compte

Les contraintes majeures identifiées ~~à ce stade~~ par l'étude de faisabilité ~~sont les suivantes~~ : ont été approfondies lors de la phase d'études complémentaires (2018-2020).

Ces études ont permis d'écartier certaines incertitudes (sur les conditions hydrogéologiques notamment), de proposer une démarche pour les questions foncières et d'intégrer les contraintes relatives au bruit et au corridor à faune dans le concept d'urbanisation. Le plan de mesure de protection de l'air devra également être pris en compte. L'étude de faisabilité économique a démontré que les solutions peuvent être mises en œuvre sans remettre en cause la rentabilité de l'opération.

La thématique des infrastructures pour l'évacuation et l'épuration des eaux devra être analysée pour identifier les contraintes majeures de planification et réalisation et les solutionner. Pour considérer que le secteur stratégique est équipé, les infrastructures dans le domaine de l'évacuation et de l'épuration des eaux devront être planifiées (PGEE – étude régionale d'épuration) pour être réalisées avant le développement du secteur stratégique et la mise en service des entreprises prévues.

La planification du secteur stratégique devra rester en dehors des surfaces des mesures de compensation écologique de l'autoroute A1.

- > faible maîtrise foncière : la majorité des terrains sont propriété d'agriculteurs. Il s'agira de veiller à trouver des solutions de déplacements de terrains pour les exploitants agricoles concernés par le périmètre d'extension ;
- > contraintes hydrographiques, géologiques et hydrogéologiques ;
- > contraintes liées au bruit des infrastructures ferroviaires et routières entourant le secteur ;
- > passage d'un corridor à faune sur une petite partie de l'extension projetée (au sud-est de celle-ci).

4. Procédure et suite des travaux

Les prochaines étapes sont les suivantes :

- > finaliser l'étude de faisabilité ;
- > élaborer un concept d'urbanisation proposant des solutions urbanistiques de qualité et permettant d'établir les principes à prendre en compte pour la réglementation.
- > élaborer la planification du secteur stratégique sur la base du concept d'urbanisation ;
- > mettre en oeuvre les mesures foncières.

P0212

STEP régionale de Saint-Aubin

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Information préalable

THÈME RATTACHÉ

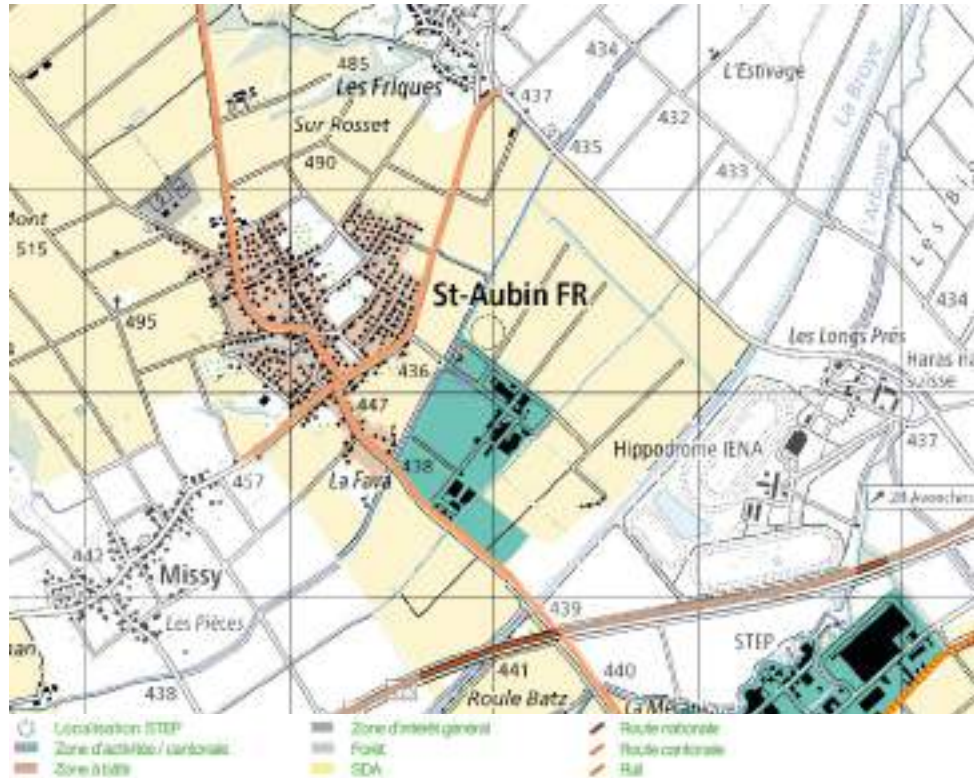
Evacuation et épuration des eaux

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Saint-Aubin

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

Canton de VD



1. Description du projet

Le projet de régionalisation de l'épuration de la région Basse-Broye/Vully regroupe 11 communes fribourgeoises et vaudoises (Avenches, Belmont-Broye, Courtepin (village de Villarepos), Cudrefin, Delley-Portalban, Faoug, Gletterens, Grolley, Ponthaux-Nierlet, Saint-Aubin, Vully-les-Lacs) qui se sont réunies en 2017 autour d'une convention pour étudier la faisabilité d'une station d'épuration régionale et vérifier que cette solution soit profitable pour l'ensemble des communes.

Ce projet de STEP régionale s'inscrit dans le projet de regroupement des STEP.

Une régionalisation de l'épuration doit donc permettre d'atteindre les objectifs suivants :

- > améliorer le rendement global de l'épuration dans la région grâce notamment à la mise en place d'un traitement des micropolluants ;
- > rationaliser les coûts de l'épuration.

Les résultats de 2 études régionales ont défini que la STEP régionale devrait s'implanter sur des terrains actuellement en zone agricole situés à proximité du PAC « la Petite Glâne ».

Sur la base des charges 2040, la capacité future nécessaire pour la STEP régionale a été évaluée à 46'000 équivalents-habitants. Sur la base de cette valeur, la STEP régionale a été dimensionnée. Le procédé de traitement choisi est celui des boues activées.

2. Justification de la localisation

Une première étude de faisabilité a été réalisée en 2018. Le but de l'étude était celui de constater s'il fallait s'orienter vers une variante à un pôle régional, avec l'implantation d'une nouvelle STEP régionale sur un site à définir, ou vers une variante statu quo, avec le maintien des STEP existantes en intégrant les modifications nécessaires afin de les mettre en conformité avec les exigences des rejets actuelles.

Cette étude a fait l'état des lieux de l'épuration des 11 communes du projet (état général des stations d'épuration communales, âge des installations, rendement d'épuration actuel, réserve de capacité restante). L'évaluation globale a montré que de nombreuses STEP existantes étaient en limite de capacité, avaient des performances d'épuration insuffisantes et nécessitaient des investissements à court ou moyen terme. L'étude a prédimensionné et devisé les infrastructures nécessaires pour une solution régionale et montré l'intérêt économique de cette mutualisation de l'épuration.

L'étude en question a aussi débuté l'étude de choix de site en présélectionnant avec les communes 7 sites potentiels, proches du centre de gravité de la région (pour minimiser le besoin de canalisations de transport) et sur des terrains disponibles. L'étude a retenu une liste restreinte de 2 sites : Avenches II et les Seitorées (à Saint-Aubin). Un autre site à Saint-Aubin, proche du PAC, a également été proposé suite à des négociations avec le Canton de Fribourg.

A la suite de discussions avec la commune d'Avenches, un nouveau site à Avenches, situé dans la zone industrielle, a aussi été ouvert à l'examen. En 2020, ces 4 sites ont fait l'objet d'une analyse multicritère pour le choix final d'un site pour l'implantation de la future STEP Basse-Broye-Vully. 22 critères ont été évalués dans le cadre de l'analyse des 4 sites. C'est le site proche du PAC « Petite-Glâne » à Saint-Aubin qui a été retenu le 30 septembre 2020, par l'ensemble des exécutifs communaux constituant le Comité de pilotage du projet, comme site propice au développement d'une nouvelle STEP régionale.

La localisation précise du projet doit toutefois encore faire l'objet d'une justification du besoin de la mise en zone.

3. Contraintes à prendre en compte

Les contraintes suivantes seront analysées et prises en compte dans le cadre de la suite du projet :

- › la justification du besoin de mise en zone et l'impossibilité de réaliser le projet dans une zone à bâtir déjà légalisée, même moyennant changement d'affectation ;

- › l'emprise sur des surfaces d'assolement et les mesures de compensation ;
- › la proximité à la route cantonale pour que l'accès à la STEP puisse se faire par le réseau routier existant ;
- › la délimitation de l'espace réservé aux eaux et des limites de construction par rapport au cours d'eau de la Petite Glâne et du «Grand Fossé» ;
- › les dangers liés à l'eau par l'évaluation des risques d'inondations (nécessaire à la mise en zone) et la mise en œuvre, le cas échéant, de restrictions et de mesures de protection ;
- › la gestion des nuisances liées aux bruits et aux odeurs ainsi que les mesures à prendre ;
- › l'aménagement et la revitalisation de la Petite Glâne
- › le respect de la distance de construction de 20 m par rapport à la forêt (cordon boisé situé en limite de parcelle) ;
- › l'affectation à prévoir dans le plan d'aménagement local.

4. Procédure et suite des travaux

Les étapes suivantes ont été réalisées ou sont en cours de réalisation :

- › présélection des sites potentiels et étude de faisabilité ;
- › évaluation du besoin d'une nouvelle STEP régionale ;
- › analyses multi-sites et multicritères pour définir l'emplacement ;
- › évaluation des conflits potentiels pour chaque site ;
- › évaluation du risque pour le secteur concerné par un danger de crues ;
- › une pesée des intérêts entre les critères pour finaliser le choix du site ;
- › consolidation des deux études de base sur la base des remarques du SeCA de décembre 2020.

Les étapes suivantes sont à réaliser :

- › détermination et affinage de l'emprise du projet et validation nécessaire : consultation des services fédéraux, cantonaux (Fribourg et Vaud) et de la commune de Saint-Aubin ;

› étude d'impact sur l'environnement (EIE).

La concrétisation du projet nécessitera les étapes suivantes :

- › modification du plan d'aménagement local de Saint-Aubin (mise en zone du secteur) ;
- › adaptation du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la commune de Saint-Aubin.

P0302

Densification de la zone d'activités de Givisiez

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours

THÈMES RATTACHÉS

Accidents majeurs

Densification et requalification

Typologie et dimensionnement des zones d'activités

Réseaux d'énergie

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Givisiez

Corminboeuf

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

OFEN

Agglomération de Fribourg



Tracé gazoduc (enfouissement)

Zone d'influence gazoduc

Tracé forage tube (défrichement)

1. Description du projet

Depuis les années 1970, le gazoduc à haute pression traverse la zone d'activités de Givisiez et de Corminboeuf.

Si les gazoducs sont formellement soumis à l'ordonnance pour la protection contre les accidents majeurs (OPAM) depuis 2013, différents projets de construction de cette zone à bâtir légalisée ont été refusés dans le courant des années 2000 déjà, en raison de la problématique du risque. Le Conseil d'Etat a alors demandé à la Confédération et au détenteur du gazoduc d'étudier le déplacement du tracé du gazoduc.

En l'état, la présence du gazoduc complique notablement la densification de la zone d'activités. Or une utilisation accrue de la zone répondrait au principe de la loi sur l'aménagement du territoire de concentrer l'urbanisation dans le tissu bâti existant. Les réserves cantonales actuelles en zones d'activités permettent d'absorber les besoins à l'horizon 2035, à condition toutefois de pouvoir utiliser de manière optimale les zones d'activités existantes. Par conséquent, la densification de ce secteur est de première importance. Il constitue un site stratégique d'agglomération selon le projet d'agglomération de 3^e 4^e génération de Fribourg et il est par ailleurs recensé comme zone d'activités cantonale dans le présent plan directeur. Il répondait déjà aux critères définissant les zones d'activités d'importance cantonale selon le plan directeur cantonal adopté en 2002.

> Voir thème « Typologie et dimensionnement des zones d'activités »

2. Justification de la localisation

Pour des raisons financières et afin de diminuer le risque, les entreprises gazières préfèrent enfouir le gazoduc plus profondément, à environ 15 m de profondeur, par la technique « tube-dans-tube », plutôt que de déplacer le gazoduc. Le canton peut adhérer à cette solution, pour autant que la Confédération en vérifie la conformité sous l'angle de l'OPAM et en assume les conséquences et pour autant que cela rende possible la densification de ce secteur.

3. Contraintes à prendre en compte

Le rapport d'impact sur l'environnement doit étudier les sujets environnementaux concernés, notamment la forêt, la haie, l'archéologie et la protection des sols.

Le détenteur du gazoduc doit démontrer que l'enfouissement du gazoduc permet de diminuer le risque afin de pouvoir densifier la zone sans restriction. Le canton souhaite que le gain en termes de croissance d'emplois soit prouvé et qu'il se rapproche de celui qui serait obtenu par un déplacement du tracé.

Nécessité de prendre en compte le déplacement de la conduite (tube dans tube et sur-profondeur) pour le gazoduc d'Unigaz SA.

Par ailleurs, dans la mesure où le déplacement du tracé aurait également pu régler la problématique de la traversée actuelle d'une zone résidentielle à Avry par le même gazoduc, cette question doit, aux yeux du canton, être traitée dans le dossier d'approbation des plans.

Le développement de ce secteur doit tenir compte d'une future route de contournement de Givisiez, respectivement de la prolongation du pont du Tiguellet jusqu'à la semi-autoroute.

4. Procédure et suite des travaux

Les gazoducs font l'objet d'une procédure fédérale d'approbation des plans. Les cantons sont consultés. Une demande d'approbation des plans a été déposée auprès de l'OFEN.

Le rapport d'impact sur l'environnement devra être accompagné d'une étude de risque OPAM.

Une procédure de défrichement temporaire de la forêt de Moncor dans l'alignement du gazoduc est nécessaire pour les travaux. Au total 4'367 m² de défrichement sont prévus durant la phase de réalisation.

Une servitude de limitation de hauteur, exploitation préjudiciable de la forêt est nécessaire sur 175 m² dans la forêt du Tiguellet.

Une demande de dérogation pour une conduite en zone à bâtir est nécessaire (le projet dépasse une profondeur de 4 m, se trouve en zone à bâtir et ne permet pas un accès à la conduite).

Une demande de dérogation à la protection des boisements hors forêts est nécessaire pour la haie selon la loi sur la protection de la nature et du paysage.

P0404

Projets de routes de contournement à étudier

ETAT DE COORDINATION

Information préalable

THÈME RATTACHÉ

Transport individuel motorisé

Transports publics

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Fräschels

Kerzers

Courtepin

Belfaux

Givisiez

Prez-vers-Noréaz

Neyruz

Romont

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

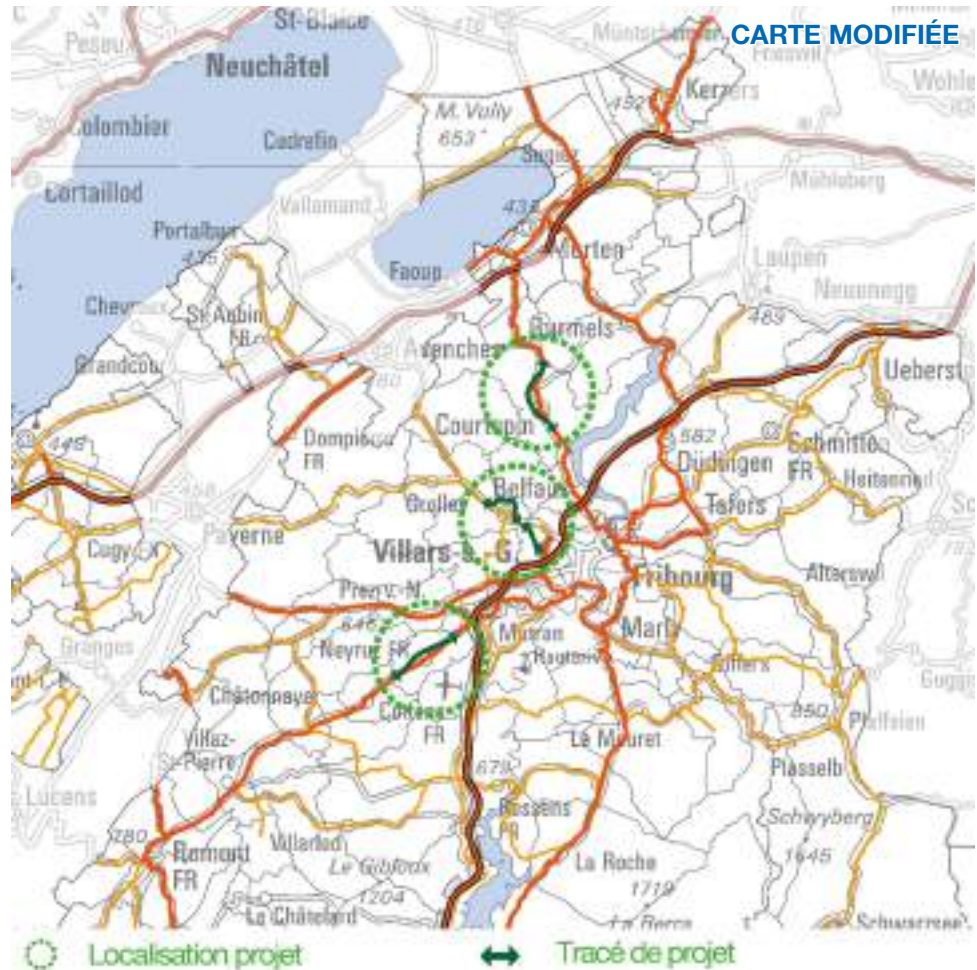
Canton de Berne

Association des communes du district du Lac

Région Glâne-Veveyse

Association régionale de la Sarine

Agglomération de Fribourg



1. Description du projet

Les routes cantonales doivent assurer le trafic général de transit, compléter le réseau des routes nationales et assurer les liaisons importantes entre les différents centres urbains et le réseau routier national.

Avec la forte augmentation démographique du canton de Fribourg, les charges supportées par les infrastructures routières cantonales sont en constante augmentation. Malgré le report modal, le trafic de transit lié à la croissance démographique continue à s'intensifier et engendre des nuisances importantes dans le centre de plusieurs localités. Plusieurs communes ont dès lors demandé la réalisation de routes de contournement pour décharger leur centre.

Afin d'évaluer l'opportunité des projets de routes de contournement souhaités par les communes et d'en établir une priorisation, la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement a mandaté une étude per-

mettant de mesurer le rapport utilité-coût des contournements (Evaluation et priorisation des routes de contournement, 2013). Après discussion au Grand Conseil le 8 septembre 2016, deux projets supplémentaires ont été ajoutés à la liste proposée par le Conseil d'Etat et un crédit de 34'750'000 francs a été octroyé pour les études de projet et les acquisitions de terrain.

La liste des routes de contournement à étudier, objets de cette fiche, est la suivante (par ordre alphabétique) :

- > Belfaux
- > Courtepin
- > Givisiez
- > Kerzers
- > Neyruz
- > Prez-vers-Noréaz
- > Romont

Deux projets ont fait l'objet d'un décret pour leurs études : Marly-Matran en 2006 et le contournement de Düdingen en 2009. Ils font l'objet de fiches de projet spécifiques.

Les projets de routes de contournement à Kerzers, Prez-vers-Noréaz et Romont, initialement traités dans la présente fiche font également l'objet de fiches de projet spécifiques.

3. Contraintes à prendre en compte

Des sondages archéologiques diagnostiques sont prévus dans les emprises concernées par les travaux et doivent être pris en considération.

4. Procédure et suite des travaux

Les études de projet des routes de contournements de Belfaux, Courtepin, Romont, Neyruz, Prez-vers-Noréaz, Givisiez, Düdingen et Kerzers vont être menées par le canton à partir de 2017, bien qu'aucune garantie de la réalisation ne soit donnée à ce stade.

Les futures étapes de développement de ces projets sont les suivantes:

En décembre 2018, le Conseil d'Etat a fixé une priorité de réalisation des routes de contournement et a décidé de lancer les études en vue de la réalisation des routes de contournement de Kerzers, Prez-vers-Noréaz et Romont.

Les études des autres routes seront lancées au fur et à mesure de la mise en service des trois routes précitées ou en cas de blocage durable de la procédure de l'une d'entre elles.

Elles devront passer par les étapes de développement suivantes :

- > établissement de l'avant-projet et définition des mesures d'accompagnement éventuellement nécessaires en traversée de localité ;
- > établissement d'une fiche de projet spécifique à chaque route dans le plan directeur cantonal, au gré des résultats des études de projet ;
- > établissement du projet définitif (comprend la consultation des services cantonaux et fédéraux, y compris sur la notice ou l'étude d'impact sur l'environnement) ;
- > mise à l'enquête publique ;
- > demande d'approbation ;
- > demande de crédit pour les travaux ;
- > exécution des travaux.

Le projet de route de contournement de Belfaux a fait l'objet de premières réflexions sur l'opportunité de réaliser un remaniement parcellaire préalable. Les discussions sont en cours.

Une priorisation plus fine des projets validés par le Grand Conseil devra également être effectuée en fonction de leur rapport coût-utilité et des moyens financiers du canton. A noter que la liste de ces projets peut, le cas échéant, évoluer.

P0410

Route de contournement de Kerzers

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Transport individuel motorisé

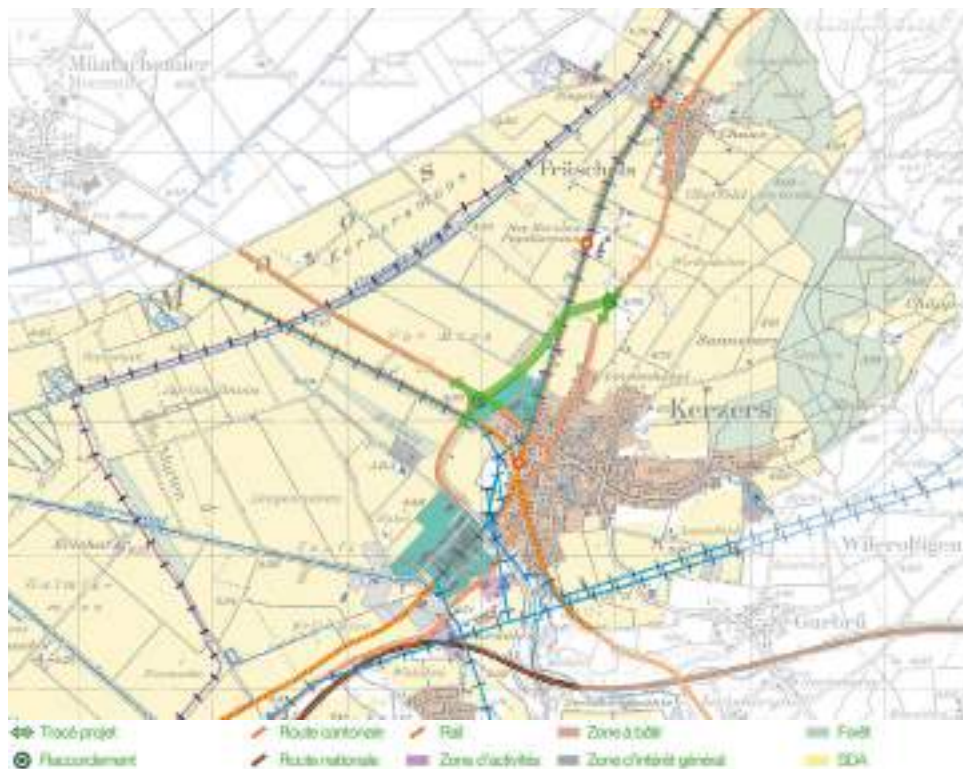
COMMUNE SUR LAQUELLE S'IM-PLANTE LE PROJET

Kerzers

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Association des communes du district du Lac

OFROU



1. Description du projet

Suite à de nombreux projets de réalisation de routes de contournement, la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement (DIME) a mandaté une analyse de 26 projets. Sur la base des résultats de cette analyse, le Conseil d'Etat a décidé en 2014 de réaliser des études de planification pour les projets les mieux classés. Le 8 septembre 2016, le Grand Conseil a ajouté les routes de contournement de Givisiez (raccordement à l'A12) et de Kerzers au décret correspondant.

En 2017, le Service de la mobilité a commandé une étude de planification sur le contournement de Kerzers afin d'optimiser les tracés dessinés en 1987, d'estimer les coûts, d'examiner la faisabilité technique et environnementale et de modéliser le report du trafic. L'objectif du projet de route de contournement est de délester le centre village de Kerzers du trafic de transit. Le contournement constitue par ailleurs la condition préalable à l'exploitation d'une gravière inscrite au plan sectoriel pour l'exploitation des matériaux (PSEM).

Sur la base des recommandations formulées par le comité de pilotage (COFIL), mais aussi en tenant compte des conditions de réalisation du projet (terrain en mains de l'Etat, remaniement effectué, route en partie déjà existante, etc.) et de la répartition régionale, le Conseil d'Etat a décidé le 10 décembre 2018 de débiter les études d'avant-projet et, si nécessaire, les acquisitions de terrain pour le contournement de Kerzers ainsi que d'autres projets.

L'élaboration de l'avant-projet a commencé en 2019 pour la route et les deux points de jonction (giratoire – jonction sud dans la zone Moosgärten / Terraviva et jonction nord dans la zone du Papiliorama). Entre ces deux points de jonction, un pont de plusieurs centaines de mètres franchira la ligne ferroviaire Kerzers–Lyss au nord-ouest de la commune de Kerzers. La conception de l'ouvrage dans le cadre de l'avant-projet ainsi que l'examen préalable se sont terminés en avril 2021. L'élaboration du projet de construction a commencé en mai 2021.

2. Justification de la localisation

Dans le cadre de l'étude de planification, deux tracés ont été comparés, un tracé qui longe la voie de chemin de fer de la ligne Kerzers–Lyss, et un tracé plus court qui franchit la voie ferrée et les chemins agricoles situés de part et d'autre de la voie ferrée, au nord-ouest de la commune de Kerzers. Seul ce dernier tracé, doté d'un raccordement à la route cantonale, a été retenu. Un pont enjambant le ligne ferroviaire et un passage souterrain ont été envisagés. Pour chaque option, deux variantes ont été évaluées. Pour cela, différents types de jonction ont été étudiés.

Pour des raisons de coûts, de niveau (élevé) de la nappe phréatique et de simplicité d'exécution, la variante du pont long a été privilégiée et recommandée pour la poursuite du projet.

3. Contraintes à prendre en compte

La zone du projet se trouve à l'extrémité sud-est du Grand Marais du Seeland. À l'ouest de la ligne ferroviaire Kerzers–Lyss, en particulier, la route de contournement traverse des couches tourbeuses sensibles au tassement. Les contraintes géotechniques et les autres contraintes à prendre en compte sont précisées ci-après.

- Les couches superficielles du sol de fondation sont relativement instables et sensibles au tassement.
- Le périmètre du projet se trouve dans le secteur de protection des eaux Au et dans des secteurs üB. Les eaux souterraines sont proches de la surface et on signale par endroits la présence de nappes captives.
- Le pont doit satisfaire à des exigences élevées en matière de conception, car il devra s'intégrer dans un paysage principalement agricole, plutôt plat et d'apparence homogène.
- Le franchissement de la ligne ferroviaire Kerzers–Lyss constitue l'élément central de la structure porteuse du pont. Les CFF sont propriétaires du tracé, mais l'exploitation est assurée par BLS. Le tronçon Kerzers–Lyss fait partie du tableau-horaire 291 (Kerzers–Solothurn) et comprend une voie à écartement normal.
- Une ligne à haute tension des CFF longe la voie ferrée. Conformément aux exigences du projet routier, elle devra être préalablement relevée.

- › Le périmètre du projet est presque entièrement situé dans une zone de surfaces d'assolement. Le projet est soumis à une étude d'impact sur l'environnement.
- › Les exigences relatives à la mobilité douce doivent être prises en compte pour la phase des travaux et pour l'état final du projet.
- › La zone du projet se situe dans un périmètre archéologique. Des investigations archéologiques supplémentaires sont prévues dans les zones affectées par les travaux.
- › La route de contournement affecte la forêt à deux endroits. Le tracé doit être conçu de manière à minimiser autant que possible la surface forestière affectée.
- › Les mesures applicables du plan de mesures pour la protection de l'air en vigueur doivent être incluses dans l'étude d'impact sur l'environnement.
- › La question du bruit doit également être abordée dans l'étude d'impact sur l'environnement.

4. Procédure et suite des travaux

La nouvelle route de contournement sera cantonale.

La mise à l'enquête publique est prévue pour décembre 2021. Si le Grand Conseil octroie les crédits correspondants, les travaux auront lieu au plus tôt dans les années 2023 à 2025.

L'étude de planification estime le TJM du nouveau contournement à env. 5700 véhicules par jour.

NOUVEAU



P0411

Route de contournement de Prez-vers-Noréaz

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Transport individuel motorisé

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IM-PLANTE LE PROJET

Prez

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Association Régionale de la Sarine

OFROU



1. Description du projet

Depuis de nombreuses années, la question d'une route de contournement pour la localité de Prez-vers-Noréaz est discutée, raison pour laquelle l'Etat de Fribourg a participé activement au remaniement parcellaire.

Cette nouvelle route de contournement permettra de délester le village de Prez-vers-Noréaz. Le trafic journalier moyen en 2015 était de 13'200 véhicules par jour sur la route de Fribourg et de 10'000 véhicules par jour sur la route de Payerne. Cet axe sert de liaison entre les autoroutes A1 et A12.

En septembre 2016, un crédit d'engagement a été alloué par le Grand Conseil pour les études de projet et les acquisitions de terrain de sept routes de contournement, dont celle de Prez-vers-Noréaz.

Un Comité de pilotage, présidé par le Conseiller d'Etat Directeur de la DIME et composé de 15 membres dont des députés et des représentants politiques de la commune, a été nommé en mars 2019 par le Conseil d'Etat.

2. Justification de la localisation

Après plusieurs études de variantes, c'est le tracé au nord de la localité de Prez-vers-Noréaz qui a finalement été retenu le long de la ligne haute tension. Sa longueur est de 3.7 km.

Le tracé au sud aurait créé des nuisances sonores aux quartiers Les Riaux, Les Combes et La Rapetta. De plus, la topographie du terrain naturel aurait occasionné une longue pente de plus de 10% pour le tracé.

Les emprises de terrains nécessaires, essentiellement situées en zone agricole, sont évaluées à 8.7 ha dont 6.5 ha en surfaces d'assolement qui seront pris dans la réserve cantonale.

Le remaniement parcellaire a été mis à l'enquête en 2015. Les parcelles du tracé défini lors de l'étude préliminaire appartiennent au SPC.

Les cyclistes continueront d'emprunter le centre de la localité déchargé de son trafic de transit.

Les points spécifiques suivants doivent encore faire l'objet de variantes :

- › l'intégration des cheminements de la mobilité douce aux points d'accrochage du projet ;
- › définition des types et de la position des carrefours ;
- › franchissement de la route du Moulin.

Chaque point caractéristique du projet sera noté sur la base d'analyses multicritères.

3. Contraintes à prendre en compte

Les différentes contraintes du projet sont listées de manière non exhaustive ci-dessous :

- › respect des servitudes accordées lors du remaniement parcellaire simplifié ;
- › traversées des ruisseaux du Fochaux et du Palon en minimisant les impacts ;
- › protection de la faune en étudiant des passages protégés, des clôtures ou d'autres système de protection ;
- › définition du tracé de façon à minimiser les emprises nécessaires sur l'aire forestière ;
- › élaboration du projet routier en tenant compte de toutes les directives de sécurité de ligne à haute tension et du gazoduc existants ;

- › étude pédologique en cours afin de revaloriser les sols à proximité du projet ;
- › soumission du projet à une étude d'impact environnemental qui déterminera les mesures de compensation ;
- › interactions entre le trafic et la mobilité douce aux points d'accrochages devront être étudiées ;
- › intégration des arrêts de bus de Maison Rouge au projet, lesquels seront mis en conformité LHand ;
- › sondages complémentaires et fouilles archéologiques prévues durant les études puisqu'il s'agit d'une zone riche en vestiges archéologiques.
- › le plan de mesure pour la protection de l'air doit être pris en compte.

4. Procédure et suite des travaux

La nouvelle route de contournement sera cantonale. Une partie de la route cantonale actuelle sera remise à la commune de Prez entre le carrefour Prez/Corserey et Maison Rouge.

La procédure à suivre est la procédure cantonale.

En 2020, le projet est en phase d'avant-projet.

NOUVEAU



P0412

Route de contournement de Romont

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Transport individuel motorisé

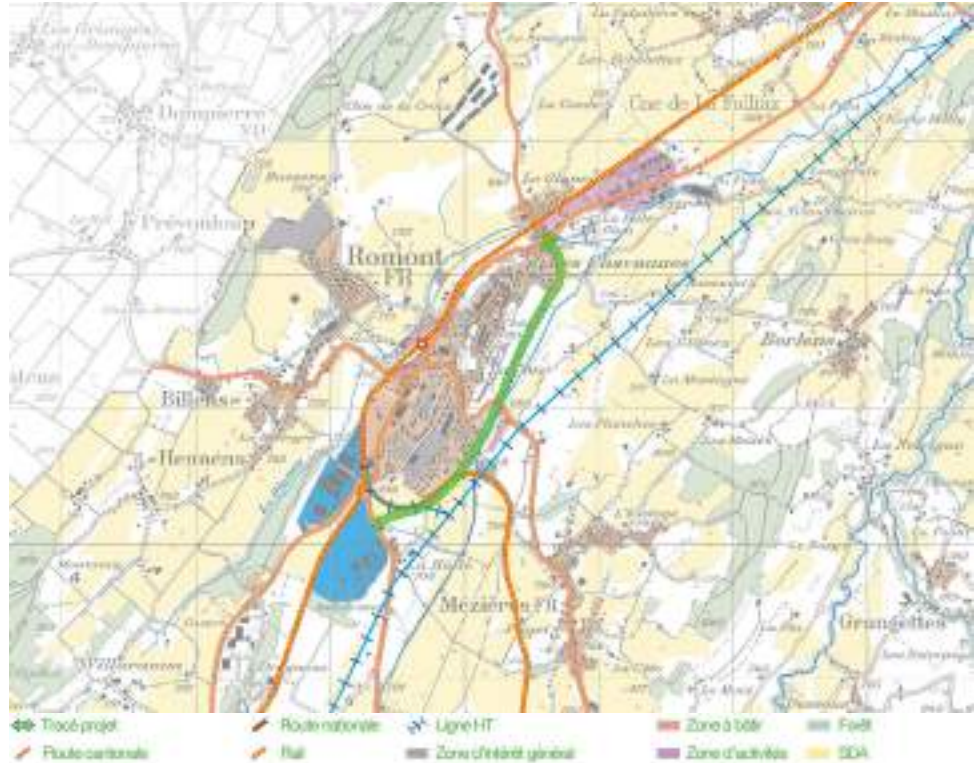
COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Romont

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Association des communes glânoises

OFROU



1. Description du projet

Les premières études de contournement de la Ville de Romont remontent à 1979. En 2005, une mise à jour est effectuée afin de tenir compte des différents changements régionaux.

En 2013, en prévision de l'augmentation importante de la population du canton de Fribourg et du trafic correspondant, le projet est classé en priorisation 1 de l'étude globale d'évaluation et de priorisation des routes de contournement réalisé par le SMO.

En 2013 toujours, la Commune de Romont demande une variante de contournement par le sud, et en 2015, la comparaison des variantes démontre que le contournement par le sud de la ville représente une alternative valable.

En raison des projets tiers et connexes développés à des stades différents, le contournement de Romont est ensuite distingué en 2 tronçons : le tronçon est et le tronçon sud. Chaque tronçon est développé selon son propre calendrier, mais aucun des 2 tronçons ne peut évoluer sans l'autre : 2 tronçons, 2 projets, 1 seul contournement.

Un comité de pilotage (COPIL), présidé par le Conseiller d'Etat Directeur de la DIME et composé de 17 membres dont des députés et des représentants politiques des communes, a été nommé par le Conseil d'Etat.

2. Justification de la localisation

Le tronçon est se situe entre le giratoire des Chavannes et celui de La Parqueterie. L'implantation du tracé est dictée d'une part par l'emplacement du quartier des Chavannes et d'autre part par la volonté de conserver au maximum l'infrastructure existante de la route de la Glâne.

Le tronçon sud se situe entre le giratoire de La Parqueterie et la Route de Lausanne. L'implantation du tracé est dictée principalement par la topographie du terrain, et notamment la colline de Romont, par la géologie et l'hydrogéologie du site, mais également par le futur tracé de la ligne ferroviaire Romont-Vuisternens des TPF.

Tant le tronçon est que le tronçon sud donne lieu en première étape à une étude de variantes du profil en long. Ces études sont terminées ou en cours d'élaboration.

Sur le tronçon est, l'étude de variantes a eu pour objectif de définir la meilleure variante de franchissement de la route de Berlens entre 2 options:

- franchissement à niveau par la réalisation d'un giratoire ou d'un carrefour ;
- franchissement par-dessus par la réalisation d'un ouvrage d'art.

C'est la deuxième option qui a été retenue par le COPIL le 26 février 2021.

Sur le tronçon sud, l'étude de variantes a pour objectif de définir si, pour des raisons d'intégrations visuelles et de nuisances sonores, il y a lieu de réaliser le segment de la route situé en contrebas de la colline de Romont en tranchée couverte ou s'il est suffisant de ne réaliser qu'une auge semi-enterrée ou un tracé à niveau.

Sur la base d'analyses multicritères, le COPIL définira la variante optimale pour chacun des 2 tronçons. Les critères de jugement et leur pondération n'étant pas arrêtés à ce jour, ils ne sont pas listés de manière exhaustive dans le présent document. Toutefois, l'analyse multicritère s'articulera principalement sur les critères suivants : coûts, impacts environnementaux (paysage, nuisance sonore, mouvements de terres, protection des eaux, ...), fluidité du trafic, mobilité douce, acceptabilité publique, etc.

3. Contraintes à prendre en compte

Les contraintes à prendre en compte pour le développement du projet sont nombreuses et variées. Parmi celles-ci, on identifiera les contraintes principales suivantes (non classées par ordre d'importance) :

- proximité de zones résidentielles : le projet a pour objectif principal de minimiser les impacts visuels et sonores de la route de contournement. Des études acoustiques seront nécessaires ;
- protection de l'air : le plan de mesure pour la protection de l'air doit être pris en compte ;

- › intégration au contexte patrimonial : la présence d'un périmètre environnant de catégorie 1 selon l'ISOS et la proximité des sites construits protégés de l'Abbaye de la Fille-Dieu et du quartier des Chavannes doivent être prises en compte. Des objectifs d'intégration et étude spécifique doivent être identifiés ;
- › emprises définitives : les parcelles impactées par le projet sont nombreuses, le traitement foncier est un des enjeux majeurs du projet ;
- › emprise sur des surfaces agricoles : la protection des surfaces d'assolement et des bonnes terres agricoles doit être prise en compte ;
- › interface avec le futur tracé de la ligne Romont-Vuisternens : la route de contournement doit franchir la ligne TPF au droit d'un secteur en remblai. La coordination avec les TPF est un enjeu majeur puisque le passage inférieur devra être en parfaite adéquation entre les 2 projets dès le dépôt du dossier de procédure d'approbation des plans (PAP) ;
- › intégration de la mobilité douce : le projet a pour objectif le développement de l'attractivité de la mobilité douce aux abords de l'ensemble de la route de contournement ;
- › proximité de la Glâne, qui est en priorité de revitalisation à 20 ans sur ce tronçon : le tracé est relativement proche par endroit du cours d'eau, tant en plan qu'en altitude ;
- › sondages archéologiques : des sondages sont prévus dans les emprises concernées par les travaux et doivent être pris en considération. D'éventuelles fouilles pourraient s'avérer nécessaires.

4. Procédure et suite des travaux

Un remaniement parcellaire est à l'étude pour gérer les emprises et la nouvelle répartition des parcelles agricoles en coordination avec le projet de nouvelle ligne ferroviaire des TPF entre Romont et Vuisternens.

Des études acoustiques sont nécessaires pour les nouvelles installations, afin de gérer la problématique du bruit et d'évaluer si le tracé retenu permet de respecter l'ordonnance sur la protection contre le bruit.

Une étude spécifique liée au contexte patrimonial du site est à réaliser.

Si exigé par l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement, réaliser une telle étude devra être réalisée.

Sur la base des résultats des analyses multicritères, les tronçons est et sud seront développés en parallèle, avec l'objectif de déposer le dossier de mise à l'enquête d'ici la fin de l'année 2022, cette étape étant conditionnée au dépôt du dossier pour la procédure d'approbation des plans (PAP) des TPF à l'automne 2022.

Sous réserve de l'acceptation des projets puis de l'octroi des crédits de construction, les travaux sont prévus dans un scénario idéal entre 2023 et 2025, pour une mise en service fin 2025.

P0413

Jonction de Bulle

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Information préalable

THÈME RATTACHÉ

Transport individuel motorisé

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IM-PLANTE LE PROJET

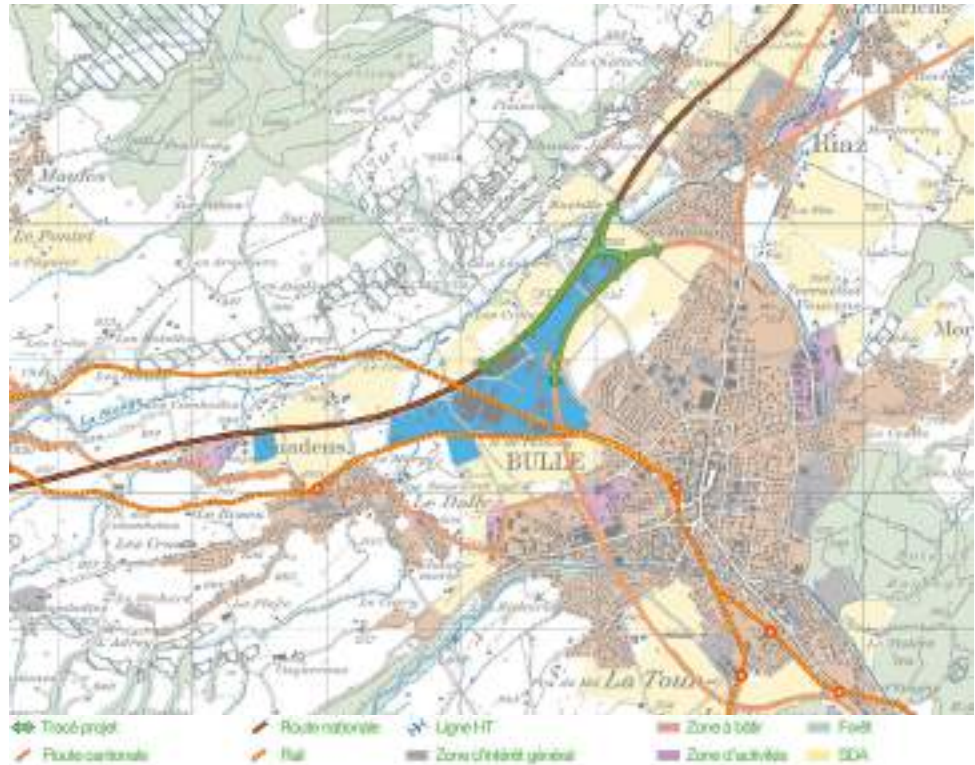
Bulle

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Association de communes Mobul

ARG

OFROU



1. Description du projet

La jonction autoroutière de Bulle connaît une saturation et des problèmes d'écoulement de trafic durant les heures de pointe, entraînant des remontées de files d'attente sur les bandes d'arrêts d'urgence des deux côtés de la jonction et posant des problèmes en terme de sécurité sur l'autoroute.

En novembre 2020, l'Office fédéral des routes (OFROU), la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement du Canton de Fribourg (DIME) et la Ville de Bulle se sont mis d'accord sur une « feuille de route » fixant les objectifs à atteindre et les modalités d'exécution des études à mener ainsi que l'organisation entre maîtres d'œuvre. Le but était d'établir un plan d'action et une vision partagée des interventions à entreprendre aux différents horizons temporels.

Les enjeux à court et long termes sont les suivants :

- Amélioration de la zone d'entrecroisement : celle-ci joue un rôle clé dans l'assainissement des congestions et déficits de sécurité à la jonction.

D

- Accessibilité à la zone d'activités « Les Combes nord » : À l'heure actuelle, cette zone ne dispose d'aucune alternative à la fermeture de son accès actuel via le giratoire d'accrochage nord de la jonction autoroutière.
- Optimisation du giratoire d'accrochage nord : Celui-ci présente un niveau de saturation aux heures de pointe occasionnant des remontrées de files d'attente.
- Augmentation des capacités de la jonction : A plus long terme, une évolution du trafic est attendue avec les développements planifiés dans la région (en particulier ceux du projet d'agglomération Mobul) et dans le secteur (densification de la zone « Les Combes nord » et développement du secteur « La Prila »).

2. Procédure et suite des travaux

Des analyses complémentaires d'amélioration et d'augmentation des capacités de la jonction autoroutière de Bulle doivent être entreprises. Une étude globale de trafic sur le secteur est lancée en 2021. D'une part, elle vise à identifier et définir les mesures à long terme (horizon 2030-2040) permettant de résoudre le problème de l'entrecroisement, d'améliorer la sécurité et d'augmenter la capacité de la jonction. D'autre part, elle vise à identifier et définir les mesures à court/moyen terme (horizon 2022 à 2030) permettant d'améliorer la capacité du giratoire de l'accrochage nord et de la jonction en général, l'opportunité et la temporalité de la fermeture (partielle ou complète) de l'accès à la zone d'activités « Les Combes nord » étant précisée dans ce cadre. Le résultat de cette étude donnera lieu à un rapport global fixant et décrivant les différentes mesures ainsi que leurs échéances et leurs conditions de mise en œuvre (mesures liées).

En parallèle, la Ville de Bulle poursuit les études relatives à la création d'un passage routier sous la route de la Léchère, permettant d'offrir une alternative d'accès à la zones d'activités « Les Combes nord ».

Au terme des études, un plan d'action sera établi précisant l'organe responsable de chacune des mesures retenues et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre.

P0414

Centre logistique ferroviaire de la Broye

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours

THÈME RATTACHÉ

Transports de marchandises

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Estavayer

Les Montets

Sévaz

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

COREB

CFF



1. Description du projet

Le centre logistique ferroviaire de la Broye, d'une emprise de 5.2 ha, remplacera les installations actuellement au centre d'Estavayer-le-Lac grâce à un nouveau faisceau de voies. Il vise à :

- reprendre les activités de chargement et de manutention actuellement effectuées dans les gares d'Estavayer-le-Lac et de Payerne pour diminuer les nuisances (bruit, gestion du passage à niveau) et le risque d'accident, tout en revalorisant les surfaces à proximité de la gare ;
- apporter de nouvelles fonctionnalités (transbordement de containers, chargement de gravier, chargement de betteraves, etc.) et faciliter le transport de marchandises agricoles (accès simplifiés, capacité supplémentaire) ;
- répondre aux besoins avérés du tissu industriel régional en termes de transport de marchandises par le rail et son augmentation ;
- permettre aux gestionnaires d'infrastructures ferroviaires de disposer d'un site de stockage pour leurs véhicules de travaux ;
- offrir des services logistiques au secteur stratégique cantonal.

Fonctionnalités du centre logistique

- > 3 voies de réception pour des trains de 400 m (dont 1 voie de dépassement) ;
- > 2 voies en cul-de-sac de 400 m, avec plus de 100 m de quai de chargement pour le service des travaux CFF (optimisation ou mutualisation des voies entre le service des travaux et le chargement de betteraves) ;
- > 3 voies en cul-de-sac de 200 m (pour le trafic d'ELSA) ;
- > 1 voie de débord de 200 m.

Etat des travaux

Les études et travaux pour le centre logistique ferroviaire de la Broye sont coordonnés avec ceux qui ont déjà pu être réalisés et ceux qui pourraient être encore prévus sur le site dans le cadre du développement du secteur stratégique « Rose de la Broye ». De ce fait, l'étude de faisabilité, lancée en 2016, et les études complémentaires, réalisées entre 2018 et 2020, sur le site ont permis d'analyser les contraintes potentielles et d'y proposer des solutions.

Le concept d'urbanisation réalisé dans le cadre des travaux sur le secteur stratégique Rose de la Broye tient compte de l'emplacement du centre logistique de la Broye.

La maîtrise foncière sera à assurer en coordination entre les collectivités et les CFF au plus tard lors de la procédure de planification. Les communes concernées se sont engagées à entamer des négociations avec les propriétaires fonciers afin de déterminer les outils les plus adéquats : syndicats d'améliorations foncières, terres de remplacement à proposer aux agriculteurs qui seront encore en activité à ce moment-là, etc. La stratégie foncière sera ainsi coordonnée sur l'ensemble du périmètre du secteur stratégique Rose de la Broye et du centre logistique ferroviaire.

2. Justification de la localisation

La localisation du projet a été déterminée sur la base de la desserte en train ainsi que d'une analyse des CFF considérant : la surface disponible nécessaire pour accueillir le projet, l'accès à une autoroute, le zonage actuel ou prévu, la possibilité de libérer les gares d'Estavayer-le-Lac et de Payerne du trafic marchandises, les nuisances dues à l'exploitation du site et à l'accès routier, et la possibilité d'extensions futures.

Comme le centre logistique se trouvera à proximité directe avec le secteur stratégique Rose de la Broye, les activités qui y seront développées profiteront d'une facilité de raccordement au rail.

3. Contraintes à prendre en compte

Le projet s'inscrit en quasi-totalité sur des surfaces d'assolement. Cette emprise est inévitable étant donné l'emplacement du réseau ferroviaire et les configurations techniques requises pour un tel projet.

L'étude de faisabilité (2016) et les études complémentaires (2018-2020) réalisées ont permis d'identifier les contraintes majeures du site et d'en éloigner les incertitudes, de proposer des solutions pour les questions foncières et d'intégrer les solutions concernant le bruit et le corridor à faune dans le concept d'urbanisation. Le plan de mesure pour la protection de l'air devra être pris en compte.

4. Procédure et suite des travaux

Le centre logistique ferroviaire de la Broye est intégré au Plan sectoriel fédéral des transports, partie Infrastructures rail.

La réalisation d'un centre logistique ferroviaire pour le trafic marchandise est soumise à la procédure fédérale.

Dans le cadre du dossier d'autorisation, une justification de la localisation et de l'emprise sur les SDA est à apporter. Des mesures de compensation des emprises seront à prévoir.

Le financement de la réalisation du centre logistique de la Broye est assuré par le programme de développement stratégique étape d'aménagement 2035 de la Confédération (PRODES EA 2035) approuvé par le Parlement fédéral.

P0502

Extension du domaine skiable, sentiers VTT et Via Ferrata de Moléson-sur-Gruyères

ETAT DE COORDINATION

Coordination [en cours réglée](#)

THÈMES RATTACHÉS

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

Pôles touristiques

Vélo tout terrain

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Gruyères

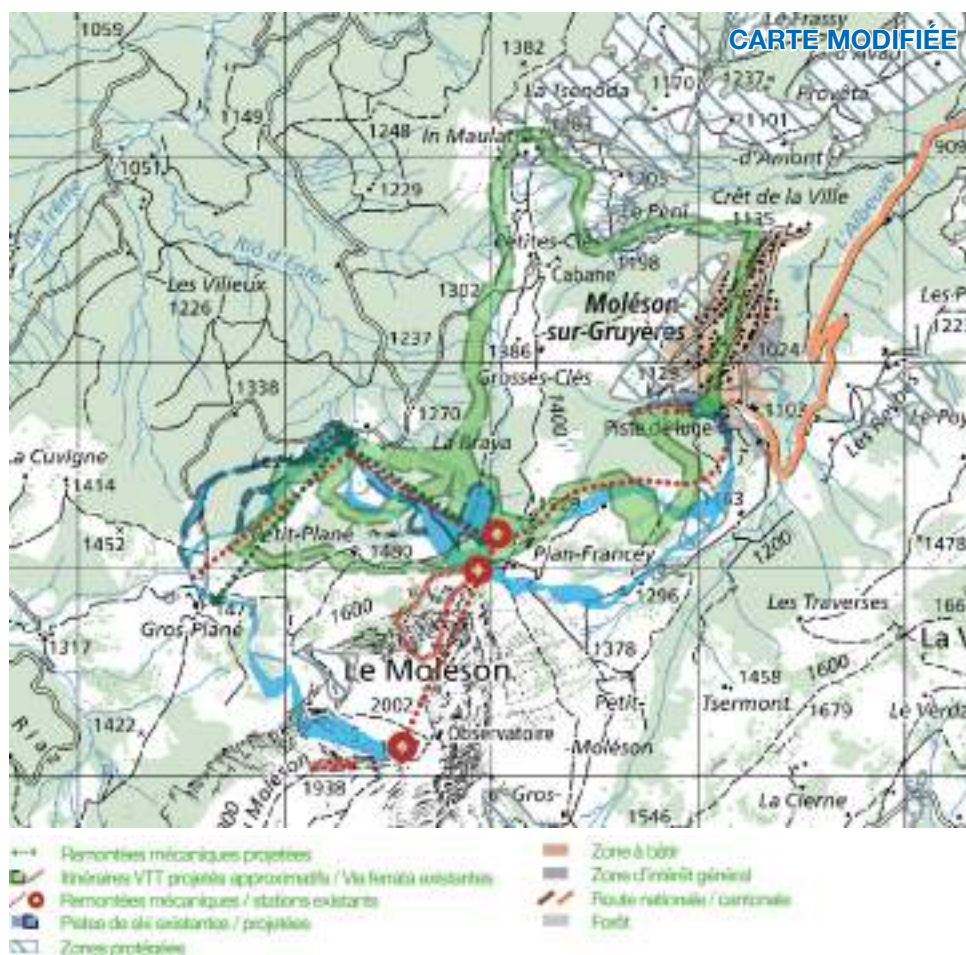
Semsaies

[Haut-Intyamont](#)

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

ARG

[Région Glâne-Veveyse](#)



1. Description du projet

Le domaine de Moléson-sur-Gruyères, qui se situe entre les centres culturels de Berne, Lausanne, Fribourg et Vevey, est avant tout une destination d'excursion journalière appréciée. Conformément à la vision «Préalpes 2030», la stratégie touristique régionale vise à prolonger les séjours en Gruyère, en s'appuyant notamment sur les hébergements de Moléson. La planification directrice régionale prévoit de renforcer l'axe touristique en direction de Gruyères, Broc-Fabrique et Charmey, jouant sur la complémentarité de ces sites pour inciter les visiteurs à rester plus longtemps dans la région. La station a donc un double rôle à jouer dans cette vision, pour l'hébergement et les activités.

Moléson est un village en développement qui s'est constitué dès la moitié des années 1960. La planification prévoit un développement des nuitées pour touristes. Les instances responsables du développement du tourisme et de l'immobilier planifient de

surcroît la construction en deux phases d'un total de 350 d'un grand nombre de nouveaux logements de vacances ainsi que d'une installation de loisir intérieure. En raison des nouveaux logements, le domaine de Moléson accueillera à l'avenir davantage d'hôtes, c'est pourquoi les installations de loisir pour le tourisme hivernal et estival doivent également être développées. l'augmentation des nuitées va de pair avec le développement des installations de loisirs pour le tourisme quatre saisons.

Installations de tourisme hivernal

Une étude dans laquelle différentes variantes ont été étudiées a été menée entre 2008 et 2014, a permis d'évaluer différentes variantes. Les facteurs écologiques y ont joué un rôle important. Par conséquent, toutes Toutes les zones écologiques sensibles définies par les planifications locales des communes concernées de la région ont par exemple été définies comme secteur d'exclusion pour l'extension du domaine skiable. De plus, différents aspects tels que la pente, le rayonnement solaire et le danger d'avalanche ont été considérés.

Sur la base de cette étude, le projet suivant a été élaboré :

La construction et le renouvellement des installations de tourisme hivernal s'enchaînent en quatre phases sont planifiés par étapes. Dans la première phase, le télésiège de Plan-Francey sera est remplacé par un télésiège dont le tracé est prévu en parallèle à l'ancien télésiège. En outre, la La piste déjà existante sera est prolongée. Le tracé de l'ancien télésiège devra être est transformé en une nouvelle piste. Celle-ci doit permettre d'avoir une nouvelle piste bleue du télésiège jusqu'à l'endroit au lieu-dit « Les Joux ».

Dans la deuxième phase, un nouveau télésiège avec deux petites pistes est prévu dans le secteur « Joux-devant ». Par ailleurs, une nouvelle piste est planifiée afin de mieux exploiter le télésiège existant. Par la réalisation des installations dans la phase une et deux, la capacité du domaine skiable pourrait augmenter de 28 %, ce qui correspond à 2'820 skieurs par jour.

Dans une troisième phase, le domaine skiable entre les endroits « Gros-Plané » et « Joux-Devant » doit être étendu, puisqu'il y a de bonnes conditions d'enneigement. Il y est planifié la création d'une nouvelle piste et le remplacement du télésiège par un nouveau télésiège à 4 places.

Dans la phase 4, le secteur « Cheval Brûlé », qui représente un terrain de ski attractif avec peu de forêt et une bonne garantie d'enneigement, accueillerait un nouveau télésiège 4 places. Le tracé choisi a pour conséquence un défrichage minimal. Autour de ce nouveau télésiège, trois nouvelles pistes supplémentaires devraient par ailleurs être créées. La création de ce nouveau télésiège devrait permettre de doubler la capacité d'accueil des skieurs sur le domaine skiable de Moléson.

Une quatrième phase permettant d'exploiter le secteur «Cheval Brûlé» a également été évaluée mais n'est pas intégrée dans la présente fiche.

Installation de tourisme estival

En été, la densité de visiteurs est sensiblement supérieure qu'en hiver, raison pour laquelle Afin de développer le tourisme estival, de nouveaux parcours de vélo tout terrain (VTT) et de via ferrata sont planifiés.

Une étude faite entre 2013 et 2015 a montré que le lieu serait approprié pour accueillir de nouveaux parcours de VTT, tant du point de vue de sa situation géographique, de la topographie, de la disponibilité des installations de transport, de la proximité aux grands centres que de la desserte en transports publics. Dans cette étude, plusieurs variantes de nouveaux d'itinéraires VTT ont été étudiées. Dans la variante retenue, les chemins doivent se trouver entre Plan-Francey et Moléson-Village, un secteur qui est déjà accessible par le téléphérique existant et qui nécessite dès lors peu de nouvelles infrastructures. De plus, le lieu et les itinéraires ont été choisis de sorte à proposer une offre diversifiée. Le réseau de parcours doit autant comprendre des parcours faciles connectés par un télésiège que des tracés plus long de niveau intermédiaire accessibles par funiculaire. Seul l'itinéraire de niveau « expert » partira du sommet du Moléson. Le but de cette densification est d'intégrer de manière optimale l'activité dans le site tout en respectant l'environnement et le paysage existant, soit en veillant à générer le plus faible impact sur ceux-ci. Les tracés précis des parcours VTT seront définis à l'échelle locale.

L'agrandissement des parcours de VTT contribue à diversifier l'offre touristique estivale et à améliorer la rentabilité de différentes infrastructures et génère des nuitées supplémentaires. Selon une étude, le domaine de Moléson pourrait, par ce projet, accroître le nombre de visiteurs de 50 % en été.

Afin d'augmenter davantage l'offre touristique estivale, deux Deux voies de via ferrata, appréciées des grimpeurs et grimpeuses, ont été installées sur la face nord du Moléson en 2004. Ces deux parcours sont qualifiés de difficile à très difficile. Pour varier l'offre, des parcours plus courts et plus aisés doivent aussi être proposés aux novices et aux enfants. Dans le cadre d'une étude, plusieurs variantes ont été confrontées. Sur la base de cette analyse, un pan de rocher situé à environ 300 m à l'ouest de la gare d'arrivée du téléphérique du Moléson a été considéré comme approprié retenu pour accueillir le projet. Desservi en aval et en amont par des sentiers pédestres existants, son accès ne nécessiterait que peu d'agencements complémentaires. Les équipements fixes nécessaires qui seraient installés sur cette via ferrata ne seraient plus visibles à 300 m de distance et s'intégreraient harmonieusement dans le paysage.

Sous réserve d'une prise en compte du projet dans l'étude « Préalpes 2030 » du canton.

3. Contraintes à prendre en compte

Forêt : des l'abandon de la phase quatre réduit l'emprise initialement prévue sur la forêt. Des défrichements et des reboisements sont restent nécessaires en raison du pour permettre le développement du domaine skiable et des pistes VTT: ceux-ci devront être compensés. L'impact sur les forêts protégées et les pâturages d'estivage concernés par les reboisements compensatoires doit être minimisé. L'impact des itinéraires de VTT et de la via ferrata sur les forêts doit être minimisé. Dans les inven-

taires fédéraux, les parcours VTT utiliseront les routes et chemins existants. Pour que les touristes bénéficient d'information sur l'environnement et pour qu'ils respectent effectivement les règles, un concept efficace de communication est à proposer. Quelques défrichements seraient nécessaires dans des terrains instables. Les reboisements auront une influence sur les pâturages d'estivage concernés. Cela doit être coordonné avec les agriculteurs et agricultrices concernés. Les téléskis et les pistes se trouvent en partie en forêt protégée. Les installations des itinéraires de VTT et de via ferrata peuvent aussi avoir un effet négatif sur les forêts.

Nature et faune : dans le secteur du télésiège vivent au moins six espèces différentes d'oiseaux qui réagissent en partie sensiblement aux dérangements. De plus, le développement des activités touristiques, notamment les itinéraires de VTT et les via ferrata peuvent avoir des impacts négatifs sur la faune sauvage doit prendre en compte la protection de la nature: faune et flore. Les atteintes, dont le dérangement de la faune sauvage, doivent être évitées, minimisées autant que possible et compensées par des mesures.

Paysage : les pistes du domaine skiable Moléson utilisent au total 38.7 ha de terrain, dont 6.6 ha qui seraient utilisés pour les nouvelles pistes.

Eaux : dans le périmètre du projet, différentes zones de protection des eaux (zones S) les zones de protection des eaux et les cours d'eau à proximité des pistes et installations doivent être prises en compte par la commune dans le cadre de la planification du projet. Quelques téléskis et pistes se trouvent à proximité de nombreux ruisseaux.

Dangers naturels : sur les pentes ayant une inclinaison d'environ 40 degrés, des avalanches peuvent être déclenchées. Bien que les pentes dont l'inclinaison est inférieure à 30 degrés sont rarement concernées par des avalanches, il faut savoir que les skieurs peuvent en déclencher dès 22 degrés d'inclinaison seulement. De plus, certains téléskis et certaines pistes se situent dans des secteurs de glissement de terrain.

Dangers naturels : la commune tiendra compte dans le cadre de la planification du projet des secteurs exposés aux dangers de glissement de terrain, d'effondrement de falaise, de chutes de pierres et d'avalanches. Les cartes de dangers cantonales servent de références.

Agriculture: les activités de tourisme peuvent représenter un conflit potentiel avec les activités agricoles et devront en tenir compte.

Places de parc : les places de parcs sont un élément important pour les visiteurs journaliers. S'il y en a trop peu, les visiteurs sont moins nombreux. Il est nécessaire de planifier davantage de places de parc dans le village.

Un concept d'accessibilité favorisant les transports publics et la mobilité douce, ainsi que l'utilisation des infrastructures de stationnement existantes est à élaborer. Il veillera à dimensionner et à gérer le stationnement en tenant compte de l'offre en transports publics et de la part des excursionnistes journaliers.

Les impacts du changement climatique sur les différents projets doivent être évalués.

4. Procédure et suite des travaux

~~Evaluer la faisabilité~~ Démontrer la faisabilité de chacune des installations d'un point de vue environnemental et sous l'angle de la mobilité à chaque étape de planification :

- Représenter les éventuelles variantes étudiées et justifier le choix de la variante retenue, notamment sous l'angle de la protection de l'environnement ;
- Préférer la variante ayant le moins d'impact environnemental ;
- Si exigé ~~par l'OEIE, réaliser l'étude d'impact sur l'environnement.~~ par l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement, réaliser une telle étude.

Planifier dans le plan d'aménagement local en affectant en différentes zones spéciales et périmètres spéciaux le projet.

Elaborer un plan d'aménagement de détail pour la coordination des itinéraires touristiques, de l'emprise des nouvelles installations et des secteurs pour l'extension des installations touristiques.

Déposer les demandes de permis de construire et les demandes de défrichement correspondantes.

~~Assurer la coordination entre les communes de Gruyères, Semsales et Haut-Intyamon.~~

Obtenir les approbations des plans et les autorisations d'exploitation de l'Office fédéral du transport pour la construction et la mise en service ainsi que pour le renouvellement des remontées mécaniques.

P0503

Développement du domaine skiable sportif 4 saisons de Schwarzsee

ÉTAT DE COORDINATION

[Information préalable](#)
[Divers](#)

THÈMES RATTACHÉS

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

Pôles touristiques

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Plaffeien

Jaun

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

ArmaSuisse

Région de la Singine

Association Régionale la Gruyère



Eléments du projet

[Extension de l'enneigement artificiel de Riggisalp](#)
[Remplacement du télésiège à deux places de Riggisalp](#)
[Télésiège de Geissalp](#)
[Sport VTT](#)

Etat de coordination

[Coordination en cours](#)
[Coordination en cours](#)
[Information préalable](#)
[Coordination en cours](#)

1. Description du projet

Le domaine skiable de Schwarzsee, situé dans les Préalpes singinoises, est facilement accessible depuis Fribourg et Berne rapidement accessible depuis l'agglomération de Fribourg et la région capitale suisse de Berne. La station de ski la plus proche est celle de La Berra. Toutefois, les deux domaines sont trop éloignés l'un de l'autre pour qu'un regroupement puisse entrer en ligne de compte. Dès lors, le domaine de Schwarzsee doit se débrouiller seul et offrir des souvenirs inoubliables à ses visiteurs, dans la mesure de ses possibilités.

Les clubs sportifs peuvent organiser des entraînements et des courses, notamment pour les plus jeunes, sur différentes pistes.

Les sociétés de remontées mécaniques sont soumises à une pression toujours plus grande. Les visiteurs fréquentent différentes stations d'hiver et n'hésitent pas à les comparer. Pour que Schwarzsee puisse s'affirmer comme un domaine skiable et garantir un bon enneigement, il est prévu de rénover les installations et d'étendre les pistes enneigées artificiellement.

De plus, les remontées mécaniques du Kaiseregg-Schwarzsee SA ont intégré dans la planification à long terme l'idée d'une extension de l'offre de pistes dans le secteur Muscherental-Geissalp.

D'autres offres pour la période sans neige doivent également être mises en œuvre. L'expansion dans le domaine des sports VTT est particulièrement importante.

Par ailleurs, le lien avec l'agriculture alpine est à renforcer. La nouvelle fromagerie d'alpage Riggisalp en offre la possibilité.

Ces trois quatre programmes d'extension et de rénovation sont planifiés pour les années à venir ou leur faisabilité doit encore être examinée :

Extension de l'enneigement artificiel de la piste rouge de Riggisalp (coordination en cours)

Le domaine skiable de Schwarzsee a déjà la possibilité de diffuser de la neige artificielle ou neige de culture sur la piste bleue de Riggisalp jusqu'à la piste bleue de Kaiseregg. C'est également le cas pour la partie inférieure de la piste rouge de Riggisalp, où des courses de ski (homologuées par la fédération internationale de ski) sont organisées. Afin de pouvoir garantir l'enneigement de toute cette piste rouge, les remontées mécaniques du Kaiseregg-Schwarzsee SA prévoient d'équiper également sa partie supérieure en installations d'enneigement artificiel. Etant donné que la piste rouge de Riggisalp est intéressante et diversifiée, la garantie de son enneigement sur toute la longueur bénéficiera assurément à toute la région.

Remplacement du télésiège à deux places de Riggisalp (coordination en cours)

Un télésiège a une durée de vie moyenne de 25 ans. Il est donc temps d'inclure dans la planification une installation pour remplacer le télésiège à deux places de Riggisalp. Ce télésiège permet d'accéder à l'ensemble de l'offre. Il est indispensable pour atteindre la partie supérieure du domaine skiable. Bien qu'indispensable pour atteindre la partie supérieure du domaine skiable, ce télésiège est Néanmoins, il représente un goulet d'étranglement. Une nouvelle installation est donc nécessaire pour offrir la qualité désirée aux skieurs. Le télésiège est exploité aussi bien pendant l'hiver que durant le semestre d'été, car il permet aux skieurs, mais aussi aux randonneurs d'atteindre la cabane de Riggisalp. Les offres actuelles, comme la randonnée ou le Riggli Weg – un chemin didactique pour les enfants –, et le développement d'activités estivales (p. ex.

Sport-VTT) dépendent directement de cette remontée mécanique.

L'offre d'activités estivales à Riggisalp va être élargie avec, entre autres, une aire de jeux. Le remplacement du télésiège contribue également au développement à l'année de la stratégie touristique régionale de la Gruyère. Le plan directeur régional prévoit également le renforcement des axes de mobilité active, dont l'offre VTT, entre les pôles touristiques cantonaux de Schwarzsee et Charmey.

Pour remplacer le télésiège à deux places de Riggisalp, les remontées mécaniques du Kaiseregg-Schwarzsee SA prévoient de construire un télécombi (avec sièges et cabines). L'utilisation partielle des cabines réduit la dépendance à la météo. L'emplacement actuel de la station inférieure est en cours de vérification dans le cadre du remplacement de l'actuel téléphérique.

Télési de Geissalp (information préalable)

La construction d'un télési dans le secteur de Geissalp et l'extension des pistes que cela offrirait devraient permettre de retenir la clientèle locale dans la région et de favoriser le tourisme de séjour. Pour ce faire, il faut néanmoins augmenter les possibilités d'hébergement. Les visiteurs qui passent plusieurs jours dans une seule et même station apprécient beaucoup de pouvoir compter sur une grande variété de pistes qui leur permettent de diversifier les descentes.

Le télésiège à quatre places du Kaiseregg permet d'atteindre la crête qui sépare la vallée du Muscheren et celle de Schwarzsee. L'accès à la partie occidentale de la crête de la vallée du Muscheren est donc déjà garanti. Après une partie courte, mais plutôt raide, on découvre une étendue assez plate, ouverte et agréable qui offre de nombreuses possibilités pour dessiner une piste. Celle-ci pourrait être aménagée de façon à satisfaire aussi bien les skieurs chevronnés que ceux de niveau moyen. Au vu de l'emplacement de la station supérieure du télési, située sur cette crête, la liaison avec la piste bleue de Kaiseregg est optimale. À certains moments, les pistes du versant du Kaiseregg, et en particulier la piste bleue, connaissent une forte affluence. Une extension de l'offre en direction de Geissalp permettrait de mieux répartir les skieurs sur l'ensemble des pistes. Les pistes actuelles du Kaiseregg offrent un grand choix pour les skieurs avancés, alors que les personnes moins expérimentées et celles qui recherchent le confort doivent se rabattre sur la piste bleue. C'est justement pour elles que le télési de la vallée du Muscheren apporterait une plus-value, car la configuration du terrain offre un potentiel pour créer des pistes bleues. Le terrain est raide dans sa partie supérieure, mais va en s'aplatissant dans sa partie inférieure. Il est toutefois possible de contourner les passages les plus raides dans la partie nord et de permettre aux visiteurs moins chevronnés de s'adonner aux joies du ski en toute sérénité. L'offre de pistes augmentera, améliorant du même coup l'expérience des skieurs, indépendamment de leur niveau.

Afin de diversifier et d'agrandir le domaine skiable, la société de remontées mécaniques a lancé une étude sur l'éventuelle extension à long terme du domaine skiable. Une nouvelle piste de ski et un nouveau téléphérique dans le domaine de Geissalp sont à l'étude. La base militaire de la région ainsi que le paysage et la nature repré-

sentent des contraintes qui doivent être clarifiées avant que cet élément du projet ne soit davantage planifié.

Le vent, qui vient principalement de l'ouest, déplace de grandes quantités de neige du flanc ouest-nord-ouest du Kaiseregg vers la vallée du Muscheren. Les travaux de déneigement qu'il faut entreprendre chaque printemps pour dégager la route le prouvent aisément. L'enneigement sera donc garanti sans recourir à la neige de culture artificielle.

Sport VTT (information préalable)

Le centre sportif VTT de Schwarzsee disposera à l'avenir d'un flow trail qui pourra être utilisé par le grand public et les familles. Un centre de compétences (Mini Trail Center) pour les familles vient étoffer l'offre.

Le centre de compétences comprendra un flow trail pour enfants, une piste de pump-track et une piste uphill.

Un jardin d'enfants avec boucle walkbike est à créer sur le terrain de l'actuel terrain d'entraînement de l'école de ski.

L'offre de parcours VTT est destinée à relier Schwarzsee aux autres stations touristiques. Cette connexion avec les autres stations touristiques doit être précisée, notamment par quels itinéraires elle doit s'effectuer.

Sous réserve d'une prise en compte du projet dans de la prise en compte de l'étude « Préalpes 2030 » du canton.

3. Contraintes à prendre en compte

Les activités touristiques peuvent représenter un potentiel conflit pour l'agriculture existante, cela doit être considéré.

Dans le cas des projets envisagés, il s'agira d'examiner les effets sur la nature et le paysage et comment ceux-ci peuvent être protégés.

Geissalp

Le projet nécessitera une coordination avec les propriétaires de bien-fonds et les fermiers : la Confédération, en sa qualité de propriétaire foncière, exclut de desservir le domaine skiable tant que les stands de tir de Geissalp sont exploités activement.

La station supérieure se trouve à la limite d'une zone provisoire de protection des eaux souterraines. Certains points doivent encore être clarifiés, mais cela ne devrait pas freiner la construction.

Dans la zone où le téléski et les pistes pourraient voir le jour, la carte des dangers

naturels relève des secteurs avec indication de dangers, notamment de glissements de terrain et d'avalanches. Des clarifications sont requises.

Il faudra tenir compte des constructions alpestres et militaires. Laire forestière n'est pas concernée.

Dans les emprises possibles de la remontée mécanique et des pistes, il existe des secteurs de dangers naturels selon la carte des dangers naturels du canton. Les thèmes sont ceux des glissements de terrain et les avalanches. Des clarifications sont nécessaires dans le cadre du projet.

Les exigences en matière de places de stationnement devront être traitées dans le cadre du concept de places de stationnement de Schwarzsee.

Il convient encore de procéder au calcul de la rentabilité du projet.

Le périmètre du projet affecte l'habitat des espèces d'oiseaux sensibles. Il faut préciser quel impact le projet a sur les habitats de l'avifaune. Les effets des changements climatiques sur le périmètre du projet doivent également être clarifiés. Si nécessaire, des mesures de protection doivent être prises.

Le site de reproductions des batraciens d'importance cantonale « Seelihus » se trouve dans le périmètre de développement. Il est à prendre en compte lors de l'élaboration du projet.

Présence d'un périmètre archéologique dans la zone où sont prévus les nouvelles remontées mécaniques.

Riggisalp

La forêt est partiellement affectée par les projets VTT qui nécessitent un permis de défrichage.

L'agrandissement prévu des zones d'enneigement artificiel doit s'effectuer dans le cadre de la concession d'utilisation des eaux publiques actuelle.

Toute modification du tracé nécessiterait le défrichage de zones forestières.

4. Procédure et suite des travaux

Les exigences concernant les places de parking doivent être traitées dans le concept de place de parking Schwarzsee, qui doit être coordonné avec la fiche de projet P0508 Centre Schwarzsee. Une étude sur le développement des transports publics dans la région de Schwarzsee est en préparation.

Un calcul de rentabilité reste à effectuer.

Riggisalp

Dépôt des demandes de permis de construire correspondantes.

Geissalp

Conclure un accord contractuel avec les propriétaires de bien-fonds et les fermiers.

Présenter la faisabilité des installations d'un point de vue environnemental à chaque étape de planification de manière aussi détaillée que nécessaire :

- › représenter les éventuelles variantes étudiées et justifier le choix de la variante retenue, notamment sous l'angle de l'organisation du territoire et de la protection de l'environnement ;
- › préférer les variantes qui nécessitent le moins de mesures de compensation du point de vue de leur réalisation conforme au droit environnemental.

Intégrer le projet dans le plan directeur communal en indiquant un secteur destiné à accueillir les installations et les pistes avec mise en zone spéciale.

Elaborer un plan d'aménagement de détail une étude pour le projet d'aménagement envisagé.

Les projets planifiés nécessitent une étude d'impact sur l'environnement.

Déposer les demandes de permis de construire correspondantes.

P0504

Développement des infra-structures estivales à La Berra et liaison La Berra-Plan des gouilles

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours
Divers

THÈME RATTACHÉ

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

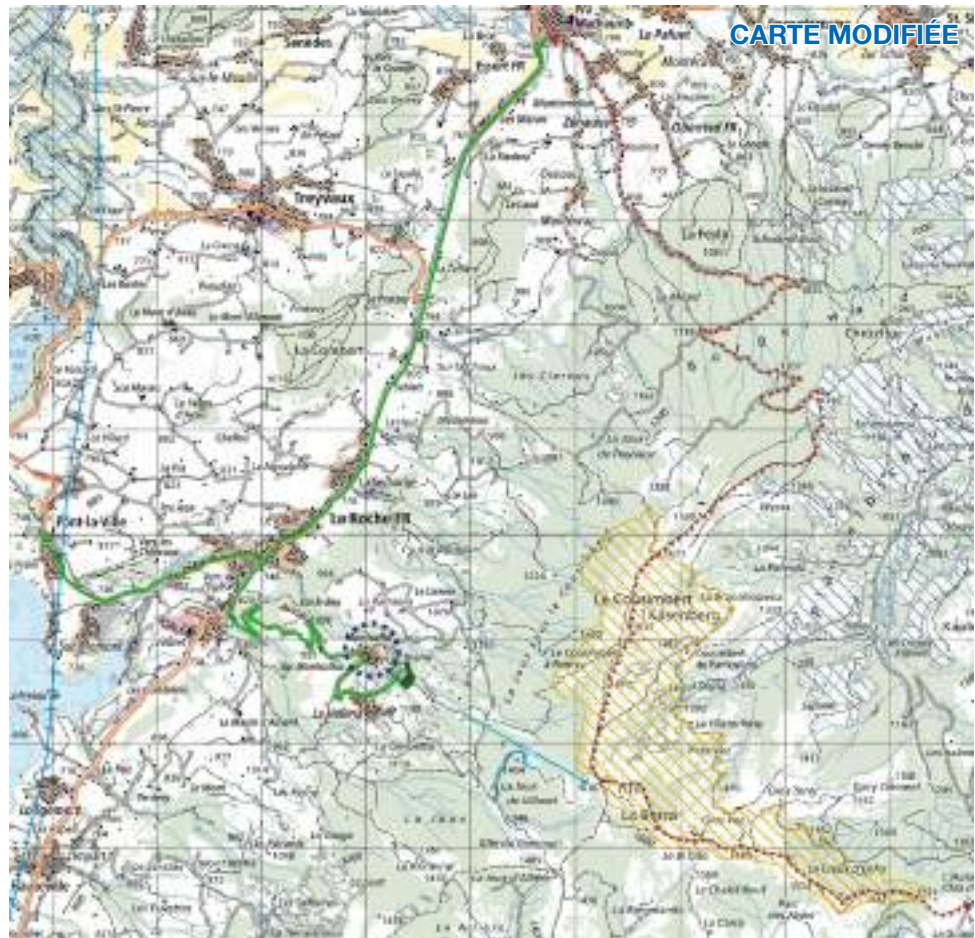
COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

La Roche

Pont-la-Ville

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

ARG



Éléments du projet

Axe 1, piste de luge

Axe 2, domaine skiable

Axe 3, offre estivale

Axe 4, zone d'intérêt touristique

Axe 5, offre hôtelière

Etat de coordination

Coordination réglée

Coordination en cours

Coordination réglée

Coordination en cours

Coordination réglée

D

1. Description du projet

Dans le but de renforcer l'attractivité touristique du site de La Berra au sens large (c'est-à-dire du pôle touristique régional La Roche-Pont-la-Ville, incluant la montagne, le lac et le golf de Pont-la-Ville), le comité de direction de la société des remontées mécaniques de La Berra SA a formulé 5 axes de travail pour un développement futur, principalement en termes de tourisme doux.

Axe 1 : Améliorer Amélioration de l'offre de ski et envisager la éventuelle création d'une piste de luge entre La Berra et Plan des Gouilles (via Aigle Noir) (coordination réglée)

Le projet de piste a pour objectif de relier les pistes enneigées artificiellement au secteur à fort enneigement naturel. Il permet de garantir l'ouverture totale de la station lors d'un enneigement réduit, en évitant le passage par le sommet fortement exposé à l'ensoleillement. Il a également l'avantage de réduire le recours à l'extension de l'enneigement artificiel sur ce secteur.

La piste envisagée Le tracé retenu se situe sur le tracé celui d'un ancien chemin forestier et jouxte la piste de vélo tout terrain dont l'enquête est en cours. Il permet de rationaliser les déboisements et d'utiliser de manière optimale les sentiers existants. Ce projet était inclus dans la consultation préalable de la modification partielle du plan d'aménagement local de La Roche mais, en raison de l'absence de planification au niveau supérieur, il n'a pas pu être retenu. La présente fiche remédie à ce manque.

Ce tracé permettrait de rationaliser les déboisements et d'utiliser de manière optimale les sentiers existants. Il permettrait de relier les pistes enneigées artificiellement au secteur à fort enneigement naturel. L'utilisation de cette piste de liaison garantirait l'ouverture totale de la station lors d'un enneigement réduit, en évitant le passage par le sommet fortement exposé à l'ensoleillement. Elle aurait également l'avantage de réduire le recours à l'extension de l'enneigement artificiel sur ce secteur.

Axe 2 : Améliorer Amélioration de l'offre de ski en étendant le domaine skiable sous le télémixte existant et en créant une piste partiellement damée pour la pratique de ski « hors piste » (coordination en cours)

L'amélioration de l'offre correspond à la volonté politique et populaire d'optimiser les installations touristiques existantes avant d'en créer d'autres dans d'autres régions. La création d'une piste partiellement damée pour la pratique de ski fun « hors piste » a pour but d'éviter une pratique de ski « sauvage » dans les zones de protection de la faune à proximité. Le projet est soumis à des contraintes environnementales, forestières, de dangers naturels et de protection des eaux.

Axe 3 : Améliorer et diversifier Amélioration et diversification de l'offre estivale (tourisme doux) dans les secteurs de Crau Rappo, Crête Cousimbert, Chalet La Berra, Cernia (hôtel Chia), Pont-la-Ville (golf et lac) (coordination réglée)

Cet axe recouvre des développements en termes de randonnée équestre, promotion de produits du terroir dans des chalets existants, découverte de la nature par des

guides, développement de soirées et nuits à la belle étoile (yourtes, tipis). Il vise à renforcer le fort potentiel touristique actuel. La liaison est aisée en transports publics via la ligne Fribourg – Bulle et la grande fidélité de la clientèle sarinoise doit être maintenue par une offre touristique développée. Le plan d'aménagement local de La Roche fixe des dispositions pour certaines de ces activités, notamment l'accueil à l'arrivée des remontées mécaniques. Il prévoit des cheminements de mobilité active (VTI, réseau pédestre), en tenant compte des contraintes environnementales. La planification régionale prévoit les outils pour planifier les activités dans les secteurs touristiques. La planification doit maintenant être menée pour les projets restants selon la procédure adaptée.

Axe 4 : Consolider Consolidation de l'offre d'activités de détente printanières, estivales et automnales (coordination en cours)

Cet objectif se concrétiserait par l'extension de la zone d'intérêt touristique pour développer les activités touristiques annexes et être moins dépendante de l'exploitation du télémixte. Il s'agirait aussi d'optimiser les infrastructures de parking.

Cet axe a pour objectif de développer les activités touristiques annexes, ce qui permet d'être moins dépendant de l'exploitation du télémixte. Le projet nécessite l'extension de la zone d'intérêt touristique et une optimisation des infrastructures de parking (gestion, navette depuis les parkings de plaine, etc.).

Axe 5 : Consolider Consolidation de l'offre hôtelière à proximité directe de la station de La Berra et développer le développement du tourisme 4 saisons (coordination réglée)

Cela se matérialiserait par Cet axe porte sur le réaménagement de l'hôtel-restaurant Monsoflo et par le développement de résidences hôtelières en relation avec les installations touristiques. Cet aspect a été pris en compte dans la révision du plan d'aménagement local de La Roche en 2018.

Le développement prévu pour le pôle touristique répond à la stratégie touristique régionale et aux objectifs et recommandations de l'étude « Préalpes 2030 » du canton. En particulier, les sites mentionnés ci-dessus sont coordonnées avec les intentions de la région dans le plan directeur régional.

Sous réserve d'une prise en compte du projet dans l'étude « Préalpes 2030 » du canton.

3. Contraintes à prendre en compte

Le projet se trouve Les axes concernent en partie sur la zone de tranquillité pour la faune sauvage de la Berra. La fonctionnalité de la zone de tranquillité existante devra être garantie.

Les impacts du changement climatique sur les différents projets doivent être évalués.

Un concept d'accessibilité favorisant les transports publics et la mobilité douce, ainsi que l'utilisation des infrastructures de stationnement existantes est à élaborer.

Les éventuels impacts sur l'agriculture devront être pris en compte.

L'axe 1 nécessite un léger déboisement avec exploitation préjudiciable de la forêt, voire un défrichement en fonction de l'ampleur, et d'étendre sur ce tracé le périmètre à prescription particulière (PPP-Ski). La distance par rapport à l'îlot de vieux bois ne devra pas être réduite.

L'axe 2 suppose un léger réaménagement sur terrain naturel déjà déboisé ainsi que d'étendre sur ce tracé le périmètre à prescription particulière PPP-Ski. La compensation écologique du défrichement a déjà été faite lors de l'enquête du télémixte. Cependant, un effet accru sur la forêt et la nature sera à analyser. Tout aménagement réalisé sur des surfaces déboisées mais non défrichées nécessite une autorisation. Un élargissement du secteur défriché n'est pas envisageable. L'axe 2 a déjà fait l'objet d'un examen préalable auprès des instances cantonales dont l'issue a mentionné que ce projet ne pourrait être légalisé sans concept global des pistes de ski. L'impact du projet sur la forêt, notamment le risque d'inciter indirectement les skieurs à entrer dans la forêt, devra être évalué.

L'axe 3 implique une amélioration des transports publics (la mise en place des transports par les Transports publics fribourgeois a déjà été acceptée par les communes de La Roche et Pont-la-Ville) et la construction d'éventuelles infrastructures légères. Il faudrait pouvoir créer des zones spéciales autour du chalet existant. Une desserte par les transports publics existe d'ores et déjà le week end.

L'axe 4 est actuellement en forêt. Celle-ci ne recèle pas d'espèce protégée. Il faudrait étendre sur ces secteurs la et devra respecter la législation forestière. La zone d'intérêt général « IG5 » doit être étendue sur ces secteurs, en prévoyant des restrictions quant au type de constructions autorisées sont nécessaires. Une mise en zone d'intérêt général d'une surface forestière nécessite un défrichement. Une autorisation ne pourra être octroyée que si les exigences légales sont respectées : le projet devra être détaillé et justifié.

4. Procédure et suite des travaux

- Evaluer Démontrer la faisabilité de chacune des installations d'un point de vue environnemental et sous l'angle de la mobilité à chaque étape de planification :
 - Exposer les éventuelles variantes étudiées et justifier le choix de la variante retenue, notamment sous l'angle de la protection de l'environnement ;
 - Besoin de coordination avec l'Association régionale de la Sarine (ARS)
 - Préférer la variante ayant le moins d'impact environnemental ;
 - Si exigé par l'ordonnance relative à l'étude d'impact sur l'environnement, réaliser l'étude d'impact sur l'environnement une telle étude.

P0507

Développement du site de Jaun/Gastlosen

ETAT DE COORDINATION

Information préalable

Divers

THÈMES RATTACHÉS

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

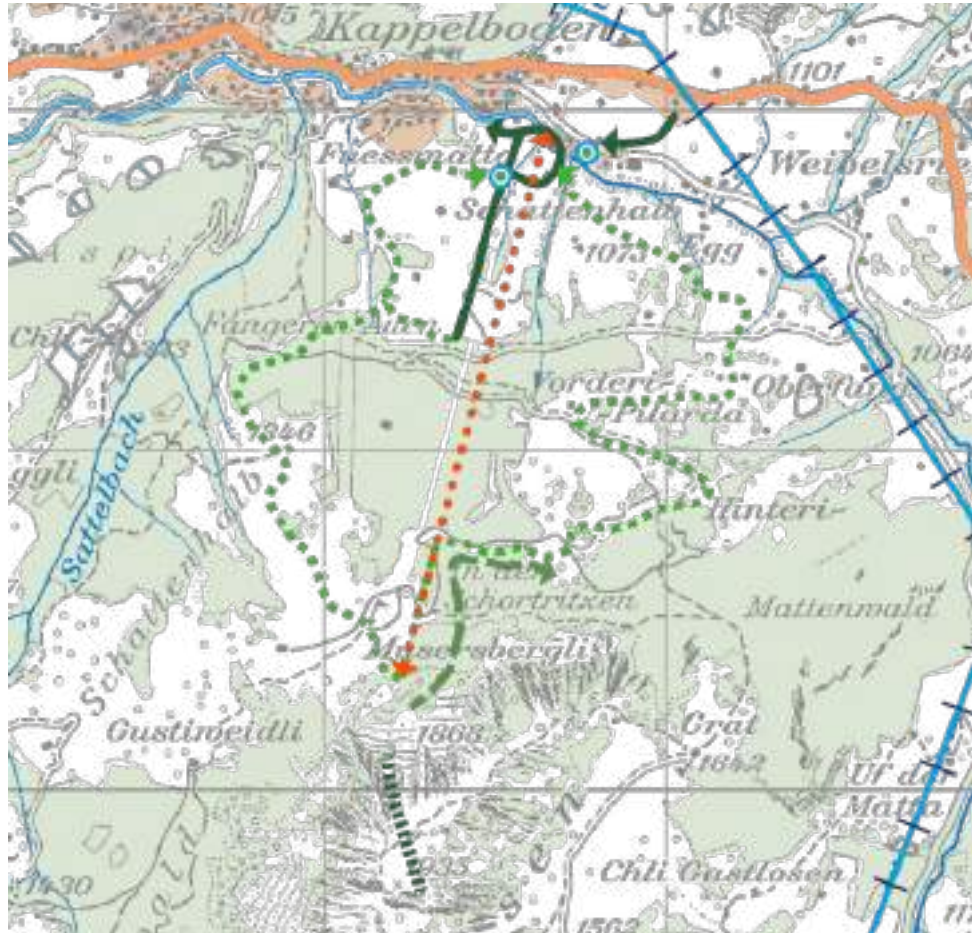
Pôles touristiques



COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET



Jaun

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

ARG



 Enneigement et éclairage / Enneigement
 Luge d'été / Via ferrata projetées

 Restauration projetée
 Remontées mécaniques existantes

Eléments du projet[Via ferrata et piste de luge d'été](#)[Parking et buvette des pistes](#)[Installation d'éclairage](#)**Etat de coordination**[Coordination en cours](#)[Coordination en cours](#)[Coordination en cours](#)

1. Description du projet

Situation initiale

En 2011, la construction du télésiège dans la région de Jaun/Gastlosen a engendré une augmentation du flux de visiteurs et a permis de développer la pratique touristique estivale de cette région. La stratégie touristique régionale, conforme à la vision « Préalpes 2030 », vise en effet le renforcement de ce pôle touristique régional sur les 4 saisons. Ceci a eu pour conséquence de créer de nouveaux besoins qui font l'objet nécessaire la réalisation de divers projets :

- › la construction d'une via ferrata et d'une piste de luge d'été ;
- › l'agrandissement du parking et le renouvellement de la buvette et du « cabanon de pistes »
- › le renouvellement des infrastructures d'enneigement et le remplacement de l'installation d'éclairage.

Il est prévu que le plan directeur régional définisse un secteur de tourisme intensif sur ce secteur, ainsi qu'un point d'accès au bas des remontées mécaniques. La station est positionnée sur l'axe touristique à renforcer (transports publics) ainsi que sur un axe de mobilité douce prioritaire. Il règle ainsi la coordination de ces projets à l'échelle régionale.

Construction d'une via ferrata et d'une piste de luge d'été (coordination en cours)

Depuis que la région des Gastlosen attire des touristes également en été, plusieurs offres ont été réalisées, donnant lieu année après année à une augmentation du chiffre d'affaires depuis 2012. On enregistre également une hausse des visiteurs et visiteuses issus des cantons voisins. Afin de faire perdurer cette attractivité estivale, il est prévu de développer les offres actuelles à moyen terme et d'en proposer de nouvelles. Pour ce faire, une piste de luge d'été au départ du chalet Grat et une via ferrata dans le domaine situé derrière la station de montagne sont planifiées, l'itinéraire de la seconde étant cependant restant encore à déterminer. Ces deux projets sont à l'heure actuelle encore en attente.

Agrandissement du parking et renouvellement de la buvette et du « cabanon de pistes » (coordination en cours)

L'augmentation du nombre d'utilisateurs et utilisatrices du télésiège, qui devrait encore croître avec la nouvelle installation pour l'enneigement, a pour conséquence le besoin d'un plus grand parking. En outre, la nouvelle installation pour l'enneigement devrait attirer encore davantage de visiteurs et visiteuses. La majorité d'entre eux En effet, malgré les efforts faits en termes de transports publics, la majorité des skieurs utilisent principalement utilise toujours les transports individuels motorisés. C'est pourquoi un agrandissement du parking est nécessaire. La surface qui devrait être utilisée comme parking à l'avenir pressentie est déjà utilisée comme parking l'hiver tandis qu'elle est exploitée l'été comme surface agricole. La société des remontées mécaniques de Jaun-Gastlosen a déjà conclu une promesse de vente avec le propriétaire foncier.

La buvette provisoire créée il y a trente ans doit être remplacée à moyen terme. Les exigences en termes de service, de méthode de travail et le nombre de places pour les clients et clientes ne suffisent plus. L'ancien bâtiment de la scierie, sis sur l'article 253aab, doit être réaménagé en buvette par la société des remontées mécaniques de Jaun-Gastlosen ou par un investisseur privé. Lors de cette restructuration, il est également prévu d'y aménager les caisses pour l'achat de billets, actuellement logées dans un container, des installations sanitaires, des toilettes pour handicapés (actuellement

inexistantes) ainsi que les locaux pour l'école suisse de ski et les samaritains. Non seulement les services seront améliorés, mais également le bilan environnemental, par le regroupement de ces infrastructures dans un volume existant.

~~Puis, le~~ Le cabanon « Pistenhüttli », qui ~~depuis plusieurs années~~ chaque année est construit ~~puis chaque année~~ et à nouveau démonté, doit être déplacé dans la grange à proximité (articles 1293 et 1258), qui ~~servait auparavant~~ n'est plus utilisée par l'agriculture. ~~Ce projet a déjà été préavisé deux fois défavorablement lors de demandes préalables. Selon les préavis, ce projet consiste en un changement d'affectation, qui ne peut pas être réalisé sans travaux, alors que, selon la loi sur l'aménagement du territoire, les changements d'utilisation hors de la zone à bâtir ne peuvent être autorisés que si la modification de la construction n'exige pas de travaux. Le plan directeur régional, en priorisant les infrastructures du pôle touristique régional sur ce secteur, donne les bases nécessaires à la commune pour planifier ces infrastructures et ainsi débloquer ces projets.~~

Ces projets restent en attente:

Renouvellement de l'installation d'enneigement et remplacement de l'installation d'éclairage (coordination en cours)

La société des remontées mécaniques de Jaun-Gastlosen planifie la construction d'une installation d'enneigement. L'installation actuelle dans le secteur du télésiège Schattenhalt est en effet vieille de 25 ans et ne répond plus aux exigences techniques, écologiques et énergétiques actuelles. L'assemblée des actionnaires du 23 septembre 2016 a accepté la demande du Conseil d'administration visant à rénover l'installation existante. 5 km de pistes d'une surface totale de 17 ha doivent ainsi être enneigés artificiellement. Ceci aura lieu en quatre étapes, pour lesquelles quatre différents périmètres seront fixés. L'eau pour la production de neige sera prélevée en respectant les règles sur les débits résiduels minimaux de la Jogne. ~~A l'automne 2016, le dossier pour examen préalable a été déposé auprès des services cantonaux. En juin 2017,~~ Le dossier ~~retravaillé~~ a été mis à l'enquête par la commune de Jaun. Entretemps, les servitudes de passage ont été convenues avec les propriétaires. ~~De plus, un~~ et le rapport d'impact sur l'environnement a ~~déjà~~ été rédigé ~~et sera déposé avec la demande de permis de construire.~~

En outre il est prévu d'installer 17 mats d'éclairage le long de la piste principale à l'ouest du télésiège. Sur cette piste, des courses FIS (Fédération internationale de ski) et de Coupe d'Europe pourront régulièrement être organisées à l'avenir. Avec le nouvel éclairage, il sera aussi possible d'organiser un slalom nocturne de Coupe d'Europe.

~~Sous réserve d'une prise en compte du projet dans l'étude « Préalpes 2030 » du canton.~~ L'équipement d'éclairage devra être conçu afin d'éviter d'éventuelles nuisances sur la faune.

3. Contraintes à prendre en compte

Les impacts du changement climatique sur les différents projets doivent être évalués.

Un concept d'accessibilité favorisant les transports publics et la mobilité douce, ainsi que l'utilisation des infrastructures de stationnement existantes est à élaborer en tenant compte des exigences du futur plan directeur régional.

Il faudra démontrer que le restaurant «Pistenhüttli» est judicieusement prévu pour une utilisation touristique dans le contexte général.

Aucun défrichement n'est nécessaire pour la construction de l'installation d'enneigement et le secteur ne contient ni biotope d'importance nationale ou régionale, ni site archéologique. Les Gastlosen se trouvent dans l'inventaire des géotopes d'importance nationale dont les sites et leurs caractéristiques doivent être maintenus. La construction de l'installation d'enneigement peut déranger des espèces d'animaux sauvages et d'oiseaux et le secteur se trouve en zone de protection des eaux « Au ». Concernant le renouvellement de l'installation d'enneigement et le remplacement de l'installation d'éclairage il n'y a pas d'impact environnemental supplémentaire significatif par rapport à l'état initial déjà impacté, pour autant que les mesures de protection de l'environnement soient pleinement mises en œuvre. La piste de luge d'été sera implantée de manière à limiter son impact sur le paysage. Conformément aux exigences du plan directeur régional, le projet sera soumis à la commission Patrimoine de la région qui vérifiera l'insertion paysagère de la piste de luge et des surfaces de stationnement.

Le tracé prévu pour la luge d'été se situe en partie en forêts protectrices. L'impact du projet sur la forêt devra être évalué, minimisé et compensé. En particulier, la réalisation du projet ne devra pas préjudicier l'entretien des forêts protectrices, leur accès étant déjà limité par la neige et la protection des oiseaux. Ce projet nécessitera vraisemblablement un défrichement.

4. Procédure et suite des travaux

Les projets nécessitent une procédure de mise en zone spéciale.

Afin que le projet touristique puisse être examiné dans son entier, il s'agira par ailleurs de savoir comment les activités peuvent être approuvées et à l'aide de quelles mesures d'aménagement du territoire.

Si exigé par l'ordonnance relative à l'étude de l'impact sur l'environnement, réaliser une telle étude (renouvellement de l'installation d'enneigement, parking)

P0508

Centre Schwarzsee

ÉTAT DE COORDINATION

Information préalable

THÈMES RATTACHÉS

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

Pôles touristiques

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Plaffeien

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

Région de la Singine



■ Place de village projetée
 ■ Parking couvert projeté

■ Centre touristique et artisanal projeté

1. Description du projet

La zone de la Gypsera est la porte d'entrée de Schwarzsee, lieu hautement touristique, et de toute cette vallée encaissée est le centre de ce lieu touristique qu'est Schwarzsee et de toute la vallée. C'est donc une carte de visite pour l'ensemble de la région.

Actuellement, la majeure partie de cette zone sert d'aire de stationnement. Or, au vu de sa situation, elle présente un potentiel indéniable pour viser un aménagement plus convivial, avec une forte valeur ajoutée. L'idée de créer un « Centre Schwarzsee » repose sur la volonté de proposer davantage qu'une simple aire de stationnement aux visiteurs. Située au bord du lac et blottie au fond de la vallée, cette zone se prête dès lors à de nombreuses activités touristiques.

Les remontées mécaniques du Kaiseregg-Schwarzsee SA, propriétaires de la zone de la Gypsera (art. 606 et 607 RF), participent d'une façon décisive au développement d'un « Centre Schwarzsee ».

Une étude de faisabilité (dans le cadre de la nouvelle politique régionale) est sur le point d'être achevée.

D

La zone est divisée en trois axes thématiques :

Place de village

L'aménagement de cette zone prévoit la création d'un centre / d'une place de village qui débordera de vie et que jeunes et moins jeunes aussi bien que locaux et touristes fréquenteront. Cette place pourra accueillir différentes manifestations (cinéma open-air, Country Night, fête du 1er août, l'hiver au Lac-Noir) et faire vivre les traditions comme la Bärseefescht accueillir du sport, de la culture et de la tradition.

Affectations artisanale et résidentielle

Des affectations vivantes, centrées sur la région, seront favorisées. Les commerçants et artisans locaux pourront présenter leurs produits dans un bâtiment (galerie marchande couverte). La production locale ou régionale sera vendue sur place. L'endroit deviendra tout à la fois un lieu de rencontre convivial et un magasin où acheter des produits régionaux. En dehors des produits déjà proposés dans la région, il offrira suffisamment de place pour de nouvelles idées. Enfin, ce secteur pourra aussi être utilisé comme hôtel, appart'hôtel ou servir d'appartements en copropriété exploités à des fins touristiques.

Places de stationnement / parking couvert

Il faudra construire un parking couvert pour répondre aux besoins en termes de stationnement, d'autant plus que la plupart des places de stationnement actuelles vont disparaître. C'est justement ce qui fournira l'espace nécessaire pour réaménager toute la zone. Lors du calcul de la taille du stationnement, le trafic généré ainsi que le trafic multimodal doivent être pris en compte. Une étude sur le développement des transports publics dans la région de Schwarzsee est en préparation.

La création de ce centre offrira à la région touristique de Schwarzsee la possibilité d'exploiter son capital, de mettre en valeur la nature et le lac et d'accueillir les visiteurs.

Sous réserve d'une prise en compte du projet dans l'étude « Préalpes 2030 » du canton.

3. Contraintes à prendre en compte

Il faudra assurer la coordination avec les propriétaires fonciers concernés, afin de développer le site de Schwarzsee selon une approche cohérente.

Trois ruisseaux canalisés et mis sous terre traversent cette zone. Selon la Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions, il n'est pas nécessaire de les mettre à ciel ouvert dans ce secteur, si en contrepartie des mesures de compensation sont prises à d'autres endroits appropriés du territoire communal.

En ce qui concerne les cours d'eau existants, les points suivants sont à traiter dans le cadre du plan d'aménagement de détail «Gypsera» :

- > Délimitation de l'espace réservé aux eaux pour les cours d'eau existants ;
- > Cours alternatif des cours d'eau (détournement) ;
- > Préservation des cours d'eau canalisés ;
- > Mise à ciel ouvert de la dernière section du cours d'eau avant qu'il ne se jette dans le lac.

Il faudra compenser les surfaces à défricher par le biais de reboisements compensatoires.

Il convient d'adapter en conséquence le concept de stationnement de Schwarzsee.

Il faut améliorer les cheminements pour piétons le long de la route principale et intégrer au site des places de stationnement pour vélos.

4. Procédure et suite des travaux

Commune de Plaffeien : déterminer les mesures de compensation liées à la problématique des cours d'eau.

Concilier les intérêts des propriétaires de bien-fonds.

Etudier différents modèles de financement.

La commune a délimité un périmètre pour lequel un plan d'aménagement de détail est obligatoire. Les exigences y relatives sont fixées dans le règlement communal d'urbanisme.

La commune a déterminé un périmètre pour lequel un plan d'aménagement de détail est obligatoire. Les exigences y relatives sont intégrées au règlement communal d'urbanisme.

Fixer les exigences envers le plan d'aménagement de détail dans le règlement communal d'urbanisme.

Elaborer un plan d'aménagement de détail.

Selon la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions, un plan d'aménagement de détail est exigé afin de pouvoir démontrer, en ce qui concerne l'aménagement, l'équipement, l'environnement et les biens culturels, quelles mesures à l'intérieur et à l'extérieur du périmètre peuvent être utilisées pour limiter les effets du projet à un niveau acceptable. De plus, la distinction des zones résidentielles et des autres zones ainsi que la définition de l'usage de résidence secondaire est à traiter dans le plan d'aménagement de détail conformément aux exigences de l'ordonnance sur les résidences secondaires.

Pour le projet, une étude de mobilité détaillée est nécessaire, qui traite notamment de toutes les dessertes (transports publics, transport individuel motorisée et mobilité douce) et du dimensionnement des places de parcs, y compris le nombre de places actuellement disponibles et les besoins futurs.

Déposer les demandes de permis de construire et les demandes de défrichement correspondantes.

P0509

Développement touristique du secteur Bad à Schwarzsee

ÉTAT DE COORDINATION

Information préalable

THÈMES RATTACHÉS

Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

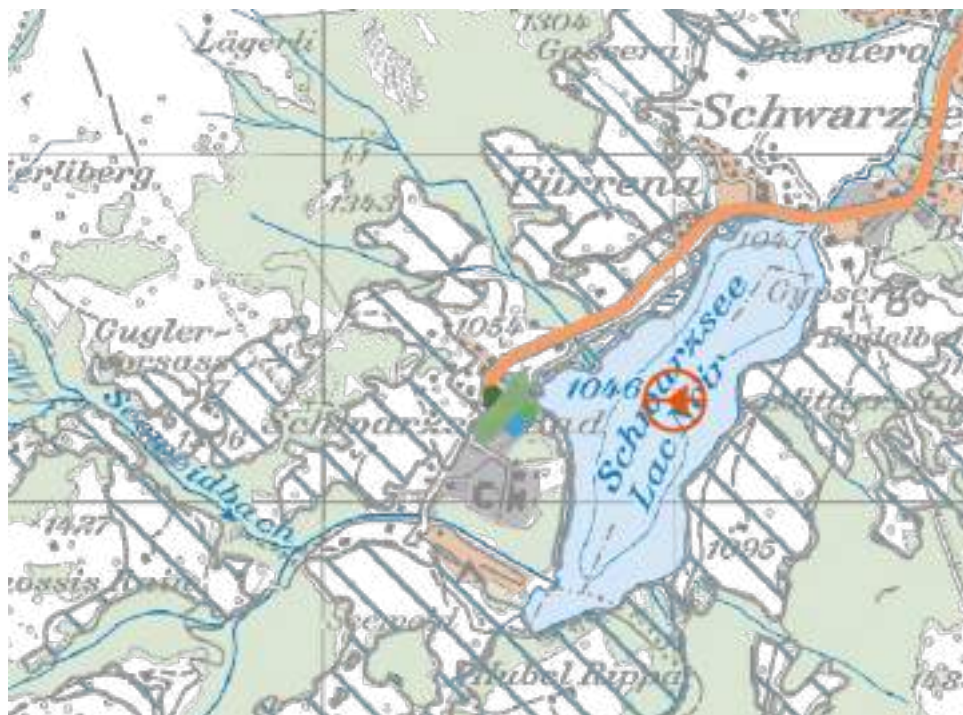
Pôles touristiques

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Plaffeien

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

Région de la Singine



Hôtel projeté

Plage avec ponton projetée

Installations sportives et récréatives projetées

Développement des terrains de sport

1. Description du projet

La zone qui entoure le lac Noir constitue le noyau du pôle touristique cantonal de Schwarzsee défini dans le plan directeur cantonal. Le secteur Bad à l'extrémité ouest du lac présente aujourd'hui un potentiel considérable en matière de développement touristique. L'Hôtel Bad marque cette région depuis le XIX^e siècle. L'offre en matière d'installations sportives et récréatives a vu le jour progressivement depuis des décennies : appontements pour bateaux, piste de ski de fond, terrain de tennis et terrain polyvalent, minigolf. Le potentiel des installations existantes n'est pas encore pleinement exploité. Une démarche coordonnée doit contribuer à harmoniser la future extension du secteur et les compléments qui seront apportés aux bâtiments et aux équipements existants.

Aujourd'hui, ce périmètre est classé en partie comme zone d'intérêt général et en partie comme zone touristique.

Le concept de développement du secteur Bad prévoit d'étendre l'offre de sports et de loisirs en fonction de l'offre hôtelière et à l'attention de tous les visiteurs de Schwarzsee.

D

Les bâtiments et équipements suivants sont prévus :

- construction d'une piscine vouée aux loisirs et au bien-être en relation avec l'hôtel existant ;
- développement de l'offre actuelle de minigolf en un espace de loisirs avec golf ;
- utilisation des installations sportives existantes (terrain de tennis et place de jeux) en tant que patinoire l'hiver ;
- pose d'une toiture sur l'installation sportive existante afin de garantir son exploitation quel que soit le temps ;
- réaménagement des rives, afin de réaliser une plage avec un ponton pour les baigneurs.

Les installations et activités actuelles (apponement pour bateaux, patinoire artificielle, piste de ski de fonds) doivent être conservées.

Alors que l'accent au nord-est du lac a été mis sur les sports d'été et d'hiver en relation avec les remontées mécaniques, le secteur Bad se prête davantage à des activités plus tranquilles en plein air et à des offres sous toit pour toute l'année. Le développement des activités sportives augmentera aussi l'attrait du centre de sport cantonal tout proche, le Campus Schwarzsee. Les synergies qui pourront ainsi naître pour les acteurs locaux contribueront indéniablement à assurer le financement et la rentabilité des installations.

Le nouvel aménagement du secteur Bad offrira à la région touristique de Schwarzsee la possibilité d'exploiter son capital, à savoir de mettre en valeur la nature et le paysage lacustre, et d'accueillir les visiteurs.

Une étude sur le développement de l'offre en transport public dans la région de Schwarzsee est en cours.

Sous réserve d'une prise en compte du projet dans l'étude « Préalpes 2030 » du canton.

3. Contraintes à prendre en compte

Le périmètre de planification touche en périphérie le besoin en espaces d'un petit cours d'eau et la forêt. Il faudra compenser les surfaces à défricher par le biais de reboisements compensatoires. Pour des raisons de protection des rives de lac et du paysage, le défrichement de la forêt est exclu, à l'exception de l'aménagement éventuelle de chemins de liaison.

Certaines parties de cette zone sont classées en degré de « danger moyen » (bleu). Des mesures techniques devront réduire les risques de dommages pouvant découler de glissements de terrain et d'inondations.

Le tracé du chemin de rive (qui sert à la promenade ainsi qu'à la randonnée estivale et hivernale) devra être modifié en fonction de la réalisation des bâtiments et équipements projetés. De manière générale, il faudra améliorer les liaisons piétonnes et ajouter des places de stationnement pour vélos sur cette aire. La qualité, l'attractivité et les fonctions de délaissement et de loisirs des rives du lac doivent être maintenues par d'éventuelles adaptations et améliorations des liaisons piétonnes en bordure du lac.

Le projet se trouve à proximité immédiate d'un bas-marais et d'un site de reproduction de batraciens d'importance cantonale, qui sont exclus du périmètre de développement. Ces zones doivent être maintenues intactes et les effets négatifs du projet sont à éviter.

Il faudra tenir compte de la protection des rives du lac au moment de l'aménagement de la plage.

L'offre actuelle en matière de stationnement devra doit être assurée et répondre à l'augmentation des activités. Il convient d'adapter en conséquence le concept de stationnement de Schwarzsee.

La chapelle de Schwarzsee-Bad est un bien culturel protégé (chapelle Notre-Dame au bord du lac).

4. Procédure et suite des travaux

~~La commune édicte un règlement de construction pour le secteur Bad et le fixe dans le cadre de la révision en cours du plan d'aménagement local.~~ Concilier les différents intérêts des propriétaires de bien-fonds sous la conduite de la commune, afin d'obtenir un programme harmonisé pour le développement du secteur Bad.

Les modalités de planification à suivre pour ce projet ne sont pas encore déterminées.

Etudier différents modèles de financement.

Déposer les demandes de permis de construire correspondantes.

P0708

Couverture de Chamblieux

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours
régulée

THÈMES RATTACHÉS

Lutte contre le bruit

Densification et requalification

Transports publics

Mobilité combinée

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Fribourg

Givisiez

Granges-Paccot

Villars-sur-Glâne

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Agglomération de
Fribourg

TPF

OFROU

OFT

CFF



Tracé projet variante 1'000 m
Position et longueur minimum (1'100m)

Tracé projet variante 1'400 m
Prolongements optionnels au nord et/ou
au sud (100 à 150m)

1. Description du projet

Actuellement, l'autoroute A12 est une barrière visuelle et sonore ainsi qu'une fracture physique et fonctionnelle qui compromet un développement territorial cohérent dans le secteur de Chamblieux situé à cheval sur les communes de Givisiez, Fribourg, Granges-Paccot et Villars-sur-Glâne. La couverture de l'autoroute se présente comme une solution pour dessiner un nouveau quartier urbain durable, particulièrement judicieuse au sein de l'agglomération de Fribourg. Le quartier devra être mixte, dense et soigner les espaces publics. En outre, la couverture permettra de relier des secteurs densément peuplés de l'agglomération et d'en créer de nouveaux, dans le cas de la variante à 1'400 m ainsi que permettre la mise en place d'une infrastructure écologique dans l'agglomération. L'organisation des transports sera revue pour optimiser la desserte en transports publics et intégrer des cheminements de mobilité douce attractifs (mesure 20.9 du projet d'agglomération de 2^e génération (PA2), cofinancée par la Confédération). L'opportunité de développer un métro-câble une infrastructure de transport à haute capacité sera analysée dans ce cadre.

Par vote du 17 mars 2015, le Grand Conseil a soutenu à l'unanimité le mandat demandant de relancer le projet de couverture sur 620 m du secteur. Il a estimé que l'installation de parois anti-bruit n'était plus une solution moderne pour une agglomération en pleine croissance. En plus d'une efficacité toute relative contre le bruit, ces parois dénaturent le paysage et dévaluent les surfaces avoisinantes.

Déjà présente dans le PA2, la couverture de l'A12 fait l'objet d'une mesure dans le projet d'agglomération de 3^e génération, ainsi que dans celui de 4^e génération (4M.09.01 Couverture de la N12). En outre, le secteur est à cheval sur deux sites stratégiques, Givisiez-Gare-Corberaye et Sortie d'autoroute F.-Sud-Belle-Croix qui font l'objet de la mesure 4U.06 Etudes de développement pour les sites stratégiques du secteur Chamblieux-Bertigny.

Ce site fait également l'objet d'autres mesures issues des PA2, PA3 et PA4 qui interagissent directement ou indirectement avec la planification élargie du secteur Chamblieux-Bertigny

2. Justification de la localisation

Deux variantes de longueur de couverture ont d'abord été proposées : 600 ou 1'000 m. La variante de 600 m a ensuite été abandonnée tandis qu'une variante de plus de 1'000 m a été ajoutée pour une variante étendue sur plus de 1'100 m ouvrant des opportunités de développement urbain plus intéressantes. Celle-ci prolonge la variante de 1'000 m les variantes de base sur le territoire de la commune de Villars-sur-Glâne, sur une longueur encore à préciser, en direction de la jonction autoroutière Fribourg sud-centre et/ou au nord en direction du pont ferroviaire.

La viabilité du projet se justifie tant par la le potentiel de valorisation foncière générée par les des terrains situés de part et d'autre de la couverture que par les potentiels celui de nouvelles connectivités aux points névralgiques de l'agglomération et entre ses plateformes d'échanges modaux.

3. Contraintes à prendre en compte

Une ligne de transmission des transport d'énergie CFF, dont les possibilités de câblage par un nouveau tracé sont limitées, se trouve actuellement le long de l'autoroute traverse actuellement l'autoroute..

4. Procédure et suite des travaux

Une convention a été signée entre l'Office fédéral des routes (OFROU) et le canton en décembre 2017. Le canton est porteur du projet de construction de la tranchée couverte. dont la La partie inférieure de la couverture, c'est-à-dire le tunnel que formeront les parois supérieure et latérales de la route nationale, deviendra par la suite propriété de la Confédération. La Confédération Cette dernière s'engage à affecter à ce projet le montant qu'elle prévoyait initialement pour les parois anti-bruit.

L'OFROU :

› facilite la réalisation en mettant à disposition la surface autoroutière ;

- › délègue la compétence de la réalisation de la couverture au canton afin de faciliter les diverses procédures ;
- › approuve les aspects techniques garantissant la sécurité et la fluidité du trafic de l'autoroute durant la construction et l'exploitation.

La mise en zone de la surface sise sur la couverture autoroutière peut être effectuée avec l'accord des communes soit par la ou les communes par le biais du plan d'aménagement local, soit par le biais d'un plan d'affectation cantonal.

A ce stade du projet, aucun bâtiment immeuble, à l'exception de structures pavillonnaires légères, ne peut être construit directement sur la tranchée couverte de l'autoroute. Les indices de construction seront reportés.

Les prochaines étapes sont les suivantes :

- › finalisation des conventions pour le financement des études entre les différents partenaires (communes, etc.) (réalisée) ;
- › décision de principe du Conseil d'Etat (réalisée) ;
- › demande de crédit d'études au Grand Conseil (réalisée) ;
- › études de projet et de concept urbanistique (réalisée);
- › procédure de légalisation ;
- › mandat d'étude pluridisciplinaire du projet de couverture de l'autoroute, secteur Chamblieux, et devis estimatif des coûts de construction ;
- › mise en place d'un mécanisme de financement ;
- › enquête publique et permis de construire ;
- › demande de crédit de réalisation des travaux.

P0709

Densification et requalification du Plateau d'Agy

ETAT DE COORDINATION

Coordination en cours

THÈMES RATTACHÉS

Densification et requalification

Mobilité combinée

Transport individuel motorisé

Grands générateurs de trafic

Installation militaire

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Fribourg

Granges-Paccot

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

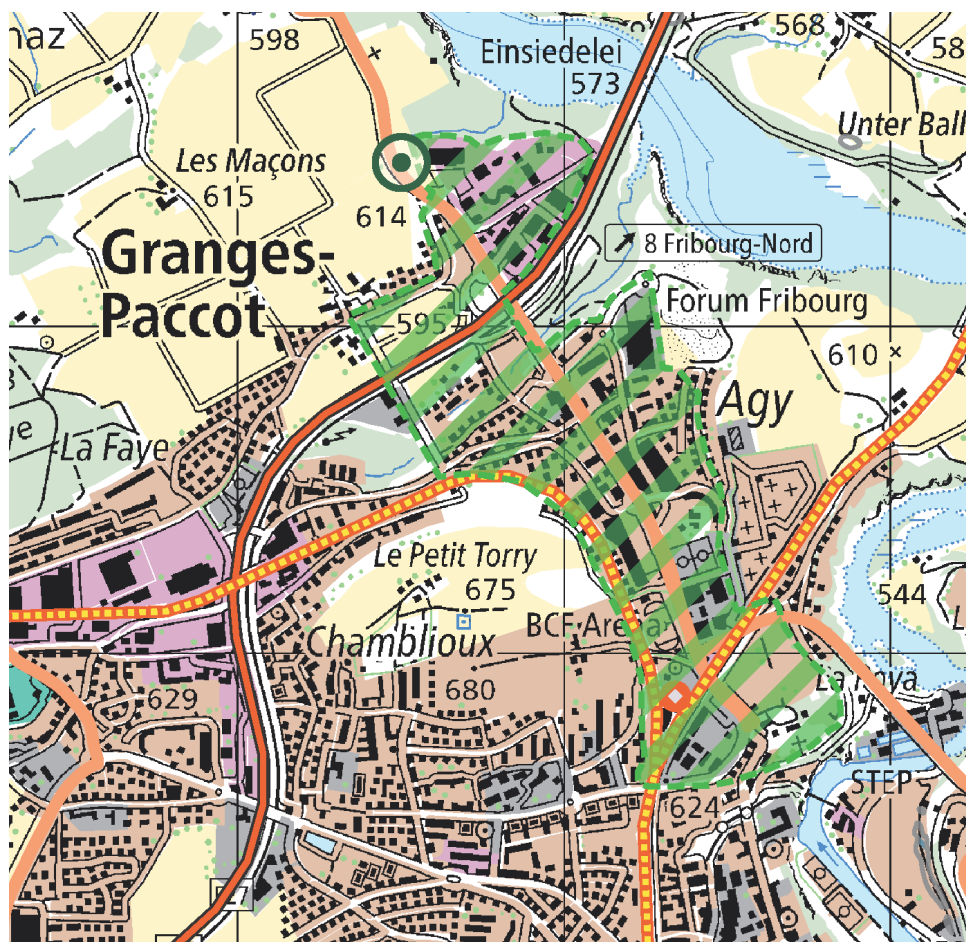
Agglomération de Fribourg

Canton de Fribourg

OFROU

DDPS

ArmaSuisse



Périimètre du Plateau d'Agy

Relocalisation P+R

1. Description du projet

Situé géographiquement au nord de la ville de Fribourg, le site stratégique d'agglomération « Plateau d'Agy – Portes-de-Fribourg » Le plateau d'Agy s'inscrit sur les communes de Granges-Paccot et de Fribourg. Outre un emplacement exceptionnel entre deux grands espaces ouverts, la colline du petit Torry et Grandfey-Sarine, il dispose d'une forte accessibilité par un accès direct à l'autoroute A12 et au réseau ferroviaire avec une halte ferroviaire existante et une deuxième projetée.

Traversant le plateau d'Agy, la route cantonale de Morat possède un triple rôle de pénétrante, ceinture et desserte reliant des activités commerciales et des équipements (jonction autoroutière, Forum Fribourg, équipements sportifs structurants, etc.) d'importance régionale à cantonale.

Les projets d'agglomération PA2 et PA3 de Fribourg ont défini, tour à tour, le secteur « Plateau d'Agy – Portes-de-Fribourg » en tant que site stratégique d'agglomération. Le PA4 l'a conservé sous le nom « Agy-Torry Est ». En outre, le PA4 contient la mesure 4M.04.01 Nouvelle halte ferroviaire du plateau d'Agy. D'autres mesures issues des PA2, PA3 et PA4 font également parti du projet.

Compte tenu du potentiel du site, le projet consiste à développer un quartier mixte à fort caractère urbain par des mesures de requalification, de restructuration et de densification du tissu bâti existant. Le quartier secteur sera structuré autour d'un boulevard et d'un maillage fin d'espaces publics et desservi par des transports publics attractifs. La réalisation des aménagements et des divers équipements publics doit être gage d'une haute qualité urbanistique et architecturale, garantissant ainsi des déplacements aisés en mobilité douce dans le quartier secteur et répondant également aux besoins spécifiques à l'organisation des grandes manifestations.

Etat des travaux

Un plan directeur intercommunal a été élaboré en 2006 pour le site du plateau d'Agy. Il traite principalement de la circulation, du stationnement, des transports publics et des aménagements. A l'heure actuelle, une étude préalable relative à la plateforme multimodale de la future halte ferroviaire d'Agy est en cours.

Les projets d'agglomération PA2 et PA3 de Fribourg ont défini, tour à tour, le secteur « Plateau d'Agy – Portes-de-Fribourg » en tant que site stratégique d'agglomération.

En 2014, la commune de Granges-Paccot a lancé un concours de mandat d'études parallèles (MEP) dont l'objectif principal visait l'élaboration d'un nouveau concept d'urbanisation de qualité pour le Plateau d'Agy. La mise en œuvre des résultats doit être encore transposée dans des instruments d'aménagement local (plan d'aménagement de détail).

La Ville de Fribourg identifie également ce secteur comme stratégique avec le site sportif et son développement ultérieur.

Le canton est particulièrement concerné par ce secteur en raison des infrastructures de transport cantonales présentes et de la gestion globale de la mobilité à assurer à plus long terme.

Tous les acteurs se rencontrent dans le cadre du comité stratégique du Plateau d'Agy qui a été mis en place suite à la mise en activité du Projet Poya.

Par ailleurs, le site de la caserne de la Poya, actuellement utilisé par l'armée et n'étant pas soumis aux dispositions de la LAT, est un secteur qui appartient au canton et dont l'affectation future doit être étudiée de manière globale, une fois que cela sera possible. Un comité stratégique est déjà constitué pour effectuer des réflexions à ce propos.

Ce secteur doit bénéficier de réflexions coordonnées entre les deux communes, l'Agglomération et le canton. Il est nécessaire de disposer d'une vue d'ensemble sur un périmètre large afin que les étapes de réalisation de la densification et de la requalification soient coordonnées entre elles quelle que soit l'autorité en charge de la réalisation des mesures.

2. Justification de la localisation

Le site présente les atouts suivants :

- › propriété foncière cantonale avec potentiel de développement important (site de la caserne de la Poya) ;
- › infrastructures sportives importantes et fortement fréquentées ;
- › identifié dans le projet d'agglomération de Fribourg comme site stratégique d'agglomération ;
- › bonne desserte en transports publics et amenée à se développer ;
- › accessibilité routière à la jonction de l'autoroute A12 reliant Vevey à Berne.

3. Contraintes à prendre en compte

Les contraintes majeures identifiées sont les suivantes :

- › pluralité d'acteurs publics et privés à identifier, mobiliser et coordonner ;
- › relocalisation éventuelle des activités et des entreprises existantes ;
- › développement des projets urbanistiques à coordonner avant leur établissement ;
- › coordination à assurer avec le déplacement de ligne à haute tension CFF ;
- › présence d'un site inconstructible figurant à l'ISOS 8 (parc et château de la Poya), d'un chemin IVS, de bâtiments protégés et de périmètres archéologiques pouvant nécessiter des sondages ou fouilles préalables ;
- › la nécessité de la prise en compte de l'ISOS est à examiner ;

- › la complémentarité d'usage du stationnement pour gérer les pointes liées aux manifestations exceptionnelles est à augmenter ;
- › la problématique du bruit liée à la densification devra être prise en compte.

4. Procédure et suite des travaux

Considérant l'ampleur du projet et la requalification et restructuration du tissu bâti qu'il induit, l'élaboration volontaire d'un plan d'aménagement de détail-cadre « PAD-cadre » pourrait être particulièrement recommandée et adaptée aux particularités du site. Son utilisation offrirait en effet de nombreux avantages tels qu'une coordination facilitée entre les différents acteurs, la réalisation d'études complémentaires, un phasage optimal des travaux, une cohérence dans l'aménagement des espaces publics, une gestion optimale des espaces de transition et de la mobilité ou encore une meilleure insertion du site dans l'agglomération. La question n'est cependant pas encore tranchée et il est également possible de passer par les instruments usuels de planification locale pour autant que la coordination entre les différentes étapes de réalisation du projet soit assurée.

Compte tenu de l'implication du canton, il se peut également que l'utilisation de la procédure du plan d'affectation cantonal soit envisageable.

P0801

Centre sportif régional d'Estavayer-le-Lac

ETAT DE COORDINATION

Information préalable
Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

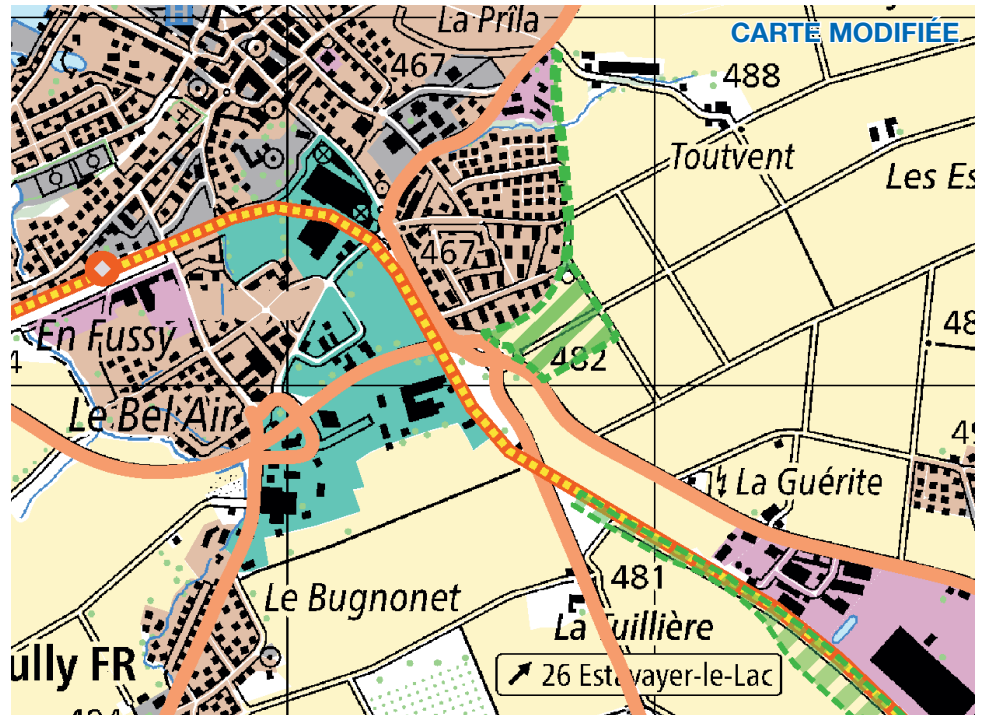
Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IMPLANTE LE PROJET

Estavayer

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

COREB



▨▨▨▨ Périmètre projet

1. Description du projet

La région d'Estavayer dispose d'une offre diversifiée d'infrastructures sportives à rayonnement local, voire micro-local. Toutefois, le constat d'un manque d'infrastructures sportives de rayonnement régional a été posé. C'est dans le but de palier à ce manque que la commune d'Estavayer entend réaliser un centre sportif régional. A ce stade, le projet se dessine sous la forme d'infrastructures capables d'accueillir différents types de sports principaux et secondaires. Football, tennis, mais aussi lutte et skater hockey sont quelques exemples un réseau régional de sport. Cette vision multisite s'appuie sur le développement des rives du lac, la valorisation des infrastructures existantes et sur les besoins actuels et futurs des activités sportives.

Le développement du secteur de la Maladeire, représenté sur la carte ci-dessus, s'inscrit dans cette vision qui dépasse le cadre de la commune pour s'inscrire dans un réseau de sport régional.

En parallèle du développement d'une offre sportive diversifiée, le projet envisage la constitution d'un parc et d'une promenade végétalisée aux contours de la ville d'Estavayer-le-Lac nommé « Parc des Limites ». Il a pour but d'accompagner la densification du territoire urbanisé et limiter strictement le territoire en lui offrant une lisibilité à long terme.

La commune d'Estavayer entend ainsi renforcer son identité régionale et son implication dans la promotion des activités sportives tout en accordant une attention particulière à la biodiversité, à la détente et au renforcement des fonctions biologiques du site.

2. Justification de la localisation

Actuellement, deux sites sont principalement destinés au sport à Estavayer-le-Lac. Ils sont tous deux situés sur les rives. Les grandes valeurs biologiques, paysagères et publiques des rives impliquent qu'aucune extension sportive n'y est envisageable. Au contraire, certaines activités sportives doivent en être délocalisées sur la base du projet de réaménagement « Parc des rives ». D'autres sites sont destinés aux écoles. Ils offrent de petits espaces extérieurs récréatifs et des salles de gymnastiques. Ce sont cependant des espaces de petites dimensions sans possibilité d'extension. Des problématiques similaires (impossibilité de développement et nouveaux besoins) concernent les communes et villages de la région d'Estavayer.

3 secteurs doivent accueillir des activités et nécessitent des transformations : Thiolleyres, Fontany et Maladeire.

Les secteurs Thiolleyres et Fontany, dédiés à devenir respectivement un bikepark et une infrastructure accueillant piscine, terrain de skaterhockey, fitness, etc., sont déjà en zone à bâtir.

Le secteur de la Maladeire est quant à lui en zone agricole, sur des surfaces d'assolement. Il a été identifié suite à des études de sites lancées dès 2010 et résulte d'une pesée d'intérêts. Le projet de ligne de transport public urbaine actuellement à l'étude desservirait le parc de la Maladeire. La valorisation de l'existant, le développement de l'ensemble des infrastructures et leur réorganisation au cœur d'un réseau régional conduisent à la nécessité d'une mise en zone, réduite au strict minimum, sur une surface de 6 ha. Il est prévu d'y réaliser 3 terrains de football synthétiques et un parc public. Ces terrains synthétiques permettront la pratique du football en toutes saisons et combleront le manque de telles infrastructures de la région. Le parc public favorisera la mobilité douce et autres pratiques sportives associées. Le site est peu contraint et les géométries possibles sont nombreuses. Plusieurs variantes illustratives ont été réalisées, mais le projet reste à élaborer. Le secteur permet également d'insérer cette infrastructure au cœur du parc des limites (ceinture verte), dispositif territorial majeur du PAL 2019.

Le développement d'une telle infrastructure ne peut pas se faire à l'intérieur du tissu bâti existant, la surface disponible étant insuffisante.

La commune d'Estavayer a alors identifié le site de « La Maladeire » présentant présente les caractéristiques opportunes à la réalisation de telles infrastructures. A ce jour, elle a établi un pacte d'emption avec le propriétaire concerné pour l'acquisition d'une partie des parcelles concernées. La commune sera destinée à être le seul propriétaire foncier. Un tracé de bus régional longe le site de la « La Maladeire ». Un arrêt est localisé à environ 600 m au sud de ce dernier. L'étude pour la mise en service d'un bus urbain a déjà intégré ce site.

D'autres sites sensiblement similaires ont également été identifiés. Toutefois, le site de la Maladeire semble être le mieux à même de répondre aux objectifs fixés par la commune en termes d'activités sportives et de promotion de la biodiversité. La justification de ce choix est toutefois en cours, dans le cadre des études préliminaires. Le plan d'aménagement local déposé à l'examen préalable en 2015 intégrait un centre sportif dans le secteur de La Moutonnerie. Toutefois, ce projet a dû être abandonné pour des raisons foncières. On peut cependant retenir qu'un centre sportif était déjà intégré dans le parc des limites (secteur de La Moutonnerie), enserrant la zone à bâtir existante d'Estavayer-le-Lac et en extension du périmètre d'urbanisation.

3. Contraintes à prendre en compte

Diverses contraintes sont à prendre en compte :

- › La quasi-totalité du site est inscrite en surfaces d'assolement sur une surface de 60'000 m² ;
- › La présence de zones recensées IVS (tracés historiques d'importance nationale sans substance et tracé historique d'importance régionale) ;
- › La présence d'un périmètre archéologique recensé pouvant nécessiter des sondages ou fouilles préalables ;
- › La présence de voie de chemin de fer destinée au transport de personnes et de marchandise à proximité ;
- › Les arrêts des transport public urbain qui entreront en service en 2023
- › Une accessibilité attractive et sécurisée par la mobilité douce qui devra être garantie afin d'approuver la mise en zone.

4. Procédure et suite des travaux

En l'état, le projet fait l'objet d'une étude préalable multicritères afin de déterminer le choix du site, sa localisation exacte ainsi que les surfaces nécessaires, tout en favorisant la complémentarité d'usage, la mutualisation de surfaces et les synergies de même qu'une accessibilité favorisant la mobilité douce et les transports publics.

La création d'un centre sportif régional ainsi que l'aménagement du parc des Limites sont tous deux inscrits dans le plan d'aménagement local d'Estavayer. Ils sont également en phase d'intégration au plan directeur régional de la Broye. De plus, un plan d'aménagement de détail sera établi simultanément au dossier de mise en zone.

Une coordination entre le développement du projet « Centre sportif régional de la Maladeire », le « Parc des Limites » et le « Parc des Rives » est assurée spécifiquement dans le cas de l'offre sportive.

P1101

Paysage d'importance cantonale : Vallée de l'Intyamon

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IM-PLANTE LE PROJET

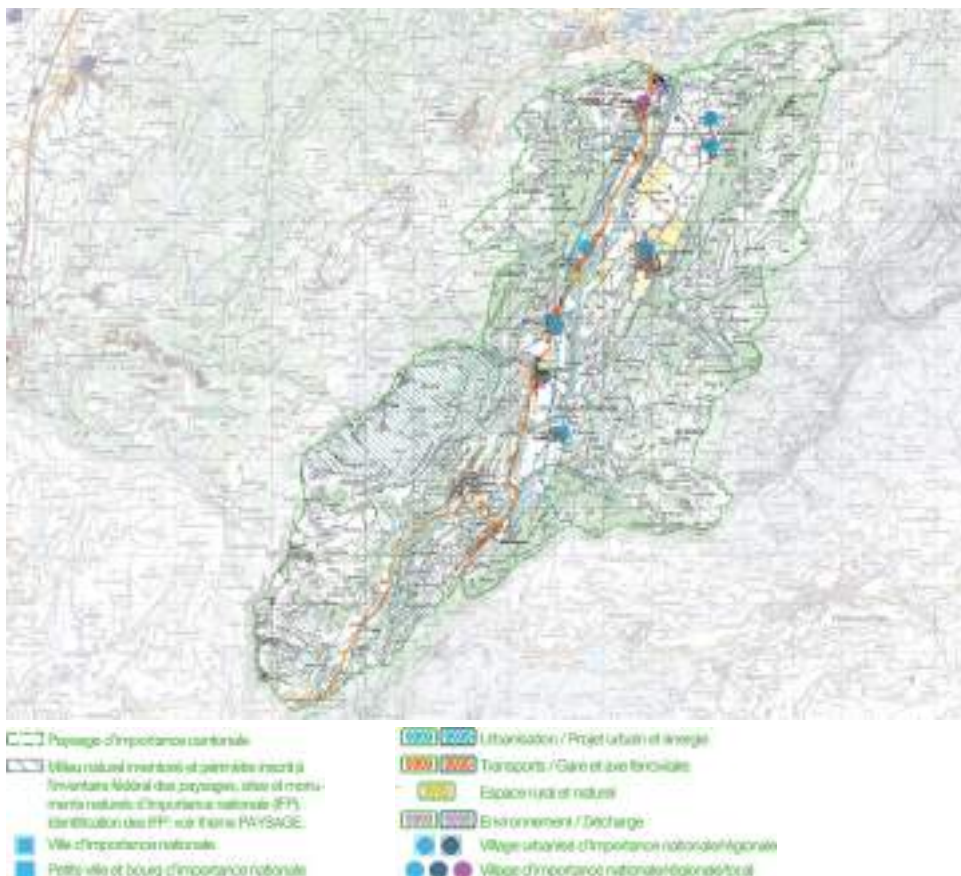
Bas-Intyamon

Grandvillard

Haut-Intyamon

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

ARG



1. Description du projet

Le paysage Vallée de l'Intyamon est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage au relief simple de vallée à fond plat et modelé par l'économie alpestre se caractérise par trois grandes sous-unités paysagères distinctes et très contrastées : paysage de rivière et paysage rural de village et de hameau de la vallée ; paysage d'alpage sur le versant est de la chaîne des Vanils ; paysage d'alpage sur le versant ouest. Ce paysage fait partie du périmètre du Parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut.

Un fond de vallée plat d'origine glaciaire

Le fond plat de la vallée est structuré par la Sarine, les villages à valeur patrimoniale et culturelle forte (villages recensés à l'inventaire national ISOS) et de grandes surfaces agricoles. Les secteurs d'exploitation de matériaux ainsi que des zones d'activités viennent par endroit trancher avec l'ambiance montagnarde globale et rappellent la

proximité du réseau de transport national. Les réseaux routier et ferroviaire qui relient la plaine au Pays-d'Enhaut renforcent la linéarité de la vallée, marquée en son centre par la Sarine, parfois canalisée, parfois plus naturelle à la ripisylve fournie, et présentant des largeurs variables. Le Lac de Lessoc (lac de retenue) et les collines des Cressets animent localement le paysage par un relief doux et longiligne.

Un versant est marqué par le patrimoine et l'économie alpestre

Le versant est de la chaîne des Vanils possède de nombreuses structures géomorphologiques (terrasses fluvio-glaciaires, traces d'érosion glaciaire, cônes de déjection) qui lui confèrent une ambiance paysagère de montagne marquée avec des sommets supérieurs à 2'000 m. Ces pentes préalpines sont des espaces privilégiés pour la faune. Ce versant est segmenté par l'érosion des différents ruisseaux et les Gorges de Mury. Plusieurs secteurs de paysages d'estivages, avec des chalets d'alpage traditionnels et des vues panoramiques sur la vallée et les Préalpes, révèlent une atmosphère alpestre typique des Préalpes fribourgeoises très présente dans l'imaginaire collectif.

Un versant ouest caractérisé par la forêt et les cours d'eau

Le versant ouest est marqué par des pentes majoritairement plus boisées. Les ruisseaux et petits cours d'eau, identifiables grâce à leurs cordons boisés structurent le paysage. Les hauteurs accueillent des conditions favorables pour la flore de montagne ainsi que pour la faune avec la présence marquée du bouquetin et l'existence d'un district franc.

3. Objectifs spécifiques

Ménager la qualité des grands espaces agricoles

Il convient de garder les espaces agricoles ouverts tout en permettant un développement agricole et de veiller à une intégration paysagère qualitative des projets de rénovation et de construction, ou lors d'aménagement d'infrastructures (routes, lignes électriques, etc.). Le maillage des structures boisées, qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé tant en plaine qu'en zone alpestre.

Veiller à minimiser les atteintes engendrées par les gravières et carrières pendant et après exploitation

La mise en place de mesures d'intégration paysagère permet d'atténuer l'impact visuel des sites d'exploitation de matériaux durant leur phase d'exploitation. La prise en compte des caractéristiques géomorphologiques et paysagères des contextes des gisements est également indispensable à une bonne remise en état des lieux à la fin de l'exploitation.

Mettre en valeur le patrimoine bâti

À proximité et au sein des périmètres construits et environnants identifiés par l'ISOS, les spécificités de construction (choix des matériaux, dimensions, aménagements extérieurs) méritent une attention toute particulière afin que les villages conservent leur typicité et leur lisibilité. Il convient également de valoriser le patrimoine religieux ainsi que certaines voies de communication historiques (IVS).

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doivent garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager. Enfin, il convient de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces qui composent le périmètre, en accordant une attention particulière aux surfaces à haute valeur écologique.

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir, de valoriser et de renforcer. Le maillage des différents milieux naturels contribue à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage, favorables à la faune, doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne. Enfin, une revitalisation des cours d'eau, en particulier la Sarine, doit être envisagée.

Organiser le développement de la mobilité douce

Le développement du réseau cyclable sur la rive gauche de la Sarine doit être étudié. De même, les sentiers pédestres doivent être optimisés par la mise en place d'un réseau plus dense afin de relier les différents villages entre eux, ainsi que la plaine avec les sommets. Il convient de rendre le lac de Lessoc plus accessible.

NOUVEAU



P1102

Paysage d'importance cantonale : Massif du Moléson et Teysachaux

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Bas-Intyamon

Bulle

Châtel-St-Denis

Gruyères

Haut-Intyamon

Le Pâquier

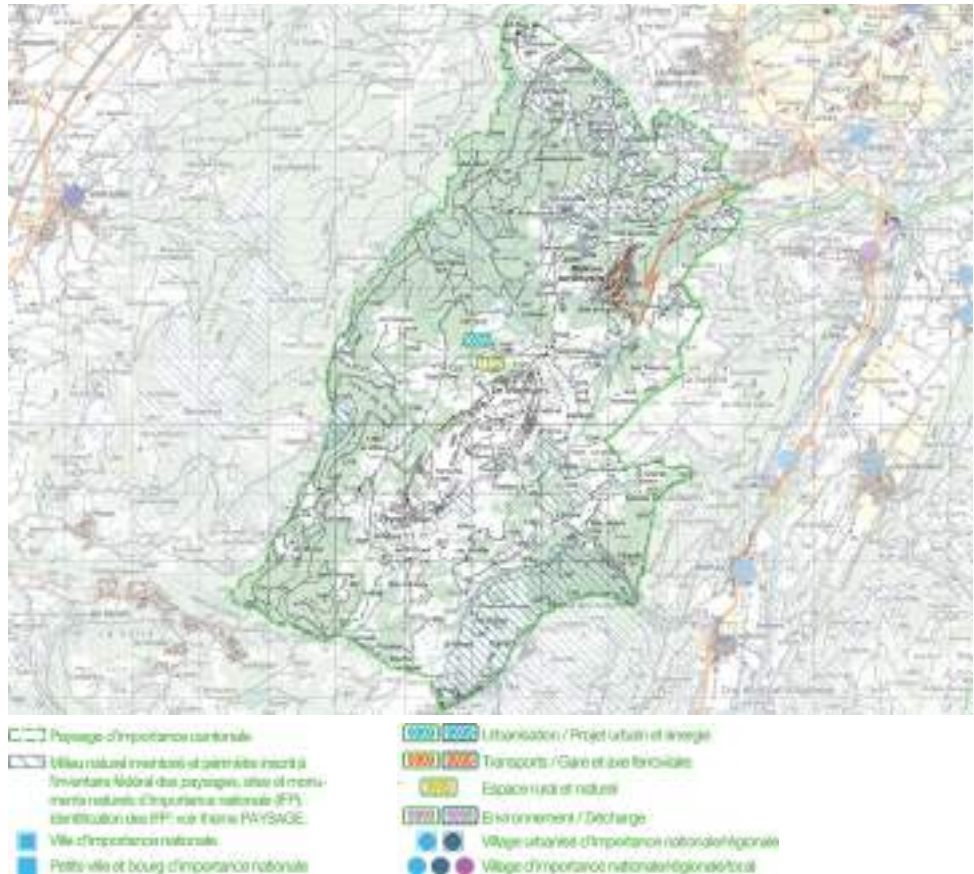
Semsales

**AUTRES INSTANCES
CONCERNÉES**

ARG

Association de com-
munes Mobul

ACV



1. Description du projet

Le paysage Massif du Moléson et Teysachaux est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

La silhouette caractéristique que dessine le sommet du Moléson (2002 m) dans le paysage préalpin est un symbole paysager et patrimonial pour le canton de Fribourg. Visible depuis les cantons voisins, elle se découpe à l'extrémité septentrionale d'une ligne de crêtes axée nord-sud, entre le sommet de Teysachaux et le sommet de Moléson. Les vues panoramiques sur l'ensemble du territoire cantonal et au-delà contribuent à la singularité de ce paysage de montagne largement fréquenté et façonné par les activités humaines.

NOUVEAU

D

Des milieux vivants abondants, façonnés par l'économie alpestre

Modelé par l'économie alpestre, le périmètre est composé de vastes pâturages, qui alternent avec des massifs forestiers, des arbres isolés et des zones rocheuses aux caractéristiques géologiques et géomorphologiques variées. Cette mosaïque de milieux de vie offre une grande diversité paysagère et une richesse faunistique et floristique alpine considérable. Par ailleurs, le périmètre est relativement dépourvu de pollution lumineuse et sonore.

Un patrimoine typique intégré au paysage

La présence dispersée de chalets d'alpage, recouverts pour la plupart de tavillons, de même que les annexes typiques liées à la transformation de produits du terroir et aux activités d'estivage dans l'ordonnement paysager contribue à souligner son importance patrimoniale. En effet, ces activités alpestres ont contribué à forger le paysage typique et singulier des Préalpes fribourgeoises tel que les populations en font l'expérience et constituent par conséquent l'un des caractères de ce paysage. Les objets du patrimoine religieux de même que les murs en pierres sèches viennent rappeler la dimension historique de l'intégration des activités humaines dans le milieu montagnard.

Un lieu de délasserment et d'appréciation du paysage fribourgeois

Sa position centrale et privilégiée dans le canton de Fribourg de même que sa popularité en font un des massifs préalpins les plus fréquentés. L'édification d'installations de remontées mécaniques et du village de vacances de Moléson-sur-Gruyères a densifié la présence de populations pratiquant des activités touristiques et de loisir sur le périmètre, été comme hiver. Les accès au massif, variés et denses, et la complémentarité de ce site avec le Château de Gruyères et son village en font un lieu privilégié pour les activités de délasserment.

3. Objectifs spécifiques

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et valoriser. La présence d'une réserve de biodiversité ainsi que le maillage des différents milieux naturels contribuent à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne.

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doivent garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager. Enfin, il convient de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces qui composent le périmètre, en accordant une attention particulière aux surfaces à haute valeur écologique. Le maillage des structures boisées, qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé tant en plaine qu'en zone alpestre.

Mettre en valeur le patrimoine sacré

Le patrimoine sacré est une composante importante de ce paysage. Les nombreuses croix et chapelles, ainsi que la Chartreuse de la Part-Dieu, méritent d'être préservées et valorisées.

Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

Le développement des activités touristiques doit respecter les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui font la qualité de ce paysage et le rendent attractif. De même, la gestion des différents usagers doit être améliorée pour permettre une meilleure cohabitation entre les différentes activités et les processus naturels. Il convient d'encourager et de favoriser la sensibilisation des usagers aux valeurs naturelles, patrimoniales et paysagères du site. L'accès en transports publics doit être développé et encouragé.

NOUVEAU



P1103

Paysage d'importance cantonale : Gruyères et alentours

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IMPLANTE LE PROJET

Broc

Bulle

Gruyères

Le Pâquier

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

ARG

Association de communes Mobul



1. Description du projet

Le paysage Gruyères et alentours est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

La cité médiévale de Gruyères, qui surplombe la plaine agricole, est l'élément emblématique de ce paysage. Sa silhouette caractéristique, formée par un groupe de collines rehaussées par les murs d'enceinte, les tours et le château, offre un contraste saisissant avec la plaine environnante, et l'arrière-plan composé des Préalpes et du massif du Moléson. Les collines de Gruyères constituent un pivot aisément reconnaissable dans la mosaïque des sous-entités paysagères de la région (milieux bâtis, plaines agricoles, rivières, forêts, alpages, sommets). Elles marquent l'entrée de la vallée glaciaire de l'Intyamon ainsi que celle du massif du Moléson et de la région du lac de la Gruyère.

Une cité médiévale d'une valeur patrimoniale importante

La cité médiévale de Gruyères, qui surplombe la plaine agricole avec en arrière-plan les Préalpes et le massif du Moléson, constitue l'un des paysages emblématiques du canton de Fribourg et l'une de ses principales vitrines touristiques. L'évolution historique du lieu est lisible à travers l'organisation de l'habitat en plusieurs villages dispersés (noyaux villageois d'Epagny et de Pringy, et leurs extensions plus contemporaines).

Un écrin paysager essentiel pour la valeur de ce paysage

La plaine agricole qui s'étend aux abords de la colline de Gruyères contribue particulièrement à la large visibilité de la cité médiévale perchée. Partie intégrante de l'ensemble paysager de Gruyères, elle est fortement marquée par les cultures fourragères qui forment de vastes espaces ouverts parfois interrompus par des constructions de gros gabarits ou des éléments boisés. Les ripisylves de l'Albeuve, de la Sarine ou de la Trême, actuellement peu valorisées, offrent un beau potentiel de renaturation. Plusieurs infrastructures sportives ou de transports (voies TPF et champ d'aviation) présentent des hauteurs faibles, leur impact à l'échelle des grands paysages est donc limité. Quelques prairies maigres, en alternance avec des haies en plaine et des secteurs boisés sur les coteaux ou aux abords des collines, complètent ce paysage. Les alpages jouent un rôle majeur dans le maintien d'ouvertures dans les massifs forestiers.

Un lieu touristique majeur

Le patrimoine historique et archéologique est une composante importante de la colline de Gruyères et de ses alentours. L'attrait touristique de la région, en particulier la cité de Gruyères, est notable à l'échelle nationale et contribue fortement à l'économie de la région. Les échappées depuis ces points de vue confèrent à ce paysage une valeur identitaire.

3. Objectifs spécifiques

Identifier et préserver les points de vue majeurs sur le château de Gruyères et ses collines, dans le PIC lui-même.

La visibilité sur la cité médiévale de Gruyères et vers ses collines doit être préservée depuis les échappées et points de vue majeurs, les espaces publics des villages alentours et les principaux axes de circulation, situés à l'intérieur du PIC.

Préserver et valoriser le patrimoine historique et archéologique visible dans le paysage

La ville médiévale et le château, éléments emblématiques du site, doivent aussi bien être préservés que mis en valeur dans leur écrin paysager.

Ménager la qualité des espaces agricoles de la plaine

La plaine agricole se compose d'espaces agricoles ouverts, entrecoupés de constructions massives, qu'il convient de conserver en veillant à une intégration paysagère qualitative des futurs projets de rénovation, de transformation ou de nouvelles constructions. Le maillage des structures boisées, qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé tant en plaine qu'en zone alpestre.

Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles, par leur position, leur vocation ou leur superficie, méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Il y a également lieu de veiller à une bonne intégration paysagère des projets de construction de grande envergure existants ou futurs.

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

Il est primordial de maintenir et mettre en valeur les activités alpestres concentrées sur les contreforts des versants préalpins qui dominent la plaine de Gruyères. Ceci permet notamment de maintenir les clairières ouvertes qui constituent l'arrière-plan de la colline de Gruyères. Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doivent garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager.

Viser l'intégration paysagère des infrastructures de transport

La forte fréquentation touristique constitue un défi majeur pour les infrastructures de transports. Les stationnements et le réseau de mobilité douce doivent être aménagés de manière à minimiser l'impact sur le paysage. La mise en place de transports en commun touristiques doit être favorisée.

NOUVEAU



P1104

Paysage d'importance cantonale : Chaînes des Gastlosen et Hochmatt

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

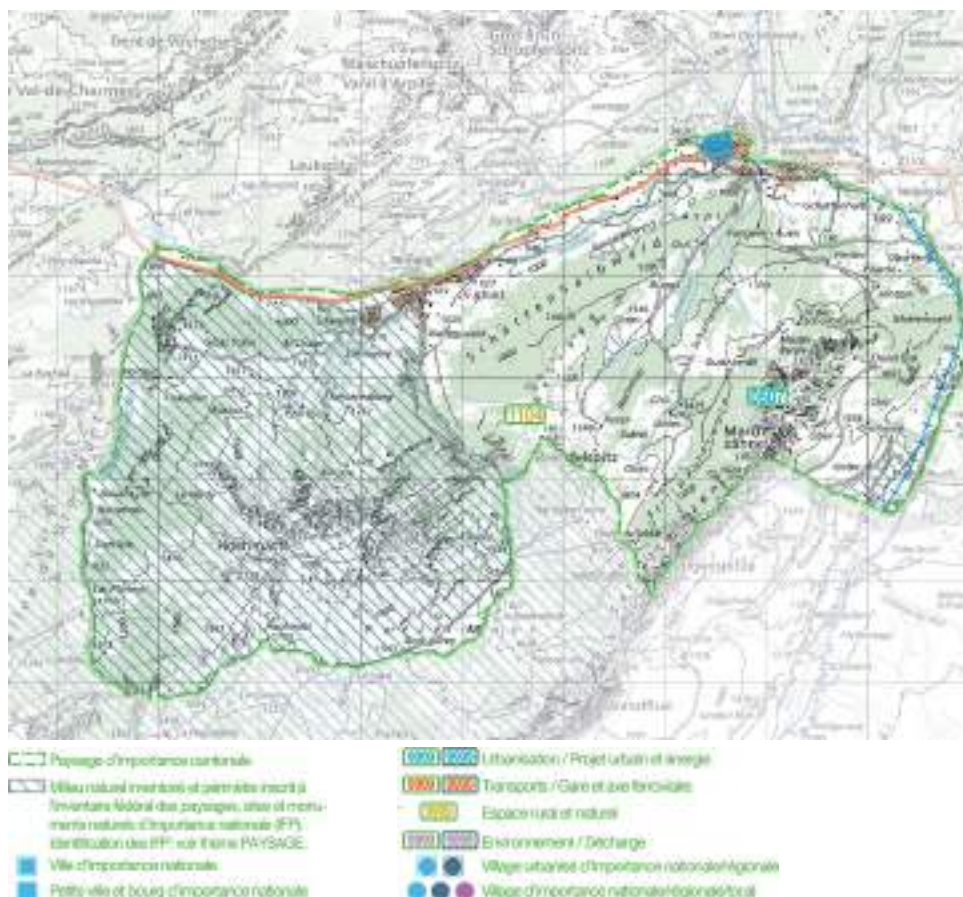
**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Jaun

Val-de-Charmey

**AUTRE INSTANCE
CONCERNÉE**

ARG



1. Description du projet

Le paysage Chaîne des Gastlosen et Hochmatt est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage, caractérisé par une ambiance fondamentalement naturelle et préservée, inclut la Hochmatt et la chaîne des Gastlosen, dont les sommets sont parmi les plus reconnaissables, emblématiques, et les plus élevés du canton (environs 2000 m d'altitude). Les vues panoramiques, accessibles aux randonneurs depuis les points hauts, sont exceptionnelles. Ce périmètre complète l'IFP du Vanil Noir qui le borde au sud.

Un paysage à l'ambiance naturelle préservée

L'activité anthropique en dehors des villages y est généralement faible et essentiellement concentrée le long des sentiers de randonnée et près des remontées mécaniques. Les surfaces forestières et les zones naturelles non exploitées prédominent. Elles confèrent à ce paysage un caractère et une ambiance naturelle préservée. La richesse floristique et la diversité des milieux de vie présents dans la région est remarquable. Ces espaces naturels favorisent la présence marquée de la faune sauvage notamment dans le district franc existant. Dans les zones naturelles très calmes et silencieuses, l'obscurité nocturne est également préservée.

Un paysage façonné par les pratiques alpestres traditionnelles

Ce paysage est caractérisé par l'authenticité de traditions vivantes liées à l'économie alpestre : leur maintien contribue à la valeur de ce paysage. Le patrimoine alpestre est composé d'une multitude de chalets d'alpage couverts de tavillons et de quelques objets du patrimoine religieux. À une altitude médiane, il est utilisé comme zone d'estivage composée de vastes pâturages boisés en alternance avec des espaces forestiers. Le fond de la vallée qui relie Im Fang à Jaun concentre la majeure partie des habitations et des activités économiques de la région.

Un tissu villageois d'architecture traditionnelle bien visible

Le patrimoine bâti historique des villages et hameaux dans le périmètre est d'une très grande richesse. La typologie traditionnelle de village-rue, la lisibilité de l'histoire locale dans le bâti et l'architecture traditionnelle des chalets caractérisent encore fortement ces localités.

Un relief escarpé favorable pour des activités de délasserment à faible impact

Les zones escarpées surplombent les zones d'estivages. Ce relief est fortement marqué par les processus karstiques, glaciaires et gravitaires, visibles sur de nombreux géotopes. Les structures rocheuses en font un lieu privilégié pour les activités de délasserment liées à la montagne et à l'appréciation de son paysage. Les infrastructures touristiques sont principalement présentes sur le versant nord des Gastlosen.

3. Objectifs spécifiques

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir, de valoriser et de renforcer. Le maillage des différents milieux naturels contribue à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage, favorables à la faune, doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne.

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre

Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doit garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager. Enfin, il convient de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces qui composent le périmètre, en accordant une attention particulière aux surfaces à haute valeur écologique. Le maillage des structures boisées, qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé tant en plaine qu'en zone alpestre.

Assurer l'harmonie architecturale des villages et des hameaux et y maintenir l'activité économique

La qualité des constructions mérite une attention toute particulière afin de conserver la typicité et l'harmonie des villages et hameaux. L'activité économique doit rester possible dans le cadre d'une intégration paysagère qualitative des transformations et des nouvelles constructions.

Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

Le développement des activités touristiques doit respecter les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui font la qualité de ce paysage et le rendent attractif. De même, la gestion des différents usagers doit être améliorée pour permettre une meilleure cohabitation entre les différentes activités et les processus naturels. Il convient d'encourager et de favoriser la sensibilisation des usagers aux valeurs naturelles, patrimoniales et paysagères du site. L'accès en transports publics doit être développé et encouragé.

NOUVEAU



P1105

Paysage d'importance cantonale : Lac Noir

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Jaun

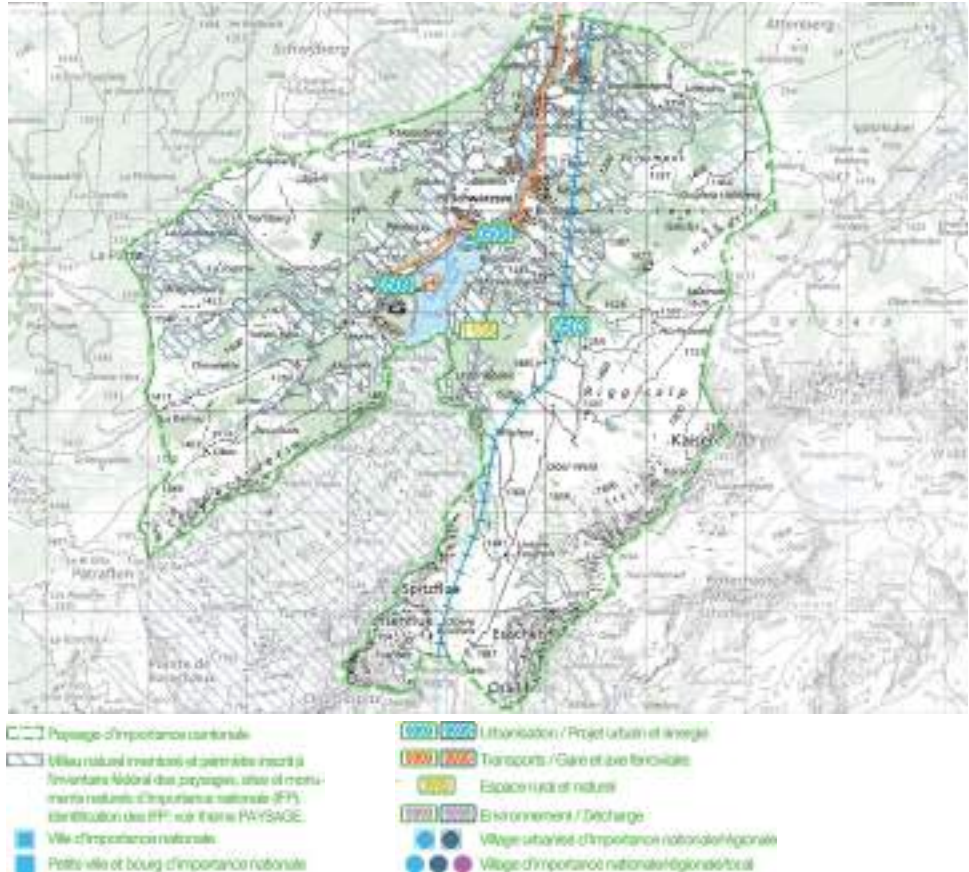
Plasselb

Plaffeien

Val-de-Charmey

**AUTRES INSTANCES
CONCERNÉES**

ARG

Gemeindeverband
Region Sense

1. Description du projet

Le paysage du Lac Noir est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Le paysage du Lac Noir se caractérise par la présence d'un lac naturel au milieu de sommets préalpins. Des prairies et des arbres bordent ses rives, principalement planes, à l'exception d'une petite portion de berges escarpées au sud. Le lac, qui marque une ligne horizontale calme, contraste avec le contexte montagneux : entouré par le Schwyberg à l'ouest, par les crêtes des Reccardets et de la Spitzfluh au sud, ainsi que par le Kaiseregg à l'est. La présence du Breccaschlund au sud, paysage IFP, renforce la valeur paysagère du Lac Noir. Ce paysage est intégré dans deux parcs naturels régionaux, Gantrisch et Gruyère Pays d'En haut.

Un paysage alpestre fortement lié à l'économie pastorale

Sur ses flancs, le patrimoine architectural alpestre se compose de chalets d'alpage en grande partie recouverts de tavillons ainsi que leurs annexes typiques liées à la transformation de produits du terroir et aux activités d'estivage. Les murs en pierres sèches et les objets du patrimoine religieux marquent une ambiance rurale et authentique affirmée. La tradition vivante de l'économie alpestre liée à la fabrication de produits du terroir représente une valeur culturelle à l'échelle régionale, voire cantonale, et influence l'art pictural et musical en relayant l'image populaire d'un paysage alpestre traditionnel.

Des milieux naturels et géomorphologiques variés et de qualité

De vastes pâturages boisées, des arbres isolés majestueux, des massifs forestiers ainsi que des zones rocheuses vers les sommets escarpés créent une diversité paysagère remarquable. Des marques de processus karstiques, glaciaires et gravitaires, ainsi qu'une grande diversité faunistique et floristique composent un paysage riche en contrastes. De nombreux marais sont inventoriés dans la région. Un sentiment de calme et d'éloignement confère au lieu une grande sérénité. L'obscurité nocturne des zones naturelles y est également préservée. La diversité géologique et géomorphologique, de même que le caractère authentique et l'aspect naturel de la région, méritent d'être préservés.

Un lieu touristique majeur

Le Lac Noir est un site touristique majeur du canton. Ce paysage s'articule autour du lac qui constitue un pôle d'attraction, ce qui génère une forte fréquentation et pression sur ses rives.

3. Objectifs spécifiques

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestres

Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doivent garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager. Enfin, il convient de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces qui composent le périmètre, en accordant une attention particulière aux surfaces à haute valeur écologique.

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir, valoriser et renforcer. Les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne.

Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

Le développement des activités touristiques doit respecter les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui font la qualité de ce paysage et le rendent attractif. De même, la gestion des différents usagers doit être améliorée pour permettre une meilleure cohabitation entre les différentes activités et les processus naturels. Il convient d'encourager et de favoriser la sensibilisation des usagers aux valeurs naturelles, patrimoniales et paysagères du site. L'accès en transports publics doit être développé et encouragé.

Trouver un équilibre entre les usages récréatifs et les milieux naturels autour du lac

Il convient de permettre l'accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs afin d'en préserver d'autres et de ne pas détruire des milieux naturels de qualité. Il y a lieu de bien définir les différents secteurs et leurs usages autour du lac.

Viser une qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles par leur exposition et leur grande taille méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Il y a lieu de veiller à une bonne intégration paysagère de tout futur projet de grande envergure.

NOUVEAU



P1106

Paysage d'importance cantonale : Massif de la Berra et Cousimbert

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Le Mouret

La Roche

Plasselb

St. Silvester

Treyvaux

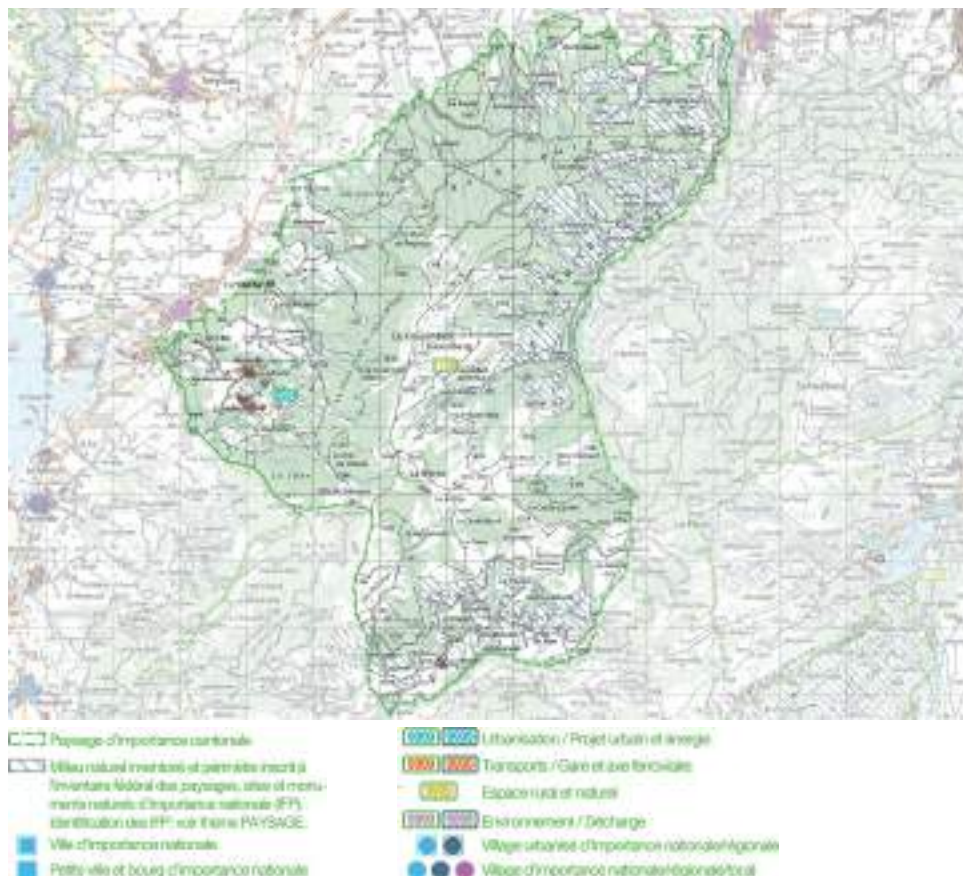
Val-de-Charmey

**AUTRES INSTANCES
CONCERNÉES**

ARG

Gemeindeverband
Region Sense

ARS



1. Description du projet

Le paysage Massif de la Berra et Cousimbert est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Paysage archétypique de moyenne montagne, ce périmètre se distingue par un relief et une ligne de crêtes marqués et identitaires qui se détachent nettement de la plaine. Ce massif présente une silhouette assez uniforme et lisible qui marque l'arrière-plan paysager depuis les points de vue majeurs du lac de la Gruyère, de l'autoroute, des villages situés à son pied. Il joue un rôle important dans l'identité régionale et relie les districts de la Gruyère, de la Sarine et de la Singine.

Des crêtes lisibles porteuses d'une identité liée au lieu

Les vues panoramiques depuis les crêtes de Berra-Cousimbert, sur les lacs de la Gruyère, de Neuchâtel, de Morat et du Léman ainsi que les crêtes emblématiques

des Alpes fribourgeoises et bernoises, appartiennent à l'imaginaire collectif et sont porteuses d'un attachement culturel et social notable. Ces vues sont valorisées par la grande accessibilité du sommet de la Berra notamment grâce aux remontées mécaniques.

Un paysage à l'ambiance naturelle modelé par l'économie alpestre

Ce paysage, vallonné sur les flancs des crêtes et façonné par des processus fluvio-glaciaires, présente une ambiance naturelle marquée grâce aux vastes et sombres forêts ainsi qu'aux pâturages boisés, où l'activité pastorale est présente. Les chalets d'alpage traditionnels dispersés contribuent à un paysage façonné par l'économie alpestre.

Le maillage de milieux de vie naturels comme les cours d'eau, zones humides, prairies sèches et maigres offre un cadre favorable pour une faune et flore riches et typiques des Préalpes.

Un patrimoine sacré bien présent

Ce paysage est fortement marqué par la présence d'un patrimoine sacré, dont la Chartreuse de la Valsainte est le plus emblématique. En plus, un réseau dense de chapelles et de croix souligne cet aspect de paysage sacré. Les sommets de la Berra et du Cousimbert sont couronnés par des éléments historiques visibles de loin : la pyramide métallique du point de triangulation de la Berra ainsi que La Croix du Cousimbert.

3. Objectifs spécifiques

Préserver la lisibilité des crêtes du massif de la Berra et du Cousimbert

Il convient de préserver les crêtes du massif libres d'éléments pouvant perturber leur silhouette. Cette alternance équilibrée entre les aires forestières et les pâturages doit être maintenue ; elle contribue à la préservation du paysage ouvert de la crête.

Garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères

Le développement des activités touristiques doit respecter les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui font la qualité de ce paysage et le rendent attractif. De même, la gestion des différents usages doit être améliorée pour permettre une meilleure cohabitation entre les différentes activités et les processus naturels. L'accès en transports publics doit être développé et encouragé.

Mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestres

Il est primordial de maintenir et de mettre en valeur les alpages par un entretien et une rénovation des bâtiments adaptés au paysage alpestre. L'aménagement de nouveaux accès et la réfection des accès existants doivent garantir une intégration adéquate à l'ensemble paysager. Enfin, il convient de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces qui composent le périmètre, en accordant une attention particulière aux surfaces à haute valeur écologique. Le maillage des structures boisées, qui ponctue également les espaces agricoles ouverts, devra être préservé, renouvelé et renforcé tant en plaine qu'en zone alpestre.

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles ~~et il convient de les valoriser par une exploitation agricole et forestière adaptée. Il y a lieu de sensibiliser les visiteurs sur les comportements appropriés à adopter pour respecter la faune et la flore. qu'il convient de maintenir, valoriser et renforcer par une exploitation agricole et forestière adaptée.~~ Il y a lieu de sensibiliser les visiteurs sur les comportements appropriés à adopter pour respecter la faune et la flore. Les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne.

Mettre en valeur le patrimoine sacré

Le patrimoine sacré est une composante importante de ce paysage. Les nombreuses croix et chapelles, ainsi que la Chartreuse de la Valsainte, méritent d'être préservées et valorisées.

NOUVEAU



P1107

Paysage d'importance cantonale : Lac de la Gruyère

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Botterens

Broc

Corbières

Echarlens

Gibloux

Hauteville

La Roche

Marsens

Morlon

Pont-en-Ogoz

Pont-la-Ville

Sorens

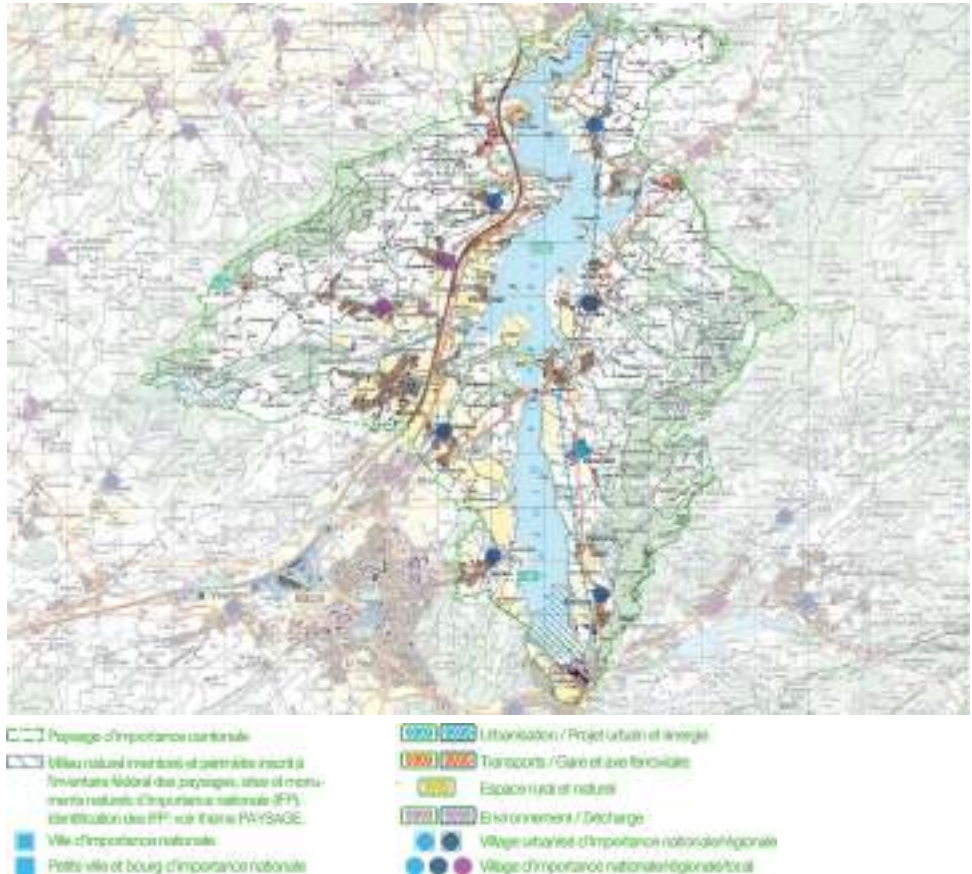
Treyvaux

**AUTRES INSTANCES
CONCERNÉES**

ARG

Association de com-
munes Mobul

ARS



1. Description du projet

Le paysage Lac de la Gruyère est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce vaste paysage s'articule principalement autour du lac de retenue de la Gruyère, plus grand lac artificiel de plaine en Suisse dont la construction du barrage de Rossens, achevée en 1948, est à l'origine. Au caractère rural prédominant, s'ajoutent également une valeur patrimoniale importante et des milieux variés pour la faune et la flore.

Un paysage lacustre évolutif

La végétation rivulaire et la topographie de berges raides sont caractéristiques de ce paysage façonné par la production hydro-électrique et l'agriculture. La plupart des rives du lac sont boisées et bordées de prairies. Le régime artificiel du lac évolue en fonction du débit de la Sarine et est particulièrement lisible au niveau de ses berges abruptes, révélant en basses eaux une ambiance « lunaire » très singulière. De nom-

breux ruisseaux bordés de haies arborescentes marquent régulièrement les rives et contribuent à l'aspect sinueux du paysage lacustre. Enfin, une grande variété de cultures, de structures pérennes et de milieux naturels offre des habitats très divers pour la faune et la flore.

Un patrimoine rural et historique

La rive droite et sa campagne en arrière-plan présentent un paysage rural bien préservé, parsemé de villages et hameaux encore marqués par des activités agricoles. Les corps de fermes typiques généralement bien intégrés, et le réseau de haies, d'arbres isolés, de vergers et de jardins traditionnels, sont caractéristiques du paysage rural fribourgeois. Les villages, tant par leur structure que par les bâtiments qui les composent, sont porteurs d'une valeur patrimoniale et identitaire remarquables. Les fermes ornées de poyas et de cloches marquent ce paysage et soulignent une ambiance pittoresque liée à un mode de vie rural traditionnel. Le patrimoine historique et archéologique est une composante importante de ce paysage : l'île d'Ogoz et les ruines des châteaux en sont des éléments emblématiques.

Un lieu de délasserment privilégié pour l'expérience esthétique pittoresque qu'il suscite

La valeur paysagère du périmètre réside notamment dans les vastes vues panoramiques qui mettent en scène le lac dans son écrin préalpin, créant ainsi une vision pittoresque très identitaire. La linéarité du lac et ses variations de profondeurs et de couleurs représentent un atout paysager notable. Celui-ci offre un cadre idyllique pour les loisirs et le délasserment.

3. Objectifs spécifiques

Identifier et préserver les vues emblématiques sur le grand paysage du lac et des Préalpes à l'intérieur du PIC

Il convient d'être attentif à la préservation et à la valorisation des points de vue sur les deux rives du lac de la Gruyère et sur la chaîne des Préalpes depuis les principaux axes de circulation (autoroute et aires touristiques) et de mobilité douce.

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir, valoriser et renforcer en recherchant l'équilibre avec les différents usages existants, en accordant une attention particulière à la partie sud du lac. Il convient de conserver certains secteurs sauvages le long des rives et des îles peu fréquentées, ainsi que de préserver et de recréer des structures boisées.

Préserver le patrimoine historique et archéologique et valoriser les vues sur ces éléments

Les vestiges historiques et archéologiques, éléments emblématiques de ce paysage, doivent être préservés. Par ailleurs, les vues sur ces éléments du patrimoine doivent être valorisées dans la mesure du possible.

Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

Certains secteurs sensibles par leur position, leur vocation ou leur superficie méritent d'être requalifiés afin d'améliorer leur qualité paysagère. Tout projet de construction de grande envergure existant ou futur doit s'intégrer dans le paysage de manière cohérente.

Concilier les usages d'habitat, récréatifs, agricoles et de production énergétique aux abords du lac

Les usages et les fonctions des différents espaces des abords du lac doivent être identifiés et priorités. La recherche de synergies entre les diverses activités et l'amélioration des accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs en évitant de porter atteinte aux milieux naturels de qualité doit être privilégiée. Les intérêts des riverains doivent être pris en compte dans la conciliation des usages du lac.

NOUVEAU



P1108

Paysage d'importance cantonale : Gorges de la Sarine

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IM-PLANTE LE PROJET

Arconciel

Fribourg

Gibloux

Hauterive

Marly

Pont-la-Ville

Treyvaux

Villars-sur-Glâne



1. Description du projet

Le paysage Gorges de la Sarine est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ces gorges sinueuses sont formées par les méandres du lit de la Sarine, profondément creusés dans le socle molassique. Avec ses canyons et ses berges difficiles d'accès, particulièrement en amont, la rivière présente un caractère naturel, renforcé par des coteaux abrupts boisés et de hautes falaises qui soulignent la sensation d'encaissement. Les grandes variations d'ensoleillement d'une berge à l'autre diversifient leur typologie.

Un espace à haute valeur naturelle

La typologie diversifiée des gorges est favorable au foisonnement écologique des milieux vivants propres à une zone alluviale d'importance nationale. Les abords des

berges sont enserrés par des réserves forestières cantonales et des sites de reproduction à batraciens d'importance nationale. Certains méandres sont composés de replats alluviaux ouverts et cultivés, parfois utilisés à des fins industrielles ou artisanales. Ces replats constituent également un lieu de détente apprécié. Quelques influences anthropiques ponctuelles tranchent avec le caractère très naturel de ce périmètre.

Un patrimoine historique et archéologique intégré à la morphologie des gorges

Dans les falaises de molasse, des abris creusés par le temps ont été occupés à diverses époques. La présence de plusieurs sites archéologiques révèle l'importance de ce cours d'eau encaissé pour les populations humaines. Les éperons et plateaux au sommet des falaises recèlent également les vestiges d'occupations antiques présentant une forte valeur patrimoniale et archéologique. L'Abbaye d'Hauterive, joyau cistercien, est un lieu calme et silencieux qui dialogue avec la Sarine. La chapelle Saint-Pierre L'Eglise St-Pierre-de-Treyvaux ainsi que plusieurs bâtiments historiques contribuent à l'aspect bucolique de ce site et à la richesse de son patrimoine sacré.

3. Objectifs spécifiques

Préserver la lisibilité et les caractéristiques géomorphologiques des gorges de la Sarine

Le processus géomorphologique à l'origine de la formation des gorges de la Sarine doit pouvoir se poursuivre en évitant de péjorer davantage le régime des eaux et du charriage. La lisibilité des falaises ainsi que des grandes terrasses alluviales à vocation agricole mérite d'être préservée. Il importe également de porter une attention toute particulière à la remise en état des sites d'exploitation de matériaux en cohérence avec la topographie initiale des lieux.

Préserver et valoriser les milieux naturels du site

Ce site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et de valoriser. Il est également nécessaire de limiter les dérangements sur la partie amont des gorges de la Sarine car il s'agit d'une réserve forestière.

Conserver et mettre en valeur le patrimoine historique et archéologique

Ce paysage comporte des sites patrimoniaux bâtis et archéologiques de grande valeur qu'il convient de préserver et mettre en valeur par l'aménagement de points de vue dans le respect du site. La richesse de ce patrimoine le long des sentiers pédestres des gorges de la Sarine doit également être promue.

Améliorer l'accueil du public et la cohabitation entre les différents usagers

Un équilibre doit être recherché entre un accueil du public et la préservation des caractéristiques naturelles, géologiques, patrimoniales et archéologiques qui font la qualité de ce paysage. La gestion des différents usagers doit être améliorée afin de tendre vers une cohabitation plus harmonieuse.

NOUVEAU



P1109

Paysage d'importance cantonale : Sarine en Ville de Fribourg

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IM-PLANTE LE PROJET

Düdingen

Fribourg

Granges-Paccot

Marly

Pierrafortscha

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Gemeindeverband
Region SenseAgglomération de
Fribourg

ARS



1. Description du projet

Le paysage Sarine en ville de Fribourg est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage à caractère urbain est marqué par la Sarine, rivière encaissée dans un canyon abrupt, qui traverse le cœur de la ville de Fribourg. Le contraste entre une ville vivante riche d'un patrimoine historique encore bien présent et d'une nature assez préservée font la singularité de ce paysage.

Un modèle rare de cohabitation entre activités urbaines et milieux naturels

Ce paysage de rivière est fortement marqué par la production d'énergie hydraulique. La retenue sur la Sarine a créé le Lac de Pérolles, paysage très sauvage qui héberge des écosystèmes riches pour de nombreuses espèces végétales et animales (site OROEM). La revitalisation du tronçon Maigrage-Neigles, actuellement très anthropisé, vise à réduire la pression exercée par l'artificialisation du cours d'eau afin de reconstituer des

biotopes et des dynamiques alluviales propices au développement de milieux riches et diversifiés.

Un patrimoine bâti historique intégré au canyon

La ville historique est bâtie sur les flancs et dans les méandres du canyon et souligne la morphologie sinueuse du lit de la Sarine exprimée aussi à travers le patrimoine arboré et les falaises de molasse.

Un lieu de délasserment et d'appréciation de la nature

Ce paysage est fortement fréquenté en raison de sa situation urbaine centrale, de son attractivité touristique et de détente pour ses habitants. Il se perçoit aussi bien depuis le fond du canyon, le long du cours d'eau, que depuis plusieurs points de vue panoramiques dominants.

3. Objectifs spécifiques

Trouver un équilibre entre les usages récréatifs, l'habitat et les espaces naturels du lac de Pérolles et de la Sarine

La gestion et le développement de ce site doivent faire cohabiter harmonieusement les divers usages existants, notamment lieu de vie pour les habitants, et le maintien des dynamiques écologiques essentielles à son caractère hybride. Tout projet d'aménagement aux abords de la Sarine doit démontrer la prise en compte de ces diverses composantes afin de préserver ce modèle de cohabitation entre activités humaines et dynamiques naturelles. La réserve naturelle doit être préservée de tout dérangements.

Viser une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement

L'évolution du tissu urbain doit être orientée et intégrée afin de réduire la pression exercée sur le paysage et l'écosystème fluvial. Une attention particulière doit être portée à la préservation des vues vers les bâtiments patrimoniaux, les ouvrages d'art et l'ensemble qu'ils forment avec le canyon creusé par les méandres de la Sarine. Tout projet d'aménagement en relation visuelle ou fonctionnelle avec le cours d'eau doit faire preuve d'une grande qualité architecturale et paysagère.

Organiser les liaisons de mobilité douce

Il convient d'étudier l'organisation fonctionnelle des cheminements de mobilité douce – aussi bien entre le haut et le bas du canyon qu'entre l'amont et l'aval du cours d'eau – et d'envisager l'aménagement de nouvelles connexions pour permettre à la population de profiter des divers aspects de ce paysage. En particulier, les accès aux berges de la Sarine et les aménagements de détente et de loisirs doivent être organisés et définis de manière cohérente et intégrative sans porter atteinte aux processus écologiques des milieux naturels.

P1110

Paysage d'importance cantonale : Campagne de Pierrafortscha

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

COMMUNES SUR LESQUELLES S'IM-PLANTE LE PROJET

Fribourg

Pierrafortscha

St. Ursen

Tentlingen

AUTRES INSTANCES CONCERNÉES

Agglomération de Fribourg

Gemeindeverband Region Sense

ARS



1. Description du projet

Le paysage Campagne de Pierrafortscha est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage de campagne est caractérisé par une ambiance rurale, des structures arborées bien conservées, des échappées sur la Ville de Fribourg et les Préalpes, ainsi qu'un patrimoine historique patricien qui donne une atmosphère singulière à cette arrière-cour de la capitale cantonale, propice au délassément.

Un cadre rural bucolique structuré par des arbres et des haies

Ce paysage agricole présente un aspect rural très bien préservé du développement périurbain quasi généralisé dans les environs de la capitale cantonale. L'utilisation agricole, ainsi que les cultures relativement épargnées par les améliorations foncières, confèrent à ce lieu une atmosphère campagnarde typique. Le relief se compose de petites collines parsemées d'espaces agricoles ouverts et dont les sommets sont rehaus-

sés par des massifs boisés. Ces collines permettent des vues dégagées ponctuelles sur la Ville de Fribourg et les Préalpes. Les haies, allées, arbres isolés et rangées d'arbres, soulignent les chemins et les petites routes qui relient les hameaux, fermes, domaines et maisons de maître dispersés. Les chemins parfois en revêtement terreux offrent un lieu propice au ressourcement et aux balades.

Un patrimoine architectural et paysager patricien

Plusieurs domaines patriciens et châteaux résidentiels construits à partir du XVIII^e siècle par la noblesse fribourgeoise marquent significativement le paysage. Les valeurs historiques, patrimoniales et architecturales fortes qui les caractérisent permettent de retracer l'histoire du développement de l'agglomération fribourgeoise. Les jardins des fermes et des maisons de maître présentent des arbres anciens et des vergers haute-tige traditionnels qui offrent un caractère patrimonial authentique et des milieux de vie variés pour la faune et la flore.

3. Objectifs spécifiques

Maintenir le caractère rural et agricole typique du périmètre

Le paysage est caractérisé par des espaces agricoles ouverts qu'il convient de maintenir dans le contexte d'une agriculture moderne d'une agriculture aussi bien respectueuse des intérêts nature et paysage que des intérêts productifs. Les projets de rénovation et de construction doivent faire l'objet d'une intégration paysagère qualitative.

Préserver et compléter le réseau de haies et d'arbres

Il convient de maintenir, de renouveler et de compléter le réseau de haies et d'arbres, notamment les allées d'arbres le long du réseau viaire et les arbres isolés marquants.

Mettre en valeur le patrimoine architectural bâti, ses jardins et vergers et les arbres attenants

Il y a lieu de maintenir les domaines patriciens et les châteaux résidentiels et leurs aménagements extérieurs. Il convient aussi de renouveler ou renforcer les vergers.

Organiser l'accueil des promeneurs occasionnels

Il y a lieu d'organiser les réseaux de mobilité et les stationnements, ainsi que des compléments en petites infrastructures d'accueil afin de gérer au mieux le flux des visiteurs. Tout nouvel aménagement ou installation doit s'intégrer dans le contexte paysager.

P1111

Paysage d'importance cantonale : Rive Nord du lac de Morat

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

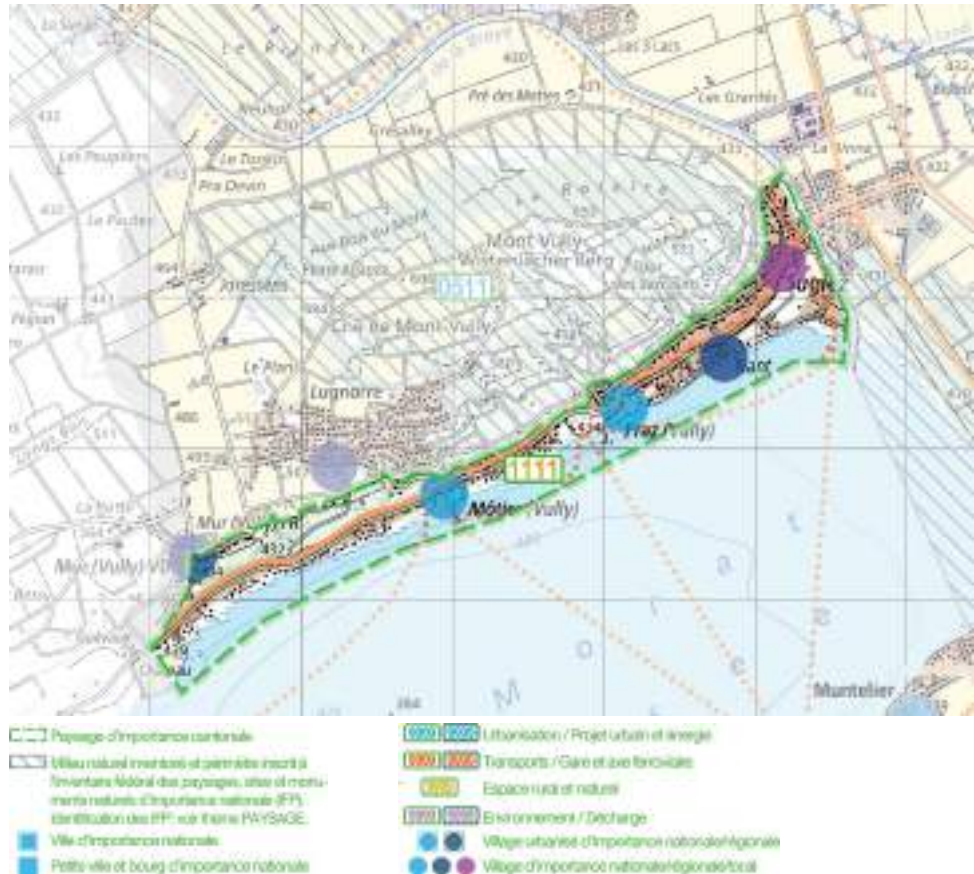
Paysage

COMMUNE SUR LAQUELLE S'IM-PLANTE LE PROJET

Mont-Vully

AUTRE INSTANCE CONCERNÉE

Association des communes du district du Lac



1. Description du projet

Le paysage Rive Nord du lac de Morat est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage s'organise le long du lac de Morat qui, situé en avant-plan, lui confère une identité particulière. Les vues ouvertes et dégagées sur le lac de Morat apportent un calme et une horizontalité qui tranchent avec le relief alentour. Ce périmètre d'importance cantonale complète l'IFP Mont Vully. Il est constitué de quatre grandes composantes paysagères successives : les rives du lac, les quartiers résidentiels et leurs jardins, les villages-rue et les vignobles. La région offre de nombreuses possibilités d'activités de loisirs et de tourisme (activités sportives, nautiques et de pêche liées au lac, activités liées au patrimoine historique, culturel, viticole ou naturel). Les nombreux itinéraires de mobilité douce permettent de profiter de ce cadre de vie.

NOUVEAU

D

Des villages-rue d'une importante valeur patrimoniale

Les villages-rue sont d'une qualité particulière due tant à leur typologie propre (nombreux sites ISOS) qu'à la présence de nombreux bâtiments protégés au titre du recensement des biens culturels. Le caractère des villages est attribuable également à la présence en leur sein de caves et d'autres activités artisanales traditionnelles liées aux activités viticoles.

Vignobles

Les vignobles situés sur les pentes du mont Vully se composent de nombreux éléments caractéristiques liés à cette culture (murs de vigne, escaliers en pierres, capites, clos et maisons patriciennes vigneronnes) et sont entrecoupés de haies et de forêts dans la partie ouest. Ces vignobles sont porteurs d'un sentiment d'appartenance et d'identification notable à la région.

Un espace de transition résidentiel

Un espace de transition, composé de quartiers résidentiels à faible densité et de leurs jardins, ainsi que de vignes et de cultures agricoles, sépare la rive des villages-rues.

Les rives du lac

Sur les rives du lac, des secteurs aménagés pour des activités touristiques alternent avec des tronçons naturels riches de nombreux milieux de vie pour la faune. La rive est arborisée sur une grande longueur.

3. Objectifs spécifiques

Préserver le caractère des villages de vignoble

Les villages-rues aux fortes valeurs patrimoniales méritent d'être préservées. Les activités artisanales traditionnelles liées notamment à la production viticole au cœur des villages sont à maintenir et soutenir. L'aménagement des places publiques dans les zones village mérite une attention particulière pour soutenir ce caractère de village de vignoble.

Préserver les vignes et leur visibilité

Les secteurs de vignes et leurs éléments patrimoniaux caractéristiques sont à maintenir. De plus, il faut veiller à garder les vignes visibles depuis le lac ainsi que les points de vues majeurs à l'intérieur du PIC.

Veiller à un développement de qualité des secteurs résidentiels

Les secteurs en développement doivent garantir une harmonie du bâti. Il convient de garder des espaces ouverts entre les rives du lac et la zone résidentielle. La linéarité du paysage dans la partie entre Nant et la limite sud du périmètre doit rester lisible dans son ensemble.

La configuration du paysage en composantes linéaire et parallèles mérite une attention toute particulière afin d'en préserver l'organisation, en maintenant des espaces verts ou d'autres structures paysagères entre rive et villages ou la forme des villages-rue.

Trouver un équilibre entre l'offre touristique, la gestion des loisirs et les milieux naturels

Dans l'objectif d'accueillir et de gérer au mieux le flux des visiteurs, il convient d'organiser le réseau de mobilité et les stationnements ainsi que les petites infrastructures d'accueil. Il convient de rendre possible l'accès aux zones fréquentées dans certains secteurs uniquement, et d'en préserver d'autres et de réduire la pression sur la faune et la flore afin de protéger des milieux naturels de qualité.

Aménager un sentier le long des rives du lac

Pour soutenir l'aspect linéaire de ce paysage et pour permettre de l'appréhender, il convient d'aménager un sentier le long de rives du lac. Ce sentier servira de transition entre le lac et les secteurs construits.

NOUVEAU



P1112

Paysage d'importance cantonale : Terrasses de Cheyres-Châbles- Font

NOUVEAU

ETAT DE COORDINATION

Coordination réglée

THÈME RATTACHÉ

Paysage

**COMMUNES SUR
LESQUELLES S'IM-
PLANTE LE PROJET**

Estavayer

Cheyres-Châbles

**AUTRE INSTANCE
CONCERNÉE**

COREB



1. Description du projet

Le paysage Terrasses de Cheyres-Châbles-Font est un paysage d'importance cantonale (PIC).

2. Justification de la localisation

Ce paysage est intimement lié au lac, dont les rives et les roselières sont protégées par l'IFP et le site marécageux de la Grande Cariçaie d'importance internationale. Outre les terrasses viticoles typiques, ce paysage se caractérise par une diversité d'entités paysagères qui composent une mosaïque aux multiples facettes tant naturelles, qu'agricoles ou bâties.

Un paysage de terrasses viticoles particulier

Les terrasses de vignes, formées par des processus fluvio-glaciaires et anthropiques alternent avec des secteurs boisés, des haies et de petites surfaces agricoles. Cette mosaïque crée une atmosphère rare à l'échelle cantonale. La topographie irrégulière de ce secteur, formée par des terrasses viticoles ponctuellement interrompues par des cours d'eau, crée des conditions microclimatiques spécifiques selon l'exposition des pentes et des habitats favorables à de nombreuses espèces animales et végétales. Les spécificités géomorphologiques et climatiques de la région appellent une forme d'exploitation viticole traditionnelle en terrasses.

Un ensemble de structures paysagères pérennes

Les vergers, les arbres isolés et les haies contribuent à la qualité de l'arrière-plan du paysage IFP de la Grande Cariçaie. Ces éléments arborés structurent l'ensemble du paysage et contribuent à sa typicité et à sa rareté.

Un balcon panoramique privilégié sur la Grande Cariçaie et le lac de Neuchâtel

Les terrasses situées à différents niveaux offrent une variété de points de vue sur la Grande Cariçaie, le lac de Neuchâtel et le Jura. Le secteur de Font offre un dégagement sur le lac et constitue la porte d'entrée de ce site. Le château de Font et son église romane du XIIe siècle, au sommet d'une colline viticole, font partie des éléments paysagers notables du périmètre et sont rehaussés par l'écrin lacustre.

3. Objectifs spécifiques

Maintenir les terrasses viticoles

Les structures de terrasses viticoles soutenues par des murs de pierres dominant la Grande Cariçaie doivent être entretenues dans les règles de l'art et remises en état pour maintenir la vigne (talus structurants et murs en pierres sèches) sur le long terme.

Préserver la mosaïque territoriale des différentes entités paysagères

Il convient de rechercher un équilibre harmonieux lors du développement des différentes utilisations du territoire, de garantir une qualité d'intégration paysagère des nouvelles constructions et le maintien ou le renforcement des structures paysagères pérennes et du patrimoine arboricole.

Mettre en valeur les points de vue sur le grand paysage

Les points de vue existants sur le paysage de la Grande Cariçaie et sur le patrimoine caractéristique des villages des rives Sud du lac de Neuchâtel méritent d'être préservés et valorisés.

Organiser l'accueil touristique par la mobilité douce

Dans l'objectif d'accueillir et de gérer au mieux le flux des visiteurs, il convient d'organiser le réseau de mobilité douce et les stationnements ainsi que les petites infrastructures d'accueil. Des itinéraires de mobilité douce doivent être développés entre différents points de vue d'intérêt. Il convient de rendre possible l'accès aux zones fréquentées dans certains secteurs uniquement et d'en préserver d'autres afin de réduire la pression sur la faune et la flore et de protéger des milieux naturels de qualité. Les différents secteurs et leurs usages doivent être bien définis.

NOUVEAU



Änderungen des kantonalen Richtplans : Information an den Grossrat

T311 Landschaft

T313 Geotope (neu)

P0107 Strategischer Sektor «Rose de la Broye»

P0212 Regionale Abwasserreinigungsanlage St. Aubin

P0302 Verdichtung der Arbeitszone in Givisiez

P0404 Zu prüfende Umfahrungsstrassenprojekte

P0406 Umfahrungsstrasse Düdingen

P0410 Umfahrungsstrasse Kerzers (neu)

P0411 Umfahrungsstrasse Prez-vers-Noréaz (neu)

P0412 Umfahrungsstrasse Romont (neu)

P0413 Autobahnanschluss Bulle (neu)

P0414 Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye (neu)

P0501 Mountainbike-Farm Hapfere Plaffeien (gelöscht)

P0502 Erweiterung des Skigebiets, der MTB-Strecken und Klettersteige von Moléson-sur-Gruyères

P0503 Entwicklung Ganzjahressportgebiet Schwarzsee

P0504 Entwicklung der Infrastruktur in La Berra und Verbindung zwischen La Berra und Plan des gouilles

P0507 Entwicklung des Standortes Jaun / Gastlosen

P0508 Zentrum Schwarzsee

P0509 Touristische Entwicklung Raum Bad Schwarzsee

P0513 Goya Onda (gelöscht)

P0701 Aufwertung des Bourg-Quartiers

P0702 Neugestaltung des Sektors des Bahnhofs Freiburg

P0708 Überdeckung Chamblieux

P0709 Verdichtung und Aufwertung der Agy-Ebene

P0801 Regionales Sportzentrum von Estavayer-le-Lac

P1101 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Intyamon (neu)

P1102 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Moléson und Teysachaux (neu)

P1103 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Greyerz und Umgebung (neu)

P1104 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Gastlosen und Hochmatt (neu)

P1105 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Schwarzsee (neu)

P1106 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Berra-Chäseberg (neu)

P1107 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Greyerzersee (neu)

P1108 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Saaneschlucht (neu)

P1109 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Saane in der Stadt Freiburg (neu)

P1110 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Pierrafortscha und Umgebung (neu)

P1111 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Nordufer des Murtensees (neu)

P1112 Landschaft von kantonalen Bedeutung: Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font (neu)

T311. Landschaft

Siehe auch

—

Themen:

Geschützte Ortsbilder
und historische Verkehrs-
wege

Windenergie

Wasserkraft

Fruchtfolgeflächen

Biotope

Projektblatt

—

Alle Projektblätter in
Zusammenhang mit den
Landschaften von kanto-
naler Bedeutung

Betroffene Stellen

—

Koordinationsstelle: WNA

Kantonale Stellen: BRPA,
LwA, AfU, AAFR, KGA

Bund: BAFU

Weitere Stelle: FTV

› [Siehe Thema «Schüt-
zenswerte Ortsbilder
und historische Ver-
kehrswege»](#)

› [Siehe Thema «Winde-
nergie»](#)

1. Ziele

- › [Schutz und Erhaltung der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung.](#)
- › [Erhaltung, Pflege und Aufwertung der charakteristischen Landschaften des Kantons.](#)
- › [Aufwertung der Landschaften von lokaler Bedeutung.](#)
- › [Schutz und Erhaltung der beachtenswerten Geotope.](#)
- › [Erhaltung der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung.](#)
- › [Schutz der Landschaften, die im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung eingetragen sind.](#)
- › [Schutz der Landschaften von kantonaler Bedeutung.](#)
- › [Schutz der Landschaften von regionaler oder lokaler Bedeutung.](#)
- › [Qualitätsvolle Entwicklung aller Landschaften als wichtiges Element der Lebensqualität.](#)

2. Grundsätze

- › [Koordination der Massnahmen zum Schutz und zur Pflege der Landschaften mit den Vorschriften des Bundesinventars der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz \(ISOS\) von nationaler Bedeutung.](#)
- › [Berücksichtigung der charakteristischen Eigenschaften der Landschaften von nationaler Bedeutung bei landwirtschaftlichen Massnahmen, Landschaftsqualitätsprojekten und agroökologischen Vernetzungsprojekten.](#)
- › [Planung von Anlagen mit starker visueller Auswirkung \(namentlich Energiegewinnungsanlagen\) ausserhalb des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung \(BLN\).](#)

Landschaften von nationaler Bedeutung

- › [Landschaften von nationaler Bedeutung sind Landschaften, die im Inventar der schützenswerten Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung und Landschaften, die im Bundesinventar der Landschaften und](#)

Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) eingetragen sind.

› Ergreifen von Schutzmassnahmen unter Bezugnahme auf die spezifischen Schutzziele einer Moorlandschaft oder eines BLN-Objekts.

› Siehe Themen «Windenergie» und «Wasserkraft»

› Planung von Anlagen mit starker visueller Auswirkung ausserhalb der Landschaften von nationaler Bedeutung.

Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB)

› Eine Landschaft von kantonaler Bedeutung ist ein Teil des Kantonsgebiets, das auf kantonaler Ebene typisch und selten ist und darum über besondere und wichtige Qualitäten verfügt, die es zu schützen, zu pflegen und zu planen gilt.

› Die folgenden 12 Landschaften gelten als Landschaften von kantonaler Bedeutung:

› 1. Intyamon

› 2. Moléson und Teysachaux

› 3. Greyerz und Umgebung

› 4. Gastlosen und Hochmatt

› 5. Schwarzsee

› 6. Berra -Chäseberg

› 7. Greyerzersee

› 8. Saaneschlucht

› 9. Saane in der Stadt Freiburg

› 10. Pierrafortscha und Umgebung

› 11. Nordufer des Murtensees

› 12. Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font

› Siehe Projektblätter für die Landschaften von kantonaler Bedeutung

› Ergreifen von Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Planung der Landschaften unter Bezugnahme auf die für jede Landschaft von kantonaler Bedeutung spezifischen Schutzziele.

Landschaften von regionaler oder lokaler Bedeutung

› Eine räumliche Einheit ist von regionaler oder lokaler Bedeutung, wenn sie aufgrund ihrer spezifischen anerkannten Merkmale, insbesondere ästhetischer, typologischer, wissenschaftlicher oder pädagogischer Art, eine Identität und Einheit darstellt.

- › Ergreifen von Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Planung der Landschaften unter Berücksichtigung deren charakteristischen Interesses.

Nicht inventarisierte Landschaften

- › Berücksichtigung der Charakteristiken all dieser Landschaften bei den Planungen.

Ausblicke auf die Landschaft

› Siehe Thema «Schützenswerte Ortsbilder und historische Verkehrswege»

- › Bei allen Projekten mit starken visuellen Auswirkungen Beurteilung der Auswirkungen von wichtigen Aussichtspunkte ausserhalb der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung. Bei Bedarf Treffen von Massnahmen zur Minderung der visuellen Auswirkungen.

- › Beurteilung der Folgen von Projekten mit starken visuellen Auswirkungen in den LKB oder BLN auf die Sichtbarkeit der für diese Landschaften prägenden Elemente.

Koordination

- › Berücksichtigung der charakteristischen Elemente von Landschaften von nationaler, kantonaler, regionaler und lokaler Bedeutung bei allen raumwirksamen Tätigkeiten.

- › Sicherstellung der landschaftlichen Integration der Anlagen, Infrastrukturen und Bauten in allen Landschaften.

› Siehe Thema «Schützenswerte Ortsbilder und historische Verkehrswege»

- › Koordination der Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Planung der Landschaften mit den Vorschriften für ISOS-Ortsbilder.

› Siehe Thema «Bodenverbesserungen», «Diversifizierung der Landwirtschaft» und «Ökologische Vernetzung»

- › Koordination der Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Planung der Landschaften mit landwirtschaftlichen Projekten.

- › Förderung einer hochwertigen Planung der Landschaften in den Agglomerationsprogrammen.

3. Umsetzung

3.1. Kantonale Aufgaben

› Der Staatsrat:

- › erstellt ein kantonales Landschaftskonzept;

- › bezeichnet die Landschaften und Geotope von kantonaler Bedeutung.

- › bezeichnet die Landschaften von kantonaler Bedeutung;
- › sorgt für die Unterschutzstellung der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung.
- › Die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU):
 - › sorgt für die Unterschutzstellung der in den Bundesinventaren verzeichneten Landschaften.
- › Das Amt für Wald und Natur (WNA):
 - › leitet in Zusammenarbeit mit den betroffenen Amtsstellen eine Arbeitsgruppe, um die schützenswerten Landschaften auf kantonaler Ebene festzulegen;
 - › setzt die Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Gestaltung der Landschaften von nationaler Bedeutung um;
 - › berät die Gemeinden bei der Erhebung der Landschaftselemente von kommunaler Bedeutung und begleitet sie bei ihren Anstrengungen zum Erhalt zur Aufwertung und zur Wiederherstellung der charakteristischen Elemente ihrer Landschaften.
 - › sorgt für die Unterschutzstellung der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung;
 - › berät die Gemeinden bei ihren Anstrengungen zum Schutz, zur Pflege und Gestaltung der Landschaften von regionaler und lokaler Bedeutung.

3.2. Regionale Aufgaben

- › Die Regionen:
 - › können Landschaften von regionaler Bedeutung auf der Grundlage einer regionalen Landschaftsstudie bestimmen.

Auswirkungen auf den regionalen Richtplan

- › Übersichtskarte
 - › Übertragung der Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung als Hinweis.
 - › Darstellung der Landschaften von regionaler Bedeutung auf der Über-

sichtskarte, wenn solche bestimmt worden sind.

› Erläuternder Bericht

- › Begründung der Auswahl der Landschaften von regionaler Bedeutung.
- › Aufzeigen der Auswirkungen der Landschaft von regionaler Bedeutung auf den Ortsplan

3.3. Kommunale Aufgaben

› Die Gemeinden:

- › stellen die inventarisierten nationalen, kantonalen und regionalen Landschaften in ihrer Planung unter Schutz;
- › können Landschaften von lokaler Bedeutung bestimmen;
- › berücksichtigen nicht inventarisierte Landschaften in ihren Planungen und Aufgaben.

Auswirkungen auf die Ortsplanung

› Gemeinderichtplan:

- › Integration der Ziele und Massnahmen, welche den aktuellen Zustand gut erhaltener Landschaften bewahren, die Beeinträchtigung der Landschaften beheben und banalisierte Landschaften aufwerten sollen.
- › Festlegung der Massnahmen für inventarisierte Landschaften auf nationaler, kantonaler, regionaler und lokaler Ebene.

› Zonennutzungsplan:

- › Ausscheidung der Landschaften von nationaler Bedeutung sowie der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung als überlagerte Landschaftsschutzperimeter.
- › Ausweisung der Perimeter von Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung als Landschaftsschutzperimeter.
- › Ausweisung der allenfalls vorhandenen Landschaften von regionaler und/oder lokaler Bedeutung als Landschaftsschutzperimeter.

- › Definition der Perimeter mit besonderen Anforderungen einerseits in Sektoren, in denen Erhaltungsmassnahmen (Ausblicke, Bäume, architektonische Typologie usw.) identifiziert werden, und andererseits im Rahmen der vorgesehenen Planungen (obligatorischer DBP in der Bauzone usw.).
- › Übertragen der zu erhaltenden bedeutenden Aussichtspunkte ausserhalb und innerhalb der Perimeter als Landschaftsschutzperimeter.

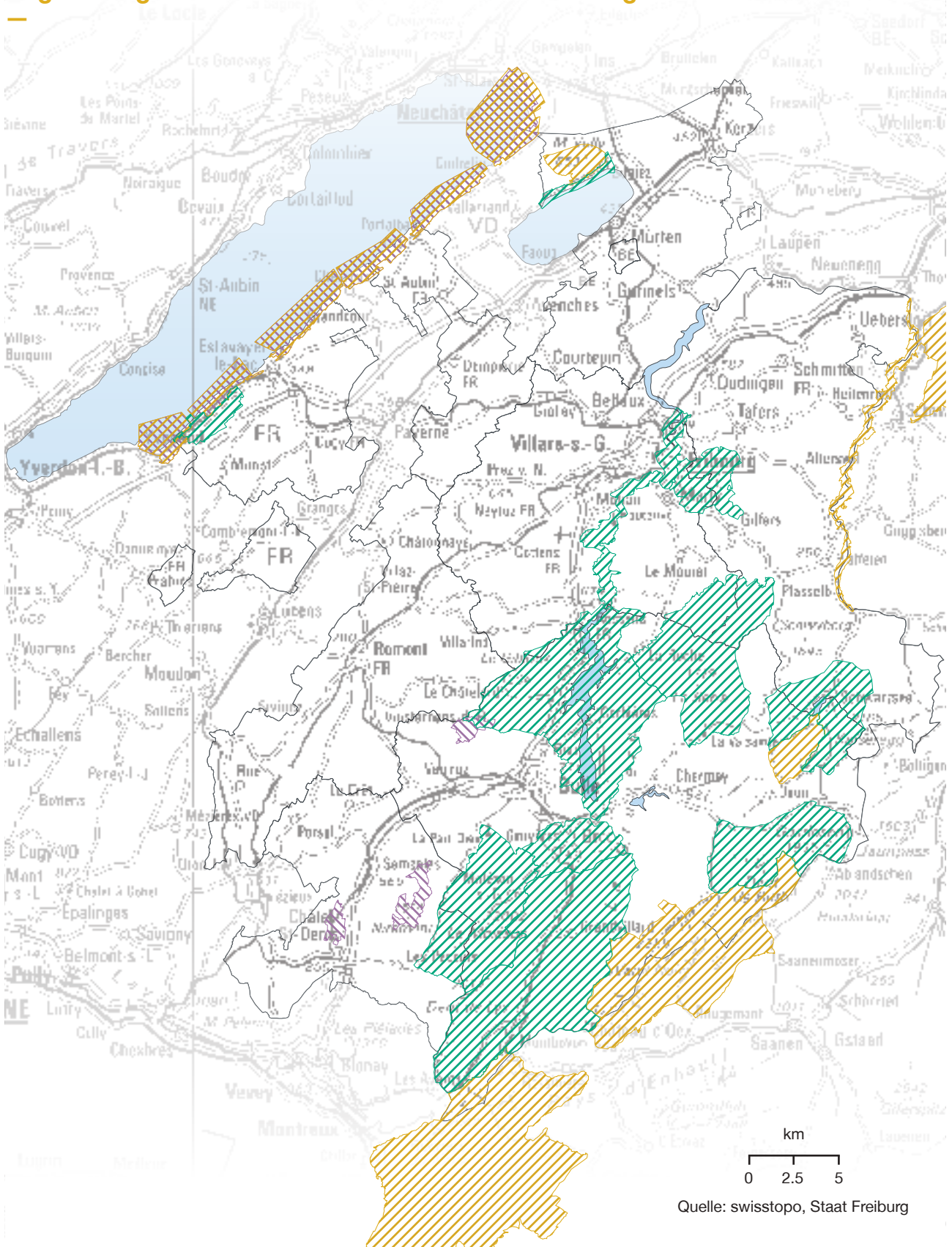
› Gemeindebaureglement:

- › Integration der Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und Gestaltung, die sich auf die Schutzziele der Landschaften von nationaler Bedeutung sowie der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung stützen.
- › Definition der Schutzbestimmungen in Verbindung mit den spezifischen Zielen für Landschaften von nationaler und kantonaler Bedeutung;
- › Definition der Schutzbestimmungen für allfällige Landschaften von regionaler und/oder lokaler Bedeutung;
- › Definition der besonderen Bestimmungen einerseits in Sektoren, in welchen Erhaltungsmassnahmen (Ausblicke, Bäume, architektonische Typologie usw.) identifiziert werden und andererseits im Rahmen der vorgesehenen Planungen (obligatorischer DBP in der Bauzone usw.);
- › Definition der Bestimmungen zur Erhaltung der Aussicht auf die Vegetation, die Bauten und zu den Störelementen im charakteristischen Sichtfeld.




› Erläuternder Bericht:

- › Nachweis der angemessenen Berücksichtigung der rechtlichen Vorgaben zum Landschaftsschutz.
- › Erbringung des Nachweises, dass die inventarisierten nationalen, kantonalen und regionalen Landschaften angemessen berücksichtigt wurden.
- › Erbringung des Nachweises, dass das Thema Landschaft in den Raumplanungsdokumenten berücksichtigt wird.
- › Begründung der Auswahl der Landschaften von lokaler Bedeutung.

Abgrenzung der Landschaften nationaler Bedeutung



Legende

-  Sektoren, die im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) verzeichnet sind
-  Perimeter der Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)
-  Sektoren, die im Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung verzeichnet sind

Bibliographische Hinweise

Kantonales Landschaftskonzept der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, 2016.

Bundesinventar der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung.

Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung.

Amt für Wald und Natur, Sektion Natur und Landschaft (2019). Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (2015). Landschaftskonzept des Kantons Freiburg.

Mitwirkende Stellen

WNA, LwA, AfU, KGA, AAFR, HG, Gew, RIMU, BRPA, FTV

1. Ziele

Die Europäische Landschaftskonvention von Florenz definiert die Landschaft als «ein vom Menschen als solches wahrgenommenes Gebiet, dessen Charakter das Ergebnis des Wirkens und Zusammenwirkens natürlicher und/oder anthropogener Faktoren ist». Sie festigt damit eine dynamische und evolutive Sichtweise der Landschaft, bei der es nicht nur darum geht, die Landschaft zu schützen sondern auch zu pflegen und zu gestalten.

Aus dieser Perspektive wird die Landschaft nicht darauf beschränkt, dass Natur- und Kulturwerte geschützt werden sondern sie wird als ein vom Menschen gestaltetes und verändertes Umfeld betrachtet. Bei einigen Landschaften geht der Schutz der Nutzung vor (z.B. bei den Objekten des Bundesinventars der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung, siehe Thema «Biotope»), andere werden hingegen klar als vom Menschen bewohnte Landschaften angesehen, die wichtige Elemente für die Lebensqualität der Bewohnerinnen und Bewohner darstellen und darum entsprechend gepflegt und gestaltet werden müssen.

Das kantonale Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) stützt sich ebenfalls auf diese funktionale und evolutive Sichtweise der Landschaft für das Inventar der schützenswerten Landschaften von kantonaler und lokaler Bedeutung und für den Schutz, die Verwaltung und die Gestaltung durch die Instrumente der Raumplanung:

- › Der Schutz dient vor allem dem Ziel, die identitätsstiftenden Elemente dieser Landschaften zu erhalten und schützen;
- › Die Pflege dient nicht nur dem Ziel, die Landschaften zu erhalten sondern auch der Prävention von Beeinträchtigungen und dem schonenden Umgang mit Standorten mit geringen menschlichen Eingriffen;
- › Die Gestaltung besteht aus Massnahmen zur Aufwertung, Wiederherstellung oder Schaffung von Landschaften.

Um das NatG umzusetzen, hat der Kanton Arbeiten zur Erfassung der wichtigsten charakteristischen Landschaften und Geotope des Kantons in die Wege geleitet. Das Ziel besteht darin, die Landschaften und Geotope von kantonaler Bedeutung zu bezeichnen und klare Leitlinien zu deren Schutz, Pflege und Gestaltung für die Gemeinden zu erstellen. Diese Leitlinien müssen im Thema Landschaft des kantonalen Richtplans festgelegt werden, der zum gegebenen Zeitpunkt entsprechend angepasst wird.

Der Begriff des «Geotop» bezeichnet einen räumlich begrenzten Teil der Geosphäre von besonderer geologischer, geomorphologischer oder geoökologischer Bedeutung (z.B. Karstformationen, Karren, Findlinge, Schlünde, Grotten, Kavernen, Moränen, Gletschertöpfe, Dolinen, Felswände, Fossilienfundorte):

Es handelt sich um bedeutende Zeugnisse der Erdgeschichte, die einen wertvollen Einblick in die Entwicklung der Landschaft und des Klimas verschaffen. Die charakteristischen Geotope müssen deshalb für die Nachwelt erhalten und vor allen Einflüssen, die ihren Inhalt, ihre Struktur, ihre Form oder ihre natürliche Entwicklung

schädigen, geschützt werden

Die Region Freiburg ist aufgrund ihrer Ausdehnung bis zu den Voralpenketten und ihrer Lage als Übergang zwischen den Seeregionen landschaftlich äusserst vielfältig. Eine Studie der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (2015) hat darüber hinaus für den Kanton Freiburg das Vorhandensein zahlreicher unterschiedlicher charakteristischer Kulturlandschaftstypen aufgezeigt, die das gesamte Territorium betreffen und nicht nur die ausgedehnten ländlichen Gebiete, sondern auch die städtischen und stadtnahen Bereiche umfassen.

Diese Gesamtvision der Landschaft basiert auf der Definition im Europäischen Landschaftsübereinkommen von Florenz der Landschaft als «ein Gebiet, wie es vom Menschen wahrgenommen wird, dessen Charakter das Ergebnis der Wirkung und Wechselwirkung von natürlichen und/oder menschlichen Faktoren ist». Sie fördert eine dynamische und evolutionäre Vision von Landschaften. In dieser Betrachtungsweise beschränkt sich die Landschaft nicht auf den Schutz natürlicher und kultureller Werte, sondern wird auch als ein Territorium verstanden, das ständig vom Menschen geplant und gestaltet wird.

Der kantonale Richtplan unterscheidet zwischen vier verschiedenen Ebenen von Landschaften mit unterschiedlichen Schutzzielen und -modalitäten: Landschaften von nationaler, kantonaler, regionaler/lokaler Bedeutung und nicht inventarisierte Landschaften.

Landschaften von nationaler Bedeutung

Landschaften von nationaler Bedeutung sind Landschaften, die im Inventar der schützenswerten Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung und Landschaften, die im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) eingetragen sind.

Für Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung hat die Erhaltung ihrer Integrität Vorrang vor der Bodennutzung. Der Schutz ist absolut und schliesst eine Beeinträchtigung des Schutzobjekts unabhängig von allen anderen Überlegungen im Rahmen eines defensiven Schutzansatzes aus.

Die im Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) eingetragenen Landschaften repräsentieren die wertvollsten Landschaften der Schweiz und tragen dazu bei, die landschaftliche Vielfalt des Landes zu erhalten. Ihr Schutz ist relativ und wird nach den spezifischen Schutzzielen jedes BLN-Objekts bewertet. Die charakteristischen Eigenheiten dieser Landschaften dürfen nicht verändert werden.

Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB)

Landschaften von kantonaler Bedeutung sind Landschaften von besonderem Interesse im Sinne des NatG, werden vom Kanton bestimmt und direkt im kantonalen Richtplan bezeichnet. Die Kriterien für die Auswahl der Landschaften von kantonaler Bedeutung werden in der Grundlagenstudie definiert.

Eine Landschaft von kantonaler Bedeutung ist ein Teil des Kantonsgebietes, das auf kantonaler Ebene typisch und selten ist und darum über besondere und wichtige Qualitäten verfügt, die es zu erhalten, zu bewahren oder aufzuwerten gilt.

Für die LKB gelten die folgenden Definitionskriterien:

- › Eigenartigkeit: Charakterisiert eine Landschaft und unterscheidet sie von den anderen. Oft das Resultat von besonderen Nutzungsformen, Bräuchen und Traditionen.
- › Seltenheit: Bezeichnet einmalige oder nur selten vorkommende Landschaften. Kann die Anfälligkeit einer Landschaft auf Veränderungen (insbesondere wenn gewisse Elemente verschwinden) erhöhen.

Das WNA hat in Zusammenarbeit mit einer Arbeitsgruppe, bestehend aus Vertretern der betroffenen Kantonsämtern, des FTV, der NRO und des Freiburger Gemeindeverbands, das LKB-Inventar erstellt. Zur Identifizierung der LKB sowie zur Realisierung des Inventars, verwendete das WNA die von der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz erstellte Liste mit den 45 beschriebenen Landschaften (2015), basierend auf der gleichen Gesetzesgrundlage (NatG). Die Bestimmung der Auswahlkriterien sowie jener der Landschaften von kantonaler Bedeutung erlaubten es, die Zahl der potenziellen LKB zu reduzieren. Die in der Studie fehlenden Landschaften wurden ebenfalls berücksichtigt, sofern sie den festgelegten Auswahlkriterien und Definitionen entsprechen. Die im BLN eingetragenen Landschaftsperimeter wurden von der Wahl der potenziellen LKB ausgeschlossen da sie bereits anerkannt und ausreichend geschützt werden.

Nachdem eine erste Liste mit den Landschaften, die den festgelegten Definitionen für LKB entsprechen, vorhanden war, wurde im nächsten Schritt eine vertiefte Analyse vorgenommen, in welcher die auserwählten Landschaften hinsichtlich der von der Arbeitsgruppe definierten Kriterien zur Bestimmung der LKB evaluiert wurden. Diese Evaluierung ergab die definitive Bestimmung von 12 LKB. Für jede LKB wurde eine partizipativer Workshop mit allen betroffenen Gemeinden und weiteren Akteuren über die Bewirtschaftung und die Entwicklung dieser Landschaften durchgeführt, um ihre Visionen und Verbesserungsvorschläge zum Inhalt der Studie zu erfassen. Ebenfalls wurden Treffen mit den betroffenen Gemeinden in 2020 vereinbart, um wenn nötig die vorgeschlagenen Perimeter und Ziele der LKB zu präzisieren. Das ausgeführte Vorgehen zur Erstellung des LKB-Inventars ist in der Grundlagenstudie beschrieben.

Ihr Schutz ist relativ und besteht darin, sie so weit wie möglich vor Einwirkungen zu bewahren, die ihren Charakter verändern. Ziel ist, dass die Elemente, die die Identität und Einzigartigkeit dieser Landschaften ausmachen, sichtbar bleiben. Die Zulässigkeit einer Einwirkung hängt von der Interessenabwägung ab, die die Vereinbarkeit der Einwirkung mit den Schutzziele der betroffenen Landschaft beurteilen muss.

Der Schutz der Landschaft ist dann relativ, wenn unter bestimmten Bedingungen eine Beeinträchtigung der Landschaft möglich ist. Mit anderen Worten, eine Beeinträchtigung der Landschaft ist nicht von vornherein ausgeschlossen. In diesem Zusammenhang hängt die Zulässigkeit einer Beeinträchtigung einer geschützten Landschaft vom Ergebnis einer Interessenabwägung ab, bei der die Vereinbarkeit des Eingriffs mit den jeweiligen Schutzziele zu beurteilen ist. Die Beeinträchtigung ist also grundsätzlich ausgeschlossen, wenn diese Ziele betroffen sind, und umgekehrt.

Im Gegensatz dazu ist gemäss dem Bundesgesetz über den Natur- und Heimatschutz der Schutz der Landschaft absolut, wenn er jede Beeinträchtigung des geschützten Objekts ausschliesst, unabhängig von allen anderen Erwägungen. Diese Schutzregelung ist die strengste. Ihr Anwendungsbereich ist sehr begrenzt. Auf Bundesebene umfasst es nur die Schutzregelung für die Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung.

Landschaften von regionaler und lokaler Bedeutung

Landschaften von regionaler und lokaler Bedeutung können die nationalen und kantonalen Inventare ergänzen. Laut NatG haben die Regionen und Gemeinden die Möglichkeit, Landschaften auszuweisen, deren Qualität u. a. zur Schaffung eines für das Wohlbefinden und die Gesundheit der Bewohnerinnen und Bewohner günstigen Lebensumfeldes beiträgt. Ihr Schutz ist relativ und zielt darauf ab, die spezifischen Eigenschaften zu erhalten, die sie auszeichnen.

Nicht inventarisierte Landschaften

Gebiete mit nicht inventarisierten Landschaften müssen in Übereinstimmung mit dem Bundesgesetz über die Raumplanung ebenfalls eine hohe Landschaftsqualität anstreben.

2. Grundsätze

Bei den Landschaften von nationaler Bedeutung handelt es sich um die Objekte des Bundesinventars der Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung sowie des Bundesinventars der Moorlandschaften von besonderer Schönheit und von nationaler Bedeutung:

Im Kanton Freiburg sind 6 Landschaften von nationaler Bedeutung (Rive sud du lac de Neuchâtel, Mont Vully, Schwarzenburgerland mit Sense- und Schwarzwasserschlucht, Vanil Noir, Breccaschlund und Tour d'Âi- Dent de Corjon) sowie 4 Moorlandschaften von besonderer Schönheit (Les Gurles, Lac de Lussy, Le Niremont und Grande-Cariçaie) registriert.

- › Das Ziel der Schutzmassnahmen ist vorrangig die Erhaltung der massgeblichen oder charakteristischen Merkmale einer Landschaft, damit diese sichtbar/lesbar bleiben.
- › Das Ziel der Pflegemassnahmen ist es, die Landschaften zu erhalten, Beeinträchtigungen zu verhindern und vom Menschen wenig geprägte Standorte zu schützen, aber auch die durch gesellschaftliche, wirtschaftliche und ökologische Prozesse hervorgerufene Veränderungen zu steuern und aufeinander abzustimmen.
- › Die Planungsmassnahmen erfolgen in Form von Massnahmen zur Aufwertung, Wiederherstellung oder Schaffung von Landschaften und beinhalten proaktive Eingriffe zu Gunsten der Landschaft.

Die systematische Integration von Landschaftsaspekten in alle raumwirksamen Aktivitäten ermöglicht eine qualitative Entwicklung der Landschaft im gesamten Gebiet.

Werkzeuge zur Bewertung der Landschaftsintegration und ihrer Qualität werden in der Vollzugshilfe zum NatG vorgeschlagen.

Landschaftsqualitätsprojekte und Projekte für agro-ökologische Netzwerke sind besonders relevante Instrumente für die Umsetzung von Landschaftsqualitätszielen.

Die SBB müssen bei neuen Beschilderungen an Bahnhöfen im Rahmen der Aufwertung von Naturlandschaften und des Langsamverkehrs konsultiert werden.

3. Umsetzung

3.1. Kantonale Aufgaben

Um seiner gesetzlich vorgeschriebenen Aufgabe nachzukommen, entwickelt das WNA ein kantonales Landschaftskonzept, das dazu dient, zusätzlich zu den Landschaften von nationaler Bedeutung auch Landschaften und Geotope von kantonaler Bedeutung sowie Landschaften von lokaler Bedeutung festzulegen. Als Grundlage dient dem Amt ein Inventar der wichtigsten charakteristischen Landschaften und Geotope des Kantons.

Das Ziel ist es, klare Leitlinien zum Schutz, zur Gestaltung und zur Pflege der verschiedenen erfassten Landschaftstypen des Kantons festzulegen. Die Landschaften und Geotope von kantonaler Bedeutung werden vom Staatsrat innerhalb von 5 Jahren nach Inkrafttreten des NatG bezeichnet, während die Landschaften von lokaler Bedeutung von den Gemeinden bestimmt werden. Die Gemeinden sind verpflichtet, je nach Landschaftstyp bestimmte Vorschriften zu erlassen. Um sie bei dieser Aufgabe zu unterstützen, ergänzt das WNA die Vollzugshilfe des NatG für die Berücksichtigung der Landschaften von lokaler Bedeutung und schlägt Methoden zur Umsetzung vor.

Sobald das kantonale Landschaftskonzept ausgearbeitet ist, wird das vorliegende Thema des kantonalen Richtplans entsprechend angepasst, um präzise festzulegen, wie die Gemeinden und kantonalen Ämter das Konzept bei der lokalen Planung und im Rahmen ihrer jeweiligen Aufgabenbereiche berücksichtigen müssen.

Das WNA steht den Gemeinden und Regionen zur Verfügung, um sie bei der Umsetzung der Grundsätze des Schutzes, der Pflege und der Planung der Landschaft zu unterstützen. Es bietet eine technische Unterstützung an (beratende Rolle).

3.2. Regionale Aufgaben

Die Regionen haben die Möglichkeit, im Rahmen ihres regionalen Richtplans auf der Grundlage einer regionalen Landschaftsstudie Landschaften von regionaler Bedeutung zu bestimmen, die als Landschaften von regionaler Bedeutung in der Ortsplanung geschützt werden

3.3. Kommunale Aufgaben

Um Sektoren mit schützenswerten oder aufzuwertenden Landschaften zu bezeichnen, können die Gemeinden in ihren Ortsplänen entsprechende Sektoren bestimmen und im Gemeindebaureglement die diesbezüglichen Vorschriften definieren (z.B. von Bauten frei zu haltende Sektoren oder Sektoren, in denen die Bauten zu reglementieren sind).

Die Gemeinden haben die Aufgabe, die auf nationaler, kantonaler und eventuell regionaler Ebene inventarisierten Landschaften in ihrer Planung zu berücksichtigen. Sie haben daneben die Möglichkeit, Landschaften von lokaler Bedeutung zu bestimmen.

Letztlich müssen sie die Landschaften bei ihrer Planung und bei allen raumwirksamen Aufgaben berücksichtigen.

Die Vollzugshilfe zum NatG unterstützt die Gemeinden bei der Durchführung dieser Arbeiten. Sie hilft ihnen, nationale, kantonale und eventuell regionale Inventare in ihre Ortsplanung zu übertragen und Landschaften von lokaler Bedeutung zu bestimmen.

T313. Geotope

Siehe auch

Themen : Landschaft

Betroffene Stellen

Koordinationsstelle: WNA

Siehe Thema

Landschaft

1. Ziele

- › Schutz und Erhaltung der charakteristischen Geotope des Kantons und ihrer Dynamik.
- › Pflege und Aufwertung der beeinträchtigten Geotope.

2. Grundsätze

- › Berücksichtigung der charakteristischen Geotope des Kantons bei allen Projekten mit Auswirkungen auf die Topografie des Bodens.
- › Koordinierung der Massnahmen zur Aufwertung der charakteristischen Geotope des Kantons mit denen zur Aufwertung der Landschaft.
- › Ermöglichung systematischer wissenschaftlicher Erhebungen der charakteristischen Geotope des Kantons vor ihrer Zerstörung, wenn diese unvermeidbar ist.

3. Umsetzung

3.1. Kantonale Aufgaben

Der Staatsrat:

- › bezeichnet die Geotope von kantonaler Bedeutung.

Das Amt für Wald und Natur (WNA):

- › sorgt für die Umsetzung der Massnahmen zum Schutz, zur Pflege und zur Aufwertung der charakteristischen Geotope des Kantons;
- › initiiert und unterstützt Projekte zur Aufwertung der Geotope und zur Bewusstseinsbildung.

Bibliographische Hinweise

Strasser, A., Heitzmann, P., Jordan, P., Stapfer, A., Stürm, B., Vogel, A., und Weidmann, M. (1995). Geotope und der Schutz erdwissenschaftlicher Objekte: ein Strategiebericht. Freiburg: Arbeitsgruppe Geotopenschutz Schweiz

Vonlanthen (2019). Géotopes fribourgeois d'importance cantonale: approche méthodologique et inventaire. Masterarbeit. Universität Freiburg, Geographisches Institut.

Mitwirkende Stellen

WNA, BRPA

1. Ziele

Geotope sind räumlich begrenzte Teile der Geosphäre von besonderer geologischer, geomorphologischer oder geoökologischer Bedeutung. Sie stellen wichtige Zeugen der Erdgeschichte dar und geben Einblick in die vergangene Entwicklung der Landschaft und des Klimas. Einige Geotope haben eine sehr begrenzte Ausdehnung (z. B. Findlinge, Fossilfundstellen, Steinaufschlüsse, Steinbrüche, Kiesgruben, Dolinen), während andere eine grössere Fläche einnehmen (z. B. Erdrutsche, Schluchten, Flussbetten, Berge, Hügel, Täler).

In allen Fällen sind Geotope bedeutende Elemente des geologischen Erbes. Als Studienobjekte der Geowissenschaften tragen sie zu einem besseren Verständnis der geologischen und geomorphologischen Prozesse, die zur Entstehung des Reliefs und Landschaften führen, bei. Sie sind somit Orte von grossem didaktischem Interesse, die der Vermittlung wissenschaftlicher Erkenntnisse an eine möglichst grosse Zahl von Menschen dienen.

Geotope sind ein wesentlicher Bestandteil unserer Landschaften und charakterisieren deren Hauptmerkmale. Sie stellen manchmal einzigartige Orte dar, wahre «Naturdenkmäler» mit einem unbestreitbaren ästhetischen Wert. Ihre Erhaltung muss daher Teil der Landschaftsschutzstrategie sein.

Viele Geotope haben auch zusätzliche Qualitäten, die über den strengen Rahmen der Geowissenschaften hinausgehen, und sind von kulturellem, religiösem, historischem, archäologischem, sozioökonomischem und/oder touristischem Interesse. Darüber hinaus erfüllen Geotope oft eine wichtige Funktion für die Biodiversität, indem sie besondere Lebensbedingungen für eine spezifische Flora und Fauna bieten.

Die Erhaltung von Geotopen geht daher über die Interessen der Geowissenschaften hinaus und die Erhaltung dieser Objekte kommt der gesamten Gesellschaft zugute. Die charakteristischen Geotope sollen entsprechend für die Nachwelt erhalten bleiben. Sie müssen vor Handlungen geschützt werden, die ihre Integrität, Struktur, Form oder natürliche Dynamik beschädigen, zumal sie Zeugen der Erdgeschichte sind, die bei Zerstörung nicht wiederhergestellt werden können.

2. Grundsätze

Die staatlichen Organe und die Gemeinden berücksichtigen die Belange des Geotop-schutzes bei ihren Tätigkeiten, die Geotope betreffen können. Projekte sollen vorrangig so umgesetzt werden, dass Schäden an Geotopen vermieden werden. Das Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung wird derzeit erstellt. In der Zwischenzeit sollen die Geotope im Kanton, die in der nationalen Liste aufgeführt sind, berücksichtigt werden. Sie werden auf den Online-Karten als Punkte dargestellt. Wenn ein Projekt in der Nähe eines Geotops angesiedelt werden soll, muss mit dem WNA Kontakt aufgenommen werden, um die Herausforderungen und die Auswirkungen auf das Geotop zu ermitteln.

Auf kantonaler Ebene werden die folgenden Geotop-Kategorien identifiziert:

- › Grosse Struktureinheiten und Geotope von tektonischem Interesse;
- › Gesteinsaufschlüsse:
 - › Fossilienfundstellen;
 - › Sedimentstrukturen, petrographische Fazies, Querschnitte und Sukzession;
 - › bemerkenswerte stratigraphische Einheiten;
 - › Geotope, die durch menschliche Nutzung entstanden sind.
- › Gravitative Geotope:
 - › aktive Rutschungen;
 - › Schuttkegel, Steinschlagablagerungen.
- › Karstgeotope:
 - › Oberflächenkarstformen;
 - › Höhlen und Höhlensysteme;
 - › Karstschlucklöcher und -quellen.
- › glaziale und periglaziale Geotope:
 - › Findlinge;
 - › glaziale Formen (Ablagerungs- und Erosionsphänomene);
 - › periglaziale Formen.
- › fluviale Geotope:
 - › aktive Formen;
 - › passive Formen infolge von Erosion und Akkumulation.
- › See- und Feuchtgebietsgeotope.

Veränderungen der Topografie des Bodens (z. B. Materialabbau, Deponien, Aufschüttungen, Abgrabungen) können Geotope stark beeinträchtigen. Materialentnahmen können zur teilweisen Veränderung oder vollständigen Zerstörung einer Stätte von Interesse führen, während Auffüllungen das Verschwinden der bemerkenswerten Elemente eines Geotops verursachen können. Die charakteristischen Geotope des Kantons müssen daher in die Planung jedes Projekts oder jeder Entwicklung, die die Topografie des Bodens verändert, integriert werden.

Geotope sind zudem ein Bestandteil unserer Landschaft. Deshalb müssen Synergien mit Projekten zur Aufwertung der Landschaft gesucht werden.

Im Falle einer unvermeidbaren Beschädigung eines Geotops muss die Fundstelle vor der Zerstörung wissenschaftlich untersucht werden, um die wissenschaftlichen Daten des Objekts zu erfassen

3. Umsetzung

3.1. Kantonale Aufgaben

Um das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz zu erfüllen, ist das WNA daran, ein Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung zu erstellen. Für jede Kategorie der als kantonal bedeutsam identifizierten Geotope, werden spezifische Schutzbestimmungen festgelegt werden.

Die formelle Ausweisung von Geotopen von kantonaler Bedeutung setzt deren Aufnahme in den kantonalen Richtplan voraus. Sobald das Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung erstellt ist, wird deshalb das vorliegende Thema «Geotope» angepasst werden, um darzulegen, wie die Gemeinden und Behörden dieses in ihrer Ortsplanung und bei der Erfüllung ihrer Aufgaben berücksichtigen müssen.

Die Geotope stellen je nach Kategorie und Lage nicht die gleichen Herausforderungen dar und erfordern spezifische Schutz- und Pflegegrundsätze. Einige Objekte können z. B. für den Tourismus zugänglich gemacht werden; in diesem Fall können Anlagen zu deren Erschliessung, Wanderwege oder Lehrpfade in Betracht gezogen werden. Andere Objekte wiederum werden aufgrund ihrer Seltenheit und Originalität verbindlichen Schutzbestimmungen unterworfen sein. Diese Aspekte werden durch das WNA kommuniziert, das die Öffentlichkeitsarbeit über Geotope anstösst und unterstützt.

P0107

Strategischer Sektor «Rose de la Broye»

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Typologie und Dimensionierung der Arbeitszonen

Bewirtschaftung der Arbeitszonen

Fruchtfolgeflächen

Siedlungsgebiet

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Estavayer

Sévaz

Les Montets

ANDERE BETROFFENE STELLEN

COREB

Gemeinde Lully



1. Projektbeschreibung

Der Sektor «Rose de la Broye» bildet einen der strategischen Sektoren des Kantons. Er liegt im Regionalzentrum der Broye, auf dem Gebiet der Gemeinden Estavayer, Sévaz und Les Montets und in unmittelbarer Nähe der Autobahn und der Eisenbahnlinie. Diese doppelte Erschliessung ist in der Region selten vorhanden, sie wird darum genutzt, um einen Standort für Produktionsbetriebe, die davon profitieren können, zu entwickeln. Er Der Perimeter wird durch die Entente intercommunale pour la mise en valeur du secteur stratégique Rose de la Broye verwaltet. Diese setzt sich aus den Gemeinden Estavayer, Les Montets, Sévaz und Lully, dem Oberamtman des Broyebezirks, der Regionalen Gemeinschaft der Broye (COREB) sowie aus Vertretern der Wirtschaftsförderung und des Bau- und Raumplanungsamtes (BRPA) zusammen.

Der strategische Sektor enthält aktuell keine legalisierte Arbeitszone. Der geplante Erweiterungsperimeter, der eine Fläche von 33 ha darstellt, folgt auf einer Übereinkunft zwischen dem BRPA und der Entente intercommunale aus dem Jahr 2012; wird aktuell vollumfänglich als Agrarfläche genutzt. Sein Perimeter, der eine Fläche von 33 ha darstellt, folgt auf einer Übereinkunft zwischen dem BRPA, der Entente intercommunale und der SBB von 2020.

Die geplante Erweiterung befindet sich innerhalb des Siedlungsgebiets und ist in deren ausgewiesenen Flächenangaben und Ziffern berücksichtigt. Sie stellt den Perimeter dar, in dem eine Arbeitszone geprüft werden kann, die Einzonung als strategi-

› Siehe Themen «Typologie und Dimensionierung der Arbeitszonen», «Bewirtschaftung der Arbeitszonen», «Fruchtfolgeflächen» und «Siedlungsgebiet»

scher Sektor muss jedoch unter Einhaltung der im kantonalen Richtplan festgelegten Grundsätze für die Dimensionierung und Bewirtschaftung erfolgen. Diese Erweiterung bringt eine Beanspruchung von ~~rund 31 ha~~ 27,8 ha Fruchtfolgefächern mit sich. Der Kanton schätzt jedoch, dass das angestrebte Ziel wichtig ist und dass diese Beanspruchung gerechtfertigt ist, namentlich angesichts des überregionalen Charakters der Anlage wie auch des Standortes innerhalb des Siedlungsgebiets.

Die Entwicklung des strategischen Sektors Rose de la Broye muss mit derjenigen des Güter-Logistikzentrum Broye koordiniert werden.

Stand der Arbeiten

In einer vorbereitenden Phase haben die COREB, die Entente intercommunale und der Kanton seit 2008 umfangreiche Überlegungen angestellt und verschiedene spezifische Studien durchgeführt, um das Entwicklungspotenzial des strategischen Sektors zu bestimmen. All diese Studien identifizieren zahlreiche Möglichkeiten und Beschränkungen für die Entwicklung und schlagen raumplanerische Massnahmen und Grundsätze vor, die bei der Umsetzung eingehalten werden sollten.

Mit der 2014 verfassten Mobilitätsstudie sollte bestimmt werden, ob die gewünschte Entwicklung des Sektors mit den Netzen des motorisierten Individualverkehrs, des öffentlichen Verkehrs (ÖV) und des Langsamverkehrs vereinbar ist. Diese Studie schlägt verschiedene Erschliessungsvarianten und Gestaltungsmassnahmen für den strategischen Sektor vor.

Seit 2016 wurde eine Machbarkeitsstudie lanciert. Sie soll die wesentlichen Beschränkungen für die Planung identifizieren, um ein Siedlungsentwicklungskonzept für die Entwicklung der geplanten Zone vorzuschlagen, mit dem Lösungen dafür gefunden werden können.

Von 2018 bis 2020 konnten mittels ergänzenden Studien die potenziellen Beschränkungen des Standorts ermittelt sowie allfällige Lösungen vorgeschlagen werden. Eine Machbarkeitsstudie zur Wirtschaftlichkeit zeigte, dass die notwendigen Massnahmen finanzierbar sind, ohne die Rentabilität in Frage zu stellen, namentlich die hydrografischen, geologischen sowie Lärm-bezogenen Beschränkungen.

Das Siedlungsentwicklungskonzept wurde für zur Berücksichtigung des Güter-Logistikzentrums revidiert. Es schlägt Lösungen zur Siedlungsqualität vor und stellt Reglement-Grundsätze auf. Das Konzept bietet eine Lösung zur Kompatibilität des Projekts mit den Wildtierkorridoren im Südosten des Perimeters.

Das Ziel, von der Präsenz des Güter-Logistikzentrums Broye im Norden des Perimeters zu profitieren, wurde im Hauptziel des strategischen Sektors präzisiert.

Die Bodenverfügbarkeit wird vom Kollektiv sichergestellt und zusammen mit der SBB mit dem Güter-Logistikzentrum Broye koordiniert, spätestens beim Planungsprozess. Die betroffenen Gemeinden haben sich bereit erklärt, mit den Verhandlungen mit den Grundstückbesitzern zu beginnen, um die dafür geeigneten Instrumente zu bestimmen: Bodenverbesserungskörperschaft, Ersatzland als Vorschlag für die aktu-

ell tätigen Landwirtschaft usw. Die Bodenstrategie wird ebenfalls mit dem gesamten Perimeter koordiniert. Die kantonale Anstalt für die aktive Bodenpolitik, vertreten an den Sitzungen der Entente, ist am Prozess der strategischen Sektoren beteiligt.

2. Begründung des Standortes

Der strategische Sektor weist die folgenden Stärken auf:

- › die Zugänglichkeit zum Autobahnanschluss Estavayer-le-Lac der A1, der die Verbindung mit Yverdon-les-Bains/Lausanne sowie Bern gewährleistet, ohne Ortsdurchquerung (Wohnzone);
- › die direkte Sichtbarkeit von der Autobahn aus;
- › die Erreichbarkeit durch den ÖV durch die TPF-Buslinie, mit der im Stundentakt die Bahnhöfe Estavayer-le-Lac und Cugy erreichbar sind, welche durch die Bahnlinie des Regionalexpressnetzes Fribourg/Freiburg (Halbstunden-Takt) bedient werden;
- › die langfristige unmittelbare Nähe zum dem im Sektor Guérite (Logistikzentrum) in Estavayer geplanten künftigen Güterbahnhof geplanten künftigen Logistikzentrum für Schienenverkehr in der Broye, das bis ins Jahr 2030 die Möglichkeit eines idealen Bahnanschlusses für den ganzen Sektor bietet.
- › Die Lage zwischen der Kantonsstrasse, der Autobahn und der Eisenbahn, welche die Arbeitszone La Guérite eingrenzen, und von keiner Wohnzone umgeben ist und somit keine Beschränkung hinsichtlich der Lärmerzeugung aufweist.

Potenziale des Sektors

Angesichts der ÖV-Erschliessungsqualität des Sektors (derzeit nur Güteklasse E) und seiner Grösse wird mindestens ein Erschliessungsgrad D für die Entwicklung dieser Zone zu gewährleisten sein, zum Beispiel mittels eines neuen Stadtbusnetzes im Regionalzentrum, das in Verbindung mit der regionalen Erschliessung, eine Erschliessung des Sektors im Halbstundentakt sicherstellen könnte. Trotzdem wird der Erschliessungsgrad unter der Qualität liegen, die für eine hohe Beschäftigungsdichte erforderlich ist (Güteklasse C).

Mit der Verlagerung des Güterbahnhofs Estavayer nach Sévaz in das Güter-Logistikzentrum Broye bis ins Jahr 2030 wird der Sektor die Möglichkeit von Bahnanschlüssen für den Güterverkehr bieten können.

Folglich bietet dieser Sektor Stärken für Unternehmen mit grossem Verkehrsaufkommen oder solchen, die einen Bahnanschluss für den Güterverkehr benötigen, die solche Dienstleistungen benötigen.

Laut den ersten Studien liegt die denkbare Zahl der Arbeitsplätze für die geplante Zone bei 2'500 Arbeitsplätzen.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Folgende wesentliche Beschränkungen wurden bisher durch die Machbarkeitsstudie identifiziert:

- > geringe Kontrolle über den Boden: der Grossteil der Grundstücke liegt im Eigentum von Landwirtinnen und Landwirten. Lösungen für den Tausch von Grundstücken für die vom Erweiterungsperimeter betroffenen Landwirtinnen und Landwirten müssen gefunden werden;
- > Hydrographische, geologische und hydrogeologische Beschränkungen;
- > Beschränkungen im Zusammenhang mit dem Lärm der den Sektor umgebenden Bahn- und Strasseninfrastrukturen;
- > der Verlauf eines Wildtierkorridors auf einer kleinen Fläche der geplanten Erweiterung (südöstlich).

Die durch die Machbarkeitsstudie identifizierten wesentlichen Beschränkungen wurden anlässlich der Ergänzungsstudien (2018-2020) vertieft. Diese Studien haben bestimmte Bedenken (namentlich die hydrografischen Bedingungen) ausräumen und ein Vorgehen bezüglich der Grundstückbeschaffung und der Integration von Beschränkungen bezüglich Lärm und Wildtierkorridor im Siedlungsentwicklungskonzept bieten können. Der Massnahmenplan zur Luftreinhaltung muss dennoch berücksichtigt werden. Die Machbarkeitsstudie zur Wirtschaftlichkeit zeigt, dass die Lösungen umgesetzt werden können oder die Rentabilität zu gefährden.

Die Infrastrukturen bezüglich Abwasserentsorgung- und reinigung muss analysiert werden um die die wesentlichen BEschränkungen hinsichtlich der Planung, Realisierung zu identifizieren und Lösungen vorzubringen. Damit der strategische Sektor als erschlossen angesehen wird, müssen Infrastrukturen im Bereich der Abwasserentsorgung- und reinigung geplant werden, welche vor der Entwicklung des strategischen Sektors und der Inbetriebnahme der vorgesehenen Unternehmen realisiert werden müssen.

Die Planung der strategischen Sektoren ist ausserhalb der ökologischen Kompensationsflächen der Autobahn A1 vorzunehmen.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die nächsten Etappen sind die Folgenden:

- › Abschluss der Machbarkeitsstudie;
- › Erarbeitung eines Siedlungsentwicklungskonzepts, das städtebauliche Lösungen von Qualität vorschlägt und anhand dessen die für die Regulierung zu berücksichtigenden Grundsätze festgelegt werden können.
- › Erarbeitung der Planung des strategischen Sektors auf der Grundlage des Siedlungsentwicklungskonzepts;
- › Umsetzung der Massnahmen bezüglich Grundstück.

P0212

Regionale Abwasserreinigungsanlage St. Aubin

NEU

STAND DER KOOR- DINATION

Vororientierung

DAMIT VERBUNDE- NES THEMA

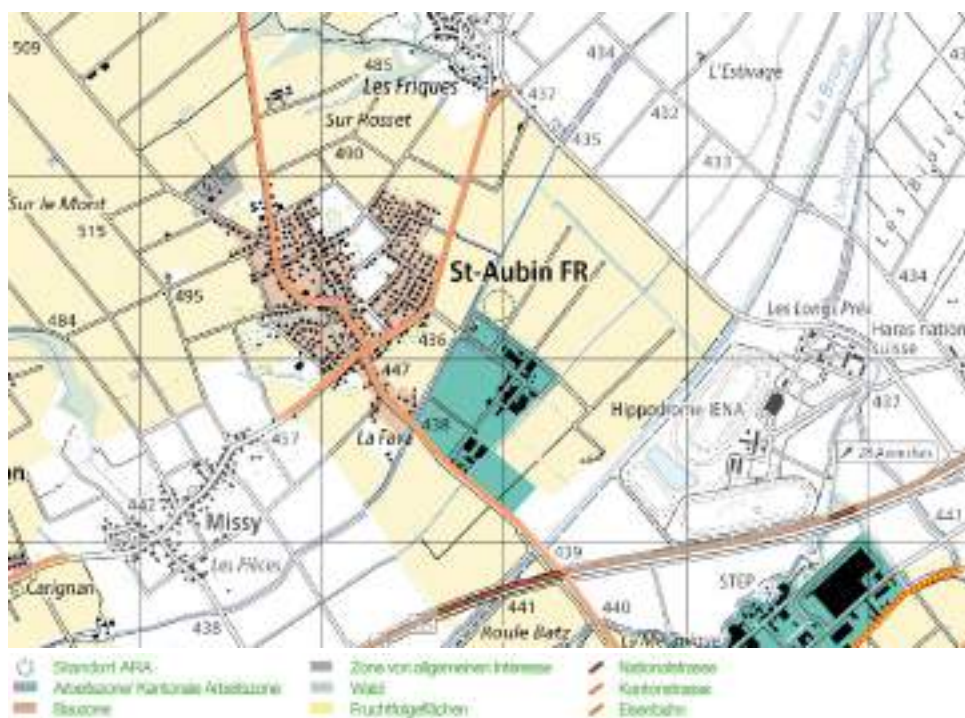
Entwässerung und
Abwasserreinigung

GEMEINDE, IN WEL- CHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Saint-Aubin

ANDERE BETROFFE- NE STELLE

Kanton VD



1. Projektbeschreibung

Das Projekt für die Regionalisierung der Abwasserreinigung der Region Basse Broye/Vully umfasst 11 Gemeinden der Kantone Freiburg und Waadt (Avenches, Belmont-Broye, Courtepin (Dorf Villarepos), Cudrefin, Delley-Portalban, Faoug, Gletterens, Grolley, Ponthaux-Nierlet, Saint-Aubin, Vully-les-Lacs), die 2017 eine Vereinbarung abgeschlossen haben, um die Machbarkeit einer regionalen Abwasserreinigungsanlage zu untersuchen und zu prüfen, ob diese Lösung für alle Gemeinden profitabel ist.

Dieses Vorhaben einer regionalen ARA ist Teil des Projekts der Zusammenlegung der ARA.

Mit der Regionalisierung der Abwasserreinigung sollen folgende Ziele erreicht werden:

- › Verbesserung der Gesamtleistung der Abwasserreinigung in der Region, insbesondere dank der Einrichtung einer Behandlung von Mikroverunreinigungen;
- › Rationalisierung der Abwasserreinigungskosten.

D

Die Ergebnisse von zwei Regionalstudien haben gezeigt, dass die regionale ARA auf Grundstücken angesiedelt werden soll, die zurzeit in der Landwirtschaftszone in der Nähe des KNP «Petite Glâne» liegen.

Gestützt auf die Belastungen 2040 wurde die nötige künftige Kapazität der regionalen ARA auf 46 000 Personenäquivalente festgelegt. Die Grösse der regionalen ARA wurde auf Basis dieses Werts bestimmt. Als Behandlungsverfahren wurde der Belebtschlamm gewählt

2. Begründung des Standorts

Eine erste Machbarkeitsstudie wurde 2018 durchgeführt. Sie diente dem Entscheid, ob eine Variante mit einem regionalen Pol angestrebt werden soll, d.h. die Ansiedlung einer neuen ARA an einem noch zu bestimmenden Standort, oder ob der Status Quo mit dem Erhalt der bestehenden ARA zu bevorzugen wäre, wobei die nötigen Anpassungen vorgenommen werden müssten, um diese mit den Anforderungen der aktuellen Abwässer in Einklang zu bringen.

Im Rahmen dieser Studie erfolgte eine Bestandsaufnahme der Abwasserreinigung der 11 Gemeinden des Projekts (allgemeiner Zustand der Abwasserreinigungsanlagen der Gemeinden, Alter der Anlagen, aktuelle Reinigungsleistung, vorhandene Reservekapazität). Die allgemeine Evaluation hat gezeigt, dass zahlreiche ARA an der Kapazitätsgrenze liefen, ungenügende Reinigungsleistungen sowie kurz oder mittelfristigen Investitionsbedarf aufwiesen. Die Studie hat die Grösse und Kosten der nötigen Infrastrukturen für eine regionale Lösung bestimmt und das wirtschaftliche Interesse dieser Zusammenlegung der Abwasserreinigung aufgezeigt.

Mit dieser Studie wurde auch die Studie für die Standortwahl lanciert, indem mit den Gemeinden eine Vorauswahl von sieben möglichen Standorten in der Nähe des Schwerpunkts der Region (um den Bedarf an Transportkanalisationen zu minimieren) und auf verfügbaren Grundstücken getroffen wurde. Die Studie hat eine eingeschränkte Liste von zwei Standorten festgehalten: Avenches II und Les Seitorées (in St. Aubin). Nach Verhandlungen mit dem Kanton Freiburg wurde ausserdem der Standort in der Nähe des KNP in Saint Aubin vorgeschlagen.

Infolge von Gesprächen mit der Gemeinde Avenches wurde ausserdem ein neuer Standort in der Industriezone von Avenches in die Prüfung aufgenommen. 2020 wurde eine Multikriterien-Analyse dieser vier Standorte für die definitive Auswahl des Standorts der zukünftigen ARA Basse-Broye-Vully durchgeführt. Die vier Standorte wurden anhand von 22 Kriterien beurteilt. Am 30. September 2020 wurde schliesslich der Standort in der Nähe des KNP «Petite-Glâne» in Saint-Aubin von den Gemeindeexekutiven, welche den Lenkungsausschuss des Projekts bildeten, als geeigneter Standort für den Bau einer neuen regionalen ARA ausgewählt.

Der präzise Standort des Vorhabens unterliegt jedoch noch einer Begründung des Einzonungsbedarfs.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Folgende Beschränkungen werden beim weiteren Vorhaben analysiert und berücksichtigt:

- › Die Begründung des Einzonungsbedarfs und die Unmöglichkeit, das Vorhaben in einer bereits genehmigten Bauzone zu realisieren, selbst mittels einer Nutzungsänderung;
- › Die Beanspruchung von Fruchtfolgeflächen und die Ausgleichsmassnahmen;
- › Die Nähe zur Kantonsstrasse, damit der Zugang zur ARA durch das bestehende Strassennetz erfolgen kann;
- › Umgestaltung und Revitalisierung der Petite Glâne
- › Die Abgrenzung des Gewässerraums gegenüber den Wasserläufen «Petite Glâne» und «Grand Fossé»;
- › Die Gefahren hinsichtlich eines Hochwasserereignisses, ermittelt durch eine Risikoevaluierung (nötig bei einer Einzonung), und die Umsetzung allfälliger Restriktionen und Schutzmassnahmen;
- › Der Umgang mit den Lärm- und Geruchsbelästigungen und die zu treffenden Massnahmen;
- › Die Einhaltung der Baudistanz von 20 m zum Waldstreifen am Rand der Parzelle;
- › Die in der Ortsplanung vorzusehende Nutzung.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Folgende Etappen haben bereits stattgefunden oder finden derzeit statt:

- › Vorauswahl der möglichen Standorte und Machbarkeitsstudie;
- › Evaluation des Bedarfs einer neuen regionalen ARA;
- › Multistandort- und Multikriterienanalyse zur Bestimmung des Standorts;
- › Evaluation der potenziellen Konflikte der verschiedenen Standorte;
- › Risikoevaluation zur Hochwassergefahr für das betroffene Gebiet;
- › Interessenabwägung zwischen den Kriterien für den Abschluss der Standortwahl;

- › Konsolidierung der beiden Grundlagenstudien auf Basis der Bemerkungen des BRPA von Dezember 2020.

Folgende Etappen sind noch durchzuführen:

- › Bestimmung und Verfeinerung des Landbedarfes des Projekts und erforderliche Validierung: Konsultation der eidgenössischen und kantonalen (Freiburg und Waadt) Dienste sowie der Gemeinde Saint-Aubin;
- › Umweltverträglichkeitsprüfung (UVP).

Folgende Etappen sind für die Umsetzung des Projekts notwendig:

- › Änderung der Ortsplanung von Saint-Aubin (Einzonung des Sektors);
- › Anpassung des generellen Entwässerungsplans (GEP) der Gemeinde Saint-Aubin

P0302

Verdichtung der Arbeitszone in Givisiez

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Störfälle

Verdichtung und Aufwertung

Typologie und Dimensionierung der Arbeitszonen

Energienetze

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Givisiez

Corminboeuf

ANDERE BETROFFENE STELLEN

BFE

Agglomeration Freiburg



↔ Gasleitungsverlauf (vergraben)
 → Rohrbohrungsverlauf (Rodung)

≡ Einflussbereiche Gasleitung

1. Projektbeschreibung

Seit den 1970er-Jahren führt eine Hochdruck-Gasleitung durch die Arbeitszone von Givisiez und Corminboeuf. Auch wenn die Gasleitungen erst seit 2013 ausdrücklich der Verordnung über den Schutz vor Störfällen (StFV) unterstellt sind, wurden bereits im Laufe der 2000er Jahre verschiedene Bauprojekte in dieser genehmigten Bauzone aufgrund der Risikoproblematik abgelehnt. Der Staatsrat hat deshalb den Bund und die Besitzenden der Gasleitungen gebeten, eine Verlegung des Verlaufs der Gasleitung zu prüfen.

Im jetzigen Zustand erschwert das Vorhandensein der Gasleitung die Verdichtung der Arbeitszone merklich. Eine verstärkte Nutzung der Zone würde aber dem Grundsatz des Raumplanungsgesetzes gerecht, der vorsieht, dass die Besiedlung auf bebautem Gebiet konzentriert werden soll. Die aktuellen kantonalen Reserven an Arbeitszonen ermöglichen eine Abdeckung des Bedarfs bis etwa 2035, allerdings nur unter der Voraussetzung, dass die bestehenden Arbeitszonen auch optimal genutzt werden können. Entsprechend ist eine Verdichtung dieses Bereichs von entscheidender Bedeutung. Gemäss dem Freiburger Agglomerationsprogramm der 3. Generation stellt er einen strategischen Agglomeration-Standort dar und ist darüber hinaus auch als kantonale Arbeitszone im vorliegenden Richtplan erfasst. Er entspricht bereits den Kriterien für eine Arbeitszone von kantonalen Bedeutung, gemäss dem in 2002 genehmigten Richtplan.

› Siehe Thema «Typologie und Dimensionierung der Arbeitszonen»

2. Begründung des Standortes

Aus finanziellen Gründen bevorzugen die Gasunternehmen die Gasleitung zur Risikoverminderung eher nicht zu verlegen, sondern tiefer in den Boden zu vergraben. Mithilfe des Rohr-in-Rohr-Verfahrens soll die Gasleitung neu in einer Tiefe von etwa 15 m verlaufen. Der Kanton kann dieser Lösung zustimmen, sofern der Bund unter dem Blickwinkel der StFV die Konformität bestätigt und die Auswirkungen akzeptiert und dadurch eine Verdichtung in diesem Sektor trotzdem möglich wird.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Der Umweltverträglichkeitsbericht muss die betroffenen Umweltaspekte, namentlich den Wald, die Hecken, die Archäologie und den Bodenschutz untersuchen.

Die Besitzenden der Gasleitung müssen nachweisen, dass das Risiko durch das Vergraben der Gasleitung vermindert wird, um die Zone ohne Einschränkungen verdichten zu können. Der Kanton möchte, dass der Gewinn hinsichtlich des Beschäftigungswachstums belegt wird und sich dem, was bei einer Verlegung des Verlaufs erzielt würde, annähert.

Notwendigkeit, die Verlegung der Leitung (Rohr-in-Rohr und Übertiefe) für die Unigaz SA-Rohrleitung zu berücksichtigen.

Darüber hinaus muss in den Augen des Kantons – insofern, als mit einer Verlegung der Leitung auch die Problematik des gegenwärtigen Verlaufs durch eine Wohnzone in Avry derselben Gasleitung gelöst werden kann – diese Frage im Planbewilligungsdossier behandelt werden.

Bei der Entwicklung des Sektors muss die zukünftige Umfahrungsstrasse von Givisiez, beziehungsweise, die Verlängerung von der Tiguellet-Brücke bis zur Autostrasse berücksichtigt werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die Gasleitungen sind Gegenstand eines bundesrechtlichen Plangenehmigungsverfahrens. Die Kantone werden konsultiert. Ein Plangenehmigungsgesuch wurde beim Bundesamt für Energie (BFE) eingereicht.

Dem Umweltverträglichkeitsbericht muss eine Risikostudie gemäss StFV beigelegt werden.

Ein vorübergehendes Rodungsverfahren des Moncor-Waldes entlang dem Verlauf der Gasleitung ist für die Arbeiten notwendig. Während der Umsetzungsphase ist eine Rodungsfläche von insgesamt 4'367 m² vorgesehen.

Im Tiguellet-Wald wird für den Abbau, aufgrund der Nachteile für den Wald, die Obergrenze des Abbaus auf 175 m² beschränkt. Ein Ausnahmegesuch für eine Leitung in der Bauzone ist notwendig (das Projekt übersteigt eine Tiefe von 4 Metern und bietet keinen Zugang zur Leitung).

Ein Ausnahmegesuch für die Bewaldung ausserhalb des Waldes ist gemäss dem Gesetz über den Natur- und Heimatschutz für die Hecken notwendig.

P0404

Zu prüfende Umfahrungsstrassenprojekte

STAND DER KOORDINATION

Vororientierung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Motorisierter Individualverkehr

Öffentlicher Verkehr

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Fräschels

Kerzers

Courtepin

Belfaux

Givisio

Prez-vers-Noréaz

Neyruz

Romont

ANDERE BETROFFENE STELLEN

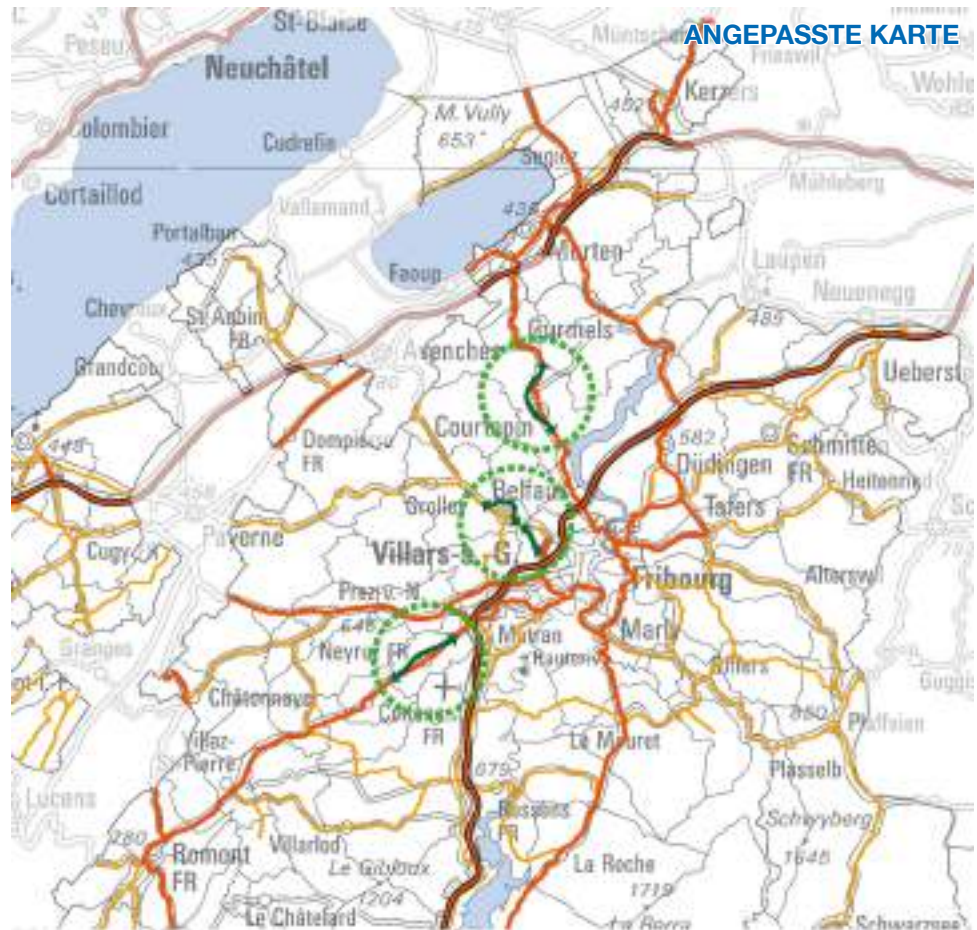
Kanton BE

Verband der Gemeinden des Seebezirks

Région Glâne-Veveyse

Regionalverband Saane

Agglomeration Freiburg.



ANGEPASSTE KARTE

○ Standort des Projektes

↔ Streckenführung des Projekts

1. Projektbeschreibung

Die Kantonsstrassen müssen den allgemeinen Durchgangsverkehr sicherstellen, das nationale Strassennetz ergänzen und die wichtigen Verbindungen zwischen den verschiedenen städtischen Zentren und dem nationalen Strassennetz sicherstellen.

Mit dem starken Bevölkerungswachstum des Kantons Freiburg steigt die Belastung der kantonalen Strasseninfrastrukturen stetig. Trotz der Verlagerung wächst der Durchgangsverkehr aufgrund des Bevölkerungswachstums weiter und führt zu erheblichen Belästigungen im Zentrum von verschiedenen Ortschaften. Mehrere Gemeinden haben deshalb die Realisierung von Umfahrungsstrassen beantragt, um ihr Zentrum zu entlasten.

Um die Zweckmässigkeit der von den Gemeinden gewünschten Umfahrungsstrassenprojekte zu beurteilen, hat die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt eine Studie in Auftrag gegeben, mit der das Kosten-Nutzen-

Verhältnis der Umfahrungen gemessen werden kann (Evaluation und Priorisierung von Umfahrungsstrassen, 2013). Nach der Debatte im Grossen Rat vom 8. September 2016 wurden der vom Staatsrat vorgeschlagenen Liste zwei zusätzliche Projekte hinzugefügt und für die Projektstudien und den Landerwerb ein Kredit von 34'750'000 Franken gewährt.

Die Liste der zu prüfenden Umfahrungsstrassen, die Gegenstand dieses Projektblatts sind, ist die Folgende (alphabetisch geordnet):

- > Belfaux
- > Courtepin
- > Givisiez
- > Kerzers
- > Neyruz
- > Prez-vers-Noréaz
- > Romont

Zwei Projekte waren Gegenstand eines Dekrets für ihre Studien: Marly-Matran in 2006 und die Umfahrung von Düdingen in 2009. Sie sind Gegenstand von separaten Projektblättern.

Die Umfahrungsstrassenprojekte in Kerzers, Prez-vers-Noréaz und Romont, welche zu Beginn in diesem Projektblatt behandelt wurden, stellen nun ebenfalls Gegenstand eines separaten Projektblatts dar.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Archäologische, diagnostische Probebohrungen sind in den, durch die Arbeiten betroffenen, Flächen geplant und müssen berücksichtigt werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die Projektstudien für die Umfahrungsstrassen von Belfaux, Courtepin, Romont, Neyruz, Prez-vers-Noréaz, Givisiez, Düdingen und Kerzers werden ab 2017 vom Kanton durchgeführt, obwohl die Realisierung zu diesem Zeitpunkt noch nicht garantiert ist.

Die zukünftigen Entwicklungsetappen dieser Projekte sind:

Der Staatsrat hat im Dezember 2018 eine Priorisierung der Realisierung der Umfahrungsstrassen festgelegt und entschieden, die Studien hinsichtlich der Realisierung der Umfahrungsstrassen Kerzers, Prez-vers-Noréaz und Romont zu lancieren.

Die Studien der anderen Strassen werden schrittweise nach der Umsetzung der drei vorgängig genannten Strassen oder bei einer allfälligen längeren Blockade des Verfahrens bei einer dieser drei Strassen lanciert.

Die Projektstudien haben folgende Entwicklungsetappen durchzulaufen:

- › Ausarbeitung des Vorprojekts und Festsetzung allfälliger Begleitungsmaßnahmen entlang der Standorte;
- › Ausarbeitung eines spezifischen Projektblatts für jede Route im kantonalen Richtplan, abhängig von den Ergebnissen der Projektstudien;
- › Ausarbeitung des definitiven Projekts (enthält die Konsultation der kantonalen und eidgenössischen Ämter, einschliesslich der Umweltnotiz oder Umweltverträglichkeitsprüfung);
- › öffentliche Auflage;
- › Gesuch um Genehmigung;
- › Kreditantrag für die Arbeiten;
- › Ausführung der Arbeiten.

Das Umfahrungsprojekt Belfaux ist Gegenstand der ersten Überlegungen zur möglichen Realisierung einer vorgängigen Landumlegung. Die Gespräche sind im Gange.

Eine feinere Priorisierung der vom Grossen Rat genehmigten Projekte wird zudem abhängig von ihrem Kosten-Nutzen-Verhältnis und den finanziellen Mitteln des Kantons ausgeführt. Es ist anzumerken, dass die Liste dieser Projekte gegebenenfalls erweitert werden kann.

P0410

Umfahrungsstrasse Kerzers

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Motorisierter Individualverkehr

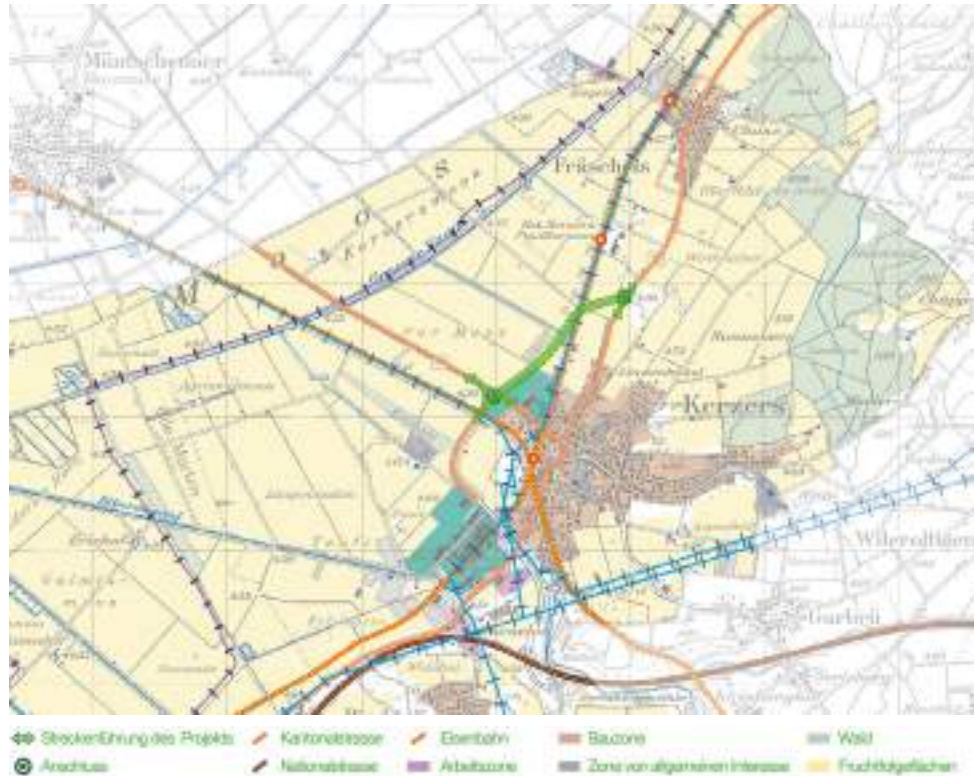
GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Kerzers

ANDERE BETROFFENE STELLEN

Gemeindeverband
Seebezirk

ASTRA



1. Projektbeschreibung

Nachdem im Kanton Freiburg zahlreiche Anträge für Umfahrungsstrassen eingereicht worden waren, gab die Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt (RIMU) eine Analyse von 26 Projekten in Auftrag. Gestützt auf die Ergebnisse dieser Analyse beschloss der Staatsrat im Jahr 2014, Planungsstudien für die bestplatzierten Projekte durchzuführen. Der Grosse Rat fügte am 8. September 2016 die Umfahrungsstrassen von Givisiez (Verbindung zur A12) und Kerzers zum entsprechenden Dekret hinzu.

Das Amt für Mobilität beauftragte im Jahr 2017 die Erarbeitung einer Planungsstudie zur Umfahrung Kerzers. Die Planungsstudie hatte zum Ziel, bereits im Jahr 1987 skizzierte Linienführungen zu optimieren, die Kosten zu schätzen, die Machbarkeit aus Sicht der Technik und der Umwelt zu bestätigen und die Verkehrsumlagerung festzulegen. Ziel der projektierten Umfahrungsstrasse ist es, den Dorfkern der Gemeinde Kerzers vom Durchgangsverkehr zu entlasten. Zudem ist die Umfahrung Voraussetzung für den Betrieb einer im Sachplan Materialabbau (SaM) eingetragenen Kiesgrube.

D

Auf der Grundlage der Empfehlungen eines Lenkungsausschusses (COPII) und unter Berücksichtigung der Voraussetzungen zur Projektrealisierung (Grundstücke im Eigentum des Staats, bereits verwirklichte Güterzusammenlegungen, teilweise bereits bestehende Strasse usw.) und des regionalen Gleichgewichts beschloss der Staatsrat am 10. Dezember 2018, für die Umfahrung Kerzers und weitere Projekte die Vorprojektstudien zu beginnen und bei Bedarf den Erwerb der nötigen Grundstücke einzuleiten.

Seit 2019 läuft die Erarbeitung des Vorprojekts für die Strasse und die zwei Anschlussknoten (Kreisel – Anschluss Süd im Bereich Moosgärten / Terraviva und Anschluss Nord im Bereich Papiliorama). Zwischen den zwei Anschlussknoten quert eine mehrere hundert Meter lange Brücke die Bahnlinie Kerzers-Lyss im Nordwesten der Gemeinde Kerzers. Die Konzeption des Brückenbauwerks auf Stufe Vorprojekt sowie die Vorprüfung werden im April 2021 abgeschlossen. Die Erarbeitung des Bauprojekts beginnt im Mai 2021.

2. Begründung des Standorts

Im Rahmen der Planungsstudie wurden zwei Linienführungen verglichen, eine Trasse entlang der Bahnlinie Kerzers-Lyss und eine kürzere Trasse mit Querung der Bahnlinie und der beidseitig verlaufenden Landwirtschaftswege im Nordwesten der Gemeinde Kerzers. Nur die kürzere Linienführung mit Anbindung an der Kantonsstrasse wurde weiterverfolgt. Für die Linienführung wurden je zwei Varianten mit einer Brücke über die Bahnlinie und einer Unterführung beurteilt. Dazu wurden diverse Knotentypen studiert.

Aufgrund der Kosten, des herausfordernden Baugrunds mit hohem Grundwasserspiegel und der einfacheren Baubarkeit wurde schliesslich die Variante eines langen Brückenbauwerks favorisiert und zur weiteren Bearbeitung empfohlen.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Das Projektareal befindet sich am südöstlichen Rand des "Grossen Moos" im Seeland. Insbesondere westlich der Bahnstrecke Kerzers-Lyss kommt die Umfahrungsstrasse im Bereich torfiger und setzungsempfindlicher Schichten zu liegen. Folgende geotechnische und weitere Beschränkungen sind zu beachten:

- › Oberflächennah sind kaum tragfähige und setzungsempfindliche Baugrundsichten vorhanden.
- › Der Projektperimeter liegt im Gewässerschutzbereich Au und üB. Das Grundwasser ist oberflächennah und teilweise gespannt.
- › Das Brückenbauwerk hat hohe gestalterische Anforderungen zu erfüllen, da es in einem von landwirtschaftlicher Nutzung geprägten Gebiet zu liegen kommt, welches eher flach und im Erscheinungsbild homogen ist.

- › Zentraler Bestandteil des Brückentragwerks bildet die Überquerung der Bahnstrecke Kerzers-Lyss. Das Trasse befindet sich im Besitz der SBB, der operative Betrieb obliegt der BLS. Die Strecke ist Teil des Fahrplanfelds 291 (Kerzers-Solothurn) und umfasst eine Spur in Normalspurweite.
- › Direkt neben der Bahnlinie verläuft eine Hochspannungsleitung der SBB, die vorgängig gemäss den Anforderungen aus dem Strassenprojekt zu erhöhen ist.
- › Der Projektperimeter befindet sich fast durchgängig im Bereich von Fruchtfolgefächern. Das Projekt unterliegt einer Umweltverträglichkeitsprüfung.
- › Erfordernisse des Langsamverkehrs sind im Bau- und Endzustand entsprechend zu berücksichtigen.
- › Das Gebiet ist als archäologisch verzeichneter Perimeter aufgeführt. Ergänzende archäologische Abklärungen sind in den von den Arbeiten betroffenen Bereichen vorgesehen.
- › Die Umfahrungsstrasse betrifft an zwei Standorten Waldareal. Die Linienführung ist so anzulegen, dass die betroffene Waldfläche soweit möglich minimiert wird.
- › Die zutreffenden Massnahmen des am 01.01.2020 in Kraft getretenen Massnahmenplans Luftreinhaltung sind in der Umweltverträglichkeitsprüfung einzubringen.
- › In der zu erstellenden UVP muss die Lärmthematik ebenfalls behandelt werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die neue Umfahrungsstrasse wird in das Kantonsstrassennetz aufgenommen.

Die öffentliche Auflage des Projekts ist ab Dezember 2021 geplant. Bei entsprechender Kreditfreigabe durch den Grossrat kann eine Ausführung frühestens in den Jahren 2023-2025 erfolgen.

Gemäss Planungsstudie ist für die neue Umfahrung von einem DTV von ca. 5'700 Fz/d auszugehen.

NEU



P0411

Umfahrungsstrasse Prez-vers-Noréaz

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Motorisierter Individualverkehr

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Prez

ANDERE BETROFFENE STELLEN

Regionalverband
Saanebezirk

ASTRA



1. Projektbeschreibung

Seit vielen Jahren wird die Frage einer Umfahrungsstrasse für die Ortschaft Prez-vers-Noréaz diskutiert. Daher hat sich der Staat Freiburg aktiv an der Baulandumlegung beteiligt.

Mit der neuen Umfahrungsstrasse kann das Dorf Prez-vers-Noréaz entlastet werden. 2015 belief sich das durchschnittliche tägliche Verkehrsaufkommen auf 13 200 Fahrzeuge pro Tag auf der Route de Fribourg und 10 000 Fahrzeuge pro Tag auf der Route de Payerne. Diese Achse dient als Verbindung zwischen den Autobahnen A1 und A12.

Im September 2016 hat der Grosse Rat einen Verpflichtungskredit für die Projektstudien und die Geländekäufe von sieben Umfahrungsstrassen gesprochen, darunter auch für jene von Prez-vers-Noréaz.

Im März 2019 hat der Staatsrat einen Lenkungsausschuss unter dem Vorsitz des Direktors des RIMU ernannt, der sich aus 15 Personen, darunter Abgeordnete und politische Vertreter der Gemeinde, zusammensetzt.

D

2. Begründung des Standorts

Nach mehreren Variantenstudien wurde schliesslich die Strecke im Norden der Ortschaft Prez-vers-Noréaz, entlang der Hochspannungsleitung ausgewählt. Ihre Länge beträgt 3,7 km.

Die Strecke im Süden hätte zu Lärmbelastigungen für die Quartiere Les Riaux, Les Combes und La Rapetta geführt. Zudem hätte die Topografie des natürlichen Geländes eine lange Steigung von über 10 % für die Streckenführung verursacht.

Die Beanspruchungen von Geländen, die zum Grossteil in der Landwirtschaftszone liegen, wurden auf 8,7 Hektar berechnet, darunter 6,5 Hektar an Fruchtfolgeflächen, die der kantonalen Reserve entnommen werden.

Die Baulandumlegung wurde 2015 öffentlich aufgelegt. Die Parzellen der in der Vorstudie festgelegten Strecke gehören dem TBA.

Velofahrer werden weiterhin das Ortszentrum nutzen, das vom Durchgangsverkehr befreit sein wird.

Für die folgenden spezifischen Punkte sind noch Variantenstudien durchzuführen:

- › Integration der Langsamverkehrswege beim Projekt-Anfang und -Ende;
- › Bestimmung der Arten und der Lage der Kreuzungen;
- › Querung der Route du Moulin.

Jeder charakteristische Punkt des Projekts wird anhand von Multikriterienanalysen bewertet.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Die verschiedenen Beschränkungen des Projekts sind im Folgenden aufgeführt (nicht abschliessend):

- › Einhaltung der bei der vereinfachten Baulandumlegung gewährten Dienstbarkeiten;
- › Querungen der Bäche Fochaux und Palon mit möglichst geringen Auswirkungen;
- › Schutz der Fauna mittels Prüfung von Wildtierkorridoren, Einfriedungen oder anderen Schutzsystemen;
- › Erarbeitung des Strassenprojekts unter Berücksichtigung aller Sicherheitsrichtlinien der bestehenden Hochspannungs- und Gasleitung;
- › Laufende Bodenstudie zur Aufwertung der Böden in der Nähe des Projekts;

- › Durchführung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für das Projekt, welche die Ausgleichsmassnahmen festlegen wird;
- › Die Interaktionen zwischen dem Verkehr und dem Langsamverkehr beim Projekt-Anfang und -Ende müssen untersucht werden;
- › Integration der Bushaltestellen Maison Rouge in das Projekt, die mit dem BehiG in Übereinstimmung gebracht werden;
- › Während den Studien geplante archäologische Ausgrabungen, da die Zone ein reiches archäologisches Erbe aufweist.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die neue Umfahrungsstrasse wird in das Kantonsstrassennetz aufgenommen. Ein Teil der aktuellen Kantonsstrasse zwischen der Kreuzung Prez/Corserey und Maison Rouge wird an die Gemeinde Prez übertragen.

Das kantonale Verfahren ist zu befolgen.

2020 befindet sich das Projekt in der Vorprojektphase.

P0412

Umfahrungsstrasse Romont

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Motorisierter Individualverkehr

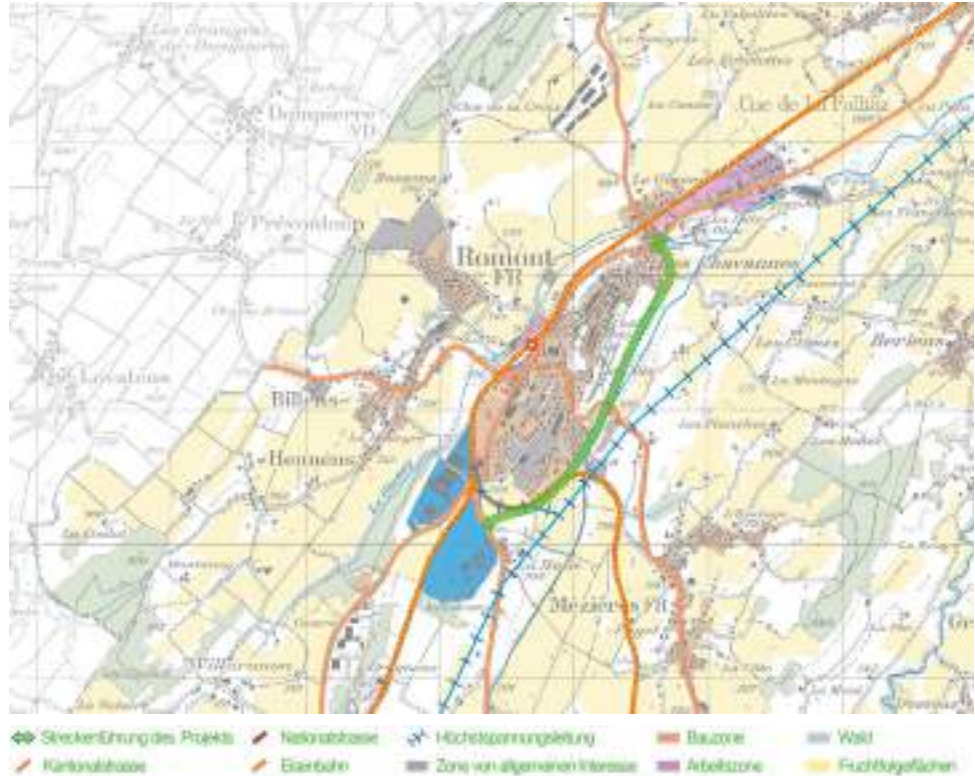
GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Romont

ANDERE BETROFFENE STELLEN

Gemeindeverband Glâne

ASTRA



1. Projektbeschreibung

Die ersten Studien zur Umfahrung der Stadt Romont wurden bereits 1979 durchgeführt. 2005 wurden diese aktualisiert, um diversen Änderungen in der Region Rechnung zu tragen.

Aufgrund des erwarteten starken Bevölkerungswachstums im Kanton Freiburg und des entsprechenden Verkehrsaufkommens wurde das Projekt 2013 in der Gesamtstudie des MobA zur Beurteilung und Priorisierung der Umfahrungsstrassen als Priorität 1 klassiert.

Ebenfalls 2013 hat die Gemeinde Romont eine Variante für eine Umfahrung im Süden beantragt. 2015 hat der Vergleich der Varianten gezeigt, dass die Umfahrung im Süden der Stadt eine geeignete Alternative darstellt.

Aufgrund von verbundenen Drittprojekten, die in verschiedenen Phasen entwickelt werden, wurde die Umfahrung von Romont anschliessend in zwei Abschnitte unterteilt: den Ostabschnitt und den Südabschnitt. Jeder Abschnitt wird nach seinem eigenen Zeitplan gebaut, jedoch kann langfristig kein Abschnitt ohne den anderen bestehen: 2 Abschnitte, 2 Projekte, 1 einzige Umfahrung.

D

Der Staatsrat hat einen Lenkungsausschuss (COFIL) unter dem Vorsitz des Direktors des RIMU ernannt, der sich aus 17 Personen, darunter Abgeordnete und politische Vertreter der Gemeinde, zusammensetzt.

2. Begründung des Standorts

Der Ostabschnitt liegt zwischen dem Chavannes-Kreisel und dem Parqueterie-Kreisel. Die Streckenführung wird einerseits durch die Lage des Quartiers Les Chavannes bestimmt und andererseits durch die Absicht, die bestehende Infrastruktur der Route de la Glâne möglichst zu erhalten.

Der Südabschnitt liegt zwischen dem Parqueterie-Kreisel und der Route de Lausanne. Die Streckenführung wird hauptsächlich durch die Topografie des Geländes bestimmt, insbesondere durch den Hügel von Romont, die Geologie und die Hydrogeologie des Standorts, aber auch durch die zukünftige Trasse der TPF-Eisenbahnlinie Romont-Vuisternens.

Für beide Abschnitte wird in einer ersten Phase eine Variantenstudie des Längensprofils durchgeführt. Diese Studien sind beendet oder werden zurzeit erarbeitet.

Auf dem Ostabschnitt wurde mit der Variantenstudie die beste Variante für die Querung der Route de Berlens zwischen den folgenden zwei Möglichkeiten bestimmt:

- › Knoten in einer Ebene durch die Anlage eines Kreisels oder einer Kreuzung;
- › Kreuzungsfreier Knoten mittels Erstellung einer Kunstbaute.

Der Lenkungsausschuss hat sich am 26. Februar 2021 für die zweite Variante ausgesprochen.

Auf dem Südabschnitt soll die Variantenstudie bestimmen, ob aus Gründen der visuellen Integration und der Lärmbelästigung der Abschnitt am Fuss des Hügels von Romont als Tagbautunnel gebaut werden soll oder ob eine tiefliegende Wanne oder eine ebenerdige Strecke ausreicht.

Auf der Grundlage von Multikriterienanalysen wird der COFIL die optimale Variante für die beiden Abschnitte festlegen. Da die Beurteilungskriterien und ihre Gewichtung heute noch nicht feststehen, werden sie in diesem Dokument nicht abschliessend aufgelistet. Es werden allerdings in erster Linie die folgenden Kriterien untersucht: Kosten, Umweltverträglichkeit (Landschaft, Lärm, Erdbewegungen, Gewässerschutz usw.), Flüssigkeit des Verkehrs, Langsamverkehr, öffentliche Akzeptanz usw.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Bei der Entwicklung des Projekts sind zahlreiche und vielfältige Beschränkungen zu berücksichtigen. Darunter sollen die folgenden hauptsächlich Beschränkungen erwähnt werden (nicht nach Bedeutung geordnet):

- › Nähe der Wohnzonen: Ein Hauptziel des Projekts besteht darin, die Sicht- und Lärmbelastigungen der Umfahrungsstrasse zu minimieren. Hierfür ist eine Untersuchung der Akustik notwendig. ;
- › Luftreinhaltung: Der Massnahmenplan zur Luftreinhaltung muss berücksichtigt werden;
- › Einbezug der Kulturgüter: Der vorhandene Perimeter der Kategorie 1 gemäss ISOS sowie die Nähe zum geschützten Ortsbild von Abbaye de la Fille-Dieu und dem Quartier Chavannes müssen berücksichtigt werden. Die zu integrierenden Ziele und separate Studien sind zu identifizieren;
- › Definitive Beanspruchungen: Zahlreiche Parzellen sind vom Projekt betroffen, daher ist die Bodenbeanspruchung eine der zentralen Herausforderungen des Projekts;
- › Beanspruchung von Landwirtschaftsflächen: Der Schutz von Fruchtfolgeflächen und gutem Landwirtschaftsboden muss berücksichtigt werden;
- › Schnittstelle mit der zukünftigen Trasse der Linie Romont-Vuisternens: Die Umfahrungsstrasse muss die TPF-Linie in einem Dammbereich unterqueren. Die Koordination mit den TPF ist eine wesentliche Herausforderung, da die Unterführung ab der Einreichung des Dossiers für das Plangenehmigungsverfahren (PGV) in voller Übereinstimmung zwischen den beiden Projekten sein muss;
- › Integration des Langsamverkehrs: Mit dem Projekt soll die Attraktivität des Langsamverkehrs im Perimeter der gesamten Umfahrungsstrasse gefördert werden;
- › Nähe der Glâne, welche einen prioritären Revitalisierungsbedarf in den nächsten 20 Jahren aufweist: Die Streckenführung verläuft stellenweise recht nahe am Wasserlauf, sowohl in der Lage als auch in der Höhe;
- › Archäologische Untersuchungen: Es sind Untersuchungen vorgesehen in den von Arbeiten betroffenen Bodenbeanspruchungen und müssen berücksichtigt werden. Allfällige Ausgrabungen sind möglich.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die Bereitstellung der Grundstücke wird geprüft um die Beanspruchung und die neue Aufteilung der Landwirtschaftsparzellen in Koordination mit dem Projekt der neuen Eisenbahnlinie der TPF zwischen Romont und Vuisternens abzustimmen.

Akustische Untersuchungen sind notwendig für die neuen Anlagen um die Lärmproblematik zu lösen und zu evaluieren, ob das gewählte Trasse der Lärmschutzverordnung entspricht.

Eine separate Untersuchung zu den Kulturgütern am Standort ist zu erstellen.

Falls von der Verordnung zur Umweltverträglichkeitsprüfung vorgegeben, Erstellung einer solchen Prüfung.

Gestützt auf die Ergebnisse der Multikriterienanalyse werden der Ost- und der Südabschnitt parallel entwickelt, mit dem Ziel, das Dossier für die öffentliche Auflage bis Ende 2021/2022 einzureichen, wobei diese Etappe von der Einreichung des Dossiers zum Plangenehmigungsverfahren (PGV) der TPF im Herbst 2022 abhängig ist.

Unter Vorbehalt der Annahme der Projekte und der Gewährung der Baukredite sind die Arbeiten in einem idealen Szenario zwischen 2023 und 2025 und die Inbetriebnahme Ende 2025 vorgesehen.

P0413

Autobahnanschluss Bulle

NEU

STAND DER KOORDINATION

Vororientierung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Motorisierter Individualverkehr

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

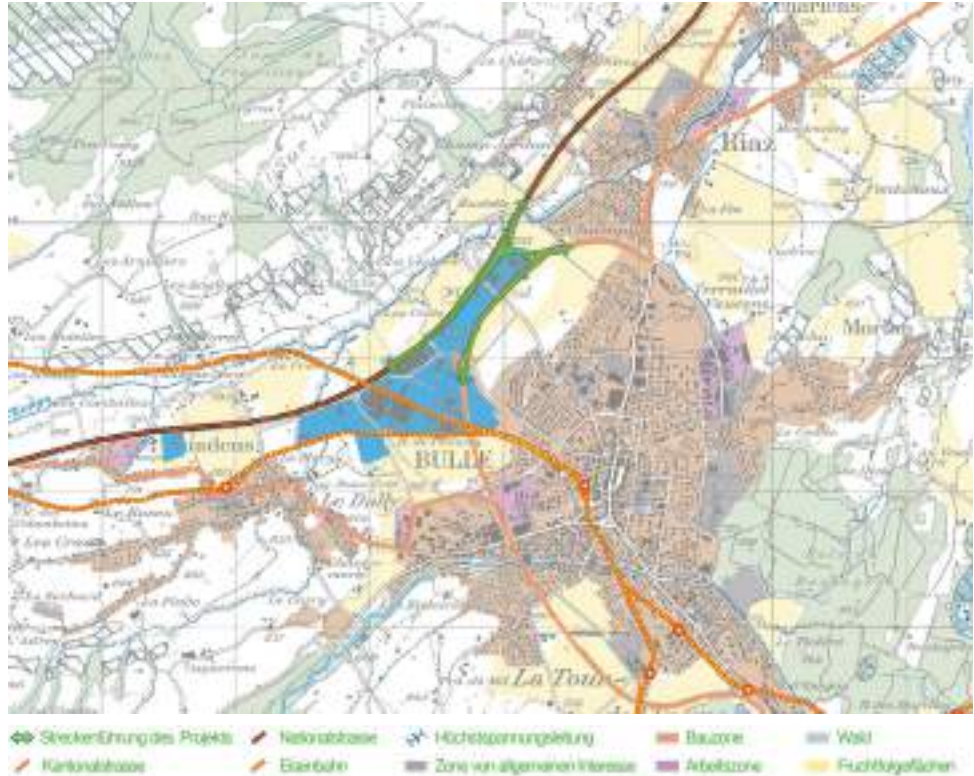
Bulle

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ASTRA

Association de communes Mobul

ARG



1. Projektbeschreibung

Die Autobahnanschluss Bulle ist während den Stosszeiten übersättigt und weist Probleme mit dem Verkehrsfluss auf, die zu Warteschlangen auf den Pannestreifen auf beiden Seiten des Anschlusses und damit zu Sicherheitsproblemen auf der Autobahn führen.

Im November 2020 haben das Bundesamt für Strassen (ASTRA), Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt des Kantons Freiburg (RIMU) und die Stadt Bulle eine «Roadmap» vereinbart, in der die zu erreichenden Ziele und die Modalitäten für die Durchführung der erforderlichen Studien und die Organisation zwischen den Bauherrschaften festgelegt sind. Damit sollte ein Aktionsplan erstellt und eine gemeinsame Vision der nötigen Massnahmen in den verschiedenen Zeithorizonten erreicht werden.

Es bestehen folgende kurz- und langfristige Herausforderungen:

- Verbesserung des Kreuzungsbereiches: Diese spielt eine zentrale Rolle für die Behebung der Staus und der Sicherheitsmängel des Anschlusses.

D

- › Erreichbarkeit der Arbeitszone «Les Combes nord»: Zurzeit verfügt diese Zone über keine Alternative zur Erschliessung als ihren aktuellen Zugang über den Nordkreisel des Autobahnanschlusses.
- › Optimierung des Nordkreisels: Dieser ist zu den Stosszeiten übersättigt, was zur Bildung von Warteschlangen führt.
- › Erhöhung der Kapazitäten des Anschlusses: Mit den geplanten Entwicklungen in der Region (insbesondere jene des Agglomerationsprogramms Mobul) und im Sektor (Verdichtung der Zone «Les Combes nord» und Entwicklung des Sektors «La Prila») ist längerfristig mit einem zunehmenden Verkehrsaufkommen zu rechnen.

2. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Ergänzende Analysen für die Verbesserung und die Erhöhung der Kapazität des Autobahnanschlusses Bulle sind durchzuführen. Eine globale Studie zum Verkehr im Sektor wird 2021 lanciert. Einerseits soll diese die langfristigen Massnahmen (Zeithorizont 2030-2040) bestimmen, mit denen das Problem der Kreuzung gelöst, die Sicherheit verbessert und die Kapazität des Anschlusses erhöht werden können. Andererseits sollen auch kurz-/ mittelfristige Massnahmen zur Verbesserung der Kapazität des Nordkreisels und des Anschlusses im Allgemeinen bestimmt werden, wobei die Zweckmässigkeit und die Dauer der (teilweisen oder vollständigen) Schliessung des Zugangs zur Arbeitszone «Les Combes nord» in diesem Rahmen zu prüfen ist. Aus dem Ergebnis dieser Studie wird ein Gesamtbericht hervorgehen, in dem die verschiedenen Massnahmen sowie ihre Fristen und die Bedingungen für ihre Umsetzung (verbundene Massnahmen) festgelegt und beschrieben werden.

Parallel dazu setzt die Stadt Bulle die Studien zum Bau einer Unterführung unter der Route de la Léchère fort, mit der eine Alternative für den Zugang zur Arbeitszone «Les Combes nord» geschaffen werden könnte.

Nach Abschluss dieser Studien wird ein Aktionsplan erstellt, in dem die verantwortlichen Stellen für die ausgewählten Massnahmen sowie ein provisorischer Umsetzungszeitplan festgehalten werden.

P0414

Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye

NEU

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Güterverkehr

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Estavayer

Les Montets

Sévaz

ANDERE BETROFFENE STELLEN

COREB

SBB



1. Projektbeschreibung

Das Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye mit einer Beanspruchung von 5,2 Hektar wird mit einem neuen Gleisfeld die aktuellen Anlagen im Zentrum von Estavayer-le-Lac ersetzen. Dabei soll es:

- › Die heute in den Bahnhöfen Estavayer-le-Lac und Payerne durchgeführten Lade- und Umschlagstätigkeiten übernehmen, um die Belästigungen (Lärm, Bahnübergansmanagement) und das Unfallrisiko zu vermindern und die Flächen in der Nähe des Bahnhofs aufzuwerten;
- › Neue Funktionen ermöglichen (Umladung von Containern, Ladung von Kies, Ladung von Rüben usw.) und den Transport von Landwirtschaftserzeugnissen vereinfachen (einfacherer Zugang, zusätzliche Kapazität);
- › Den Bedürfnissen der regionalen Industrie hinsichtlich des Schienengütertransports und seines Ausbaus entsprechen;
- › Den Bewirtschafter der Eisenbahninfrastrukturen einen Abstellort für ihre Baufahrzeuge bieten;
- › Dem kantonalen strategischen Sektor Logistikdienstleistungen bieten.

D

Funktionalitäten des Logistikzentrums

- › 3 Ankunftsgleise für Züge von 400 m (davon 1 Überholgleis);
- › 2 Stumpfgleise von 400 m, mit über 100 m Laderampe für den SBB Baudienst (Optimierung oder gemeinsame Nutzung der Gleise zwischen dem Baudienst und der Verladung von Rüben);
- › 3 Stumpfgleise von 200 m (für den Verkehr von ELSA);
- › 1 Freiverladegleis von 200 m.

Stand der Arbeiten

Die Studien und Arbeiten zum Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye sind mit den bereits durchgeführten und noch zu planenden Studien und Arbeiten am Standort im Rahmen der Entwicklung des strategischen Sektors «Rose de la Broye» koordiniert. Daher konnten in der 2016 lancierten Machbarkeitsstudie und den zwischen 2018 und 2020 durchgeführten Ergänzungsstudien zum Standort die möglichen Beschränkungen analysiert und Lösungen dafür vorgeschlagen werden.

Das im Rahmen der Arbeiten zum strategischen Sektor Rose de la Broye erstellte Siedlungsentwicklungskonzept berücksichtigt den Standort des Logistikzentrums Broye.

Spätestens zum Zeitpunkt des Planungsverfahrens wird die Kontrolle über den Boden in Abstimmung zwischen den Behörden und der SBB zu gewährleisten sein. Die betroffenen Gemeinden haben sich verpflichtet, Verhandlungen mit den Grundbesitzern aufzunehmen, um die geeignetsten Instrumente zu bestimmen: Gewerkschaften für Bodenverbesserungen, den zu diesem Zeitpunkt weiterhin aktiven Landwirten anzubietende Ersatzgrundstücke usw. Die Bodenstrategie wird somit für den gesamten Perimeter des strategischen Sektors Rose de la Broye und des Güter-Logistikzentrums koordiniert.

2. Begründung des Standorts

Der Standort des Vorhabens wurde auf der Grundlage der Bahnerschliessung sowie einer Analyse der SBB mit folgenden Kriterien bestimmt: nötige verfügbare Fläche für die Aufnahme des Vorhabens, Autobahnzugang, aktuelle oder vorgesehene Zonenplanung, Möglichkeit, die Bahnhöfe Estavayer-le-Lac und Payerne vom Güterverkehr zu befreien, Belästigungen aufgrund des Betriebs des Standorts und des Zugangs über die Strasse, Möglichkeit künftiger Erweiterungen.

Da sich das Logistikzentrum in unmittelbarer Nähe des strategischen Sektors Rose de la Broye befindet, werden die künftig dort entwickelten Aktivitäten vom günstigen Bahnanschluss profitieren.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Das Vorhaben liegt praktisch vollumfänglich auf Fruchtfolgeflächen. Angesichts der Lage des Eisenbahnnetzes und der erforderlichen technischen Konfigurationen für ein solches Vorhaben ist diese Beanspruchung unvermeidlich.

Mit der Machbarkeitsstudie (2016) und den Ergänzungsstudien (2018-2020) konnten die wesentlichen Beschränkungen des Standortes bestimmt und Ungewissheiten beseitigt werden. Zudem wurden Lösungen für die Bodenfragen vorgeschlagen und Lösungen zum Lärmschutz und zum Wildtierkorridor im Siedlungsentwicklungskonzept integriert. Der Massnahmenplan Luftreinhaltung muss berücksichtigt werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Das Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye ist im Sachplan Verkehr, Teil Infrastruktur Schiene enthalten.

Der Bau eines Logistikzentrums für den Güterverkehr unterliegt dem eidgenössischen Verfahren.

Im Rahmen des Bewilligungsdossiers ist eine Begründung des Standorts und der Beanspruchung der Fruchtfolgeflächen abzugeben. Für die Beanspruchungen sind Ausgleichsmassnahmen vorzusehen.

Die Finanzierung des Baus des Logistikzentrums Broye wird durch das vom eidgenössischen Parlament genehmigte strategische Entwicklungsprogramm Ausbauschritt 2035 des Bundes (STEP AS 2035) gewährleistet.

P0502

Erweiterung des Skigebiets, der MTB-Strecken und Klettersteige von Moléson-sur-Gruyères

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Ansielung der Tourismus- und Freizeitanlagen

Touristische Entwicklungsschwerpunkte

Mountainbike

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Greyerz

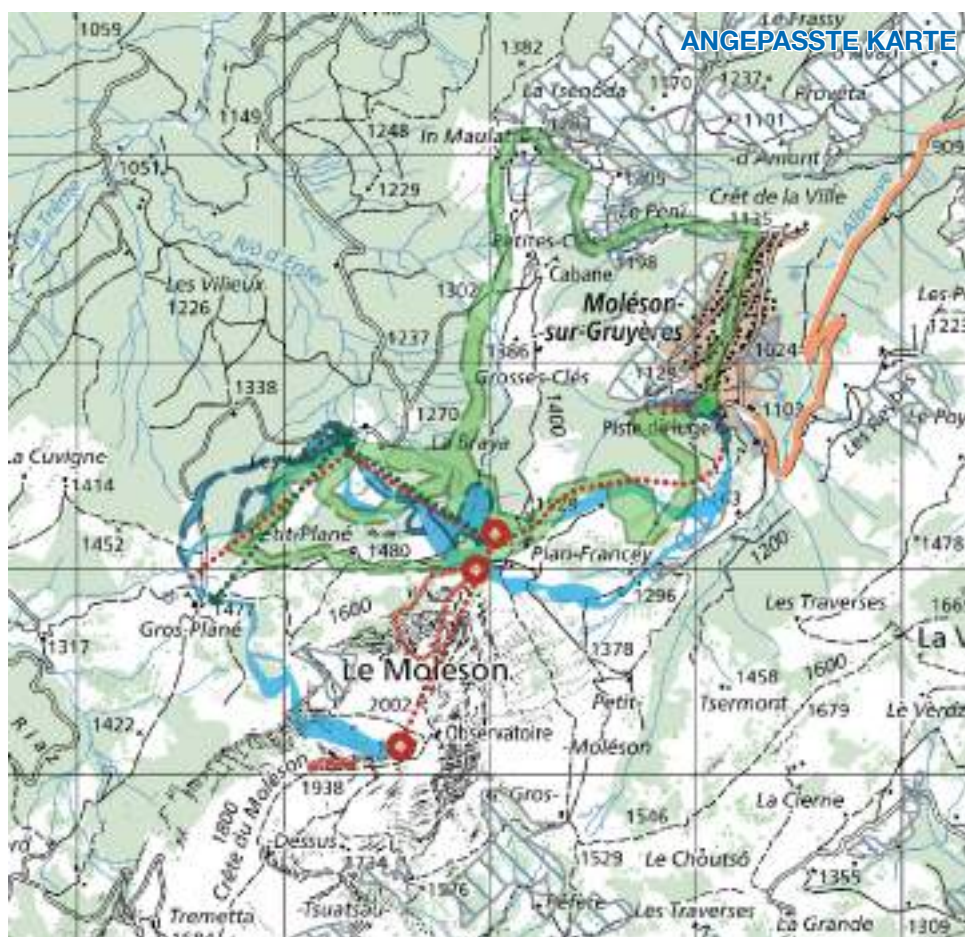
Semsales

Haut-Intyamon

ANDERE BETROFFENE STELLE

ARG

Région Clône-Veveyse



1. Projektbeschreibung

Das Gebiet Moléson-sur-Gruyères liegt im Zentrum zwischen den Kulturzentren Bern, Lausanne, Freiburg und Vevey und ist ein beliebtes Tagesausflugsziel. Gemäss der Vision "Voralpen 2030" hat die regionale Tourismusstrategie zum Ziel, das Ausflüge des Tourismus im Greyerzbezirk zu erweitern, wobei hauptsächlich die Herbergen im Gebiet Moléson dafür vorgesehen sind. Die regionale Richtplanung sieht die Verstärkung der touristischen Achsen in Richtung Greyerz, Broc-Fabrique und Charney vor, wobei mit Ergänzungen in diesen Gebieten die Gäste dazu animiert werden sollen, längere Aufenthalte in der Region zu planen. Die Seilbahn nimmt somit in zweifacher Weise eine wichtige Rolle für die Vision ein, als Transportmittel für die Herbergen wie auch für die Aktivitäten in der Region.

Moléson ist ein Dorf, welches sich in Entwicklung befindet und Mitte der 60er Jahre entstand. Die Planung sieht eine Entwicklung der Touristenbetten vor. Die für die Entwicklung des Tourismus und der Immobilien zuständigen Instanzen planen zudem in zwei Phasen den Bau von insgesamt 350 neuen einer grossen Anzahl neuer Ferienunterkünften sowie einer Indoor-Freizeitanlage. Aufgrund der neuen Unterkünfte werden in Zukunft im Gebiet Moléson mehr Gäste erwartet, weshalb auch die Freizeitanlagen für den Winter- und Sommertourismus ausgebaut werden sollen die Erhöhung der Übernachtungen zusammen mit der Entwicklung der Freizeitanlagen für den Ganzjahres-Tourismus ausgebaut werden soll.

Anlagen für Wintertourismus

Zwischen 2008 und 2014 wurde eine Studie erarbeitet, bei welcher verschiedene Varianten ausgearbeitet wurden. Eine erstellte Studie erlaubte die Ausarbeitung verschiedener Varianten. Dabei spielten die ökologischen Faktoren eine wichtige Rolle. So wurden beispielsweise alle ökologischen sensiblen Zonen, welche gemäss den Ortsplänen der betroffenen Gemeinden in dieser Region existieren, nicht als mögliche Gebiete für die Erweiterung des Skigebietes in Betracht gezogen. Zudem wurden Aspekte wie die Hanglage, die Sonneneinstrahlung und die Lawinengefahr untersucht.

Aufgrund dieser Studie wurde folgendes Projekt ausgearbeitet:

Der Bau und die Erneuerung der Winterfreizeitanlagen sind in vier Phasen gegliedert wird etappenweise geplant. In einer ersten Phase wird der Schlepplift bei Plan-Francey durch einen Sessellift ersetzt, dessen Verlauf parallel zum alten Lift geplant ist. Zudem soll die bereits Die existierende Piste verlängert werden soll verlängert werden. Das Trassee des alten Schleppliftes soll wird in eine neue Piste umgewandelt werden. Diese Piste soll erstellt werden, damit vom neuen Sessellift auch eine blaue Piste zum Gebiet «Les Joux» führt.

In der zweiten Phase soll im Gebiet «Joux-Devant» ein neuer Schlepplift mit zwei kleinen Pisten erstellt werden. Zudem ist dort eine neue Piste geplant, damit der bereits bestehende Sessellift besser ausgelastet wird. Durch die Erstellung der Installationen in den Phasen I und II könnte die Kapazität des Skigebietes um 28 % gesteigert werden, auf 2'820 Skifahrerinnen und Skifahrer pro Tag.

In einer dritten Phase soll im Gebiet zwischen «Gros-Plané» und «Joux-Devant» das Skigebiet ausgeweitet werden, da dieser Standort gute Schneebedingungen besitzt. Dazu ist die Erstellung einer neuen Piste geplant und der alte Sessellift soll durch einen neuen 4er Sessellift ersetzt werden.

In der Phase 4 ist im Bereich «Cheval Brûlé», welches ein attraktives Skigelände mit wenig Wald und guter Schneesicherheit darstellt, ein neuer 4er Sessellift geplant. Der ausgewählte Verlauf hat eine minimale Rodung zur Folge. Im Bereich dieses neuen Sesselliftes sollen zusätzlich drei neue Pisten erstellt werden. Durch den Bau dieses neuen Sesselliftes kann die Kapazität der Skifahrenden im Skigebiet Moléson im Vergleich zu heute insgesamt verdoppelt werden.

Eine vierte Etappe, welche die Nutzung des Gebiets "Cheval Brûlé" vorsieht, wurde ebenfalls untersucht, sie ist jedoch nicht in dieses Projektblatt integriert worden

Anlagen für Sommertourismus

~~Im Sommer ist die Besucherichte deutlich höher als im Winter. Deshalb werden~~
Um das Ziel, den Sommertourismus weiterzuentwickeln, zu erreichen, werden neue Mountainbike (MTB)-Strecken und Klettersteige geplant.

Eine ~~von 2013-2015~~ durchgeführte Studie hat gezeigt, dass sich der Ort durch die geografische Situation, die Topographie, die Verfügbarkeit der Transportanlagen, die Nähe zu grossen Zentren sowie durch die Anbindung an den öffentlichen Verkehr für neue MTB-Strecken eignen würde. In dieser Studie wurden verschiedene Varianten für ~~neue Mountainbike~~-Strecken erarbeitet. Bei der Siegervariante sollen sich die Wege im Gebiet zwischen Plan-Francey und Moléson-Village befinden, ein Sektor welcher mit der bereits vorhandenen Seilbahn erreicht wird und deshalb nicht viel an zusätzlicher Infrastruktur benötigt. Zudem wurden der Standort und die Streckenführung so gewählt, dass ein vielfältiges Angebot besteht. Das Streckennetz soll sowohl aus einfachen Strecken die durch einen Schlepplift angeschlossen sind als auch aus längeren mittelschweren Strecken, welche mit der Seilbahn erreichbar sind, bestehen. ~~Nur die Strecke für die erfahrenen Fahrerinnen und Fahrer beginnt auf dem Gipfel des Moléson.~~ Das Ziel dieser Verdichtung ist, mit dem Projekt einen möglichst kleinen Einfluss auf die Landschaft und die Natur zu haben. Die Aktivitäten sollen deshalb optimal in die Gegend integriert werden, damit die Umwelt und die existierende Landschaft respektiert werden. Die genaue Linienführung der MTB-Strecken wird auf kommunaler Ebene festgelegt.

Der Ausbau der MTB-Strecken trägt zur Vervielfältigung des Sommertourismusangebots sowie zur Verbesserung der Rentabilität von verschiedenen Infrastrukturen bei und generiert zusätzliche Übernachtungen. Gemäss einer Studie könnte das Gebiet Moléson durch dieses Projekt die Besucherzahl im Sommer um 50 % steigern.

~~Um das Sommertourismusangebot weiter zu steigern, wurden in 2004~~ In 2004 wurden an der Nordseite des Moléson zwei Klettersteige erstellt, welche bei den Klettererinnen und Kletterer beliebt sind. Diese zwei Strecken werden als schwierig bis sehr schwierig bezeichnet. Um dieses Angebot neu zu beleben, sollen nun auch für Anfängerinnen und Anfänger und Kinder kürzere und einfachere Strecken angeboten werden. In einer Studie wurden verschiedene Varianten geprüft. Aufgrund dieser Analyse würde sich für die Erweiterung der von der Bergstation Moléson 300 m im Westen liegende Felsvorsprung eignen. Der Zugang bräuchte nur wenige zusätzliche Installationen, da der Felsvorsprung bereits durch zwei Wanderwege erschlossen ist. Die notwendigen fixen Einrichtungen, welche an diesen Klettersteigen installiert würden, wären aus einer Distanz von 300 m nicht mehr sichtbar und integrieren sich harmonisch in die Landschaft.

~~Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie "Voralpen 2030" des Kantons.~~

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

› Wald: ~~Durch den Ausbau des Skigebietes kommt es zu Rodungen und Wiederaufforstungen~~ Einige Rodungen befinden sich in instabilen Gebieten. Die

Wiederaufforstungen werden einen Einfluss auf die betroffenen Sömmerungsweiden haben. Dies muss mit den betroffenen Landwirtinnen und Landwirten koordiniert werden. Zum Teil befinden sich die Skilifte und Pisten in Bereichen eines Schutzwaldes. Ebenfalls negative Auswirkungen auf die Wälder können die Installationen der MTB-Strecken und der Klettersteige haben. Der Verzicht der vierten Phase reduziert die ursprünglich vorgesehene Inanspruchnahme von Waldfläche. Für die Genehmigung des Ausbaus des Skigebietes und der MTB-Strecken werden Rodungen und Wiederaufforstungen weiterhin nötig sein: Diese müssen kompensiert werden. Die durch die Ersatzaufforstung entstandenen Auswirkungen auf den Schutzwald und die Sömmerungsweiden sind zu minimieren. Die Auswirkungen der MTB-Strecken und Klettersteigen auf den Wald sind zu minimieren. Die in den Bundesinventaren vorhandenen MTB-Strecken verwenden bestehende Wege und Strecken. Damit die Touristen Informationen zur Umwelt erhalten und die vorhandenen Regeln einhalten, wird ein effektives Kommunikationskonzept vorgeschlagen.

- › Natur und Fauna: Im Bereich des Skiliftes leben mindestens sechs verschiedene Vogelarten, die zum Teil sensibel auf Störungen reagieren. Zudem können die MTB-Strecken und die Klettersteige negative Auswirkungen auf die Wildtiere haben. Die Entwicklung der Tourismusaktivitäten, namentlich der MTB-Strecken und Klettersteigen, müssen den Schutz der Natur berücksichtigen: die Flora und Fauna. Die Verletzung dieser Schutzbemühungen, etwa die Störung der Wildtiere, muss verhindert, möglichst reduziert und mittels Massnahmen kompensiert werden.
- › Landschaft: Insgesamt benötigen die Pisten im Skigebiet Moléson 38.7 h Land, wovon 6.6 h durch die neuen Pisten beansprucht würden.
- › Gewässer: Im Gebiet des Projektes liegen verschiedene Grundwasserschutzzonen (Zone S) vor, welche bei der weiteren Planung des Projektes von der Gemeinde berücksichtigt werden müssen. Einige Skilifte und Pisten befinden sich in der Nähe von zahlreichen Bächen. Die im Gebiet liegenden Gewässerschutzgebiete und Fliessgewässer müssen bei der weiteren Planung des Projekts von der Gemeinde berücksichtigt werden.
- › Naturgefahren: An den Hängen mit einer Neigung von etwa 40 Grad können Lawinen ausgelöst werden. Obwohl grosse Lawinen an Hängen mit einer Neigung unter 30 Grad selten auftreten, können Skifahrende an Hängen mit einer Neigung von nur 22 Grad Lawinen auslösen. Zudem befinden sich einige Skilifte und Pisten in Bereichen mit Rutschgefahr. Die Gemeinde wird im Rahmen der Projektplanung die Gebiete, welche der Gefahr des Erdbebens, des Felseinsturzes, des Steinschlags oder der Lawine ausgesetzt ist, berücksichtigen. Die Gefahrenkarten des Kantons dienen als Grundlage.
- › Landwirtschaft: die Tourismusaktivitäten können ein Konfliktpotenzial für die landwirtschaftlichen Aktivitäten darstellen und müssen berücksichtigt werden.

› Parkplätze: Parkplätze sind für Tagesgäste ein wichtiges Element. Wenn es davon zu wenig hat, kommen die Gäste weniger. Es müssen für die Zukunft noch zusätzliche Parkplätze im Dorf geplant werden.

› ein Konzept des Zugangs, das den öffentlichen Verkehr und den Langsamverkehr berücksichtigt, zudem muss die Nutzung der bestehenden Parkplatz-Infrastrukturen untersucht werden. Es gewährleistet die Dimensionierung und Bewirtschaftung des Parkplatzes, unter Berücksichtigung des Angebots des öffentlichen Verkehrs sowie des Angebots der Tagesausflüge.

› Die Auswirkungen der Klimaveränderungen auf die verschiedenen Projekte müssen untersucht werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

› Untersuchung der Machbarkeit der Anlagen Nachweis der Machbarkeit jeder einzelnen Anlage aus umweltrechtlicher Sicht und unter dem Blickwinkel der Mobilität in jedem Planungsschritt:

› Darstellung von allfällig untersuchter Varianten und Begründung der letzten Endes erfolgten Wahl, namentlich unter dem Aspekt des Umweltschutzes;

› Bevorzugung der Variante mit den kleinsten Umweltauswirkungen;

› Realisierung einer Umweltverträglichkeitsstudie, falls dies gemäss VUVP Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung verlangt wird.

› Planung des Projekts im Ortsplan mit Einzonungen in verschiedene Spezialzonen und -perimeter.

› Erstellung eines Detailbebauungsplans zur Koordination der touristischen Strecken, der Spuren der neuen Installationen und der Bereiche für die Erweiterung der touristischen Anlagen.

› Einreichung der entsprechenden Baubewilligungsgesuche und Rodungsgesuche.

› Sicherstellung einer Koordination zwischen den Gemeinden Greyerz, Semsales und Haut-Intyamon.

› Einholung von Plangenehmigungen und Betriebsbewilligungen beim Bundesamt für Verkehr für den Bau und Betrieb sowie für die Erneuerung der Bergbahnen.

P0503

Entwicklung Skigebiet Ganzjahressportgebiet Schwarzsee

STAND DER KOORDINATION
[Vororientierung unterschiedlich](#)

DAMIT VERBUNDENE THEMEN
An siedlung von Tourismus- und Freizeit-anlagen
Touristische Entwick-lungsschwerpunkte

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST
[Plaffeien](#)
[Jaun](#)

ANDERE BETROFFENE STELLEN
[ArmaSuisse](#)
[Gemeindeverband Region Sense](#)
[Association Régionale la Gruyère](#)



<u>Projektelement</u>	<u>Stand der Koordination</u>
Erweiterung künstliche Beschneigung Riggisalp	Zwischenergebnis
Ersatz 2er Sesselbahn Riggisalp	Zwischenergebnis
Skilift Geissalp	Vororientierung
MTB-Sport	Zwischenergebnis

1. Projektbeschreibung

Das Skigebiet Schwarzsee liegt in den Sensler Voralpen und ist leicht von schnell von der Agglomeration Freiburg und der Hauptstadtregion Bern aus schnell erreichbar. Das nächstgelegene Skigebiet ist die Station La Berra. Die beiden Gebiete liegen jedoch zu weit auseinander, dass ein Zusammenschluss in Frage käme. Somit ist das Skigebiet Schwarzsee auf sich alleine gestellt und muss den Besuchenden auf seinem Gebiet, mit seinen Möglichkeiten, einen unvergesslichen Ausflug ermöglichen.



Auf verschiedenen Pisten können Sportvereine Trainings und Rennen insbesondere für den Nachwuchs durchführen.

Der Druck auf die Bergbahnen nimmt stetig zu. Die Besuchenden sind in verschiedenen Winterstationen unterwegs und stellen somit Vergleiche unter den verschiedenen Stationen an. Damit das Gebiet Schwarzsee sich als Skigebiet behaupten und Schneesicherheit bieten kann, sind Sanierungen von Anlagen und eine Erweiterung der künstlich beschneiten Pisten geplant. Zusätzlich will die Kaisereggbahnen Schwarzsee AG die Idee einer Erweiterung des Pistenangebotes im Bereich Muschental-Geissalp in die längerfristige Planung aufnehmen.

Es sollen auch weitere Angebote für die schneefreie Zeit realisiert werden. Dabei drängt sich insbesondere der Ausbau im Bereich MTB-Sport auf.

Im Weiteren soll auch die Verknüpfung mit der Alpwirtschaft gestärkt werden. Die neu erstellte Alpkäserei Riggisalp bietet Gelegenheit dazu.

Diese drei vier Erweiterungs- und Sanierungskonzepte sind in den nächsten Jahren geplant oder ihre Machbarkeit soll geprüft werden:

Erweiterung künstliche Beschneigung rote Piste Riggisalp (Zwischenergebnis)

Das Skigebiet Schwarzsee verfügt bereits über die Möglichkeit, die blaue Piste Riggisalp bis hinauf zur blauen Piste Kaiseregg, mit Kunstschnee zu beschneien. Dies gilt ebenfalls für den unteren Teil der roten Piste Riggisalp, auf welcher jeweils Skirennen (homologierte FIS-Piste) durchgeführt werden. Um auf der roten Piste Riggisalp auf der gesamten Länge Schneesicherheit bieten zu können, plant die Kaisereggbahnen Schwarzsee AG den oberen Teil dieser Piste ebenfalls mit Anlagen zur künstlichen Beschneigung auszurüsten. Da die rote Piste Riggisalp eine interessante und abwechslungsreiche Piste ist, stellt die Schneesicherheit auf der gesamten Länge der Piste ein Gewinn für die Region dar.

Ersatz 2er Sesselbahn Riggisalp (Zwischenergebnis)

Die durchschnittliche Lebensdauer einer Seilbahn beträgt rund 25 Jahre. Somit ist es an der Zeit, für die 2er Sesselbahn Riggisalp, eine Ersatzanlage in die Planung aufzunehmen. Die Sesselbahn Riggisalp ist das Nadelöhr des Skigebietes (Transport- und Beschäftigungsbahn) bildet den Zugang zum ganzen Angebot. Sie ist unabdingbar, um in den oberen Bereich des Skigebietes zu gelangen. Eine neue Anlage ist somit nötig, um den Skifahrenden die gewünschte Qualität bieten zu können. Die Bahn auf die Riggisalp wird im Winter- wie im Sommerhalbjahr betrieben. Über diese Bahn kann das Berghaus Riggisalp sowohl durch Skifahrende wie auch Fussgängerinnen und Fussgänger im Winter und Sommer erreicht werden. Das Erweitern von Sommeraktivitäten (Mountainbike-Sport) oder das bestehende Angebot wie Wandern und das Besuchen des Riggliweges, sind direkt mit dieser Anlage verbunden. Das Angebot an Sommeraktivitäten bei der Riggisalp sollen unter anderem durch einen Erlebnisspielplatz ausgebaut werden. Der Ersatz der Sesselbahn trägt ebenfalls zur Ganzjahresentwicklung der regionalen Tourismusstrategie des Greyerzbezirks

bei. Der regionale Richtplan sieht zudem die Stärkung der aktiven Mobilitätsachsen, unter anderem das MTB-Angebot, zwischen den kantonalen touristischen Entwicklungsschwerpunkten von Schwarzsee und Charmey vor.

Für den Ersatz der 2er Sesselbahn Riggisalp sieht die Kaisereggbahnen Schwarzsee AG den Bau einer Kombibahn vor. Durch den teilweisen Einsatz von Gondeln wird die Witterungsabhängigkeit verringert. Der bisherige Standort der Talstation wird im Rahmen des Ersatzes der bisherigen Bahn überprüft.

Skilift Geissalp (Vororientierung)

Der Bau eines Skiliftes im Geissalpgebiet und die damit verbundene Erweiterung des Pistenangebots soll die Stammkundschaft im Gebiet halten und den Aufenthaltstourismus fördern. Hierfür soll das Übernachtungsangebot ausgebaut werden. Besucherinnen und Besucher, die mehrere Tage in ein und demselben Skigebiet unterwegs sind, schätzen es, wenn eine Pistenvielfalt vorhanden ist, die es erlaubt, möglichst viele Varianten von Abfahrten zu befahren.

Für die Diversifizierung und Erweiterung des Skigebiets hat das Seilbahn-Unternehmen eine Studie über den möglichen langfristigen Ausbau des Skigebiets lanciert. Bei der einen Variante wird eine neue Skipiste sowie eine neue Seilbahn im Gebiet Geissalp geprüft. Der im Gebiet vorhandene Armeestandort sowie das bestehende Landschafts- und Naturgebiet stellen Beschränkungen dar, die vor der weiteren Planung dieses Projektelements zu klären sind.

Mit der bestehenden 4er-Sesselbahn Kaiseregg erreicht man den Kamm, welcher das Muscherental und das Schwarzseetal voneinander trennt. Der Zugang zur westlichen Seite des Kamms des Muscherentals ist deshalb bereits vorhanden. Nach einem kurzen, etwas steileren Teil, erstreckt sich ein offenes, angenehmes und eher flaches Gelände, welches gute Möglichkeiten der Pistenwahl offen hält. Die Piste könnte so gestaltet werden, dass sowohl mittelmässige wie auch gute Skifahrerinnen und Skifahrer angesprochen werden. Aufgrund des Standortes der Bergstation des Skiliftes, die sich wiederum auf dem Kamm befindet, ist die Anbindung an die blaue Piste Kaiseregg optimal. Zuweilen ist der Andrang auf den Pisten des Kaiseregganges gross, dies vor allem auf der blauen Piste. Mit einem zusätzlichen Pistenangebot in Richtung Geissalp würden sich die Skifahrenden besser auf den Pisten aufteilen. Die bestehenden Pisten an der Kaiseregg bieten viele Möglichkeiten für den fortgeschrittenen Skifahrenden. Für den weniger versierten und den gemütlichen Skifahrenden bietet sich indes nur die blaue Piste an. Gerade für diese Skifahrenden wird der Lift in das Muscherental ein grosser Gewinn sein, da die Geländebeschaffenheit Potenzial für blaue Pisten bietet. Das Gelände ist im obersten Bereich steil und flacht im unteren Teil aus. Es ist jedoch möglich, die steilere Hangpassage im nördlichen Teil zu umgehen und somit den schwächeren Skifahrerinnen und Skifahrern ein unbeschwertes Pistenerlebnis zu ermöglichen. Das Pistenangebot wird erhöht und damit das Erlebnis für den Gast – ungeachtet seines Fahrniveaus – gesteigert.

Die Hauptwindrichtung kommt von Westen her und führt zu grossen Schneeverfrachtungen von der West-Nordwest-Flanke der Kaiseregg in das Muscherental. Die jeweils im Frühling nötigen Schneeräumungsarbeiten zum Öffnen der Strasse beweisen dies alljährlich. Die Schneesicherheit ist somit auch ohne künstliche Beschneigung garantiert.

MTB-Sport (Vororientierung)

Das MTB-Sportzentrum Schwarzsee soll künftig einen Flowtrail aufweisen, der für das breite Publikum und Familien nutzbar ist. Ein Skill-Center (Mini Trail Center) für Familien soll das Angebot erweitern.

Das Skill-Center soll unter anderem einen Kids-Flowtrail, einen Pumptrack- und einen Uphill-Trail beinhalten.

Im Bereich des bisherigen Skischul-Übungsgeländes soll ein Kids Garden mit Walk-bike-Loop angelegt werden.

Durch das Angebot an MTB-Routen soll Schwarzsee mit den anderen touristischen Stationen verbunden werden. Diese Anbindung an die weiteren touristischen Stationen ist zu präzisieren, insbesondere über welche Routen diese erfolgen soll.

Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie «Voralpen 2030» des Kantons.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Die Tourismusaktivitäten können ein Konfliktpotential für die vorhandene Landwirtschaft darstellen, diese müssen berücksichtigt werden.

Bei den geplanten Vorhaben sind die Auswirkungen auf die vorhandene Natur und Landschaft zu prüfen und darzulegen, wie diese geschützt werden können.

Gebiet Geissalp

Koordination mit den betroffenen Grundeigentümerinnen und Grundeigentümern und Pächterinnen und Pächtern: Die Eidgenossenschaft als Grundeigentümerin schliesst eine Erschliessung des Skigebietes aus, solange die Schiessplätze Geissalp aktiv betrieben werden.

Die Bergstation befindet sich am Rand einer provisorischen Grundwasserschutzzone. Abklärungen sind noch notwendig, sollte jedoch kein Hindernis für den Bau darstellen.

Die alpwirtschaftlichen und militärischen Anlagen und Bauten sind zu berücksichtigen.

Waldareal ist nicht betroffen. Im Bereich der möglichen Standorte des Lifes und der Pisten finden sich Gefahrenhinweisegebiete gemäss Naturgefahrenkarte des Kantons. Betroffen sind die Themen Rutschungen und Lawinen. Abklärungen sind notwendig im Rahmen der Projektierung.

Der Projektperimeter tangiert den Lebensraum von sensiblen Vogelarten. Es muss vorabgeklärt werden, welche Auswirkung das Projekt auf die Habitate der Avifauna hat. Ebenfalls sind Auswirkungen der Klimaveränderungen auf die Projektperimeter abzuklären. Im Bedarfsfall müssen Schutzmassnahmen getroffen werden.

Das Amphibienlaichgebiet von kantonaler Bedeutung «Seelihus», welches sich im Entwicklungsperimeter des Projekts befindet, ist in der Projektausarbeitung einzu-beziehen.

Die Zone der vorgesehenen neuen Skilifte liegt innerhalb eines verzeichneten archäo-logischen Perimeters.

Anforderungen betreffend Parkplatzangebot sind im Parkplatzkonzept Schwarzsee zu behandeln.

Eine Rentabilitätsrechnung ist noch durchzuführen.

Gebiet Riggisalp

Waldareal ist durch die MTB-Vorhaben teilweise betroffen, was eine Rodungsbewil-ligung erfordert.

Die geplanten Erweiterungen der Gebiete mit künstlicher Beschneigung müssen im Rahmen der aktuell gültigen Bewilligung der Benützung der öffentlichen Gewässer erfolgen.

Eine allfällig geänderte Linienführung der Bahn würde die Rodung von Waldareal bedingen.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Anforderungen betreffend Parkplatzangebot sind im Parkplatzkonzept Schwarzsee zu behandeln, dieses ist mit dem Projektblatt P0508 Zentrum Schwarzsee zu koordi-nieren. Eine Studie über die Entwicklung des ÖV-Angebots für das Gebiet Schwarz-see ist in Erarbeitung.

Eine Rentabilitätsrechnung ist noch durchzuführen.

Gebiet Riggisalp

Einreichen der entsprechenden Baubewilligungsgesuche.

Gebiet Geissalp

Vertragliche Regelung mit den Eigentümerinnen und Eigentümern und Pächterin-nen und Pächtern abschliessen.

Darstellung der Machbarkeit der Anlagen aus umweltrechtlicher Sicht in jedem Pla-nungsschritt so detailliert wie nötig:

- › Darstellung von allfällig untersuchter Varianten und Begründungen der letzten Endes erfolgten Wahl namentlich unter dem Aspekt der Raumordnung und des Umweltschutzes;

- › Bevorzugung derjenigen Varianten, für deren umweltrechtlich konforme Realisierung am wenigsten Kompensationsmassnahmen nötig sind.

Projekt in Gemeinderichtplan integrieren durch ausweisen eines Richtplangebietes für die Anlagen und Pistenbereiche mit Einzonung in eine Spezialzone.

Erstellung eines Detailbebauungsplans. Für das Planungsvorhaben ist eine Studie zu erstellen.

Einreichung der entsprechenden Baubewilligungsgesuche. Für die geplanten Projekte ist ein Umweltverträglichkeitsbericht zu erstellen.

P0504

Entwicklung der Sommerinfrastruktur Infrastruktur in La Berra und Verbindung zwischen La Berra und Plan des gouilles

STAND DER KOORDINATION
Zwischenergebnis unterschiedlich

DAMIT VERBUNDENE THEMEN
Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen
Touristische Entwicklungsschwerpunkte

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST
La Roche
Pont-la-Ville

ANDERE BETROFFENE STELLE
Association régionale la Gruyère



<u>Projektelement</u>	<u>Stand der Koordination</u>
<u>Schwerpunkt 1, Schlittelpiste</u>	<u>Festsetzung</u>
<u>Schwerpunkt 2, Skiangebot</u>	<u>Zwischenergebnis</u>
<u>Schwerpunkt 3, Sommerangebot</u>	<u>Festsetzung</u>
<u>Schwerpunkt 4, Tourismuszone</u>	<u>Zwischenergebnis</u>
<u>Schwerpunkt 5, Hotelangebot</u>	<u>Festsetzung</u>

1. Projektbeschreibung

Um die touristische Attraktivität den regionalen Tourismusentwicklungsschwerpunkt des Standortes La Berra Roche-Pont-la-ville inklusive der Berge, des Sees und des Golfs im weiteren Sinne zu verstärken (einschliesslich der Berge, des Sees und des Golfs von Pont-la-Ville), hat das Leitungsgremium der Gesellschaft der Seilbahnen La Berra AG für die Zukunftsentwicklung 5 Arbeitsschwerpunkte formuliert, hauptsächlich mit dem Ziel des sanften Tourismus.

Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie "Voralpen 2030" des Kantons.

Schwerpunkt 1: Verbesserung des Skiangebots und Planung der allfällige Erstellung einer Schlittelpiste zwischen La Berra und Plans des Gouilles (via Aigle Noir) (Festsetzung).

Die geplante Piste befindet sich auf dem Verlauf eines alten Forstweges und grenzt an die Mountainbikepiste, deren Prüfung hängig ist. Dieses Projekt wurde in die Vorprüfung einer teilweisen Änderung der Ortsplanung miteinbezogen aber aufgrund des Fehlens einer Planung auf höherer Ebene konnte dieses Projekt nicht berücksichtigt werden. Das vorliegende Projektblatt behebt diesen Mangel.

Dieses Pistenprojekt hat die Verbindung der künstlich beschneiten Pisten mit dem Sektor mit starkem natürlichem Schneefall zum Ziel. Er garantiert die gesamte Öffnung der Station während einer reduzierten Beschneigung, indem der, stark der Sonne ausgesetzte, Durchgang über die Gipfel vermieden wird. Er hat zudem den Vorteil, den Rückgriff auf die Erweiterungen der künstlichen Beschneigung in diesem Sektor zu reduzieren.

Die ausgewählte Piste befindet sich auf derjenigen eines alten Forstweges und grenzt an die Mountainbikepiste. Der Verlauf erlaubt die optimale und rationale Nutzung der Rodungen und der bestehenden Wege. Dieses Projekt wurde in die Vorprüfung einer teilweisen Änderung der Ortsplanung der Gemeinde La Roche miteinbezogen aber aufgrund des Fehlens einer Planung auf höherer Ebene konnte dieses Projekt nicht berücksichtigt werden. Das vorliegende Projektblatt behebt diesen Mangel.

Dieser Verlauf würde eine optimale und rationale Nutzung der Rodungen und der bestehenden Wege erlauben sowie die künstlich beschneiten Pisten mit dem Sektor mit starkem natürlichem Schneefall zu verbinden. Die Nutzung dieser Verbindungspiste würde die gesamte Öffnung der Station während einer reduzierten Beschneigung garantieren, indem der, stark der Sonne ausgesetzte, Durchgang über den Gipfel vermieden wird. Er würde ebenfalls den Vorteil haben, den Rückgriff auf die Erweiterung der künstlichen Beschneigung in diesem Sektor zu reduzieren.

Schwerpunkt 2: Verbesserung des Skiangebotes mit der Ausbreitung des Skigebiets unter dem bestehenden Sessellift und Seilbahn und mit der Erstellung einer teilweise gespurten Piste für die Ausübung des Skifahrens «ausserhalb der Piste» (Zwischenergebnis).

Die Verbesserung des Angebots hängt mit dem Politik- und Volkswillen Willen zusammen, die bestehenden Tourismusanlagen, vor der Schaffung anderer Anlagen in anderen Regionen, zu optimieren. Die Schaffung einer teilweise gespurten Piste für die Ausübung des Fun-Skifahrens «ausserhalb der Piste» hat zum Ziel, die Praxis des «wilden» Skifahrens in den nahegelegenen Wildschutzzonen zu verhindern. Das Projekt unterliegt den Umwelt-, Forst-, Naturgefahren- und Gewässerschutzbeschränkungen.

Schwerpunkt 3: Verbesserung und Diversifizierung des sommerlichen Angebots (sanfter Tourismus) in den Sektoren von Crau Rappo, Crête Cousimbert, Chalet La Berra, Cerniat (Hotel Chia), Pont-la-Ville (Golf und See) (Festsetzung).

Dieser Schwerpunkt umfasst Entwicklungen in Bezug auf Reiten, Förderung von Produkten der Gegend in bestehenden Chalets, Entdeckung der Natur durch Führer, Entwicklung von Abenden oder Nächten unter freiem Sternenhimmel (Jurten, Tipis). Er strebt die Verstärkung des grossen aktuell vorhandenen touristischen Potenzials an. Die Verbindung ist über die Linie Freiburg – Bulle mit dem öffentlichen Verkehr einfach und die grosse Treue der Saanegäste muss durch ein entwickeltes Tourismusangebot gehalten werden. In der Ortsplanung der Gemeinde La Roche sind die Bestimmungen zu einzelnen der Aktivitäten festgelegt, namentlich der Zugang zum Standort der Seilbahn. Er sieht die Wegerschaffung der aktiven Mobilität (MTB, Fusswegnetz) unter Einbezug der Umwelteinschränkungen vor. Die Regionalplanung sieht Instrumente für die Planung der Aktivitäten in den Tourismusgebieten vor. Diese Planung muss für die verbleibenden Projekte gemäss dem angepassten Vorgehen angewendet werden.

Schwerpunkt 4: Sicherung des Freizeitangebots im Frühling, Sommer und Herbst (Zwischenergebnis).

Dieses Ziel würde durch die Erweiterung der Zone von touristischer Bedeutung verwirklicht, um die touristischen Nebenaktivitäten zu entwickeln und weniger abhängig vom Betrieb des Sesselliftes und der Seilbahn zu sein. Es handelte sich auch um die Optimierung der Infrastrukturen für Parkplätze.

Dieser Schwerpunkt hat zum Ziel, die angefügten touristischen Aktivitäten zu entwickeln, ohne vom Betrieb der Kombibahn abhängig zu sein. Das Projekt bedarf die Erweiterung der Zone von touristischer Bedeutung und eine Optimierung der Parkplatz-Infrastrukturen (Bewirtschaftung, Shuttlebus von der Parkplatzebene usw.).

Schwerpunkt 5: Sicherung des Hotelangebots in der direkten Nähe der Station La Berra und Entwicklung des Tourismus in den vier Jahreszeiten (Festsetzung).

Dieser würde durch Schwerpunkt beinhaltet die Umgestaltung des Hotel-Restaurants Monsoflo und durch die Entwicklung von Hotelresidenzen realisiert Residenzen.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Das Projekt befindet sich in der Die Schwerpunkte betreffen teilweise die Wildruhezone «La Berra». Die Funktionalität der Ruhezone muss gewährleistet bleiben.

Die Auswirkungen der Klimaveränderungen auf die verschiedenen Projekte müssen untersucht werden.

Es muss ein Konzept für den Zugang des öffentlichen Verkehrs und des Langsamverkehrs erstellt werden, zudem muss die Nutzung der bestehenden Parkplatz-Infrastrukturen untersucht werden.

Allfällige Auswirkungen auf die Landwirtschaft müssen berücksichtigt werden.

Der Schwerpunkt 1 erfordert eine kleine Rodung mit einer schädlichen Nutzung des Waldes, gar eine Erhöhung der Rodung, und die Ausbreitung des Perimeters mit besonderen Bestimmungen auf diesem Verlauf. Die Distanz bezüglich der Altholz-Insel darf nicht unterschritten werden.

Der Schwerpunkt 2 setzt eine leichte Umgestaltung des bereits gerodeten natürlichen Terrains voraus sowie die Ausbreitung des Perimeters mit besonderen Bestimmungen auf diesem Verlauf. Die ökologische Kompensation wurde bereits für die Rodung wurde anlässlich der Auflage des Sesselliftes und der Seilbahn gemacht. Eine Zunahme der Auswirkungen auf Wald und Natur ist zu untersuchen. Jede realisierte Planung auf abgeholzten, jedoch nicht gerodeten, Flächen bedürfen einer Bewilligung. Eine Erweiterung der Rodung ist nicht vorgesehen. Der zweite Schwerpunkt war bereits Gegenstand einer Vorprüfung bei den kantonalen Stellen dessen Ergebnis erwähnt, dass dieses Projekt nicht ohne ganzheitliches Skipistenkonzept genehmigt werden kann. Bei der Umsetzung des Fun-Skifahrens «ausserhalb der Piste» sind Massnahmen zum Schutz der Wildruhezone Nr. 1 «La Berra» vor Störung durch Freizeitaktivitäten vorzusehen. Auswirkungen des Projekts auf den Wald, namentlich das Risiko, die Skifahrer zum Betreten des Waldes anzuregen, sind zu untersuchen.

Der Schwerpunkt 3 enthält eine Verbesserung des öffentlichen Verkehrs (die Schaffung von TPF Transporten wurde von den Gemeinden La Roche und Pont-la-Ville bereits akzeptiert) und den Bau von allfälligen leichten Infrastrukturen. Um das bestehende Chalet herum müssten Spezialzonen geschaffen werden können. Eine Erschliessung des öffentlichen Verkehrs besteht von jetzt an und an den Wochenenden.

Der Schwerpunkt 4 liegt aktuell im Wald und muss die Einhaltung der Waldgesetze gewährleisten. Diese Zone enthält keine geschützten Arten. Die Zone IG 5 sollte muss auf diese Sektoren ausgeweitet werden. Einschränkungen hinsichtlich der erlaubten Bautypen sind notwendig: unter Einbezug der erlaubten Bautypen. Die Einzonung einer Zone von allgemeinem Interesse auf der Waldfläche benötigt eine Rodung. Eine Bewilligung kann nur gewährt werden, wenn die Gesetzesvorgaben respektiert werden: Das Projekt muss präzisiert und nachgewiesen werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

- › Untersuchung Nachweisen der Machbarkeit der einzelnen Anlagen aus umweltrechtlicher Sicht und unter dem Blickwinkel der Mobilität in jedem Planungsschritt:
 - › Darstellung von allfällig untersuchten Varianten und Begründung der letzten Endes erfolgten Wahl, namentlich unter dem Aspekt des Umweltschutzes;
 - › Koordinationsbedarf mit dem Verein Association régionale de la Sarine (ARS)
 - › Bevorzugung der Variante mit den kleinsten Umweltauswirkungen;
 - › Realisierung einer Umweltverträglichkeitsstudie, falls dies gemäss VUVP der Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung verlangt wird.

P0507

Entwicklung des Standortes Jaun / Gastlosen

STAND DER KOORDINATION
 Vororientierung
 unterschiedlich

DAMIT VERBUNDENE THEMEN
 Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen
 Touristische Entwicklungsschwerpunkte

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST
 Jaun

ANDERE BETROFFENE STELLE
 ARG



- Beschneigung und Beleuchtung / Beschneigung
- Bestehende Seilbahnen
- Geplante Gaststätten
- Geplante/r Sommerrodelbahn / Klettersteig

Projektelement	Stand der Koordination
<u>Klettersteig und Sommerrodelbahn</u>	<u>Zwischenergebnis</u>
<u>Parkplatz und Gaststätten</u>	<u>Zwischenergebnis</u>
<u>Beleuchtungsanlagen</u>	<u>Zwischenergebnis</u>

1. Projektbeschreibung

Ausgangslage

Der Bau der Sesselbahn im Jahre 2011 im Gebiet Jaun/Gastlosen führte zu einem grösseren Kundenstrom und zur Möglichkeit, die Gastlosenregion auch im Sommer touristisch zu nutzen. Die regionale Tourismusstrategie, welche mit der Vision "Vor-alpen 2030" übereinstimmt, sieht in der Tat eine ganzjährige Stärkung der regiona-

len Tourismuszentren vor. Dadurch entstanden neue Bedürfnisse, welche in verschiedenen Projekten Gegenstand sind. Verschiedene Projekte müssen hierfür realisiert werden. Dazu gehören:

- › Bau Klettersteig und Sommerrodelbahn;
- › Vergrößerung des Parkplatzes und Erneuerung der Buvette und des «Pistenhüttli»;
- › Erneuerung der Beschneiungsanlage und Ersetzung der Beleuchtungsanlage.

Es ist vorgesehen, dass der regionale Richtplan in diesem Gebiet einen Sektor für intensiven Tourismus sowie den Zugang zur Seilbahnstation definiert. Die Station liegt auf der zu verstärkenden Tourismusachse (ÖV) sowie auf der aktiv genutzten Haupt-Langsamverkehrsachse. Der regionale Richtplan legt ebenfalls die Koordination dieser Projekte auf regionaler Ebene fest.

Bau Klettersteig und Sommerrodelbahn (Zwischenergebnis)

Seit die Gastlosenregion auch im Sommer touristisch genutzt wird, wurden bereits verschiedene Angebote realisiert, wodurch der Sommerbetrieb seit 2012 jedes Jahr mehr Umsatz gebracht hat. Zudem wurden auch vermehrt Gäste aus Nachbarkantonen registriert. Damit die Gastlosenregion im Sommer auch in Zukunft attraktiv bleibt, wird geplant, die Angebote mittelfristig noch auszubauen und neue Angebote anzubieten. Einerseits ist eine Sommerrodelbahn ab Chalet Grat geplant, andererseits ein Klettersteig im Gebiet hinter der Bergstation. Dessen genaue Route ist jedoch noch zu bestimmen. Diese zwei Projekte bleiben in Erwartung.

Vergrößerung des Parkplatzes, Erneuerung der Buvette und des «Pistenhüttli» (Zwischenergebnis)

Die Zunahme der Benutzenden des Sesselliftes, die durch die neue Beschneiungsanlage noch zunehmen wird, hat das Bedürfnis eines grösseren Parkplatzes zur Folge. Die Mehrheit der Ski-Gäste benutzt trotz Anstrengungen des öffentlichen Verkehrs hauptsächlich immer noch den privaten Verkehr, weshalb eine Vergrößerung des Parkplatzes notwendig ist. Die Fläche, die in Zukunft als Parkplatz genutzt werden soll, dafür bestimmte Fläche wird im Winter bereits als Parkplatz genutzt. Im Sommer wird diese Fläche als Landwirtschaftsfläche bewirtschaftet. Die Jaun-Gastlosen Bergbahnen AG haben mit dem Landeigentümer bereits einen Vorverkaufsvvertrag abgeschlossen. Die vor dreissig Jahren erstellte provisorische Buvette muss mittelfristig ersetzt werden. Die Ansprüche für den Service, die Arbeitsabläufe und die Anzahl Plätze für Gäste reichen nicht mehr aus. Das alte Sägereigebäude, das auf dem Artikel 253aab steht, soll durch die Jaun-Gastlosen Bergbahnen AG oder durch eine/n private/n Investor/ in in eine Buvette umgebaut werden. In diesem Umbau sollten der Kasarium, der heute in einem Baucontainer untergebracht ist, sanitäre Einrichtungen, ein Invaliden-WC (fehlt im heutigen Betrieb) sowie Lokalitäten für die Schweizer

Skischule und den Samariterbetrieb Platz finden. Dadurch wird nicht nur die Dienstleistung verbessert, sondern auch die ökologische Bilanz, namentlich durch das Bündeln der Infrastrukturen im bestehenden Volumen.

Weiter soll das seit mehreren Jahren Das jedes Jahr provisorisch erstellte und wieder abmontierte «Pistenhüttli» soll in der von der Landwirtschaft ungenutzten nahe liegenden Scheune (Art. 1293 und 1258) untergebracht werden. Zu diesem Projekt wurde bereits zweimal ein negatives Gutachten zu einem Vorgesuch erstellt. Gemäss den Gutachten handelt es sich bei diesem Projekt um eine Nutzungsänderung, die nicht ohne bauliche Massnahmen bewerkstelligt werden kann, weshalb Zweckänderungen ausserhalb der Bauzone gemäss Raumplanungsgesetz aber nur zugelassen werden, wenn die Änderung einer Baute keine baulichen Massnahmen erfordert. Der regionale Richtplan identifiziert dieses Gebiet als touristischer Entwicklungsschwerpunkt, in welchem diese Infrastrukturen geplant werden dürfen.

Diese Projekte bleiben in Erwartung:

Erneuerung der Beschneiungsanlage und Ersetzung der Beleuchtungsanlage (Zwischenergebnis)

Die Jaun-Gastlosen Bergbahnen AG plant den Bau einer Beschneiungsanlage. Die heutige Anlage im Bereich des Skiliftes Schattenhalt ist 25 Jahre alt und genügt den heutigen technischen, ökologischen und energetischen Anforderungen nicht mehr. Die Aktionärsversammlung vom 23. September 2016 hat dem Antrag des Verwaltungsrats, die bestehende Anlage zu erneuern, zugestimmt. Es sollen 5 km Pisten mit einer Gesamtfläche von 17 ha technisch beschneit werden. Dies geschieht in vier Etappen, welche vier verschiedene Perimeter bezeichnen. Das Wasser für die Schneeproduktion wird unter Einhaltung der Mindestrestwasservorschriften aus dem Jaunbach entnommen. Im Herbst 2016 wurde das Dossier für eine Vorprüfung an die kantonalen Ämter eingereicht. Im Juni 2017 wurde das überarbeitete Das Dossier wurde in der Gemeinde Jaun aufgelegt. Zwischenzeitlich werden Die Durchgangrechte wurden mit den Landeigentümerinnen und Landeigentümer die Durchgangrechte vereinbart. Zudem wurde bereits ein und der Bericht zur Umweltverträglichkeitsprüfung erstellt, welcher mit dem Baugesuch eingereicht wird.

Zudem ist vorgesehen, entlang der Hauptpiste westlich der Sesselbahn 17 Beleuchtungsmasten aufzustellen. Auf dieser Piste können und werden in Zukunft regelmässig FIS Rennen und Europa-Cup Rennen organisiert. Mit der neuen Beleuchtung wird es auch möglich, einen Europa-Cup Nachtslalom zu organisieren.

Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie «Voralpen 2030» des Kantons:

Die Beleuchtungsanlagen sind so zu konzipieren, dass allfällige Störungen der Fauna vermieden werden.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Die Auswirkungen der Klimaveränderungen auf die verschiedenen Projekte müssen untersucht werden.

Es muss ein Konzept für den Zugang des öffentlichen Verkehrs und des Langsamverkehrs erstellt werden, zudem muss die Nutzung der bestehenden Parkplatz-Infrastrukturen untersucht werden. Die Vorgaben des zukünftigen regionalen Richtplans sind dabei zu berücksichtigen.

Es ist nachzuweisen, wie die Gaststätte "Pistenhüttli" im Gesamtzusammenhang für die touristische Nutzung sinnvoll eingeplant wird.

Für den Bau der Beschneiungsanlage muss kein Wald gerodet werden und im Gebiet ist weder ein Biotop von nationaler oder regionaler Bedeutung noch eine archäologische Fundstelle vorhanden. Gastlosen ist im Inventar der Geotope der Schweiz aufgelistet, folglich ist ihr Charakter vor Einflüssen zu bewahren. Beim Bau der Beschneiungsanlage können Wildtier- und Vogelarten durch den Baustellenbetrieb gestört werden und das Gebiet liegt in der Gewässerschutzzone "Au". Betreffend der Erneuerung der Beschneiungsanlage und der Ersetzung der Beleuchtungsanlage bestehen im Vergleich zum vorbelasteten Ausgangszustand jedoch keine erheblichen zusätzlichen Umweltbelastungen, da die Massnahmen zum Schutz der Umwelt vollständig umgesetzt werden. Bei der Einrichtung der Sommerrodelbahn wird auf eine möglichst begrenzte Auswirkung auf die Landschaft geachtet. Gemäss den Vorgaben des regionalen Richtplans wird das Projekt der regionalen Kommission für Kulturerbe unterbreitet, welche die landwirtschaftliche Einfügung der Rodelbahn und der Parkplatzfläche prüft.

Die vorgesehene Linienführung der Sommerrodelbahn befindet sich teilweise in der Schutzwaldzone, weshalb eine Analyse nötig ist und die Einflüsse der Bahnlinie minimiert und kompensiert werden müssen. Das Projekt darf insbesondere den Unterhalt des Schutzwaldes nicht beeinträchtigen, dessen Zugang bereits durch den Schnee und den Vogelschutz beeinträchtigt ist. Für das Projekt wird voraussichtlich eine Rodung benötigt.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

- › Die Projekte benötigen ein Einzonungsverfahren in Spezialzonen. Damit das Tourismusprojekt als Gesamtes geprüft werden kann, ist zudem zu untersuchen, wie die Aktivitäten genehmigt werden können und mittels welchen raumplanerischen Massnahmen.
- › Erstellung einer Umweltverträglichkeitsprüfung für die Beleuchtungsanlage. Falls im Reglement über die Umweltverträglichkeitsprüfung vorgegeben, Erstellung einer solchen Prüfung (Erneuerung der Beschneiungsanlage, Parkplatz).

P0508

Zentrum Schwarzsee

STAND DER KOORDINATION

Vororientierung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen

Touristische Entwicklungsschwerpunkte

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Plaffeien

ANDERE BETROFFENE STELLE

Gemeindeverband
Region Sense



■ Geplante Arena

■ Geplantes Touristik- und Gewerbezentrum

■ Geplantes Parkhaus

1. Projektbeschreibung

Das Gypsera-Areal ist das Eingangstor zum Zentrum des Tourismusorts Schwarzsee und zum des ganzen Talkessels und stellt somit die Visitenkarte für die Region dar.

Heute wird der grösste Teil des Areals als Parkplatz genutzt. Aufgrund seiner Lage gibt es viel Potential, diese Flächen besucherfreundlicher und wertschöpfender zu gestalten. Damit dem Besuchenden mehr als nur ein Parkplatzareal geboten werden kann, entstand die Idee eines «Zentrums Schwarzsee». Mit seiner Lage am See und eingebettet in die Talsohle, eignet sich dieses Areal entsprechend für eine vielseitige touristische Nutzung.

Die Kaisereggbahnen Schwarzsee AG ist Grundeigentümerin des Gypsera-Areals (Art. 606 und 607 GB) und beteiligt sich massgeblich an der Entwicklung eines Zentrums Schwarzsee.

Eine Machbarkeitsstudie (im Rahmen einer NRP-Studie) steht vor dem Abschluss.

Das Areal wird in drei Themenschwerpunkte unterteilt:

Arena

Das Areal soll so gestaltet werden, dass ein neues lebendiges Dorfzentrum/Dorfplatz entsteht und von Jung und Alt, von Einheimischen sowie Touristen genutzt werden kann. Es soll ein Platz entstehen auf dem verschiedene Veranstaltungen (Open-Air Kino, Country Night, 1. Augustfeier, Winter in Schwarzsee) entstehen, wo Sport, Kultur und Traditionen gelebt werden können (Bärgseefescht).

Gewerbe / Wohnnutzung

Eine belebende Nutzung von der Region für die Region wird gefördert. Das lokale Gewerbe soll innerhalb eines Gebäudes (gedeckte Mall) eingegliedert werden und sich präsentieren können. Lokal oder regional produzierte Produkte werden vor Ort verkauft. Ein Treffpunkt entsteht, bei dem das gesellige Beisammensein und das Einkaufen der regionalen Produkte nebeneinander Platz finden. Zu den bereits heute bestehenden regionalen Produkten gibt es noch Platz für neue Ideen. Ergänzend hierzu kann dieser Bereich auch als Hotel, Aparthotel oder für touristisch bewirtschaftete Eigentumswohnungen Wohnungen genutzt werden.

Parkplatz / Parkhaus

Um den Parkplatzbedarf abdecken zu können, ist der Bau eines Parkhauses unerlässlich. Die bestehenden Parkplätze sollen weitgehend verschwinden. Dies schafft den nötigen Raum, um das Areal neu zu gestalten. Bei der Berechnung der Parkplatzdimensionierung ist die zukünftige Verkehrserzeugung wie auch der multimodale Verkehr zu berücksichtigen. Eine Studie zur Entwicklung des ÖV-Angebots im Gebiet Schwarzsee ist in Erarbeitung.

Diese neue Gestaltung eines Zentrums gibt der Tourismusregion Schwarzsee die Möglichkeit, das Kapital der Region und die Natur mit dem See aufzuwerten und die Besuchenden willkommen zu heissen.

Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie «Voralpen 2030» des Kantons.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Es muss braucht eine Koordination mit den betroffenen Grundeigentümerinnen und Grundeigentümern erstellt werden, um ein einheitliches Konzept für die Entwicklung des Ortes Schwarzsee zu erreichen.

Drei eingedolte Bäche queren das Areal. Gemäss Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt sind die Gerinne auf diesem Areal nicht freizulegen, insofern im Gegenzug an einer anderen, geeigneten Stelle auf dem Gemeindegebiet Kompensationsmassnahmen getroffen werden.

Bezüglich der bestehenden Fließgewässer sind im Rahmen des Detailbebauungsplans Gypsera folgende Punkte zu behandeln:

- › Ausscheidung des Gewässerraums für die bestehenden Gewässer;
- › Alternativer Verlauf der Gewässerverläufe (Umleitung);
- › Erhaltung von eingedolten Fliessgewässern;
- › Offenlegung des letzten Gewässerabschnitts vor Einmündung in den See.

Erforderliche Rodungsflächen sind durch Ersatzaufforstungen zu kompensieren.

Das Parkplatzkonzept Schwarzsee muss entsprechend angepasst werden.

Die Fussgängerverbindungen entlang der Hauptstrasse sind zu verbessern, Fahrradabstellplätze sind auf dem Areal zu integrieren.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Gemeinde Plaffeien: Kompensationsmassnahmen für die Gewässerproblematik bestimmen.

Abstimmung der Interessen der Grundeigentümerinnen und Grundeigentümer.

Verschiedene Finanzierungsmodelle sind zu prüfen.

Gemeinde Plaffeien: Projekt in Zonennutzungsplan integrieren durch Festlegen einer Tourismuszone, welche den Bau dieser Anlagen ermöglicht. Die Gemeinde hat für dieses Gebiet einen Perimeter festgelegt, für den ein Detailbebauungsplan obligatorisch ist. Im Gemeindebaureglement sind die Anforderungen an den Detailbebauungsplan festgelegt.

Die Anforderungen am Detailbebauungsplan im Gemeindebaureglement festlegen.

Erstellung eines Detailbebauungsplans.

Gemäss dem Raumplanungs- und Baugesetz ist ein Detailbebauungsplan zu erstellen, um in Bezug auf Raum, Erschliessung, Umwelt und Kulturgüter darlegen zu können, mit welchen Massnahmen innerhalb und ausserhalb des Perimeters die Auswirkungen des Projekts auf ein verträgliches Mass beschränkt werden können. Weiter ist die Aufteilung von Wohn- und weiteren Nutzungen sowie die Festlegung der Zweitwohnungsnutzung, gemäss der Vorgaben in der Verordnung zur Bundesgesetzgebung über Zweitwohnungen, im Detailbebauungsplan zu behandeln.

Für das Projekt ist eine umfassende Mobilitätsstudie notwendig, die unter anderem die allgemeine Erschliessung (öffentlicher Verkehr, Motorisierter Individualverkehr sowie Langsamverkehr) aufzeigt und eine Dimensionierung des Parkplatzes vornimmt, inklusive der Angaben zur Anzahl vorhandener Plätze und zum zukünftigen Bedarf.

Einreichung der entsprechenden Baubewilligungs- und Rodungsgesuche.

P0509

Touristische Entwicklung Raum Bad Schwarzsee

STAND DER KOORDINATION

Vororientierung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen

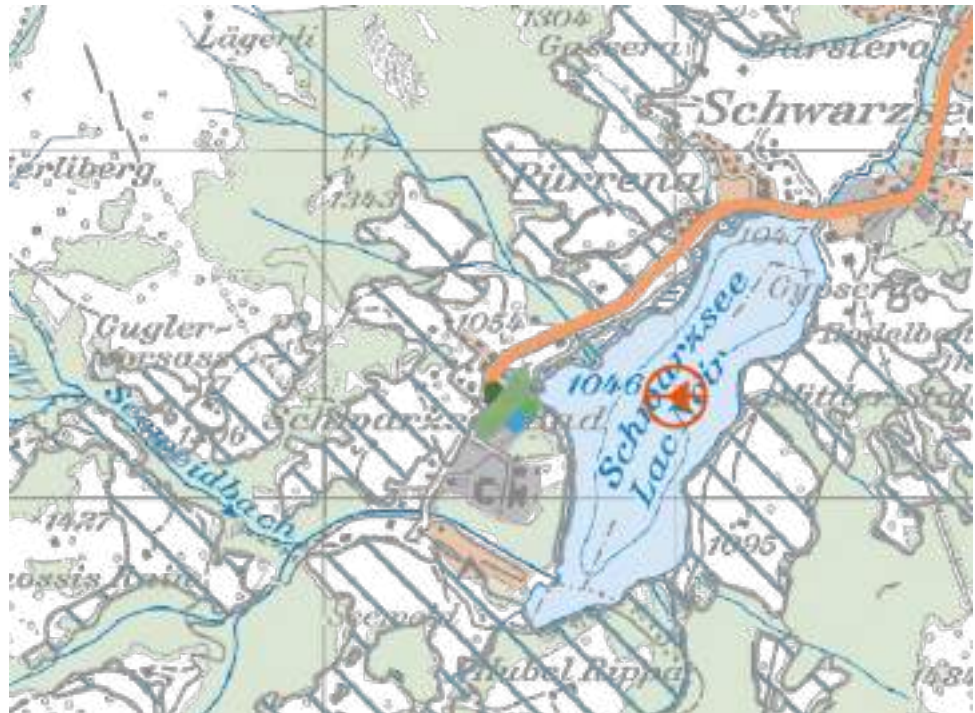
Touristische Entwicklungsschwerpunkte

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Plaffeien

ANDERE BETROFFENE STELLE

Gemeindeverband
Region Sense



- | | |
|--|---|
| Geplantes Hotel | Geplante Freizeitsportanlagen |
| Geplantes Strandbad mit Badesteg | Entwicklung der Sportplätze |

1. Projektbeschreibung

Das Gebiet um den Schwarzsee bildet den Kernbereich des kantonalen touristischen Entwicklungsschwerpunktes Schwarzsee gemäss kantonalem Richtplan. Der Raum Bad am westlichen Ende des Schwarzsees weist heute ein erhebliches Entwicklungspotential für die touristische Weiterentwicklung auf. Seit dem vorletzten Jahrhundert prägte das Hotel Bad dieses Gebiet. Seit Jahrzehnten entstand langsam ein Angebot an Sport- und Erholungseinrichtungen: Bootsanlegesteg, Langlaufloipe, Tennis- und Mehrzweckplatz, Minigolf. Das Potential der bestehenden Anlagen ist heute nicht vollständig ausgeschöpft. Ein koordiniertes Vorgehen soll dazu beitragen, dass der künftige Ausbau und die künftige bauliche Ergänzung der Bauten und Anlagen aufeinander abstimmt sind.

Dieses Gebiet ist heute rechtskräftig teils als Zone von allgemeinem Interesse und teils als Tourismuszone eingezont.

Das Entwicklungskonzept für den Raum Bad sieht vor, das Freizeit- und Sportangebot im Zusammenhang mit dem bestehenden Hotelangebot und für alle Gäste in Schwarzsee auszubauen.

Folgende Bauten und Anlagen sind vorgesehen:

- › Neubau eines Wellness- und Freizeitbads in Verbindungen mit dem bestehenden Hotel;
- › Weiterentwicklung des heutigen Angebots für Minigolf zu einer Freizeitsportanlage mit Golf;
- › Nutzung der bestehenden Sportanlage (Tennis- und Spielplätze) im Winter als Kunsteisbahn;
- › Überdachung der bestehenden Sportanlage für einen witterungsunabhängigen Betrieb;
- › Neugestaltung des Seeuferbereichs als Badestrand mit Badesteg.

Die bisherigen Anlagen und Nutzungen wie der Bootssteg, das Kunsteisfeld und die Langlaufloipe sollen weiterbestehen.

Während am nordöstlichen Ende des Schwarzsees der Schwerpunkt auf dem Transportbahnen gebundenen Winter- und Sommersport liegt, bietet sich der Raum Bad eher für ruhigere Angebote im Freien und ganzjährige Angebote unter Dach an. Der Ausbau des sportlichen Angebotes steigert gleichzeitig die Attraktivität des angrenzenden kantonalen Sportzentrums Campus Schwarzsee. Die Synergien, die sich für die Akteure vor Ort ergeben, werden wesentlich dazu beitragen, dass die Finanzierung und die Rentabilität der Anlagen möglich werden.

Die neue Gestaltung des Raumes Bad gibt der Tourismusregion Schwarzsee die Möglichkeit, das Kapital der Region, nämlich die Natur und die Landschaft, mit dem See aufzuwerten und die Besuchenden willkommen zu heissen.

Eine Studie zur Entwicklung des ÖV-Angebots im Gebiet Schwarzsee ist in Erarbeitung.

Unter Vorbehalt der Berücksichtigung des Projekts in der Studie «Voralpen 2030» des Kantons.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Der Planungspereimeter tangiert randlich den Raumbedarf eines kleinen Fliessgewässers und den Wald. Erforderliche Rodungsflächen sind durch Ersatzaufforstungen zu kompensieren. Aus Gründen des Seeufer- und Landschaftschutzes sind Rodungen von Wald ausgeschlossen, ausser für den allfälligen Bau von Verbindungswegen.

Teile des Gebietes liegen im Naturgefahrenbereich «mittlere Gefahr» (blau). Mit technischen Massnahmen sind das Schadenpotential gegen die Gefährdung durch Rutschung und Überschwemmung zu minimieren.

Die Weglinie des Strandwegs (Spazier-, Wander- und Winterwanderweg) ist entsprechend den künftigen Bauten und Anlagen anzupassen. Die Fussgängerverbindungen

sind generell zu verbessern, Fahrradabstellplätze sind auf dem Areal zu integrieren. Bei allfälligen Anpassungen und Verbesserungen der Strand- und Fussgängerverbindungen muss die Qualität, Attraktivität und die Erholungs- und Freizeitfunktion des Seeufers erhalten bleiben.

Das Projekt befindet sich in unmittelbarer Nähe eines Flachmoor- sowie Amphibienlaichgebiets kantonaler Bedeutung, welche vom Entwicklungspereimeter ausgeschlossen sind. Diese Gebiete müssen intakt gehalten werden, negative Auswirkungen durch das Projekt sind zu vermeiden.

Dem Seeuferschutz ist bei der Gestaltung des Badstrandes Rechnung zu tragen.

Das Parkierangebot muss bisherige Parkplatzangebot muss gesichert und auf das gesteigerte Angebot anpasst sein. Das Parkplatzkonzept Schwarzsee muss entsprechend angepasst werden.

Die Kapelle Bad ist ein geschütztes Kulturgut (Marienkapelle am Schwarzsee).

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Die Gemeinde entwickelt eine Bebauungsordnung für den Raum Bad und legt diese im Rahmen der laufenden Ortsplanungsrevision fest.

Die für dieses Projekt zu befolgenden Planungsmodalitäten sind noch nicht abschliessend festgelegt worden.

Koordination der verschiedenen Grundeigentümerinteressen unter der Federführung der Gemeinde, um ein einheitliches Konzept für die Entwicklung des Raumes Bad zu erreichen.

Verschiedene Finanzierungsmodelle sind zu prüfen.

Einreichung der entsprechenden Baubewilligungsgesuche.

P0708

Überdeckung Chamblieux

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Lärmschutz

Verdichtung und Aufwertung

Motorisiertwer Individualverkehr

Kombinierte Mobilität

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Fribourg

Givisiez

Granges-Paccot

Villars-sur-Glâne

ANDERE BETROFFENE STELLEN

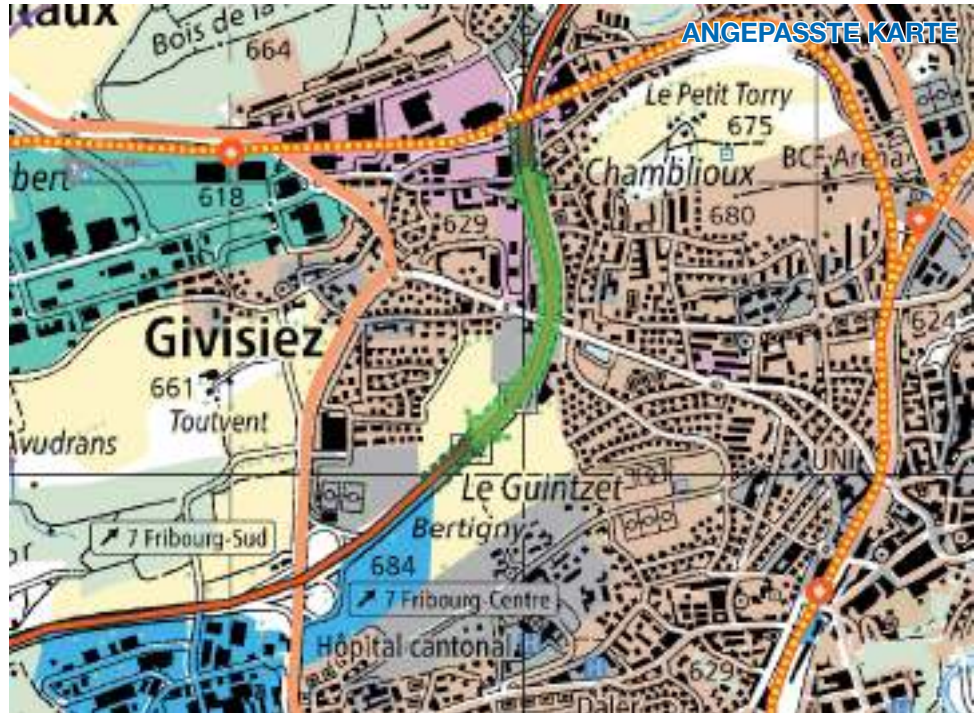
Agglomeration Fribourg

TPF

ASTRA

BAV

SBB



ANGEPASSTE KARTE

 Streckenführung Projektvariante 1000 Meter
 Position und minimale Länge (1100 m)

 Streckenführung Projektvariante 1400 Meter
 Optionale Verlängerung im Norden und/oder Süden (100 bis 150 m)

1. Projektbeschreibung

Aktuell ist die Autobahn A12 eine visuelle und akustische Barriere sowie ein physischer und funktioneller Bruch, der im Sektor Chamblieux eine zusammenhängende räumliche Entwicklung verhindert. Dieser Sektor liegt auf der Grenze der Gemeinden Givisiez, Freiburg, Granges-Paccot und Villars-sur-Glâne. Die Überdeckung der Autobahn ist eine Lösung für den Entwurf eines neuen nachhaltigen Stadtquartiers, wie es in der Agglomeration Fribourg sinnvoll ist. Das Quartier sollte gemischt, dicht sein und die öffentlichen Räume pflegen. Zudem ermöglicht die Überdeckung die Verbindung der dicht besiedelten Sektoren der Agglomeration und die Erstellung neuer, sowie den Aufbau einer ökologischen Infrastruktur in der Agglomeration zu ermöglichen und, im Fall der Variante mit 1400 m Länge, die Erstellung neuer (dicht besiedelter Sektoren). Die Organisation des Transports wird erneut analysiert, um die ÖV-Anschlussmöglichkeiten zu optimieren und attraktive Langsamverkehrsanlagen zu gewährleisten (Massnahme 20.9 des Agglomerationsprogramms der 2. Generation (AP2), mitfinanziert vom Bund). Die Option der Entwicklung einer urbanen Luftseilbahn Transportinfrastruktur von hoher Kapazität wird ebenfalls in diesem Rahmen untersucht.

Bei der Abstimmung vom 17. März 2015 hat der Grosse Rat den Auftrag zur Wiederaufnahme des Projekts einer 620 m langen Überdeckung in diesem Sektor einstimmig befürwortet. Er ist der Ansicht, dass die Ansiedlung von Lärmschutzwänden für eine schnell wachsende Agglomeration keine moderne Lösung mehr darstellt. Zusätzlich zur relativen Wirksamkeit gegen den Lärm entstellen diese Wände die Landschaft und werten die benachbarten Flächen ab.

Die bereits im AP2 vorgestellte Überdeckung der A12 ist Gegenstand einer Massnahme im Agglomerationsprogramm der 3. Generation sowie der 4. Generation (4M.09.01 Überdeckung der A12). Der Sektor erstreckt sich auf zwei Strategische Sektoren, Givisiez-Gare-Corberaye und Sortie d'autoroute F.-Sud-Belle-Croix, welche Gegenstand der Massnahme "4U.06 Entwicklungsstudien für die Strategischen Sektoren des Gebiets Chamblieux-Bertigny" darstellen.

Dieser Standort ist auch Gegenstand anderer Massnahmen aus den AP2, AP3 und AP4, die direkt oder indirekt mit der erweiterten Planung des Sektors Chamblieux-Bertigny zusammenhängen

2. Begründung des Standortes

Zunächst wurden zwei Varianten mit unterschiedlichen Überdeckungslängen vorgeschlagen: 600 oder 1'000 m. Anschliessend wurde die 600 m lange Variante Die 600 m lange Variante wurde fallengelassen, während eine Variante von über 1'000 m dazukam. für eine Variante von über 1'100 m, die die Möglichkeit einer interessanten Siedlungsentwicklung bietet. Diese erweitert die 1'000 m lange Variante Grundvarianten auf das Gebiet der Gemeinde Villars-sur-Glâne, auf einer noch zu präzisierenden Länge in Richtung des Autobahnanschlusses Freiburg-Süd/Zentrum und/oder im Norden in Richtung Eisenbahnbrücke.

Die Machbarkeit des Projekts rechtfertigt sich einerseits durch die potenzielle Wertsteigerung der Grundstücke auf beiden Seiten der Überdeckung und andererseits durch das Potenzial der die neuen Vernetzungen an den neuralgischen Punkten der Agglomeration und zwischen den modalen Austauschplattformen.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Eine Durchgangslinie Energieübertragungslinie der SBB, deren Möglichkeiten zur Verkabelung mit einer neuen Strecke limitiert sind, findet sich heute entlang der durch die Autobahn.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Im Dezember 2017 trafen das Bundesamt für Strassen (ASTRA) und der Kanton eine Vereinbarung. Der Kanton ist der Träger des Bauprojektes des gedeckten Abschnitts, dessen Bestandteil die Überdeckung ist, namentlich der Tunnel, welcher als Trennwand überhalb und seitlich der Nationalstrasse fungiert. Nach Abschluss des Projektes geht die Anlage in den Besitz des Bundes über. Der Bund verpflichtet sich, diesem Projekt den Betrag zuzuweisen, den er ursprünglich für die Lärmschutzwände eingeplant hatte.

Das ASTRA:

- › ermöglicht die Realisierung, indem es die Autobahnfläche zur Verfügung stellt;
- › delegiert die Zuständigkeit für die Realisierung der Überdeckung an den Kanton, um die verschiedenen Verfahren zu vereinfachen;
- › genehmigt die technischen Aspekte, welche die Sicherheit und den Verkehrsfluss der Autobahn während des Baus und des Betriebs gewährleisten.

Die Einzonung der Fläche auf der Autobahnüberdeckung kann mit dem Einverständnis der Gemeinden entweder die Gemeinde bzw. die Gemeinden mittels den Ortsplan bzw. die Ortspläne oder im Rahmen eines kantonalen Nutzungsplans durchgeführt werden.

Zum gegenwärtigen Zeitpunkt des Projekts kann direkt auf dem überdeckten Abschnitt der Autobahn kein Gebäude gebaut werden. Die Bauindexe werden eingetragen.

Zum gegenwärtigen Zeitpunkt des Projekts können keine Gebäude, mit Ausnahme von leichten Pavillonbauten, direkt auf dem überdeckten Abschnitt der Autobahn errichtet werden. Die Bauindexe werden eingetragen.

Die nächsten Schritte sind die Folgenden:

- › Abschluss der Vereinbarungen zwischen den verschiedenen Partnern (Gemeinden, usw.);
- › Vereinbarungen über die Finanzierung der Studien zwischen den verschiedenen Partnern (Gemeinden, usw.)(realisiert);
- › Grundsatzentscheid des Staatsrats (realisiert);
- › Studienkreditantrag beim Grossen Rat (realisiert);

- › Projekt- und städtebauliche Konzeptstudien (realisiert);
- › Legalisierungsverfahren;
- › Multidisziplinärer Studienauftrag für das Autobahnüberdeckungsprojekt Chamblieux und Kostenvoranschlag für den Bau;
- › Einrichtung eines Finanzierungsmechanismus;
- › Öffentliche Auflage und Baubewilligung;
- › Kreditantrag für die Realisierung der Arbeiten.

P0709

Verdichtung und Aufwertung der Agy-Ebene

STAND DER KOORDINATION

Zwischenergebnis

DAMIT VERBUNDENE THEMEN

Verdichtung und Aufwertung

Kombinierte Mobilität

Motorisierter Individualverkehr

Grosse Verkehrserzeuger

Militäranlagen

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Freiburg

Granges-Paccot

ANDERE BETROFFENE STELLEN

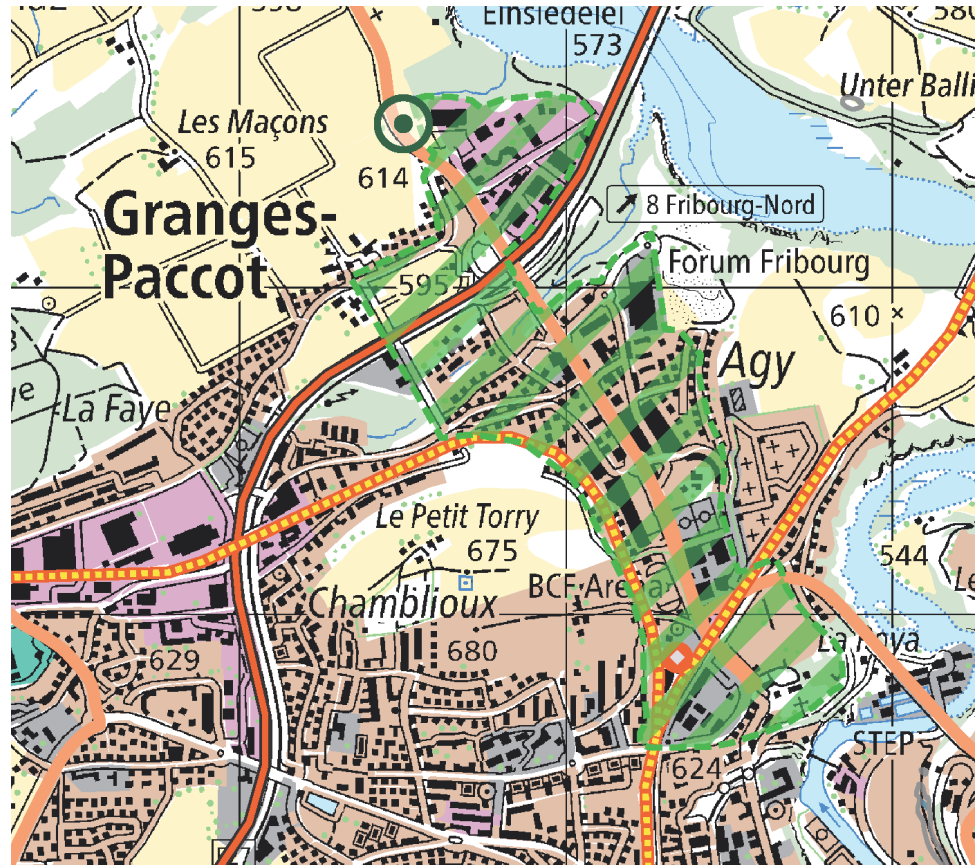
Agglomeration Freiburg

Kanton Freiburg

ASTRA

VBS

ArmaSuisse



Agy-Ebene Perimeter

Verlegung des P+R

1. Projektbeschreibung

Der strategische Agglomerationsstandort «Plateau d'Agy-Portes-de-Fribourg»

Die Agy-Ebene liegt im Norden der Stadt Freiburg und auf dem Gebiet der Gemeinden Granges-Paccot und Freiburg. Dieser Sektor, in einzigartiger Lage zwischen zwei grossen offenen Räumen (Petit Torry und Grandfey-Saane), ist äusserst gut erschlossen mit einem direkten Anschluss zur Autobahn A12 wie auch mit der Bahn, über eine bestehende und eine zweite geplante Bahnhaltestelle.

Die Murtenstrasse (Kantonsstrassenachse), welche die Agy-Ebene quert, erfüllt die dreifache Funktion einer Einfallstrasse, einer Ringstrasse und einer Zufahrtsstrasse, die kommerzielle Aktivitäten und verschiedene Infrastrukturen (Autobahnanschluss, Forum Fribourg, strukturierende Sportanlagen usw.) von regionaler und kantonaler Bedeutung verbindet. Die Agglomerationsprogramme AP2 und AP3 von Freiburg

haben das Gebiet "Agy-Ebene - Portes-de-Fribourg" als strategischer Agglomerationsstandort streckenweise definiert. Es ist im AP4 unter dem Namen "Agy-Torry-Est" erhalten. Das AP4 enthält zudem die Massnahme "4M.04.01 neue Zughaltestelle Agy-Ebene". Andere Massnahmen aus den AP2, AP3 und AP4 sind ebenfalls Teil des Projekts.

In Anbetracht des Potenzials des Standorts besteht das Projekt darin, mit Massnahmen für die Aufwertung, Restrukturierung und Verdichtung des bestehenden Siedlungsgebiets ein gemischtes Quartier einen gemischten Sektor mit stark urbanem Charakter zu schaffen.

Das Quartier Der Sektor wird entlang eines Boulevards und einem engmaschigen Netz von öffentlichen Räumen organisiert und soll mit einem attraktiven öffentlichen Verkehrsangebot erschlossen werden. Die Verwirklichung der verschiedenen Bauten und öffentlichen Anlagen muss einer hohen städtebaulichen und architektonischen Qualität genügen sowie bequeme Verbindungen für den Langsamverkehr im Sektor bieten und die spezifischen Bedürfnisse für die Organisation von Grossanlässen erfüllen.

Stand der Arbeiten

In 2006 wurde ein interkommunaler Richtplan für die Agy-Ebene ausgearbeitet. Dieser behandelt hauptsächlich den Verkehr, das Parkieren, die öffentlichen Verkehrsmittel und die Anlagen. Derzeit läuft eine Vorstudie zur multimodalen Drehscheibe der zukünftigen Bahnhaltestelle Agy.

Sowohl das Agglomerationsprogramm Freiburg der zweiten als auch der dritten Generation (AP2 und AP3) haben den Sektor «Plateau d'Agy-Portes-de-Fribourg» als strategischen Agglomerationsstandort definiert.

Die Gemeinde Granges-Paccot gab in 2014 eine Studie in Auftrag, deren Hauptziel darin bestand, ein neues hochwertiges Siedlungskonzept für die Agy-Ebene auszuarbeiten. Die Ergebnisse des Studienauftrags müssen für deren Umsetzung noch in die Ortsplanung (Detailbebauungsplan) überführt werden.

Auch die Stadt Freiburg identifiziert diesen Sektor mit den Sportanlagen und deren künftigen Entwicklung als strategisch.

Der Kanton ist im Besonderen durch diesen Sektor berührt, aufgrund der vorhandenen kantonalen Transportinfrastruktur und des gesamtheitlichen Mobilitätsmanagements, das längerfristig zu gewährleisten ist.

Sämtliche Akteure kommen zusammen im Rahmen des strategischen Ausschusses für die Agy-Ebene, der nach der Inbetriebnahme der Poyabrücke eingerichtet wurde.

Im Übrigen ist die Kaserne La Poya, die gegenwärtig von der Armee genutzt wird und nicht den Bestimmungen des RPG unterstellt ist, ein Areal, welches im Eigentum des Kantons ist und dessen künftige Zweckbestimmung, sowie dies möglich ist, gesamtheitlich geprüft werden muss. Ein strategischer Ausschuss für die Überlegungen in diesem Zusammenhang wurde bereits gebildet.

Die Überlegungen zu diesem Sektor müssen zwischen den beiden betroffenen Gemeinden, der Agglomeration und dem Kanton koordiniert werden. Es ist notwendig, einen Gesamtüberblick über einen grossen Perimeter zu haben, damit die verschiedenen Etappen für die Verwirklichung der Verdichtung und der Aufwertung unabhängig von der Behörde, die für die Verwirklichung der Massnahmen zuständig ist, untereinander abgestimmt werden.

2. Begründung des Standortes

Die Stärken des Standorts sind:

- › Grundeigentum des Kantons mit bedeutendem Entwicklungspotenzial (Standort der Kaserne La Poya);
- › bedeutende und sehr gut besuchte Sportanlagen;
- › im Agglomerationsprogramm Freiburg als strategischer Agglomerationsstandort definiert;
- › gute Erschliessung durch den öffentlichen Verkehr, die weiter ausgebaut werden soll;
- › Erschliessung über den Autobahnanschluss der A12, die Bern mit Vevey verbindet.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Folgende grössere Beschränkungen wurden festgestellt:

- › Identifizierung, Mobilisierung und Koordination einer Vielzahl von öffentlichen und privaten Akteuren;
- › Mögliche Umsiedlung von bestehenden Tätigkeiten und Unternehmen;
- › Koordination der Entwicklung der Siedlungsprojekte vor deren Ausarbeitung;
- › Koordination mit dem Versetzen der Hochspannungsleitungen der SBB;
- › Vorhandensein eines unverbaubaren Standorts, der im ISOS eingetragen ist (Park und Schloss La Poya), eines Wegs, der im IVS eingetragen ist, eines geschützten Gebäudes und eines archäologischen Perimeters, weshalb vorhergehende Erhebungen und Ausgrabungen nötig sein können;

- › Überprüfung, ob Berücksichtigung des ISOS nötig ist;
- › Die Ergänzung der benutzbaren Parkplätze zur Verwaltung der Spitzen, die durch besondere Anlässe verursacht werden, ist zu erhöhen.
- › Die mit der Verdichtung zusammenhängende Lärmproblematik muss berücksichtigt werden.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Angesichts des Umfangs des Projekts sowie der Aufwertung und Umstrukturierung des Siedlungsgebiets, die damit einhergehen, scheint die freiwillige Ausarbeitung eines Rahmendetailbebauungsplans (Rahmen-DBP) besonders empfehlenswert und für die Besonderheiten dieses Standorts angebracht zu sein. Sein Gebrauch würde zahlreiche Vorteile bieten, zum Beispiel eine einfachere Koordination zwischen den verschiedenen Akteuren, die Durchführung von ergänzenden Studien, eine optimale zeitliche Staffelung der Arbeiten, eine kohärente Ausgestaltung der öffentlichen Räume, eine optimale Verwaltung der Übergangs- und Mobilitätsräume oder auch eine bessere Integration des Standorts in die Agglomeration. Es wurde allerdings noch keine Entscheidung über eine allfällige Ausarbeitung eines Rahmen-DBP gefällt. Es bestünde auch die Möglichkeit, die üblichen Instrumente der Ortsplanung zu nutzen, sofern die Koordination zwischen den verschiedenen Etappen der Projektverwirklichung gewährleistet ist.

In Anbetracht der Einbindung des Kantons, kommt auch das Verfahren für die Erstellung eines kantonalen Nutzungsplans in Frage.

P0801

Regionales Sportzentrum von Estavayer-le-Lac

STAND DER KOORDINATION

Vororientierung
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

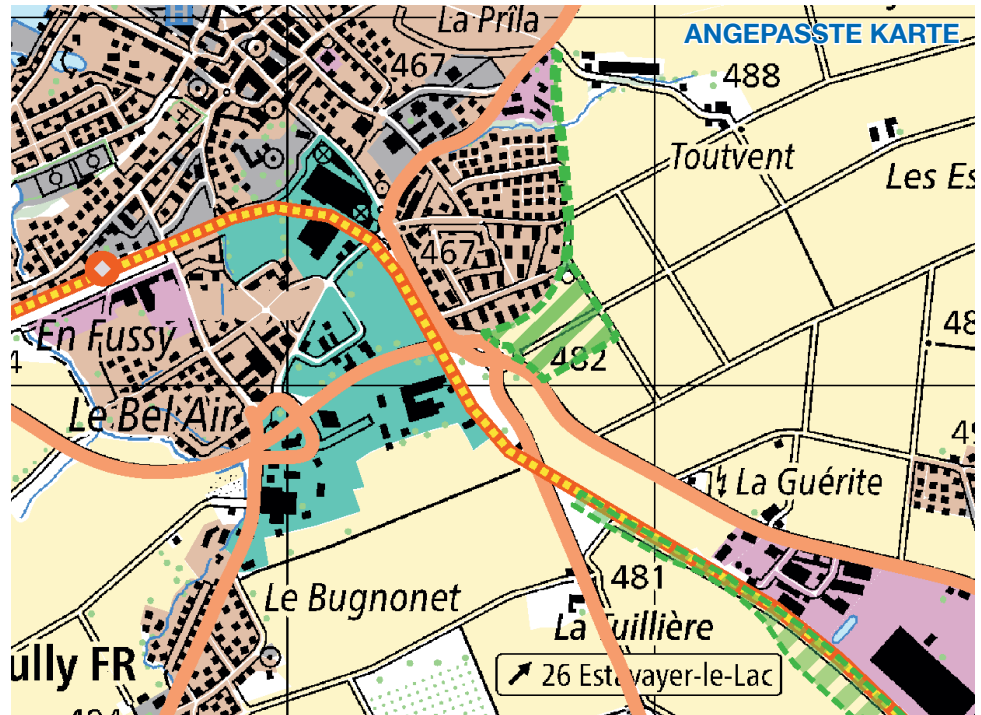
Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Estavayer

ANDERE BETROFFENE STELLE

COREB



Projektperimeter

1. Projektbeschreibung

Die Region von Estavayer verfügt über ein vielfältiges Angebot an Sportanlagen von lokaler oder mikrolokaler Bedeutung. Es fehlen aber Sportanlagen von regionaler Bedeutung. Um diese Lücke zu schliessen, will die Gemeinde Estavayer ein regionales Sportzentrum Sportnetz einrichten. Im jetzigen Stadium besteht das Projekt aus Infrastrukturen, die verschiedene Haupt- und Randsportarten aufnehmen können. Fussball, Tennis, aber auch Inline Hockey sind einige Beispiele.

Diese Vision eines Mehrfach-Standorts stützt sich auf die Entwicklung des "rives du lac", die Aufwertung der bestehenden Infrastrukturen sowie auf die aktuellen und zukünftigen Bedürfnissen für Sportaktivitäten.

Die Entwicklung des Gebiets Maladeire, dargestellt auf der Karte oben, ist in dieser Vision eingebunden, sie übertrifft den Rahmen der Gemeinde für zur Eintragung in ein regionales Sportnetz.

Parallel zur Entwicklung eines vielfältigen Sportangebots sieht das Projekt einen Park und eine Grünpromenade entlang der Stadt von Estavayer-le-Lac vor, genannt «Parc des Limites». Damit soll die Verdichtung des Siedlungsgebiets begleitet und das Gebiet strikt eingegrenzt werden, indem es langfristig sichtbar gemacht wird.

Die Gemeinde Estavayer will auf diese Weise ihre regionale Identität und ihren Beitrag zur Förderung der sportlichen Aktivitäten stärken, währenddem der Biodiversität, dem Erholungswert und der Stärkung der biologischen Funktionen des Standorts besonders Rechnung getragen wird.

2. Begründung des Standorts

Zurzeit gibt es zwei Standorte in Estavayer-le-Lac, die hauptsächlich dem Sport gewidmet sind. Beide sind an den Ufern gelegen. Wegen des grossen biologischen, landschaftlichen und öffentlichen Werts der Ufer ist kein Ausbau der Sportanlagen denkbar. Im Gegenteil, es müssen bestimmte sportliche Aktivitäten auf der Grundlage des Projekts «Parc des Rives» an einen anderen Ort verlegt werden. Andere Standorte sind für Schulen bestimmt. Sie bieten kleine Räume im Freien zum Zeitvertreib und Turnhallen. Es handelt sich jedoch um Räume geringer Dimension ohne Erweiterungsmöglichkeiten. Die Gemeinden und Dörfer der Region Estavayer sind mit vergleichbaren Schwierigkeiten (keine Entwicklungsmöglichkeiten und neue Bedürfnisse) konfrontiert.

In den 3 Arealen Thiolleyres, Fontany und Maladeire ist die Aufnahme der Aktivitäten vorgesehen, sie benötigen entsprechend eine Anpassung.

Die Areale Thiolleyres und Fontany, in welchen ein Bikepark und die Infrastruktur für ein Schwimmbad, ein Rollhockey-Feld, Fitness usw. realisiert werden, befinden sich bereits in einer Bauzone.

Das Areal Maladeire ist seinerseits eine Landwirtschaftsfläche, welche Fruchtfolgeflächen enthält. Es wurde bei den in 2010 lancierten Standortstudien mittels der Interessensabwägung identifiziert. Das Projekt für die öffentliche Verkehrslinie, welche aktuell untersucht wird, wird den Parks des Sektors erschliessen. Die Aufwertung des bestehenden, die Gesamtentwicklung der Infrastrukturen und ihre Reorganisation im Herzen des regionalen Netzes führen zur Notwendigkeit der Einzonung, beschränkt auf ein Minimum, von einer Fläche von 6 ha. Die Realisierung von 3 Fussball-Kunstoffeldern sowie ein öffentlicher Park sind vorgesehen. Die Kunstoffelder erlauben die ganzjährliche Ausübung des Ballsports und beheben so den Mangel der Region an dieser Infrastruktur. Der öffentliche Park fördert den Langsamverkehr und die damit verbundenen weiteren Sportarten. Der Standort ist kaum eingeschränkt und die möglichen Geometrien sind zahlreich. Mehrere illustrative Varianten wurden realisiert, das Projekt bleibt jedoch noch in Erarbeitung. Der Sektor erlaubt ebenfalls die Einfügung dieser Infrastruktur im Zentrum des "Parc des limites" (grüner Gürtel), territoriale Hauptvorgabe der Ortsplanung von 2019.

Mit anderen Worten, die Entwicklung einer solchen Infrastruktur kann nicht innerhalb der bestehenden Siedlungsgebiete stattfinden, die vorhandene Fläche ist unzureichend.

Die Gemeinde Estavayer hat das Das Areal «La Maladeire» ausgemacht, das verfügt über die Eigenschaften, die für die Verwirklichung solcher Anlagen zweckmässig sind, verfügt. Entsprechend hat sie mit dem Grundeigentümer, der vom Erwerb eines Teils der betreffenden Parzellen betroffen ist, einen Kaufrechtsvertrag abgeschlossen. Die Gemeinde wird infolgedessen alleinige Grundeigentümerin sein. Eine Regional-

buslinie führt am Standort «La Maladeire» vorbei. Die am nächsten gelegene Haltestelle liegt rund 600 m im Süden des Areals. Das Areal ist bereits Teil einer Studie für die Einrichtung eines städtischen Busangebots.

Es wurden andere Standorte mit vergleichbaren Eigenschaften identifiziert. Das Areal «La Maladeire» scheint aber für die Ziele der Gemeinde in den Bereichen sportliche Aktivitäten und Förderung der Biodiversität der geeignetste Standort zu sein. Die detaillierte Begründung dieser Wahl steht aber noch aus. Sie wird im Rahmen der Vorstudien für die Wahl des Standorts verfasst werden.

Im Ortsplan, der in 2015 für die Vorprüfung eingereicht wurde, war ein Sportzentrum im Sektor La Moutonnerie vorgesehen. Das Projekt musste jedoch aus liegenschaftlichen Gründen aufgegeben werden. Es kann jedoch festgestellt werden, dass bereits ein Sportzentrum im Parc des Limites (Sektor La Moutonnerie) vorgesehen war, das die bestehende Bauzone von Estavayer-le-Lac umschliesst und das Siedlungsgebiet erweitert.

3. Zu berücksichtigende Beschränkungen

Es sind verschiedene Beschränkungen zu berücksichtigen:

- › Inventarisierung als Fruchtfolgefläche der Mehrheit des Areals des gesamten Areals als Fruchtfolgefläche im Umfang von 60'000 m²;
- › Vorhandensein von Bereichen, die im IVS eingetragen sind (historische Verkehrswege von nationaler Bedeutung, historischer Verlauf ohne Substanz, und historische Verkehrswege von regionaler Bedeutung);
- › Vorhandensein eines verzeichneten archäologischen Perimeters, weshalb vorausgehende Erhebungen und Ausgrabungen nötig sein können;
- › Die Haltestellen des öffentlichen Nahverkehrs, die 2023 in Betrieb genommen werden;
- › Nähe zu einer Bahnlinie für den Personen- und Güterverkehr;
- › Sicherstellung des attraktiven und sicheren Zugangs für den Langsamverkehr für zur Genehmigung der Einzonung.

4. Verfahren und weitere Arbeitsschritte

Das Projekt ist zurzeit Gegenstand einer Vorstudie mittels Mehrfachkriterien, um das Areal, den genauen Standort und die nötigen Flächen zu bestimmen, wobei auf die Mehrfachnutzung, die gemeinsame Nutzung der Flächen und auf Synergien sowie auf den begünstigten Zugang für den Langsamverkehr und ÖV geachtet wird.

Die Einrichtung eines regionalen Sportzentrums wie auch der Ausbau des Parc des Limites sind beide in der Ortsplanung von Estavayer vorgesehen. Beide Vorhaben sollen zudem in den regionalen Richtplan der Broye eingetragen werden. Darüber hinaus wird gleichzeitig mit dem Einzonungsdossier ein Detailbebauungsplan erstellt werden.

Die Koordination zwischen der Entwicklung des Projekts «Centre sportif régional de la Maladeire», des «Parc des Limites» und des «Parc des Rives» ist namentlich im Bereich des Sportangebots sichergestellt.

P1101

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Intyamon

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

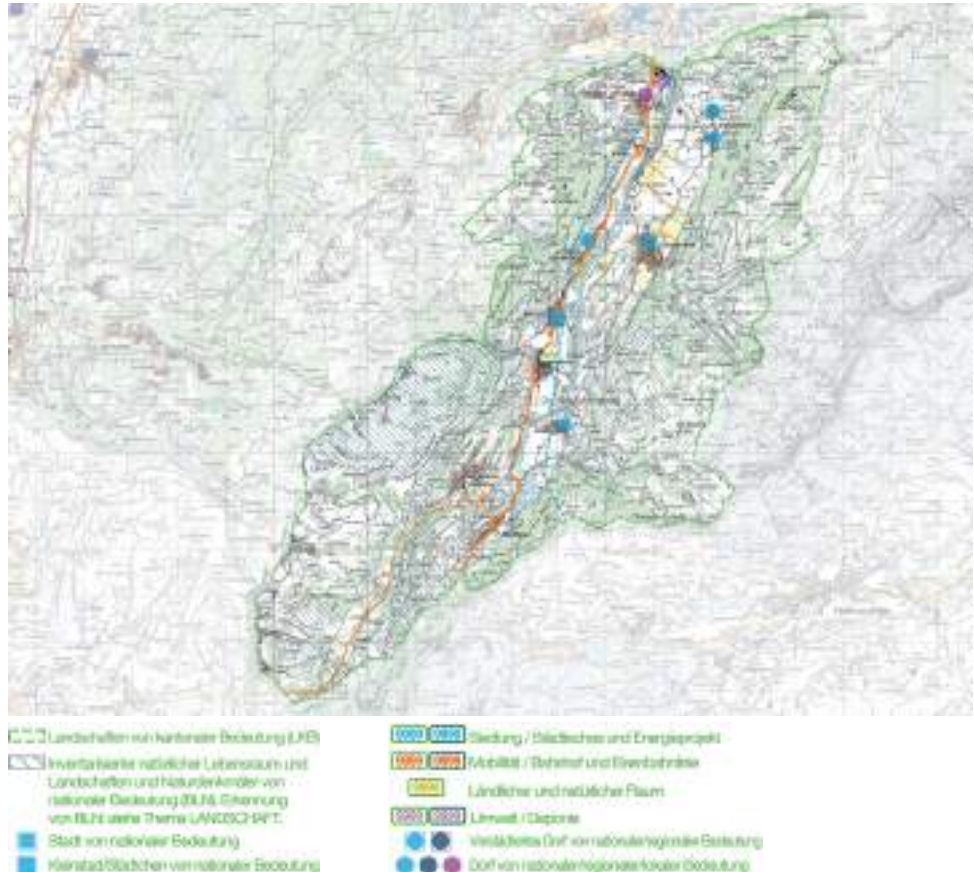
Bas-Intyamon

Grandvillard

Haut-Intyamon

ANDERE BETROFFENE STELLE

ARG



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft des Intyamon-Tals ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Diese von der Alpwirtschaft geprägte Tallandschaft mit einfacher Topografie und flachem Talgrund besteht aus drei grossen konstituierenden Einheiten mit jeweils spezifischen Eigenheiten: der flache, durch Fluss, Dörfer, Weiler und Landwirtschaft geprägte Talgrund; die von der Bergkette der Vanils dominierten Alpwirtschaftsflächen auf der östlichen Talflanke; die Alpwirtschaftsflächen auf der westlichen Talflanke. Diese Landschaft ist Teil des Perimeters des regionalen Naturparks Gruyère Pays-d'Enhaut.

Ein flacher Talgrund glazialen Ursprungs

Der flache Talgrund ist geprägt durch die Saane, die kulturhistorisch interessanten Dörfer (sie figurieren im nationalen ISOS-Inventar) und die grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen. Materialabbau und Arbeitszonen kontrastieren mit der allgemeinen Bergatmosphäre und rufen die Nähe der nationalen Hauptverkehrsachsen in Erinnerung. Die Strassen- und Bahninfrastrukturen, die das Mittelland mit dem Pays d'Enhaut verbinden, akzentuieren die Linearität des Tals. Das Tal ist von der Saane geprägt, die zum Teil kanalisiert ist, aber auch noch einige grössere naturnahe Auenwälder aufweist. Der Stausee von Lessoc und die langgezogenen Hügel von Les Cressets beleben die Landschaft mit einem sanften, langgezogenen Relief.

Eine durch die Alpwirtschaft und ihre Kulturgüter geprägte östliche Talflanke

Die von der Bergkette der Vanils dominierte östliche Talflanke präsentiert eine Vielzahl von geomorphologischen Strukturen: Die fluvioglazialen Terrassen sowie die Erosionsspuren der Gletscher und Schuttfächer geben zusammen mit den über 2000 m hohen Gipfeln der Landschaft einen eindeutig alpinen Charakter. Diese voralpinen Hänge bieten günstige Lebensräume für die Tierwelt. Bacherosionen und die Schlucht von Mury zerschneiden die Talflanke auf markante Art. Die Sömmerungsgebiete mit ihren traditionellen Alphütten und den Blick, die sie auf das Tal und die Voralpen bieten, offenbaren eine für die Freiburger Voralpen typische Alpatmosphäre und spielen eine wichtige Rolle im kollektiven Bewusstsein.

Eine von Wald und Wasserläufen geprägte westliche Talflanke

Die westliche Talflanke ist generell stärker bewaldet. Die Bäche und kleinen Flüsse sind an ihrer dichten Ufervegetation erkennbar und prägen die Landschaft. Auf den Anhöhen gibt es interessante Lebensräume für Fauna und Flora mit einer grossen Steinbockpräsenz und dem Vorhandensein eines Jagdbanngebiets.

3. Spezifische Ziele

Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Fläche

Die landwirtschaftlichen Flächen sollen offengehalten werden, die landwirtschaftliche Entwicklung soll jedoch möglich bleiben. Insbesondere bei Neu- und Umbauten von Gebäuden oder bei der Realisierung von Infrastrukturanlagen (Strassen, Stromleitungen usw.) ist ganz besonders auf ihre Integration ins Landschaftsbild zu achten. Landschaftsgestalterische Gehölzstrukturen sollen erhalten, erneuert und verstärkt werden, sowohl in den Ebenen wie auch in den alpinen Zonen.

Sicherstellung, dass Beeinträchtigungen während und nach dem Materialabbau minimiert werden

Die Umsetzung von Begleitmassnahmen zur landschaftlichen Integration ermöglicht es, die visuellen Auswirkungen der Materialabbaustandorte während ihrer Betriebsphase zu reduzieren. Die Berücksichtigung der geomorphologischen und landschaftlichen Merkmale ihrer Umgebung ist unerlässlich für eine gute Wiederherstellung nach dem Ende des Abbaus.

Inwertsetzung des baulichen Kulturgutes

Damit die Dörfer ihren spezifischen Charakter nicht verlieren, muss bei Vorhaben in und um die im ISOS-Inventar aufgeführten Örtlichkeiten der Wahl der Baumaterialien, der Dimensionierung der Bauten sowie deren Umgebungsgestaltung besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden. Die historischen Verkehrswege (IVS) und die Landschaftselemente religiösen Ursprungs sollen ebenfalls zur Geltung gebracht werden.

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlandschaft zu sorgen. Schliesslich muss auch eine verantwortungsvolle Nutzung der Flächen des Gebiets sichergestellt werden, wobei den ökologisch wertvollen Flächen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist.

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Das Gebiet hat viele Naturwerte, die es zu erhalten, aufzuwerten und zu fördern gilt. Die gute Vernetzung der Naturobjekte trägt wesentlich zur hohen Landschaftsqualität bei. Die naturnahen Gebiete, die für Wildtiere vorteilhaft sind, müssen erhalten werden, wobei sichergestellt werden muss, dass die Ruhe und Nachtdunkelheit an diesen Orten erhalten bleibt. Schliesslich muss eine Revitalisierung der Wasserläufe, insbesondere der Saane, in Betracht gezogen werden.

Organisation der Entwicklung des Langsamverkehrs

Der Ausbau des Velonetzes auf der linken Seite der Saane muss geprüft werden. Ebenso müssen die Wanderwege durch die Verwirklichung eines dichteren Netzes optimiert werden, um die Dörfer miteinander und den Talboden mit den Anhöhen zu verbinden. Der Stausee von Lessoc könnte besser zugänglich gemacht werden.

P1102

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Moléson und Teysachaux

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Bas-Intyamon

Bulle

Châtel-Saint-Denis

Gruyères

Haut-Intyamon

Le Pâquier

Semsales



Landschaften mit kantonaler Bedeutung (LKB)
 Inventarliste natürlicher Lebensraum (IN)
 Landschaften und historische Aender von nationaler Bedeutung (IN) in Einklang von BLN unter Thema LANDSCHAFT.
 Stadt von nationaler Bedeutung
 Kantonal-Städtchen von nationaler Bedeutung

Steigung / Städtisches und Energieprojekt
 Agrar / Wald und Energieprojekt
 Ländlicher und natürlicher Raum
 Umwelt / Klima
 Versiedeltes Dorf von nationaler/regionaler Bedeutung
 Dorf von nationaler/regionaler Bedeutung

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ARG

Association de communes Mobul

ACV

1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Moléson und Teysachaux ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Die charakteristische Silhouette des 2002 m ü. M. hohen Moléson, die die voralpine Landschaft prägt, ist ein landschaftliches und kulturhistorisches für den Kanton Freiburg. Er ist von den Nachbarkantonen aus sichtbar und bildet den nördlichen Abschluss der zwischen Moléson und Teysachaux von Norden nach Süden verlaufenden Kammlinie. Der Rundumblick auf das gesamte Kantonsgebiet und darüber hinaus trägt zur Einzigartigkeit dieser vom Menschen stark genutzten und geprägten Berglandschaft bei.

D

Reichhaltige, durch die Alpwirtschaft geprägte Lebensräume

Das von der Alpwirtschaft geprägte Gebiet besteht aus ausgedehnten Weiden, die sich mit weitläufigen Wäldern, Einzelbäumen und felsigen Gebieten mit unterschiedlichen geologischen und geomorphologischen Eigenschaften abwechseln. Dieses Mosaik von Lebensräumen bietet eine grosse landschaftliche Vielfalt und einen beachtlichen Reichtum an alpiner Flora und Fauna. Darüber hinaus ist das Gebiet relativ frei von Licht- und Lärmimmissionen.

Ein typisches, in die Landschaft integriertes Kulturerbe

Das Vorhandensein weit zerstreuter Alphütten, von denen die meisten Schindeldächer haben, sowie die charakteristischen Nebengebäude, die mit der Verarbeitung lokaler Produkte und den für Sömmerungsbetriebe typischen Aktivitäten verbunden sind, verstärken die kulturelle Bedeutung dieser Landschaft. In der Tat hat die Alpwirtschaft dazu beigetragen, die charakteristische und einzigartige Landschaft der Freiburger Voralpen zu formen, wie sie von der Bevölkerung erlebt wird. Sie stellt daher eines der Merkmale dieser Landschaft dar. Die Elemente religiösen Ursprungs sowie die Trockensteinmauern erinnern an die historische Dimension der Integration menschlicher Aktivitäten in die Bergwelt.

Ein Ort zum Entspannen und Geniessen der Freiburger Landschaft

Seine zentrale und privilegierte Lage im Kanton Freiburg sowie seine Beliebtheit machen den Moléson zu einem der am stärksten frequentierten voralpinen Gebiete. Seit dem Bau von Skiliften und Seilbahnen und des Feriendorfs Moléson-sur-Gruyères kommen immer mehr Menschen hierher, um im Sommer und im Winter das Tourismus- und Freizeitangebot zu nutzen. Die gute Erschliessung, die vielfältige und zahlreiche Möglichkeiten bietet, sowie die Komplementarität dieses Gebiets mit dem Schloss Greyerz und dem gleichnamigen Städtchen machen es zu einem beliebten Ort für Freizeitaktivitäten.

3. Spezifische Ziele

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Das Gebiet hat viele Naturwerte, die es zu erhalten und aufzuwerten gilt. Die Anwesenheit eines Biodiversitätsförderungsgebiets sowie die Vernetzung der verschiedenen Naturobjekte tragen zur hohen Landschaftsqualität bei. Die naturnahen Gebiete müssen sowohl in der Ebene wie im Alpgebiet erhalten werden und der Erhalt der Ruhe und der Nachtdunkelheit muss sichergestellt werden.

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlandschaft zu sorgen. Schliesslich muss auch eine verantwortungsvolle Nutzung der Flächen des Gebiets sichergestellt werden, wobei den ökologisch wertvollen Flächen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist.

Inwertsetzung der Sakralbauten

Die Sakralbauten sind ein wichtiger Bestandteil dieser Landschaft. Die vielen Kapellen, Wegkreuze wie auch die Kartause Part-Dieu verdienen es, bewahrt und besser zur Geltung gebracht zu werden.

Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale

Die Entwicklung der touristischen Aktivitäten muss die natürlichen und kulturellen Merkmale respektieren, die diese Landschaft so attraktiv machen. Ebenso muss das Management der verschiedenen Nutzungen verbessert werden, um ein harmonischeres Miteinander der verschiedenen Aktivitäten und natürlichen Prozesse zu ermöglichen. Es ist wichtig, das Bewusstsein der Nutzerinnen und Nutzer für die Natur-, Kultur- und Landschaftswerte des Gebiets zu fördern und zu unterstützen. Der Zugang mit öffentlichen Verkehrsmitteln muss ausgebaut und gefördert werden.

P1103

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Greyerz und Umgebung

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Broc

Bulle

Gruyères

Le Pâquier

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ARG

Association de communes Mobul



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Greyerz und Umgebung ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Das mittelalterliche Städtchen Greyerz, über der landwirtschaftlich genutzten Ebene gelegen, ist das Symbol dieser Landschaft. Seine charakteristische Silhouette mit dem Schloss, seinen Wehrtürmen und Ringmauern auf den Hügeln vor dem Hintergrund der Voralpen und des Moléson-Massivs kontrastiert mit der umliegenden Ebene. Die Hügel von Greyerz bilden eine Einheit, die sich deutlich von den übrigen landschaftlichen Merkmalen der Region (bebaute Sektoren, landwirtschaftlich genutzte Ebenen, Flüsse, Wälder Sömmerungsweiden, Berge) abhebt. Sie bilden den Eingang zum Intyamontal und zum Moléson-Massiv, sind gleichzeitig aber auch der Abschluss der vom Greyerzensee geprägten Region.

D

Ein mittelalterliches Städtchen mit hohem kulturhistorischem Wert

Das mittelalterliche Städtchen Greyerz, das die landwirtschaftlich genutzte Ebene mit den Voralpen und dem Moléson-Massiv im Hintergrund überragt, ist eine der emblematischen Landschaften des Kantons Freiburg und eine seiner wichtigsten touristischen Attraktionen. Die historische Entwicklung des Gebiets lässt sich an der Organisation des Wohnraums in mehreren verstreuten Dörfern ablesen (Dorfkerne von Epagny und Pringy mit ihren zeitgenössischen Erweiterungen).

Eine Landschaftskulisse, die für den Wert dieser Landschaft wesentlich ist

Die landwirtschaftliche Ebene, die sich um den Hügel von Greyerz erstreckt, trägt besonders zur weiten Sichtbarkeit des hochgelegenen mittelalterlichen Städtchens bei. Sie ist integraler Bestandteil der Landschaft von Greyerz, ist weitgehend dem Futterbau gewidmet und durch weite offene Flächen gekennzeichnet, die teilweise von grossflächigen Gebäuden oder Waldflächen unterbrochen sind. Die derzeit wenig in Wert gesetzten Auenwälder entlang der Albeuve, der Trême und der Saane haben ein grosses Renaturierungspotenzial. Die Infrastrukturanlagen in der Ebene (Sportanlagen, Eisenbahnlinien, Flugfeld) kommen ohne hohe Gebäude aus und haben deshalb nur geringen Einfluss auf die Landschaft. Von Hecken und Wäldchen durchzogene Magerwiesen an den Hängen ergänzen die Landschaft. Die Alpweiden sind von grosser Bedeutung für den Erhalt offener Flächen inmitten der ausgedehnten Wälder der Region.

Eine bedeutende Touristenattraktion

Das archäologische und kulturhistorische Erbe ist von grosser Bedeutung für Greyerz und seine Umgebung. Die Region, insbesondere das Städtchen Greyerz, ist eine Touristenattraktion von nationaler Bedeutung. Die Sicht auf diese Elemente verleiht der Landschaft einen für den Tourismus hohen Identitätswert, der zur Wirtschaft der Region stark beiträgt.

3. Spezifische Ziele

Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf das Schloss Greyerz und seine Hügel innerhalb der LKB.

Die Sichtbarkeit des mittelalterlichen Städtchen Greyerz und ihrer Hügel muss von den wichtigsten Aussichtspunkten, den öffentlichen Plätzen der umliegenden Dörfer und den Hauptverkehrswegen innerhalb der LKB erhalten bleiben.

Echäologischen Erbes

Das mittelalterliche Städtchen und das Schloss als markanteste Elemente sind in ihrem landschaftlichen Umfeld zu erhalten und in Wert zu setzen.

Schonung der grossen landwirtschaftlich genutzten Flächen der Ebene

Die von einigen wenigen grossen Gebäuden unterbrochene, offene, landwirtschaftlich genutzte Ebene soll in ihren Merkmalen erhalten bleiben, indem bei künftigen Renovationen, Neu- und Umbauten ein besonderes Augenmerk auf eine hochwertige Integration in die Landschaft gelegt wird. Landschaftsgestalterische Gehölzstrukturen sollen erhalten, erneuert und verstärkt werden, sowohl in den Ebenen wie auch in den alpinen Zonen.

Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten

Bei gewissen Gebieten drängen sich aufgrund ihrer Lage, ihrer Funktion oder ihrer Grösse Überlegungen für eine bessere Integration in die Landschaft auf. Auch bei bestehenden oder zukünftigen Gossbauprojekten muss darauf geachtet werden, dass sie gut in die Landschaft integriert werden.

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Es ist von grosser Bedeutung, die Alpwirtschaft an den Voralpenhügeln, die die Ebene um Greyerz überragen, zu erhalten und zur Geltung zu bringen. Dies erlaubt es, die Waldlichtungen zu erhalten, die den Hintergrund zu den Hügeln von Greyerz bilden. Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlanschaft zu sorgen.

Anstreben einer Integration der Verkehrsinfrastrukturen in die Landschaft

Die hohen Besucherzahlen sind eine grosse Herausforderung für die Verkehrsinfrastruktur. Das Parkierungsangebot und das Langsamverkehrsnetz müssen so gestaltet werden, dass die Auswirkungen auf die Landschaft minimiert werden. Die Einrichtung eines öffentlichen Verkehrsangebots für Touristinnen und Touristen muss gefördert werden.

P1104

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Gastlosen und Hochmatt

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

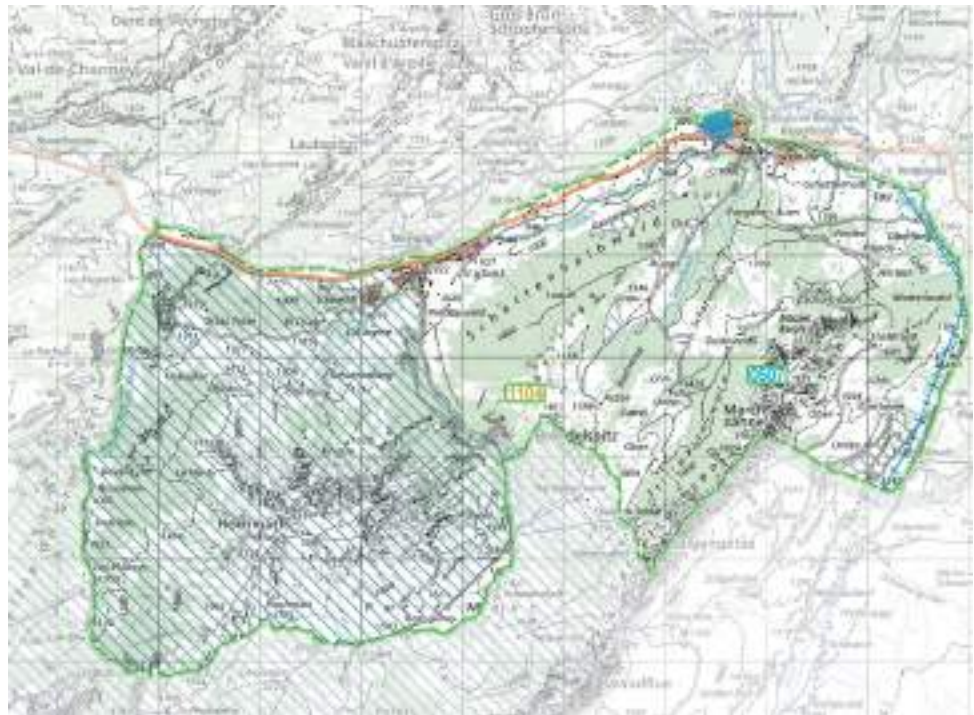
GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Jaun

Val-de-Charmey

ANDERE BETROFFENE STELLE

ARG



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Gastlosen und Hochmatt ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Zu dieser Landschaft, die sich durch eine grundsätzlich natürliche und unverfälschte Atmosphäre auszeichnet, gehören die Hochmatt und die Gastlosenkette, deren Gipfel zu den am leichtesten erkennbaren, symbolträchtigsten und höchsten des Kantons gehören (rund 2000 m ü. M.). Die Rundsichten, die sich dem Wanderer von den Hochpunkten bieten, sind aussergewöhnlich. Dieser Perimeter ergänzt das südlich davon gelegene BLN-Gebiet Vanil Noir.

D

Eine Landschaft mit intakter natürlicher und unverfälschter Atmosphäre

Die menschliche Aktivität ausserhalb der Dörfer ist im Allgemeinen gering und konzentriert sich hauptsächlich entlang der Wanderwege und in der Nähe der Ski- und Sessellifte. Es überwiegen ausgedehnte Wälder und naturbelassene Flächen. Sie geben der Landschaft einen Charakter von noch intakter Natürlichkeit und Ruhe. Der Reichtum der Flora und die Vielfalt der Lebensräume in der Region sind bemerkenswert. Diese natürlichen Bereiche begünstigen eine hohe Präsenz von Wildtieren, insbesondere im bestehenden Jagdbanngebiet. Die äusserst ruhigen naturbelassenen Flächen sind auch vor Lichtimmissionen weitgehend verschont geblieben.

Eine von einer traditionellen Alpwirtschaft geprägte Landschaft

Diese Landschaft zeichnet sich durch die Authentizität der von der Alpwirtschaft geprägten und heute noch gelebten Traditionen aus; ihre Erhaltung trägt zum Wert dieser Landschaft bei. Das bauliche Kulturgut besteht aus zahlreichen Alphütten, von denen viele noch Schindeldächer haben, sowie aus Elementen religiösen Ursprungs. Das Gebiet, in dem sich weitläufige, von Einzelbäumen und Baumgruppen durchsetzte Weiden mit grösseren Waldflächen abwechseln, befindet sich in mittlerer Höhenlage und wird als Sömmerungsgebiet genutzt. Im Talboden zwischen Im Fang und Jaun konzentriert sich der grösste Teil der Wohn- und Wirtschaftsaktivitäten der Region.

Eine dörfliche Struktur mit traditioneller Architektur, die deutlich sichtbar ist

Die Dörfer und Weiler im Perimeter sind reich an kulturhistorisch wertvollen Bauten. Die traditionelle Strassendorftypologie, die Sichtbarkeit der Ortsgeschichte in den Gebäuden und die traditionelle Architektur der Chalets prägen diese Orte heute noch.

Ein schroffes Gelände, das sich für sanfte Freizeitaktivitäten eignet

Das Sömmerungsgebiet wird von schroff emporragende Felsformationen überragt. Das Relief ist das Resultat des Zusammenwirkens von Karst- und Gravitationsprozessen und der Arbeit der Gletscher und ist in zahlreichen Geotopen sichtbar. Die felsigen Strukturen machen das Gebiet zu einem privilegierten Ort für Freizeitaktivitäten, die mit dem Berg und der Wertschätzung seiner Landschaft in Zusammenhang stehen. Die touristische Infrastruktur befindet sich hauptsächlich am Nordhang der Gastlosen.

3. Spezifische Ziele

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Das Gebiet hat viele Naturwerte, die es zu erhalten, aufzuwerten und zu verstärken gilt. Die Artenvielfalt sowie die Vernetzung der verschiedenen Naturobjekte tragen zur hohen Landschaftsqualität bei. Die naturnahen Gebiete, die auch für Wildtiere vorteilhaft sind, müssen sowohl in der Ebene wie im Alpegebiet erhalten werden, und der Erhalt der Ruhe und der Nachtdunkelheit muss sichergestellt werden.

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlandschaft zu sorgen. Schliesslich muss auch eine verantwortungsvolle Nutzung der Flächen des Gebiets sichergestellt werden, wobei den ökologisch wertvollen Flächen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist. Landschaftsgestalterische Gehölzstrukturen sollen erhalten, erneuert und verstärkt werden, sowohl in den Ebenen wie auch in den alpinen Zonen.

Bewahrung der architektonischen Harmonie der Dörfer und der wirtschaftlichen Aktivitäten

Damit der spezifische Charakter der Dörfer und Weiler sowie die Harmonie nicht verloren gehen, muss der Qualität der Gebäude besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden. Die wirtschaftliche Aktivität in den Dörfern muss möglich bleiben, wobei bei Neu- und Umbauten auf eine gute landschaftliche Integration zu achten ist.

Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale

Die Ausgewogenheit zwischen dem touristischen Angebot und der Erhaltung der natürlichen und kulturellen Merkmale machen den Wert und die Attraktivität dieser Landschaft aus und muss beibehalten werden. Ebenso muss das Management der verschiedenen Nutzungen verbessert werden, um ein harmonischeres Miteinander der verschiedenen Aktivitäten und natürlichen Prozesse zu ermöglichen. Es ist wichtig, das Bewusstsein der Nutzerinnen und Nutzer für die Natur-, Kultur- und Landschaftswerte des Gebiets zu fördern und zu unterstützen. Der Zugang mit öffentlichen Verkehrsmitteln muss ausgebaut und gefördert werden.

P1105

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Schwarzsee

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Jaun

Plasselb

Plaffeien

Val-de-Charmey

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ARG

Gemeindeverband
Region Sense

1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Schwarzsee ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)..

2. Begründung des Standortes

Das Schwarzseegebiet ist geprägt von der Präsenz des Sees inmitten von voralpinen Gipfeln. Die von Wäldern, Wiesen und Weiden gesäumten Ufer sind mit Ausnahme eines kleinen Steiluferabschnitts im Süden weitgehend flach. Die ebene Fläche des Sees und die Ruhe, die sie ausstrahlt, kontrastiert mit den hohen Bergen im Hintergrund: im Westen der Schwyberg, Spitzfluh und Reccardets im Süden, und die Kaiseregg im Osten. Der Breccaschlund im Süden, eine Landschaft von nationaler Bedeutung, verstärkt den landschaftlichen Wert des Schwarzsees. Diese Landschaft ist Teil von zwei regionalen Naturparks: Gantrisch und Gruyère Pays-d'Enhaut.

D

Eine stark mit der Weidewirtschaft verbundene Alpenlandschaft

Die Talflanken werden alpwirtschaftlich genutzt. Die zum Teil noch mit Holzschindeln bedeckten Alphütten mit ihren charakteristischen Nebengebäuden, die mit der Verarbeitung lokaler Produkte und den für Sömmerungsbetriebe typischen Aktivitäten verbunden sind, bilden ein vielfältiges architektonisches Kulturerbe. Trockensteinmauern und Elemente religiösen Ursprungs verstärken den Eindruck von ländlicher Authentizität. Die gelebten Traditionen, die von der Alpwirtschaft und der Herstellung regionaler Erzeugnisse geprägt sind, sind von hoher kultureller Bedeutung für die Region und den Kanton. Sie beeinflussen auch die darstellende Kunst und die Musik, indem sie die volkstümliche Vorstellung der traditionellen Alpenlandschaft vermitteln.

Vielfältige und hochwertige natürliche und geomorphologische Lebensräume

Ausgedehnte Weiden wechseln sich ab mit majestätischen Einzelbäumen, grösseren Waldflächen und schroffen Felsformationen und geben dem Gebiet eine bemerkenswerte landschaftliche Vielfalt, die das Resultat des Zusammenwirkens von Karst- und Gravitationsprozessen sowie der Arbeit der Gletscher ist. Die grosse Tier- und Pflanzenvielfalt trägt ebenso zur kontrastreichen Landschaft bei. In der Region sind zahlreiche Moore inventarisiert worden. Ein Gefühl von Ruhe und Distanz bringen dem Ort Beschaulichkeit und Gelassenheit. Die naturbelassenen Flächen sind auch vor Lichtimmissionen weitgehend verschont geblieben. Die geologische und geomorphologische Vielfalt, der unverfälschte Charakter und die noch weitgehend intakten Naturwerte der Region verdienen es, erhalten zu bleiben.

Eine bedeutende Touristenattraktion

Der Schwarzsee ist ein wichtiger Tourismusort im Kanton. Die Landschaft ist rund um den See angelegt, der eine hohe Anziehungskraft hat. Entsprechend hoch sind die Besucherzahlen und der Druck auf die Seeufer.

3. Spezifische Ziele

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlandschaft zu sorgen. Schliesslich muss auch eine verantwortungsvolle Nutzung der Flächen des Gebiets sichergestellt werden, wobei den ökologisch wertvollen Flächen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist.

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Das Gebiet hat viele Naturwerte, die es zu erhalten, aufzuwerten und zu verstärken gilt. Die naturnahen Gebiete müssen sowohl in der Ebene wie im Alpgebiet erhalten werden, und der Erhalt der Ruhe und der Nachtdunkelheit muss sichergestellt werden.

Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale

Die Ausgewogenheit zwischen dem touristischen Angebot und der Erhaltung der natürlichen und kulturellen Merkmale macht den Wert und die Attraktivität dieser Landschaft aus und muss beibehalten werden. Ebenso muss das Management der verschiedenen Nutzungen verbessert werden, um ein harmonischeres Miteinander der verschiedenen Aktivitäten und natürlichen Prozesse zu ermöglichen. Es ist wichtig, das Bewusstsein der Nutzerinnen und Nutzer für die Natur-, Kultur- und Landschaftswerte des Gebiets zu fördern und zu unterstützen. Der Zugang mit öffentlichen Verkehrsmitteln muss ausgebaut und gefördert werden.

Finden eines Kompromisses zwischen der Freizeitnutzung und den Naturobjekten rund um den See

Der Zugang zum See zu Erholungszwecken soll in den dafür geeigneten Sektoren vereinfacht werden, um im Gegenzug die Sektoren mit wertvollen Lebensräumen besser vor Störungen zu schützen. Die verschiedenen Sektoren und ihre Nutzung rund um den See sind präzise zu definieren.

Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten

Einige aufgrund ihrer Lage, ihrer Bestimmung oder ihrer Fläche sensible Sektoren sollten aufgewertet werden, um ihre landschaftliche Qualität zu verbessern. Sämtliche bestehenden oder zukünftigen grösseren Bauprojekte müssen sich kohärent in die Landschaft einfügen.

P1106

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Berra-Chäuseberg

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Le Mouret

La Roche

Plasselb

St. Silvester

Treyvaux

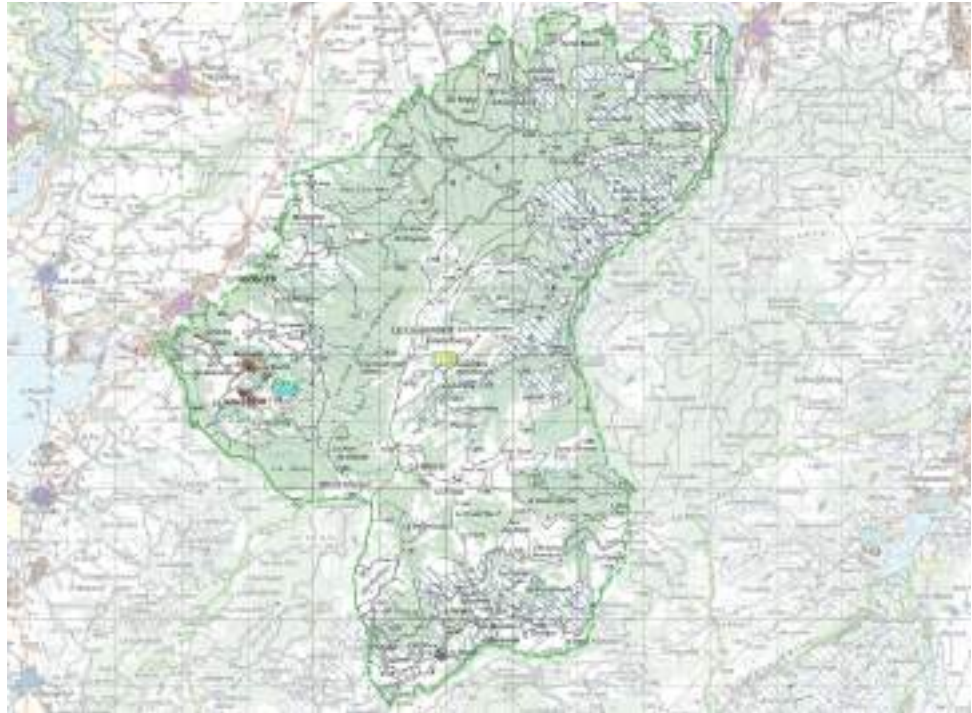
Val-de-Charmey

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ARG

Gemeindeverband
Region Sense

ARS



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Berra-Chäuseberg ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Als typische Mittelgebirgslandschaft zeichnet sich dieses Gebiet durch ein markantes Relief und eine klare Kammlinie aus, die sich deutlich vom Flachland abheben. Das Massiv hat eine ziemlich einheitliche und lesbare Silhouette, die den Landschaftshintergrund von den Aussichtspunkten am Greyerzersee, auf der Autobahn oder in den Dörfern des Mittellandes bildet. Es spielt eine wichtige Rolle im regionalen Bewusstsein als Bindeglied zwischen Greyerz-, Saane- und Sensebezirk.

D

Lesbare Gebirgskämme sorgen für eine ortsgebundene Identität

Die Kammlinie zwischen Berra und dem Chäseberg (Cousimbert) bietet beeindruckende Rundblicke auf den Greyerzer-, Neuenburger, Murten- und Genfersee sowie auf die symbolträchtigen Gipfel der Freiburger und Berner Alpen. Sie sind Bestandteile der kollektiven Wahrnehmung und verkörpern die starke soziale und kulturelle Bindung an das Gebiet. Diese Aussichten werden durch die gute Erreichbarkeit des Gipfels der Berra mittels Seilbahn besonders zur Geltung gebracht.

Eine Landschaft mit durch die Alpwirtschaft geprägtem natürlichen Ambiente

Die hügelige, von fluvio-glazialen Prozessen geformte Landschaft präsentiert sich dank der ausgedehnten Wälder und Weiden sehr naturnah. Die Behirtung ist verbreitet. Vereinzelt traditionelle Alphütten tragen zu einer durch die Alpwirtschaft geprägten Landschaft bei.

Die natürlichen Lebensräume wie Wasserläufe, Feuchtgebiete, Trocken- und Magerwiesen bieten einen günstigen Rahmen für eine reiche, für die Voralpen typische Fauna und Flora.

Stark vertretenes sakrales Kulturgut

Die Landschaft ist durch die starke Verbreitung sakraler Kulturgüter geprägt, unter denen die Kartause La Valsainte besonders symbolträchtig ist. Daneben unterstreicht ein dichtes Netz von Kapellen und Kreuzen diesen Aspekt der Sakrallandschaft. Die Gipfel Berra und Chäseberg werden von weither sichtbaren historischen Elementen gekrönt: der Metallpyramide des Triangulationspunktes La Berra und dem Chäseberg-Gipfelkreuz.

3. Spezifische Ziele

Erhaltung der Sichtbarkeit der Kammlinie zwischen Berra und Chäseberg

Die Gebirgskämme des Massivs sollen von Elementen freigehalten werden, die ihre Silhouette beeinträchtigen könnten. Der ausgewogene Wechsel zwischen Waldzonen und Weiden muss bewahrt werden; er trägt zur Erhaltung der offenen Landschaft längs der Kammlinie bei.

Sicherstellung des Gleichgewichts zwischen einem qualitativ guten Tourismusangebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale

Die Entwicklung der touristischen Aktivitäten muss die natürlichen und kulturellen Merkmale respektieren, die diese Landschaft so attraktiv machen. Ebenso muss das Management der verschiedenen Nutzungen verbessert werden, um ein harmonischeres Miteinander der verschiedenen Aktivitäten und natürlichen Prozesse zu ermöglichen. Der Zugang mit öffentlichen Verkehrsmitteln muss ausgebaut und gefördert werden.

Inwertsetzung der Alpwirtschaft und ihrer Kulturgüter

Die Landschaft muss durch den Unterhalt und die Renovation der für die Alpen typischen Gebäude erhalten und zur Geltung gebracht werden. Bei der Gestaltung neuer Zufahrten und der Wiederherstellung der bestehenden Wege ist für eine angemessene Integration in die Gesamtlandschaft zu sorgen. Schliesslich muss auch eine verantwortungsvolle Nutzung der Flächen des Gebiets sichergestellt werden, wobei den ökologisch wertvollen Flächen besondere Aufmerksamkeit zu schenken ist. Landschaftsgestalterische Gehölzstrukturen sollen erhalten, erneuert und verstärkt werden, sowohl in den Ebenen wie auch in den alpinen Zonen.

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Die Landschaft weist grosse Naturwerte auf, ~~die es durch eine sachgerechte alp- und forstwirtschaftliche Nutzung zu erhalten und aufzuwerten gilt~~ die durch eine angemessene alp- und forstwirtschaftliche Nutzung erhalten, aufgewertet und gestärkt werden sollten. Die Besucher müssen für ein angemessenes Verhalten sensibilisiert werden, um die Fauna und Flora zu respektieren.

Aufwertung des sakralen Kulturerbes

Das sakrale Kulturerbe ist ein wesentliches Element dieser Landschaft. Die zahlreichen Kapellen und Wegkreuze wie auch die Kartause La Valsainte sind zu erhalten und besser zur Geltung zu bringen.

P1107

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Greyerzersee

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Botterens

Broc

Corbières

Echarlens

Gibloux

Hauteville

La Roche

Marsens

Morlon

Pont-en-Ogoz

Pont-la-Ville

Sorens

Treyvaux



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Greyerzersee ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)..

2. Begründung des Standortes

Die Landschaft artikuliert sich rund um den Greyerzersee, den grössten künstlichen Speichersee im Schweizer Mittelland, der durch die 1948 fertiggestellte Bogenstau-mauer Rossens entstand. Neben ihrem vorherrschenden ländlichen Charakter ist sie auch von hohem kulturhistorischen Wert und enthält vielfältige Lebensräume für Fauna und Flora.

Eine Seelandschaft im Wandel

Die Ufervegetation und eine Topografie von steilen Böschungen sind kennzeichnend für diese Landschaft, die durch die Wasserstromproduktion und die Landwirtschaft gestaltet wurde. Die meisten Seeufer sind bewaldet und von Wiesen umgeben. Der

ANDERE BETROFFENE STELLEN

ARG

Association de communes Mobil

ARS

D

Seespiegel schwankt in Abhängigkeit der von der Saane geführten Wassermenge. Die starken Pegelschwankungen sind besonders an den steilen Uferböschungen sichtbar, die bei Niedrigwasser zu einer sehr speziellen «Mondlandschaft» führen. Zahlreiche von Baumhecken umrandete Bäche prägen die Ufer und tragen zum gewundenen Aspekt der Seelandschaft bei. Eine grosse Vielfalt von Kulturen, dauerhaften Strukturen und natürlichen Räumen bietet unterschiedliche Lebensräume für Fauna und Flora.

Ein rurales und historisches Erbe

Das rechte Seeufer und sein Hinterland weisen eine gut erhaltene rurale Landschaft auf, mit verstreuten Dörfern und Weilern, die noch durch landwirtschaftliche Tätigkeiten geprägt sind. Die zumeist gut in die Landschaft integrierten traditionellen Bauernhöfe und ein Netz von Hecken, Einzelbäumen, Obst- und Gemüsegärten sind für die rurale Landschaft Freiburgs kennzeichnend. Auch die Dörfer mit ihren markanten Gebäuden und ihrer Ursprünglichkeit tragen zu einer starken regionalen Identität bei. Die an vielen Bauernhäusern zur Schau gestellten Kuhglocken und Alpaufzüge (Poyas) sind für die Gegend charakteristisch, sorgen für eine malerische Atmosphäre und unterstreichen die noch gelebte traditionelle, ländliche Lebensweise. Das historische und archäologische Erbe ist ein weiterer wichtiger Bestandteil dieser Landschaft: Besonders symbolträchtig sind die Île d'Ogoz und die Burgruinen.

Ein bevorzugter Erholungsort, der malerische ästhetische Erlebnisse hervorruft

Der landschaftliche Wert des Gebiets gründet vor allem im weiten Panoramablick auf den See und die Voralpen, der für eine malerische und identitätsstiftende Sicht sorgt. Der langgezogene, stellenweise sehr unterschiedlich tiefe See stellt mit seinem wechselnden Farbenspiel einen wesentlichen Bestandteil der Landschaft dar und bildet einen idyllischen Rahmen für Freizeit und Erholung.

3. Spezifische Ziele

Identifizierung und Erhaltung typischer Ausblicke auf den See und die Voralpen innerhalb der LKB

Dem Erhalt und der Inwertsetzung der Aussichtspunkte auf die beiden Ufer des Greizersees und die Kette der Voralpen von den wichtigsten Verkehrsachsen (Autobahn und von Touristen frequentierte Orte) sowie von den Langsamverkehrsrouten aus ist besondere Aufmerksamkeit zu schenken.

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Der Standort beinhaltet bedeutende Naturwerte, die bewahrt, verstärkt und aufgewertet werden müssen, indem ein Gleichgewicht mit den verschiedenen bestehenden Nutzungen angestrebt wird. Dabei ist dem südlichen Teil des Sees besondere Aufmerksamkeit zu schenken. Bestimmte naturnahe Sektoren entlang der Ufer und wenig besuchte Inseln sind zu erhalten und bestockte Strukturen sind zu bewahren bzw. neu anzulegen.

Erhaltung des historischen und archäologischen Erbes und Aufwertung der Sicht auf diese Elemente

Die historischen und archäologischen Überreste als emblematische Elemente dieser Landschaft müssen bewahrt werden. Ausserdem sollen die Aussichten auf diese Elemente des Kulturerbes bestmöglich zur Geltung gebracht werden.

Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten

Einige aufgrund ihrer Lage, ihrer Nutzung oder ihrer Fläche sensible Sektoren sollten aufgewertet werden, um ihre landschaftliche Qualität zu verbessern. Sämtliche bestehenden oder zukünftigen grösseren Bauprojekte müssen sich kohärent in die Landschaft einfügen.

In Einklang bringen der verschiedenen Nutzungen – Wohnen, Freizeit, Landwirtschaft, Energieproduktion – im Umfeld des Sees

Die Nutzungen und Funktionen der verschiedenen Räume im Umfeld des Sees müssen bestimmt und priorisiert werden. Dabei sind Synergien zwischen den verschiedenen Aktivitäten anzustreben. An gewissen Orten könnte der Zugang zum See zu Erholungszwecken vereinfacht werden, im Gegenzug werden Bereiche mit hohen Naturwerten besser vor Beeinträchtigung geschützt. Bei der Vereinbarung der Nutzungen des Sees ist zudem den Interessen der Anwohner Rechnung zu tragen.

P1108

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Saaneschlucht

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST

Arconciel

Freiburg

Gibloux

Hauterive

Marly

Pont-la-Ville

Treyvaux

Villars-sur-Glâne



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Saaneschlucht ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standorts

Diese kurvenreiche Schlucht wurde von den Mäandern des Flussbettes der Saane gebildet, die sich tief in den Molassegrund gegraben hat. Vor allem in ihrem oberen Abschnitt verleihen die tiefen Schluchten und nur schwer zugänglichen Flussufer der Gegend einen ursprünglichen, wilden Charakter, der durch die dicht bewaldeten Hänge und die schroffen Felswände noch verstärkt wird, welche das Gefühl einer Schlucht unterstreichen. Die von einem Ufer zum anderen markant unterschiedliche Sonneneinstrahlung trägt zur Diversität der Landschaft bei.

D

Ein Gebiet mit hohem Naturwert

Die diversifizierte Typologie der Schluchten begünstigt eine Fülle von Lebensräumen, die für ein Auengebiet von nationaler Bedeutung typisch sind. An den Böschungen befinden sich kantonale Waldreservate und das Gebiet ist auch ein Amphibienlaichgebiet von nationaler Bedeutung. Einige Mäander bestehen aus offenen und bebauten Alluvialterrassen, die gelegentlich von Industrie und Gewerbe genutzt werden. Diese Terrassen sind auch ein beliebtes Naherholungsgebiet. Vereinzelt menschliche Einflüsse heben sich vom natürlichen Charakter dieser Gegend ab.

Ein in die Morphologie der Schluchten integriertes historisches und archäologisches Kulturerbe

Zu verschiedenen Zeiten wurden Unterstände in die Molassefelsen gegraben. Verschiedene archäologische Fundstellen zeigen die Bedeutung dieses tief eingegrabenen Wasserlaufs für die menschlichen Bevölkerung. Die Felssporne und Plateaus hoch über der Saane bergen ebenfalls archäologisch und kulturhistorisch wertvolle Zeugen früherer Besiedlungen. Die in einer Saaneschleife erbaute Zisterzienserabtei von Hauterive, ein Juwel sakraler Baukunst, strahlt Ruhe und Besonnenheit aus. Die ~~Kapelle~~ Kirche Saint-Pierre-de-Treyaux sowie mehrere weitere historische Gebäude tragen zum idyllischen Charakter dieser Landschaft und zum Reichtum ihres sakralen Kulturerbes bei.

3. Spezifische Ziele

Erhaltung der geomorphologischen Merkmale der Saaneschlucht und ihrer Lesbarkeit

Es ist darauf zu achten, dass der geomorphologische Prozess, der zur Bildung der Saaneschlucht geführt hat, weiterhin aktiv bleiben kann und nicht durch weitere Eingriffe in den Gewässer- und Geschiebehaushalt zusätzlich gestört wird. Die Lesbarkeit der Felswände und der landwirtschaftlich genutzten Alluvialterrassen soll bewahrt werden. Bei der Wiederinstandstellung nach dem Ende des Abbaus der Materialabbaugebiete ist der ursprünglichen Topographie eine grosse Bedeutung beizumessen.

Bewahrung und Aufwertung der Naturobjekte

Das Gebiet hat viele Naturwerte, die es zu erhalten und aufzuwerten gilt. Der obere Teil der Saaneschlucht ist ein Waldreservat, in dem Störungen zu beschränken sind.

Bewahrung und Aufwertung des archäologischen und kulturhistorischen Erbes

Diese Landschaft ist reich an wertvollen kulturhistorischen und archäologischen Elementen, die es zu erhalten gilt und die mittels gut in die Umgebung integrierten Aussichtspunkten zur Geltung gebracht werden könnten. Auch der Reichtum dieses Kulturerbes entlang der Fusswege der Saaneschlucht sollte gefördert werden.

Verbesserung der Besucherlenkung und der Kohabitation zwischen den verschiedenen Nutzern.

Ein Gleichgewicht zwischen der Besucherlenkung und dem Erhalt der natürlichen, geologischen, kulturhistorischen und archäologischen Merkmale, die den Wert dieser Landschaft ausmachen, ist anzustreben. Die Ansprüche der verschiedenen Nutzer müssen aufeinander abgestimmt werden, um ein harmonischeres Zusammenleben zu erreichen.

P1109

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Saane in der Stadt Freiburg



STAND DER KOORDINATION
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA
Landschaft

- GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST**
- Düdingen
 - Freiburg
 - Granges-Paccot
 - Marly
 - Pierrafortscha

- ANDERE BETROFFENE STELLEN**
- Gemeindeverband Region Sense
 - Agglomeration Freiburg
 - ARS



<ul style="list-style-type: none"> Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) Inventarierter natürlicher Lebensraum (INL) Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (NLN) Schaffung von BLN unter Thema LANDSCHAFT Stadt von nationaler Bedeutung Kleinstadtsiedlung von nationaler Bedeutung 	<ul style="list-style-type: none"> Siedlung / Siedliches und Energieprofil Arbeits- / Wohn- und Gewerbezone Ländlicher und natürlicher Raum Umwelt / Depone Verdichtete Dorf von nationaler Bedeutung Dorf von nationaler Bedeutung
---	---

1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Saane in der Stadt Freiburg ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Die weitgehend urbane Landschaft ist geprägt von der Saane und ihrem tief eingeschnittenen, mitten in der Stadt gelegenen Canyon. Der Kontrast zwischen einer lebendigen Stadt mit reichem Kulturerbe und weitgehend intakter Natur macht die Einzigartigkeit dieser Landschaft aus.

Ein seltenes Beispiel der Kohabitation zwischen urbanen Aktivitäten und natürlichen Lebensräumen

Diese Flusslandschaft wird stark durch die Wasserstromproduktion geprägt. Der Rückstau der Saane bildet den wild und natürlich wirkenden Pérolles-See, der einer Vielzahl von Tier- und Pflanzenarten interessante Lebensräume bietet (WZVV-Standort). Die Renaturierung des derzeit stark anthropisierten Abschnittes zwischen Maigrauge und Neigles soll den Druck durch die Uferverbauungen der Wasserläufe reduzieren und die für die Entwicklung reicher und vielfältiger Lebensräume förderlichen Biotope und alluvialen Dynamiken wiederherstellen.

Ein in den Canyon integriertes bauliches Kulturerbe

Die historische Stadt ist an den Hängen und in den Mäandern des Canyons gebaut und unterstreicht die kurvenreiche Morphologie des Saanebettes, die auch durch das Baumerbe und die Molassewände zum Tragen kommt.

Ein Ort für die Entspannung und den Genuss der Natur

Aufgrund ihrer zentralen Lage mitten in der Stadt, ihrer touristischen Attraktivität und als Naherholungsgebiet für die Einheimischen ist diese Landschaft sehr beliebt. Sie kann vom Grund des Canyons, entlang des Flusses, aber auch von mehreren dominanten Aussichtspunkten aus betrachtet werden.

3. Spezifische Ziele

Finden eines Gleichgewichts zwischen der Freizeitnutzung, dem Wohnen und den Naturräumen des Pérolles-Sees und der Saane

Bei der Pflege und der Entwicklung dieser Landschaft ist auf eine harmonische Kohabitation der verschiedenen Nutzungen zu achten, insbesondere als Wohnort für die Einwohner, sowie auf den Erhalt der ökologischen Dynamiken, die für den hybriden Charakter unverzichtbar sind. Sämtliche Gestaltungsprojekte am Saaneufer müssen die Berücksichtigung dieser verschiedenen Elemente nachweisen, damit das Modell der Kohabitation zwischen menschlichen Tätigkeiten und natürlichen Dynamiken erhalten werden kann. Das Naturschutzgebiet muss von jeglicher Störung bewahrt werden.

Anstreben einer hohen landschaftlichen Qualität in den bereits überbauten und noch überbaubaren sensiblen Gebieten

Die Entwicklung des Siedlungsgebiets muss orientiert und integriert werden, um den Druck auf die Flusslandschaft und ihre Ökosysteme zu vermindern. Besondere Aufmerksamkeit erfordert dabei der Erhalt der Sicht auf die denkmalgeschützten Gebäude und Kunstbauten sowie auf das Gesamtbild mit dem durch die Mäander der Saane gegrabenen Canyon. Für Gestaltungsvorhaben in visueller oder funktionaler Beziehung zum Wasserlauf müssen daher hohe Anforderungen an Architektur und Landschaftsintegration gestellt werden.

Organisation der Langsamverkehrsverbindungen

Die funktionale Organisation der Langsamverkehrswege – sowohl zwischen der Oberkante und dem Grund des Canyons als auch zwischen dem oberen und unteren Teil der Saane – ist zu untersuchen und die Gestaltung neuer Verbindungen zu prüfen, damit die Bevölkerung besser von den verschiedenen Aspekten dieser Landschaft profitieren kann. Insbesondere der Zugang zum Saaneufer und zu den Erholungs- und Freizeiteinrichtungen muss organisiert und kohärent und integrativ definiert werden, ohne dabei die ökologischen Prozesse der natürlichen Lebensräume zu beeinträchtigen.

P1110

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Pierrafortscha und Umgebung

STAND DER KOORDINATION
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA
Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST
Freiburg
Pierrafortscha
St. Ursen
Tentlingen

ANDERE BETROFFENE STELLEN
Agglomeration Freiburg
Gemeindeverband Region Sense
ARS



1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Pierrafortscha und Umgebung ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Diese Landschaft ist durch ein rurales Ambiente, gut erhaltene Baumstrukturen, eindruckliche Ausblicke auf die Stadt Freiburg und die Voralpen sowie ein patrizianisches Kulturerbe geprägt, das diesem Vorgarten der Kantonshauptstadt eine einzigartige Atmosphäre verleiht, die zum Verweilen einlädt.

NEU

D

Ein durch Bäume und Hecken strukturierter idyllischer ländlicher Rahmen

Die landwirtschaftlich geprägte Landschaft hat ihren ländlichen Charakter gut vor der quasi generalisierten vorstädtischen Entwicklung im Umfeld der Kantonshauptstadt bewahren können. Die landwirtschaftliche Nutzung sowie die weitgehend von Bodenverbesserungen verschonten Kulturen verleihen der Gegend einen Hauch von ländlicher Ursprünglichkeit. Das Relief besteht aus kleinen mit offenen Landwirtschaftsflächen übersäten Hügel, deren Kuppen häufig bewaldet sind. Von den Hügeln bieten sich eindruckliche Ausblicke auf die Stadt Freiburg und die Voralpen. Hecken, Alleen, Einzelbäume und Baumreihen begleiten und unterstreichen die Wege und Strassen, die zu den weit verstreuten und entlegenen Weilern, Bauernhöfen und Patrizierhäusern führen. Die mancherorts noch unbefestigten Wege laden zum Spazieren und zur Erholung ein.

Ein architektonisches und landschaftliches Erbe der Patrizier

Mehrere Patrizierhäuser und Wohnschlösser, die von Freiburger Adelsfamilien ab dem 18. Jahrhundert gebaut wurden, prägen die Landschaft nachhaltig. Dank ihren historischen, heimatkundlichen und architektonischen Eigenarten kann die Geschichte des Ballungsraumes Freiburg nachvollzogen werden. In den Gärten der Bauernbetriebe und Herrenhäuser stehen häufig alte Bäume und Hochstammobstgärten, die den ursprünglichen Charakter der Landschaft unterstreichen und vielfältige Lebensräume für Fauna und Flora bieten.

3. Spezifische Ziele

Beibehaltung des ländlichen und landwirtschaftlichen Charakters der Landschaft

Die Landschaft ist stark von offenen landwirtschaftlichen Flächen geprägt, die im Rahmen ~~einer modernen Landwirtschaft zu bewahren sind~~ einer Landwirtschaft, die sowohl die Interessen von Natur und Landschaft als auch ihre Bewirtschaftung respektiert. Bei Neu- und Umbauten ist der Integration in die Landschaft grosse Beachtung zu schenken.

Erhaltung und Ergänzung des Netzes von Hecken und Bäumen

Das Netz von Hecken und Bäumen ist zu erhalten, zu erneuern und zu ergänzen, insbesondere die Alleen und Baumreihen längs der Wege und die markanten Einzelbäume.

Bewahrung und Aufwertung der historischen Bausubstanz, ihrer Gärten und Hochstammobstgärten sowie der zugehörigen Bäume

Die Patrizierhäuser und Wohnschlösser sowie ihre Aussenanlagen sollen erhalten werden. Auch die bestehenden Hochstammobstgärten sind zu erneuern oder zu stärken.

Organisation der Besucherlenkung der Tagesbesucher

Mit dem Ziel, die Besucherströme optimal zu lenken, sind die Mobilitätsnetze und Parkplätze sowie ergänzende kleine touristische Infrastrukturen zu organisieren. Neue Gestaltungen oder Anlagen müssen harmonisch in das landschaftliche Umfeld integriert werden.

P1111

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Nordufer des Murtensees

NEU

STAND DER KOORDINATION

Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA

Landschaft

GEMEINDE, IN WELCHER DAS PROJEKT GEPLANT IST

Mont-Vully

ANDERE BETROFFENE STELLEGemeindeverband
Seebezirk

Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB)	Steigung / Stützmauer und Energieprojekt
Invertierbare natürliche Liniensystem (mit Landschaften und historischer Wandel von kantonaler Bedeutung) BLN, Schaffung von Blickachsen Thema LANDSCHAFT.	Arbeits- / Behälter- und Baggerarbeiten
Stadt von nationaler Bedeutung	Ländlicher und natürlicher Raum
Kleinstad/Städtchen von nationaler Bedeutung	Linienstr. / Depone
	Verstecktes Dorf von nationaler regionaler Bedeutung
	Dorf von nationaler regionaler Bedeutung

1. Projektbeschreibung

Die Landschaft Nordufer des Murtensees ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB)..

2. Begründung des Standortes

Die Landschaft erstreckt sich längs des Murtensees, der ihr als Hintergrund dient und einen ganz speziellen Charakter gibt. Die freie Sicht auf den Murtensee verleiht der Gegend einen Hauch von Ruhe und Horizontalität, der mit dem umgebenden Relief kontrastiert. Die Landschaft von kantonaler Bedeutung ergänzt das BLN-Objekt Mont Vully. Sie besteht aus vier grossen landschaftlichen Komponenten: Dem Seeufer, den Wohnquartieren und ihren Gärten, den Strassendörfern und den Rebbergen. Die Region bietet eine Vielzahl an Freizeit- und Tourismusaktivitäten

D

(Sport- und nautische Tätigkeiten sowie Fischerei am See, Aktivitäten in Verbindung mit dem historischen, kulturellen, weinbaulichen oder natürlichen Erbe). Die zahlreichen Langsamverkehrsrouten erlauben es, diesen Lebensraum zu geniessen.

Strassendörfer von hohem kulturhistorischem Wert

Die Strassendörfer weisen eine hohe Qualität auf, sowohl wegen ihrer speziellen Struktur (zahlreiche ISOS-Ortsbilder) als auch wegen der Vielzahl von Gebäuden, die aus kulturhistorischen Gründen unter Denkmalschutz stehen. Auch die Weinkeller und andere traditionelle handwerkliche Tätigkeiten im Zusammenhang mit dem Weinbau prägen den Charakter der Dörfer.

Weinberge

Die Weinberge an den Hängen des Mont Vully bestehen aus zahlreichen charakteristischen Elementen (Trockensteinmauern, Steintreppen, Einfriedungen, Weinbauer- und Patrizierhäuser) und werden im westlichen Teil von Hecken und Wäldern unterbrochen. Sie vermitteln ein starkes Gefühl der Zugehörigkeit und der Identifikation mit der Region.

Übergangsbereich aus Wohnquartieren

Ein Übergangsbereich aus Wohnquartieren schwacher Dichte mit ihren Vorgärten sowie Reben und landwirtschaftliche Flächen grenzen das Seeufer von den Strassendörfern ab.

Seeufer

Längs des Seeufers finden sich sowohl dem Tourismus gewidmete Abschnitte wie auch weitgehend natürlich gebliebene Uferabschnitte, die einer vielfältigen Fauna und Flora Lebensraum bieten. Das Ufer ist über weite Strecken bestockt.

3. Spezifische Ziele

Erhaltung des Charakters der Weinbaudörfer

Die Strassendörfer von hohem kulturhistorischem Wert verdienen es, erhalten zu werden. Die traditionellen handwerklichen Tätigkeiten in den Dorfkernen, insbesondere im Zusammenhang mit dem Weinbau, sollen bewahrt und gefördert werden. Die Gestaltung der öffentlichen Plätze in den Dorfzonen verdient eine besondere Aufmerksamkeit, um den typischen Charakter der Weinbaudörfer zu unterstützen.

Erhaltung der Weinberge und ihrer Sichtbarkeit

Die Bereiche der Weinberge und ihre charakteristischen traditionellen Elemente sind zu erhalten. Ausserdem ist dafür zu sorgen, dass die Weinberge vom See und von den Aussichtspunkten innerhalb der LKB aus sichtbar bleiben.

Anstreben einer hochwertigen Entwicklung der Wohnquartiere

In den überbaubaren Bereichen muss eine Harmonie der Bauten gewährleistet werden. Zwischen dem Seeufer und der Wohnzone sind offene Räume zu erhalten. Die linearen Strukturen der Landschaft im Bereich zwischen Nant und der Südgrenze des Gebiets müssen ersichtlich bleiben.

Die räumliche Struktur der Landschaft mit ihren linearen und parallelen Elementen verdient besondere Beachtung und soll bewahrt werden, indem Grünflächen oder andere Landschaftsstrukturen zwischen dem See und den Dörfern oder auch die typische Strassendorfstruktur beibehalten werden.

Sicherstellung eines Gleichgewichts zwischen dem Tourismusangebot, der Freizeitnutzung und den natürlichen Lebensräumen

Mit dem Ziel, die Besucherströme optimal aufzunehmen und zu leiten, sind das Langsamverkehrsnetz und die Parkplätze sowie die kleinen touristischen Strukturen zu organisieren. Der Zugang zu stark frequentierten Zonen soll nur in gewissen Bereichen sichergestellt werden, während andere bewahrt bleiben sollen, damit der Druck auf Fauna und Flora vermindert und die natürlichen Lebensräume hoher Qualität geschützt werden.

Gestaltung eines Seeuferwegs

Um den linearen Aspekt der Landschaft zu stärken und besser zugänglich zu machen, sollte ein Seeuferweg gestaltet werden. Dieser dient als Übergang zwischen dem See und den bebauten Bereichen.

P1112

Landschaft von kantonaler Bedeutung: Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font

STAND DER KOORDINATION
Festsetzung

DAMIT VERBUNDENES THEMA
Landschaft

GEMEINDEN, IN WELCHEN DAS PROJEKT GEPLANT IST
Estavayer
Cheyres-Châbles

ANDERE BETROFFENE STELLE
COREB



- | | |
|---|---|
| Landschaften von kantonaler Bedeutung (LKB) | Steigung / Stützmauer und Energieprofil |
| Inventarierter natürlicher Lebensraum (INL) Landschaften und Naturdenkmäler von nationaler Bedeutung (BLN) Schranke von BLN unter Thema LANDSCHAFT. | Arbeit / Betrieb und Bewirtschaftung |
| Stadt von nationaler Bedeutung | Ländlicher und natürlicher Raum |
| Kleinstadtsiedlung von nationaler Bedeutung | Linien / Depone |
| | Weiler/Dorf von nationaler/regionaler Bedeutung |
| | Dorf von nationaler/regionaler Bedeutung |

1. Projektbeschreibung

Die Terrassenlandschaft von Cheyres-Châbles-Font ist eine Landschaft von kantonaler Bedeutung (LKB).

2. Begründung des Standortes

Diese Landschaft ist eng mit dem See verbunden, dessen Uferbereiche und Schilfgürtel durch das BLN-Inventar und die Moorlandschaft der Grande Cariçaie mit internationaler Bedeutung geschützt sind. Neben den typischen Weinbergterrassen ist diese Gegend durch ein Mosaik an natürlichen, landwirtschaftlichen und bebauten Flächen zusammengesetzt.

NEU

D

Eine besondere Weinbergterrassenlandschaft

Die teils durch fluvio-glaziale, teils durch anthropogene Prozesse gebildeten Weinbergterrassen wechseln ab mit Gehölzen, Hecken und kleinen landwirtschaftliche genutzten Restflächen. Das dadurch entstehende Mosaik schafft eine im Kanton nur selten vorkommende spezielle Atmosphäre. Die unregelmässige Topografie bestehend aus Weinbergterrassen, die teilweise durch Bäche unterbrochen sind, führt zu für jede Hangexposition spezifischen mikroklimatischen Bedingungen, die dadurch einer Vielzahl von Pflanzen und Tieren willkommene Lebensräume bieten. Die geomorphologischen und klimatischen Eigenschaften der Region laden zur traditionellen Form des Weinbaus in Terrassen ein.

Eine Reihe von dauerhaften Landschaftsstrukturen

Die Landschaft mit den für die Gegend typischen Obstgärten, Einzelbäumen und Hecken bildet ein qualitativ hochwertiges Hintergrundbild zum BLN-Gebiet der Grande Cariçaie. Diese Bauelemente strukturieren die ganze Landschaft und tragen zu ihrem typischen Charakter und ihrer Seltenheit bei.

Bevorzugte Aussichtsterrasse auf die Grande Cariçaie und den Neuenburgersee

Die auf verschiedenen Ebenen gelegenen Terrassen bieten eine Vielfalt von Aussichtspunkten auf die Grande Cariçaie, den Neuenburgersee und den Jura. Das Gebiet von Font bietet einen guten Blick auf den See und bildet das Eingangstor zu dieser Landschaft. Das Schloss Font und die romanische Kirche aus dem 12. Jahrhundert thronen auf den Weinbergen und sind weitere auffällige Landschaftselemente, die durch den Seeblick aufgewertet werden.

3. Spezifische Ziele

Erhaltung der Weinbauterrassen

Die durch Trockensteinmauern gestützten Weinterrassen oberhalb der Grande Cariçaie müssen sachgerecht unterhalten und wiederhergestellt werden, um die Weinberge (strukturierende Böschungen und Trockensteinmauern) langfristig zu bewahren.

Erhaltung des vielfältigen Mosaiks von unterschiedlichen Landschaftstypen

Bei der künftigen Entwicklung ist auf ein harmonisches Gleichgewicht zwischen den verschiedenen Nutzungen zu achten. Die Eingliederung der neuen Gebäude in die Landschaft und die Erhaltung und Förderung der bestehenden Strukturelemente und des Baumerbes sollen sichergestellt werden.

Aufwertung der Aussichtspunkte auf die grossen Landschaftsräume

Die bestehenden Aussichtspunkte auf die Landschaft der Grande Cariçaie und auf die kulturhistorisch wertvollen Ortschaften des Südufers des Neuenburgersees sollen erhalten und aufgewertet werden.

Organisation der Besucherlenkung mittels Langsamverkehr

Mit dem Ziel, die Besucherströme optimal aufzunehmen und zu leiten, sind das Langsamverkehrsnetz und die Parkplätze sowie die kleinen touristischen Strukturen zu organisieren. Langsamverkehrsverbindungen zwischen den verschiedenen Aussichtspunkten von Interesse müssen geschaffen werden. Der Zugang zu den oft besuchten Zonen soll nur in gewissen Bereichen sichergestellt werden, während andere bewahrt bleiben, damit der Druck auf Fauna und Flora vermindert und die natürlichen Lebensräume hoher Qualität geschützt werden. Die verschiedenen Bereiche und ihre Nutzungen müssen klar definiert werden.

Modifications du plan directeur cantonal

Rapport de consultation publique

Résumé

Nombre de prises de position

55 communes, 6 associations de communes, la Confédération, 1 canton voisin, 6 partis politiques, 17 associations non gouvernementales, 181 particuliers et 1 associations ou bureaux d'aménagement du territoire se sont prononcés.

Les communes suivantes se sont ralliées à la prise de position de l'Association des communes fribourgeoises : Avry, Cheyres-Châbles, Cugy FR, Estavayer, Granges-Paccot, Neyruz, Treyvaux, Vaulruz, Pont-en-Ogoz, Marsens, Bulle, Gurmels, Rechthalten, Gruyères, Villorsonnens et Siviriez.

Les communes suivantes se sont ralliées à la prise de position de l'Agglomération de Fribourg : Avry et Granges-Paccot.

Les communes suivantes se sont ralliés à la prise de position de l'Association Régional La Gruyère : Pont-en-Ogoz et Marsens.

Remarques générales

Différentes remarques portent sur l'ambiguïté du vocabulaire utilisé relatif aux différents états de coordination des fiches de projet et sur la portée juridique de ces fiches.

L'inscription d'un projet dans le plan directeur cantonal permet de définir quel est le chemin à suivre pour sa planification/réalisation et la prise en compte des différentes contraintes en présence. En outre, les projets relevant du plan directeur cantonal sont soumis à l'approbation de la fiche y relative par la Confédération dans l'état de « coordination réglée ». Aucune garantie de réalisation d'un projet n'est donc donnée par le canton à travers le plan directeur cantonal. L'inscription au plan directeur cantonal permet d'indiquer que le projet peut être étudié dans un contexte donné et que le développement de ce projet n'est pas contraire à la stratégie cantonale d'aménagement du territoire définie dans la planification directrice cantonale. Les procédures de légalisation nécessaires, en matière d'aménagement du territoire et/ou d'autorisation de construire, doivent encore être menées.

Aux yeux de plusieurs intervenants, et en particulier de la Confédération, un certain nombre d'éléments de justification pour l'inscription d'un projet dans le plan directeur cantonal, ou pour des modifications résultant de changement d'état de coordination, sont absents ou insuffisants.

En vue de l'approbation fédérale des modifications du plan directeur cantonal, un rapport explicatif complémentaire comprenant toutes les justifications attendues sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final. Pour les futures modifications du plan directeur, un tel document sera élaboré au préalable et accompagnera les documents lors de la consultation publique et l'examen préalable fédéral. En outre, un travail d'amélioration de la forme et de la structure des fiches de projet est en cours. Cette nouvelle structure devrait pouvoir être appliquée lors des prochaines modifications du plan directeur cantonal.

Paysage

Concept paysager cantonal

La Confédération ainsi que certaines communes notent l'absence d'un concept de « paysage cantonal » afin de préciser et étoffer sur cette base le contenu du plan directeur cantonal.

Le concept paysager cantonal n'est en aucun cas abandonné, mais il arrive à sa phase d'aboutissement puisqu'il avait pour principal but la désignation de paysages et de géotopes d'importance cantonale conformément à la LPNat. Le Conseil d'Etat rappelle que le canton travaille actuellement à la rédaction d'une directive sur l'analyse de l'intégration paysagère des constructions et aménagements. L'objectif de ce document sera d'accompagner les « acteurs du paysage » dans l'évaluation de l'intégration paysagère d'un projet (installations, infrastructures, constructions, aménagements extérieurs).

Portée des objectifs paysagers à prendre en compte

L'inventorisation de 12 paysages d'importance cantonale, tout comme celle des géotopes est globalement appréciée par les divers intervenants. Toutefois, les prises de position sont contrastées en ce qui concerne la formulation des objectifs paysagers. D'aucuns les trouvent trop détaillés et restrictifs alors que d'autres les considèrent comme approximatifs et sujets à interprétation.

La rédaction du plan directeur cantonal doit en effet trouver une formulation ni trop circonstanciée, ni trop globale. Il s'agit d'un document liant pour les autorités, mais dont le but est d'établir les grandes directions de l'aménagement du territoire à une échelle cantonale. Dans les domaines où cela est possible, il doit laisser une marge d'interprétation pour les planifications régionales et locales, ce qui est le cas pour les questions de paysage.

Nombre d'intervenants, notamment certaines communes, redoutent que le canton établisse des planifications trop contraignantes pour les autorités subordonnées, cela surtout relativement aux droits à bâtir. Les communes craignent que leur autonomie dans la planification locale ne soit diminuée par l'établissement d'un périmètre de protection. Les questions sont finalement de savoir quels sont les rôles des autorités communales et régionales, avec quelle marge de manœuvre, quel est le rôle du canton et en particulier celui du Service des forêts et de la nature dans le cadre de l'examen des plans d'aménagement local.

Les communes, respectivement les régions, gardent leur autonomie dans la conception de leur planification locale et régionale en matière de paysage. Les objectifs inscrits dans le plan directeur cantonal sont certes contraignants, mais les voies et moyens pour les concrétiser sur le terrain ne sont pas imposés par l'autorité cantonale. De plus, les paysages d'importance cantonale n'ont pas pour vocation d'empêcher le développement territorial. Les principes de densification et d'extension de la zone à bâtir ne sont donc pas remis en cause par cet inventaire. Quant au Service des forêts et de la nature, il préavisera les plans d'aménagement local en évaluant la prise en compte des objectifs spécifiques des paysages d'importance cantonale. En tant que service de référence pour les questions paysagères, ce service se tiendra également à disposition pour conseiller les communes et leurs mandataires.

Certains intervenants redoutent un conflit entre le développement touristique et la protection des paysages sélectionnés, illustré par la crainte d'une « mise sous cloche » de leur territoire. La crainte est aussi que des domaines alpestres ou agricoles soient entravés dans leur exploitation et développement.

L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à restreindre, ni à promouvoir l'essor économique des pôles touristiques désignés par le plan directeur cantonal. Il vise avant tout à « garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères ». Le but est d'accompagner la réalisation de projets touristiques en respectant au mieux les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui rendent ces paysages si attractifs et particuliers. Dans le même sens, la mise sous protection des périmètres des paysages d'importance cantonale n'est pas censé augmenter les contraintes et entraves au développement des activités alpestres qui doivent pouvoir subsister en s'adaptant aux réalités économiques et à l'évolution sociétale. Il s'agit plutôt de soutenir le maintien de la qualité paysagère au sein de ces secteurs géographiques.

Des craintes ont été exprimées quant aux conséquences de la mise en œuvre des paysages d'importance cantonale dans les communes en fonction du statut ou de l'état d'avancement du plan d'aménagement local. En effet, selon le plan directeur cantonal, l'intégration des périmètres d'importance cantonale se fait au moment d'une révision générale du plan d'aménagement local et aucunes dispositions « transitoires » n'ont été définies dans l'intervalle de ce processus qui a lieu en principe tous les 15 ans. Cette crainte a aussi été exprimée pour l'établissement des projets d'agglomération.

La mise en œuvre des paysages d'importance cantonale n'aura pas d'impact sur les procédures en cours de révision des plans d'aménagement local. Si l'examen préalable a déjà été réalisé, la référence aux paysages d'importance cantonale ne sera pas exigée à l'examen final. C'est seulement à l'occasion de modifications ou d'une révision du plan d'aménagement local que des dispositions et des mesures devront être intégrées.

Méthode de sélection des paysages d'importance cantonale

Des questions ont été émises sur la méthode de sélection des paysages d'importance cantonale et son rapport à d'autres inventaires paysagers, en particulier l'inventaire de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, servant de base aux études du canton. Plusieurs demandes d'ajout de paysages ont été faites, les districts de la Glâne et de la Veveyse se sentant insuffisamment représentés par cet inventaire.

Les paysages décrits par l'étude de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage étaient trop nombreux pour être tous désignés de manière pertinente comme paysage d'importance cantonale. La méthode de sélection est définie dans le rapport explicatif qui accompagne l'étude de base jointe au plan directeur cantonal. Les critères fondamentaux de sélection sont la typicité et la rareté à l'échelle du canton. Les paysages doivent aussi répondre à cinq fonctions : une fonction productive, une fonction écologique, une fonction patrimoniale, une fonction touristique et une fonction cadre de vie. Ce qui démontre suffisamment que l'approche n'est ni naturaliste, ni culturaliste. Il s'agissait de définir des paysages d'importance cantonale et non de couvrir l'ensemble du territoire.

Financement des plans et mesures en lien avec les paysages d'importance cantonale

Cette question a fait l'objet de nombreuses prises de position. En particulier, le soutien du Service des forêts et de la nature aux communes, le financement d'études locales, des mesures de préservation ou encore de l'aide financière aux teneurs d'alpage ou à l'agriculture, ont fait l'objet de questionnements.

Le canton peut contribuer à deux types de projets : l'élaboration du programme paysage et la mise en œuvre de mesures concrètes. La subvention cantonale peut s'élever à 20% maximum des coûts effectifs. Le programme paysage correspond à un plan de gestion du paysage à l'échelle communale et/ou intercommunale. Concernant la mise en œuvre concrète, selon LPNat (art. 42), sont notamment subventionnables les mesures de compensation écologique,

les prestations fournies et restrictions d'exploitation subies par les tiers, les mesures de protection relatives aux biotopes d'importance locale ou encore les activités d'information, de formation, de sensibilisation et de recherche. Les conditions de financement sont explicitées dans l'Aide à l'exécution de la LPNat.

Fiches de projets touristiques

Des intervenants demandent que les installations ou équipements de tourisme et loisirs ne soient possibles que dans les pôles touristiques afin de préserver les milieux naturels et paysagers ; d'autres intervenants demandent que des installations ou équipements de tourisme et de loisirs soient possibles hors des pôles touristiques. L'une des craintes des intervenants est que les projets touristiques n'entrent en contradiction avec les enjeux écologiques auxquels le canton est confronté en termes de biodiversité et de climat. Il a en outre souvent été question de l'absence de stratégie touristique cantonale.

Le développement du tourisme doit justement se concentrer sur des zones précises afin de préserver le reste du territoire, conformément aux principes du plan directeur cantonal (thème T110 « Implantation d'équipements de tourisme et de loisirs »). Inscrire plusieurs projets touristiques dans le plan directeur cantonal n'implique pas un développement démesuré du tourisme. Au contraire, cela permet d'assurer une coordination et d'envisager très en amont les contraintes potentielles et d'aider à la pesée des intérêts dans le cadre de la planification locale. La stratégie touristique cantonale est en cours de finalisation et sera déposée pour validation auprès du Conseil d'Etat en automne 2023. Sur cette base, le besoin de mise à jour du plan directeur cantonal devra être évalué.

Plusieurs groupes ayant des intérêts dans le développement touristique contestent le retrait de certaines parties des projets d'extension du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères et de La Berra.

Le retrait des extensions du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères se justifie par l'évaluation négative de la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020. Dans ce contexte, la Confédération a estimé que ces extensions ne pouvaient pas être approuvées selon les bases légales en vigueur (Ordonnance sur les installations à câbles, Conception Paysage Suisse, Inventaire des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale et Inventaire des marais d'importance régionale).

En ce qui concerne le site de la Berra, la fiche a été actualisée afin de tenir compte de l'examen fédéral et en particulier de la conformité de certains aspects du projet à la loi sur l'aménagement du territoire.

La Confédération demande des explications en lien avec les études effectuées dans les différents projets touristiques afin de justifier les changements d'état de coordination.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

Secteur stratégique « Rose de la Broye »

Plusieurs intervenants s'inquiètent de la coordination de ce secteur avec le projet de Centre Logistique de la Broye en relation notamment avec les installations ferroviaires dont bénéficie la commune de Payerne. Compte-tenu de l'intention de concentrer les activités logistiques actuellement assumées par les gares d'Estavayer et de Payerne, des doutes relatifs à la densité d'emplois prévue sur le secteur et au sous-dimensionnement des installations ferroviaires son émis.

La coordination avec le centre logistique ferroviaire de la Broye (fiche P0414) est justement assurée au niveau du plan directeur cantonal : le périmètre de la fiche résulte d'un accord de 2020 entre le canton, les instances régionales concernées et les CFF. S'agissant d'un secteur stratégique, Rose de la Broye est dédié prioritairement à des activités à forte valeur ajoutée, mais des activités logistiques peuvent également s'y développer en raison de la proximité du pôle ferroviaire. La diversité des types d'activités justifie la densité d'emplois prévue (75 emplois/ha).

La Confédération demande de développer les problématiques d'utilisation mesurée du sol et d'accessibilité en transports publics sur ce secteur.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

STEP régionale de Saint-Aubin

La Confédération demande de préciser les aspects relatifs aux surfaces d'assolement et à la forêt.

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

Couverture de Chamblieux

Certains acteurs s'opposent à ce qu'un plan d'affectation cantonal (PAC) puisse être établi sans leur consentement sur le périmètre concerné.

L'élaboration éventuelle d'un plan d'affectation cantonal n'a pas pour but de couvrir l'ensemble du périmètre concerné, mais d'y recourir pour le périmètre qui sera dédié au nouvel hôpital cantonal qui doit répondre, dans un délai court, à un besoin cantonal d'utilité publique afin d'obtenir les affectations nécessaires sur une surface définie. Pour les autres périmètres, une modification du plan d'affectation des zones au niveau communal sera requise et se fera sous l'égide des communes concernées.

La Confédération demande au canton de fournir des informations sur les contraintes spécifiques liées à la variante finalement choisie, notamment en matière de surfaces d'assolement et de coordination avec le secteur stratégique Sortie d'autoroute Fribourg Sud (P0102) et le projet de jonction de Fribourg Sud (P0408).

Ces aspects seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

Projets d'infrastructures routières

Plusieurs prises de position évoquent la minorisation de la mobilité douce et des transports publics dans le plan directeur cantonal avec un grand nombre de projets d'infrastructures routières.

Le Conseil d'Etat rappelle que les modifications de thèmes et de fiches de projet ne sont pas représentatives de la considération de la biodiversité, de l'environnement et du climat dans la politique cantonale. Les mesures de mobilité douce ou liées au plan climat ne répondent généralement pas à la nécessité d'établir une fiche de projet. Ces projets sont la résultante de décisions ou de réflexions qui sont menées dans un autre contexte que celui du plan directeur cantonal.

Plusieurs organisations non gouvernementales sont critiques quant à l'utilisation des surfaces d'assolement et des terres agricoles, notamment par rapport aux routes de contournement de Prez-vers-Noréaz et de Romont. La Confédération demande que les indications relatives à la justification de l'utilisation des surfaces d'assolement soit davantage développée dans les fiches relatives à ces projets routiers : elle souligne que cet aspect ne peut pas être entièrement repoussé à la procédure de planification ultérieure.

Le Conseil d'Etat tient à préciser que tout l'axe sud-est du territoire cantonal est majoritairement constitué de surfaces d'assolement et qu'une emprise sur celles-ci peut difficilement être évitée. Selon l'Ordonnance sur l'aménagement du territoire, les surfaces d'assolement peuvent néanmoins être affectées à la zone à bâtir « lorsqu'un objectif que le canton estime également important ne peut pas être atteint judicieusement sans recourir aux surfaces d'assolement ». Afin de limiter l'impact sur celles-ci, le projet de Prez-vers-Noréaz intègre un concept de gestion des sols en collaboration avec les propriétaires de terrains agricoles du secteur. Quant au contournement de Romont et sa variante enterrée permettant de limiter au maximum les différentes nuisances (pollution, bruit, impact paysager, etc.), une étude d'impact sur l'environnement est en cours de réalisation et sera jointe au dossier au moment de la mise à l'enquête.

Les raisons de la priorisation des routes de contournement ne sont pas toujours comprises par les parties prenantes. En outre, autant pour la route de contournement de Düdingen que celle de Romont, les tracés retenus font l'objet de nombreuses objections.

Le Grand Conseil a voté en septembre 2016 un crédit d'engagement pour les études de 7 projets de routes de contournement. Ces projets ont été priorisés par un COPIL. Sur cette base, mais aussi en tenant compte des conditions de réalisation (terrain en mains de l'Etat, remaniement effectué, route en partie déjà existante, etc.) et de la répartition régionale et linguistique, le Conseil d'Etat a décidé le 10 décembre 2018 de débiter les études d'avant-projet et, si nécessaire, les acquisitions de terrain des contournements de Romont, Kerzers et Prez-vers-Noréaz. Les tracés répondent à des exigences économiques, topographiques et sociales déterminées par les critères suivants : bénéfiques directs pour tous les usagers de la route, amélioration de la sécurité du trafic, atteintes environnementales et consommation des ressources, qualité de vie en milieu urbains et espaces et structures économiques nécessaires au développement.

Les différents éléments de justification et de clarification du contexte seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

Projet Goya Onda

Le projet est très fortement contesté et son retrait du plan directeur cantonal est demandé. La Confédération estime dans son rapport d'examen que le projet Goya Onda n'est pas conforme à la loi sur l'aménagement du territoire.

Le projet n'étant pas compatible avec les principes de l'aménagement du territoire selon l'avis de la Confédération, le Conseil d'Etat va retirer le projet du plan directeur cantonal.

Centre sportif régional d'Estavayer-le-Lac

La Confédération, ainsi que différents autres intervenants, demandent de justifier la localisation du projet, en particulier sous l'angle de l'emprise prévue sur des surfaces d'assolement.

Ces éléments seront développés dans un rapport explicatif complémentaire qui sera transmis à la Confédération dans le cadre de l'examen final des modifications du plan directeur cantonal.

Vernehmlassungsbericht

Zusammenfassung

Zahl der Stellungnahmen

Es haben sich 55 Gemeinden, 6 Gemeindeverbände, der Bund, 1 Nachbarkanton, 6 politische Parteien, 17 nichtstaatliche Vereinigungen, 181 Privatpersonen und 1 Raumplanungsvereinigung oder -büro geäußert.

Die folgenden Gemeinden unterstützen die Position des Freiburger Gemeindeverbands: Avry, Cheyres-Châbles, Cugy FR, Estavayer, Granges-Paccot, Neyruz, Treyvaux, Vaulruz, Pont-en-Ogoz, Marsens, Bulle, Gurmels, Rechthalten, Gruyères, Villorsonnens und Siviriez.

Die folgenden Gemeinden unterstützen die Position der Agglomeration Freiburg : Avry und Granges-Paccot.

Die folgenden Gemeinden unterstützen die Position des Association Régionale La Gruyère: Pont-en-Ogoz und Marsens.

Allgemeine Bemerkungen

Verschiedene Bemerkungen betreffen die Mehrdeutigkeit der verwendeten Begriffe für die verschiedenen Koordinationsstände der Projektblätter sowie die rechtliche Tragweite der Projektblätter.

Mit der Aufnahme eines Projekts in den kantonalen Richtplans können der für seine Planung/Realisierung zu verfolgende Weg festgelegt und die vorliegenden Beschränkungen berücksichtigt werden. Ausserdem werden die im kantonalen Richtplan enthaltenen Projekte im Stand der Koordination «Festsetzung» der Genehmigung des entsprechenden Projektblatts durch den Bund unterbreitet. Durch den kantonalen Richtplan gibt der Kanton somit keinerlei Garantie für die Realisierung eines Projekts. Mit der Aufnahme in den kantonalen Richtplan kann angegeben werden, dass das Projekt in einem bestimmten Kontext untersucht werden kann und dass die Entwicklung dieses Projekts nicht im Widerspruch zur kantonalen Raumplanungsstrategie steht, die in der kantonalen Richtplanung festgelegt ist. Die erforderlichen Legalisierungsverfahren im Bereich der Raumplanung und/oder der Baubewilligung müssen noch durchgeführt werden

Aus Sicht mehrerer Vernehmlassungsadressaten und insbesondere des Bundes fehlen gewisse Elemente zur Rechtfertigung der Aufnahme eines Projekts in den kantonalen Richtplan oder für Anpassungen, die aus einer Änderung des Stands der Koordination hervorgehen oder sind ungenügend.

Im Hinblick auf die Genehmigung der Änderungen des kantonalen Richtplans durch den Bund wird ein ergänzender erläuternder Bericht, der alle erwarteten Rechtfertigungen enthält, dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung zugestellt werden. Für die künftigen Änderungen des kantonalen Richtplans wird ein solches Dokument vorgängig erstellt und den Dokumenten bei der öffentlichen Vernehmlassung und der Vorprüfung des Bundes beigelegt werden. Ausserdem sind Arbeiten zur Verbesserung der Form und der Struktur der Projektblätter im Gang. Diese neue Struktur sollte bei den nächsten Änderungen des kantonalen Richtplans zur Anwendung kommen.

Landschaft

Kantonales Landschaftskonzept

Der Bund sowie einige Gemeinden erwähnen das Fehlen eines «kantonalen Landschaftskonzepts», um auf dieser Grundlage den Inhalt des kantonalen Richtplans zu präzisieren und zu konkretisieren.

Das kantonale Landschaftskonzept wird keinesfalls aufgegeben. Es hat jedoch langsam seinen Zweck erfüllt, da sein hauptsächliches Ziel darin bestand, die Landschaften und Geotope von kantonalen Bedeutung gemäss NatG zu bestimmen. Der Staatsrat ruft in Erinnerung, dass der Kanton derzeit an der Verfassung einer Richtlinie zur Analyse der landschaftlichen Integration von Bauten und Anlagen arbeitet. Das Ziel dieses Dokuments wird darin bestehen, die «Landschaftsakteure» bei der Beurteilung der Integration eines Projekts (Anlagen, Infrastrukturen, Bauten, Aussengestaltungen) in die Landschaft zu unterstützen.

Tragweite der zu berücksichtigenden Landschaftsziele

Die Inventarisierung von 12 Landschaften von kantonalen Bedeutung wie auch jene der Geotope wird von den Vernehmlassungsadressaten insgesamt begrüsst. Was die Formulierung der Landschaftsziele angeht, liegen allerdings gegensätzliche Stellungnahmen vor. Manche halten sie für zu detailliert und einschränkend, während andere sie für approximativ und auslegungsbedürftig erachten.

Die Verfassung des kantonalen Richtplans muss in der Tat eine Formulierung finden, die weder zu ausführlich noch zu allgemein ist. Es handelt sich um ein verbindliches Dokument für die Behörden, dessen Ziel jedoch darin besteht, die Hauptstossrichtungen der Raumplanung auf kantonalen Ebene festzulegen, und dies informativ und öffentlich. In Bereichen, in denen dies möglich ist, etwa bei Landschaftsfragen, muss er Auslegungsspielraum für die regionale und lokale Planungen lassen.

Zahlreiche Vernehmlassungsadressaten, insbesondere einige Gemeinden, befürchten, dass der Kanton zu einschränkende Planungen für die nachgeordneten Behörden erstellt, vor allem hinsichtlich der Baurechte. Die Gemeinden befürchten zudem, dass ihre Autonomie bei der Ortsplanung durch die Festlegung eines Schutzperimeters eingeschränkt wird. Schliesslich wird gefragt, welche Rolle den Gemeinde- und Regionalbehörden zukommt und mit welchem Handlungsspielraum und was die Rolle des Kantons und insbesondere des Amts für Wald und Natur bei der Prüfung der Ortsplanungen ist.

Die Gemeinden bzw. Regionen behalten ihre Autonomie bei der Gestaltung ihrer lokalen und regionalen Landschaftsplanung. Die im kantonalen Richtplan enthaltenen Ziele sind zwar verbindlich, die Mittel und Wege, um diese vor Ort zu erreichen, werden jedoch von der kantonalen Behörde nicht vorgegeben. Ausserdem sind die Landschaften von kantonalen Bedeutung nicht dazu bestimmt, die Raumentwicklung zu verhindern. Die Grundsätze der Verdichtung und der Erweiterung der Bauzone werden durch dieses Inventar somit nicht in Frage gestellt. Das Amt für Wald und Natur reicht ein Gutachten zu den Ortsplanungen ein und beurteilt dabei die Berücksichtigung der spezifischen Ziele der Landschaften von kantonalen Bedeutung. Als Fachstelle für Landschaftsfragen steht das Amt auch für die Beratung der Gemeinden und ihrer Auftragnehmer zur Verfügung.

Manche Vernehmlassungsadressaten befürchten einen Konflikt zwischen der Tourismusentwicklung und dem Schutz der ausgewählten Landschaften, etwa, dass ihr Gebiet unter eine Glasglocke gestellt wird. Weiter wird befürchtet, dass Alp- oder Landwirtschaftsbetriebe in ihrem Betrieb und ihrer Entwicklung eingeschränkt werden.

Das Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung ist weder dazu bestimmt, den wirtschaftlichen Aufschwung der im kantonalen Richtplan bezeichneten touristischen Entwicklungsschwerpunkte einzuschränken, noch diesen zu fördern. Es soll in erster Linie «für ein Gleichgewicht zwischen einem hochwertigen Tourismusangebot und dem Erhalt der landschaftlichen Eigenschaften sorgen». Das Ziel besteht darin, die Realisierung von Tourismusprojekten zu begleiten, indem die natürlichen und kulturellen Eigenschaften, welche diese Landschaften so attraktiv und besonders machen, bestmöglich gewahrt werden. Im gleichen Sinn soll die Unterschutzstellung der Perimeter der Landschaften von kantonaler Bedeutung nicht zu einer Erhöhung der Beschränkungen und Hindernisse für die Entwicklung der alpinen Tätigkeiten führen, die weiterbestehen sollen, indem sie sich an die wirtschaftlichen Realitäten und gesellschaftlichen Entwicklungen anpassen. Es geht vielmehr darum, den Erhalt der landschaftlichen Qualität innerhalb dieser geographischen Gebiete zu unterstützen.

Befürchtungen wurden geäußert hinsichtlich der Folgen der Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung in den Gemeinden in Funktion des Status oder des Fortschrittsstandes der Ortsplanung. Gemäss kantonalem Richtplan erfolgt die Integration der Perimeter von kantonaler Bedeutung nämlich zum Zeitpunkt einer Gesamtrevision der Ortsplanung und es wurden keine «Übergangsbestimmungen» für die Zeit bis zu diesem Prozess festgelegt, der grundsätzlich alle 15 Jahre stattfindet. Diese Befürchtung wurde auch bei der Erstellung der Agglomerationsprogramme geäußert.

Die Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung hat keine Auswirkungen auf die laufenden Verfahren für die Revision der Ortsplanungen. Falls die Vorprüfung bereits erfolgt ist, wird die Bezugnahme auf die Landschaften von kantonaler Bedeutung bei der Schlussprüfung nicht verlangt. Erst bei der Änderung oder Revision einer Ortsplanung müssen Bestimmungen und Massnahmen darin aufgenommen werden.

Methode für die Auswahl der Landschaften von kantonaler Bedeutung

Verschiedene Fragen wurden zur Methode für die Auswahl der Landschaften von kantonaler Bedeutung gestellt sowie zu deren Verhältnis zu anderen Landschaftsinventaren, insbesondere zu jenem der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz, das als Grundlage für die Studien des Kantons dient. Zudem wurden mehrere Anträge zur Ergänzung von Landschaften gestellt, insbesondere die Bezirke Glâne und Vivisbach fühlen sich in diesem Inventar ungenügend vertreten.

Die in der Studie der Stiftung Landschaftsschutz Schweiz beschriebenen Landschaften waren zu zahlreich, um alle sinnvoll als Landschaften von kantonaler Bedeutung bezeichnen zu können. Die Auswahlmethode wird im erläuternden Bericht zur Grundlagenstudie definiert, welche dem kantonalen Richtplan beiliegt. Die grundlegenden Auswahlkriterien sind die Typizität und die Seltenheit auf Kantonsebene. Die Landschaften müssen zudem fünf Funktionen erfüllen: eine produktive Funktion, eine ökologische Funktion, eine kulturelle Funktion, eine touristische Funktion sowie eine Funktion hinsichtlich des Lebensraumes. Dies zeigt deutlich, dass das Vorgehen weder naturalistisch noch kulturalistisch ist. Es ging darum, Landschaften von kantonaler Bedeutung zu definieren, und nicht darum, den gesamten Raum abzudecken.

Finanzierung der Pläne und Massnahmen im Zusammenhang mit den Landschaften von kantonaler Bedeutung

Diese Frage war Gegenstand zahlreicher Stellungnahmen. So wurden insbesondere Fragen zur Unterstützung der Gemeinden durch das Amt für Wald und Natur, zur Finanzierung lokaler Studien, zu Schutzmassnahmen oder auch zur Finanzhilfe für Alpwirte oder für die Landwirtschaft gestellt.

Der Kanton kann Beiträge zu zwei Arten von Projekten leisten: zur Erarbeitung des Landschaftsprogramms und zur Umsetzung konkreter Massnahmen. Die Subvention durch den Kanton kann höchstens 20 % der effektiven Kosten betragen. Das Landschaftsprogramm entspricht einem Plan zur Bewirtschaftung

der Landschaft auf kommunaler und/oder interkommunaler Ebene. Hinsichtlich der konkreten Umsetzung können laut NatG (Art. 42) unter anderem folgende Arten von Massnahmen subventioniert werden: ökologische Ausgleichsmassnahmen, Leistungen und Nutzungseinschränkungen Dritter, Massnahmen zum Schutz der Biotope von lokaler Bedeutung oder auch Massnahmen zugunsten der Bildung, Sensibilisierung und Forschung. Die Bedingungen für die Finanzierung werden in der Vollzugshilfe zum NatG erläutert.

Projektblätter zu Tourismusprojekten

Einige Vernehmlassungsadressaten fordern, dass Tourismus- und Freizeitanlagen nur in den touristischen Entwicklungsschwerpunkten möglich sind, um die natürlichen und landschaftlichen Milieus zu erhalten; andere verlangen hingegen, dass solche Anlagen auch ausserhalb der touristischen Entwicklungsschwerpunkte möglich sind. Eine Befürchtung der Vernehmlassungsadressaten war, dass Tourismusprojekte in Widerspruch zu den ökologischen Herausforderungen des Kantons hinsichtlich Biodiversität und Klima treten könnten. Auch das Fehlen einer kantonalen Tourismusstrategie wurde mehrfach thematisiert.

Gemäss den Grundsätzen des kantonalen Richtplans (Thema T110 «Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen» muss sich die Entwicklung des Tourismus auf bestimmte Zonen konzentrieren, um das übrige Gebiet zu erhalten. Die Eintragung mehrerer Tourismusprojekte in den kantonalen Richtplan bedeutet nicht eine übermässige Entwicklung des Tourismus. Im Gegenteil. Dies erlaubt eine Koordination zu gewährleisten, mögliche Beschränkungen früh zu erkennen und zur Interessenabwägung im Rahmen der Ortsplanung beizutragen. Die kantonale Tourismusstrategie steht kurz vor dem Abschluss und wird im Herbst 2023 dem Staatsrat zur Genehmigung vorgelegt werden. Auf dieser Grundlage wird der Aktualisierungsbedarf des kantonalen Richtplans zu beurteilen sein.

Mehrere Gruppen mit Interessen in der Tourismusentwicklung wehren sich gegen den Rückzug gewisser Teile der Erweiterungsprojekte der Skigebiete Moléson-sur-Gruyères und La Berra.

Die Aufgabe der Erweiterungen des Skigebiets Moléson-sur-Gruyères rechtfertigt sich durch die negative Beurteilung des Bundes bei der Genehmigung des revidierten kantonalen Richtplans 2020. In diesem Zusammenhang kam der Bund zum Schluss, dass diese Erweiterungen aufgrund der geltenden gesetzlichen Grundlagen (Seilbahnverordnung, Landschaftskonzept Schweiz, Inventar der Amphibienlaichgebiete von nationaler Bedeutung, Inventar der Moorlandschaften von regionaler Bedeutung) nicht genehmigt werden konnten.

Für den Standort La Berra wurde das Projektblatt aktualisiert, um der Prüfung durch den Bund und insbesondere der Konformität gewisser Aspekte des Projekts mit dem Raumplanungsgesetz Rechnung zu tragen.

Der Bund fordert Erläuterungen im Zusammenhang mit den bei den verschiedenen Tourismusprojekten durchgeführten Studien, um die Änderungen der Koordinationsstände zu rechtfertigen.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

Strategischer Sektor «Rose de la Broye»

Mehrere Vernehmlassungsadressaten machen sich Sorgen betreffend die Koordination dieses Sektors mit dem Projekt des Logistikzentrums Broye im Zusammenhang mit den Bahnanlagen, von denen die Gemeinde Payerne profitiert. In Anbetracht der Absicht, die heute von den Bahnhöfen Estavayer und

Payerne wahrgenommenen Logistiktätigkeiten zu konzentrieren, werden Zweifel hinsichtlich der Dichte der für diesen Sektor geplanten Arbeitsplätze und der Unterdimensionierung der Bahnanlagen geäussert.

Die Koordination mit dem Logistikzentrum für Schienenverkehr Broye (Projektblatt P0414) wird gerade auf der Ebene des kantonalen Richtplans gewährleistet: der Perimeter des Projektblatts geht aus einer 2020 zwischen dem Kanton, den betroffenen regionalen Instanzen und der SBB getroffenen Vereinbarung hervor. Da es sich um einen strategischen Sektor handelt, ist der Sektor Rose de la Broye in erster Linie für Tätigkeiten mit hoher Wertschöpfung bestimmt, aufgrund der Nähe des Eisenbahnknotenpunktes können sich dort jedoch auch Logistiktätigkeiten entwickeln. Die Vielfalt der Tätigkeitsarten rechtfertigt die geplante Dichte der Arbeitsplätze (75 Arbeitsplätze/ha).

Der Bund verlangt die Erläuterung der Problematiken der haushälterischen Bodennutzung und des Zugangs mit öffentlichen Verkehrsmitteln für diesen Sektor.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

Regionale Abwasserreinigungsanlage St. Aubin

Der Bund verlangt die Präzisierung der Aspekte zu den Fruchtfolgeflächen und zum Wald.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

Überdeckung von Chamblieux

Einige Akteure widersetzen sich der Tatsache, dass ein kantonaler Nutzungsplan (KNP) für den betroffenen Perimeter ohne ihre Zustimmung erstellt werden kann.

Die mögliche Erarbeitung eines kantonalen Nutzungsplanes soll nicht den gesamten betroffenen Perimeter abdecken, er wird jedoch für den Perimeter gebraucht, der für das neue Kantonsspital bestimmt ist, der innert kurzer Frist einen kantonalen gemeinnützigen Bedarf erfüllen muss, um die benötigten Zweckzuweisungen auf einer bestimmten Fläche zu erhalten. Für die anderen Perimeter ist eine Änderung des Zonennutzungsplans auf Gemeindeebene erforderlich und die Umsetzung erfolgt unter der Federführung der betroffenen Gemeinden.

Der Bund fordert den Kanton auf, Informationen zu den spezifischen Beschränkungen im Zusammenhang mit der schliesslich gewählten Variante zu liefern, insbesondere hinsichtlich der Fruchtfolgeflächen und der Koordination mit dem Strategischen Sektor Autobahnausfahrt Freiburg Süd (P0102) und dem Projekt Autobahnanschluss Freiburg Süd (P0408).

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

Strasseninfrastrukturprojekte

Mehrere Stellungnahmen erwähnen die Benachteiligung des Langsamverkehrs und des öffentlichen Verkehrs im kantonalen Richtplan, der eine grosse Anzahl von Strasseninfrastrukturprojekten enthält.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die Änderungen der Themen und Projektblätter nicht repräsentativ für die Berücksichtigung der Biodiversität, der Umwelt und des Klimas in der kantonalen Politik sind. Massnahmen des Langsamverkehrs oder im Zusammenhang mit dem Klimaplan erfordern in der Regel keine Erstellung eines Projektblatts. Solche Projekte sind das Ergebnis von Beschlüssen oder Überlegungen, die in einem anderen Kontext als jenem des kantonalen Richtplans erfolgen.

Mehrere Nichtregierungsorganisationen äussern sich kritisch zur Verwendung von Fruchtfolgeflächen und landwirtschaftlichen Böden, insbesondere im Zusammenhang mit den Umfahrungsstrassen Prez-vers-Noréaz und Romont. Der Bund fordert, dass die Angaben zur Rechtfertigung der Verwendung von Fruchtfolgeflächen in den Projektblättern zu diesen Strassenprojekten weiter ausgeführt werden, und unterstreicht, dass diese nicht auf das spätere Planungsverfahren verschoben werden kann.

Der Staatsrat weist darauf hin, dass die ganze Süd-Ost-Achse des Kantonsgebiets mehrheitlich aus Fruchtfolgeflächen besteht und dass deren Beanspruchung schwerlich vermieden werden kann. Laut Raumplanungsverordnung dürfen Fruchtfolgeflächen allerdings der Bauzone zugewiesen werden, «wenn ein auch aus der Sicht des Kantons wichtiges Ziel ohne die Beanspruchung von Fruchtfolgeflächen nicht sinnvoll erreicht werden kann». Um die Auswirkungen auf die Fruchtfolgeflächen zu beschränken, enthält das Projekt Prez-vers-Noréaz ein Bodenschutzkonzept in Zusammenarbeit mit den Eigentümern der landwirtschaftlichen Grundstücke des Sektors. Für die Umfahrungsstrasse Romont und ihre unterirdische Variante, mit der die verschiedenen Belastungen (Umweltverschmutzung, Lärm, Auswirkung auf die Landschaft usw.) so weit wie möglich begrenzt werden können, wird zurzeit eine Umweltverträglichkeitsprüfung durchgeführt, die dem Dossier zum Zeitpunkt der öffentlichen Auflage beigelegt werden wird.

Die Gründe für die Priorisierung der Umfahrungsstrassen werden von den beteiligten Parteien nicht immer verstanden. Ausserdem bestehen sowohl bei der Umfahrungsstrasse Düdingen als auch bei jener von Romont zahlreiche Einsprüche zu den gewählten Streckenführungen.

Der Grosse Rat hat im September 2016 einen Verpflichtungskredit für die Studien für 7 Umfahrungsstrassenprojekte gutgeheissen. Diese Projekte wurden durch einen Lenkungsausschuss (COPIL) priorisiert. Auf dieser Grundlage und unter Berücksichtigung der Bedingungen für die Verwirklichung (Grundstücke im Eigentum des Staates, bereits verwirklichte Güterzusammenlegungen, teilweise bereits bestehende Strassen usw.) sowie der regionalen und sprachlichen Verteilung beschloss der Staatsrat am 10. Dezember 2018 für die Umfahrungsstrassen Romont, Kerzers und Prez-vers-Noréaz die Vorprojektstudien zu beginnen und bei Bedarf den Erwerb der nötigen Grundstücke einzuleiten. Die Streckenführungen entsprechen wirtschaftlichen, topografischen und sozialen Anforderungen, die anhand der folgenden Kriterien bestimmt wurden: direkten Nutzen für die Verkehrsteilnehmenden, Verbesserung der Verkehrssicherheit, Umweltbelastungen und Ressourcenverbrauch, Lebensqualität im städtischen Umfeld sowie für die Entwicklung erforderliche wirtschaftliche Räume und Strukturen.

Diese verschiedenen Aspekte der Rechtfertigung und der Klärung des Kontextes werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

Projekt Goya Onda

Eine Mehrheit der Vernehmlassungsadressaten widersetzt sich diesem Projekt und fordert seinen Rückzug aus dem kantonalen Richtplan. Der Bund vertritt in seinem Prüfbericht die Ansicht, dass das Projekt Goya Onda dem Raumplanungsgesetz widerspricht.

Da das Projekt nach Ansicht des Bundes nicht mit den Grundsätzen der Raumplanung vereinbar ist, wird der Staatsrat dieses aus dem kantonalen Richtplan zurückziehen.

Regionales Sportzentrum von Estavayer-le-Lac

Der Bund sowie verschiedene andere Vernehmlassungsadressaten verlangen eine Rechtfertigung des Standorts dieses Projekts, insbesondere unter dem Gesichtspunkt der vorgesehenen Beanspruchung von Fruchtfolgeflächen.

Diese Aspekte werden in einem ergänzenden erläuternden Bericht ausgeführt, welcher dem Bund im Rahmen der Schlussprüfung der Änderungen des kantonalen Richtplans zugestellt werden wird.

CONTENU DE LA PRISE DE POSITION INHALT DER STELLUNGNAHME	AUTEUR DE LA PRISE DE POSITION VERFASSEN DER STELLUNGNAHME	RÉPONSE ANTWORT
REMARQUES GÉNÉRALES ALLGEMEINE BEMERKUNGEN		
Absence de certaines fiches de projet du plan directeur cantonal impactées par l'approbation du projet d'agglomération de Fribourg de 4 ^e génération par le Conseil d'Etat (P0101/P0104/P0103/P0102//P0702/ P0706).	Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine	Il s'agit de modifications considérées comme mineures qui ont directement été approuvées par la Confédération sans consultation publique et qui sont déjà en vigueur.
Die Landwirtschaft, Umwelt und das Grundeigentum sollen gegen den Bau neuer Infrastruktur geschützt werden.	Privatpersonen	Hier geht es nur um Änderungen des gültigen kantonalen Richtplans, welcher schon 2018 Objekt einer öffentlichen Vernehmlassung war.

<p>Manque de cohésion entre les différentes stratégies de planification de l'Etat et les diverses stratégies d'action pour la biodiversité ou le climat.</p> <p>Pas assez d'intégration des besoins en matière de mobilité douce et de transports publics. Grandes surfaces d'assolement sacrifiées au développement d'infrastructures routières, de zones d'activité, de loisirs et de tourisme.</p> <p>In Zeiten der grossen Klima- und Biodiversitätsherausforderungen ist es schade, dass ein Grossteil der Projektblätter von Umfahrungsstrassen und touristischen Infrastrukturanlagen handelt. Statt noch mehr Strassen zu planen, sollte das Problem an der Wurzel gelöst werden.</p> <p>La priorité ne doit pas être donnée aux routes de contournement mais à des axes de circulations inter-régionaux destinés aux vélos et qui soient séparés clairement du trafic motorisé.</p>	<p>WWF Fribourg, Parti socialiste Fribourg, Parti Les VERT-E-S Fribourg, Pro Natura Fribourg, Association transports et environnement, Kultur Natur Deutschfreiburg KUND, PRO VELO Fribourg</p>	<p>Il s'agit de modifications du plan directeur cantonal et non d'une révision complète. Les aspects de coordination entre urbanisation et mobilité ne sont pas ici remis en question. En outre, la stratégie de mobilité est dorénavant réglée en grande partie dans la nouvelle loi sur la mobilité. Ces modifications de thèmes et de fiches de projet ne sont donc pas représentatives de la considération de la biodiversité, de l'environnement et du climat dans la politique cantonale (en dehors des thématiques Paysage et Géotopes). Les mesures de mobilité douce ou liées au plan climat ne répondent généralement pas à la nécessité d'établir une fiche de projet (voir du volet stratégique du plan directeur cantonal pour l'établissement de fiches de projet).</p> <p><i>Es handelt sich um Änderungen des kantonalen Richtplans und nicht um eine vollständige Revision. Die Aspekte der Koordination von Siedlung und Mobilität werden hier nicht in Frage gestellt. Zudem wird die Mobilitätsstrategie künftig grösstenteils im neuen Mobilitätsgesetz geregelt. Diese Änderungen von Themen und Projektblättern sind daher nicht repräsentativ für die Berücksichtigung von Biodiversität, Umwelt und Klima in der kantonalen Politik (ausserhalb der Themenbereiche Landschaft und Geotope). Massnahmen im Bereich Langsamverkehr oder im Zusammenhang mit dem Klimaplan entsprechen im Allgemeinen nicht der Notwendigkeit, ein Projektblatt zu erstellen (siehe strategischer Teil des kantonalen Richtplans für die Erstellung von Projektblättern).</i></p>
<p>Nous avons été surpris de ne pas avoir été associés au préalable à la rédaction, en amont à la mise en consultation.</p>	<p>Remontées Mécaniques Alpes Fribourgeoises</p>	<p>Ce sont les autorités régionales et/ou communales qui transmettent au canton les projets à inscrire dans le plan directeur cantonal.</p>
<p>Evaluation positive du caractère dynamique du plan directeur cantonal mais besoin d'une même dynamique au niveau régional</p> <p>Demande de précisions globales sur la teneur des fiches du plan directeur cantonal et leurs mises à jour.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Ville de Fribourg, Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Corbières</p>	<p>Le plan directeur cantonal n'est pas une loi, il fait depuis toujours l'objet de modifications durant sa période de validité. Les éléments de la stratégie d'urbanisation, toutefois, restent stables et servent de cadre à la planification locale. Il en va de même pour les plans directeurs régionaux.</p> <p>Des réflexions sont en cours afin d'améliorer la forme et le contenu des fiches de projet.</p>
<p>Le dossier définitif devra nous être soumis pour approbation. La prise de position définitive des CFF sera communiquée après examen de ce dernier.</p>	<p>CFF</p>	<p>Les CFF ne sont pas compétents pour approuver des contenus du plan directeur cantonal. C'est le Conseil fédéral qui est compétent. La Confédération pourra soumettre aux CFF le dossier pour examen final avant approbation.</p>

<p>Absence du rapport explicatif concernant les modifications apportées au Plan directeur cantonal. Les raisons des modifications ne sont pas toujours connues. La suppression d'une fiche n'est aucunement expliquée.</p>	<p>Helvetia Nostra, Confédération</p>	<p>Un rapport explicatif sera élaboré systématiquement dès les prochaines modifications du plan directeur cantonal.</p>
<p>Est-ce qu'une modification du plan directeur cantonal impacte un plan directeur régional ?</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	<p>Le plan directeur cantonal est hiérarchiquement supérieur au plan directeur régional. Une fois en vigueur, une modification doit être prise en compte au moment de l'élaboration ou de la révision d'un plan directeur régional.</p>
<p>Est-ce que le plan directeur cantonal a la fonction de chapeauter les autres plans sectoriels et autres dispositions légales (ex. Loi cantonale sur les marchés publics, Loi sur l'énergie, etc.) ? Demande que le statut du plan directeur cantonal soit plus clairement défini.</p>	<p>Parti socialiste</p>	<p>Les plans sectoriels établis par le canton sont considérés comme des études de bases du plan directeur cantonal. Celui n'a cependant pas comme fonction de "chapeauter" toutes les politiques publiques, mais de coordonner leurs effets sur les instruments d'aménagement du territoire. Le plan directeur cantonal est un instrument défini par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire pour tous les cantons suisses.</p>
<p>Regret que le Conseil d'Etat n'ait pas choisi de soumettre à consultation des contenus relatifs à la production d'énergie renouvelable.</p> <p>Demande d'investiguer le potentiel d'électricité solaire, de proposer de nouvelles régions à fort potentiel et de réfléchir le stockage d'énergie.</p> <p>Demande que la question de la production d'énergie renouvelable et locale soit abordée de manière plus globale par le Conseil d'Etat.</p> <p>Des études devraient être lancées pour diversifier les formes de production d'énergies renouvelables, notamment grâce à la chaleur produite par la combustion de déchets.</p>	<p>Parti socialiste</p>	<p>Le plan directeur est un instrument de planification permettant notamment de concrétiser, sous l'angle du territoire, les objectifs définis par les différentes politiques sectorielles. En l'occurrence, les objectifs de politique énergétique découlent de la stratégie énergétique de la Confédération et du canton ainsi que du cadre légal y relatif.</p> <p>Le Conseil d'Etat a étudié le potentiel du solaire photovoltaïque dans les différents secteurs où celui-ci peut être développé dans le canton. Il ressort clairement que la priorité doit être donnée au développement sur les bâtiments et les infrastructures existantes, et éventuellement sur les installations posées au sol dans des périmètres non valorisables autrement, par exemple le long des autoroutes. De là, sortira une stratégie photovoltaïque pour les années à venir.</p> <p>Le Conseil d'Etat dispose déjà des études nécessaires et d'une stratégie de développement des énergies renouvelables. Le plan sectoriel de l'énergie est dans ce contexte le document de référence, avec une adaptation régulière des données effectuée par le Service de l'énergie, dont les résultats apparaissent notamment sur le site https://planification-energie-fr.ch/</p>
<p>Demande de faciliter l'accès à la ville pour toutes et tous, indépendamment du revenu (prix des loyers), des moyens de locomotion (promotion de la mobilité douce et des transports publics ; priorisation de ces derniers par rapport au transport individuel motorisé plus gourmand en énergie et en espace), et des capacités (accès pour la diversité des situations de handicap).</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque. Il précise toutefois que le plan directeur cantonal ne définit pas la stratégie en matière de mobilité. Différents éléments de coordination entre la stratégie d'urbanisation et celle de mobilité sont présents dans le plan directeur cantonal depuis sa révision en 2018.</p>

<p>Der Sensebezirk muss mehr für das Gesamtverkehrssystem machen und Verbindungsstrassen sollten nicht an FFF geplant werden.</p>	<p>VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen</p>	<p>Die Region erstellt gerade ein Konzept im Rahmen der Revision ihres regionalen Richtplans. Der Staatsrat setzt alles daran, die Auswirkungen von Projekten auf Fruchtfolgefleichen zu minimieren.</p>
<p>Les fiches devraient être en coordination réglée avant d'être annoncées au plan directeur cantonal. D'autres ne sont pas en coordination réglée, mais une partie des études a déjà été faites. Pas la précision requise par l'ARE pour pouvoir être classés dans cette catégorie : cartes sont lacunaires, emprise au sol pas définie, étapes de procédures incomplètes... Nous remarquons aussi que plusieurs projets requièrent une étude d'impact environnementale (EIE), mais qu'aucune mention n'en est faite. Il est indispensable d'impliquer le public au préalable pour tous les projets soumis à une EIE afin qu'il puisse se prononcer sur les variantes, y compris la variante zéro (Convention d'Aarhus).</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Association Transports et Environnement (ATE), Pro Natura Fribourg, WWF Fribourg</p>	<p>Un projet à incidence importante sur le territoire et l'environnement ne peut être réalisé que lorsqu'il est approuvé par la Confédération en coordination réglée.</p> <p>L'état de coordination renseigne sur les étapes déjà franchies au stade du plan directeur cantonal. Il convient d'opérer une distinction entre l'état de coordination d'un projet au stade de la planification directrice et lors de sa mise en œuvre à l'échelle locale. Des aspects concrets peuvent rester ouverts (à coordonner lors d'une procédure suivante) bien que le mandat ou le projet aient été inscrits avec un état de coordination réglée au stade du plan directeur cantonal. Cela signifie que la pesée des intérêts a été effectuée à l'échelle de la planification cantonale et qu'il ne subsiste pas de conflits à incidence spatiale justifiant d'autres besoins de coordination.</p> <p>Le plan directeur cantonal ne lie que les autorités. L'implication du public se fait lors de la procédure de planification au niveau local.</p>
<p>Demande de plus de précisions dans les thèmes et fiches de projets pour planifier de manière durable, tant d'un point de vue environnemental, économique que sociétal.</p>	<p>Remontées mécaniques Alpes Fribourgeoises</p>	<p>Des réflexions sur la forme et le contenu des fiches de projet sont en cours et pourront être appliquées dans le cadre des modifications ultérieures.</p>
<p>Demande d'intégration au plan directeur cantonal d'une fiche spécifique pour la réaffectation de zones industrielles nouvellement désaffectées (fiche industrielle).</p>	<p>UDC</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque, mais rappelle que l'affectation du sol est une compétence communale et que la gestion des zones d'activités est une tâche régionale selon la LATeC.</p>
<p>Demande de mentionner les études réalisées dans le descriptif de chaque fiche et les études à venir.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>Cet aspect sera pris en compte dans les réflexions en cours sur la forme et le contenu des fiches de projet.</p>

<p>2/3 des fiches de projet concernent des projets touristiques, sans que l'Etat se soit doté d'une stratégie touristique.</p> <p>Nécessité pour la fiche T108 – Pôles touristiques – que l'Union fribourgeoise du tourisme (UFT) élabore une stratégie touristique cantonale.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>Suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur le tourisme en 2022, et en 2023 en ce qui concerne l'organisation et les taxes de séjour, la stratégie de développement touristique cantonale de l'Union fribourgeoise du tourisme (UFT) est en cours de finalisation. Elle sera déposée pour validation auprès du Conseil d'Etat en automne 2023.</p> <p>Les stratégies régionales, conformément à la nouvelle loi, sont également en cours de rédaction dans la plupart des districts. Le Conseil d'Etat évaluera en temps voulu le besoin de modifier le plan directeur cantonal.</p>
<p>Nécessité de fixer des minimas pour l'accès en transport public et en mobilité douce et des maximas pour l'accès en véhicule individuel motorisé pour tous les projets de tourisme et loisirs.</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE)</p>	<p>Le thème en vigueur T108 du Plan directeur cantonal relatif aux pôles touristiques impose qu'ils bénéficient d'une accessibilité multimodale aux réseaux nationaux, notamment d'une bonne desserte en transports publics en direction du centre cantonal, d'un centre régional ou d'un centre urbain d'un canton voisin, même si l'offre peut varier en fonction des saisons.</p>
<p>Une fiche est nécessaire pour le projet de parc à thème Cailler en raison de son intégration dans le périmètre PIC « Lac de la Gruyère ». Demande que le développement de la Maison Cailler (Parc Charlie) soit intégré au plan directeur cantonal dans cette adaptation déjà afin d'éviter les retards.</p>	<p>Commune de Broc, Parti socialiste, Association régionale La Gruyère</p>	<p>Une fiche y relative sera créée dans le cadre de prochaines modifications du plan directeur.</p>
<p>La pression combinée du projet Goya Onda et du Parc à thème Cailler aura un immense impact sur l'environnement. Ces projets ne peuvent pas être traités séparément au vu de leur proximité.</p>	<p>Particulier (1 prise de position)</p>	<p>Le but des fiches de projets ayant un fort impact sur l'aménagement du territoire et l'environnement est justement de s'assurer qu'ils sont suffisamment coordonnés à l'échelle de la planification cantonale.</p>
<p>Nécessité de maintenir au niveau du plan directeur cantonal des projets, même s'il subsiste des doutes quant à leur faisabilité ou réalisation futures.</p>	<p>Communes de Montagne Fribourgeoises, Remontées mécaniques Alpes Fribourgeoises</p>	<p>Le Conseil d'Etat partage en principe cet avis, sauf lorsque des éléments issus de la consultation publique et/ou de l'examen fédéral mettent clairement en évidence le non-respect des bases légales.</p>

<p>Le WWF Fribourg et le parti socialiste demandent que les biotopes d'importance cantonale figurent eux aussi dans l'inventaire des paysages d'importance cantonale. Selon la fiche T307. Biotopes du plan directeur cantonal, le Conseil d'Etat doit désigner les biotopes d'importance cantonale par voie d'ordonnance et établir des plans d'affectations cantonaux pour tous les objets d'importance nationale et cantonale, mais rien n'a été fait à ce jour. Nous nous demandons pourquoi ces inventaires ne font pas partie de fiches de projets spécifiques dans le plan directeur cantonal, comme c'est d'ailleurs le cas pour les paysages d'importance cantonale et les géotopes d'importance cantonale.</p>	<p>WWF Fribourg, Partie socialiste</p>	<p>Les biotopes d'importance cantonale bénéficient d'une protection absolue plus stricte que la protection relative propre aux paysages d'importance cantonale. Les enjeux et outils de gestion de ces espaces sont par ailleurs bien différents. Inclure l'ensemble des biotopes d'importance cantonale dans l'inventaire des paysages d'importance cantonale créerait donc redondance et confusion sans aucune plus-value pour l'un et l'autre de ces objets.</p> <p>Le projet de réaliser un plan d'affectation cantonal pour les biotopes d'importance cantonale a pris du retard. Toutefois, le Service des forêts et de la nature veille à ce que les objets soient protégés dans les plans d'aménagement local. Un état des lieux des objets protégés a été fait ; le but est que le mandat légal de protection des biotopes d'importance cantonale soit effectif.</p> <p>Contrairement aux paysages et aux géotopes d'importance cantonale, la loi sur la protection de la nature ne prévoit pas que les biotopes d'importance cantonale soient désignés par le biais du plan directeur cantonal. Il n'est donc pas nécessaire d'établir des fiches de projets pour ces biotopes d'importance cantonale.</p>
<p>Le thème T206 Vélo tout terrain n'a jamais été mis en consultation et nous souhaitons des éclaircissements sur la procédure qui a mené à sa validation.</p>	<p>Pro Natura Fribourg, WWF Fribourg</p>	<p>Ce thème a été mis en consultation publique dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal entre novembre 2017 et février 2018. Le plan directeur cantonal révisé a été adopté par le Conseil d'Etat en octobre 2018 et approuvé par la Confédération en 2 étapes entre mai 2019 et août 2020.</p>
<p>Tout projet d'infrastructures devra faire l'objet d'une consultation auprès des CFF. Le cas échéant, la création d'installations (par ex. conduites) sur le domaine des CFF devra être réglée contractuellement. L'encaissement de redevances pour l'utilisation du domaine des CFF est réservé. Les charges environnementales CFF (document annexé) sont à prendre en considération.</p> <p>Se référer à : l'étude des immissions de bruit et vibrations défini les éléments construits avec LUS (lieux à usage sensible) ; l'étude des immissions du rayonnement non ionisant indique les éléments construits avec LUS (bâtiment, etc.)</p>	<p>CFF</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de ces remarques, mais fait toutefois remarquer que le plan directeur cantonal ne se substitue pas aux différentes procédures de planification et d'autorisation d'infrastructures existantes.</p>

<p>Demande que l'article 1308 RF soit intégré entièrement au territoire d'urbanisation. Il s'agit d'un non-sens qu'il n'y figure pas car il est au milieu de la zone à bâtir.</p>	<p>Commune de Pont-en-Ogoz</p>	<p>Les modifications du territoire d'urbanisation peuvent être étudiées uniquement dans le cadre du plan directeur régional.</p>
<p>Les buvettes d'alpages sont des activités touristiques douces à faible impact sur le paysage et le territoire. Ce thème n'est pas suffisamment abordé dans le plan directeur cantonal de même que dans les plans d'aménagement local.</p>	<p>Particulier (1 prise de position)</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque, tout en précisant que les buvettes d'alpages sont en principe régies directement par la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. Il a pris acte que la DIME poursuit ses réflexions sur une ouverture, dans le cadre légal existant, pour les buvettes d'alpage réservées aux randonneuses et randonneurs dans le cadre de concepts de tourisme durable, comme cela se fait déjà dans certains cantons alpins.</p>
<p>CHAPITRE 3 ESPACE RURAL ET NATUREL KAPITEL 3 LÄNDLICHER UND NATÜRLICHER RAUM</p>		
<p>T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet des paysages d'importance cantonale (remarques particulières par fiche de projet dans une autre rubrique)</p>		
<p>La multiplication des documents rend difficile la consultation et surtout une application claire des paysages d'importance cantonale et de leurs objectifs (fiches de projet, étude de bases en 3 cahiers, et une aide à l'application). Les fiches de projet sont superflues. Elles pourraient être intégrées dans le thème et conduisent à un alourdissement des planifications supérieures.</p>	<p>Ville de Bulle, MOBUL</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque, mais précise qu'il faut distinguer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les documents constitutifs de l'étude de base qui sont non contraignants, à savoir: le rapport explicatif, les 12 fiches d'objet et une boîte à outils - les documents finaux officiels inscrits au plan directeur cantonal et soumis à consultation publique, à savoir la fiche thématique T311. Paysage_et les 12 fiches de projet PIC P1101 à P1112. <p>En outre, deux documents annexes permettent de préciser la portée de ce nouvel inventaire:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis de droit de Maître Brahier qui analyse les effets et conséquences, en matière d'aménagement du territoire, de l'inventaire des paysages d'importance cantonale - l'Aide à l'exécution LPNat, - Partie c - Paysage, également mises à disposition dans le cadre de la consultation publique consultation publique et spécialement conçue pour clarifier les droits et tâches des communes en matière de paysage, qu'elles soient concernées ou non par un paysage d'importance cantonale.

<p>Les conflits entre ces fiches et les nouvelles fiches de projet ou les fiches de projet passées à un niveau de coordination supérieur n'ont pas été analysés.</p> <p>Contradiction entre les intérêts économiques à court-terme et les conséquences environnementales, sociales et économiques à moyen ou long terme.</p>	<p>Pro Natura Fribourg, VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Aucun conflit n'a été identifié à l'échelle de la planification cantonale. Aucun projet n'est en soi incompatible avec les paysages d'importance cantonale et ceux-ci n'ont pas été imaginés dans la perspective d'empêcher le développement d'un territoire ou la réalisation de projets. Une pesée des intérêts sera toutefois nécessaire dans le cadre de la planification des projets concernés à l'échelle locale afin de tenir compte des enjeux paysagers du plan directeur cantonal.</p>
<p>Constat que sur les 45 paysages d'importance cantonale recensés, aucun ne se trouve en réel conflit avec les périmètres éoliens établis par le canton de Fribourg.</p>	<p>Préfecture de la Glâne, Communes de Siviriez et de Villorsonnens</p>	<p>Le développement possible d'infrastructures à fort impact paysager n'a pas été pris en compte dans le processus de sélection. La présence de telles infrastructures au sein d'un paysage n'est pas rédhibitoire puisqu'une partie des 12 paysages d'importance cantonale retenus intègrent des éléments généralement considérés comme disruptifs dans le paysage. Il est donc envisageable d'implanter un parc éolien sans porter atteinte à la typicité et à la rareté des caractéristiques les plus remarquables d'un paysage.</p>
<p>Demande la modification de la fiche T 311 Paysage en vue d'intégrer une zone de protection sur la base de l'article 17 LAT représentant les différents parcs éoliens (Côtes du Glâne, Monts de Vuisternens, Mont Gibloux et Autour de L'Esserta). Selon l'avis de droit établi à la demande du SFN par Maître Brahier, des mesures concrètes sont à mettre en place non seulement selon l'intérêt de l'objet, mais aussi selon les menaces auquel l'objet est confronté. Cette zone de protection pourrait compter jusqu'à 42 éoliennes. La fonction sociale du paysage serait fortement péjorée si ces parcs éoliens étaient réalisés. La délimitation de cette zone de protection ainsi que la mise en place de mesures visant à équilibrer les intérêts en présence nous semble primordiale. Cette zone de protection pourrait interdire la réalisation de 4 parcs éoliens. Seul un à deux sites pourraient voir le jour. Des mesures de compensations en faveur de la biodiversité pourraient être prévues.</p>	<p>Commune de Siviriez et de Villorsonnens</p>	<p>Selon le point 126 de l'avis de droit établi par Maître Brahier, il convient de tenir compte du point suivant lors de la délimitation d'une zone à protéger au sens de l'article 17 LAT :</p> <p>“ Une telle zone ne s'étend donc pas à tous les paysages, car les zones de protection doivent répondre à un intérêt public prépondérant (art. 59 al. 1 LATeC). Par conséquent, seuls les paysages possédant des qualités particulières peuvent faire l'objet d'une zone à protéger stricto sensu. (...)Les paysages doivent revêtir un caractère particulier reconnaissable par tout un chacun, présenter des éléments géologiques ou biologiques importants, ou retracer un passé socio-économique ou agricole important (Boulaz, p. 470 sv.).”</p> <p>Il n'y a donc aucune obligation de créer des zones de protection dans des secteurs susceptibles d'accueillir de futurs parcs éoliens. Le paysage demeure néanmoins une thématique à prendre en compte dans tout projet ayant un impact significatif sur le territoire. L'impact paysager de telles installations est l'un des éléments à considérer dans la pesée des intérêts à réaliser lors de l'affectation du sol, que le site soit classé ou non en zone de protection. Les périmètres des sites éoliens désignés dans le plan directeur cantonal sont des périmètres d'étude et ne définissent encore pas précisément là où pourraient être implantées les éoliennes.</p>

<p>Regret que les discussions menées à ce sujet avec les acteurs concernés n'aient pas donné lieu à un compte-rendu prenant en compte les positions partagées. Le respect de la procédure revêt une importance majeure, accrue par les interrogations et critiques dans le dossier des éoliennes.</p> <p>Demande une plus grande implication des communes et citoyen.ne.s dans la désignation des paysages d'importance cantonale et dans l'élaboration des fiches, que le contenu de la procédure de consultation soit intégré dans le thème « Paysage » et finalement que la procédure et le rôle des autorités soient précisés en tenant compte du droit d'être entendu.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Ville de Fribourg, Commune d'Hauterive, Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Siviriez, Villorsonnens, Commune de Gruyères, Ville de Bulle, Commune de Gruyères</p>	<p>Le Conseil d'Etat s'étonne de cette remarque et rappelle qu'un délégué de l'Association des communes fribourgeoises faisait partie intégrante du groupe de travail qui a participé au choix des paysages d'importance cantonale. Les communes fribourgeoises ont donc été représentées dès le début du processus de sélection des paysages d'importance cantonale.</p> <p>Plusieurs représentants des communes concernées par les paysages d'importance cantonale ont par la suite pris part aux ateliers participatifs organisés entre octobre 2018 et janvier 2019 par le canton. La synthèse des échanges de ces séances est disponible en Annexe 2 du rapport explicatif accompagnant l'étude de base du projet. A la suite de ces ateliers, les fiches d'objet ont été complétées sur la base des apports des différents acteurs locaux. Pour donner suite à ces ateliers, deux séances de restitution ont eu lieu avec les communes francophones (18 septembre 2019) et alémaniques (2 octobre 2019) concernées par l'inventaire.</p> <p>A l'issue de cette première rencontre, huit nouvelles séances d'échanges ont été organisées entre septembre et octobre 2020 afin d'aborder des thématiques propres à chaque paysage d'importance cantonale. Les conseils communaux ainsi que les préfets ont été préalablement invités à remplir un questionnaire et ont notamment pu se positionner sur le périmètre des objets et la formulation des objectifs spécifiques. Lors des séances, le Service des forêts et de la nature a répondu à l'ensemble des questions formulées par les participants. Les procès-verbaux de ces séances ont été envoyé aux communes et sont disponibles auprès du Service des forêts et de la nature. A la suite de ces échanges, de nouvelles adaptations ont été effectuées aux documents de base afin de tenir compte des contributions et demandes des délégués communaux.</p>
---	---	---

<p>Demande de clarification des critères de prise en compte de certains paysages. Demandes d'ajouts de certains paysages (Glâne et Veveyse) et de modifications de certains périmètres (région Lac-Noir-Cousimbert-Berra et en Gruyère notamment).</p>	<p>Préfecture de la Glâne, Association Sauvez les Forêts du Gibloux, PLR Fribourg, Parti Le Centre, Parti socialiste, Association Paysage Libre Fribourg, Particuliers (87 prises de position), Commune de Corbières et Vuisternens, UDC</p>	<p>La méthode développée pour définir les 12 paysages d'importance cantonale est décrite dans le rapport explicatif qui accompagne l'étude de base jointe au plan directeur cantonal. La méthode de sélection des paysages d'importance cantonale a également été précisée dans la réponse du Conseil d'état du 14 juin 2002 à la question Menoud-Baldi / Genoud 2022-CE-56.</p> <p>Après évaluation des fonctions paysagères et discussion en séance interne, le groupe de travail paysages d'importance cantonale a collégalement décidé de ne pas retenir l'intégralité de la colline du Gibloux en tant que paysage d'importance cantonale. Le versant sud-est de la colline est néanmoins intégré au paysage d'importance cantonale n°7 "Lac de la Gruyère" tandis que la partie sommitale (> 1'000 m d'altitude) figure à l'inventaire des géotopes d'importance cantonale (GIC n°1).</p> <p>Le paysage de « Sâles, Vuisternens » (n° 37), proposé dans l'étude préliminaire de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage, faisait partie de la vingtaine de paysages présélectionnés par le Service des forêts et de la nature, puis soumis au groupe de travail pour évaluation. Il s'agit donc d'un paysage d'une indéniable qualité. Malgré tout, ce paysage a recueilli des notes moyennes assez basses comparativement à celles attribuées aux 12 paysages d'importance cantonale finalement choisis. Ceci car certaines fonctions paysagères sont peu exprimées au sein de ce périmètre. Le paysage des hauts de Vuisternens est typique des paysages agricoles fribourgeois (en mosaïque avec forêt, ouverts ou à habitat dispersé) mais ne se distingue pas particulièrement par des caractéristiques rares ou inédites à l'échelle cantonale. Il a donc été décidé de ne pas retenir ce paysage à l'inventaire cantonal. Aussi, les communes soucieuses de préserver leurs paysages remarquables ont la possibilité, sinon le devoir (art. 34 al. 1 LPNat), de désigner des objets d'importance locale et de les protéger via leur plan d'aménagement local.</p> <p>La délimitation de l'ensemble des périmètres des paysages d'importance cantonale a été discutée au sein du groupe de travail ainsi que lors de la délibération entre parties concernées par ces périmètres. Deux paysages d'importance cantonale ont été sélectionnés au sein du périmètre "Schwyberg - La Berra" (n° 34) inventorié par la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. Premièrement, le paysage d'importance cantonale n°6 "Massif de la Berra et Cousimbert" avec la crête Berra-Cousimbert-Chrüzflue comme élément central et La Gérine comme limite orientale naturelle. Deuxièmement, le paysage d'importance cantonale n° 5 "Lac Noir" avec le plan d'eau comme élément prépondérant et les lignes de crêtes environnantes comme délimitations naturelles (à l'exclusion du Breccaschlund qui figure déjà à l'inventaire fédéral des paysages). La délimitation de ce périmètre s'est donc basée sur des critères topographiques et correspond au paysage visible depuis les rives du Lac Noir.</p>
--	--	--

		<p>L'agglomération bulloise se trouve en retrait du lac de la Gruyère contrairement aux villages qui bordent le plan d'eau et participent à la typicité et à la qualité du paysage d'importance cantonale n° 7. Par ailleurs, l'un des 12 paysages d'importance cantonale (n° 9 - Sarine en ville de Fribourg) se situe essentiellement en zone urbaine.</p> <p>L'emprise territoriale et le nombre de 12 paysages d'importance cantonale ont été jugés pertinents par le groupe de travail au regard des 6 paysages d'importance nationale que compte le canton de Fribourg. D'autres inventaires de protection de la nature, du paysage ou du patrimoine permettent déjà de gérer des sites de plus petites extensions (ISOS, inventaire des voies de communications historiques, périmètres archéologiques, etc...)</p>
<p>Regret que le paysage qui entoure le lac de Schiffenen ne fasse pas partie des paysages d'importance cantonale.</p>	<p>Pro Fribourg</p>	<p>L'inclusion de la rive gauche du lac de Schiffenen dans l'inventaire des paysages d'importance cantonale a fait l'objet de discussions au sein du groupe de travail. Ce paysage peu altéré comprend d'indéniables qualités mais, sur la base de la matrice d'évaluation et après analyse, il n'a pas été retenu lors de la phase de sélection finale.</p> <p>Nous ne pouvons qu'encourager les communes et la région à préserver ce paysage remarquable au travers des outils d'aménagement du territoire à leur disposition plan directeur régional, plans d'aménagement local des communes concernées).</p>
<p>Demande d'ajouter "Les côtes du Glâne" en tant que paysage d'importance cantonale.</p>	<p>Commune de Romont</p>	<p>Le paysage de « Romont et alentours » (n° 9) – qui intégrait les « côtes du Glâne » – est l'un des 45 paysages proposés dans l'étude préliminaire de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage. Lors de l'évaluation par le groupe de travail, ce paysage a néanmoins recueilli des notes moyennes assez basses comparativement à celles attribuées aux 12 paysages d'importance cantonale finalement choisis. Par ailleurs, si l'on considère les « côtes du Glâne » comme une entité paysagère à part entière, celle-ci ne se distingue pas particulièrement par des caractéristiques rares ou typiques à l'échelle cantonale.</p>

<p>Regret que cette modification intervienne postérieurement à la publication du Guide pour l'aménagement régional et au moment où plusieurs régions finalisent leur planification directrice.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>L'idéal aurait effectivement été que l'inventaire des paysages d'importance cantonale soit abouti avant la publication du <i>Guide pour l'aménagement régional</i> et la finalisation de la plupart des plans directeur régionaux. Le Conseil d'Etat rappelle toutefois que la thématique du paysage est facultative en aménagement dans le cadre de l'aménagement régional. Certaines régions ont néanmoins choisi d'intégrer les paysages dans leur planification avant l'approbation formelle via le plan directeur cantonal, ce que nous saluons.</p>
--	--	--

<p>Demande de clarification des enjeux et des obligations liées aux paysages d'importance cantonale dans le cadre de l'aménagement régional.</p> <p><i>Antrag auf eine Klärung der Herausforderungen und Verpflichtungen im Zusammenhang mit Landschaften von kantonaler Bedeutung im Rahmen der Regionalplanung.</i></p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine, Association des communes fribourgeoises (ACF), Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen</p>	<p>Dans le chapitre « 3. Mise en œuvre » de la fiche « T311. Paysage » du plan directeur cantonal il est spécifié que les régions « <i>peuvent désigner des paysages d'importance régionale sur la base d'une étude paysagère régionale</i> ». Il n'y a donc aucune obligation en matière de planification régionale.</p> <p>La région représente une échelle pertinente pour identifier et intégrer des périmètres de protection du paysage dans ses outils de planification. Il s'agit en effet d'un thème transversal – à considérer au-delà des frontières communales – et qui permet de renforcer la cohérence entre les différents thèmes obligatoires (urbanisation, mobilité, environnement, rives de lacs) et facultatifs (tourisme, patrimoine, infrastructure publiques, énergie, stands de tir, espace agricole, nature et paysage) du plan directeur régional.</p> <p>La réalisation d'une étude paysagère représente une charge supplémentaire pour les instances en charge de la rédaction des divers documents du plan directeur régional, mais elle n'est pas obligatoire. Néanmoins, cet investissement supplémentaire devrait être perçu comme une plus-value portant ses fruits sur le moyen et long terme.</p> <p>Il n'est pas nécessaire de partir de zéro pour initier une analyse paysagère régionale puisque deux études préliminaires – financées par le Service des forêts et de la nature – se sont déjà portées sur les paysages fribourgeois. En 2016, la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire a réalisé un <i>Concept des paysages du canton de Fribourg</i>. Cette étude propose une typologie des paysages cantonaux elle-même inspirée du <i>Catalogue des paysages culturels caractéristiques de Suisse</i> (SL-FP, 2014). Sur la base de cette étude, 45 périmètres dignes d'intérêt reflétant la diversité typologique des paysages du canton ont pu être mis en évidence. A noter encore l'existence d'un <i>Inventaire des sites naturels du canton de Fribourg</i> (CCPNP & OCAT, 1978) qui recense 215 objets considérés comme paysages caractéristiques. Il est tout à fait envisageable, voire recommandé, de s'appuyer sur ces travaux de qualité.</p> <p>Aucune aide financière du canton n'est prévue pour la réalisation d'une étude paysagère débouchant sur la désignation de « paysage d'importance régionale » puisque le Service des forêts et de la nature a déjà financé les travaux mentionnés ci-haut. En cas d'intérêt, le Service des forêts et de la nature pourrait néanmoins apporter un soutien financier pour la mise en œuvre d'actions concrètes en faveur du paysage au sein des régions.</p> <p><i>Im Kapitel «3. Umsetzung» des Blattes «T311. Landschaft» des kantonalen Richtplans wird spezifiziert, dass die Regionen "auf der Grundlage einer regionalen Landschaftsstudie Landschaften von regionaler Bedeutung bezeichnen können". Es besteht also keine Verpflichtung zur Regionalplanung.</i></p> <p><i>Die Region ist eine geeignete Massstabsebene, um Landschaftsschutzperimeter zu identifizieren und in ihre Planungsinstrumente zu integrieren. Es handelt sich um ein Querschnittsthema, das über die Gemeindegrenzen hinaus betrachtet werden muss und</i></p>
---	--	---

		<p><i>die Kohärenz zwischen den verschiedenen obligatorischen (Siedlung, Mobilität, Umwelt, Seeufer) und fakultativen Themen (Tourismus, Kulturgüter, öffentliche Infrastrukturen, Energie, Schiessstände, Landwirtschaft, Natur und Landschaft) des regionalen Richtplans stärkt.</i></p> <p><i>Die Erstellung einer Landschaftsstudie stellt eine zusätzliche Belastung für die Instanzen dar, die mit der Erstellung der verschiedenen Dokumente des regionalen Richtplans betraut sind. Dennoch sollte diese zusätzliche Investition als ein Mehrwert wahrgenommen werden, der sich mittel- bis langfristig auszahlt.</i></p> <p><i>Um eine regionale Landschaftsanalyse zu lancieren, muss man nicht bei null anfangen, da sich bereits zwei Vorstudien - finanziert vom Amt für Wald und Natur - mit den Freiburger Landschaften befasst haben. Im Jahr 2016 erstellte die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz ein Landschaftskonzept für den Kanton Freiburg. Diese Studie schlägt eine Typologie der kantonalen Landschaften vor, die ihrerseits vom Katalog der charakteristischen Kulturlandschaften der Schweiz inspiriert ist (SL-FP, 2014). Auf der Grundlage dieser Studie konnten 45 schützenswerte Perimeter identifiziert werden, welche die typologische Vielfalt der Landschaften des Kantons widerspiegeln. Zu erwähnen ist auch das Inventar der Naturlandschaften des Kantons Freiburg (CCPNP & OCAT, 1978), in dem 215 Objekte aufgeführt sind, die als charakteristische Landschaften betrachtet werden. Es ist durchaus denkbar, ja sogar empfehlenswert, sich auf diese hochwertigen Arbeiten zu stützen.</i></p> <p><i>Für die Durchführung einer Landschaftsstudie, die zur Bezeichnung einer «Landschaft von regionaler Bedeutung» führt, ist keine finanzielle Unterstützung des Kantons vorgesehen, da das Amt für Wald und Natur die oben erwähnten Arbeiten bereits finanziert hat. Bei Interesse könnte das Amt für Wald und Natur jedoch eine finanzielle Unterstützung für die Umsetzung von konkreten Aktionen zugunsten der Landschaft in den Regionen gewähren.</i></p>
--	--	---

<p>Le Projet d'agglomération de 4ème génération de l'Agglomération de Fribourg (PA4) récemment approuvé par le Conseil d'Etat et le plan directeur régional de la Sarine présentent des volets nature et paysage avec des contenus interdépendants. Dans le cadre de ces planifications, une série d'espaces naturels et de loisirs (ENL) ont été inventoriés et recourent les paysages d'importance cantonale, ou inversement. Dans ce sens, le Comité et la Préfecture tiennent à préciser que les ENL identifiés en dehors des paysages d'importance cantonale dans le PA4 et le plan directeur régionale de la Sarine sont à concevoir comme des « Paysages non inventoriés » au sens du plan directeur cantonal.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend note de ces remarques. A noter que le concept d'espaces naturels et de loisirs, ainsi que son articulation avec les paysages d'importance cantonale, ont fait l'objet de remarques dans le préavis du Service des forêts et de la nature sur le projet d'agglomération de Fribourg du 25 janvier 2022. Une séance d'échanges organisée par la suite entre le Service des forêts et de la nature et l'Agglomération de Fribourg a permis de clarifier la position exprimée par le canton dans ce contexte.</p>
---	--	--

<p>Crainte d'une diminution de l'autonomie communale. Nécessité de clarifier la mise en œuvre au niveau communal, notamment les rôles de chaque instance concernée.</p> <p><i>Befürchtung, dass die Gemeindeautonomie eingeschränkt wird. Notwendigkeit, die Umsetzung auf kommunaler Ebene zu klären, insbesondere die Rollen der einzelnen beteiligten Instanzen.</i></p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine, Ville de Fribourg, Association régionale La Gruyère, Commune de Corbières, Gemeindeverband Region Sense</p>	<p>Pour la mise en œuvre des paysages d'importance cantonale, le principe de subsidiarité est la règle : les communes gardent leur autonomie dans la conception de leur planification locale. Les objectifs inscrits dans le plan directeur cantonal sont certes contraignants, mais les voies et moyens pour les concrétiser sur le terrain ne sont pas imposés par l'autorité cantonale.</p> <p>La démarche est différente de la gestion des biotopes qui bénéficient d'une protection absolue et pour lesquels le Service des forêts et de la nature propose des articles-types à inscrire dans le règlement communal d'urbanisme. Selon l'avis de droit de Maître Brahier, la protection des paysages peut être qualifiée de « relative » (art. 6 al. 2 LPN ; art. 6 OIFP ; art. 32 al. 1 LPNat). Les communes bénéficient donc d'une marge de manœuvre plus importante pour la mise en œuvre des objectifs spécifiques de protection, de gestion et d'aménagement inscrits dans chacune des fiches de projet. Ces objectifs spécifiques doivent être appréhendés comme des lignes directrices dont le but est la prise en compte accrue des enjeux paysagers propres à chaque paysage d'importance cantonale. Pour ce faire, les communes peuvent s'appuyer sur les actions proposées pour chaque objet dans la boîte à outils, document annexe qui accompagne l'étude de base. Ces actions non contraignantes constituent des suggestions concrètes destinées à accompagner les communes dans leur mise en œuvre d'objectifs paysagers spécifiques. Elles doivent être adaptées et utilisées de manière différenciée en fonction du contexte et des enjeux spécifiques aux différents secteurs des paysages d'importance cantonale (zones urbaines ou agricoles, etc.).</p> <p>Dès l'adoption du plan directeur cantonal par le Conseil d'Etat, le Service des forêts et de la nature préavisera les plans d'aménagement local en évaluant la prise en compte des objectifs spécifiques des paysages d'importance cantonale inscrits dans les fiches de projet. L'Aide à l'exécution de la Loi sur la protection de la nature (LPNat) - Partie c - Paysage a été spécialement conçue pour clarifier les droits et tâches des communes concernées ou non par un paysage d'importance cantonale. Ce document permet de guider les communes qui devront traduire les objectifs spécifiques du plan directeur cantonal dans leur plan d'aménagement local (dispositions du règlement communal d'urbanisme, périmètre superposé de protection du paysage au plan d'affectation des zones, mesures paysagères inscrites au plan directeur communal, élaboration d'un « Programme paysage »). En tant que service de référence et instance responsable du soutien technique, le Service des forêts et de la nature (section nature et paysage) se tiendra également à disposition pour conseiller les communes et bureaux spécialisés lors de la réalisation de ces divers documents. Pour éviter les « visions non partagées », un échange commune-canton devrait être envisagé en début de processus de révision du plan d'aménagement local.</p> <p><i>Bei der Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung ist das Subsidiaritätsprinzip die Regel: Die Gemeinden behalten ihre Autonomie bei der</i></p>
---	---	---

Gestaltung ihrer Ortsplanung. Die im kantonalen Richtplan verankerten Ziele sind zwar verbindlich, die Wege und Mittel zu ihrer Umsetzung in der Fläche werden jedoch nicht von der kantonalen Behörde vorgeschrieben.

Der Ablauf unterscheidet sich von der Verwaltung von Biotopen, die einen absoluten Schutz geniessen und für die das Amt für Wald und Natur Musterartikel vorschlägt, die in der Gemeindebaureglement verankert werden sollen. Laut dem Rechtsgutachten von Maître Brahier kann der Landschaftsschutz als «relativ» bezeichnet werden (Art. 6 Abs. 2 NHG; Art. 6 VBLN; Art. 32 Abs. 1 NatG). Die Gemeinden verfügen somit über einen grösseren Handlungsspielraum bei der Umsetzung der spezifischen Schutz-, Pflege- und Gestaltungsziele, die in jedem der Projektblätter verankert sind. Diese spezifischen Ziele sind als Leitlinien zu verstehen, deren Ziel es ist, die landschaftlichen Herausforderungen, die jede Landschaft von kantonaler Bedeutung mit sich bringt, stärker zu berücksichtigen. Um dies zu erreichen, können sich die Gemeinden auf die Aktionen stützen, die für jedes Objekt in der Toolbox, einem Begleitdokument zur Basisstudie, vorgeschlagen werden. Diese nicht verbindlichen Aktionen stellen konkrete Vorschläge dar, die die Gemeinden bei der Umsetzung spezifischer Landschaftsziele unterstützen sollen. Sie müssen angepasst und differenziert eingesetzt werden, je nach Kontext und den spezifischen Herausforderungen der verschiedenen Sektoren der Landschaften von kantonaler Bedeutung (städtische oder landwirtschaftliche Gebiete usw.).

Sobald der kantonale Richtplan vom Staatsrat angenommen wird, wird das Amt für Wald und Natur die Ortsplanungen begutachten und dabei die Berücksichtigung der spezifischen Ziele der Landschaften von kantonaler Bedeutung, die in den Projektblättern eingetragen sind, beurteilen. Das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG), - Teil c - Landschaft wurde speziell entwickelt, um die Rechte und Aufgaben der Gemeinden zu klären, die von einer Landschaft von kantonaler Bedeutung betroffen sind oder nicht. Dieses Dokument dient als Leitfaden für die Gemeinden, die die spezifischen Ziele des kantonalen Richtplans in ihre Ortsplanung umsetzen müssen (Bestimmungen des kommunalen Baureglements, überlagerter Landschaftsschutzperimeter im Zonennutzungsplan, im kommunalen Richtplan verankerte Landschaftsmassnahmen, Ausarbeitung eines «Landschaftsprogramms»). Als Referenzstelle und für die technische Unterstützung zuständige Instanz wird das Amt für Wald und Natur (Sektion Natur und Landschaft) ebenfalls zur Verfügung stehen, um die Gemeinden und Fachbüros bei der Erstellung dieser verschiedenen Dokumente zu beraten. Um «ungeteilte Visionen» zu vermeiden, sollte ein Austausch zwischen Gemeinde und Kanton zu Beginn des Prozesses der Ortsplanungsrevision ins Auge gefasst werden.

<p>Craintes quant aux conséquences de la mise en œuvre des paysages d'importance cantonale dans les communes en fonction du statut ou de l'état d'avancement du plan d'aménagement local. En effet, selon le plan directeur cantonal, l'intégration des périmètres d'importance cantonale se fait au moment d'une révision générale du plan d'aménagement local et aucunes dispositions « transitoires » n'ont été définies dans l'intervalle de ce processus qui a lieu en principe tous les 15 ans. Cette crainte a aussi été exprimée dans le cadre des projets d'agglomération.</p> <p><i>Befürchtungen bezüglich der Auswirkungen der Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung in den Gemeinden je nach Status oder Stand der Ortsplanung. Tatsächlich erfolgt die Integration der Perimeter von kantonaler Bedeutung gemäss dem kantonalen Richtplan zum Zeitpunkt einer allgemeinen Revision der Ortsplanung, und es wurden keine "Übergangs"-Bestimmungen in der Zwischenzeit dieses Prozesses, der grundsätzlich alle 15 Jahre stattfindet, festgelegt. Diese Befürchtung wurde auch im Zusammenhang mit den Agglomerationsprogrammen geäussert.</i></p>	<p>Association régionale La Gruyère, Association des communes fribourgeoises (ACF), commune d'Estavayer, Ville de Fribourg, Commune d'Hauterive, Communes de Montagne Fribourgeoises, Parti socialiste, Ville de Bulle, Commune d'Echarlens, Commune de Corbières, UDC, Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen, MOBUL</p>	<p>La mise en œuvre des paysages d'importance cantonale n'aura pas d'impact sur les procédures en cours de révision des plans d'aménagement local. Si l'examen préalable a déjà été réalisé, la référence aux paysages d'importance cantonale ne sera pas exigée à l'examen final. C'est seulement à l'occasion de modifications ou d'une révision du plan d'aménagement local que des dispositions et des mesures devront être intégrées. Néanmoins, dès l'entrée en vigueur des présentes modifications du plan directeur cantonal, le canton sera contraint d'analyser les dossiers de construction en fonction de ces dispositions même sans les mentionner dans le plan d'aménagement local en vigueur.</p> <p>En ce qui concerne la zone agricole, il y a lieu de se référer aux directives et recommandations sur l'intégration paysagère des bâtiments agricoles en annexe XII du Guide des constructions. Par ailleurs, la section nature et paysage du Service des forêts et de la nature travaille actuellement à la rédaction d'une directive sur l'analyse de l'intégration paysagère des constructions et aménagements. L'objectif de ce document sera d'accompagner les « acteurs du paysage » dans l'évaluation de l'intégration paysagère d'un projet (installations, infrastructures, constructions, aménagements extérieurs).</p> <p><i>Die Umsetzung der Landschaften von kantonaler Bedeutung wird keine Auswirkungen auf den laufenden Revisionen der Ortsplanungen haben. Wenn die Vorprüfung bereits durchgeführt wurde, wird der Verweis auf die Landschaften von kantonaler Bedeutung bei der Schlussprüfung nicht mehr verlangt. Erst bei Änderungen oder einer Revision der Ortsplanung oder müssen Bestimmungen und Massnahmen integriert werden.</i></p> <p><i>In Bezug auf die Landwirtschaftszone sei an dieser Stelle auf die Richtlinien und Empfehlungen zur landschaftlichen Integration landwirtschaftlicher Gebäude in Anhang XII des Bauhandbuchs verwiesen. Darüber hinaus arbeitet die Sektion Natur und Landschaft des Amtes für Wald und Natur derzeit an der Erstellung einer Richtlinie zur Analyse der landschaftlichen Integration von Bauten und Anlagen. Ziel dieses Dokuments wird es sein, die «Landschaftsakteure» bei der Beurteilung der landschaftlichen Integration eines Projekts (Anlagen, Infrastrukturen, Bauten, Aussenanlagen) zu begleiten.</i></p>
--	--	--

<p>Crainte que le canton établisse des planifications trop contraignantes pour les autorités subordonnées, cela surtout relativement aux droits à bâtir. Les communes craignent que leur autonomie dans la planification locale ne soit diminuée par l'établissement d'un périmètre de protection. Les questions sont finalement de savoir quels sont les rôles des autorités communales et régionales, avec quelle marge de manœuvre, quel est le rôle du canton et en particulier celui du Service des forêts et de la nature dans le cadre de l'examen des plans d'aménagement local.</p> <p><i>Befürchtung, dass der Kanton für die untergeordneten Behörden zu strengen Planungen erstellt, vor allem in Bezug auf die Baurechte. Die Gemeinden befürchten, dass ihre Autonomie in der Ortsplanung durch die Einrichtung eines Schutzperimeters eingeschränkt wird. Die Fragen sind daher, welche Rolle die kommunalen und regionalen Behörden spielen, welchen Handlungsspielraum sie haben und welche Rolle der Kanton und insbesondere das Amt für Wald und Natur bei der Begutachtung von Ortsplanungen spielen.</i></p>	<p>Association régionale La Gruyère, Association des communes fribourgeoises (ACF), commune d'Estavayer, Ville de Fribourg, Commune d'Hauterive, Communes de Montagne Fribourgeoises, Parti socialiste, Ville de Bulle, Commune d'Echarlens, Commune de Gruyères, Commune de Corbières, UDC, Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen, MOBUL</p>	<p>Conformément aux art. 6 al. 2 de la loi sur la protection de la nature, à l'art. 6 de l'Ordonnance concernant l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels et à l'art. 32 al.1 de la loi sur la protection de la nature et le paysage, la protection des paysages est explicitement qualifiée de relative dans le plan directeur cantonal. Cela signifie que des atteintes au caractère du paysage ne sont pas exclues d'emblée, mais qu'elles doivent faire l'objet d'une pesée des intérêts et être évitées « dans la mesure du possible » (Art. 32 al. 1 LPNat).</p> <p>Les communes, respectivement les régions, gardent leur autonomie dans la conception de leur planification locale et régionale. Les objectifs inscrits dans le plan directeur cantonal sont certes contraignants, mais les voies et moyens pour les concrétiser sur le terrain ne sont pas imposés par l'autorité cantonale. De plus, les paysages d'importances cantonale n'ont pas pour vocation d'empêcher le développement territorial. Les principes de densification et d'extension de la zone à bâtir ne sont donc pas remis en cause par cet inventaire. Quant au Service des forêts et de la nature, il préavisera les plans d'aménagement local en évaluant la prise en compte des objectifs spécifiques des paysages d'importance cantonale. En tant que service de référence pour les questions paysagères, ce service se tiendra également à disposition pour conseiller les communes et leurs mandataires. Par ailleurs, l'inscription de paysages d'importance cantonale dans le plan directeur cantonal ne change pas la pratique des services cantonaux en matière de préavis. La pesée des intérêts en présence continuera d'être assurée par les instances de décisions compétentes selon le contexte (planification ou autorisations de construire). Dans ce contexte, le Conseil d'Etat précise que l'ISOS s'applique essentiellement au patrimoine bâti et aux façades. Les paysages d'importance cantonale complètent cet inventaire car ils considèrent le paysage dans son ensemble en prenant en compte à la fois l'espace bâti et non bâti et l'ensemble de ses composantes naturelles et anthropiques. En outre, il est encore précisé que, le plan directeur cantonal ne peut pas se substituer aux législations fédérales et cantonales en vigueur : la protection de la situation acquise (8 art. 69 ss LATeC).</p> <p><i>Gemäss Art. 6 Abs. 2 des Bundesgesetzes über den Natur- und Heimatschutz, Art. 6 der Verordnung über das Bundesinventar der Landschaften und Naturdenkmäler und Art. 32 Abs.1 des Gesetzes über den Natur- und Landschaftsschutz wird der Landschaftsschutz im kantonalen Richtplan explizit als relativ bezeichnet. Dies bedeutet, dass Beeinträchtigungen des Landschaftscharakters nicht von vornherein ausgeschlossen sind, sondern einer Interessenabwägung unterzogen und «soweit möglich» vermieden werden sollen (Art. 32 Abs. 1 NatG).</i></p> <p><i>Die Gemeinden bzw. Regionen behalten ihre Autonomie bei der Gestaltung ihrer Orts- und Regionalplanung. Die im kantonalen Richtplan verankerten Ziele sind zwar verbindlich, aber die Wege und Mittel, um sie vor Ort zu verwirklichen, werden nicht von der kantonalen Behörde vorgeschrieben. Zudem haben Landschaften von kantonalen Bedeutung nicht die Aufgabe, die Raumentwicklung zu verhindern. Die Grundsätze der Verdichtung und der</i></p>
---	---	--

		<p><i>Erweiterung der Bauzonen werden durch dieses Inventar also nicht in Frage gestellt. Was das Amt für Wald und Natur betrifft, so wird es die Ortsplanungen begutachten, indem es die Berücksichtigung der spezifischen Ziele der Landschaften von kantonaler Bedeutung beurteilt. Als Referenzstelle für Landschaftsfragen wird dieses Amt auch für die Beratung der Gemeinden und ihrer Mandatsträger zur Verfügung stehen.</i></p> <p><i>Im Übrigen ändert die Aufnahme von Landschaften von kantonaler Bedeutung in den kantonalen Richtplan nichts an der Praxis der kantonalen Amtsstellen in Bezug auf Gutachten. Die Interessenabwägung wird weiterhin von den je nach Kontext (Planung oder Baubewilligungen) zuständigen Entscheidungsinstanzen vorgenommen. In diesem Zusammenhang weist der Staatsrat darauf hin, dass das ISOS hauptsächlich auf das bauliche Erbe und die Fassaden Anwendung findet. Die Landschaften von kantonaler Bedeutung ergänzen dieses Inventar, da sie die Landschaft als Ganzes betrachten und dabei sowohl den bebauten als auch den unbebauten Raum und alle seine natürlichen und anthropogenen Komponenten berücksichtigen. Darüber hinaus wird noch präzisiert, dass der kantonale Richtplan die geltenden eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebungen nicht ersetzen kann und dass folglich der Schutz der Besitzstandsgarantie (8 Art. 69 ff. RPBG) ausserhalb der Bauzone gewährleistet ist.</i></p>
--	--	--

<p>Demande de clarification de l'appui technique financier et juridique du Service des forêts et de la nature auprès des communes.</p> <p><i>Antrag auf Klärung der finanziellen und rechtlichen technischen Unterstützung des Amtes für Wald und Natur bei den Gemeinden.</i></p>	<p>Association régionale La Gruyère, Association des communes fribourgeoises (ACF), commune d'Estavayer, Ville de Fribourg, Commune d'Hauterive, Communes de Montagne Fribourgeoises, Parti socialiste, Ville de Bulle, Commune d'Echarlens, Commune de Corbières, UDC, Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen, MOBUL, Commune de Bois d'Amont</p>	<p>La loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat) et son règlement (RPNat) définissent le rôle du Service des forêts et de la nature qui fournit aux communes conseils et assistance technique nécessaires à la mise en œuvre de la loi (art. 7 al. 4 et 9 al. 3 LPNat). C'est dans cette volonté d'assistance aux communes et conformément à l'art. 4 al. 2 RPNat qu'a été élaborée l'Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage) destinée à faciliter la mise en œuvre de la loi précitée. Il n'est pas prévu de modifier la LPNat pour la mise en œuvre concrète de ces principes paysage du plan directeur cantonal.</p> <p>Cet accompagnement est à considérer comme l'une des missions du Service des forêts et de la nature et vise à soutenir la mise en œuvre de la politique de protection de la nature et du paysage ancrée dans la LPNat. Il ne constitue pas, en tant que tel, une participation financière à des projets. Le chapitre 10 de l'Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage) précise toutefois les conditions et démarches à effectuer pour obtenir une subvention du canton dans le cadre d'études ou d'actions concrètes en faveur du paysage. La subvention cantonale peut s'élever à 20% des coûts effectifs au maximum.</p> <p>Le Service des forêts et de la nature analysera les demandes de subvention sur la base des critères d'évaluation suivants : conformité de la mesure avec les objectifs spécifiques du paysage d'importance cantonale et le programme paysage ; pertinence de la mesure à l'endroit prévu ; cohérence avec les autres enjeux territoriaux (nature, patrimoine, archéologie, etc.) ; durabilité de la mesure ; bénéfique pour le paysage et intérêt public ; disponibilité du financement cantonal ; égalité de traitement entre les paysages d'importance cantonale.</p> <p>Les projets qui sont subventionnés par d'autres instances cantonales ou des projets « d'intérêt privé » ne peuvent pas être subventionnés par le Service des forêts et de la nature. Des mesures concrètes d'aménagement, d'entretien, de valorisation ou de restauration dans d'autres paysages (inventoriés ou non) sont aussi éligibles aux financements du Service des forêts et de la nature pour autant qu'ils contribuent à maintenir et renforcer les qualités du paysage. Néanmoins, les fonds disponibles auprès du Services des forêts et de la nature sont tributaires de l'attribution des budgets cantonaux et du subventionnement accordé par la Confédération (Convention-programme). A noter que d'autres sources de financement non étatiques existent pour des projets en faveur du paysage, p.ex. le Fonds Suisse pour le paysage (FSP) ; la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire (SL-FP) et la Loterie romande.</p> <p>Il n'est pas prévu de créer une commission cantonale ad hoc pour l'examen des PIC, la LPNat n'ayant pas institué une telle commission. Le rôle du Service des forêts et de la nature est de s'assurer de la mise en œuvre des différents inventaires paysagers et notamment de leur mise sous protection. Les communes mettent sous protection les objets via leurs instruments d'aménagement du territoire et doivent examiner les dossiers à l'aune des principes du plan directeur cantonal. Le Service des forêts et de la nature peut</p>
--	---	---

s'appuyer sur la commission Environnement, nature et paysage pour recueillir des avis concernant la mise en œuvre des PIC.

Das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) und sein Reglement (NatR) definieren die Rolle des Amtes für Wald und Natur, das den Gemeinden die zur Umsetzung des Gesetzes notwendige Beratung und technische Unterstützung bietet (Art. 7 Abs. 4 und 9 Abs. 3 NatG). In diesem Willen zur Unterstützung der Gemeinden und gemäss Art. 4 Abs. 2 NatR wurde [die Vollzugshilfe NatG \(Teil c - Landschaft\)](#) erarbeitet, die die Umsetzung des oben genannten Gesetzes erleichtern soll. Eine Änderung des NatG zur konkreten Umsetzung dieser landschaftlichen Grundsätze des kantonalen Richtplans ist nicht vorgesehen.

Diese Begleitung ist als eine der Aufgaben des Amtes für Wald und Natur zu betrachten und soll die Umsetzung der im NatG verankerten Natur- und Landschaftsschutzpolitik unterstützen. Es stellt als solches keine finanzielle Beteiligung an Projekten dar. In Kapitel 10 der Vollzugshilfe NatG (Teil c - Landschaft) sind jedoch die Bedingungen und Schritte aufgeführt, die unternommen werden müssen, um im Rahmen von Studien oder konkreten Aktionen zugunsten der Landschaft einen Beitrag des Kantons zu erhalten. Die kantonale Subvention kann maximal 20% der effektiven Kosten betragen.

Das Amt für Wald und Natur wird die Subventionsgesuche anhand der folgenden Bewertungskriterien analysieren: Übereinstimmung der Massnahme mit den spezifischen Zielen der Landschaft von kantonaler Bedeutung und dem Landschaftsprogramm; Relevanz der Massnahme am vorgesehenen Ort; Kohärenz mit den anderen territorialen Herausforderungen (Natur, Kulturerbe, Archäologie usw.); Nachhaltigkeit der Massnahme; Nutzen für die Landschaft und öffentliches Interesse; Verfügbarkeit der kantonalen Finanzierung; Gleichbehandlung der Landschaften von kantonaler Bedeutung. Projekte "von privatem Interesse" können nicht von Amt für Wald und Natur subventioniert werden.

Konkrete Planungs-, Pflege-, Aufwertungs- oder Restaurierungsmassnahmen in anderen (inventarisierten oder nicht inventarisierten) Landschaften kommen ebenfalls für eine Finanzierung durch das Amt für Wald, Wild und Fischerei in Frage, sofern sie dazu beitragen, die Qualitäten der Landschaft zu erhalten und zu stärken. Die beim Wald- und Naturschutzdienst verfügbaren Mittel hängen jedoch von der Zuweisung der kantonalen Budgets und der Subventionierung durch den Bund (Programmvereinbarung) ab.

Es ist anzumerken, dass es weitere nichtstaatliche Finanzierungsquellen für Landschaftsprojekte gibt, z.B. den Fonds Landschaft Schweiz (FLS); die Stiftung Landschaftsschutz Schweiz (SL-FP) und die Loterie Romande.

Es ist nicht vorgesehen, eine kantonale Ad-hoc-Kommission für die Prüfung von Landschaften von kantonaler Bedeutung zu schaffen, da das Gesetz über den Natur- und Landschaftsschutz (NatG) eine solche Kommission nicht eingesetzt hat.

		<i>Die Rolle des Amtes für Wald und Natur besteht darin, die Umsetzung der verschiedenen Landschaftsinventare und insbesondere deren Unterschutzstellung zu gewährleisten. Die Gemeinden stellen die Objekte über ihre Raumplanungsinstrumente unter Schutz und müssen die Dossiers anhand der Grundsätze des kantonalen Richtplans prüfen. Das Amt für Amt und Natur prüft die Möglichkeit, eine interdisziplinäre Plattform einzurichten, um die Kommunikation zu erleichtern, das Vorgehen der im Bereich der Landschaft involvierten Stellen zu koordinieren, insbesondere was die Stellungnahmen und die möglichen Finanzierungen betrifft.</i>
Demande de clarification de l'articulation des inventaires et outils sous l'angle des planifications intercommunales (notamment l'art. 34, al. 2 de la loi sur la protection de la nature et du paysage LPNat).	Association régionale La Gruyère, Commune d'Estavayer, Commune d'Hauterive, Ville de Bulle	Conformément aux Art. 7 al. 3 et Art. 34 al. 2 de la Loi sur la protection de la nature (LPNat), les communes ont pour tâches de collaborer et de se coordonner entre elles pour la protection du paysage et l'aménagement du territoire. La forme de cette coordination reste libre (associations régionales, ententes ou commissions intercommunales, etc.). La collaboration peut être organisée au sein d'instances existantes ou dans le cadre de structures nouvellement créées. A noter qu'afin de faciliter la tâche des communes, l'Annexe 3 de l' Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage) propose un modèle-type pour la constitution d'une convention d'entente intercommunale ayant pour but la mise en œuvre des objectifs spécifiques des paysages d'importance cantonale.
Demande de précision sur la prise en charge des mesures de protection ou de mise en valeur supplémentaires qui découleront des objectifs fixés.	Centre touristique GMV SA	Le maintien des qualités d'un paysage implique au même titre que d'autres thématiques (protection des milieux naturels, protection des eaux souterraines...) des contraintes d'utilisation du sol, lesquelles sont précisées de manière juridique dans les règlements communaux. Le fait qu'un terrain soit grevé de certaines restrictions permettant d'atteindre les buts de protection visés ne signifie pas pour autant que ce soit au canton de financer les mesures qui en découlent. Les mesures de mises en valeur doivent aussi être considérées comme un potentiel de maintenir la qualité d'un site, qui a aussi des effets importants pour l'image touristique du site.

<p>Demande de clarification de la terminologie utilisée pour définir/distinguer la nature et le paysage (notamment le rattachement des sites marécageux et marais d'une beauté particulière) ainsi que le rôle du Service des forêts et de la nature dans le contexte du paysage intégrant des constructions humaines.</p> <p><i>Antrag auf Klärung der Terminologie, die zur Definition/Unterscheidung von Natur und Landschaft verwendet wird (insbesondere die Zuordnung von Moorlandschaften und Sümpfen von besonderer Schönheit), sowie der Rolle des Amtes für Wald und Natur im Zusammenhang mit der Landschaft, in die menschliche Bauten einbezogen sind</i></p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Commune de Broc, Commune de Gurmels</p>	<p>Les sites marécageux et marais d'une beauté particulière sont protégés par la Constitution fédérale et considérés comme des paysages d'importance nationale par l'Office fédéral de l'environnement. Ceci explique leur inclusion dans le thème Paysage du plan directeur cantonal. Contrairement aux paysages d'importance cantonale, les sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale bénéficient d'une protection absolue ce qui explique l'usage de la formulation « conserver intact » dans les objectifs du thème « paysage » du Plan directeur cantonal. Puisque la gestion de ces sites relève d'une législation fédérale, l'approbation de cette disposition du plan directeur cantonal ne changera aucunement les pratiques actuelles vis-à-vis de ces zones protégées.</p> <p>La section nature et paysage du Service des forêts et de la nature est responsable de la mise en œuvre de la loi sur la protection de la nature et du paysage (LPNat). La thématique du paysage ne s'arrête pas aux portes des villes et villages et s'applique également au milieu bâti. Un traitement qualitatif des franges urbaines, qui marquent la transition entre le tissu urbain et la zone agricole, constitue notamment une composante essentielle d'un paysage harmonieux.</p> <p><i>Moorlandschaften und Sümpfe von besonderer Schönheit sind durch die Bundesverfassung geschützt und werden vom Bundesamt für Umwelt als Landschaften von nationaler Bedeutung eingestuft. Dies begründet ihre Aufnahme in das Thema Landschaft des kantonalen Richtplans.</i></p> <p><i>Im Gegensatz zu den Landschaften von kantonaler Bedeutung sind die Moorlandschaften von besonderer Schönheit und nationaler Bedeutung absolut geschützt, was die Verwendung der Formulierung "intakt erhalten" in den Zielen des Themas "Landschaft" des kantonalen Richtplans begründet. Da die Verwaltung dieser Gebiete unter die Bundesgesetzgebung fällt, wird die Genehmigung dieser Bestimmung des kantonalen Richtplans die derzeitige Praxis in Bezug auf diese Schutzgebiete in keiner Weise ändern.</i></p> <p><i>Die Sektion Natur und Landschaft des Amtes für Wald und Natur ist für die Umsetzung des Natur- und Heimatschutzgesetzes (NatG) zuständig. Das Thema Landschaft endet nicht an den Grenzen von Städten und Dörfern, sondern gilt auch für die bebaute Umgebung. Eine qualitative Behandlung der Siedlungsränder, die den Übergang zwischen dem städtischen Gefüge und der Landwirtschaftszone markieren, ist insbesondere ein wesentlicher Bestandteil einer harmonischen Landschaft.</i></p>
<p>Demande de précision sur la prise en compte des paysages d'importance nationale et de la coordination intercantonale.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF)</p>	<p>L'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels (IFP) existe depuis 1977. La modification du plan directeur cantonal ne change aucunement les pratiques actuelles en matière de gestion de ces périmètres d'importance nationale. La coordination intercantonale est assurée notamment par le biais des plans directeurs cantonaux qui sont tous approuvés par la Confédération.</p>

<p>Demande de clarification de l'articulation entre les quatre niveaux de paysages différents aux buts et modalités de protection distincts.</p> <p><i>Forderung nach einer Klärung der Zusammenhänge zwischen den vier verschiedenen Ebenen von Landschaften mit unterschiedlichen Schutzziele und -modalitäten.</i></p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Gurmels</p>	<p>Ces différents niveaux de paysages et les inventaires associés (existants ou à réaliser dans le futur) sont détaillés dans les chapitres 3 à 6 de l'Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage), un document mis à disposition lors de la consultation publique.</p> <p><i>Diese verschiedenen Landschaftsebenen und die damit verbundenen (bestehenden oder in Zukunft zu erstellenden) Inventare werden in den Kapiteln 3 bis 6 der Vollzugshilfe zum NatG (Teil c - Landschaft), einem Dokument, das während der öffentlichen Vernehmlassung zur Verfügung gestellt wurde, detailliert erläutert.</i></p>
---	---	---

<p>Critique de l'approche méthodologique retenue qui est purement protectrice et conservatrice et empêche le développement territorial et touristique.</p> <p><i>Kritik am gewählten methodischen Ansatz, der rein schützend und konservativ ist und die räumliche und touristische Entwicklung verhindert.</i></p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Commune de Broc, Association Fribourgeoise de l'industrie des Gravieres et du Béton (AFGB), Ville de Fribourg, Communes de Montagne Fribourgeoises, Parti Le Centre, Remontées Mécaniques Alpes Fribourgeoises, Commune de Corbières, Centre touristique GMV SA, Commune de Cheyres-Châbles, Commune de Corbières, Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen, Kultur Natur Deutschfreiburg KUND</p>	<p>Le caractère dynamique et évolutif du paysage a été pris en compte dans toutes les phases d'élaboration de l'inventaire des paysages d'importance cantonale. A ce propos, nous renvoyons aux définitions de la <i>Convention européenne sur le paysage</i> (Conseil de l'Europe, 2000) et de la <i>Stratégie paysage de l'OFEV</i> (2011) présentées dans le rapport explicatif de l'étude de base et sur lesquelles se fonde toute la méthode qui sous-tend l'inventaire.</p> <p>Il ne s'agit donc en aucun cas d'adopter une approche purement protectrice et conservatrice du paysage visant à exclure l'humain du territoire pour constituer des réserves naturelles ou musées à ciel ouvert. Bien au contraire, l'objectif de l'inventaire des paysages d'importance cantonale est d'orienter le développement territorial en ancrant cette thématique dans les outils de planification tout en visant une haute qualité paysagère des projets de construction. Il s'agit également de maintenir, entretenir ou valoriser les composantes rares et typiques qui caractérisent chacun des paysages d'importance cantonale.</p> <p>Pour atteindre ces objectifs paysagers, trois types d'actions sont proposées dans le plan directeur cantonal :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les actions de protection ont pour objectif de préserver en priorité les éléments qui composent l'identité et le caractère des paysages pour les maintenir visibles/ lisibles. - Les actions de gestion ont pour objectif d'entretenir les paysages, de prévenir les altérations et de ménager les sites faiblement anthropisés, mais également d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques, environnementales. - Les actions d'aménagement se concrétisent par des mesures de valorisation, de restauration, voire de création des paysages et impliquent une intervention proactive en faveur du paysage. <p>A noter qu'une prise en compte plus poussée de la thématique paysagère dans l'aménagement du territoire s'inscrit parfaitement dans une démarche de développement durable puisqu'il s'agit de transmettre aux générations futures des paysages de qualité en considérant tout à la fois les dimensions économiques, sociales et naturelles de ces espaces.</p> <p>La fonction touristique constitue d'ailleurs l'une des cinq fonctions paysagères évaluées pour déterminer les paysages d'importance cantonale. Le tourisme a donc été considéré comme une composante à part entière et parfois méliorative du paysage fribourgeois. Si les remontées mécaniques peuvent parfois être perçues comme des éléments disruptifs dans leur environnement, elles permettent aussi l'accès au plus grand nombre à des secteurs d'un grand intérêt paysager. Les stations de montagne permettent par ailleurs de « vivre » et d' « expérimenter » le paysage au travers de différentes activités. La présence de stations dans les Préalpes fribourgeoises joue donc un rôle important dans le processus d'identification et d'appropriation du paysage préalpin auprès de la population fribourgeoises et au-delà.</p>
---	---	---

L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à restreindre, ni à promouvoir l'essor économique des pôles touristiques inscrits au plan directeur cantonal. Il vise avant tout à « *garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères* ». Le but est d'accompagner la réalisation de projets touristiques en respectant au mieux les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui rendent ces paysages si attractifs et particuliers. Cet objectif s'inscrit donc pleinement dans une démarche de développement durable en préservant un cadre attrayant pour les différentes stations des Préalpes fribourgeoises intégrées dans les périmètres des paysages d'importance cantonale.

Der dynamische und evolutive Charakter der Landschaft wurde in allen Phasen der Erarbeitung des Inventars der Landschaften von kantonaler Bedeutung berücksichtigt. In diesem Zusammenhang verweisen wir auf die Definitionen des Landschaftsübereinkommens des Europarates (Europarat, 2000) und der Landschaftsstrategie des BAFU (2011), die im [erläuternden Bericht zur Grundlagenstudie](#) vorgestellt werden und auf denen die gesamte dem Inventar zugrunde liegende Methode beruht.

Es geht also keinesfalls darum, einen rein schützenden und konservierenden Ansatz für die Landschaft zu verfolgen, der darauf abzielt, den Menschen aus dem Gebiet auszuschliessen, um Naturschutzgebiete oder Freilichtmuseen zu bilden. Ganz im Gegenteil: Das Ziel des Inventars der Landschaften von kantonaler Bedeutung ist es, die Raumentwicklung zu lenken, indem diese Thematik in den Planungsinstrumenten verankert wird und gleichzeitig eine hohe landschaftliche Qualität der Bauprojekte angestrebt wird. Es geht auch darum, die seltenen und typischen Komponenten, die jede der Landschaften von kantonaler Bedeutung charakterisieren, zu erhalten, zu pflegen oder aufzuwerten.

Um diese landschaftlichen Ziele zu erreichen, werden im kantonalen Richtplan drei Arten von Massnahmen vorgeschlagen:

- **Schutzmassnahmen** haben zum Ziel, vorrangig die Elemente zu bewahren, die die Identität und den Charakter der Landschaften ausmachen, um sie sichtbar/lesbar zu halten.
- Die **Pflegemassnahmen** haben zum Ziel, die Landschaften zu pflegen, Veränderungen vorzubeugen und schwach anthropogene Standorte zu schonen, aber auch die durch soziale, wirtschaftliche und ökologische Entwicklungen hervorgerufenen Veränderungen zu harmonisieren.
- Die **Landschaftsplanung** umfasst Massnahmen zur Aufwertung, Wiederherstellung oder sogar Schaffung von Landschaften und beinhaltet ein proaktives Handeln zugunsten der Landschaft.

		<p><i>Eine stärkere Berücksichtigung der Landschaftsthematik in der Raumplanung entspricht voll und ganz einem Ansatz der nachhaltigen Entwicklung, da es darum geht, zukünftigen Generationen qualitativ hochwertige Landschaften zu hinterlassen und dabei gleichzeitig die wirtschaftlichen, sozialen und natürlichen Dimensionen dieser Räume zu berücksichtigen.</i></p> <p><i>Die touristische Funktion ist im Übrigen eine der fünf Landschaftsfunktionen, die zur Bestimmung der Landschaften von kantonaler Bedeutung bewertet wurden. Der Tourismus wurde also als vollwertiger und manchmal meliorativer Bestandteil der Freiburger Landschaft betrachtet. Auch wenn Skilifte manchmal als disruptive Elemente in ihrer Umgebung wahrgenommen werden können, ermöglichen sie auch den Zugang einer breiten Öffentlichkeit zu Gebieten von grossem landschaftlichem Interesse. Die Bergstationen ermöglichen es darüber hinaus, die Landschaft durch verschiedene Aktivitäten zu "erleben" und zu "erfahren". Die Präsenz von Bergstationen in den Freiburger Voralpen spielt also eine wichtige Rolle im Prozess der Identifizierung und Aneignung der Voralpenlandschaft bei der Freiburger Bevölkerung und darüber hinaus.</i></p> <p><i>Das Inventar der Landschaften von kantonaler Bedeutung soll den wirtschaftlichen Aufschwung der im kantonalen Richtplan verankerten Tourismusschwerpunkte weder einschränken noch fördern. Es soll vor allem "ein Gleichgewicht zwischen einem qualitativ hochwertigen touristischen Angebot und der Erhaltung der landschaftlichen Merkmale gewährleisten". Ziel ist es, die Umsetzung von Tourismusprojekten zu begleiten und dabei die natürlichen und patrimonialem Merkmale, die diese Landschaften so attraktiv und besonders machen, bestmöglich zu respektieren. Dieses Ziel steht also voll und ganz im Einklang mit einer nachhaltigen Entwicklung, indem es einen attraktiven Rahmen für die verschiedenen Stationen der Freiburger Voralpen bewahrt, die in die Perimeter der Landschaften von kantonaler Bedeutung integriert sind.</i></p>
<p>Demande de clarification de la définition des "paysages non inventoriés" en lien avec les paysages inventoriés par la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF)</p>	<p>Les « paysages non inventoriés » désignent l'ensemble du territoire fribourgeois qui ne figurent pas dans un inventaire de protection du paysage listé dans le plan directeur cantonal, à savoir les paysages d'importance nationale (Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale, Sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale), les paysages d'importance cantonale et les paysages d'importance régionale ou locale.</p> <p>Les 45 paysages mis en évidence par la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage (SL-FP, 2016) n'ont aucun statut officiel et contraignant. Les communes sont libres d'utiliser cette étude pour sélectionner d'éventuels paysages d'importance locale mais elles peuvent également désigner des périmètres protégés selon leur propre analyse et appréciation (à justifier dans le plan d'aménagement local).</p>

<p>Critique du manque de clarté entre les objectifs des paysages d'importance cantonale et la question des éoliennes qui crée une incertitude juridique propice aux recours et qui impactera la longueur des procédures. Qui définit les "points de vue majeurs" et qu'est-ce qu'un "fort impact visuel" ?</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Ville de Fribourg, Commune de Corbières</p>	<p>Les concepts de « vue sur le grand paysage » et de « point de vue majeur » sont précisés au chapitre 7 de l'Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage). La prise en compte de ces points de vue sur le paysage sont applicables à différentes échelles : périmètre d'un PIC, territoire communal, région, etc.</p> <p>L'aide à l'exécution définit les critères qui permettent d'identifier les points de vue dignes d'intérêt sur le grand paysage. Le document décrit également la manière de préserver ces vues en les inscrivant dans le plan d'affectation des zones et en définissant des dispositions de principe dans le règlement communal d'urbanisme. Les communes peuvent également planifier la création de nouveaux points de vue ou la mise en valeur d'échappées visuelles existantes en les mentionnant comme « à créer » ou « à améliorer » dans leur plan directeur communal</p>
<p>Demande que les secteurs bâtis ayant des prescriptions réglementaires suffisantes dans leur plan d'aménagement local soient sortis du périmètre des paysages d'importance cantonale.</p>	<p>Ville de Fribourg</p>	<p>Les prescriptions réglementaires actuelles ne représentent pas un critère de délimitation des paysages d'importance cantonale.</p>
<p>Demande d'ajout des communes en tant qu'instance participant aux discussions avec le canton sur la détermination des projets de paysages d'importance cantonale et que celles-ci prennent en compte les paysages non inventoriés dans leur planification.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Commune de Cheyres-Châbles</p>	<p>Les communes concernées ont eu l'occasion de s'exprimer dans le cadre des ateliers participatifs et séances d'échanges organisées lors de la réalisation de l'inventaire des PIC. La mise en consultation publique constitue une nouvelle occasion de se déterminer formellement sur le projet. Quant à la prise en compte des paysages non inventoriés dans les plans d'aménagement local, elle figure déjà comme tâche communale dans le plan directeur cantonal modifié.</p>
<p>Demande de retirer du rapport explicatif le Viaduc de Grandfey afin d'éviter des problèmes en vue d'un futur assainissement, élargissement ou doublement de cet ouvrage ferroviaire.</p>	<p>CFF</p>	<p>L'intégration d'un ouvrage dans le périmètre des paysages d'importance cantonale du plan directeur cantonal n'empêche en rien des futurs travaux d'assainissement ou de modification.</p>
<p>Demande de correction du report du nouveau tracé de la ligne de transport LT146 dans la fiche d'objet n°9.</p>	<p>CFF</p>	<p>Des modifications seront apportées au document afin de tenir compte de cette remarque.</p>
<p>Demande de prendre en compte la superposition entre les paysages d'importance cantonale et les périmètres des parcs naturels régionaux Gruyère-Pays-d'Enhaut et du Gantrisch sous l'angle de la coordination. La préservation et la valorisation du paysage sont un objectif central des parcs d'importance nationale.</p>	<p>Canton de Vaud</p>	<p>Ces éléments seront pris en compte dans les rubriques de coordination correspondantes des fiches de projets concernées et également dans le thème T311 Parcs d'importance nationale.</p>

Les cantons de Fribourg et de Vaud partagent des sites marécageux d'importance nationale. Proposition de définir les mesures de protection concrètes pour ces sites dans le cadre d'une collaboration intercantonale	Canton de Vaud	Ceci concerne uniquement le site marécageux n°416 « Grande Cariçaie » pour lequel une coopération intercantonale est déjà assurée.
Demande d'intégration d'un treizième paysage d'importance cantonale sur la commune de Bossonnens: les ruines du château de Bossonnens et le bloc erratique se trouvant à proximité.	Commune de Bossonnens	Les ruines médiévales de Bossonnens constituent des éléments paysagers remarquables mais leur emprise spatiale est trop restreinte pour que ce site soit considéré comme un paysage d'importance cantonale à part entière. A noter que les ruines font partie d'un périmètre archéologique et que le bloc erratique mentionné fait partie de l'inventaire des géotopes d'importance cantonale (GIC). La prise en compte de ces deux sites patrimoniaux dans les outils de planification locale et régionale, ce qui garantit une protection complémentaire de ces objets, est néanmoins saluée.
Contestation de l'objectif en lien avec la catégorie (paysage avec intérêt particulier ou gestion/aménagement) et le périmètre.	Ville de Fribourg	Les objectifs liés à un type de paysage visent simplement à orienter les choix de gestion et d'aménagement dans le sens d'en préserver les caractéristiques qualitatives qui le rendent précisément typique.
Le titre de la carte de la page 7 de la fiche T311 (Délimitation des paysages d'importance nationale) est à modifier puisque la carte intègre maintenant les paysages d'importance cantonale.	Commune de Villars-sur-Glâne	Des modifications seront apportées au document afin de tenir compte de cette remarque.
Demande des de s'en tenir aux contraintes fédérales et cantonale existantes sans ajouter d'autres obligations pour les régions ou les communes.	Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Corbières, Commune de Gruyères	La désignation de paysages d'importance cantonale découle d'une obligation légale (Art.33 de la loi sur la protection de la nature et du paysage) qui demande au canton d'inventorier les paysages absents des inventaires fédéraux et d'en fixer les lignes directrices en matière de protection, de gestion et d'aménagement dans son plan directeur. Les inventaires existants permettent de protéger des composantes essentielles du paysage. Ils ne permettent cependant pas d'appréhender le paysage dans son ensemble et dans sa complexité.
Il apparaît fondamental de restaurer certains éléments des paysages d'importance cantonale avant de les valoriser. Les mentions « restaurer, restauration » des valeurs existantes aux paysages d'importance cantonale sont quasiment inexistantes.	Helvetia Nostra	Le chapitre « 2. Principes » de la fiche « T311. Paysage » stipule explicitement que « <i>des actions d'aménagement se concrétisent par des mesures de valorisation, de restauration, voire de création des paysages et impliquent une intervention proactive en faveur du paysage.</i> »

<p>Demande d'ajout du principe de "zones tampons" permettant d'évaluer les atteintes des projets sur les paysages d'importance cantonale.</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	<p>Le concept de zone tampon n'est pas réellement adapté à la thématique des paysages d'importance cantonale qui constituent déjà des entités à grande emprise spatiale. Le périmètre de ces objets épouse souvent des limites topographiques ou correspond au champ de visibilité depuis un élément centrale et déterminant de ce paysage (p.ex. : colline de Gruyères, Lac Noir, Lac de la Gruyère, etc.). Il n'est donc pas pertinent d'ajouter une zone tampon autour de ces périmètres.</p>
<p>La tâche de « définir des dispositions qui permettent de garder la vue libre de végétation, de construction, d'éléments perturbateurs dans les champs de vision des vues caractéristiques » ne doit en aucun cas s'accomplir au détriment de la protection des valeurs naturelles, notamment d'arbres majestueux.</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	<p>Nous prenons note de cette remarque. Le but de cette mesure n'est en aucun cas de porter atteinte à des éléments paysagers remarquables comme les arbres majestueux. Il s'agit d'entretenir des échappées visuelles existantes sur le grand paysage en évitant l'embroussaillage ou autres dégradations de ces belvédères ou panoramas.</p>
<p>Crainte que la protection du paysage soit systématiquement contournée en l'absence de mesures véritablement contraignantes.</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	<p>D'un point de vue juridique, une protection dite « relative » s'oppose à une « protection absolue » qui s'applique à certains biotopes et aux sites marécageux d'une beauté particulière et d'importance nationale. La protection relative ne signifie pas que les objectifs inscrits au plan directeur cantonal ne sont pas contraignants mais bien que le caractère évolutif du paysage est pris en compte. Il ne s'agit pas de figer ou de « mettre sous cloche » les paysages d'importance cantonale mais bien d'orienter le développement de ces périmètres en visant une haute qualité paysagère au travers d'actions de protection, de gestion et d'aménagement du territoire.</p>

<p>Crainte que les nombreux chalets d'alpage, situées en grande partie dans des paysages d'importance cantonale, ne puissent pas être entretenus faute de ressources de la part des exploitants agricoles. Nécessité de maintenir une partie agricole protégée, une mixité d'usage et une activité économique adaptées au tourisme environnant.</p>	<p>Parti Le Centre</p>	<p>L'activité alpestre est très importante dans le façonnement des paysages préalpins identifiés comme paysages d'importance cantonale. L'évolution des usages doit permettre de préserver au mieux ce qui fait la rareté et typicité du patrimoine culturel et paysager qui caractérise ces zones de montagne.</p> <p>Les réaffectations et réhabilitations de chalets d'alpage sont encadrées par la législation fédérale (RSF 482.43). L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à augmenter les contraintes et entraves au développement des activités alpestres qui doivent pouvoir subsister en s'adaptant aux réalités économiques et évolutions sociétales. Il s'agit plutôt de soutenir le maintien de la qualité paysagère de ces bâtiments.</p> <p>Tout projet sur des chalets d'alpage existants sera avant tout examiné sous l'angle paysager et non de l'utilisation qui en est faite. Si un projet de rénovation ou de réaménagement offre une plus-value pour le paysage d'importance cantonale en question et n'enfreint aucune législation en vigueur, le Service des forêts et de la nature pourra fournir une aide financière au requérant qui en ferait la demande. Cette subvention pourra être complétée avec d'autres sources de financement, notamment le Fonds Suisse pour le paysage (FSP) ; la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du territoire (SL-FP) et la Loterie romande.</p>
<p>Demande que le plan directeur cantonal contraigne les communes à mener des études préalables pour identifier les paysages à protéger. Une liste des critères devrait être mise à disposition des communes pour faciliter leur travail de sélection.</p>	<p>Parti socialiste</p>	<p>D'après l'Art. 34 al. 1 de la loi sur la protection de la nature et du paysage, les communes complètent, au besoin, les inventaires fédéraux et cantonaux en désignant des objets d'importance locale. La législation cantonale ne permet donc pas d'imposer aux communes l'inventorisation de paysages d'importance locale sur leur territoire. Néanmoins, les communes doivent d'ores et déjà prouver qu'elles ont tenu compte du paysage dans leur planification locale au moment de la révision de leur plan d'aménagement local (Rapport explicatif 47 OAT). Une fois en vigueur, le contenu modifié du plan directeur cantonal renforcera encore cette volonté d'intégration des enjeux paysagers dans la planification locale.</p> <p>Le chapitre 5 de l'Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage) permet de guider les communes qui désireraient identifier des paysages d'importance locale dans leur plan d'aménagement. Nous rappelons ici l'existence de travaux préexistants sur le paysage fribourgeois, notamment l'étude de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage recensant 45 paysages dignes d'intérêt présentés ci-haut qui peuvent également faciliter le travail de sélection des communes.</p>
<p>Demande que l'inventaire des paysages d'importance cantonale soit entièrement revu en lien avec la procédure de révision du volet éolien.</p>	<p>Communes de Billens-Hennens, Dompierre VD, Vuisternens-dt-Romont, Grangettes, La Sonnaz, La Verrerie et Sorens</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque et renvoie au point 4 de sa réponse à la question Menoud-Baldi / Genoud 2022-CE-56.</p>

Des propositions concrètes de modifications sont demandées pour les tâches cantonales, régionales et communales.	Parti socialiste	Des modifications seront apportées au document afin de tenir compte de ces remarques.
Regret que les outils d'aménagement du territoire ne soient pas détaillés dans la boîte à outils.	Ville de Bulle	Les actions proposées dans la boîte à outils doivent effectivement être considérées comme des mesures indicatives aidant les communes à concrétiser les objectifs spécifiques des fiches de projet. L'inclusion des PIC dans les différents outils d'aménagement du territoire, et notamment les PAL, est traitée dans l' Aide à l'exécution LPNat (Partie c - Paysage) mise à disposition parallèlement à la consultation des modifications du Plan directeur cantonal.
Demande de clarification des impacts financiers sur la commune de la mesure « Préserver et recréer des structures boisées (haies, groupes d'arbres, etc) » ?	Commune d'Echarlens	Le Service des forêts et de la nature prend note de cette demande de clarification qui sera thématifiée de manière bilatérale avec la commune dans le cadre de la mise en œuvre.
Demande de clarification des conséquences de l'action « S'appuyer sur un concept global des accès et des stationnements afin d'améliorer la gestion des flux touristiques » suite à une augmentation du trafic (réaménagement et financement de la place aux abords du pont de Corbières) ?	Commune d'Echarlens	Le Service des forêts et de la nature prend note de cette demande de clarification qui sera thématifiée de manière bilatérale avec la commune dans le cadre de la mise en œuvre.
Demande d'ajout de la future association régionale de la Sarine ARS en tant que "autres instances concernées" pour l'ensemble des paysages d'importance cantonale inscrits partiellement ou en intégralité au sein du périmètre de la région	Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine	Des modifications seront apportées au document afin de tenir compte de cette remarque.
Demande d'assurer une coordination intercantonale pour les paysages qui touchent le territoire cantonal vaudois.	Canton de Vaud	Les périmètres des paysages d'importance cantonale se déploient exclusivement au sein des limites du canton de Fribourg. Il est néanmoins nécessaire que les communes frontalières collaborent avec les communes voisines vaudoises (PIC n°11 et 12) et bernoises (PIC n°4) pour la concrétisation de certains objectifs. Cette coordination doit être prise en compte au moment de la réalisation du « Programme paysage », de manière analogue à la collaboration que demande la révision des plans d'aménagement local.
Demande de joindre au paysage d'importance cantonale un concept mobilité qui réduise au minimum les nuisances liées au transport individuel motorisé et favorise l'accès en mobilité douce et en transport public.	Association Transports et environnement (ATE)	Le concept de mobilité est l'un des outils à disposition des communes pour la mise en œuvre des objectifs spécifiques inscrits dans chacune des fiches de projet des paysages d'importance cantonale.

Remise en question de l'objectif spécifique de maintien de l'obscurité nocturne qui n'est pas en lien direct avec un objectif de protection du paysage en tant que tel.	Remontées mécaniques Alpes Fribourgeoises	Si la pollution lumineuse a des effets néfastes sur la faune et certains milieux naturels, elle a également un impact significatif sur le paysage nocturne, que ce soit de manière positive (p.ex. : mise en valeur du patrimoine architecturale ou historique) ou négative (p.ex. : éblouissement et effacement du ciel étoilé).
Demande de clarification de la non-adéquation des objectifs spécifiques des fiches de projet par rapport à ceux de l'étude de base paysagère (Fiches d'objet).	Ville de Bulle	Les objectifs spécifiques figurant dans l'étude de base (fiches d'objet) ont été retravaillés en prenant en compte les remarques émises par les participants aux ateliers participatifs, séances de restitution et auditions des communes. Ceci explique les différences entre ces documents. Seuls les objectifs inscrits dans les fiches du plan directeur cantonal font foi et seront liants après adoption de ces modifications.
Regret de l'absence d'un « concept paysager cantonal » qui rend l'approche paysagère « pointilliste » et en contradiction avec les exigences fédérales et cantonales.	Commune de Romont	Le <i>concept paysager cantonal</i> n'est en aucun cas abandonné mais arrive à sa phase d'aboutissement puisqu'il avait pour principal but la désignation de paysages et de géotopes d'importance cantonale conformément à la loi sur la protection de la nature et du paysage. Il n'y a par ailleurs pas de « pointillisme » dans l'approche paysagère cantonale puisque le plan directeur cantonal fixe comme objectif de « <i>viser une forte qualité paysagère conformément à la loi fédérale sur l'aménagement du territoire</i> » pour tous les paysages non inventoriés. Le plan directeur cantonal encourage ainsi une prise en compte du paysage non pas seulement dans les territoires inscrits dans des inventaires mais bien pour l'ensemble du canton de Fribourg.
Demande de justification de l'absence de l'anthropisation comme critère de pondération et regret de l'absence de clé de pondération.	Commune de Romont	L'anthropisation n'a pas été considérée comme un critère d'évaluation à part entière mais la démarche de sélection des paysages d'importance cantonale a largement pris en compte l'usage anthropique du territoire et ne s'est en aucun cas fondée sur une approche exclusivement naturaliste du paysage (cf. fonctions paysagères : production, patrimoine, loisirs, cadre de vie). A noter que l'anthropisation d'un territoire peut tout aussi bien constituer une plus-value (p.ex. coteaux viticoles, mosaïque pâturage/forêt, patrimoine bâti) ou une atteinte à un paysage (artificialisation des sols, mitage du territoire, etc). Il n'y pas eu de pondération appliquée aux critères de rareté et de typicité. Par ailleurs, les cinq fonctions paysagères ont toutes reçues une valeur équivalente dans la démarche méthodologique de sélection des paysages d'importance cantonale.

<p>Remise en question de la procédure d'exclusion de certains sites de l'étude la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage qui n'a pas respecté les principes de participation.</p>	<p>Commune de Romont</p>	<p>L'Art. 33 de la loi sur plan protection de la nature et du paysage confie à l'Etat le rôle d'inventorier les principaux paysages caractéristiques du canton. La désignation des objets d'importance cantonale est du ressort du Conseil d'Etat. Pour des raisons évidentes, il n'a pas été possible de consulter l'ensemble des 126 communes fribourgeoises, ni même toutes celles concernées par l'étude de la Fondation suisse pour la protection et l'aménagement du paysage pour définir les objets d'importance cantonale. De manière analogue à la méthode utilisée pour l'inventorisation de biotopes d'importance cantonale, la désignation de paysages d'importance cantonale devait impérativement s'appuyer sur une analyse rigoureuse et des critères objectifs tels que définis dans l'étude de base. Elle ne pouvait en aucun cas se justifier par la seule volonté politique ou populaire d'inscrire un périmètre à l'inventaire cantonal. Pour plus de détails sur cette procédure de sélection, nous renvoyons à la réponse du Conseil d'état à la question Menoud-Baldi / Genoud 2022-CE-56 « Nouvelle version du PDCant : quels sont les critères qui ont été établis et appliqués pour passer de 45 à 12 PIC ? ». Nous rappelons ici que les communes soucieuses de préserver leurs paysages remarquables ont la possibilité, sinon le devoir (art. 34 al. 1 de la loi sur la protection de la nature et du paysage), de désigner des objets d'importance locale et de les protéger via leur plan d'aménagement local.</p>
<p>Der Kanton muss diese Region vor weiteren Umweltschäden durch neue Strassenpläne und unnötigen Kiestransporten schützen.</p>	<p>Privatpersonen</p>	<p>Das Dündingermoos ist ein Biotop von nationaler Bedeutung, das bereits einen strengen Schutz genießt. Die Ausweisung von Landschaften von regionaler oder lokaler Bedeutung ist Sache der Regionen bzw. der Gemeinden.</p>

T313 GEOTOPES		
Le thème Géotopes au plan directeur cantonal est une plus-value.	Urbaplan, Parti Le Centre	Le Conseil d'Etat prend note de ces soutiens et remercie les instances favorables au projet.
<p>Demande que les régions et les communes soient informées et consultées sur l'inventaire en préparation avant son intégration au plan directeur cantonal, comme cela a été fait avec les paysages d'importance cantonale.</p> <p><i>Förderung, dass die Regionen und Gemeinden wie bei den Landschaften von kantonaler Bedeutung über das in Vorbereitung befindliche Inventar informiert und dazu angehört werden, bevor es in den kantonalen Richtplan aufgenommen wird.</i></p>	<p>ARG, GemeindeverbandRegion Sense, Commune de Düdingen, Association des communes fribourgeoises (ACF), Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Corbières</p>	<p>Le périmètre des 92 géotopes d'importance cantonales ainsi que les fiches d'inventaire associées ont été rendus public en octobre 2022 et sont désormais disponibles sur le portail cartographique cantonal ainsi que sur le site du Service des forêts et de la nature. Cette étude de base est accompagnée d'un rapport explicatif précisant la portée et les objectifs de l'inventaire. Les communes concernées peuvent donc dès à présent prendre connaissance des géotopes recensés sur leur territoire et découvrir les objectifs de protection et de mise en valeur de ce patrimoine géologique.</p> <p>Les communes pourront ensuite se prononcer formellement sur cet inventaire lors de la mise en consultation publique qui se tiendra dans le cadre de la prochaine révision partielle du plan directeur cantonal. C'est à la suite de cette mise en consultation que les géotopes d'importance cantonale seront formellement désignés et que les objectifs de protection inscrits dans les fiches deviendront contraignants. A noter que les dispositions de protection pour les géotopes sont moins fortes que pour les biotopes qui bénéficient d'une protection absolue. Il s'agit généralement de mesures de gestion peu contraignantes.</p> <p><i>Die Perimeter der 92 Geotope von kantonaler Bedeutung sowie die entsprechenden Objektblätter wurden im Oktober 2012 publiziert und sind auf den Online-Karten des Kantons sowie auf der Website des Amts für Wald und Natur abrufbar. Die Grundlagenstudie wird von einem erläuternden Bericht begleitet, der den Umfang und die Ziele des Inventars erläutert. Die betroffenen Gemeinden können sich somit ab sofort über die auf ihrem Gebiet erfassten Geotope und die Ziele des Schutzes und der Aufwertung dieses geologischen Erbes informieren.</i></p> <p><i>Die Gemeinden werden sich im Rahmen der öffentlichen Vernehmlassung zur nächsten Teilrevision des kantonalen Richtplans formell zu diesem Inventar äussern können. Im Anschluss an diese Vernehmlassung werden die Geotope von kantonaler Bedeutung formell bezeichnet und die in den Objektblättern verankerten Schutzziele verbindlich. Zu beachten ist, dass die Schutzbestimmungen für Geotope weniger streng sind als für Biotope, die einen absoluten Schutz geniessen. In der Regel handelt es sich bei den Geotopen um Bewirtschaftungsmassnahmen mit einer gewissen Flexibilität.</i></p>

<p>A partir du moment où les géotopes ne sont pas des éléments obligatoires au plan directeur cantonal, quels en sont les avantages, les impacts et les conséquences, respectivement les soutiens financiers prévus ?</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Corbières</p>	<p>L'inclusion des géotopes comme thème du plan directeur cantonal ainsi que l'établissement d'un inventaire d'objets d'importance cantonale découlent de la loi sur la protection de la nature (Art. 33 LPNat) adoptée en 2012 qui demande au canton d'inventorier les géotopes absents des inventaires fédéraux et d'en fixer les lignes directrices en matière de protection, de gestion et d'aménagement dans son plan directeur.</p>
<p>Distinction difficile entre paysage et géotope d'importance cantonale et crainte d'une mise sous cloche du territoire.</p>	<p>Association des communes fribourgeoises (ACF), Communes de Montagne Fribourgeoises, Commune de Corbières, Gemeinde Plaffeien</p>	<p>Une page internet du SFN mise en ligne en octobre 2022 précise la notion de géotope : www.fr.ch/GIC. Les 92 fiches d'inventaire y sont téléchargeables au format PDF. Elles intègrent des objectifs de gestion, pour l'heure non contraignants, de ce patrimoine géologique et géomorphologique.</p> <p>Contrairement aux biotopes qui sont des sites naturels protégés de manière absolue, les géotopes bénéficient d'une protection moins stricte et astreignante. Il s'agit de conserver spécifiquement les caractéristiques géo(morpho)logiques remarquables présentes au sein de ces périmètres, ce qui n'amène généralement pas de nouvelles contraintes pour les communes. Il n'y a souvent aucune mesure active à entreprendre pour la préservation de ces objets qui sont d'ailleurs parfois déjà protégés indirectement par d'autres inventaires de protection de la nature ou dispositions communales en vigueur. Des mesures d'entretien ou de mise en valeur peuvent en revanche contribuer au développement d'un tourisme doux et didactique à l'échelle communale. L'inventaire des géotopes d'importance cantonale ne vise en aucun cas la création de musées à ciel ouvert et une mise sous cloche du territoire.</p> <p>Pour les géotopes actifs (glissements de terrain, lits de rivières ou de torrents sujets aux crues, etc.), la dimension sécuritaire prime toujours sur la préservation des spécificités géomorphologiques et le maintien des dynamiques naturelles caractéristiques. De plus, les géotopes actifs figurant à l'inventaire des géotopes d'importance cantonale ont été choisis pour leur faible degré d'artificialisation et se trouvent souvent à bonne distance des infrastructures humaines.</p> <p>Finalement, aucune gravière en activité n'a été recensée dans l'inventaire des géotopes d'importance cantonale, du fait du caractère évolutif et temporaire de ces sites d'exploitation. A l'exception notable du cône de déjection du Torrent de Lessoc (GIC n°71), aucune forme d'accumulation sédimentaire inventoriée ne présente un réel intérêt pour l'extraction de matériaux. L'ouverture d'une gravière au sein du géotope précité n'est pas exclue a priori si la morphologie du cône de déjection est reconstituée à la fin de l'exploitation.</p>

<p>Difficulté de cerner la portée des principes et les conséquences pour les régions et les communes.</p> <p><i>Schwierigkeit, die Reichweite der Prinzipien und die Folgen für Regionen und Gemeinden zu erkennen</i></p>	<p>Commune d'Estavayer, Ville de Bulle, Gemeindeverband Region Sense, Commune de Düdingen</p>	<p>Pour l'heure, le volet « géotopes » du Plan directeur cantonal n'est qu'un thème qui énonce des principes généraux pour la conservation du géopatrimoine fribourgeois. L'inventaire des géotopes d'importance cantonale est désormais disponible, mais il constitue pour l'heure une étude de base non contraignante.</p> <p>Si elles le souhaitent, les communes peuvent d'ores et déjà prendre connaissance des géotopes présents sur leur territoire et veiller à la sauvegarde de ce patrimoine géologique et paysager. La liste des Géotopes suisses est disponible sur le géoportail de la Confédération. Cet inventaire n'est pas reconnu officiellement par la Confédération et n'a donc qu'une valeur indicative. C'est pourquoi l'ensemble des sites nationaux répertoriés dans le canton de Fribourg ont été intégrés dans l'inventaire des géotopes d'importance cantonale.</p> <p><i>Bisher ist der Teil "Geotope" des kantonalen Richtplans nur ein Thema, das allgemeine Grundsätze für die Erhaltung des Freiburger Geo-Erbes aufstellt. Das Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung ist mittlerweile verfügbar, stellt aber vorerst eine unverbindliche Grundlagenstudie dar.</i></p> <p><i>Wenn sie es wünschen, können sich die Gemeinden bereits jetzt über die Geotope auf ihrem Gebiet informieren und für den Schutz dieses geologischen und landschaftlichen Erbes sorgen. Die Liste der Schweizer Geotope ist auf dem Geoportal des Bundes verfügbar. Dieses Verzeichnis wird vom Bund nicht offiziell anerkannt und hat daher nur einen indikativen Wert. Aus diesem Grund wurden alle im Kanton Freiburg verzeichneten nationalen Standorte in das Inventar der Geotope von kantonaler Bedeutung aufgenommen.</i></p>
--	---	---

FICHES DE PROJETS		
P0104 SECTEUR STRATEGIQUE « BIRCH ET GARE »		
Wir fordern ein korrektes Vorgehen bei diesem Sektor. Die Ortsplanung muss die Begünstigung von privaten Akteuren und Blockbauten vermeiden.	VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen	Der Bund hat schon die Weiterentwicklung dieses Sektors genehmigt, da es sich gemäss kantonalen Richtplan um einen strategischen Sektor geht. Auf jedenfalls hängt die Realisierung dieses Projekts von der Realisierung der Verbindungstrasse Birch-Luggiwil oder einer entsprechenden anderen Lösung ab (P0407).
P0107 SECTEUR STRATEGIQUE "ROSE DE LA BROYE" et P0414 CENTRE LOGISTIQUE FERROVIAIRE DE LA BROYE		
Le plan d'affectation Rose de la Broye doit tenir compte de l'état en vigueur du projet CFF du Centre Logistique de la Broye, notamment vis-à-vis des surfaces nécessaires pour la réalisation de la gare marchandise et de ces accès routiers.	CFF	Il ne s'agit pas d'un plan d'affectation, mais d'une fiche de projet du plan directeur cantonal. Ces éléments seront pris en considération dans le cadre de la planification locale.
Les exigences des CFF en matière de gabarit, notamment la distance des nouvelles plantations par rapport à la ligne de chemin de fer, doivent être respectées.	CFF	Ces éléments seront pris en considération dans le cadre de la planification locale.
Regret que la fiche du secteur stratégique ne contienne aucun lien avec le plan directeur régional de la Broye en cours d'élaboration. Il s'agit notamment d'assurer une coordination et une cohérence avec le développement des zones d'activités existantes ou projetées dans la région.	Canton de Vaud	Les périmètres des secteurs stratégiques sont définis dans le plan directeur cantonal et les régions peuvent y prévoir des futures mises en zone à bâtir. Les principes de gestion des zones d'activités (rôle donné aux régions) et de coordination sont définis dans les thèmes T104 et 105 du plan directeur cantonal.

<p>La densité d'emplois estimée d'environ 75 emplois par hectare pour le secteur stratégique Rose de la Broye semble très élevée en relation avec la volonté d'accueillir sur le site notamment des entreprises (logistiques et productrices) utilisatrices des infrastructures ferroviaires. Demande que la vocation du site soit plus clairement affichée afin d'exprimer sa relation privilégiée avec le centre logistique.</p>	<p>Canton de Vaud</p>	<p>S'agissant d'un secteur stratégique, Rose de la Broye est dédié prioritairement à des activités à forte valeur ajoutée, mais des activités logistiques peuvent également s'y développer en raison de la proximité du pôle ferroviaire. La diversité des types d'activités justifie la densité d'emplois prévue (75 emplois/ha) et favorise les interactions entre les entreprises. Cette concentration d'emplois offre des avantages tant pour les entreprises que pour les travailleurs, contribuant ainsi au développement économique et social de la région.</p>
<p>Nécessité d'une coordination avec la commune de Payerne et d'autres communes bénéficiant d'installations ferroviaires, afin de pouvoir déplacer un maximum d'activités à externalités négatives dans ce futur centre ferroviaire. Les installations ferroviaires semblent sous-dimensionnées, compte tenu de l'intention d'utiliser le centre logistique pour le transbordement de containers et le regroupement des activités situées actuellement en gare d'Estavayer et de Payerne.</p>	<p>Canton de Vaud</p>	<p>Le projet est financé par la Confédération dans le cadre de programme de développement stratégique de l'infrastructure ferroviaire 2035, l'étude préliminaire se termine et l'avant-projet va débiter. Le cahier des charges est fixé par la Confédération qui tient compte des besoins avérés de la région. La réalisation du projet est prévue pour 2030 à 2033.</p>
<p>Crainte que les projets ne mitent davantage le territoire et consomment ainsi les terres les plus fertiles de façon irrémédiable, alors qu'une desserte ferroviaire similaire est observée à Domdidier ou à Morat.</p>	<p>Particuliers</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque.</p>
<p>Clarification de l'utilisation des surfaces d'assolement souhaitée avant le passage en coordination réglée pour éviter la répétition du cas de Birch-Luggiwil. En outre, la qualité de desserte en transports publics est de niveau E alors que le niveau C est requis.</p> <p>Le raccordement ferroviaire du site est considéré comme un atout majeur alors qu'il est prévu au plus tôt en 2030 et qu'il n'est à ce stade qu'en « coordination en cours » (P0414). Les deux projets doivent être « réglés » en même temps. Nécessité de réaliser une étude de mobilité multimodale</p>	<p>Association Transports et environnement (ATE)</p>	<p>Le passage en coordination n'est qu'une étape en amont de la planification détaillée d'un projet. La fiche de projet ne règle notamment pas l'affectation du sol. Il va en revanche de soi que les projets seront coordonnés.</p>

<p>Demande qu'une attention particulière soit apportée à la lutte contre le bruit, surtout de nuit. Les premières habitations ne se trouvent qu'à 300 mètres.</p>	<p>Commune de Sévaz</p>	<p>La directive Evaluation des projets d'aménagement et de construction par rapport au bruit (fr.ch) rend obligatoire des études acoustiques au niveau du plan d'aménagement local et du plan d'aménagement de détail.</p>
<p>Un corridor à faune d'importance cantonale passe à proximité du site concerné par le centre logistique. Une compensation, par l'amélioration de la qualité du corridor faunistique ou par la construction d'un passage à faune au niveau de la ligne de chemin de fer au sud-est du site, serait la bienvenue.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>L'aménagement de ce secteur stratégique intègre un concept d'écologie industrielle avec deux principes directeurs : l'aménagement du site avec des espaces verts en suffisance et avec une qualité écologique élevée, répondant aux critères du label « Parc Naturel » délivré par la Fondation « Nature & Economie » (essences indigènes, entretien extensif, etc.), et ce autant dans les espaces publics que privés ; cohérence dans la disposition des espaces verts avec les corridors à faune et réseaux écologiques bordant le secteur stratégique.</p>
<p>P0212 STEP REGIONALE DE SAINT-AUBIN</p>		
<p>L'impact environnemental du déversement des eaux de traitement d'un si grand bassin de population serait diminué si les eaux étaient déversées directement dans la Broye et pas dans la Petite Glâne ou l'Arbogne selon le site choisi.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>C'est ce qui est prévu. L'analyse des milieux récepteurs effectuée dans le cadre des études techniques du Plan d'affectation cantonal « La petite Glâne » (ex-PAC Saint Aubin) a démontré que seul la Broye se prête comme milieu récepteur des eaux usées épurées.</p>
<p>Nous sommes satisfaits de la nouvelle fiche. Seule la localisation ne correspond pas aux différentes discussions entreprises avec le canton.</p>	<p>Commune de Saint-Aubin</p>	<p>Le canton est d'avis que l'installation doit être située à proximité de la route.</p>
<p>Absence regrettée des besoins prévus pour la revitalisation de la Petite-Glâne.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>L'aménagement et la revitalisation de la Petite Glâne, en cours au niveau de St-Aubin, sont indirectement prise en compte par les points liés à l'espace réservé aux eaux et aux dangers liés à l'eau. Mais ce point sera ajouté dans les contraintes à prendre en compte.</p>

<p>P0301 BIOMASSENZENTRUM UND ENERGIEPARK GALMIZ</p>		
<p>Will der Kt Freiburg dieses Projektblatt festhalten? Wie soll Kt Freiburg generell die Realisierung von zusätzlichen Energiegewinnungsanlagen aus nachhaltigen Rohstoffen ermöglichen und welche entsprechenden Planungsmassnahmen auf kantonaler Ebene und Unterstützung der Bezirke und Gemeinden werden hierzu von der RIMU als zweckmässig erachtet?</p>	<p>Kompostieranlage Seeland AG</p>	<p>Dieses Projektblatt wurde vom Bund nicht genehmigt, da es nicht dem Raumplanungsgesetz nach heutigem Stand entspricht. Es würde die Schaffung einer Spezialzone in der Landwirtschaftszone erfordern, und seine Lage wäre ausserhalb der Bauzonen, was dem aktuellen Bundesrecht widerspricht. Die laufenden Diskussionen um die verschiedenen Ansätze zur direkten und indirekten Revision des Raumplanungsgesetzes im Bundesparlament – insbesondere im Zusammenhang mit der Umsetzung des Postulates 20.4411 Weiterentwicklung des Abfall-Recyclings. Vereinbarkeit mit dem Raumplanungs- und Umweltrecht von Johanna Gapany, das in Zusammenarbeit mit der RIMU erarbeitet wurde - werden zeigen, ob es dazu neue Spielräume gibt. Die grosse kritische Masse von Rohstoffen auf relativ engem Raum, die mit der Produktionsweise im Grosse Moss zusammenhängt und national eher eine Ausnahme darstellt, würde aus Sicht des Staatsrates eine effiziente, nichtlandwirtschaftliche Nutzung von entsprechenden Rohstoffen in einer dazu definierten Zone als sinnvoll erachten lassen, soweit dies das revidierte Raumplanungsrecht ermöglichen wird.</p>

PROJETS ROUTIERS (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET ROUTIER)		
<p>Demande d'abandon des développements d'infrastructures routières, afin d'investir dans le développement d'infrastructures de mobilité active et de transport public. Remise en question globale sur les infrastructures de mobilité du canton. Justification à faire sous l'angle de la stratégie du développement durable et du plan climat.</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE), PRO VELO Fribourg, WWF Fribourg, Parti socialiste, particuliers</p>	<p>Les projets de routes de contournement ont fait l'objet de décisions du Grand Conseil quant au volet financier de leurs études. A ce titre, les abandonner irait à l'encontre de la volonté du Grand Conseil.</p> <p>De nombreux instruments vont d'ores et déjà dans le sens proposé, comme la loi sur la mobilité, l'augmentation de l'offre en transports publics, le développement de la TransAgglo ou encore le plan sectoriel vélo. La réalisation d'infrastructures routières est également nécessaire au bon développement des autres mobilités. C'est notamment en soulageant le centre de certaines localités ou agglomérations que des transports publics attractifs et une mobilité douce sécuritaire peuvent être mis en place.</p> <p>La route la plus durable est évidemment celle que l'on ne doit pas construire, mais lorsque le besoin est confirmé dans le cadre des processus démocratiques prévus par la législation, la réalisation d'une infrastructure de mobilité routière n'est pas nécessairement contraire au plan climat ou à la stratégie de développement durable. Grâce la stratégie de développement durable, les projets font l'objet d'appel d'offres avec des critères spécifiques (taux d'agrégats enrobés, 100% de matériaux minéraux de récupération, etc.).</p> <p>Tous les grands projets d'infrastructures de mobilité font l'objet de vérifications Boussole 21 et SNBS durant leur phase de projet ainsi qu'un RIE dont découlent des mesures de conservation et de protection de l'environnement ou encore de revalorisation.</p>
<p>Tous les projets routiers mis en consultation ne respectent pas la Convention d'Aarhus sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. Celle-ci impose une participation du public à toutes les procédures dans lesquelles une étude d'impact sur l'environnement (EIE) est requise. Le public n'a eu l'occasion de se prononcer sur aucune variante, y compris la variante zéro, pour aucun projet. Or, certains sont en coordination réglée.</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE), Association « Stop contournement ! » (ASC)</p>	<p>Les projets d'infrastructure de mobilité mis en consultation ne sont pas en contradiction avec la Convention d'Aarhus. Il est donné la possibilité à chacun de s'exprimer dans le cadre de la présente consultation, mais également lors de la mise à l'enquête ou encore lors d'une votation populaire en cas de referendum financier. Ainsi, toute personne a la possibilité de faire part de son avis par différents moyens à différents stades d'évolution du projet. La coordination réglée s'applique au niveau de la planification directrice cantonale uniquement.</p>

<p>Nous demandons d'ajouter sous le point « Contraintes à prendre en compte » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le développement durable et la défense du climat doivent apparaître comme critère principal dans l'analyse et la sélection finale des projets à réaliser. - Démontrer si le projet contribue à atteindre l'objectif de réduction de 50% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 ou s'il le péjore. - Le point « soumission du projet à une étude d'impact environnemental qui déterminera les mesures de compensation » devrait être mis en point 2. Les mesures de compensation doivent être détaillées et expliquées dans chaque fiche. - Le critère de la valeur des terrains agricoles dans la perspective de l'autosuffisance alimentaire est prioritaire. - Intégrer la réflexion relative aux vélos et aux voies de bus. 	<p>Parti socialiste</p>	<p>Le plan climat et la stratégie développement durable sont intrinsèquement liés à la réalisation des différents projets.</p> <p>Les fiches de projets n'ont pas pour vocation d'entrer dans un niveau de détail trop fin. Il est nécessaire que le projet atteigne une certaine maturité pour pouvoir donner des chiffres précis. De la même manière, il n'est pas possible de détailler les mesures de compensation dans une fiche de projet. Les mesures de compensation et de protection de l'environnement évoluent et se déterminent en partie durant le développement d'un projet.</p> <p>Les différents projets font l'objet d'un examen préalable puis d'un examen final auprès des différents Services, y compris la Section Agriculture de Grangeneuve. Des mesures de compensation, de valorisation ou revalorisation peuvent être exigées, lesquelles sont ensuite intégrées au projet.</p> <p>Les différentes fiches de projets de contournement relèvent les contraintes liées aux arrêts de bus et à la mobilité douce. C'est ensuite dans le cadre de l'avant-projet et du projet que les mesures seront développées.</p>
--	-------------------------	---

<p>Le canton de Fribourg a-t-il évalué la pertinence de ses multiples projets routiers à la lumière des « Perspectives d'évolution du transport 2050 » qui ont revu drastiquement à la baisse les prévisions de croissance du transport individuel motorisé ?</p> <p>Contrairement à ce qui est affirmé, selon le « Microrecensement mobilité et transport 2015 », la part d'utilisation des transports publics dans le canton stagne depuis 2010 à environ 18%. Pour faire évoluer cette valeur, le report modal et la réduction du trafic sont deux mesures pertinentes pour contrer l'engorgement des centres de localité, but poursuivi par les projets de routes de contournement.</p> <p>Crainte que les routes de contournement induisent davantage de trafic et un étalement périurbain. Les nuisances seront peu réduites sur les routes existantes et s'accroîtront inévitablement dans les régions où les nouvelles routes sont prévues.</p> <p>Crainte que ces nouvelles routes n'accaparent de grandes surfaces de terres agricoles ou de nature sauvage, utilisent des matériaux non-durables et émetteurs de gaz à effet de serre, fragment des routes migratoires de la faune, diminuent la qualité biologique des écosystèmes situés à proximité, génèrent des pollutions multiples (sonore, lumineuse, atmosphérique et aquatique) et des accidents avec la faune.</p> <p>Conformément à la nouvelle loi cantonale sur la mobilité qui « a pour but de promouvoir une mobilité durable » (art. 1 al. 1), les communes voisines, l'Agglomération de même que le Canton doivent agir pour améliorer l'offre en transports publics et les aménagements favorisant la mobilité douce.</p>	<p>Pro Natura Fribourg, WWF Fribourg, Parti les VERT-E-S Fribourg, Pro Fribourg</p>	<p>Des études de mobilité sont réalisées ou sont en cours de réalisation pour chaque projet sur la base des « Perspectives d'évolution du transport 2050 » de la Confédération. Les études réalisées avant la parution de ces nouvelles perspectives ont fait l'objet d'une étude de vérification.</p> <p>Le canton poursuit le développement des transports publics. Il est possible de citer en exemple les améliorations suivantes : cadence 15 min dans l'Agglo ; développement d'un axe de transport public à haute capacité dans l'Agglo ; développement du RER Fribourg et des lignes de bus ; amélioration de l'attractivité des interfaces des transports publics.</p> <p>La réalisation d'une infrastructure de mobilité ne va pas à l'encontre des objectifs visés par la loi sur la mobilité. La route la plus durable est évidemment celle que l'on ne doit pas construire, mais lorsque le besoin est confirmé dans le cadre des processus démocratiques prévus par la législation, un projet de contournement qui vise à soulager des axes surchargés, des centres-villes ou des villages permettant ainsi d'améliorer la fluidité ou de développer une nouvelle offre de transport public peut avoir sa raison d'être. De la même manière, en soulageant certains axes, il est possible de sécuriser ou développer de nouvelles infrastructures de mobilité douce, ce qui renvoie directement aux objectifs précisés de l'art. 1 al.2 let. B de la Loi sur la mobilité (Lmob). De plus, la Lmob a également pour objectif de mettre en œuvre un système de mobilité global, sûr et efficace, qui tienne compte des besoins de déplacement de tous les usagers et usagères, y compris le trafic individuel motorisé.</p> <p>Pour chaque projet, des études sont menées notamment dans le but de garantir des réseaux attractifs pour la mobilité douce et des mesures visant à augmenter l'usage des transports publics.</p>
---	---	---

<p>Souhait que des mesures de compensation soient prises pour chaque aménagement réalisé en terres agricoles ou en zones naturelles. Une attention particulière, notamment à Romont, devra être mise sur les zones d'habitation que jouxteront les futurs aménagements routiers.</p>	<p>Parti vert'libéral Fribourg</p>	<p>Tous les projets sont soumis à l'examen préalable et à l'examen final des différents services concernés, y compris la Section Agriculture de Grangeneuve. Les services ont ensuite toute la latitude d'exprimer les mesures nécessaires. Le projet de Prez-vers-Noréaz prévoit par exemple des mesures de valorisation et de revalorisation des terres agricoles faisant suites à différents échanges avec la commune, les agriculteurs concernés et la Section Agriculture de Grangeneuve.</p>
--	------------------------------------	--

<p>P0404 PROJETS DE ROUTE DE CONTOURNEMENT A ETUDIER</p>		
<p>La stratégie de l'agglomération vise à un plafonnement du trafic individuel motorisé et à l'absorption des déplacements supplémentaires par les transports publics et la mobilité douce. La réalisation de nouvelles routes de contournement ne saurait être planifiée sans mesures d'accompagnement correspondantes.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine, Ville de Fribourg</p>	<p>Les mesures d'accompagnement nécessaires sont déterminées dans le cadre des procédures de planification, notamment avec le rapport d'impact sur l'environnement et non pas au stade du plan directeur cantonal.</p> <p>Les mesures des projets d'agglomération sont prises en considération dans tous les projets d'infrastructures de mobilité.</p>

<p>Les contournements de Givisiez et de Belfaux ne sont pas prioritaires selon la planification cantonale. Le PA4 ainsi que le PDR Sarine reprennent les éléments de la planification cantonale concernant les contournements dont les projets sont au stade de la « coordination réglée ». Souhait que les projets routiers les plus stratégiques pour notre région puissent atteindre ce stade de planification de sorte à pouvoir intégrer également les mesures d'accompagnement correspondantes dans la prochaine génération de projet d'agglomération (PA5). Le contournement de Givisiez s'insère dans un environnement où de nombreuses mesures doivent être réalisées dans une horizon temporel précis sinon le cofinancement fédéral et celui de l'Agglomération sera perdu.</p> <p>En outre, des zones réservées pour les contournements de Givisiez et de Belfaux ont été instituées en 2019 et 2016. La durée maximale d'effet de ces zones est de huit ans. Crainte que ces dernières n'aient plus d'effet avant que les projets correspondants ne soient prêts ; respectivement que les mesures des projets d'agglomération précédents ne soient inutilement retardées par ces réservations. Il est demandé que la route de contournement de Givisiez soit considérée comme un cas spécial, soumis à des caractéristiques temporelles contraignantes et que le projet intègre cette particularité.</p> <p>Le Conseil d'Etat devra être attentif aux droits d'emption (notamment dans la zone de Belfaux). Ces droits arrivant à terme l'Etat devra les reconduire pour ne pas prêter les projets à venir.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine, Parti Le Centre, Commune de Givisiez, Commune de Belfaux</p>	<p>Pour rappel, en septembre 2016, le Grand Conseil a voté un crédit d'engagement pour les études de 7 projets de routes de contournement. Ces projets ont été priorisés dans le temps par un COPIL. Sur cette base, et en tenant compte des conditions de réalisation, le Conseil d'Etat a décidé de lancer les études d'avant-projet des contournements de Romont, Kerzers et Prez-vers-Noréaz.</p> <p>Les études de planification pour la route de contournement de Givisiez seront approfondies avec l'Office fédéral des routes (OFROU), qui a expressément fait la demande d'être impliqué dans le projet afin de mesurer ses impacts sur la jonction autoroutière de Fribourg-Sud/Centre et de l'autoroute N12.</p> <p>A priori, les zones réservées des projets mentionnés seront reconduites à leur échéance compte tenu que ces projets restent dans la planification cantonale.</p>
--	--	--

<p>L'ensemble des routes prévues sur cette fiche se trouve en information préalable. Il semble incompréhensible que le projet de route de contournement de Belfaux bénéficie déjà d'une étude d'opportunité d'un remaniement parcellaire alors qu'elle ne fait pas partie des routes prioritaires. L'argent public pourrait être beaucoup mieux investi.</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE)</p>	<p>En 2019, un groupe de travail composé de membres du Conseil communal et du Service des ponts et chaussées a été mis en place pour réfléchir à un éventuel remaniement parcellaire. En 2020, il a été décidé de suspendre les travaux de celui-ci. Comme indiqué dans la fiche correspondante, il s'agissait mener les premières réflexions sur l'opportunité d'un éventuel remaniement parcellaire.</p>
<p>La route de contournement de Givisiez se trouve en quatrième position, derrière celles de Kerzers, Prez-vers-Noréaz et Romont. Sa planification sera au mieux lancée au fur et à mesure de la mise en service des trois routes précitées ou en cas de blocage durable de la procédure de l'une d'entre elles. Aucun calendrier explicite n'est défini. Cette situation ne tient pas compte de l'accroissement du trafic automobile en direction du Grand Fribourg. En prévision des nouvelles places de travail et des habitants supplémentaires attendus dans le Grand Fribourg ces prochaines années, les infrastructures routières devraient être à la hauteur.</p>	<p>Commune de Givisiez</p>	<p>Le canton et la commune prévoient la réalisation d'une étude multimodale afin de déterminer les mesures à mettre en œuvre et leur priorisation.</p>
<p>Die Ergebnisse des Gesamtverkehrskonzeptes unterer Sensebezirk (GVK) sollen integriert werden, wenn sie den Inhalten der Projektblätter entsprechen.</p>	<p>Gemeindeverband Region Sense, Gemeinde Wünnewil-Flamatt</p>	<p>Ab Ende 2023 wird der Prozess zur nächsten Teilrevision des kantonalen Richtplans beginnen und die Erstellung dieser Projektblätter wird dabei aufgenommen.</p>
<p>P0405 LIAISON MARLY-MATRAN</p>		
<p>Zuerst sollte es unterirdisch gebaut werden, ohne grosse Kosten für die Steuerzahler zu verursachen, bevor man oberirdische Strassen plant.</p>	<p>VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen</p>	<p>Das Projektblatt «P0405 – Marly-Matran» wurde vom Bundesrat anlässlich seiner Sitzung vom 19. August 2020 genehmigt. Nichtsdestotrotz und zur Erinnerung: Die Wahl der Variante war Gegenstand einer Bewertung durch ein vom Staatsrat berufenes Projektausschuss. Die vom Projektausschuss ausgewählte Variante wurde anschliessend vom Staatsrat validiert.</p>

P0406 ROUTE DE CONTOURNEMENT DE DÜDINGEN		
Le tracé retenu n'est pas idéal. Un tracé souterrain n'est pas envisageable car il assécherait les marais de Guin. Un tracé en surface nécessite la construction de murs anti-bruit en bordure d'un quartier résidentiel ce qui est insatisfaisant. Une meilleure solution doit être proposée.	Parti libéral-radical Fribourg	Le projet a été dépriorisé, en accord avec la commune et la région, au bénéfice d'un projet qui remplit partiellement les mêmes fonctionnalités sur la commune de Wünnewil-Flamatt (Chrummatt). Si le projet devait un jour être réactivé, différentes variantes de tracé seraient proposées et étudiées.
Regret que l'état de coordination repasse de « en cours » à « information préalable », une étude ayant démontré la nécessité de cet investissement.	Parti Le Centre	En référence à l'étude Gesamtverkehrskonzept GVK, la réalisation de ce projet a été mis en retrait dans la priorisation.
Contradiction temporelle entre les mesures du projet d'agglomération (PA2 et PA3), notamment Valtraloc de Düdingen, et l'éventuelle réalisation de la route de contournement. Demande de découpler la réalisation des mesures du projet d'agglomération des études/réalisations du contournement.	Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine	Plusieurs études traitent actuellement les enjeux de mobilité dans la localité, notamment dans le secteur de la Gare et la valorisation de la traversée de la commune.
Cette fiche n'est pas à jour puisqu'elle fait toujours référence au projet abandonné Birch-Luggiwil et ne présente pas la solution alternative.	Association Transports et Environnement (ATE), Pro Natura Fribourg	Le projet Birch-Luggiwil n'a pas été abandonné. Il sera analysé à la vue du résultat de l'étude en cours, qui examine aussi des variantes pouvant remplir des fonctionnalités analogues.
Eine Umfahungsstrasse würde den Individualverkehr begünstigen. Wir würden nachhaltigere Lösungen im Zusammenhang mit den Verkehrskonflikten der Ortsdurchfahrt begrüßen.	GRÜNE	Mit Bezug auf die Gesamtverkehrskonzept-Studie wurde die Realisierung dieses Projekts in der Priorisierung zurückgestellt. Mehrere Studien befassen sich derzeit mit den Herausforderungen der Mobilität in der Ortschaft, insbesondere im Bereich des Bahnhofs und der Aufwertung der Ortsdurchfahrt.
Die Ergebnisse des Gesamtverkehrskonzeptes unterer Sensebezirk (GVK) müssen inbegriffen sein, wenn sie den Inhalten dieses Projektblattes entsprechen.	Gemeindeverband Region Sense	Die Ergebnisse des Gesamtverkehrskonzeptes werden berücksichtigt.
Wir nehmen die Zurückstufung des Koordinationsstands von Zwischenergebnis auf Vororientierung zur Kenntnis, aber die Resultate der Gesamtverkehrsstudie unterer Sensebezirk sind zu berücksichtigen.	Gemeinde Wünnewil-Flamatt	Die Ergebnisse des Gesamtverkehrskonzeptes werden berücksichtigt.

<p>Es muss vom KantRP entfernt werden. Weil es ohne FFF zu versiebende Varianten gibt, und die Lösungen mittels Friseneit P410 vorhanden sind, die den Sensebezirk vom Transit-, Ziel-, und Quellenverkehr effizient befreien und eine generelle Sensler – Lösung darstellen würden.</p>	<p>VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen</p>	<p>Mit Bezug auf die Gesamtverkehrskonzept-Studie wurde die Realisierung dieses Projekts in der Priorisierung zurückgestellt.</p>
<p>Das Perimeter dieses Projektes muss mit der Verfügung vom UVEK vom 3. November 2021 gemäss den gesetzlichen Bestimmungen angepasst werden. Enteignungen gehen nicht. Die Landwirte in der BVK Düdingen wünschen keine Einzonungen Ihrer FFF.</p> <p>Die Umfahrungstrasse Düdingen und die Verbindungstrasse Birch-Luggiwil müssen aus FFF- und naturschutzgründe eingestellt werden.</p> <p>Der Landperimeter dieser BVK vom 2009 muss im Grundbuch korrigiert werden und früher genehmigte Kantonale Richtplanungszonen im Birch, Unterbirch, Gluntenzelg und Luggiwil vom Kantonalen Richtplan entfernt werden.</p> <p>Die veralteten kantonalen Umfahrungspläne sollen durch bessere Anbindungen an die ÖV- und LV-Achsen ersetzt werden. Die Richtplangebiete im Rächholderberg sollen über die neu geplante Transaggl-Achse und einem verbesserten Anschluss an die Kantonalstrasse, St. Wolfgang via Zelgbrücke bis zum Standort Rächholderberg weiter geplant werden.</p>	<p>Privatpersonen</p>	<p>Mit Bezug auf die Gesamtverkehrskonzept-Studie wurde die Realisierung dieses Projekts in der Priorisierung zurückgestellt. Das Projekt der Güterzusammenlegung wird vom Bundesamt für Strassen geleitet.</p>
<p>P0407 LIAISON BIRCH – LUGGIWIL</p>		
<p>Wegen der Zurückführung des Koordinationsstands des Projektes der Umfahrungsstrasse Düdingen, muss die Realisierung dieses Projektes oder eine Variante mit höchster Priorität realisiert werden.</p>	<p>Commune de Düdingen</p>	<p>Das Bau- und Raumplanungsamt, das Amt für Mobilität und den Bund haben Anfang 2023 Diskussionen zur Studie von Varianten für die Umsetzung dieses Projektes eingeleitet</p>

<p>Es muss gestrichen werden. Das UVEK hat am 3. November 2021 per Verfügung sich vollumfänglich von der der Verbindungstrasse P407 Birch-Luggiwil, getrennt, da diese keine Bundesstrasse, es ist nicht nützlich und würde das Klima schaden.</p>	<p>VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen</p>	<p>Das Bau- und Raumplanungsamt, das Amt für Mobilität und den Bund haben Anfang 2023 Diskussionen zur Studie von Varianten für die Umsetzung dieses Projektes eingeleitet.</p>
<p>Die vom Projekt Birch-Luggiwil betroffenen Landeigentümer verlangen vom Kanton eine komplette Einstellung dieses Projektes</p>	<p>Privatpersonen</p>	<p>Dieses Projekt wird weiterbearbeitet. Im Herbst 2023 sollen neue Varianten vorgestellt werden. Der Einfluss auf die betroffenen Landeigentümern kann unter diesen Umständen noch nicht evaluiert werden.</p>
<p>P0410 ROUTE DE CONTOURNEMENT DE KERZERS</p>		
<p>Die SBB-Hochspannungsleitung 150 muss angepasst und erhöht werden, bevor die Brücke gebaut wird. Ein Vorprojekt ist derzeit in Arbeit. Diese Anpassung ist PGV-pflichtig. Die Kosten der Erhöhung der Hochspannungsleitung müssen vom Kanton Freiburg übernommen werden (Verursacherprinzip).</p>	<p>SBB</p>	<p>Varianten wurden untersucht, alle geforderten Elemente sind im Dossier enthalten, das demnächst öffentlich aufgelegt wird. Weitere Informationen über die Nutzung von Fruchtfolgeflächen sind im Vernehmlassungsbericht enthalten.</p>
<p>Bei der Erstellung oder Änderung von Bauten und Anlagen, die durch das Inkrafttreten dieses Richtplans ermöglicht wird, ist Artikel 18m EBG zu berücksichtigen und entsprechende Bauvorhaben sind bei der SBB zur Vernehmlassung einzureichen. Bauten und Anlagen auf Boden der SBB sind gegebenenfalls vertraglich zu regeln.</p>	<p>SBB</p>	<p>Das Dossier 18m EBG ist eingereicht.</p>
<p>Ce projet est en « coordination réglée » alors qu'il se situe presque entièrement dans une zone de surface d'assolement dont le nombre n'est pas précisé, qu'il est dans un périmètre archéologique et qu'il nécessite un défrichage dont la surface n'est pas précisée. Les conséquences sur le Grand Marais du Seeland ne sont pas données. Pour ces raisons, le projet ne peut pas être inscrit en « coordination réglée ».</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE), WWF Fribourg</p>	<p>Des variantes ont été étudiées, tous les éléments demandés sont livrés dans le dossier qui est quasi prêt pour la mise à l'enquête.</p>

<p>La fiche mentionne une mise à l'enquête publique pour décembre 2021. Or, cette information est vraisemblablement ancienne et erronée.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>Le dossier est quasi prêt pour la mise à l'enquête publique. Cet élément sera mis à jour.</p>
<p>Es ist keine geeignete Lösung.</p> <p>Wie in diversen Studien gezeigt wurde, steigert sich das Verkehrsaufkommen mit jeder neuen zusätzlichen Strasse. Zudem liegt die Projektzone im Gewässerschutzbereich und beeinträchtigt Fruchtfolgeflächen und Waldabschnitte. Schliesslich sind 364 Meter Brücke nachteilig für das Landschaftsbild.</p> <p>Wir fordern jedoch dringend alternative Massnahmen zur Entlastung auf den Kantonsstrassen durch das Dorf Kerzers. Zum Beispiel die generelle Einführung von Tempo30, der Ausbau von sicheren Fuss- und Velowegen und die Schaffung von Begegnungszonen. Diese Massnahmen sind in jedem Fall nötig und müssen unabhängig vom Bau der Umfahrung ergriffen werden.</p> <p>Darüber hinaus ist die Umfahrungsstrasse Voraussetzung für die im Sachplan Materialabbau (SaM) eingetragene Kiesgrube auf dem Gebiet des Sonnenbergs in Kerzers. Die GRÜNEN Freiburg positionieren sich klar gegen eine solche Kiesgrube wegen Mehrverkehr und Staubbelastung.</p>	<p>GRÜNE</p>	<p>Bei der Erstellung des Projektblatts wurde eine Freigabe im Jahr 2021 angestrebt. Das Dossier befindet sich in der Endphase für eine baldige Auflage. Die Projekte für Umgehungsstrassen waren Gegenstand von Entscheidungen des Grossen Rates über ihre Finanzierungs Komponente für die Studien. Das Aufgeben würde die Entscheidungen des Grossen Rates nicht respektieren.</p>
<p>Dem Gemeinderat ist ausserordentlich wichtig, dass das neue Projektblatt P0410 Umfahrungsstrasse Kerzers in den kantonalen Richtplan aufgenommen und dem Bund zur Genehmigung vorgelegt wird. Das für die Umfahrungsstrasse benötigte Land ist grösstenteils bereits seit Jahrzehnten ausgespart, befindet sich im Eigentum des Staates Freiburg und die Güterzusammenlegung wurde bereits verwirklicht. Ausserdem ist die Projektplanung für die Umfahrungsstrasse bereits weit fortgeschritten.</p>	<p>Gemeinde Kerzers</p>	<p>Der Staatsrat nimmt diese Bemerkung zur Kenntnis.</p>

<p>P0411 ROUTE DE CONTOURNEMENT DE PREZ-VERS-NOREAZ</p>		
<p>La fiche correspond dans les grandes lignes à nos attentes. Elle ne traite toutefois que partiellement des mesures d'accompagnement nécessaires au projet, aux points d'accroche entre la mobilité douce et le trafic individuel motorisé. Le Comité a demandé une étude de trafic de cette nouvelle route pour définir les mesures d'accompagnement nécessaires, en termes de mobilité douce, en lien avec la route de Seedorf.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>La fiche de projet « P0411 – Route de contournement de Prez-vers-Noréaz » indique sous les points 2 (Justification de la localisation) et 3 (Contrainte à prendre compte) l'importance de l'intégration de la mobilité douce et l'interaction de celle-ci avec le projet. Le projet, en cours de développement, prévoit des infrastructures spécifiques pour la mobilité douce, lesquelles sont coordonnées avec d'autres projets connexes (Avry – Maison Rouge et la liaison en direction de Grandsivaz). La question de la route de Seedorf sera traitée dans le cadre de l'étude de trafic.</p>
<p>Ce projet se situe presque entièrement en surface d'assolement et dans une zone riche en vestiges archéologiques. Quelques clarifications sont encore nécessaires avant de le classer en "coordination réglée". La fiche ne démontre pas l'intégration des cheminements de la mobilité douce et le franchissement des deux ruisseaux du Fochaux et du Palon. En outre, la fiche contient visiblement des informations anciennes, car si en 2020, le projet était en phase d'avant-projet, il est probable qu'en 2022 le projet soit plus avancé, surtout si celui-ci est inscrit en coordination réglée.</p>	<p>Association Transports et Environnement (ATE), WWF Fribourg</p>	<p>La fiche n'a pas pour objectif de démontrer les détails d'un accrochage ou de franchissement des cours d'eaux mais de relever ces différentes contraintes. Le projet, en cours d'élaboration, tient compte de ces éléments et des obligations liés à ceux-ci. Afin de limiter l'impact sur les surfaces d'assolement, projet intègre un concept de gestion des sols en collaboration avec les propriétaires de terrains agricoles du secteur. Le Service de l'archéologie a été intégré dès le début du projet afin de pouvoir effectuer les sondages et fouilles nécessaires. Les indications temporelles des phases de projet seront actualisées.</p>

<p>P0412 ROUTE DE CONTOURNEMENT DE ROMONT</p>		
<p>Le projet de contournement validé en 2013 par le bureau d'ingénieurs Ernst Basler & Partner (EB+P) passait au Nord et à l'Ouest de Romont et offrait le meilleur rapport prestations/coût de toutes les variantes analysées. La variante demandée par la Commune a certes été considérée par EB+P comme une « alternative valable ». Nonobstant, c'est le projet de contournement Nord et Ouest qui est sorti une nouvelle fois vainqueur de la confrontation réalisée en 2015 par EB+P entre les projets de variantes Nord/Ouest et Est/Sud. À ce jour, la Commune persiste à demander que le contournement passe par le pied du flanc Sud-Est de la colline de Romont. Or, selon les études, la version Nord et Ouest répond bien mieux aux exigences actuelles et futures que la variante Est et Sud. La fiche de projet en consultation est inacceptable et doit être abandonnée.</p>	<p>Association « Stop contournement ! » (ASC)</p>	<p>Ce projet a fait l'objet d'un crédit d'étude du Grand Conseil. A ce titre, l'abandonner ne respecterait pas les décisions du Grand Conseil. A la demande de la commune, une variante passant par l'Est et le Sud a été analysée par un bureau externe. L'analyse conclut que l'objectif était de démontrer si la nouvelle variante constituait une alternative valable à la variante Ouest.</p> <p>La variante Est ayant été plébiscitée par la commune et étant une alternative valable, il a été choisi de retenir celle-ci. Le projet vise à délester le centre de Romont du trafic de transit, notamment en provenance du secteur « En Raboud », et n'empêche pas l'accès et le développement multimodal autour de la gare et des futures zones de densification de la commune. Il permet ainsi, avec d'autres facteurs, de développer un espace urbain avec une bonne qualité de vie autour de la gare de Romont, ce qui correspond de manière exemplaire à la volonté du Conseil d'Etat de concilier l'aménagement du territoire et l'objectif de transfert modal vers la mobilité douce et les transports publics inscrit par le Grand Conseil dans la loi sur la mobilité.</p>
<p>S'il est vrai que le contournement est lié à des « projets tiers » (viaduc TPF), il est faux de dire « qu'aucun des 2 tronçons ne peut évoluer sans l'autre ». Le tronçon Chavannes-Parqueterie peut être construit seul et assurer la jonction avec la route cantonale de la Parqueterie, qui, traversant Romont et rejoignant la route de Billens, garantit le raccordement au réseau routier vaudois. La division en deux tronçons n'a été choisie que pour répartir les coûts entre deux budgets ne dépassant pas l'un et l'autre la limite à partir de laquelle le projet ne pourrait plus être entériné par le Grand Conseil, mais serait soumis au référendum financier obligatoire.</p>	<p>Association « Stop contournement ! » (ASC)</p>	<p>Dans le cadre de l'étude de priorisation des routes de contournement et dans le message du Conseil d'Etat au Grand Conseil (2016-DAEC-109), il a toujours été question de réaliser un projet routier contournant l'ensemble de Romont.</p> <p>Il a été décidé de séparer les études afin d'adapter chaque tronçon aux contraintes imposées par les différents projets connexes et leur permettre d'avancer simultanément. Cette manière de procéder ne remet pas en question la nécessité de réaliser l'ensemble du contournement de Romont.</p>

<p>L'hydrogéologie jouera un rôle décisif dans la faisabilité du projet, car le tronçon Sud du contournement sera construit dans une zone inondable et dans la nappe phréatique. Or, une comparaison avec des projets similaires dans d'autres cantons montre que la construction en tranchée partiellement couverte dépassera de plusieurs dizaines de millions l'estimation de la DIME. Le Gouvernement sera dans l'obligation de soumettre le projet aux aléas du référendum financier obligatoire.</p>	<p>Association « Stop contournement ! » (ASC), Particuliers (1 prise de position)</p>	<p>Le projet tient compte de ces contraintes. Les études nécessaires sont en cours de réalisation par des bureaux spécialisés. Au besoin, le crédit en faveur du contournement de Romont sera soumis au référendum financier.</p>
<p>Le tronçon Sud ne porte plus seulement sur deux variantes, comme à l'origine, mais sur quatre. Jusqu'ici, deux versions étaient à l'étude : une ouverte et une partiellement couverte. Or, il est mentionné l'opportunité de construire le contournement en tranchée couverte et non en tranchée partiellement couverte. Cela induit qu'une troisième version est à l'étude : une tranchée intégralement couverte. Enfin, une quatrième version est annoncée en fin de citation : un tracé à niveau. Or, il s'agirait d'une route empruntant l'ancien tracé TPF et frôlant les PPE du Pré de la Grange et les maisons familiales d'En Bouley. Selon nous, la tranchée ouverte est la seule version crédible.</p>	<p>Association « Stop contournement ! » (ASC)</p>	<p>Le tronçon Sud a fait l'objet de différentes variantes, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Variante 1 : variante « haute » ou variante « semi-enterrée » ; - Variante 2 : variante « basse » ou variante tranchée couverte ; - Variante 3 : variante profil à niveau ; - Variante 4 : variante « enterrée » ou variante tranchée couverte longue. <p>Ces variantes ont fait l'objet d'une analyse et notation par le COPIL, tout comme les variantes du tronçon Est. La variante 4 « enterrée » a été retenue et proposée au Conseil d'Etat.</p> <p>Par arrêté du 3 mai 2022, le Conseil d'Etat a validé le choix de la variante 4 « enterrée ».</p>
<p>Concernant les contraintes à prendre en compte, la protection du paysage manque. L'aide à l'exécution de la Loi sur la protection de la nature doit être pris en compte. Les travaux d'évaluation du paysage dans le périmètre précité n'ont pas été effectués. Le Conseil d'Etat doit mettre en œuvre de mesures de protection zones de détente impactée par le projet de contournement en coordination avec les communes concernées.</p>	<p>Association « Stop contournement ! » (ASC)</p>	<p>La fiche prévoit sous le point 3 – Contraintes à prendre compte : « intégration au contexte patrimonial » et précise que des objectifs d'intégrations et des études spécifiques doivent être identifiées.</p> <p>De plus, un examen préalable de l'avant-projet a été réalisé par les services concernées et un examen final aura encore lieu. Ainsi, les services relatifs à la protection du paysage, du patrimoine ou de l'environnement auront toute la latitude de proposer des mesures d'intégration. Une étude d'intégration urbanistique a déjà été réalisée.</p>

<p>Ce projet a notamment des problématiques de surfaces d'assollement, de protection du patrimoine (ISOS de catégorie 1) et de vestiges archéologiques à clarifier avant de le classer en « coordination réglée ».</p>	<p>Association Transports et environnement (ATE)</p>	<p>Ces différents éléments ont été relevés dans les contraintes à prendre en compte et font l'objet d'études en cours de réalisation. La Section Agriculture de Grangeneuve et le Service des biens culturels ainsi que la Commission des biens culturels ont été consultés dans le cadre de l'examen préalable et le seront encore pour l'examen final.</p>
<p>Les voies routières devraient à l'avenir converger vers la gare. La mobilité des Glanois-es doit se réorganiser autour des transports publics et de la mobilité douce dans la perspective d'une société neutre en carbone à l'horizon 2050 tel que le Conseil fédéral le souhaite.</p> <p>Le Conseil d'Etat devrait en priorité se pencher sur le projet de redressement de la ligne CFF prévu dans le concept Rail 2000 dont la zone réservée bloque tout développement futur de Romont.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Glâne-Veveyse</p>	<p>Le projet de contournement n'empêchera pas d'accéder au secteur de la gare mais évitera que celui-ci soit saturé par le trafic de transit. Le délestage de ce secteur permettra de développer le report multimodal.</p> <p>Concernant les zones réservées « Rail 2000 », des études sur des nouveaux tracés ferroviaires, mandatés par la Confédération aux CFF, sont toujours en cours dans ce secteur. C'est la raison pour laquelle ces zones demeurent. Le canton maintient son intérêt pour la réalisation de ce projet.</p>
<p>Le choix même du tracé est une aberration qui ne tient pas compte du développement futur de Romont. Le plan directeur communal montre bien que le futur de Romont se construira autour de la gare alors que la gare autour de laquelle la mobilité multimodale devrait se réorganiser n'est plus desservie par la route. Pire, par le choix de son tracé au Sud-Est de Romont, le canton s'en prend frontalement à la qualité de vie dans les quartiers du Pré de la Grange et d'En Bouley.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Glâne-Veveyse, Particuliers (1 prise de position)</p>	<p>Le plan directeur communal de Romont (2019) identifie cinq secteurs « extension de la zone à bâtir » (hachurés en rouge). Trois de ceux-ci (« L'Epeney », « Les Barges » et « Arruflens-La Thiolère ») sont situés à proximité directe du tronçon Sud du projet de la route de contournement. Quant au secteur « En Bresogne », ce dernier est situé à proximité de la gare.</p> <p>Le projet ne remet pas en cause l'existence de la route actuelle menant à la gare mais aura pour effet de délester le secteur gare et de redonner de l'espace pour les autres modes de transports. Il permet ainsi, avec d'autres facteurs, de développer un espace urbain avec une bonne qualité de vie autour de la gare de Romont, ce qui correspond de manière exemplaire à la volonté du Conseil d'Etat de concilier l'aménagement du territoire et l'objectif de transfert modal vers la mobilité douce et les transports publics inscrit par le Grand Conseil dans la loi sur la mobilité.</p> <p>La variante « enterrée » choisie par le Conseil d'Etat permettra de protéger les quartiers du Pré de la Grange et d'En Bouley contre les nuisances liées au projet. Pour rappel, le projet doit être conforme aux valeurs de planification, plus sévères.</p>

<p>Inscrire ce projet en « coordination réglée », alors que l'on ignore l'emprise sur les surfaces d'assolement et sur la Glâne, est incompréhensible. Le tracé du projet ne peut être connu à l'heure actuelle, puisqu'il empiète sur l'espace réservé aux eaux et influencera le projet de revitalisation de la Glâne. Demande d'intégrer l'espace réservé aux eaux en tant que contraintes à prendre en compte (comme demandé par l'ARE). Finalement, si un projet est inscrit en « coordination réglée », l'obligation ou pas d'une EIE devrait déjà être connue.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>L'indication « coordination réglée » ne signifie pas que l'entier du projet et ses études sont terminées mais indique comment les activités ayant des effets sur l'organisation du territoire sont coordonnées (OAT art. 5 al. 2), ce qui est le cas en l'espèce. Il a été tenu compte de l'espace réservé aux eaux dès les premières études du projet, tout comme du projet de revitalisation de la Glâne, indiqué dans les contraintes à prendre en compte. Un rapport d'impact sur l'environnement est en cours de réalisation et sera joint au dossier au moment de la mise à l'enquête.</p>
<p>Le tronçon sud présente beaucoup de contraintes. Parler de contournement de localité en projetant un axe principal de trafic motorisé individuel à proximité de zones résidentielles et d'intérêt général comptant quelque 750 habitants et plus de 1'500 élèves est un abus de langage. Ce tronçon ne répond pas aux critères du thème T102 Transport individuel motorisé. La réalisation du tronçon Est semble plus favorable : un faible coût, une amélioration significative en évitant que le trafic de transit de la route cantonale ne passe par la Belle Croix et la gare et en contournant le hameau des Chavannes.</p>	<p>Particuliers (1 prise de position)</p>	<p>La variante retenue pour le tronçon Sud est une variante « enterrée ». Cette solution permet de limiter au maximum les différentes nuisances (pollution, bruit, impact paysager, etc.) pour les riverains ainsi que l'impact paysager. Le contournement de Romont doit être visualisé comme un ensemble et non pas comme des tronçons indépendants. Toutefois, le tronçon Sud permet de délester le centre de la localité de Romont de tout le trafic en provenance du Sud-Ouest (En Raboud, L'Halle, La Maillarde) et les zones à développer dans ces secteurs. En ce sens, le projet n'est pas en contradiction avec la fiche T102.</p>
<p>La fiche de projet doit être mise à jour dans la mesure où les études de variante ont d'ores et déjà abouti et font l'objet d'une analyse des propositions du COPIL.</p>	<p>Commune de Romont</p>	<p>La fiche sera mise à jour lors de la prochaine modification.</p>
<p>Concernant la procédure et la suite des travaux, une étude sur la mobilité (individuelle) intercommunale est nécessaire en vue de sécuriser les axes secondaires (Villaraboud – Vuisternens-devant-Romont) en redirigeant le trafic de transit sur la route de contournement de Romont.</p>	<p>Commune de Siviriez</p>	<p>Selon l'étude de trafic, le contournement aura pour conséquence un report de trafic sur la future route de contournement mais ne générera pas de trafic supplémentaire sur l'axe Villaraboud-Vuisternens-devant-Romont. Néanmoins ces points pourraient être traités dans le PDR de la Glâne. Aussi, l'étude menée dans le cadre du contournement a identifié les reports de trafic au niveau des communes environnantes.</p> <p>Il ressort qu'aucun impact en matière de charge de trafic n'a été identifié entre la route d'Ursy et la route de Bulle. A l'inverse, l'étude identifie une diminution de 60% du trafic entre la route de Bulle et la zone de la Maillarde/La Halle.</p>

P0413 JONCTION DE BULLE		
Des études et réalisations devraient être menées quant au transfert modal des utilisateurs de l'autoroute. Le PDR Gruyère prévoit cette interface à Planchy, afin de capter les visiteurs – notamment du Parc Cailler – avant leur entrée dans l'agglomération. Cet aspect doit être intégré aux réflexions sur la jonction afin que le réseau de mobilité soit globalement cohérent.	ARG	Les aspects mobilité liés au parc Cailler sont pour l'heure en discussion, notamment sur la localisation du stationnement.
Un parking d'échange devra être intégré au projet.	Parti Le Centre, Particulier (1 prise de position)	Aucun parking d'échange n'est planifié dans le secteur industriel de Planchy compte tenu de la proximité de la jonction et pour éviter d'y amener un trafic supplémentaire qui devrait être reporté sur les transports publics ou la mobilité douce.
Die Region Sense soll die gleiche Behandlung wie dies Projektes bekommen und das Projektblatt 410 soll wieder integriert sein.	Particuliers	Der Staatsrat nimmt diese Bemerkung zur Kenntnis.

<p>P0414 CENTRE LOGISTIQUE FERROVIAIRE DE LA BROYE (Voir aussi P0107 Secteur stratégique Rose de la Broye)</p>		
<p>Le conseil communal demande qu'une attention particulière soit apportée à la lutte contre le bruit et qu'une étude spécifique soit menée avant la poursuite des travaux de planification.</p>	<p>Commune de Sévaz</p>	<p>La directive Evaluation des projets d'aménagement et de construction par rapport au bruit (fr.ch) rend obligatoire des études acoustiques au niveau du plan d'aménagement local et du plan d'aménagement de détail. Un plan d'affectation cantonal est à considérer comme un plan d'aménagement local (la directive est en modification dans ce sens). Toute considération (sans parler d'une étude acoustique au sens strict) est cependant importante aux niveaux supérieurs de planification.</p>

PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET)		
<p>Nous déplorons des projets touristiques nuisibles aux paysages, à la biodiversité et au climat et en contradiction avec les PIC et un tourisme doux. Selon les chiffres du SECO, la valeur des paysages suisses s'élève à 70 milliards. Les paysages sont donc essentiels à l'économie suisse et fribourgeoise. Il est donc nécessaire de peser précautionneusement les différents intérêts en présence.</p> <p>Compte tenu des travaux inachevés concernant les biotopes d'importance nationale et cantonale, ainsi que l'inexistence d'une véritable stratégie touristique cantonale, nous demandons le retrait des fiches P0502, P0503, P0507, P0508, P0509 et P0513, ainsi que toutes celles en lien avec des projets touristiques. Ces projets impliqueront une affluence accrue, la construction de logements de vacances, le développement d'installations de loisirs donc un tourisme intensif qui ne respecterait pas les contraintes environnementales.</p>	<p>Helvetia Nostra, WWF Fribourg, Pro Natura Fribourg, Parti socialiste, VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le développement du tourisme doit justement se concentrer sur des zones d'activités précises (zones d'activité touristique) afin de préserver le reste du territoire. Les fiches touristiques proposent un développement 4 saisons, incluant des projets de mobilité douce (VTT) et encourageant l'utilisation des transports publics. En cas de retraits des fiches touristiques, plus aucune coordination de développement n'est possible. Cette situation conduirait à une planification non maîtrisée qui aurait une influence négative sur le mitage du paysage et la biodiversité.</p> <p>La stratégie de développement du tourisme fribourgeois (en cours de validation), en lien avec la nouvelle loi sur le tourisme, prend en compte les enjeux climatiques et de biodiversité dans 4 de ses 12 axes principaux :</p> <p>Axe 1 : Un positionnement sur quatre univers suisses distincts « Montagnes, Lacs, Gastronomie et Histoire » et l'identification de Fribourg comme laboratoire du tourisme.</p> <p>Axe 2 : Une expérience unique et authentique, proche de l'habitant</p> <p>Axe 3 : Développement d'un tourisme durable</p> <p>Axe 5 : Mise en place des conditions cadres pour créer et soutenir les produits</p> <p>Plusieurs mesures du Plan climat cantonal concernent les partenaires suivants : Union fribourgeoise du Tourisme (UFT) – Terroir Fribourg et Parc naturel régional Gruyère Pays-d'Enhaut. Au niveau national, tous les acteurs touristiques sont conscients de l'importance des paysages suisses ; de nombreuses actions et programmes les mettent en valeur, tout en les préservant, à l'image du programme de développement durable « Swisstainable ». Les projets touristiques sont générateurs d'emplois dans des zones où le développement d'autres activités est plus difficile, tout en pesant les intérêts économiques et environnementaux.</p>

<p>Nous interrogeons la pertinence de la création de nouvelles liaisons de remontées mécaniques prévues pour les sports d'hiver, alors que le principal défi des stations des Préalpes sera, dans les années à venir, le manque d'enneigement. Les résultats de l'étude « Préalpes 2030 » sont pourtant clairs : le tourisme hivernal n'a pas d'avenir sans installation de neige artificielle. De telles installations contribueront à empirer le problème climatique compte tenu de leur coût énergétique. Une réflexion doit être faite sur la pertinence de s'acharner à vouloir développer le tourisme hivernal en vue des prévisions climatiques.</p>	<p>Pro Natura Fribourg, Parti socialiste, Parti vert'libéral, WWF Fribourg, Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Selon nous, il n'y a pas de nouvelles liaisons envisagées d'éventuelles extensions devant faire l'objet de démarches de pondération d'intérêts.</p> <p>Les résultats de l'étude « Préalpes 2030 » encouragent une transition vers un tourisme 4 saisons mais sans abandon de l'hiver, source indispensable de revenu. Le rapport vise un renouvellement des installations d'enneigement mécanique existantes afin d'en optimiser la technique et par le fait le bilan énergétique.</p> <p>Grâce au Magic Pass, entre 80 et 90% de la clientèle hivernale des stations de notre canton est fribourgeoise, profitant ainsi d'une offre de proximité. L'attachement des Fribourgeois.e.s à leurs stations et aux sports de glisse hivernaux se démontre par la mise sur pied de journées scolaires de ski et la promotion du ski dans les écoles fribourgeoises.</p>
<p>Le Canton n'a toujours pas publié de stratégie touristique cantonale. Ceci alors même que la fiche T108 (Pôles touristiques) demande pour la mise en œuvre que l'Union fribourgeoise du tourisme élabore une stratégie touristique. La prise de position de l'ARE concernant l'approbation du Plan directeur cantonal mentionnait aussi une telle stratégie.</p>	<p>Pro Natura Fribourg</p>	<p>La stratégie touristique cantonale de l'Union fribourgeoise du tourisme est en cours de finalisation et sera déposée pour validation auprès du Conseil d'Etat en automne 2023.</p> <p>Les stratégies régionales, conformément à la nouvelle loi sur le tourisme, sont également en cours de rédaction dans la plupart des districts.</p>
<p>Il manque une stratégie cantonale VTT. Celle-ci permettrait de mesurer le besoin existant et l'offre coordonnée à l'échelle cantonale, voire intercantonale, afin d'éviter une croissance incontrôlée des offres et une concurrence accrue entre les stations fribourgeoises, aggravant encore l'impact sur le paysage et la faune.</p>	<p>Parti socialiste, Pro Natura Fribourg, Parti vert'libéral Fribourg, WWF Fribourg</p>	<p>Le canton travaille actuellement activement à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan des itinéraires VTT. La consultation de la stratégie et la mise à l'enquête du plan est planifiée pour l'automne 2024.</p>

<p>Vu l'obligation pour les cyclistes pratiquant le VTT de ne rouler que sur les itinéraires prévus à cet effet, nous considérons que le réseau cantonal VTT est encore faible et qu'il est nécessaire de prévoir son extension afin d'éviter que des cyclistes se rendent dans des endroits protégés et dérangent la faune faute de parcours dans leur région. Nous souhaitons également que les itinéraires pour se rendre sur le réseau VTT soit de qualité et sécurisé, avec le risque, dans le cas contraire, que les adeptes du VTT s'y rendent avec leur véhicule privé et que cela augmente la charge de trafic motorisé.</p>	<p>PRO VELO Fribourg</p>	<p>Le canton travaille actuellement activement à l'élaboration d'une stratégie et d'un plan des itinéraires VTT. La consultation de la stratégie et la mise à l'enquête du plan est planifiée pour l'automne 2024. Le réseau VTT doit répondre aux exigences suivantes : cohérent, suffisamment dense et homogène ; aussi sûr que possible ; aussi attractif que possible ; séparant les itinéraires les uns des autres, soit la mobilité piétonne, le trafic cycliste, les transports publics et le trafic motorisé, lorsque cela est possible.</p> <p>L'inventaire qui a été réalisé en vue de l'élaboration du plan des itinéraires VTT a permis de recenser sur l'ensemble du canton de Fribourg quelque 5'000 km d'itinéraires régulièrement empruntés par les VTT et les E-VTT. Le réseau cantonal VTT officiel va compter quelque 2500 km d'itinéraires. L'autre moitié des itinéraires VTT recensé sera à renaturaliser et redonner à la nature.</p>
<p>Demande que l'état de coordination des différentes fiches relatives à des projets touristiques soit revu à la baisse, afin de correspondre aux exigences fixées par l'ARE.</p>	<p>Pro Natura Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend acte de cette remarque. Rappelons que l'inscription d'un projet dans le Plan directeur cantonal ne garantit en aucun cas sa réalisation, elle garantit sa coordination précisément, ces projets ayant un fort impact. Tout projet mentionné dans l'annexe d'une fiche du plan directeur cantonal nécessite un rapport explicatif qui fera l'objet d'une enquête publique de 30 jours, d'une décision du Conseil d'Etat, puis sera soumis à la Confédération – accompagné de la fiche ad hoc – pour approbation. Un projet est coordonné au niveau du plan directeur cantonal lorsqu'il est approuvé en catégorie « coordination réglée » par la Confédération</p>
<p>P0502 EXTENSION DU DOMAINE SKIABLE, SENTIERS VTT ET VIA FERRATA DE MOLESON-SUR-GRUYERES</p>		
<p><i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i></p>		
<p>Quant au développement des circuits des VTT, un soin particulier devra être accordé pour éviter les conflits entre les randonneurs pédestres et les adeptes de cette discipline.</p>	<p>Parti libéral-radical Fribourg</p>	<p>Coordination par le projet BikeIn-FR-25 et la planification du réseau des itinéraires officiels de loisir (selon Loi sur la mobilité).</p>

<p>Concernant la suppression de Cheval Brûlé, nous sommes déçus d'apprendre que les autorités administratives cantonales tranchent de manière aussi unilatérale sur l'avenir de notre destination, puisque ni notre société, ni la commune, ni la région n'ont, à notre connaissance, été averties de ces intentions. Au cas où le retrait de ce secteur serait maintenu hors du Plan directeur cantonal, nous procéderons à un examen juridique attentif sur nos droits au vu de l'atteinte portée par cette planification directrice cantonale.</p> <p>Nous demandons le maintien du secteur en question pour différents motifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Dimensionnement basé sur des études sérieuses. – La fiche de la liaison Rathvel a déjà été supprimée, ce qui limite considérablement les possibilités d'extension du domaine skiable – Plus d'avantages environnementaux d'ouvrir un nouveau secteur, plutôt que de renforcer des secteurs existants – Une nouvelle installation sur le secteur Cheval Brûlé, constitué surtout de pâturage, nécessitera peu de défrichage. Le rapport d'examen préalable de l'ODT demande de justifier la mise en valeur de ce secteur à titre « d'avantage supérieur à la moyenne », ce qui est le cas. – Contrairement à la Vudalla, le secteur de Cheval Brûlé est pourvu de plusieurs accès carrossables ouverts au public et est traversé par des sentiers pédestres à haute fréquentation, dont un itinéraire national. Ce secteur ne nécessiterait donc quasi pas d'adaptations de l'équipement (accessibilité, présence d'offres de gastronomie, etc ...), dans la mesure où il est également traversé par une ligne de bouclage du réseau électrique. De plus, l'enneigement bien que lié à l'altitude 	<p>Centre touristique GMV SA, Parti Le Centre, ARG, Commune de Gruyères</p>	<p>Le retrait des extensions du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères se justifie par l'évaluation négative de la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020. Dans ce contexte, la Confédération a estimé que ces extensions ne pouvaient pas être approuvées selon les bases légales en vigueur (Ordonnance sur les installations à câbles, Conception Paysage Suisse, Inventaire des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale et Inventaire des marais d'importance régionale). Il a donc été décidé de supprimer les deux installations et pistes à l'est (Rathvel – Cheval brûlé – Gros Plané).</p>
--	---	--

<p>dépend également de l'orientation et du microclimat. Des quantités de neige parfois deux fois supérieures à celles enregistrées à Plan-Francey y ont régulièrement été observées. Ce critère peut également être considéré comme un avantage supérieur à la moyenne au sens de l'art. 7 OICA.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Notre stabilité économique est garantie par l'activité « hors neige ». <p>Proposition de maintenir le secteur « Cheval Brûlé » en coordination en cours, puisqu'il ne pénalise plus les trois premières phases « en coordination réglée ».</p>		
<p>Si l'on prend en compte les conclusions du rapport d'examen préalable de l'ARE pour le secteur de développement de Geissalp et les conclusions du secteur Cheval Brûlé, il est difficile de comprendre pourquoi celui de Geissalp n'est pas remis en question par la révision en cours, alors qu'il est jugé irréalisable vu l'appartenance du site à une zone militaire et que celui de Moléson l'est, sans être fondamentalement remis en question par la Confédération.</p>	<p>Centre touristique GMV SA</p>	<p>Le retrait des extensions du domaine skiable de Moléson-sur-Gruyères se justifie par l'évaluation négative de la Confédération lors de l'approbation du plan directeur cantonal révisé en 2020. Dans ce contexte, la Confédération a estimé que ces extensions ne pouvaient pas être approuvées selon les bases légales en vigueur (Ordonnance sur les installations à câbles, Conception Paysage Suisse, Inventaire des sites de reproduction de batraciens d'importance nationale et Inventaire des marais d'importance régionale.</p> <p>Enfin, aux yeux de la Confédération, ce n'est pas seulement l'appartenance du site de Geissalp à une zone militaire, mais également des enjeux paysagers (Parc naturel régional) et la question de la sécurité d'enneigement qui posent problème. La faisabilité et la réalisation effective de ce nouveau télésiège ne sont donc aucunement garanties. Par souci d'égalité de traitement, le retrait de cette extension sera évalué dans le cadre des prochaines modifications du plan directeur cantonal après information aux instances concernées (région et commune).</p>
<p>Il est essentiel que les trois premières phases (ou la mesure dans son ensemble) restent en coordination réglée, afin de permettre leur réalisation rapide. L'ajout du secteur Cheval Brûlé ne doit pas porter préjudice à ces projets.</p>	<p>ARG</p>	<p>Le projet a effectivement été décliné selon plusieurs états de coordination.</p>

<p>Ce projet ne semble pas cohérent avec le paysage d'importance cantonale (PIC) correspondant. Nous porterons une attention particulière à ce que les caractéristiques paysagères ne soient altérés en aucun cas, comme le précise le dernier objectif spécifique de ce PIC.</p>	<p>Helvetia Nostra, Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le développement de la station Moléson n'est pas contraire aux objectifs spécifiques du paysage d'importance cantonale Moléson notamment celui qui traite du tourisme car il précise qu'il faut « garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères ». Il faut permettre une meilleure cohabitation entre les différentes activités et les processus naturels. Et il convient d'encourager et de favoriser la sensibilisation des usagers aux valeurs naturelles, patrimoniales et paysagères du site.</p> <p>Le renouvellement du télésiège a été élaboré et modifié afin de tenir compte de la préservation des caractéristiques paysagères du site. Le Service des forêts et de la nature a pris position sur ce projet et exigé des modifications et compléments afin que le projet respecte notamment les objectifs spécifiques du PIC Moléson. Les futurs autres projets de développement touristique dans ce PIC seront également préavisés par le Service des forêts et de la nature qui veillera à faire respecter les contraintes légales notamment matière de préservation du paysage.</p>
<p>Ne devrait-on pas inclure dans cette fiche la valorisation du chalet des Crêts ? (cf. valorisation souhaitée dans le PDR du patrimoine alpestre)</p>	<p>Parti Le Centre, Particulier (1 prise de position)</p>	<p>Nous allons analyser votre proposition dans le cadre d'une future adaptation.</p>
<p>Carte : Le Penny, bas-marais d'importance nationale n'est pas (ou mal) représenté sur la carte.</p> <p>A en croire la carte, un itinéraire VTT passerait dans le bas-marais d'importance nationale le Penny. Or, cet élément doit figurer sur la carte. Il faudrait le faire passer par le sentier existant via la Chaux-Dessus ce qui permettrait d'éviter le bas-marais d'importance nationale et il faudra justifier pourquoi cette variante n'a pas été retenue.</p>	<p>Pro Natura Fribourg, WWF Fribourg</p>	<p>La carte sera clarifiée.</p> <p>L'itinéraire national VTT 2 Panorama-Bike (SuisseMobile) passe, dans la zone du Bas-Marais Le Penny, sur un chemin alpestre et un chemin de randonnée pédestre officiel. Le passage proposé par La Chaux-Dessus, sur un chemin de randonnée pédestre étroit, avec forte dénivellation, causerait des problèmes de coexistence et d'entretien de sentier.</p>

<p>L'impact du développement de nouvelles voies de via ferrata ou VTT doit être évalué car elles traversent des espaces relativement vierges, importants pour l'épanouissement de la faune locale.</p> <p>De plus, aucun plan de mobilité n'a été mis sur pied afin d'étudier les problèmes de surfréquentation ou la question de la mobilité durable.</p> <p>Enfin, nous remarquons que la carte et les légendes sont très peu lisibles et n'offrent donc qu'une perspective floue d'un ensemble de projets dont l'impact écologique est inconnu.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Coordination par le projet BikeIn-FR-25 et la planification du réseau des itinéraires officiels de loisir (selon Loi sur la mobilité).</p>
<p>La fiche prévoit un projet de développement en trois phases. Toutefois, cette manière de faire pourrait facilement éluder l'obligation d'établir un rapport d'impact sur l'environnement, car en planifiant les nouvelles pistes de ski à des périodes différentes, l'impact sur le sol et l'enneigement artificiel qui devrait accompagner la réalisation des pistes de ski, n'atteindra jamais le nombre de surface minimum (cf. Ordonnance sur les études d'impact sur l'environnement).</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>Les différentes étapes seront soumises à une étude d'impact sur l'environnement si elles sont considérées comme des modifications considérable de l'installation existante (art. 2 OEIE). Il n'est donc pas nécessaire que chaque étape atteigne le seuil de l'Ordonnance sur les études d'impact sur l'environnement pour soumettre les phases individuellement à une étude de l'impact sur l'environnement.</p>
<p>La fiche, malgré l'inscription en « coordination réglée » et les résultats de l'étude « Préalpes 2030 », ne fait aucunement mention de l'enneigement artificiel ou des besoins en éclairage.</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>En se référant explicitement à la vision « Préalpes 2030 », sachant que le nombre de jours avec ≥ 30 cm de neige (naturelle) diminue drastiquement et ne se résumera qu'à quelques jours à l'horizon « 2035 », le canton est conscient que la pratique du ski dépendra fortement de l'enneigement artificiel. Au vu des modifications de cette fiche, les besoins en éclairage ne sont pas encore connus.</p>

P0503 DEVELOPPEMENT DU DOMAINE SPORTIF 4 SAISONS DE SCHWARZSEE		
<i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i>		
Le projet du téléski de la Geissalp entrainera des conséquences néfastes pour les colonies de petits coqs et perdrix présents dans la vallée du Muscheren.	Parti libéral-radical Fribourg	Comme pour l'extension de Cheval-Brûlé, les zones de protection et de tranquillité de la faune constituent d'importantes contraintes à prendre en compte.
Le développement de VTT, notamment du downhill, devra se faire de façon à éviter les conflits entre les randonneurs pédestres et les adeptes de cette discipline	Parti libéral-radical Fribourg	Le projet prévu par le Kaiseregg Bahnen AG prévoit le croisement entre la piste du VTT et des chemins pédestres, donc des conflits seront inévitables. Des panneaux de marquage clairs sont sûrement planifiés pour minimiser les conflits entre les différents usagers. Coordination par le projet BikeIn-FR-25 et la planification du réseau des itinéraires officiels de loisir.
Carte : Il y a tellement d'éléments que la carte en devient illisible.	Pro Natura Fribourg	Nous prendrons compte de votre de cette remarque et le cas échéant nous apporterons des changements dans la symbologie de la légende
Die von der Gemeinde Plaffeien gewünschte Anpassungen von Januar 2022 zur Ortsplanungsrevision in diesem Projektblatt müssen vorgenommen werden.	Gemeindeverband Region Sense	Die Ortsplanungsrevision der Gemeinde Plaffeien ist seit November 2022 sistiert. Das BRPA hat die Argumente der Gemeinde zur Kenntnis genommen und wird auf diese nach dem Genehmigungsentscheid der RIMU eingehen
Gemäss den Ausführungen der Gemeinde Plaffeien vom 25. Januar 2022, ist im Raum Schwarzsee für das Frühjahr 2022 die Vorprüfung eines Flow-Trails vorgesehen, daher sind für dieses Elemente die Bedingungen für den Koordinationsstand Festsetzung erfüllt.	Gemeindeverband Region Sense	Wir werden diesen Vorschlag in einer der nächsten Anpassungen analysieren

<p>Karte: Die Darstellung des MTB-Gebietes entspricht der Projektidee von 2019. Es ist gemäss Projektblatt vom 15.11.2021 zu aktualisieren.</p> <p>VVT: Der Stand der Koordination ist von Vororientierung auf Zwischenergebnis zu ändern.</p> <p>Gebiet Riggisalp: Der Verweis auf die aktuell gültigen Bewilligungen im Abschnitt «<i>Die geplanten Erweiterungen der Gebiete mit künstlicher Beschneidung müssen im Rahmen der aktuell gültigen Bewilligung der Benützung der öffentlichen Gewässer erfolgen</i>» ist missverständlich. Die Formulierung «... <i>im Rahmen der Bewilligung der Benützung der öffentlichen Gewässer</i> » ist ausreichend.</p>	<p>Gemeinde Plaffeien</p>	<p>Da ein konkretes Projekt zur Überprüfung der VTT Strecke eingereicht wurde, begrüßen wir die Änderung auf Zwischenergebnis. Der Stand der Koordination dieses Projektblattes muss aber auch die Entwicklung der anderen Projekte berücksichtigen.</p> <p>Hinweis auf Projekt <i>Gemeinde Jaun Änderung ZNP – Perimeter für MTB-Sport.</i></p>
<p>P0504 DEVELOPPEMENT D'INFRASTRUCTURES A LA BERRA ET AMELIORATION DE LA LIAISON LA BERRA-PLAN DES GOUILLES</p>		
<p><i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i></p>		
<p>Nous constatons que certaines adaptations et/ou ajouts ont été opérés sans discussion préalable ni prise de contact. Nous contestons et nous opposons à l'un ou l'autre élément.</p>	<p>Société des Remontées Mécaniques de la Berra SA</p>	<p>De nombreux échanges ont eu lieu entre les services du canton et les Sociétés de remontées mécaniques. Le projet avait déjà été mis en consultation publique en 2018. La fiche a été actualisée afin de tenir compte de l'examen fédéral et en particulier de la conformité de certains aspects du projet à la loi sur l'aménagement du territoire. De plus, certaines propositions de modifications ont été transmises par la région.</p>
<p>Comme ce projet prévoit des infrastructures dans l'Espace de nature et de loisir « Massif de la Berra et du Cousimbert » du PDR Sarine, nous recommandons d'inscrire, sous la rubrique « Procédure et suite des travaux », le besoin de coordination avec la future Association régionale de la Sarine (ARS).</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>L'ajout sera effectué.</p>

<p>Le chapitre 3 ajoute des exigences qui devront être réglées dans le cadre de la planification communale. Elles devraient être indiquées comme telles et laisser la marge de manœuvre inhérente à chaque échelle. Notamment les exigences formulées pour l'axe 4 doivent permettre des autorisations d'exploitation préjudiciables à la forêt en lieu et place de défrichement.</p>	<p>Association régionale La Gruyère, Parti Le Centre</p>	<p>L'axe 4 est actuellement en forêt. Une mise en zone d'intérêt général d'une surface forestière nécessite un défrichement. Il faut prendre en compte l'aire forestière et les contraintes légales s'appliquant par rapport à celle-ci. S'il y a changement d'affectation, il y a défrichement.</p> <ul style="list-style-type: none"> • « Par défrichement, on entend tout changement durable ou temporaire de l'affectation du sol forestier » (art. 4 Lfo). • « L'insertion de forêts dans une zone d'affectation est subordonnée à une autorisation de défricher » (art. 12 Lfo). • Il n'y a donc pas de marge de manœuvre possible s'il s'agit bien d'un changement d'affectation : cela constitue un défrichement et il ne sera possible de délivrer une autorisation de défrichement que si les conditions prévues par la législation sont remplies (voir notamment article 5 Lfo). Cela ne peut pas être évalué au niveau du plan directeur : le projet (qui nécessitera le défrichement) devra être détaillé et justifié. <p>Une autorisation de défrichement ne pourra être octroyée que si les exigences légales sont respectées : le projet devra être détaillé et justifié, une mention au plan directeur cantonal n'est pas suffisante.</p>
<p>Ce développement touristique implique une menace réelle pour l'unique zone cantonale de tranquillité de la faune et est incohérent avec le PIC. Les participants aux ateliers participatifs ont mentionné une « fréquentation excessive et atteinte à la tranquillité du secteur ». Il est illusoire de prévoir que la création d'une piste de ski freeride va engendrer une baisse de la pratique du ski « sauvage », au contraire</p>	<p>Helvetia Nostra, Pro Natura Fribourg</p>	<p>Le développement de l'offre estivale et l'extension des horaires visent une meilleure coordination et répartition des flux des hôtes. Une grande part de la clientèle, notamment plus âgée, a pour objectif de profiter de la vue et de la gastronomie proposée au sommet. La nouvelle Lmob permet une meilleure coordination des flux des diverses activités de loisirs été-hiver.</p>
<p>Demande du retrait de l'objectif de développement de résidences hôtelières en relation avec les installations touristiques de l'axe 5 de la fiche P0504.</p>	<p>Helvetia Nostra, Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>L'offre d'hébergement proposée devrait permettre de séjourner sur place afin d'éviter l'extension d'un tourisme d'excursion.</p>

<p>Pour les deux projets suivants – coordination en cours –, on peut attendre un appui des autorités cantonales :</p> <p>Axe 2, domaine skiable</p> <p>Axe 4, zone d'intérêt touristique</p>	Parti Le Centre	Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette demande.
<p>Carte : les tracés des pistes de luge et de freeride planifiés, ainsi que des pistes de VTT existantes, manquent. Ou alors ils sont rassemblés sous les acronymes ZIP et PP, ce qui manque de clarté.</p>	Pro Natura Fribourg	Ces aspects seront pris en compte selon l'accès aux géodonnées.
<p>Impossible de savoir ce qui est en coordination réglée tant le paragraphe est éluusif. Des précisions sont nécessaires surtout en lien avec la zone de tranquillité.</p>	Pro Natura Fribourg	Des compléments et clarifications seront apportés.
<p>Consolidation de l'offre d'activités de détente printanières, estivales et automnales : Ce paragraphe doit également être complété.</p> <p>Contraintes : Les impacts sur la faune sauvage doivent être pris en compte, aussi au-delà de la zone de tranquillité.</p>	Pro Natura Fribourg	Le Conseil d'Etat prend bonne note de ces éléments.
<p>Des navettes entre site de plaine et la Berra : des statistiques d'utilisation sont-elles disponibles ? Comment sera garantie la zone de tranquillité de la faune (grand tétras notamment) ?</p>	Particulier	L'utilisation des statistiques est un élément important afin de confirmer le large spectre de fréquentation des installations permettant un meilleur équilibre des flux.
<p>Nécessité de rendre la station plus accessible aux transports publics : description d'infrastructures favorables à la mobilité douce doit être clarifiée. Celles-ci doivent permettre une diminution des déplacements motorisés individuels sur la station.</p>	Parti Les VERT-E-S Fribourg	Selon la loi sur la mobilité un plan des réseaux d'itinéraires officiels de loisirs (dont un réseau équestre) doit être planifiée au courant des prochaines années.

<p>Axe 1 : on ne décrit que la nouvelle piste de ski ; rien n'est dit par rapport à la piste de luge, alors qu'elle est mentionnée dans le titre. La fiche ne comporte ni le tracé des deux infrastructures (piste de ski, piste de luge) ni d'indications précises. Il est également précisé que l'axe 1 nécessitera un défrichage sans précision. A ces conditions, l'inscription en « coordination réglée » est impossible.</p> <p>Axe 3 : la coordination réglée de ce volet est incompréhensible. Aucune indication n'est donnée sur la carte et seule une longue liste de nouvelles installations fixes est donnée, parmi lesquelles des randonnées équestre et l'installation de yourtes et tipis.</p>	<p>WWF Fribourg, Pro Natura Fribourg</p>	<p>Des compléments et clarifications seront apportés.</p>
<p>P0507 DEVELOPPEMENT DU SITE DE JAUN/GASTLOSEN</p>		
<p><i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i></p>		
<p>La vision « Préalpes 2030 » vise le développement 4 saisons de toutes les stations préalpines. Mais il ne considère la question que sous l'angle économique et non sous les angles climatiques et écologiques.</p>	<p>Pro Natura Fribourg</p>	<p>Le rapport final Préalpes Vision 2030 contient un rapport climatique réalisé par des experts reconnus ; MM. Bruno Abegg et Robert Steiger.</p>
<p>L'agrandissement du parking est hautement critiquable (appel d'air pour transports individuels) avec pour conséquence de rendre la voiture plus attractive que les transports publics. Ainsi, il apparaît que l'un des objectifs du PIC 1104 celui de garantir une qualité touristique et paysagère et partant de développer l'accès en transports publics, est compromis par ce projet puisque le parking empiétera sur des terres agricoles.</p>	<p>Helvetia Nostra, Pro Natura Fribourg</p>	<p>Le conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>

<p>Il serait important pour Le Centre que le développement de cette fiche intègre à l'avenir la légalisation de l'offre de la buvette des Sattels et l'intégration du projet Nordick Jogne</p>	<p>Parti Le Centre, Particulier (1 prise de position)</p>	<p>L'activité de ski nordique devrait bénéficier d'un endroit adapté pour valoriser sa pratique (vestiaires, WC, local de fartage etc.).</p>
<p>Une étude mesurant les impacts des nouvelles infrastructures d'illumination nocturne sur la faune est nécessaire si elles sont plus importantes que celles existantes.</p>	<p>Pro Natura Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>
<p>L'agrandissement du parking, le renouvellement de la buvette et du « cabanon de pistes », le renouvellement de l'installation d'enneigement ainsi que le remplacement de l'installation d'éclairage sont réglés à l'échelle du Plan directeur cantonal. Le texte montre que la coordination avec le PDR de la Gruyère est avancée et le besoin justifié. En conséquence, ils doivent être inscrits en coordination réglée.</p>	<p>Association régionale La Gruyère</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette demande. Nous rappelons que le plan directeur régional de la Gruyère n'est pas encore en vigueur et ce n'est qu'une fois celui-ci approuvé, que la possibilité de modifier l'état de coordination sera évaluée.</p>
<p>Le besoin de « démontrer que le restaurant Pistenhüttli est judicieusement prévu pour une utilisation touristique » doit être supprimée, puisque cette vérification a été effectuée dans le PDR de la Gruyère et que le site est reporté sur le schéma directeur et la carte de synthèse.</p> <p>D'autre part, le deuxième paragraphe du chapitre 4 doit être supprimé. Le pôle figurant au PDR de la Gruyère et la fiche du plan directeur cantonal distinguant les différents projets sur ce site, il n'y a pas lieu d'introduire un nouvel examen global du projet.</p>	<p>Association régionale La Gruyère</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette demande. Nous rappelons que le plan directeur régional de la Gruyère n'est pas encore en vigueur et ce n'est qu'une fois celui-ci approuvé, que la possibilité de modifier l'état de coordination sera évaluée.</p>

<p>Souhait que le projet Nordic Jogne soit rapidement intégré au Plan directeur cantonal afin de permettre la poursuite des études. Il permet un développement économique ciblé, intégré et durable dans la vallée indissociable des objectifs paysagers de la fiche P1104. Etant donné la proximité des deux sites, il pourrait être opportun de profiter de la présente procédure pour élargir la fiche P0507 au développement touristique de la Vallée de la Jogne et d'y intégrer le Centre Nordic Jogne.</p>	<p>Association régionale La Gruyère</p>	<p>Une fiche de projet spécifique au projet Nordic Jogne pourra être élaborée.</p>
<p>Les phrases « un agrandissement du parking est nécessaire » et la « surface qui devrait être utilisée à l'avenir comme parking » ont été tracées. Elles doivent être réintroduites, au moins sous la forme d'hypothèse, au bénéfice d'un examen plus approfondi qui ne préjugera pas du bien-fondé de ce projet. Tracer ces phrases équivaut à rendre définitivement impossible toute poursuite de ce projet.</p>	<p>Remontées mécaniques Alpes Fribourgeoises</p>	<p>Ces phrases ont été supprimées car, si des surfaces utilisées actuellement seulement en hiver comme places de stationnement venaient à être transformées en places de stationnement imperméables pérennes, l'impact pour l'agriculture et le paysage serait important, ce qu'il conviendra de prendre en compte dans les stades ultérieurs de planification.</p>
<p>L'impact probable sur la faune et la flore d'un retrait de plus sur le débit de la Jogne doit être pris en compte. Nous saluons l'intention de mettre à jour l'éclairage des pistes. Ce changement doit se faire avec les dispositions nécessaires pour réduire au maximum son impact sur la faune en y appliquant une chaleur d'éclairage de 3000K maximum et des ampoules à faible consommation électrique.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette demande.</p>
<p>Zahlreiche Änderungen und Ergänzungen des Textes werden vorgeschlagen.</p>	<p>Gemeinde Jaun</p>	<p>Gemäss dem Mobilitätsgesetz ist die Koordination von verschiedenen Freizeitaktivitäten (MTB-Downhillstrecke) über den Plan der Freizeitrouthenetze zu gewährleisten.</p> <p>Es ist sinnvoll, ein eigenes Projektblatt für das Projekt Nordic Centre Jogne vorzusehen.</p> <p>Gemäss dem Mobilitätsgesetz muss in den nächsten Jahren ein Netzplan der offiziellen Freizeitrouten (darunter auch Winterwanderwege) formalisiert werden. In einem Projekt Nordic Jogne sollten die verschiedenen Winteraktivitäten berücksichtigt werden.</p>

P0508 CENTRE SCHWARZSEE		
<p><i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i></p>		
<p>Le projet P0508 mentionne notamment que le secteur « pourra aussi être utilisé comme hôtel, appart'hôtel ou servir d'appartements exploités à des fins touristiques ». La conformité de cet aspect du projet avec la Loi sur les résidences secondaires et l'Ordonnance sur les résidences secondaires, ainsi que la jurisprudence en la matière, reste totalement à prouver.</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>
<p>Concernant la construction d'un parking couvert, la description mentionne qu'une « étude sur le développement des transports publics dans la région de Schwarzsee est en préparation ». Afin de ne pas encourager les transports individuels motorisés, cette étude doit être réalisée avant le développement du projet de construction d'un parking couvert. Sinon l'objectif du PIC 1105 consistant à maintenir un équilibre entre tourisme et paysage de qualité risque d'être compromis.</p>	<p>Helvetia Nostra, Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le canton demande également une amélioration de l'accessibilité par les transports publics et un réexamen du concept de parking. En ce qui concerne la mobilité douce, le canton propose qu'elle soit plus accessible et qu'elle soit aménagée selon les directives de l'Office fédéral des routes, de Suisse Rando, de SuisseMobile et de ProCap. Le raccordement nord/sud aux infrastructures existantes et au réseau de chemins de randonnée doit être optimisé.</p>
<p>Dieses Projekt würde zu eine Zunahme von Kurzaufenthalten verursachen, was nicht nachhaltig ist und zu erheblichen Verkehrsproblemen führen würde.</p> <p>Wir begrüßen das Erstellen einer Umweltverträglichkeitsstudie.</p> <p>Regret du manque d'ambition en matière de renaturation : nous estimons que l'ensemble des cours d'eau doivent être remis à ciel ouvert dans un état naturel – sinon, une compensation pourrait se faire en renaturant un autre cours d'eau équivalent de la région.</p>	<p>GRÜNE</p>	<p>Dieser Ort wird tatsächlich als ganzjährige Destination entwickelt, Dank Sportaktivitäten, die in den vier Jahreszeiten ausgeübt werden können.</p> <p>Der Kanton fordert ebenfalls eine Verbesserung der Erreichbarkeit dieses Gebietes mit dem öffentlichen Verkehr</p>

Die von der Gemeinde Plaffeien gewünschte Anpassungen von Januar 2022 zur Ortsplanungsrevision müssen in diesem Projektblatt vorgenommen werden.	Gemeindeverband Region Sense, Gemeinde Plaffeien	Diese Anpassungen können bei der nächsten Anpassung des Projektblattes berücksichtigt werden.
Der Koordinationsstand muss auf Festsetzung angepasst werden. Im Rahmen der Überprüfung des Koordinationsstandes durch das BRPA, hat sich die Region Sense bereits im Juni 2021 für eine solche Anpassung des Koordinationstandes ausgesprochen.	Gemeindeverband Region Sense	Diese Anpassungen können bei der nächsten Anpassung des Projektblattes berücksichtigt werden.
Die Beschreibung des geänderten Projekts ist zu eng und der räumliche Perimeter zu begrenzt. Der auf dem Gypsera-Areal nur begrenzt vorhandene Raum ist für eine nachhaltige Umsetzung mit seinen verschiedenen Themenschwerpunkten zu klein. Der Perimeter soll erweitert werden und die Grundstücke Nr. 2793 und 1538a GB Plaffeien in diesen Perimeter sollen einbezogen werden. So wird es möglich sein, das Projekt erfolgreich und landschaftsverträglich zu gestalten und später auch umzusetzen.	Privatperson	Dieses Blatt muss im Laufe der Studien und Planungen noch angepasst werden.
P0509 DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DU SECTEUR BAD A SCHARZSEE		
<i>Voir remarques sous PROJETS TOURISTIQUES (GENERAL, VALABLE POUR PLUSIEURS FICHES DE PROJET) ci-dessus, notamment relative à l'enneigement et au VTT.</i>		
Incompatibilité du projet avec l'environnement naturel protégé.	Pro Natura Fribourg, Parti Les VERT-E-S Fribourg	Cette fiche est inscrite avec l'état de coordination « information préalable ». De nombreux éléments restent encore à préciser et à analyser à ce stade.

<p>L'ARG avait proposé l'ajout suivant : « Le développement des axes de mobilité active vers les régions voisines, notamment du réseau VTT, renforcera la position de ce pôle touristique cantonal. » Cette proposition n'a pas été reprise dans cette mesure. Le fait que trois fiches de projet traitent du même pôle touristique n'améliore ni la cohérence d'ensemble, ni la coordination.</p>	<p>Association régionale La Gruyère</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque. Le plan directeur cantonal dispose de deux fiches de projet pour ce site. La fiche de projet P0503 Développement du domaine skiable de Schwarzsee fait référence également au VTT. Selon la Loi sur la mobilité, un plan des réseaux d'itinéraires officiels de loisirs (dont des itinéraires de randonnée hivernale, randonnée, VTT) doit être officialisé au courant des prochaines années.</p>
<p>Der Inhalt des Blattes stimmt nicht mit dem von der Gemeinde Plaffeien übermittelten Inhalt überein.</p>	<p>Gemeindeverband Region Sense Gemeinde Plaffeien</p>	<p>Die Ortsplanungsrevision der Gemeinde Plaffeien ist seit November 2022 sistiert. Das Bau- und Raumplanungsamt hat den Argumenten der Gemeinde zur Kenntnis genommen und wird diese nach der Genehmigungsentscheid der Direktion für Raumentwicklung, Infrastruktur, Mobilität und Umwelt eingehen.</p> <p>Der Staatsrat nimmt auch diese Bemerkung zur Kenntnis. Die Elemente, die dem Kanton für dieses Blatt vorliegen, reichen derzeit nicht aus, um die Anpassung des Koordinationsstands auf Zwischenergebnis zu gewährleisten.</p>
<p>P0510 VALORISATION DU LAC DE LA GRUYERE</p>		
<p>Il faut permettre la poursuite des études et projets autour du Lac de la Gruyère et faire avancer l'état de coordination car l'essentiel du contenu a été repris dans le PDR de la Gruyère. Enfin, une nouvelle fiche P1107 vient se superposer à la P0510. Bien que son approche soit celle des paysages d'importance cantonale, le contenu est en grande partie redondant. Il faut clarifier l'articulation des différentes mesures et l'état de coordination des projets pour permettre la mise en œuvre immédiate des actions mentionnées dans la fiche P0510. A minima, la phrase suivante doit être intégrée afin que les autres mesures concernées par cette adaptation soient cohérentes : « Les projets cités ci-dessus sont mis en œuvre dans le cadre des procédures usuelles et ne nécessitent pas un état de coordination pour être réalisés. »</p>	<p>Association régionale La Gruyère</p>	<p>Ces éléments pourront être pris en compte dans une future adaptation de la fiche.</p>

P0513 GOYA ONDA		
Impactant fortement le territoire, ce projet doit être coordonné au niveau du plan directeur cantonal notamment en lien avec la gestion de la mobilité.	UDC	Suite aux résultats de l'examen fédéral, la fiche est retirée des modifications du plan directeur cantonal.
La nature procédurale de l'inscription de cette fiche dans le Plan directeur cantonal est problématique, car elle présuppose un potentiel aval de principe au projet. Pourtant, ce projet manque de clarté sur sa portée	Parti Les VERT-E-S Fribourg	
<p>L'aménagement du projet Goya Onda va générer un impact irrémédiable sur le paysage ce qui est en contradiction avec les objectifs du PIC 1107 « Lac de la Gruyère ». Le projet peut s'implanter ailleurs, dans des zones à bâtir, sans devoir dénaturer un espace jugé digne d'une protection accrue par le Plan directeur cantonal.</p> <p>Relevons que lors des ateliers participatifs ayant précédé l'intégration des Paysages d'importance cantonale dans le Plan directeur cantonal, Goya Onda avait été identifié comme un « projet disproportionné ».</p>	Pro Fribourg, Helvetia Nostra, Pro Natura Fribourg, Parti vert'libéral, Association "la 1638", Parti les VERT-E-S Fribourg	

<p>Projet énergivore qui va à l'encontre du plan climat. Il est dit que les hauts fonds présents à cet endroit devraient permettre de limiter les dimensions des digues, la modification de la topographie et les mouvements de terre. Or, le fond du lac n'est-il pas vaseux sur une épaisseur importante ? Des milliers de M3 de terres ne sont-ils pas à évacuer dans ce projet et remplacés par des matériaux nobles et Compactables ? Ne pensez-vous pas que le bilan carbone des véhicules transportant des milliers de M3 de terre va à l'encontre de la protection du climat ?</p> <p>Ce projet entre en conflit immédiat avec la Stratégie énergétique cantonale – qui prévoit un usage raisonné des ressources énergétiques pour atteindre l'objectif d'une « société à 4000 watts » – ainsi qu'avec le décret fixant les principes généraux et les objectifs en matière d'aménagement du territoire.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Association "la 1638", Parti les VERT-E-S Fribourg</p>	
<p>75'000 à 100'000 personnes ne peuvent être considérées comme du tourisme doux. Par sa consommation énergétique et ses divers impacts le projet ne saurait être considéré comme un projet « écologique ». Il portera atteinte à l'écosystème du lac et à la beauté du lieu. Les mesures de compensation proposées ne sont pas crédibles.</p> <p>Le projet intègre notamment des infrastructures hôtelières (75 lits prévus) et diverses infrastructures incompatibles avec un tourisme doux. Ainsi, ce projet d'activité de surf ne répond aucunement à un besoin et son lieu d'implantation au sein d'une nature encore préservée apparaît ubuesque.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Société de pêche de Broc et environs, Helvetia Nostra, Pro Natura Fribourg</p>	
<p>Qui prendra en charge la récolte des déchets suite aux fortes affluences ?</p>	<p>Commune d'Echarlens</p>	

<p>La gestion du trafic pour accueillir >75'000 usagers par an ne convainc pas. L'implantation de l'installation dans une zone excentrée et compliquée d'accès est inopportune. Le concept d'accessibilité est lacunaire et le transfert des visiteurs vers les transports publics ou vers la mobilité douce est irréaliste. De plus, malgré les promesses faites par les promoteurs, rien ne semble prévu pour la mise à l'eau et le stationnement des véhicules et remorques pour le transport des bateaux.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Association "la 1638", Société de pêche de Broc et environs, Pro Fribourg, Commune d'Echarlens, Parti vert/libéral</p>	
<p>L'élevage de poissons est très difficile et doit être confié à des pisciculteurs. Le "bassin écologique" proposé semble irréaliste sans une vraie structure professionnelle qui fait défaut dans le présent projet. De plus, le projet induit un dérangement de la faune aquatique sur les parties riveraines du complexe Goya Onda.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Association "la 1638", Fédération Fribourgeoise des Sociétés de Pêche (FFSP)</p>	
<p>Comment expliquer que le projet éradiquerait sans autre la végétation environnante «pas considérée comme une forêt» ?</p>	<p>Particulier</p>	
<p>Nos sources d'eau douce étant extrêmement limitées, il est primordial, pour notre survie, de garantir leur pérennité. La présentation à la population de Morlon ne parlait-elle pas de puiser l'eau dans la nappe phréatique ?</p>	<p>Particuliers (79 prises de position)</p>	
<p>Est-ce que la pratique du surf justifie qu'un paysage si cher aux Fribourgeois soit profondément modifié et que des activités humaines pratiquées depuis toujours comme la pêche soient interdites dans cette zone ?</p>	<p>PLR Fribourg</p>	
<p>Le nouveau projet est mentionné comme « coordination en cours » dans le cadre du Plan directeur cantonal et « en cours de discussion » dans le cadre du PDR Gruyère, Helvetia Nostra demande d'être informée de la suite de la procédure et d'être intégrée à l'élaboration du projet.</p>	<p>Helvetia Nostra</p>	

<p>Dans le cadre de la consultation publique du PDR de la Gruyère, la moitié des interventions portait sur Goya Onda. L'ARG prévoit d'y répondre en ajustant le contenu du PDR de la Gruyère à celui de la fiche P0513, par subsidiarité, comme pour les autres fiches de projet.</p>	<p>ARG</p>	
<p>Les rives du lac sont la propriété du Groupe E. L'état de Fribourg et ses 300'000 contribuables constituent l'actionariat majoritaire de la société du Groupe E. Ne s'agit-il pas d'une sous-location de l'Etat envers un privé ? Cela s'apparente à une privatisation. Quels en sont les arrangements financiers ?</p> <p>Demande que la concession octroyée au Groupe E pour l'exploitation du lac de la Gruyère, en particulier les rives du lac et la presqu'île, ne soit pas sous-loué pour y construire une vague artificielle.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Association "la 1638", Pro Fribourg, Parti socialiste, Parti vert/libéral Fribourg</p>	
<p>Le projet est contraire aux objectifs de développement durable et de valorisation du patrimoine naturel mentionnés dans la fiche du PDR de la Gruyère. En effet, cette activité saugrenue dans le paysage gruérien implique des impacts évidents sur l'environnement du site, dont le milieu lacustre (faune et végétation, dont l'abattage de nombreux arbres).</p>	<p>Helvetia Nostra, Commune de Corbières</p>	

<p>Le projet est incompatible avec l'ordonnance sur les réserves d'oiseaux d'eau et de migrateurs(OROEM) actuelle. Il y a une volonté d'agrandir la zone OROEM à la hauteur de la presqu'île des Laviaux. Il est incompatible de placer une vague artificielle à l'intérieur d'une telle zone. Le bruit engendré par l'installation et les afflux de visiteurs qui graviteront dans et aux abords du site n'est pas compatible avec la délimitation actuelle.</p> <p>Ceci impliquerait le déplacement de 33 amarrages, une suppression de la navigation et impacterait profondément la société de pêche, dont la plupart des membres devraient déplacer leur bateau. L'extension de la zone OROEM induite par le projet Goya Onda mettrait en péril l'existence même de la Société de pêche Broc et environs et n'est dès lors pas acceptable.</p>	<p>Particuliers (79 prises de position), Association "la 1638", Société de Pêche de Broc et environs, Fédération Fribourgeoise des Sociétés de Pêche (FFSP), Commune de Corbières</p>	
<p>La zone détente actuelle ayant été établie aux Laviaux pour la raison d'éviter justement ce type de projet, un changement en zone spéciale serait contraire à la volonté expresse de préserver ce coin de nature intact. La volonté communale datant de 2014 n'est pas respectée. Contrairement à la description du projet, ni la surface terrestre, ni la surface lacustre ne sont actuellement en zone à bâtir.</p>	<p>Particuliers (80 prises de position), Association "la 1638", Pro Fribourg, Parti socialiste, Parti vert/libéral Fribourg</p>	
<p>Sur la carte affichée, nous remarquons que la zone dédiée au projet (zone spéciale) englobe désormais l'entier de la presqu'île des Laviaux. L'emprise nous semble exagérée et ne paraît pas conforme aux présentations publiques organisées fin juin 21. Est-ce que la grandeur de cette zone laissera la possibilité aux promoteurs de s'agrandir dans le futur ?</p>	<p>Association "la 1638"</p>	

<p>Le surf étant un sport élitare par son coût très élevé, les usagers actuels des Laviaux seraient virtuellement bannis du site, car la « zone détente » n'existerait plus.</p> <p>Avec l'extension de la zone OROEM, les utilisateurs actuels du lac seraient pénalisés au profit d'une activité commerciale, ce qui équivaldrait de facto à une privatisation de cette partie du lac.</p> <p>La privatisation d'une partie de la pointe de Morlon va engendrer un report des baigneurs sur les autres places de baignade autour du lac déjà submergées, cause de nombreux soucis aux communes notamment en termes de gestion de trafic, gestion des déchets et de nuisances sonores.</p>	<p>Particuliers (78 prises de position), Association "la 1638", Communes de Corbières</p>	
<p>Aucune raison technique ne justifie l'implantation dans le lac de la Gruyère du bassin nécessaire au fonctionnement de la vague artificielle : celui-ci devrait en être séparé par une digue étanche de plusieurs mètres de haut. L'eau du bassin et l'eau du lac n'ont donc aucun lien. Le projet Goya Onda peut donc être implanté ailleurs, c'est-à-dire dans des zones à bâtir ad hoc, artisanales ou de loisir.</p> <p>Ce projet se situe en dehors des zones touristiques existantes et va à l'encontre du principe de concentration des activités touristiques selon le thème T108 Pôles touristiques du Plan directeur cantonal.</p>	<p>Particuliers (78 prises de position), Association "la 1638", Pro Natura Fribourg, Parti vert/libéral Fribourg</p>	
<p>On peut rajouter que le haut lac a servi de terrain militaire dans les années 50-60 pour les exercices de l'aviation. Le fond limoneux peut receler de désagréables surprises dont il faut tenir compte...</p>	<p>Particulier</p>	

<p>Le projet était annoncé comme une réalisation démontable. Est-ce toujours le cas ? Il sera difficile de redonner à la nature son aspect initial par l'emprise du complexe sur la zone de détente des Laviaux (art. 10 RCU Morion) et dans le Lac de la Gruyère. Comment les aménagements et les modifications de la topographie du terrain amenés par le projet présenteraient une plus-value pour la biodiversité et pourraient ainsi être conservés ?</p>	<p>Association "la 1638", Parti vert'libéral Fribourg</p>	
<p>Pour ces raisons (propriété publique, nature, biodiversité, eau potable, mobilité), la fiche doit être retirée.</p>	<p>Particuliers (80 prises de position), Association "la 1638", Société de pêche de Broc et environs, Fédération Fribourgeoise des Sociétés de Pêche (FFSP), Parti vert'libéral Fribourg, Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	
<p>Le développement d'un tel projet doit au moins avoir le soutien de la commune de Morlon et de sa population. Sans ce soutien avéré la fiche doit être retirée du plan directeur.</p>	<p>Parti le Centre</p>	
<p>Nous nous rendons compte que beaucoup de personnes, partis politiques et ONG n'ont qu'une « vague » idée de tout le travail fourni pour développer ce projet. C'est normal puisque la fiche dans le Plan directeur cantonal ainsi que dans le PDR de la Gruyère sont des lignes directrices non détaillées et non pas un passe-droit comme souvent perçu. Nous avons travaillé 3 ans et demi sur ces études qui permettent de clarifier beaucoup d'aspects et de rassurer sur la volonté d'atteindre des objectifs en dessus de la moyenne en termes de durabilité.</p>	<p>Association Goya Onda</p>	

P0708 COUVERTURE DE CHAMBLIOUX		
<p>Il doit être mentionné que le site est concerné par des mesures des plans d'agglomération des quatre dernières générations, qui interagissent directement ou indirectement avec la planification du projet.</p> <p>La réalisation de ces mesures, dictée par les impératifs temporels des projets d'agglomération et des subventions fédérales qui y sont liées, nécessitera d'arrêter un certain nombre de principes de planification (notamment en matière de mobilité) avant les études complémentaires prévues par le canton (cf. Mandat d'étude pluridisciplinaire du projet de couverture de Chamblieux). Ceci est tout particulièrement valable pour les mesures classées en priorité A (travaux devant se terminer fin 2027, et fin 2025 pour les mesures en priorité A du PA3).</p> <p>Dans le cadre des travaux issus du MEP Chamblieux-Bertigny, il serait opportun de mentionner explicitement le dispositif paysager permettant de renforcer l'infrastructure écologique au sein de la fiche P0708.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>La fiche sera adaptée dans le sens de ces remarques. La mention au dispositif paysager sera faite.</p>

<p>L'interprétation de la fiche dépend de l'étendue considérée. Il est à la fois dit que la couverture permettra de relier des secteurs densément peuplés et d'en créer de nouveaux, mais aussi qu'aucun bâtiment ne peut directement être construit sur la tranchée. Qu'en est-il ? Cet espace sera-t-il réellement utilisable ? Parc ou autre ?</p> <p>Il est à supposer que le PAC ne s'appliquerait pas uniquement sur la partie supérieure de la tranchée mais également sur les terrains à proximité. La Ville de Fribourg ou la Bourgeoisie de Fribourg possèdent des terrains et souhaitent rester autorité de planification. Dans le cas où le PAC ne se cantonnerait pas au périmètre de la tranchée, nous soutenons les communes qui s'opposent à ce qu'un plan d'affectation cantonal (PAC) puisse être établi sans leur consentement et à la modification de la formulation contenue dans la fiche mise en consultation.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine, Commune de Villars-sur-Glâne, Ville de Fribourg</p>	<p>Cet espace permettra de relier les quartiers, il sera bien sûr utilisable mais son affectation précise n'est pas encore définie. À ajouter que, sur la couverture, il n'est pas possible de construire de bâtiments de plus d'un étage. Cependant, dès les abords immédiats, il sera possible de construire des bâtiments bénéficiant de report d'indice.</p> <p>Un plan d'affectation cantonal n'a pas pour but de couvrir l'ensemble du périmètre, mais il semble probable qu'un plan d'affectation cantonal soit nécessaire pour le périmètre qui sera dédié au nouvel Hôpital Fribourgeois (besoin cantonal d'utilité publique, délai court pour obtenir les affectations, besoin spécial et sur une surface définie). Pour les autres périmètres, une modification du plan d'aménagement local semblerait être la bonne procédure.</p>
<p>Le plan ne représente pas correctement les lignes de transport d'énergie CFF, ni pour leur état actuel, ni pour leur état projeté (modification mise à l'enquête). Le plan est donc à corriger en conséquence. Nous vous prions donc de modifier « une ligne de transmission des CFF » par « une ligne de transport d'énergie CFF » dans le texte du chapitre P0708 Couverture de Chamblieux.</p> <p>Dans la zone de la couverture prévue, la ligne de transport (LT146) n'est pas « le long de l'autoroute » mais « traverse l'autoroute » (situation actuelle et projetée). En venant du sud-ouest, la LT146 suit effectivement l'autoroute mais seulement jusqu'à la sortie 7 « Fribourg-Sud », à partir de là, LT146 quitte l'autoroute pour la croiser plus loin à proximité du secteur où l'autoroute croise la ligne de chemin de fer 253 Fribourg-Payerne. Le texte est donc à corriger en conséquence.</p>	<p>CFF</p>	<p>Les corrections nécessaires seront apportées à la fiche selon l'accès aux géodonnées.</p>

<p>Notre Exécutif demande d'apporter une modification supplémentaire au plan directeur cantonal dont la nécessité est apparue dans le cadre de la procédure du droit d'être entendu de notre révision du PAL. Effectivement, il a été relevé que le périmètre du secteur stratégique « Sortie d'autoroute Fribourg Sud », fiche de projet P0102 du Plan directeur cantonal, englobe la parcelle 3023 RF, propriété de Coop Immobilier. Si la fiche de projet autorise une mixité à proximité de la sortie d'autoroute, la fiche T104 Typologie et dimensionnement des zones d'activités mentionne quant à elle, que les secteurs stratégiques doivent exclure les activités commerciales ou à faible valeur ajoutée à l'exception des commerces de proximité. Tenant compte du fait que la parcelle 3023 RF ne se situe pas en zone d'activités (ZACT) dans le Plan d'aménagement local révisé, mais en zone de centre urbain (ZCU) à vocation mixte, et que le centre commercial d'importance régionale Fribourg-Sud occupe les lieux, il est nécessaire que la parcelle 3023 RF soit exclue du secteur stratégique d'importance cantonale et que la fiche P0102 soit modifiée.</p>	<p>Commune de Villars-sur-Glâne</p>	<p>Effectivement, la parcelle 3023 RF doit être exclue du secteur stratégique d'importance cantonale et de la fiche P0102 Secteur stratégique « Sortie d'autoroute Fribourg Sud ».</p> <p>Dans la décision d'approbation du plan d'aménagement local de Villars-sur-Glâne, la Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement a estimé que « concernant l'art. 3023 RF, étant donné son affectation en zone de développement urbain, les exigences du Plan directeur cantonal et du Plan d'agglomération 4^{ème} génération, concernant uniquement les Zones d'activité, ne s'appliquent pas. L'activité commerciale peut donc être maintenue. » La correction nécessaire sera donc apportée.</p>
--	-------------------------------------	---

<p>Le but étant de réduire les nuisances pour la population riveraine et créer de nouvelles voies de mobilité douce et de transport public, une partie de la surface libérée doit être allouée à la promotion de la biodiversité afin de recréer des corridors pour la faune, détruits par la construction de l'autoroute. Les travaux représentent une opportunité de remettre à ciel ouvert une partie du ruisseau qui avait été mis sous terre. Quant à la construction de surfaces constructibles, une attention particulière devra être portée à ce que les habitations soient accessibles financièrement à toutes les classes de la population afin de garantir une mixité sociale. Des coopératives d'habitation devront être développées. Enfin, les connexions en transports publics devront être telles que les habitant·e·s du futur quartier ne soient pas encouragé·e·s à faire un usage quotidien de moyens de transport individuel motorisé.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>La couverture ouvre la possibilité et favorise la création de nouvelles liaisons de mobilité douce (sur la couverture, à côté etc.) sur des secteurs actuellement séparés par l'autoroute. La couverture est construite de façon qu'elle peut supporter des croisements d'un tram ou d'une future ligne de transport public lourd à n'importe quel endroit. Elle supporte aussi jusqu'à 2m de terre sur la couverture. Ainsi des aménagements naturels importants pour la biodiversité et des espaces verts seront possibles. Le projet prévoit un premier développement paysager sur la couverture (cf. concept paysagiste) mais qui peut encore évoluer avec le temps selon les besoins futurs des communes et de la société. Sur la pente de Bertigny, un concept de revitalisation du ruissellement naturel est à l'étude. Finalement, concernant l'accessibilité financière, la plupart des parcelles voisines de la couverture sont propriété des entités publiques (communes, bourgeoisie etc.). Elles ont ainsi tout contrôle sur leur développement futur aussi concernant les habitations futures, leur mixité, leurs formes etc., ce qui correspondrait par ailleurs à l'article idoine de la Constitution cantonale.</p>
<p>P0709 DENSIFICATION ET REQUALIFICATION DU PLATEAU D'AGY</p>		
<p>La fiche mentionne notamment, et à juste titre, la mesure 4M.04.01 du Plan d'agglomération de 4^{ème} génération (PA4). Toutefois, à des fins de clarté de contenu, le Comité demande de rajouter au texte que ce projet fasse également l'objet d'autres mesures issues des PA2, PA3 et PA4.</p> <p>Le « Périmètre du site stratégique d'agglomération » inscrit dans la fiche ne correspond pas au contenu du PA4. Afin d'éviter toute confusion, nous demandons de corriger le périmètre ou, à défaut, de modifier la légende de la carte en ne faisant pas référence directe à la terminologie du PA4.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>Les corrections nécessaires seront apportées à la fiche.</p>

<p>La fiche fait référence au développement d'un « quartier » mixte à fort caractère urbain. Vu l'étendue importante et la typologie du tissu bâti auquel il est fait référence, nous demandons de ne pas se référer à la notion de « quartier » mais plutôt à celle de secteur ou de site, plus appropriées du point de vue urbanistique.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>Les corrections nécessaires seront apportées à la fiche.</p>
<p>L'étude préalable relative à la plateforme multimodale de la future halte ferroviaire d'Agy est à présent terminée et constitue une base de travail intéressante pour la requalification du secteur en définissant des éléments forts, notamment par rapport aux flux d'usagers et aux moyens de les accueillir. Elle mériterait d'être mentionnée dans la fiche P0709.</p>	<p>Agglomération de Fribourg-Préfecture de la Sarine</p>	<p>L'ajout sera apporté au contenu de la fiche.</p>
<p>Le plan ne représente pas correctement les lignes de transport d'énergie CFF, ni pour leur état actuel, ni pour leur état projeté (modification mise à l'enquête). Le plan est donc à corriger en conséquence. Les lignes actuelle et projetée (en procédure d'approbation des plans) traversent toutes les deux le « périmètre site stratégique d'agglomération » et ne sont pas représentées. Voir également le fichier annexé (LT146.jpg). Le plan est donc à corriger en conséquence.</p> <p>La modification du plan directeur cantonal doit tenir compte d'une réservation des emprises ferroviaires pour une future extension à 4 voies de la ligne CFF Fribourg-Berne et l'ajouter dans la fiche. La modification du plan directeur cantonal doit tenir compte du projet CFF de la future gare d'Agy.</p>	<p>CFF</p>	<p>Les corrections nécessaires seront apportées à la fiche.</p>

<p>Parmi les contraintes à prendre en compte, figure désormais “la problématique du bruit liée à la densification”. Dans le cadre de la révision de son PAL, la Commune de Granges-Paccot doit remettre à l’enquête les dispositions touchant le Plateau d’Agy (décision DAEC en janvier 2021). Renseignements pris auprès du Service de l’environnement, il n’y a pas de nouvelles études à faire. La prochaine mise à l’enquête des dispositions du RCU touchant le Plateau d’Agy ne sera donc pas retardée. Si tel ne devait pas être le cas, nous entendons que le Plan directeur cantonal soit amendé en conséquence.</p>	<p>Commune de Granges-Paccot</p>	<p>La directive Evaluation des projets d’aménagement et de construction par rapport au bruit (fr.ch) rend obligatoire des études au niveau du Plan d’aménagement local et du Plan d’aménagement de détail. Vu que l’étude au niveau du Plan d’aménagement local existe déjà, il n’y a effectivement pas d’autre élément contraignant. Selon le laps de temps qui s’écoule (augmentation du trafic), il sera éventuellement nécessaire de mettre l’étude acoustique à jour.</p> <p>Le plan directeur cantonal ne parle pas d’études acoustiques mais de la considération de la thématique « protection contre le bruit » - si p.ex. le choix entre deux routes à côté d’habitations ou pas. L’idée est de prendre en compte le principe de prévention selon la Loi sur la protection de l’environnement à tous les niveaux. Ceci pour éviter que la protection de bruit devienne très coûteuse au stade d’un Plan d’aménagement de détail ou d’un permis de construire (p.ex. parois anti-bruit).</p>
<p>Importance de l’accessibilité aux personnes à plus faible revenu et de permettre le développement de coopératives d’habitation et d’une auberge de jeunesse. Les logements ne devront pas tous être équipés d’une place de parking individuelle. Souhait qu’une attention particulière soit accordée au fait de promouvoir suffisamment la biodiversité (création ou maintien de prairies sèches, de bandes herbeuses, de mares, de vergers) et la plantation d’arbres afin de lutter contre les effets îlots de chaleur. Les éléments biologiques structurants (arbres centenaires, cours d’eau) devront absolument être préservés.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le Conseil d’Etat prend bonne note de cette remarque.</p>

P801 CENTRE SPORTIF REGIONAL D'ESTAVAYER-LE-LAC		
Il faudra faire attention à réduire les nuisances sonores et lumineuses qui pourraient incommoder les habitants des maisons à proximité.	Parti libéral-radical Fribourg	Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.
Le sacrifice de belles terres pour les transformer en gazon artificiel devra être compensé.	Parti libéral-radical Fribourg	La perte de surfaces d'assolement pour les fiches de projet du plan directeur cantonal est prise sur la réserve cantonale.
La surface importante de 6 ha de ce projet est similaire à celle de la zone sportive de Payerne sise à La Palaz. De ce fait, nous demandons d'intégrer comme contrainte qu'une coordination pour le choix des installations sportives soit effectuée en relation avec le centre sportif régional prévu à Payerne, voire également avec les autres centres sportifs locaux de la Broye (Avenches ; Lucens, etc.).	Canton de Vaud	Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque et y donnera suite.
Nous regrettons que la fiche ne fasse aucune référence au plan directeur régional de la Broye. En effet, le Plan directeur cantonal est l'instrument adéquat pour effectuer la coordination entre les différents centres sportifs d'importance régionale.	Canton de Vaud	Le plan directeur régional n'est pas tenu de traiter les infrastructures publiques. L'étude réalisée par la région dont il est fait mention a une vision régionale.
Le projet est en "coordination réglée" alors qu'il ne règle pas les problématiques de SDA et de desserte en TP et que les variantes n'ont pas fait l'objet d'une démarche participative. Il est important que les citoyen-e-s comprennent pourquoi un site sportif est créé sur des surfaces d'assolement et dans une zone mal desservie en transport public.	Association Transports et environnement (ATE)	<i>Voir notre réponse sur les états de coordination sous Remarques générales.</i>

<p>La fiche modifiée du centre sportif régional retranscrit les besoins du projet (emprise et flexibilité du périmètre). Il y a cependant une erreur dans la localisation de l'arrêt de bus prévu pour desservir le site de la Maladeire (ou du château d'eau). En effet, il se situera à moins de 100 mètres du site, au nord-ouest et non à 600 mètres au sud comme mentionné dans la fiche. La Commune demande que la fiche tienne compte des arrêts du transport public urbain qui entrera en service pour 2023.</p>	<p>Commune d'Estavayer</p>	<p>Ce n'est pas d'un niveau de détail d'une fiche de projet.</p>
<p>La fiche ne fait pas référence aux autres sites potentiels évalués dans l'étude des variantes et les motifs pour lesquels ils ont été écartés. Le site de la Maladière semble être le mieux à même de répondre aux objectifs fixés par la commune en termes d'activités sportives et de promotion de la biodiversité. Là aussi, pourquoi un site accueillant des surfaces d'assolement serait le seul site en mesure de promouvoir la biodiversité ?</p>	<p>WWF Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>
<p>P1101 PIC : VALLEE DE L'INTYAMON</p>		
<p><i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i></p>		
<p>Absence de prise en compte de certaines problématiques, celle de l'érosion rapide des surfaces du Tsermon du développement du réseau de sentiers pédestres et cyclistes et du passage du bétail lors de la transhumance.</p>	<p>Parti Le Centre, particulier</p>	<p>La transhumance est un sujet trop précis pour être abordée dans la fiche P1101. L'objectif « mettre en valeur l'exploitation et le patrimoine alpestre » exprime néanmoins clairement la nécessité de veiller à une exploitation raisonnée des surfaces, ce qui participe de fait à la lutte contre l'érosion des versants. Cette fiche de projet donne des orientations générales pour la valorisation de la vallée de l'Intyamon et la préservation de ses qualités paysagères. La problématique du passage du bétail doit tout de même être prise en compte lors de la réalisation de projets concrets.</p>
<p>Demande de prendre en compte le réseau cyclable sur la rive droite de la Sarine, en cohérence avec ce que la région prévoit dans son plan directeur régional.</p>	<p>ARG</p>	<p>Le contenu de la fiche sera adapté afin de prendre en compte cette demande.</p>

<p>Demande de clarification des conséquences de ce paysage sur la poursuite de l'exploitation des gravières/carrières.</p>	<p>Particulier</p>	<p>Les gravières et carrières ont un impact conséquent mais temporaire sur le paysage. Bien que généralement considérés comme des éléments disruptifs, ces sites d'exploitation de matériaux font aujourd'hui partie intégrante du paysage de l'Intyamont et témoignent du rapport qu'entretient l'homme à son environnement.</p> <p>L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas pour objectif d'empêcher l'extraction de ressources locales mais vise à minimiser les atteintes au paysage pendant et après l'exploitation. Les dispositions pour la remise en état du terrain à la fin de la concession sont déterminées lors de la livraison du permis de construire. Un renouvellement de l'autorisation doit être délivré tous les 5 ans moyennant le respect des conditions du permis (Art. 155 LATeC). A cette occasion, de nouvelles conditions peuvent être requises pour satisfaire aux nouvelles exigences légales ou s'adapter aux révisions des outils d'aménagement du territoire (plan d'aménagement local, plan directeur régional, plan directeur cantonal).</p> <p>Dans le périmètre du paysage d'importance cantonale, une attention particulière sera portée à l'intégration paysagère de ces sites durant la phase d'exploitation (mesures d'accompagnement ou de compensation). Il s'agira également de veiller à une remise en état qualitative, respectant les caractéristiques géomorphologiques originelles du terrain.</p>
<p>Est-ce que davantage de souplesse est prévue pour l'entretien et la rénovation des bâtiments du patrimoine alpestre?</p>	<p>Particulier</p>	<p>Les réaffectations et réhabilitations de chalets d'alpage sont encadrées par la législation fédérale. L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à modifier les pratiques en vigueur. Tout projet sur des chalets d'alpage existants sera avant tout examiné sous l'angle paysager et non sur l'utilisation prévue du bâtiment.</p>
<p>Quelles mesures sont envisagées pour la revitalisation de la Sarine?</p>	<p>Particulier</p>	<p>Ces mesures de revitalisation seront définies au stade du projet.</p>

P1102 PIC: MASSIF DU MOLESON ET TEYSACHAUX		
Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC		
<p>Incohérence de reconnaître le site comme pôle touristique cantonal et de le mettre sous une cloche de protection du paysage qui restreint son développement avec uniquement des objectifs de protection. Absence de prise en compte des infrastructures touristiques comme élément caractéristique du site.</p>	<p>Centre touristique GMV SA</p>	<p>La définition du paysage adoptée dans le plan directeur cantonal prend en compte son caractère dynamique et évolutif. Dans cette perspective, le paysage est considéré comme un territoire en constant développement – aménagé et modelé par l’homme – et dont la protection ne se limite pas à la préservation de ses valeurs naturelles et culturelles. Le développement touristique d’une région n’est donc pas considéré a priori comme incompatible avec la protection et la mise en valeur du paysage.</p> <p>La fonction touristique constitue d’ailleurs l’une des cinq fonctions paysagères évaluées pour déterminer les paysages d’importance cantonale. Le tourisme a donc été considéré comme une composante à part entière et parfois méliorative du paysage. C’est pourquoi, la fiche de projet P1102 mentionne explicitement la présence d’accès multiples ainsi que les remontées mécaniques et le village de Moléson-sur-Gruyères comme des infrastructures touristiques caractéristiques de ce PIC « <i>largement fréquenté et façonné par les activités humaines</i> ». A noter tout de même que le périmètre du paysage d’importance cantonale n°2 s’étend bien delà de la station de Moléson et que la fiche se doit également de décrire les espaces moins concernés par l’activité touristique (vallées de la Trême et de la Marive, Teysachaux et chaînon de la Dent de Lys).</p> <p>Le fait que le chapitre 3 de la fiche de projet ne fixe que des objectifs de protection stricto sensu n’est pas représentatif de la réalité et des intentions du canton. L’inventaire des Paysages d’importance cantonale n’a pas vocation à restreindre, ni à promouvoir l’essor économique de ce pôle touristique inscrit au Plan directeur cantonal. Il vise avant tout à mettre en valeur les objets du patrimoine naturel, alpestre et sacré et à « <i>garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères</i> ». Les objectifs de gestion et d’aménagement s’inscrivent pleinement dans une démarche de développement durable et visent à sauvegarder un cadre harmonieux et attractif pour la collectivité.</p>

<p>Nous saluons le désir de vouloir concilier une offre touristique de qualité avec les caractéristiques naturelles de ce paysage. Nous ne sommes toutefois pas convaincu-e-s que ce soit le cas avec le projet P0502.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>
<p>L'objectif « les secteurs de nature sauvage doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne » n'a pas sa place dans un document de planification globale et doit être retiré.</p>	<p>Centre touristique GMV SA</p>	<p>Si l'éclairage de nuit a des effets néfastes sur la faune et certains milieux naturels, elle a également un impact significatif sur le paysage nocturne, que ce soit de manière positive (p.ex. : mise en valeur du patrimoine architecturale ou historique) ou négative (p.ex. : éblouissement et effacement du ciel étoilé). La pollution lumineuse est donc une problématique environnementale et paysagère. Par ailleurs, il est bien spécifié que le maintien de l'obscurité nocturne concerne les secteurs de nature sauvage et non l'ensemble du périmètre du PIC. Il n'y a donc pas lieu de retirer cette notion de maintien de l'obscurité nocturne.</p>
<p>Demandes d'ajout dans le texte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans « Un patrimoine typique intégré au paysage », l'ajout d'une phrase au fond du paragraphe: <i>Depuis quelques décennies, l'activité touristique s'intègre à ce milieu et offre un espace aux pratiques sportives et de détente.</i> <p>Dans « Préserver et valoriser les milieux naturels du site » l'ajout d'une phrase au fond du paragraphe, après ... de leur obscurité nocturne : <i>Des cas particuliers d'éclairage, liés au développement d'un pôle touristique d'importance cantonale, peuvent s'intégrer au site.</i></p>	<p>Commune de Gruyères</p>	<p>Ces éléments font déjà partie des différents énoncés de la fiche.</p>

P1103 PIC : GRUYERES ET ALENTOURS		
Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC		
Crainte que le développement de la région soit mis en péril si l'axe principal de ce paysage d'importance cantonale est appliqué avec dogmatisme.	Parti Le Centre	L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas pour but de mettre en péril le développement des régions concernées mais plutôt d'orienter cette évolution dans le sens d'une plus grande prise en compte du paysage à toutes les échelles de l'aménagement du territoire.
Comment envisage-t-on de valoriser la ripisylve de l'Albeuve/Trême/Sarine, zones très fréquentées actuellement ?	Parti Le Centre, Particulier	La valorisation de la ripisylve des cours d'eau présents au sein du paysage d'importance cantonale (Albeuve, Trême, Sarine) peut passer par des renaturations améliorant la qualité écosystémique et paysagère de ces zones alluviales. L'accueil du public dans ces lieux propices aux promenades et au délasserment doit également être étudié. Ces réflexions seront développées au stade du projet puisque les fiches de projet de paysages d'importance cantonale se contentent de donner des lignes directrices générales pour le développement de ces périmètres.
Demande de ne pas tenir compte de l'espace bâti au sud de la Tour-de-Trême qui est éloigné du site.	Ville de Bulle	Le bâtiment MIGROS à la Tour-de-Trême est un élément marquant du paysage. Depuis cet espace il y a une jolie vue sur château mais son impact visuel est important dans le paysage et très visible depuis le château. Il fait sens d'intégrer ce bâtiment qui constitue un front bâti visible depuis le château. Il sera ainsi plus facile de proposer des mesures paysagères d'accompagnement que s'il est à l'extérieur du paysage d'importance cantonale.
Quid de l'intégration des futurs bâtiments EMS et fromagerie de Pringy ?	Particulier	<p>L'intégration paysagère devrait être l'une des principales composantes à prendre en compte lors de la réalisation de projets de telles dimensions, même en dehors des secteurs faisant partie d'inventaires de protection du paysage.</p> <p>Lors de la consultation des services cantonaux, le Service des forêts et de la nature portera une attention toute particulière à l'intégration paysagère des bâtiments situés au sein d'un paysage d'importance cantonale et au respect des objectifs spécifiques inscrits dans la fiche de projet. Les requérants devront démontrer que cette thématique a été prise en compte et décrire, au besoin, les mesures d'accompagnement planifiées pour favoriser l'intégration paysagère du projet.</p> <p>Le Service des forêts et de la nature rédige actuellement une <i>Directive sur l'analyse de l'intégration paysagère des constructions et aménagements</i> qui fournira aux porteurs de projet une marche à suivre pour évaluer leurs projets sous l'angle paysager.</p>

<p>Ecrin du château : est-il envisagé de réaliser un complément boisé au pied des remparts, zone qui offre une piètre vision actuellement ?</p>	<p>Particulier</p>	<p>Les fiches de projet de paysages d'importance cantonale donnent des orientations générales. Ce genre de mesures ciblées sont du ressort de la commune qui met en œuvre les objectifs inscrits dans les fiches de projet de paysages d'importance cantonale.</p>
<p>Absence de mention de la valorisation des milieux naturels et de la revitalisation du cours d'eau.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>La fiche de projet P1103 met en évidence le manque de valorisation des ripisylves de l'Albeuve, de la Sarine et de la Trême qui offrent un beau potentiel de renaturation. La revitalisation de ces cours d'eau rectifiés n'est cependant pas reprise comme un objectif spécifique à part entière parce que ces rivières, ainsi que les autres milieux naturels environnants, ne constituent pas la composante paysagère la plus marquante de ce paysage d'importance cantonale.</p>

<p>Dans « <i>Justification de la localisation</i> », les ajouts suivants sont demandés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La cité médiévale de Gruyères, qui surplombe la plaine agricole, les villages de Pringy, Epagny et la zone d'activités régionale de la plaine en direction de Broc, est l'élément emblématique de ce paysage.¹ • Les collines de Gruyères constituent un pivot aisément reconnaissable dans la mosaïque des sous-entités paysagères de la région (plaines agricoles, rivières, forêts, alpages, sommets, milieux bâtis).² <p>Dans « <i>Une cité médiévale d'une valeur patrimoniale importante</i> », l'ajout suivant :</p> <p>La cité médiévale de Gruyères, pôle touristique d'importance cantonale, qui surplombe la plaine agricole ...</p> <p>Dans « <i>Un écrin paysager essentiel pour la valeur de ce paysage</i> », les ajouts suivants :</p> <p>Plusieurs infrastructures sportives, d'intérêt général, artisanales ou de transports (terrains de football, champ d'aviation, bâtiments de la zone d'activités régionale, voies TPF) présentent des hauteurs faibles, leur impact à l'échelle des grands paysages est donc limité.</p> <p>Dans « <i>Un lieu touristique majeur</i> », les ajouts suivants :</p> <p>L'attrait touristique de la région, en particulier la cité de Gruyères, pôle touristique d'importance cantonale, est notable à l'échelle nationale et contribue fortement à l'économie de la région.</p>	<p>Commune de Gruyères</p>	<p>Ces remarques seront prises en compte dans la mesure du possible.</p>
---	----------------------------	--

Le plan d'aménagement local spécifie déjà les cônes de visibilité permettant d'Identifier et préserver les points de vue majeurs sur le château de Gruyères et ses collines, dans le PIC lui-même. La commune souhaite pouvoir poursuivre un développement des villages et de la zone d'activités d'importance régionale.	Commune de Gruyères	Les paysages d'importance cantonale n'ont pas pour but d'empêcher le développement des villages et zones d'activités. Il s'agit plutôt de veiller à un développement qualitatif de ces nouvelles zones bâties d'un point de vue paysager. L'intégration paysagère devrait être au cœur des préoccupations lors de la planification de ces projets à forte incidence spatiale.
Le Conseil communal souhaite mieux accueillir ses hôtes en intégrant les accès et les nouveaux parkings, prévus dans le plan d'aménagement local, à l'environnement paysager.	Commune de Gruyères	La vision de la commune qui souhaite mieux intégrer les accès et nouveaux parkings de la cité de Gruyères dans l'environnement paysager est saluée. Ces mesures sont conformes à l'objectif spécifique « viser l'intégration paysagère des infrastructures de transport ».
P1104 PIC: CHAINES DES GASTLOSEN ET HOCHMATT		
Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC		
Valoriser la protection paravalanches (cf. candidature de ces objets au Patrimoine mondial de l'UNESCO).	Parti Le Centre	Il n'est pas utile de mentionner les installations de protection des avalanches en tant que telles : d'une part les paravalanches concernent surtout le versant droit de la vallée de la Jogne (hors paysage d'importance cantonale) et d'autre part le site n'est actuellement que candidat au Patrimoine mondial de l'UNESCO.
Le PDR de la Gruyère prévoit deux sites touristiques (Jaun/Gastlosen et Nordic Jogne) sur l'axe urbanisé de la vallée dont l'évolution doit être encouragée pour permettre un développement équilibré du secteur.	ARG, Parti Le Centre, particulier	L'inscription du périmètre « Chaîne des Gastlosen et Hochmat » à l'inventaire des paysages d'importance cantonale n'empêche pas le développement des secteurs touristiques Jaun/Gastlosen en Nordic Jogne. Ces projets devront néanmoins être conçus de sorte à minimiser l'impact paysager et à respecter les objectifs spécifiques inscrits dans la fiche de projet P1104.
Inclure la buvette du Chalet du Soldat qui est préexistante à l'exploitation de la buvette et définir le concept d' "offre touristique de qualité".	Particulier	La délimitation du périmètre dans le secteur des Sattels se base uniquement sur des critères topographiques. Le concept d'« offre touristique de qualité » est largement détaillé dans le descriptif de l'objectif spécifique.

<p>Bei den Bergbahnen ist die Parkplatzerweiterung geplant (Projektblatt P0507). Für neue Infrastrukturen, notabene das Ganzjahressportzentrum Nordic-Jogne werden aber neue Infrastrukturen nötig sein. Deshalb ist die Vorgabe zu streng und sollte wie folgt angepasst werden:</p> <p>Bestehend: <i>Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkierungsmöglichkeiten) verbessern, ohne neue Infrastrukturen zu bauen.</i></p> <p>Verbesserungsvorschlag: <i>Die Besucherlenkung (Zufahrten, Parkierungsmöglichkeiten) verbessern, mit dem an den Betriebangepassten Infrastrukturen.</i></p>	<p>Gemeinde Jaun</p>	<p>Der von der Gemeinde Jaun eingereichte Änderungsvorschlag betrifft eine der in der Toolbox vorgeschlagenen Massnahmen und nicht ein spezifisches Ziel des Projektblatts. Die Toolbox ist ein Hilfsmittel, das die Basisstudie begleitet und nicht verbindlich ist. Das Dokument liefert lediglich konkrete Vorschläge zur Umsetzung der im kantonalen Richtplan verankerten spezifischen Ziele.</p> <p>Das WNA prüft dennoch die Möglichkeit einer Überarbeitung dieses Dokuments, insbesondere um die Bezeichnung der spezifischen Ziele zu harmonisieren, damit sie den in den Projektblättern des kantonalen Richtplans verwendeten Formulierungen entsprechen. In diesem Fall werden wir prüfen, ob es sinnvoll ist, die im Rahmen der öffentlichen Vernehmlassung eingereichten Kommentare und Verbesserungsvorschläge aufzunehmen.</p>
<p>P1105 PIC: LAC NOIR</p>		
<p><i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i></p>		
<p>Intégration du Schwyberg afin de faire la liaison avec le massif de la Berra et du Cousimbert.</p>	<p>Parti Le Centre</p>	<p>La délimitation de l'ensemble des périmètres des paysages d'importance cantonale a été discutée au sein du groupe de travail ainsi que lors des ateliers participatifs et séances d'échanges organisés avec les communes concernées par ces périmètres. La délimitation du PIC n° 5 "Lac Noir" s'est basée sur des critères topographiques et correspond au paysage visible depuis les rives du Lac Noir, élément central et structurant de ce paysage.</p>
<p>Dans le contexte de ce paysage d'importance cantonale, le projet de plage prévu dans la fiche P0509 devrait être reconsidéré.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le réaménagement des rives au niveau de Schwarzsee Bad (fiche de projet P0509) prévoit la réalisation d'une plage avec un ponton pour les baigneurs. Cette fiche est cependant inscrite pour l'instant avec l'état de coordination « information préalable » et de nombreux éléments doivent encore être précisés et analysés.</p> <p>Si le projet devait se concrétiser, une attention particulière sera portée à l'impact de cette nouvelle plage sur les biotopes protégés environnants mais aussi sur l'intégration paysagère de cet aménagement.</p>

P1106 PIC: MASSIF DE LA BERRA ET COUSIMBERT		
<i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i>		
Demande que le développement des activités touristiques de cette région doit être soutenu au même titre que la défense des caractéristiques naturelles et patrimoniales de ce paysage alpestre.	Treyvaux, Société des Remontées Mécaniques de la Berra SA	L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas vocation à restreindre, ni à promouvoir l'essor économique de ces pôles touristiques inscrits au plan directeur cantonal. Il vise avant tout à mettre en valeur les objets du patrimoine naturel, alpestre et sacré, ainsi qu'à « <i>garantir un équilibre entre une offre touristique de qualité et la préservation des caractéristiques paysagères</i> ». Le but est d'accompagner la réalisation de projets touristiques en respectant au mieux les caractéristiques naturelles et patrimoniales qui rendent ces paysages si attractifs et particuliers. Cet objectif s'inscrit donc pleinement dans une démarche de développement durable en préservant un cadre attrayant pour les différentes stations des Préalpes fribourgeoises intégrés dans les périmètres de paysages d'importance cantonale.
Demande de mise en place d'un programme de sauvegarde du patrimoine sacré.	Parti Le Centre, ARG	L'inventorisation des croix, chapelles, oratoires et autres sites d'intérêt religieux ainsi que la réalisation d'un programme de sauvegarde et de mise en valeur de ce patrimoine sacré pourraient effectivement être l'un des moyens pour les communes et acteurs locaux de concrétiser l'objectif spécifique inscrit dans le plan directeur cantonal. Les fiches de projet ne vont pas jusqu'à ce niveau de détail et n'ont pas pour objectifs de recenser de façon exhaustive l'ensemble des éléments naturels, paysagers et patrimoniaux de valeur présents au sein d'un paysage d'importance cantonale.
Demande de modification du texte afin de mentionner notamment la zone de tranquillité : « Le site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir, valoriser et renforcer. Le maillage des différents milieux naturels contribue à la qualité de ce paysage. Les secteurs de nature sauvage, et en particulier la zone de tranquillité, doivent être maintenus, en veillant à la quiétude de ces lieux et au maintien de leur obscurité nocturne. »	Pro Natura Fribourg	La désignation du massif de La Berra et Cousimbert en tant que paysage d'importance cantonale ne changera pas les règles en vigueur concernant la zone de tranquillité et autres zones naturelles protégées au sein de ce périmètre. Des modifications seront apportées au texte afin de tenir compte de cette proposition.
Plusieurs éléments importants du réseau touristique et de loisirs ne figurent pas en légende et aideraient à la compréhension de la cohérence recherchée.	ARG	Une analyse sera effectuée afin d'optimiser la carte de cette fiche.

<p>Gemäss dem Sitzungsprotokoll vom 25. September 2020 des Austausches mi den Gemeinden zur LKB 6 Berra Chäseberg, sollten neue Erschliessungswege zur Unterstützung der Alp- und Fortwirtschaft auch in Zukunft möglich sein und es wurde von der Gemeinde St. Silvester auch eine Perimeter Bereinigung für diese LKB verlangt. Sie stellen fest, dass sich der Sektor Plenefy innerhalb des Perimeters der LKB befindet. Sie bitten diese Anpassung im Rahmen des laufenden Verfahrens noch vorzunehmen.</p>	<p>Gemeindeverband Region Sense</p>	<p>Das spezifische Ziel "Aufwertung der Alpwirtschaft und des alpwirtschaftlichen Erbes" schliesst die Einrichtung neuer Zugänge und die Instandsetzung bestehender Zugänge nicht a priori aus, aber diese "müssen eine angemessene Integration in das landschaftliche Ensemble gewährleisten".</p> <p>Das Wohngebiet von Chrache und das Gewerbegebiet von Plenefy sind vom Perimeter ausgeschlossen. Die landwirtschaftlichen Betriebe Balliswilschwand, Tcherlusschwand, Aegerteschwand, Tiletschwand - die die sumpfigen Hänge oberhalb von St. Silvester übersäen, tragen zur Typizität des fraglichen LKB bei.</p> <p>Plenefy wurde auf Antrag der Gemeinde bereits aus dem Perimeter entfernt.</p>
<p>P1107 PIC: LAC DE LA GRUYERE</p>		
<p><i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i></p>		
<p>Demande que ce périmètre soit délimité au plus proche des berges du lac et qu'il ne comprenne pas ces parcelles agricoles qui ne sont pas limitrophe au Lac de la Gruyère.</p>	<p>Treyvaux</p>	<p>La délimitation du périmètre du paysage d'importance cantonale n°7 s'est essentiellement fondée sur des considérations topographiques. En première approximation, la limite du paysage d'importance cantonale correspond au paysage visible depuis le lac et ses abords. C'est pourquoi les marges du paysage d'importance cantonale correspondent aux lignes de crêtes du Gibloux ou du chaînon du Vanil des Cours de part et d'autre du lac de la Gruyère. Dans sa partie septentrionale, le paysage d'importance cantonale intègre le versant sud-ouest de La Combet et épouse la ligne de crête de cette colline molassique. Ceci explique l'intégration des exploitations agricoles treyvaliennes du Mont d'Avau, du Mont d'Amont et de Prabou au sein du périmètre du paysage d'importance cantonale.</p>

<p>Concentrer la mise en œuvre des mesures de préservation des sites sur les zones où l'impact humain est faible. A contrario, les zones déjà impactées pour le loisir doivent pouvoir se développer sans entrave afin de permettre à la population de disposer d'espaces de détente.</p>	<p>Parti Le Centre, ARG</p>	<p>L'objectif spécifique « Concilier les usages d'habitat, récréatifs, agricoles et de production énergétique aux abords du lac » exprime clairement cette nécessité de distinguer les secteurs propices au développement d'activités de loisirs des milieux naturels fragiles à préserver de la sur-fréquentation :</p> <p><i>Les usages et les fonctions des différents espaces des abords du lac doivent être identifiés et priorisés. La recherche de synergies entre les diverses activités et l'amélioration des accès au lac à des fins récréatives dans certains secteurs en évitant de porter atteinte aux milieux naturels de qualité doit être privilégiée. Les intérêts des riverains doivent être pris en compte dans la conciliation des usages du lac.</i></p> <p>L'inventaire des paysages d'importance cantonale n'a pas pour but d'entraver ou de promouvoir l'essor touristique des zones déjà impactées par les activités de loisirs et de délasserment. La fiche de projet P1107 a pour objectif d'encadrer ce développement en « visant une haute qualité paysagère dans les secteurs sensibles déjà construits ou en développement » et qui implique par conséquent une requalification afin d'améliorer leur qualité paysagère. Ces objectifs s'inscrivent pleinement dans une démarche de développement durable puisqu'il s'agit de préserver un cadre attractif sur le pourtour du Lac de la Gruyère en considérant tout à la fois les dimensions économiques, sociales et naturelles qui caractérisent ce paysage.</p>
<p>Contradiction avec la fiche P0513 Goya Onda.</p>	<p>Parti Le Centre</p>	<p>La fiche de projet P0513 sera retirée du plan directeur cantonal suite à l'évaluation négative de la Confédération.</p>
<p>Demande de revoir le périmètre en excluant les secteurs urbanisés qu'il ne fait aucun sens de conserver mais également les « plaines » entre les villages, soit, du lac à la montagne.</p>	<p>Commune de Corbières, ARG</p>	<p>Le paysage constitue un tout cohérent et continu. Il ne fait donc pas sens d'exclure les secteurs urbanisés du périmètre du paysage d'importance cantonale. Néanmoins, la mise en œuvre des objectifs paysagers fixés dans le plan directeur cantonal doit bien entendu être adaptée en fonction du contexte et des enjeux spécifiques aux différents secteurs du paysage d'importance cantonale (zones urbaines ou agricoles, secteurs lacustres, de plaine ou de montagne, etc.).</p> <p>Les communes, respectivement les régions, gardent leur autonomie dans la conception de leur planification locale et régionale. Les objectifs inscrits dans le plan directeur cantonal sont certes contraignants, mais les voies et moyens pour les concrétiser sur le terrain ne sont pas imposés par l'autorité cantonale.</p>
<p>Actualiser la carte en fonction du plan directeur régional.</p>	<p>ARG, Commune de Pont-en-Ogoz</p>	<p>Des modifications pourront être apportées à la carte en fonction du contenu du plan directeur régional après son approbation par le Conseil d'Etat.</p>

<p>Ajouter les éléments manquants suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - paléolac - Château d'Everdes - bruit de l'autoroute A12 - préservation et recréation des structures boisées sur les rives existant - donner des exemples de structures pérennes d'habitat de la faune et de la flore pour un lac de retenue au niveau fluctuant 	<p>Parti Le Centre, particulier</p>	<p>Il n'est pas forcément utile de mentionner le paléolac de la Gruyère sur la fiche de projet inscrite au Plan directeur cantonal. Néanmoins, l'inventaire des géotopes d'importance cantonale (GIC) recense plusieurs formes géomorphologiques (GIC n°56, 74 et 75) qui témoignent de la présence de cet ancien plan d'eau et décrivent son origine.</p> <p>La forêt alluviale qui s'est développée à l'embouchure de la Jogne constitue par exemple une zone alluviale deltaïque et une réserve d'oiseaux d'eau et migrateurs d'importance nationale. Il s'agit d'un biotope tout à fait unique à l'échelle du canton.</p> <p>Malgré leur importance historique et patrimoniale, les ruines des châteaux d'Everdes et de La Roche sont trop peu marquées dans le paysage pour être mentionnés dans la fiche de projet.</p> <p>Le bruit de l'autoroute A12 constitue en effet une atteinte à la quiétude et à l'ambiance sonore d'une partie de ce paysage. A noter que ce bruit n'est généralement que peu perceptible sur les rives du lac du fait de la position surélevé (viaduc) et ponctuellement enterrée de l'infrastructure routière.</p>
<p>Demande de mentionner les cours d'eau affluents afin de permettre leur revitalisation.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>Le canton est conscient des enjeux de revitalisation des affluents du lac de la Gruyère et de préservation des sources présentes dans le périmètre de ce paysage d'importance cantonale. Il ne s'agit cependant pas d'une thématique spécifiquement paysagère. En effet, l'amélioration de ces milieux de vie n'exercera qu'une influence réduite sur le caractère global du paysage.</p>
<p>Aucune plus-value à l'intégration de l'espace urbanisé de la Commune de Corbières au paysage d'importance cantonale.</p>	<p>Commune de Corbières</p>	<p>L'obligation d'intégrer les projets de construction dans l'espace bâti ne garantit aucunement une intégration réussie dans l'environnement paysager à plus large échelle. La thématique du paysage ne s'arrête pas aux portes des villes et villages et s'applique également au milieu bâti. Un traitement qualitatif des franges urbaines, qui marquent la transition entre le tissu urbain et la zone agricole, constitue notamment une composante essentielle d'un paysage harmonieux.</p>

P1108 PIC: GORGES DE LA SARINE		
<i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i>		
Demande de modification des limites des périmètres, notamment à proximité du pont de Pérolles, afin de ne pas comprendre la partie en zone à bâtir, mais suivre les limites de la zone forêt, afin d'éviter les oppositions et préciser les droits à bâtir des propriétaires.	Ville de Fribourg	La délimitation du périmètre tient compte de critères essentiellement topographiques et non pas d'affectation du sol.
Souhait que les parcelles agricoles et les bâtiments agricoles qui n'ont pas de valeurs historiques ou archéologiques importantes soient retirées du périmètre du paysage d'importance cantonale. Crainte que ces surfaces soient utilisées pour des places de stationnement pour les usagers qui fréquentent les abords de la Sarine.	Treyvaux	Ces surfaces agricoles sont partie intégrante de l'entité paysagère et contribuent à l'unité paysagère homogène de ce paysage. Il n'est donc pas pertinent de les déduire du périmètre PIC. Le fait que ces surfaces soient dans un paysage d'importance cantonale ne signifie pas que leur utilisation primaire va changer, à savoir elles restent bien entendues dédiée à un usage agricole et il n'est pas question de les utiliser pour de places de stationnement.
Modification de la dénomination « Chapelle St-Pierre » pour sa dénomination exacte « Eglise St-Pierre-de-Treyvaux ».	Treyvaux	Le texte sera modifié pour tenir compte de cette remarque.
Demande de modification du titre du paragraphe « Valoriser les milieux naturels du site » par « Préserver et valoriser les milieux naturels du site ». Modifier également son texte ainsi : Ce site comporte de grandes valeurs naturelles qu'il convient de maintenir et de valoriser. Il est nécessaire de limiter les dérangements <i>sur l'ensemble du site et en particulier</i> sur la partie amont des gorges de la Sarine car il s'agit d'une réserve forestière.	Pro Natura Fribourg	Dans un souci de cohérence, avec les autres fiches Paysage d'importance cantonale, le titre de l'objectif spécifique sera modifié pour tenir compte de la demande. La proposition de texte modifié n'est par contre pas retenue : le but n'est pas forcément de limiter les dérangements sur l'ensemble du site mais plutôt de canaliser le flux de visiteurs là où les infrastructures d'accueil et cheminements existent déjà (Hauterive, La Tuffière, Le Port, ect.) tout en maintenant le caractère sauvage et préservé du secteur amont de la Petite Sarine. Il ne faudrait pas donner l'impression que l'on veut totalement exclure le public de ce paysage d'importance cantonale particulièrement apprécié pour les activités de loisirs et de délasserment.

<p>Eviter de péjorer davantage le régime des eaux et du charriage de la Sarine en aval du barrage de Rossens n'est pas suffisant puisqu'il empêche certaines espèces menacées de se reproduire correctement. Demande que le but soit d'améliorer la situation et non uniquement de la stabiliser.</p>	<p>Parti Les VERT-E-S Fribourg</p>	<p>La gestion des espèces piscicoles de la Sarine est un enjeu particulièrement important dans ce cours d'eau au régime hydrique fortement altéré. Il ne s'agit cependant pas d'une thématique paysagère à proprement parler. Cette problématique spécifique n'est donc pas thématisée dans les fiches de projets Paysage d'importance cantonale.</p>
<p>P1109 PIC: SARINE EN VILLE DE FRIBOURG</p>		
<p><i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i></p>		
<p>Contestation du périmètre de la fiche qui ne permet pas une planification claire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mélange entre notions de patrimoine bâti et naturel - même objectif pour des affectation actuelles et future très diverses, ce qui risque d'entraver le développement des infrastructures - absence du secteur de la caserne de la Poya 	<p>Ville de Fribourg</p>	<p>Au vu de la position particulière de la Ville de Fribourg dans le canton et de l'importance des aspects paysagers sur les aménagements de la Ville, des modalités de mise en œuvre du paysage d'importance cantonale Sarine en Ville de Fribourg devront être mises en place avec la Ville de Fribourg afin de trouver la meilleure façon d'en prendre en compte. Le canton propose qu'un système de coordination/gouvernance de ce paysage d'importance cantonale en étroite collaboration avec la Ville de Fribourg soit mis en place.</p> <p>Le secteur de la caserne de la Poya n'a pas de lien évident avec la Sarine et ne peut pas être englobé dans le périmètre de ce paysage d'importance cantonale.</p>
<p>Il faut garder ce site suffisamment attractif pour que les propriétaires investissent dans la préservation des bâtiments.</p>	<p>Parti Le Centre</p>	<p>Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette remarque.</p>
<p>Clarification de la possibilité de rehaussement du barrage de la Maigrauge en vue de produire davantage d'électricité alors que le renforcement de l'énergie hydraulique devrait également être pris en compte dans le cadre de la stratégie énergétique du canton.</p>	<p>Parti socialiste</p>	<p>Le lac de Pérolles se trouve à la fois dans une zone alluviale d'importance nationale, dans une réserve d'oiseaux d'eau et de migrateurs d'importance nationale et dans le périmètre d'une réserve naturelle cantonale. Le secteur est donc déjà très fortement protégé. Avec l'inscription de cette zone naturelle dans un paysage d'importance cantonale, la dimension paysagère de cette zone naturelle devrait également être considérée dans la pesée des intérêts si un tel projet venait à être mis à l'étude.</p>

P1110 PIC: CAMPAGNE DE PIERRAFORTSCHA		
<i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i>		
Il est demandé que la parcelle de cette entreprise sise en zone d'activités soit sortie du périmètre du Paysage d'importance cantonale par une légère adaptation de la limite de celui-ci.	Entreprise	La délimitation du périmètre dans ce secteur suit une logique topographique et paysagère. L'exclusion de la parcelle en question pour des raisons d'affectation du sol n'est pas justifiable.
En tant que centre cantonal, la Commune de Fribourg n'a pas l'obligation de maintenir un pourcentage de zone agricole. Inclure les derniers terrains de la commune en zone agricole dans le périmètre de protection tel qu'envisagé revient, de facto, à supprimer cette exception réservée par la loi à la Commune de Fribourg en tant que centre cantonal. Sinon, le risque est de voir des domaines agricoles dans l'impossibilité de pouvoir construire ou reconstruire des centres d'exploitations aux normes permettant leur maintien. Des mesures moins contraignantes sont nécessaires.	Particulier	Sur le plan paysager, ces terrains forment une entité cohérente avec le caractère de campagne de ce paysage d'importance cantonale. Il n'est pas prévu pour l'instant d'exclure ces secteurs de ce paysage d'importance cantonale, mais il est prévu de rechercher avec la Ville de Fribourg les modalités de sa gestion future.
Demande de modification du périmètre et/ou de déclinaison d'objectifs spécifiques aux différents secteurs.	Ville de Fribourg	La mise en œuvre des objectifs spécifiques sera adaptée en fonction des enjeux spécifiques aux différents secteurs du paysage d'importance cantonale.
Réserve concernant l'emploi du terme « maintenir dans le contexte d'une agriculture moderne ». Celui-ci est vague et peut notamment se référer à une agriculture industrielle intensive qui est antinomique d'un paysage rural extensif structuré de haies et de vergers comme celui de Pierrafortscha. Parler d'une agriculture « aussi bien respectueuse de l'environnement que productive » semble plus approprié au contexte contemporain et aux évolutions futures et souhaitables du point de vue de la durabilité de la politique agricole.	Parti Les VERT-E-S Fribourg	Le texte de la fiche sera modifié afin de tenir compte de cette remarque.

P1111 PIC: RIVE NORD DU LAC DE MORAT		
<i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i>		
Demande de définir un but didactique au sentier à aménager et définition de mesures pour éviter la destruction de la flore et le dérangement de la faune alentour.	Parti Les VERT-E-S Fribourg	<p>Les fiches de projet de paysages d'importance cantonale donnent des orientations générales pour un développement qualitatif des paysages inventoriés.</p> <p>Les modalités d'aménagement de ce sentier riverain seront précisées au stade du projet. Lors de la mise à l'enquête, le canton veillera à l'intégration paysagère des aménagements mais aussi à une bonne canalisation du public ainsi qu'à la limitation du piétinement de la flore et du dérangement de la faune sur certains secteurs sensibles.</p> <p>Ce type d'aménagement se prêterait effectivement à la mise en place d'infrastructures didactiques (bien intégrées) pour découvrir l'intérêt écologiques et paysagers de ces rives lacustres. Cette possibilité devrait être envisagée au moment de l'élaboration du projet.</p>
Die Region wird die Übertragung des Perimeters auf die Synthesekarte des regionalen Richtplans des Seebezirks sicherstellen.	Verband der Gemeinden des Seebezirks	Der Staatsrat dankt dem Verband der Gemeinden des Seebezirks für seine Zusammenarbeit.

P1112 PIC: TERRASSE DE CHEYRES-CHABLES-FONT		
<i>Voir remarques sous T311 PAYSAGE et Remarques générales concernant les fiches de projet PIC</i>		
<p>Demande que les démarches de coordination aillent plus loin et soient plus bilatérales.</p> <p>Questionnement sur le risque de planifier de nouvelles zones à bâtir.</p>	<p>Commune de Cheyres-Châbles</p>	<p>Avec la commune d'Estavayer, la commune de Cheyres-Châbles sera le principal acteur à veiller à la préservation des caractéristiques remarquables du paysage d'importance cantonale n°12 et au maintien de son cadre paysager accueillant et harmonieux. La volonté de la commune d'entretenir une collaboration constructive avec le canton pour mener à bien cet objectif ambitieux est saluée.</p> <p>L'aspect paysager sera analysé par le canton lors de mises en zone à bâtir dans de nouveaux secteurs. Le principe de densification promu par la Confédération doit être privilégié. L'extension du tissu urbain ne devrait pas porter atteinte à des éléments paysagers de valeur (arbres isolés remarquables, haies, structures boisées, vergers, etc.) à moins que des mesures compensatoires substantielles ne soient planifiées. Un traitement qualitatif des franges urbaines constitue par ailleurs une composante essentielle à considérer pour le maintien d'un paysage harmonieux.</p>

THEMES ET FICHES DE PROJET HORS CONSULTATION		
REMARQUES RELATIVES A LA PLANIFICATION EOLIENNE (THEME T121 ENERGIE EOLIENNE ET FICHES DE PROJET P0305 à P0311)		
<p>L'élaboration du volet éolien doit être recommencée depuis le début en y incluant des représentants des communes et du Grand Conseil ; en menant rapidement une enquête indépendante que le Conseil d'Etat s'est engagé à faire ; La catégorie de « coordination réglée » de certains sites est surprenante au vu de différents éléments problématiques.</p>	<p>PLR Fribourg, Belfaux, Misery-Courtion, Courtepin, Surpierre, Non au parc éolien Les collines de la Sonnaz, Communes de Billens-Hennens, Dompierre VD, Vuisternens-dt-Romont, Grangettes, La Sonnaz, La Verrerie, Pont-en-Ogoz, Siviriez, Villorsonnens et Sorrens, Parti socialiste</p>	<p>Comme indiqué dans la réponse du 26 juin 2023 du Conseil d'Etat au mandat Antoinette de Weck/David Fattebert 2022-GC-63 « Révision du volet éolien du Plan directeur cantonal », le Conseil d'Etat est prêt à mettre en place un comité de pilotage « chargé de réexaminer la planification éolienne, de l'actualiser si nécessaire et de vérifier si d'autres critères que ceux retenus peuvent déterminer le choix des meilleurs sites, dans le respect des procédures légales ».</p>
<p>Le canton n'était pas tenu envers la Confédération de trouver des zones pour 160 GWh/an d'électricité éolienne. C'est le canton lui-même qui a proposé cette valeur.</p>	<p>Association Paysage Libre Fribourg</p>	<p>La Confédération a fixé des objectifs de production d'énergie, également pour l'énergie éolienne et, par le biais de la Loi sur l'énergie, demande aux cantons de délimiter les périmètres dans les planifications cantonales selon des critères bien définis afin de les atteindre.</p> <p>Pour le canton de Fribourg, le Confédération évalue le potentiel entre 260 GWh et 640 GWh par an, soit bien en dessus que l'objectif que le canton entend réaliser pour la concrétisation de sa stratégie énergétique adoptée en 2009.</p>

<p>La procédure de consultation fait défaut. Les avis des communes et de la population concernées ne sont pas pris en compte par le canton. Il y a un défaut de collaboration. Les communes n'ont pas compris les enjeux et les conséquences de la pondération des critères.</p>	<p>PLR Fribourg, Belfaux, Misery-Courtion, Courtepin, Association Non au parc éolien Les collines de la Sonnaz, Communes de Billens-Hennens, Dompierre VD, Vuisternens-dt-Romont, Grangettes, La Sonnaz, La Verrerie, Siviriez, Villorsonnens et Sorens</p>	<p>La planification éolienne, respectivement le thème éolien du plan directeur cantonal, met en évidence les périmètres où des études complémentaires peuvent être menées afin d'envisager potentiellement la réalisation d'un parc éolien. Elle représente une première étape permettant de cibler des zones présentant des prédispositions suffisantes pour poursuivre un processus de planification qui impliquera ensuite une collaboration entre les communes, la population et un éventuel développeur. En aucun cas elle n'impose à une commune et/ou à sa population la réalisation d'un parc éolien.</p> <p>Les communes ont été consultées dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal. Elles avaient en outre la possibilité d'exprimer si elles avaient des divergences majeures avec le projet et de solliciter une entrevue avec une délégation du Conseil d'Etat.</p>
<p>La pondération, notamment l'importance faible du potentiel de vent est discutable, certains sites, pourtant très bien notés selon la grille d'évaluation, ont finalement été retirés de la liste de ceux figurant au Plan directeur cantonal, avec un changement de paradigme de l'éolien « de montagne » à celui « de plaine ». De nombreuses critiques portent sur les sujets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mesures de vent - Densité de la population impactée et distance aux habitations - Dimension des machines - Bruit et ombres - Fonction sociale de la forêt - Risque d'accidents - Projections de glace - Risque d'incendie - Atteinte à la biodiversité et aux eaux souterraines - Atteinte à la santé des personnes et des animaux - Atteinte au paysage - Intérêt privé (rentabilité) - Eolien en plaine 	<p>Belfaux, Misery-Courtion, Courtepin, Non au parc éolien Les collines de la Sonnaz, Communes de Billens-Hennens, Dompierre VD, Vuisternens-dt-Romont, Grangettes, La Sonnaz, La Verrerie, Sâles, Villorsonnens et Sorens, Association Paysage Libre Fribourg, PLR Fribourg, Association Sauvez les Forêts du Gibloux, Particuliers (1 prise de position)</p>	<p>La planification éolienne a préalablement pris en compte les critères déterminants permettant d'exclure les portions de territoire où la réalisation d'un parc éolien est exclue. Ces critères découlent essentiellement du droit fédéral et du droit cantonal. Les autorités cantonales ont complété ces critères déterminants avec le principe qu'un parc éolien devrait avoir au minimum 6 éoliennes, et qu'il ne devrait pas entrer en conflit avec des intérêts majeurs de protection définis au niveau fédéral et cantonal. En aucun cas la planification éolienne a privilégié particulièrement des périmètres en plaine par rapport à des périmètres en montagne. La planification n'aurait d'ailleurs certainement pas été validée par la Confédération si telle avait été le cas.</p> <p>Pour ce qui concerne le potentiel de vent, et à ce stade, la planification n'a pu se baser uniquement sur l'atlas des vents fournis par la Confédération. Elle a été plus prudente en retenant les vitesses de vents disponibles et mesurées par des développeurs si elles étaient inférieures à celles de l'atlas des vents.</p> <p>L'application des autres critères non exclusif dépend généralement de l'application des dispositions légales en vigueur. Ils ont permis de classer tous les sites potentiellement intéressants selon leur intérêt pour une éventuelle sélection finale. Celle-ci n'a d'ailleurs pas eu lieu puisque le Conseil d'Etat a pris la décision de maintenir les sept sites potentiellement intéressants, partant que certains ne se réaliseraient pas tenant compte de la position des communes et de la population, et que l'objectif pouvait être atteint avec 4 sites.</p>

<p>En complément au recours auprès du droit fédéral, contre la décision du Conseil d'Etat de non-entrée en matière sur la demande de reconsidération du volet éolien, il est à nouveau demandé d'annuler le volet éolien du plan directeur cantonal, de procéder à des nouvelles études de base et de remettre en consultation un nouveau volet éolien.</p>	<p>Communes de Billens-Hennens, Dompierre VD, Grangettes, La Sonnaz, La Verrerie, Sorens, Vuisternens-dt-Romont</p>	<p>Comme indiqué dans la réponse du 26 juin 2023 du Conseil d'Etat au mandat Antoinette de Weck/David Fattebert 2022-GC-63 « Révision du volet éolien du Plan directeur cantonal », le Conseil d'Etat est prêt à mettre en place un comité de pilotage « chargé de réexaminer la planification éolienne, de l'actualiser si nécessaire et de vérifier si d'autres critères que ceux retenus peuvent déterminer le choix des meilleurs sites, dans le respect des procédures légales ».</p>
<p>Dans le document P0311, il est fait mention au point 4 « procédure et suite des travaux » d'une étude des conséquences sur les oiseaux migrateurs, les oiseaux nicheurs et les chauves-souris. Est-ce que cette étude a été réalisée ? Si oui, est-ce que les résultats permettent le maintien du site ?</p>	<p>Commune de Surpierre</p>	<p>Le site de Surpierre est en « coordination en cours » car des études complémentaires doivent être réalisées pour passer au statut de « coordination réglée ». Cette étude fait partie des compléments devant encore être apportés.</p>
<p>La Commune de Surpierre n'a jamais été consultée durant le processus d'élaboration du plan sectoriel du Plan directeur cantonal et nous confirmons que les membres de l'exécutif ne sont pas favorables à l'installation potentielle d'éoliennes de grande hauteur sur le territoire de la commune de Surpierre, pour cause de manque d'intérêt.</p>	<p>Commune de Surpierre</p>	<p>Les communes ont été consultées dans le cadre de la révision du plan directeur cantonal. Elles avaient en outre la possibilité d'exprimer si elles avaient des divergences majeures avec le projet et de solliciter une entrevue avec une délégation du Conseil d'Etat.</p> <p>La planification éolienne n'impose pas la réalisation d'un parc éolien sur la commune ; elle précise juste que la commune dispose d'une portion de territoire qui pourrait se prêter à la réalisation d'un parc éolien, moyennant des études complémentaires confirmant les prédispositions établies.</p>
<p>Demande le retrait du projet de parc éolien dans le Gibloux ainsi celui de l'Esserta. Remise en question du processus du volet éolien du Plan directeur cantonal, notamment quant à l'indépendance et la neutralité des experts mandatés pour assister le Service de l'énergie dans l'élaboration du volet éolien.</p>	<p>Communes de Sâles et de Vuisternens</p>	<p>Comme indiqué dans la réponse du 26 juin 2023 du Conseil d'Etat au mandat Antoinette de Weck/David Fattebert 2022-GC-63 « Révision du volet éolien du Plan directeur cantonal », le Conseil d'Etat est prêt à mettre en place un comité de pilotage « chargé de réexaminer la planification éolienne, de l'actualiser si nécessaire et de vérifier si d'autres critères que ceux retenus peuvent déterminer le choix des meilleurs sites, dans le respect des procédures légales ».</p>

<p>La Commune de Sâles soumet la suggestion suivante au volet éolien du plan directeur cantonal : « La Commune de Sâles souhaite que des études sur le potentiel et la possibilité de produire du biogaz sur son territoire soient menées et, le cas échéant, que des études sur l'installation d'une centrale de biogaz sur son territoire soit faites. Ainsi elle participera activement à la production d'énergie renouvelable dans un contexte adapté à sa situation géographique et économique, en lieu et place d'une production d'énergie éolienne sur son territoire »</p>	<p>Commune de Sâles</p>	<p>Le fait que la commune souhaite entamer des études pour valoriser le biogaz potentiellement disponible sur son territoire est à saluer, mais cela n'enlève en rien au fait que la commune dispose d'un périmètre respectant les critères de planification pour la réalisation d'un éventuel parc éolien. Il reviendra à la commune de décider si elle entend poursuivre le processus pour la concrétisation d'un parc éolien, ou pas.</p>
<p>Le Conseil communal de Siviriez met en évidence les éléments suivants : selon le guide pour l'optimisation des parcs éoliens (état au 31 mars 2016) le non-respect des points suivants utile à la procédure de planification à venir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - recenser tous les intérêts touchés selon les articles 2 et 3 OAT impliquant de préserver autant que possible les lieux d'habitations des atteintes nuisibles, telles que la pollution de l'air, le bruit et les trépidations ET éviter le plus possible les effets défavorables qu'exercent de telles implantations sur le milieu naturel, la population et l'économie. - mentionner les résultats de l'information destinée à la population et la prise en compte de ces observations.=> cela implique une information adéquate en amont de la rédaction du rapport selon l'article 47 OAT. 	<p>Commune de Siviriez</p>	<p>En l'état, les critères pris pour la planification éolienne sont conformes à l'application du droit en vigueur.</p> <p>Les nombreuses études complémentaires encore à effectuer par site afin de confirmer ses prédispositions à accueillir un éventuel parc éolien devront notamment démontrer le respect des art.2 et 3 OAT. Si tel ne devait pas être le cas, le site ne pourra pas recevoir des éoliennes et sera retiré du plan directeur cantonal.</p>
<p>Nous demandons encore au Conseil d'Etat de nous confirmer formellement, qu'en cas de vote consultatif défavorable de la population, qu'il n'imposera pas de parc éolien, par exemple dans le cadre d'un plan d'affectation cantonal.</p>	<p>Commune de Siviriez, Commune de Vuisternens</p>	<p>Le canton ne peut légitimement pas retirer la fiche sur le simple fait que la population refuse actuellement la réalisation d'un parc éolien, Il ne dispose par ailleurs pas d'un outil de contrainte, de sorte que la question ne se pose pas ainsi en l'état.</p>

<p>Le conseil communal requiert que le conseil d'Etat retire de la fiche T121 les sites qui ont fait l'objet d'une consultation défavorable auprès de la population.</p>	<p>Commune de Villorsonnens</p>	<p>Même si la population s'est exprimée en défaveur d'un parc éolien sur le territoire de sa commune, il n'en demeure pas moins que le site reste potentiellement intéressant au développement de cette technologie et répond à l'exigence fixé par le cadre légal fédéral. Le canton ne peut légitimement pas retirer la fiche sur le simple fait que la population refuse actuellement la réalisation d'un parc éolien.</p>
<p>La catégorie « coordination réglée » attribuée au site éolien potentiel « Les Collines de la Sonnaz » est surprenante au vu des différents éléments problématiques (potentiel de vent, proximité de zones densément peuplées, zone forestière de détente/paysage).</p>	<p>Commune de Courtepin</p>	<p>Le site répond à toutes les exigences de planification définies par le droit fédéral. Il a été vérifié par les offices fédéraux compétents puis validé par le Conseil fédéral.</p>
<p>Nous souhaitons savoir si le canton s'est déjà engagé à racheter de l'électricité produite sur ces éventuels sites auprès d'un potentiel porteur de projet dans le cadre des rétributions à prix coûtant.</p>	<p>Commune de Courtepin</p>	<p>Comme aucun projet n'est à ce jour planifié dans le canton, la question ne s'est pas posée pour acquérir du courant de cette provenance. S'agissant de la rétribution à prix coûtant, à dissocier de l'énergie finalement mise sur le marché, le Conseil d'Etat relève qu'il s'agit d'un programme d'encouragement de la Confédération, pas du canton.</p>
<p>Le nouveau découpage, qui a éliminé une grande partie du territoire cantonal éligible pour implanter des éoliennes, ne correspond ni à la carte des critères d'exclusion, ni à l'étude de vent du Plan directeur en force. Sur quelle base les sites du Sud « certifiés ventés » par le canton en 2014 ont-ils disparu ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de catalogue des sites identifiés par New energy scout, puis abandonnés ? Est-ce une simple coïncidence si on retrouve 2 fois le chiffre de 59 sites, mais que ce ne sont pas du tout les mêmes ? Si les sites des Préalpes étaient plus ventés, pour quelle raison le canton s'en est-il pratiquement débarrassé dans le découpage de 2016 ? Le site classé 2ème sur 59, Salvenach-Morat, a même été supprimé (et sans document justificatif) pour cause de... manque de vent, ce qui démontre bien l'incohérence de la sélection des sites et de la méthode de notation. Comment prétendre, dès lors, que les sites choisis sont les meilleurs ?</p>	<p>Association Non au parc éolien Collines de la Sonnaz</p>	<p>Les études réalisées par New Energy Scout ont permis de déterminer un potentiel théorique de production dans le canton tenant compte des dispositions légales fédérales et cantonales, sous la forme d'une planification négative. Le rapport de New Energy Scout ne fait aucunement ressortir un nombre de sites « certifiés ventés ».</p> <p>Les 59 sites ressortent seulement des premières analyses réalisées dès 2016. Néanmoins, ces 59 sites ne correspondaient pas à des sites « certifiés ventés » susceptibles d'être à ce stade déjà retenus au Plan directeur cantonal.</p> <p>Sur la base des premières études de New Energy Scout, les analyses ont été affinées dès 2016 afin d'aboutir à une planification positive que l'on retrouve dans le Plan directeur cantonal.</p>

P0105 SECTEUR STRATEGIQUE PLANCHY		
L'ARG a proposé une mise à jour de cette fiche afin que le contenu du PDR de la Gruyère et du Plan directeur cantonal soient cohérents, conformément au processus prévu dans la mesure en vigueur. Les étapes suivantes de planification locale étant déjà en cours (masterplan), l'ARG réitère sa demande afin que le Plan directeur cantonal et le PDR de la Gruyère présentent de manière claire et cohérente le cadre pour le développement de ce secteur.	ARG	Le Conseil d'Etat prend bonne note de cette demande. Nous rappelons que le plan directeur régional de la Gruyère vient d'être mis en vigueur ce qui va déclencher la possibilité d'actualiser cette fiche.
T 407 LUFTREINHALTUNG / T408 LÄRMSCHUTZ		
An der Autobahnbrücke A12 und den Quartieren Birch; Santi Hans; Rächholderberg warten wir nach 25 Jahren noch auf sinnvolle Massnahmen.	VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen	Der Schutz vor Strassenlärm von der Autobahn fällt in die Zuständigkeit des Bundesamtes für Strassen ASTRA.
P410 AUTOBAHNZUBRINGER FRISENEIT		
Wir fordern den Kanton auf, die Projektblätter 2022 anzupassen und den zukunftsweisenden Autobahnanschluss P410 Friseneit dem Kantonalen Richtplan beizufügen. Dieser Anschluss weist das beste Kosten-Nutzenverhältnis der geprüften Varianten auf.	VoVD Verein für die optimale Verkehrserschliessung von Düdingen	Der Staatsrat hat diese Bemerkung zur Kenntnis genommen.
Dieses Projekt in den Kantonalen Richtplan wieder integrieren, damit der Sensebezirk eine kohärente und überregionale Raumplanung für die Zukunft auf Bundesebene aufzeigen kann.	Privatpersonen	Der Staatsrat hat diese Bemerkung zur Kenntnis genommen.

Annexe

GRAND CONSEIL

2023-DIME-231

Rapport :

Modifications du plan directeur cantonal - Information au Grand Conseil

Proposition de la commission ad hoc CAH-2023-020

Présidence : Gaillard Bertrand

Membres : de Weck Antoinette, Dumas Jacques, Genoud (Braillard) François, Ghielmini Krayenbühl Paola, Glauser Fritz, Hauswirth Urs, Jakob Christine, Mesot Roland, Rodriguez Rose-Marie, Tritten Sophie.

Prendre acte

La commission prend acte de ce rapport et invite le Grand Conseil à en faire de même.

Le 26 octobre 2023

Anhang

GROSSER RAT

2023-DIME-231

Bericht:

Änderungen des kantonalen Richtplans - Information an der Grossen Rat

Antrag der Ad-hoc-Kommission AHK-2023-020

Präsidium: Gaillard Bertrand

Mitglieder: de Weck Antoinette, Dumas Jacques, Genoud (Braillard) François, Ghielmini Krayenbühl Paola, Glauser Fritz, Hauswirth Urs, Jakob Christine, Mesot Roland, Rodriguez Rose-Marie, Tritten Sophie.

Kenntnisnahme

Die Kommission nimmt diesen Bericht zur Kenntnis und lädt den Grossen Rat ein, es ihr gleichzutun.

Den 26. Oktober 2023

Bonny David, Kubski Grégoire

Trafic régional voyageurs : haro sur les mesures d'économies proposées par le Conseil fédéral

Cosignataires : 0 Réception au SGC : 03.11.23

Dépôt

Le Conseil fédéral a décidé de procéder à des coupes budgétaires dès 2024 pour réduire son déficit.

Directement concernées, les entreprises régionales de transport recevront l'année prochaine 7,8 %, soit environ 92 millions de francs de moins. De plus, il ne s'agit pas d'une mesure unique. Elle sera appliquée durant plusieurs années. Economiser sur le dos des transports publics contredit les objectifs climatiques en mettant en péril le maintien et l'amélioration d'une offre régionale voyageurs de qualité. Cela engendrerait des suppressions de prestations en trafic régional. En clair, l'horaire serait réduit. Certains lieux pourraient ne plus être desservis par les transports publics. Le risque est important que le personnel subisse également des conséquences.

Les suppressions dans le transport régional de voyageurs ne sont pas seulement néfastes pour le personnel, mais aussi pour l'avenir des transports publics et pour la politique climatique de Suisse. Le 18 juin, le peuple a clairement accepté la nouvelle loi sur le climat et l'innovation. Celle-ci exige une réduction de l'empreinte carbone pour parvenir à zéro émission nette en 2050. Les transports publics peuvent et doivent y contribuer !

Ces mesures d'austérité annoncées ont créé leurs premiers effets en conduisant à une augmentation douloureuse des tarifs des transports publics. Si ces coupes financières sont approuvées par les Chambres fédérales, elles mettront en péril les planifications à long terme. En effet, une telle sécurité est importante car il convient de prévoir l'offre et ses développements afin d'être en mesure d'acquiescer dans les délais le matériel roulant nécessaire. Des modifications des conditions-cadres financières contreviennent aux objectifs fixés.

Ueli Stückelberger, directeur de l'Union des transports publics (UTP), le dit également dans un commentaire dans la NZZ : « Les transports publics jouent un rôle important pour parvenir à atteindre les objectifs climatiques. Ils constituent un moyen de transport peu polluant et extrêmement efficace sur le plan énergétique, et font donc partie de la solution. Concernant les transports publics routiers, le passage à des bus à propulsion écologique représente un grand défi et ceci ne pourra pas être réalisé dans des délais convenables sans les contributions fédérales. Et sans elles, la branche des transports publics ne sera pas en mesure d'accomplir ce qu'exige la Confédération. » Dès lors, il est nécessaire de pouvoir compter sur une recrudescence d'investissements au lieu de telles mesures d'économie.

Le Grand Conseil fribourgeois demande expressément aux commissions des finances et de gestion des deux Chambres ainsi qu'aux Chambres fédérales de prendre la pleine mesure des effets néfastes qu'aurait l'acceptation des coupes financières prévues au budget 2024 concernant le trafic régional voyageurs et, ainsi, de renoncer à ce plan d'austérité pour toutes les raisons invoquées.